



HAL
open science

Voies étudiantes. Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie (Inde britannique-Indochine française, années 1850-1940)

Sara Legrandjacques

► To cite this version:

Sara Legrandjacques. Voies étudiantes. Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie (Inde britannique-Indochine française, années 1850-1940). Histoire. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2021. Français. NNT: . tel-03683124

HAL Id: tel-03683124

<https://hal.science/tel-03683124>

Submitted on 31 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

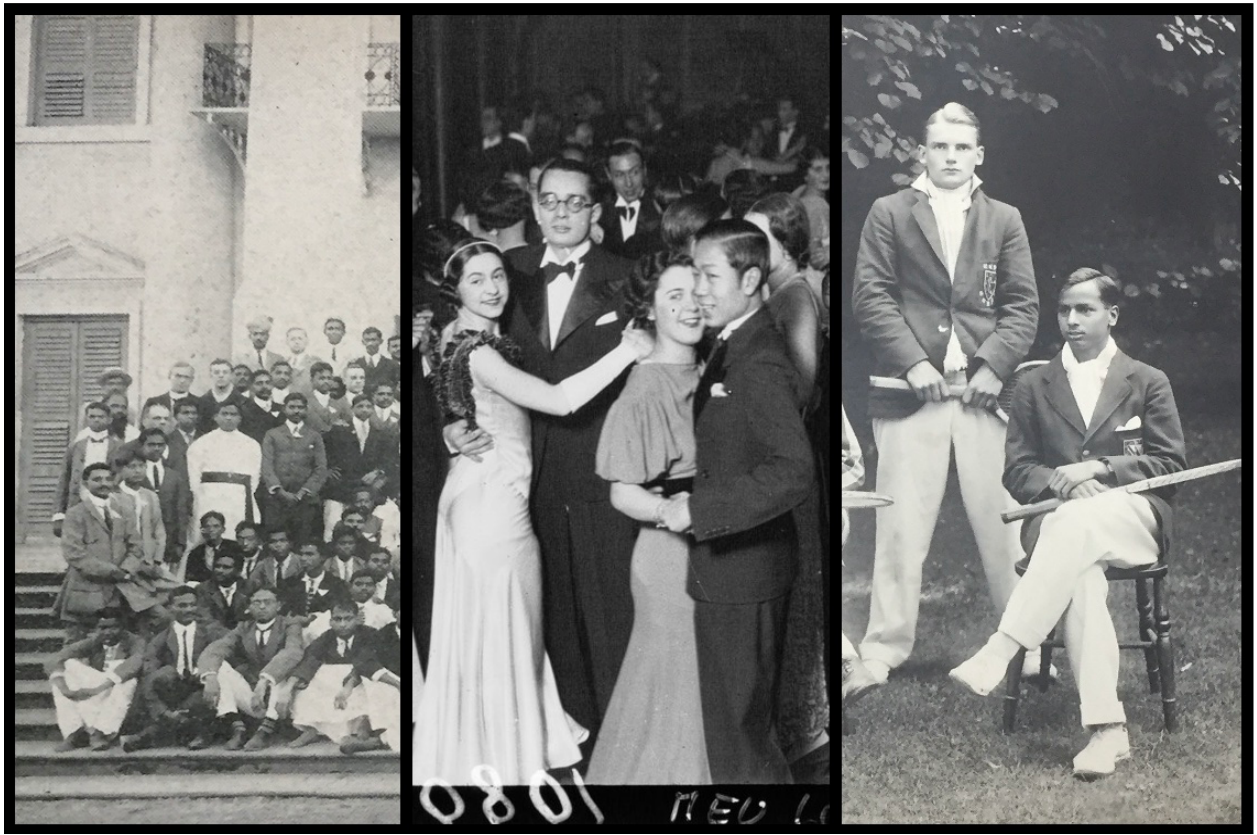
Unité mixte de rattachement 8138 Sorbonne, Identités, relations
internationales et civilisations de l'Europe (UMR Sirice)

Thèse pour l'obtention du titre de Docteur en Histoire
Présentée et soutenue publiquement à Paris le 4 décembre 2021 par

Sara LEGRANDJACQUES

VOIES ÉTUDIANTES

Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie
(Inde britannique – Indochine française, années 1850-1940)



Sous la direction de M. Pierre SINGARAVÉLOU

Professeur des Universités

Membres du Jury

Mme Vanessa CARU, Chargée de recherche, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud, CNRS-EHESS

Mme Natasha PAIRAUDEAU, Research Associate, University of Cambridge

Mme Rebecca ROGERS, Professeure des Universités, Université Paris Descartes

M. Pierre SINGARAVÉLOU, Professeur des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

M. Ludovic TOURNÈS, Professeur, Université de Genève



UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

Unité mixte de rattachement 8138 Sorbonne, Identités, relations
internationales et civilisations de l'Europe (UMR Sirice)

Thèse pour l'obtention du titre de Docteur en Histoire
Présentée et soutenue publiquement à Paris le 4 décembre 2021 par

Sara LEGRANDJACQUES

VOIES ÉTUDIANTES

**Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie
(Inde britannique – Indochine française, années 1850-1940)**

Volume 1. Texte

Sous la direction de M. Pierre SINGARAVÉLOU

Professeur des Universités

Membres du Jury

Mme Vanessa CARU, Chargée de recherche, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud,
CNRS-EHESS

Mme Natasha PAIRAUDEAU, Research Associate, University of Cambridge

Mme Rebecca ROGERS, Professeure des Universités, Université Paris Descartes

M. Pierre SINGARAVÉLOU, Professeur des Universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

M. Ludovic TOURNÈS, Professeur, Université de Genève

Résumé

Cette thèse propose une réflexion sur l'essor global des mobilités étudiantes en Asie entre le milieu du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cela, elle explore plus particulièrement le cas de deux colonies rattachées à deux empires distincts, l'Inde britannique et l'Indochine française. Alors que les premières universités indiennes sont fondées en 1857, il faut attendre le début du XX^e siècle pour qu'émergent des écoles supérieures dans la péninsule indochinoise. Dès lors, l'accès à l'enseignement supérieur et technique sous-tend des circulations qui se déploient à la fois dans les colonies et au-delà de leurs frontières. Cet enchevêtrement des échelles se trouve au cœur de cette étude, convoquant pour le saisir les outils de la comparaison et de la connexion. Une approche globale des mobilités estudiantines doit permettre de démontrer que ces mobilités sont une caractéristique essentielle de l'enseignement supérieur et technique, participant à la structuration de ce dernier et des sociétés dans lesquelles les circulations s'insèrent.

Ainsi, la présente thèse examine les mobilités étudiantes dans leur globalité, du départ et sa préparation jusqu'au retour, en passant par le voyage, moment mobile par excellence, et le séjour d'étude.

Organisée chronologiquement, la première partie propose une réflexion sur les ruptures et les continuités qui caractérisent le développement des migrations éducatives à l'âge des empires. L'élan de la deuxième moitié du XIX^e siècle laisse place à un véritable tournant global au cours des premières décennies du XX^e siècle, dont l'ampleur et les caractéristiques doivent être repensés. Entre le premier et le second conflit mondial, les flux connaissent leur apogée à toutes les échelles, sans que les tensions géopolitiques et militaires ne viennent réellement les tarir.

Alors que le voyage, en tant que déplacement, consacre l'entrée dans la mobilité, la deuxième partie se consacre à l'expérience étudiante pendant le séjour à vocation éducative. Elle révèle d'abord les enjeux liés à l'accueil des candidats aux diplômes, décisif quant au bon déroulement des études. L'admission dans des établissements d'enseignement n'est pourtant pas évidente et souligne la grande diversité de trajectoires. Ce faisant, les individus quittant ou rejoignant les colonies d'Asie du Sud et du Sud-Est s'insèrent dans des communautés étudiantes aux contours mouvants, mais aussi dans un cadre politique et social plus large.

Finalement, l'achèvement de la mobilité est l'occasion de mesurer l'impact de celle-ci sur les parcours individuels et collectifs en situation coloniale et impériale.

Mots-clés

Inde – Indochine – Empire colonial britannique – Empire colonial français

Enseignement supérieur et technique – Étudiant – Mobilité – Circulations

Histoire globale – Histoire des migrations – Histoire de l'éducation – *Colonial studies*

Summary

This work offers to reflect on the global rise of the mobility of students in Asia between the mid-nineteenth century and the end of the Second World War. To do so, it explores more precisely the cases of two colonies, each belonging to a distinct empire—the British Raj and French Indochina. While the first Indian universities were founded in 1857, it was only at the beginning of the twentieth century that “*écoles supérieures*” emerged in the Indochinese peninsula. From then on, the access to higher and technical education begot fluxes which spread both in the colonies and beyond their borders. This interweaving of scales is at the core of the present thesis which, in order to grasp it fully, resorts to the tools of comparison and connection. A global approach to student mobility needs to be able to demonstrate that these movements are an essential characteristic of higher and technical education, and that they participate in the structuration of the latter and of the societies into which these fluxes fit.

Therefore, the present thesis examines student mobility in its entirety, from the departure and its preparation to the return home, including the journey—the perfect illustration of mobility—and the study trip.

The first part is chronologically organised and offers to reflect on the ruptures and continuities which characterise the development of educational migrations at the age of empires. The impetus of the second part of the nineteenth century gave way to a global watershed in the course of the first decades of the twentieth century, the scope and features of which need rethinking. Between the first and second world wars, those fluxes reached a peak on every level, without being jeopardised by geopolitical or military tensions.

Since the journey in itself epitomises the entry into mobility, the second part is dedicated to the student experience during the educational stay. It first unveils the issues connected to the reception of the candidates, a decisive moment for the smooth running of their studies. The admission to higher education institutes however proved challenging and it underlined the great diversity of students’ trajectories. In doing so, individuals leaving or reaching colonies in South Asia or South-East Asia fitted into student communities, the borders of which remained shifting, and into a larger political and social framework.

To conclude, the completion of the mobility provides an opportunity to measure the impact of the latter on individual and collective journeys in a colonial and imperial context.

Keywords

India—Indochina—British Empire—French Empire

Higher and Technical education—Student—Mobility—Fluxes

Global History—Migration History—History of Education—Colonial Studies

Une thèse bien à soi ?

Remerciements

L'aventure doctorale est communément présentée, non sans raison, comme un exercice solitaire et de longue haleine, en face à face avec les archives et les ouvrages. Toutefois, ces six années de thèse furent accompagnées de multiples échanges et rencontres, tant scientifiques, professionnels qu'amicaux. Cette thèse, j'en suis convaincue, s'est nourrie de ceux-ci et n'aurait pu être la même sans l'ensemble des personnes auxquelles j'adresse les remerciements suivants.

D'abord, ce projet doctoral n'aurait pu voir le jour sans la confiance et la liberté que m'a accordées le professeur Pierre Singaravélou, dès nos premiers échanges – qui furent aussi mes premiers pas à la BnF – et jusqu'à la finalisation de ce manuscrit.

Je remercie l'ensemble des membres du jury d'avoir accepté de lire et d'évaluer ce travail : Mme Vanessa Caru, Mme Natasha Piraudeau, Mme Rebecca Rogers et M. Ludovic Tournès.

Cette thèse fut précédée d'un mémoire de Master 2 soutenu en juin 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction du professeur Hugues Tertrais. Ses conseils ont été précieux. Grâce aux séminaires qu'il animait au Centre d'Histoire de l'Asie contemporaine (CHAC) de l'Institut Pierre Renouvin (IPR), j'ai pu découvrir le monde de la recherche universitaire. Je remercie également Marie de Rugy pour son aide quant à la préparation de l'oral des auditions du contrat doctoral.

L'accueil qui me fut réservé au sein de la communauté des enseignants-chercheurs, à l'École d'histoire de Paris 1 et de son École doctorale ainsi qu'à l'UMR Sirice m'ont permis de mener mes recherches dans un environnement souvent stimulant. Je remercie les professeurs Jean-Marie Le Gall et Christine Lebeau pour leur soutien dans les éprouvantes démarches rectores qui ont suivi l'obtention de mon contrat doctoral pendant l'été 2015. Mes remerciements vont également à l'ensemble de l'équipe de direction et notamment Bertrand Debatty, Behdja Kenniche et Noemi Rubello.

Au sein de l'UMR et de l'IPR, je tiens à remercier la professeure Marie-Pierre Rey, mais aussi et surtout, l'ensemble de l'équipe passée et actuelle : Gisèle Borie, Virginie Durand, Stéphane Guillerez, Sandrine Maras et Josette Mateesco. Leur aide et leur amitié me furent précieuses. Je remercie également les fidèles du campus Condorcet : Anne-Laure Briatte, Ana Leticia Leitao et Fabrice Virgili, sans oublier mes collègues représentant·e-s des doctorant·e-s de l'UMR : Lise Galland, Maxime Launay, Anna Safronova et Ksenia Smolovic.

Cette thèse fut marquée par de multiples mobilités. Celles-ci me conduisirent vers de nombreux centres d'archives et bibliothèques en Europe, en Asie et aux États-Unis. En France, je remercie l'équipe des Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence et, notamment, Olivia Pelletier pour son aide concernant certains fonds ; des Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine ; des Archives diplomatiques de La Courneuve ; de la Mission Archives de Sciences Po Paris, sans oublier la BnF, dont les murs auront été les témoins de la plus grande motivation comme des pires atermoiements.

Outre-Manche, j'ai bénéficié d'un accueil toujours chaleureux à la British Library de Londres, aux National Archives de Richmond, à la Bodleian Library d'Oxford, à la Wren Library de Cambridge ainsi que dans les départements des archives de Brunel University à Uxbridge, d'Inner Temple à Londres, de Christ Church College, d'Exeter College, de St John's College, de New College et de Somerville College à Oxford. Je remercie particulièrement les archivistes respectifs de ces différents lieux : Phaedra Casey, Celia Pilkington, Judith Curtoys, Penny Baker, Michael Riordan, Carolyn Bratnober et Kate O'Donnell.

Je remercie le personnel du centre n° 1, à Hanoi, et en particulier Hoàng, et du centre n° 2, à Ho Chi Minh Ville, des Archives nationales du Vietnam ainsi qu'Andrew Hardy et le bibliothécaire de l'École française d'Extrême-Orient à Hanoi de leur accueil bienveillant.

En Inde, mes recherches ont pu bénéficier de l'assistance de l'équipe des Archives nationales à New Delhi et des Archives étatiques du Bengale occidental. Les fonds n'auraient pu être accessibles sans le soutien que j'ai obtenu, sans délai, de l'ambassade de France à New Delhi et du consulat de France à Kolkata, en particulier du consul Philippe Ducornet et du consul adjoint Olivier Cassin. Je remercie également Émilie Cartier de l'Institut français à Delhi et Nicolas Gravel du CSH.

À New York, je remercie Emmanuelle Saada pour son accueil à Columbia University et ses conseils, ainsi que les bibliothécaires de la Bobst Library, de la Butler Library et de la Burke Library.

Ces séjours de recherche n'auraient pu être possibles sans certaines aides financières et institutionnelles. Je remercie l'École d'histoire de Paris 1, l'UMR Sirice, le Collège des Écoles doctorales de Paris 1, auprès duquel la professeure Christine Lebeau a défendu mon projet, le GIS Asie, le programme Alliance et la Maison française d'Oxford.

Je remercie également toutes les personnes qui m'ont hébergée pendant ces séjours et, plus particulièrement, Pauline Stockman et Nicolò à Londres, Allie et sa famille – qui est un peu ma famille désormais – à Hanoi. Je remercie Maud pour l'étrange colocation new-yorkaise, Brij Tankha pour ses recommandations sud-asiatiques et l'association Paul-Février pour ses actions en faveur des chercheurs à Aix-en-Provence.

De plus, Yann Vinh à Hanoi, Charlotte et Alexis à Calcutta, Antoine Lê à Ho Chi Minh Ville ont participé à rendre mes séjours asiatiques encore plus mémorables. Merci à Rachel Grace Newman pour l'entrevue new-yorkaise.

Mon projet de recherche s'est nourri d'échanges aussi nombreux que riches au cours de conférences, *workshops* et autres ateliers de recherches. Je remercie notamment John Mathew, Melody Shum, Klaus Dittrich, Hu Enyi, May Tan-Mullins, Sander Tetteroo, Julia

Behrens, Petra Desatova, Karim Mammasse, Coraline Jortay, Rachel Grace Newman, Edgar Liao, Dylan Baun, Christophe Charle, Antonin Dubois, Cosmin-Stefan Dogaru, Damiano Matasci, Hugo Dores Gonçalves, Miguel Jeronimo Bandeira, Harald Fischer-Tiné, Martin Dusinger, Alice Polanski-Goheneix, Henry Mitchell, Philippe Peycam, David Pomfret, Claire Zalc, Thibault Becchini, Matthieu Gillibert, Laetitia Guerlain, Catherine Fillon, Silvia Falconieri ainsi que l'équipe du GERME. Je remercie l'ensemble de mes collègues du CHAC ainsi que ceux des ateliers doctoraux « l'Établi des historiens » et « atelier transnational ».

Parmi eux, qu'Antonin Dubois, Yamina Bettahar, Kirsten Kamphuis, Ole Birk Laursen, Jordan Biets, Karim Mammasse, Nguyễn Thụy Phương et Christina Wu reçoivent des remerciements des plus chaleureux.

Je remercie l'équipe du projet ANR Global Youth et tout particulièrement Guillaume Tronchet, Antonin Durand et Gabrielle Chomentowski ainsi que celle du département Global de l'Institut Convergences Migrations.

Que serait le monde de la recherche sans le GROC ? Des remerciements tout particuliers à Élise Abassade, Vincent Bollenot, Aliénor Cadiot, Quentin Gasteuil, Thierry Guillopé, David Leconte, Julie Marquet, Hugo Mulonnière, Antonin Plarier et Margo Stemmelin, pour leur soutien et leurs inaltérables efforts pour rendre la recherche plus juste et plus passionnante.

Je remercie mes amis et collègues qui m'ont aidée à affronter les enjeux linguistiques, qu'ils soient vietnamiens, pour Nguyễn Thụy Phương, ou japonais, avec Caroline Bonin, Luc Fontanelle et, surtout, Seiji Moriya.

Marie Aberdam, Pascal Bonacorsi, Matthieu Cabanes, Arthur Diolez, Quentin Gasteuil, Ole Birk Laursen, Pauline Khamphone, Natasha Piraudeau, Kim Frédérick Pournin et Alexandre Puche ont participé à enrichir le corpus de sources de cette thèse : merci ! Je remercie également Yann Charles de m'avoir permis d'explorer à distance certains fonds des Archives nationales du Cambodge. Samuel Berthet a pris le temps de répondre à mes interrogations de début de thèse, qu'il en soit remercié ; Olivier Wieviorka pour les références bibliographiques ; Stéphane Lembré pour les éclaircissements sur l'enseignement technique.

Ces dernières années furent riches en expérience d'enseignement, que je ne saurais dissocier de mon expérience de chercheuse. Je remercie les équipes enseignantes qui m'ont accueillie à Paris 1, sur les campus mentonnais, rémois et parisien de Sciences Po ainsi qu'au lycée Marcelin Berthelot de Saint-Maur-des-Fossés. Des remerciements particuliers à Florian Michel, Marie de Ruy, la professeure Sabine Dullin, aux professeurs Christophe de Voogd, Mario del Pero et Pap N'Diaye, à la professeure Laurence Badel et Gwendal Rannou ; mais aussi à Camille Mahé, Romain Jaouen et Anna Shapovalova, mes collègues à Sciences Po. Merci à Cécile Duvignacq-Croisé, Abdénor Hidouche, Edwige Marchand, Marie Terrien, Bruno Martin-Gay, Catherine Oursin, Giacomo Losito, Brigitte Nader et Guillaume Cumières d'avoir suivi mes aventures doctorales – ou non – autour de la machine à café de notre labo !

Ma reconnaissance éternelle va à l'ensemble des relecteurs et relectrices de cette thèse, soit : Marie Aberdam, Matthieu Cabanes, Gabrielle Chomentowski, Antonin Dubois,

Virginie Durand, Thierry Guillopé, Julie Marquet, Julien Portier, Gwendal Rannou, Margo Stemmelin, Nicolas Thiébaud ainsi que la professeure Marie-Pierre Rey. Je remercie Andrew Hardy d'avoir bien voulu « tester » mon plan de thèse, Adèle Sutre pour son aide cartographique, Arnaud Quérel pour le support technique, Marine Galiné pour le *summary*, Virginie Durand pour l'index (et *tutti quanti*) et Simon Legrandjacques, maître ès tableurs Excel.

Je remercie mes professeurs de vietnamien de l'Université Paris-Diderot et d'allemand de la Mairie de Paris et tout particulièrement Christiane Dupont pour sa bienveillance.

Tous mes remerciements ne sauraient être suffisants pour exprimer ce que je dois à celles et ceux qui m'ont épaulée, soutenue, portée dans les moments les plus critiques de ces six années de thèse : Marine et Sébastien, Quentin, Aline, Virginie, Élise, Adrien et Justine (sans oublier Élise et Daniel), Oriane et Christopher, François, Q, Élisabeth, David, Geff, Doudou, Mélody, Claire. Je remercie également Sophie Tawil et Jessica Léger.

Mes ami-e-s, puisse-t-on se remémorer cette aventure ensemble pendant de longues années encore tout en en vivant d'autres plus exaltantes. Des remerciements spéciaux, qui pour certains méritent d'être dédoublés, vont à Virginie dont la sagesse fut si souvent salvatrice, à mes fidèles Marine et Seb et à leurs nounours multiformes, à ma colocataire pour toujours Aline et à son nouveau colocataire Maxime, à Quentin, « PhDude » jusqu'à la dernière minute, à l'illustre Kim-Frédéric, mais aussi à Julien aka « The Game », Marie T., Marie A., Élisabeth, David, Claire, Anna, Oriane, Christopher, Adrien, Justine, Melody, Charlotte, Thomas, Q, François, Yasmina, Gwendal, Angéline, Noémie, Ksénia, Laura, Claire-Lise et la team BnF, Colin, Matthieu, Pauline K., Luc, Clément, Élise, Julie, Vincent, Saki, Kirsten, Pauline S., Nicolò, Sandrine, Laurent, Gisèle, Nina. Merci également à Marie-Chantal et Georges. Un merci particulier va à David Leduc : qu'il soit assuré de ma sincère reconnaissance quant au soutien inconditionnel qu'il a pu m'apporter pendant plusieurs années. Je remercie les Oiseaux de passage.

Enfin, je remercie ma mère, Béatrice Legrandjacques, de m'avoir soutenue et encouragée depuis toujours. Je lui promets d'arrêter les études et peut-être même, de me reposer maintenant. Ma tante, Monique Legrandjacques, m'a apporté un soutien sans faille – et souvent chocolaté – qui a été déterminant. J'ai toujours pu compter sur Simon, mon frère, pour m'aérer l'esprit. Merci pour tout. Je ne sais pas si j'ai réussi à faire comprendre ce que je faisais à mon grand-père, Guy, mais je le remercie de sa gentillesse et de son accueil toujours chaleureux. Merci à Kira de m'avoir quotidiennement rappelé qu'il n'y avait pas que mon écran d'ordinateur et mes livres dans la vie. Je remercie mon père qui a dû me soutenir à sa manière.

Une pensée particulière va à Jacqueline Legrandjacques, ma grand-mère. Elle n'aura pas vu la fin de ce doctorat, mais je n'ai aucun doute sur le fait qu'elle aurait trouvé ça par principe « très bien ».

À mes grands-mères.

Pour mes étudiants, du passé, du présent et à venir.

Sommaire du volume 1

Résumé et mots-clé.....	3
<i>Summary et keywords</i>	5
Remerciements.....	7
Sommaire.....	15
Conventions, sigles et abréviations.....	17
Introduction générale.....	23
<u>PARTIE 1. L'INVITATION AU VOYAGE</u>	75
Chapitre 1. Nouveaux départs (deuxième moitié du XIX ^e siècle)	77
Chapitre 2. Le tournant global (c. 1902-1917/1918)	153
Chapitre 3. Des mobilités à maturité ? (c. 1917/1918-1945)	249
<u>TRANSITION</u> : Chapitre 4. Devenir mobile. Voyages et déplacements en contexte éducatif.....	331
<u>PARTIE 2. VIVRE LA MOBILITE ETUDIANTE</u>	373
Chapitre 5. Accueils.....	375
Chapitre 6. Le temps de l'étude.....	447
Chapitre 7. Au-delà de l'étude. Socialisation et politisation.....	561
<u>ÉPILOGUE</u> : Chapitre 8. Retours vers le futur.....	633
Conclusion générale.....	673
Lexique.....	687
État des sources.....	689
Bibliographie.....	731
Index.....	751

Conventions, sigles et abréviations

Conventions

Les graphies en usage ont été conservées pour les noms de lieu les plus courants. Ainsi, nous écrivons « Hanoi » et « Saigon », mais « Huế », « Chợ Lớn » ou « Cần Thơ ».

Pour les localités chinoises, le nom utilisé dans les archives a été conservé tandis que le nom d'usage actuel est précisé entre parenthèses.

Exemple : Tchentou (Chengdu)

De la même manière, les localités indiennes sont mentionnées à travers leur nom colonial, soit Calcutta pour Kolkata, Madras pour Chennai, Bombay pour Mumbai, etc.

Concernant les noms vietnamiens, les signes diacritiques ont été respectés autant que possible, sauf quand ceux-ci ne nous étaient pas connus et ne pouvaient pas être restitués, car non-indiqués dans les sources.

Les citations de source reproduisent l'orthographe – fautes et coquilles incluses – du document concerné. [...] indique un passage supprimé par l'auteure ; [mot] une lettre ou un mot ajouté pour la compréhension.

Sauf mention contraire, toutes les traductions de l'anglais vers le français sont de notre fait.

L'auteure invite le lecteur à consulter le volume 2 lorsqu'une note de bas de page renvoie aux annexes.

Sigles et abréviations

AASIEI : Association for the Advancement of Scientific and Industrial Education of Indians

AGEI : Association générale des étudiants indo-chinois

AGEI* : Association générale des étudiants de l'Université indo-chinoise

AN : Archives nationales

ANOM : Archives nationales d'outre-mer

ANV : Archives nationales du Vietnam

➤ ANV1 : centre n°1, Hanoi

➤ ANV2 : centre n°2, Ho Chi Minh Ville

BL : British Library

CAI : Service de contrôle et d'assistance aux indigènes en France

CAISA : Central Association of Indian Students Abroad

CUA : Archives de l'Université de Calcutta (Calcutta University Archives)

COLUA : Archives de Columbia University, New York City (Columbia University Archives)

CUP : Cité universitaire de Paris

➤ autre mention possible : CIUP : Cité internationale universitaire de Paris

FEA : Foyer des étudiants annamites de Hanoi

FICSA : Federation of Indian and Ceylonese Students Abroad

FISSGBI : Federation of Indian Students' Societies in Great Britain and Ireland

FPD : Foreign and Political Department

GenEd : Fonds du département d'éducation – Général

GGI : Gouvernement général de l'Indochine

GouvCoch : Gouvernement de la Cochinchine

HD : Affaires intérieures (Home Department)

ICS : Indian Civil Service

IFAT : Institut franco-annamite de Toulon

IMS : Indian Medical Service

IOR : Fonds de l'India Office (India Office Records)

ISD : Département des étudiants indiens (Indian Students' Department)

MEI : Maison des étudiants de l'Indochine

MGC : Maria Grey Training College

MIT : Massachusetts Institute of Technology

NAI : Archives nationales de l'Inde (National Archives of India)

NIA : National Indian Association

OUA : Oxford University Archives

RSA : Résidence supérieure d'Annam

RST : Résidence supérieure du Tonkin

SAMI : Service d'assistance morale et intellectuelle aux Indochinois

SAMIPIIC : Société d'amélioration morale, intellectuelle et physiques des indigènes de Cochinchine

SLOTFOM : Service de liaison des originaires des territoires de la France d'outre-mer

UIUC : Université d'Illinois à Urbana-Champaign

VNQDD : Parti nationaliste vietnamien (Việt-nam Quốc-dân Đảng)

WBSA : Archives d'État du Bengale occidental (West Bengal State Archives)

YMCA : Young Men's Christian Association

YWCA : Young Women's Christian Association

« Vous avez dit chronologie ?

Je n'ai pas de repères ; mes jalons ne sont ni des jours, ni des mois, ni des années.

Ce sont des avant – pendant – après. »

Sarah Moon

Introduction générale

Tokyo, Japon, 27 février 1909. Linh prend la plume¹. Il vient d'arriver dans la capitale japonaise depuis l'Indochine française, aux côtés d'autres étudiants, vietnamiens et chrétiens comme lui. Dans les mots qu'il adresse au prêtre resté au pays, le père Mai, il décrit d'abord sa rencontre avec Phan Bội Châu, lettré anticolonialiste, et le prince Cường Để, descendant de la dynastie Nguyễn écarté du trône d'Annam. Autour d'eux gravite une communauté étudiante unie, originaire des trois *kỳ* – provinces – composant le Vietnam colonial : la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin. Alors qu'il évoque l'accueil amical des Japonais, l'enthousiasme de Linh est palpable à travers ses lignes. Son projet se dessine : il souhaite suivre un cours préparatoire de trois ans afin de pouvoir rejoindre un établissement d'enseignement supérieur. Pour cela, une seule chose lui manque : l'argent. L'objectif de sa missive, débordant d'arguments favorables à une éducation nippone, est clair : convaincre son interlocuteur de lui transférer mille piastres par l'intermédiaire de relais hongkongais.

Londres, Royaume-Uni, toujours en 1909. Les presses de l'imprimerie J.S. Phillips vrombissent. La sortie de la douzième édition du *Handbook of Information for Indian Students* est imminente². À Bombay, Calcutta, Madras et Lahore, les entrepreneurs en charge de sa diffusion attendent la nouvelle version du guide destiné au public étudiant indien avec impatience. Car dans ces centres universitaires, actifs depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, nombreux sont les candidats désireux de poursuivre leurs études en dehors de la colonie. Le guide préparé par la National Indian Association, basée en Angleterre, est là pour les aider. Ses pages décrivent l'ensemble des écoles et filières – droit, fonction publique, agriculture, médecine, comptabilité, ingénierie – au sein desquelles ils peuvent prétendre être admis.

¹ Japan Center for Asian Historical Records (JACAR), National Archives of Japan, B02032273000 : *Compilation of miscellaneous documents* : « Courrier de Cu Linh au prêtre Mai, 27 février 1909 ».

² Committee of the National Indian Association in Conjunction with the Advisory Committee, India Office, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Philipps, 1909.

Dans l'édition de 1909, cinq pages sont dédiées à l'éducation féminine. Mais c'est une nouvelle rubrique que les aspirants aux études métropolitaines découvrent en feuilletant la publication, qui s'ouvre sur des conseils aux étudiants préparés par l'India Office. Le gouvernement britannique incite les jeunes Indiens et Indiennes à organiser leur séjour le plus tôt possible et, pour cela, à avoir recours aux services de comités présents dans la plupart des présidences et provinces du Raj.

Au début du xx^e siècle, des étudiants d'Asie coloniale prétendent à une formation en dehors de leurs territoires d'origine, que ceux-ci soient dotés, ou non, d'institutions éducatives de niveau supérieur. Ce sont ces mobilités d'études à l'âge des empires qui font l'objet de la présente thèse d'histoire. Il s'agit d'en saisir le déploiement à différentes échelles, entre le milieu du xix^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, afin de dresser un panorama global de ces circulations, de leurs causes, modalités et conséquences, en prenant en compte la diversité des acteurs qui y sont associés. Deux colonies intégrées à des empires distincts, l'Inde et l'Indochine, seront alors appréhendées comme des points de départ et d'arrivée pour des individus mobiles désireux d'accéder à un savoir dispensé dans un cadre scolaire et universitaire. Ainsi, cette thèse mobilise et croise plusieurs champs historiques : l'histoire de l'éducation, l'histoire des migrations, l'histoire sociale des étudiants et les *colonial studies*.

1. Accéder à l'enseignement supérieur et technique en situation coloniale

Les mobilités appréhendées dans ce travail sont associées à l'étude, c'est-à-dire qu'elles participent à l'acquisition de connaissances dans différents domaines, pouvant revêtir une dimension théorique et/ou pratique. Cet apprentissage passe par la fréquentation de cours et d'établissements dédiés à la transmission de savoirs variés, accessibles au sein d'une colonie ou en dehors de celle-ci. Cette thèse se concentre sur l'enseignement supérieur et technique, excluant la circulation des élèves du primaire et du secondaire. En effet, si l'étudiant peut être défini comme un individu inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur, la vaste gamme d'établissements qui l'accueille aux xix^e et xx^e siècles assure aussi

bien un enseignement dit « classique » qu'une formation davantage technique, d'abord définie ici comme l'« étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers afin de préparer aux différentes carrières du commerce et industrielles³ ». En réalité, les frontières entre technique et supérieur sont floues et mouvantes : en 1886, le mémorandum sur l'enseignement technique en Inde inclut les facultés dites professionnelles – droit, médecine, ingénierie civile – des universités indiennes, aux côtés d'écoles et cours professionnels⁴. En Indochine, les cours supérieurs qui voient le jour à partir du début du xx^e siècle proposent un enseignement pratique et professionnalisant qui se distingue de celui des facultés métropolitaines. En somme, il s'agit de s'intéresser aux mobilités associées à toute formation supérieure et technique, qu'elles s'inscrivent dans le cadre de l'enseignement en situation coloniale ou qu'elles le dépassent, afin de saisir cette instruction supérieure et technique dont l'offre se développe à partir du xix^e siècle, aussi bien en Asie coloniale qu'en dehors de celle-ci.

A. Vers un enseignement supérieur et technique colonial en Asie

Les xix^e et xx^e siècles correspondent à l'affirmation d'empires coloniaux, qu'ils soient européens ou extra-européens, à travers la conquête et la domination de vastes territoires ultramarins. La mise en place d'administrations coloniales s'accompagne de réflexions plus larges, qui incluent la question éducative. Si celle-ci concerne les niveaux élémentaires d'instruction, des réflexions et initiatives émergent également quant à la formation supérieure et professionnelle. En Asie coloniale, le deuxième tiers du xix^e siècle voit ainsi apparaître les premiers cours et écoles supérieurs au sein de territoires variés : un cours de droit est organisé dans le comptoir français de Pondichéry en 1838 où existe déjà une offre de formation en Travaux publics depuis une douzaine d'années⁵ ; au fil des décennies suivantes, des écoles de médecine ouvrent leurs portes aux Indes, qu'elles soient britanniques,

³ « Technique (enseignement) », in Ferdinand Buisson, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et C^{ie} 1911, disponible en ligne : <http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/document.php?id=3721>, consulté le 9 septembre 2021.

⁴ British Library (BL), India Office Records (IOR), V/27/865/1: *Technical Education in India, 1886-1904* : « Memorandum on Technical Education in India prior to 1886 ».

⁵ Jacques Weber, *Les établissements français en Inde au XIXe siècle (1816-1914) – Tome 4*, Paris, Librairie de l'Inde éditeur, 1988, p. 2260 ; Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 35.

françaises ou néerlandaises⁶. Cet enseignement prend d'ores et déjà des formes variées : des écoles spécialisées dans une filière spécifique, comme les écoles de chef indonésiennes aux desseins administratifs⁷, font face à des systèmes plus élaborés, en Inde britannique notamment. De plus, les temporalités ne s'accordent pas : il faut attendre la deuxième vague de création universitaire, au début des années 1900, pour qu'un enseignement supérieur se développe dans plusieurs possessions coloniales d'Asie de l'Est et du Sud-Est, à Singapour, en Indochine, à Hong Kong ou encore aux Philippines⁸. Dès lors, c'est un tableau complexe et différencié de l'enseignement supérieur et technique dans les colonies indienne et indochinoise qui doit servir de support à nos réflexions, prenant en compte les héritages antérieurs à la colonisation.

A.1. Des héritages éducatifs anciens

L'enseignement supérieur et technique qui voit le jour en Inde comme en Indochine n'apparaît pas *ex nihilo*. Depuis plusieurs siècles, des étudiants ont accès à des offres d'instruction au sein de leur territoire d'origine que les colonisateurs vont intégrer à leurs réflexions sur l'éducation en situation coloniale. Elles sont façonnées par les caractéristiques culturelles et religieuses des sociétés locales, donnant lieu à un enseignement d'abord classique et spirituel, mais pouvant aussi préparer à des fonctions spécifiques, notamment administratives.

L'enseignement supérieur au sein du sous-continent indien repose principalement sur un savoir littéraire, philosophique et religieux dispensé en sanscrit, en arabe ou en persan⁹. Les membres des castes supérieures hindoues peuvent rejoindre des écoles appelées *tois* ou

⁶ Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction en Inde (1780-1854)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 142-143 ; Pierre Singaravélou, « 'L'enseignement supérieur colonial'. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, n°122, 2009, p. 86 ; Liesbeth Hesselink, *Healers on the colonial market. Native doctors and midwives in the Dutch East Indies*, Leiden, KITLV Press, 2011, p. 75-77, 83, 163.

⁷ En 1878, trois écoles pour les chefs appelées *Hoofdenscholen* ouvrent aux Indes néerlandaises : Akira Nagazumi, *The Dawn of Indonesian Nationalism. The Early Years of the Budi Utomo*, Tokyo, Institute of Developing Economies, 1927, p. 19-20, traduit par Romain Bertrand, *État colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfait*, Paris, Karthala, 2005, p. 468.

⁸ Apparaissent alors de nouvelles écoles supérieures, comme celle de médecine à Singapour en 1905, mais surtout de nouvelles universités, notamment au sein de territoires qui n'en étaient pas encore dotés : en Indochine en 1907 puis 1917 ; aux Philippines en 1908 ; à Hong Kong en 1911-1912. Pour une présentation générale de l'enseignement supérieur colonial en Asie, voir : Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. art.cit. ».

⁹ Suresh Chandra Bhose, *The History of Education in Modern India 1757-1998*, Hyderabad, Orient Longman, 2000, p. 6.

chatuspathis où ils suivent gratuitement des cours tout en étant gracieusement logés¹⁰. Des établissements tenus par des *pundits*, des savants de la caste des brahmanes, sont également ouverts dans les centres religieux, soutenus par des mécènes. D'autres écoles, portant le nom de *madrassas*, accueillent quant à elles des étudiants d'abord musulmans¹¹ qui se destinent à des carrières d'officiers de justice. Leur instruction est moins spirituelle, mêlant littérature, textes religieux, grammaire, logique, rhétorique, philosophie naturelle, arithmétique et calligraphie. Enfin, des centres d'apprentissage bouddhistes, à la fois monastères et universités, dispensent une formation religieuse en pâli, ouverte à tous, mais accueillant avant tout des membres de l'élite politique et économique¹².

Cette instruction bouddhiste concerne aussi les étudiants originaires de Birmanie, colonie rattachée au Raj jusqu'en 1937¹³, ainsi que des territoires occidentaux de la péninsule indochinoise, qu'ils soient Khmers ou Laotiens. Ils fréquentent alors des monastères (*vatt*) dont certains se situent à l'étranger, au Siam notamment¹⁴. Les écoles de pagode ou de pâli, nom donné aux bâtiments dédiés à l'instruction au sein d'un monastère, proposent un enseignement d'abord élémentaire. La formation supérieure est réservée à une minorité de « novices », c'est-à-dire d'élèves désireux d'embrasser la vie monastique¹⁵.

Les territoires correspondant à l'actuel Vietnam se distinguent quant à eux par un enseignement confucéen, sur le modèle chinois, destiné à former des hommes capables de gérer les affaires publiques. Selon Trinh Van Thao, le troisième degré correspond à l'enseignement supérieur classique, dispensé dans des écoles provinciales dites « écoles des *đốc học* », faisant référence au plus haut grade mandarinal, celui de docteur¹⁶. En effet, les

¹⁰ *Ibid.*, p. 7.

¹¹ Suresh Chandra Ghosh précise que des étudiants hindous peuvent être admis à suivre les séminaires dispensés au sein des *madrassas* : *ibid.*

¹² Francis Robinson (dir.), *The Cambridge Encyclopedia of India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Nepal, Bhutan and the Maldives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 380 ; Samarendra Nath Sen, *Scientific and Technical Education in India (1781-1900)*, New Delhi, Indian National Science Academy, 1991, p. 1-12.

¹³ Voir notamment le chapitre de John Sydenham Furnivall dédié à l'éducation en Birmanie coloniale dans : Paul H. Kratoska (ed.), *South East Asia Colonial History. Vol. III: High Imperialism (1890s-1930s)*, Londres-New York, Routledge, 2001, p. 189.

¹⁴ Ann-Ruth Hansen souligne le caractère décentralisé des monastères bouddhiques jusqu'aux années 1910 : *How To Behave. Buddhism and Modernity in Colonial Cambodia, 1860-1930*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2007, p. 84.

¹⁵ Marie Aberdam, « Élités cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953) », thèse de doctorat en histoire, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, p. 317.

¹⁶ Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995, p. 32-33.

cours qui y sont donnés préparent aux examens et concours mandarinaux organisés depuis le XI^e siècle afin de recruter des mandarins, les fonctionnaires locaux¹⁷. Les examens annuels puis provinciaux ouvrent la voie au concours régional. Une réussite à trois épreuves de ce dernier permet d'obtenir le titre de *tu tài* – bachelier – tandis qu'un succès à la quatrième épreuve décerne le titre de *cử nhân* – licencié. S'ensuivent le concours de doctorat et le concours supérieur du palais¹⁸. Ces examens se succèdent d'années en années, sur une base triennale¹⁹.

L'enseignement supérieur traditionnel prend donc des formes variées en fonction des territoires concernés. Toutefois, cet accès aux études est réservé aux hommes, que ceux-ci soient issus des élites locales ou bénéficient d'une approche davantage méritocratique, comme au Vietnam où les concours mandarinaux sont ouverts à tous à l'exception des chrétiens jusqu'en 1874 et des hommes exerçant une profession jugée honteuse²⁰. Il n'en est pas moins difficile de déterminer les effectifs des cohortes étudiantes rejoignant les établissements d'enseignement.

Les conquêtes et la mise en place de sociétés coloniales conduisent Britanniques et Français à prendre en compte ces initiatives antérieures. Dans un premier temps, à partir du milieu du XVIII^e siècle, les autorités coloniales de l'Inde sous domination britannique s'intéressent peu aux questions d'éducation. L'instruction traditionnelle se maintient dans un mépris réciproque entre savants hindous et colons occidentaux : les *pundits* considèrent alors d'un mauvais œil le savoir occidental, tandis que les connaissances qu'ils transmettent sont parfois dépeintes comme archaïques, « depuis longtemps négligées par les indigènes²¹ ». Un changement s'amorce à la fin du siècle lorsqu'à partir des années 1780, des administrateurs coloniaux organisent des établissements éducatifs dispensant un savoir oriental, à l'instar du Madrasa College de Calcutta en 1781 ou du Sanskrit College de Bénarès en 1791²². Du côté

¹⁷ Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes. Une bureaucratie à l'épreuve (1820-1918)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004, p. 24-25.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Pascale Bezaçon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1862-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 28-31.

²⁰ Emmanuel Poisson précise que l'interdiction touchant les hommes exerçant une profession honteuse s'étend sur trois générations : *Mandarins et subalternes...*, *op. cit.*, p. 24-25.

²¹ Circulaire du gouverneur général du Bengale, Lord Minto, sur l'enseignement supérieur indien, cité dans Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction...*, *op. cit.*, p. 13.

²² Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction...*, *op. cit.*, p. 38-39. Sur le Sanskrit College de Bénarès, voir notamment : Vasudha Dalmia, « Sanskrit Scholars and Pandits of the Old School: The Benares Sanskrit College and the Constitution of Authority in the Late Nineteenth Century », *Journal of Indian Philosophy*, vol. 24, n° 4, août 1996, p. 321-337.

français, la prise en compte des systèmes antérieurs fut variable : le système mandarinal est tout bonnement supprimé dans la colonie de Cochinchine alors qu'il se maintient jusque dans les années 1910 en Annam et au Tonkin. À la fin du XIX^e siècle, des écoles préparant aux concours mandarinaux sont fondées par les Français : le collège Quốc Học à Huế en 1896 et l'école des Hậu Bô à Hanoi en 1897²³. En outre, la monarchie annamite toujours en place dans le protectorat d'Annam tente de défendre l'enseignement traditionnel, comme l'illustre l'ouverture d'un Collège impérial en 1909 à Huế²⁴. Elle n'en est pas moins contrainte à mettre fin aux concours mandarinaux neuf ans plus tard, par décret royal du 28 décembre²⁵. L'enseignement bouddhique ne disparaît pas non plus : dès les premières années du XX^e siècle, les administrateurs réfléchissent à réformer et moderniser les écoles de pagode tandis que des écoles de pâli sont créées à partir de 1909, à Angkor Vatt d'abord, puis à Phnom Penh. Leurs programmes consistent en un « fil tenu entre les écoles de pâli et la science occidentale²⁶ ».

A.2. Initiatives coloniales

L'enseignement supérieur en vigueur dans les sociétés coloniales indienne et indochinoise ne fait donc pas toujours table rase des initiatives traditionnelles qui demeurent souvent accessibles durant les années suivant la conquête. En parallèle, un enseignement supérieur et technique occidentalisé se met en place, d'abord en Inde. À partir des années 1810, les administrateurs de l'East India Company souhaitent diffuser le savoir occidental auprès des populations colonisées. Des établissements d'enseignement supérieur voient le jour à compter de la décennie 1830, qu'ils soient dédiés aux sciences médicales comme à Calcutta en 1835 et à Bombay en 1838²⁷, ou au génie civil, à l'instar des *engineering colleges* de Roorkee et de Pune, ouverts respectivement en 1849 et 1854²⁸. Au cours des années 1850, le passage de la colonie sous le contrôle direct de la couronne britannique coïncide avec la

²³ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op. cit.*, p. 67 ; Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes...*, *op. cit.*, p. 5.

²⁴ Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, *op. cit.*, p. 35.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Ann-Ruth Hansen, *How to Behave...*, *op. cit.*, p. 131.

²⁷ Samarendra Nath Sen, *Scientific and Technical Education...* *op.cit.*, p. 371 ; Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction...*, *op.cit.*, p. 141.

²⁸ *Ibid.* Sur la question de la formation des ingénieurs en Inde pendant la période coloniale et au-delà, voir notamment les travaux menés dans le cadre du projet ENGIND – Engineers and Society in Colonial and Post-Colonial India, actif entre 2014 et 2018, financé par l'ANR et coordonné par Vanessa Caru : engind.hypotheses.org, consultés le 3 septembre 2021.

mise en place d'un système éducatif complet, émanation de la circulaire Wood (*Wood's Depatch*) de 1854. Les trois premières universités indiennes sont fondées en 1857 sur le modèle de celle de Londres. Elles sont alors affiliatrices, c'est-à-dire qu'elles ne dispensent aucun cours, mais organisent programmes et examens, tandis que la mission d'enseignement revient à des *colleges*, gouvernementaux ou non, affiliés à l'une de ces trois universités. S'ensuivent d'autres fondations universitaires entre la fin du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, disséminées sur le sous-continent indien (tableau 0-1, carte 0-1), aussi bien affiliatrices qu'enseignantes et résidentielles²⁹.

Tabl. 0-1 – Fondations universitaires en Inde britannique (1857-1943)³⁰

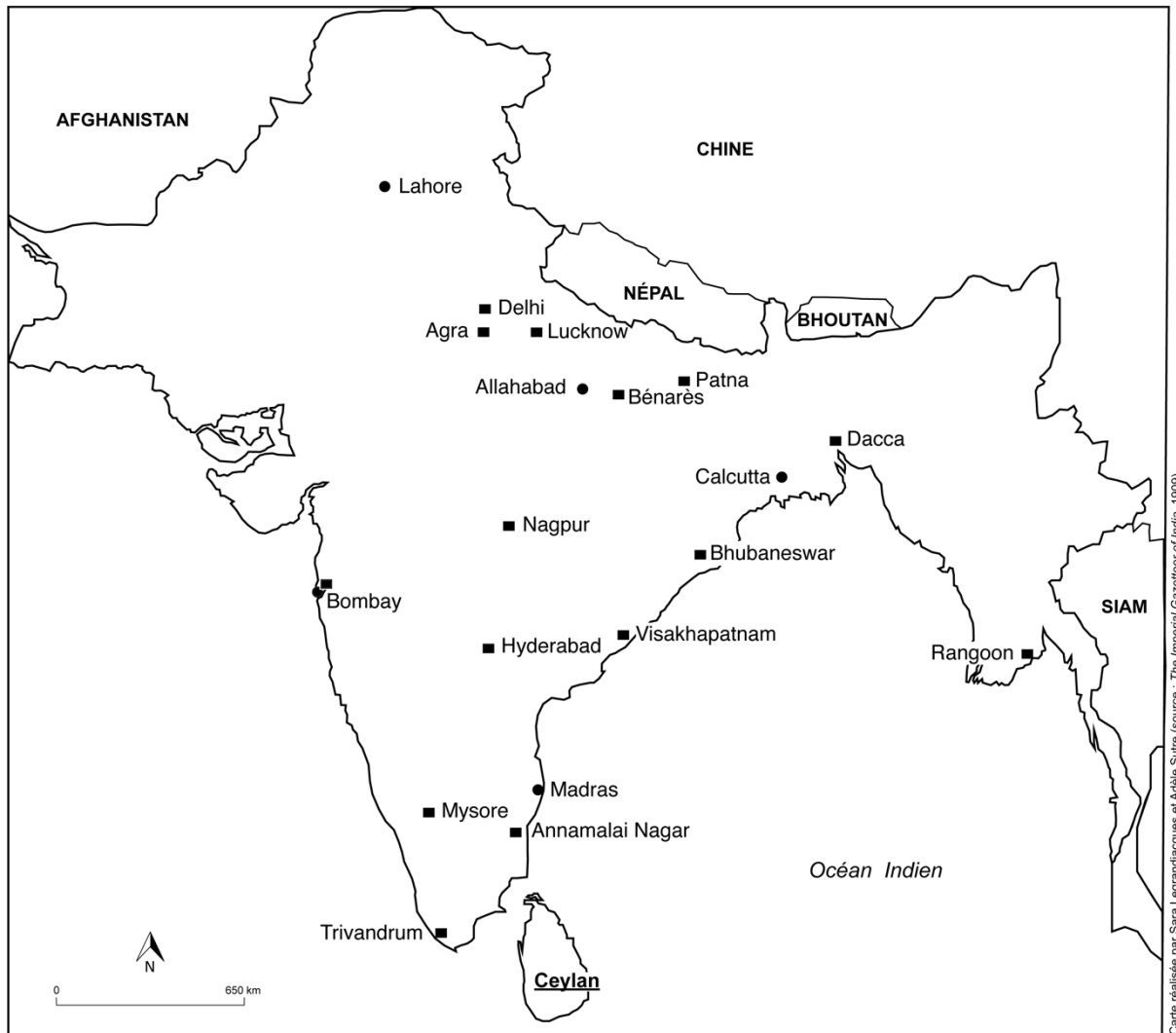
<u>Année de fondation</u>	<u>Lieu de fondation</u>
1857	Bombay ; Calcutta ; Madras
1882	Lahore (University of the Punjab)
1887	Allahabad
1916	Mysore ; Bénarès
1917	Patna
1918	Hyderabad (Osmania University)
1920	Rangoon ; Aligarh
1921	Dacca ; Lucknow
1922	Delhi
1923	Nagpur
1926	Andhra
1927	Agra
1929	Annamalai Nagar ³¹
1937	Trivandrum (Travancore University)
1938	Bombay (Women University)
1943	Bhubaneswar (Utkal University)

²⁹ Voir la carte disponible en annexe.

³⁰ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : P. Seshadri, *The Universities of India*, Oxford, Humphrey Milford-Oxford University Press, 1935 ; Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950.–Lorsque le nom de l'université diffère de celui de la localité, il a été indiqué entre parenthèses.

³¹ Première université privée de l'Inde, fondée par un entrepreneur indien.

Carte 0-1 – Localisation des fondations universitaires indiennes, années 1850-1940



Carte réalisée par Sara Legrandjacques et Adèle Sûre (source : The Imperial Gazetteer of India, 1909)

- | | | | |
|---------------|--|---|--------------------------------------|
| Madras | Localité accueillant une fondation universitaire | ● | Université fondée entre 1857 et 1887 |
| <u>Ceylan</u> | Colonie britannique | ■ | Université fondée entre 1916 et 1943 |

Les facultés et départements qui composent ces universités sont associés à un savoir tant classique que professionnel, pouvant présenter certaines variations. Par exemple, en 1857, l’Université de Madras n’est pas dotée en faculté de médecine contrairement à ses consœurs de Calcutta et Bombay. Si les connaissances occidentales sont promues, certaines institutions valorisent en parallèle un savoir dit oriental, comme l’Université du Punjab dès les lendemains de sa création³². En parallèle de ces enseignements universitaires, dont certains sont labellisés

³² Au cours de l’entre-deux-guerres, un savoir dit oriental est également dispensé au sein des universités d’Andhra, Annamalai, Bénarès, Lucknow, Madras et ponctuellement au sein d’Osmania University à Hyderabad. Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities...*, op.cit., p. 32.

« techniques », des écoles et cours professionnels apparaissent aux échelles provinciales et locales. Ils concernent aussi bien les arts, le droit, la médecine, l'agriculture, l'ingénierie, la topographie (*survey*), la sylviculture que l'industrie, sans oublier la formation d'enseignants³³. Enfin, des initiatives émanant d'acteurs non-gouvernementaux complexifient le tableau de l'enseignement supérieur colonial indien, dans le cadre de l'éducation nationale (*National Education*³⁴) ou dans une perspective davantage capitaliste de l'enseignement, à travers la mise en place d'écoles privées profitant d'une demande étudiante forte dans certaines filières, comme en médecine³⁵.

C'est également une mise en place progressive et diversifiée qui caractérise l'enseignement supérieur et technique indochinois, malgré des temporalités différenciées s'expliquant notamment par une conquête plus tardive de la péninsule par les Français, à partir de la fin des années 1850, et par l'absence d'initiatives non-officielles. Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, le colonisateur ne prend pas en considération l'instruction supérieure mais préfère organiser un embryon d'enseignement professionnalisant. Des écoles normales sont créées dès les années 1870 en Cochinchine. Quelques années plus tard, il s'agit de « former les bons ouvriers [qui] pourraient contribuer à une notable mesure au développement industriel de la colonie³⁶ » : des écoles professionnelles ouvrent à Gia Định et Hanoi en 1898, avant de se multiplier. Des écoles d'arts appliqués sont créées à Hanoi en 1899, Thủ Dầu Một en 1901, à Biên Hòa et à Phnom Penh en 1902 où l'on forme des menuisiers, puis des agents des Travaux publics. L'école professionnelle de Biên Hòa devient dix ans plus tard l'École d'Art indigène. On trouve alors d'autres établissements professionnels à Hà Tiên, Sa Đéc, Cần Thơ et Chợ Lớn ainsi qu'à Vientiane³⁷. Les institutions d'études commerciales, fondées à la même période à Hanoi et Hải Phòng, connaissent un succès moindre. L'année 1902 correspond surtout à l'organisation de la première école supérieure, dédiée à la médecine, implantée à Hanoi après quelques hésitations avec la capitale cochinchinoise,

³³ British Library (BL), India Office Records (IOR), dossier V/27/865/1 : *Technical Education in India 1886-1904* : « Memorandum on Technical Education in India prior to 1886 ». Voir le tableau reproduit en annexe.

³⁴ Haridas Mukerjee, Uma Mukherjee, *The Origins of the National Education Movement*, Calcutta, Jadavpur University, 1957.

³⁵ Celle-ci alerte les autorités coloniales au début du XX^e siècle, voir : BL, IOR, dossier P/8443 : *Government of India – Index to Home Department Proceedings for 1910 – Medical*.

³⁶ Courrier du sous-secrétaire d'État à la Marine et aux Colonies au ministre des Colonies, cité dans : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op. cit.*, p. 69.

³⁷ *Ibid.*

Saigon. Il s'agit de former des auxiliaires médicaux utiles à l'œuvre coloniale et l'institution ne repose aucunement sur la translation du modèle des facultés de médecine métropolitaines. Cette étape n'en reste pas moins primordiale en ce qu'elle constitue la première pierre d'un système d'enseignement supérieur colonial en Indochine, se concentrant autour de Hanoi. La première Université indochinoise (UI) qui ouvre ses portes en 1907 propose des formations en lettres, sciences et administration aux côtés de l'école de médecine. Si elle ferme dès 1908, après une seule année d'exercice, cet échec ne bloque pas réellement le processus d'organisation de cours, en droit principalement³⁸, et d'écoles de niveau supérieur. À partir du 15 octobre 1917, une deuxième Université indochinoise est organisée, avant son inauguration en avril 1918. Plutôt qu'une véritable université dotée d'une personnalité civile, comme en métropole, elle consiste en un regroupement « d'écoles supérieures, qui [...] dispensent l'enseignement pratique et professionnel nécessaire aux futurs fonctionnaires indigènes³⁹ » (tableau 0-2). En parallèle, quelques établissements apparaissent plus ou moins ponctuellement en dehors du Tonkin, témoignant de la volonté de provincialiser l'enseignement : l'école de droit et d'administration de Hué entre 1921 et 1922, celle de Phnom Penh à partir de 1917, évolution de l'École des kromokars organisée en 1913⁴⁰, ou encore de Vientiane à la fin des années 1920⁴¹.

³⁸ Des cours de droit sont organisés au tournant des années 1910 à Hanoi et Saigon : Sara Legrandjacques, « Inégaux en droit. Approche comparée de l'enseignement juridique en Inde britannique et en Indochine française, XIX^e-XX^e siècle », *Cahiers Jean Moulin*, à paraître fin 2021.

³⁹ « Rapport de la Mission Kair en 1925 » cité dans Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op. cit.*, p. 119.

⁴⁰ Marie Aberdam, « Élités cambodgiennes en situation coloniale... *op.cit.* », p. 221.

⁴¹ Commissariat de la République française au Laos, *Bulletin administratif*, Vientiane, Imprimerie du Gouvernement du Laos, 1927, p. 863.

Tabl. 0-2 – Fondations d'écoles supérieures à Hanoi, 1902-1945⁴²

<u>Date de création</u>	<u>Discipline concernée</u>
1902	Médecine
1913	Travaux publics
1917	Administration et droit Vétérinaire
1918	Pédagogie Agriculture-Sylviculture
1920	Commerce
1922	Sciences appliquées
1924	Beaux-Arts
1931	Droit
1942	Sciences
1943	Architecture

En Inde comme en Indochine, c'est une offre diversifiée et disséminée sur le territoire colonial, malgré la prédominance de certains pôles, qui caractérise l'enseignement supérieur et technique. Celui-ci s'adresse à l'ensemble des populations coloniales, voire au-delà. Ainsi, les Européens peuvent fréquenter les fondations universitaires tandis que certains établissements ont pu leur être réservés⁴³. Alors qu'à l'aube du XIX^e siècle, une institution située à Fort-Williams à Calcutta devait assurer la « formation professionnelle et spirituelle des Occidentaux recrutés pour travailler au service de la Compagnie des Indes⁴⁴ » avant d'être délocalisée en Angleterre, à Haileybury, le Collège des stagiaires de Saigon forme des agents coloniaux à des fonctions en Indochine entre 1873 et le début des années 1880⁴⁵.

De plus, l'offre d'enseignement s'adresse d'abord aux hommes : il faut attendre la décennie 1880 pour que les femmes soient admises dans les universités indiennes alors que des institutions dédiées voient le jour dès le milieu du siècle avec le Lady Hardinge Medical

⁴² Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.* ; Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse de doctorat en histoire sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016.

⁴³ Par exemple, certains *colleges* indiens accueillent un public européen. À l'inverse, d'une manière générale, les établissements d'enseignement technique s'adressent d'abord aux populations colonisées.

⁴⁴ Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction...*, *op. cit.*, p. 53-54.

⁴⁵ « Arrêté portant organisation du collège des stagiaires et fixant le programme des examens à subir par les candidats, 29 août 1873 », *Bulletin officiel de l'Annam et du Tonkin*, 1873, p. 31 ; LOUIS DUNOYER DE SEGONZAC, *Étude sur l'organisation administrative du Tonkin et des pays de protectorat. Communication faite à la Société de Géographie dans la séance du 19 février 1886*, Paris, Ernest Leroux, 1886, p. 9.

College de Bombay dès 1838 ou le Bethune College de Calcutta en 1878⁴⁶. Des sections et filières spécialisées sont également visibles au sein de certaines écoles indochinoises, sans que celles-ci ne rejettent les candidatures féminines dans leurs cours plus généraux, à l'instar de la section des sages-femmes de l'École supérieure de médecine⁴⁷.

B. Offres extra-coloniales

Alors qu'un enseignement supérieur et technique au profil varié voit le jour dans l'Inde et l'Indochine des XIX^e et XX^e siècles, l'accès à l'enseignement se fait aussi à l'échelle extra-coloniale. L'offre disponible s'est alors renouvelée et approfondie au sein des empires coloniaux, notamment des métropoles, et en dehors de ceux-ci, que cela soit en Europe, aux États-Unis ou en Asie.

B.1. Des enseignements supérieurs et techniques impériaux

Les étudiants indiens qui cherchent à rejoindre la métropole impériale au début du XX^e siècle se confrontent à une offre éducative qui s'est étendue et professionnalisée au cours du siècle précédent. Fondées aux XI^e et XIII^e siècles, les universités d'Oxford et Cambridge commencent à admettre un public non-anglican et féminin à partir des années 1870⁴⁸. Ces centres universitaires anciens, auxquels se greffent les quatre universités écossaises d'Aberdeen, Édimbourg, Glasgow et Saint Andrews ainsi que le Trinity College de Dublin, voient apparaître de nouveaux établissements disséminés au sein du Royaume-Uni. L'Université de Londres est organisée en 1836 et affine des établissements variés, *colleges* mais aussi institutions spécialisées assurant une formation davantage professionnalisante, à l'instar de la Royal School of Mines⁴⁹. En parallèle, à partir du milieu du siècle, les *civic universities* se multiplient dans les grandes villes provinciales (tableau 0-3) tandis que des établissements réservés aux femmes voient le jour, comme la London School of Medicine for

⁴⁶ Aparna Basu, « A Century and a Half's Journey: Women's Education in India, 1850s to 2000 », in Bharati Ra (dir.), *History of Science, Philosophy and Culture in Indian Civilization, vol IX, part 3: Women of India, Colonial and Post-Colonial Periods*, New Delhi, Sage, 2005, p. 189-192.

⁴⁷ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 295-296.

⁴⁸ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 92, 115-116 ; Tamson Pietsch, *Empires of Scholars. Universities, Networks and the British Academic World, 1850-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 202-203 ; Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men. British Masculinity and the Undergraduate Experience, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 2015, p. 184-228.

⁴⁹ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 92-93 ; p. 116.

Women en 1874⁵⁰, le Maria Grey Training College en 1878⁵¹ ou encore les *colleges* féminins d'Oxbridge et Londres⁵².

Tabl. 0-3 – Fondations de *civic universities*, 1851-1902⁵³

<u>Date de création</u>	<u>Localisation</u>
1851	Manchester
1871	Newcastle
1872	Aberystwyth
1874	Leeds
	Birmingham
1876	Bristol
1879	Sheffield
1881	Liverpool
	Nottingham
1883	Cardiff
	Bangor
1892	Reading
1902	Southampton

Cet essor éducatif touche également les colonies britanniques, avant les fondations indiennes de 1857. Les premières institutions canadiennes ouvrent leurs portes aux xvii^e et xviii^e siècles tandis que d'autres colonies de peuplement sont dotées en université au xix^e siècle ainsi que le Sierra Leone, à partir de 1827 et la Jamaïque en 1841⁵⁴.

Si l'hypothèse de circulations estudiantines impériales peut donc être émise pour les étudiants indiens, elle doit être élargie aux étudiants de l'Indochine française. Les universités françaises ont une tradition d'accueil d'étudiants originaires de contrées extra-métropolitaines qui se renforce au cours du xix^e siècle⁵⁵. C'est un enseignement supérieur

⁵⁰ Voir notamment : Antoinette Burton, « Contesting the Zenana : The Mission to Make “Lady Doctors for India”, 1874-1885 », *Journal of British Studies*, vol. 35, n°3, 1996, p. 368-397.

⁵¹ Irene M. Lilley, *Maria Grey College 1878-1976*, Londres, West London Institute of Higher Education, 1981.

⁵² Il s'agit de : Girton College à Cambridge en 1869, Royal Holloway à Londres en 1879 et, pour Oxford, Lady Margaret Hall, Somerville College, Saint Anne's College en 1879, Saint Hugh's College en 1886 et Saint Hilda's College en 1893.

⁵³ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 116.

⁵⁴ Pour une chronologie des fondations d'universités et de *colleges* dans l'empire britannique avant la Seconde Guerre mondiale, voir : Tamson Pietsch, *Empires of Scholars. Universities, Networks and the British Academic World, 1850-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 202-209.

⁵⁵ À ce sujet, voir notamment : Victor Karady, « La république des lettres des temps modernes. L'internationalisation des marchés universitaires occidentaux avant la Grande Guerre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 121-122, mars 1998, p. 92-103 ; Nicolas Manidakis, « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations*,

remodelé, d'abord par Napoléon I^{er} puis au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle⁵⁶, qui s'offre à eux, marqué par un centralisme parisien. Aux côtés des facultés classiques et professionnelles des universités, une offre de formation préparant à des métiers spécifiques se développe avec les écoles d'Arts et métiers, comme celle d'Aix-en-Provence ouverte en 1848, ou des écoles normales. Les dernières décennies du XIX^e siècle correspondent également à l'essor des grandes écoles parisiennes avec, entre autres, l'École libre de Sciences politiques en 1871, l'École des hautes études commerciales (HEC) en 1881, l'École supérieure d'électricité en 1894 et celle d'aéronautique en 1909⁵⁷. Certaines institutions sont marquées par le fait colonial, qu'elles y soient entièrement dédiées ou sous forme de sections, à l'instar de l'École coloniale ouverte en 1889⁵⁸, mais aussi d'établissements provinciaux formant des individus à une carrière dans l'empire, à Lyon, Bordeaux, Marseille, Nantes, Nancy, Le Havre ou encore Montpellier⁵⁹. Des établissements voient le jour en situation coloniale : au-delà de cours déjà mentionnés en Inde française, plusieurs écoles supérieures voire universités sont créées dans les possessions ultramarines françaises. Les écoles normales ou de médecine conduisent rarement à l'organisation de véritables centres universitaires. Seule Alger se distingue avec son école de médecine fondée en 1857 suivie d'écoles supérieures de droit, de sciences et de lettres vingt-deux ans plus tard, transformées en autant de facultés d'une université qui ouvre ses portes en 1909, intégrée au réseau académique français⁶⁰. Fréquentée d'abord par des Européens, cette dernière accueille une minorité d'étudiants colonisés, dont quelques Indochinois dès les années 1880⁶¹.

Bruxelles, PIE Peter Lang, 2000 ; Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle. Migration et formation des élites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

⁵⁶ Des réflexions sont menées au cours des années 1860 afin de décentraliser l'enseignement supérieur tout en développant la recherche. En 1896, une loi rassemble les facultés en universités dotées de la personnalité civile : Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation. De la Révolution à l'École républicaine (1789-1830)*, Paris, Perrin, 1981, p. 461-497.

⁵⁷ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, op.cit., p. 114-115 ; Pierre Singaravélou, *Professor l'empire. Les « sciences coloniales » en France sous la III^e République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 46-55.

⁵⁸ William B. Cohen, *Empereurs sans sceptre. Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École Coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 1973 ; Pierre Singaravélou, *Professor l'Empire...*, op.cit., p. 50-57.

⁵⁹ Laurent Morando, « L'enseignement colonial en province (1899-1940) : 'impérialisme municipal' ou réussites locales ? », *Outre-mers. Revue d'histoire*, n° 342-343, 2004, p. 273-294 ; Jean-François Klein, « Pour une pédagogie impériale ? L'École et le Musée colonial de la Chambre de commerce de Lyon (1890-1947) », *Outre-mers*, tome 94, n° 356-357, 2007, p. 35-61 ; Pierre Singaravélou, *Professor l'Empire...*, op.cit., p. 48-61.

⁶⁰ Pierre Singaravélou, « 'L'enseignement supérieur colonial'. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, n° 122, 2009, p. 82.

⁶¹ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, op.cit., p. 272-276. Voir aussi le chapitre 1 de la présente thèse.

B.2. Une offre globale

Écrire l'histoire globale des mobilités étudiantes en Asie, c'est également faire l'hypothèse d'un accès à l'enseignement dépassant les frontières impériales. Déjà visible à travers la trajectoire de Linh entre l'Indochine et le Japon, cette dimension transimpériale et internationale nécessite de prendre en compte l'essor d'une offre aussi bien européenne que nord-américaine et asiatique. Quelques États se distinguent ainsi dès le XIX^e siècle : d'une part, l'Allemagne constitue le principal concurrent universitaire de la France et du Royaume-Uni jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle voit ses effectifs croître tandis que le début du XX^e siècle correspond à l'essor des *Technische Hochschulen*, écoles supérieures techniques⁶². De l'autre, les États-Unis mettent en place leur propre modèle éducatif, incluant à partir du Morrill Act de 1862 une dimension davantage professionnelle et utilitariste⁶³. En parallèle, le Japon de l'ère Meiji réorganise son système éducatif en s'inspirant des institutions européennes. En 1886, l'Université impériale de Tokyo est créée, première d'une série de fondations qui s'étend jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et inclut les colonies nippones⁶⁴. En 1898, l'Empire de Chine tente de s'insérer dans cette dynamique réformatrice en ouvrant l'Université impériale de Pékin alors que des établissements de l'archipel japonais sont dédiés à un public asiatique⁶⁵. L'avènement de la République de Chine voit surtout se développer des institutions nationalistes après 1911, comme l'académie Whampoa ouverte à Canton au début des années 1920⁶⁶.

2. Saisir la mobilité étudiante

Une offre complexe, diversifiée et mouvante caractérise l'enseignement supérieur et technique du milieu du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle. Elle n'est pas réservée à un public local, mais peut accueillir des individus originaires de territoires plus ou moins lointains. Dès lors, des circulations éducatives se dégagent, qu'il s'agit de définir. Les étudiants changeant de domicile le temps de leur formation, durant plusieurs semaines, mois ou années, peuvent

⁶² Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, op.cit., p. 118-124.

⁶³ *Ibid.*, p. 106-109.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 134-135.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 136. Voir aussi : Eric W. MAEDER, « Aux origines de la modernisation chinoise : les étudiants chinois au Japon », *Relations internationales*, 26, 1981, p. 162-166.

⁶⁶ Xavier Paulès, *La République de Chine. Histoire générale de la Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019, p. 79.

être considérés comme des migrants éducatifs⁶⁷. Cette migration concerne aussi bien le passage d'une localité à une autre, d'une région à une autre, au sein d'un même territoire⁶⁸ ou peut prendre une dimension davantage transnationale. Si la migration internationale d'étudiants prédomine dans la littérature actuelle⁶⁹, cette thèse tend à la reconnecter à des échelles plus grandes afin de mieux saisir les contours de l'enseignement supérieur et technique en situation coloniale. De plus, elle dépasse la simple définition de la migration éducative – locale, régionale ou internationale – afin de saisir la mobilité étudiante, dans toute sa diversité, et d'écrire une histoire sociale de l'expérience éducative au-delà de la simple admission dans un établissement universitaire en dehors du territoire d'origine.

A. Une impossible immobilité éducative

L'accès à l'enseignement supérieur n'est pas réservé à un public local, avoisinant les établissements éducatifs. Il peut impliquer un changement de lieu afin d'avoir la possibilité de suivre une formation donnée. Les migrations éducatives vers ou depuis l'Inde britannique et l'Indochine française s'inscrivent dans des dynamiques plus larges. Ces circulations anciennes prennent, en outre, un nouvel élan aux XIX^e et XX^e siècles, qu'elles appartiennent ou non au même territoire.

Dès le Moyen Âge, la *peregrinatio academica* – voyage académique – constitue une caractéristique majeure de l'enseignement universitaire en Europe chrétienne. Les jeunes nobles rejoignaient des universités plus ou moins éloignées de leur localité d'origine⁷⁰. L'historien et sociologue Victor Karady a souligné que ces circulations furent facilitées par une organisation commune, incluant un enseignement en latin, un régime juridique extraterritorial, des disciplines et une pédagogie communes et un statut d'« étrangers

⁶⁷ « Migrations », *Géoconfluences*, disponible en ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/migrations>, consulté le 15 septembre 2021.

⁶⁸ Cette définition s'est également inspirée de travaux en économie, géographie et sociologie et notamment : Myriam Baron, « Les migrations étudiantes dans le système universitaire français au début des années 90 », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2005/2, p. 281-300 ; Myriam Baron, Cathy Perret, « Mobilités étudiantes et territoires universitaires : vers une uniformisation des pratiques ? », *Espace, populations, sociétés*, 2005/3, p. 429-442.

⁶⁹ Pour un aperçu des recherches récentes en sciences humaines sur ces questions, voir par exemple le numéro de la revue d'histoire *Traverse* publié en 2018, « Accueillir l'étudiant-e étranger-ère ». Voir également : Yamina Bettahar (dir.), *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*, Nancy, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, 2002.

⁷⁰ Voir notamment : Jacques Verger, « La mobilité étudiante au Moyen Âge », *Histoire de l'éducation*, n°50, 1991, p. 65-90 ; Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 8-27.

privilegiés » décernés aux étudiants et à leurs professeurs⁷¹. Ces circulations dépassent le cadre géographique de l'Europe : les institutions asiatiques évoquées précédemment sont autant de pôles d'arrivée pour des individus désireux d'acquérir un savoir, qu'il soit religieux, comme dans les universités bouddhiques et autres écoles de pagodes, classiques et/ou administratifs, à l'instar des connaissances transmises dans les écoles provinciales vietnamiennes. Ces circulations peuvent prendre une dimension régionale : dès le x^e siècle, des étudiants japonais ont rejoint la Chine de la dynastie Tang pour s'y former⁷² ; plus tardivement, le royaume du Siam accueille des étudiants bouddhistes d'Asie du Sud-Est⁷³.

Ces déplacements éducatifs prennent un nouvel essor à partir de la deuxième moitié du xix^e siècle, qu'ils s'inscrivent dans une perspective nationale, impériale ou internationale, alors qu'une croissance généralisée des effectifs étudiants se distingue. Celle-ci est seulement interrompue par des événements ponctuels, telles les guerres mondiales, auxquelles succède une reprise rapide. Cette dynamique est visible en Europe comme en Amérique et en Asie, malgré des temporalités et une ampleur différenciées en fonction des territoires concernés⁷⁴. Il n'épargne pas les colonies, notamment celles d'Asie : les universités indiennes comme l'Université de Hanoi voient leurs effectifs généraux croître jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, les données quantitatives disponibles ne permettent pas toujours de saisir les circulations locales et nationales alimentant la démographie estudiantine. Autrement dit, il est parfois difficile de savoir si la fréquentation d'une école technique, d'un *college* ou d'une faculté implique ou non des changements de domicile. En France, certains travaux portant sur l'université parisienne ont permis de dégager le poids des étudiants de province.

⁷¹ Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 5/2002, p. 47-60.

⁷² « International students », in Akira Iriye, Pierre-Yves Saunier (ed.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History: From the mid-19th century to the present days*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, p. 585.

⁷³ Ann-Ruth Hansen, *How to Behave...*, *op. cit.*, p. 132.

⁷⁴ Les données disponibles sont irrégulières : après une première hausse au début du siècle, les effectifs de l'enseignement supérieur français augmentent à partir de 1855 : Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant moderne (xix^e siècle)*, Paris, Belin, p. 46. Les facultés parisiennes accueillent 4 000 individus en 1865, 5 000 en 1875 avant de dépasser les 10 000 en 1892 ; un premier apogée est atteint en 1910 avec 19 000 étudiants : Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers à Paris au xix^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 108-109. Oxbridge accueille 2 400 étudiants en 1861, 5 881 en 1901 et environ 10 000 en 1931 tandis que les *civic universities* connaissent une croissance vigoureuse de leur recrutement ; aux États-Unis, une massification de l'enseignement supérieur et technique a lieu au cours de la première moitié du xx^e siècle, avec moins de 250 000 étudiants en 1900 pour plus d'un million et demi quarante ans plus tard ; entre 1905 et 1925, le pourcentage de la population japonaise bénéficiant d'une formation de niveau supérieur passe de 0,9 % à 32,3 %. Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op. cit.*, p. 105-124.

L'étudiant est parfois tout à fait assimilé au provincial qui « monte » à Paris⁷⁵, image qui gomme autant l'existence d'étudiants locaux que la complexité géographique de l'enseignement, puisqu'elle exclut des institutions hors de la capitale. Alors que la monocéphalie universitaire indochinoise, autour de Hanoi, permet d'émettre l'hypothèse d'un processus de concentration similaire au tropisme parisien, induisant des circulations vers le Tonkin, contrairement au modèle universitaire indien polycéphale, cette thèse prend en compte ces migrations intra-coloniales venant grossir les bancs des établissements éducatifs.

Les migrations internationales, elles aussi en plein essor, sont davantage documentées pour la période allant des années 1850 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Europe, les universités allemandes, suisses, austro-hongroises, françaises, belges comme italiennes accueillent un nombre grandissant d'étudiants étrangers, d'abord originaires du même continent⁷⁶. Le Royaume-Uni reste quelque peu à la traîne, malgré une présence étrangère certaine, englobant des individus d'Asie, coloniale ou non⁷⁷. Les admissions internationales croissent également aux États-Unis à partir du tournant du xx^e siècle, passant de 3 673 étudiants étrangers en 1904 à 15 000 en 1946⁷⁸ alors que le Japon devient un pôle d'arrivée à l'échelle de l'Asie au cours des dernières années de l'ère Meiji, accueillant des Chinois, des Coréens, des Siamois, des Indochinois, puis des Vietnamiens⁷⁹. En parallèle, les initiatives de modernisation de l'enseignement bouddhique entreprises par les souverains Mongkut (Rama IV, 1851-1868) et Chulalongkorn (Rama V, 1868-1910) renforcent les flux

⁷⁵ Cette image est particulièrement mobilisée dans les travaux de Pierre Moulinier : Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant moderne (xix^e siècle)*, Paris, Belin, 2002.

⁷⁶ Une fois encore, il n'est pas possible d'offrir un tableau global des effectifs étrangers dans l'enseignement supérieur et technique pour une année ou une décennie précise, les données variant en fonction des territoires concernés. Nicolas Manidakis propose une synthèse concernant l'Europe centrale et occidentale, excluant le Royaume-Uni : « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », in René Leboutte, *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2000, p. 244. Voir aussi : Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 5/2002, p. 47-60.

⁷⁷ Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men...*, *op.cit.*, 2015, p. 184-228 ; Hilary Perraton. *A History of Foreign Students in Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014. Depuis 2018, le projet UncoverEd de l'Université d'Édimbourg met en avant cette présence impériale et internationale en Écosse : <http://uncover-ed.org/about-uncovered/>, consulté le 5 septembre 2021.

⁷⁸ Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 2-3.

⁷⁹ Eric W. Maeder, « Aux origines de la modernisation chinoise : les étudiants chinois au Japon », *Relations internationales*, 26, 1981, p. 162-166. Voir aussi : « Chroniques », *Bulletin française de l'École d'Extrême-Orient*, 1906.

éducatifs régionaux vers les monastères siamois, en faisant de Bangkok un « important centre de formation monastique pour les moines et les novices khmers durant le XIX^e siècle⁸⁰ ».

Par conséquent, les migrations d'étudiants indiens et indochinois s'inscrivent dans un contexte plus large de développement des circulations éducatives porté par différents facteurs. D'une manière générale, la massification des niveaux antérieurs d'enseignement, dont le secondaire, associée à une réorganisation et à une diversification et/ou professionnalisation de l'offre, parfois accompagnées d'outils incitant aux études telles les bourses, a participé à la croissance des effectifs de l'enseignement supérieur et technique⁸¹. L'ouverture, déjà évoquée, des institutions à un public plus large, incluant les femmes et les étrangers, alimente les flux non sans faire débat. Les conditions d'accès aux cours, les équivalences et le type de diplômes décernés sont autant de points qui peuvent être discutés. Au Royaume-Uni, l'ouverture de *colleges* féminins à Oxbridge ne permet pas à leurs recrues d'avoir accès aux mêmes diplômes que leurs homologues masculins jusqu'à l'entre-deux-guerres pour Oxford, et la fin des années 1940 pour Cambridge⁸² ; l'accès à une formation médicale et technique par des étrangers est parfois dénoncé comme une concurrence pénalisant les étudiants nationaux, en Allemagne et en France notamment⁸³. Ces questions révèlent la réalité de la demande : des individus sont désireux de se former et d'obtenir une qualification leur permettant soit de s'établir, soit de se perfectionner. En s'engageant dans un voyage d'études, ils et elles peuvent chercher à compenser l'absence ou la faiblesse de l'enseignement supérieur et technique disponible au sein de leur territoire d'origine, mais aussi à contourner les limites et discriminations dont ils ou elles sont victimes⁸⁴. Le facteur de proximité des établissements éducatifs tend, quant à lui, à s'estomper au fil des décennies à une période où les moyens de communication et de transport évoluent et gagnent en efficacité et rapidité⁸⁵. De plus, les départs peuvent être encouragés par des acteurs publics comme privés, depuis les territoires d'origine ou d'arrivée des étudiants. La diplomatie

⁸⁰ Ann-Ruth Hansen, *How to Behave...*, *op. cit.*, p. 85. Voir également : Jean Baffie, « Sous le règne de Rama V (1868-1910), l'adaptation du Siam à la modernité occidentale », in Gilles de Gantès, Nguyen Phuong Nguoc (dir.), *Vietnam. Le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2009, p. 40.

⁸¹ Pierre Mouliner, *La naissance de l'étudiant...*, *op.cit.*, p. 45-47 ; Christophe Charle, Jacques Verger (dir.), *Histoire des universités...*, *op. cit.*, p. 105-139.

⁸² Paul R. Deslandes, *Oxbrige Men...*, *op.cit.*, p. 185 ; « The Rising Tide : Women at Cambridge », *University of Cambridge*, disponible en ligne : www.cam.ac.uk/TheRisingTide, consulté le 19 septembre 2021.

⁸³ Nicolas Manidakis, « Les migrations estudiantines... art.cit. », p. 250-255.

⁸⁴ *Ibid.* ; Victor Karady, « La migration internationale... art.cit. », p. 47-60.

⁸⁵ *Ibid.*

universitaire, en tant qu'« ensemble des actions internationales et transnationales mises en œuvre par des individus et des institutions qui, à quelque échelle que ce soit, concourent au développement d'un ou de plusieurs établissements à caractère universitaire⁸⁶ », intègre les migrations étudiantes. Elle passe par la promotion de l'offre éducative, par la mise en place d'allocations financières, par l'organisation de cours et d'enseignements réservés aux étrangers, ou encore, par l'action de comités de patronage. Dès lors, des organismes spécifiques destinés à organiser et encadrer les migrations apparaissent, qu'ils soient publics, privés ou mixtes, à l'instar du Committee on Friendly Relations amongst Foreign Students mis en place en 1911 par le gouvernement états-unien en collaboration avec les Young Men's Christian Association (YMCA) et Young Women's Christian Association (YWCA⁸⁷).

Ainsi, les migrations étudiantes n'apparaissent pas seulement comme une affaire éducative visant à la transmission de connaissances par l'accès à des institutions dédiées. Elles s'inscrivent dans des cadres politiques et diplomatiques et témoignent de concurrences entre les établissements et entre les États. L'expérience migratoire recouvre des enjeux plus larges, politiques mais aussi économiques, matériels ou encore socio-culturels. Le migrant doit se loger, financer ses études et sa vie quotidienne. Il se confronte à de nouveaux modes de vie, à de nouvelles sociétés et sociabilités, dans un espace généralement urbain. Dès lors, l'histoire des migrations liées à l'éducation ne se limite pas à considérer l'accès à un enseignement supérieur et technique, mais prend aussi une dimension davantage sociale, centrée sur l'expérience étudiante.

B. Repenser l'expérience mobile

Migrer est synonyme d'un changement de domicile pour une durée plus ou moins longue. Il s'agit pour l'étudiant de s'installer en terre d'études, que cette installation se pérennise ou qu'elle conduise à un retour vers le territoire d'origine, voire à un nouveau départ. Toutefois, cette migration ne constitue qu'un versant de la mobilité éducative qui fait l'objet de la présente thèse. Le changement de lieu qu'elle induit doit être appréhendé d'une

⁸⁶ Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1930) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Patrick Weil, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014, p. 35.

⁸⁷ Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in...*, *op.cit.*, p. 1-12.

manière plus complexe, couvrant une gamme de déplacements plus vaste que les migrations aux échelles nationales, coloniales, impériales et internationales évoquées précédemment. Autrement dit, le caractère mobile de l'étudiant se manifeste de multiples manières.

D'abord, les étudiants sont les acteurs de mobilités dites pendulaires, c'est-à-dire de navettes quotidiennes domicile-travail⁸⁸, lorsqu'ils fréquentent un établissement au sein de leur localité d'origine ou à la suite de leur installation en terre d'études. Au-delà des salles de cours, ces circulations peuvent induire, ou non, la fréquentation d'autres lieux associés à l'étude, comme les bibliothèques ou les locaux d'associations estudiantines.

À l'inverse de ces circulations du quotidien, des mobilités plus ponctuelles se manifestent parfois quant à la poursuite ou l'aboutissement d'une formation éducative. Au sein de l'empire d'Annam, les concours mandarinaux sont à l'origine de déplacements, délimités dans le temps et dans l'espace, qui ne peuvent pas être assimilés à des migrations au sens strict du terme. Les candidats rejoignent des centres de concours, qu'ils soient régionaux ou impériaux. Ceux-ci sont situés « en plein air, à l'intérieur d'une enceinte rectangulaire divisée en deux parties, interne et externe, elle-même divisée en quatre par deux larges allées⁸⁹ ». Des pavillons de surveillance se trouvent à chaque intersection. L'arrivée des aspirants mandarins est prévue la veille de la première épreuve, à minuit. Après avoir été fouillé, chacun d'entre eux se voit assigner une tente dans laquelle il loge pendant le mois du concours. À l'issue de celui-ci, les examinés quittent le camp où sont également proclamés les résultats⁹⁰. Ces mobilités étudiantes qui viennent conclure les études traditionnelles vietnamiennes prennent des proportions importantes, comme en 1876 lorsque 4 500 candidats sont réunis à Hanoi pour les concours provinciaux⁹¹, et ne disparaissent pas avec l'arrivée du colonisateur puisqu'ils sont maintenus, au Tonkin et en Annam, jusqu'à la fin des années 1910.

La mobilité étudiante sous-tend également une formation par le mouvement, par le voyage, qui permet d'acquérir un savoir dépassant sa simple définition scolaire. Cette approche mobile de l'éducation, passant par la fréquentation de nouveaux lieux et de

⁸⁸ « Mobilités pendulaires, mobilités triangulaires », *Géococonfluences*, disponible en ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/mobilite-pendulaire>, consulté le 18 septembre 2021.

⁸⁹ Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes...*, *op.cit.*, p. 26-27.

⁹⁰ Voir la photographie en annexe.

⁹¹ Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, *op.cit.*, p. 22.

nouvelles sociétés, fait partie intégrante de la formation des élites européennes dès le xvi^e siècle, avec l'invention du « Grand Tour » en Grande Bretagne⁹². Ce modèle se diffuse sur le continent au cours des siècles suivants, permettant de

découvr[ir] le monde et ses richesses culturelles (avec un ensemble de visites obligées, répertoriées dans des guides, qui forment progressivement un corps de références communes) [, d']acqu[érir] des compétences sociales [...] utiles dans les fonctions qu[e les jeunes gens] seront appelés à exercer : la pratique des langues française et italienne, la maîtrise des critères esthétiques, la connaissance de normes politiques et religieuses, la familiarisation avec les styles de vie des sociétés de cours⁹³.

Si ces pratiques circulatoires s'élargissent à la classe bourgeoise entre le xvii^e et le xix^e siècle, il semble difficile d'assimiler ces individus mobiles aux étudiants qui se trouvent au cœur de cette étude. Toutefois, les xix^e et xx^e siècles voient ces habitudes circulatoires être intégrées à des formations scolaires, à travers l'organisation de visites et de voyages destinés à un public suivant les cours d'une école ou d'une université. Au cours des années 1880, les élèves britanniques de l'École des Eaux et Forêts de Nancy, destinés à faire carrière en Inde, parcourent le territoire français afin d'accompagner leur formation théorique d'un apprentissage pratique par la découverte des ressources sylvicoles⁹⁴. En 1909, Gilbert Cahen d'Anvers, achevant ses études au Collège de Normandie à Verneuil-sur-Avre, se voit offrir un voyage à Hanoi par la Compagnie maritime des chargeurs réunis⁹⁵. Ce dernier découvre aussi bien l'architecture et la culture indochinoise, visitant notamment Angkor Vatt, que les fumeries d'opium. L'étudiant se forme et se transforme au-delà du simple cadre de la salle de classe. L'apprentissage recouvre une large gamme de mobilités qui transmettent et inculquent à celui qui les entreprend une variété de connaissances de différentes natures.

Saisir les mobilités étudiantes, au sens large, doit permettre d'appréhender socialement l'individu investi dans une circulation éducative, aussi bien au cours de sa formation qu'après celle-ci. L'étudiant se trouve dans un temps d'entre-deux, prolongeant une formation scolaire tout en conduisant à la vie dite active. Il n'est ni enfant ni travailleur. Il peut, en outre, avoir temporairement mis de côté un emploi pour compléter sa formation.

⁹² Jörg Garms, « Le Grand Tour et la fascination pour l'Antique », in Thomas W. Gaehtgens, Kenneth Pomian, *Histoire artistique de l'Europe : le xviii^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1998 ; Daniel Roche, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Fayard, 2003.

⁹³ Anne-Catherine Wagner, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 170, 5/2007, p. 59-60.

⁹⁴ BL, IOR, série L/PJ/E/6, dossiers 7, 8, 9, et 12.

⁹⁵ Anne-Catherine Wagner, « La place du voyage... », art. cité », p. 64.

Dès lors, l'étude doit mener à un statut socio-professionnel. Il permet de s'interroger sur la mobilité sociale induite par l'accès à l'enseignement supérieur et technique en l'associant et en la confrontant à la mobilité géographique.

3. Décloisonner les mondes éducatifs coloniaux à l'âge des empires

En somme, cette étude cherche à appréhender les multiples manières dont la mobilité forme et transforme les individus impliqués dans une démarche d'acquisition de savoirs et de connaissances. Pour cela, elle s'inscrit dans un contexte spécifique, celui des empires coloniaux aux XIX^e et XX^e siècles, en comparant et croisant deux territoires sous domination européenne, l'Inde britannique et l'Indochine française. Ces deux possessions ultramarines constituent, à cette période, deux points d'appui majeurs, en Asie comme à l'échelle impériale, pour les puissances auxquelles elles sont rattachées dans un contexte d'expansion et de consolidation de ces empires.

À l'exception de quelques comptoirs français (Chandernagor, Karikal, Mahé, Pondichéry et Yanaon) et portugais (Daman, Diu et Goa⁹⁶), les Britanniques affirment leur domination sur l'Asie du Sud à partir du XVIII^e siècle⁹⁷. Les années 1850 correspondent à la reprise en main du Raj directement par la Couronne britannique, jusqu'alors administré par l'East India Company⁹⁸. Le territoire, qui continue de s'étendre jusqu'à la fin du siècle avec l'annexion de la Haute Birmanie en 1885-1886⁹⁹, n'en demeure pas moins politiquement morcelé : une partie, divisée en différentes présidences¹⁰⁰ et provinces, est sous contrôle direct du Royaume-Uni tandis qu'un contrôle indirect s'exerce sur plus de 500 États princiers¹⁰¹. La géographie administrative de l'Inde britannique évolue jusqu'à l'indépendance

⁹⁶ Voir la carte disponible en annexe.

⁹⁷ Sur la conquête du sous-continent indien par les Britanniques, voir notamment : Michael H. Fisher (dir.), *The Politics of the British Annexation of India 1757-1857*, Delhi, Oxford University Press, 1993 ; Claude Markovits, *Histoire de l'Inde moderne*, Paris, Fayard, 1994.

⁹⁸ Le pouvoir de l'East India Company diminue dès les années 1830. Le *Government of India Act* la prive de son rôle de gouvernement en Inde avant sa dissolution formelle par acte parlementaire le 1^{er} janvier 1874 : Vincent Arthur Smith, *The Oxford History of India*, Oxford, Oxford University Press, 1958, p. 673.

⁹⁹ Claude Markovits (dir.), *Histoire de l'Inde moderne 1480-1950*, Paris, Fayard, p. 661.

¹⁰⁰ Les trois présidences correspondent aux trois unités administratives instaurées par l'East India Company à la fin du XVII^e siècle, soit les présidences de Bombay, Madras et du Bengale (Calcutta).

¹⁰¹ Ils sont estimés à 564 en 1947. À ce sujet, voir notamment : Jean-Louis Margolin, Claude Markovits, *Les Inde et l'Europe. Histoires connectées XV^e-XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 2015, p. 332-369.

du 15 août 1947, au fil du redécoupage des provinces et de l'autonomisation de certaines d'entre elles, à l'instar de la Birmanie devenue une colonie indépendante en 1937. En 1912, New Delhi succède à Calcutta en tant que capitale du Raj.

La conquête de la péninsule sud-est asiatique par les Français est plus récente. Elle débute en 1858 et se poursuit, dans un mouvement allant du sud vers le nord, jusqu'au début du xx^e siècle¹⁰². D'abord organisée autour de Saigon, l'Union indochinoise voit le jour en 1887, offrant une organisation fédérale au nouveau territoire ultramarin français. Au tournant du siècle, Hanoi s'affirme comme capitale de la fédération coloniale. Celui-ci se compose finalement d'une colonie méridionale, la Cochinchine, et de quatre protectorats, l'Annam et le Tonkin à l'est, le Cambodge et le Laos à l'ouest¹⁰³.

A. Enjeux éducatifs en situations coloniales

En Inde et en Indochine, les mobilités étudiantes s'insèrent dans des politiques et stratégies éducatives liées au contexte colonial, qu'elles soient le fruit du colonisateur ou d'autres acteurs.

Comme précédemment évoqué, l'affirmation de la domination coloniale aux xix^e et xx^e siècles, avec la mise en place d'administrations spécifiques, s'accompagne de réflexions sur l'éducation au sein de celles-ci, à partir des premières années du xix^e siècle au sein du Raj britannique et dès les lendemains des premières conquêtes en Indochine. L'instruction à destination des populations colonisées est vue comme un outil de la « conquête des esprits¹⁰⁴ » et vient légitimer l'entreprise coloniale. Le colonisateur se présente comme un bienfaiteur, apportant savoirs et connaissances à des populations jugées inférieures ou en déclin, dans un acte « civilisateur » qui justifie par là même conquête et domination¹⁰⁵. Il s'agit

¹⁰² Sur la conquête de l'Indochine, voir notamment : Charles Fourniau, Trịnh Văn Thảo (dir.), *Le contact colonial franco-vietnamien. Le premier demi-siècle (1858-1911)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1999 ; Pierre Brocheux, Daniel Hémerly, *Indochine. La colonisation ambiguë 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001.

¹⁰³ Voir la carte disponible en annexe.

¹⁰⁴ Antoine Léon, *Colonisation, enseignement et éducation. Étude historique et comparative*, Paris, L'Harmattan, p. 19-20.

¹⁰⁵ Voir par exemple les propos tenus par Francis Garnier, officier de marine et explorateur ayant participé aux conquêtes françaises au sein de la péninsule indochinoise : « Cette nation généreuse a reçu de la Providence une plus haute mission, celle de l'émancipation, de l'appel à la lumière et la liberté des races et des peuples encore esclaves de l'ignorance et du despotisme » : Francis Garnier, *La Cochinchine française en 1864*, Paris, Éditions E. Dentu, 1864, p. 15.

de former des agents de la colonisation, des intermédiaires plus ou moins assimilés, loyaux. En 1835, la circulaire sur l'éducation en Inde de Thomas Babington Macaulay, conseiller auprès du gouverneur général de la colonie, résume bien cet objectif concernant la mise en place d'un enseignement supérieur qui « doit former une classe d'interprètes entre [le colonisateur] et les millions de personnes qu'[il] gouverne ; une classe de personnes, Indiens par leur sang et leur couleur, mais Anglais par leurs goûts, leurs opinions, leur morale et leur esprit¹⁰⁶ ». D'abord réservée à un petit groupe de personnes¹⁰⁷, cette diffusion du savoir européen se renforce dans les années 1850 avec la mise en place d'un système éducatif complet par la circulaire de Charles Wood datée de 1854, associant impérialisme éducatif et enjeux économiques, à travers la formation d'une bourgeoisie indienne¹⁰⁸. On retrouve des objectifs similaires dans l'Indochine du début du xx^e siècle. La création d'une direction de l'enseignement supérieur le 8 juillet 1917 est présentée, par le gouverneur général Albert Sarraut, comme un acte politique – répondant à une demande autochtone tout en assurant la supposée « mission civilisatrice¹⁰⁹ » de la France –, mais aussi économique, faisant des futurs diplômés les « missionnaires du progrès » dans la colonie¹¹⁰. En effet, la formation d'agents de la colonisation doit aussi permettre de « mettre en valeur », c'est-à-dire d'exploiter la colonie afin d'en tirer profit. En ce sens, l'accès à l'enseignement supérieur et technique a pour dessein de fournir une main-d'œuvre et des auxiliaires utiles à l'entreprise coloniale, qu'ils soient officiers de santé, ingénieurs en travaux publics ou encore agents administratifs, expliquant la valorisation des filières inculquant un savoir pratique et professionnel. En parallèle, les enfants de colons, français comme britanniques, doivent bénéficier d'un enseignement distinct, équivalent à celui disponible en métropole.

¹⁰⁶ « We must at present do our best to form a class who may be interpreters between us and the millions whom we govern; a class of persons, Indian in blood and colour, but English in taste, in opinions, in morals and in intellect. » Minute by the Honorable T.B. Macaulay date the 2nd February 1835, disponible en ligne et consultée le 27 janvier 2017 : <http://www.mssu.edu/projectsouthasia/history/primarydocs/education/Macaulay001.htm>.

¹⁰⁷ La politique mise en place alors est par la suite appelée de « politique de filtration descendante » (*downward filtration*) : Cécile Deer, *l'empire britannique et l'instruction...*, *op.cit.* : *passim*.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 130.

¹⁰⁹ Sur la mission civilisatrice et la III^e République française, se référer à : Alice Conklin, *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1885-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997 ; Dino Costantini, *Mission civilisatrice. Le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française*, Paris, La Découverte, 2008.

¹¹⁰ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'Enseignement supérieur* : « Courrier du gouverneur général au ministre des Colonies, 1917 ».

Généralement désigné en tant qu'« enseignement européen », il confirme et conforte la hiérarchie sur laquelle reposent les sociétés coloniales¹¹¹.

Or, les autorités coloniales et impériales ne sont pas les seules à se saisir des enjeux éducatifs. Les populations colonisées participent au façonnement de l'enseignement en situation coloniale. Elles peuvent défendre une formation traditionnelle ou promouvoir l'acquisition de savoirs et de connaissances occidentales. L'Hindu College fondé à Calcutta en 1817 par des membres de l'élite locale doit assurer la transmission d'un savoir occidental à de jeunes Indiens¹¹², tandis qu'au cours de la première décennie du xx^e siècle, le mouvement *Duy Tân*, porté par des lettrés réformateurs, prône l'acquisition sélective de connaissances européennes par la population, masculine et féminine, du Vietnam¹¹³. Dans les deux colonies, des associations aux objectifs éducatifs voient le jour entre la fin du xix^e siècle et les décolonisations, à l'instar de l'Association for the Advancement of Scientific and Industrial Education of Indians (AASIEI) créée au Bengale en 1904 et de la Société d'amélioration morale, intellectuelle et physique des indigènes de Cochinchine (SAMIPIC) organisée dans le sud de l'Union indochinoise à la fin des années 1920. Au-delà de desseins individuels propres à chaque élève et étudiant, l'accès au savoir révèle des enjeux davantage collectifs : une volonté de modernisation de la société et de l'économie locales pouvant parfois se teinter, comme dans le cas de l'AASIEI¹¹⁴, de nationalisme, voire d'anticolonialisme.

Les acteurs investis dans les problématiques éducatives à l'âge des empires sont nombreux. Il est nécessaire de dépasser un schéma simpliste et dual au sein duquel collaboreraient ou se feraient face pouvoirs publics et représentants des populations colonisées. Les *colleges* indiens illustrent cette complexité en ce qu'ils peuvent être le fruit d'initiatives gouvernementales ou privées, émanant parfois de missionnaires. En Indochine, la mainmise plus forte des autorités coloniales sur les questions liées à l'instruction n'empêche pas l'émergence d'initiatives non-officielles, comme celles portées par l'Alliance française au

¹¹¹ Austin A. D'souza, *Anglo-Indian Education. A Study of its Origins and Growth in Bengal up to 1960*, Delhi, Oxford University Press, 1976. Cet enseignement européen apparaît en filigrane dans les travaux de Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*

¹¹² Voir notamment : Rajesh Kochhar, « Hindoo College Revisited: Its Pre-History and the Role of Rammohun Roy », *Proceedings of the Indian History Congress*, vol. 72, part 1, 2011, p. 841-862.

¹¹³ Gilles de Gantès, Nguyen Phuong Ngoc (dir.), *Vietnam. Le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2009.

¹¹⁴ Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement in Bengal, 1903-1908*, New Delhi, People's Publishing House, 1973, p. 112

début du xx^e siècle¹¹⁵ ou de l'ancien militaire Paul Monet, instigateur d'un Foyer des étudiants annamites à Hanoi.

B. Comparer et connecter

Si nous arrivons à établir des comparaisons et des connexions, tout en analysant minutieusement les processus sociaux complexes au travers de leurs éléments constitutifs les plus importants, nous serons alors en mesure de bien mieux expliquer les processus et les échanges humains¹¹⁶.

Dès lors, les mobilités étudiantes doivent être appréhendées à travers ces stratégies éducatives en situation coloniale, en se plaçant du côté des acteurs qui impulsent, alimentent ou contraignent ces circulations. Toutefois, l'étude simultanée de l'Inde britannique et de l'Indochine française cherche à dépasser une approche monolithique de l'enseignement dans les colonies dans un double dessein, tant épistémologique qu'empirique : d'une part, il s'agit de mesurer la pertinence du concept d'enseignement supérieur et technique colonial, en ce qu'il sous-tend des caractéristiques spécifiques liées à un contexte de domination commun aux deux territoires étudiés ; d'autre part, ce travail tend à tester l'hypothèse d'une construction non seulement coloniale, mais aussi impériale et transimpériale de l'enseignement au sein des deux possessions ultramarines d'Asie. Pour cela, deux outils méthodologiques ont été mobilisés – la comparaison et la connexion – afin de mieux expliquer, comme le préconise Karen Barkey dans son article de 2007, les processus migratoires caractéristiques de l'accès à la formation éducative en Inde et en Indochine.

L'outil comparatif doit permettre de dégager des points communs et des différences entre l'enseignement supérieur et technique en Inde et en Indochine et ses modalités d'accès, saisies à travers les mobilités étudiantes. Toutefois, prenant garde aux critiques adressées à

¹¹⁵ Sur l'Alliance française, dont ses activités en Indochine : François Chaubet, « L'Alliance française et la diplomatie de la langue (de 1883 à la fin des années 1930) : contribution à l'étude de l'action culturelle française à l'étranger », thèse d'habilitation à diriger la recherche sous la direction de Jean-François Sirinelli, Institut d'études politiques de Paris, 2003 ; Alice Goheneix-Minisini, « Le français colonial. Politiques et pratiques de la langue nationale dans l'Empire (1880-1962) », thèse de doctorat en science politique sous la direction d'Astrid Von Busekist, Institut d'études politiques de Paris, 2011. L'auteure remercie Alice Goheneix-Polanski de lui avoir transmis ses travaux. Notons toutefois l'absence d'étude spécifique sur le Comité Paul-Bert.

¹¹⁶ Karen Barkey, « Trajectoires impériales : histoires connectées ou études comparées ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°54-4bis, 2007/5, p. 97.

l'histoire comparée depuis les années 1990¹¹⁷, il ne s'agit pas d'offrir un double tableau de l'instruction dans deux colonies d'Asie conduisant à une montée en généralité ou en spécificité excessive. Le prisme de la circulation étudiante met plutôt en avant une vaste gamme de problématiques communes quant à l'accès aux savoirs : quels sont la nature et les objectifs de l'enseignement supérieur et technique ? Qui en sont les destinataires, en théorie comme en pratique ? Quelles en sont les modalités d'accès ? Comment cet apprentissage participe-t-il au maintien de l'ordre colonial ou, à l'inverse, à sa déstabilisation ? En découle une réflexion décloisonnée sur les caractéristiques de l'enseignement supérieur en situation coloniale. Pour la mener à bien, le choix des deux territoires comparés n'a pas été laissé au hasard. Il repose d'abord sur des considérations politiques et administratives : l'Inde et l'Indochine constituent deux vastes territoires « pivots » au sein de leurs empires respectifs et des composantes asiatiques de ceux-ci. Elles se caractérisent toutes deux par leur morcellement administratif, renforcé par le caractère progressif des conquêtes : des territoires sous domination directe en jouxtent d'autres sous dominations indirectes. Sans estomper la diversité sous-tendue par ces formes d'administration et les assimiler les unes aux autres, la prise en compte de colonies, au sens strict, comme de protectorats et d'États princiers doit permettre de saisir plus largement l'enchevêtrement des acteurs et des politiques façonnant les mobilités étudiantes. Enfin, les territoires qui forment, dans l'esprit des colonisateurs, le « joyau de la Couronne britannique » et la « perle de l'Orient français » se dotent tous deux d'universités. La démultiplication des centres universitaires au sein du Raj britannique nous a conduit, à des fins méthodologiques, à nous concentrer sur une université indienne, celle de Calcutta, en ce qu'elle partage avec l'Université indochinoise à Hanoi le statut de première fondation universitaire, qui plus est implantée dans une ville-capitale, au moins jusqu'en 1912¹¹⁸. Ce parallèle est mobilisé dans l'appréhension des mobilités à l'échelle coloniale sans pour autant empêcher l'utilisation ponctuelle d'autres exemples.

Une perspective comparée se contentant de relever des similitudes entre deux systèmes éducatifs, pris comme deux blocs distincts, s'avère peu pertinente : il s'agit plutôt d'y confronter les questionnements susmentionnés afin de comprendre les mécanismes à

¹¹⁷. Voir également l'introduction de la thèse d'Antonin Dubois : « Organiser les étudiants. Mobilisations collectives et formation d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Gérard Noiriel et Katja Patzel-Mattern, EHESS et et Universität Heidelberg, 2019.

¹¹⁸ En 1912, la capitale de l'Inde britannique déménage de Calcutta à New Delhi.

l'œuvre quant à la construction de l'enseignement supérieur et technique en Asie coloniale. Par extension, transcender l'approche mono-impériale doit permettre de tester des représentations différenciées de l'impérialisme et du colonialisme britanniques et français, le premier étant généralement associé à une vision plus libérale que le second. Toutefois, la démarche comparatiste n'est pas suffisante pour bien saisir les enjeux associés aux mobilités étudiantes asiatiques à l'époque contemporaine. Elle nourrit une réflexion sur l'histoire de l'éducation en situation coloniale, mais ne permet pas de révéler toute l'ampleur des circulations et des échanges, des collaborations et des concurrences qui la bâtissent.

Par conséquent, la comparaison se double d'une approche connectée des mobilités étudiantes. Elle implique de dépasser le cadre trop figé des deux colonies indienne et indochinoise afin de considérer les flux qui les rejoignent et les quittent à différentes échelles, dans un procédé d'interrelations dynamiques, c'est-à-dire en partant de l'hypothèse que ces échelles se croisent, s'articulent les unes par rapport aux autres, qu'elles se « définissent à travers les liens qu'elles entretiennent¹¹⁹ ». Comme le rappellent les historiens Bénédicte Zimmermann et Michael Werner, « les échelles sont autant affaire de choix intellectuel qu'elles sont induites par les situations concrètes d'actions propres aux objets étudiés¹²⁰ ». Autrement dit, la méthodologie choisie connecte différentes échelles spatiales entre elles, mais ces connexions sont aussi considérées comme une caractéristique essentielle des mobilités étudiantes.

En premier lieu, elles s'inscrivent dans une dynamique générale de développement des migrations étudiantes, visibles aux échelles nationales comme internationales, déjà présentée plus haut. L'exemple du *Handbook of Information* met en avant l'existence d'une échelle intermédiaire, impériale, tandis que l'Université indochinoise tend à promouvoir des circulations régionales, pouvant prendre une tournure transimpériale. Dès lors, l'hypothèse d'une interdépendance entre ces différents niveaux est émise, pouvant révéler des liens et des contacts entre les deux territoires étudiés, l'Inde et l'Indochine, mais aussi au-delà de ces deux cadres spatiaux.

¹¹⁹ Michael Werner, Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, n°58-1, 2003, p. 23.

¹²⁰ *Ibid.*

Aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, les questions éducatives sont à l'origine d'échanges et de contacts qui dépassent les sphères coloniales, voire impériales. Des modèles et des experts circulent entre les colonies et les empires : l'École supérieure de médecine de Hanoi s'inspire de son homologue de Pondichéry, mais également des institutions d'Indes néerlandaises¹²¹ ; le gouvernement japonais envoie aux autorités coloniales en Asie des rapports sur ses réalisations éducatives en Corée¹²². En 1909-1910, l'Institut colonial international, regroupant des experts européens, publie un volume de sa série *Bibliothèque coloniale internationale* consacré à « l'enseignement aux indigènes¹²³ ». Ces échanges, collaborations mais aussi concurrences s'insèrent et participent à former un impérialisme éducatif qui se déploie à partir de la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle. Partant, il semble nécessaire de s'interroger sur le rôle potentiel des mobilités étudiantes dans ces enjeux transimpériaux et internationaux caractéristiques de l'âge des empires. Attirer des étudiants vers une université coloniale peut être considéré comme un moyen de renforcer son influence à l'échelle régionale et internationale et de concurrencer d'autres puissances à l'heure où différents États occidentaux, dont la France et le Royaume-Uni, mais aussi le Japon, cherchent à développer leur influence en Asie, d'une manière formelle ou informelle¹²⁴. Alors que des écoles européennes ouvrent leurs portes en Chine à partir de la fin du ^{xix}^e siècle, les circulations estudiantines peuvent elles aussi refléter et alimenter des concurrences – mais aussi les collaborations – inter-impériales.

Faisant écho au renouvellement historiographique et épistémologique qui touche les *colonial* et *imperial studies* depuis la fin du ^{xx}^e siècle¹²⁵, l'approche à la fois comparée et connectée doit permettre de décroiser les mondes coloniaux en révélant les circulations,

¹²¹ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*, p. 271.

¹²² ANOM, GGI, dossier 2 655 : *Rapport sur l'enseignement en Corée, 1910*.

¹²³ Pierre Singaravélou, « Les stratégies d'internationalisation de la question coloniale et la construction transnationale d'une science de la colonisation à la fin du XIX^e siècle », *Monde(s)* 2012/1 (N° 1), p. 152.

¹²⁴ Nicole Tixier, « La Chine dans la stratégie impériale : le rôle du Quai d'Orsay et de ses agents », in *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 2008.

¹²⁵ Les réflexions épistémologiques et historiographiques soulevées par Frederick Cooper et Ann Laura Stoler ont été particulièrement éclairantes : Frederick Cooper, Ann Laura Stoler, *Repenser le colonialisme*, Paris, Payot & Rivages, 2013. Pour un aperçu des évolutions historiographiques propres aux *colonial* et *postcolonial studies*, voir : Emmanuelle Sibeud, « Post-Colonial et Colonial Studies : enjeux et débats », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°51-4bis, 2004/5, p. 87-95 ; Jean-François Klein, Marie-Albane de Suremain, « Clio et les colonies. Retour sur des historiographies en situation », *Romantisme*, n°139, 2008/1, p. 59-80 ; Marco Platania, « L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°24, 2011/1, p. 189-207.

ici éducatives, qui les relient entre eux et à des territoires extra-coloniaux, dans toute leur complexité. Le cadre géographique de départ, si strict puisse-t-il paraître, ne doit pas masquer ces jeux d'échelles qui rendent possible l'écriture d'une histoire globale des mobilités étudiantes, rappelant que les sociétés coloniales ne se sont pas construites en vase clos.

4. Pour une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie

Ces croisements de champs, d'échelles et d'outils méthodologiques doivent nous permettre de défendre la thèse suivante : les mobilités étudiantes sont une caractéristique essentielle de l'enseignement supérieur et technique, participant à la structuration de ce dernier et des sociétés dans lesquelles les circulations s'insèrent. Cette association des fonctions éducatives et socio-politiques de l'enseignement¹²⁶ soulève de multiples questions quant aux voyages d'études entrepris depuis, vers ou au sein des territoires indien et indochinois : quels sont les facteurs et les causes de la mobilité étudiante ? Qui sont les étudiants mobiles, tant quantitativement que qualitativement ? Comment voyagent-ils ? Selon quelles modalités ? Par quels moyens et grâce à quels outils ? Quel est l'impact intellectuel, social, politique, diplomatique ou encore économique de ces circulations ?

Partant, ce travail propose d'écrire une histoire globale des mobilités étudiantes en Asie coloniale, à travers les cas indiens et indochinois. Il prend ses racines dans les réflexions sur ce courant et ses méthodes qui ont fleuri depuis la guerre froide aux États-Unis et se sont renforcées au tournant du siècle, afin de proposer sa propre définition quadridimensionnelle de l'approche globale.

Intrinsèquement liée à la méthodologie connectée présentée ci-dessus, la globalité géographique se trouve au fondement de cette étude comme de l'histoire globale telle qu'elle tend à être définie depuis la fin du xx^e siècle. Si celle-ci prend en compte les processus de mondialisation/globalisation, elle constitue surtout un « mode d'approche des processus historiques » qui cherche à « briser les compartimentages » en prenant en compte les

¹²⁶ À ce sujet, voir notamment Emmanuelle Picard, « L'histoire de l'enseignement supérieur français. Pour une approche globale », *Histoire de l'éducation*, n° 122, 2009, p. 11-33 et, plus particulièrement, la première partie de cet article, p. 12-19.

interactions entre le local, le régional, le suprarégional et le global¹²⁷. Autrement dit, les mobilités étudiantes sont appréhendées aussi bien à l'échelle des colonies que des empires, sans ignorer leur déploiement continental et international. Chaque territoire, chaque ville, chaque établissement ayant accueilli des étudiants venus du sous-continent indien ou de la péninsule indochinoise, ou accueillant des candidats aux diplômes au sein de ces deux espaces, sont susceptibles d'être intégrés à cette étude. Or, plus que d'un tableau exhaustif des pôles d'accueil, mais aussi de départ¹²⁸, l'objectif est surtout de révéler les liens entre ces échelles alors que l'historiographie s'est jusqu'ici essentiellement concentrée sur un seul niveau d'analyse spatiale.

Si le premier niveau de globalité fait directement référence à la définition géographique de cette notion, saisissant un processus à l'échelle de la planète, les trois suivants la considèrent davantage en tant que synonyme de totalité. Ce que nous nommons globalité chronologique fait référence à une appréhension des migrations éducatives sur un temps considéré comme long. Toutefois, il s'éloigne de la transpériodicité qui a pu caractériser certains travaux états-uniens de *global* ou *world history*¹²⁹. La globalité chronologique que nous défendons doit être comprise à la lumière du contexte historiographique propre aux mobilités étudiantes indiennes et indochinoises que nous étudions. En effet, les quelques études antérieures se sont souvent concentrées sur une courte période – le tournant du xx^e siècle pour les mobilités indiennes et, surtout, l'entre-deux-guerres du côté indochinois – donnant l'impression de dynamiques ponctuelles et de phénomènes isolés dans le temps, surgissant soudainement devant les yeux des historiens et historiennes. À contrepied de ces chronologies quelque peu restrictives, l'hypothèse d'une tradition migratoire a été émise. Si l'accès à l'enseignement supérieur et technique antérieur à la colonisation n'est pas figé, nous l'avons montré plus haut, il nous a paru nécessaire de repenser ces modalités à l'âge des empires et d'interroger certaines ruptures consacrées, avec en premier lieu celle de la Première Guerre mondiale, afin de proposer une chronologie propre à notre objet. En ce sens, commencer notre étude à l'heure de la reprise en main du

¹²⁷ Caroline Douki, Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-4 bis, 5/2007, p. 7-21.

¹²⁸ Voir les remarques de Patricia Seed sur l'histoire transnationale des migrations prenant en compte les points de départ et d'arrivée dans : « AHR Conversation : On Transnational History », *American Historical Review*, 2006, p. 1441-1464.

¹²⁹ Caroline Douki, Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées... art.cit. », p. 7-8.

Raj par la couronne britannique, s'accompagnant de l'ouverture d'universités, et des premières étapes de la conquête de l'Indochine et l'étendre jusqu'aux premières indépendances suivant la Seconde Guerre mondiale doit permettre de saisir les mobilités sur un temps long, d'en offrir une vue d'ensemble à l'heure de l'apogée des empires coloniaux britannique comme français et de leurs premières déconvenues, dans une démarche de décroissement chronologique.

Ensuite, c'est une globalité actorielle que nous défendons. Les migrations éducatives ne concernent pas exclusivement les étudiants s'engageant dans les mobilités, que ceux-ci soient issus des populations colonisées, colonisatrices ou étrangères¹³⁰. S'ils en demeurent des acteurs centraux, l'essor des mobilités met en scène de nombreux autres acteurs, individuels ou collectifs, qui s'investissent dans l'organisation, le financement, l'encadrement, le contrôle ou encore la surveillance des flux et séjours d'études. Les autorités coloniales et impériales, les pouvoirs publics des territoires d'accueil, mais aussi les philanthropes, les organisations liées à l'enseignement et comités de patronage, les tuteurs, les parents et proches, les autorités éducatives et universitaires agissent et orientent les circulations liées à l'accès au savoir.

Enfin, l'expérience migratoire doit être considérée de manière globale, c'est-à-dire que toutes les étapes de celle-ci doivent être prises en compte en ce qu'elles participent ensemble à façonner ce – et ceux – qui se trouve(nt) derrière l'expression « mobilité étudiante ». De l'organisation du voyage d'études, en amont du départ, jusqu'à un potentiel retour, elle est faite d'une succession de moments circulatoires et d'autres, davantage statiques, que nous considérons comme étant tous constitutifs du « moment mobile ». Le voyage vers le pôle d'études est suivi de l'installation au sein de celui-ci, conduisant à prendre en compte le quotidien de la migration. L'obtention – ou non – d'un diplôme conduit à s'interroger sur la fin, comme achèvement et comme finalité, de la migration éducative : celle-ci se termine-t-elle forcément par un retour dans la société d'origine ? Si oui, est-il assimilable à une réintégration de celle-ci ? Quels sont les débouchés de la mobilité ? En quoi oriente-t-elle les lendemains de l'expérience migratoire ?

¹³⁰ Georges Balandier, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, 1951, p. 44-79.

A. Enchevêtrements historiographiques

L'ensemble de ces réflexions et hypothèses de recherche s'inscrivent à la croisée de différents champs historiographiques, cherchant autant à les lier qu'à en compléter certains manquements, alors qu'ils peinent à prendre une dimension transimpériale. S'il est nécessaire de les présenter, les prochaines lignes n'ont pas une vocation d'exhaustivité, mais cherchent à replacer la présente thèse dans son contexte scientifique d'écriture.

A.1. Une vision élargie de l'histoire de l'enseignement colonial

L'historiographie de l'éducation et de l'enseignement en situation coloniale a connu des mutations récentes, indissociables du renouvellement qu'ont connu les *colonial* et *imperial studies* depuis la fin du xx^e siècle. Cependant, ces évolutions ne doivent pas masquer l'ancienneté des travaux sur les questions éducatives au sein des empires coloniaux, qui constituent autant de sources précieuses pour l'historien. Les pouvoirs publics font préparer et éditer des rapports sur l'éducation au sein d'une colonie¹³¹ ou d'une province¹³², voire à l'échelle d'un empire¹³³. Ce sont alors des approches institutionnelles qui dominent, qu'elles couvrent tous les niveaux et pans de l'éducation ou se concentrent sur certains d'entre eux. Cette documentation nourrit une réflexion sur les modalités et les objectifs de l'enseignement colonial et affiche parfois un but promotionnel. Cette dernière passe également par la publication d'articles de presse synthétisant l'offre disponible au sein d'un territoire ultramarin. Le morcellement historiographique n'est que rarement dépassé : même lorsque la *Bibliothèque coloniale internationale* propose, en 1909-1910, un neuvième volume sur « l'enseignement aux indigènes », les douze chapitres qui lui sont dédiés ne font que juxtaposer les unes aux côtés des autres des descriptions des initiatives au sein de différentes colonies, au sein desquelles l'Asie est alors bien représentée¹³⁴.

¹³¹ *Le service de l'Instruction publique en Indochine en 1939*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930 ; Alfred Croft, *Review of Education in India with Special Reference to the Report of the Education Commission - 1886*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1888 ; Gouvernement général de l'Indochine – Direction de l'Instruction publique, *Annales de l'Université de Hanoi (tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1933 ; Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950 ; H. Sharp, *Progress of Education in India, 1912-1917*, Calcutta, Government Printing, 1918.

¹³² G. Dumoutier, *Les débuts de l'enseignement français au Tonkin*, Hanoi, Imprimerie typographique F-H Schneider, 1887 ; J.W. Holme, *Progress of Education in Bengal 1917-18 to 1921-22*, Calcutta, Bengal Secretariat Book Depot, 1923.

¹³³ Colonial Office, *Report of the Commission on Higher Education in the Colonies*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1945.

¹³⁴ Institut colonial international, *L'enseignement aux indigènes*, Bruxelles, Institut colonial international, 1909-1910.

Les décolonisations ne sonnent pas le glas des études sur l'éducation en situation coloniale. D'abord appréhendées à travers le spectre des aires culturelles, celles-ci se concentrent, dans un premier temps, sur les politiques scolaires. Un décalage transparaît entre Inde et Indochine : les travaux en langue anglaise sur l'histoire de l'éducation en Inde sont nombreux, qu'ils consistent en des ouvrages de synthèse sur un temps plus ou moins long, intégrant le moment colonial¹³⁵, ou reposent sur des études plus spécifiques. Celles-ci peuvent être consacrées à une région, à un établissement, à une personnalité ou encore à un type d'enseignement spécifique, à l'instar de l'étude d'Austin D'Souza sur l'éducation anglo-indienne au Bengale¹³⁶ ou de Samarendra Nath Sen sur l'enseignement technique et scientifique¹³⁷. Face à cette diversité précoce du côté indien, les travaux portant sur l'éducation en Indochine française se font plus rares. Dans les années 1970, Gail P. Kelly a d'abord étudié les écoles franco-vietnamiennes au Tonkin, à travers une perspective de philosophie de l'éducation, avant d'élargir ses recherches, adoptant une approche davantage comparée de l'Indochine et l'Afrique françaises¹³⁸. Il faut attendre les années 1990 et 2000 pour que soient publiés des ouvrages francophones appréhendant largement l'école française au sein de la péninsule sud-est asiatique. Alors que Pascale Bezançon propose un tableau politico-institutionnel de l'expérience éducative française en Indochine, ayant le mérite d'intégrer les territoires cambodgien et vietnamien¹³⁹, Trinh Van Thao prend davantage en compte les demandes de la part des populations dites « indigènes » sans parvenir à s'émanciper totalement des mesures officielles¹⁴⁰. Les études sur des degrés spécifiques d'enseignement sont plus rares que du côté indien : il faut, par exemple, attendre 2016 pour qu'une thèse sur l'enseignement supérieur en Indochine soit soutenue¹⁴¹ et aucune initiative similaire concernant l'enseignement professionnel ne semble avoir été entreprise.

¹³⁵ J.P. Naik, S. Nurullah, *A Students' History of Education in India*, Bombay, MacMillan, 1962 ; Nazer Singh, *History and Education in India*, New Delhi, Commonwealth Publishers, 2014 ; C.P.S. Chauhan, *Higher Education in India (Achievements, Failures and Strategies)*, New Delhi, Ashish Publishing House, 1990 ; Suresh Chandra Ghosh, *The History of Education in Modern India, 1757-1998*, Hyderabad, Orient Longman, 2000.

¹³⁶ Austin A. D'souza, *Anglo-Indian Education...*, *op.cit.*

¹³⁷ Samarendra Nath Sen, *Scientific and Technical...*, *op.cit.*

¹³⁸ Gail P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, avril 1982 ; Gail P. Kelly, Philip G. Altbach (dir.), *Education and the Colonial Experience. Second Revised Edition*, New Brunswick – Londres, Transaction Books, 1984. ; Gail P. Kelly, *French Colonial Education. Essays on Vietnam and West Africa*, New York, AMS Press, 2000.

¹³⁹ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*

¹⁴⁰ Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, *op.cit.*

¹⁴¹ Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine... », *op.cit.*

Si notre travail cherche à rééquilibrer ces histoires de l'enseignement supérieur et technique en situation coloniale, il prend également en compte les renouvellements historiographiques récents. Une plus grande place est offerte aux acteurs, publics comme privés, à leurs initiatives, à leur réception de l'offre et à leur agentivité. Les initiatives colonisées deviennent davantage visibles tandis que le parcours des élèves et étudiants fait l'objet de différents travaux. Une approche genrée de l'histoire de l'éducation coloniale s'affirme, qu'elle fasse l'objet d'études spécifiques ou intègre une histoire plus large de l'enseignement¹⁴². Si ces nouvelles approches ont pu être présentées et discutées par le biais de rencontres et de publications scientifiques, plusieurs limites s'en dégagent que nous tenterons de dépasser. D'une part, ces renouvellements se sont d'abord exprimés à l'échelle d'un seul empire, français notamment. D'autre part, cette approche française laisse entrevoir un tropisme africain que les chercheurs, s'ils en ont conscience, peinent à dépasser¹⁴³.

Alors que les questions éducatives en situation coloniale sont incluses dans les synthèses sur l'histoire des empires coloniaux¹⁴⁴, mais aussi de travaux consacrés à d'autres thématiques – comme l'histoire de la médecine ou des sciences¹⁴⁵ – elles ont fait aussi l'objet de plusieurs conférences, revues et ouvrages depuis le début du ^{xxi}^e siècle, ouvrant de nouvelles perspectives. Certains travaux proposent des approches transversales. En 2017, un numéro de la revue *Outre-Mers* a été consacré à l'histoire des universités en situation coloniale et impériale, ne se limitant ni à l'empire colonial français ni à un impérialisme formel. Cette initiative résulte du constat de la faiblesse de la production historique sur l'enseignement supérieur dans les empires coloniaux¹⁴⁶. L'année suivante, c'est une approche plus large de l'instruction en contexte colonial qui caractérise les *workshop* et conférence

¹⁴² Pascale Barthélémy, Rebecca Rogers, « Enseignement et genre en situation coloniale (Maghreb, Afrique, Inde, Indonésie, Indochine », in Margaret Maruani, *Travail et genre dans le monde*, 2013, p. 370-378.

¹⁴³ Sur ces points, voir notamment la synthèse proposée par Pascale Barthélémy : « L'enseignement dans l'Empire colonial français : une vieille histoire ? », *Histoire de l'éducation*, n°128, 2010, p. 5-27.

¹⁴⁴ Le programme du concours de l'agrégation d'histoire pour les années 2012-2013 et 2013-2014 portant, pour l'épreuve d'histoire contemporaine, sur les sociétés coloniales à l'âge des empires a nourri ce processus éditorial. Les ouvrages dédiés à la préparation du concours intègrent les questions d'éducation : Isabelle Surun (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires 1850-1960*, Neuilly, Atlande, 2012.

¹⁴⁵ David Arnold, *Science, Technology and Medicine in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Laurence Monnai-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*

¹⁴⁶ Hélène Charton, « Produits d'Empires : expériences universitaires britanniques et françaises en Asie et en Afrique aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles », introduction au dossier *Enseignement supérieur et universités dans les espaces coloniaux*, *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 394-395, 1/2017, p. 5-13.

organisés à Lisbonne et Lausanne¹⁴⁷. Plusieurs chercheurs internationaux y présentent des travaux sur différents niveaux d'enseignement au sein d'une multiplicité de territoires sous domination, alimentant une démarche décloisonnée tant géographiquement que chronologiquement, puisqu'y sont incluses des études postcoloniales. Si cette ouverture historiographique a donné lieu à un ouvrage dirigé par le chercheur suisse Damiano Matasci et ses homologues portugais Miguel Jerónimo Bandeira et Hugo Dores Gonçalves¹⁴⁸, le tropisme africain n'en demeure pas moins vivace puisque s'en sont suivis d'autres événements scientifiques centrés sur cet espace. Surtout, la question spécifique des mobilités étudiantes demeure peu prise en compte et implique de se tourner vers l'histoire des migrations.

A.2. Des migrations en perspective historique

Depuis la fin du xx^e siècle, l'historiographie des migrations, tant anglophone que francophone, fait une plus large place aux empires coloniaux. Ceux-ci peuvent être intégrés à des démarches globales, alliant petite échelle et longue durée¹⁴⁹, ou davantage micro, se concentrant sur des flux entre des territoires donnés. Les thématiques abordées sont diverses et ne se cantonnent plus aux migrations de peuplement ou de travail, proposant de saisir les diasporas coloniales et impériales dans toute leur diversité¹⁵⁰. Celles-ci révèlent des enjeux qui sont autant sociaux que politiques et culturels et différents chercheurs se sont concentrés sur l'arrivée en métropole de populations colonisées. Les étudiants sont d'abord pris comme un élément parmi d'autres de ces communautés diasporiques avant que des travaux leur soient spécifiquement dédiés. Ils sont peu nombreux concernant la diaspora indochinoise en métropole et révèlent une approche à la fois politique et centrée sur les populations vietnamiennes : Daniel Hémerly apparaît comme un précurseur avec son article, paru en 1975 dans *Le Mouvement Social*, sur l'immigration vietnamienne dans la France métropolitaine de

¹⁴⁷ *Workshop* « Internationalism, Imperialism and Education: Connected Histories » organisé à Lisbonne le 27 janvier 2018 ; Conférence internationale « Shaping Education in the (Post)Colonial World : Actors, Paradigms, Entanglements 1880s-1980s » organisée à l'Université de Lausanne, 14-16 septembre 2017.

¹⁴⁸ Damiano Matasci, Miguel Jerónimo Bandeira, Hugo Dores Gonçalves (dir.), *Repenser la « mission civilisatrice »*. *L'éducation dans le monde colonial et postcolonial au xx^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.

¹⁴⁹ Voir par exemple : Robin Cohen, *Global Diasporas. An Introduction*, Londres-New York, Routledge, 2008.

¹⁵⁰ À ce sujet, voir notamment la synthèse proposée dans : Pierre Singaravélou (dir.), *Les empires coloniaux, xix^e-xx^e siècle*, Paris, Éditions Points, 2013, p. 125-167.

l'entre-deux-guerres¹⁵¹. Il étudie alors la radicalisation de la pensée politique vietnamienne, prenant en compte, entre autres, le rôle des étudiants. Quelques années plus tard, en 1989, Scott McConnell fait de ce groupe social le cœur de son étude¹⁵². Le sous-titre de son ouvrage ne doit pas masquer son approche avant tout politique de l'éducation en métropole et, de fait, profondément duale en ce qu'elle oppose politique coloniale et anticolonialisme de gauche vietnamien. Plus récemment, David Pomfret a lui aussi souligné les desseins politiques de jeunes Indochinois rejoignant la métropole en les liant à une réflexion sur l'histoire de la jeunesse¹⁵³.

C'est surtout outre-Manche que les travaux sur les diasporas asiatiques au temps des colonies ont connu un réel essor entre la fin du xx^e et le début du xxi^e siècle. En 1992, Bashir Maan propose un tableau de la présence sud-asiatique en Écosse à travers le siècle¹⁵⁴. Le premier ouvrage de synthèse à l'échelle britannique est proposé en 2002 par Rozina Visram tandis que celui de Shompa Lahiri avait annoncé, deux ans plus tôt, des réflexions sur l'identité et la rencontre en situation impériale qui vont rythmer les premières décennies du xxi^e siècle et alimenter projets de recherches et publications¹⁵⁵. En 2004, Michael C. Fisher propose quant à lui une étude des voyageurs indiens vers le Royaume-Uni au temps de l'East India Company, évoquant les prémices de mobilités étudiantes dans les années 1840¹⁵⁶. Entre 2007 et 2010, le projet *Making Britain: South Asian Visions of Home and Abroad* est financé par le *Major Research Award* du Arts and Humanities Research Council (AHRC) alors qu'un autre projet mené par la spécialiste de littérature Elleke Boehmer se penche sur les arrivées indiennes en Grande-Bretagne entre 1880 et 1930¹⁵⁷. Un effort de vulgarisation, par l'intermédiaire d'expositions par exemple, mais aussi la création d'un site internet par l'Open University cartographiant et présentant la présence sud-asiatique au Royaume-Uni,

¹⁵¹ Daniel Hémerly, « « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1939 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 3-54.

¹⁵² Scott McConnell, *Leftward Journey: The Education of Vietnamese Students in France 1919-1939*, New Brunswick, Transaction, 1989.

¹⁵³ David Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

¹⁵⁴ Bashir Maan, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donald Publishers Ltd, 1992.

¹⁵⁵ Rozina Visram, *Asians in Britain. 400 Years of History*, Londres, Pluto Press, 2002 ; *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters. Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, France Cass, 2000.

¹⁵⁶ Michael c. Fisher, *Counterflows to Colonialism. Indian Travellers and Settler to Britain, 1600-1857*, New Delhi, Permanent Black, 2004.

¹⁵⁷ Elleke Boemer, *India Arrivals 1870-1915 Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

accompagne ces recherches scientifiques parfois pluridisciplinaires¹⁵⁸. Finalement, Sumita Mukerjee propose, en 2010, la première étude dédiée aux mobilités étudiantes d'Indiens vers le Royaume-Uni au cours de la première moitié du xx^e siècle, y exposant des enjeux qui sont moins éducatifs que politiques, culturels et sociaux¹⁵⁹. Surtout, elle prend en compte les retours et l'impact d'une formation métropolitaine sur les trajectoires sociales et professionnelles postérieures. Les études de cas précises se font, quant à elles, rares alors que certaines archives pourraient conduire à une étude prosopographique, concernant un groupe bien défini d'étudiants, ou monographique, autour d'un établissement, à l'instar de celle menée par Conor Mulvagh sur les étudiants en droit indiens de University College, Dublin¹⁶⁰. De plus, l'ensemble des travaux précédemment cités ne prennent pas en compte les circulations d'étudiants européens, de métis ou d'étrangers installés dans les colonies. Les migrations, coloniales ou internationales, vers les pôles universitaires situés dans les colonies sont elles aussi absentes de l'historiographie¹⁶¹.

En somme, les travaux sur les migrations étudiantes en contexte colonial restent souvent cantonnés aux liaisons entre une colonie et sa métropole, ne prenant pas suffisamment en compte la plus grande complexité des circulations, mises en avant par les chercheurs ayant repensé les *colonial studies* depuis quelques décennies et par les spécialistes de la mobilité et de la migration¹⁶², révélant autant de circulations inter-coloniales, intracontinentales et internationales qui incluent l'Inde et l'Indochine : Natasha Pairaudeau s'est intéressée à l'arrivée d'Indiens et de Franco-Indiens en Indochine française entre 1858 et 1954¹⁶³ ; Francesco Cioffo s'est quant à lui concentré sur la présence indienne au Japon¹⁶⁴.

¹⁵⁸ « Making Britain. Discover How South Asians Shaped the Nation, 1870-1950 », *The Open University*, <https://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/>, consulté le 25 septembre 2021.

¹⁵⁹ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities : The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010.

¹⁶⁰ Conor Mulvagh, *Irish Days, Indian Memories. V.V. Giri and Indian Law Students at University College, Dublin, 1913-16*, Sallins, Irish Academic Press, 2016.

¹⁶¹ Seule Tracy C. Barrett, dans son travail sur la diaspora chinoise en Indochine, évoque dans un chapitre l'accueil de Chinois au sein d'établissements éducatifs à Hanoi, notamment à l'École Pavie : Tracy C. Barrett, *The Chinese Diaspora in South-East Asia : The Overseas Chinese in IndoChina*, Bloomsbury, Bloomsbury Publishing, 2012, voir le chapitre 2 de la présente thèse.

¹⁶² Voir notamment la journée d'études organisée par le Groupe de recherche sur les ordres coloniaux (GROC) en mai 2021 : « Empire, État, migrations » ainsi que le *doctoral workshop* « In-Between Spaces, Actors and Infrastructures : Transimperial Approaches to Mobility 19th-20th century », Université de Neuchâtel, 1^{er} octobre 2021.

¹⁶³ Natasha Pairaudeau, *Mobile Citizens. French Indians in Indochina, 1858-1954*, Copenhague, NIAS Press, 2016.

¹⁶⁴ Francisco Cioffo, « In the New School of Asia: The Indian Communities in Japan and Asianism, 1880s-1910s », mémoire de Master soutenu à King's College London, 2018.

Si les travaux de la première n'incluent pas d'étudiants, le second révèle une modeste communauté estudiantine arrivée d'Asie du Sud dans le Japon de la fin de l'ère Meiji. Finalement, Ross Bassett est le seul à avoir proposé une étude des migrations éducatives indiennes dépassant le niveau impérial, à travers le cas des candidats aux diplômes intégrant le Massachusetts Institute of Technology, aux États-Unis¹⁶⁵. Il présente sans doute l'approche la plus globale de ces expériences migratoires, du départ jusqu'au retour, qu'il met en perspective avec le développement industriel en Inde, passant par la création d'écoles techniques, et les mouvements nationalistes.

A.3. Expériences étudiantes en mobilité

En parallèle de l'ancrage colonial et impérial des migrations que nous étudions, notre travail réinsère ces circulations dans le champ relativement neuf des circulations savantes. Les travaux de Tamson Pietsch sur la constitution d'un monde académique à l'échelle de l'empire britannique entre 1850 et 1939¹⁶⁶ apparaissent comme précurseurs dans la mesure où les chercheurs se sont d'abord concentrés sur les flux internationaux internes à l'Europe¹⁶⁷ ou menant aux États-Unis¹⁶⁸. Dans ce contexte, Victor Karady souligne que l'histoire s'écrit d'abord depuis les pôles d'arrivée alors que les études nationales menées par les historiens des territoires de départ souffrent d'un déficit de traduction. Suivant cette logique, la synthèse sur les étudiants étrangers à Paris dans le long XIX^e siècle proposée par Pierre Moulinier tout comme les recherches de Caroline Barrera sur le public des facultés toulousaines¹⁶⁹ ou encore de Nicolas Manitakis sur les étudiants grecs en France permettent de souligner la multiplicité de thématiques et d'interrogations que soulève l'arrivée d'étudiants non-nationaux dans des pôles d'études. L'historiographie récente considère l'accueil des étudiants au sens large, prenant en compte ses enjeux non seulement éducatifs, mais aussi politiques, économiques, matériels, culturels voire sanitaires. La double-conférence organisée par Matthieu Gillibert

¹⁶⁵ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016.

¹⁶⁶ Tamson Pietsch, *Empires of Scholars. Universities, Networks and the British Academic World, 1850-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013.

¹⁶⁷ Victor Karady, « La république des lettres... art.cit. » ; Victor Karady, « La migration internationale... art.cit. » ; Nicolas Manitakis, « Les migrations estudiantines... art.cit. » ; Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers...*, op.cit. ; Caroline Barrera (dir.), *Étudiants de l'exil. Migrations internationales et universités refuges (XVIe-XXe siècle)*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009.

¹⁶⁸ Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges...*, op.cit.

¹⁶⁹ Caroline Barrera, *Étudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et Français de l'étranger de la faculté de droit de Toulouse (XIXe siècle – 1944)*, Albi, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007 ; Caroline Barrera, « L'université toulousaine et l'outre-mer (1808-1945) », *Les Cahiers de Framespa*, n°9, 2012, disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/framespa/1254>, consulté le 5 avril 2021.

en 2016-2017 entre Montréal et Fribourg¹⁷⁰ témoigne de cette dynamique, intégrant des communications sur l'accueil d'étudiants originaires de colonies. Des monographies voient le jour, sur la Cité universitaire de Paris notamment, s'intéressant aux enjeux politiques et diplomatiques liés à l'hébergement des étudiants¹⁷¹. Alors que les travaux sur la diplomatie universitaire prennent en compte les mobilités étudiantes tout en restant centrées sur l'Europe, les outils de la migration tendent à devenir un objet d'études. Les travaux sur les bourses se déploient, bien qu'encore modestement, à l'échelle nationale et transnationale¹⁷².

Au-delà de la question des modalités migratoires et de l'accueil, cette thèse s'inscrit dans une histoire plus large du « moment étudiant », afin de mieux saisir le quotidien, éducatif mais pas seulement, des individus engagés dans une mobilité d'études. On retrouve alors cette prédominance de l'Europe avec une appréhension tantôt nationale tantôt locale¹⁷³ de ce que signifie être étudiant – ou étudiante – aux XIX^e et XX^e siècles. En cherchant à définir les contours de la communauté estudiantine que les circulations depuis et vers l'Inde et l'Indochine participent à façonner, nos recherches font notamment écho à des réflexions nouvelles sur les organisations étudiantes, leur développement et leurs objectifs¹⁷⁴.

Enfin, mêlant histoire de l'éducation en situation coloniale, histoire des migrations et histoire sociale des étudiants, cette thèse invoque ponctuellement des historiographies connexes, telle celle des universités et des établissements d'enseignement¹⁷⁵, du développement urbain¹⁷⁶, du voyage¹⁷⁷ ou encore, de l'anticolonialisme et de l'anti-

¹⁷⁰ En a découlé un numéro de revue : « Accueillir l'étudiant-e étranger-ère. Introduction », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte. Revue d'histoire*, 1, 2018.

¹⁷¹ Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013. Voir également le programme ANR « A Global Youth in the Making », <https://globalyouth.hypotheses.org/>, consulté le 10 novembre 2018.

¹⁷² Jean-François Condette (dir.), *Le coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; Ludovic Tournès, Giles Scott-Smith, *Global Exchanges. Scholarships and Transnational Circulations in the Modern World*, New York-Oxford, Berghahn, 2018.

¹⁷³ Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men...*, *op. cit.* ; Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant...*, *op. cit.* ; Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers...*, *op. cit.*

¹⁷⁴ Antonin Dubois, *Organiser les étudiants. Socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914)*, Paris, éditions du Croquant, 2021.

¹⁷⁵ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op. cit.* ; Irene M. Lilley, *Maria Grey College...*, *op. cit.*

¹⁷⁶ Caroline Herbelin, *Architecture du Vietnam colonial. Représenter le métissage*, Paris, CTHS-INHA, 2016.

¹⁷⁷ Christopher E. GOSCHA, « Récits de voyage vietnamiens et prise de conscience indochinoise (c. 1920-c. 1945) », in Claudine Salmon (dir.), *Récits de voyage des Asiatiques : Genres, mentalités, conceptions de l'espace*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1996 ; Anne-Catherine WAGNER, « La place du voyage... art.cit. »

impérialisme¹⁷⁸. Les introductions des différents chapitres seront dès lors l’occasion de dresser des bilans historiographiques complémentaires.

B. Les sources de la mobilité étudiante

L’approche globale adoptée dans cette thèse a également imprégné notre protocole de recherches, fondé sur la consultation et le croisement de sources variées, tant par leur nature que par leur localisation.

Tabl. 0-4 – Centres d’archives et bibliothèques visités¹⁷⁹

État	Centre d’archives et bibliothèques
États-Unis	Butler Library, Columbia University, New York
	Burke Library, Union Theological Seminar, New York
	Elmer Holmes Bobst Library, New York University, New York
France	Archives de l’Institut d’Études politiques de Paris
	Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve
	Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine
	Archives nationales d’outre-mer, Aix-en-Provence
	Bibliothèque nationale de France, Paris
Inde	Mission Archives de Sciences Po Paris
	Archives nationales de l’Inde, New Delhi
Royaume-Uni	Archives étatiques du Bengale occidental, Kolkata
	Archives nationales, Richmond
	Archives de <i>colleges</i> (Christ Church ; Exeter ; New College ; Saint John’s ; Somerville), Oxford
	Archives d’Inner Temple, Londres
	Archive du Maria Grey Training College, Uxbridge
	Bodleian Library, Oxford
	British Library, Londres
Wren Library, Cambridge	
Vietnam	Archives nationales du Vietnam – centre n° 1, Hanoi
	Archives nationales du Vietnam – centre n° 2, Ho Chi Minh Ville
	Bibliothèque de l’EFEO, Hanoi

Comment saisir les mobilités étudiantes par les sources ? Cette question est d’autant plus cruciale qu’aucun fonds n’est directement dédié à notre objet, que cela soit pour les deux territoires coloniaux étudiés ici ou d’une manière plus large, et la recherche par mot-clef au sein des inventaires, papiers comme numériques, a toujours été vaine. Dès lors, notre travail

¹⁷⁸ David G. Marr, *Vietnamese Anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1981 ; Céline Marangé, *Le communisme vietnamien, 1919-1991. Construction d’un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012 ; Maia Ramnath, *Haj to Utopia. How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2011 ; Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement in Bengal. 1903-1908*, New Delhi, People’s Publishing House, 1973.

¹⁷⁹ À cette liste s’ajoutent : les Archives nationales du Cambodge dont certains dossiers du fond de la résidence supérieure ont pu être consultés grâce à l’aide de Yann Charles – qu’il en soit chaleureusement remercié ; les archives de Princeton University, dans le New Jersey, du *Japan Center for Asian Historical Records* et de l’Université de Calcutta, dont les fonds ont pu être, au moins partiellement, consultés à distance.

heuristique a reposé sur la mobilisation de thématiques connexes, au premier rang desquelles se trouvaient l'enseignement supérieur et technique, les établissements qui le compose ainsi que le statut et les parcours étudiants. Cette démarche nous a conduit à consulter une documentation majoritairement en langues française et anglaise, agrémentée de quelques documents en vietnamien et japonais dont nous avons pu bénéficier d'une traduction.

Les **archives dites coloniales**¹⁸⁰, c'est-à-dire produites et/ou conservées par le colonisateur, se sont imposées comme premier lieu de recherches. Elles furent particulièrement fécondes et permirent de saisir l'offre susceptible d'attirer des étudiants mobiles ainsi que certaines initiatives et trajectoires migratoires. Si le double cadre géographique Inde-Indochine impose une dispersion des fonds en fonction de l'empire colonial concerné, celle-ci a été renforcée à la suite des décolonisations par une répartition de la documentation entre anciennes colonies et anciennes métropoles. Les fonds du gouvernement général de l'Indochine ainsi que des anciennes provinces vietnamiennes se répartissent entre la France et le Vietnam ; les fonds de l'India Office (India Office Records) à Londres viennent compléter ceux du gouvernement général de l'Inde conservés à New Delhi. Les séries consacrées à l'enseignement¹⁸¹ ou intégrant ces problématiques se composent de documents variés : les textes officiels – arrêtés, décrets, lois, minutes, dépêches, circulaires – ont fourni des éléments sur la fondation d'établissements, les initiatives d'accueil et d'encadrement des étudiants ainsi que les aides financières destinées à ces derniers. Ils s'accompagnent de correspondances entre représentants des pouvoirs publics, mais aussi avec des étudiants, leurs proches, des responsables d'établissement ou d'organisations éducatives, des représentants diplomatiques, ainsi que de rapports sur l'éducation ou sur la communauté étudiante, des données statistiques et des listes.

En parallèle, d'autres fonds localisés dans les mêmes centres d'archives ont permis de saisir la mobilité étudiante depuis les pôles d'études, sous l'angle éducatif, mais aussi politique : les ANOM conservent les sources liées à l'École coloniale ainsi qu'au service de contrôle et

¹⁸⁰ Pour une réflexion sur les « archives coloniales », leur nature, leur histoire et leur composition, voir les réflexions impulsées par le GROC, notamment lors de la double journée d'études « (Dé)construire les 'archives coloniales' : enjeux, pratiques et débats contemporains » organisée en juin 2019 aux ANOM, à Aix-en-Provence et dont un compte-rendu est disponible en ligne : groc.hypotheses.org/391, consulté le 25 septembre 2021.

¹⁸¹ Les fonds indo-chinois sont organisés selon le classement Boudet : la série R correspond à l'enseignement.

d'assistance aux indigènes¹⁸² (CAI – fonds SLOTFOM) qui se composent de rapports d'agents et d'informations communiquées par des acteurs variés (recteurs d'académie, membres de la diaspora en métropole, etc.). Les fonds de la Mairie de Hanoi, de la direction des Finances de l'Indochine et de diverses résidences et ceux de l'ancienne présidence du Bengale offrent ponctuellement des éléments sur l'expérience quotidienne des étudiants, à travers leurs sociabilités, leur hébergement et leurs revendications, à l'échelle coloniale.

Afin de compléter cette première étape et de prendre en compte les circulations dans toute leur globalité et diversité, les **archives diplomatiques** devaient permettre de traquer les étudiants étrangers rejoignant l'une des deux colonies ainsi que ceux s'engageant dans un séjour extra-impérial. Si les fonds du Foreign Office conservés à Richmond n'ont pas permis de trouver des Indochinois au sein de l'empire britannique, ils comportent des documents d'identité confirmant les départs d'étudiants indiens pour le Japon. Les séries Asie des archives du ministère des Affaires étrangères français contiennent des échanges diplomatiques concernant l'arrivée d'Indiens en France métropolitaine, mais aussi sur les Indochinois rejoignant l'archipel nippon. En parallèle, les archives nationales britanniques et françaises fournissent des informations complémentaires sur les caractéristiques tant structurelles – financement, hébergement – que conjoncturelles – avec les rapatriements en temps de guerre – des migrations étudiantes.

Or, la mobilisation d'archives gouvernementales nous paraissait insuffisante pour écrire une histoire de la mobilité étudiante associant des enjeux sociaux, politiques et économiques aux logiques éducatives. Nous souhaitons aussi décentrer le regard quant à une histoire officielle et inscrire notre démarche dans celle de l'histoire de l'éducation en intégrant des sources conservées dans les **archives des établissements éducatifs** ayant accueilli des Indiens et/ou des Indochinois. Ici, l'exhaustivité paraissait impossible. Notre choix reposa sur des logiques tant scientifiques que pratiques : les archives universitaires ne sont pas toujours disponibles, à l'instar de celles de l'Université indochinoise. Celles de l'Université de Calcutta ont été numérisées, mais leur accès reste limité. Seuls quelques minutes, almanachs et calendriers universitaires compilant des informations sur l'organisation de l'enseignement

¹⁸² Sur ce service, voir la thèse de doctorat en préparation de Vincent Bollenot : « Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies. Maintenir l'ordre colonial en métropole (1915-1945) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Singaravélou, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en préparation.

supérieur au Bengale ont pu être consultés pour les années 1857, 1879-1880, 1881-1882, 1887, 1892, 1917 et 1922. Notre sélection concernait davantage les établissements extra-coloniaux, qu'ils soient intégrés à un empire colonial ou non. Pour cela, en nous assurant de l'accessibilité des fonds, nous avons opté pour des établissements révélant la diversité de la formation supérieure et technique saisie par l'étudiant mobile : des anciennes universités ayant élargi leur champ de recrutement au XIX^e siècle avec Oxford et plusieurs de ses *colleges* ; d'autres plus récentes, dans un contexte extra-impérial avec Columbia University, New York University et Princeton University ; des établissements non-universitaires avec Inner Temple formant au métier d'avocat à Londres et une grande école¹⁸³, l'Institut d'études politiques de Paris ; des établissements réservés aux femmes avec le Maria Grey Training College dont les archives sont conservées au sein de Brunel University, à Uxbridge, mais aussi le Somerville College d'Oxford. La documentation qui y fut consultée prend la même forme : elle se compose de registres et livres d'admission pouvant être accompagnés de photographies et de presse étudiante. Elle est vectrice de difficultés méthodologiques puisque les registres sont plus ou moins bien tenus, ne couvrant pas toujours l'ensemble de la période ou comportant des informations variables, en fonction de l'établissement concerné, mais aussi au sein de celui-ci. En effet, les données conservées à Columbia University changent selon que l'on consulte le registre des *alumni* disponible jusqu'en 1931, les rapports annuels ou les catalogues. Les informations doivent être manipulées avec la plus grande précaution scientifique. De plus, il ne s'agissait pas pour nous de produire une prosopographie des étudiants mobiles, rendue impossible par la définition vaste de ceux-ci que nous avons choisie, mais plutôt de saisir certaines trajectoires dans toute leur complexité, de déterminer les champs disciplinaires particulièrement attractifs ou encore de détecter une co-présence entre individus issus des populations colonisatrices et colonisées. Quelques proto-bases de données ont ainsi été produites en ce sens¹⁸⁴ : au-delà de leur utilité pour cette recherche, elles constituent un travail préparatoire pour une démarche prosopographique ultérieure et ont été transmises aux archivistes des établissements concernés.

La vaste gamme de sources consultées se complètent, mais aussi se connectent les unes aux autres, révélant les rebonds de certaines trajectoires étudiantes et leur caractère

¹⁸³ En complément, quelques documents issus des archives de l'École polytechnique, portant sur un étudiant précis, Lê Van Kim, nous furent transmis par Matthieu Cabanes, que nous remercions.

¹⁸⁴ Voir : annexes.

multiscale. Par exemple, un petit nombre d'entre eux mentionnés dans des rapports officiels ont pu être retrouvés dans des registres d'admission. Toutefois, il faut noter que la variété de la documentation et, surtout, son irrégularité, ont constitué une difficulté majeure afin de dessiner une carte globale des mobilités étudiantes sur quatre-vingt-dix années. Elles ont également compliqué l'approche comparative, la limitant parfois et alimentant une réflexion sur les catégories d'usage ainsi que la temporalité des données. De plus, les sources susmentionnées ne permettent pas toujours de saisir l'expérience migratoire au quotidien et se placent rarement du point de vue l'étudiant, à l'instar des registres d'admission aux informations administratives qui disent peu de choses de la réalité du séjour. Si les quelques lettres adressées par les candidats aux diplômes aux autorités coloniales et impériales, témoignant souvent des difficultés des premiers, nuancent ce constat, la consultation de la presse, généraliste comme étudiante, toujours à différentes échelles, ainsi que d'autobiographies, de récits de voyage et de mémoires ont participé à décaler la focale en prenant en compte ceux qui incarnent les premiers la migration éducative : les étudiants eux-mêmes. Les défis de la comparaison demeurent alors puisque les témoignages indiens dominent cette littérature, auxquels les Indochinois ne prennent part que modestement et dont les étudiants étrangers rejoignant les deux colonies sont absents.

Enfin, afin de révéler cet enchevêtrement des sources, de donner à voir leur diversité, tant de nature que de contexte de production, tout en soulignant le double cadre géographique de notre étude, nous avons choisi de placer en exergue de chaque chapitre deux citations, l'une portant sur les mobilités indochinoises et l'autre sur les mobilités indiennes.

5. Accompagner la mobilité : plan de la thèse

Le plan adopté invite le lecteur à suivre le fil de la mobilité étudiante, afin de se confronter à cette expérience migratoire dans sa globalité. Il se compose de deux grandes parties, liées entre elles par un chapitre transitionnel, comme le voyage relie le territoire d'origine à celui d'arrivée, avant de s'achever sur un chapitre épilogue marquant l'achèvement de la mobilité.

La première partie de cette étude, « **L'invitation au voyage** », est consacrée aux départs. Elle explore les causes et les facteurs qui ont conduit certains étudiants à s'engager dans un déplacement aux desseins éducatifs. L'offre est confrontée à la demande tandis qu'il s'agit également de saisir les outils qui alimentent les circulations. Le découpage chronologique qui a été choisi doit permettre de repenser les continuités et les ruptures propres à l'essor des mobilités étudiantes entre les années 1850 et les années 1940.

Le chapitre 1, « **Nouveaux départs** », explore les migrations éducatives qui se déploient au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Son titre rappelle le caractère ancien de la mobilité étudiante aux échelles locales et régionales en Asie. Partant, l'objectif est de mesurer l'impulsion nouvelle donnée par l'affirmation de la domination coloniale en Asie du Sud et du Sud-Est, passant par la conquête de nouveaux territoires et la mise en place d'administrations plus ou moins directes. Le chapitre s'ouvre sur un tableau de l'offre éducative en Inde puis en Indochine appréhendée sous l'angle de la mobilité étudiante. Alors que les réalisations universitaires indiennes renouvellent les circulations locales tout en les complexifiant, les mobilités indochinoises se limitent à quelques écoles professionnelles. Ce constat n'empêche pas des individus de chaque colonie, aux origines variées, de quitter leurs colonies respectives. Si les ressortissants d'Indochine se cantonnent à l'échelle impériale, des trajectoires plus globales caractérisent d'ores et déjà les migrations indiennes. Des ressources dédiées voient le jour, principalement des bourses, mais l'investissement des pouvoirs publics demeure timide malgré l'émergence d'une filière impériale de mobilité entre le Cambodge, puis l'Indochine, et la France métropolitaine.

Il faut attendre les premières années du XX^e siècle, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, pour voir les mobilités étudiantes s'affirmer à toutes les échelles. Cette période charnière, véritable « **tournant global** » qui fait l'objet du chapitre 2, passe, à l'échelle

coloniale, par le remodelage de la cartographie universitaire en Inde associée à des entreprises nationalistes parallèles et, surtout, par la naissance d'un enseignement dit supérieur à Hanoi. Au même moment, les circulations impériales poursuivent leur croissance et conduisent à des tentatives d'encadrement et de contrôle des flux, certes différenciées, par les pouvoirs publics au sein des deux empires, venant se surimposer et s'associer à des initiatives non-gouvernementales. Ces dynamiques, migratoires comme réflexives, ne sont pas véritablement interrompues par la Grande Guerre tandis que de nouvelles destinations sont apparues à l'échelle internationale, incluant désormais des étudiants indochinois.

Finalement, les mobilités étudiantes liées à l'Inde britannique et à l'Indochine française atteignent leur apogée à toutes les échelles après-guerre, comme tend à le démontrer le chapitre 3 « Des mobilités à maturité ? ». De nouveaux pôles, principalement européens, apparaissent tandis que les établissements coloniaux accueillent un public local et étranger de plus en plus nombreux. L'encadrement se renouvelle et ce, principalement au niveau métropolitain. Toutefois, la Seconde Guerre mondiale bouleverse les mobilités, les réorientant tout en les rendant plus complexes, notamment aux échelles extra-coloniales. Elles ne disparaissent pas pour autant et reprennent de plus belle dès la fin du conflit.

Ce tableau des grandes étapes de l'essor global des mobilités étudiantes des années 1850 à la fin de la Seconde Guerre mondiale jette les fondements d'une étude plus générale de l'expérience migratoire. Celle-ci débute par le déplacement, qui relie territoire d'origine et pôle(s) d'études. Liant lui-même la première partie à la seconde, le chapitre transitionnel est donc dédié aux « **voyages et déplacements en contexte éducatif** » permettant de « **devenir mobile** ». Ce moment-clef se prépare et se négocie en amont du départ, prenant en compte des considérations matérielles, financières, sociales ou encore politiques. De plus, le « moment mobile » doit être saisi dans toute sa complexité : il se limite rarement à un simple déplacement d'un point A à un point B, mais est fait de multiples rebonds et étapes. L'arrivée en terre d'études prend alors de l'épaisseur tout en posant la question de la réception des étudiants.

Le voyage conduit à un séjour étudiant, plus ou moins long, plus ou moins linéaire, qui fait l'objet de la seconde partie de cette thèse, « **Vivre la mobilité étudiante** ». L'expérience

migratoire est examinée dans sa globalité à travers trois chapitres-panorama déclinant les thématiques et problématiques constitutives du séjour d'études.

D'abord, le chapitre 5 révèle les enjeux liés l'« **accueil** » des individus mobiles à la suite de leur arrivée. Les questions d'hébergement sont centrales et conduisent au développement progressif de structures dédiées, à différentes échelles, surtout à partir des premières décennies du xx^e siècle. Elles ne se limitent pas à des défis matériels pour autant mais témoignent d'enjeux éducatifs, sociaux, moraux ou encore politiques. En parallèle, l'accueil est incarné par des correspondants et des tuteurs dont les missions sont perceptibles surtout dans le cadre des séjours métropolitains.

Accueillir les étudiants doit leur permettre d'avoir accès à un enseignement. Le « **temps de l'étude** », qui fait l'objet du chapitre 6, souligne toutefois que l'admission dans des établissements éducatifs n'est pas une évidence. De multiples facteurs expliquent ces difficultés, révélant des pratiques pouvant être discriminatoires, tandis que la linéarité des études doit être remise en cause. Celles-ci peuvent être ponctuellement interrompues ou faites d'une succession d'inscriptions dans des filières et/ou établissements différents. Ce morcellement est à prendre en compte lorsqu'il s'agit de proposer des pistes concernant la répartition par discipline et par localité des étudiants mobiles. En ressortent des similitudes et des connexions entre les échelles qui ne contredisent pas la pluralité des trajectoires. Enfin, le temps de l'étude ne se limite pas à l'acquisition d'un savoir : les migrants éducatifs composent et intègrent des communautés étudiantes aux contours variés et variables, développant des sociabilités qui peuvent s'institutionnaliser sous la forme d'organisations étudiantes.

Le dernier chapitre de la seconde section, le chapitre 7 « **Au-delà de l'étude. Socialisation et politisation** » souligne que l'expérience de l'étudiant mobile ne se limite pas à la fréquentation d'établissements éducatifs. Son quotidien est transformé par son voyage qui modifie le cadre géographique et social dans lequel il évolue. En découle une socialisation potentiellement redoutée, mais surtout négociée. Les nouveaux modes de vie ne viennent pas forcément effacer les façons de faire, d'agir et de penser antérieures. Ces transformations peuvent prendre une dimension politique, l'étudiant étant autant une cible qu'un acteur de la diffusion d'idées et idéologies, renforçant d'autant plus les connexions interscalaires.

Enfin, le chapitre 8 « **Retours vers le futur** » vient achever notre développement en se penchant sur l'achèvement des parcours migratoires liés à l'étude. Si le retour dans la société d'origine n'est pas obligatoire, il convient d'étudier l'aboutissement et les débouchés des mobilités. Les potentielles circulations « à rebours » cristallisent les enjeux liés au voyage mais ce sont surtout les conséquences des études et des contacts entrepris hors de la communauté d'origine qu'il s'agit d'exposer. La transition de la formation à la vie active n'est pas toujours évidente tandis que le rôle socio-politique de ce que l'on nomme les « Retours d'études » est autant source de prestige que de rejet, alimentant des réflexions sur la hiérarchie sociale qui caractérise les sociétés coloniales.

PREMIÈRE PARTIE

L'INVITATION AU VOYAGE

Chapitre 1

Nouveaux départs

Deuxième moitié du XIX^e siècle

Chaque année les Universités de Bombay, de Calcutta, de Lahore, de Madras jettent dans la circulation des centaines de diplômés, avec qui l'on peut parler dix minutes littérature, philosophie, science, sans trop s'apercevoir qu'ils ne sont pas Européens. Mais plus l'Indien s'europeanise, plus l'abîme se creuse entre les deux races, parce que le rapprochement apparent ne fait qu'accuser davantage l'antipathie de nature, profonde et incurable¹⁸⁵.

Jusqu'à ce jour des bourses ont été accordées aux Annamites dans des établissements d'enseignement secondaire. Aucun de ces indigènes n'est parvenu à une de nos grandes écoles, et le baccalauréat, que plusieurs d'entre eux ont obtenu, ne leur assure l'entrée d'aucune carrière. Il serait préférable, dans l'intérêt même des Annamites, que les bourses qui leur seront concédées à l'avenir leur permettent d'acquérir des connaissances pratiques qu'ils pourraient utiliser à leur retour dans la colonie¹⁸⁶.

En 1888, l'érudit et linguiste français James Damersteter décrit, non sans cynisme, dans ses *Lettres sur l'Inde*, le système d'enseignement supérieur mis en place par les Britanniques dans le sous-continent à partir du milieu du XIX^e siècle. Ces universités sont alors inédites dans le monde colonial asiatique : établies d'abord à Bombay, Calcutta et Madras en 1857, elles

¹⁸⁵ James Damersteter, *Lettres sur l'Inde à la frontière afghane*, Paris, Alphonse Lemerre, 1888, p. XIII.

¹⁸⁶ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement Général de l'Indochine (GGI), dossier 23757 : *Bourses demandées par des Annamites à l'École des Arts et Métiers* : « Courrier du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général, 7 juillet 1890 ».

accueillent, dès leur ouverture, un nombre croissant d'étudiants issus des populations locales et impériales, attestant des circulations académiques à différentes échelles. Ce succès se confirme avec l'ouverture d'une nouvelle institution à Lahore à l'orée de la décennie 1880, rapidement suivie par celle d'Allahabad quelques années plus tard.

La préface du savant français révèle la résonance extra-impériale de ces fondations. Damersteter affiche un scepticisme et une méfiance tout au long de son récit. Il rejette l'idée d'une élite intellectuelle, arguant que « la masse qui constitue cette classe n'est pas allée vers la civilisation européenne attirée par une pure curiosité intellectuelle et par le sentiment de sa supériorité : elle y va en quête de places¹⁸⁷ ». Ces étudiants et ces diplômés, « infatués des connaissances superficielles qu'ils ont prises à l'Université¹⁸⁸ » constituent, toujours selon l'auteur, « une classe immense de déclassés¹⁸⁹ ». Ces réticences font écho à l'absence d'initiatives liées à l'enseignement supérieur de la part des pouvoirs publics en Indochine à la même période, alors que la conquête de la péninsule a débuté une trentaine d'années plus tôt. Cette question n'est pas à l'ordre du jour jusqu'au tournant du siècle et la création d'une école de médecine en 1902. Toutefois, différentes institutions allant au-delà des niveaux élémentaires d'instruction voient le jour dans la colonie sud-est asiatique au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, à l'instar d'écoles d'interprètes, d'écoles professionnelles ou d'écoles mandarinales rénovées décrites dans les travaux de Gail P. Kelly, Trinh Van Thao, Pascale Bezançon ou encore Emmanuel Poisson¹⁹⁰.

En contrepoint de cet enseignement professionnel ancré à l'échelle coloniale mis en avant par les chercheurs¹⁹¹, le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine Henri Éloi Danel envisage au cours de l'été 1880 d'attribuer une aide financière à de jeunes étudiants désireux de poursuivre leurs études hors de la colonie et, plus particulièrement, en métropole. Il projette de créer des bourses pour l'école d'Arts et métiers d'Aix-en-Provence. Son courrier,

¹⁸⁷ James Damersteter, *Lettres sur l'Inde à la frontière afghane*, op. cit., p. XIII.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. XIV.

¹⁸⁹ *Ibid.* La question du déclassement sera traitée dans le chapitre 8 de la présente thèse.

¹⁹⁰ Gail P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, avril 1982 ; Trinh Van Thao, *L'École française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995 ; Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1862-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes au nord du Viêt Nam. Une bureaucratie à l'épreuve (1820-1917)*, Paris, Maisonneuve et Larose, Paris, 2004.

¹⁹¹ Trinh Van Thao inclut tout de même à son travail un chapitre sur les boursiers en métropole. Il insiste cependant sur l'engagement politique de ce groupe spécifique d'étudiants, et les tensions avec les pouvoirs publics qui en découlent, plus que sur la dimension purement éducative.

adressé au gouverneur général de l'Indochine, laisse entrevoir une approche utilitariste de l'instruction des populations locales, par l'acquisition d'un savoir pratique qui serait mobilisable dans la colonie. L'intérêt des pouvoirs publics – qui n'émane pas innocemment du premier territoire conquis par les Français où a été très tôt mis en place un enseignement franco-indigène faisant table rase des structures traditionnelles¹⁹² – se double au cours de ces décennies de demandes et d'initiatives provenant aussi bien des étudiants eux-mêmes que de représentants des élites locales. Ce phénomène migratoire n'épargne pas l'Inde britannique malgré la présence d'universités sur son sol. Alors qu'elles préexistent à ces institutions¹⁹³, les mobilités éducatives indiennes à l'échelle de l'empire ont parfois fait figure d'exemples pour d'autres colonies¹⁹⁴. Des dynamiques communes aux deux territoires coloniaux transparaissent dès lors, faisant ressortir la multiplicité d'acteurs et de territoires impliqués dans l'élaboration de systèmes éducatifs occidentalisés en Asie du Sud et du Sud-Est.

Par conséquent, ce chapitre examine le déploiement de mobilités étudiantes, à différentes échelles, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle afin de repérer les liens entre développement de l'enseignement, ici supérieur et technique, et circulations estudiantines. Un triple décroisement sera à l'œuvre. Il sera d'abord chronologique, alors que les travaux sur les circulations d'étudiants hors des colonies au XIX^e siècle ont jusqu'ici intégré les Indiens et délaissé les Indochinois. Il sera également géographique, en reliant différentes échelles entre elles et en testant l'hypothèse de mobilités d'abord mais pas exclusivement impériales. Enfin, il cherchera à dépasser une approche purement administrative et coloniale de l'enseignement en prenant en compte l'ensemble des acteurs investis dans son organisation tout comme la diversité des étudiants migrants. Au-delà de la société colonisée, c'est la société coloniale en son entier qui entre en mutation dès les années 1850 et pour cela, élabore des outils nouveaux, parfois inédits, sur lesquels il faudra se pencher.

¹⁹² À ce sujet, voir notamment les travaux de Gail P. Kelly et Pascale Bezançon susmentionnés.

¹⁹³ Voir le chapitre liminaire de la présente thèse.

¹⁹⁴ Le 16 novembre 1883, des pétitions sont émises depuis Pondichéry et Karikal, deux des comptoirs français en Inde afin d'organiser le départ de deux étudiants pour la France. Les documents évoquent clairement le modèle britannique : « ils prouvent par là qu'ils imitent leurs congénères de Calcutta, de Madras et de Bombay (...) ». ANOM, AP 717, D9, cité dans Jacques Weber, *Les établissements français en Inde au XIX^e siècle (1816-1914)*, Tome 4, Paris, Librairie de l'Inde éditeur, 1988, p. 2 289.

À ce sujet, voir aussi : Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 29-48.

À partir des années 1850, l'idée de former une élite éduquée sur le modèle occidental s'impose en Asie coloniale. Elle repose d'abord sur des mobilités à l'échelle de la colonie, appréhendée dans une première partie, à travers la construction d'un véritable système d'enseignement supérieur en Inde et par l'intermédiaire d'institutions professionnelles en Indochine. Malgré quelques nuances, des points communs transparaissent, faisant la part belle au principe d'études dites utiles. En parallèle, des étudiants quittent la colonie pour compléter leur cursus dans l'empire, voire au-delà, à l'international. Si ces migrants académiques sont d'abord des hommes, leurs origines sont variées tandis que l'éducation féminine s'impose timidement à la fin du XIX^e siècle. Enfin, ces trajectoires complexes s'appuient sur des aides et outils spécifiques, au premier rang desquels se trouvent des bourses. Alors que ce phénomène n'est pas restreint à la sphère coloniale, les pouvoirs publics français innovent davantage avec la création de l'École cambodgienne, filière de mobilité entre la France et ses colonies.

1. Des élites éduquées aux colonies

La décennie 1850 voit naître les premières universités fondées sur le modèle occidental en Asie. L'élan fondateur a lieu au sein d'un territoire sous domination coloniale, l'Inde britannique. Intégrées à un système éducatif plus large, les institutions nouvelles sont accessibles aux colonisés comme aux Européens et à des étudiants étrangers et pose la question de la mise en place d'une géographie éducative nouvelle, composée de multiples pôles. Ce modèle indo-britannique peine à se diffuser, particulièrement en Asie du Sud-Est où la conquête de la péninsule indochinoise par les Français ne conduit pas à l'adoption d'une structure d'enseignement similaire. Au sein de ce territoire, les initiatives éducatives mettent l'accent sur une dimension professionnalisante, qui s'affirme aussi en Inde à la fin du siècle. Dans les deux colonies, certains premiers départs étudiants à l'échelle coloniale favorisent des établissements décernant une formation utile.

A. L'exception indienne : naissance et expansion d'une géographie universitaire (1857-1904)

En 1857, les Britanniques ouvrent la voie à des fondations universitaires en Asie coloniale avec une triple initiative, consistant en l'ouverture d'une université dans chacune des présidences de sa colonie indienne, soit à Calcutta, Bombay et Madras. Cet élan fondateur reste inédit en contexte colonial jusqu'au début du siècle suivant alors qu'une seconde vague de créations universitaires touche le « Joyau de la Couronne » au cours des années 1880. La deuxième moitié du XIX^e siècle voit s'affirmer une cartographie universitaire en Inde, non sans complexité. Dans un premier temps, cette dernière s'organise autour des trois institutions recrutant des candidats de plus en plus nombreux à des échelles variables. Or, les modalités d'enseignement conduisent à une démultiplication des lieux de formation incarnés par des *colleges* affiliés à une université. Enfin, cette multiplicité de l'offre d'enseignement supérieur s'affirme à la fin du siècle alors que deux universités sont créées et de nouveaux examens associés à des établissements métropolitains institués.

A.1. Un système tripolaire (1857-1882)

L'ouverture des universités s'inscrit dans la continuité d'un essor de l'enseignement supérieur occidentalisé entamé au cours de la première moitié du siècle. Elle est prévue dès 1854 par la circulaire Wood sur l'éducation générale (*Wood's Despatch*) qui vise à organiser un système éducatif complet en Inde britannique¹⁹⁵. Ce texte marque la fin d'une politique dite de filtration par le haut, d'abord destinée aux classes supérieures indiennes, en prônant une éducation de masse, incluant notamment l'éducation féminine. Cette approche à la fois anglicisée et généralisée de l'enseignement se manifeste au niveau supérieur par la création de trois universités : celle de Calcutta, active dès le 24 juin 1857, celle de Bombay, accueillant des étudiants à partir du 18 juillet et enfin, celle de Madras ouverte le 15 septembre. Afin de pourvoir ces institutions en étudiants, des examens d'entrée sont organisés, d'abord dans la capitale du Bengale. Dans ce cas précis, les règles d'inscription aux épreuves, relayées par les gazettes officielles, laissent apparaître un recrutement large puisqu'« aucun candidat ne peut être admis à l'examen d'entrée avant ses seize ans révolus ; mais tout individu ayant plus de

¹⁹⁵ La circulaire est notamment disponible dans : Board of Commissioners for the Affairs of India, *The Despatch of 1854 on 'general education in India'*, Londres, General Council on Education in India, 1880.

seize ans peut être candidat, quel que soit le lieu où il a été éduqué¹⁹⁶ ». Aucun critère de nationalité, de résidence ou de religion, n'est mentionné, tandis que la condition d'âge disparaît au cours des décennies suivantes¹⁹⁷. Il n'est pas non plus nécessaire de justifier son niveau d'étude par un certificat ou un diplôme spécifique. En revanche, un certificat de bonne moralité est exigé. En parallèle, la diversité linguistique des candidats est prise en compte puisque ceux-ci choisissent leur langue de composition parmi l'anglais, l'arabe, l'ourdou, l'hindi ou encore, le bengali. Dès février, certaines autorités demandent l'inclusion d'autres langues vernaculaires, comme l'odia (*ooriya*), utilisé dans les écoles de la province de Cuttack au sud-ouest de Calcutta¹⁹⁸. Les critères discriminants sont ici plus sous-entendus que clairement énoncés et de nature à la fois éducative, financière et genrée. La participation à un examen sous-tend la maîtrise de certains savoirs et savoir-faire alors que l'alphabétisation demeure faible sur le sous-continent. Des frais d'inscription, à hauteur de cinq roupies en 1857, sont exigés des candidats et le nombre de tentatives n'est pas limité, si tant est que le candidat s'acquitte de cette somme attendue à chaque nouvel essai. Enfin, malgré la promotion de l'éducation des femmes dans la circulaire de 1854, l'usage du pronom « il » (*he*) dans les textes fondateurs des universités exclut les candidatures féminines. Il faut attendre une vingtaine d'années pour que les premières initiatives d'instruction supérieure destinées aux femmes voient le jour : le Bethune College qui leur est réservé est ouvert à Calcutta en 1878¹⁹⁹. La même année, deux femmes avaient été autorisées à passer l'examen d'entrée de l'université, désormais officiellement ouvert aux candidates féminines soumises à des règles spécifiques²⁰⁰. Elles succèdent alors à la seule et unique candidate, Chandramukhi Bhowe, issue d'une famille chrétienne de Dehra Dun, inscrite sur la liste d'admission de 1876. L'institution bengalie est bientôt imitée par ses consœurs indiennes, à l'instar de l'université de Bombay qui ouvre son examen d'immatriculation (*matriculation examination*) aux candidates féminines en 1883²⁰¹.

¹⁹⁶ « No Candidate shall be admitted to the Entrance Examination, unless he have completed his sixteenth year ; but any one above the age of sixteen may be a Candidate, wherever he may have been educated. » : Calcutta University Archives (CUA), Minutes of the Senate (MinSen) : 1857 : « Minute du 28 février 1857, p. 4 ».

¹⁹⁷ CUA, University Calendar (UnivCal) : 1887 : « Regulations. Arts – Entrance Examination, p. 33 ».

¹⁹⁸ CUA, University Calendar (UnivCal) : 1887 : « Minute du 28 février 1857, p. 25 ».

¹⁹⁹ Aparna Basu, « A Century and a Half's Journey: Women's Education in India, 1850s to 2000 », in Bharati Ra (dir.), *History of Science, Philosophy and Culture in Indian Civilization, vol IX, part 3: Women of India, Colonial and Post-Colonial Periods*, New Delhi, Sage, 2005, p. 189.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 191.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 192.

C'est un système méritocratique, d'abord masculin, qui se dessine au cours des années 1850 autour d'un examen d'entrée engendrant des mobilités ponctuelles vers un centre où se déroulent les épreuves. Celles-ci sont organisées dans la ville universitaire mais aussi dans des pôles secondaires. Dès 1857, les 244 candidats désireux d'intégrer l'Université de Calcutta peuvent composer dans l'un des douze autres centres prévus à cet effet : Berhampore, Kishnagur, Chittagong, Dacca, Patna, Baghulpore, Cuttack, Bénarès, Agra, Delhi, Ajmere et Lahore. Ils choisissent eux-mêmes le lieu d'examen en le précisant au régisseur (*Registrar*) de l'Université de Calcutta lors de leur inscription²⁰². Ces différents pôles attirent pour une semaine, généralement en mars ou en avril, des jeunes gens – d'abord des hommes – désireux de bénéficier d'une instruction supérieure. Dès 1857, le régisseur recommande de se présenter sur les lieux de l'examen au moins deux jours avant la première épreuve²⁰³. Au fur et à mesure que le nombre de candidats croît, de nouveaux centres apparaissent et il n'en existe pas moins de trente-neuf au tournant de la décennie 1880, invalidant l'idée d'un flux unique vers Calcutta, comme l'indique le tableau 1.1. En 1879, Calcutta se distingue par l'accueil de 871 candidats. À plus petite échelle, le Bengale et ses quinze centres apparaissent comme la principale aire de recrutement de la jeune université avec 250 candidats à Dacca, 234 à Krishnagar, 221 à Hooghly-Chinsurah et 149 à Patna²⁰⁴. Toutefois, une zone de recrutement plus large se dessine, en incluant des territoires sous domination directe comme indirecte. La proximité joue un rôle mais n'empêche pas le déroulement d'examens dans des provinces plus éloignées de la capitale bengalie, attirant parfois un nombre non négligeable de candidats : toujours en 1879, les cinq centres des provinces du nord-ouest comptabilisent 270 candidatures avec 88 candidats à Bénarès, 70 à Agra, 63 à Allahabad, 41 à Barcilly et 8 à Mussoorie²⁰⁵.

²⁰² CUA, MinSen : 1857 : « Minute du 28 février 1857, p. 25 ».

²⁰³ CUA, MinSen : 1857 : « Minute du 28 février 1857, p. 26. ».

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ *Ibid.*

Tabl. 1-1 – Localisation des centres d'examen d'entrée à l'Université de Calcutta en 1879²⁰⁶

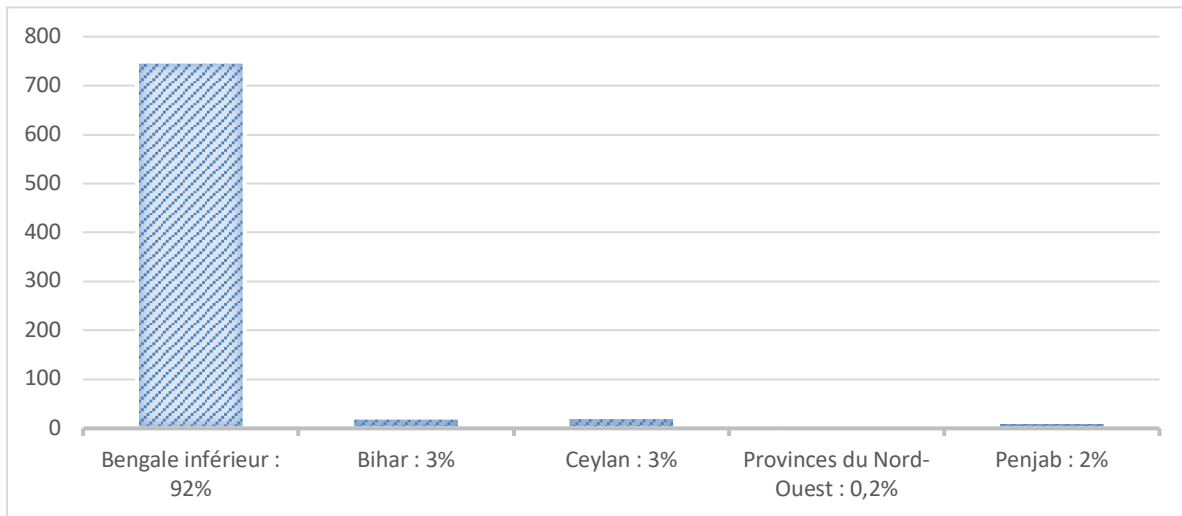
Localisation	Nombre de centres
Bengale	15
Provinces du nord-ouest	5
Pendjab	4
États princiers	4
Assam	3
Province du centre	2
Ceylan	2
Oudh	1
Rajputana	1
Birmanie	1
Jaipur	1

La préparation de l'examen d'entrée accentue cette démultiplication déjà visible des pôles liés à la formation universitaire : les 809 candidats de 1860 se sont préparés dans des institutions situées dans 82 localités différentes. Elles forment une zone de recrutement irrégulière, englobant le nord du sous-continent, intégré à la présidence du Bengale avec des villes comme Roorkee ou Agra, mais qui transcende également les frontières indiennes, avec des candidats ceylanais. Dix-neuf ans plus tard, ce sont 311 établissements différents qui préparent les 2 697 candidats. Le Bengale et sa capitale jouent toujours un rôle central dans le recrutement de la population de l'institution bengalienne, dont témoigne les graphiques 1-1 et 1-2, sans empêcher l'affirmation de candidatures extérieures au Raj, par des candidats originaires de Ceylan²⁰⁷.

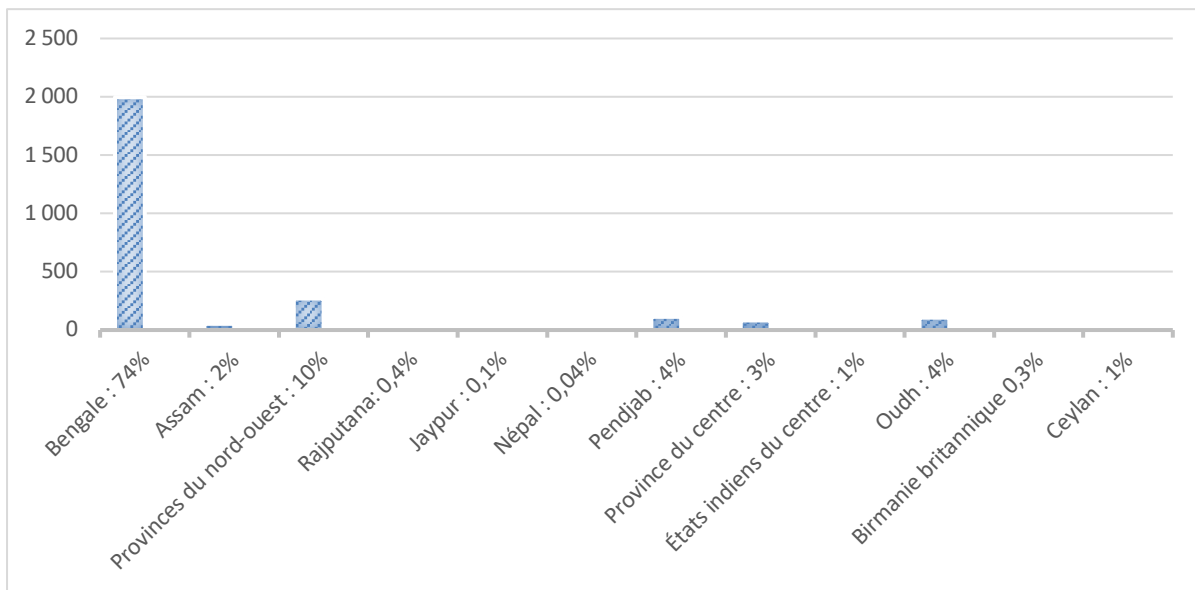
²⁰⁶ Tableau réalisé à partir de : CUA, MinSen, 1879-1880 : « Rapport du syndicat pour l'année 1879-1880, p. 150-151 ».

²⁰⁷ Ici, une comparaison des données de l'Université de Calcutta avec celles de l'Université de Madras, géographiquement plus proche de Ceylan, pourrait apporter de nouveaux éclairages sur les logiques associées aux mobilités universitaires à l'échelle coloniale, confirmant ou non l'hypothèse de croisements inter-présidences.

Graph. 1-1 – Répartition des candidats à l'examen d'entrée de l'Université de Calcutta en 1860, en fonction de leur origine géographique²⁰⁸



Graph. 1-2 – Répartition des candidats à l'examen d'entrée de l'Université de Calcutta en 1879, en fonction de leur origine géographique²⁰⁹



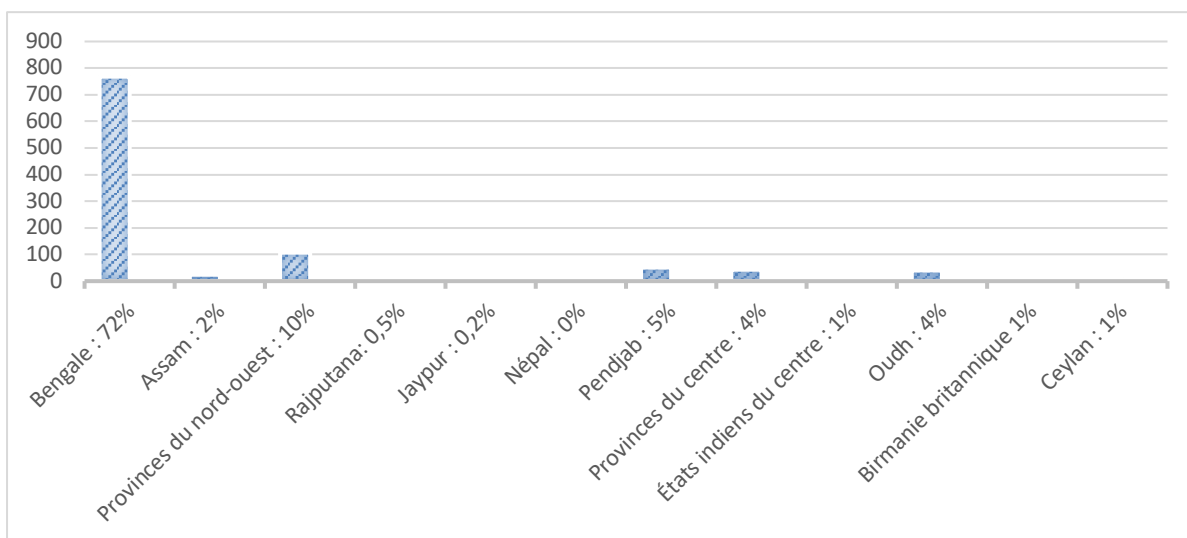
L'aire de recrutement s'élargit à la fin de la décennie 1870 puisque pas moins de douze territoires différents, qu'ils soient ou non sous domination britannique, envoient des candidats vers les centres d'examen d'entrée à l'Université de Calcutta, en diminuant – sans véritablement remettre en cause – la prédominance bengalie. L'Oudh, intégré un an plus tôt à la province d'Agra, s'impose aux côtés des Provinces du Nord-Ouest dans le groupe restreint

²⁰⁸ Graphique réalisé à partir de : BL, IOR, L/R/270a8 : *Calcutta University – Entrance Examination, 1860 : Alphabetical list of passed candidates.*

²⁰⁹ Graphique réalisé à partir de : CUA, MinSen, 1879-1880 : « Rapport du syndicat pour l'année 1879-1880, p. 149 ».

des provinces dépassant la centaine de candidats – 107 contre 280 pour ses voisines. Le recrutement continue de transcender les frontières de l’Inde britannique : une poignée de candidats en provenance du Népal, un État himalayen indépendant et à la politique isolationniste, tente d’intégrer l’université. Le renforcement de la présence britannique en Asie du Sud élargit, lui aussi, les possibilités puisque de jeunes Birmans composent à la fin des années 1870. La Birmanie inférieure a été annexée à l’Inde britannique à la suite de la deuxième guerre anglo-birmane achevée en 1852 et des écoles anglo-vernaculaires, généralement fruit d’activités missionnaires, y ont été ouvertes²¹⁰. Dans ce contexte, l’existence d’écoles suivant le modèle britannique apparaît déterminante : le taux de réussite de 100 % atteint par les candidats birmans en est l’illustration alors que les deux Népalais sont refusés.

Graph. 1.3 – Répartition des admis à l’examen d’entrée de l’Université de Calcutta en 1879, en fonction de leur origine géographique²¹¹



La répartition des admis (graphique 1-3) fait écho à celle des candidats : la prédominance bengalie est confirmée sans être exclusive puisque les autres provinces représentent plus d’un quart des étudiants de l’Université de Calcutta. Ces variations géographiques se doublent d’une représentation inégale des différentes confessions pratiquées en Inde. En 1860, les 722 candidats hindous représentent plus de 89 % des effectifs totaux, pour 59 chrétiens (7,3 %), 26 musulmans (3,2 %) et deux parsis (0,2 %)²¹². Cette surreprésentation hindoue, qui fait écho

²¹⁰ Sur ce sujet, voir notamment : J.S. Furnivall, *Burma, 1870-1940 : Education*, in Paul H. Kratoska, *South East Asia, Colonial History. Vol.III : High Imperialism, 1890s-1930s*, Londres, Taylor & Francis, 2001, p. 189-191.

²¹¹ CUA, MinSen, 1879-1880 : « Rapport du syndicat pour l’année 1879-1880, p. 149 ».

²¹² BL, IOR, L/R/270a8 : *Calcutta University – Entrance Examination, 1860 : Alphabetical list of passed candidates*.

à la domination démographique de cette confession en Inde, persiste deux décennies plus tard avec 2 286 hindous (84,8 %), 167 chrétiens (6,2 %), 159 musulmans (5,9 %) et 85 « autres » (2,2 %) selon les statistiques de l'Université de Calcutta²¹³. Les candidats sont majoritairement issus des populations indiennes, bien que certaines écoles préparant à l'examen accueillent un public mixte, incluant des Européens et des métis, à l'instar de Bishop's College²¹⁴. Enfin, l'autorisation à concourir accordée aux femmes à partir de la fin des années 1870 impose aux candidates de rejoindre des centres d'examen distincts de ceux des hommes : en 1882, le calendrier de l'université de Calcutta précise en première place dans le règlement des examens destinés aux femmes qu'elles « doivent être examinées dans un lieu séparé sous la surveillance de femmes²¹⁵ » alors qu'elles composent sur les mêmes sujets.

A.2. ... pour de multiples pôles d'enseignement

La fondation d'universités alimente de nouvelles mobilités, d'abord vers des centres d'examen implantés dans de multiples localités. Si les modalités d'admission ne nourrissent pas des flux exclusivement tournés vers l'un des trois pôles académiques, cette géographie plurielle continue de s'exprimer une fois les candidats reçus, du fait de l'organisation de l'enseignement supérieur. En effet, constituées sur le modèle de celle de Londres, les premières universités indiennes sont examinatrices, c'est-à-dire qu'aucun cours n'est dispensé en leur sein. Leurs administrateurs, réunis en un sénat (*Senate*) et un syndicat (*Syndicate*) ont pour mission l'organisation d'examens sanctionnant une formation reçue dans des institutions extérieures, les *colleges*. Ces derniers sont indépendants des fondations universitaires mais doivent être affiliés à l'une d'elles afin de permettre à leurs élèves d'y passer les examens. Trois juridictions coexistent alors, autour de Bombay, Calcutta et Madras, et correspondent à quelques exceptions près²¹⁶ au territoire, parfois très étendu, des

²¹³ CUA, MinSen, 1879-1880 : « Rapport du syndicat pour l'année 1879-1880, p. 152-154 ».

La répartition confessionnelle des étudiants est analysée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

²¹⁴ Fondée en 1820, cette institution missionnaire est d'abord destinée à la promotion de la religion chrétienne parmi les populations locales de l'Inde aux côtés d'une instruction offerte aux Indiens comme aux Européens devant fournir un personnel clérical.

Voir notamment la présentation du *college* dans le calendrier de l'université de Calcutta pour 1887 : CUA, UnivCal : 1887 : « Bishop's College, p. 184 ».

En 1860, les trois candidats présentés par ce *college* et reçus à l'examen d'entrée sont W. Bonnaud, E. Dias et G. Gregory, dont les patronymes permettent d'émettre l'hypothèse de candidatures européennes ou métisses.

BL, IOR, L/R/270a8 : *Calcutta University – Entrance Examination, 1860 : Alphabetical list of passed candidates.*

²¹⁵ CUA, UnivCal : 1881-1882 : « Regulations for the examinations of female candidates, p. 38 ».

²¹⁶ Ceylan affine ces *colleges* à l'Université de Calcutta sans être intégrée au territoire de la présidence du Bengale et ce, alors que Madras est plus proche géographiquement.

présidences, auquel s'agrègent les États princiers qui les jouxtent. Les *colleges* peuvent être publics ou privés, subventionnés (*aided*) ou non, sans que les établissements gouvernementaux soient favorisés dans le processus d'affiliation : lors de l'ouverture de l'Université de Calcutta, six *colleges* publics sont affiliés pour autant de privés, proposant tous les six une formation religieuse²¹⁷. Ces douze primo-affiliés préexistent à l'Université de Calcutta, parfois de près de quarante ans²¹⁸. Contrairement aux établissements et centres destinés aux examens d'entrée, leur localisation est alors réduite à Calcutta, pour cinq d'entre eux, et à quelques autres localités du Bengale inférieur jusqu'au début de la décennie 1860.

En dehors du Calcutta Medical College et du département de droit du Presidency College, les *colleges* se limitent alors à une formation ès arts, conduisant *a minima* au premier examen (*first examinations in Arts – FA*) voire au baccalauréat (*Bachelor of Arts – BA*), équivalent de la licence. Pour étudier la médecine ou le droit dans un cadre universitaire²¹⁹, il est donc indispensable de rejoindre la capitale, où se situent les deux institutions susmentionnées. À l'inverse, certains étudiants poursuivent leur cursus dans des établissements assurant formations secondaire et supérieure, à l'instar de la Free Church Institution.

L'année 1860 relance le processus d'affiliation après plusieurs années creuses, avec cinq nouveaux *colleges*. La géographie des établissements d'enseignement universitaire s'élargit puisqu'aux côtés de deux *colleges* de Calcutta, c'est à Agra, Bénarès et Jabalpur que se situent les institutions néo-affiliées. Il devient possible de préparer un diplôme sans rejoindre une localité bengalie, depuis les Provinces centrales ou du Nord-Ouest. Cependant, le nombre d'établissements préparant aux diplômes de l'Université de Calcutta demeure bien en deçà de ceux préparant à l'examen d'entrée et continue d'alimenter les flux éducatifs : si

²¹⁷ L'affiliation a lieu sur requête auprès du syndicat universitaire : CUA, MinSen : 1857 : « Minutes du 28 février 1857, p. 27-28 ».

²¹⁸ Serampore College est le plus ancien, ouvert en 1818 avant sa reprise en main par la Baptist Mission Society en 1856. Cinq institutions ont vu le jour au cours de la décennie 1830, la plupart aux lendemains de la circulaire Macaulay : Dacca College (1835) ; Hooghly College (1836) ; La Martinière College (1836) et la London Missionary Society's Institution de Bhowanipore (1838). À ceux-ci s'ajoutent le Medical College inauguré en 1835. La Free Church Institution de Calcutta avait, quant à elle, été organisée en 1830. En 1845, la Saint Paul's School de Darjeeling et le Krishnagar College sont ouverts. Enfin, quatre institutions sont créées entre 1850 et 1857 : Berhampur College (1853) ; Presidency College, Doveton College et Serampore College (1856). CUA, UnivCal : 1887 : « Institutions affiliated to the university in arts, p. 164 ».

²¹⁹ Comme nous le verrons ci-dessous, la médecine, le droit et le génie civil peuvent être enseignés dans des écoles indépendantes en parallèle de l'enseignement universitaire.

les deux candidats de l'Agra College reçus dans la seconde division, Atma Ram et Balki Shum, peuvent poursuivre leurs études dans cette même ville et ce même *college*, il n'en est pas de même pour les neuf admis du Queen's College de Colombo, sur l'île de Ceylan, créé en 1859. À cette date, aucun *college* ceylanais n'est affilié à l'Université de Calcutta, ce qui impose *a priori* de rejoindre un établissement du sous-continent²²⁰. Cependant, la liste des institutions affiliées continue de s'allonger au cours des années suivantes, un nouveau nom s'y ajoutant au minimum tous les quatre ans et en moyenne tous les deux ans. Aux côtés de la formation en arts, il devient possible dès 1864 de suivre une formation en droit en dehors de Calcutta²²¹ mais aussi en génie civil, grâce à l'affiliation du Thomason College de Roorkee. Toujours en 1864, le premier établissement ceylanais, St Thomas' College, rejoint le club de moins en moins fermé des établissements affiliés, avant d'être rejoint par le Trinity College de Kandy en 1878²²².

Dès la fin des années 1850, les universités indiennes attirent un nombre grandissant d'étudiants qui rejoignent chacun un *college*. Seules les femmes, admises à partir de la fin des années 1870, sont dispensées de rejoindre un de ces établissements²²³. En effet, elles ne peuvent, dans un premier temps, intégrer un *college* masculin tandis que ceux qui leur sont réservés, à l'instar du Bethune College, restent peu nombreux. De plus, les trois pôles académiques qui se distinguent à première vue ne doivent pas masquer de vastes aires de recrutement transprovinciales. Quelques cas d'étudiants passant d'une université à une autre peuvent être notés : en avril 1879, Balkrishna Raghuji Patel inscrit au Residence College d'Indore, en Inde occidentale et affilié à l'Université de Bombay, est autorisé à passer le FA de l'Université de Calcutta²²⁴. Une géographie complexe se dessine et, malgré une croissance des affiliations, les établissements préparant aux certifications supérieures sont moins nombreux. À l'orée des années 1880, 71 *colleges* sont affiliés, toutes spécialisations confondues, à l'Université de Calcutta. Seulement 37 d'entre eux présentent des étudiants au FA et 17 au BA en 1880 : près de 1 700 candidats²²⁵ rejoignent en théorie l'université du nord-est de la

²²⁰ BL, IOR, L/R/270a8 : *Calcutta University – Entrance Examination, 1860 : Alphabetical list of passed candidates.*

²²¹ Des établissements d'enseignement juridique existent à Hooghly, Dacca, Krishnagar, Berhampur, Patna, Agra, Katak, Chittagong, Lucknow, Allahabad ou encore à Rashjahye.

²²² CUA, UnivCal : 1887 : « Institutions affiliated to the university in arts, p. 164-165 ».

²²³ CUA, UnivCal : 1881-1882 : « Regulations for the examinations of female candidates, p. 38 ».

²²⁴ CUA, MinSen, 1879-1880 : « Minute du 26 avril 1879, p. 64 ».

²²⁵ Il s'agit respectivement de 1 040 candidats au FA et 642 candidats au BA. Ces derniers sont répartis en deux spécialités : la session A comporte des épreuves de langues, mathématiques et, au choix, philosophie, histoire

colonie pour y composer, qu'ils viennent de cette même ville ou de contrées plus éloignées d'Inde et de Ceylan. Or, si les règlements de l'université présentaient initialement Calcutta comme l'unique centre d'examens pour l'obtention de diplômes du supérieur, la croissance des effectifs et la hausse des affiliations conduisent rapidement l'administration à organiser des sessions dans d'autres lieux, au Bengale comme dans d'autres provinces, voire dans d'autres possessions coloniales : en 1881-1882, un centre d'examen est ainsi mis en place à Colombo²²⁶. Seules Calcutta et Agra accueillent les candidats au BA.

Les candidats aux deux premiers examens universitaires – FA et BA – fréquentent majoritairement des établissements bengalis, plus nombreux et plus anciennement affiliés à l'université. Les *colleges* locaux participent à faire du Bengale un pôle attractif en termes d'enseignement supérieur, en ce qu'ils brassent des étudiants venus de différentes provinces²²⁷. Ce fort brassage étudiant dans la région de Calcutta est confirmé en 1877 par une initiative inédite émanant du lieutenant-gouverneur du Bengale. Arguant du développement d'institutions au Pendjab réservées aux populations locales, l'administrateur propose la mise en place d'une structure similaire dans sa province, destinée exclusivement aux Bengalis, brandissant des arguments intellectuels et discriminants :

L'avancée rapide que le Bengale a faite quant au développement de l'enseignement supérieur rend nécessaire que les études à cette université soient adaptées à ce niveau élevé, plutôt que d'être régulées par les exigences de provinces moins avancées. La justice semble réclamer que le Bengale ne soit pas retardé dans les progrès de l'enseignement supérieur parce que d'autres provinces ne sont pas suffisamment avancées dans la poursuite d'études pour lesquelles l'esprit éduqué bengali est mûr²²⁸.

ou algèbre et trigonométrie ; la session B comporte des épreuves d'anglais, mathématiques, chimie et géographie physique : CUA, UnivCal : 1881-1882 : « Regulations, p. 36-37 ».

²²⁶ En 1880-1881, la répartition des centres d'examens hors Calcutta est la suivante : Hooghly, Berhampore, Kishnaghur, Dacca, Patna, Benares, Agra, Delhi, Bareilly, Ajmere, Lahore, Lucknow, Colombo, Simla, Darjeeling, Sehere, Allahabad, Mussoorie, Cuttack, Chittagong, Jubbulpore, Batticaloa, Indore, Midnapore, Rampore, Baulia, Nowgong, Rangoon et Nagpur : CUA, UnivCal : 1881-1882 : « Regulations, p. 33, p. 35. »

²²⁷ *Ibid.* .

²²⁸ West Bengale State Archives (WBSA), General Department – Education (GenEdn), proceedings 1-2 – January 1877: *Correspondence on the subject of the establishment of a separate university for Bengal*: « Minute du lieutenant-gouverneur du Bengale, 3 janvier 1877 ».

Selon lui, l'institution bengalie souffre d'une aire de chalandise trop étendue, alors que Madras et Bombay bénéficient d'universités recrutant à l'échelle de leur province. Aucune suite n'est pourtant donnée à ce projet.

Alors que la question de l'aire de recrutement des étudiants nourrit discussions et réflexions au cours des premières décennies de fonctionnement des universités indiennes, le choix d'un système examinateur court-circuitant la fonction d'accueil de l'université, n'avait pas initialement pour but de réguler les mobilités mais plutôt de garantir un enseignement de niveau élevé à moindre coût pour l'administration coloniale. Les établissements préexistants sont conservés en même temps que la formation et les diplômes uniformisés²²⁹. Toutefois, la question de la mobilité étudiante transparait dès les premières années de fonctionnement des universités par l'intermédiaire d'autres acteurs : les étudiants et leur entourage. En 1863, la population du district de Moorshedabad, à quelques centaines de kilomètres au nord de Calcutta, adresse un mémoire (*memorial*) au lieutenant-gouverneur du Bengale dans lequel elle exprime son désir de voir le *college* local de Berhampore proposer une formation jusqu'au baccalauréat en arts et en droit²³⁰. Les mémorialistes déplorent la nécessité pour les jeunes candidats au diplôme de se rendre à Calcutta pour compléter leur cursus, en soulignant les dangers de ce séjour en dehors de la communauté d'origine :

Ce déplacement obligatoire vers la métropole lointaine, dont le climat est très différent de notre région natale, a depuis longtemps été considéré d'une grande difficulté. Parmi les autres inconvénients auxquels les garçons ainsi éloignés se confrontent, le manque d'amis pour surveiller leur comportement moral et leur santé, dans un lieu peu réputé pour son climat et abondant, comme toutes les grandes villes, de multiples tentations, n'est pas négligeable. De plus, la règle qui requiert que tout détenteur d'une première bourse (*Junior scholarship*) doit réussir le premier examen en arts dans un intervalle de deux ans pour avoir accès, seulement dans ce cas, à une deuxième bourse (*Senior scholarship*) a également des conséquences graves sur ceux qui échouent à passer l'examen dans l'intervalle prescrit et qui sont ainsi contraints d'aller à Calcutta, peu importe la date de leur succès à l'examen, sans bourse cependant, ou, dans d'autres mots, sans aucun moyen pour subvenir à leurs besoins, s'ils décident de poursuivre leurs études jusqu'au diplôme de BA. Et vos mémorialistes ont à peine besoin d'ajouter que ces

²²⁹ Ces avantages sont notamment rappelés par le professeur A. P. Newton dans son étude : *The University and Educational Systems of the Empire*, London, W. Collins Sons & Co, 1924, p. 34.

²³⁰ WBSA, GenEdn, proceedings 8-11 - January 1864 : *Additional material for January 1864: Report of the Director of Public Instruction on the Memorial of Rane Surnomoyee and other inhabitants of Moorshedabad praying that the staff of the Berhampore College may be strengthened with a view to afford them the means of educating their children up to the Standard of the university degrees in Arts and Law* : « Memorial of the Inhabitants of the Moorshedabad to the Hon'ble Cecil Beadon, Lieutenant-Governor of Bengal ».

circonstances découragent de nombreux étudiants de s'offrir une instruction universitaire complète²³¹.

Les circulations de la jeunesse sont d'ores et déjà redoutées, sans que les pouvoirs publics soient les lanceurs d'alerte. La solution présentée est celle du développement des cours dans les *mofussil*, c'est-à-dire hors des pôles urbains. Les mémorialistes de Moorshedabad déplorent une tendance à quitter la province dès le succès à l'examen d'entrée plutôt qu'à persévérer dans un apprentissage local jusqu'au FA. Toutefois, les autorités coloniales du début des années 1860 se montrent réticentes à l'essor des *colleges* provinciaux : le directeur de l'Instruction publique Atkinson répond qu'il est trop tôt pour offrir un programme complet au Berhampore College, puisqu'un étudiant seulement réussit chaque année le FA²³² tandis que les impératifs budgétaires pèsent aussi sur cette décision. En parallèle, l'arrivée d'étudiants de zones éloignées conduit au développement d'hôtels et autres *boarding houses*. Elles peuvent être associées à des *colleges*, les premières universités ne se chargeant pas de cette dimension résidentielle²³³. Les origines de l'Hindu Hostel du Berhampore College reflètent ces inquiétudes qui, une fois encore, émanent d'acteurs non-gouvernementaux. Le 27 janvier 1869, le principal de l'établissement, R. Hand, s'adresse au directeur de l'Instruction publique en proposant l'établissement d'un hôtel pour étudiants hindous venant de localités éloignées, inspiré du modèle du Calcutta hostel²³⁴. Il avait été lui-même saisi par un groupe d'une trentaine d'élèves mené par le babou Chunder Mohun Chuckerbutty. Aux côtés de considérations sanitaires et pratiques²³⁵, il s'agit à la fois de faire preuve d'humanité

²³¹ « This compulsory removal to the distant Metropolis, the climate of which is so very unlike that of our native place, has been long felt to be a great hardship. Among other inconveniences to which the boys so removed are put, the want of friends to look after their morals and their health, in a place not much noted for its climate, and abounding, as all large Cities do, with temptations, is not an inconsiderable one. Besides, the rule which requires every holder of a Junior scholarship to pass the first exam^o in Arts within *two* years *which alone* entitles him to a Senior Scholarship, also grievously affects those who, failing to pass this exam^o within the prescribed period, are still compelled to go to Calcutta, whenever they pass, though without a Scholarship, or, in other words, without means to support themselves, if they would further prosecute their studies up to the BA Degree. And your Memorialists need hardly add these circumstances deter many Students from availing themselves a complete University education. » : *ibid*.

²³² WBSA, GenEdn, proceedings 8-11 - January 1864 : *Additional material for January 1864...*, *op.cit.*, : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au secrétaire du gouvernement du Bengale, 21 décembre 1863 ».

²³³ Concernant l'accueil des étudiants rejoignant l'université de Calcutta et ses évolutions, voir chapitre 5/6 : Accueils.

²³⁴ WBSA, GenEd, proceedings 47-49 – February 1869 : *With reference to the proposal submitted by the Director of Public Instruction how far establishing a Hostel in connection with the Berhampore College he was requested to report – (1) as to the present condition of the "Calcutta Hostel" and how far it is still depend upon Government support ; and (2) the amount and balance in hand of the Berhampore College building fund* : « Courrier du principal du Berhampore College au directeur de l'Instruction publique, 27 janvier 1869 ».

²³⁵ À ce sujet, voir le chapitre 5 de la présente thèse.

envers les étudiants et de participer au développement des collèges dans les mouffusils, en dehors de la capitale bengalienne. Un terrain repéré à l'est de la ville pourrait accueillir un bâtiment neuf destiné à l'hébergement d'une cinquantaine de pensionnaires. En décembre 1880, une réunion en vue de sa construction est organisée, lançant une campagne de souscription auprès des familles aisées de la ville, tandis qu'un premier Hindu Hostel accueille étudiants et professeurs pour 4 et 6 roupies par mois respectivement²³⁶.

A.3. Des trajectoires détournées ? (1882-1904)

En Inde britannique, l'enseignement supérieur naissant au milieu du XIX^e siècle repose sur une multiplicité de pôles hiérarchisés entre eux. Si l'affiliation de *colleges* apparaît structurante pour les mobilités étudiantes à l'échelle coloniale, elle ne doit pas masquer des tentatives de contournement et d'évitement : en 1880, un article dans *The Bengalee* évoque, sans qu'on puisse en mesurer l'ampleur réelle, celles qui frappent le Government College de Lahore. Certaines familles préfèrent en effet envoyer leurs fils à Aligarh²³⁷ et le journal condamne la politique et la violence du directeur du *college*, Gottlieb Leitner, accusé d'avoir battu un étudiant quelques semaines plus tôt. C'est une cartographie souple et négociée des flux qui domine et dont se soucient les pouvoirs publics, notamment dans le cadre de la Hunter Commission de 1882 sur l'éducation en Inde²³⁸. Elle se recompose d'autant plus au cours de la double décennie 1880-1890 que de nouvelles universités sont créées, d'une part, et que, de l'autre, des examens de l'Université de Londres sont organisés dans la colonie.

L'inauguration de l'Université du Pendjab à Lahore le 14 octobre 1882 peut évoquer, de prime abord, une volonté de rééquilibrer la carte universitaire dans la colonie en implantant une institution dans cette province de l'extrême nord-ouest annexée en 1849. Cette interprétation, parfois défendue par les premiers historiens des universités indiennes²³⁹, est pourtant réductrice, si ce n'est erronée. L'argument de la distance n'apparaît que

²³⁶ CUA, UnivCal : 1881-1882 : « Institutions affiliated to the university in arts, p. 117 ».

²³⁷ Nazer Singh, *History and Education in India*, New Delhi, Commonwealth Publishers, 2014, p. 194.

²³⁸ La Hunter Commission sur l'éducation, nommée d'après l'administrateur de l'ICS qui la préside, promeut un essor continu de l'enseignement collégial tout en désengageant autant que possible les pouvoirs publics de ce processus. Le gouvernement colonial est au fait des défis causés par l'accueil d'étudiants de plus en plus nombreux dans les villes disposant de *colleges* et une sous-partie du mémorandum est dédiée au logement, valorisant les succès des initiatives résidentielles au Pendjab et dans les provinces du nord-ouest. *Report of the Indian Education Commission appointed by the Resolution of the Government of India dated 3rd February 1882*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1883, p. 272.

²³⁹ Voir notamment : P. Seshadri, *The Universities of India*, Oxford, Humphrey Milford-Oxford University Press, 1935.

partiellement dans les discours des défenseurs d'une université pendjabie. Les administrateurs de cette province se sont démarqués par la volonté d'y développer l'enseignement supérieur dès la décennie 1850 et c'est à partir de 1865 qu'un véritable projet d'université voit le jour, porté par le principal du Government College de Lahore, le docteur Leitner²⁴⁰. Celui-ci critique l'enseignement dispensé à Calcutta, jugé superficiel et détournant les étudiants de leur environnement mental et de leur culture traditionnelle. C'est avant tout la nature occidentale de son enseignement qui fait l'objet de reproches alors que projet de Leitner inclut l'étude des langues orientales et participe à l'enrichissement de la littérature vernaculaire. Une première étape est franchie en 1870 lorsque les autorités coloniales autorisent l'organisation d'un University College qui, en cas de succès, est amené à devenir une université. Celui-ci se distingue des trois universités originelles par son enseignement anglo-oriental²⁴¹ et par ses étudiants, qui souhaitent bénéficier d'un enseignement supérieur différent de celui né de la circulaire de 1854. Les résultats de l'examen d'admission de 1879 en témoignent, certains Pendjabis continuent de se tourner vers l'est pour leurs diplômes, comme l'a indiqué le graphique 1-3. Toutefois, le succès de l'University College est réel²⁴² et le conduit à sa transformation en véritable université douze ans après son ouverture. Ce changement de statut n'est pas sans causer des contestations exprimées lors de meetings ou dans des courriers adressés aux pouvoirs publics et relayées par la presse²⁴³. L'opposition entre deux modèles universitaires, Calcutta et Lahore, est visible à travers le soutien apporté par des personnalités et groupes bengalis : ainsi, la Lahore Indian Association qui guide l'opposition à la nouvelle université a été organisée sur le modèle d'associations étudiantes

²⁴⁰ J.F. Bruce, *A History of the University of Panjab*, Lahore, Ishwar Das, 1933, p. 9-23.

²⁴¹ Ainsi, les premiers statuts de l'University College du Pendjab énoncent trois objectifs : « (i) to promote the diffusion of European science, *as far as possible* through, the medium of the vernacular languages of the Panjab and the improvement and extension of vernacular literature generally ; (ii) to afford encouragement to the enlightened study of Eastern classical languages and literature ; (iii) to associate the learned and influential classes of the Province with the officers of Government in the promotion and supervision of popular education » : *Panjab Government Gazette*, Vol XIV, n°51, 23 décembre 1869, p. 1, 422, citée dans J.F. Bruce, *A History of the University of Panjab*, *op.cit.*, p. 33.

²⁴² J.F. Bruce incorpore à son propos un tableau de statistiques comparées des candidats aux examens de l'Université de Calcutta et de l'University College à partir d'un rapport de 1879. Pour la période 1876 et 1880, en exceptant l'année 1877 pour laquelle il annonce que les données sont indisponibles, il compte 496 candidats pour Calcutta contre 1 138 pour sa rivale pendjabie. Cependant, son analyse manque de précision sur la nature des données utilisées : les chiffres ne correspondent pas au nombre de candidats aux examens de l'université de Calcutta ni au nombre d'admis. L'hypothèse d'un comptage des étudiants pendjabis concourant pour un diplôme bengali uniquement est émise sans qu'elle puisse être confirmée ou infirmée. Sa confirmation révélerait tout de même une préférence pour le *college* local sans qu'elle entraîne nécessairement une réelle déperdition pour Calcutta. Les chiffres de l'examen d'entrée et du BA sont stables.

²⁴³ Nazer Singh, *History and Education...*, *op.cit.*, p. 195.

bengalies et défend une éducation occidentalisée. Ces différentes actions révèlent, entre autres enjeux politiques et idéologiques, la crainte d'être contraint à étudier dans un établissement affilié à l'université anglo-orientale. Pourtant, l'inauguration de l'université du Pendjab ne conduit pas à une ré-affiliation de tous les établissements de la province. À l'inverse, des néo-affiliations à l'université de Calcutta sont actées, comme le St Thomas' College de Murree en 1882²⁴⁴. En somme, plus que de détourner les flux du Pendjab vers l'université bengalie, la nouvelle fondation semble les complexifier davantage, en proposant une offre alternative d'enseignement. Malheureusement, ici, des statistiques régulières, donnant avec précision l'origine des étudiants de Calcutta et de Lahore, manquent pour pouvoir analyser avec finesse les trajectoires des étudiants pendjabis.

En 1887, l'ouverture d'une cinquième université, cette fois à Allahabad, alors capitale des Provinces du Nord-Ouest, présente quelques traits communs à ceux de sa consœur du Pendjab. Le lieutenant-gouverneur de la province, William Muir, est désireux d'établir un *college* central dans la ville afin de répondre à « un souhait prononcé parmi les élites locales pour des meilleurs moyens éducatifs à Allahabad²⁴⁵ ». Le Muir Central College est d'abord affilié à l'Université de Calcutta avant d'être transformé en université quatorze ans plus tard²⁴⁶. Pourtant, cette nouvelle fondation, en attirant elle aussi un nombre croissant d'étudiants, ne réduit pas drastiquement, à la fin du XIX^e siècle, la juridiction de l'Université de Calcutta. Elle est parfois à l'origine de doubles affiliations, comme pour le MAO College d'Aligarh, le St George's College de Mussoorie ou encore le Thomas Engineering College de Roorkee²⁴⁷. Jusqu'à l'orée du XX^e siècle, l'apparition de deux nouveaux pôles participe à la hausse continue des effectifs estudiantins²⁴⁸ et provoque des réaffiliations sans pour autant conduire à une réduction radicale de l'aire de recrutement de l'université bengalie. Dans ce

²⁴⁴ CUA, UnivCal : 1887 : « Affiliated institutions, p. 165 ».

²⁴⁵ « History », *University of Allahabad*, <http://allduniv.ac.in/home/pages/417>, consulté le 11 janvier 2019.

²⁴⁶ Sur le Muir College, voir notamment : Avril A. Powell, *Scottish Orientalists and India. The Muir Brothers, Religion, Education and Empire*, Londres, Boywell Press, 2010.

²⁴⁷ WBSA, GenEdn, Proceedings 102-103 – Juillet 1904 : *Appearance of students outside the limits of Calcutta University at the University Examination to be held in 1905 and 1906* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire du gouvernement du Bengale, 5 juillet 1904.

²⁴⁸ C.P.S Chauhan évoque la création de 61 nouveaux *colleges* entre 1882-1902. En 1882, 5 399 étudiants sont inscrits dans un *college* préparant à un diplôme en arts pour 12 424 en 1891 et 17 650 en 1902.

C.P.S. Chauhan, *Higher Education in India (Achievements, Failures and Strategies)*, New Delhi, Ashish Publishing House, 1990, p. 8-10.

contexte, des étudiants peuvent toujours rejoindre Allahabad et Lahore pour y passer l'examen d'entrée de l'université concurrente du Bengale.

Les fondations de la décennie 1880 ne témoignent pas d'un réel objectif de régulation et d'orientation des trajectoires étudiantes. La présidence du Bengale demeure plutôt un vaste espace au sein duquel plusieurs opportunités universitaires s'offrent aux étudiants. À l'inverse, dix ans plus tard, une initiative d'une autre nature permet quant à elle de contrôler, en les réduisant ou tout du moins, en les retardant, de potentielles circulations à l'échelle impériale. Au début des années 1890, le sénat de l'Université de Londres autorise l'organisation de sessions d'examens en Inde, à Calcutta et à Madras²⁴⁹. Dès les premiers plans d'université, au milieu des années 1850, l'accent avait été mis sur l'équivalence de la formation indienne avec celle dispensée en Angleterre. Fondé sur le transfert du modèle de l'université londonienne, ce choix facilite dès lors l'organisation des examens susmentionnés. Elle repose sur une collaboration entre l'Université de Londres, l'India Office et le gouvernement colonial. Des consignes précises sont fixées afin de pallier les difficultés intrinsèques de cette initiative, notamment le risque de retard dans la transmission des sujets. Si le sénat insiste sur la nécessité d'organiser les examens au même moment, en Angleterre et en Inde, avec des sujets communs et sans frais complémentaires pour les candidats ultramarins²⁵⁰, des adaptations sont indispensables : des sujets en sanskrit et *arabe* sont préparés tandis que le début des épreuves peut être décalé d'une semaine en cas de retard dans l'acheminement des sujets²⁵¹. L'organisation d'examens d'entrée est attestée dans les archives à partir de 1892²⁵² : ils permettent à l'université destinatrice de rayonner à l'échelle impériale, ces sessions ultramarines ne se limitant pas à l'Inde. Les candidats sont issus aussi bien des populations colonisatrices que colonisées. Les examens d'entrée offrent, en cas de réussite, la possibilité d'intégrer l'université métropolitaine basée à Londres. Toutefois, les

²⁴⁹ Au cours de la décennie suivante, un projet similaire est évoqué concernant les examens de Cambridge, sans qu'il n'y soit donné suite.

National Archives of India (NIA), Home Department (HD), Proceedings n°31-36 – 1900 : *Proposal to introduce the Cambridge Local Examinations into this country in connection with the education of domiciled Anglo-Indians, July 1900.*

²⁵⁰ British Library (BL), Indian Office Records (IOR), carton L/PJ/6/347, dossier 908 : *Regulations for holding at Calcutta to Intermediate Examinations in Arts and the BA Examinations of the University of London, 1893* : « Courrier du régisseur de l'Université de Londres, 2 mai 1893 ».

²⁵¹ BL, IOR, carton L/PJ/6/347, dossier 963 : *London University Examination in Madras, May 1905* : « Courrier du chargé des inscriptions de l'Université de Londres, 12 mai 1893 ».

²⁵² BL, IOR, carton L/PJ/6/347, dossier 963 : *London University examination in Madras, May 1893* : « Courrier du chef d'inscription de l'Université de Londres, 12 mai 1893 ».

succès restent rares : en janvier 1895, huit étudiants se présentent à l'examen d'immatriculation de l'institution londonienne. Cinq d'entre eux composent à Calcutta, quatre Indiens et un Britannique, contre trois à Madras mais tous échouent. L'année précédente, deux candidats indiens avaient d'ores et déjà échoué à la session de 1894. *A contrario*, un autre examen visant à sanctionner les études pour le diplôme de bachelier en droit (LLB) est prévu en 1896 à la demande du gouvernement de Madras²⁵³. Le régisseur de l'Université de Londres, dans un courrier adressé à l'India Office, répond par la même occasion à une autre requête concernant le doctorat en droit (LLD). Il souligne que cet examen n'a jamais été organisé hors d'Angleterre mais qu'il semble pouvoir être mis en place en cas de réussite au LLB d'un candidat âgé de plus de trente ans au 1^{er} janvier 1897. Ces mesures mettent en avant la possibilité d'obtenir un diplôme d'une université métropolitaine sans avoir à quitter l'Inde et limitent donc les mobilités extra-coloniales. Paradoxalement, elles affirment à la fois une équivalence quant aux formations métropolitaines et indiennes et la supériorité, au moins présumée, des titres auxquels débouchent les premières. Si elles ne concernent qu'une extrême minorité d'étudiants, ces initiatives font écho aux enjeux liés à l'éducation des Européens et des Eurasiens. En 1882-1883, un code spécifique sur l'éducation des Européens – le *Code for European Education in Bengal* – est élaboré pour la province du Bengale, avant d'être révisé en 1905. Celui-ci prévoit une préparation aux études universitaires, qu'elles aient lieu en Inde ou au Royaume-Uni²⁵⁴. Des mobilités éducatives sont envisagées, révélant une biscalarité de l'enseignement supérieur colonial. L'organisation des examens de l'Université de Londres s'inscrit dans la même dynamique, offrant à un public, d'abord européen mais sans réelle restriction liée à l'origine, la possibilité d'obtenir les mêmes diplômes que leurs compatriotes de métropoles.

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, le fonctionnement de l'enseignement supérieur en Inde prend en compte de possibles circulations à l'échelle impériale tout en

²⁵³ BL, IOR, carton L/PJ/6/401, dossier 1262 : *Examinations of London University in Madras* : « Courrier du régisseur de l'Université de Londres, 3 juillet 1895 ».

²⁵⁴ Austin D'Souza explique que deux sections sont accessibles aux élèves des *high schools*, proposant chacune un programme sur deux ans. La première section conduisait à l'examen d'entrée de l'Université de Calcutta tandis que la seconde proposait des cours d'un niveau plus élevé. Cela incluait l'apprentissage d'une langue européenne plutôt que vernaculaire, des cours d'arithmétiques approfondis incluant des emprunts de manuels et des sujets inédits comme l'économie politique, la géographie commerciale, le dessin géométrique, la physique et la chimie élémentaires. Cette section alternative devait permettre de répondre aux besoins et prérequis des élèves d'une école européenne : Austin A. D'Souza, *Anglo-Indian Education. A Study of its Origins and Growth in Bengal up to 1960*, Delhi, Oxford University Press, 1976, p. 122.

s'employant à ne pas les rendre indispensables par l'organisation d'examens dans la colonie. Cette initiative souligne le prestige des établissements métropolitains aux côtés des universités indiennes. Pourtant, le développement de l'enseignement supérieur et technique dans les colonies au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle ne peut se résumer à une course aux diplômes prestigieux.

B. Former une élite utile

Jusqu'à l'aube du XX^e siècle, l'expérience universitaire indienne demeure inédite en Asie coloniale. Son succès fait apparaître de nouveaux défis révélant des circulations étudiantes à l'échelle coloniale et impériale. Si des écoles supérieures voient ponctuellement le jour au sein d'autres espaces coloniaux²⁵⁵, les pouvoirs publics en Indochine française n'envisagent pas, à la fin du XIX^e siècle, l'organisation d'un enseignement supérieur au sein de ces territoires nouvellement conquis. Pourtant, cette absence d'institution universitaire ne signifie pas absence de formation de la population coloniale : dans la colonie française d'Asie du Sud-Est, un enseignement professionnel voit le jour afin d'assurer une instruction pratique à des individus destinés à participer au développement de la colonie. L'élite utile qui se dégage n'est pas spécifique à ce territoire : en Inde, un phénomène similaire a lieu depuis le milieu du siècle, à la fois à travers des facultés professionnelles et dans des écoles indépendantes des pôles universitaires. Les questions éducatives post-élémentaires et postsecondaires ne se résument donc pas aux universités et permettent de révéler des enjeux liés à l'administration, d'abord, mais aussi des enjeux socio-économiques, en Asie du Sud comme en Asie du Sud-Est colonisées. Par conséquent, ces défis renouvellent et restructurent des circulations estudiantines qui sont le fruit de stratégies multiples, parfois associées à des desseins davantage nationaux que coloniaux.

B.1. De l'éducation à l'administration

Que cela soit par la reprise en main de l'Inde par la couronne britannique au lendemain de la révolte des Cipayes en 1857 ou à la suite de la conquête progressive, du sud vers le nord,

²⁵⁵ En 1863, une école de médecine est ouverte à Pondichéry. En 1878, des écoles pour chefs sont ouvertes aux Pays-Bas avant de devenir des écoles de formation des fonctionnaires indigènes en 1900. Au sujet du développement de l'enseignement supérieur en Asie, voir notamment : Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 29-48.

de la péninsule indochinoise, la deuxième moitié du XIX^e siècle en Asie coloniale est marquée par l'organisation d'administrations censées régir les territoires sous domination. Une haute fonction publique voit le jour, formée à des missions coloniales : l'Indian Civil Service (ICS) est organisé en 1855 par les pouvoirs publics britanniques ; du côté français, si le corps des administrateurs coloniaux n'est officiellement constitué par l'État qu'en 1887²⁵⁶, le recours à un personnel dédié est nécessaire dès les premières conquêtes, comme l'illustre la nomination d'administrateurs des affaires indigènes en Cochinchine. Ces fonctionnaires, d'abord des Européens²⁵⁷, ont besoin de formations adaptées aux situations coloniales auxquelles ils sont confrontés. Du côté britannique, c'est en métropole que ceux-ci sont formés, alimentant dès les années 1850 des mobilités depuis la colonie. À l'inverse, la colonie méridionale de Cochinchine accueille dans les années 1870 un premier établissement de formation administrative. Le Collège des stagiaires est créé par le décret du 8 août 1873 par le contre-amiral Lagrandière et le contre-amiral Dupré afin de « doter la colonie d'administrateurs connaissant à fond la langue et les coutumes de leurs administrés²⁵⁸ ». En parallèle des cours d'administration et de justice indigènes dispensés par le juriste Eliacin Luro, les langues locales sont également enseignées, notamment le khmer, par l'intermédiaire d'Étienne Aymonier²⁵⁹. Si le nombre précis d'étudiants et leur origine demeurent inconnus, faute de données disponibles, on peut émettre l'hypothèse d'un établissement à la fois destiné à un personnel européen déjà présent dans la colonie mais aussi à des agents directement arrivés de la métropole. Saïgon, qui fait office de capitale de l'Indochine française dans les années 1870, devient un pôle éducatif colonial, se démarquant des institutions mandarinales hiérarchisées depuis Hué. Or, cette expérience est de courte durée, l'établissement fermant ses portes avant le tournant des années 1880²⁶⁰. Les raisons invoquées sont principalement économiques et n'effacent pas l'empreinte positive durable

²⁵⁶ William B. Cohen, *Empereurs sans sceptre. Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École Coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 1973, p. 5.

²⁵⁷ L'India Civil Service est ouvert aux Européens comme aux Indiens mais, si certains représentants des populations locales réussissent le concours dès les années 1860, ils demeurent minoritaires dans les rangs de l'ICS. Du côté français, la différenciation est plus marquée, comme l'incarne l'École coloniale où les « indigènes » sont admis dans une section spéciale, à l'enseignement différent de celui reçu par les Français.

²⁵⁸ Émile Jobbé-Duval, *L'histoire comparée du droit et l'expansion coloniale de la France*, Macon, Protat frères, 1902, p. 22.

²⁵⁹ « Étienne Aymonier (1844-1929) », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, n°29, 1949, p. 542.

²⁶⁰ L'année 1878 est généralement évoquée quant à sa fermeture : Roland Lardinois, *Scholars and Prophets: Sociology of India from France in the 19th-20th Centuries*, Londres, Taylor and Francis, 2017, p. 131.

laissée par l'établissement²⁶¹. Pourtant, dès la décennie suivante, c'est, comme au sein de l'empire britannique, une formation métropolitaine des administrateurs qui prend le dessus, à l'École des langues orientales et à l'École libre des sciences politiques de Paris, dans un premier temps, puis à l'École coloniale, ouverte en 1889. Cette similitude est notamment soulignée par l'ancien officier de marine à la tête de la Mission chinoise Louis Dunoyer de Segonzac en 1886 qui met en avant l'adéquation du système britannique gouvernant « son immense empire (...) avec quelques milliers de fonctionnaires » pour l'Indochine et se félicite de constater que son « gouvernement a été bien inspiré quand il s'est décidé à limiter à un petit nombre d'agents bien rétribués le personnel du contrôle en Annam²⁶² ».

Ces points communs transimpériaux, qui dévoilent une complémentarité – si ce n'est un processus de substitution – entre formation en colonie et formation en métropole, concernent les administrateurs européens comme leurs collaborateurs et auxiliaires locaux. L'Inde comme l'Indochine ne sont pas des colonies de peuplement mais d'exploitation, ce qui implique une faible présence européenne²⁶³ sans que la domination occidentale ne soit remise en cause. Le recours à un personnel « indigène » s'affiche donc rapidement comme une nécessité. En Indochine, leur formation par l'intermédiaire d'un enseignement supérieur n'est pas à l'ordre du jour mais elle passe par une formation post-élémentaire complémentaire dite franco-indigène. Selon l'historienne Pascale Bezançon, l'ouverture du Collège des interprètes – ou Collège du Protectorat – en Cochinchine dès 1860 atteste « la préoccupation française de s'adjoindre des interprètes de qualité, aptes à mener les

²⁶¹ En 1889, une commission est nommée par arrêté du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine afin de « préparer un projet de réorganisation du collège des stagiaires ». Si aucune suite ne semble avoir été donnée à ce plan, la mémoire du collège survit dans les écrits de certains experts à l'instar de Louis Dunoyer de Segonzac ou d'Émile Jobbé-Duval qui déplorent sa fermeture. Quarante ans après sa création, le gouvernement colonial évoque encore cette expérience comme le modèle qui s'impose à « tous ceux qui ont étudié sur place les conditions de la formation professionnelle de tous [les] auxiliaires indigènes et même de certaines catégories de fonctionnaires français » : Louis Dunoyer de Segonzac, *Étude sur l'organisation administrative du Tonkin et des pays de protectorat. Communication faite à la Société de Géographie dans la séance du 19 février 1886*, Paris, Ernest Leroux, 1886, p. 5 ; Émile Jobbé-Duval, *L'histoire comparée du droit...*, *op.cit.*, p. 22.

²⁶² Louis Dunoyer de Segonzac, *Étude sur l'organisation administrative...*, *op.cit.*, p. 4. Toutefois, des critiques du modèle britannique émergent à la même période. En 1888, James Damersteter dénonce dans ses *Lettres sur l'Inde* un système britannique trop ouvert, ne prenant pas en compte les capacités des Indiens : James Damersteter, *Lettres sur l'Inde...* *op.cit.*

²⁶³ Le recensement de 1871 dénombre 121 000 Européens en Inde contre près de 300 millions d'Indiens à la veille du xx^e siècle. En Indochine, les estimations disponibles pour le début du xx^e siècle indiquent plus de 23 000 Français au sein d'une population totale de 16 millions d'habitants : Jean-Louis Margolin, Claude Markovits, *Les Indes et l'Europe. Histoires connectées xv^e-xx^e siècle*, Paris, Gallimard, 2015, p. 263 ; Pierre Brocheux, Daniel Hémy, *Indochine. La colonisation ambiguë 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001, p. 178.

« négociations avec les différents dignitaires²⁶⁴ », dès avant la signature du Traité de Saigon officialisant l'annexion du territoire par les Français. S'ensuit l'ouverture d'établissements similaires à Phnom Penh en 1873 et à Yen Phu, près de Hanoi, en 1886. Cette formation complémentaire est provinciale, chaque territoire de l'Union indochinoise – à l'exception du Laos – disposant de son institution, et engendre de la sorte des mobilités réduites.

En parallèle, la présence française ne met pas fin, jusqu'à l'extrême fin de la décennie 1910, à la formation administrative traditionnelle, fondée sur le mandarinat. En Annam et au Tonkin, le système mandarinal est toutefois réformé avec la mise en place du Collège Quốc Học à Huế en 1896 où l'enseignement intègre le *quốc-ngữ*, le vietnamien latinisé, et d'une école des Hậu Bô, soit des aspirants-mandarins, à Hanoi, visant à former des « mandarins modernes » :

Nous ne devons pas nous localiser, mais fusionner en quelque sorte avec l'Instruction publique indigène, et faire de nos écoles, non pas seulement des pépinières de plantons et de copistes, mais surtout des établissements spéciaux, où les lettrés annamites, c'est-à-dire l'élite intellectuelle de la nation, viendra compléter son instruction et acquérir des connaissances que désormais il ne lui est plus permis d'ignorer, c'est-à-dire la pratique de notre langue et des notions sur le rudiment de nos services²⁶⁵.

Entre 1884 et 1907, dix sessions de concours provinciales et sept doctorales sont organisées, pour un total respectif de 751 et 128 lauréats²⁶⁶. La proportion de docteurs pour ces 23 années représente plus de 60 % de celle de la période du règne de Tự Đức, entre 1847 et 1883, ce qui indique le maintien dynamique d'un recrutement mandarinal, fondé sur les mobilités ponctuelles rythmées par la tenue de concours triennaux. En effet, le nombre de candidats croît au cours des dernières années du XIX^e siècle avec 8 000 candidats en 1889, 10 000 en 1891 et 11 000 en 1894 pour le seul centre d'examen de Hà-Nam²⁶⁷. En parallèle, des étudiants adressent des requêtes afin d'intégrer une école mandarinale rénovée²⁶⁸. Le Cambodge, en dehors de ce système spécifique, voit son Collège du Protectorat réorganisé en

²⁶⁴ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1862-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 42.

²⁶⁵ ANOM, GGI, dossier 23 733, cité dans *ibid.*, p. 67.

²⁶⁶ *ibid.*, p. 26.

²⁶⁷ *ibid.*, p. 25.

²⁶⁸ Archives nationales du Vietnam – Centre n°1 (ANVN1), Résidence supérieure du Tonkin (RST), dossier 19 439 : « Dossier concernant Nguyễn Văn Huấn, originaire du village de Bạch Sam, huyện de Duy Tiêm Hà Nam, 1889 ».

1893 afin d'assurer la formation d'une administration locale, quatre ans après la disparition de l'École cambodgienne à Paris (cf. infra).

À l'exception du Laos, la capitale de chacun des territoires composant l'Union indochinoise tend à devenir un centre de formation au service de l'administration locale, offrant un poste à des candidats locaux²⁶⁹. Ce processus de professionnalisation ne repose pas sur l'organisation d'un enseignement supérieur tandis qu'en Inde, l'accès à l'université devient bel et bien un moyen de rejoindre la fonction publique. En 1882, la commission Hunter sur l'éducation met en avant cet aspect et déplore que les diplômés choisissant cette voie soient, contrairement aux juristes, guidés par « l'étroitesse des circonstances ou par des doutes concernant leurs propres capacités²⁷⁰ » et ainsi, prêts à accepter des postes parfois « très humbles ». Les conclusions de la commission révèlent à la fois une demande émanant des services administratifs mais également une volonté de faire carrière dans la fonction publique de la part des futurs diplômés.

B.2. Vers des formations pratiques

Les deux colonies asiatiques se dotent de pôles formant des agents pour l'administration coloniale mais aussi, une main-d'œuvre plus large. En outre, les parcours des anciens élèves du Collège des interprètes de Yen Phu, étudiés par Trinh Van Thao, dévoilent une multiplicité de carrières qui transcende une définition restrictive de l'administration en incluant, entre autres, la police, les douanes, les travaux publics, l'armée²⁷¹. Cette diversité du service public fait écho à des initiatives indiennes dont certaines ont été entamées dès la première moitié du XIX^e siècle²⁷². Au premier regard, ce sont la mise en valeur et la maîtrise du territoire colonisé qui transparaissent dans les deux colonies. Les degrés supérieurs et complémentaires d'enseignement mis en place par les gouvernements coloniaux n'ont pas pour objectif de former des érudits mais une élite professionnelle utile et profitable à l'œuvre coloniale et, par extension, loyale. Pourtant, il serait réducteur de limiter le développement de ces enseignements professionnels et techniques à des manœuvres émanant des pouvoirs

²⁶⁹ Sur ce morcellement territorial de l'éducation en Indochine et ses implications, voir notamment les travaux de Gail P. Kelly : « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, avril 1982 » ; avec Philip G. Altbach (ed.), *Education and the Colonial Experience. Second Revised Edition*, New Brunswick – Londres, Transaction Books, 1984 ; *French Colonial Education. Essays on Vietnam and West Africa*, New York, AMS Press, 2000.

²⁷⁰ *Report of the Indian Education Commission...*, op.cit., p. 301.

²⁷¹ Trinh Van Thao, *L'École française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995, p. 121.

²⁷² Sur ce point, voir l'introduction de la présente thèse.

publics puisque des établissements voient également le jour grâce à l'investissement des populations locales et d'acteurs privés. Enfin, le succès de ces entreprises dépend de leur réception par les étudiants – et donc de leur afflux vers les établissements nouvellement créés - et par leur entourage.

Alors que les universités indiennes préparent en premier lieu aux diplômes en arts²⁷³, l'accent a également été mis sur la professionnalisation et la spécialisation de l'instruction supérieure dès la circulaire Wood de 1854²⁷⁴. Cette dernière prône l'organisation de branches d'enseignement utile (*useful learning*), ce qui conduit à l'organisation de facultés de droit, de médecine et de génie civil aux côtés de la faculté des arts dès 1857. Des *colleges* offrant une formation adaptée y sont affiliés, à un rythme cependant moins soutenu que dans les cas de la préparation en arts. La préexistence du Medical College de Calcutta, fondé en 1835 par Lord Bentinck²⁷⁵, permet de décerner les premiers diplômes médicaux dès 1857 et témoigne d'un intérêt ancien d'une part de la population locale²⁷⁶. Ces affiliations spécialisées alimentent la multipolarité éducative caractéristique de l'Inde : si Calcutta demeure le seul pôle de formation médicale au sein de la juridiction de l'université bengalie jusqu'à la fin du XIX^e siècle²⁷⁷, l'établissement de Roorkee spécialisé en génie civil est affilié à l'université de Calcutta en 1864. En 1880, une deuxième voie d'accès aux diplômes d'ingénieurs est ouverte avec l'affiliation du Government Engineering College de Howrah en avril²⁷⁸. Cette formation professionnelle, portant parfois le titre de « technique²⁷⁹», ne se limite pas au cadre de l'université mais inclut des écoles, inventoriées par A.P. MacDonnell dans un mémorandum

²⁷³ Notons que ces diplômes – les FA et BA – permettent également d'avoir ensuite accès à des facultés davantage professionnalisantes : ils sont nécessaires pour accéder aux études de droit.

²⁷⁴ Board of Commissioners for the Affairs of India, *The Despatch of 1854 on "general education in India"*, Londres, General Council on Education in India, 1880, p. 15-16.

On note que la circulaire Wood souligne également la nécessité d'encourager les langues vernaculaires indiennes grâce à des chaires spécialisées auxquelles peuvent éventuellement venir s'associer l'étude du sanskrit, de l'arabe et du persan.

²⁷⁵ Cécile Deer, *L'empire britannique et l'instruction...*, *op.cit.*, p. 141.

²⁷⁶ CUA, MinSen : 1857 : « Minute du 2 mai 1857, p. 67 ».

²⁷⁷ Les minutes de l'Université de Calcutta qui ont été consultées atteste de cette primauté jusqu'en 1887 *a minima*. CUA, UnivCal : 1887 : « Institutions affiliated to the university in Medicine, p. 166 ».

²⁷⁸ CUA, UnivCal : 1887 : « Institutions affiliated to the university in Engineering, p. 166 ».

²⁷⁹ Le mémorandum du secrétaire du gouvernement de l'Inde A.P. MacDonnell pour la période s'étendant de la deuxième moitié du XIX^e siècle à 1904 englobe dans l'enseignement technique, l'enseignement en droit, médecine et génie civil dispensé dans le cadre universitaire ainsi que les écoles et autres cours non-universitaires : BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904*.

dédié à la période antérieure à 1886²⁸⁰. La gamme de formation y est plus variée que dans les *colleges* – elle inclut le droit, la médecine, l’agriculture, l’industrie, l’art, l’ingénierie auxquels s’ajoutent la sylviculture²⁸¹ et la pédagogie²⁸² – et se double d’une plus grande diversité géographique. Alors que seuls le Bengale, les présidences de Bombay et Madras et les Provinces du Nord-Ouest offrent une formation technique à la fois universitaire et scolaire, il est possible de rejoindre des écoles au Pendjab, dans les Provinces centrales, en Assam ou encore, en Birmanie. Cet enseignement spécifique démultiplie dès lors les mobilités tout en rendant possibles des flux sur de plus courtes distances, notamment pour les étudiants originaires des quatre provinces à l’offre exclusivement scolaire. Des spécialisations disciplinaires sont à prendre en compte : les Provinces centrales dominent la formation industrielle avec dix-neuf écoles dédiées. Les activités d’arpentage et de cadastrage entreprises en Birmanie et en Assam aux cours des années 1870-1880²⁸³ influencent quant à elles l’ouverture d’écoles liées à ces spécialités (*survey schools*). Des juridictions spécifiques se dessinent parfois : au sein de l’école normale secondaire d’Assam, les futurs instituteurs sont originaires de tous les districts sauf de ceux de Sylhet et Cachar, les candidats de ces deux territoires étant envoyés à l’école normale de Dacca²⁸⁴. L’enseignement technique en Inde britannique est donc fondé sur une organisation complexe dégageant une multiplicité de pôles bien que les provinces de Calcutta, Bombay et Madras continuent de proposer l’offre éducative la plus complète. Une nouvelle fois, le Bengale domine quantitativement parlant, avec 29 institutions – 11 *colleges* et 18 écoles.

²⁸⁰ BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* : « Statement showing the condition of Technical Education in British India in 1884-85, p. 5 ».

²⁸¹ Deux écoles sylvicoles voient le jour, à Dehra Dun et à Poona, dans les années 1880.

²⁸² Les écoles normales sont absentes du rapport de MacDonnell. Cette occultation de la formation des maîtres fait écho aux conclusions de Krishna Kumar concernant les activités d’enseignement comme une « profession faible » (*weak profession*). Il explique les écoles normales n’ont pas permis d’améliorer le statut des enseignants tandis que l’enseignement en langue vernaculaire tient les maîtres à l’écart des formations dites intellectuelles. Plus qu’un véritable savoir, c’est un savoir-faire (*craft of teaching*) qui se dessine, dévalorisant la profession aux yeux des diplômés et de la population, généralement considérée comme un choix peu ambitieux de carrière : Krishna Kurmar, *Politics of Education in Colonial India*, New Delhi, Routledge, 2014, p. 80-85.

²⁸³ Konosuke Odaka, *The Myanmar Economy: Its Past, Present and Prospects*, New York, Springer, 2015, p. 40.

²⁸⁴ *Report of the Indian Education Commission...*, *op.cit.*, p. 239.

Après quelques réactions frileuses²⁸⁵, les autorités coloniales indiennes renforcent leur promotion de l'enseignement technique au cours des dernières décennies du XIX^e siècle²⁸⁶. La crainte de former une élite déclassée, ne tirant pas profit de ses qualifications, est manifeste et partagée parfois avec des acteurs non-gouvernementaux²⁸⁷. Ces derniers sont à l'origine d'initiatives, principalement en ce qui concerne la formation industrielle de la population locale²⁸⁸. Des associations, aux desseins souvent nationalistes, voient le jour et encouragent les jeunes colonisés à poursuivre une formation industrielle, parfois à l'étranger²⁸⁹. En 1884, le journal marathi *Kesari* préconise la création d'une école industrielle devant « procurer aux enfants des artisans un savoir scientifique des compétences artisanales tout en répandant largement les savoir-faire occidentaux²⁹⁰ » et mobilise pour cela le modèle du Massachusetts Institute of Technology (MIT). La formation utile dépasse les simples enjeux individuels : il s'agit de faire de l'Inde un État dynamique, moderne car maîtrisant les technologies récentes indépendamment de la présence britannique. On retrouve des initiatives similaires au Bengale où certains membres de l'élite éduquée incitent leurs compatriotes à suivre une instruction scientifique et technique et préconise la création d'établissements spécialisés²⁹¹.

En Inde britannique, des acteurs publics et privés promeuvent donc un accès au savoir pratique et spécialisé plutôt qu'une érudition théorique. Il s'agit d'attirer des étudiants vers des établissements dispersés sur le territoire, ne se limitant pas aux capitales de province sans venir tarir les sections plus générales des universités²⁹². Alors que l'enseignement supérieur y

²⁸⁵ Le lieutenant-gouverneur du Bengale s'oppose en 1866 à un projet de développement de l'instruction agricole relayé à la fois par le secrétaire de l'Université de Calcutta et par un membre de l'élite bengali, jugeant que celui-ci ne serait pas profitable à la colonie (« he at present sees no prospect of giving effect to your enlightened proposal (...) » : WBSA, GenEd, proceedings 36-37 – January 1866 : *Proposal for introduction of agricultural education* : « Courrier du secrétaire du gouvernement du Bengale au babou Mookerjee, 16 janvier 1866 ».

²⁸⁶ En 1882, la commission Hunter critique le caractère trop général de l'enseignement universitaire : *Report of the Indian Education Commission...*, *op.cit.*, p. 272. S'ensuit une résolution du vice-roi deux ans plus tard valorisant les formations professionnelles.

²⁸⁷ La question du déclassement est analysée dans le chapitre 8 de la présente thèse.

²⁸⁸ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016, p. 30.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 38.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 36.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 64.

²⁹² Les étudiants inscrits dans des *arts colleges* passent de 5 399 en 1881-1882 à 8 060 en 1887 alors qu'ils sont 1 882 dans les *colleges* de médecine, d'ingénieurs et de droit en 1884-1885. Les étudiants sont alors plus nombreux dans les écoles techniques : 655 en école d'art, 71 en droit, 1 403 en médecine, 142 en agriculture, 755 en arpentage et 1 379 en écoles industrielles. BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* : « Statement showing the condition of Technical Education in British India in 1884-85, p. 8-9 » ; C.P.S. Chauhan, *Higher Education in India (Achievements, Failures and Strategies)*, New Delhi, Ashish Publishing House, 1990, p. 8-10.

est toujours inexistant, le même constat d'un développement de l'enseignement professionnel vaut pour l'Indochine. Ce dernier est d'abord destiné à la formation d'instituteurs pour les établissements scolaires de la colonie, avec l'école normale de Saigon créée en 1874 et à laquelle succèdent plusieurs autres initiatives²⁹³. Dix ans plus tard, les pouvoirs publics envisagent l'organisation d'une école professionnelle en Cochinchine tout en prenant soin de préciser qu'il ne s'agit pas de créer un établissement similaire à ceux de métropole, et donc de les concurrencer :

Il ne saurait être question pour le moment du moins d'installer à Saigon un établissement analogue aux écoles d'arts et métiers de la Métropole ; les quelques Annamites capables et désireux de suivre les cours de ces écoles devront venir en France pendant longtemps encore. Mais je pense qu'une école professionnelle chargée de former seulement les bons ouvriers pourrait contribuer dans une notable mesure au développement industriel de notre colonie²⁹⁴.

L'objectif de mise en valeur de la colonie à travers une collaboration franco-indigène, qui doit également permettre de ne plus avoir recours à des spécialistes chinois²⁹⁵, est clair. Il émane parfois d'acteurs non-administratifs mais qui sont, contrairement au cas indien, toujours européens. L'école professionnelle de Hanoi est organisée par la chambre de commerce locale en 1898 afin de « former des ouvriers instruits aptes à devenir contremaîtres ou chefs d'atelier²⁹⁶ ». Un descriptif publié en 1917 dans la *Revue générale de l'électricité* met en avant le rôle d'auxiliaires des sortants de l'école, ces « ouvriers habiles » qui doivent « seconder les Européens dans leurs entreprises industrielles, commerciales ou agricoles », « aider au relèvement de l'art indigène » ou encore « favoriser l'introduction dans la colonie de certaines fabrications étrangères²⁹⁷ ». Le tournant du siècle voit se multiplier les initiatives, avec notamment les écoles d'art appliqué de Hanoi en juillet 1899 et de Thủ Dầu Một, au nord de Saigon, en 1901 ou l'école professionnelle de Biên Hòa, cette fois au nord-est de Saigon, en 1903. Le Cambodge n'est pas laissé pour compte et l'école professionnelle de Phnom Penh

²⁹³ Pascale Bezançon évoque des cours normaux en 1883, une école normale d'instituteurs en février 1886 et enfin une autre école normale en 1896 et à Gia Dinh en 1897 : *Une colonisation éducatrice ?... op.cit.*, p. 407-409.

²⁹⁴ ANOM, Indochine Anciens Fonds, dossier X22,(1) cité dans *Ibid.*, p. 68-69.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 72.

²⁹⁶ « École professionnelle de Hanoi », *Annuaire général de l'Indochine*, 1910, p. 198.

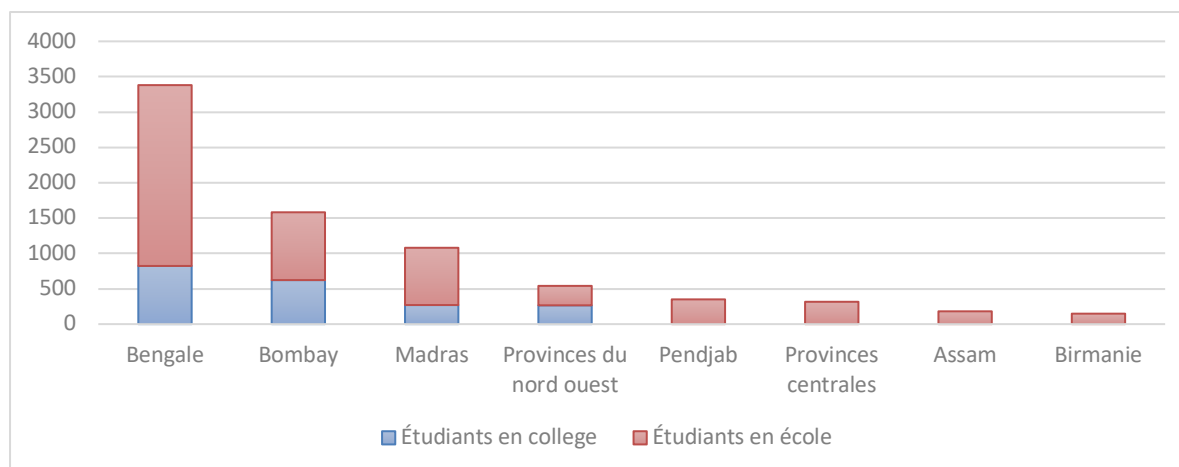
²⁹⁷ « Les écoles professionnelles de nos colonies d'Extrême-Orient », *Revue général de l'électricité : organe de l'Union des syndicats de l'électricité*, n°23, tome 1, 1917, p. 910.

est ouverte en 1902 alors que des cours de formation des agents techniques des travaux publics sont organisés l'année suivante. Enfin, une école de commerce ouvre à Hanoi en 1902.

La deuxième moitié du XIX^e siècle correspond à un essor de l'enseignement technique et professionnel, aussi bien en Indochine française qu'en Inde britannique. À la multiplicité de pôles qui voient le jour en Inde, fait face la centralisation indochinoise, autour des capitales de trois provinces : Saigon, Hanoi et, plus secondairement, Phnom Penh. Hué, siège de la cour d'Annam, est délaissée par les colonisateurs tout comme le Laos, considéré comme une province retardée et à faible valeur par les colons alors que l'investissement de ces problématiques éducatives par les populations locales est présenté comme nul.

L'enseignement supérieur colonial est défini comme un enseignement utile, cette utilité pouvant prendre différentes formes en fonction des acteurs concernés. Or, ces établissements produisent-ils réellement des mobilités ? Autrement dit, ces formations professionnalisantes séduisent-elles des étudiants ? Le constat est plutôt positif dans les deux colonies : du côté indien, 107 établissements – *colleges* et écoles – accueillent 6 287 étudiants en 1884-1885, soit seulement 0,2% des 3 095 000 individus engagés dans un cursus éducatif dans la colonie²⁹⁸ :

Graph. 1-4 – Effectifs des étudiants techniques (*colleges* et écoles) selon la province, 1884-1885²⁹⁹



²⁹⁸ En parallèle, 44 cours techniques rudimentaires, en art et en agriculture, dispensés à quelques 3 000 élèves dans les lycées de la présidence de Bombay : BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* : « Statement showing the condition of Technical Education in British India in 1884-85, p. 5 ».

²⁹⁹ Graphique réalisé à partir de : BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* : « Statement showing the condition of Technical Education in British India in 1884-85, p. 5 »

Tandis que les écoles attirent des étudiants plus nombreux, certains indices renseignent sur leur public : les écoliers sont dispensés d'examen d'entrée dans le supérieur et le recours aux langues vernaculaires comme langues d'instruction, comme à la Campbell Medical School de Calcutta³⁰⁰, permet d'accueillir un public au niveau d'instruction possiblement inférieur à celui des étudiants universitaires maîtrisant l'anglais, et d'abord issus des populations locales. À l'inverse, les quelques chiffres disponibles concernant l'enseignement dans les écoles sylvicoles permettent de souligner la mixité relative des recrues de certaines institutions : en mars 1880, neuf étudiants sont inscrits à Dehra Dun dont quatre Européens, un Eurasien et quatre Indiens³⁰¹. La direction prend alors la décision d'indianiser le recrutement en interdisant l'admission d'Européens « pour les temps à venir³⁰² ». Des Birmans et des Karen doivent également être recrutés, tous ces éléments reflétant une volonté « d'indigéniser » le personnel de l'administration forestière.

En Indochine, les écoles professionnelles qui proposent une formation industrielle et artisanale obtiennent un grand succès, ce qui surprend parfois les autorités coloniales³⁰³. À l'école professionnelle de Hanoi, les élèves, âgés de 18 à 25 ans, sont admis par voie de concours. Cent places leur sont d'abord réservées mais elles s'avèrent rapidement insuffisantes : dès mai 1899, 270 élèves souhaitent rejoindre l'institution et les candidatures affluent tout au long de l'année³⁰⁴. De nouveaux locaux sont aménagés sans permettre de loger les élèves au sein de l'école mais, malgré ces lacunes résidentielles, l'annuaire général de l'Indochine de 1910 mentionne 180 élèves admis annuellement. La résidence supérieure du Tonkin se félicite des progrès de l'enseignement et « qu'un grand nombre d'indigènes (...) suivent les cours, non plus attirés par l'appât des situations officielles d'interprètes ou de secrétaires, mais bien en vue d'exercer des professions industrielles et commerciales³⁰⁵ ». De plus, l'enseignement s'élargit au public européen, sans toutefois mêler colonisateurs et

³⁰⁰ WBSA, GenEd, file 21-26 – November 1887: *Female Education, Campbell Medical School*: ensemble du dossier.

³⁰¹ BL, IOR, carton L/E/6/7, dossier 298 : *Papers regarding the intended scope for the Forest School at Dehra Dun, and the nature of the education to be afforded by it*.

³⁰² Aucune précision supplémentaire n'est donnée quant à la durée.

³⁰³ Pascale Bezançon mentionne les rapports de l'inspecteur Dumoutier. Il insiste sur l'évolution des plans de carrière des Annamites, « non plus attirés par l'appât des situations officielles d'interprètes ou de secrétaires, mais bien en vue d'exercer des professions industrielles et commerciales » : Pascal Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 70.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 71.

³⁰⁵ ANOM, RST, dossier 3 551 cité dans *Ibid.*

colonisés, grâce à la « création de cours de comptabilité du soir³⁰⁶ », suggérée par le directeur de l'école et soutenue par la chambre de commerce, afin que les « Européens, employés de commerce et aux sous-officiers et soldats qui désirent rester dans la colonie » puissent compléter leur formation en Indochine. La question des circulations, et notamment des liaisons – possibles ou non, souhaitées ou non – avec la métropole, transparaît ici.

Toutefois, l'intérêt des étudiants reste à nuancer : les écoles de commerce les séduisent peu, en Inde comme en Indochine. En 1882, les administrateurs britanniques soulignent le faible intérêt pour les études commerciales nécessitant la détention d'un capital personnel à investir dans ces activités³⁰⁷. *A contrario*, des filières peu valorisées par les pouvoirs publics attirent tout de même un public non négligeable bien qu'irrégulier, à l'instar des écoles normales³⁰⁸. La complexité des départs vers les établissements éducatifs est alors confirmée par la non-proportionnalité entre effectifs et nombre d'établissements : s'il existe dix établissements formant des enseignants de moins au Bengale que dans la présidence de Madras en 1881-1882, les étudiants sont plus nombreux dans les établissements de la province de Calcutta.

Les étudiants qui s'engagent dans des circulations vers les institutions coloniales sont d'abord des hommes issus des communautés colonisées. Alors que des cours spéciaux leurs sont réservés en Indochine, il est difficile de quantifier la présence des Européens dans les *colleges* et écoles d'Inde. Les femmes font, quant à elles, de timides apparitions dans les flux éducatifs à l'échelle de la colonie alors que leur instruction reste inhabituelle dans les deux colonies. À partir de la fin des années 1870, elles peuvent rejoindre des *colleges* indiens et quelques-unes intègrent le Medical College de Calcutta. Des filières spéciales leur sont parfois réservées, telle la maïeutique, comme à Chợ Lớn à partir de 1901³⁰⁹ ou dans le *college* de Calcutta. Peu évoquée en Indochine, la question fait davantage débat en Inde : en 1887, des discussions impliquent des administrateurs, des professeurs et directeurs d'établissements et des officiers de santé afin de déterminer si la Campbell Medical school doit accueillir des

³⁰⁶ *La quinzaine coloniale*, 25 août 1901, p. 502.

³⁰⁷ *Report of the Indian Education Commission...*, *op.cit.*, p. 301.

³⁰⁸ Krishna Kurmar, *Politics of Education...*, *op.cit.*, p. 80-85.

³⁰⁹ La formation de sages-femmes dispensée par l'Association maternelle de Chợ Lớn et qui ne décerne pas de diplômes reconnus par l'État colonial : Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 295.

femmes³¹⁰. Les avis divergent mais conduisent tout de même à une résolution des services éducatifs bengalis en novembre, validant la création d'une classe vernaculaire pour les femmes dans l'école, accessible grâce à des qualifications moins élevées que celles requises pour les hommes. L'éventualité de mobilités féminines est alors anticipée par les pouvoirs publics qui prévoient que « toute étudiante venant des mofussils qui le désire peut être logée à l'hôtel Surpamayi³¹¹ » et bénéficier d'un omnibus pour se rendre chaque jour sur son lieu d'étude. Aux côtés de la médecine, elles peuvent opter pour une formation éducative dans des écoles normales et *training schools* dédiées, en Inde d'abord. Une séparation et une différenciation hommes-femmes viennent donc se superposer à celles entre indigènes et colons.

Malgré des structures et des démographies différenciées, l'enseignement supérieur et technique en Inde britannique et en Indochine française se caractérise donc par une promotion des études utiles. Cette dernière répond avant tout à un objectif de mise en valeur du territoire sous domination coloniale par les pouvoirs publics mais elle se double aussi de desseins davantage nationaux et/ou personnels. Le système indien inclut une dimension pratique de l'enseignement supérieur, complété par des initiatives non-universitaires, lesquelles priment en Indochine. Les flux étudiants tendent à être orientés vers des formations professionnalisantes, qu'ils constituent la seule option d'instruction de niveau supérieur comme en Asie française ou une branche de l'enseignement universitaire dans le sous-continent indien. En outre, dans les deux cas, plusieurs indices laissent entrevoir la possibilité de flux transcendant les frontières de la colonie : les élites administratives de l'ICS puis de la fonction publique coloniale française sont formées en métropole tandis qu'à la fin du siècle, le gouvernement de la Cochinchine envisage d'envoyer les élèves brillants compléter leur cursus technique dans les écoles d'arts et métiers métropolitaines. Enfin, les initiatives émanant des élites indiennes incluent le financement de séjours d'études extra-coloniaux.

³¹⁰ WBSA, GenEd, Proceedings 21-26 – November 1887 : *Female Medical Education, Campbell Medical School* : ensemble du dossier.

³¹¹ WBSA, GenEd, Proceedings 21-26 – November 1887 : *Female Medical Education, Campbell Medical School* : « Résolution du 18 novembre 1887 ».

2. Quitter la colonie

En 1864, Satyendranath Tagore devient le premier Indien à réussir le concours de l'Indian Civil Service³¹². Son succès n'est possible que grâce à son départ pour la métropole, aux côtés de candidats européens, car Londres demeure le centre de sélection des futurs fonctionnaires coloniaux jusqu'en 1922. Les études impériales viennent dès lors compléter et compenser la formation disponible dans la colonie : quelques années plus tard, des jeunes Cochinchinois rejoignent les établissements secondaires et supérieurs – notamment l'École supérieure de médecine – des départements français de l'Algérie. Bien étudiées du côté indien, ces circulations sont moins connues des spécialistes de l'Indochine française. Plus modestes, elles se déploient tout de même à l'échelle de l'empire français alors que quelques Indiens – et Indiennes – se déplacent à l'échelle internationale. Ainsi, dans un second temps, c'est la diversité des profils étudiants qui transparaît aux côtés d'une multiplicité de destinations d'accueil qu'il s'agira d'interroger.

A. Des opportunités globales ?

Dès le milieu du XIX^e siècle, des circulations d'étudiants quittant les colonies pour continuer leur instruction sont attestées par les archives. Certains parcours cités en exergue de cette partie laissent dès lors entrevoir une complémentarité entre formations coloniale et métropolitaine. C'est d'abord à l'échelle impériale que se déploient les mobilités académiques, qu'un enseignement supérieur ait émergé ou non dans le territoire d'origine des aspirants au diplôme. Cependant, des étudiants et étudiantes venus d'Inde n'hésitent pas à dépasser la sphère impériale pour intégrer des établissements japonais, européens ou nord-américains.

A.1. Rejoindre des établissements impériaux

Les systèmes éducatifs en place en Inde et en Indochine coloniales diffèrent tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Toutefois, ils intègrent tous deux des mobilités étudiantes qui, à l'échelle impériale, sont soit complémentaires soit compensatrices de l'offre disponible – ou non – dans la colonie.

³¹² Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, op.cit., p. 14.

En effet, l'hypothèse d'un lien entre incomplétude de l'enseignement complémentaire, absence d'instruction supérieure en Indochine et développement de mobilités étudiantes extra-coloniales vers des établissements universitaires extérieurs, peut être émise. Certains discours d'administrateurs coloniaux vont dans ce sens, comme lorsqu'en 1884, les autorités cochinchinoises soulignent la nécessité de rejoindre les écoles d'Arts et métiers métropolitaines « pendant longtemps encore³¹³ ». Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, les départs de jeunes Indochinois sont très peu nombreux sans que cette faiblesse numérique ne contredise l'idée d'une compensation d'un enseignement colonial incomplet par un séjour d'études à l'étranger. Alors que ce sont d'abord des élèves du secondaire qui nourrissent les flux, quelques cas d'étudiants en médecine dans des établissements impériaux sont relevés. En effet, la médecine occidentale n'est pas enseignée dans la colonie avant 1902³¹⁴. Un territoire d'accueil spécifique se dégage alors : le département d'Alger, institué en 1848. En Algérie française, un enseignement supérieur a été organisé dès la décennie 1850, avec une école supérieure de médecine inaugurée en 1857, avant de connaître un nouvel essor en 1879, année d'ouverture des écoles de droit, sciences et lettres³¹⁵. L'accueil d'Indochinois n'en est pas moins paradoxal puisque les établissements supérieurs algériens sont d'abord destinés aux Français et Européens présents en Afrique du Nord. La population locale n'y est pas la bienvenue mais d'autres colonisés, venus d'Indochine, semblent pouvoir y être admis sans trop de difficultés : en 1887, Nguyễn Khắc Côn poursuit sa formation à l'École de médecine d'Alger avant de rejoindre la faculté de Montpellier où il passe les examens en vue de l'obtention du titre de docteur³¹⁶. La même année, Lê Van Vo est diplômé de l'école

³¹³ ANOM, Indochine Anciens Fonds, dossier X22, (1) cité dans Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? ...*, *op.cit.*, p. 68-69. Notons que Pascale Bezançon évoque aussi le départ de Cochinchinois pour la métropole dès 1869, destinés à devenir des maîtres d'écoles, mais sans citer des références précises venant corroborer ses propos : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 44.

³¹⁴ Laurence Monnais-Rousselot souligne l'existence de projets à partir des années 1880 sans que ceux-ci se concrétisent : en 1882, un « projet d'instruction médicale des jeunes Annamites » défend la formation d'une école préparatoire de médecine à Saigon, autour de l'hôpital de Cho Quan, mais ne voit pas le jour. Une « petite université tonkinoise » est organisée par le Dr Boinet à la cour impériale mais périclité rapidement après le départ de celui-ci : Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*, p. 272-276 ; Laurence Monnais, « Médecins (et pharmaciens) vietnamiens « formés à l'occidentale ». De la genèse et du cœur de la coopération en santé, 1860-1940 », Présentation dans le cadre de la conférence *Coopération Santé France – Viet Nam*, 15 juin 2018, mise en ligne le 18 juin 2018 : [http://blog.santefrancevietnam.com/public/Conference_sante_FV_juin_2018/Sorbonne__Presentations/Laurence_Monnais_Conf_Paris_coop_san_15_juin_2018.pdf], consulté le 24 janvier 2019.

³¹⁵ Pierre Singaravélou, « « L'enseignement supérieur colonial ». Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, 122, 2009, p. 82.

³¹⁶ ANOM, GGI, dossier 23758 : *Au sujet du boursier de la Cochinchine Nguyễn Khắc Côn à l'école de médecine d'Alger, 1888-1889*.

algérienne³¹⁷. Quelques années plus tard, à l'orée du XX^e siècle, Tran Van Ngot est, quant à lui, inscrit à l'école normale locale alors que Jean-Baptiste Càn fréquente les bancs de l'institution médicale³¹⁸. Les admissions en médecine sous-tendent la détention du diplôme de baccalauréat, nécessaire pour intégrer une école supérieure, sans doute obtenu en Algérie. Ces premiers départs ne sont pas impulsés par les pouvoirs publics eux-mêmes, qui se contentent d'accorder un soutien financier lorsqu'ils sont sollicités. Nguyễn Khắc Càn bénéficie ainsi d'une bourse annuelle comme ses successeurs, Jean-Baptiste Càn et Tran Van Ngot. Ces candidats aux études doivent maîtriser le français mais aussi être au fait de l'offre éducative impériale, ce qui peut passer par des contacts avec le colonisateur, notamment dans les pôles urbains comme Saigon. La conquête de la Cochinchine, antérieure à celle des autres territoires indochinois, a conduit très tôt à la mise en place d'un système éducatif propre, réglementé par l'arrêté du 17 novembre 1874³¹⁹, facilitant ces trajectoires scolaires par la francisation de l'éducation.

En parallèle, plusieurs éléments peuvent expliquer l'affirmation d'un pôle éducatif algérien : à partir de la deuxième moitié des années 1880, la présence de Hàm Nghi, empereur d'Annam déchu, semble attirer des ressortissants cochinchinois³²⁰. Le bouche-à-oreille et la mobilisation des réseaux s'affirment comme de facteurs de mobilité. De plus, le climat, plus chaud qu'en métropole, facilite l'acclimatation des jeunes gens. À l'inverse, l'argument de la proximité ne fonctionne pas : les écoles de médecine du comptoir indien de Pondichéry ou de la colonie de Madagascar, ouvertes respectivement en 1863 et 1896, n'accueillent pas de jeunes Indochinois. Alger apparaît également tel un relais vers la métropole, une première étape, permettant de rebondir vers le sol européen où seule une formation complète est disponible. L'attestent les parcours de Tran Van Thông et de Nguyễn Khắc Càn : en 1895, le premier, lycéen à Alger, exprime son désir d'intégrer l'Institut agronomique de Paris grâce au

³¹⁷ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*, p. 275.

³¹⁸ Archives nationales du Vietnam – centre n°2 (ANV2 – Ho Chi Minh Ville), Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 4 329 : *Dossier relatif au rapatriement de M. Jean-Baptiste Càn, étudiant en médecine à Alger ; bourse à l'École normale d'Alger à M. Tran Van Ngot, année 1902* : « Arrêté du 21 août 1902 ».

³¹⁹ L'enseignement est dès lors divisé en une section primaire et une section secondaire. Cette dernière ne permet pas pour autant de préparer le baccalauréat métropolitain : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 44-46.

³²⁰ Amandine Dabat étudie ainsi les trajectoires de lycéens cochinchinois scolarisés à Alger, développant des liens avec l'ancien empereur. Elle a retrouvé la trace de 41 élèves, dont 26 boursiers, entre 1880 et 1920 : Amandine Dabat, « Les lycéens de Cochinchine scolarisés à Alger à l'époque coloniale », communication présentée lors du 6^e Congrès Asie, Sciences Po Paris, 2017.

soutien financier de sa colonie, sans toutefois obtenir de retour favorable³²¹ ; le second poursuit, quelques années plus tôt, ses études à Montpellier où il passe les examens de doctorat. Aussi, dans un courrier de 1889, date à laquelle il se trouve encore à Alger, ce dernier cherche-t-il à obtenir un financement gouvernemental afin d'organiser une excursion à l'Exposition universelle de Paris. Il écrit « au nom des Annamites entretenus par le budget du Gouvernement de la Cochinchine dans les établissements d'instruction publique en Algérie³²² », soulignant la non-exceptionnalité de sa trajectoire éducative. En outre, il mentionne une faveur obtenue par d'autres élèves cochinchinois à Alger dix ans plus tôt. Cette initiative témoigne de l'attractivité de la métropole, qui dépasse le cadre purement scolaire et intellectuel, alors qu'aucun parcours trans- ou extra-impérial indochinois – exception faite des circulations traditionnelles d'étudiants bouddhistes³²³ – n'a pu être examiné jusqu'aux premières années du XX^e siècle. Si des établissements de plus en plus variés accueillent des étudiants indochinois en dehors de la colonie au tournant du siècle – écoles d'arts et métiers, écoles d'électricité, École coloniale, facultés... – leurs effectifs n'en sont pas moins très limités.

Du côté indien, le développement d'un enseignement supérieur dans la colonie, fondé sur le modèle de l'Université de Londres, pourrait d'abord plaider en la faveur de mobilités extra-coloniales réduites. Dès avant la décennie 1850, la métropole avait attiré quelques étudiants désireux de compléter leur cursus au-delà des possibilités offertes dans la colonie, principalement en médecine ou par une formation technique³²⁴. Or, la fondation des établissements coloniaux, malgré une offre d'enseignement diversifiée, ne sonne pas le glas de ces mobilités impériales, qui gagnent en ampleur. L'historienne Sumita Mukerjee s'est appuyée sur les statistiques données par le journal de la National Indian Association (NIA)³²⁵, diffusé à partir de 1871, soit un an après la fondation de l'association, pour mettre en avant

³²¹ ANOM, GGI, dossier 7960 : *École coloniale* : « Courrier de M. Fourès, lieutenant-gouverneur au gouverneur général de l'Indochine, 3 janvier 1895 ».

³²² ANOM, GGI, dossier 23758 : op.cit. : « Courrier de Nguyễn Khắc Câm au gouverneur général de la Cochinchine, 12 mars 1889 ».

³²³ Voir l'introduction de la présente thèse.

³²⁴ Voir l'introduction de la présente thèse.

³²⁵ La National Indian Association a été fondée en 1870 à Bristol par Mary Carpenter et Keshub Chunder Sen. Son objectif principal est de participer au développement social en Inde, notamment par le biais de l'éducation. Une branche londonienne est organisée par Miss Manning dès 1871 et domine à la suite du décès de Mary Carpenter en 1877.

À ce sujet, voir notamment : « National Indian Association », *Making Britain. Discover how South Asians shaped the nation, 1870-1950* : <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/national-indian-association>, consulté le 9 mai 2019.

l'augmentation constante des départs pour la métropole. Si plus de 700 étudiants issus des populations locales indiennes ont rejoint la Grande Bretagne entre 1865 et 1885, soit une moyenne de 35 par an, ils dépassent la centaine en 1885 puis atteignent 207 en 1890 et, enfin, 367 en 1900³²⁶. L'examen des filières rejointes par les étudiants permet de dégager trois facteurs principaux de mobilité : la non-équivalence – réelle ou fantasmée – des diplômes, la possibilité d'approfondir sa formation hors de la colonie et enfin, la métropole comme passage obligé afin d'accéder à certains postes.

Les deux principales filières d'accueil des étudiants en mobilité correspondent à des disciplines enseignées dans la colonie : le droit, avec 53 aspirants juristes en 1885 et plus de 180 quinze ans plus tard, suivi par la médecine avec entre 30 et 40 carabins au cours de la même période. À première vue, l'enseignement métropolitain fait doublon à celui organisé dans les universités indiennes, dotées depuis leur inauguration de facultés de droit et de médecine. Si le nombre des *colleges* proposant ces formations dans la colonie est restreint, c'est surtout l'inégalité des diplômes et une formation plus approfondie, qui nourrissent les flux à l'échelle impériale. Les études juridiques coloniales permettent de former des juristes et avocats locaux, les *vakils* et *moonsifs*³²⁷. Or, ceux-ci ne détiennent pas le monopole de la pratique du droit : des *barristers*, désignant le groupe spécifique des avocats ayant réussi l'examen du barreau en Grande-Bretagne ou en Irlande, peuvent également y exercer. Ce titre est considéré à la fois comme plus avantageux, plus prestigieux et plus facile à obtenir, constat décrit ultérieurement, en 1907, dans le rapport du comité Lee-Warner sur les étudiants indiens en Angleterre :

Il semblerait que le premier élément attirant les étudiants indiens vers le barreau anglais est qu'il leur permet de se qualifier à l'admission sur le *Roll of Advocates* dans toutes les

³²⁶ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities: The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010, p. 16-17.

³²⁷ Cet objectif est énoncé dès la circulaire Wood, voir : Board of Commissioners for the Affairs of India, *The Despatch of 1854 on "general education in India"*, Londres, General Council on Education in India, 1880, p. 15-16.

cours supérieures de l'Inde. Les avantages dont jouissent ces avocats sur les « vakils », qui forment la grande majorité des juristes des cours indiennes, peuvent être résumés comme suit :

- (1) Les avocats ont le droit, refusé aux vakils, de pratiquer sur les bancs des cours supérieures de Calcutta et Bombay ;
- (2) L'avocat bénéficie de la préséance et de la pré-audience sur les vakils dans toutes les cours. Le résultat de ce privilège est, comme Sir John Edge l'a souligné, que « si un *barrister* sur la liste des avocats depuis un mois et un vakil exerçant depuis, disons, 20 ans sont engagés dans le même parti dans un procès ou une motion, l'avocat *barrister* a le droit à la plaidoirie principale. (...)»

Les vakils ont un désavantage supplémentaire, si on les compare aux avocats, en ce qu'« aucun vakil ne peut apparaître dans aucune cour pour un client jusqu'à ce qu'il ait obtenu de celui-ci la capacité mandataire ». (...)»

Entre parenthèses, il doit être mentionné qu'intégrer le barreau en Angleterre, Écosse, ou Irlande, n'est pas le seul moyen d'être admis sur le *roll of advocates* de toutes les cours supérieures. Le même objectif peut, dans certaines cours supérieures, être atteint avec l'obtention d'un diplôme juridique indien. Mais ce processus prend plus de temps et implique des évaluations intellectuelles plus sévères. Un vakil de la cour supérieure d'Allahabad, préparant l'examen du barreau en Angleterre, nous a informé que « cela lui prendrait dix ans pour devenir un avocat en passant les examens universitaires en Inde » alors qu'il pourrait « atteindre le même objectif en un temps beaucoup plus court en intégrant le barreau en Angleterre³²⁸.

Aux côtés de ces privilèges concrets, le rapport mentionne le « glamour » associé au statut de *barrister* et la circulation de préjugés sociaux et intellectuels au détriment des juristes locaux au sein de la communauté indienne. Certains considèrent qu'en Angleterre, les « grands

³²⁸ « It would appear that the first attraction to Indian students of membership of the English Bar is that it qualifies a student for admission to the Roll of Advocates in any of the High Courts of India. The advantages enjoyed by an advocate over the "vakils", who form the great majority of practitioners in India courts, may be summarized as follows :

- (1) The advocate has the right which is denied to vakils, of practicing on the original side of the Calcutta and Bombay High Courts.
- (2) Advocates enjoy precedence and pre-audience of vakils in all courts. The result of this privilege is, as Sir John Edge pointed out to us, that 'if a barrister advocated of one month's standing and a vakil of, say, 20 years', standing, are engaged on the same side in a suit or motion, the barrister advocate has the right to the leading brief. » (...)
- (3) Vakils are under a further disadvantage, as compared with advocates, in that "no vakil can appear in any case in court for a client until he has obtained from his client a power of attorney (*vakalatnama*), and has filed it in the court," whereas an advocate can appear for his client without a power of attorney.

Parenthetically, it may be explained that a call to the Bar in England, Scotland, or Ireland, is not the only avenue to admission to the Roll of Advocates in all the Indian High Courts. The same goal can, in some High Courts, also be reached by obtaining an Indian law degree. But the latter process occupies a longer period and involves a severer intellectual test. A vakil of Allahabad High Court, now studying for the English Bar informed us that "it would take him 10 years to become an advocate by passing University examinations in India" whereas he could "achieve the same object in a much shorter period by being called to the Bar in England". » : « Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom », *Report of the Committee on India Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 71-105.

principes du droit sont enseignés ; en Inde seulement la lettre du droit³²⁹ ». Si ces privilèges, avérés ou présumés, du voyage en Angleterre sont nuancés par certains témoins, les statistiques confirment leur impact sur la communauté estudiantine et l'attrait des facultés de droit et des *Inns of Court* métropolitains est indéniable au XIX^e siècle. Les aspirants médecins sont quant à eux attirés par une offre de spécialisation plus complète. La réputation de certaines institutions draine des candidats au diplôme, comme à Édimbourg. Un constat similaire peut être émis au sujet des étudiants en sciences et en agriculture, qui sont 23 dans la capitale écossaise en 1885. À cette période, aucune faculté des sciences ou agricole à proprement parler n'est associée aux universités indiennes et les sciences sont simplement intégrées au programme de la faculté des arts. En parallèle, onze écoles d'agriculture sont ouvertes, dont sept pour le Bengale³³⁰. L'intérêt des étudiants indiens pour les matières scientifiques n'en est pas moins palpable : en août 1884, 411 étudiants du Presidency College de Calcutta suivent des cours de physique-chimie dans les classes de troisième et quatrième année³³¹. Ces cours sont également fréquentés par des étudiants du Sanskrit College, qui quittent ponctuellement leur institution de rattachement³³². Dans ce contexte, l'ouverture de *colleges* spécialisés au Royaume-Uni depuis le milieu du siècle, à l'instar du Cirencester Agricultural College³³³ ou du Royal College of Chemistry, tous deux inaugurés en 1845, offre des opportunités d'approfondissement de l'instruction supérieure et technique.

Le recrutement des agents gouvernementaux peut exiger un passage par le sol métropolitain : les membres intégrant l'Indian Medical Service (IMS), le corps public des officiers médicaux, doivent suivre une formation de quatre mois en Angleterre, d'abord à

³²⁹ S.N. Sen, *Scientific and Technical Education in India (1781-1900)*, New Delhi, Indian National Science Academy, 1991, p. 341-342.

³³⁰ On en trouve également une à Bombay, une à Madras, une au Pendjab et une dans les provinces du nord-ouest. À l'exception des 188 élèves de l'école pendjabie, elles regroupent toute moins de cent élèves. Leur développement est assez récent : en 1867, un projet de développement de formation agricole proposé au Bengale avait été rejeté.

BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* ; WBSA, GenEd, proceedings 36-37 – January 1866 : *Proposal for introduction of agricultural education* : « Courrier du secrétaire du gouvernement du Bengale au babou Mookerjee, 16 janvier 1866 ».

³³¹ S.N. Sen, *Scientific and Technical Education in India (1781-1900)*, New Delhi, Indian National Science Academy, 1991, p. 332.

³³² Noton que certains acteurs prônent le renforcement de la formation associée, à l'instar de Sircar, un docteur médecine à l'origine de l'association pour la culture de la science en 1876. WBSA, GenEd, proceedings B 42-45 – September 1899 : *Report on the Indian Association for the cultivation of science* : « Rapport du directeur de l'Instruction publique, 22 juillet 1899 ».

³³³ A. Cheesbrough, « A short history of agricultural education up to 1939 », *The Vocational Aspect of Secondary and Further Education*, vol. XVIII, 41, p. 181-200.

Aldershot, une garnison du sud-est de l'Angleterre, puis au Royal Army Medical College de Millbank³³⁴. Le recrutement des hauts fonctionnaires pour l'Inde, les membres de l'ICS, illustre aussi ce passage obligé en métropole. Un concours d'entrée est organisé à Londres à partir de 1855, soit deux ans après la perte du monopole du recrutement des agents coloniaux par l'East India Company. L'examen est ouvert à l'ensemble des sujets britanniques (*natural-born subjects*), qu'ils soient Britanniques ou « natifs », c'est-à-dire issus des populations colonisées. Les modalités d'inscription au concours sont fondées sur l'âge, la santé et la forme physique ainsi que la moralité du candidat, attestés par des certificats³³⁵. Si un étudiant indien peut prétendre à intégrer le corps supérieur des administrateurs coloniaux, jusqu'en 1922, il ne peut venir à bout de son dessein qu'en réussissant l'examen organisé exclusivement en Angleterre. À partir d'août 1896, un certificat d'âge et de nationalité signé par le secrétaire du gouvernement de la province d'origine, par le commissaire de la division où réside la famille du candidat ou par le haut administrateur, dans le cas d'un candidat originaire d'un État princier, est exigé uniquement de la part des candidats « indigènes » (*Natives*) et rend plus complexe un potentiel départ³³⁶. En cas de succès, les lauréats doivent effectuer un stage dans une université britannique, prolongeant le séjour hors de la colonie jusqu'à la nomination à un poste en Inde. Ce voyage, lointain et coûteux, à la fois en temps et en argent, attire, aux côtés d'Anglo-Indiens, des membres de l'élite indienne, et en premier lieu bengalie, dès la décennie 1860, dont témoigne le succès de Satyendranath Tagore. Les candidatures indiennes gagnent en régularité au fil des décennies, tout comme les admissions. Sumita Mukerjee estime qu'il y a, en moyenne, trois reçus par an³³⁷ mais les archives témoignent parfois de chiffres plus modestes : en 1883, aucun candidat indien n'est reçu et un seul l'avait été l'année précédente³³⁸. Parangon du recrutement en métropole, l'ICS n'est pas le seul service gouvernemental à imposer un passage par l'Angleterre : par exemple, les examens d'entrée

³³⁴ Committee of the National Indian Association in conjunction with the Advisory Committee, India Office, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Philipps, 1909, p. 13-16.

³³⁵ Committee of the National Indian Association in conjunction with the Advisory Committee, India Office, *Handbook of Information for Indian Students...*, *op.cit.*, p. 9-10.

³³⁶ BL, IOR, carton L/PJ/6/401 : dossier 1244 : *Civil Service of India : changes in the regulation for the open competition and final examinations* : « Règlement d'août 1896 ».

³³⁷ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 14.

³³⁸ BL, IOR, carton L/PJ/6/102, dossier 1 134 : *Successful Candidates at the Open Competition of 1883 for the Indian Civil Service* : ensemble du dossier.

dans la police indienne, réservés aux hommes justifiant d'une ascendance européenne, ont également lieu en métropole³³⁹.

A.2. Au-delà des empires

Qu'un enseignement supérieur existe ou non dans les colonies, l'instruction des ressortissants de ces territoires peut passer par des séjours extra-coloniaux. Malgré tout, la proportion d'étudiants mobiles reste extrêmement faible : en 1900, les 367 aspirants aux diplômes indiens en Grande Bretagne représentent 0,0001 % de la population du sous-continent. Un pourcentage similaire caractérise les circulations indochinoises si l'on estime que la population est d'environ 12 millions à la fin du siècle³⁴⁰ pour une fourchette haute d'une vingtaine d'étudiants en mobilité³⁴¹. Si la majorité des étudiants rejoignent des établissements au sein de l'empire colonial auquel ils appartiennent, quelques sorties d'empire sont visibles dès la fin du XIX^e siècle du côté indien. Leurs mobilités connectent dès lors leur territoire d'origine avec trois continents différents : l'Europe, certes, mais aussi d'autres régions de l'Asie et l'Amérique du Nord. Sur le Vieux Continent, l'Allemagne attire dès les années 1880 quelques Indiens, principalement des Bengalis, qui voient en ce pays un « lieu de sagesse³⁴² ». Dans un discours prononcé à Secunderabad en 1892, Nishikanta Chattopadhyay narre son expérience de la vie universitaire allemande une dizaine d'années auparavant, et décrit avec enthousiasme les associations étudiantes et leurs coutumes³⁴³.

À l'échelle régionale cette fois, un rapport du ministre britannique au Japon daté de 1899 mentionne la présence de trois Indiens à l'Université impériale de Tokyo : Krishnaji Dadaji Kulkarni, surnommé Ruikar, de Kolhapur, une ville se situant entre Bombay et Goa, dans l'actuel Maharashtra, Ramakant Roy, originaire de Sylhet, au Bengale et un troisième, non-identifié, de l'État princier du Gwalior, au sud d'Agra³⁴⁴. Quelques semaines plus tard, trois autres noms viennent s'ajouter à cette liste : Sadashiv Wasudeo Paranjape, Datta Sivram Sheligram, tous deux originaires de Kolhapur et Keshav Shavade, originaire de Bombay et se

³³⁹ Voir par exemple : BL, IOR, carton L/PJ/6/866, dossier 1 551 : *Indian police examination : application from Mr AW Porter whose mother is a Native of Burma, 1908.*

³⁴⁰ Daniel Hémerly, Pierre Brocheux, *Indochine La colonisation ambiguë 1858-1964*, Paris, La Découverte, 2001, p. 249.

³⁴¹ On considère qu'une dizaine d'étudiants fréquentent l'École coloniale et une dizaine d'autres rejoint d'autres établissements, métropolitains et algériens.

³⁴² Simonti Sen, *Travel to Europe...*, o.p., p. 192.

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ BL, IOR, carton R/1/1/225 : *Disloyal attitude of three Indian students in Japan* : « Notes de juillet 1899 ».

trouvant à Osaka³⁴⁵. Ces quelques étudiants révèlent de nouvelles tendances régionales concernant l'enseignement supérieur et technique. En effet, l'archipel nippon attire au tournant du siècle des étudiants asiatiques de plus en plus nombreux, qu'ils soient Indiens, Chinois ou encore Siamois³⁴⁶ dans des institutions d'enseignement réformées sous l'ère Meiji entamée en 1868. En 1887, un nouveau système universitaire a été mis en place, s'inspirant des entreprises ouest-européennes. Les nouvelles institutions proposent un enseignement considéré comme moderne, incluant des disciplines jusqu'ici laissées de côté à l'instar des sciences et techniques, des langues, de la littérature, de la géographie ou encore de l'histoire³⁴⁷. Kulkarni-Ruikar rejoint le collège d'ingénierie de Tokyo, Roy étudie les sciences et les arts tandis que l'étudiant du Gwalior se spécialise dans la minéralogie. On retrouve les trois grands types d'études déjà visibles en Inde : classiques, techniques et scientifiques et, si ces savoirs ne sont pas absents des curricula universitaires indiens, le Japon offre alors une alternative asiatique à l'éducation coloniale, en ce qu'il permet de sortir du giron britannique tout en bénéficiant d'une formation équivalente. Les étudiants cités dans le rapport sont présentés comme « très anti-anglais », proches d'individus emprisonnés après avoir participé à la rédaction de journaux séditionnaires³⁴⁸. En offrant des possibilités de formation, l'archipel japonais doit participer à l'émergence d'une puissance sud-asiatique, libérée du joug européen : dans un entretien donné en mai 1898 dans un journal japonais, l'étudiant Kulkirna rêve par exemple d'une union de l'Orient³⁴⁹. Quelques années plus tard, une chronique du *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient* fait écho à ce lien régional en expliquant que « [les Indiens] sont attirés, en dépit des difficultés que leur oppose la langue, par la pensée que le Japon a, en quelque sorte, orientalisé la science et les méthodes européennes³⁵⁰ ». Ce ne sont donc plus seulement des enjeux individuels – compléter sa formation, avoir accès à des professions exigeant des qualifications spécifiques et s'assurer ainsi d'un statut socio-économique satisfaisant – qui alimentent les départs étudiants mais également d'autres objectifs, plus collectifs et politiques. Le nationalisme et l'anticolonialisme nourrissent les

³⁴⁵ BL, IOR, carton R/1/1/234 : *Disloyal attitude of three Indian students in Japan* : « Courrier de l'ambassadeur britannique au Japon au Foreign office, 23 mai 1899 ».

³⁴⁶ « Chronique », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1906, p. 481-482.

³⁴⁷ Eric W. Maeder, « Aux origines de la modernisation chinoise : les étudiants chinois au Japon », *Relations internationales*, 26, été 1981, p. 163.

³⁴⁸ *Ibid.* : « Notes du département des affaires extérieures, 1899 ». La dimension politique des mobilités étudiantes est étudiée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

³⁴⁹ BL, IOR, carton R/1/1/234 : *Disloyal attitude...*, *op.cit.* : « Extrait de *Keikwa Nippo*, 5 mai 1899 ».

³⁵⁰ « Chronique », *Bulletin de l'École française...*, *op.cit.*, p. 482.

mobilités et conduisent, par extension, à des tentatives de surveillance et de répression, comme l'illustrent les rapports disponibles dans les archives.

Enfin, l'appétence soulignée pour les formations professionnalisantes se retrouve dans certains parcours d'étudiants rejoignant les États-Unis. Si les pouvoirs publics, les organisations non-gouvernementales mais aussi l'historiographie récente se concentrent généralement sur l'arrivée d'étudiants étrangers en Amérique du Nord au ^{xx}^e siècle³⁵¹, de jeunes Indiens et Indiennes rejoignent déjà le nouveau continent à la fin du siècle précédent. En 1882, Keshav Bhat devient le premier Indien à intégrer le MIT, après un séjour décevant en Grande Bretagne³⁵². S'il cherche d'abord à s'assurer une bonne situation professionnelle, n'hésitant pas pour cela à hypothéquer sa maison et à emprunter plusieurs milliers de roupies, il s'inscrit également dans une cause nationaliste, cherchant à ouvrir son entreprise pour participer au mouvement *swadeshi* porté, entre autres, par Tilak. Il s'agit de valoriser et développer l'économie indienne au détriment de la production britannique. Le départ pour les États-Unis apparaît dès lors comme une deuxième tentative, après les refus des entrepreneurs britanniques d'accepter Bhat comme apprenti malgré des lettres de recommandation émanant de marchands de Bombay. La formation britannique n'est pas rejetée unilatéralement mais son inaccessibilité pousse parfois à des circulations plus globales. Ces difficultés d'admission sont visibles également à l'échelle de l'Inde, donnant l'impulsion au départ d'Anandi Gopal Joshee, un an plus tard. Originaire de Poona, elle n'a alors pas la possibilité d'étudier la médecine à l'Université de Bombay, dont les cours sont réservés aux hommes, et intègre le Woman's Medical College de Pennsylvanie³⁵³. Enfin, au tournant du siècle, plusieurs étudiants originaires du sous-continent indien sont mentionnés dans les registres de Columbia University à New York, suivant des cursus variés comme la

³⁵¹ Voir par exemple : W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (dir.), *The Foreign Student in America. A Study by the Commission of Survey of Foreign Students in the USA, Under the Auspices of the Friendly Relations Committees of the YMCA and the YWCA*, New York, Association Press, 1925 ; Edward Charnwood Cieslak, *The Foreign Student in American Colleges. A Survey and Evaluation of Administrative Problems and Practices*, Detroit, Wayne University Press, 1955 ; Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007.

³⁵² Ross Bassett, *The Technological Indian, op.cit.*, p. 38-40.

³⁵³ Drexel University Archives, Rachel Bodley Collection : « Courrier d'Anandibai Joshee à Alfred Jones, 28 juin 1883 », disponible en ligne : <https://drexel.edu/legacy-center/the-collections/research-guides/joshee/>, consulté le 21 octobre 2018.

médecine, le droit ou la philosophie³⁵⁴. George Grimble, qui fréquente l'école de droit en 1902, est originaire de Secunderabad et Robert Hume, ancien élève de l'Université de Yale poursuivant ses études de philosophie à New York, d'Ahmednagar³⁵⁵. Exceptionnelles, ces circulations vers les États-Unis n'en mettent pas moins en avant une grande diversité de profils, d'abord masculins mais aussi parfois, féminins ; « indigènes » et occidentaux, voire métis, comme le laissent entendre les noms à connotations anglophones des deux recrues de 1902.

B. Profiler les départs

Les premières circulations étudiantes hors des colonies font entrevoir la diversité du groupe étudiant lui-même. Or, rares sont les travaux sur l'éducation dans les colonies qui considèrent les sociétés coloniales dans toute leur diversité. Les initiatives à destination des populations sous domination sont généralement valorisées au détriment de celles visant les enfants de colons ou tout autre groupe d'étrangers³⁵⁶. Dans d'autres cas, les études sur les populations européennes³⁵⁷ ou étrangères³⁵⁸ sont isolées, faisant écho à la catégorisation et la séparation instaurées par les autorités coloniales. L'éducation anglo-indienne en Inde et les écoles françaises en Indochine révèlent ce fossé, pas toujours infranchissable, entre instruction des colonisés et des colonisateurs. Cette partition, si elle est reprise par les chercheurs, permet difficilement de dégager des tendances communes ou, tout simplement, de comparer les situations à partir de critères similaires. Elle tend à ignorer, plus ou moins consciemment, la diversité intrinsèque de la situation coloniale, telle que l'avait énoncée Georges Ballandier³⁵⁹. Or, l'examen des mobilités étudiantes aux échelles impériale comme internationale doit permettre de saisir la diversité des profils des étudiants sur le départ, aussi bien d'un point de vue social que genré.

³⁵⁴ Selon les rapports annuels de l'université de Columbia, un étudiant aspire à une carrière médicale en 1892. En 1902, un autre fréquente l'école de médecine tandis qu'un étudiant en droit et un étudiant en philosophie viennent également d'Inde : Columbia University Archives (COLUA) : *Annual reports* : années 1892 et 1902.

³⁵⁵ COLUA : *Annual reports* : 1902, p. 244 et 334.

³⁵⁶ Voir par exemple les travaux de Trinh Van Thao, Gail P. Kelly et Pascale Bezançon pour l'Indochine ; ceux de Nazir Singh ou de Suresh C. Ghosh pour l'Inde.

³⁵⁷ Concernant l'éducation à destination des enfants de colons et des métis en Inde, voir notamment : Austin A. D'Souza, *Anglo-Indian Education...*, *op.cit.*

³⁵⁸ Tracy C. Barrett a consacré un chapitre à l'éducation au sein de la diaspora chinoise : Tracy C. Barrett, *The Chinese diaspora in South-East Asia. The Overseas Chinese in Indo-China*, Londres, I.B. Tauris, 2012.

³⁵⁹ Georges Balandier, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1951.

B.1. Les « contre-flux³⁶⁰ » du colonialisme

Si l'Inde britannique et l'Indochine française ne sont pas des colonies de peuplement mais d'exploitation, les initiatives éducatives qui y voient le jour dans le second XIX^e siècle ne concernent pas uniquement les populations colonisées. En Inde, certains *colleges* accueillent un public mixte alors que les universités sont ouvertes à tous, voire à toutes. Ces dernières vont parfois jusqu'à accueillir des ressortissants d'autres territoires, à l'image des étudiants de Singapour rejoignant les universités indiennes avant la fondation d'écoles supérieures dans cette dépendance britannique³⁶¹. Des écoles françaises sont ouvertes en Indochine³⁶², en parallèle d'établissements franco-indigènes, et l'école professionnelle de Hanoi accueille, au tournant du siècle, des cours du soir réservés aux colons³⁶³. Cette diversité de l'instruction n'induit pas forcément des contacts entre colonisateurs et colonisés mais elle étend sans conteste les problématiques éducatives à l'ensemble des groupes constitutifs de la situation coloniale. Dès lors, l'hypothèse de mobilités coloniales au sens large peut être émise malgré un manque de considération par certains acteurs : par exemple, les chiffres fournis par la NIA n'incluent pas les Britanniques vivant aux colonies et rejoignant la métropole dans le cadre de leurs études. Or, c'est bien une réalité plus complexe qui apparaît à travers les archives gouvernementales et académiques.

Les mobilités impériales et internationales peuvent être nourries par l'incomplétude ou la non-équivalence des cursus offerts dans la colonie. Le constat qui concerne d'abord les Indochinois s'étend, à la fin du XIX^e siècle, aux Français vivant dans la péninsule. Les écoles françaises qui y sont implantées n'assurent pas une formation de niveau supérieur. Cette situation ne décourage pas certains candidats aux diplômes, qui préparent par leurs propres moyens les examens des facultés métropolitaines. En 1893-1894, le médecin installé en Cochinchine Béguin s'adresse au lieutenant-gouverneur de cette colonie pour indiquer qu'il entreprend en parallèle de son emploi des études de droit. Âgé de 25 ans, il souhaite se présenter devant la faculté de Paris pour passer les examens de troisième et quatrième

³⁶⁰ Ce titre fait référence aux travaux de Michael C. Fisher sur les circulations de l'Inde vers le Royaume-Uni aux XVIII^e et XIX^e siècles : Michael C. Fisher, *Counterflows to Colonialism. Indian Travellers and Settlers to Britain, 1600-1857*, New Delhi, Permanent Black, 2004, en l'appliquant aux colonisateurs regardant vers la métropole pour leurs études.

³⁶¹ Yong Kiat Lee, « The founding of the Medical School in Singapore in 1905 », *Annals Academy of Medicine*, vol. 34, n° 6, juillet 2005, p. 4-12.

³⁶² Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 407-409.

³⁶³ *La quinzaine coloniale*, 25 août 1901, p. 502.

années³⁶⁴. Deux ans plus tôt, le commis de résidence Barris et l'aide-commissaire coloniale de Grézel avaient sollicité le soutien de l'administration coloniale dans le même but³⁶⁵. Ici, les circulations envisagées sont courtes, le temps des examens, et ne conduisent pas à la fréquentation des bancs d'une faculté métropolitaine. Elles sont très peu nombreuses et concernent des hommes qui continuent ou reprennent leurs études en même temps que l'exercice de leurs professions en contexte colonial. En 1895, un agent de l'ICS portant le nom de M.F. O'Dwyer a obtenu un congé pour passer un examen préliminaire de russe à Londres et souhaite compléter sa formation en Russie, afin de devenir interprète³⁶⁶. Il demande – et obtient – l'extension de son congé pour passer l'examen final dans la capitale impériale à l'automne 1896.

Malgré tout, les cas d'Européens rejoignant les établissements d'enseignement supérieur et technique métropolitains depuis les possessions ultramarines restent mal documentés pour cette période. Ils sont davantage visibles du côté de l'Inde britannique : l'étude des registres d'admission de certains *colleges* de l'université d'Oxford met en lumière une prépondérance des étudiants britanniques nés en Inde sur les étudiants issus des populations locales. Entre 1855 et 1901, New College accueille 49 étudiants venus d'Inde dont 44 sont britanniques³⁶⁷. Ces derniers sont dix-neuf, contre quatre Indiens, à rejoindre Exeter College au cours de la période 1893-1902³⁶⁸. On trouve également la mention d'étudiants dont le père est en poste en Inde dans les archives de Christ Church, à l'instar de Malcolm Gray, fils de l'agent du Bengal Civil Service, Alex Gray³⁶⁹. Ces mobilités vers Oxford concernent également les femmes puisque, entre 1889 et 1901, quatre ressortissantes britanniques arrivent du sous-continent pour intégrer Somerville College, un des *colleges* féminins fondés dans cette ville universitaire dans les années 1870³⁷⁰. L'équilibre est alors davantage respecté, avec quatre Indiennes accueillies au cours de la même période. Les mobilités d'Anglo-Indiens

³⁶⁴ ANOM, GGI, dossier 23 743 : *Déclaration d'études de droit de M. Béguin, médecine, 1893-1894.*

³⁶⁵ ANOM, GGI, dossier 23 744 : *Déclaration d'études de droit de M. Barris, commis de résidence, et de M. de Grézel, aide-commissaire colonial, 1891-1892.*

³⁶⁶ BL, IOR, carton L/PJ/6/401, dossier 1 220 : *M.F. O'Dwyer – Enclosed copy of a letter from Government of India granting him permission to appear at the preliminary Russian examination in October* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire du gouvernement du Pendjab, 15 mars 1895 ».

³⁶⁷ New College Archives : *Admission Registers, 1854-1925.*

³⁶⁸ Exeter College Archives : *Exeter College Register...*

³⁶⁹ Christ Church College Archives : *Admission Register, 1855-1875.*

³⁷⁰ Somerville College Archives, SC/AO/RG/CR/SH : *Somerville Hall Register, 1879-1895 ; SC/AO/RG/CR/1-8 : Somerville College registers, 1896-c.1940.*

précèdent généralement celles des sujets indiens : à New College, la première mention d'un Britannique né en Inde, Dickens Perceval Debnam, en 1855, précède de 37 ans celle du premier sujet de la Couronne, Joges Chandra Chaudhuri, fils d'un fonctionnaire bengali. Vingt-deux années séparent l'admission de Malcom Gray, en 1864, et celle du premier Indien, Kekhosru Kekobai Punthaki, originaire de Bombay, à Christ Church. Constat similaire à St John's College : Edward George Warner, né à Calcutta en 1838, intègre le *college* le 3 décembre 1856 alors qu'il faut attendre 1892 pour que le premier Indien, Abdul Rasul, soit lui aussi immatriculé³⁷¹. Ce phénomène n'est pas propre à Oxford : d'une part, les écoles d'avocats (*Inns of Court*) témoignent des mêmes circulations en deux temps, avec des étudiants européens qui ouvrent le bal : entre 1852 et 1902, 292 étudiants ayant une adresse indienne intègrent Inner Temple, à Londres³⁷². Woomesh Chunder Mazumder est le premier admis indien, en 1868, précédé de vingt-deux Britanniques justifiant d'une adresse en Inde depuis 1852. D'autre part, en Écosse, plus de cinquante étudiants venus d'Inde intègrent l'une des quatre universités régionales dès le milieu du siècle, dont une trentaine à Édimbourg pour l'année 1850-1851³⁷³. Parmi eux, on ne trouve aucun « natif » mais seulement des descendants d'Écossais servant en Inde. Alors que les rangs académiques comprennent parfois des métis, à l'instar de Josiah Dashwood Gillies, étudiant en médecine à l'Université de Saint Andrews en 1855, l'identité du premier Indien se formant en Écosse demeure incertaine. Il s'agit sans doute de Wazir Beg, originaire de Bombay et inscrit en deuxième année de médecine à Édimbourg en 1858, alors qu'à Glasgow, un Indien, Gopal Chandra Roy, obtient un doctorat en médecine en 1871. L'Écosse devient une destination phare de la formation médicale des Indiens, sans doute influencés par les professeurs écossais exerçant dans la colonie.

Si les mobilités étudiantes englobent candidats issus des populations colonisatrices comme colonisées, des trajectoires différenciées distinguent les membres de chacun de ces deux groupes. Les registres d'admission de New College et d'Exeter College donnent des précisions sur les parcours éducatifs de leurs étudiants : une fracture apparaît alors entre les étudiants indiens, minoritaires, qui intègrent un collège oxonien après avoir entamé des

³⁷¹ St John's College Archives : *Registers* : 1775-1875, p. 200 ; 1875-1919, p. 100.

³⁷² *The Inner Temple Admissions Database* : <http://www.innertemplearchives.org.uk/index.asp>, consulté le 30 janvier 2019.

³⁷³ Bashir Maan, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donald Publishers Ltd, 1992, p. 73-76.

études supérieures dans la colonie, et les étudiants britanniques qui ont déjà commencé leur cursus scolaire au Royaume-Uni. Ils fréquentent majoritairement des *public schools*, écoles privées britanniques, dont certaines à la renommée prestigieuse – Eton, Rugby, Harrow ou encore Winchester³⁷⁴ – qui témoignent de leur appartenance à l'élite britannique. Sur un total de 68 étudiants britanniques venus d'Inde, aucun n'a reçu une éducation dans un établissement indien³⁷⁵. Les mobilités britanniques sont donc plus précoces que les mobilités indiennes, illustrant une tendance à envoyer les enfants très tôt en métropole pour leur instruction. C'est, à l'inverse, la dimension complémentaire de l'enseignement supérieur métropolitain qui est mise en avant du côté indien. Le constat est assez similaire pour les mobilités féminines : trois des quatre étudiantes du Somerville College à l'ascendance européenne ont d'abord été éduquées en Europe, en Angleterre mais aussi en France, dans des *high schools*, au couvent ou auprès d'une préceptrice³⁷⁶. Seule Lilian May Christian a reçu une éducation religieuse au Loretto Convent de Delhi. Les candidates indiennes n'ont, pour la plupart, pas connu les bancs de l'université : les sœurs Deelap Singh ont été éduquées chez elles tout comme Mary Bhore, admise en 1898. Seule Cornelia Sorabji se démarque avec sa fréquentation du Deccan College de Poona. Ces quatre étudiantes d'origine indienne découvrent donc l'Angleterre lorsqu'elles intègrent l'institution d'Oxford.

B.2. Des femmes exceptionnelles

Au milieu de mobilités essentiellement masculines se distinguent quelques parcours féminins exceptionnels à plusieurs égards : à la fin du XIX^e siècle et à l'orée du siècle suivant, cette poignée d'étudiantes provient de l'empire britannique. Si certaines d'entre elles sont d'ascendance européenne, comme l'illustrent les registres d'admission du Somerville College d'Oxford, d'autres sont issues des populations locales de l'Inde. Mais, au-delà de leur statut de colonisées, les jeunes Indiennes qui quittent les colonies pour étudier apparaissent comme des précurseurs en tant que femmes détentrices de diplômes de l'enseignement supérieur. Les séjours au sein d'universités métropolitaines, à Oxford comme Cornelia Sorabji ou les princesses Duleep Singh, ou à Londres comme Sarojini Naidu, se doublent de séjours internationaux, dont témoigne le parcours d'Anandibai Joshee. En parallèle, des formations

³⁷⁴ Ils sont seize à avoir fréquenté Winchester, quatre Rugby, sept Eton, trois Harrow, soit plus d'un tiers des effectifs globaux des étudiants britanniques venus d'Inde à Exeter et New College au cours de la période.

³⁷⁵ Notons que les informations sont indisponibles pour deux d'entre eux, affiliés à New College.

³⁷⁶ Somerville College Archives, SC/AO/RG/CR/SH : *Somerville Hall Register, 1879-1895* ; SC/AO/RG/CR/1-8 : *Somerville College registers, 1896-c.1940*.

davantage professionnalisantes accueillent quelques candidates indiennes dès la fin du siècle, notamment des écoles de formation des institutrices, à l'instar du Maria Grey Training College³⁷⁷.

Alors qu'il reste limité en Inde au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'accès des femmes à l'enseignement supérieur fait également débat au Royaume-Uni à la même période. En 1869, l'Université de Londres organise pour la première fois un examen général pour les femmes³⁷⁸. Celui-ci ne débouche cependant pas sur un diplôme mais permet d'obtenir un certificat de capacité. Il faut attendre encore une dizaine d'années pour que des institutions d'enseignement supérieur destinées à un public féminin voient le jour à Londres, Oxford et Cambridge. Or, les formations assurées en leur sein ne permettent pas de prétendre aux diplômes universitaires réservés aux hommes jusque dans l'entre-deux-guerres mais débouchent sur un système éducatif parallèle à Girton College à Cambridge en 1869, Royal Holloway à Londres en 1879 et, pour Oxford, Lady Margaret Hall, Somerville College, Saint Anne's College en 1879, Saint Hugh's College en 1886 et Saint Hilda's College en 1893. L'admission de candidates indiennes dans ces institutions est donc d'autant plus inattendue que l'éducation supérieure féminine reste exceptionnelle et sujette à débat au sein de la société britannique – et dans les sociétés européennes en général. En 1889, Cornelia Sorabji, originaire de la présidence de Bombay, intègre Somerville College – alors appelé Somerville Hall – où elle étudie la littérature anglaise avant de se réorienter, dès 1890, vers la discipline juridique. Elle est l'instigatrice principale de son séjour en Angleterre, qu'elle envisageait déjà en devenant la première femme à intégrer le Deccan College en 1884, affilié à l'université de Bombay, au milieu de 300 hommes majoritairement hindous, de deux Anglais et de quelques Parsis³⁷⁹. Après y avoir obtenu son BA en 1887, elle enseigne quelques années et économise afin de mener à bien son projet migratoire. Elle se voit refuser par deux fois une bourse gouvernementale, réservée aux hommes³⁸⁰. Elle obtient alors une bourse du Somerville Hall ainsi que divers soutiens financiers, de la part de personnalités indiennes comme

³⁷⁷ Brunel University Archives : *List of Students (1879-1911)*.

³⁷⁸ Philip Carter, « The first women at university: remembering 'the London nine' », *Times Higher Education*, 28 janvier 2018, <https://www.timeshighereducation.com/blog/first-women-university-remembering-london-nine>, consulté le 30 janvier 2019.

³⁷⁹ Somerville College Archives, SC/AO/RG/CR/SH : *Somerville Hall Register, 1879-1895* : « The Church Missionary Gleaner, November 1889 ».

³⁸⁰ *Ibid.* : « Miss Cornelia Sorabji ».

britanniques. À Oxford, elle est la première femme, toute origine confondue, à être autorisée à passer l'examen du Bachelor en droit civil, non sans difficultés³⁸¹. Le caractère exceptionnel de ce parcours impérial, que Sorabji complète par une licence de droit à l'université de Bombay, à la suite de son retour en Inde en 1894, est illustré par la publication d'articles qui lui sont dédiés, dont certains ont été conservés au sein même du registre d'admission de son *college*, fait exceptionnel qui n'est pas répété pour les étudiantes indiennes qui lui succèdent.

Si, dans ses travaux sur les séjours indiens en métropole, Elleke Boehmer présente ces mobilités féminines comme un facteur facilitant l'arrivée d'autres étudiantes indiennes, faisant du séjour métropolitain une entreprise plus conventionnelle, il faut garder à l'esprit que ces circulations demeurent extrêmement minoritaires à la fin du XIX^e siècle. Elles se composent de femmes issues de l'élite : les sœurs Duleep Singh sont les filles du maharajah Duleep Singh, le dernier souverain sikh, les parents de Cornelia Sorabji sont bien intégrés dans les cercles chrétiens en Inde, notamment de la Christian Mission Society, Naidu est une poétesse reconnue à la cour du Nizam. De plus, elles bénéficient du soutien de différentes personnalités, indiennes ou britanniques. Les critères économiques et sociaux demeurent centraux mais n'assurent aucunement contre l'échec académique de ces départs extra-coloniaux : arrivée au King's College Ladies' Department de Londres en 1895 grâce à une bourse récompensant la qualité de ses poèmes, Sarojini Naidu abandonne sa formation avant de rentrer en Inde en septembre 1898 sans diplôme³⁸² tout comme Annie Shunmugum, la première Indienne admise au Maria Gray Training College, formant des institutrices, l'avait fait seize ans plus tôt³⁸³.

Alors que les femmes restent absentes des établissements allemands et japonais au cours des dernières décennies du XIX^e siècle³⁸⁴, une étudiante en médecine a franchi les frontières de l'empire britannique afin de rejoindre un établissement supérieur pour femmes

³⁸¹ Rosina Visram, *Asians in Britain. 400 Years of History*, Londres, Pluto Press, 2002, p. 93-97.

³⁸² Elleke Boehmer, *India Arrivals 1870-1915 Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 159-172.

³⁸³ « Annie Shunmugum from Madras, Maria Grey College student 1882 », *Brunel University London* : <http://fifty.brunel.ac.uk/discovery-trail/11-annie-shunmugum-from-madras-maria-grey-college-student-1882/>, consulté le 30 janvier 2019.

³⁸⁴ En Allemagne, les femmes ne peuvent alors être admises qu'en tant qu'auditrices libres, avec accord du professeur du cours auquel elles veulent assister. Il faut attendre le début du XX^e siècle pour assister aux premières admissions régulières. Au Japon, les premières femmes diplômées ne le sont pas avant la décennie 1910.

états-unien : Anandibai Joshee. Issue d'une famille brahmane de Poona, elle embarque pour les États-Unis, via Liverpool, depuis Calcutta le 7 avril 1883 et arrive à New York moins de deux mois plus tard³⁸⁵. À la fin du mois de juin, elle s'adresse à Alfred Jones, secrétaire exécutif du conseil d'administration du Woman's Medical College de Pennsylvanie, à Philadelphie, afin d'être autorisée à intégrer l'institution. Fondé en 1850, cet établissement était alors le deuxième au monde à offrir une formation médicale aux femmes. Ici, le caractère pionnier de l'établissement – alors que les universités britanniques continuent d'isoler les femmes – attire la future doctoresse. Afin de convaincre son interlocuteur, elle décrit sa situation économique – son mari prévoit de lui envoyer vingt dollars par mois pour l'aider à vivre en plus de son apport personnel de 70 dollars – et académique – elle a étudié la grammaire anglaise, l'arithmétique, l'histoire et parle sept langues – tout en expliquant ses objectifs professionnels :

(...) le but pour lequel je suis venue, c'est-à-dire fournir à mes pauvres compatriotes souffrantes l'aide médicale dont elles ont si tristement besoin, alors qu'elles préféreraient mourir plutôt que de recevoir des mains d'un homme médecin. La voix de l'humanité est avec moi et ne doit pas échouer. Mon âme est animée par l'idée de secourir celles, nombreuses, qui ne peuvent pas se secourir elles-mêmes et je suis certaine que le dieu qui prend soin de moi influencera tous ceux qui peuvent et doivent participer à cette bonne œuvre, à me fournir l'aide et l'assistance dont j'ai besoin. Je ne demande rien pour moi, individuellement, mais tout ce qui est nécessaire afin de me rendre apte à mon travail³⁸⁶.

Ici, le voyage est motivé par un dessein social à l'égard des femmes indiennes. Anandibai Joshee est notamment proche de groupes cherchant à promouvoir l'éducation des femmes dans les années 1880, comme l'illustre la présence de Pundita Ramabai Sarasvati à la cérémonie de remise des diplômes. Cette dernière incarne l'engagement social de certains membres de l'élite hindoue : en 1882, elle avait profité du passage de la Commission Hunter à Poona pour présenter les initiatives menées localement en faveur de l'éducation des

³⁸⁵ Pundita Ramabai Sarasvati, *The High-Caste Hindu Woman*, Philadelphie, Press of the Jas B. Rodgers Printing Company, 1888, "In memoriam".

³⁸⁶ « (...) the purpose for which I came, *i.e.* is to render to my poor suffering country women the true medical aid they so sadly stand in need of, and which they would rather die for than accept at the hands of a male physicians. The voice of humanity is with me and must not fail. My soul is moved to help the many who cannot help themselves and I feel sure that the God who has me in his care will influence the many that can and should share in this good work, to lend me such aid and assistance as I may need. I ask nothing for myself, individually, but all that is necessary to fit me for my work. » : Drexel University Archives, Rachel Bodley Collection : « Courrier d'Anandibai Joshee à Alfred Jones, 28 juin 1883 », disponible en ligne : <https://drexel.edu/legacy-center/the-collections/research-guides/joshee/>, consulté le 21 octobre 2018.

femmes³⁸⁷. Le 11 mars 1886, Anandibai Joshee devient donc docteur en médecine avant de retourner en Inde, où elle meurt un an plus tard. Si différentes étapes de son séjour ont été relayées dans la presse, cette mobilité internationale d'une Indienne à la fin du XIX^e siècle demeure exceptionnelle. En novembre 1887, une autre Indienne proche de Ramabai Sarasvati, Shevantibai M. NiRambe, s'adresse à Rachel Bodley, la doyenne du *college*, afin d'obtenir des informations sur les cours qui y sont dispensés³⁸⁸. Elle explique qu'elle pourrait poursuivre ses études en Inde mais que les étapes pour devenir docteur en médecine sont plus longues à franchir. Malgré cet élan d'intérêt, il faut attendre l'entre-deux-guerres pour que le Woman's Medical College accueille une nouvelle ressortissante du sous-continent. Alors que l'éducation des femmes restait très limitée, le séjour d'Anandabai Joshee est rendu possible par son appartenance à l'élite locale et par le soutien, financier comme moral, de son mari.

La seconde moitié du XIX^e siècle correspond à l'apparition de circulations étudiantes extra-coloniales variées tant par les espaces qu'elles relient que par les acteurs qu'elles intègrent. Elles permettent de compléter et de compenser les formations disponibles dans les colonies asiatiques, au niveaux supérieur et technique comme secondaire. Les individus mobiles ne se limitent pas à des hommes issus des populations colonisées mais incluent quelques femmes aux côtés d'Européens installés aux colonies. Ces trajectoires multiples – si modestes soient-elles au cours du siècle – sont le fruit de stratégies éducatives qui s'appuient sur des outils et offres de mobilité elles aussi variées.

3. Les ressources de la mobilité

Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, les étudiants d'Inde et d'Indochine circulent au-delà des frontières de leurs colonies, au sein de leur empire d'abord, mais également parfois vers des territoires étrangers, qu'ils soient asiatiques, européens ou nord-américains. Ces départs, plus ou moins nombreux selon les critères considérés – mobilité indienne ou indochinoise, masculine ou féminine, des colonisateurs ou des colonisés – sont d'abord le fruit

³⁸⁷ Drexel University Archives, Woman's Medical College of Pennsylvania Collection: « Distinguished Brahmin Lady in Philadelphia, Public Ledger, 1886 », disponible en ligne : <https://drexel.edu/legacy-center/the-collections/research-guides/joshee/>, consulté le 21 octobre 2018.

³⁸⁸ Drexel University Archives, Rachel Bodley Collection « Courrier de Shevantibai M. NiRambe à Rachel Bodley, 14 novembre 1887 », disponible en ligne : <https://drexel.edu/legacy-center/the-collections/research-guides/joshee/>, consulté le 21 octobre 2018.

d'initiatives de la part d'étudiants ou de leurs proches. Rejoindre un lieu d'étude induit la mobilisation de ressources, principalement financières, non négligeables, liées au financement du voyage, au paiement des frais scolaires, à la location d'un logement, etc. Différents parcours déjà étudiés mettent l'accent sur cet enjeu économique : Keshav Bhat hypothèque sa maison et emprunte quelques milliers de roupies avant de prendre la mer, Cornelia Sorabji obtient plusieurs soutiens financiers, des élèves cochinchinois à Alger bénéficient de bourses du gouvernement colonial. Si des dons ponctuels, individuels et, donc, informels, existent, la deuxième moitié du XIX^e siècle voit naître et se développer des systèmes davantage institutionnalisés par l'intermédiaire de bourses, sans que ce phénomène soit propre aux colonies d'Asie. Ces dernières années, les historiens ont accordé davantage d'attention aux programmes de bourses pour la mobilité internationale³⁸⁹ mais continuent de faire faible cas des étudiants coloniaux. En outre, cette approche transnationale de la mobilité ne doit pas masquer l'existence de bourses à l'échelle locale et nationale. Dès avant le tournant du xx^e siècle, c'est une systématisation des ressources et une institutionnalisation progressive des mobilités qui tendent à se mettre en place, tant en Inde qu'en Indochine. Elles posent la question du rôle des pouvoirs publics quant aux migrations étudiantes, en ce qu'ils créent des bourses mais aussi organisent des filières de mobilités spécifiques, incarnées par la Mission cambodgienne des années 1880. Dès lors, ces différentes ressources jouent autant le rôle de soutiens que d'incitateurs au départ.

A. Des boursiers pour les colonies

Les dernières décennies du XIX^e siècle correspondent à l'organisation de systèmes de bourses gouvernementales nourrissant les mobilités étudiantes, aussi bien en Inde britannique qu'en Indochine française. Cette mise en place progressive, qui débute timidement au cours des années 1860-1870 et vise essentiellement des colonisés³⁹⁰, a pu

³⁸⁹ Un premier aperçu de ces travaux récents est donné par l'ouvrage collectif dirigé par Ludovic Tournès et Giles Scott-Smith, *Global Exchanges. Scholarships and Transnational Circulations in the Modern World*, New York-Oxford, Berghahn, 2018.

³⁹⁰ Certaines archives témoignent de l'accès à des bourses métropolitaines par les enfants de colonisateurs, décernées à l'échelle de *colleges* ou d'université, et qui restent détachées du contexte colonial où ont pu grandir les boursiers. Étrangères à la mobilité des étudiants, elles ne sont pas incluses dans cette étude.

s'accompagner d'initiatives privées, principalement du côté indien. En instaurant officiellement des soutiens financiers à destination d'individus quittant les colonies pour poursuivre leur formation, les pouvoirs publics confirment la multiscalarité de l'enseignement supérieur en situation coloniale, y incluant la possibilité de fréquenter des établissements métropolitains. Cette légitimation des séjours d'études impériaux a d'abord lieu en Inde, où de nombreuses allocations financières sont déjà associées à l'éducation locale, mais s'étend également aux dépendances françaises d'Asie du Sud-Est, bien que dans une moindre mesure.

Le terme « bourse », très général et dont *scholarship* peut constituer l'équivalent anglais, recouvre une multiplicité de réalités, d'objectifs et d'initiatives. Cette diversité, rappelée par Ludovic Tournès et Giles Scott-Smith³⁹¹, est particulièrement bien illustrée par le cas indo-britannique. Dès la première moitié du XIX^e siècle, des subventions aux desseins éducatifs ont vu le jour dans la colonie. Alors que certaines sont destinées aux établissements d'enseignement, généralement sous le nom de *grant-in-aid*, d'autres sont versées aux élèves afin de les attirer vers certaines institutions tout en leur facilitant l'accès aux études. Avec l'ouverture des universités, ces aides financières se multiplient afin de récompenser les étudiants les plus méritants et de les aider à poursuivre leur cursus. Dès mai 1857, l'étudiant en médecine Bentley, major du premier examen organisé à l'université dans cette discipline, bénéficie d'une bourse de 16 roupies par mois décernée par la faculté de médecine, en plus d'un prix³⁹². Ces *scholarships*, généralement fondées sur le mérite mais mobilisant parfois d'autres critères³⁹³, s'accompagnent d'un arsenal de récompenses, associées ou non à des *colleges* spécifiques, décrites avec précision dans les calendriers des universités³⁹⁴. Ici, la bourse locale n'est pas par essence un outil de mobilité, même si elle peut permettre à un étudiant ne résidant pas dans une localité pourvue d'écoles ou de *colleges* de poursuivre ses études ailleurs. En 1864, les mémorialistes du district de Moorshedabad soulignent l'importance des bourses pour les étudiants qui n'ont d'autres choix que de rejoindre Calcutta,

³⁹¹ Ludovic Tournès, Giles Scott-Smith, « A World of Exchanges: Scholarships and Transnational Circulations in the Modern World », in Ludovic Tournès, Giles Scott-Smith (dir.), *Global Exchanges...*, *op.cit.*, p. 2.

³⁹² CUA, MinSen : 1857 : « Minute du 2 mai 1857, p. 67 ».

³⁹³ Par exemple, en 1887, neuf *Mohsin Anglo-Persian scholarships* sont décernées aux étudiants musulmans les plus méritants parmi les élèves préparant l'examen d'entrée à l'université au Hooghly College : CUA, MinSen : 1887 : « Hooghly College, p. 169 ».

³⁹⁴ Aux côtés des *scholarships*, on trouve des *studentships*, des médailles et des prix : CUA, MinSen : 1887 : « Endowments, p. 151-164 ».

la lointaine capitale, s'ils souhaitent obtenir un diplôme supérieur au FA³⁹⁵. Dans ce contexte, ces aides peuvent émaner des pouvoirs publics³⁹⁶ mais également d'acteurs privés, de philanthropes désireux de participer au développement de l'éducation en Inde. Ils sont d'abord issus de l'élite indienne, à l'instar de Premchand Roychand dont le don de deux milliards de roupies en 1866 permet de créer plusieurs bourses attribuées par l'intermédiaire d'un concours³⁹⁷. Dans son discours inaugural pour l'année 1863, le vice-chancelier de l'Université de Calcutta Claudius Eskrine avait ainsi appelé les Indiens fortunés à contribuer aux progrès éducatifs de leur pays en octroyant des bourses ou en finançant des projets de construction³⁹⁸. Des donations émanent également de Britanniques, à l'instar de F.J. Monat, ancien agent de la Couronne britannique en Inde, qui inclut à ses dispositions testamentaires la création d'une aide financière à destination des étudiants de l'université bengalie³⁹⁹. C'est une de ces donations privées qui aboutit aux premières bourses de mobilité, ayant pour dessein principal le financement d'un voyage d'étude à longue distance, à la jonction des années 1860 et 1870. En décembre 1863, le parsi Rustomjee Jamsetjee Jejeebhoy propose de créer cinq bourses afin d'envoyer des Indiens en Angleterre pour qu'ils intègrent le barreau⁴⁰⁰. Pour cela, il offre 150 000 roupies et décrit dans son mémorandum les modalités d'attribution de ces aides financières⁴⁰¹. L'objectif est d'équilibrer, à terme, le nombre d'Européens et d'Indiens membres du barreau. Pour cela, Jejeebhoy propose une sélection stricte des

³⁹⁵ WBSA, GenEdn, proceedings 8-11 - January 1864 : *Additional material for January 1864...*, *op.cit.* : « Memorial of the Inhabitants of the Moorshedabad to the Hon'ble Cecil Beadon, Lieutenant-Governor of Bengal ».

³⁹⁶ Elles sont alors divisées en des *junior* et des *senior scholarships* en fonction des années d'études. En 1873, le règlement des bourses décernées par le gouvernement du Bengale est révisé et celles-ci, qu'elles soient *junior* ou *senior*, sont décernées pour deux années. En 1872, 160 *junior scholarships* étaient à pourvoir au Bengale. Dans ce cas précis, une préférence pour les candidats locaux, c'est-à-dire bengalis, se manifestent. Les candidats de l'Assam et du Bihar doivent remplir des critères supplémentaires.

NIA, HD 1873, proceedings 52 : *Scholarships Rules, June 1873* : « Courrier du secrétaire du gouvernement du Bengale au secrétaire du gouvernement de l'Inde, 24 octobre 1872 ».

³⁹⁷ CUA, MinSen : 1879-1880 : « Minute du 26 avril 1879, p. 13 ».

³⁹⁸ Dans son discours inaugural pour l'année 1863, le vice-chancelier de l'université de Calcutta Claudius Eskrine a appelé les individus aisés à contribuer aux progrès éducatifs en Inde en fondant des bourses, en finançant des constructions liées à l'éducation, etc. : « Premchand Roychand Studentship », *National Enclypodia of Bangladesh*, disponible en ligne : http://en.banglapedia.org/index.php?title=Premchand_Roychand_Studentship, consulté le 7 janvier 2019.

³⁹⁹ BL, IOR, carton L/PJ/6/102, dossier 1 153 : *Proposed foundation by Dr F.J. Monat of scholarships in Calcutta University* : « Courrier de F.J. Monat au sous-secrétaire d'État à l'India Office, 12 juillet 1883 ».

⁴⁰⁰ WBSA, GenEd, proceedings 52-56 – January 1864 : *Selection of candidates desirous of qualifying themselves in England for practice as Barristers in India. Appoint of a Committee* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de Bombay au secrétaire du gouvernement du Bengale, 9 décembre 1863 ».

⁴⁰¹ WBSA, GenEd, proceedings 52-56 – January 1864 : *Selection of candidates...*, *op.cit.* : « Copie du mémorandum, 1^{er} décembre 1863 ».

boursiers : un parsi, un hindou et un Portugais doivent être sélectionnés au sein de la présidence de Bombay tandis que deux bourses sont réservées aux présidences de Madras et Calcutta, pour un musulman, d'une part, et pour un hindou ou un « Est-Indien⁴⁰² », de l'autre. Les dépenses sont estimées à 30 000 roupies par étudiant, incluant l'aller-retour entre l'Inde et la Grande Bretagne, les frais d'inscription et achats liés aux études et les dépenses de la vie courante. Afin de sélectionner les bénéficiaires, des comités sont créés dans chacune des présidences, regroupant des personnalités universitaires, juridiques, administratives ainsi que des membres de l'élite indienne⁴⁰³. Début 1864, le comité bengali de sélection des allocataires se réunit donc pour la première fois. Des règles précises ont été fixées : les candidats ne doivent pas avoir plus de 25 ans, doivent être « natifs » et éduqués en Inde, fournir des preuves d'un « caractère moral exceptionnel », être issus de familles respectables, exercer une profession juridique ou préparer le *bachelor* de droit, prouvant ainsi leurs capacités en tant que juristes⁴⁰⁴. Des certificats sont alors exigés afin de valider la candidature. Le contrôle qui point ici demeure une réalité pendant le séjour : Jejeebhoy évoque la suspension de la bourse de tout étudiant n'obtenant pas les qualifications souhaitées pendant son séjour métropolitain ou faisant preuve de mauvaise conduite. Chaque année, des certificats doivent attester du sérieux, académique et moral, des boursiers. Il est cependant difficile de dresser le bilan de ces premières bourses, semi-publiques puisque les gouvernements provinciaux participent à l'organisation des comités locaux, leur attribution n'étant pas documentée.

Quatre ans plus tard, c'est une nouvelle initiative émanant, cette fois, du gouvernement général de l'Inde qui alimente les mobilités étudiantes, en encourageant les « natifs » d'Inde à compléter et terminer leurs études en Angleterre grâce à l'octroi de bourses de 200 livres par an valables trois ans⁴⁰⁵. Les modalités sont similaires à celles mises en place

⁴⁰² Ici, il semble que le terme « Est Indien » désigne des métis indo-britanniques.

⁴⁰³ Le comité de Bombay regroupe le vice-chancelier de l'université, le directeur de l'Instruction publique, le juge principal du tribunal d'instance, le baronnet Jamsetjee Jejeebhoy lui-même, Juggonath Sunkersett, N. Fernandes et l'auteur du mémorandum. Seuls le vice-chancelier des universités locales, le juge principal du tribunal d'instance et le directeur de l'Instruction publique des gouvernements concernés sont évoqués pour les comités bengali et de Madras : WBSA, GenEd, proceedings 52-56 – January 1864 : *Selection of candidates...*, *op.cit.* : « Copie du mémorandum, 1^{er} décembre 1863 ».

⁴⁰⁴ WBSA, GenEdn, proceedings 16-21 – April 1864 : *Selection of candidates desirous of qualifying themselves in England for practice as Barristers in India. Appointment of a Committee* : « Minutes of the Proceedings of the Committee appointed by the Government of Bengal for selection of a Candidate from the Bengal Presidency for legal training in England at the expense of the Honorable Rustomjee Jamsetjee Jejeebhoy, April 1864 ».

⁴⁰⁵ NAI, HD 1868, proceedings 1205-1214 : *Establishment of scholarships to enable Natives of India to reside in England and study for the learned professions* : ensemble du dossier.

en 1864 : paiement du voyage aller et retour ainsi que d'une tenue adaptée à la vie en métropole, suspension de la bourse et remboursement des 150 livres finançant le voyage en cas d'abandon ou de mauvaise conduite⁴⁰⁶. Au cours de l'été, ce plan est soumis aux différents gouverneurs et commissaires des provinces d'Inde britannique. Si aucun représentant des pouvoirs publics n'exprime une opposition ferme au projet, les réactions et commentaires varient grandement en fonction des interrogés. Certains enjeux apparaissent d'une manière récurrente, comme l'âge des boursiers, leurs origines sociales ou les modalités d'obtention des bourses, par nomination ou par concours. Finalement, une résolution du gouvernement de l'Inde entérine le projet de bourses en septembre 1868⁴⁰⁷. Les allocations doivent être décernées aux étudiants, nés en Inde et d'ascendance purement indienne, désireux de rejoindre la fonction publique coloniale ou d'exercer une profession nécessitant un diplôme universitaire. À la suite des suggestions des gouvernements de Madras et de Calcutta, l'âge minimum est fixé à dix-sept ans et l'âge maximum à 21 ans. Chaque province demeure libre de choisir le mode de sélection des candidats. Ainsi, les archives du gouvernement du Bengale témoignent du processus de sélection des premiers boursiers dès l'automne 1868 et surtout, de l'intérêt de certains Indiens, issus de l'élite, pour cette opportunité d'études outre-mer, confirmé par la circulation de rumeurs avant même l'adoption de la résolution. Dès la fin août, Rai Tarruck Nath, membre de l'élite hindoue de Batpara, au nord de Calcutta, signale dans un courrier au gouvernement bengali que son fils, fréquentant le Medical College de Calcutta, souhaite achever sa formation en Angleterre⁴⁰⁸. Celui-ci aurait appris l'existence de bourses de 750 livres destinées aux candidats aux séjours métropolitains. Et au père de transférer des certificats vantant les succès scolaires de son héritier. Quelques semaines plus tard, Syud Mohummed Israil soumet à son tour sa candidature et prend soin de souligner aussi bien ses compétences intellectuelles – il parle anglais, bengali et ourdou – que son statut social – il est

⁴⁰⁶ WBSA, GenEd, proceedings 47-49 – July 1868 : *Proposed bestowal of state scholarships for Natives to enable them to study for the learned professions in England* : « Extraits du compte-rendu du gouvernement de l'Inde, 30 juin 1868 ».

⁴⁰⁷ NAI, HD 1868, proceedings 1205-1214 : *Establishment of scholarships...*, *op.cit.* : « Résolution du gouvernement de l'Inde, 18 septembre 1868 ».

⁴⁰⁸ BSA, GenEd, proceedings 56-62 – October 1868 : *Proposed of bestowal of state scholarships for natives to enable them to study for the learned professions in England* : « Courrier de Rai Tarruck Nath au secrétaire du gouvernement du Bengale, 28 août 1868 ».

issu d'une famille de propriétaires fonciers et son père et ses oncles occupent des postes de juges locaux⁴⁰⁹.

Il faut toutefois attendre la fin octobre 1868 pour que la création de neuf bourses soit officiellement annoncée, deux d'entre elles étant réservés aux étudiants du Bengale⁴¹⁰. Un examen est organisé et l'information diffusée dans la *Gazette* de Calcutta. Il se tient au théâtre de Presidency College et les candidats doivent fournir un certificat d'âge et de bonne moralité ainsi qu'un certificat médical justifiant leur capacité physique à vivre et étudier en Europe afin de pouvoir concourir. À la fin novembre 1868, une liste des quatorze candidats à la bourse est dressée par les autorités : deux d'entre eux sont âgés de 20 ans et douze de 21 ans. L'organisation du concours à Calcutta ne dissuade pas des candidats inscrits dans des *colleges* hors de la capitale bengalie, nuançant la prédominance de ce pôle universitaire. Aux côtés de six candidats de Calcutta, cinq fréquentent des établissements de Dacca, deux ceux de Krishnagur et un dernier celui de Bhownipore⁴¹¹. Finalement, un des candidats du Presidency College, Anandaram Burua, originaire d'Assam obtient la bourse début 1869⁴¹². Une seconde est attribuée exceptionnellement à Syud Shurfooddeen, âgé de 26 ans, dont le père a rendu d'importants services à la colonie⁴¹³. Leur départ est organisé peu après l'annonce des résultats, le 3 février pour Burua et en avril pour Shurfooddeen⁴¹⁴.

⁴⁰⁹ WBSA, GenEd, proceedings 56-62 – October 1868 : *Proposed of bestowal of state scholarship...*, *op.cit.* : « Courrier de Syud Mohummed Israil au secrétaire privé du lieutenant gouverneur du Bengale, 21 septembre 1868 ».

⁴¹⁰ WBSA, GenEd, proceedings 56-62 – October 1868 : *Proposed of bestowal of state scholarship...*, *op.cit.* : « Note du secrétaire du gouvernement du Bengale, 27 octobre 1868 ».

⁴¹¹ WBSA, GenEd, proceedings 56-62 – October 1868 : *Proposed of bestowal of state scholarship...*, *op.cit.* : « Liste des candidats pour la bourse gouvernementale disponible en Grande Bretagne, novembre 1868 ».

⁴¹² WBSA, GenEd, proceedings 37-44 – February 1869 : *Baboo Anandaram Burua, a Native of Assam and student of the Presidency College, selected as the successful candidate for the State scholarship tenable in Great Britain* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au secrétaire du gouvernement du Bengale, 21 janvier 1869 ».

⁴¹³ WBSA, Gen Ed, proceedings 29-31 – February 1869 : *Awarding to Syud Shurfooddeen Hossain Khan one the Scholarships to be held in England by Natives of this country who are desirous of qualifying themselves for one of the liberal professions* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire du gouvernement du Bengale, 12 novembre 1868 » ; proceedings 47-51 – February 1869 : *Recommending to the Government of India in the Home Department that the grant of one of the scholarships sanctioned in their resolution of the 19th September last, may be awarded to Syud Shurfooddeen, in consideration of the services of his father the late Syud Azimooddeen Khan Bahadoor, CSI and of the desirability of encouraging Mahomedans in prosecuting a course of study in England*.

⁴¹⁴ WBSA, GenEd, proceedings 29-31 – February 1869 : *The Director of Public Instruction desired to report as early as he can the precise date on which Syud Shurfooddeen will sail for England* : « Courrier de Syud Shurfooddeen au directeur de l'Instruction publique, 1^{er} février 1869 ».

Les travaux d'historiens s'intéressant aux mobilités étudiantes entre l'Inde et le Royaume-Uni pendant la période coloniale ont fait faible cas des bourses gouvernementales apparues durant la deuxième moitié du XIX^e siècle⁴¹⁵. En réalité, les pouvoirs publics ont participé aux premières créations d'allocations, publiques ou semi-publiques, dès les années 1860. Cet intérêt du monde administratif de la colonie est confirmé en 1870 lorsque le directeur de l'Instruction publique au Bengale signale que le gouvernement central souhaite que les *senior scholarships*, ces bourses destinées au financement des études dans un établissement universitaire après l'obtention du FA, puissent être valables en Angleterre, à condition que le boursier fournisse des certificats de présence et de progrès⁴¹⁶. Cette mesure donne une tonalité officielle à un enseignement supérieur à double échelle, entre la colonie et la métropole. Cependant, les archives ne permettent pas de confirmer la postérité de ces premières bourses et c'est plutôt au cours des années 1880 qu'un système pérenne de bourses étatiques se met en place, reposant sur l'attribution rotative de celles-ci⁴¹⁷ : en 1887, les deux bourses sont réparties entre les universités de Madras et du Pendjab, en 1888, entre celles de Calcutta et Bombay, et ainsi de suite. La création de l'Université d'Allahabad l'année suivante bouleverse cette organisation et un nouveau calendrier est mis en place, incluant la nouvelle institution⁴¹⁸. Ces bourses pour la Grande Bretagne exigent des candidats, cette fois encore, d'avoir commencé leurs études dans la colonie avant leur départ. En 1892, P.E. Commiade, titulaire du BA de l'Université de Madras, décide de rejoindre l'Angleterre à bord du *Sutlje* via Bombay après l'obtention d'une bourse gouvernementale⁴¹⁹. Il est libre de choisir l'institution qu'il va fréquenter en métropole.

⁴¹⁵ Sumita Mukerjee explique ainsi que le gouvernement de l'Inde aurait envisagé la création de bourse en 1867 mais se serait heurté au refus du secrétaire d'État à l'Inde. Elle conclut qu'aucune bourse n'aurait été créée avant la décennie 1880. Or, les documents consultés à la fois au sein des Archives nationales de l'Inde et au sein des Archives de l'État du Bengale occidental contredisent cette analyse : Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 15.

⁴¹⁶ WBSA, GenEd, proceedings 51-52 – July 1870 : *The Director of Public Instruction furnished with copy of a letter from the Govt of India, in the Home Department, and requested to make the alterations indicated in the revised senior scholarship rules, by which a scholarship earned in India may also be held in England, and to submit it for the approval of Government* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire du gouvernement du Bengale, 9 juillet 1870 ».

⁴¹⁷ WBSA, GenEd, proceedings 7 – October 1888 : *Proposed for the participation of the Universities in India in the benefits of certain state scholarships for natives* : ensemble du dossier.

⁴¹⁸ La répartition est ainsi faite : en 1889, les boursiers viennent des universités d'Allahabad et Madras ; en 1890, du Pendjab et de Calcutta ; en 1891, de Bombay et Allahabad ; en 1892, de Madras et du Pendjab et en 1893, de Calcutta et Bombay.

⁴¹⁹ BL, IOR, carton L/PJ/6/327, dossier 1 436 : *PE Commiade for government scholarship in England, 1892* : « Courrier du département de l'éducation au secrétaire d'État de l'Inde, 15 août 1892 ».

Cette institutionnalisation limitée et progressive est également visible en Indochine française à l'extrême fin du siècle. Si Nguyễn Khắc Côn évoque en 1889 des « Annamites entretenus par le budget du gouvernement de la Cochinchine dans les établissements d'instruction publique⁴²⁰ », ces aides sont d'abord ponctuelles, les autorités provinciales ne les attribuant qu'au cas par cas. Si une demande, de la part des étudiants et de leurs familles, voire des autorités locales⁴²¹, précède l'offre, le gouvernement colonial prend plus directement en charge l'envoi de quelques étudiants colonisés en métropole à partir de la décennie 1890. Au cours de l'été 1890, deux bourses sont créées à destination des Annamites, considérés ici au sens large, c'est-à-dire incluant ressortissants de l'Annam, du Tonkin et de la Cochinchine. Le caractère nouveau de l'entreprise est souligné par les autorités coloniales :

Jusqu'à ce jour des bourses ont été accordées aux Annamites dans des établissements d'enseignement secondaire. Aucun de ces indigènes n'est parvenu à une de nos grandes écoles, et le baccalauréat, que plusieurs d'entre eux ont obtenu, ne leur assure l'entrée d'aucune carrière. Il serait préférable, dans l'intérêt même des Annamites, que les bourses qui leur seront concédées à l'avenir leur permettent d'acquérir des connaissances pratiques qu'ils pourraient utiliser à leur retour dans la colonie⁴²².

Il semble que les aides dont ont pu bénéficier des individus comme Nguyễn Khắc Côn dès les années 1880 ne furent que des prolongements de bourses de l'enseignement secondaire qui constitue le cœur des flux scolaires depuis l'Indochine pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Face au constat d'un baccalauréat qui ouvre peu de portes dans le monde professionnel, la logique change. Les étudiants doivent acquérir un savoir utile, à la fois du point de vue de leur carrière mais aussi de la mise en valeur de la colonie. Ces connaissances pratiques doivent notamment permettre de remplacer les Chinois dans le secteur industriel et certaines professions manuelles. Alors que les boursiers indiens bénéficient d'une certaine liberté dans le choix de leurs études, les premières allocations gouvernementales indochinoises sont plus intrusives : elles orientent les bénéficiaires vers un établissement

⁴²⁰ ANOM, GGI, dossier 23758 : *Au sujet du boursier de la Cochinchine Nguyễn Khắc Côn...*, *op.cit.* : « Courrier de Nguyễn Khắc Côn au gouverneur général de la Cochinchine, 12 mars 1889 ».

⁴²¹ En septembre 1880, le ministère des affaires extérieures de l'Annam s'adresse au chargé d'affaires français concernant l'envoi de « jeunes lettrés » en France afin de se former aux « arts industriels ». Cette requête n'est cependant pas prise au sérieux par les autorités coloniales : ANOM, GGI, dossier 12 916 : *Rapports du chargé d'affaire à Huế. Transmission d'une lettre du Thuong Bac demandant l'envoi en France de jeunes lettrés annamites pour y apprendre les arts industriels et cuivriers. Réflexions du chargé à ce sujet, 31 octobre 1880* ; dossier 12 921 : *Rapports du chargé des affaires à Huế. Au sujet de l'envoi de jeunes gens en France pour étudier les arts des mines du charbon du Tonkin et de l'Annam, 3 janvier 1881*.

⁴²² ANOM, GGI, dossier 23757 : *Bourses demandées par des Annamites à l'École des Arts et Métiers* : « Courrier du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général, 7 juillet 1890 ».

précis, en l'occurrence l'École des Arts et métiers d'Aix-en-Provence. Le choix de cette institution est doublement stratégique : d'une part, Aix-en-Provence est située à proximité du port de Marseille, principale porte d'entrée sur le territoire métropolitain, et le climat y est doux, facilitant l'acclimatation des jeunes Asiatiques ; d'autre part, le brevet supérieur indigène suffisant, il n'est pas nécessaire de détenir le baccalauréat pour intégrer l'école. L'argument économique n'est pas absent : les études aixoises durent trois ans pour un coût de 600 francs, option moins onéreuse que sept années passées sur les bancs du lycée. Tout en incitant, bien que modestement, à la mobilité, ces nouvelles bourses limitent *de facto* la marge de manœuvre des étudiants et de leur famille tout en différenciant les étudiants dits annamites des autres communautés présentes en Indochine, qu'elles soient laotiennes, cambodgiennes ou encore chinoises. Malgré tout, des bourses plus lâches continuent d'exister, permettant à leurs bénéficiaires de choisir leurs écoles, parfois au grand dam des autorités coloniales : en 1892, le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine se plaint ainsi de boursiers rejoignant des écoles congrégationnistes, qui selon ses dires, « nuisent à l'université⁴²³ ». Or, son emprise est limitée puisqu'il ne peut suspendre ces allocations décernées par le Conseil colonial.

En Indochine comme en Inde, ces premières institutionnalisations des ressources par les pouvoirs publics s'avèrent quantitativement limitées. Il est parfois difficile d'en mesurer l'ampleur réelle, comme en Indochine où les archives restent parcellaires pour la période de la conquête et de ses lendemains immédiats. De plus, cette prise en main par les pouvoirs publics ne doit pas masquer l'existence de ressources privées, particulièrement importantes du côté indien : celles-ci émanent à la fois de personnalités et de groupes actifs dans les colonies mais reposent aussi sur des initiatives extérieures, c'est-à-dire depuis les territoires d'accueil. En 1898, alors qu'il est âgé de quarante ans, Bipin Chandra Pal obtient une bourse de la British and Foreign Unitarian Association par l'intermédiaire de son investissement dans l'association réformiste hindoue Brahmo Samaj et rejoint l'Université d'Oxford⁴²⁴. Or, une institutionnalisation de ces aides privées est notable à travers certains programmes de bourses spécifiques, à l'instar de la Gilchrist scholarship. Celle-ci est née des dispositions

⁴²³ ANOM, GGI, dossier 23 759 : *Bourses d'études, 1892*.

⁴²⁴ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 89.

testamentaires de l'indianiste écossais John Borthwick Gilchrist décédé en 1845⁴²⁵. Après quelques démêlés juridiques, le Gilchrist Trust est mis en place en 1865 et inclut deux bourses destinées à des Indiens, natifs ou métis, souhaitant poursuivre leurs études en métropole, à Londres ou Édimbourg. Celles-ci sont décernées par voie de concours, organisés traditionnellement en janvier ou lors de sessions spéciales en juin. Il correspond en réalité à l'examen d'entrée à l'Université de Londres. Un règlement spécifique est associé à ces bourses indiennes :

Les bourses, d'une valeur de 100 livres par an chacune et disponibles pour quatre ans, sont décernées annuellement à deux candidats natifs qui obtiennent les résultats les plus élevés à l'examen d'immatriculation de janvier tenu à Calcutta, Bombay et Madras ; à condition que de tels candidats réussissent soit dans les honneurs (*Honours*), soit dans la première division (*First division*), ne soient pas âgés de plus de 22 ans, et soient sérieux de poursuivre leurs études soit à l'université d'Édimbourg, soit à l'University College, à Londres, en vue d'obtenir un diplôme d'une des facultés de l'université de Londres⁴²⁶.

Ces règles précises compliquent les trajectoires des boursiers Gilchrist qui doivent passer les examens d'une faculté londonienne même s'ils ont étudié en Écosse. Leurs critiques se doublent parfois du mécontentement des gestionnaires de la bourse face aux échecs universitaires de certains bénéficiaires⁴²⁷. Malgré l'âge limite d'inscription au concours, qui conduit certains candidats à abandonner⁴²⁸, ils sont une dizaine à se présenter annuellement à l'examen au début de la décennie 1870⁴²⁹. En 1870, six d'entre eux sont affiliés à l'université de Calcutta, trois à Bombay pour un seul à Madras. Les candidats de la présidence du Bengale se démarquent alors, en occupant les premières places. Le premier a l'avantage de choisir son lieu d'étude, contrairement au second. La même année, une autre bourse privée

⁴²⁵ Les travaux sur le Gilchrist Trust sont rares. Un bref historique de ce trust est disponible sur le site web qui lui est dédié : *Gilchrist Educational Trust* : <http://www.gilchristgrants.org.uk/about.html>, consulté le 10 février 2019.

⁴²⁶ WBSA, GenEd, proceedings 17-19 – November 1882 : *Regulations for the examinations for the Gilchrist Scholarships* : « Règlements pour la matriculation au sein de l'université de Londres, à destination des candidats aux bourses Gilchrist des districts de la présidence du Bengale ».

⁴²⁷ M. Boucher, « The Gilchrist scholarship and the University of London in the early development of higher education for the Cape colony », *Historia*, 8, 1968, p. 251.

⁴²⁸ WBSA, GenEd, proceedings 27-28 – August 1868 : *The Government of Bombay informed that one of the two candidates who were expected to present themselves for the special Gilchrist Scholarship Examination to be held in June last, has withdrawn, and the other has complied with the conditions necessary to make him eligible to compete for the Scholarship*.

⁴²⁹ Ils sont dix en 1870 et douze en 1872 : WBSA, GenEd, proceedings 53-54 – July 1870 : *The DirIP furnished with copy of a dispatch and enclosure from the Secretary of State for India, reporting on the result of the Gilchrist scholarship examinations held in January last, and requested to issue the necessary orders to the successful candidates, Mr AJ Read and Baboo Prossonno Koomar Roy, in regard to their departures for England; also informed of the subjects and text books in Latin for the examinations of 1871 and 1872 ; proceedings*

institutionnalisée depuis l'Angleterre attire un candidat indien, Krishna Gopal Sircar⁴³⁰. La bourse Whitworth, d'une hauteur de 100 livres, a été fondée en 1868 par l'industriel Joseph Whitworth afin de former des sujets de la couronne venus du Royaume Uni, de l'Inde ou des colonies, âgés de moins de 26 ans, aux sciences mécaniques⁴³¹. Or, malgré des annonces dans la *Gazette* de Calcutta, ce financement attire peu de candidats indiens, ce qui incite Sircar à tenter sa chance en tant que détenteur du FA de l'université bengalie.

Aucune initiative privée similaire, soutenant les circulations d'études hors de la sphère coloniale, n'est visible du côté indochinois à la même période. Si une première bourse gouvernementale a vu le jour en 1890, les pouvoirs publics de la colonie se montrent toujours frileux quant aux mobilités des étudiants indochinois, même lorsque celles-ci sont intégrées à la diplomatie universitaire française. En 1891, le comité de patronage des étudiants étrangers de Paris s'adresse au gouverneur général de l'Indochine Jean-Marie de Lanessan afin de lui suggérer l'envoi d'étudiants « indigènes » dans les écoles techniques et spéciales de la métropole. Le secrétaire général du comité, le publiciste Paul Melon⁴³², argumente :

En essayant d'attirer les étudiants étrangers et à plus forte raison, en provoquant dans nos colonies, un courant d'immigration vers nos écoles techniques et spéciales, le Comité de patronage croit servir les intérêts de la Patrie française, et il ne doute pas que vous ne vouliez lui prêter votre précieux concours. Il ne lui appartient pas d'en déterminer le caractère ni l'étendue. Si vous consentiez pourtant, M. le Gouverneur, à faire connaître son œuvre dans les pays soumis à votre autorité, ou même encore à former un groupe de personnes qui pourrait avoir pour objectif d'agir dans l'esprit de la jeunesse en la rendant attentive aux moyens d'instruction qu'elle trouverait en France, comme aux avantages qu'elle en retirerait, il estime que beaucoup serait fait pour se rapprocher du but qu'il s'est proposé⁴³³.

Fondé en 1890 à la Sorbonne, ce comité a pour objectif de « faire à l'étranger de la propagande » pour attirer de nombreux jeunes gens dans les établissements français, de leur fournir des informations et un « appui moral » lors de leur arrivée ainsi que de participer au développement de l'enseignement français à l'étranger⁴³⁴. Par l'envoi d'un courrier

⁴³⁰ WBSA, GenEd, proceedings 32-35 – July 1870 : *Application from candidates for Whitworth Scholarship* : « Courrier de Baboo Krishna Gopal Sircar au lieutenant-gouverneur du Bengale, 28 juin 1870 ».

⁴³¹ Harry Butterworth, « The Inauguration of the Whitworth Scholarships », *The Vocational Aspect of Education*, n°22/51, 1970, p. 35-39.

⁴³² Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie... », *op.cit.*, p. 170.

⁴³³ ANVN2, GouvCoch, dossier 11 334 : *Dossier relatif aux organisations et activités de la société de patronage des étudiants étrangers, société amicale des anciens élèves des frères et de l'institution Taberd, Alliance française, années 1891-1911* : « Courrier du secrétaire général du comité au gouverneur général de l'Indochine, 1891 ».

⁴³⁴ Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie... », *op.cit.*, p. 169.

accompagné d'une brochure sur l'enseignement supérieur et technique en France, Melon intègre les colonies à ses desseins, celles-ci apparaissant telles un point d'appui, un lien, un entre-deux entre la France et l'étranger. C'est toute l'ambiguïté du statut de l'étudiant colonial qui apparaît alors, élément d'une plus grande nation sans en connaître le territoire métropolitain. Pour le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine Danel, les colonisés du territoire dont il a la charge ne peuvent pas être inclus aux manœuvres du comité⁴³⁵. Il souligne, sans donner de plus amples précisions, « les résultats déplorables » de l'envoi d'étudiants annamites en France alors que « les indigènes peuvent trouver dans leur propre pays toutes les ressources nécessaires pour leur instruction⁴³⁶ ». Il exclut ainsi son territoire de la diplomatie universitaire, insistant sur une autarcie éducative à rebours, vis-à-vis des étudiants coloniaux. Cette logique contredit pourtant la création de bourses pour l'école des arts et métiers d'Aix-en-Provence un an auparavant mais aussi, dès avant cela, la mise en place d'une filière spécifique entre les colonies, asiatiques avant tout, et Paris à partir de 1885.

B. Une filière de mobilité étudiante ? La Mission cambodgienne (1885-1889)

Les bourses, en tant que ressources financières à disposition des étudiants des colonies, facilitent les départs puis l'accès à l'enseignement supérieur en permettant de s'acquitter des frais d'inscription, de voyage, d'acheter le matériel nécessaire à l'étude ou encore de répondre à leurs besoins de base⁴³⁷. Une gamme plus large du côté indo-britannique laisse transparaître une approche davantage libérale, plus lâche, de l'enseignement supérieur et technique. Une plus grande place est faite aux initiatives privées, encourageant parfois leur essor, et les étudiants boursiers de la colonie bénéficient d'une plus grande marge de manœuvre dans le choix de leur établissement de formation. Ce constat contraste avec les réticences de certains administrateurs coloniaux en Indochine, sans que celles-ci ne bloquent l'octroi de bourses. En Asie du Sud-Est, l'institutionnalisation de ces ressources révèle davantage une volonté de contrôle des mobilités, orientées vers des

⁴³⁵ ANVN2, GouvCoch, dossier 11 334 : *Dossier relatif aux organisations et activités de la société de patronage...*, *op.cit.* : « Courrier du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général de l'Indochine, 7 août 1891 ».

⁴³⁶ *Ibid.*

⁴³⁷ Sur ces éléments, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

institutions précises. Cependant, ces divergences ne doivent pas masquer un point commun à toutes les bourses de mobilité : celles-ci permettent d'intégrer le système d'enseignement supérieur et technique métropolitain, aux côtés d'étudiants locaux et étrangers, sans toutefois mettre à mal leur catégorisation en tant qu'étudiants des colonies. Or, une initiative inédite émanant des autorités coloniales en Indochine fait naître, en contrepoint, une filière spécifique, destinée exclusivement, tout du moins à l'origine, à des étudiants colonisés, d'abord issus du protectorat du Cambodge : la Mission cambodgienne. Elle conduit à l'organisation d'une institution spécifique à Paris, d'abord à destination des populations colonisées mais se transformant ensuite en une École coloniale formant les administrateurs français de l'empire.

B. 1. Une filière indochinoise : de la Mission à l'École cambodgienne (1885-1887)

Au cours de l'automne 1885, treize Cambodgiens arrivent à Paris en compagnie d'Auguste Pavie. Ce sous-chef des services télégraphiques, en poste en Indochine depuis onze ans et maîtrisant les langues locales, avait sollicité son retour en France pendant l'été. Par décret du 24 août, le gouverneur de la Cochinchine Bégin lui avait alors confié la mission d'encadrer et d'accompagner en France quelques fils issus des élites khmères⁴³⁸, donnant naissance à la première Mission cambodgienne. Celle-ci devait répondre à un objectif précis : « initier les fils de mandarins aux mœurs et aux usages de la France et leur apprendre [la] langue [française] en vue d'utiliser ensuite leurs services soit dans l'Administration, soit dans la carrière de l'enseignement au Cambodge⁴³⁹ ». Cette volonté de former des collaborateurs locaux, Khmers mais « Français de cœur⁴⁴⁰ », c'est-à-dire des individus loyaux car convaincus et participant à l'action coloniale française, s'explique à la fois par un besoin de compenser

⁴³⁸ Si l'historique de l'École coloniale et le journal des élèves de l'École cambodgienne *Paris-Cambodge* mettent tous deux l'accent sur la décision du gouverneur Bégin, désirant « mettre à profit le départ de cet explorateur », Antony Klobukowski, qui a participé, en tant que chef de cabinet du gouverneur de la Cochinchine Thomson, à une mission de pacification au Cambodge aux côtés de Pavie en 1885 souligne, dans un rapport postérieur daté de juillet 1908, l'esprit d'initiative de Pavie : « M. Pavie offrit de conduire en France un groupe de jeunes cambodgiens intelligents, instruits dans leur civilisation, fils de hauts fonctionnaires, connaissant ou non les langues annamites, thai ou chinoises, les premiers éléments du français » : ANOM, École coloniale, carton 16 : « Historique de l'École coloniale » ; « La Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 1 ; ANOM, École coloniale, carton 16, dossier 1 ; ANOM, GGI, carton 16, dossier 1 : *Rapport du gouverneur général de l'Indochine au ministre des colonies au sujet de l'École avec une note de Pavie* : « Rapport du gouverneur général, 20 juillet 1908 ».

⁴³⁹ « La Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 1.

⁴⁴⁰ Selon l'expression utilisée par Pierre Foncin dans son rapport devant la commission cité dans *Paris-Cambodge*, *ibid.*

une présence française limitée dans la péninsule indochinoise et de garder la main sur l'élite locale. En 1884, la convention Thomson, du nom du gouverneur de la Cochinchine de l'époque, avait provoqué un mouvement insurrectionnel au Cambodge, fortement réprimé par les Français. La mission de pacification qui s'ensuivit avait été l'occasion pour certains représentants des pouvoirs publics de constater le « manque d'intermédiaires indigènes instruits⁴⁴¹ ». S'il s'agit bien d'organiser une filière spécifique de formation de collaborateurs « indigènes », les critères de sélection des Cambodgiens de la Mission, en dehors de leur appartenance à l'élite mandarinale du protectorat, demeurent flous. Une relative souplesse les caractérise : les individus sélectionnés sont âgés de 13 à 32 ans, parfois d'ascendance siamo-cambodgienne et peuvent connaître « ou non des langues annamites, thai ou chinoises, les premiers éléments du français⁴⁴² ». Ils bénéficient chacun d'une bourse annuelle de 4 000 francs, valable trois ans et prélevée sur le budget de la Cochinchine.

La voie exceptionnelle qu'empruntent les jeunes Cambodgiens se confirme à leur arrivée sur le sol métropolitain. Ils ne rejoignent aucun établissement éducatif préexistant mais reçoivent des cours particuliers et vivent en relative autarcie dans un hôtel meublé situé 18, rue Jacob, dans le sixième arrondissement de Paris, toujours sous le contrôle d'un représentant des pouvoirs publics, Auguste Pavie puis Charles Le Myre de Vilers à partir de janvier 1886. C'est ce dernier qui donne l'impulsion aboutissant à la création d'une école spécifique. Pour cela, une commission est constituée par arrêté du 12 février, regroupant des personnalités politiques et académiques⁴⁴³. Alors que la Mission déménage au 73, rue Ampère en avril, la commission entérine le rapport que l'un de ses membres, l'inspecteur général de l'Université Pierre Foncin, lui présente deux mois plus tard. Dès lors, une véritable École cambodgienne offre un programme d'enseignement spécifique aux ressortissants du Cambodge. Aux côtés de l'apprentissage de la langue française, il inclut des cours de dessin, de gymnastique ou encore de musique et fait également une place non négligeable à la découverte de la métropole et des territoires avoisinant. Les études sont d'abord pratiques,

⁴⁴¹ ANOM, GGI, carton 16, dossier 1 : *Rapport du gouverneur général...*, *op.cit.* : « Rapport du gouverneur général, 20 juillet 1908 ».

⁴⁴² *Ibid.* .

⁴⁴³ En février 1886, la commission regroupe le sous-secrétaire d'État aux colonies de la Porte, Charles Le Myre de Vilers, ancien gouverneur de la Cochinchine et ministre plénipotentiaire à la cour d'Annam, Pierre Foncin, inspecteur général de l'Université, Goldscheider, sous-directeur aux Colonies, Fuchs, ingénieur en chef et professeur à l'école des Mines et Farine, sous-chef de bureau et secrétaire.
« La Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 1.

incluant la conversation et le voyage, et se distinguent de l'enseignement théorique et scientifique pouvant être dispensé dans les facultés et grandes écoles. Les élèves visitent des sites industriels et des entreprises, comme les locaux de l'imprimerie du *Petit Journal* au mois d'août 1886⁴⁴⁴. Ils demeurent mobiles à une plus petite échelle puisqu'au cours de l'été 1886, ils partent en excursion scolaire en France et en Suisse, passant par Berne, Bâle, Zurich, Lucerne, Besançon, Belfort, Montbéliard, Vesoul, Chaumont, Clairvaux et Troyes⁴⁴⁵. Ces visites et voyages doivent « convaincre [les élèves] de la supériorité de[s] méthodes et de[s] produits » français, si ce n'est ouest-européens. Au début de l'année 1887, un bilan positif est dressé par M. Étienne, « rapporteur pour le service colonial⁴⁴⁶ », soulignant les bienfaits assimilateurs de cette « pépinière de jeunes enfants ». À la même période, Pierre Foncin, devenu membre du conseil d'administration de l'École, insiste sur la transformation des jeunes Cambodgiens en « des Parisiens accomplis⁴⁴⁷ », habillés à l'europpéenne et dont l'assimilation a été graduelle. Si les partisans de l'assimilation se félicitent de ces résultats, cette tendance assimilatrice reste à nuancer puisque les élèves sont tenus à l'écart des filières d'enseignement classique.

Alors que ces discours mélioratifs sont relayés par la presse, une deuxième Mission d'instruction arrive à Paris en juin 1887. Cette fois, les critères d'admission paraissent plus resserrés : les huit nouvelles recrues sont âgées de quinze à vingt ans et incluent un Cochinchinois, le dénommé Penne, placé par le gouverneur de la colonie méridionale. Une fois n'est pas coutume, le voyage est chaperonné par un Français, M. Pelletier, « directeur de l'École cambodgienne de Phnom Penh⁴⁴⁸ ». Dès le printemps précédent, la volonté d'élargir le public de l'école parisienne avait été soulignée par Foncin :

Cette (...) école cambodgienne est le commencement d'une grande école. Qu'il y vienne des Hovas et des Malgaches envoyés par M. Le Myre de Vilers⁴⁴⁹, des Tonkinois et des Annamites choisis par M. Paul Bert. Que M. Cambon, de Tunisie, que le Sénégal, que l'Inde, l'Océanie française imitent cet exemple, et vous aurez fondé une institution rêvée depuis longtemps par quelques-uns mais sans précédent chez aucun peuple⁴⁵⁰.

⁴⁴⁴ « L'École cambodgienne et la presse », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 2.

⁴⁴⁵ « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 4 ; « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°2, 5 novembre 1887, p. 3-6.

⁴⁴⁶ ANOM, École coloniale, carton 16 : *Note de présentation de l'École coloniale*, 1908.

⁴⁴⁷ « L'École cambodgienne et la presse », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 2.

⁴⁴⁸ « La deuxième Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°2, 5 novembre 1887, p. 3-6.

⁴⁴⁹ En avril 1886, Charles Le Myre de Vilers est nommé résident supérieur de Madagascar.

⁴⁵⁰ « L'organisation de l'École », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 2.

Et à ce dernier d'ajouter à son éloge d'un établissement métropolitain nourri par des mobilités impériales :

Qu'il y vienne aussi de jeunes Français désireux d'apprendre d'une façon pratique les langues indigènes de nos colonies. Elle rendra des services inattendus à notre pays ; elle rapprochera de la métropole les autres Français disséminés de tous côtés à la surface du globe ; elle décidera peut-être l'adoption définitive d'une politique coloniale nouvelle. Elle contribuera du moins à faire comprendre que la force n'est pas tout, qu'elle n'a jamais rien fondé de solide, et que même aux colonies, il n'y a de conquête durable que la conquête morale, que celle des esprits et des cœurs⁴⁵¹.

Tout en faisant écho aux engagements personnels de Foncin, secrétaire général de l'Alliance française promouvant la culture et la langue françaises dans le monde depuis 1883, cet élan lyrique rappelle le rôle central de l'éducation et dessine les contours d'une École coloniale au sens large, c'est-à-dire à destination des colonisateurs et des colonisés, assurant leur compréhension mutuelle au service de la colonie. En pratique, ce sont pourtant exclusivement des étudiants issus des populations colonisées qui sont admis à l'école pendant ses premières années d'existence : des Indochinois, en premier lieu, mais aussi un Porto-Novain dès l'été 1886.

B.2. D'une filière coloniale à une filière française (1887-1889)

La Mission cambodgienne donne naissance à une filière éducative fondée sur la mobilité d'étudiants colonisés, dépassant timidement le cadre de l'Indochine. Toutefois, en 1887, le nouveau directeur de l'École cambodgienne, Paul Dislère, critique cette orientation : selon lui, « assigner aux indigènes les institutions et la langue de [la France] n'est pas suffisant, il importe au plus haut point de familiariser les Français avec les dialectes et les mœurs de leurs futurs administrés⁴⁵² ». Il prévoit la création d'une section française, reléguant la formation des colonisés au second plan. À la suite de cette prise de position, une nouvelle sous-commission est formée afin de réfléchir à l'organisation d'une École coloniale, nom parfois déjà donné officieusement à l'École cambodgienne élargie, et une nouvelle fois, Foncin a la charge de rédiger et de présenter un rapport sur la question. En novembre 1887, il propose ainsi la création d'une École française de la mission coloniale. En dépit des desiderata de Dislère, les héritages de l'École cambodgienne sont clairs et les mesures préconisées

⁴⁵¹ *Ibid.* .

⁴⁵² ANOM, École coloniale, carton 16 : « Historique de l'École coloniale ».

tendent à confirmer l'existence d'une filière coloniale : la nouvelle institution doit « enseigner la France à ceux de ses enfants lointains qui l'ignorent⁴⁵³ » afin que ceux-ci, de retour dans leurs pays d'origine, deviennent « des missionnaires, plus ou moins conscients, de [la] langue, de [la] civilisation et de l'influence [française] ». Déjà instruits dans les colonies françaises, des jeunes hommes âgés de 15 à 17 ans bénéficieraient d'un enseignement complémentaire en France afin de devenir, toujours selon l'exposé de Foncin, non pas des savants mais des Français. Le recrutement est alors ouvert à toutes les « régions où la population n'est pas assimilée aux mœurs françaises⁴⁵⁴ » mais « profitant déjà d'une éducation française », soit le Sénégal et ses dépendances, le Gabon, le Congo français, le Cambodge, l'Annam, la Cochinchine, le Tonkin, les comptoirs indiens, Tahiti et la Guyane. Chacun de ces territoires pourrait envoyer entre un et neuf élèves par an, en fonction de quotas déterminés à l'avance et fondés sur l'importance politique et commerciale des colonies concernées, sur leur démographie ainsi que sur « l'avancement intellectuel et moral des races⁴⁵⁵ ». Neuf places sont réservées aux Cambodgiens et aux Tonkinois, six aux Annamites et cinq aux Cochinchinois : alors qu'un enseignement français est déjà bien implanté dans la colonie indochinoise méridionale, ces chiffres semblent souligner l'intérêt pour la province septentrionale, à proximité de la Chine, et pour le protectorat khmer récemment pacifié. L'Indochine conserve une place de choix au sein de l'école alors que seul le Sénégal atteint un taux d'admission comparable, avec un quota de sept élèves par an. En filigrane transparait une hiérarchie des possessions coloniales françaises et de ses populations, renforçant la primauté des mobilités étudiantes indochinoises vers la métropole. Enfin, si le projet d'école reste centré sur la formation des colonisés, la dimension autarcique de l'œuvre n'en est pas moins assouplie, des contacts avec des élèves français, externes, étant envisagés.

Malgré ces efforts d'élargissement du public de l'institution, le projet défendu par Foncin est rejeté, souffrant de sa trop forte « orientation indigène ». Finalement, une École coloniale est créée le 25 novembre 1889 et occupe les locaux de l'École cambodgienne rue Ampère. Cette continuité ne dissimule pas les changements quant à la place des étudiants colonisés dans l'institution. L'École est organisée autour de sa section française, réservée aux étudiants détenant la nationalité française. Elle doit permettre de former des administrateurs

⁴⁵³ ANOM, École coloniale, papiers Paul Dislère, registre 1 : *Rapport de M. Foncin, 24 novembre 1887.*

⁴⁵⁴ *Ibid.* .

⁴⁵⁵ *Ibid.* .

pour les territoires ultramarins de la plus grande France⁴⁵⁶. Des sections spécifiques permettent la spécialisation des étudiants : la section indochinoise n'est donc pas destinée aux colonisés locaux mais accueille les futurs administrateurs de l'Union indochinoise. Les archives témoignent de ce tournant radical, les listes générales d'étudiants ne comportant pas le nom d'étudiants autochtones. Les étudiants des colonies n'en deviennent pas *personae non gratae* entre les murs de l'école pour autant. Un livret sur l'organisation et le fonctionnement de l'École coloniale publié par le ministère des Colonies en 1899 dédie son chapitre V à la « section indigène⁴⁵⁷ » : elle accueille des jeunes colonisés, âgés de quatorze à vingt ans et justifiant de leur connaissance du français, selon le régime de l'internat. Ces séjours sont financés par les familles ou les colonies et doivent, en théorie, permettre la préparation du certificat d'études. Les flux depuis l'Indochine ne se sont, en effet, pas taris depuis 1889 – trois Tonkinois arrivent en janvier de cette même année, trois Annamites au mois de mai, deux Cambodgiens en novembre 1890 ou encore un Annamite en avril 1891⁴⁵⁸ – mais leurs parcours scolaires sont plus complexes qu'annoncé par le livret. En 1893-1894, sur une quinzaine de membres de la section indigène, deux sont absents car inscrits à l'École des Arts et métiers d'Angers et neuf fréquentent l'internat tout en suivant des cours en dehors de l'École coloniale⁴⁵⁹. Quelques années auparavant, le cambodgien Oum s'était distingué par son succès à l'école militaire de Saint-Cyr et avait demandé sa naturalisation pour pouvoir rejoindre l'armée française⁴⁶⁰. En 1901, le Cochinchinois Lun Van Lang demande une bourse d'études après avoir été reçu à l'École centrale. Il était arrivé à l'École coloniale en 1897 et avait fréquenté l'École Lavoisier. Cet éparpillement des étudiants colonisés de l'École coloniale en fait une institution d'hébergement plus que de formation⁴⁶¹. Quatre ans après le lancement de la Mission cambodgienne, l'École coloniale met fin à la filière spécialisée à destination des étudiants colonisés, d'Indochine et d'ailleurs. Si l'École coloniale continue d'alimenter les flux depuis la colonie, la majorité des étudiants fréquentent désormais des établissements d'enseignement préexistants, en dehors des murs de l'institution.

⁴⁵⁶ Sur l'École coloniale, voir notamment : William B. Cohen, *Empereurs sans sceptre. Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École Coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 1973 ; Pierre Singaravélou, *Professer l'empire. Les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

⁴⁵⁷ ANOM, École coloniale, carton 1, dossier 1 : *Organisation et fonctionnement de l'École coloniale, 1899*.

⁴⁵⁸ ANOM, École coloniale, papiers Paul Dislère, registre 1 : *Dates d'arrivée des membres de la section indigène, 1889-1901*.

⁴⁵⁹ ANOM, École coloniale, papiers Paul Dislère, registre 1 : *Élèves de la section indigène, 1893-1894*.

⁴⁶⁰ ANOM, École coloniale, papiers Paul Dislère, registre 1 : *Cas du Cambodgien Oum*.

⁴⁶¹ Voir chapitre 5.

En 1902, l'étudiant Jean-Baptiste Càn se voit confisquer l'aide financière qu'il recevait du gouverneur de la Cochinchine, colonie dont il est originaire, afin de s'inscrire dans un établissement de formation médicale⁴⁶². Le parcours de cet aspirant médecin confirme, d'une part, l'attrait de territoires impériaux pour certains ressortissants de la colonie sud-est asiatique – c'est à Alger qu'il fait ses classes – et, de l'autre, les tentatives de contrôle de séjour d'études extra-coloniaux par les pouvoirs publics. Privé de tout soutien financier et « tombé dans la plus profonde misère⁴⁶³ », le jeune homme est finalement rapatrié en Cochinchine en novembre 1902 où voit le jour, la même année, une école supérieure de médecine, premier établissement d'enseignement supérieur colonial établi au sein de la péninsule indochinoise.

À l'inverse, en Inde britannique, l'organisation du premier système d'enseignement supérieur fondé sur le modèle occidental en Asie coloniale alimente des circulations académiques à l'échelle de la colonie mais aussi du sous-continent et de l'empire depuis le milieu de la décennie 1850. Les modalités d'accès et d'instruction dans les premières universités indiennes laissent apparaître une géographie complexe faite de pôles hiérarchisés entre eux, au-delà de la prédominance de Calcutta, Bombay, Madras, Lahore et Allahabad. La conquête de l'Indochine, entamée en 1858, n'a pas conduit à des initiatives similaires sans traduire un désintérêt des puissances coloniales pour les problématiques éducatives. Fondée sur un enseignement professionnalisant, plus complémentaire que supérieur, se concentrant dans les capitales provinciales tels Saigon, Hanoi, Hué et Phnom Penh, l'enseignement français en Indochine présente tout de même des points communs avec le système britannique. Il faut, d'abord et surtout, attirer des étudiants vers des établissements assurant une formation utile. L'accent est mis sur un enseignement technique et professionnel, même au sein des universités. La frontière entre supérieur et technique est donc ténue, floue. Sans être propre

⁴⁶² Archives nationales du Vietnam – Centre n°2 (ANVN2), Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 4 329 : *Dossier relatif au rapatriement de M. Jean-Baptiste Càn, étudiant en médecine à Alger, bourse à l'École normale d'Alger à M. Tran Van Ngot, année 1902* : « Courrier de M. Vasselle pour le ministère des Colonies au gouverneur de la Cochinchine, 7 novembre 1902 ».

⁴⁶³ *Ibid.*

aux colonies⁴⁶⁴, cette tendance à la spécialisation professionnelle des études est d'autant plus forte dans les colonies qu'elle est attachée à la mise en valeur du territoire soit en tant qu'appropriation européenne, soit en tant qu'attribut national à autonomiser.

Très tôt, pouvoirs publics et acteurs privés cherchent à orienter les trajectoires d'étudiants en fonction de ces objectifs. Or, d'autres échelles sont intégrées à cette définition utile de l'enseignement supérieur et technique colonial, comme l'illustrent diverses trajectoires extra-coloniales. Celles-ci tendent à compenser un enseignement incomplet, voire inexistant, dans les colonies ou à le compléter, en ce que les politiques éducatives rendent parfois nécessaires le séjour à l'étranger, comme dans le cas des formations menant au haut fonctionariat colonial. Enjeux administratifs et politiques se mêlent aux stratégies personnelles d'étudiants pour faire apparaître, dès le milieu du XIX^e siècle et d'une façon encore plus marquée à l'extrême fin de celui-ci, des trajectoires complexes et diverses de la part d'individus eux aussi variés. Cette multiplicité est alors davantage marquée du côté de l'Inde britannique où les étudiants européens comme locaux n'hésitent pas à rejoindre des territoires extra-impériaux en Asie, en Europe ou en Amérique du Nord. Alors que la présence britannique en Asie du Sud est plus ancienne, tout comme les réflexions sur l'enseignement en contexte colonial, les étudiants d'Inde font timidement entrer l'Asie colonisée dans l'ère des mobilités globales aux côtés d'étudiants chinois, japonais ou encore siamois⁴⁶⁵. En contrepoint, l'expérience de la Mission cambodgienne permet d'élargir l'impact de ces mobilités étudiantes d'Asie coloniale sur l'enseignement supérieur, non plus limité à l'échelle coloniale, mais incluant la structuration de l'enseignement métropolitain avec la naissance d'une des principales grandes écoles françaises de la III^e République, l'École coloniale.

De multiples acteurs – administrateurs coloniaux, ministères, diplomates, membres des élites locales, philanthropes indiens et européens, etc. – accompagnent les étudiants dans leurs parcours académiques, donnant parfois lieu à de véritables filières de mobilité, plus ou moins pérennes. Leur investissement se renforce au début du XX^e siècle, aussi bien dans les colonies où d'importantes réformes éducatives sont entreprises en Inde comme en Indochine,

⁴⁶⁴ À ce sujet, voir notamment : Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

⁴⁶⁵ À ce sujet, voir par exemple : « Chronique », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1906, p. 481-482 ; Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007.

qu'aux échelles impériales et internationales avec des mobilités renforcées, à l'origine de nouveaux défis et questionnements.

Chapitre 2

Le tournant global

c. 1900-1917/1918

Je me permets très respectueusement d'attirer votre bienveillante attention sur ma situation en tant qu'étudiant en médecine désireux de terminer ses études au Medical College de Philadelphie. (...) Après avoir réussi l'examen d'entrée et les premiers examens en arts de l'Université de Calcutta, j'ai étudié deux ans au Medical College de Calcutta. (...) Puis, je suis parti à l'étranger pour compléter mes études médicales en Occident et suis actuellement à Londres⁴⁶⁶.

Je tiens à vous exprimer, Monsieur le Gouverneur Général, notre gratitude pour la suite donnée à mes suggestions relatives aux facilités à accorder aux étudiants chinois qui désirent aller se perfectionner dans les établissements scolaires de l'Indo-Chine et plus particulièrement s'y former à la pratique de l'art médical. Les lettres du Gouvernement Général (...) nous permettront de répondre d'une façon précise et détaillée aux demandes de renseignements qui nous parviennent de plus en plus nombreuses. La documentation qui accompagne ces lettres a été communiquée à MM. les Drs Mouillac et Esserteau, aux Directeurs des Écoles Françaises Provinciale et de la Mission ; des extraits traduits en chinois ont paru par nos soins dans la presse locale⁴⁶⁷.

⁴⁶⁶ Drexel University – College of Medicine, Legacy Center Archives : « Letter from B.N. Chatterjee to Dean of the Hahnemann Medical College and Hospital of Philadelphia, 29 novembre 1902 », disponible en ligne : <https://www.saada.org/item/20140630-3599>, consulté le 24 août 2019.

⁴⁶⁷ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 44 137 : *Envoi des étudiants du Setchouan à Hanoi – École de médecine* : « Courrier du consul général, délégué du ministère des Affaires étrangères à Tchentou au gouverneur général de l'Indochine, non datée [date estimée : 1908] ».

Le 29 novembre 1902, l'étudiant en médecine indien B.N. Chatterjee, installé à Londres, s'adresse au doyen du Hahnemann Medical College and Hospital de Philadelphie, en Pennsylvanie. Après avoir commencé ses études dans la colonie, le jeune homme souhaite intégrer l'établissement états-unien afin de se spécialiser dans la médecine homéopathique. Il déplore d'abord l'absence d'une bonne formation dans cette branche en Inde : comme un nombre croissant de compatriotes, il a rejoint la métropole dans l'espoir d'y compléter son cursus. Toutefois, l'impossibilité de trouver un *college* véritablement dédié à l'homéopathie dans la capitale britannique le conduit à considérer des perspectives outre-Atlantique. Sans que son expérience ne soit inédite – une poignée de candidats au diplôme avait déjà rejoint le sol nord-américain au cours du siècle précédent – elle annonce une internationalisation renforcée des mobilités étudiantes dès le début du xx^e siècle. Elle atteste également de départs individuels, impulsés par les étudiants eux-mêmes par l'intermédiaire de stratégies épistolaires, facilitées ici par un usage commun de l'anglais. Toutefois, le parcours de Chatterjee laisse entrevoir l'intervention d'acteurs variés puisque, une fois à Londres, ce sont des médecins homéopathes locaux qui lui recommandent d'intégrer un établissement aux États-Unis.

Cette diversité d'acteurs ne s'exprime que plus fortement dans le courrier adressé quelques années plus tard par le consul de France à Tchentou (Chengdu), capitale de la province du Sichuan, au centre-ouest de la Chine. Celui-ci évoque alors l'organisation de départs d'étudiants locaux pour la colonie française voisine. Davantage encadrées et incitées par les pouvoirs publics et diplomatiques, ces circulations s'appuient à la fois sur une demande, à laquelle le gouverneur général de l'Indochine tente de répondre par courrier, et, surtout, sur une offre relativement nouvelle en Indochine. En effet, en 1902, la première école supérieure de la colonie voit le jour à Hanoi. Spécialisée dans la formation médicale, elle est destinée aux populations asiatiques, locales comme régionales. Sa mission première est de fournir un personnel auxiliaire compétent mais sa création s'inscrit également dans un contexte de concurrence régionale, mis en avant par le consul de Tchentou lorsqu'il soutient qu'en Chine, les Français occupent « toujours la situation la plus importante, loin de [se] voir préférer l'élément japonais, qui ne s'y est introduit, pour ainsi dire que par surprise⁴⁶⁸ ». Entre 1905 et

⁴⁶⁸ *Ibid.*

1908, d'autres initiatives viennent confirmer cette volonté d'attirer des étudiants à l'échelle régionale : l'École Pavie réservée aux étudiants venus de Chine puis la première Université indochinoise. Malgré leurs échecs, la décennie 1900 voit s'implanter durablement un embryon d'enseignement supérieur, aux côtés de formations davantage techniques.

Ainsi, les premières années du xx^e siècle paraissent charnières : l'affirmation de pôles supérieurs et techniques se double de circulations étudiantes toujours plus importantes, à la fois depuis mais aussi vers les territoires coloniaux. Au-delà de l'octroi, généralement informel, de renseignements évoqué par le consul français en poste à Tchentou (Chengdu), les migrations académiques depuis l'Inde et l'Indochine font l'objet de véritables entreprises d'encadrement et de supervision qui s'organisent, entre colonie et métropole françaises comme britanniques, au cours des années 1900, et continuent d'alimenter les débats au cours de la décennie suivante. Un département des étudiants indiens voit le jour à Londres à l'extrême fin des années 1900 en même temps qu'un groupe de l'enseignement indochinois en France. Cependant, l'historiographie a, jusqu'ici, traité inégalement ces évolutions : alors que les travaux sur les circulations estudiantines depuis l'Inde réservent une place conséquente aux décennies 1900-1910⁴⁶⁹, insistant sur les modalités nouvelles associées aux séjours métropolitains, les historiens de l'Indochine ont jusqu'ici négligé cette période, au profit de l'entre-deux-guerres⁴⁷⁰. Cet oubli est d'autant plus étonnant que les travaux sur les mobilités d'étudiants étrangers ont, quant à eux, souligné le dynamisme migratoire caractérisant le tournant du siècle⁴⁷¹.

Fort de ces constats, ce chapitre cherche à combler ce vide historiographique du côté indochinois tout en apportant un nouveau regard sur les mobilités indiennes à travers une

⁴⁶⁹ Sumita Mukerjee réserve une sous-partie à la période s'étendant de 1907 à la fin de la Première Guerre mondiale. Comme d'autres historiens, elle met alors en relief la création d'un département des étudiants indiens au sein de l'India Office : Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities: The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010, p. X-X. Voir aussi : Shompa Lahiri, *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters. Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, France Cass, 2000 ; Paul Schaffel, « Empire and Assassination : Indian Students, 'India House', and Information Gathering in Great Britain, 1898-1911 », mémoire soumis pour l'obtention du diplôme de *Bachelor of Arts avec Honors* en Histoire, Wesleyan University, 2012.

⁴⁷⁰ Les travaux de Daniel Hémerly, Scott McConnell et David Pomfret, disponibles en bibliographie, se concentrent tous sur la période de l'entre-deux-guerres.

⁴⁷¹ Voir notamment les travaux de Pierre Moulinier qui, bien qu'ils se concentrent sur les étudiants étrangers au xix^e siècle, prolongent généralement leurs réflexions jusqu'à la Première Guerre mondiale : *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle. Migration et formation des élites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011. Voir aussi : Nicolas Manitakis, « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2000 ; Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 20002, p. 47-60.

analyse comparée et connectée des caractéristiques et des modalités des départs étudiants en Inde et en Indochine entre 1900 et la Première Guerre mondiale : dans quelle mesure l'entrée dans le nouveau siècle constitue-t-elle un tournant global pour les mobilités étudiantes d'Asie coloniale ? Ici, l'idée d'un tournant global fait à la fois référence au développement généralisé de l'enseignement supérieur et technique en Asie coloniale, tendant à relativiser le caractère inédit des universités britanniques, et à l'essor de mobilités académiques à toutes les échelles, incluant l'Inde britannique et l'Indochine française à ces flux. Le début du siècle paraît charnière en ce qu'il voit se mettre en place, pour l'Indochine, ou se réformer, pour l'Inde, des établissements d'enseignement supérieur et technique dans les colonies, se doublant de mesures favorisant les circulations extra-coloniales, à l'instar de nouvelles bourses pour la métropole. Sans que la Première Guerre mondiale ne mette un véritable coup d'arrêt à ces dynamiques, sa résolution donne un nouvel élan à ces départs et à leur encadrement.

Dans un premier temps, le constat de la multiplication d'établissements d'enseignement supérieur et technique en Inde et, surtout, en Indochine, permettra de souligner l'émergence et l'affirmation de pôles éducatifs. Ceux-ci rayonnent aux échelles locales et régionales. En revanche, ils ne viennent pas contrarier les circulations étudiantes extra-coloniales déjà entamées au siècle précédent. La deuxième partie examinera ainsi la consolidation du cadre impérial de mobilités, dynamisé par une demande et une offre grandissante, aboutissant à des tentatives d'encadrement plus structurées qui se poursuivent jusque dans la Grande Guerre. Enfin, ces circulations impériales sont indissociables de sorties d'empires de plus en plus fréquentes, aux échelles régionales comme internationales, et inédites du côté indochinois. Ces réflexions permettront, en parallèle, de nuancer l'idée d'une rupture engendrée par le contexte de guerre et donc, de confirmer le rôle structurant, à court comme à moyen terme, des deux premières décennies du xx^e siècle quant aux mobilités étudiantes.

1. Des pôles académiques et techniques en Asie

Jusqu'au début du xx^e siècle, les universités indiennes font figure d'exception académique en Asie coloniale. Les entreprises éducatives au sein d'autres territoires sous domination occidentale se limitent tout au mieux à une poignée d'écoles médicales ou juridico-administratives, comme aux Indes françaises et néerlandaises⁴⁷², sinon à un enseignement professionnalisant. Un changement s'amorce au tournant du siècle, matérialisé par plusieurs fondations d'établissements éducatifs en dehors du sous-continent indien : aux côtés de l'École supérieure de médecine mise en place à Singapour en 1905, des universités sont créées aux Philippines, en 1908, et à Hong Kong, en 1911-1912⁴⁷³. L'Indochine n'est pas absente de ce processus de développement de l'enseignement supérieur en situation coloniale puisqu'elle se dote, dès 1902, d'une école de médecine à Hanoi. La capitale tonkinoise accueille ensuite, brièvement, une École Pavie dédiée aux étudiants chinois, entre 1905 et 1908, et la première Université indochinoise, au cours de l'année universitaire 1907-1908. À la même période, autorités coloniales et élites éduquées en Inde s'interrogent elles-aussi sur la nature et à la structure du système éducatif subcontinental, dont l'attractivité ne cesse de se renforcer.

Par conséquent, les deux premières décennies du xx^e siècle semblent renouveler l'enseignement colonial au sein des deux territoires étudiés, conduisant à s'interroger sur la complexité de la carte éducative et des flux qu'elle intègre.

A. Une cartographie universitaire indienne toujours plus complexe

Au tournant du siècle, les universités et *colleges* d'Inde britannique continuent d'attirer un nombre toujours plus important de candidats aux diplômes. En 1901-1902, 17 651 étudiants fréquentent les *colleges* d'arts et 5 358 les *colleges* professionnels⁴⁷⁴, soit entre deux et trois fois plus qu'au milieu de la décennie 1880⁴⁷⁵. Le constat, déjà ancien, d'un nombre

⁴⁷² Une école de médecine est ouverte aux Indes néerlandaises en 1851 puis en 1863 dans le comptoir français de Pondichéry. Des cours de droit avaient été organisés en Inde française en 1838 tandis qu'une formation administrative est assurée au sein d'écoles de chefs indo-néerlandaises à partir de 1878. À ce sujet, voir : Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Les Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 29-48.

⁴⁷³ Pour une présentation plus détaillée de ces établissements et une analyse de l'enseignement supérieur colonial en Asie, voir : *Ibid.*

⁴⁷⁴ J.P. Naik, S. Nurullah, *A Students' History of Education in India*, Bombay, MacMillan, 1962, p. 243.

⁴⁷⁵ Alfred Croft, *Review of Education in India with Special Reference to the Report of the Education Commission - 1886*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1888, p. 138 ; p. 250.

élevé de diplômés en arts peinant à trouver un emploi conduit alors à la réorganisation du système éducatif en place, sous l'impulsion du vice-roi George Curzon.

A.1. Délimiter les départs

Le processus de réorganisation du système universitaire indien est enclenché dès le 23 février 1901. À cette date, la minute du vice-roi Curzon sur la réforme de l'université énumère les principales modifications à entreprendre, entérinées lors de la première conférence éducative de l'Inde, en septembre à Simla. Par conséquent, la commission sur les universités indiennes, formée en janvier 1902⁴⁷⁶, aboutit à l'adoption du Universities Act deux ans plus tard. Ce texte couvre des thématiques variées, telles les modalités d'administration des établissements universitaires ou la nature des diplômes. Dans ce contexte, trois d'entre elles semblent pouvoir bouleverser les flux estudiantins à l'échelle de la colonie : le développement d'universités enseignantes, les conditions d'affiliation des *colleges* et, surtout, la délimitation des juridictions universitaires.

Dans un premier temps, la nouvelle législation cherche à renforcer le rôle des cinq universités existantes en les transformant en de véritables pôles d'enseignement. Selon la troisième clause de l'*act* de 1904, elles doivent désormais « assurer l'instruction des étudiants⁴⁷⁷ » aux côtés de l'organisation d'examens. Si des cours sont effectivement mis en place dans les universités, ils concernent plutôt la préparation au diplôme de Master en arts (MA) que les cours très fréquentés de niveau *bachelor*. Ils ne bouleversent pas la géographie universitaire : les *colleges* restent ouverts et il demeure possible d'y préparer un diplôme de Master⁴⁷⁸.

En même temps, le processus d'affiliation des *colleges* à une université est dénoncé comme trop laxiste. Quand Curzon arrive à la tête du Raj, 191 établissements sont affiliés à l'une des cinq universités et 145 d'entre eux sont spécialisés dans la préparation des diplômes en Arts⁴⁷⁹. Les nouvelles conditions intègrent le caractère migratoire des étudiants en exigeant que les *colleges* affiliés proposent également des logements « pour les étudiants ne résidant

⁴⁷⁶ Suresh Chandra Ghosh, *The History of Education in Modern India, 1757-1998*, Hyderabad, Orient Longman, 2000, p. 115-119.

⁴⁷⁷ « (...) making provision for the instruction of students (...) ».

British Library (BL), India Office Records (IOR), L/PJ/6/675, dossier 855 : *The India Universities Act, 1904* : « The Indian Universities Bill, p. 1 ».

⁴⁷⁸ J.W. Holme, *Progress of Education in Bengal 1917-18 to 1921-22*, Calcutta, Bengal Secretariat Book Depot, 1923, p. 9.

⁴⁷⁹ Pour rappel, il s'agit des *First Art Examinations (FA)*, *Bachelors of Arts (BA)* et des *Masters of Arts (MA)*.

pas avec leurs parents ou tuteurs, et pour l'encadrement et le bien-être des étudiants⁴⁸⁰ ». Cependant, il ne s'agit toujours pas de désaffilier des institutions préexistantes et les flux sont peu modifiés par cette mesure⁴⁸¹.

À l'inverse, la vingt-septième clause du texte législatif concerne plus directement la géographie universitaire, touchant à « l'exercice territorial des prérogatives » des universités : « Le Gouverneur général en conseil doit, par ordre général ou spécial, définir les limites territoriales à l'intérieur desquelles, et spécifier les *Colleges* pour lesquels, tous pouvoirs conférés par ou à partir de l'acte d'incorporation ou le présent acte doivent être exercés⁴⁸² ». En d'autres mots, le territoire de rayonnement – ou « juridiction » selon les termes du texte de loi – de chaque université doit être précisément délimité afin de limiter les concurrences et de favoriser l'essor de chacune d'elles. Contrairement aux clauses précédemment évoquées, celle-ci ne fait pas l'objet de débats au sein des élites politiques et intellectuelles de la colonie. Au cours de l'été 1904, le gouverneur général présente les limites des cinq institutions universitaires par l'intermédiaire d'un tableau décrivant les provinces mais aussi les États princiers qui relèvent d'elles (cf. carte en annexe) :

Tabl. 2-1 – Limites territoriales des universités indiennes à la suite du *Universities Act de 1904*⁴⁸³

LIMITES TERRITORIALES		UNIVERSITÉ DE RATTACHEMENT
<u>Province</u> (incluant tout État princier sous son contrôle politique et toute possession étrangère incluse dans ses frontières)	<u>État princier ou colonie</u>	
Bengale, Birmanie, Assam		Calcutta
Madras et Coorg	Hyderabad, Mysore et Ceylan	Madras
Bombay et Sind	Baroda	Bombay
Provinces Unies d'Agra et Oudh, Provinces centrales (dont le Berar) et Ajmer-Merwara	États inclus dans le Rajputana et la Central India Agency ⁴⁸⁴	Allahabad

⁴⁸⁰ BL, IOR, L/PJ/6/675, dossier 855 : *The India Universities Act, 1904* : « The Indian Universities Bill, p. 10 ». La question de l'hébergement des étudiants est étudiée dans le chapitre 5 de la présente thèse.

⁴⁸¹ L'impact des réglementation sur les conditions de séjour des étudiants est étudié dans le chapitre 5 de la présente thèse.

⁴⁸² BL, IOR, L/PJ/6/675, dossier 855 : *The India Universities Act, 1904* : « The Indian Universities Bill, p. 14 ».

⁴⁸³ Reproduction du tableau disponible dans : West Bengal State Archives (WBSA), General Department – Education (GenEd), proceedings 102-103 – July 1904, dossier 1U-1 : *Appearance of students outside the limits of Calcutta University at the University Examination to be held in 1905 and 1906*: « Notification du gouvernement de l'Inde, 20 août 1904 ». Voir : carte en annexe.

⁴⁸⁴ La Central India Agency a été mise en place afin d'assurer le contrôle par le gouvernement général d'États princiers en Inde centrale s'étendant sur près de 200 000 kilomètres carré.

Pendjab, Province de la frontière du nord-ouest et Balouchistan britannique	Kashmir, Balouchistan	Pendjab
---	-----------------------	---------

Cette réglementation doit mettre fin aux croisements de juridiction qui avaient accompagné la fondation des nouvelles universités dans le nord de l'Inde, à Allahabad et Lahore, au cours des années 1880⁴⁸⁵. En juillet 1904, le gouvernement central dresse une liste des *colleges* dont l'affiliation doit changer, qu'il transmet au gouvernement du Bengale :

De Calcutta à Madras – Tous les *colleges* de Ceylan qui sont présentement affiliés à Calcutta.

De Calcutta à Allahabad : Morris College, Nagpur ; Hislop College, Nagpur ; Holkar College, Indore ; Canadian Mission College, Indore ; Central College, Rutlam ; St Francis de Sales School, Nagpur ; Naini Tal Diocesan School.

De Calcutta au Pendjab – Bishop Cotton's School, Simla ; Baring High School, Batala.

De la double affiliation à Calcutta et Allahabad à une simple affiliation à Allahabad – Le MAO College, Aligarh ; St John's College, Agra ; Govt College, Jubbulpore ; Maharaja's College, Jaipur ; St George's College, Mussoorie ; Thomason Engineering College, Roorkee⁴⁸⁶.

Les modifications de la carte universitaires sont claires : alors que les candidatures ceylanaises auprès de l'Université de Calcutta étaient récurrentes au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, elles ne doivent plus concerner que l'Université de Madras. En ce qui concerne les établissements continentaux, l'appartenance à une juridiction est fixée à partir de frontières administratives sur lesquelles viennent se calquer les frontières académiques. Le nombre limité d'universités conduit à l'agrégation de plusieurs provinces au sein d'une seule et même juridiction universitaire : l'Université du Pendjab couvre également la province du nord-ouest et le Balouchistan, celle de Bombay le Sind, etc. Toutefois, les pouvoirs publics ont conscience de l'impossibilité d'appliquer ces nouvelles frontières dès 1904 sans pénaliser les étudiants déjà inscrits dans un établissement réaffilié. Dans un addendum daté de septembre, le

⁴⁸⁵ Des doubles affiliations caractérisaient certains *colleges* du nord-ouest de l'Inde, comme le MAO College d'Aligarh, le St John's College d'Agra, le Government College de Jubbulpore, le Maharaja's College de Jaipur, le St George's College de Mussoorie et le Thomas Engineering College de Roorkee : sur ce point, voir le chapitre 1 de la présente thèse.

⁴⁸⁶« *From Calcutta to Madras* – All colleges in Ceylon which are now affiliated Calcutta.

From Calcutta to Allahabad : Morris College, Nagpur ; Hislop College, Nagpur ; Holkar College, Indore ; Canadian Mission College, Indore ; Central College, Rutlam ; St Francis de Sales School, Nagpur ; Naini Tal Diocesan School.

From Calcutta to the Punjab – Bishop Cotton's School, Simla ; Baring High School, Batala.

From the double affiliation to Calcutta and Allahabad to the single affiliation to Allahabad – The MAO College, Aligarh ; St John's College, Agra ; Govt College, Jubbulpore ; Maharaja's College, Jaipur ; St George's College, Mussoorie ; Thomason Engineering College, Rurki. » : WBSA, GenEd, proceedings 3-12 – July 1904, dossier 1U-1 : *Appearance of students outside the limits...*, op.cit. : Courrier du gouvernement de l'Inde au gouvernement du Bengale, 5 juillet 1904.

gouvernement de l'Inde précise que les élèves de *colleges* n'appartenant plus à la juridiction bengalie peuvent encore passer les examens de l'Université de Calcutta jusqu'au 31 décembre 1906 afin « d'éviter toute gêne qui serait susceptible d'être causée s'ils étaient obligés de changer le cours de leurs études pendant la préparation de leurs examens⁴⁸⁷ ». Cette tolérance n'empêche pas des négociations concernant les rattachements universitaires : au cours de l'été 1904, le lieutenant-gouverneur du Pendjab émet un avis favorable à une affiliation bengalie de l'Auckland House School for Girls de Simla. Selon lui, « de nombreuses élèves viennent du Bengale et de l'Assam et désirent préserver des liens avec le système éducatif de ces provinces⁴⁸⁸ ». Les autorités centrales s'opposent pourtant à cette mesure en soulignant la faible part d'étudiantes engagées dans des études supérieures ainsi que l'investissement des pouvoirs publics pendjabi et de l'évêché de Lahore dans l'administration de l'école⁴⁸⁹. Face à ces réticences, les étudiantes de l'école de Simla arguent de projets de mobilité à moyen terme, en ce qu'elles souhaitent par la suite s'engager dans des études médicales, accessibles seulement à Calcutta. Alors qu'étudiants et étudiantes n'hésitent pas à concevoir des parcours académiques à l'échelle de l'Inde, ceux-ci sont contrariés par la géographie plus stricte élaborée par les autorités coloniales. Finalement, ces dernières insistent pour que les candidats passent d'abord le FA de l'Université du Pendjab⁴⁹⁰.

Alors que les difficultés de réaffiliation demeurent rares, cette réorganisation de la carte universitaire ne se limite pas aux territoires sous domination directe de la Couronne britannique mais inclut les États princiers et « toute possession étrangère incluse dans ses frontières⁴⁹¹ ».

Cette précision sous-tend que les universités indiennes affilient des *colleges* en dehors de l'Inde britannique, laissant transparaître de possibles mobilités transimpériales. En effet, le subcontinent indien comprend alors des possessions françaises – les comptoirs de Chandernagor, Karikal, Mahé, Pondichéry et Yanaon – pourvues de leur propre système

⁴⁸⁷ WBSA, GenEd, « Notification du 8 septembre 1904 » ; « Courrier du gouvernement de l'Inde au gouvernement du Bengale, 9 septembre 1904 ».

⁴⁸⁸ WBSA, GenEd, proceedings 3-12 – July 1904, dossier 1U-1 : *Appearance of students outside the limits...*, *op.cit.* : « Courrier du gouvernement de l'Inde au gouvernement du Bengale, 5 juillet 1904 ».

⁴⁸⁹ *Ibidem*.

Le secrétaire du gouvernement central précise que l'évêque de Lahore fait partie des *fellows* de l'Université de Lahore.

⁴⁹⁰ *Ibidem*.

⁴⁹¹ West Bengal State Archives (WBSA), General Department – Education (GenEd), proceedings 102-103 – July 1904, dossier 1U-1 : *Appearance of students outside the limit...*, *op.cit.* : « Notification du gouvernement de l'Inde, 20 août 1904 ».

éducatif. Au début du xx^e siècle, certaines écoles d'Inde française dispensent un enseignement en anglais : les collèges publics Calvé et Dupleix, situés respectivement à Pondichéry et à Chandernagor ainsi que de deux établissements privés : le pensionnat de jeunes filles de Chandernagor et l'école protestante de Mahé⁴⁹². En outre, les établissements publics préparent leurs recrues anglophiles et anglophones aux examens anglo-britanniques : le *lower secondary*⁴⁹³ et l'examen d'immatriculation de l'Université de Madras pour le collège Calvé ; l'examen d'entrée et le FA de l'Université de Calcutta pour le collège Dupleix⁴⁹⁴. Par conséquent, l'Université de Calcutta reçoit – et doit continuer à recevoir après l'adoption de l'Universities Act – des étudiants d'Inde française formés au Collège Dupleix. À la fin de l'année 1903, 456 des 539 recrues de cet établissement fréquentent sa section anglaise – un record, selon le *Bulletin de l'Instruction publique*⁴⁹⁵. En février-mars 1903, dix de ses seize candidats à l'examen d'entrée de l'université bengalie ont été reçus. Parmi les lauréats se trouve alors « le premier étudiant musulman de Chandernagor qui ait été reçu dans un examen de l'Université de Calcutta⁴⁹⁶ ». Seize autres ont passé le FA, dont six décrochent le diplôme⁴⁹⁷. L'enseignement en Inde française se modèle sur le système britannique, ce qui permet au comptoir de se doter d'une élite diplômée à moindre coût, sans mettre en place d'établissement universitaire. Ces circulations de pratiques s'accompagnent de circulations de personnes qui confirment un rayonnement universitaire britannique au-delà des frontières du Raj : d'étudiants d'abord mais aussi d'administrateurs. En décembre 1906, le directeur de l'Instruction publique effectue une « courtoise visite » du Collège Dupleix aux côtés des autorités françaises⁴⁹⁸. La collaboration transimpériale qui se met en place exige des accommodements de chaque côté de la frontière : en 1907, le directeur de l'Instruction publique au Bengale souligne, dans un rapport d'inspection du Collège Dupleix, les difficultés causées par l'omission du français comme deuxième langue dans les nouveaux règlements de

⁴⁹² Établissements français de l'Inde, « Rapport général sur l'état et les besoins des écoles publiques et sur l'état des écoles privées au 31 décembre 1903 », *Bulletin de l'Instruction publique*, n°1 et 2, janvier-février 1904, p. 7.

⁴⁹³ Le *lower secondary examination* sanctionne un premier niveau d'études dépassant le niveau primaire, sans correspondre à un cursus secondaire complet ouvrant l'accès à l'université.

⁴⁹⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁴⁹⁵ *Ibid.*

⁴⁹⁶ *Ibid.*, p. 23.

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 24.

⁴⁹⁸ Ferdinand Buisson (dir.), *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1911, disponible en ligne : <http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/>, consulté le 20 mai 2019.

l'Université de Calcutta⁴⁹⁹. Ses remarques conduisent à l'amendement du règlement de l'université⁵⁰⁰. Surtout, ces débats mettent en avant un autre enjeu : le caractère utile des études et la question des débouchés : la note de l'Instruction publique bengalie rappelle que le corps enseignant du collège d'Inde française est avant tout constitué d'anciens élèves passés par la capitale de l'Inde britannique. Par conséquent, la maîtrise de la langue française leur est indispensable⁵⁰¹.

A.2. La multiplication des pôles techniques locaux

Alors que le Universities Act participe à réorganiser – bien que modestement – la cartographie universitaire à l'échelle du sous-continent indien compris dans son acception la plus large, les réflexions des pouvoirs publics englobent également la formation technique. Le caractère utile des études demeure une préoccupation constante pour les autorités locales. Absent, au premier regard, des clauses de l'acte de 1904, il n'échappe pas aux réflexions initiées par Curzon depuis 1902⁵⁰². Le développement d'un enseignement technique, davantage professionnalisant, est préconisé. Les évolutions qui s'ensuivent ne concernent pas les facultés professionnelles rattachées aux universités mais de nouveaux projets d'écoles indépendantes. Elles conduisent à la production d'une nouvelle géographie scolaire fondée sur la spécialisation et drainent des étudiants à grande échelle.

La question de l'enseignement technique est abordée principalement à travers sa dimension industrielle : en 1901, le secrétaire du gouvernement de l'Inde signale que la question des écoles industrielles est la plus urgente⁵⁰³. Elle est renforcée par le constat du développement technique d'autres territoires, notamment le Japon où les réformes de l'ère

⁴⁹⁹ WBSA, GenEd, proceedings B. 83-89, dossier 1U-11 : *Additions to Chapter XXX of the University Regulations. Taking Up French as second language in the Examinations for Matriculation by students from the Dupleix College, Chandernagore. Syllabus for the Examination in French at the Matriculation* : « Extrait d'une note d'inspection du Collège Dupleix, Chandernagor par le directeur de l'Instruction Publique du Bengale ».

⁵⁰⁰ WBSA, GenEd, proceedings B. 83-89, dossier 1U-11 : *Additions to Chapter XXX of the University Regulations...*, *op.cit.* : « Courrier du secrétaire de l'Université de Calcutta au gouvernement de l'Inde, 6 septembre 1907 ».

⁵⁰¹ WBSA, GenEd, proceedings B. 83-89, dossier 1U-11 : *Additions to Chapter XXX of the University Regulations...*, *op.cit.* : « Extrait d'une note d'inspection du Collège Dupleix, Chandernagor par le directeur de l'Instruction Publique du Bengale ».

Voir aussi : Aparna Basu, *The Growth of Education and Political Development in India, 1898-1920*, Delhi, Oxford University Press, 1974, p. 81-89.

⁵⁰² Voir par exemple : WBSA, GenEd, proceedings 64- 87 – November 1904 : *Development of Industrial Education in Bengal* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire du gouvernement du Bengale, 30 septembre 1903 ».

⁵⁰³ WBSA, GenEd, proceedings 1-8 – June 1904 : *Technical Education : Institution of Industrial School ; Formation of an Industrial Committee ; Award of a State Scholarship* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au gouvernement du Bengale, 20 novembre 1901 ».

Meiji, entre 1868 et 1912, participent à moderniser les industries nationales. Ce savoir se diffuse en Asie : en décembre 1913, le directeur de l'Instruction publique en Inde déclare avoir appris, dans un quotidien de Calcutta, le recrutement d'un expert nippon par le gouvernement siamois afin d'améliorer l'industrie séricicole⁵⁰⁴. En parallèle, la présence d'étudiants indiens au Japon se spécialisant dans certaines techniques industrielles a pu motiver les autorités coloniales à investir ce champ éducatif⁵⁰⁵. Au Bengale, la création d'une école de tissage de la soie, de la laine et du coton, localisée à Serampore, est annoncée en février 1904⁵⁰⁶. Elle doit s'accompagner de centres secondaires sur lesquels elle exercerait un contrôle. Quatre mois plus tard, le directeur de l'Instruction publique de la province déplore qu'une seule institution industrielle n'ait été mise en place avant 1904, avec l'école de sériculture (*silk school*) de Rampur Boalia. Son plan repose alors sur l'ouverture d'établissements dans plusieurs communes, chacun offrant des spécialisations liées à l'artisanat et aux industries locales : la soie dans la région de Serampore, le tissage et les bracelets en coquillage à Dacca ou le travail du métal et de l'ivoire à Moorshidabad⁵⁰⁷. Cette démultiplication des centres d'apprentissage inspirés des activités traditionnelles met l'accent sur le caractère utile, prêt-à-appliquer, de l'enseignement. Les départs des étudiants s'effectuent avant tout à l'échelle locale :

D'abord, elle cherchera à attirer un certain nombre de jeunes hommes intelligents de la catégorie des apprentis de l'Engineering College de Sibpur, c'est-à-dire des jeunes hommes qui ont reçu une formation dans une des écoles techniques de la province, ou qui ont passé l'examen final de classe B dans une école secondaire (*zilla school*). (...) L'autre classe d'étudiants se composera de tisseurs de Serampore et ses environs – à la fois des adultes et des fils de tisseurs – qui recevront une formation plus limitée, durant d'environ six mois à un an, et dispensé en langue vernaculaire⁵⁰⁸.

Plusieurs niveaux de mobilité apparaissent alors – de l'échelle provinciale à l'échelle urbaine, de la formation de spécialisation à une formation pratique plus courte – qui s'adressent à un

⁵⁰⁴ WBSA, GenEd, proceedings 64-87 – November 1904 : *Development of Industrial Education in Bengal* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au Bengale au gouvernement du Bengale, 16 décembre 1903 ».

⁵⁰⁵ Sur ce point, voir la troisième partie de ce chapitre.

⁵⁰⁶ WBSA, GenEd, proceedings 64-87 – November 1904 : *Development of Industrial Education in Bengal* : « Résolution du gouvernement du Bengale, 2 février 1904 ».

⁵⁰⁷ WBSA, GenEd, proceedings 28-30 – June 1904 : *Scheme for the Encouragement of Technical Education* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique du Bengale au gouvernement du Bengale, juin 1904 ».

⁵⁰⁸ « In the first place, it will endeavour to attract a certain number of intelligent young men of the type of the Sibpur Engineering College apprentices, that is to say young men who have been trained at one of the affiliated technical schools of the province, of who have passed the B Class Final Examination at some Zilla school. (...) The other class of students will consist of weavers from Serampore and its neighbourhood – both adult weavers and sons of weavers – who will receive a more limited course of training, lasting for about six months to one year, and imparted through the medium of the vernacular. ». WBSA, GenEd, proceedings 64-87 – November 1904 : *Development of Industrial Education in Bengal* : « Résolution du gouvernement du Bengale, 2 février 1904 ».

public exclusivement masculin. Les écoles techniques présentent des aires de recrutement restreintes qui ne correspondent pas aux juridictions universitaires. Elles ne sont pas clairement délimitées mais correspondent *de facto* à des zones spécifiques et réduites : ainsi, depuis 1899, l'école d'ingénierie du Bihar (*Bihar School of Engineering*) n'accepte pas de recrues non-domiciliées dans ce territoire septentrional de l'Inde intégré à la province du Bengale⁵⁰⁹. Face à l'arrivée massive de candidats au début du xx^e siècle, ces restrictions sont affirmées dans le règlement de l'institution en 1904 : en première année, le nombre d'admis est limité à 60 dont seulement 15 peuvent « être autre que Bihari par la race⁵¹⁰ ».

En parallèle d'une carte universitaire qui tend à renforcer le poids des cinq universités indiennes au sein de juridictions bien délimitées et transrégionales, l'enseignement technique s'annonce davantage multipolaire et local. Ses capacités d'accueil n'en sont pas moins limitées : lorsqu'une école industrielle doit ouvrir ses portes à Khulna en juillet 1904, à une centaine de kilomètres à l'est de Calcutta, les pouvoirs publics bengalis soulignent la prudence qui est de mise quant à l'accueil d'étudiants. Les deux promotions initiales, spécialisées, pour l'une, dans la charpente et la construction navale et, pour l'autre, dans la formation de forgerons, ne sont composées que de seize recrues⁵¹¹. Enfin, malgré l'intérêt des autorités coloniales, les études techniques continuent d'attirer un nombre d'étudiants inférieur à celui des *arts colleges*. À l'échelle du Raj britannique, 17 148 étudiants sont engagés dans des études classiques en 1901-1902 contre 5 358 inscrits dans des *colleges* assurant une formation technique ; quinze ans plus tard, les étudiants en arts sont 46 437 pour 11 504 optant pour une spécialisation technique⁵¹².

A.3. L'alternative nationaliste

Les réformes et mesures du début des années 1900 ne semblent pas réellement bouleverser les parcours estudiantins au sein du système d'enseignement supérieur et technique indien. Toutefois, des critiques et manifestations d'insatisfaction de plus en plus fréquentes émanent des élites locales. Celles-ci concernent le Universities Act lui-même,

⁵⁰⁹ WBSA, GenEd, proceedings 72-73 – June 1904 : *Admission of Bengali Students in the Bihar Engineering* : « Courrier de l'assistant au directeur de l'Instruction publique au secrétaire du gouvernement du Bengale, 8 mai 1904 ».

⁵¹⁰ *Ibid.*

⁵¹¹ WBSA, GenEd, proceedings 136-141 – July 1904 : *Proposal for the establishment of an industrial school at Khulna* : « courrier du gouvernement du Bengale au collecteur de Khulna, 30 juillet 1904 ».

⁵¹² Aparna Basu, *The Growth of Education and Political Development in India, 1898-1920*, Delhi, Oxford University Press, 1974, p. 105.

comme en témoignent les longs débats qui suivent la première version du texte⁵¹³, mais aussi le système éducatif colonial d'une manière générale. Si la nouvelle loi est dénoncée en ce qu'elle diminue l'autonomie des universités et limite leur développement, des critiques plus globales sur la faiblesse du niveau d'enseignement supérieur et le manque de moyens sont aussi exprimées⁵¹⁴. Si un investissement non-gouvernemental de l'enseignement existait déjà au cours du siècle précédent, les projets prennent une ampleur nouvelle au cours de la décennie 1900 et plus particulièrement, à partir de 1906 avec l'organisation d'un mouvement d'éducation nationale intégrant l'enseignement supérieur.

Le National Council of Education (NCE) voit le jour le 11 mars 1906 alors que les manifestations d'opposition aux réformes éducatives de Curzon se multipliaient depuis plusieurs mois et que la partition du Bengale en 1905 donne un nouvel élan au nationalisme indien⁵¹⁵. Il a pour dessein l'organisation d'un enseignement véritablement national, libéré du joug britannique et assurant une formation tant intellectuelle que technique. À la même période, un groupe plus modéré d'Indiens, s'opposant moins frontalement au système britannique, constitue la Society for the Promotion of Technical Education, se concentrant sur la promotion de l'éducation technique. Or, c'est surtout l'action de la NCE qui bouleverse la carte universitaire indienne en ouvrant le Bengal National College le 14 août 1906⁵¹⁶. Si l'implantation bengalaise de l'école, à Calcutta sur Bowbazar Street, et les modalités d'admission font d'abord écho au système universitaire colonial, le programme de l'institution, mêlant formation scientifique, littéraire et technique, la différencie des établissements officiels. L'apprentissage pratique est valorisé au détriment du bachotage, cible des critiques du système britannique. L'institution admet 411 étudiants en 1906, 100 en 1907, 124 en 1908 et 89 en 1909⁵¹⁷. Pour cela, des examens d'entrée sont organisés au niveau de celui de *matriculation* ou du FA : en 1906, ils sont 729 à s'inscrire et à rejoindre dans l'un des centres d'examens, à Calcutta, Rangpur, Dacca, Comilla, Bankipore ou Lahore⁵¹⁸, pour composer. Le recrutement est d'abord local : en 1909, la majorité des 47 candidats ayant réussi l'examen

⁵¹³ BL, IOR, L/PJ/6/675, dossier 855 : *The India Universities Act, 1904* : ensemble du dossier.

⁵¹⁴ Aparna Basu, *The Growth of Education...*, *op.cit.*, p. 8, p. 20-22.

⁵¹⁵ La dimension politique des mobilités étudiantes est explorée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

Pour un aperçu synthétique des événements de 1904-1906, voir notamment : Suresh Chandra Ghosh, *The History of Education in Modern India, 1757-1998*, Hyderabad, Orient Longman, 2000, p. 134-140.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 136.

⁵¹⁷ Haridas Mukerjee, Uma Mukherjee, *The Origins of the National Education Movement*, Calcutta, Jadavpur University, 1957, p. 131-145.

⁵¹⁸ *Ibid.*, p. 77.

d'entrée en première année sont originaires du Bengale⁵¹⁹. Sans réellement bouleverser les flux étudiants, cette expérience – de courte durée puisqu'elle tombe en désuétude en 1910, souffrant de difficultés économiques et de répressions – témoigne de l'opposition de nationalistes à l'enseignement britannique, qu'ils jugent aliénant. Ils se tournent vers d'autres institutions, ici dans la colonie⁵²⁰.

Au début du xx^e siècle, la géographie universitaire indienne se pérennise tout en se complexifiant à travers une opposition entre enseignement supérieur, à l'échelle de vastes provinces, et technique plus local, d'une part, et une opposition entre enseignement britannique, colonial, et national, si ce n'est nationaliste, d'autre part. Les mobilités étudiantes à l'échelle de la colonie indienne connaissent une augmentation constante alors que les premières initiatives liées à l'enseignement supérieur voient le jour plus à l'est, en Indochine.

B. Vers un enseignement extrême-oriental en Indochine ?

Avec l'ouverture de la première école supérieure d'Indochine, dédiée à la médecine, l'année 1902 constitue un tournant pour l'enseignement colonial au sein de la possession française sud-est-asiatique. Dès lors, les pouvoirs publics se lancent dans un processus, certes lent et irrégulier, de développement d'une offre éducative approfondie, dépassant les niveaux primaires et secondaires, et adressée d'abord aux populations asiatiques. Si le caractère véritablement supérieur des cours dispensés est discutable, un triple élargissement est notable entre 1902 et 1908, à travers l'ouverture de l'école de médecine susmentionnée puis de l'École Pavie et enfin, de la première Université indochinoise. Ces trois établissements tendent à faire de Hanoi un pôle éducatif tant local que régional, conduisant à s'interroger sur le succès et les limites de ces entreprises, dont certaines périssent dès 1908.

B.1. Une trilogie fondatrice (1902-1908)

1.a. L'École de médecine de Hanoi, entre enjeu local et régional

Le projet d'une école de médecine pour l'Indochine n'apparaît pas *ex nihilo* dans les esprits des colonisateurs français du début du xx^e siècle. Son organisation est précédée de réflexions sur la nécessité de former des « indigènes » aux pratiques médicales occidentales

⁵¹⁹*Ibid.*, p. 145.

⁵²⁰ Notons que des écoles primaires et secondaires sont également ouvertes dans les trois présidences ainsi que dans les Provinces Unies et dans le Bérar, province du centre de l'Inde : Haridas Mukerjee, Uma Mukherjee, *The Origins of the National Education Movement*, *op.cit.*, p. 126-135.

au cours des dernières décennies du XIX^e siècle⁵²¹. Elles font alors la part belle aux territoires du sud de l'Indochine, envisageant une localisation cochinchinoise, à Saigon. Seul le docteur Jeanselme suggère, à l'issue de sa mission de 1898-1900, d'implanter une « École de perfectionnement » à Hanoï, destinée cette fois à « tout médecin des troupes coloniales, nouvel arrivant en Indo-Chine⁵²² ». En parallèle, la présence de quelques étudiants en médecine indochinois à Alger atteste d'un intérêt pour la science médicale. Pourtant, les colonisés ne participent pas à l'élaboration de l'école instituée par l'arrêté du 8 janvier 1902 et c'est à Hanoi que celle-ci est implantée plutôt que dans la capitale cochinchinoise. Le Tonkin est alors considéré comme un observatoire privilégié de certaines maladies tropicales, qui déciment les troupes françaises, et à proximité de la Chine. Plus largement, la fondation de l'école participe à l'affirmation de Hanoi comme nouvelle capitale coloniale en Indochine. Toutefois, c'est d'abord en périphérie de la ville que l'école est installée, dans le village de Kinh Lược où des locaux sont inaugurés le 27 février 1902. Les étudiants sont admis sous le régime de l'internat, ce qui n'empêche pas l'émergence de difficultés liées aux mobilités vers cet établissement excentré : le premier directeur de l'École, Alexandre Yersin, s'alarme du faible nombre de patients, compliquant la formation pratique des futurs officiers de santé, et de l'insalubrité des lieux. Finalement, l'école déménage au cœur de Hanoi, boulevard Bobillot, quelques mois après son ouverture⁵²³.

Le début de l'année 1902 marque donc les prémices d'un enseignement supérieur, limité à une formation médicale plus pratique que théorique, en Indochine. Elle se destine aux colonisés afin d'en faire des auxiliaires capables d'assister les docteurs en médecine français, comme le rappelle Paul Beau en 1908 :

Cette institution ne doit pas être un centre d'études supérieures affecté aux recherches scientifiques de l'ordre le plus élevé, mais un établissement d'instruction en quelque sorte professionnelle. Il ne s'agit pas de donner aux élèves le dernier mot de la science, mais de

⁵²¹ En 1882, un projet d'école préparatoire de médecine destiné aux étudiants « indigènes » et rattaché à l'hôpital Cho Quan de Saigon avait été évoqué : Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise. 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 272-273. Une quinzaine d'années plus tard, la mission du docteur Jollivet dans la région le conduit à s'interroger sur l'utilité et les modalités d'une institution médicale, inspirée de l'École de médecine de Pondichéry : ANOM, GGI, dossier 23731 : *Projet de réforme de l'enseignement supérieur du Dr Jollivet, 1895-1900*.

⁵²² « Chronique. Une mission médicale en Extrême-Orient (1898-1900) », *Paris médical : la semaine du clinicien*, n°8, 1912, p. 713.

⁵²³ Henri Galliard, « Le Docteur Yersin et la fondation de l'École de Médecine de Hanoi », *Annales de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine*, tome IX, 1944, p. 4, cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016, p. 78-80.

former des médecins indigènes qui seront de bons auxiliaires des médecins européens⁵²⁴.

Le *numerus clausus* fixé pour la première année d'activité de l'école favorise les étudiants locaux, c'est-à-dire originaires du Tonkin. Sur 30 places au total, 15 leur sont réservées contre 8 pour les ressortissants de Cochinchine, 5 pour ceux de l'Annam et 2 pour les candidats arrivant du protectorat du Cambodge⁵²⁵. Le Laos est tenu à l'écart de cet effort éducatif. Les candidats sont sélectionnés grâce à un examen organisé à l'hôpital du Protectorat. Dès 1902, ils sont 375 à adresser leur candidature afin d'intégrer l'école. Or, les ressortissants du Tonkin ne représentent pas la majorité des aspirants carabins puisqu'ils ne sont que 105 à candidater. 125 candidats sont ensuite présélectionnés avant que l'examen permette de dresser une liste de 30 admis⁵²⁶. Laurence Monnais-Rousselot précise qu'il est difficile de dresser un portrait global de ces candidats. Certains d'entre eux ont été instruits au sein du collège Chasseloup-Laubat tandis que d'autres sont des salariés en reprise d'études – secrétaires, interprètes, infirmiers, etc. – à la recherche d'un meilleur statut social, financier et professionnel⁵²⁷. En outre, le recrutement est élargi à la suite de la création en octobre 1904 d'une section vétérinaire et d'une section de sages-femmes indigènes⁵²⁸. Des femmes peuvent dès lors rejoindre une école supérieure, par l'intermédiaire d'une section qui leur est réservée, sans que des chiffres précis ne soient disponibles à ce sujet.

Toutefois, les circulations vers l'école de Hanoi – qui prend le nom d'École de médecine de l'Indochine en 1904 – ne se limitent pas seulement à l'échelle coloniale. Des individus venus de territoires voisins, principalement de Chine, sont eux-aussi la cible de recrutement de la nouvelle institution. Dès le 11 mars 1902, Alexandre Yersin manifeste sa volonté d'attirer des élèves chinois originaires des régions limitrophes de l'Indochine. Pour cela, les diplomates en poste au Yunnan, au Kouang-Tchéou-Wan, à Hong Kong, Canton ou encore Pakhoi (Beihai)⁵²⁹ doivent servir d'intermédiaires et sélectionner des candidats maîtrisant suffisamment le français⁵³⁰. Cette volonté de recruter large, en englobant les territoires chinois mais aussi

⁵²⁴ Paul Beau, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908, p. 297.

⁵²⁵ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*, p. 278.

⁵²⁶ *Ibid.*

⁵²⁷ *Ibid.*

⁵²⁸ Paul Beau, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, *op.cit.*, p. 297-299.

⁵²⁹ ANOM, GGI, dossier 20 299 : *École de médecine : élèves chinois, 1902-1907* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général, 11 mars 1902 ».

⁵³⁰ À ce sujet, voir : Sara Legrandjacques, « Des carabins pour l'empire du Milieu. L'accueil d'étudiants chinois en médecine à Hanoi, 1902-1930 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°52, 2021.

siamois, est confirmée par un autre arrêté portant sur l'organisation de l'école, le 28 juillet 1902 :

Art. 3 – Des Asiatiques, Chinois ou Siamois, en nombre fixé après avis du conseil de perfectionnement pourront également être nommés élèves boursiers à l'École de médecine. Ces élèves seront choisis par les représentants de la France en Chine ou au Siam qui devront s'assurer que les candidats présentés par eux connaissent suffisamment la langue française et sont aptes à faire avec fruit des études de médecine⁵³¹.

Ces efforts se poursuivent les années suivantes et alimentent une correspondance soutenue entre le gouvernement général de la colonie et les représentants diplomatiques en Chine. La transmission du programme de l'école, en décembre 1904, est l'occasion, pour Paul Beau, d'insister sur la nécessité de maîtriser le français, à l'oral comme à l'écrit, et de présenter les bourses scolaires prenant en charge le voyage, la nourriture et une indemnité mensuelle. Les études entreprises par les candidats chinois doivent déboucher sur un poste dans un hôpital français en Indochine ou en Extrême-Orient. Cette volonté d'attirer des étudiants extra-coloniaux n'est pas tout à fait nouvelle puisqu'en 1898-1899, des bourses pour rejoindre l'Institut Taberd, un établissement d'enseignement secondaire fondé par des missionnaires à Saigon, avaient été instituées par le gouvernement colonial à destination d'élèves de l'école municipale de Shanghai⁵³². Dès cette date, il avait été souligné qu'accueillir les jeunes Chinois en Indochine était une meilleure option que de les envoyer en France et permettrait de constituer un groupe d'auxiliaires utiles à la fois à l'administration et au commerce régional⁵³³.

À partir de 1905, les archives témoignent d'un accueil régional avec l'admission d'un petit nombre d'étudiants chinois à l'École de médecine. Cette année-là, Wou-Min-Yi, originaire du Yunnan, obtient une bourse par l'intermédiaire du consul français local⁵³⁴. Alors que le Siam ne semble pas répondre aux appels des autorités coloniales voisines, la promotion des circulations estudiantines en Chine ne se fait pas sans déconvenues. Il s'avère souvent difficile

⁵³¹ Archives nationales du Vietnam – Centre n°1 (ANV1), Résident supérieure du Tonkin (RST), dossier 73 417 cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016, p. 126-127.

⁵³² Ces élèves devaient ensuite participer à la création d'un service d'interprète franco-sino-annamite : ANOM, GGI, dossier 23 752 : *Attribution de bourses aux élèves chinois de l'école municipale française de Shanghai pour compléter leur instruction à l'institution Taberd à Saigon, 1898-1903* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre de la France en Chine, 1898 ».

⁵³³ ANOM, GGI, dossier 23 752 : *Attribution de bourses aux élèves chinois...*, *op.cit.* : « Courrier du ministre de la France en Chine au ministre des Affaires étrangères, 23 septembre 1898 ».

⁵³⁴ ANOM, GGI, dossier 44 136 : *Élèves chinois à l'École de médecine de l'Indochine* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général de l'Indochine, 2 août 1905 ».

de trouver des candidats maîtrisant la langue française et ayant suivi une formation initiale suffisante⁵³⁵. Malgré tout, l'offre, motivée à la fois par un besoin d'auxiliaires pour les infrastructures françaises d'Asie et par une « volonté de propagation de l'influence et des méthodes scientifiques françaises⁵³⁶ », se double d'une demande chinoise, comme l'illustre la genèse de l'École Pavie.

1.b. Des étudiants à part : les Chinois à l'École Pavie (1905-1908)

L'École Pavie de Hanoi, destinée à la formation d'une élite chinoise, prend ses origines dans une requête émise par un mandarin chinois, le gouverneur provincial (*tao-tai*) et directeur du bureau des Affaires étrangères à Yunnanfou Li Tsao-Tien, en 1904. Celui-ci souhaite faire admettre ses deux fils comme internes dans des établissements d'instruction à Hanoi. Le premier, âgé de 22 ans, doit étudier le français au Tonkin pendant un ou deux ans tandis que le second, dans sa seizième année, suivrait des cours du secondaire pendant cinq ou six ans⁵³⁷. Il recherche pour sa progéniture une formation plus française que coloniale : par exemple, les deux garçons doivent être dispensés de cours de langue annamite. Dans ce contexte, le mandarin s'adresse au représentant diplomatique français qui sert d'intermédiaire avec les autorités coloniales en Indochine. La réponse de ces dernières, dès l'été 1904, met en avant un croisement d'intérêts entre élite chinoise, certes limitée ici à un individu précis évoluant dans le sud du pays, et pouvoirs publics français cherchant à consolider leur empire informel en Chine. Si le chef du service de l'Enseignement public au Tonkin « a fait remarquer qu'il serait difficile aux fils du Tao-Tai de Yunnan-Fou (...) de suivre avec fruits des cours professés à des enfants français de quelque âge que ce soit et que la réussite serait plus problématique⁵³⁸ », il ne s'oppose pas à l'arrivée de jeunes Chinois en Indochine. Au contraire, c'est un enseignement à part, en dehors des sphères éducatives françaises mais aussi « indigènes », que le directeur de l'enseignement public de l'Annam et du Tonkin tend à leur offrir. Il souhaite « constituer un établissement spécial pour cette classe d'élèves » mais aussi

⁵³⁵ Sur ces difficultés, voir : Sara Legrandjacques, « Des carabins pour l'empire du Milieu..., art.cit. ».

⁵³⁶ ANOM, GGI, dossier 20 299 : *École de médecine : élèves chinois, 1902-1907* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général, 11 mars 1902 ».

⁵³⁷ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *au sujet de la création à Hanoi d'une école supérieure pour les fils de mandarins chinois* : « Courrier du consul délégué par interim du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 19 juin 1904 ».

⁵³⁸ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *au sujet de la création à Hanoi..., op.cit.* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 8 août 1904 ».

« les loger et les nourrir à l'établissement ». Si les recrues sont plus de quinze, il prévoit « deux professeurs européens⁵³⁹ ». Le coût des études est estimé à 1 200 francs par an.

Ce projet d'établissement n'est pas désintéressé ni limité à des enjeux éducatifs. La référence et la comparaison avec le Japon sont omniprésentes dans les courriers qu'échangent les autorités françaises, qu'elles soient en poste dans la colonie, en Chine ou encore dans l'archipel nippon. Ce territoire attire de nombreux étudiants asiatiques – dont des Indiens et des Chinois – depuis le tournant du siècle, au sujet desquels le ministre de la France au Japon, Jules Harmand, produit plusieurs rapports⁵⁴⁰. Cette connaissance fine de la situation éducative de l'archipel extrême-oriental doit permettre de le concurrencer avec efficacité, un objectif soutenu par plusieurs représentants diplomatiques et par le gouvernement français en métropole. En 1905, le ministère des Colonies martèle, dans plusieurs notes, l'importance de contrebalancer l'influence du Japon qui s'affirme alors comme puissance sur la scène régionale et internationale⁵⁴¹ tandis que le consul de France Leduc, en poste au Yunnan, va jusqu'à suggérer, aux côtés d'une école spéciale, l'organisation d'une « université au Tonkin destinée à attirer les jeunes Chinois, qui en nombre appréciable, vont actuellement terminer leurs études au Japon⁵⁴² ». En revanche, l'attention apportée à la présence chinoise au sein d'autres territoires, comme les États-Unis⁵⁴³, demeure très secondaire.

Au cours du deuxième semestre 1904, le consul de France à Yunnanfou se charge du recrutement d'étudiants chinois devant poursuivre leurs études à Hanoi : ils sont 22 à se présenter à l'examen organisé dans ce sens et dix à être admis⁵⁴⁴. Neuf d'entre eux sont bacheliers, ce qui confirme la volonté de fournir un complément de formation francophone à des individus au niveau d'instruction déjà élevé. Les recrues partent pour l'Indochine en

⁵³⁹ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *Au sujet de la création à Hanoi...*, *op.cit.* : « Courrier du directeur de l'Enseignement public de l'Annam et du Tonkin au résident supérieur du Tonkin, 16 septembre 1914 ».

⁵⁴⁰ ANOM, GGI, dossier 23 740 : *Renseignements sur les universités chinoises*.

⁵⁴¹ ANOM, GGI, dossier 25 142 : *Enseignement des étudiants chinois à Hanoi – École Pavie* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 24 janvier 1905 ».

⁵⁴² ANOM, GGI, dossier 48 042 : *Création et organisation de l'Université indochinoise...*, *op.cit.* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général, février 1905 ».

⁵⁴³ ANV1, GGI, dossier 10 148 : *Étudiants chinois faisant leurs études dans les Écoles de l'Union américaine, 1905-1908* : « Courrier du consul chargé par interim du consulat général de France à Shanghai au président du conseil, ministre des Affaires étrangères, 20 septembre 1905 ». Dans son étude sur la diaspora chinoise en Indochine, Tracy C. Barrett met en avant la comparaison entre enseignement français et autres enseignements occidentaux, britanniques et états-uniens : Tracy C. Barrett, *The Chinese diaspora in South-East Asia. The Overseas Chinese in Indo-China*, Londres, I.B. Tauris, 2012, p. 115-148. Elle cite notamment les travaux de Michael Hunt : *The Making of a Special Relationship : the USA and China to 1914*, New York, Columbia University Press, 1983.

⁵⁴⁴ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *Au sujet de la création à Hanoi*, *op.cit.* : « Courrier du consul de France à Yunnanfou au gouverneur général de l'Indochine, 18 décembre 1904 », voir le tableau disponible en annexe.

décembre et sont accompagnés d'un mandarin, gestionnaire des sommes allouées par les autorités chinoises. À leur arrivée début janvier 1905, elles sont accueillies à l'École Pavie naissante – dont le nom rend hommage à l'instigateur de la Mission cambodgienne Auguste Pavie – alors qu'elle n'est officiellement créée par arrêté du gouverneur général que le 16 février 1905⁵⁴⁵. Ils y suivent des cours de français et de gymnastique tandis que les discussions entre la direction de l'école et les autorités coloniales mettent l'accent sur un enseignement pratique et qui fait écho aux réorganisations récentes de l'enseignement au sein de l'empire chinois. L'ouverture d'une école d'administration et d'une « école de guerre⁵⁴⁶ », aux enseignements surtout scientifiques, au Yunnan influence les acteurs en charge de l'organisation de l'École Pavie. De façon à garantir des flux à moyen terme vers l'institution de Hanoi, les étudiants ne doivent pas en sortir en état d'infériorité par rapport à leurs camarades formés en Chine⁵⁴⁷. L'école est modelée en fonction des besoins de l'administration chinoise, plus qu'en fonction des besoins français en Chine, contrairement aux desseins rattachés au recrutement régional de l'École de médecine. De plus, des circulations micro-locales doivent pallier le manque de personnel de l'École Pavie et assurer une formation pratique : les élèves suivent des cours de dessin à l'École professionnelle de Hanoi dès le début de l'année 1905. Au cours de l'été, c'est le professeur d'agriculture de cette même école qui est sollicité lorsque le vice-consul du Yunnan demande que « six élèves soient spécialement appelés à recevoir un enseignement agricole et commercial⁵⁴⁸ ». Finalement, ce ne sont pas des sections clairement définies qui sont mises en place mais des divisions, au nombre de deux ou trois, fondées sur le niveau d'études des élèves. Si l'enseignement du français demeure fondamental, prérequis indispensable à la bonne compréhension et assimilation des cours, s'y greffent des éléments d'arithmétique, de géométrie, de physique, de chimie, de zoologie ainsi que quelques notions de droit commercial et d'agriculture, des cours de morale ou encore d'histoire et de géographie⁵⁴⁹. Les élèves orientent parfois ce curriculum généraliste : en 1906, quelques-uns réclament des cours militaires, organisés courant mai⁵⁵⁰, faisant écho à la formation militaire

⁵⁴⁵ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Rapport du mois de février 1905 »

⁵⁴⁶ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Rapport d'avril 1905 ».

⁵⁴⁷ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Rapport de mars 1905 ».

⁵⁴⁸ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Rapport de juillet 1905 ».

⁵⁴⁹ ANV1, GGI, dossier 10 152 : *Rapport sur l'extension de l'École Pavie, 1906* : « Copie de l'historique fait pour l'Exposition [coloniale] de Marseille ».

⁵⁵⁰ ANV1, GGI, dossier 4 817 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Requête d'étudiants chinois de l'École Pavie adressée au gouverneur général de l'Indochine, mars 1906 » ; « Arrêté de création d'un cours d'art militaire à l'École Pavie, 16 mai 1906 ».

dont bénéficient d'autres Chinois au Japon.

L'École Pavie accueille des étudiants chinois entre janvier 1905 et juillet 1908, pour la grande majorité envoyée depuis les provinces chinoises limitrophes de l'Indochine par l'intermédiaire de représentants diplomatiques français. En parallèle, des visites de représentants des autorités chinoises permettent de promouvoir l'institution tonkinoise et atteste des enjeux diplomatiques qui lui sont associés⁵⁵¹. Après la première cohorte de janvier, un deuxième groupe composé de quinze individus arrive en avril 1905 : ils ont suivi des cours jusqu'au niveau du baccalauréat, voire jusqu'à la licence, et sont majoritairement originaires du Yunnan. Seule une extrême minorité d'entre eux arrive de provinces plus éloignées, telles le Guizhou, au nord-est du Yunnan, et le Guangdong, un territoire du sud-est de la Chine davantage éloigné de la colonie indochinoise. La durée des études, d'abord fixée à deux ans⁵⁵², assure des effectifs stables jusqu'à la fin de l'année 1906. Seuls quatre étudiants quittent l'école en 1905, deux d'entre eux souffrant de maladie et transitant par l'hôpital de Hanoi avant leur rapatriement⁵⁵³. En décembre 1906, la direction suggère l'envoi de nouveaux contingents puisque les premiers diplômés s'apprêtent à quitter le Tonkin. Apparaissent alors les premières inquiétudes quant au recrutement des étudiants. Le 15 janvier 1907, douze élèves ont quitté l'École Pavie en direction du Yunnan, dont six sans avoir réussi leurs examens de fin d'année⁵⁵⁴. Le directeur s'interroge sur les intentions des autorités chinoises et espère voir arriver 25 ou 30 nouveaux élèves « dès après les fêtes de la Nouvelle Année », d'autant plus « que l'École Pavie, fonctionnant avec neuf élèves seulement, ne conserve guère plus de

⁵⁵¹ Au sujet de ces visites, voir notamment : ANV1, GGI, dossier 8 858 : *Rapport sur le passage au Tonkin de T'cheng Tong Tchang, réviseur de l'Académie (Han Lin Yuen, inspecteur des écoles), 31 janvier 1906* ; dossier 10 152 : *Rapport sur l'extension de l'École Pavie, 1906* : « Rapport adressé au gouverneur général de l'Indochine, 8 février 1906 ».

⁵⁵² Au cours de l'hiver 1906-1907, une année d'étude supplémentaire est ajoutée : ANV1, GGI, dossier 4 817 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Note de l'administrateur chef du troisième bureau de la résidence supérieure du Tonkin à l'administrateur chef du bureau politique du gouvernement général de l'Indochine, novembre 1906 ».

⁵⁵³ Yang Yeo Tchang quitte l'École en août 1905, à la suite d'une maladie. En novembre 1905, un élève, prénommé Hoang You Kou dans le rapport de l'École, est admis à l'hôpital où il attend son rapatriement pour le Yunnan : ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Rapport de novembre 1905 ». Plus tardivement, les problèmes de santé de certains élèves conduisent à imposer une visite médicale dans le cadre de leur recrutement. Un élève, prénommé Ma Siang Kien, a alors été admis à l'hôpital indigène et attend d'être rapatrié en compagnie de ses camarades de troisième année ayant achevé leur études, ne pouvant voyager seul après deux mois de soin : ANOM, GGI, dossier 20 357 : *École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique en Indochine, 24 octobre 1907 ». Sur les enjeux sanitaires, voir les chapitres 6 et 7 de la présente thèse.

⁵⁵⁴ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Note relative aux examens de fin d'année et au retour de douze élèves au Yunnan, jointe au rapport de janvier 1907 ».

raison d'être et qu'il n'est pas [à sa connaissance] envoyés d'autres élèves d'ailleurs que du Yunnan⁵⁵⁵ ». Il s'inquiète autant du départ du consul Leduc et de son remplacement par un représentant moins investi dans la collaboration franco-chinoise, que du changement de vice-roi et des modifications administratives qui en découlent. Les statistiques du premier semestre 1907 donnent à voir une période creuse quant à la fréquentation de l'établissement avant que dix élèves quittent Yunnanfou à la mi-mars, accompagnés une fois encore d'un délégué du vice-roi, Li Loc Tseng⁵⁵⁶. Deux élèves de Mongtseu, recommandés par le consul local, se joignent au groupe⁵⁵⁷ tandis que la direction de l'institution consent à admettre un membre de la diaspora chinoise en Indochine, Chu Kil Pao, fils d'un négociant cantonnais installé rue des Voiles à Hanoi⁵⁵⁸.

Deux ans après son ouverture, l'école n'est pas parvenue à s'imposer en tant qu'institution éducative majeure auprès de l'élite éduquée du sud de la Chine et à déstabiliser les cohortes japonaises. Le départ du contingent chinois n'a été obtenu « qu'à grandpeine⁵⁵⁹ » et le directeur de l'École Pavie déplore, en mars 1907, que les autorités provinciales du Yunnan ont réduit de moitié le nombre d'élèves censés rejoindre son institution et « se préparent à faire partir vingt étudiants en Belgique pour étudier la construction des chemins de fer⁵⁶⁰ ». Ici, la proximité de l'école n'est pas un atout de poids face à un apprentissage davantage spécialisé, alors que la Chine tente de reprendre la main sur les infrastructures de transport se développant sur son territoire. En outre, la cohorte à destination de l'Europe inclut l'ensemble des anciens élèves de l'École Pavie⁵⁶¹. À l'été 1907, le recrutement de nouveaux étudiants est remis à l'ordre du jour, en prévision du remplacement des neufs étudiants achevant leurs études à la fin de l'année⁵⁶². Si certains demandent à faire une année supplémentaire, le nombre d'élèves peine à atteindre la quinzaine au cours du premier semestre 1908.

Les difficultés auxquelles doit faire face l'équipe de l'École Pavie dès le début de l'année

⁵⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁵⁶ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du délégué du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 14 mars 1907 ».

⁵⁵⁷ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique à Hanoi, 13 mars 1907 ».

⁵⁵⁸ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier de Chu Kim Pao au directeur de l'École Pavie, 4 mars 1907 ».

⁵⁵⁹ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Télégramme du consul délégué du Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 18 mars 1907 ».

⁵⁶⁰ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique en Indochine, 15 mars 1907 ».

⁵⁶¹ *Ibidem*.

⁵⁶² ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Rapport d'août 1907 ».

1907 ne minent pourtant pas leurs efforts quant à l'attraction d'étudiants venus de l'Empire du milieu, conjoints à ceux des pouvoirs publics en Indochine et des représentants diplomatiques en Chine. En effet, des parcours sur le temps long sont envisagés pour les recrues de cette école grâce à l'organisation d'une université en Indochine. En mars, le directeur de l'Instruction publique de la colonie avait annoncé la complémentarité entre les deux institutions⁵⁶³. Le directeur de l'École Pavie présente par la suite son établissement comme une « école complémentaire » visant à « préparer en trois années de bons étudiants pour l'Université de Hanoi⁵⁶⁴ ».

1.c. Ambitions régionales : la première Université indochinoise (1906-1908)

En effet, l'arrêté du 16 mai 1906 annonce la création en Indochine d'un « ensemble de cours d'enseignement supérieur à l'usage des étudiants originaires de la Colonie et des pays voisins⁵⁶⁵ », fruit des réflexions du Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène nommé en mars de la même année par le gouvernement colonial⁵⁶⁶. Cette institution nouvelle doit prendre le nom d'université et s'adresse à un public asiatique, dépassant les frontières de l'Union indochinoise puisqu'elle est « destinée à répandre en Extrême-Orient, surtout par l'intermédiaire de la langue française, la connaissance des sciences et méthodes européennes⁵⁶⁷ ». La continuité avec l'École de médecine et, surtout, avec l'École Pavie, accueillant toutes deux des étudiants venus de Chine, est claire en ce qu'il s'agit toujours de former des Asiatiques « à la française » dans la capitale de l'Union indochinoise. Cette mission semble même renforcée par l'appellation plus large – et plus vague – d'Extrême-Orient.

L'établissement qui ouvre ses portes en novembre 1907⁵⁶⁸ est composé de trois écoles : sciences, lettres et enfin, droit et administration. L'École de médecine reste indépendante tandis que la création d'une école de génie civil, initialement prévue, est repoussée. Les

⁵⁶³ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 20 mars 1907 ».

⁵⁶⁴ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique de l'Indochine, 26 septembre 1907 ».

⁵⁶⁵ ANOM, GGI, dossier 48 042 : *Création et organisation de l'Université Indochinoise, 1905-1906* : « Arrêté du 16 mai 1906 ».

⁵⁶⁶ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1860-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 87 ; Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 92.

⁵⁶⁷ *Ibid.*

⁵⁶⁸ L'inauguration a lieu le 10 novembre 1907 et les écoles commencent à accueillir des étudiants dès le lendemain.

établissements, situés à Hanoi, renforcent la polarisation éducative en marche depuis le tournant du siècle, bien que l'article 7 de l'arrêté fondateur prévoit l'implantation de différentes écoles à Saigon, voire dans les deux villes⁵⁶⁹. Un règlement intérieur avait été établi un mois plus tôt, présentant les modalités de recrutement de l'établissement. Afin d'attirer le plus d'étudiants possible, aucun examen ou concours d'admission n'est organisé. L'admission repose plutôt sur l'envoi d'un courrier porteur de différentes informations sur le candidat : son nom, son adresse, son emploi, ses titres universitaires et les cours qu'il souhaite suivre à l'université⁵⁷⁰. Les candidatures d'étudiants sans diplômes peuvent être acceptées, sur simple avis favorable de l'institution.

En parallèle de ces modalités peu contraignantes, un effort de promotion régionale est mené par le gouverneur général de l'Indochine. Les 24 et 25 octobre 1907, soit quelques semaines avant l'ouverture de l'Université, Paul Beau envoie des courriers au sujet des nouvelles écoles supérieures à vingt-quatre représentants de la France dans des pays du sud et de l'est de l'Asie⁵⁷¹. L'aire de recrutement envisagée s'étend de l'Inde britannique, à l'ouest, au Japon et aux Philippines, à l'est et de la Chine au nord aux Indes néerlandaises au sud. Or, ces différents territoires ne bénéficient pas du même nombre de courriers. Une fois n'est pas coutume, la Chine se retrouve au cœur des stratégies diplomatico-éducatives avec seize courriers à destination de provinces méridionales ou de villes concessionnaires, telles Pékin ou Shanghai. Tout en brassant plus large que l'École Pavie, l'université naissante s'appuie sur les réseaux français et francophiles en Chine : des publicités sont diffusées dans les écoles franco-chinoises et les institutions où le français est enseigné, ainsi que dans la presse, tandis que les consuls s'entretiennent avec les autorités locales. Seul le cas de l'île de Hainan échappe à cette stratégie, le niveau d'éducation et la francophonie de la population y étant jugés insuffisants⁵⁷². Le Siam constitue une autre cible. C'est un courrier spécifique qui est adressé dès le 16 octobre 1907 au chargé d'affaire de la légation de France à Bangkok pour annoncer

⁵⁶⁹ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Règlement intérieur de l'Université Indochinoise, section de Hanoi ».

⁵⁷⁰ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 88.

⁵⁷¹ Les destinataires sont tous des représentants diplomatiques français : l'ambassadeur de France à Tokyo, le ministre de France à Pékin, six consuls généraux à Batavia, Calcutta, Séoul, Shanghai, Tsientsin et Tchentou, huit consuls à Singapour, Manille, Canton, Hong Kong, Hankéou, Fouchéou, Mongtseu et Tchefou, un consul délégué à Yunnanfou, six vice-consuls de Tchongking, Hoihao, Hokeou, Pakhoi, Swatow et Amoy et l'agent consulaire à Longtchéou : ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Minute du gouverneur général de l'Indochine, 24 octobre 1907 ».

⁵⁷² ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier du vice-consul de France à Hoihao, 31 octobre 1907 ».

l'ouverture prochaine de l'université – la date du 4 novembre est citée – en y ajoutant quelques détails sur l'École Pavie⁵⁷³. À l'inverse, le public japonais n'est pas visé par le recrutement⁵⁷⁴ : le courrier de Paul Beau sert davantage à affirmer et légitimer le rôle régional de la France en tant que concurrent du Pays du Soleil levant. Au sein des autres territoires visés par la correspondance, la nouvelle de l'ouverture d'une université à Hanoi connaît une réception mitigée : des articles spéciaux sont publiés dans la presse de Hong Kong⁵⁷⁵ tandis que le consul général de Séoul souligne le caractère vain d'une promotion locale⁵⁷⁶. L'ignorance de la langue française est, une nouvelle fois, un obstacle. Un courrier, lui-aussi peu optimiste, provient du consulat de Calcutta et le coût d'une promotion plus approfondie, par l'intermédiaire de la presse, est présenté comme trop important face à ses gains potentiels⁵⁷⁷.

Par conséquent, cette entreprise épistolaire confirme la prédominance chinoise du recrutement régional. Cependant, malgré l'accueil positif des représentants français sur place, il est prématuré d'évoquer des circulations chinoises vers l'université de Hanoi en 1907-1908. Un courrier du consul général de France à Tchentou (Chengdu), le 14 janvier 1908, illustre ces atermoiements⁵⁷⁸ : le climat de réforme de l'instruction publique en Chine nourrit l'intérêt des hautes autorités provinciales du Sichuan qui concèdent qu'il « est absolument indispensable d'envoyer au dehors des étudiants acquérir ou compléter un enseignement supérieur⁵⁷⁹ ». Toutefois, dans cette province où l'enseignement scientifique et technique est peu développé, partir pour l'Indochine demeure compliqué, notamment d'un point de vue financier. Le Japon reste la destination phare des étudiants malgré ses lacunes : un enseignement trop superficiel et de seconde main alors que les étudiants chinois intègrent des établissements ou sections séparés des Japonais⁵⁸⁰ ; un sentiment d'infériorité vis-à-vis de l'enseignement européen ou

⁵⁷³ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier du chargé d'affaire de la légation de France à Bangkok, 30 octobre 1907 ».

⁵⁷⁴ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier de l'ambassadeur de France à Tokyo, 8 janvier 1908 ».

⁵⁷⁵ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier du consulat de France à Hong Kong, 12 novembre 1907 ».

⁵⁷⁶ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier du consul général à Séoul, 27 novembre 1907 ».

⁵⁷⁷ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise, 1907* : « Courrier du gérant du consulat de France à Calcutta, 13 décembre 1907 ».

⁵⁷⁸ ANOM, GGI, dossier 18 406 : *Au sujet de l'Université indochinoise, 1908* : « Courrier du consul général de France à Tchentou au gouverneur général de l'Indochine, 14 janvier 1908 ».

⁵⁷⁹ *Ibidem*.

⁵⁸⁰ Ces spécificités sont notamment décrites par Jules Harmand, ambassadeur de France, dans son rapport de 1904. ANOM, GGI, dossier 23 740 : *Étudiants chinois au Japon...*, *op.cit.* : « Rapport par le ministre de la république française à Tokyo au ministre des Affaires étrangères, 15 décembre 1904 ».

états-unien ; la méfiance des mandarins fidèles au gouvernement impérial quant à l'influence japonaise sur les jeunes lettrés. Les autorités chinoises réclament des informations complémentaires sur l'alternative française – quel serait le coût des études ? Quelles conditions pour accéder aux établissements ? – retardant par là même les départs de potentiels candidats.

La publicité extrême-orientale menée par Paul Beau ne conduit pas à un recrutement continental des étudiants de la première promotion de l'Université indochinoise. Ceux-ci sont d'abord des Indochinois et plus, particulièrement, des Tonkinois. Les cours sont organisés en fin de journée, entre 17h15 et 21h45 afin que les employés de l'administration coloniale locale puissent les suivre⁵⁸¹. À partir de novembre 1907, selon Paul Beau, la « section de Hanoi » de l'université réunit « 94 étudiants et 74 auditeurs libres, auxquels il faut ajouter 37 élèves de première année de l'École de médecine, qui suivent un certain nombre de cours de sciences⁵⁸² ». Parmi les auditeurs libres, on compte alors quelques Européens et des « Annamites notables » alors qu'il ne fait, pour le gouverneur général, nul doute qu'un contingent élevé d'étudiants étrangers va arriver ensuite. En juin 1908, les effectifs dépassent péniblement quarante élèves avec trente-six fonctionnaires, trois employés de commerce et seulement deux étudiants sans activité professionnelle⁵⁸³. Si aucune information n'est disponible à ce jour quant à leur origine précise, les activités des étudiants-salariés sous-tendent une localisation à Hanoi ou à proximité et donc, des départs à l'échelle locale, pouvant se résumer à des mobilités pendulaires. Ceux-ci se dirigent d'abord vers la filière scientifique, avec seize étudiants, puis vers les lettres qui accueillent quatorze candidats au diplôme. Curieusement, aux vues du grand nombre d'employés administratifs, ils sont seulement onze à fréquenter la filière juridico-administrative⁵⁸⁴.

Les premières années du XX^e siècle voient apparaître des initiatives en matière d'enseignement supérieur en Indochine. Ciblant un public asiatique avant tout, elles engendrent des flux vers un pôle urbain, Hanoi. Alors que les universités indiennes rayonnent à l'échelle des territoires asiatiques sous domination britannique – l'Inde, la Birmanie, Ceylan

⁵⁸¹ Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 103-104.

⁵⁸² Paul Beau, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908, p. 321.

⁵⁸³ Cyprien-Marie-Joseph Mus, *La première université indochinoise*, Hanoi, Imprimerie G. Taupin et cie, 1927, cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 105.

⁵⁸⁴ *Ibidem*.

– les écoles indochinoises se concentrent sur les territoires dits annamites – Tonkin, Cochinchine, Annam – tout en affichant une ambition régionale, d’abord à l’égard de la Chine et, plus secondairement, du Siam.

B.2. Entre échecs et continuité (1908-1917)

Contrairement à l’enseignement supérieur en Inde, l’Indochine de la première décennie du XX^e siècle n’est pas le lieu d’une expansion universitaire continue. Seule l’École de médecine de Hanoi s’avère pérenne face aux fermetures de l’École Pavie, par arrêté du 11 juillet 1908, puis de l’Université indochinoise en novembre 1908, sans que celle-ci ne soit sanctionnée par un texte officiel. Ces échecs, s’ils n’aboutissent pas à de véritables blocages des systèmes éducatifs, sont révélateurs de difficultés empêchant ou retardant les circulations estudiantines vers l’Union indochinoise.

2.a. Le double échec de 1908

L’École Pavie comme l’Université indochinoise peinent à accueillir des candidats aux diplômes en nombre conséquent. Alors qu’elle cherchait initialement à détourner à son profit les hordes de jeunes Chinois rejoignant le Japon, la première voit ses effectifs baisser au fil des années. De vingt élèves à la fin de l’année 1907, ils ne sont plus que douze en mars 1908 puis onze au mois de juillet, lors de la fermeture de l’école. Cette diminution résulte d’un raidissement des pouvoirs publics en Chine quant à l’envoi de nouveaux élèves à Hanoi. Après un premier message pessimiste à l’automne, les autorités du Yunnan relayent, en décembre 1907, un ordre du ministre de l’Instruction publique à Pékin, défendant formellement « d’envoyer à l’étranger des élèves qui n’auraient pas terminé leurs études dans les écoles secondaires et ne seraient pas en état d’entrer dans les écoles supérieures⁵⁸⁵ » et ajoutent qu’aucun élève du Yunnan ne remplit alors les conditions requises. L’attitude des anciens pensionnaires de l’École Pavie fournit un des facteurs explicatifs de cette crispation des flux entre la Chine du sud et Hanoi, comme l’explique le vice-consul par intérim du Yunnan dans son courrier de mars 1908 :

Ces élèves ayant terminé leurs études à l’École Pavie, ont été, depuis leur retour, la cause de réelles difficultés pour les autorités des écoles où ils sont rentrés où (sic) des lieux qu’ils habitent : ils n’ont cessé de provoquer des agitations regrettables, soit au moyen de

⁵⁸⁵ ANV1, GGI, dossier 4 815 : *Au sujet de la suppression de l’École Pavie* : « Courrier du vice-consul, délégué par interim du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général par interim de l’Indochine, 21 mars 1908 ».

discours publics où (sic) privés, soit en voulant se mêler des affaires locales et des questions internationales par des pamphlets ou des accusations aux hautes autorités. Cet esprit révolutionnaire (...) n'est pas spécial aux élèves ayant été au Tonkin, mais il n'en est pas moins dangereux en gênant les administrations locales et en risquant de compromettre les relations internationales⁵⁸⁶.

Alors que l'École Pavie cherche à former une élite chinoise francophile, certains élèves s'affirment en tant qu'opposants au régime en place, à ses représentants et à ses soutiens⁵⁸⁷. Fragilisé par l'activisme de certains de ses élèves et *alumni*, l'établissement tonkinois continue également de souffrir de la concurrence d'autres initiatives, qu'elles soient japonaises ou occidentales. L'ancien élève Tchang Fang Han a rejoint le Japon après avoir quitté Hanoi et souhaiterait rejoindre la France métropolitaine pour compléter son cursus. Il plaide sa cause en évoquant le départ pour l'Allemagne de ses compatriotes maîtrisant la langue germanique⁵⁸⁸.

L'échec de l'École Pavie s'accompagne de celui de l'Université indochinoise : ses débuts prometteurs à l'échelle locale laissent rapidement place à un déclin progressif des effectifs, dès l'hiver 1907-1908. De 94 étudiants en novembre, ils ne sont plus que 68 début décembre puis 46 après les vacances de Noël⁵⁸⁹. Aux côtés de démissions, une vingtaine d'étudiants sont radiés pour non-respect du règlement intérieur ou assiduité irrégulière. Or, contrairement au cas bien documenté de l'École Pavie, il est difficile d'énoncer avec certitude les causes de la fermeture prématurée de l'université au bout d'un an de service. Si l'historien Hoàng Văn Tuấn impute cet échec à la répression d'activités anticolonialistes qu'auraient soutenues les étudiants de l'université⁵⁹⁰, les preuves tangibles demeurent fragiles. Certains administrateurs, tels Henri Gourdon, auteur d'un rapport sur l'enseignement en Indochine en 1907-1908, voient d'un mauvais œil l'institution, qu'ils jugent inadaptée aux besoins éducatifs de la colonie⁵⁹¹. L'absence d'arrêté venant mettre un terme à l'institution universitaire traduit surtout un manque d'intérêt de la part des pouvoirs politiques, peu enclins à investir du temps et de l'argent dans le projet.

En 1908, le départ de Paul Beau s'accompagne de la fermeture de deux institutions

⁵⁸⁶ *Ibidem*.

⁵⁸⁷ Sur l'activisme des étudiants chinois de l'École Pavie, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

⁵⁸⁸ *Ibid.*

⁵⁸⁹ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 89.

⁵⁹⁰ Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 112-113.

⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 111.

nées sous son gouvernement, l'École Pavie et l'Université indochinoise. Ce double échec souligne le caractère primordial du soutien apporté par le chef de la colonie quant à la réalisation de certains projets, qui périssent après son départ. Dès lors, l'enseignement supérieur dans la colonie se résume, comme entre 1902 et 1905, à l'initiative la plus ancienne, l'École de médecine de Hanoi.

2.b. Un enseignement technique au compte-gouttes

Cible de nombreuses réformes qui modifient, sans remettre en cause, son fonctionnement, l'École supérieure de médecine est l'incarnation, avec l'École des Travaux publics ouverte en 1913, d'un enseignement « technique supérieur⁵⁹² » aux côtés d'écoles professionnelles de plus en plus nombreuses jusqu'à la refondation universitaire de 1917. Si la question de la formation d'un personnel de santé est centrale, les établissements d'enseignement indochinois ont, d'une manière générale, pour mission de former une main-d'œuvre spécialisée et surtout, utile aux colonisateurs, comme le rappelle le cas de l'École commerciale de Haiphong fondée par arrêté du 27 avril 1905 :

Les jeunes qui sortiront de cette école pourront rendre de réels services dans les maisons de commerce et de banques de l'Indochine, ils auront dû acquérir des connaissances assez étendues puisque la partie technique de l'enseignement comprend les matières suivantes : notions de commerce, de banque, de change, de comptabilité financière et industrielle, la sténographie, la dactylographie, les langues anglaise, annamite, malaise et les caractères chinois⁵⁹³.

Le mouvement de fondations professionnelles entamé à la fin du XIX^e siècle se poursuit. Comme au sein du Raj britannique, leur localisation est plus variée, s'appuyant sur un recrutement local, à l'échelle provinciale. Par exemple, des écoles professionnelles sont organisées à Phnom Penh et Biên Hòa, en Cochinchine en 1903, puis à Saigon et Hanoi en 1904, à Bà Rịa, une autre localité cochinchinoise, l'année suivante, à Cao Bằng, au Tonkin, en 1907 et enfin, à Vientiane en 1909⁵⁹⁴. Des demandes d'admission rédigées en vietnamien ou en français sont adressées par courrier aux chefs de province de la part de futurs fondateurs,

⁵⁹² Le terme est notamment employé dans les rapports au conseil de gouvernement de l'Indochine, voir notamment : Gouvernement général de l'Indochine, *Rapports au conseil de gouvernement de l'Indochine, Tome 2*, 1916, p. 119.

⁵⁹³ ANOM, GGI, dossier 2 612 cité dans Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice...*, *op.cit.*, p. 72.

⁵⁹⁴ Pour une chronologie complète des fondations liées à l'enseignement, tous niveaux confondus, voir : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 407-415.

mécaniciens, laqueurs ou, encore, charpentiers issus des populations locales⁵⁹⁵. Des écoles davantage spécialisées accompagnent cet essor : une école commerciale est organisée simultanément à Hanoi et Haiphong en 1902⁵⁹⁶ ; à Saigon, l'école pratique de médecine indigène en 1903 suit d'un an celle des mécaniciens asiatiques⁵⁹⁷ tandis que les premières années de la décennie 1910 voient fleurir des écoles d'arts aussi bien au Cambodge qu'en Cochinchine et au Tonkin⁵⁹⁸.

En parallèle, les formations liées à la santé, fondées sur la science occidentale, voient leur offre de cours s'étoffer entre la fin de la décennie 1900 et la Première Guerre mondiale. Tout d'abord, l'offre de l'école supérieure de médecine s'éloigne encore un peu plus des facultés médicales métropolitaines. Son caractère pratique est accentué, comme le rappelle la dénomination « technique supérieur » utilisée dans les rapports gouvernementaux de la période. Une section militaire est organisée par l'arrêté 4 mai 1907 et attire de nouveaux étudiants au profil spécifique, puisque ceux-ci « sont recrutés parmi les enfants de troupe et les élèves caporaux des régiments indigènes⁵⁹⁹ ». Les candidats subissent un examen d'entrée afin de pouvoir suivre les mêmes cours que les aspirants à la médecine civile, agrémentés de stages en hôpital militaire et de quelques enseignements spécialisés.

S'il demeure difficile d'évaluer les effets pratiques de l'ouverture de la nouvelle section, et notamment la réception que lui réservent les populations locales, les sources témoignent plus volontiers de l'arrivée d'étudiants chinois, phénomène qui se perpétue après le départ de Paul Beau. L'argument d'une influence française croissante en Extrême-Orient est toujours brandi, associé à la réservation de postes dans des hôpitaux indochinois ou chinois⁶⁰⁰. En janvier-février 1908, les candidatures viennent aussi bien de la Chine continentale que de l'île

⁵⁹⁵ Voir par exemple : Archives nationales du Vietnam – Hanoi (ANV1), Résidence de Hadong, dossier 3 863 : *Recrutement des élèves de l'École professionnelle de Hanoi, 1903-1915*. Pour un tableau général de l'ouverture et du fonctionnement de ses écoles, voir aussi : Paul Beau, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908.

⁵⁹⁶ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 72.

⁵⁹⁷ Gabriel Michel, *Code judiciaire de l'Indo-Chine. Tome 4*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1913, p. 373.

⁵⁹⁸ Une école royale des arts cambodgiens est ouverte à Phnom Penh en 1912, suivie de l'École de dessin et d'ornement de Gia Dinh (Cochinchine) et de l'École d'arts appliqués de Biên Hòa l'année suivante.

⁵⁹⁹ Paul Beau, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908, p. 301.

⁶⁰⁰ ANOM, GGI, dossier 44 136 : *Élèves chinois à l'École de médecine de l'Indochine* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 25 février 1908 ».

de Hainan⁶⁰¹. Alors que l'université de Hanoi avait été jugée inadaptée à l'éducation de la population insulaire, la formation médicale fait ici l'objet d'un intérêt plus global, permettant d'assurer la pratique de soins au sein des territoires dont sont issus les étudiants. L'ensemble des candidats sont recommandés par des personnalités françaises – représentants diplomatiques, directeurs d'écoles françaises – qui deviennent ainsi des acteurs majeurs du façonnement des circulations étudiantes entre la Chine et la colonie voisine. Les interactions ne sont pas exemptes de luttes de pouvoir : à la suite de l'exclusion définitive de Tsan You Ninh pour absentéisme en 1909, le résident supérieur du Tonkin rappelle que le jeune homme n'avait été admis à l'école de médecine que sur insistance du vice-consul⁶⁰². L'administrateur suggère alors le remboursement des frais d'entretien et d'instruction, « supportés par le budget de l'École⁶⁰³ », par le diplomate. En outre, des difficultés continuent de se faire sentir et concernent surtout la maîtrise du français : en janvier 1909, les quatre étudiants envoyés par le consul du Sichuan s'avèrent ne pas maîtriser suffisamment le français⁶⁰⁴. Le directeur de l'École de médecine estime qu'ils doivent consolider leur éducation primaire et pour cela, fréquenter l'École normale de Hanoi plutôt que son établissement. Finalement, l'arrêté du 4 juin 1910 instaure une section d'élèves chinois au sens propre à l'École de médecine de Hanoi, imposant des règles strictes et précises⁶⁰⁵. Une limite de dix élèves par an est fixée, englobant les candidats en provenance de l'Empire du milieu et les membres de la diaspora chinoise en Indochine. Ils ne sont pas soumis automatiquement au régime de l'internat mais peuvent bénéficier de repas et d'un lit à l'école contre dix piastres par mois. L'accent est mis à la fois sur la maîtrise du français (article 2) et sur « l'honorabilité » des candidats (article 3). Surtout, une fois diplômés, ils ne peuvent exercer qu'au sein des établissements consulaires en Chine, et non plus en Indochine. Il faut attendre 1917 pour que ses mesures restrictives, bien que critiquées, soient modifiées⁶⁰⁶.

⁶⁰¹ ANOM, GGI, dossier 44 136, *Élèves chinois à l'École...*, *op.cit.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au chef de cabinet à Saigon, 30 janvier 1908 » ; « Télégramme du gouverneur général de l'Indochine au chef de cabinet à Saigon, 13 février 1908 » ; « Télégramme du gouverneur général de l'Indochine au consul de Pakhoi, 17 février 1908 » ; « Courrier du consul français de Hoi Hao au gouverneur général de l'Indochine, 17 février 1908 ».

⁶⁰² ANOM, GGI, dossier 44 136, *Élèves chinois à l'École...*, *op.cit.* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 1909 ».

⁶⁰³ *Ibidem.*

⁶⁰⁴ ANOM, GGI, dossier 44 137, *Envoi des étudiants du Setchouan...*, *op.cit.* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général de l'Indochine, 6 janvier 1909 ».

⁶⁰⁵ ANOM, GGI, dossier 44 137, *Envoi des étudiants du Setchouan...*, *op.cit.* : « Arrêté du 4 juin 1910 ».

⁶⁰⁶ ANOM, GGI, dossier 44 140 : *Admission d'élèves chinois...*, *op.cit.* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général de l'Indochine, 1917 ».

Si les mobilités d'étudiants chinois sont revues à la baisse à la suite de la nomination d'Antony Klobukowski au gouvernement général de l'Indochine en 1908, l'École de médecine connaît des bouleversements plus globaux à la même période, modifiant l'accès des populations locales à cette institution. Par arrêté du 5 août 1909, des considérations d'abord budgétaires conduisent à la suppression de la section militaire et à la réduction du nombre d'élèves, se limitant à six par année puisqu'il est « inutile, [et] même dangereux de former un nombre de médecins supérieur au nombre des places que [le gouvernement colonial peut] leur offrir⁶⁰⁷ ». Le caractère utilitariste, plus que savant, de l'école de médecine est réaffirmé, les recrues locales ne pouvant exercer leur profession de manière libérale. Il est renforcé par le développement d'autres centres de formation, à destination des populations colonisées ou européennes, majoritairement en Cochinchine : aux côtés de l'école pratique déjà mentionnée, une école d'infirmière laïque existe à Chợ Lớn, à destination des Européennes tandis que des infirmiers vaccinateurs sont formés à Cho Quan⁶⁰⁸. Un enseignement professionnalisant à l'échelle provinciale vient donc compléter l'institution davantage coloniale et régionale de Hanoi, dont le nombre d'étudiants déjà limité – 34 élèves en 1910 dont la majorité vient du Tonkin et de la Cochinchine⁶⁰⁹ – est appelé à se réduire au cours des années suivantes. L'absence de statistiques sur les candidats aux études médicales ne permet pas de mesurer les effets réels de ce *numerus clausus* restreint. Les rapports officiels postérieurs mettent cependant en avant le caractère non-unanime des mesures : dès 1911, une nouvelle réorganisation de l'École est demandée, s'appuyant sur une hausse des effectifs et une amélioration de l'enseignement⁶¹⁰. Le manque de personnel médical est rappelé les années suivantes⁶¹¹ tandis que l'École de vétérinaire est devenue une instance

⁶⁰⁷ Gouvernement général de l'Indochine, *Rapports au Conseil supérieur. Session ordinaire de 1910*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1910, p. 99-100. Concernant cet arrêté, voir aussi : *Discours prononcé par M.A. Klobukowski, gouverneur général de l'Indochine à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur le 27 novembre 1909*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1909, p. 126.

⁶⁰⁸ *Ibid.*, p. 418.

⁶⁰⁹ Le rapport évoque alors douze Cochinchinois, autant de Tonkinois, deux Cambodgiens, un Annamite et sept Chinois.

Ibid., p. 100.

⁶¹⁰ Ministère des Colonies, *Indochine – Situation générale de la colonie pendant l'année 1911*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1911, p. 23.

⁶¹¹ Gouvernement général de l'Indochine, *Rapports au Conseil de gouvernement. Session ordinaire de 1914*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1914, p. 126.

autonome, attirant notamment des étudiants cochinchinois⁶¹², et qu'une section pharmaceutique s'affirme, avec une première promotion de pharmaciens auxiliaires en 1916⁶¹³. Un arrêté datant du mois de janvier de cette même année cherche alors à stimuler les départs en assurant aux diplômés un poste dans leur pays d'origine à leur sortie de l'École⁶¹⁴, faisant des conditions du retour un facteur de départ.

2. Un cadre de mobilité impérial

Au début du xx^e siècle, l'essor de l'enseignement supérieur et le renforcement de l'enseignement technique en Inde comme en Indochine peuvent conduire à émettre l'hypothèse d'un recentrement de l'éducation sur les colonies, entraînant une diminution des circulations d'études vers des territoires extérieurs. Pourtant, à l'échelle de l'empire, les statistiques disponibles témoignent au contraire d'une affirmation des flux vers les territoires métropolitains d'abord, et parfois coloniaux, du Royaume-Uni et de la France. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la dynamique amorcée au cours du siècle précédent se confirme et les migrations étudiantes à l'échelle impériale demeurent une caractéristique essentielle de l'accès à l'enseignement supérieur et technique pour les populations des colonies asiatiques. Cet élan pose la question des outils, nouveaux ou renouvelés, de la mobilité mais aussi du contrôle et de l'encadrement que ces circulations sous-tendent, en particulier de la part des pouvoirs publics.

A. Demandes et offres impériales

Les mobilités impériales, plus nombreuses, sont le reflet d'une demande de la part d'étudiants désireux de poursuivre leur formation en dehors de la colonie. En parallèle, des mesures participent, elles aussi, à l'essor des séjours d'études extra-coloniaux.

Les archives disponibles, pour l'Inde comme pour l'Indochine, ne comportent pas de listes d'étudiants sur le départ, établies avant le voyage. Seules quelques listes et notices individuelles, constituées *a posteriori*, mentionnent parfois, pour les étudiants issus des

⁶¹² « Quatre indigènes ont, après examen, été admis comme boursiers à l'École vétérinaire de Hanoi, où ils suivent les cours, en vue de l'obtention ultérieure du diplôme de vétérinaire indigène. » : Gouvernement général de l'Indochine, *Rapport sur la situation de la Cochinchine*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, p. 100.

⁶¹³ Gouvernement général de l'Indochine, *Rapport au Conseil de gouvernement*, Hanoi, Imprimerie de l'Extrême-Orient, 1916, p. 66.

⁶¹⁴ *Ibid.*, p. 91. La question du retour fait l'objet du chapitre 8 de la présente thèse.

populations colonisées seulement, la date de départ de l'individu concerné : le gouvernement général de l'Indochine compile ainsi des informations sur des élèves et étudiants indochinois se trouvant en France pour la période 1907-1910⁶¹⁵. Si elles attestent de 88 Indochinois sur le territoire métropolitain entre ces deux dates, une soixantaine d'entre eux est inscrite dans des établissements secondaires, primaires, primaires supérieurs ou encore, à l'Institut du Parangon de Joinville-le-Pont, regroupant ces différents niveaux d'enseignement et une formation pratique⁶¹⁶. Au sein de l'empire britannique, l'incitation par les pouvoirs publics à se doter d'un certificat d'identité avant le départ n'est que peu suivie par les étudiants indiens⁶¹⁷. Elle ne fournit donc pas un inventaire détaillé des individus mobiles, et laisse entrevoir la marge de manœuvre dont ceux-ci bénéficiaient puisqu'ils peuvent se déplacer sans en référer aux autorités impériales et ainsi rejoindre le lieu d'étude de leur choix.

Face à ces lacunes, il est nécessaire d'avoir recours à la fois à des données générales souvent établies *a posteriori* et à des parcours individuels, informant sur les motivations de certains candidats au diplôme. En 1907, les étudiants indiens au Royaume-Uni sont estimés à 700 par un comité chargé d'enquêter sur ce groupe d'individus, mis en place par le secrétaire d'État à l'Inde. Sept ans plus tôt, ils étaient environ 360 selon cette fois la National Indian Association (NIA), une association promouvant le progrès social en Inde et active au Royaume-Uni depuis 1870⁶¹⁸. Du côté indochinois, les effectifs énoncés par les autorités coloniales demeurent plus modestes, se limitant à quelques dizaines d'étudiants encore minoritaires face aux élèves des niveaux inférieurs. Selon les chiffres pour mai 1909, douze Cochinchinois et deux Tonkinois fréquentent des établissements d'enseignement supérieur en France. Sept sont des boursiers entretenus par le budget colonial local tandis que les autres ont été

⁶¹⁵ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses au sujet des bourses d'études en métropole* : « Liste et notices individuelles des étudiants indigènes en France ».

⁶¹⁶ L'École – ou Institut – du Parangon est un établissement d'enseignement libre fondé en 1857. À partir de 1902, elle intègre une école pratique coloniale délivrant un enseignement agricole, commercial et industriel.

⁶¹⁷ Ces irrégularités conduisent les autorités britanniques à dresser des listes d'étudiants arrivés au Royaume Uni avec ou sans certificats d'identité. Ainsi, au cours du deuxième semestre 1914, ils sont 41 munis de ce document contre 30 signalés comme fraîchement arrivés sans certificat : BL, IOR, L/PJ/6/1369, fichier 1 857 : *Lists of Indian Students who arrived in the United Kingdom during the second half of 1914, with (and without) certificates of identity, 1915*.

⁶¹⁸ « Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom » in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 74 ; Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, 2010, p. 113.

« envoyés en France par leurs parents sans bourses de l'administration⁶¹⁹ ». À ceux-ci s'ajoutent dix Cochinchinois inscrits au Parangon sans que les données ne permettent de déterminer leur niveau d'étude au sein de cet établissement. À la fin de l'année 1911, ils sont 25 étudiants *stricto sensu* recensés par les autorités coloniales aux côtés de six inscrits à l'institut de Joinville-le-Pont⁶²⁰. Alors que les étudiants indiens – contrairement aux Européens qui quittent l'Inde généralement bien plus précocement – partent, pour une part non négligeable, après avoir suivi les cours d'une institution indienne, l'absence d'un enseignement ouvrant l'accès au supérieur métropolitain dans la colonie conduit de nombreux Indochinois à fréquenter dans un premier temps des établissements primaires et secondaires en métropole⁶²¹. De la sorte, à son arrivée en février 1910, Đỗ Văn Dung intègre un établissement d'enseignement primaire supérieur, à Dol-en-Bretagne⁶²². Après l'obtention de ce certificat d'études primaires supérieures, puis du brevet de capacité pour l'enseignement primaire à Rennes à l'été 1913, il intègre l'École coloniale d'agriculture à Tunis en octobre de la même année⁶²³. La mobilité impériale se double potentiellement de circulations à l'échelle de la métropole, qu'elle soit française ou britannique.

Le bouche-à-oreille et le retour d'anciens étudiants dans les colonies nourrissent les flux : au début des années 1910, les deux frères Nguyễn Thế Truỳnh et Nguyễn Thế Song partent pour la France métropolitaine afin d'y poursuivre leurs études. Fréquentant eux-aussi d'abord des cours liés à l'enseignement primaire supérieur, ils sont les premiers à quitter leur localité du Tonkin pour étudier en France et sont auréolés de prestige à leur retour. Détenteur du brevet supérieur en 1915, Truỳnh rejoint par la suite l'Université de Toulouse et obtient une licence ès-sciences et un diplôme d'ingénieur chimiste⁶²⁴. Surtout, il devient un promoteur de la mobilité dans la colonie : dès 1916, lors d'un de ces retours en Indochine, il

⁶¹⁹ ANOM, GGI, dossier 2 567 : *Demande de renseignement, 1909* : « État concernant les boursiers indigènes de la Cochinchine entretenus en France, 12 mai 1909 » ; « État concernant les étudiants et élèves indigènes envoyés en France par leurs parents sans bourses de l'Administration, 12 mai 1909 » ; « Liste nominative des étudiants et élèves indigènes envoyés en France par leurs parents, sans bourse de l'administration ».

⁶²⁰ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Liste des élèves et étudiants indochinois dont s'est occupé le Groupe de l'enseignement indochinois pendant la période du 16 septembre au 31 décembre 1911 ».

⁶²¹ Les notices individuelles disponibles pour la période 1907-1915 contiennent généralement des détails sur les parcours métropolitains des Indochinois concernés : plusieurs d'entre eux fréquentent plusieurs établissements

⁶²² ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Notice individuelle de Đỗ Văn Dung ».

⁶²³ *Ibid.*

⁶²⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 3 ».

cherche à convaincre ses proches et quelques habitants de Hanh Thiên « à aller en France pour y faire de solides études et acquérir les capacités nécessaires à des chefs politiques⁶²⁵ », animé par des desseins politiques « pour l'indépendance de l'Indochine⁶²⁶ ». Le récit d'un de ces proches, Vinh, à la Sûreté générale indochinoise près de quinze ans plus tard met en avant l'attrait de la métropole pour les jeunes hommes en contact avec Truỳền en même temps que la nécessité d'obtenir l'accord parental avant de partir⁶²⁷. Si le bouche-à-oreille et la publicité participent à l'intensification des flux indochinois, il en va de même de certaines trajectoires familiales. En 1877, Aghorenath Chattopadhyaya était devenu le premier Indien titulaire d'un doctorat en sciences, obtenu à l'Université d'Édimbourg⁶²⁸. Une génération plus tard, plusieurs de ces huit enfants, hommes comme femmes, poursuivent leurs études au Royaume-Uni : Sarojini Naidu étudie à Londres et Cambridge, Virendranath Chattopadhyaya en Angleterre puis en Allemagne, Suhasini à Oxford tandis que leur sœur Mrinalini et leur frère Harindranath ont rejoint l'université de Cambridge⁶²⁹.

Généralement absents des archives gouvernementales, les étudiants européens issus des colonies n'en continuent pas moins de rejoindre les métropoles pour leurs études, comme l'attestent, du côté britannique essentiellement, les registres d'admission de certaines institutions : par exemple, onze étudiants d'Exeter College, à Oxford, sont nés en Inde⁶³⁰. Or, leur arrivée en métropole précède de plusieurs années leur admission dans l'institution oxonienne puisqu'ils ont tous fréquenté des établissements secondaires métropolitains.

La catégorie « étudiant libre », désignant les migrants partant par leurs propres moyens, qui se dessine ici ne doit pas masquer une offre de mobilité académique qui passe, en premier lieu, par l'octroi de bourses par des acteurs publics comme privés. Si celles-ci apparaissent dès le XIX^e siècle, le début du siècle suivant voit leur nombre croître et leurs

⁶²⁵ *Ibid.*

⁶²⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh..., *op.cit.*, p. 3 ». La dimension politique des mobilités étudiantes est étudiée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

⁶²⁷ Finalement, ce proche de Truỳền, portant le nom de Nguyễn Thế Vinh, part en octobre 1921, soit six ans après sa première entrevue avec le diplômé de l'université de Toulouse, sans l'accord maternel : *Ibid.* ; sur l'itinéraire de Vinh, voir : Sara Legrandjacques, « Rencontres étudiantes. L'itinéraire de Nguyễn Thế Vinh, étudiant indochinois dans l'Europe des années 1920 », *Hypothèses*, n°22, 2020, p. 279-290.

⁶²⁸ Nirode K. Barooah, *Chatto. The Life and Times of an Indian Anti-Imperialist in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 7-8 ; « 1875 : Aghorenath Chattopadhyaya », *UncoverEd. A collaborative decolonial research project*, en ligne : <http://uncover-ed.org/aghorenath-chattopadhyaya/>, consulté le 26 juin 2019.

⁶²⁹ Nirode K. Barooah, *Chatto. The Life and Times of an Indian Anti-Imperialist in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 7-8.

⁶³⁰ Exeter College Archives : *Exeter College Register, 1902-1917*.

fonctions se préciser. En (ré-)organisant leurs soutiens financiers, les pouvoirs publics confirment l'intégration des mobilités étudiantes au sein des systèmes d'enseignement coloniaux. En effet, le projet de bourses techniques (*technical scholarships*) émanant du gouvernement colonial indien au cours de l'hiver 1901-1902 s'inscrit dans un programme plus large de renouvellement de l'enseignement technique, entrepris avant tout à l'échelle de la colonie. Du côté indochinois également, la politique éducative intègre des bourses pour la métropole afin de permettre à une poignée d'étudiants doués de compléter leur cursus en France après avoir grimpé les échelons du système éducatif local. La complémentarité des études intra et extra-coloniales est davantage assumée, illustrée par certaines trajectoires personnelles : en 1902, Tran Van Ngot, élève-maître à l'École normale de Nam Định obtient une bourse pour l'École normale d'Alger⁶³¹. Sept ans plus tard, Miss Wall, étudiante boursière au Medical College de Calcutta est autorisée à transformer ce soutien financier en une bourse pour l'Université d'Édimbourg, impliquant le non-renouvellement de la bourse locale pour un autre candidat pendant cinq ans⁶³².

Cet élan s'accompagne d'un double processus de spécialisation-différenciation des aides financières, à plusieurs niveaux. En premier lieu, les nouvelles allocations orientent les étudiants vers des filières spécifiques. En Inde, les bourses techniques excluent un certain nombre de spécialités déjà enseignées dans la colonie – droit, médecine, sylviculture, sciences vétérinaires, agriculture et ingénierie – en faveur de formations industrielles⁶³³. Dans ce cas précis, la spécialisation se ressent jusqu'à l'échelle des provinces puisque, pour chacune d'entre elles, la formation est associée à une ou plusieurs filières industrielles prédéterminées : le textile et l'imprimerie à Bombay, l'extraction minière au Bengale et dans les Provinces centrales ou encore la poterie et la métallurgie au Pendjab⁶³⁴. Si le caractère utile des circulations étudiantes resurgit ici, l'essor des bourses gouvernementales alimente

⁶³¹ ANV2, Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 4 329 : *Dossier relatif au rapatriement de M. Jean-Baptiste Can, étudiant en médecine à Alger ; bourse à l'École normale d'Alger à M. Tran Van Ngot, année 1902* : « Arrêté du 21 août 1902 ».

⁶³² NAI, HD, proceedings 179-183 – Septembre 1909 : *Transfer of Miss KG Wall's scholarship of Rs 40 a month for two years from the Medical College, Calcutta, to the Edinburgh University, and grant to her the balance of the travelling allowance which she would be entitled to draw if she completed her course of study in Calcutta* : ensemble du dossier.

⁶³³ Cette caractéristique est rappelé dans le règlement sur les bourses techniques diffusé à partir de 1902 : WBSA, GenED, proceedings 1-8 – June 1904 : *Technical Education...*, *op.cit.* : « *State Scholarships for Natives of India* ».

⁶³⁴ National Archives of India (NIA), Home Department (HD), proceedings n°91-124 – Octobre 1904 : *Institution of State Technical Scholarships to enable Natives of India to pursue a Course of Study in Great Britain or other Western Countries* : « Note du directeur general de l'Éducation, 7 juillet 1904 ».

également une hiérarchie entre enseignement colonial et enseignement métropolitain. En 1908, des bourses d'études orientales (*Scholarships for Oriental Studies*) sont créées afin que deux étudiants par an soient envoyés étudier le sanscrit ou l'arabe pour deux ans en Europe⁶³⁵. L'objectif est « d'aider les étudiants à acquérir les méthodes critiques et scientifiques du savoir occidental, en étudiant les classiques sous la direction de professeurs européens et en acquérant une connaissance du français et de l'allemand qui est indispensable afin de profiter pleinement des recherches d'orientalistes européens⁶³⁶ ». Enfin, la différenciation géographique se double d'une différenciation entre étudiants issus des populations locales et étudiants d'ascendance européenne ou métis. Aucune mention de bourses destinées aux Européens n'a été trouvée dans les archives liées à l'Indochine. Du côté indien, les Européens et Eurasiens bénéficient d'un système d'aide indépendant, à l'œuvre à l'intérieur comme à l'extérieur de la colonie⁶³⁷, et leur permettant de choisir librement leur filière d'études⁶³⁸. Les candidats optent pour l'ingénierie, la médecine ou encore l'histoire⁶³⁹.

En parallèle, une offre non-gouvernementale se développe dans les deux colonies. Le rôle des élites locales dans les mobilités étudiantes indiennes était déjà visible au XIX^e siècle. Toutefois, on note l'apparition d'organisations et associations cherchant à alimenter les flux étudiants vers des territoires extra-coloniaux au cours de la première décennie du XX^e siècle, aussi bien au sein de ce territoire sous domination britannique que chez son voisin sud-est-asiatique. Leurs actions se destinent aux populations locales : l'Association for the Advancement of Scientific and Industrial Education of Indians (Association pour l'avancement de l'éducation scientifique et industrielle des Indiens - AASIEI) est implantée au Bengale en

⁶³⁵ NAI, HD, proceedings 179-183 – Septembre 1909 : *Transfer of Miss KG Wall's scholarship of Rs 40 a month for two years from the Medical College, Calcutta, to the Edinburgh University, and grant to her the balance of the travelling allowance which she would be entitled to draw if she completed her course of study in Calcutta* : «

⁶³⁶ NAI, HD, proceedings n°66-68 – Septembre 1908 : « Résolution sur les bourses d'études orientalistes, 1^{er} septembre 1908 ».

⁶³⁷ Par exemple, dès 1900, une bourse réservée aux Européens et Eurasiens dont les parents sont domiciliés en Birmanie est attachée au Medical College de Calcutta : NAI, HD, proceedings 179-183 – Septembre 1909 : *Transfer of Miss KG Wall's scholarship of Rs 40 a month for two years from the Medical College, Calcutta, to the Edinburgh University, and grant to her the balance of the travelling allowance which she would be entitled to draw if she completed her course of study in Calcutta* : « Brouillon de télégramme, 9 juillet 1909 ».

⁶³⁸ NAI, HD, proceedings n°52-66 – Juin 1909 : *Selection of Mr HLH Langley for the State Scholarship tenable in England by domiciled Europeans and Eurasians* : « Courriers des gouvernements locaux, juin 1909 ».

⁶³⁹ *Ibid.*

mars 1904 à l'initiative du magistrat Jogendra Chandra Ghose⁶⁴⁰ tandis que l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel est active à Hanoi à partir de 1907, réunissant des membres exclusivement vietnamiens autour de Đỗ Văn Tâm puis du ministre annamite Thân Trọng Huề⁶⁴¹. Ces organisations cherchent à rassembler des fonds, principalement par l'intermédiaire des souscriptions de leurs membres, afin de pouvoir financer des séjours d'études extra-coloniaux : dès 1904, l'AASIEI souhaite prendre en charge 30 étudiants prêts à quitter la colonie, voire l'empire ; l'association tonkinoise place en tête de ses statuts l'attribution de bourses scolaires pour la métropole. Dans les deux cas, les objectifs sont associés à des initiatives éducatives à l'échelle coloniale : l'AASIEI souhaite aménager des laboratoires en Inde⁶⁴² tandis que les règlements de l'association basée à Hanoi précisent qu'elle doit « faciliter dans la Colonie aux Annamites l'étude de la langue française et de la connaissance des lettres, des sciences, des arts, des lois et coutumes de la France par tous les moyens qui paraîtront les plus fructueux, tels que les bibliothèques, écoles, salles d'étude, réunions instructives, concours, expositions, conférences, missions d'études, etc.⁶⁴³ ». Le lien avec l'instruction disponible en Indochine paraît d'autant plus déterminant qu'en 1913, des membres de l'association profitent d'une assemblée générale pour dénoncer le blocage lié à un enseignement colonial trop limité. D'après Nguyễn Liền, soutenu par le président de la société, « l'enseignement secondaire n'existe pour ainsi dire pas en Indochine » et « les boursiers de l'Association, envoyés en France, après une sévère sélection par voie de concours, ont tout au plus reçu une instruction du degré de l'enseignement primaire supérieur et n'ont pas été pour cette raison forcés à suivre les cours des facultés françaises⁶⁴⁴ ». D'où des mobilités de l'enseignement secondaire – voire primaire – encore importantes, si ce n'est majoritaires, aux côtés des départs pour des établissements d'enseignement supérieur et professionnel métropolitains : en 1913, le boursier Trịnh Văn Hời est élève à l'École de commerce de Lyon mais a d'abord obtenu son brevet de l'enseignement

⁶⁴⁰ En août 1908, vingt-neuf districts bengalis sont dotés d'un comité de l'association. Les États princiers participent à cette œuvre. Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement in Bengal, 1903-1908*, New Delhi, People's Publishing House, 1973, p. 112.

⁶⁴¹ ANV1, RST, dossier 79 257 : *Fondation d'une association « Encouragement à l'Enseignement secondaire, supérieur et professionnel » pour l'envoi et l'entretien en France des jeunes Annamites pour l'achèvement de leurs études, 1913-1937* : « Statut de l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel, 24 février 1907 ».

⁶⁴² Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016, p. 64-65.

⁶⁴³ ANV1, RST, dossier 79 257 : *Fondation d'une association...*, *op.cit.* : « Statut de l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel, 24 février 1907 ».

⁶⁴⁴ *Ibid.* : « Procès-verbal de l'assemblée générale du 6 novembre 1913 ».

primaire supérieur. Deux de ses camarades fréquentent alors l'école primaire supérieure de Pons⁶⁴⁵. L'ouverture d'un lycée dans la colonie est présentée comme la seule solution permettant de « fournir des sujets capables de fréquenter avec fruit les cours de l'Université française⁶⁴⁶ » et met en relief la volonté de recentrer les séjours métropolitains sur une formation supérieure. Ce constat, inexistant du côté indien, se double de contacts plus approfondis avec l'administration coloniale du côté indochinois. Si des Européens soutiennent l'action de l'AASIEI indienne, comme Daniel Hamilton qui prodigue plusieurs passages gratuits à bord de navires de la British India Steam Navigation Company⁶⁴⁷, l'aval du résident supérieur du Tonkin est primordial au bon fonctionnement de l'association indochinoise⁶⁴⁸. En 1914, il demande à la fois une modification du nom vietnamien de l'association afin d'insister sur le caractère métropolitain, plus qu'étranger, des séjours d'études et insiste sur la transmission de toutes pièces destinées aux provinces avant diffusion⁶⁴⁹. Pourtant, dans les deux cas, les objectifs associés, par les sociétés, aux mobilités étudiantes tendent à se différencier de ceux affichés par les pouvoirs publics : Nguyễn Văn Vĩnh insiste sur un besoin « d'hommes instruits, capables de guider [les Indochinois] dans la voie du progrès et non de contremaîtres pouvant à peine trouver du travail⁶⁵⁰ », soit sur la formation d'une véritable élite éduquée ; quant à l'AASIEI, elle met en avant la nécessité de développer l'industrie nationale en Inde et participe à la création de firmes par des experts indiens revenus de l'étranger⁶⁵¹.

Alors que les deux associations déclinent dès le tournant de la décennie 1910, période au cours de laquelle l'AASIEI interrompt ses activités tandis que sa consœur indochinoise peine à convaincre de son utilité et vivote sans disparaître⁶⁵², une offre se développe depuis la métropole. Elle se caractérise une fois encore par une diversité d'acteurs aux motivations variées. Certains métropolitains cherchent à promouvoir l'établissement d'enseignement

⁶⁴⁵ *Ibid.*

⁶⁴⁶ *Ibid.*

Il faut cependant attendre 1927 pour que le brevet de capacité, version locale du baccalauréat, soit mis en place.

⁶⁴⁷ Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement...*, *op.cit.*, p. 113.

⁶⁴⁸ ANV1, RST, dossier 79 257 : *Fondation d'une association...*, *op.cit.* : « Courrier du président de l'association au résident supérieur du Tonkin, 15 novembre 1913 ».

⁶⁴⁹ *Ibid.* : « Note pour le Résident supérieur du Tonkin » ; « Courrier du Résident supérieur du Tonkin par interim au président de l'association, 21 mars 1914 ».

⁶⁵⁰ *Ibid.* : « Procès-verbal de l'assemblée générale du 6 novembre 1913 ».

⁶⁵¹ Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement...*, *op.cit.*, p. 112 ; Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 64-65.

⁶⁵² L'association est toujours active au cours des années 1930, comme l'attestent les documents inclus au dossier 79 257. Cependant, aucun élément n'est disponible pour la période 1917-1933 et il demeure donc impossible à ce jour d'étudier l'histoire de cette association au cours de la première décennie de l'entre-deux-guerres.

qu'ils dirigent : en 1907, le directeur de l'École d'électricité et de mécanique industrielle de Paris négocie avec le conseil municipal de Haiphong la création d'une bourse « en faveur de l'un des jeunes gens de la ville choisi parmi ceux présentant le plus d'aptitude pour suivre l'enseignement technique donné par l'école et dont la situation serait jugée digne du plus grand intérêt⁶⁵³ ». On retrouve également des bourses émanant d'individus ou d'organisations de la métropole. Si certaines, à l'instar de la bourse Whitworth, sont déjà anciennes, une entreprise davantage inédite germe à Londres par l'intermédiaire d'un Indien, Shyamaji Krishnavarma. Celui-ci édite, à partir de 1905, un journal intitulé *The Indian Sociologist*, dans lequel il annonce dès le premier numéro son programme de bourses d'études indiennes (*Indian Fellowships*) d'une hauteur de 2 000 roupies et portant, dans un premier temps, les noms du philosophe britannique anti-impérialiste Herbert Spencer et de Swami Dayananda Saraswati, gourou et philosophe hindou. Il bénéficie ensuite du soutien financier de Sardarsinhji Ravaji Rana, fondateur de l'Indian Society de Paris et vice-président de l'India Home Rule Society, pour trois d'entre elles, auxquelles sont données le nom de figures de l'histoire indienne : Rana Pratap Sinha, Shivaji et Akbar⁶⁵⁴. Ces dénominations renseignent sur le caractère nationaliste de ces aides imaginées paradoxalement depuis le Londres du début du xx^e siècle, en parallèle du projet d'India House visant à accueillir les ressortissants du « Joyau de la Couronne » dans la capitale métropolitaine⁶⁵⁵. En effet, il s'agit de permettre à des étudiants de « terminer leurs études en Angleterre et de se préparer à une profession indépendante⁶⁵⁶ » : cette mesure affirme donc une hiérarchie entre enseignement colonial et enseignement métropolitain, la seconde complétant la première, sans que cette démarche impériale ne soit présentée comme contradictoire dans le cadre d'un activisme anticolonial. Si certains aspects du programme ne sont pas sans rappeler les bourses gouvernementales – telle que leur nombre réduit, deux par an, et leur concession rotative, par groupe de deux universités – la dimension militante du séjour ainsi financé est rappelée dans le septième point du programme :

⁶⁵³ ANV1, RST, dossier 22 588 : *Création d'une bourse à l'École d'Électricité et de mécanique industrielle de Paris, 1907* : « Courrier du directeur de l'école, 12 juin 1907 ».

⁶⁵⁴ « Indian Travelling Fellowships and Indian Lectureships », *The Indian Sociologist*, vol. 2, n°4, avril 1906, p. 1. Rana Pratap Sinha (ou Singh) est un maharaja du nord-ouest de l'Inde ayant résisté à la conquête moghol au xvi^e siècle ; Shivaji est le fondateur du royaume marathe au xvii^e siècle ; Akbar est un empereur moghol ayant régné de 1556 à 1605. Voir les extraits de *The Indian Sociologist* disponibles en annexes.

⁶⁵⁵ Voir le chapitre 5 de la présente thèse.

⁶⁵⁶ « Herbert Spencer Special Fellowships », *The Indian Sociologist*, vol. 1, n°1, Janvier 1905, p. 4.

Chaque candidat choisi comme boursier de ce programme devra avoir complété sa dix-huitième année, et devra solennellement déclarer qu'après son retour en Inde il ne devra accepter aucun poste, aucune fonction, aucun émolument ou service émanant du gouvernement britannique⁶⁵⁷.

Une offre diversifiée, animée par une grande variété d'acteurs, individuels et collectifs, caractérise les débuts du xx^e siècle, en Inde comme en Indochine, malgré des motifs et des trajectoires qui diffèrent. Son succès dépend de l'intérêt manifesté par les étudiants eux-mêmes : les bourses créées par Krishnavarma et S.R. Rana en constituent l'exemple le plus extrême puisque 153 candidatures ont été reçues pour seulement cinq allocations⁶⁵⁸. Les fonds importants récoltés par l'AASIEI lui permettent, quant à elle, d'envoyer 17 étudiants dans l'empire ou à l'étranger en 1905, 44 en 1906, 96 en 1907 et 79 en 1908⁶⁵⁹. En Indochine, les chiffres demeurent plus modestes : l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel se félicite d'avoir envoyé neuf étudiants en France au tournant des années 1910, dont cinq sont encore présents en métropole à la fin 1913, mais souffre d'un manque de moyens pour poursuivre son œuvre⁶⁶⁰. Les étudiants connaissent et se saisissent de ces opportunités sans en faire une condition *sine qua non* à leurs départs : en 1911, Sarangadhar Das explique l'échec de l'AASIEI par la possibilité pour une part non négligeable des étudiants indiens de financer leurs séjours eux-mêmes⁶⁶¹. La même année, Nguyễn Văn Phấn négocie depuis Paris l'obtention d'une bourse afin de poursuivre ses études médicales⁶⁶². Il n'a pas attendu d'obtenir une allocation pour quitter Saigon en octobre 1910, « sans autre papier que [s]a réquisition de passage⁶⁶³ » et se trouve « au bout de [s]es ressources », ayant épuisé la somme donnée par ses parents avant son départ. Il adresse sa

⁶⁵⁷ « Each candidate elected as Fellow under this scheme shall have completed the eighteenth year of his age, and shall solemnly declare that after his return to India he shall not accept any post, office, emoluments, or service under the British Government. »

« Herbert Spencer Indian Fellowships », *The Indian Sociologist*, vol. 1, n°1, janvier 1905, p. 4.

⁶⁵⁸ « Indian Travelling Fellowships and Indian Lectureships », *The Indian Sociologist*, vol. 2, n°4, avril 1906, p. 1.

⁶⁵⁹ Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement...*, *op.cit.*, p. 114.

⁶⁶⁰ ANV1, RST, dossier 79 257 : *Fondation d'une association...*, *op.cit.* : « Procès-verbal de l'assemblée générale du 6 novembre 1913 » ; « Courrier du président de l'association à l'administrateur de France à Son Tâ, 26 février 1904 ».

⁶⁶¹ Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 71.

⁶⁶² ANOM, GGI, dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France à l'effet de perfectionner leur instruction médicale. Désignation du Dr Régner comme directeur technique, 18 juillet 1904-19 juin 1915* : « Courrier de Nguyen Van Phấn au directeur du groupe des boursiers indochinois en France, 5 janvier 1911 ».

⁶⁶³ *Ibid.*

requête au « directeur du groupe des boursiers indochinois en France », première organisation officielle en Indochine dédiée à l'encadrement des mobilités vers la métropole.

B. Entre assistance et surveillance : le tournant de l'encadrement des mobilités impériales (1907-1912)

Si l'augmentation du nombre de départs est associée, dans une certaine mesure, au développement d'offres d'aide à la mobilité, ces initiatives dépassent le simple soutien financier. Elles fournissent un cadre, plus ou moins rigide, à leurs bénéficiaires. Manifeste du côté indochinois dès 1890 avec la bourse pour l'École des Arts et métiers d'Aix-en-Provence, la dimension encadrante des aides financières est limpide lorsque le gouvernement indien décerne ses premières bourses techniques en 1904. Les quatre boursiers – H.C. Read, S.C. De, Asoke Bose et P.K. Mazumdar – n'ont pas le choix de leur destination et sont envoyés à l'Université de Birmingham, après quelques hésitations avec le Durham College de Newcastle⁶⁶⁴, pour suivre des cours d'industrie minière (*mining course*)⁶⁶⁵. Une prolongation d'un an de la bourse n'est envisageable qu'en cas de progrès satisfaisants pendant le séjour anglais. De plus, les quatre individus font l'objet de rapports par l'un de leur professeur ainsi que par le principal de l'Engineering College de Sibpur en mission en Angleterre. Le bilan mitigé qui en découle – certains étudiants ont déserté les cours techniques au profit d'autres filières⁶⁶⁶ – conduit à de nouvelles mesures visant à renforcer le contrôle des étudiants : la rédaction d'un engagement à se consacrer exclusivement aux études associées à la bourse, la tenue d'un journal quotidien par chaque boursier et la poursuite des études sous forme de travaux pratiques pendant les vacances⁶⁶⁷. Ce contrôle des études ne se limite pas aux bourses

⁶⁶⁴ Les informations sont plus complètes concernant les cours dispensés à Birmingham et l'accent est mis sur un enseignement inspiré des principales écoles minières européennes et américaines. L'argument du climat est également saisi, puisque Newcastle est dépeinte comme une ville au climat exceptionnellement froid en hiver et donc inadapté aux jeunes Indiens : NIA, HD, proceedings n°91-124 – Octobre 1904: *Institution of State Technical Scholarships to enable Natives of India to pursue a Course of Study in Great Britain or other Western countries* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au Bengale au secrétaire du gouvernement du Bengale, été 1904 ».

⁶⁶⁵ NIA, HA, proceedings n°91-124 – Octobre 1904: *Institution of State Technical Scholarships...*, *op.cit.* : « Courrier du secrétaire du gouvernement du Bengale au secrétaire du gouvernement en Inde, 4 juin 1904 ».

⁶⁶⁶ Le cas de P.K. Mazumdar est particulièrement documenté : celui-ci n'a pas passé les examens d'hiver et de printemps et a préparé les examens de droit en parallèle de ses études minières. WBSA, GenEd, proceedings 22-24 – Janvier 1906 : *Rules for State Technical Scholars in England* : « Courrier du professeur Redmayne à l'India Office, 3 juillet 1905 ».

⁶⁶⁷ WBSA, GenEd, proceedings 22-24 – Janvier 1906 : *Rules for State Technical Scholar...*, *op.cit.* : « Courrier de l'India Office au Gouvernement general de l'Inde, 20 janvier 1905 ».

gouvernementales. Les organisations privées proposant des allocations financières ajoutent parfois à leur mission une tâche d'encadrement plus large, à l'instar de l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel qui souhaite « protéger moralement tous les étudiants pendant leurs séjours en France⁶⁶⁸ » et confie ses protégés à des sociétés de patronage.

Si l'impact de ces mesures reste, dans les deux cas susmentionnés, difficile à déterminer, elles ne constituent qu'une illustration parmi d'autres de l'intervention grandissante des pouvoirs publics et d'acteurs privés dans l'organisation et l'encadrement des départs estudiantins au cours de la première décennie du xx^e siècle. Au-delà des bourses, ce processus se manifeste par la mise en place de structures administratives spécifiques. Ce sont deux schémas opposés qui voient le jour au cours de la période 1907-1912 en Angleterre, au sein de l'India Office basé à Londres, d'une part, et en Indochine, de l'autre. Ces initiatives officielles antagonistes s'accompagnent d'actions émanant d'acteurs privés, soucieux eux-aussi du bon déroulement des séjours d'études et formant un encadrement d'entre-deux, entre administration et étudiants.

B.1. Ici, Londres : vers un département des étudiants indiens pour l'India Office

Le tournant du xx^e siècle voit l'administration impériale britannique devenir de plus en plus anxieuse quant à la présence d'Indiens sur le territoire métropolitain. Les inquiétudes concernent plus directement l'arrivée d'étudiants alors que l'India Office est saisi par le personnel de certaines institutions d'enseignement, inquiets des conditions déplorables dans lesquelles les jeunes Indiens évoluent⁶⁶⁹. Les débats qui s'ensuivent en 1902-1903 font émerger d'autres enjeux, par l'intermédiaire de discours alarmistes sur le manque de préparation des départs et sur la méconnaissance des opportunités métropolitaines⁶⁷⁰. Or, dès cette période, un fort interventionnisme de la part des pouvoirs publics est considéré d'un mauvais œil car risquant d'alimenter des stratégies d'évitement de la part des étudiants⁶⁷¹.

⁶⁶⁸ ANV1, RST, dossier 79 257 : *Fondation d'une association...*, *op.cit.* : « Statut de l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel, 24 février 1907 ».

⁶⁶⁹ BL, Mss Eur, F111/281 : *Curzon Collection – International Administration part III : Hostel for Indians in London*.

⁶⁷⁰ BL, Manuscripts Europe (Mss Eur), F111/281 : *Curzon Collection – International Administration part III : Hostel for Indians in London* : « Courrier d'Owen Burne à Curzon-Wyllie, 18 mai 1903 ».

⁶⁷¹ Le député Bhownagree souligne notamment qu'il ne faut pas installer de système de surveillance ni de mesure coercitive vis-à-vis des étudiants indiens mais plutôt convaincre les parents de la nécessité d'organiser les séjours de leur progéniture dès avant leur départ : BL, Mss Eur, F111/281 : *Curzon Collection...*, *op.cit.* : « Note de Bhownagree, 24 mars 1903 ».

Il faut attendre 1907 et la nomination d'un comité d'enquête sur les étudiants indiens pour que les réflexions sur l'encadrement des étudiants reprennent, excluant toujours les individus d'ascendance européenne venus étudier depuis la colonie. Formé en avril par le secrétaire d'État à l'Inde et présidé par l'ancien administrateur colonial et membre du Conseil de l'Inde William Lee-Warner, le comité doit « enquêter et rédiger un rapport sur la situation des jeunes Indiens qui viennent en Angleterre, autrement qu'en tant que boursiers du gouvernement, pour étudier en vue d'obtenir des diplômes universitaires, ou pour intégrer le barreau ou d'autres professions, et faire des recommandations⁶⁷² ». Pour cela, le comité organise plusieurs réunions, interroge des témoins britanniques et indiens et se rend dans plusieurs villes universitaires⁶⁷³. Le rapport qui découle de cette grande enquête est finalisé le 30 novembre 1907 mais n'est pas diffusé publiquement avant l'entre-deux-guerres. Aux côtés d'inquiétudes quant à l'engagement politique des étudiants, isolées dans un dernier chapitre⁶⁷⁴, le comité expose quatre maux (*evils*) dont sont victimes les migrants académiques :

- (1) La séparation des influences morales du foyer et de la religion ;
- (2) Le manque d'informations sur les moyens d'éducation dans ce pays ;
- (3) Le manque d'informations concernant l'hébergement, les mœurs, et la manière de vivre en Europe ;
- (4) L'incapacité à se familiariser avec les meilleurs aspects de la vie anglaise⁶⁷⁵.

Ces difficultés, et plus particulièrement les deuxième et troisième « maux », laissent entrevoir une préparation insuffisante du départ pour la métropole, ne permettant pas de tirer profit de la vie, académique comme quotidienne, en Grande Bretagne. Or, malgré ce constat, les membres du comité s'opposent à toute mesure visant à « décourager les jeunes Indiens de visiter l'Angleterre⁶⁷⁶ ». À l'inverse, l'analyse de certains cas particuliers, tels celui de Gopal Chandra Bhaduri, candidat à une formation en ingénierie électrique et mécanique arrivé à

⁶⁷²« Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom » in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 71.

⁶⁷³ Le comité est à Cambridge du 16 au 18 mai 1907, à Oxford du 22 au 24 mai et tient des séances à Édimbourg les 18 et 19 juillet.

⁶⁷⁴ Cette dimension politique des mobilités étudiantes est analysée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

⁶⁷⁵ « (1) Separation from the moral influences of home and religion ;

(2) Want of information about means of education in this country ;

(3) Want of information about lodgings, social customs, and manner of life in Europe ;

(4) Inability to become acquainted with the best side of English life. » : « Appendix IV. Report of the Committee..., *op.cit.* », p. 80.

⁶⁷⁶*Ibid.*

Londres sans connaître les opportunités qui s’offraient à lui, conduit l’équipe de Lee-Warner à suggérer la mise en place d’une agence fournissant des informations sur l’enseignement disponible⁶⁷⁷. La création de structures dédiées aux étudiants indiens – un comité des résidents indiens (*Committee of Indian Residents*) et un bureau d’information (*Bureau of Information*) – doit s’accompagner d’une coopération approfondie avec des associations non officielles, à l’instar de la National Indian Association, de la Northbrook Society et de l’East India Association⁶⁷⁸. Alors qu’une part non négligeable du programme est consacrée au séjour, par l’intermédiaire d’un service de tutorat et de conseillers locaux, la préparation du départ doit être facilitée par la collecte et la centralisation d’informations et leur diffusion en Inde, notamment par l’intermédiaire d’un manuel (*Handbook of Information*).

Près de deux années supplémentaires s’écoulent avant que les structures imaginées par le comité Lee-Warner se concrétisent, d’abord pour une période d’essai de trois ans⁶⁷⁹. Les recommandations ont été retravaillées par l’ancien secrétaire d’État à l’Inde et député John Morley et aboutissent à un système fondé sur trois niveaux, présentés dans le schéma 1.1 :

Le niveau central est incarné par Londres, où se trouvent à la fois le comité consultatif⁶⁸⁰ (*Advisory Committee*) et le bureau d’information dirigé par un conseiller éducatif en la personne du professeur et bibliothécaire de l’India Office Thomas Walter Arnold⁶⁸¹. Celui-ci est assisté de plusieurs personnalités européennes telles l’ancien secrétaire du gouvernement du Pendjab J.M. Campion ou F.M. Cheshire aux contacts antérieurs avec la communauté estudiantine indienne en Angleterre⁶⁸² ;

Au niveau métropolitain, des correspondants sont désignés pour Oxford et Cambridge tandis que des relations se développent avec d’autres universités. Celles-ci ne sont pas obligatoires et certains centres refusent de collaborer avec l’India Office. En Écosse, seule

⁶⁷⁷ *Ibid.*, p. 81.

⁶⁷⁸ Sur ces associations, voir les chapitres 5 et 6 de la présente thèse. Sur la National Indian Association, voir également le chapitre 1.

Ibid., p. 85-94.

⁶⁷⁹ BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Courrier de l’India Office au gouvernement général de l’Inde, 23 août 1912 ».

⁶⁸⁰ Le comité consultatif reprend le projet de comité des résidents indiens en mêlant personnalités indiennes et européennes. Il est présidé par Oliver Russell, dit Lord Amptill de par son titre de baron. Les membres sont Syed Ameer Ali, C.A. Latif, N.P. Sinha, M.M. Bhowndaggree, Baghwandin Dube, Theodore Morrison et William H. Curzon-Wyllie.

BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

⁶⁸¹ Pour une analyse de la carrière de Thomas W. Arnold et sur sa vision de l’encadrement des étudiants indiens, voir notamment : Paul Schaffel, « Empire and Assassination... », *op.cit.*, p. 72-76.

⁶⁸² BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

l'université d'Édimbourg échange avec Londres puisque les autres institutions considèrent le Bureau d'information comme un moyen d'éloigner les étudiants au profit de Londres⁶⁸³ ;

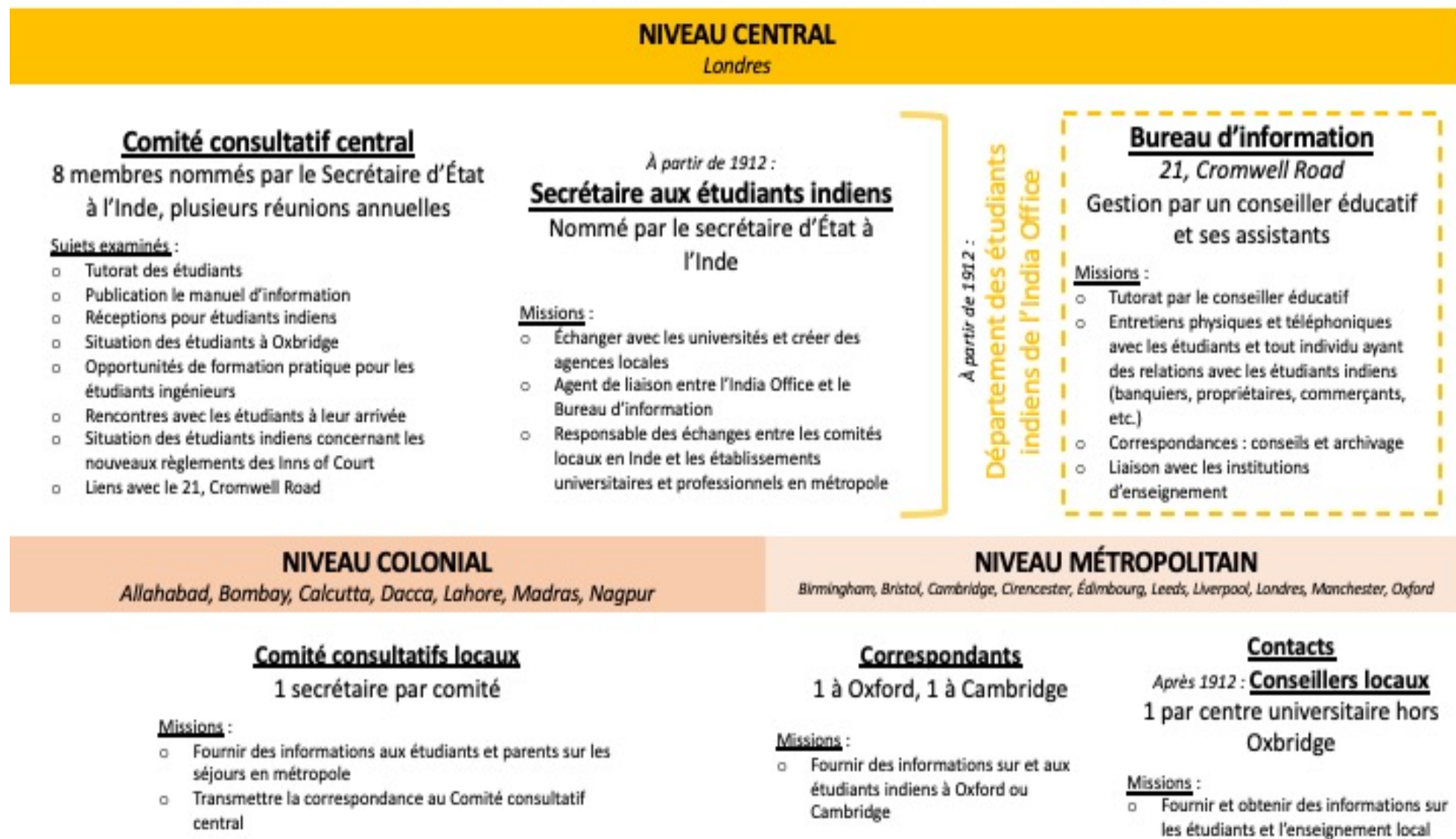
Enfin, en Inde voient le jour des comités consultatifs locaux dans plusieurs villes : Allahabad, Madras, Calcutta, Dacca, Bombay, Nagpur et Lahore⁶⁸⁴.

⁶⁸³ *Ibid.*

⁶⁸⁴ Ces comités sont tous dotés de secrétaires, généralement issus de l'élite locale. On trouve notamment des avocats passés eux-mêmes par un Inn of Court britannique : R.K. Sorabji à Allahabad, S.C. Roy à Calcutta qui succède à N.C. Sen, S.R. Pandit à Nagpur. B.N. Das à Dacca et F.M. Dastur à Bombay sont quant à eux titulaires d'un Master of Arts tandis que A. Davies et Fazl Muhammad Khan portent le titre d'*esquire*, dénotant de l'appartenance à un rang social supérieur.

BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

Schéma 2-1 – Le système d'encadrement des étudiants indiens en métropole depuis 1909 et 1912⁶⁸⁵



⁶⁸⁵ Schéma réalisé à partir des informations disponibles dans : BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England*.

Ce système, qui prend en compte l'organisation du départ mais pas seulement⁶⁸⁶, induit des circulations d'informations à plusieurs échelles : à celle de l'empire, les comités en Inde transmettent des courriers à l'organe central, portant généralement sur des cas individuels précis ; en échange, les informations transmises par le comité central permettent de répondre à certaines questions, parfois récurrentes comme sur l'accès aux universités, l'admission aux Inns of Court ou la mise en place d'un tutorat⁶⁸⁷. En parallèle, l'agence londonienne échange avec les centres académiques britanniques. Les interlocuteurs d'Oxbridge sont rémunérés par le secrétaire d'État⁶⁸⁸ et les pouvoirs publics négocient directement avec les instances universitaires. Le 12 mars 1909, un accord est trouvé avec l'Université de Cambridge qui accepte, à la suite d'une visite de John Morley, d'admettre au moins un Indien par an dans chaque *college* à l'exception de Corpus Christi College⁶⁸⁹. Enfin, ces circulations d'informations, de savoirs et de pratiques intègrent la publication du manuel d'information dès 1909. Cette pratique est, en réalité, davantage renouvelée qu'inédite puisqu'il s'agit de la douzième édition du manuel, diffusé jusqu'ici par la National Indian Association. Des relais éditoriaux en Inde sont chargés de sa bonne diffusion⁶⁹⁰. Ces guides imprimés décrivent l'ensemble des études accessibles aux jeunes Indiens et Indiennes afin qu'ils et elles puissent préparer leur admission depuis la colonie⁶⁹¹. En parallèle, la presse est mobilisée afin d'assurer la promotion de ce nouveau système d'assistance et d'aide spécifique aux étudiants indiens, en Grande Bretagne comme en Inde⁶⁹².

En 1912, le comité spécial chargé d'évaluer ces réalisations souligne leur succès, non sans suggérer quelques améliorations⁶⁹³. À partir de cette date, la dénomination

⁶⁸⁶ Les mesures liées à l'accueil et à l'organisation du séjour des étudiants sont plus amplement étudiées dans le chapitre 5. Nous nous concentrons volontairement ici sur la structure d'encadrement elle-même et sur la manière dont elle cherche à participer à l'organisation des départs pour la métropole.

⁶⁸⁷ *Ibid.*

⁶⁸⁸ Edward T. Candy, à Cambridge, et F.E. Pargiter, à Oxford, touchent 50 livres par an. Ce salaire est dénoncé comme trop faible par rapport à la tâche à accomplir et un salaire de 200£ par an, payé par l'université, est suggéré : *Ibid.*

⁶⁸⁹ Cette mesure a pour objectif de rééquilibrer la présence indienne au sein des *colleges* de l'université puisqu'en 1909, la moitié des résidents indiens se concentre dans seulement trois *colleges* : *Ibid.*

⁶⁹⁰ D.B. Taraporevala & Sons à Bombay, Thacker Spink & Co et Higginbotham & Co à Calcutta, G.A. Natesan & Co à Madras et B.L. Suri à Lahore : *Ibid.*

⁶⁹¹ Après quelques conseils généraux aux étudiants, différents rubriques spécialisées sur une discipline se succèdent : *Legal Study, Examinations connected with Government Service, etc., Agriculture, Universities and Colleges, Colleges for Women, Medical Study and Diplomas, Accountants, Engineering and Technical Training* : *Ibid.* Voir : annexes.

⁶⁹² *Ibid.* : « Courrier de Brown à Lucas, 16 août 1912 ».

⁶⁹³ *Ibid.* : « Rapport du comité spécial ».

« département des étudiants indiens » commence à être utilisée pour désigner les services mis en place par l'India Office. Alors que Thomas W. Arnold conserve sa fonction sous le titre de conseiller éducatif des étudiants indiens à Londres (*Educational Adviser of Indian Students in London*), un secrétaire est nommé en la personne de C.E. Mallet. Celui-ci doit assurer une liaison entre l'India Office et le Bureau d'information, installé au 21, Cromwell Road, dans le quartier de South Kensington, à partir de 1910. Il est également en charge des différentes correspondances et tend à devenir un véritable nœud entre les différents échelons du système d'encadrement organisé depuis 1909.

Si cette organisation se pérennise, elle n'en est pas moins à l'origine de débats quant à la nature de l'encadrement proposé. Dans son rapport de 1912, Thomas W. Arnold souligne la méfiance des étudiants indiens, qu'ils se trouvent en Grande Bretagne ou dans la colonie, craignant que le bureau d'information ne soit qu'un outil de surveillance dissimulé⁶⁹⁴. Si aucun témoignage direct ne vient appuyer son constat, ces appréhensions étudiantes ont pu être renforcées par la présence de détectives dans les locaux de l'organisation à la suite de l'assassinat de Curzon-Willye en juillet 1909⁶⁹⁵. Dans ce contexte, Arnold insiste pour conserver son titre de conseiller éducatif plutôt que d'opter pour celui de tuteur, évoquant, selon lui, une mission de surveillance⁶⁹⁶. La même année, l'ancien militaire et administrateur en Inde David Barr suggère, lui aussi, d'éviter tout terme, tels que *agencies* ou *branches*, pouvant sous-tendre un contrôle officiel sur les étudiants. Malgré des inquiétudes réelles concernant la politisation des jeunes Indiens évoquées dès le rapport de 1907, l'accent est mis sur la bienveillance et l'assistance des pouvoirs publics et de leurs collaborateurs. Si une tendance à atténuer et adoucir le caractère officiel de l'œuvre de l'India Office se manifeste en 1912, elle se double des réticences d'institutions éducatives en métropole. Selon Arnold, en 1911, les universités s'opposent à un contrôle officiel et les institutions souhaitent avant tout conserver leur indépendance⁶⁹⁷. S'ajoute la crainte d'une forte polarisation londonienne alimentée par la localisation des comités et bureau en place.

⁶⁹⁴Dans son rapport, Thomas W. Arnold énumère les différentes « catégories d'étudiants » ne fréquentant pas le bureau, sans toutefois préciser comment il a pu construire une telle liste : BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

⁶⁹⁵*Ibid.*

⁶⁹⁶*Ibid.* : « Minute de juin 1912 ».

⁶⁹⁷*Ibid.* : « Remarques de T.W. Arnold, 21 novembre 1911 ».

B.2. Au cœur de la colonie : Antony Klobukowski et le groupe de l'enseignement indochinois en France

Organisé depuis la métropole, le système d'encadrement « bienveillant » des étudiants indiens cherche à optimiser les départs plutôt qu'à les limiter et consacre, dans cette optique, une part importante de leurs œuvres au bon déroulement du séjour. Or, à la même période, une volonté d'encadrer les mobilités se manifeste également en Indochine. Elle conduit pourtant à la mise en place d'outils de contrôle différents, qui tendent davantage à restreindre les départs en les réservant à une minorité d'individus triés sur le volet et envoyés dans des filières spécifiques.

Au tout début du siècle, la question de la mobilité est absente des réflexions des autorités françaises en Indochine. Il faut attendre la deuxième moitié de la décennie 1900 pour que les premières initiatives voient le jour alors que Hanoi devient le laboratoire d'un enseignement supérieur colonial. La question des séjours en métropole apparaît dans les discours officiels en 1906⁶⁹⁸ tandis que le huitième article de l'arrêté de création de l'Université indochinoise précise qu'« un certain nombre de places, fixé chaque année par arrêté du gouverneur général, est réservé dans la mission permanente indochinoise en France aux étudiants choisis par le Conseil d'administration de l'Université⁶⁹⁹ ». Par cette brève mention, Paul Beau intègre les circulations académiques au système éducatif naissant en le couplant à une autre réalisation inédite, la Mission permanente indochinoise. Cependant, celle-ci se consacre davantage à la formation de fonctionnaires indochinois, envoyés quelques mois en stage sur le sol métropolitain, et la durée de vie limitée de l'université de Hanoi ne permet pas de mener à bien ce projet⁷⁰⁰.

⁶⁹⁸ Le caractère tardif de l'intervention des pouvoirs administratifs est souligné en 1909 par le gouverneur général Klobukowski dans son discours devant le conseil supérieur de la colonie : « Jusqu'à cette année, l'Administration s'est peu occupée de ces enfants que leurs parents confiaient tantôt à des correspondants particuliers, tantôt au « Patronage des étudiants indochinois en France », réorganisé en 1907 sous le nom de 'Comité Paul Bert'. » : *Discours prononcé par M. A. Klobukowski, Gouverneur général de l'Indochine à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur le 27 novembre 1909*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1909, p. 56.

⁶⁹⁹ « Arrêté du gouverneur général du 16 mai 1906 Créant une Université en Indo-Chine (J.O Indo-Chine, 11 juin 1906) », P. Daresté, G. Appert (dir.), *Recueil de législation et jurisprudence coloniales*, Paris, Marchal et Billard, 1907, p. 402.

⁷⁰⁰ Paul Beau décrit la Mission permanente indochinoise, organisée en 1905, dans son bilan de la situation de l'Indochine : « Chaque année, un certain nombre de jeunes mandarins, choisis parmi les plus intelligents et parmi ceux qui ont déjà une certaine connaissance du français, sont envoyés dans la Métropole pour y faire un séjour de près d'un an. Sous la conduite d'anciens fonctionnaires de la Colonie, ils parcourent nos principales villes industrielles, visitant les administrations, les hôpitaux, les écoles, les ateliers et les usines. » : Paul Beau, *Situation de l'Indochine de 1902 à 1907 – Tome 1*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908, p. 264. Voir

La prise de fonction du nouveau gouverneur général Antony Klobukowski en 1908 constitue un tournant, si ce n'est une rupture, quant à la prise en compte officielle des mobilités étudiantes vers la métropole. Ces circulations éducatives ne sont pas nouvelles pour lui : en 1885, il avait déjà participé à la mise en place de la Mission cambodgienne en tant que chef de cabinet du gouverneur de la Cochinchine⁷⁰¹. C'est vers l'héritière de cette initiative antérieure, l'École Coloniale, que se dirigent d'abord ses réflexions. Lors d'une visite au cours de l'été 1908, il constate que l'institution ne remplit plus sa mission initiale d'encadrement et d'instruction des « jeunes indigènes » en dépit des 80 000 francs que lui consacre annuellement le budget de la colonie⁷⁰². Elle leur réserve une place jugée « trop restreinte », n'assure qu'un minimum de « soins d'éducation » et accorde une « liberté de sortie sans contrôle⁷⁰³ ». L'école n'est plus qu'un internat et un réfectoire pour les jeunes Indochinois qui fréquentent des institutions extérieures. S'ensuit une réorganisation de la section indigène de l'École : celle-ci doit redevenir une « école de perfectionnement destinée aux fonctionnaires indigènes » où « des leçons spéciales seront données [...] initiant aux principes généraux de législation et de l'organisation administrative de la France et de l'Indochine⁷⁰⁴ ». La section indigène renouvelée au début de la décennie 1910⁷⁰⁵ repose davantage sur un encadrement strict des recrues, entre les murs de l'École coloniale. Malgré tout, les anciens résidents sont autorisés à poursuivre leur séjour jusqu'au terme de leurs études. Certains vont jusqu'à bénéficier de dérogations : Nguyễn Văn Xiem embarque à Marseille le 15 janvier 1911. Il vient de terminer sa formation pratique à l'usine de l'école Bréguet après avoir obtenu une autorisation à rester une année supplémentaire à l'École coloniale⁷⁰⁶.

Les ambitions d'Antony Klobukowski ne se limitent pas à l'École coloniale : aux côtés de ces élèves « dirigés sur la Métropole par l'Administration », il met en avant la nécessité de s'intéresser à « ceux qu'y envoient directement leurs familles, soit à leurs propres frais, soit au

également : ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe de l'enseignement indochinois en France* : « Arrêté du gouverneur général Paul Beau sur la Mission permanente indochinoise, 17 octobre 1905 ».

⁷⁰¹ Sur la Mission cambodgienne, voir le chapitre 1 de la présente thèse.

⁷⁰² ANOM, École coloniale, carton 16, dossier 1 : *Rapport du gouverneur général de l'Indochine...*, *op.cit.* : « Courrier du gouverneur général au ministre des Colonies, 20 juillet 1908 ».

⁷⁰³ *Discours prononcé par M. A. Klobukowski...*, *op.cit.*, p. 54.

⁷⁰⁴ *Ibid.*, p. 55.

⁷⁰⁵ Un projet d'arrêté est rédigé par le Conseil d'administration de l'École puis soumis au gouverneur général de l'Indochine par l'intermédiaire du ministre des Colonies en juin 1909.

⁷⁰⁶ ANOM, École coloniale, carton 32, dossier 14 : *Rapatriement de l'élève Nguyen Van Xiem, élève de l'École coloniale, 1910-1911* : ensemble du dossier.

moyen de bourses accordées par les Administrations locales⁷⁰⁷ ». Ne faisant pas cas de la jeunesse européenne de la colonie, il prend conscience de l'attrait grandissant de la métropole pour les élèves et étudiants issus des populations indochinoises et fonde pour encadrer ces mobilités le Groupe de l'enseignement indochinois en France, par l'arrêté du 31 octobre 1908 :

Article 1^{er} – Les œuvres d'enseignement indochinois en France, réparties, jusqu'à ce jour, entre diverses institutions subventionnées, forment un groupe unique. À ce groupe sont rattachés les protégés et sujets indochinois dont on décidera l'envoi en France pour y parfaire leur éducation ; ces derniers seront choisis parmi ceux d'entre eux qui se seraient distingués par leur intelligence, leurs aptitudes et leur bonne conduite⁷⁰⁸.

Une volonté de centralisation transparaît à travers cette nouvelle mesure cherchant à rassembler à la fois les sociétés aux desseins éducatifs et les protégés et sujets envoyés en France pour leurs études. Hanoi constitue le niveau central de ce système : alors que la direction morale du groupement est confiée à Auguste Pavie, c'est depuis la capitale du Tonkin qu'officialie son directeur administratif, Julien Fourès, assisté de plusieurs administrateurs à la retraite. Sa mission première est de s'assurer de la bonne répartition des sommes dédiées aux séjours d'études en métropole. Dès l'été 1909, il transmet au gouverneur général comme aux administrateurs provinciaux des rapports de compte de gestion, généralement accompagnés de listes d'étudiants⁷⁰⁹. À l'heure où le bureau d'information londonien rassemble des informations à destination des étudiants et de leurs proches, le groupe de l'enseignement indochinois en France centralise des renseignements pour l'administration coloniale afin que celle-ci puisse contrôler les départs pour la métropole. En effet, au-delà de la simple gestion financière, l'arrêté de 1908 souligne une véritable prise en main des départs par les pouvoirs publics puisque les chefs d'administration des différentes provinces ont la charge de sélectionner les candidats « se distinguant par leur intelligence et leur bonne conduite⁷¹⁰ ».

⁷⁰⁷ Discours prononcé par M. A. Klobukowski..., *op.cit.*, p. 56.

⁷⁰⁸ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe de l'enseignement indochinois en France* : « Arrêté du 31 octobre 1908 ».

⁷⁰⁹ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France - Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920* : « Compte de gestion financière du 1^{er} juillet au 31 décembre 1909 » ; dossier 2 567 : *Demandes de renseignement par M. Fourès, directeur administratif du Groupe de l'enseignement indochinois, 9 février-9 août 1909*.

Ces comptes semestriels ou trimestriels se doublent généralement d'un rapport annuel. En août 1910, le résident supérieur du Tonkin s'adresse au gouverneur général afin d'obtenir les détails des dépenses liées aux boursiers du Tonkin.

ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général, 8 août 1910 ».

⁷¹⁰ Discours prononcé par M. A. Klobukowski..., *op.cit.*, p. 58.

Leurs propositions doivent ensuite être validées sur avis personnel du gouverneur général. Les modalités du séjour sont systématiquement fixées avant le départ et toute prolongation ou interruption nécessairement approuvée par le chef de l'Union indochinoise⁷¹¹. Dans ce contexte, la marge de manœuvre laissée au futur diplômé ou à son entourage paraît très mince.

L'encadrement au cours du séjour, par des organisations ou des personnalités, est également repensé⁷¹². Par exemple, la Mission permanente indochinoise est réorganisée et se consacre désormais aux étudiants boursiers bénéficiant d'un enseignement pratique, utile au développement de la colonie⁷¹³. En parallèle, un médecin français doit être désigné afin de suivre les carabins indochinois présents en métropole⁷¹⁴. Le caractère bienveillant de cette supervision ne doit pas masquer la surveillance dont font l'objet les étudiants⁷¹⁵. Klobukowski rappelle que les mobilités doivent être réservées à d'« heureuses exceptions⁷¹⁶ ». Ce durcissement du contrôle des départs est justifié par des facteurs politiques et sociaux, comme le signalent les critiques adressées par Klobukowski à la Mission permanente indochinoise :

Les mandarins ou agents de l'Administration envoyés en France n'ont retiré de leur séjour de six mois dans notre pays qu'un profit très discutable, pour la plupart d'entr'eux (sic). Les uns, ignorants la langue française, restaient insensibles aux explications qu'ils recevaient ; les autres, déjà au courant de notre langue, manquaient de culture générale et n'appréciaient de leur voyage que les plaisirs, nouveaux pour eux, que leur prodiguait la vie française. La faveur que leur avait accordé l'Administration leur devenait une occasion de critique de notre système de domination, et le rapide contact de notre civilisation développait en eux des velléités d'insubordination contre leurs bienfaiteurs⁷¹⁷.

⁷¹¹ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe...*, *op.cit.* : « Arrêté du 31 octobre 1908 ».

⁷¹² Sur cette question, voir les chapitre 5 et 6 de la présente thèse.

⁷¹³ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe...*, *op.cit.* : « Discours du gouverneur général devant le Conseil supérieur de l'Indochine, 17 décembre 1908 ». Voir également : Sara Legrandjacques, « Encadrer les "jeunes cerveaux". Les pouvoirs publics face aux étudiants indiens et indochinois en métropole à l'aube du xx^e siècle », *Jahrbuch für Universitätsgeschichte*, à paraître fin 2021.

⁷¹⁴ *Ibid.* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au résident supérieur du Tonkin, [s.d. date estimée : 1909] ».

⁷¹⁵ Les rapports de la période 1909-1912 sont disponibles aux ANOM : ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.*

⁷¹⁶ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe...*, *op.cit.* : « Discours du gouverneur général devant le Conseil supérieur de l'Indochine, 17 décembre 1908 ».

⁷¹⁷ ANOM, GGI, dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France à l'effet de perfectionner leur instruction médicale* : « Rapport au gouverneur général de l'Indochine, 25 mars 1909 ». Antony Klobukowski reprend ses critiques dans son discours devant le Conseil supérieur de la colonie : *Discours prononcé par M. A. Klobukowski...*, *op.cit.*, p. 57.

Le séjour en France est présenté comme une menace potentielle pour l'ordre colonial liée à la découverte d'une société dont le fonctionnement n'est pas fondé sur la distinction entre colonisateurs et colonisés. Une politique éducative renouvelée doit permettre de préserver l'équilibre colonial, alors même que des tensions se font sentir en Indochine. En effet, plusieurs événements ont pu être à l'origine d'une anxiété socio-politique de la part des autorités françaises et nourrir une volonté générale de reprise en main plus ferme des populations locales, issues ou non de l'élite : le développement du mouvement *Đông Du* – « Voyage vers l'Est » – fondé sur l'envoi d'étudiants vietnamiens au Japon entre 1905 et 1908⁷¹⁸, l'ouverture de l'école *Đông Kinh Nghĩa Thục* à Hanoi en 1907 par l'élite moderniste vietnamienne, interdite dès l'année suivante⁷¹⁹, ou encore les révoltes agraires qui touchent l'Annam en 1908⁷²⁰. Les arguments politiques sont davantage mis en avant que dans le cas indien, éloignant la perspective d'un simple cadre bienveillant bien que Klobukowski insiste sur la « protection amicale⁷²¹ » que doit assurer l'administration. En 1911, Julien Fourès n'hésite pas à utiliser les verbes « diriger » et « surveiller » afin de définir l'œuvre de son groupe⁷²², soit un vocabulaire aux antipodes de la modération du département des étudiants indiens.

Le gouvernement d'Antony Klobukowski se caractérise bel et bien par une volonté de prise en main administrative des mobilités étudiantes, d'abord très ambitieux puis recentré sur les élèves soutenus par l'administration. Les informations récoltées par le groupe de l'enseignement indochinois en France concernent finalement les étudiants financés par l'administration, les résidents de l'École coloniale exceptés, soit de 25 à 35 individus selon l'année⁷²³. Il s'agit de contrôler les départs et les séjours plus que d'aider les étudiants à mener

⁷¹⁸ Ces mobilités spécifiques vers le Japon sont étudiées dans la troisième partie de ce chapitre.

⁷¹⁹ ANOM, RST, dossier 20 465 cité dans Nguyễn Thế Anh, « l'élite intellectuelle vietnamienne... », art.cit., p. 302-303.

⁷²⁰ Nguyễn Thế Anh souligne l'implication des lettrés dans ces émeutes, voir : Nguyễn Thế Anh, « Le mouvement de protestation de 1908 contre les corvées et les impôts au centre Vietnam », communication présentée au colloque « Échanges, Éthiques et Marchés, Europe-Asie, XVIIe-XXe siècles », La Rochelle, 12 décembre 1999, disponible en ligne : <https://www.canal-u.tv/media/documents/fmsh/aar/386/Protest.pdf>, consulté le 8 juillet 2019.

⁷²¹ *Discours prononcé par M. A. Klobukowski...*, op.cit., p. 58.

⁷²² ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, op.cit. : « Courrier de Fourès avec une note sur les jeunes Indochinois en France à destination de la Mission laïque, 5 novembre 1911 ». Ces termes sont d'ailleurs repris par la presse lorsqu'elle présente le groupe : « Indochine – Le Groupe de l'enseignement indochinois en France », *Le Temps*, 10 mai 1912, p. 3.

⁷²³ Cinq catégories d'étudiants sont intégrées aux rapports : les boursiers de la colonie dont l'allocation est déterminée, eux dont l'allocation n'est pas déterminée, les Cambodgiens envoyés par le gouvernement royal mais dont les dépenses sont avancées par le gouvernement général, des étudiants dont la bourse ou la solde est versée mensuellement par le service colonial de Marseille et des boursiers dont les fonds sont gérés par le Comité Paul Bert. Une sixième catégorie apparaît ponctuellement, dédiée à des individus envoyés en France pour raisons

à bien leurs projets scolaires et universitaires. Contrairement au cas britannique, aucune enquête préalable n'a été menée sur le sol métropolitain et les échanges avec les institutions d'accueil ne sont pas favorisés. Malgré tout, la tentative de centralisation bureaucratique passe, comme du côté indien, par la mise en place d'un système inédit, cette fois dans la colonie. Or, le Groupe de l'enseignement indochinois en France périclité à la suite du départ de Klobukowski. Le nouveau gouverneur général, Albert Sarraut, juge la dépense inutile et fait plutôt appel aux services du délégué du gouvernement général de l'Indochine auprès de l'Office colonial à partir de mars 1912⁷²⁴. Si Sarraut se montre peu favorable à l'envoi d'étudiants « indigènes » en France, futurs « déclassés » à la loyauté et la fidélité limitée⁷²⁵, son agent, implanté cette fois en métropole, lui fournit des rapports annuels sur la situation des Indochinois et des états nominatifs des étudiants sous sa direction et sa surveillance, qui attestent du maintien de bourses gouvernementales après 1912.

B.3. Entre-deux-cadres ? Collaboration et concurrence des organisations privées

Au tournant des années 1910, différentes expériences d'encadrement officiel des mobilités voient le jour et tendent à se développer, avec plus ou moins de succès, au sein des empires britannique et français. Qu'elles se fondent sur une mission de conseil dépeinte comme bienveillante ou sur une surveillance plus intrusive et limitative, elles ne s'adressent qu'aux étudiants issus des populations colonisées. Un autre point commun réside en une collaboration systématique avec des organisations et associations, généralement antérieures aux structures officielles et fondées par des Européens, s'intéressant à la condition de ces étudiants « indigènes ». Ainsi, la NIA édite un manuel d'information (*Handbook of Information*) qui a déjà connu onze éditions différentes lorsqu'une collaboration se met en place, en 1909, avec le comité consultatif londonien afin d'en publier les prochaines versions. La préexistence de ces ouvrages apparaît déterminante puisque les éditions postérieures à 1909 reprennent la même table des matières y ajoutant seulement, en guise de préambule,

politiques : ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Compte de gestion financière du 1^{er} juillet au 21 décembre 1909 » ; « État nominatif du groupe de l'enseignement indochinois pour la période 1910 ».

⁷²⁴ « Indochine – Le Groupe de l'enseignement indochinois en France », *Le Temps*, 10 mai 1912, p. 3 ; Gouvernement général de l'Indochine, *Rapports au Conseil du gouvernement*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1913, p. 772.

⁷²⁵ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général au résident supérieur du Tonkin, 27 mars 1912 ».

des conseils aux étudiants (*Advice to Students*)⁷²⁶. À Londres, ces échanges entre instances officielles et privées se confirment matériellement puisque le bureau d'information partage ses locaux du 21, Cromwell Road avec la NIA et la Northbrook Society⁷²⁷. Dans son rapport de 1912, Thomas W. Arnold évoque des relations amicales, malgré une « coopération plus active » avec la première⁷²⁸, sans donner davantage de détails à ce sujet.

Le groupe de l'enseignement indochinois en France n'est pas dispensé de relations avec des sociétés privées : Julien Fourès collabore avec la Mission laïque, fondée en 1902 par l'enseignant Pierre Deschamps afin de « perfectionner les indigènes par la mise en harmonie de deux cultures dans le respect de la culture indigène, par l'effet d'une large compréhension de la part de la culture française », et qui se dote en 1908 d'une « section indochinoise⁷²⁹ ». Si le gouvernement général considère qu'elle « aidera le groupe de l'enseignement indochinois à organiser, à diriger les voyages d'études que les Annamites, soit groupés en mission, soit isolés, feront en France⁷³⁰ », les archives ne témoignent pas d'un tel investissement dans l'organisation des départs étudiants. La Mission laïque se consacre surtout à l'encadrement des étudiants au cours des vacances d'été, comme s'en réjouit Julien Fourès dans plusieurs courriers entre 1909 et 1911⁷³¹.

Aux côtés de ces collaborations, des concurrences témoignent de l'existence d'un encadrement privé parfois plus abouti que le cadre officiel. Du côté indochinois, des tensions se font sentir dès 1909 alors que « les associations privées s'occupant de jeunes étudiants indochinois en France cr[oi]ent leur indépendance ou leurs intérêts menacés par la création

⁷²⁶ Ont été comparées ici la 7^e édition (cf. supra) et la 12^e édition. Il doit être pris en compte que ces conseils ont pu être ajoutés avant 1909. Il est cependant clair que ceux-ci ont été retravaillés à la suite de l'intervention du comité consultatif. Ils mentionnent, en effet, les comités consultatifs qui ont été formés en Inde et la présence d'un bureau central à Londres.

Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom, Londres, J.S. Philips – National Indian Association, 1909, p. 1-5.

⁷²⁷ La Northbrook Society, fondée en 1880, est une sous-branche de la National Indian Association. Elle fournit à ses membres, indiens comme britannique, un espace de rencontre et d'information par l'intermédiaire de son club et sa salle de lecture. Pour une présentation plus détaillée, voir : « Northbrook Society », *Making Britain. Discover how South Asians shaped the nation, 1870-1950*, disponible en ligne : <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/northbrook-society>, consulté le 27 août 2019.

⁷²⁸ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

⁷²⁹ Catherine Mayeur-Jaouen, « THÉVENIN (André). – *La Mission laïque française à travers son histoire 1902-2002* », *Histoire de l'éducation*, n°105, 2005, p. 98.

⁷³⁰ *Discours prononcé par M. A. Klobukowski...*, op.cit., p. 60.

⁷³¹ Cet encadrement des vacances estivales est traité dans le chapitre 5 de cette thèse. ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, op.cit.

d'une nouvelle institution [le groupe de l'enseignement indochinois en France,] et f[ont] entendre de véhémentes protestations⁷³² ». Ces oppositions limitent l'efficacité du groupement officiel et conduit Antony Klobukowski à rappeler qu'il ne souhaite en aucun cas le substituer aux initiatives privées. Ces craintes ne sont pas anodines, relayées jusque dans les journaux de la métropole⁷³³, et émanent surtout d'une organisation spécifique, l'Alliance française, comme l'attestent les échanges avec son président, Pierre Foncin, auquel Klobukowski affirme en juin 1909 ne pas vouloir « contrarier le Comité Paul Bert⁷³⁴ ».

Créé en juin 1907 depuis le siège social de l'Alliance française dans le cinquième arrondissement de Paris, le Comité Paul-Bert de patronage des étudiants indochinois en France n'en conserve pas moins ses racines en Indochine. En effet, au milieu des années 1900, la Société tonkinoise d'instruction occidentale, organisée par des membres de l'élite locale, souhaite financer des séjours d'études en métropole. Elle s'inquiète alors de la supervision de ses futurs protégés et use de son parrainage⁷³⁵ par l'Alliance française pour négocier la mise en place d'un système de patronage⁷³⁶. Œuvrant depuis 1883 à la diffusion de la langue et de la culture françaises dans les colonies et à l'étranger, et présente en Indochine depuis l'implantation d'un comité à Saigon en 1887, cette dernière y voit alors une manière de donner une vigueur nouvelle à son action sud-est asiatique⁷³⁷. Or, le Comité Paul-Bert a été peu étudié par les chercheurs en sciences humaines et sociales qui concluent généralement à un déclin de l'activité coloniale de l'Alliance française au tournant du siècle⁷³⁸. En assurant l'encadrement

⁷³² ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Note pour Monsieur le Gouverneur général, non datée [date estimée : janvier-février 1912] ».

⁷³³ Voir par exemple : « Les Indochinois en France », *Le Temps*, 2 février 1909.

⁷³⁴ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe...*, *op.cit.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine à l'inspecteur général Foncin, président de l'Alliance française, 18 juin 1909 » ; ANOM, GGI, dossier 2 568 : « Comité Paul Bert pour le patronage des étudiants indochinois en France, juin 1909-novembre 1909 ».

⁷³⁵ L'Alliance française parraine trois sociétés d'enseignement mutuel en Indochine. Alice Goheneix-Minisini, « Le français colonial. Politiques et pratiques de la langue nationale dans l'Empire (1880-1962) », thèse de doctorat en science politique préparée sous la direction d'Astrid Von Busekist, Institut d'études politiques de Paris, 2011, p. 161.

⁷³⁶ *Discours prononcé par M.A. Klobukowski...*, *op.cit.*, p. 59. Pour des éléments complémentaires sur la Société d'enseignement mutuel du Tonkin, voir : Nguyen Phuong Ngoc, « La Société d'enseignement mutuel du Tonkin (Hội Trí Trí, 1892-1946), une autre version de l'action moderniste », in Gilles de Gantès, Nguong Phuong Ngoc (dir.), *Vietnam : le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2009.

⁷³⁷ Alice Goheneix-Minisini, « Le français colonial... », *op.cit.*, p. 161. L'auteur synthétise ici les données rassemblées par Maurice Bruézière et François Chaubet.

⁷³⁸ Voir notamment : François Chaubet, « L'Alliance française et la diplomatie de la langue (de 1883 à la fin des années 1930) : contribution à l'étude de l'action culturelle française à l'étranger », thèse d'habilitation à diriger la recherche préparée sous la direction de Jean-François Sirinelli, Institut d'études politiques de Paris, 2003, p.93 cité dans Alice Goheneix-Minisini, « Le français colonial... », *op.cit.*, p. 127-128 ; Pierre Singaravélou, « 1883 – Du Zambèze à la Corrèze, une seule langue mondiale », in Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Le Seuil, coll. « Points », 2018, p. 701-714.

des étudiants indochinois en France dans un but à la fois « patriotique, économique et civilisateur⁷³⁹ », ses missions font pourtant bien écho aux objectifs premiers de l'organisation, cherchant à compenser les manquements de l'État colonial⁷⁴⁰. Elles sont résumées en préambule de son règlement, rédigé en février 1909, sans doute en réaction à la fondation du groupe de l'enseignement indochinois en France :

Le Comité prend la direction en France des jeunes gens qui lui sont confiés, avec le souci de leur éducation autant que de leur instruction.

Il désire former des hommes qui soient plus tard utiles à l'Indo-Chine ; aussi conduit-il ses ressortissants de préférence vers les carrières agricoles, commerciales, industrielles ou simplement vers les professions utilitaires qui sont, dans le présent, le plus nécessaire au développement de l'Indo-Chine.

Il tient à entretenir chez ses pupilles, par l'enseignement du français et des connaissances occidentales, le respect et l'amour de la France. Il veut cependant qu'ils n'oublient par leur propre pays. Un cours d'histoire et d'institution de l'Annam va être fait au groupe principal d'élèves, grâce au bienveillant appui accordé à cet effet par M. le gouverneur général Klobukowski dans sa lettre au Comité du 18 novembre 1908.

Le Comité agit ainsi pour créer entre les Indo-Chinois et les Français des liens d'intérêt et des sentiments d'amitié qui pourront servir de base à une solide politique d'association⁷⁴¹.

Le Comité Paul-Bert tend bien à participer à l'œuvre coloniale française en Indochine en fournissant aux territoires une élite éduquée utile et loyale. L'encadrement mis en œuvre est total et débute dès avant le départ des étudiants avec la signature légalisée, par les parents ou la société en charge de l'individu concerné, d'une déclaration de prise en charge. En parallèle, ils doivent justifier du bon état intellectuel, financier et moral du futur patronné en fournissant un certificat médical, un certificat de vaccination, un certificat émanant de la direction du dernier établissement fréquenté et un chèque couvrant la somme des dépenses à couvrir en métropole⁷⁴². À travers ces précautions, le comité cherche à assurer un « retour sur investissement » reposant sur l'obtention d'un diplôme. La question de la santé des pupilles est placée au premier plan et oriente les départs : « les élèves doivent être en bonne santé » et il est rappelé qu'il est dangereux de les envoyer en France « pendant la période d'hiver⁷⁴³ ».

⁷³⁹ Alice Goheneix-Minisini, « Le français colonial..., *op.cit.* », p. 127.

⁷⁴⁰ Pierre Singaravélou, « 1883 – Du Zambèze à la Corrèze..., *op.cit.* », p. 704.

⁷⁴¹ ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert, 15 février 1909 ».

⁷⁴² *Ibid.* Selon le règlement, la somme annuelle doit s'élever à 1 200 euros minimum « pour l'instruction jusqu'au brevet supérieure, pour la préparation aux examens des Écoles de commerce, d'agriculture, d'industrie, d'arts et métiers ». Est ajouté qu'elle « devra être plus forte pour certains enseignements plus élevés ou dans des conditions spéciales ».

⁷⁴³ *Ibid.*

En décembre 1910, le décès du pupille Duong, originaire de Haiphong et candidat à l'École des mines, conduit à l'adoption de mesures plus strictes : les étudiants font l'objet d'une visite médicale plus sévère doublée d'une contre-visite par le Conseil de santé avant le départ ainsi que d'une surveillance régulière en métropole⁷⁴⁴.

Une fois ces tâches administratives remplies, les représentants du comité prennent en charge tous les aspects du voyage et du séjour de leurs pupilles, qu'ils soient matériels, financiers ou éducatifs. Les instructions, très précises, concernent aussi bien les modalités du voyage, le contenu des bagages que le choix des établissements scolaires par le Comité. Ni les étudiants ni leurs responsables ne sont alors en mesure de faire entendre leurs voix quant à la direction donnée aux études métropolitaines⁷⁴⁵. En 1909, selon les premières données statistiques fournies par l'Alliance française, ils sont 36 individus à être à la charge du Comité Paul-Bert. Parmi eux, l'on trouve des élèves du primaire et du secondaire⁷⁴⁶ et les Indochinois rejoignant un établissement d'enseignement supérieur sont en réalité minoritaires. Ils bénéficient, pour la plupart d'entre eux, du statut de « protégé » plutôt que de « pupille », c'est-à-dire que leur encadrement est allégé et qu'ils disposent surtout de la protection morale du comité. Ils gardent davantage la main sur leur départ et leur destination, comme le soulignent les deux étudiants intégrant des facultés de droit, aux antipodes des objectifs utilitaristes du Comité. En mars 1909, avant la mise en place effective du groupe de l'enseignement indochinois en France, trente-sept étudiants sont sous le patronage ou la protection du Comité Paul-Bert. Les manœuvres du gouvernement général ne freinent pas ce rôle naissant : en juillet 1911, le président du comité Salles dénombre 96 pupilles et protégés et prévoit la prise en charge d'une dizaine de nouveaux candidats dans les semaines qui suivent. À la même période, le groupement officiel peine à encadrer plus d'une trentaine d'étudiants, dont une partie est à la fois financée par l'administration coloniale et patronée par l'Alliance française⁷⁴⁷. Bénéficiant du soutien des pouvoirs publics, coloniaux comme

⁷⁴⁴ ANOM, GGI, dossier 2 572 : *Au sujet d'une contre-visite médicale à faire subir aux pupilles de l'Alliance française avant leur départ de l'Indochine* : « Courrier du Comité Paul-Bert, 20 décembre 1910 ».

⁷⁴⁵ Le règlement précise notamment que « le Comité choisit l'école où chaque pupille sera placé » : *Ibid.*

⁷⁴⁶ En plus des 20 étudiants rejoignant l'Institut du Parangon à l'offre de formation étendue, deux pupilles du comité fréquentent un cours complémentaire à Saint Pons, dans l'Hérault et six rejoignent des écoles primaires supérieures : *Ibid.*

⁷⁴⁷ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « État nominatif du Groupe de l'enseignement indochinois pour la période 1910 ».

impériaux⁷⁴⁸, bien qu'indépendant financièrement⁷⁴⁹, le Comité Paul-Bert constitue bel et bien l'alternative à l'encadrement officiel et survit, après 1912, à ce dernier.

C. Mobilités en guerre totale (1914-1917/8)

Alors que les métropoles impériales accueillent un nombre croissant d'étudiants venus d'Inde et d'Indochine à la supervision variable, la France et le Royaume-Uni s'engagent dans un conflit d'envergure mondiale à partir du mois d'août 1914⁷⁵⁰. Jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918, la guerre a un impact sur l'enseignement supérieur et technique métropolitain. Si les universités restent ouvertes⁷⁵¹, contrairement à certaines écoles⁷⁵², la population académique – les étudiants, les professeurs, les chercheurs et tout personnel rattaché à une institution universitaire – diminue fortement⁷⁵³. Pendant qu'une partie de ces individus – exclusivement masculins – grossit les rangs des mobilisés, parfois encouragés par le corps professoral lui-même, les universités s'en vont en guerre en adaptant leurs cours, en réservant leurs laboratoires à la recherche militaire, etc. Des formations sont dédiées aux soldats, comme les *khaki universities* fréquentées par des engagés nord-américains, australiens ou encore néo-zélandais⁷⁵⁴. Toutefois, la dimension coloniale de l'enseignement supérieur et technique a été tenue à l'écart des analyses historiennes récentes, malgré l'élan

⁷⁴⁸ Aux côtés des manifestations de soutien et de non-concurrence d'Antony Klobukowski, les autorités françaises manifestent depuis la métropole leur soutien à l'action de l'Alliance française, notamment lors des célébrations du 25^e anniversaire de cette organisation. Les discours prononcés ce jour-là, notamment celui du député et académicien Paul Deschanel, sont repris dans la presse. Voir notamment : *Journal des débats politiques et littéraires*, 2 juin 1909 ; *Le Temps*, 2 juin 1909.

⁷⁴⁹ Aucun fonds n'est versé directement au Comité Paul-Bert. Cependant, l'Alliance française est subventionnée par le gouvernement général pour ses œuvres en Indochine.

⁷⁵⁰ Pour rappel, l'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août 1914. Le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne le 4 août.

⁷⁵¹ Tomás Irish, *The University at War, 1914-1925. Britain, France and the United States*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 23-24.

⁷⁵² Par exemple, en France, les écoles nationales sous la responsabilité du ministère du Commerce ferment leurs portes pendant la guerre. ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France - Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920* : « Courrier du délégué du gouvernement général de l'Indochine auprès de l'Office colonial au gouverneur général de l'Indochine, 9 février 1915 ».

⁷⁵³ Le nombre d'étudiants dans les universités françaises passe de 42 000 à environ 10 000 au cours du conflit : *Ibid.* Les effectifs universitaires diminuent également au Royaume-Uni, touchant les candidats aux diplômes masculins. Pour une étude quantitative comparée de plusieurs universités britanniques, voir : John Taylor, *The Impact of the First World War on British Universities. Emerging from the Shadows*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018, p. 66-74.

⁷⁵⁴ Tamson Pietsch, *Empires of Scholars. Universities, Networks and the British Academic World, 1850-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 142-145 ; Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1830) », thèse de doctorat sous la direction de Christophe Charle, préparée à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014, p. 359-369.

donné par les travaux de Tamson Pietsch concernant les dominions britanniques⁷⁵⁵ : on peut dès lors se demander dans quelle mesure le premier conflit mondial a modifié à la fois les trajectoires étudiantes indiennes et indochinoises à l'échelle impériale et conduit à repenser l'encadrement de ces circulations.

C.1. Une immobilité impossible...

Arrivé à Oxford à la veille du conflit, en mai 1914, Kavalam M. Panikkar y demeure jusqu'en 1918, bénéficiant d'une bourse de recherche Dixon (*Dixon Research Scholarship*) grâce à ses excellents résultats en histoire⁷⁵⁶. La guerre ne vient pas perturber ses plans universitaires et son séjour est même l'occasion de participer à la vie étudiante locale, par l'intermédiaire d'associations toujours actives pendant la guerre⁷⁵⁷. De l'autre côté de la Manche, le prince khmer Watchayavong Sisowath intègre, quant à lui, la section économique et financière de l'École libre des sciences politiques de Paris en 1917⁷⁵⁸, dont il sort sans diplôme trois ans plus tard, malgré le soutien de son grand-père, le roi Sisowath du Cambodge⁷⁵⁹.

Ces deux parcours individuels témoignent d'une présence, indienne comme indochinoise, dans les métropoles respectives pendant la Première Guerre mondiale. Des données plus générales, bien que parcellaires, collectées par les autorités impériales ou universitaires, confirment ce maintien des mobilités entre colonies et métropoles, reflet d'un impact complexe de la guerre sur les trajectoires académiques.

⁷⁵⁵ Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie..., *op.cit.* », p. 298-369.

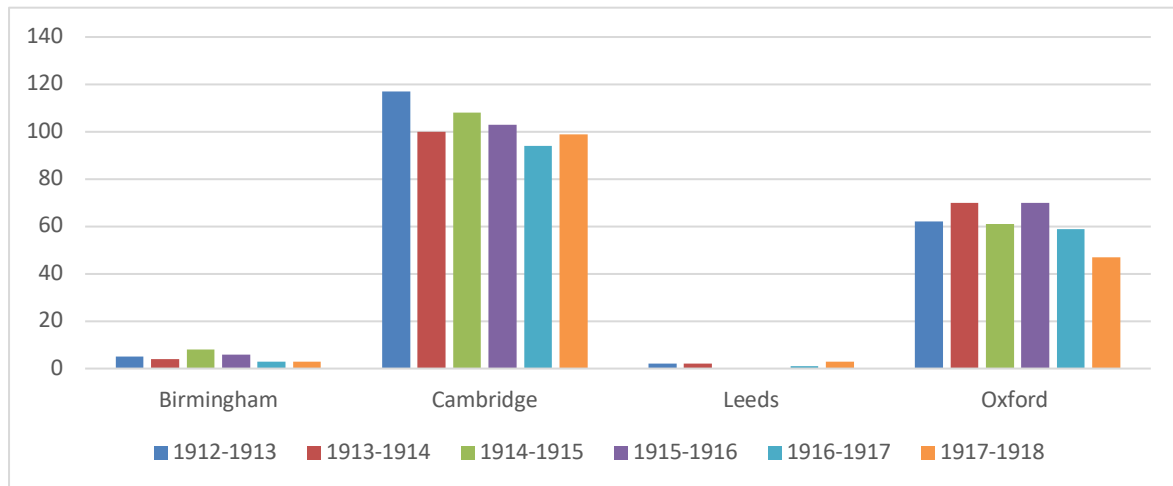
⁷⁵⁶ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 113 ; Rita Paolini, « An Indian Student in Oxford during World War I: Kavalam M. Panikkar between Nationalism and Princely States », *Monde(s)*, n°9, 2016, p. 59-74. Sumita Mukerjee précise que Panikkar aurait rejoint Christ Church college à Oxford. Cependant, son nom n'a pas été trouvé dans les registres d'admission de ce *college* consultés en mai 2018.

⁷⁵⁷ Panikkar rejoint notamment les Oxford Majlis : Rita Paolini, « An Indian Student in Oxford... *art.cit.* », p. 63-64.. À ce sujet, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

⁷⁵⁸ Mission Archives de Sciences Po Paris : *Registre des élèves inscrits depuis 1912*.

⁷⁵⁹ ANOM, GGI, dossier 19 094 : *Continuation des études du prince Watchavayong à l'École des Sciences Politiques, 1918* : ensemble du dossier.

Graph. 2-1 – Évolution des effectifs d'étudiants indiens dans cinq universités britanniques, 1912-1918⁷⁶⁰

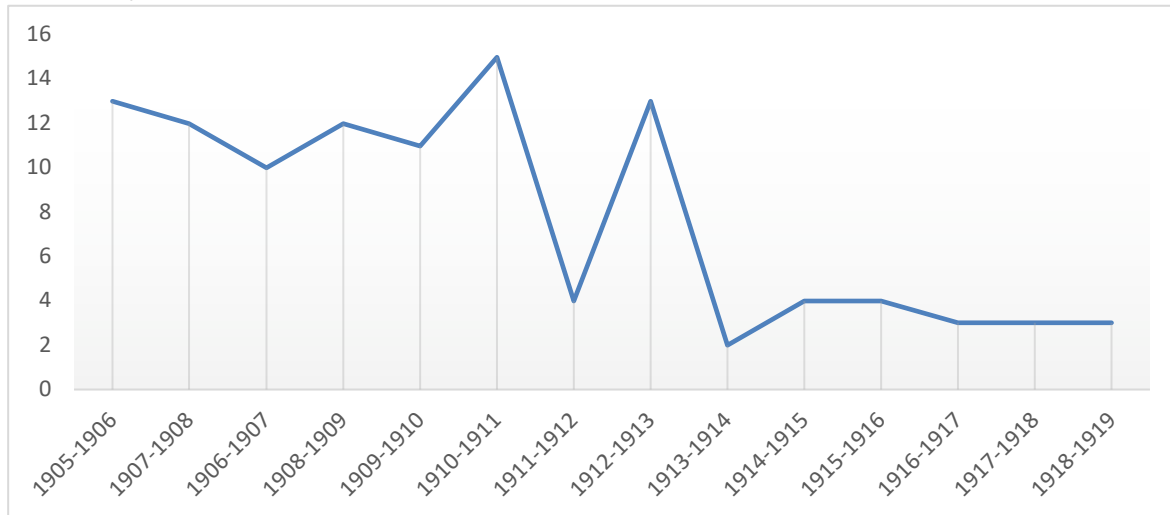


Les statistiques disponibles pour quelques universités anglaises hors de la capitale britannique mettent en avant des situations hétérogènes plutôt qu'une réelle tendance commune. Au-delà de la répartition traditionnellement inégale entre Oxbridge et les autres centres universitaires de province, la chute des effectifs prend une ampleur variée, rarement assimilable à un véritable assèchement du recrutement indien dès le lendemain de l'entrée en guerre. Ainsi, l'année 1914-1915 correspond à une hausse de la fréquentation indienne pour les Universités de Cambridge et Birmingham, alors que Leeds et Oxford se dépeuplent. Les différences demeurent au cours du conflit : entre 1914 et 1918, Oxford perd quatorze étudiants, soit une baisse de 22 % de sa fréquentation. Toutefois, en 1915-1916, ses effectifs indiens sont égaux à ceux de l'avant-guerre. En 1916-1917, Cambridge a vu sa fréquentation diminuer de 12 % par rapport à la première année de guerre, à la suite du départ de quatorze étudiants, mais l'université en accueille cinq supplémentaires dès l'année suivante. À l'inverse, près de deux tiers des étudiants de Birmingham quittent l'université au cours de la guerre malgré une stabilisation à trois étudiants dès 1917. Si 1916-1917 constitue une année de décroissance pour ces trois centres d'études supérieures, elle correspond à l'inverse à une relance de la fréquentation indienne à Leeds : l'institution sort de la guerre avec trois recrues sud-

⁷⁶⁰ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, carton Q/10/1, dossier 9 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Cambridge* ; dossier 10 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Oxford* ; dossier 12 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Birmingham* ; dossier 16 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Leeds*. Les données pour l'université d'Oxford pour l'année 1917-1918 ont été croisées et complétées grâce aux statistiques de la *Delegacy of Oriental Students* : Oxford University – Bodleian Library, DC 39/1 : *Delegates for Oriental Students, 1916-1944*.

asiatiques, soit une de plus qu'avant-guerre, alors que les étudiants de la colonie étaient absents de ces bancs entre 1914 et 1916. Par conséquent, il demeure difficile de mesurer l'impact direct de la guerre sur les circulations menant aux universités britanniques. Le cas du *College of Technology* de l'Université de Manchester permet, par exemple, de souligner un déclin à moyen terme des effectifs indiens, entamé dès l'année 1911-1912 :

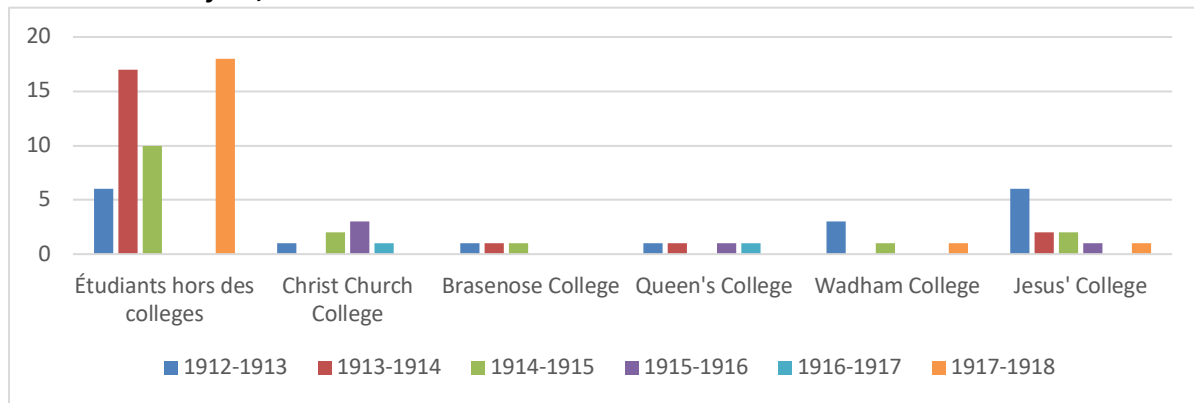
Graph. 2-2 – Évolution des effectifs d'étudiants indiens au *College of Technology* de l'Université de Manchester, 1905-1919⁷⁶¹



Malgré un nouveau pic en 1912-1913, l'institution peine à conserver des effectifs indiens dépassant la dizaine d'individus tout au long de la décennie 1910. La période de la Grande Guerre correspond davantage à une période de stabilisation de ces effectifs faibles. Enfin, la diversité des situations est illustrée à plus grande échelle par les données disponibles pour certains *colleges* et pour les étudiants non-affiliés à un *college* (*non-collegiate students*) de l'Université d'Oxford :

⁷⁶¹Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, carton Q/10/1, dossier 14: *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Manchester* : « Particulars of Indian students studying at the College of Technology, Manchester, 1905-1906 to 1920-1921 ».

Graph. 2-3 – Évolution des effectifs d'étudiants indiens non-affiliés et dans certains *colleges* de l'Université d'Oxford, 1914-1918⁷⁶²



Les situations sont extrêmement variées malgré des effectifs globalement faibles, autour d'un ou deux individus, à l'exception des étudiants non-affiliés. Si les étudiants indiens sont généralement absents de leurs bancs à la fin de la guerre, Wadham College et Jesus' College accueillent chacun une recrue venue de la colonie sud-asiatique en 1917-1918. Le cas de Christ Church permet d'attester d'arrivées à Oxford juste après le début du conflit, nuançant son impact. Une étude plus approfondie de ces trajectoires étudiantes reste cependant nécessaire, d'autant que les statistiques demeurent lacunaires : en effet, il est difficile de déterminer si la présence d'étudiants dans ces *colleges*, et dans les universités en général, est liée à de nouvelles arrivées ou à des renouvellements d'inscription et si les nouvelles recrues potentielles arrivent directement d'Inde⁷⁶³.

Du côté indochinois, les listes et rapports constitués, d'une part, par les administrateurs de différentes provinces – la Cochinchine, le Tonkin et le Cambodge – entre décembre 1915 et février 1916⁷⁶⁴ et, d'autre part, par le délégué du gouvernement général auprès de l'Office colonial tout au long de la guerre, renseignent sur le devenir des mobilités étudiantes. En novembre 1914, le délégué mentionne des rapatriements d'urgence, conséquence de

⁷⁶² Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, carton Q/10/1, dossier 10 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Oxford*.

⁷⁶³ Exeter College Archives : *Exeter College Register, 1914-1918*.

⁷⁶⁴ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Liste des étudiants indigènes originaires de la Cochinchine se trouvant actuellement en France, 23 décembre 1915 » ; « Liste des jeunes cambodgiens étudiant en France, 1915 » ; « Liste des étudiants indigènes en France, 29 février 1916 ». Ces listes synthétisent les fiches individuelles qui sont également jointes à ce dossier. L'absence de l'Annam est justifiée en juin 1915 par un courrier du résident supérieur de ce protectorat qui explique que ce territoire n'envoie plus d'étudiants en métropole depuis quelques années. *Ibid* : « Courrier du résident supérieur en Annam, juin 1915 ».

requêtes émanant de trois étudiants « sans ressources à la suite de l'état de guerre⁷⁶⁵ ». Alors que l'évacuation des étudiants étrangers est monnaie courante dès 1914⁷⁶⁶, elle ne semble concerner qu'un faible nombre d'Indochinois. Certains rapatriements ne sont d'ailleurs pas justifiés par la guerre mais plutôt par les piètres performances des candidats ou par des urgences familiales⁷⁶⁷. D'autres jeunes gens sont contraints d'interrompre et/ou de modifier leurs parcours : les études de Hoang Cung à l'École nationale des Arts et Métiers d'Angers ont été interrompues par la guerre. Il devient alors dessinateur pour une usine lyonnaise puis à Boulogne-sur-Seine. En novembre 1916, il reprend finalement ses études en intégrant la classe de troisième année de l'École d'Arts et Métiers de Cluny⁷⁶⁸.

Ainsi, la documentation produite par les différents agents administratifs témoigne davantage de la présence continue, bien qu'irrégulière, d'étudiants. Le délégué exerce une surveillance morale sur 24 étudiants en 1914, 29 en 1915 et 16 en 1917 avant de voir le nombre de ses pupilles tomber à huit en 1918⁷⁶⁹. Les chefs d'administration du Cambodge, du Tonkin et de la Cochinchine fournissent, quant à eux, des informations sur 99 élèves et étudiants présents en métropole et connus de l'administration : 32, soit près d'un tiers d'entre eux, sont engagés dans une formation supérieure ou professionnelle. Or, les dates mentionnées sur les notices administratives révèlent des séjours à moyen terme, commencés avant-guerre et prolongés pendant celle-ci. Le prince Watchayavong est arrivé en France, à Caen, dès 1909⁷⁷⁰, et demande à rejoindre Paris en 1915⁷⁷¹. Les départs après 1914 sont extrêmement rares puisqu'au regard des données disponibles, seuls quatre Cochinchinois se distinguent par un embarquement après le déclenchement des hostilités : trois élèves au cours du printemps et de l'été 1915 et un étudiant de l'École spéciale des travaux publics d'Arcueil,

⁷⁶⁵ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier du délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial au ministre des Colonies, 26 novembre 1914 ».

⁷⁶⁶ Guillaume Tronchet, « Savoir en diplomatie... », *op.cit.*, p. 302.

⁷⁶⁷ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Courrier du secrétaire général du Comité Paul-Bert au ministre des Colonies, 4 septembre 1915 ».

⁷⁶⁸ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier du délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial au ministre des Colonies, 10 mai 1917 ».

⁷⁶⁹ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Listes nominatives des Indochinois sur lesquels ont eu à s'exercer la surveillance morale et la direction administrative du Délégué du Gouvernement général de l'Indochine auprès de l'Office colonial ou pour les intérêts desquels il a eu à intervenir, années 1914, 1915, 1917 et 1918 ».

⁷⁷⁰ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Renseignements concernant le Prince Vathchhayavong ».

⁷⁷¹ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier du prince Watchayavong au délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial, 26 juin 1915 ».

dans la proche banlieue de Paris, parti de la colonie le 17 mai 1915⁷⁷². Les deux seuls « états des jeunes gens qui se rendent en France pour y faire leurs études » disponibles pour la période, datés de novembre et décembre 1917, portent la mention « néant⁷⁷³ ». Un an plus tard, Lê Quang Ân embarque pour la France une semaine avant la signature de l'armistice mais intègre une école d'apprentissage d'Aix-en-Provence en temps de paix⁷⁷⁴.

C.2. ... et une immobilité impensée

La Grande Guerre n'interrompt pas les séjours d'études à l'échelle impériale. Si les flux s'amincissent, il n'est pas complètement impossible de rejoindre les métropoles. En parallèle, les universités et les écoles supérieures en Inde et en Indochine restent ouvertes sans que les statistiques disponibles attestent d'un reflux étudiant provoqué par le conflit. De plus, les réflexions sur l'encadrement des mobilités à l'échelle impériale se poursuivent en temps de guerre et s'inscrivent dans la continuité des débats et réalisations entamés au cours de la période antérieure.

Du côté indochinois, on dénote une intervention des pouvoirs publics métropolitains puisqu'en avril et mars 1915, le ministère des Colonies français est à l'origine de dépêches déplorant l'absence de réglementation sur l'envoi d'étudiants boursiers indochinois en métropole⁷⁷⁵. La nécessité d'une direction et d'une administration communes est mise en avant, non sans faire écho aux initiatives infructueuses du gouverneur Klobukowski quelques années auparavant, et des listes générales sont réclamées auprès des autorités coloniales. Celles-ci ne peuvent que souscrire aux remarques ministérielles puisque, dès la fin de l'année 1914, les correspondances des chefs de province avec le gouverneur général portaient les traces d'une inquiétude quant aux départs de jeunes Indochinois. Les préoccupations et critiques sont multiples en ce qu'elles concernent aussi bien l'âge des candidats, leur recrutement, la demande croissante de bourses et leur coût budgétaire que l'absence de débouchés dans la colonie. La mise en place d'une réglementation précise est alors préconisée dont la préparation incombe à l'inspecteur-conseil de l'enseignement et nourrit les échanges

⁷⁷² ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Liste des étudiants indigènes originaires de la Cochinchine..., *op.cit.* ».

⁷⁷³ Les deux seuls « états des jeunes gens qui se rendent en France pour y faire leurs études » conservés dans le dossier 2 563 du fonds GGI consultable aux ANOM et datés, respectivement, de novembre et décembre 1917, portent la mention « Néant ».

⁷⁷⁴ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France..., op.cit.* : « État des jeunes gens qui se rendent en France pour y faire leurs études, 4 novembre 1918 ».

⁷⁷⁵ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 20 avril 1916 ».

entre les différents acteurs administratifs tout au long du conflit⁷⁷⁶. Le contexte géopolitique demeure totalement absent des discussions qui se caractérisent davantage par l'absence de discours unifiés, chaque province proposant des mesures différant, légèrement ou radicalement, des préconisations de ses voisines, comme le souligne le tableau disponible en annexe. Ces désaccords opposent également l'inspecteur-conseil, favorable à des mesures de contrôle fortes, et le gouverneur général Albert Sarraut au cours de l'été 1917⁷⁷⁷.

Alors que les démarches entreprises en Indochine n'aboutissent pas à des réalisations concrètes, la question de l'encadrement des étudiants indiens est aussi à l'ordre du jour dans l'empire britannique. Le 19 juillet 1917, une organisation dénommée Indian Students' Friends' Society adresse au vice-roi et au gouvernement central de l'Inde ses doléances quant aux difficultés dont sont victimes les étudiants indiens rejoignant la métropole⁷⁷⁸. Contrairement au cas indochinois, l'accent est mis sur les difficultés éprouvées par les futurs diplômés eux-mêmes plutôt que sur les lacunes du contrôle administratif, par l'intermédiaire d'un relai qui n'en masque pas moins la parole de ceux qu'il représente. En guise de réponse, un mémorandum sur le département des étudiants indiens est publié, occultant lui-aussi le contexte de guerre, même lorsqu'il s'agit de constater l'exclusion des Indiens des University's Officers Training Corps, la section de la réserve britannique destinée aux étudiants⁷⁷⁹. Le secrétaire d'État met plutôt l'accent sur le défi ancien de la collaboration, difficile et négociée, avec les établissements d'enseignement métropolitains, toujours dans l'optique de faciliter les séjours d'étude plutôt que de réguler les départs.

En somme, le conflit ne conduit pas à une interruption des circulations mais plutôt à une réévaluation de leur ampleur et de l'encadrement qui les accompagne, en particulier en ce qui concerne les populations colonisées. Les mesures préexistantes sont parfois repensées et approfondies sans que les étudiants ne participent aux discussions. Pourtant, une partie d'entre eux n'en demeure pas moins consciente du contexte particulier de conflit qui touche les métropoles et leurs empires. Certaines mobilités étudiantes se transforment alors en

⁷⁷⁶ Malgré un courrier dès décembre 1914, le gouverneur de la Cochinchine paraît moins investi dans ces discussions. En août 1917, le gouverneur général de l'Indochine souligne que la « Cochinchine n'a pas donné d'avis » sur le projet d'arrêté : ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au gouverneur de Cochinchine, 12 août 1907 ».

⁷⁷⁷ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses sur les bourses d'études en métropole* : « Courrier de l'inspecteur-conseil de l'enseignement en Indochine au gouverneur général de l'Indochine, 17 juillet 1917 ».

⁷⁷⁸ Oxford University Archives (OUA), LDH/SF/1/15 : « Memorandum on the position of Indian students ».

⁷⁷⁹ *Ibid.*

mobilités de guerre : des individus interrompent leurs études pour s'engager militairement ou participer à l'effort de guerre, mettant au parfois leurs compétences, en médecine par exemple, au service de l'armée ou d'organisations humanitaires comme la Croix Rouge⁷⁸⁰.

3. Sorties d'empires

En 1917, Mohan Singh, un Indien de 25 ans originaire du Pendjab, s'engage dans l'armée états-unienne au lendemain de l'entrée en guerre du vaste État nord-américain⁷⁸¹. Il est alors étudiant à Berkeley où il suit une formation en métaphysique, spiritualité et théologie. Alors que ses études sont interrompues par la Première Guerre mondiale, elles n'en témoignent pas moins d'une présence indienne aux États-Unis au début du xx^e siècle. D'autres indices viennent étayer l'hypothèse de mobilités de plus en plus globales, ne se limitant plus à une poignée de trajectoires exceptionnelles, comme au siècle précédent : les premiers textes réglementant l'octroi des bourses techniques du gouvernement indien en 1902-1903 évoquent des séjours « en Grande Bretagne, sur le continent européen ou en Amérique⁷⁸² » ; quelques années plus tard, une association bengalaise, l'Industrial and Scientific Association of Calcutta, envoie douze boursiers en métropole contre 48 aux États-Unis, 32 au Japon et deux en France⁷⁸³. Surtout, cette internationalisation avancée des étudiants venus d'Inde s'accompagne de sorties d'empire indo-chinoises, qui ne se limitent plus aux flux traditionnels des futurs moines bouddhistes de l'ouest de la péninsule. C'est vers l'Extrême-Orient, et plus particulièrement le Japon, que se dirigent de jeunes Vietnamiens à partir du milieu de la décennie 1900 alors que les autorités françaises en Indochine essayent à la même période de dévier les flux d'étudiants chinois pour l'archipel nippon à leur avantage, comme vu dans la première partie de ce chapitre. Il apparaît donc nécessaire d'articuler mobilités régionales, à l'échelle de l'Asie, et internationales afin de bien comprendre le tournant global du début du xx^e siècle.

⁷⁸⁰ Les interruptions d'études au cours du séjour sont traitées dans le chapitre 6 de la présente thèse.

⁷⁸¹ « Indians who serve », *The United States World War One Centennial Commission*, disponible en ligne : <https://www.worldwar1centennial.org/index.php/indians-who-served.html>, consulté le 27 juillet 2019.

⁷⁸² WBSA, GenED, proceedings 1-8 – June 1904 : *Technical Education...*, *op.cit.* : « State Scholarships for Natives of India ».

⁷⁸³ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, 2010, p. 17.

A. Perspectives régionales

Déjà palpable à la fin du XIX^e siècle pour les Indiens, l'attractivité du Japon s'affirme au cours de la décennie 1900. Si les circulations depuis le Raj britannique se poursuivent, des flux nouveaux d'étudiants originaires des territoires vietnamiens de l'Union indochinoise s'organisent à partir de 1905. De courte durée, le mouvement *Đông Du* à l'origine de ces séjours d'études au Japon insère, malgré tout, définitivement les Indochinois dans des mobilités régionales tandis que les autorités coloniales tentent, en parallèle, de détourner les courants traditionnels d'étudiants bouddhistes vers le Siam.

A.1. L'essor des voyages vers l'Est (années 1900)

Au cours de la décennie 1900, le Japon devient une destination phare des mobilités étudiantes asiatiques, incluant d'abord des Chinois ainsi que des Coréens et des Siamois⁷⁸⁴ mais aussi des Indiens et, plus tard, des Indochinois. En effet, les premiers départs du Raj britannique pour l'archipel nippon datent de la toute fin du XIX^e siècle⁷⁸⁵ et ne concernent alors qu'une poignée d'étudiants. Moins de dix ans plus tard, en 1906, les jeunes Indiens admis dans une institution d'enseignement japonaise sont estimés à plus d'une cinquantaine, soit près de dix-huit fois plus que dans les années 1890. Aucune liste n'est cependant disponible afin de confirmer cette ampleur quantitative⁷⁸⁶. Il est difficile d'offrir un tableau global des circulations reliant l'Asie du Sud à l'archipel extrême-oriental, qui apparaissent rarement dans la documentation officielle de la période 1900-1918. Si les informations sur l'origine, les motivations, l'encadrement des étudiants ou encore, les établissements fréquentés font souvent défaut, l'intérêt pour un séjour en terre nipponne est à la fois confirmé et nourri par des publications et témoignages. Plusieurs périodiques, comme *Mahratta* imprimé à Poona ou *Modern Review* diffusé depuis le Bengale, incluent des articles dédiés à cette mobilité à l'échelle du continent asiatique⁷⁸⁷. En 1900, un étudiant basé au Japon propose, par cet

⁷⁸⁴ « Chroniques », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1906.

⁷⁸⁵ Voir le chapitre 1 de la présente thèse.

⁷⁸⁶ Harald Fischer-Tiné mentionne quinze étudiants en 1903, 54 en 1906 et une centaine en 1910 : Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces' : transnational and diasporic dimensions of the Indian freedom movement on the eve of the First World War », *Journal of Global History*, n°3, 2007, p. 328. Or, ces chiffres sont difficiles à confirmer. Sur cette question, voir notamment : Francisco Cioffo, « In the New School of Asia : The Indian Communities in Japan and Asianism, 1880s-1910s », mémoire de Master soutenu à King's College London, 2018, p. 13.

⁷⁸⁷ Voir par exemple, dans *Mahratta* : « Japan as a Training School for Indians », 19 juillet 1896 ; « Studies in Japan », 9 décembre 1900 ; « Japan and Indian Students », 9 février 1902 ; « India House in Japan », 1^{er} novembre 1908. Pour *Modern Review* : « Technical Education of Indians: A Few Reflections », n°5, mars 1909 ; « Indian

intermédiaire, des conseils à destination de potentiels camarades tentés par un cursus extrême-oriental⁷⁸⁸. De plus, certaines offres de bourses non gouvernementales incluent ces séjours japonais, à l'instar de l'AASIEI en 1904⁷⁸⁹, contrairement aux allocations et mesures d'encadrement officielles. En parallèle, le territoire nippon se fait le lieu d'autres initiatives incitant au départ, confirmant par la même occasion la présence d'une communauté étudiante non négligeable : à partir de décembre 1903, le Japan and India Club, ensuite rebaptisé Indo-Japanese Association⁷⁹⁰, mêle Indiens et Japonais acquis à la formation éducative des ressortissants du Raj britannique⁷⁹¹, dans le but de répondre à une quintuple mission :

1. Guider et aider les étudiants indiens et les autres, rejoignant le Japon pour les études ou les affaires ;
2. Fournir un bâtiment afin de loger les étudiants indiens et d'accueillir une bibliothèque bien équipée ;
3. Créer et nourrir dans les classes éduquées du Japon un intérêt pour les étudiants indiens, et surtout pour le commerce et les industries indiennes, et concevoir des moyens de développer le commerce et l'industrie en Inde ;
4. Étendre la connaissance des langues vernaculaires indiennes parmi les classes éduquées du Japon ;
5. Encourager les relations entre les deux pays afin de rapprocher les populations⁷⁹².

Trois ans plus tard, quelques étudiants indiens créent une India House à Tokyo⁷⁹³, sur le modèle de celle de Londres, suivie d'initiatives similaires dans d'autres villes japonaises telles Kyoto et Osaka⁷⁹⁴.

Or, la première décennie du xx^e siècle correspond également aux premiers départs d'étudiants indo-chinois pour des territoires est-asiatiques. Auparavant, la présence régionale

Students Trained Abroad », n°9, janvier 1911. Articles cités dans Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 69.

⁷⁸⁸ « Studies in Japan », *Mahratta*, 9 décembre 1900.

⁷⁸⁹ Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement...*, *op.cit.*, p. 114.

⁷⁹⁰ Francisco Cioffo, « In the New School of Asia... », *op. cit.*, p. 16.

⁷⁹¹ En 1906, l'association réunit 105 membres dont 65 Indiens. Les autres sont Japonais.

⁷⁹² « 1. To guide and help every possible way Indian students and others, proceeding to Japan for study or business ;

2. To provide a building for the accommodation of Indian students for housing a suitably equipped library ;

3. To create and foster in the intelligent classes of Japan, interest in the Indian students, esp. in Indian commerce and industries, and to devise means for developing commerce and industry in India ;

4. To spread the knowledge of Indian vernaculars among the educated class of Japan ;

5. To encourage intercourse between the two countries so as to bring the people into closer contact. »

Aravind Ganachari, *Nationalism and Social Reform in Colonial Situation*, Delhi, Kalpaz, 2005, p. 150.

⁷⁹³ « 'India House' in Japan », *The Indian Sociologist*, n°12, vol. 3, décembre 1907, p. 47.

⁷⁹⁴ Pallavi Bhatte, « Activities of Indian Freedom Revolutionaries and the Rising Sun », *歴史文化社会論講座紀要*, n°11, 2014, p. 121.

de ce groupe se limitait à des flux d'étudiants-moines bouddhistes, se dirigeant vers le Siam depuis l'ouest de la péninsule indochinoise⁷⁹⁵. Contrairement aux circulations non coordonnées d'Indiens pour le Japon, les nouveaux départs sont impulsés par un mouvement spécifique initié par l'intellectuel anticolonialiste originaire de l'Annam, Phan Bội Châu, à partir de 1905. Ce dernier souhaite organiser le départ pour le Japon du prétendant au trône vietnamien, le prince Cường Để, ainsi que de « jeunes gens particulièrement brillants qui ouvriraient la voie à un courant d'émigration pour étudier à l'étranger⁷⁹⁶ ». Il promeut son initiative – baptisée *Đông Du* et traduisible par « Voyage vers l'Est » – par l'intermédiaire de pamphlets et organise un plan d'action détaillé à son retour en Indochine, au cours de l'été 1905 :

1. – Les jeunes, sévèrement sélectionnés, devraient être des sujets intelligents et studieux, résistants et endurcis, déterminés et courageux, à jamais ancrés dans leurs convictions.
2. – Les frais seraient supportés par les deux tendances, le parti des réformes pacifiques et le parti de l'insurrection ;
3. – Les voyages des intéressés et les transferts d'argent à l'étranger devraient être confiés à une personne absolument sûre ;
4. – On veillerait à ce que ne s'infilte aucun mouchard dans l'organisation. Un cachet spécial serait utilisé pour authentifier toutes les pièces et tous les rapports. Il était recommandé d'utiliser l'encre sympathique dès que possible⁷⁹⁷.

Afin d'assurer ces circulations, un relai est mis en place à Hong Kong. La prise en charge des jeunes voyageurs, auxquels sont fournis subsides et lettres d'introduction, y est assurée grâce aux négociations menées avec les maisons de commerce locales. En mai 1907, six migrants sans le sou y attendent des fonds, l'un d'entre eux en profitant pour apprendre l'anglais⁷⁹⁸.

Les premiers départs extra-impériaux d'Indochinois – et en réalité, de Vietnamiens puisque les étudiants sont issus de l'Annam, du Tonkin et de la Cochinchine – sont fondés sur des objectifs politiques, anticolonialistes, puisqu'il s'agit de former des opposants à la colonisation française, « phalange de ceux qui deviendraient plus tard les artisans de

⁷⁹⁵ À ce sujet, voir : Ann-Ruth Hansen, *How to Behave. Buddhism and Modernity in Colonial Cambodia, 1860-1930*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2007 ainsi que l'introduction de la présente thèse.

⁷⁹⁶ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, Traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 54.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, p. 54-55.

⁷⁹⁸ *Ibid.*, p. 85.

l'indépendance nationale⁷⁹⁹ ». Selon les mémoires de Phan, trois premiers étudiants l'accompagnent à Yokohama au cours de l'hiver 1905-1906, suivis de six autres, tous originaires du Tonkin et de l'Annam, quelques mois plus tard⁸⁰⁰. Il faut attendre l'hiver 1906-1907 pour que les effectifs grossissent, notamment à la suite de l'arrivée de Cochinchinois pendant l'été. L'apogée est atteint en 1908 mais, en l'absence de sources précises, les chiffres font débat, tant auprès des contemporains du mouvement qu'auprès des historiens : Phan mentionne 200 étudiants, majoritairement Cochinchinois, à l'apex des mobilités, chiffre repris par Nguyễn Thế Anh⁸⁰¹. Dans sa biographie dédiée à Phan Bội Châu, Yves Le Jariel mentionne quant à lui plus de cent recrues vietnamiennes⁸⁰² et fait écho aux notes de l'ambassade de France au Japon attestant d'une centaine d'étudiants « annamites » jusqu'au début de l'année 1909⁸⁰³. Pourtant, en mai de cette même année, le journal français *Le Temps* relaye une rumeur concernant « 500 recrutés par des agents secrets⁸⁰⁴ ». Cette estimation paraît malgré tout peu crédible alors que le *Đông Du* est la cible d'une répression franco-nippone entraînant le rapatriement de dizaines d'étudiants en Indochine⁸⁰⁵. Les informations disponibles sur ces voyageurs orientaux témoignent de l'investissement d'une large tranche d'âge et de parcours différenciés. Aux côtés d'adolescents arrivent quelques enfants, à l'instar de Trần Văn An, Trần Văn Tu et Hoàng Văn Hưng en 1907⁸⁰⁶. En 1909, sur dix-sept recrues, trois sont des enfants, âgés de neuf ou onze ans⁸⁰⁷.

Des mobilités éparses, du côté indien, font face à un mouvement unique et structuré, du côté indochinois. Ces deux approches du voyage vers l'Est n'en partagent pas moins des problématiques communes. La question du financement est centrale alors que les subsides proviennent, en premier lieu, des colonies. Les premiers élèves indiens de la fin du XIX^e siècle

⁷⁹⁹ Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu et les débuts du mouvement Đông Du » in Vĩnh Sinh (dir.), *Phan Bội Châu and the Dong-du Movement*, New Haven, Yale Center for International and area studies, 1988, p. 5.

⁸⁰⁰ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, op.cit., p. 59.

⁸⁰¹ *Ibid.*, p.92 ; Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu... art.cit. », p. 12.

⁸⁰² Yves Le Jariel, *Phan Bội Châu (1867-1940). Le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, p. 54.

⁸⁰³ *Ibid.* : « Pro-memoria du 23 avril 1909 ».

⁸⁰⁴ Japan Center for Asian Historical Records (JACAR), National Archives of Japan, B02032273000 : « "Affaires – coloniales. Le Japon et l'agitation indigène en Indo-Chine", *Le Temps*, 31 mai 1909 ».

⁸⁰⁵ Une lettre envoyée par le premier étudiant chrétien, arrivé en février 1909, mentionne le départ de 90 Cochinchinois au comportement licencieux et rapatriés chez eux alors qu'ils se trouvaient sans ressource : *Ibid.* : « Lettre de Lun Ven Dau, saisie chez le prêtre Cu Linh, 27 février 1909 ».

⁸⁰⁶ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, p. 86.

⁸⁰⁷ JACAR, National Archives of Japan, B02032273000, « Lettre de Lun Ven Dau, saisie chez le prêtre Cu Linh, 27 février 1909 ».

avaient déjà bénéficié de soutiens privés et publics, qui se pérennisent au siècle suivant : en 1900, Puran Singh arrive au Japon après avoir accepté une bourse de la part d'un notable de Lahore⁸⁰⁸. Phan sollicite la population des trois *kỳ* – provinces – vietnamiens dans des écrits comme le *Nguyễn quốc dân tu tro du hoc van – Appel aux citoyens pour le financement privé des études à l'étranger* – imprimé en 3 000 exemplaires⁸⁰⁹. Les enjeux linguistiques constituent un second trait commun : l'apprentissage du japonais constitue la première étape du séjour sur l'archipel. L'association nipponne Tōa Dobunkai – association pour la communauté culturelle d'Asie orientale – dispense dans son école privée, la Tōa Dōbun Shoin, des cours de langue et une section destinée aux Vietnamiens y est ouverte en 1906⁸¹⁰. Cette maîtrise indispensable de la langue est à l'origine de quelques plaintes, notamment de la part d'Indiens ayant entamé leurs études en milieu anglophone⁸¹¹. De plus, les cursus en sciences et technologies proposés au Japon s'inspirent de la pratique allemande, nécessitant une maîtrise de la langue germanique⁸¹². Ces angoisses linguistiques exprimées par les étudiants ne sont pas sans faire écho à d'autres circulations, à l'instar de celles des Chinois des provinces méridionales de l'empire Qing rejoignant Hanoi sans toujours maîtriser suffisamment la langue française. Enfin, le choix du Japon laisse entrevoir un enchevêtrement d'enjeux mêlant nationalisme, panasiatisme et approche globale des mobilités étudiantes.

A.2. Un carrefour transnational japonais

Malgré des modalités de circulation différentes, des étudiants indiens comme indo-chinois rejoignent le Japon au cours de la première décennie du xx^e siècle. Le choix de ce lieu commun pour leur formation repose dès lors sur un enchevêtrement d'enjeux qui se déploient à plusieurs échelles.

Des études nipponnes permettent, en premier lieu, de contourner l'enseignement proposé par le colonisateur et de compenser ses limites et ses lacunes. Au printemps 1909, l'India Office est informé par l'intermédiaire du Foreign Office du parcours d'un étudiant admis à rejoindre le service dédié au tabac du bureau du monopole japonais (*Tobacco Works of the*

⁸⁰⁸Pallavi Bhatte, « Activities of Indian Freedom Revolutionaries and the Rising Sun », 歴史文化社会論講座紀要, n°11, 2014, p. 119.

⁸⁰⁹Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, p. 55.

⁸¹⁰Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, Karthala, 2012, p. 35.

⁸¹¹Ross Bassett, *The Technological Indian...*, p. 69.

⁸¹²Pallavi Bhatte, « Activities of Indian Freedom Revolutionaries and the Rising Sun », 歴史文化社会論講座紀要, n°11, 2014, p. 119.

Government Monopoly Bureau) après avoir achevé sa formation au sein de l'archipel⁸¹³. Ce dernier, du nom d'A.C. Ghose, est arrivé au Japon en 1906 afin de se spécialiser dans la manufacture du tabac, ce qui lui était impossible en Inde. S'il souhaite d'abord compléter son cursus au sein d'une firme européenne, ses requêtes, pourtant soutenues par le chef de la légation britannique à Tokyo Claude MacDonald, sont rejetées par la compagnie britannique des cigarettes à Shanghai et l'incite à solliciter les autorités nippones⁸¹⁴. S'il s'agit surtout pour Ghose de mener à bien un projet individuel, afin de pouvoir faire carrière dans l'industrie du tabac, ces stratégies de contournement prennent parfois une teneur davantage nationaliste. Du côté indien, elles s'inscrivent dans la continuité du mouvement pour l'industrialisation du territoire sud-asiatique né au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le mouvement *swadeshi* connaît une nouvelle vigueur au milieu de la décennie, cherchant toujours à promouvoir une économie nationale, au détriment de la domination coloniale exercée par les Britanniques. Alors que les établissements de formation industrielle et agricole sortent péniblement de terre dans les provinces du Raj britannique, certains étudiants optent pour des écoles techniques nippones ou pour le *college* d'agriculture implanté à Sapporo⁸¹⁵. D'autres initiatives indiennes au Japon relient les circulations académiques au nationalisme, comme la création d'une India House en 1906 qui fait référence à son homologue londonienne, bastion de l'opposition à la présence britannique en Inde⁸¹⁶.

Le caractère nationaliste et anticolonialiste se fait plus frontal dans le cadre du *Đông Du*, qui rejette la formation mise en place par les Français en Indochine en cherchant à former d'une élite éduquée capable de combattre le colonisateur. Elle doit se composer d'individus originaires des trois *kỳ* vietnamiens, la Cochinchine, le Tonkin et l'Annam⁸¹⁷. L'orientation des étudiants reflète le dessein nationaliste du mouvement puisqu'une partie des recrues rejoint des écoles militaires, comme la *Shimbu Kyo* – ou *Shimbu Gakko* – comparée à Saint-Cyr par le

⁸¹³ BL, IOR, carton L/PJ/6/930 : dossier 1277 : *Facilities for Indian Students in Japan* : « Minute du 2 avril 1909 ».

⁸¹⁴ *Ibid.* : « Courrier du consul général britannique à Shanghai à Claude MacDonald, 10 février 1909 » ; « Courrier de Claude MacDonald à secrétaire d'État aux affaires étrangères, 18 février 1909 ».

⁸¹⁵ Pallavi Bhatte, « Activities of Indian Freedom Revolutionaries, art.cit. », p. 120.

⁸¹⁶ À ce sujet, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

⁸¹⁷ Sara Legrandjacques, « Go East ! 1905 as a Turning Point for the Transnational History of Vietnamese Education », *TRaNS*, 2020.

diplomate français Jules Harmand en 1904⁸¹⁸ et dont les études quinquennales débouchaient, en cas de succès, sur l'obtention d'un brevet d'officier⁸¹⁹.

Alors que d'autres élèves suivent une instruction primaire, se forment aux langues étrangères ou encore rejoignent l'école supérieure des sciences naturelles ou l'Université Waseda⁸²⁰, les trajectoires, tant indochinoises qu'indiennes, confirment une approche transterritoriale du nationalisme, fondée sur des circulations extra-coloniales, telle que décrite par Sugata Bose⁸²¹. Cette dernière est nourrie par le développement du panasiatisme depuis la deuxième moitié du siècle précédent⁸²², en tant qu' « ensemble d'idées dont l'objectif ultime vise l'union des nations asiatiques comme solution à la menace occidentale⁸²³ ». Dans ce contexte, le Japon de Meiji est considéré comme un exemple à suivre sur la voie de la modernisation. Sa victoire face à la Russie en 1905 renforce cette dimension, comme l'illustre le récit autobiographique de Rathindranath Tagore lorsqu'il évoque la fascination de la jeunesse éduquée indienne pour l'archipel nippon : « Notre admiration pour le Japon à cette époque était sans limites. Nous considérions chaque Japonais comme un héros. N'avaient-ils pas aidé à se débarrasser du spectre du « diable étranger » en Orient pour de bon ?⁸²⁴ ». Il met l'accent sur la « foi en une Asie unie⁸²⁵ » guidée par le Japon, symbole d'une Asie puissante et moderne.

L'influence du panasiatisme est également manifeste quant à l'organisation du mouvement *Đông Du* : si l'élite vietnamienne est d'abord « plus isolé[e] que [se]s homologues

⁸¹⁸ ANOM, GGI, dossier 23 740 : *Étudiants chinois au Japon. Renseignement sur l'organisation de l'université chinoise. Avantages à attirer les Chinois à Hanoi. Question au directeur de l'École française d'Extrême-Orient sur le recrutement des étudiants asiatiques, 1905* : « Courrier du ministre de la République française à Tokyo au ministre des Affaires étrangères, 15 décembre 1904 ». Sur la dimension politique et militante de la formation, voir le chapitre 7.

⁸¹⁹ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, p. 90.

⁸²⁰ *Ibid.*

⁸²¹ Sugata Bose, *A Hundred Horizons: The Indian Ocean in the Age of Global Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, cite dans Carolien Stolte, Harald Fischer-Tiné, « Imagining Asia in India: Nationalism and Internationalism (ca. 1905-1940) », *Comparative Studies in Society and History*, n° 54, 2012, p. 67.

⁸²² Carolien Stolte, Harald Fischer-Tiné, « Imagining Asia in India... art.cit. », p. 68-69 ; Steven Peng-Seng, « Le panasiatisme en Asie : une construction de l'identité asiatique et japonaise, 1900-1924 », Mémoire de Master présenté à l'Université de Montréal, 2014, p. 8, p. 27.

⁸²³ Steven Peng-Seng, « Le panasiatisme en Asie..., *op.cit.* », p. 11.

⁸²⁴ « Our admiration for Japan in those days was boundless. We looked upon every Japanese as a hero. Had they not helped to kill the spectre of the 'foreign devil' in the Orient for good ? »

Rathindranath Tagore, *On the Edges of Time*, Calcutta, Orient Longmans, 1958, p. 76.

⁸²⁵ *Ibid.*

chinois des idées modernisatrices qui transformaient la société japonaise⁸²⁶ », ces idées circulent davantage au tournant du xx^e siècle⁸²⁷ et séduisent certains intellectuels. Phan préconise « la reconquête de l'indépendance par la destruction héroïque, violente du régime colonial, avec l'aide militaire d'un tiers pays, du Japon notamment⁸²⁸ » et se rend en 1905 en Chine puis au Japon dans le but d'obtenir un soutien financier et militaire. Il y rencontre différentes personnalités chinoises, dont le réformiste Liang Qichao et des membres de l'aristocratie nippone, à l'instar du vicomte Inukai Tsuyoshi et du comte Okuma Shigenobu. Ce sont ces interlocuteurs asiatiques qui recommandent alors de concert d'envoyer plutôt des étudiants à l'étranger afin qu'ils « ouvrent leurs oreilles et leurs yeux à de nouvelles idées⁸²⁹ ». La genèse du *Đông Du* est donc panasiatique, à la fois chinoise, japonaise et vietnamienne.

Le Japon offre la possibilité d'une formation en dehors de la sphère coloniale sans rejeter l'idée d'une modernisation fondée sur le savoir occidental. Les établissements nippons ont été organisés à partir de modèles européens et témoignent plutôt d'une capacité d'adaptation de cette vision de la modernité à l'Asie⁸³⁰. Par conséquent, les mobilités étudiantes vers l'archipel ne reposent pas sur un rejet du savoir occidental. Du côté indien, elles s'ancrent parfois franchement dans une approche globale de la formation académique : en 1906, l'auteur du billet sur l'India House de Tokyo publié dans *The India Sociologist* insiste sur la nécessité de « communiquer avec les Indiens étudiant dans différentes parties du monde » afin de coopérer et de se renforcer dans leur « lutte prochaine pour l'existence⁸³¹ ». Toutefois, aucun contact entre étudiants vietnamiens et indiens n'est attesté dans la documentation disponible bien que des interlocuteurs communs transparaissent, à l'instar du comte Okuma, soutien du *Đông Du* comme d'initiatives rapprochant Indiens et Japonais⁸³².

⁸²⁶ Vĩnh Sinh, *Phan Châu Trini and his Political Writing*, Ithaca, Cornell University Press, 2009, p. 20.

⁸²⁷ David G. Marr, *Vietnamese Anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1981, p. X ; Steven Peng-Seng, « Le panasiatisme en Asie..., *op.cit.* », p. 31.

⁸²⁸ Nguyễn Thế Anh, « L'élite intellectuelle vietnamienne et le fait colonial dans les premières années du xxe siècle », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°278, tome 72, 1985, p. 301-302.

⁸²⁹ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, p. 33.

⁸³⁰ Cemil Aydin, *The Politics of Anti-Westernism in Asia*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 80.

⁸³¹ « The first study that has fallen to "India House" in Tokyo is to communicate with the Indian students studying in various parts of the world. The reason for doing this is obvious even to a casual reader. We mean to co-operate and strengthen ourselves for the coming struggle for existence. » : « "India House" in Japan », *art.cit.*, p. 47.

⁸³² Il participe notamment, en tant qu'invité d'honneur, au festival Shivaji organisé par l'association indo-japonaise en 1907 : Francisco Cioffo, « In the New School of Asia..., *op. cit.* », p. 17.

Ces perspectives à la fois nationales, régionales et globales, sont pourtant mises à mal à la fin de la décennie 1900 par les autorités impériales alliées au gouvernement japonais.

A.3. *Un ancrage régional pérenne malgré la répression*

Les migrations académiques continentales se font d'abord au détriment des administrateurs coloniaux, en témoignent les difficultés de ces derniers à obtenir des informations précises sur les sujets présents sur le sol japonais jusqu'à la fin de la décennie 1900. En novembre 1906, le résident supérieur du Tonkin, rapportant au gouverneur général les résultats de son enquête sur les « lettrés annamites émigrés au Japon » se « garde de garantir l'exactitude⁸³³ » des renseignements récoltés. Trois mois plus tard, le gouverneur général Paul Beau lui-même expose ses interrogations quant aux origines de *Đông Du*⁸³⁴. Les informations relayées dans la presse paraissent tout autant incertaines, évoquant des rumeurs sur le nombre présumé d'étudiants⁸³⁵.

Ces lacunes ne doivent pas masquer l'inquiétude grandissante des pouvoirs publics quant à ces séjours extrême-orientaux. Ils considèrent les contacts entre leurs sujets et les Japonais comme une menace potentielle pour l'ordre colonial en place. Aux lendemains de la victoire japonaise sur la Russie de 1905, le vice-roi de l'Inde Curzon s'inquiète de l'inclinaison des étudiants indiens au Japon à adopter une posture déloyale vis-à-vis du pouvoir britannique⁸³⁶. En découle une réglementation plus rigide pour les candidats au départ à partir de l'extrême fin des années 1900. Ceux-ci doivent se doter d'un certificat d'identité regroupant différentes informations sur leurs origines, leurs familles, le but de leur séjour, etc. Ainsi, à partir de mai 1908, et jusqu'en 1917, les agents locaux fournissent des formulaires-types et dressent des listes d'étudiants indiens – mais aussi, de manière de plus en plus prononcée au fil des années, de commerçants ou de simples voyageurs – souhaitant rejoindre le Pays du

⁸³³ ANOM, GGI, dossier 22 494 : *Rapport du résident supérieur p.i. au Tonkin Groleau au gouverneur général de l'Indochine, 28 novembre 1906*. Source reproduite dans Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu..., art.cit. », p. 14-15.

⁸³⁴ Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu..., art.cit. », p. 10.

⁸³⁵ L'article publié dans *Le Temps* en mai 1909 cherche à rétablir ses rumeurs en évoquant un nombre restreint d'étudiants vietnamiens au Japon, « pas plus d'une centaine » et aux actions présentées comme insignifiantes. L'auteur dément la présence du prétendant au trône Cường Để alors que l'ambassade de France au Japon est en possession de photographies de cet individu en compagnie d'étudiants indochinois à Tokyo.

JACAR, National Archives of Japan, B02032273000 : « "Affaires – coloniales. Le Japon et l'agitation indigène en Indo-Chine", *Le Temps*, 31 mai 1909 » ; « Courrier de l'ambassadeur de France au Japon au ministre des Affaires étrangère du Japon, octobre 1907 ».

⁸³⁶ Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces' : transnational and diasporic dimensions of the Indian freedom movement on the eve of the First World War », *Journal of Global History*, n°3, 2007, p. 336.

Soleil levant⁸³⁷. Le nombre de certificats conservés par le Foreign Office est bien en deçà des estimations données par certains historiens, amenant à se questionner sur la mise en place effective de ces mesures de contrôle : en 1910, alors qu'Harald Fischer-Tiné évoque une centaine d'étudiants au Japon, pas plus de dix certificats d'identité ont pu être consultés pour cette même année, quatre pour 1909 et trois pour 1908⁸³⁸.

Face à ces démarches bureaucratiques imposées par le Raj britannique, des mesures davantage répressives se mettent en place du côté indochinois. Les autorités coloniales sont informées du mouvement *Đông Du* à partir de l'été 1906, par l'intermédiaire d'un rapport politique du résident supérieur du Tonkin Groleau. S'ensuit une enquête plus poussée qui tend à révéler les réseaux coloniaux alimentant les flux pour le Japon, par l'envoi d'individus mais également de subsides⁸³⁹. Cette prise de conscience aboutit à la mise en place d'initiatives visant à enrayer les migrations d'études régionales. Celles-ci se déploient à trois échelles, suivant le fil des mobilités étudiantes : en premier lieu, les autorités coloniales agissent à partir du point de départ, les territoires vietnamiens de l'Union indochinoise. Groleau annonce à l'automne 1906 « la possibilité de reprendre les anciens règlements indigènes portant l'interdiction aux sujets annamites de se rendre à l'étranger et d'édicter certaines règles, certaines formalités à imposer aux émigrants indigènes⁸⁴⁰ ». Finalement, l'administration coloniale s'appuie bel et bien sur le « pouvoir indigène » avec l'ordonnance de l'empereur Duy Tân (1906-1917) datée du 8 janvier 1909 :

Une ordonnance [...] rappelle que les Annamites désireux de se rendre à l'étranger sont tenus au préalable d'obtenir l'autorisation du Gouvernement annamite. Dès leur arrivée, ils doivent dans toutes les villes où réside un Consul de France se présenter à lui et faire connaître la durée de leur séjour⁸⁴¹.

⁸³⁷ Les certificats d'identité et les listes des individus rejoignant le Japon ainsi que la correspondance associée ont été compilés et conservés par le Foreign Office britannique : NAUK, FO 345/53 : *Indian students – Correspondence – Foreign Office, 1909-1917* : ensemble du carton. Voir : annexes.

⁸³⁸ *Ibid.* : il est possible que des certificats d'identité n'aient pas été conservés ou le soient dans des fonds différents, notamment ceux de l'India Office. Or, les dossiers consultés à ce jour à la British Library concernent d'abord des migrants indiens pour le Royaume-Uni.

⁸³⁹ ANOM, GGI, dossier 22 494 : *Rapport du résident supérieur p.i. au Tonkin Groleau au gouverneur général de l'Indochine, 28 novembre 1906*

⁸⁴⁰ *Ibid.*

⁸⁴¹ JACAR, B02032272900 : « Note du bureau politique du gouvernement général, non daté [date estimée : printemps 1909] ».

Alors que ces règles ont rarement été respectées par les Vietnamiens arrivant au Japon, un « délai de six mois est accordé aux Annamites, qui, après avoir émigré sans autorisation à l'étranger, se sont abstenus de régulariser leur situation auprès du Consulat français du lieu de leur résidence, pendant lequel ils pourront rentrer dans leur pays sans être inquiétés⁸⁴² ». En parallèle, des arrestations visant les partisans présumés de Phan Bội Châu, comme celle de Gilbert Chiếu⁸⁴³, ont lieu en Indochine tandis que les familles des étudiants subissent des pressions pour accélérer le retour de leur progéniture⁸⁴⁴. Le gouvernement japonais participe lui-aussi à l'enrayement de *Đông Du*. Les archives japonaises conservent plusieurs dossiers à la documentation bilingue, attestant d'échanges avec les diplomates français en poste dans l'archipel, relais d'informations venues de la colonie française, voire de métropole⁸⁴⁵. Les autorités japonaises sont parfois en mesure de fournir des listes précises des Vietnamiens présents dans leur pays et de leur lieu de résidence, comme en février 1909⁸⁴⁶. Cette collaboration est notamment motivée par le rapprochement diplomatique entre la France et le Japon à partir de 1907 : un arrangement franco-japonais, signé le 10 juin de cette même année, accorde « aux Japonais en Indochine et aux sujets et protégés indochinois au Japon le traitement de la nation la plus favorisée⁸⁴⁷ », ne laisse pas de place à l'accueil d'individus aux sentiments anti-français⁸⁴⁸. Enfin, le relai hongkongais n'est pas épargné par la répression puisque des agents-espions sont envoyés dans la colonie britannique afin de subtiliser toute information sur l'organisation du *Đông Du*⁸⁴⁹.

Un système répressif transnational se met en place, entre Japon et Indochine, cherchant à réorienter les trajectoires éducatives vers la colonie. Cette volonté de limiter les départs se manifeste également au Cambodge dans le cadre de la formation des moines bouddhistes qui inclut traditionnellement des mobilités, notamment vers le Siam. À partir de 1909, la fondation d'écoles de Pâli à Angkor doit contrer ces flux⁸⁵⁰. Toutefois, l'ensemble de

⁸⁴² *Ibid.* : « Courrier de l'ambassade française au Japon au ministre des Affaires étrangères japonais, 21 avril 1909 ».

⁸⁴³ Yves Le Jariel, *Phan Boi Chau...*, *op.cit.*, p. 61-62.

⁸⁴⁴ JACAR, B02032272300 : « Pro-memoria du 23 avril 1909 ».

⁸⁴⁵ Voir l'article du quotidien *Le Temps*, déjà mentionné, conservé dans l'un de ces dossiers.

⁸⁴⁶ JACAR, B02032272900 : « Liste des Annamites résidant au Japon et des auberges qu'ils habitent en février 1909 ».

⁸⁴⁷ « Le Japon et l'Indochine », *La Revue du Pacifique*, 15 janvier 1928, p. 98. Le texte de l'arrangement est reproduit dans cette même source, p. 95.

⁸⁴⁸ Sur la répression visant les étudiants pendant leur séjour, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

⁸⁴⁹ Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu... », *art.cit.*, p. 12.

⁸⁵⁰ Ann-Ruth Hansen, *How to Behave...*, *op.cit.*, p. 131-134.

ces initiatives ne parvient pas à ses fins : à la suite de la fermeture de la première école de Pâli en 1912, le directeur de l'École française d'Extrême-Orient, Georges Coëdès, déplore « l'exode annuel de jeunes moines pour le Siam⁸⁵¹ ». Plus à l'est, au moins une arrivée est encore attestée au Japon début 1909 : Lun Van Dau est le premier étudiant chrétien à rejoindre le mouvement vietnamien. Son voyage a été financé par la communauté chrétienne indochinoise à laquelle il s'adresse, par l'intermédiaire du père Mai, dès le 27 février pour obtenir des fonds supplémentaires⁸⁵². Il prévoit un cursus à long terme : trois ans d'école préparatoire puis l'intégration d'une institution d'enseignement supérieur. En parallèle, Phan Bội Châu suggère à certaines de ses recrues de poursuivre leurs études nippones en les finançant grâce à un emploi. Malgré les rapatriements, certains poursuivent leur mobilité, rejoignant parfois d'autres territoires et notamment, la Chine⁸⁵³.

Le mouvement lancé par Phan inaugure des mobilités régionales d'étudiants indochinois, ou plutôt vietnamiens, inexistantes avant 1905. Si, dans un premier temps, les effectifs sont sans commune mesure avec les circulations organisées à l'échelle impériale à la même période, les surpassant largement, cette ampleur est de courte durée. Pourtant, les flux ne se tarissent pas au tournant de la décennie 1910, ni pour les Indiens ni pour les Vietnamiens, confirmant une entrée dans une ère de mobilités plus globales. Selon Harald Fischer-Tiné, plusieurs douzaines d'Indiens suivent des cours rien qu'à l'Université de Tokyo en 1911⁸⁵⁴ tandis que quelques certificats d'identité sont disponibles chaque année pour la période 1912-1917⁸⁵⁵. En Indochine, la population du village de Hanh Thiên est, quant à elle, condamnée à payer une amende de mille piastres en 1912 pour ne pas avoir rapatrié cinq de ses ressortissants partis pour le Japon⁸⁵⁶. En 1915, une note du gouvernement général de l'Indochine précise encore que « l'émigration des étudiants annamites pour la Chine, le Japon,

⁸⁵¹ *Ibid.*, p. 133.

⁸⁵² JACAR, B02032272300 : « Lettre de Lun Ven Dau, saisie chez le prêtre Cu Linh, 27 février 1909 ».

⁸⁵³ Sur les lendemains du mouvement *Đông Du* voir le chapitre 8 de la présente thèse.

⁸⁵⁴ Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces'... », art.cit. », p. 329.

⁸⁵⁵ Aucun certificat d'identité associé à un étudiant n'est disponible pour l'année 1911. On en trouve trois pour 1912 et pour 1913, un pour 1914, cinq pour 1915 et douze pour 1916. Pour ces dernières années, le statut d'étudiant devient difficile à déterminer, plusieurs marchands déclarant se rendre au Japon pour « étudier les conditions industrielles et commerciales », ce qui ne permet pas de déterminer clairement s'ils entreprennent un stage ou un simple séjour d'observation : NAUK, FO 345/53 : *Indian students – Correspondence – Foreign Office, 1909-1917* : ensemble du carton.

⁸⁵⁶ Nguyễn Thê Anh, « Phan Bội Châu... art.cit. », p. 20.

résultat de la réaction qui a suivi le départ du gouverneur général Paul Beau, n'est pas enrayée bien au contraire⁸⁵⁷ ».

B. À la conquête de l'Ouest

En 1909, l'AASIEI envoie le Bengali Benoy Bhusan Bose au Japon, où il doit étudier la lithographie et l'impression sur fer-blanc. Trois ans plus, un article dans *Modern Review*, publié à Calcutta, annonce son arrivée aux États-Unis où il doit compléter sa formation dans des usines locales⁸⁵⁸. Son expérience souligne la complexité de certains parcours étudiants en même temps que leur caractère global, reliant plusieurs continents. Aux côtés de l'archipel extrême-oriental, des étudiants indiens s'engagent dans des formations en Occident depuis le XIX^e siècle, d'abord timidement avant de voir leur nombre augmenter au cours des années 1900-1910. Ces migrations internationales, qui font la part belle aux États-Unis, s'affirment sans véritablement inclure d'étudiants indochinois : seul un dossier du fonds du gouvernement général de l'Indochine est dédié à un projet de départ vers une destination à la fois extra-coloniale et extra-asiatique. En 1912, M. Dou souhaite rejoindre la faculté de Beyrouth, en Syrie ottomane, afin d'y suivre des cours jusqu'au doctorat⁸⁵⁹. Il se heurte à l'avis défavorable des autorités coloniales, craignant d'en faire un « déraciné⁸⁶⁰ » déloyal envers la France. Son parcours révèle ainsi l'intérêt et la volonté de contrôle semblant émaner des pouvoirs publics.

B.1. Départs à l'international

Alors qu'à la fin du XIX^e siècle, des étudiants avaient déjà manifesté leur désir de poursuivre leur cursus à l'étranger⁸⁶¹, ces mobilités globales s'accélérent au cours des premières décennies du siècle suivant. Les destinations évoluent peu – elles concernent principalement l'Allemagne et les États-Unis – alors qu'une multiplicité d'acteurs investit les flux qui les rejoignent.

⁸⁵⁷ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses relatives aux bourses d'études dans la Métropole accordées à des indigènes, 1911-1917* : « Note du gouvernement général de l'Indochine au directeur des affaires politiques et indigènes, 26 mai 1915 ».

⁸⁵⁸ « Indian Students Abroad », *The Modern Review*, septembre 1911, p. 312.

⁸⁵⁹ ANOM, GGI, dossier 2 680 : *Admission de jeunes Annamites à Beyrouth, 1912* : « Courrier de M. Dou, 29 mars 1912 ».

⁸⁶⁰ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine, 26 septembre 1912 ».

⁸⁶¹ Voir le chapitre 1 de la présente thèse. En 1901, Dora Chatterjee, fille d'une princesse hindoue, est la troisième Indienne à obtenir un diplôme du All Woman's Medical College de Pennsylvanie : Drexel University – College of Medicine, ACC-133 : « Old World girls to be M.D.'s : a Hindu Prince's Daughter and a Pretty Russian to Graduate Here », disponible en ligne : http://hdl.drexelmed.edu/item.php?object_id=1732, consultée le 1^{er} août 2019.

La production et le recours à des certificats d'identité afin de valider et contrôler les parcours de voyageurs indiens en direction du Japon mais aussi de l'Europe et de l'Amérique⁸⁶² indiquent une prise de conscience des autorités britanniques quant à l'existence de trajectoires extra-impériales. Si ce processus révèle une certaine tolérance à l'égard d'individus mobiles autorisés à se déplacer, le Raj va jusqu'à inciter à la mobilité internationale par l'intermédiaire de certaines des bourses qu'il met en place. Selon le règlement initial de 1902-1903, le bénéficiaire des bourses techniques peut, en théorie, choisir lui-même le pays où il souhaite étudier, en Europe ou en Amérique⁸⁶³, bien que la première cohorte de boursiers soit envoyée sans négociation à Birmingham. Les bourses d'études orientales doivent conduire, quant à elles, à fréquenter des professeurs européens⁸⁶⁴. L'absence d'inventaire systématique des bénéficiaires rend difficile l'examen des destinations et il faut garder à l'esprit la crainte de certains administrateurs quant à la concurrence potentielle d'institutions étrangères. En 1912, le secrétaire adjoint au département de l'éducation du gouvernement indien, Kunwar Maharaj Singh, redoute une hausse des flux vers les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, conséquence d'une politique dissuadant les séjours en métropole⁸⁶⁵. Toutefois, quelques expériences témoignent d'un soutien officiel vis-à-vis de certains étudiants aspirant à un cursus international : le gouvernement britannique finance les études agricoles de quatre hindous à Cornell University en 1905-1906⁸⁶⁶ ; Tarachand Roy, originaire de Lahore, est étudiant à l'Université de Leipzig grâce à une bourse étatique et y termine ses études de sanskrit en 1914⁸⁶⁷. D'autres reçoivent le soutien d'États princiers, à l'instar de Bhimrao Ramji Ambedkar

⁸⁶² Si les certificats d'identité comportent des informations similaires pour toute la période 1908-1917, leur mise en page et les entrées ne sont pas toujours identiques. Certains d'entre eux, notamment au début de la période, ne concernent que le Japon alors que les formulaires des années suivantes mettent en avant une gamme de destination plus large, à indiquer par le candidat lui-même ou à sélectionner dans une liste. Pour le cas d'une liste à choix multiple concernant un étudiant voir : NAUK, FO 345/53 : *Indian students – Correspondence – Foreign Office, 1909-1917* : « Formulaire de certificat d'identité de R. Anantha Subramanyam, 1916 ». Voir : annexes.

⁸⁶³ NIA, Home Department (HD), proceedings n°91-124 – October 1904 : *Institution of State Technical Scholarships to enable Natives of India to pursue a Course of Study in Great Britain or other Western Countries* : « Règlement des bourses techniques pour les natifs de l'Inde ».

⁸⁶⁴ NAI, HD, proceedings n°66-68 – Septembre 1908 : « Résolution sur les bourses d'études orientalistes, 1^{er} septembre 1908 ».

⁸⁶⁵ BL, IOR, carton L/PJ/6/1120, dossier 4173 : *Indian students in England* : « Note de Kunwar Maharaj Singh, non 236ate [date estimée : 1909] ».

⁸⁶⁶ R. Lílávati, *Western Pictures for Eastern Students*, Londres, W. Thacker & Co, 1907, p. 213.

⁸⁶⁷ Kris Manjapra, *Age of Entanglement. German and Indian Intellectuals across Empire*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2014, p. 52. Le parcours de T.C. Roy est également mentionné dans : BL, IOR, carton L/PJ/6/1847, dossier 2128 : *University Education in Germany and facilities available for Indian students ; enquiries, printed report for Government* : « Report on University Education in Germany with special reference to the facilities available for Indian students, 12 septembre 1909 ».

qui fréquente les bancs new-yorkais de Columbia University entre 1913 et 1916⁸⁶⁸. Fêru de sciences politiques et d'économie, cet étudiant issu de la caste des intouchables, et donc d'une famille défavorisée, a obtenu une bourse de l'État princier de Baroda afin de rejoindre le continent américain.

Les pouvoirs publics britanniques – et les États princiers – intègrent, dans une certaine mesure, l'échelle internationale à leur système d'enseignement supérieur colonial, n'hésitant pas à comparer leurs institutions nationales avec celles d'autres pays⁸⁶⁹. Des initiatives non-gouvernementales alimentent elles-aussi les flux vers l'étranger. Dès son organisation en 1904, l'objectif premier de l'AASIEI est de « rendre possible pour les étudiants détenteurs des qualifications adéquates de visiter l'Europe, l'Amérique, le Japon, ou tout autre pays étranger afin d'y étudier les arts et les industries » et de « permettre à des diplômés des universités indiennes se distinguant des autres de poursuivre leurs études supérieures en Europe, en Amérique, au Japon ou dans tout autre pays⁸⁷⁰ ». Les ambitions de l'association concernent à la fois l'enseignement supérieur, axé sur les sciences, et les études techniques, notamment industrielles. Sur dix-huit recrues au cours de sa première année d'activité, deux sont envoyées aux États-Unis et neuf au Japon, contre sept en Angleterre⁸⁷¹. Par la suite, elle se charge également d'encadrer des étudiants envoyés aux États-Unis par le National Council of Education établi au Bengale. Cette organisation, qui cherche à émanciper l'enseignement du joug colonial en Inde, intègre donc les mobilités à l'étranger à ses mesures de nationalisation de l'éducation. En septembre 1910, sept étudiants, dont les frais d'études et de vie quotidienne sont entièrement pris en charge par la NCE, embarquent à destination de trois institutions états-uniennes : Harvard, Yale et l'Université du Michigan⁸⁷².

Enfin, de nombreux étudiants à l'international quittent leurs contrées d'origine en tant qu'étudiants libres. Dès lors, une multitude de motifs poussent les candidats aux diplômes à

⁸⁶⁸ Columbia University Archives (COLUA) : *Columbia Catalogues* : années 1914, 1915 et 1916.

⁸⁶⁹ L'efficacité des *colleges* américains est mentionnée au cours des débats sur l'Universities Act de 1904 : BL, IOR, L/PJ/6/675, dossier 855 : *The India Universities Act, 1904* : ensemble du dossier. On retrouve également des éléments de comparaison lors de l'envoi des premiers boursiers techniques à Birmingham, voir par exemple : NIA, HD, proceedings n°91-124 – October 1904 : *Institution of State Technical Scholarships...*, *op.cit.*

⁸⁷⁰ W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Student in America. A Study by the Commission of Survey of Foreign Students in the USA, Under the Auspices of the Friendly Relations Committees of the YMCA and the YWCA*, New York, Association Press, 1925, p. 108.

⁸⁷¹ R. Lílávati, *Western Pictures for Eastern Students*, *op.cit.*, p. 213.

⁸⁷² « National Council of Education Scholars in America », *Modern Review*, janvier 1911, p. 109-111.

se détourner des opportunités coloniales. Certains cherchent à intégrer des filières prestigieuses ou à côtoyer des universitaires reconnus, à l'instar des indianistes allemands qui accueillent Satish Chandra Roy à Kiel et Devadatta Ramakrishna Chandarkar à Leipzig, au milieu des années 1910⁸⁷³. La reproduction de trajectoires familiales apparaît parfois, le père de Bandarkar ayant fréquenté l'Université de Göttingen en 1885 où il a obtenu un doctorat sous la supervision de l'indianiste Martin Haug⁸⁷⁴. En 1913, un article publié dans la revue marathe *Kesari* décrit et compare les études en Allemagne et aux États-Unis : les premières sont présentées comme scientifiques et les deuxièmes comme technologiques⁸⁷⁵. Or, ce schéma simplificateur paraît rapidement vain, en ce qu'il tend à masquer la diversité des cursus internationaux : par exemple, en 1911, Premanada Das étudie la pharmacie et l'industrie des huiles essentielles à la State University de l'Iowa après avoir obtenu un *bachelor* en sciences à Philadelphie.

Dans ce contexte, des parcours, comme celui de B.N. Chatterjee en exergue de ce chapitre, confirment la complémentarité entre formation aux niveaux colonial, impérial et international, qu'avait déjà annoncée la trajectoire de Keshav Bhat au XIX^e siècle. Lorsqu'il s'adresse au doyen du Hahnemann Medical College de Philadelphie, établissement qu'il souhaite intégrer pour compléter ses études⁸⁷⁶, il mobilise différents arguments visant à conforter ses plans de carrière : il liste les enseignements qu'il a suivis au Bengale ainsi que ses lectures personnelles en lien avec la pratique médicale, se présente comme un admirateur de Hahnemann et de ses réalisations scientifiques et justifie ses orientations et son intérêt pour la médecine homéopathique. L'absence d'écoles dans la colonie puis en métropole, témoignant de sa méconnaissance du « monde occidental », tel qu'il désigne l'espace où il souhaite compléter son cursus académique, l'a conduit à repenser son itinéraire. Le séjour à l'étranger s'affirme comme l'alternative à des études impossibles à l'intérieur des frontières de l'empire, pour des motifs éducatifs ou non : pour Virendranath Chattopadhyaya, elles deviennent une stratégie politique lorsqu'il intègre l'Université de Halle, en Allemagne, fuyant

⁸⁷³ Kris Manjapra, *Age of Entanglement...*, *op.cit.*, p. 52.

⁸⁷⁴ *Ibid.*

⁸⁷⁵ Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 70.

⁸⁷⁶ Drexel University – College of Medicine, Legacy Center Archives : « Letter from B.N. Chatterjee to Dean of the Hahnemann Medical College and Hospital of Philadelphia, 29 novembre 1902 », disponible en ligne : <https://www.saada.org/item/20140630-3599>, consultée le 1^{er} août 2019.

Londres et le mandat d'arrêt dont il fait l'objet sur le sol britannique⁸⁷⁷. Le parcours d'Ambedkar témoigne, quant à lui, d'une capacité à naviguer entre études internationales et impériales : après avoir obtenu un diplôme de master puis de doctorat à Columbia University, il rejoint la London School of Economics en 1916⁸⁷⁸.

B.2. Un Nouveau Monde étudiant

Ces itinéraires globaux complexes ne concernent que minoritairement les territoires européens – seulement une dizaine de noms sont disponibles pour les étudiants présents en Allemagne dans les années 1900-1910 – tandis qu'un nombre encore plus infime d'étudiants rejoint d'autres espaces, à l'instar de l'Université El Azhar en Égypte⁸⁷⁹. Les États-Unis se distinguent alors d'autant plus sur la carte des mobilités étudiantes indiennes, avec une centaine d'étudiants au tournant des années 1910⁸⁸⁰.

L'admission d'Indiens dans les établissements nord-américains se démocratise au cours des premières décennies du xx^e siècle, les écoles et universités accueillant les recrues venues d'Inde dans des proportions variables. Les premières arrivées concernent d'abord des institutions de la côte Ouest. Les données disponibles pour trois universités – deux new-yorkaises, Columbia University et NYU, et une du New Jersey, Princeton – et présentées dans le graphique 2-3 témoignent d'une présence davantage généralisée, bien qu'irrégulière, au cours de la décennie 1910. Parmi ces étudiants arrivant d'Inde, on trouve aussi bien des individus issus des populations colonisées que des Occidentaux et des métis. L'inventaire des *alumni* de Columbia University pour la période 1899-1918 comprend 24 noms d'individus⁸⁸¹, masculins et féminins, originaires d'Inde : parmi eux, on trouve des missionnaires, comme Brayton Case, Frank E. Harnar, Walter F. Hume et Martin A. de Wolfe, ou des chefs d'établissement, à l'instar de Mary Lovett et Garnet M. Everley, aux origines, voire à la

⁸⁷⁷ La dimension politique des mobilités étudiantes est étudiée dans le chapitre 7 de la présente thèse.

⁸⁷⁸ Voir notamment : « 'No More Worlds Here for Him to Conquer' – Dr B.R. Ambedkar at LSE », *The London School of Economics and Political Science*, disponible en ligne: <https://blogs.lse.ac.uk/lsehistory/2016/01/29/no-more-worlds-here-for-him-to-conquer-br-ambedkar-at-lse/>, consulté le 1er août 2019.

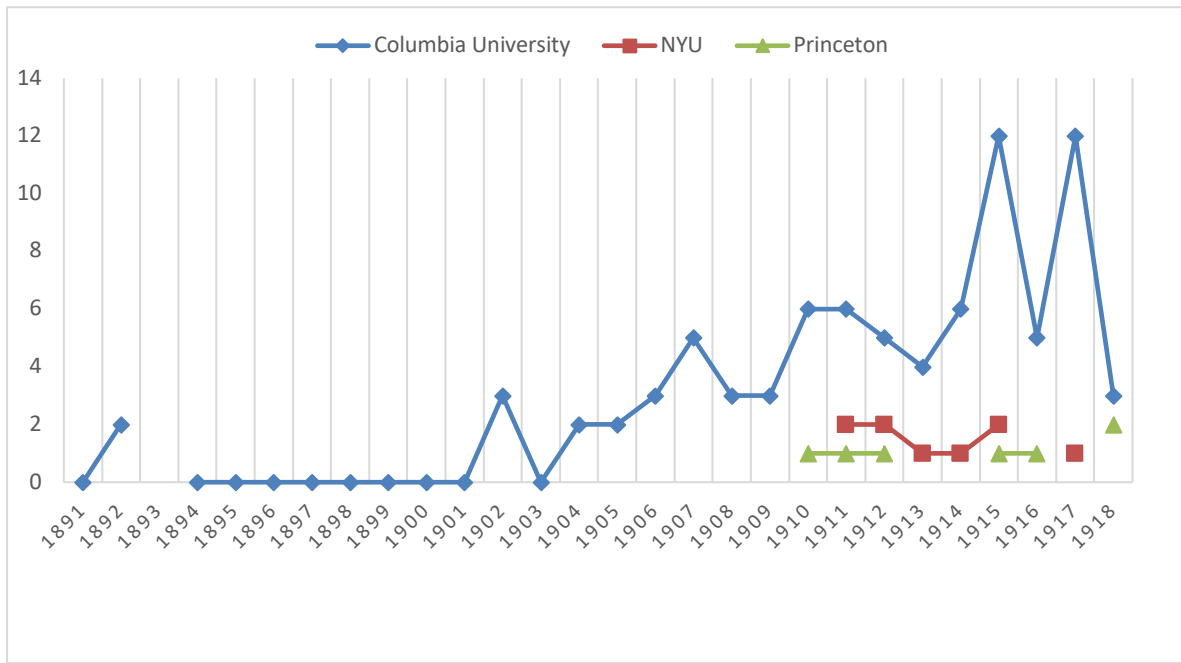
⁸⁷⁹ W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Student in America...*, *op.cit.*, p. 35. L'Université El Azhar est une institution d'enseignement islamique, basée au Caire.

⁸⁸⁰ Certaines sources évoquent une centaine d'étudiants aux États-Unis en 1906 et 148 en 1911-1912, incluant alors les ressortissants de Ceylan : Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 61 ; p. 79.

⁸⁸¹ Ce chiffre plus réduit que celui obtenu à partir des données des rapports annuels (graph. 2-3) s'explique d'une part par l'exclusion d'une part, de catégories spéciales d'étudiants, tels que les « étudiants irréguliers » ou « non-classifiés », et de l'autre, des étudiants ayant échoué à obtenir leur diplôme : COLUA : *Alumni Register, 1754-1931* : « India, p. 1456-1457 ». Voir : annexes.

nationalité, occidentales. De cette présence plus ancienne à Columbia se dégage également une grande variété de cursus, comprenant aussi bien les sciences appliquées que la science politique, la philosophie ou la pédagogie⁸⁸².

Graph. 2-3 – Évolution des effectifs d'étudiants venus d'Inde à Columbia University, NYU et Princeton, entre 1891 et 1918⁸⁸³



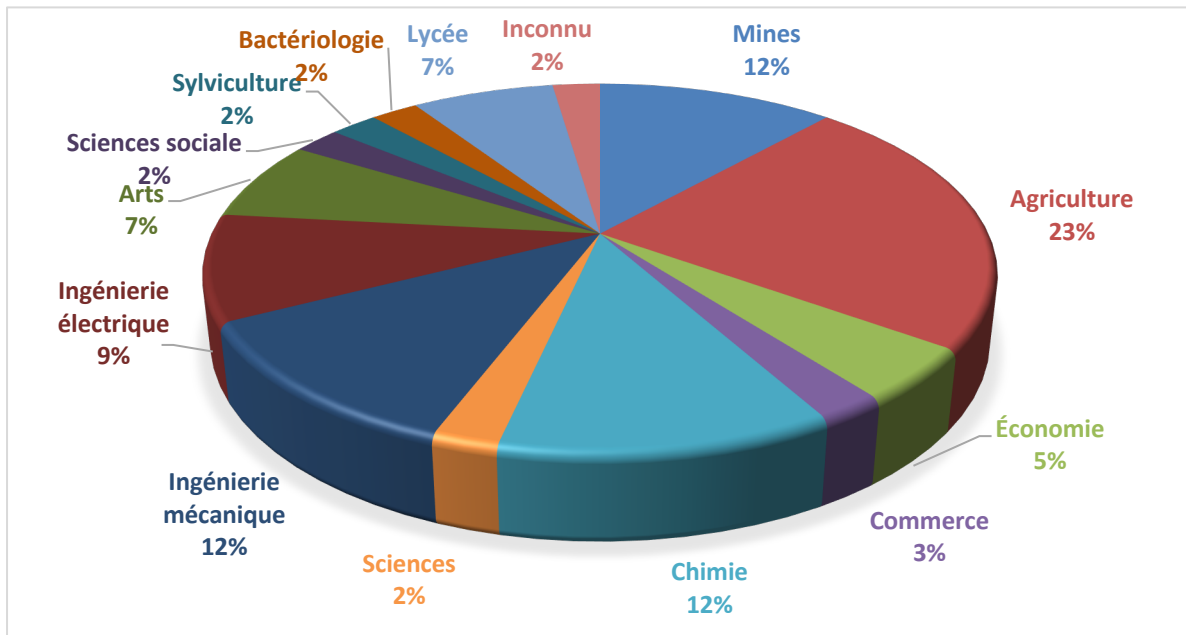
La côte Ouest n'est pas épargnée par les arrivées d'étudiants sud-asiatiques, comme en témoigne la présentation de 45 d'entre eux par Sarangadhar Das, lui-même inscrit à Berkeley, dans un numéro de *Modern Review* datant de 1911 (graph. 2-4). Un choix plus marqué pour les filières techniques, industrielles et agricoles – 70% des cursus en y incluant les études de chimie – laisse transparaître des départs motivés par des ambitions personnelles mais aussi nationales, comme le confirme l'envoi de Devendranath Chaudhuri par le National Council of Education au College of Mining de l'Université de Californie ou le paiement des frais de passage de Surendra Nayan Guha, en chemin pour un *college* agricole californien⁸⁸⁴.

⁸⁸² COLUA : *Rapports annuels, 1891-1918*. Sur la répartition par disciplines, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

⁸⁸³ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans les rapports annuels de Columbia University, NYU et Princeton University conservés dans les archives de chacune de ces universités. Les marqueurs « zéro » correspondent à des informations confirmées dans les rapports annuels alors que l'absence de marqueurs indiquent une information indisponible.

⁸⁸⁴ *Ibid.*, p. 73.

Graph. 2-4 – Répartition des 45 étudiants indiens de la côte Pacifique mentionnés par Sarangadhar Das par spécialité, 1911⁸⁸⁵



Le poids grandissant de ces cohortes indiennes s’inscrit alors dans un contexte de croissance généralisée, bien qu’encore modérée, des effectifs d’étudiants étrangers aux États-Unis. La renommée de certains établissements et l’étendue de leur offre de cours se doublent parfois de programmes spécifiques et d’accords bilatéraux attirant les recrues⁸⁸⁶. Alors que ces mesures ne concernent ni les Indiens ni les Indochinois, des initiatives visant à faciliter le séjour confirment cette présence renforcée des premiers à l’aube du xx^e siècle. Elles sont à la fois l’œuvre d’Indiens, comme dans le cas de la Pan-Aryan Association, créée par les militants Samuel Lucas Joshi et Mohammad Barakatullah et active entre 1906 et février 1909 à New York⁸⁸⁷, ou d’États-Uniens. Le juriste new-yorkais Myron H. Phelps organise ainsi l’Indo-American National Association en septembre 1907 puis l’India House, ouverte en 1908-1909⁸⁸⁸. Si celles-ci se concentrent sur l’accueil des étudiants, en s’adressant exclusivement à ceux issus des populations colonisées, d’autres initiatives cherchent davantage à alimenter les flux depuis la colonie en facilitant l’organisation des départs. Elles peuvent prendre la forme

⁸⁸⁵ Diagramme circulaire réalisé à partir des données disponibles dans : Sarangadhar Das, « Why must we emigrate to the US of America ? », *Modern Review*, juillet 1911, p. 72-74.

⁸⁸⁶ Par exemple, le *Pensionado Program* crée des bourses pour les étudiants philipins. Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges...*, *op.cit.*, p. 1-12, p. 70.

⁸⁸⁷ Aravind Ganachari, « Two Indian Revolutionary Associations Abroad : Some New Light on the Pan-Aryan Association and the Indo-Japanese Association », *Proceedings of the Indian History Congress*, vol. 57, 1996, p. 789-792.

⁸⁸⁸ Aravind Ganachari, *Nationalism and Social Reform in a Colonial Situation*, Delhi, Kalpaz Publications, 2005, p. 149-154. Ces différentes initiatives sont étudiées dans les chapitre 5 et 7 de la présente thèse.

de comptes rendus et récits de voyage fournissant des informations précises, parfois relayés dans la presse⁸⁸⁹. Des articles de journaux sont dédiés aux migrations académiques, quelques fois rédigés par des étudiants ou anciens étudiants à même de conseiller leurs successeurs⁸⁹⁰. La presse coloniale mais aussi, parfois, locale devient un outil de promotion des cursus sur le Nouveau Continent : en 1909, l'étudiant Taraknath Das vante les mérites de l'enseignement militaire dans le journal étudiant *The Reveille* alors qu'il est cadet à la Norwich University dans le Vermont⁸⁹¹. Le recours à ces médias met en relief les débats engendrés par ces départs, objets de critiques : par exemple, l'article de Saranghadar Das répond à un autre papier, paru lui-aussi dans *Modern Review* un an plus tôt, dénigrant les migrations académiques vers le continent américain⁸⁹². Des thématiques communes se dégagent au cours de ces discussions, comme les préjugés raciaux, le coût de la vie mais aussi une comparaison récurrente avec les opportunités japonaises. En outre, ces réquisitoires font écho aux inquiétudes exprimées quant aux séjours métropolitains, en ce qu'ils déplorent un manque de préparation des séjours et des conditions de vie difficiles une fois sur place. Surtout, la concurrence nippo-états-unienne qui se dégage de certaines de ces publications met en avant les dynamiques spatio-temporelles des séjours globaux : prisé au tournant du xx^e siècle, le voyage pour le Japon est bientôt distancé par les séjours nord-américains n'exigeant pas l'apprentissage d'une langue étrangère de la part d'étudiants sortant généralement d'établissements anglophones de l'Inde. À la fin de la décennie 1900, plusieurs étudiants, dont Das, voient ainsi leurs départs se démultiplier, pour le Japon d'abord puis, depuis cet archipel, pour les États-Unis.

À partir de 1912-1913, la diaspora indienne des États-Unis investit davantage ces questions éducatives. En août 1912, le cultivateur indien installé en Californie Sirdar Jawala Singh crée six bourses, baptisées Guru Govind Singh Sahib Educational Scholarships, destinées à des étudiants, hommes ou femmes, désireux de recevoir une éducation libérale et

⁸⁸⁹ Voir notamment : R. Lílávati, *Western Pictures for Eastern Students*, *op.cit.* Cet ouvrage publié en 1907 est composé de chapitres eux-mêmes issus, pour la plupart, d'articles publiés dans *The Indian Mirror*, *The Hindu* et *The Ceylon Independent* et relatant les expériences de l'intellectuel et politique Sri P. Ramanathan lors d'un voyage aux États-Unis en 1905-1906. L'objectif déclaré de l'ouvrage est de « fournir un cas d'étude approprié à la jeunesse indienne et ceylanaise ». Voir également : Indu Bhushan De Majumdar, *American through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & Co, 1918 : plusieurs chapitres sont dédiés aux études.

⁸⁹⁰ Voir par exemple : Sarangadhar Das, « Why must we emigrate to the US of America ? », *Modern Review*, juillet 1911, p. 72-74 ; Upendra Nath Roy, « Engineering Education in America », *Modern Review*, mai 1912.

⁸⁹¹ Taraknath Das, « Importance of military education in civil life », *The Reveille*, janvier 1909.

⁸⁹² Sarangadhar Das, « Why must we emigrate... art.cit. », p. 69.

En 1908, un autre article avait déjà mobilisé un lexique péjoratif au sujet des étudiants indiens en Amérique du Nord : St Nihal Singh, « Indian Students in America », *Modern Review*, août 1908.

professionnelle aux États-Unis, débouchant sur un diplôme de master en arts, en littérature, en sciences ou en médecine, ou sur un doctorat⁸⁹³. Le comité de sélection est composé du fondateur de ces subsides, de l'enseignant à Stanford University et militant anticolonialiste indien Har Dayal et des époux Pope, dont le mari est professeur à l'Université de Californie. Le règlement prend en compte tous les aspects de la mobilité – voyage, financement, type d'études – imposant Berkeley comme destination aux étudiants. En mai 1912, le journal *San Francisco Call* annonce ainsi l'arrivée imminente de six jeunes hommes⁸⁹⁴ originaires de différents centres urbains. Quelques mois plus tard, l'Hindustan Association of America naissante souhaite promouvoir la formation des jeunes Indiens – et Indiennes⁸⁹⁵ – aux États-Unis. Cette initiative témoigne d'une approche nationale et nationaliste des mobilités étudiantes : en effet, plusieurs membres de l'association sont associés au monde révolutionnaire anticolonial indien, à l'instar de Har Dayal, membre fondateur du parti révolutionnaire anti-impérialiste Ghadar⁸⁹⁶ et interlocuteur privilégié de plusieurs candidats aux diplômes. Celui-ci signe alors un article intitulé « Hindustanee Students in America⁸⁹⁷ », intégré aux dix premières pages du bulletin de l'association, consacrées quasiment exclusivement aux migrations académiques vers les États-Unis. Après un sur l'utilité de ces mobilités pour l'Inde⁸⁹⁸, le journal regroupe différents conseils pratiques quant à l'organisation du départ et l'autofinancement des études. La nécessité d'avoir réussi des examens du supérieur en Inde – *matriculation* ou *first arts examination* – avant de quitter le territoire est rappelée, confirmant l'imbrication des échelles éducatives. L'association se positionne comme une structure d'encadrement des circulations, « recevant des centaines de lettres de la part d'étudiants potentiels⁸⁹⁹ » :

⁸⁹³South Asian American Digital Archive (SAADA) : « Notice des Guru Govind Singh Sahib Educational Scholarships, 1912 », disponible en ligne : <https://www.saada.org/item/20111025-425>, consulté le 2 août 2019, et disponible en annexe.

⁸⁹⁴ « Indian savants to enroll at U.C. », *San Francisco Call*, vol. 111, n°178, 26 mai 1912, disponible en ligne : <https://cdnc.ucr.edu/?a=d&d=SFC19120526.2.104&e=-----en--20--1--txt-txIN-----1>, consulté le 2 août 2019.

⁸⁹⁵ Certains membres de l'association font la promotion de l'éducation des femmes, se faisant elle-aussi à plusieurs échelles. Voir notamment : Sayad Muhammad Khuda Box, « The need of Hindustanee Co-Eds », *Bulletin of the Hindusthan Association of U.S.A*, vol. 1, août 1913, p. 11-12 et p. 23.

⁸⁹⁶ Le mouvement Ghadar et le rôle joué par les étudiants en son sein est examiné dans le chapitre 7 de la présente thèse. Maia Ramnath, *Haj to Utopia. How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2011, p. 150.

⁸⁹⁷ Har Dayal, « Hindustanee Students in America », *Bulletin of the Hindusthan Association...*, *op.cit.*, p. 8-9.

⁸⁹⁸Sudhindra Bose, « Our Aims », *Bulletin of the Hindusthan Association...*, *op.cit.*, p. 5.

⁸⁹⁹ Basanta Koomar Roy, « Self-support in American universities », *Bulletin of the Hindusthan Association...*, *op.cit.*, p. 9.

Le secrétaire général sera ravi de fournir toute information sur l'éducation en Amérique. (...) Pour toute information générale, les étudiants en Inde peuvent écrire à notre représentant, M. K.C. Das, 1 Anthony Bagan Lane, Calcutta, et si une réponse est attendue, des timbres devront être fournis. Il est recommandé de rencontrer M. Das personnellement et ses recommandations seront d'autant plus utiles qu'il bénéficie d'une expérience de six ans dans différentes régions de l'Amérique⁹⁰⁰.

Alors qu'un encadrement colonial tend à se mettre en place à l'échelle des mobilités impériales, la diaspora nationaliste indienne aux États-Unis offre une assistance aux aspirants aux études nord-américaines. Il demeure toutefois difficile de mesurer l'impact de ces initiatives sur les flux académiques, aucun rapport n'étant disponible pour dresser le bilan de ces activités. Seule la parution du journal *The Hindustanee Student* à intervalles réguliers jusqu'à la fin de la décennie, par l'association susmentionnée, témoigne d'un intérêt pérenne pour les problématiques liées à l'enseignement supérieur et technique.

Les premières décennies du xx^e siècle voient se développer les flux internationaux d'étudiants indiens, en faveur du Japon et surtout des États-Unis. Dans ce contexte, la Première Guerre mondiale ne paraît pas interrompre les dynamiques entamées les années précédentes. Des certificats d'identité sont délivrés pour l'archipel japonais jusqu'en 1917. L'entrée en guerre états-unienne en cette même année 1917 ne met pas à mal les séjours d'études dans le pays : les pics de fréquentation des étudiants indiens à Columbia University correspondent aux années 1915 et 1917 avec douze inscrits venus de la colonie britannique pour chacune de ces deux années, des chiffres jamais atteints avant la guerre⁹⁰¹. Bien que les effectifs restent maigres et les données plus lacunaires, le conflit ne vide pas non plus NYU et Princeton de ces recrues indiennes (graph. 2-3). Plus qu'une rupture, le conflit s'inscrit dans une période d'affirmation, certes différenciée, des mobilités étudiantes, qu'elles soient indiennes ou indo-chinoises, qui se poursuit après-guerre.

⁹⁰⁰« The general secretary will gladly furnish all information about education in America. (...) For general information students in India may write to our representative, Mr K. C. Das, 1 Anthony Bagan Lane, Calcutta, and if a reply is expected stamps should be enclosed. It would be advisable to meet Mr Das personally and his suggestions would be helpful as he had six year' experience in different parts of America. » : « Information worth remembering, by General Secretary, H.A. of U.S.A. », *Bulletin of the Hindusthan Association...*, *op.cit.*, p. 6-7.

⁹⁰¹ La participation des étudiants au conflit est examinée dans le chapitre 6 de la présente thèse.

En juillet 1917, le gouverneur général de l'Indochine Albert Sarraut adresse au directeur du contrôle financier de la colonie un projet d'arrêté « instituant une section d'élèves chinois à l'école de médecine de l'Indochine⁹⁰² ». Il insiste sur le caractère pressant de la mesure puisque les cours commencent en octobre, ce qui ne laisse que peu de temps aux agents consulaires chargés de « donner la publicité nécessaire » afin de « commencer le recrutement de la première promotion d'étudiants⁹⁰³ ». Les mots de Sarraut sont dès lors trompeurs, en ce qu'ils négligent l'arrivée de recrues chinoises à Hanoi depuis une dizaine d'années. Plutôt que novatrice, l'action législative du chef de la colonie s'inscrit dans la continuité de mesures entreprises depuis le début du xx^e siècle et la création de la première école supérieure de l'Indochine en 1902. Elle témoigne à la fois d'un essor de l'enseignement supérieur et technique dans la colonie et de l'ouverture régionale de celui-ci, deux éléments corroborant l'idée d'un tournant global des mobilités étudiantes au cours de la période s'étendant de 1902 à la Première Guerre mondiale.

En effet, cette quinzaine d'années est charnière d'abord parce qu'elle voit se développer des systèmes d'enseignement supérieur et technique aussi bien en Inde qu'en Indochine. L'organisation – ou la réorganisation – d'institutions supérieures, qui ne se limitent plus au Raj britannique, se double d'une valorisation de la formation technique, complexifiant la cartographie éducative. S'ils attirent avant tout des étudiants coloniaux, différents pôles tendent à s'affirmer à des échelles plus petites : transimpériale, comme l'illustre le cas des comptoirs français de Chandernagor et Pondichéry, ou régionale, à l'instar des étudiants chinois en Indochine. Ces départs continentaux sont le fruit de mesures incitatives et de propagande se mêlant à une demande émanant des futurs étudiants et de leurs proches. En revanche, ils demeurent parfois plus fantasmés qu'effectifs, dans un contexte de concurrence régionale.

⁹⁰² ANOM, GGI, carton 44 140 : *Admission d'élèves chinois...*, *op.cit.* : dossier : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur du contrôle financier de l'Indochine, 9 juillet 1917 ».

⁹⁰³ *Ibid.*

Cette expansion des systèmes d'enseignement supérieur et technique dans les colonies ne met pas en péril les mobilités extra-coloniales, bien au contraire. Elle les nourrit parfois, par le biais de bourses ou, tout simplement, par la non-équivalence des diplômes coloniaux. Les circulations académiques à l'échelle impériale s'affirment, tant depuis l'Inde britannique que depuis l'Indochine française. Elles conduisent à la naissance d'un encadrement des circulations estudiantines, aux multiples facettes. Si les modalités, les moyens et les échelles mobilisés varient fortement dans l'espace et dans le temps, l'année 1909 correspond à la mise en place d'organisations officielles de supervision, plus ou moins bienveillantes ou coercitives, au sein de l'empire britannique comme français. Or, cet encadrement se fait dans un contexte toujours plus marqué de coexistence et d'enchevêtrement des acteurs, publics comme privés, incluant associations de promotion de l'enseignement et comité de patronage.

Le nombre de migrants académiques continue de croître et intègre des trajectoires de plus en plus globales. Les empires coloniaux ne constituent pas un cadre migratoire contraignant, impossible à contourner. D'une part, les mobilités internationales indiennes, timidement entamées au siècle précédent, prennent un nouvel élan, les États-Unis se substituant progressivement au Japon. De l'autre, les sorties d'empire depuis l'Indochine ne se limitent plus à quelques élèves-moines rejoignant les écoles bouddhiques sud-est-asiatiques. Malgré l'ampleur du mouvement *Đông Du* conduisant des dizaines – voire centaines – de jeunes Vietnamiens vers l'archipel nippon, un décalage entre mobilité indienne et mobilité indochinoise reste visible : les parcours internationaux des étudiants originaires de l'Indochine sont circonscrits au continent asiatique. Toutefois, cet élan s'inscrit, comme dans le cas indien, dans la durée en dépit de l'appareil répressif élaboré par les autorités coloniales.

Ainsi, l'entrée dans la Première Guerre mondiale ne constitue pas une rupture mais vient plutôt confirmer les dynamiques en marche depuis le tournant du xx^e siècle concernant cette présence globale d'étudiants d'Asie coloniale et son encadrement. Le point de rupture consiste plutôt en l'élaboration de nouvelles structures éducatives à partir des années 1916-1917 dans les colonies, précédant de quelques années une intensification des flux extra-coloniaux.

Chapitre 3

Des mobilités à maturité ?

(c. 1917/1918-1945)

J'ai vu M. NGUYEN-VAN-NINH auquel je n'ai pas caché qu'il était absolument impossible de lui accorder une bourse ou un secours quelconque pour continuer ses études à Paris. Il y a à Hanoï (*sic*) une Université qui permet aux jeunes gens de faire leurs études dans des conditions bien moins onéreuses et il n'avait qu'à continuer ses études à l'École de Hanoï (*sic*). Il demeure donc entendu qu'aucun budget de la colonie ne peut et ne doit s'imposer la charge d'une pension scolaire à accorder aux pétitionnaires.

Par contre, étant donné l'intérêt témoigné à M. NINH, je serais heureux s'il vous était possible d'envisager en accord avec M. le Directeur Général de l'Instruction Publique, la remise, au père de l'intéressé, de la somme de 400\$ qui lui a été réclamée comme remboursement des frais de deux ans d'études de M. NINH⁹⁰⁴.

Puisque vous n'avez pas encore reçu votre diplôme de *Bachelor* en sciences, nous suggérons que vous attendiez au moins une année supplémentaire avant de candidater à une bourse de la Watumull Foundation.

Votre sujet est excellent mais nous apprécions que nos jeunes recrues aient un petit peu d'expérience en plus de leur formation universitaire avant d'arriver dans ce pays.

S'il vous plaît, consultez les journaux indiens pour les prochaines annonces de bourses et les conditions que nous imposons⁹⁰⁵.

⁹⁰⁴ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 51 418 : *Nguyen An (sic) Ninh, 1920-1921* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 28 décembre 1920 ».

⁹⁰⁵ National Archives of India (NIA), File n°3-11-FE/45 : *Offer of scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for Studies in the USA* : « Courrier de la Watumull Foundation à M. Shradhdhanad, 24 avril 1945 ».

En 1920, Nguyễn Văn Ninh s'adresse au ministère des Colonies afin d'obtenir un soutien financier dans le cadre d'études de droit en France métropolitaine. Deux ans après la fin de la guerre, il atteste d'une présence étudiante en dehors de la colonie française d'Asie du Sud-Est. Pour mener à bien son projet, il bénéficie d'abord de l'aide familiale, par l'intermédiaire de son père qui finance ses premières années d'études. Or, le coût de sa formation le conduit à solliciter une allocation, témoignant par là même de la pérennité du système de bourses mis en place en Indochine depuis le tournant du xx^e siècle. Celles-ci émanent du gouvernement colonial auquel le ministère parisien dédié aux colonies transmet les requêtes des étudiants en mobilité et demande des informations sur leur situation familiale et sociale. Or, dans ce cas précis, la sollicitation de Ninh lui attire les foudres de l'administration coloniale : le gouverneur général s'étonne qu'il ait pu passer les examens de la faculté de droit de Paris en novembre 1919 alors qu'une école de droit et d'administration est implantée à Hanoi. Il rappelle, dans sa réponse au ministre des Colonies, que « l'Indochine a créé à grands frais des établissements d'Enseignement supérieur pour permettre à des indigènes titulaires de diplômes locaux n'ayant pas d'équivalence dans la Métropole de se préparer à des emplois qui leur sont réservés dans les divers services de la colonie⁹⁰⁶ » et ajoute que des cadres spéciaux réservés aux colonisés diplômés en métropole sont encore à établir. Ici, le discours officiel laisse transparaître le développement d'un véritable système d'enseignement supérieur aux spécificités coloniales et d'une tentative d'encadrement – si ce n'est de restriction – des circulations à l'échelle impériale qui semblent s'affirmer au cours de l'entre-deux-guerres. En effet, les sollicitations émanant de boursiers et d'aspirants boursiers se multiplient au cours de la période⁹⁰⁷ tandis que les chiffres donnés par les acteurs politiques et/ou éducatifs grimpent eux-aussi. Un constat similaire peut être fait concernant la communauté étudiante indienne qui voit, d'une part, ses effectifs dépasser les 1 300 individus et, d'autre part, le nombre de bourses disponibles augmenter au lendemain de la Première Guerre mondiale⁹⁰⁸.

Ces enchevêtrements entre offre et demande, entre circulation et supervision, demeurent visibles jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et incluent une

⁹⁰⁶ ANOM, GGI, dossier 51 418 : *Nguyen An (sic) Ninh, 1920-1921* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 1921 ».

⁹⁰⁷ Voir les dossiers individuels conservés dans le fonds du GGI aux ANOM, présentés dans l'état des sources.

⁹⁰⁸ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities. The England-returned*, London, Routledge, 2010, p. 21.

grande diversité d'acteurs : en 1945, l'organisation privée portant le nom de Watumull Foundation, fondée aux États-Unis par le marchand sindhi installé à Los Angeles Gobindram Watumull, sélectionne des candidats aux études nord-américaines. Elle reçoit alors plusieurs milliers de candidatures parfois accompagnées de lettres de motivation spontanées. Parmi elles, celle de l'étudiant en sciences Shraddanad est rejetée puisqu'il est déjà engagé dans un cursus universitaire dans la colonie. Faites de complémentarités et de concurrences interscalaires, les mobilités étudiantes se doublent de circulations d'information entre territoires de départ et d'arrivée et ce, même lorsqu'un nouveau conflit mondial fait rage depuis la fin des années 1930.

C'est donc une continuité avec les premières décennies du xx^e siècle doublée d'une affirmation des trajectoires globales qui semble caractériser les mobilités étudiantes entre la fin des années 1910 et la Seconde Guerre mondiale. Ce constat confirme tout en les relativisant les positionnements historiographiques de chercheurs qui se sont penchés sur la question des circulations académiques en situation coloniale depuis une quarantaine d'années. Depuis le travail précurseur de Daniel Hémerly dans les années 1970⁹⁰⁹, la production scientifique concernant les parcours éducatifs indochinois a mis l'accent sur l'entre-deux-guerres en occultant les continuités avec les périodes antérieures comme postérieures tout en insistant sur la dimension politique de ces circulations⁹¹⁰. Un phénomène inverse distingue les recherches sur les flux provenant d'Inde britannique, en ce qu'elles se concentrent davantage sur la première décennie des années 1900. La continuité caractérisant la période postérieure est souvent sous-entendue et lissée face aux changements institutionnels qui ont marqué le début du xx^e siècle⁹¹¹. De plus, les quelques travaux intégrant

⁹⁰⁹ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1939 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 3-54.

⁹¹⁰ Voir notamment l'ouvrage de Scott McConnell, *Leftward Journey. The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1929*, New Brunswick-Oxford, Transaction Publishers, 1989. Trinh Van Thao se concentre quant à lui sur les boursiers indochinois dans son ouvrage sur l'enseignement en Indochine en insistant à la fois sur la dimension politique – tant anticolonialiste que répressive – de la présence d'étudiants indochinois en métropole : Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1993, p. 271-303. Plus récemment, David Pomfret a abordé ces questions sous l'angle de la formation de la jeunesse indochinoise, opposant « anciens » et « modernes » : David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

⁹¹¹ Paul Schaffer et Elleke Boehmer terminent leurs études respectives sur l'entrée dans la Première Guerre mondiale : Paul Schaffer, « Empire and Assassination : Indian Students, 'India House', and Information Gathering in Great Britain, 1898-1911 », mémoire soumis pour l'obtention du diplôme de *Bachelor of Arts avec Honors* en Histoire, Wesleyan University, 2012 ; Elleke Boehmer, *India Arrivals 1870-1915 Networks of British Empire*,

l'entre-deux-guerres ne remettent pas en question un découpage classique fondé sur les bouleversements politiques de la période et notamment, les guerres. Si, pour des raisons pratiques, nous adoptons ici ce découpage, il ne figera pas notre réflexion mais participera à une approche globale, tant géographique que chronologique, des mobilités étudiantes. Le choix d'une délimitation temporelle souple va dans ce sens alors qu'un nouvel élan universitaire est visible en Inde en 1916 et en Indochine en 1917, suivi d'une reprise des circulations éducatives entre la fin de la Grande Guerre et la décennie 1920. La Seconde Guerre mondiale ne doit pas non plus être saisie comme une parenthèse, jusqu'ici souvent négligée de l'enseignement supérieur colonial⁹¹² mais doit permettre de dégager, et de nuancer, de nouvelles dynamiques qui se mêlent ensuite à celles engendrées par l'entrée dans l'ère des décolonisations.

En d'autres mots, ce chapitre explore les évolutions de circulations éducatives au cours d'une période d'une trentaine d'années afin de confirmer la complémentarité entre essor des mobilités étudiantes et développement de l'enseignement supérieur et technique. Celle-ci passe, dans un premier temps, par l'expansion des institutions supérieures et techniques en Indochine et en Inde. La reconfiguration des flux qu'elle induit ne met pas à mal les mobilités aux échelles extra-coloniales qui demeurent à la fois impériales et internationales. Enfin, si la Seconde Guerre mondiale bouleverse les modalités circulatoires, elle ne constitue pas de réel blocage quant à la poursuite d'études au sein et en dehors des colonies.

Oxford, Oxford University Press, 2015. Seule Sumita Mukerjee offre un panorama s'étendant jusqu'à la décennie 1940, moins synthétique que le premier tableau dressé par Rozina Visram, tandis que Shompa Lahiri ne dépasse pas 1930 : Rozina Visram, *Asians in Britain. 400 Years of History*, Londres, Pluto Press, 2002 ; Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.* ; Shompa Lahiri, *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters. Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, France Cass, 2000.

⁹¹² Des travaux récents sur Vichy tendent à intégrer, timidement, des réflexions sur l'éducation en Indochine tandis que les travaux restent limiter concernant les possessions asiatiques du Royaume-Uni. Voir notamment : Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940- 1944*, Paris, Grasset, 2004 ; Anne Raffin, *Youth Mobilization in Vichy. Indochina and Its Legacies, 1940-1970*, Lanham, Lexington Books, 2008 ; Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940- 1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012.

1. L'âge d'or de l'enseignement supérieur et technique dans les colonies ?

Les ultimes années de la Première Guerre mondiale voient renaître une université en Indochine, toujours à Hanoi. Les écoles supérieures qui la composent se pérennisent jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale et confirment le statut de centre universitaire de la capitale tonkinoise tandis que des institutions professionnelles et techniques se maintiennent à l'échelle de la colonie entière. Si cette refondation constitue un tournant dans l'histoire de l'enseignement en Indochine, l'Inde britannique entre à la même période dans une nouvelle phase de développement universitaire avec l'inauguration de nouveaux établissements. Au sein des deux empires, les institutions s'adressent d'abord aux populations de la colonie et, avant tout, aux étudiants – et, dans une moindre mesure, aux étudiantes – issus des populations colonisées. Pourtant, une ouverture régionale demeure palpable du côté indochinois, relativisant l'idée d'une rupture avec les initiatives antérieures, inaugurées par Paul Beau. De la même manière, les années 1930 voient fleurir de nouvelles questions quant à l'accueil d'étudiants étrangers dans les universités d'Inde britannique.

A. Des foisonnements universitaires

Entre la fin du premier conflit mondial et l'entrée dans le second, deux approches de l'enseignement supérieur en situation coloniale se font face entre l'Inde britannique et l'Indochine française. En Asie du Sud, celle-ci passe principalement par une démultiplication des établissements éducatifs qui vient une nouvelle fois bouleverser la cartographie en place depuis plusieurs décennies. Au sein de la péninsule sud-est asiatique, il s'agit plutôt de concentrer les lieux de formation en un seul et même centre en élargissant progressivement la gamme éducative disponible. Celui-ci ne parvient pourtant pas à canaliser l'ensemble des flux académiques qui se déploient au cours des années 1920 et 1930.

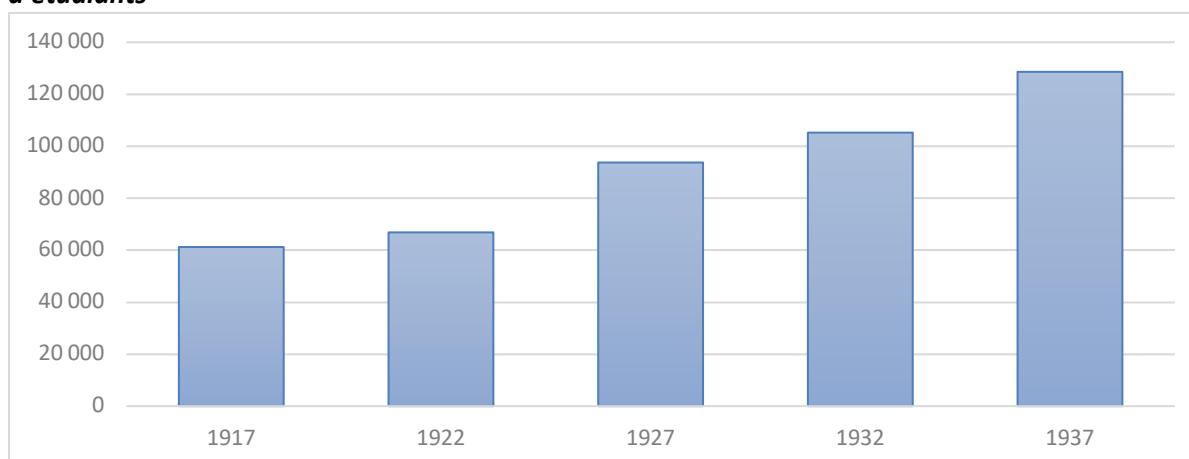
A.1. Démultiplications indiennes

Si les rapports officiels de l'administration britannique décrivent les effets de la Première Guerre mondiale comme néfastes pour le développement de l'éducation en Inde⁹¹³, l'enseignement universitaire entame une nouvelle phase de développement deux ans avant la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. Après une pause d'une trentaine d'années,

⁹¹³ *Progress of Education in India 1912-1917*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1919, p. 9.

les fondations universitaires reprennent à partir de 1916-1917, d'abord impulsées par une initiative émanant d'États princiers, à Bénarès et au Mysore. Entre 1917 et 1929, onze nouvelles universités voient le jour à Patna, Hyderabad sous le nom d'Osmania University, Aligarh, Rangoon, Lucknow, Dacca, Delhi, Nagpur, Visakhapatnam sous le nom d'Andhra University, Agra et Annamalai Nagar⁹¹⁴. Ses fondations concernent des territoires sous dominations directe comme indirecte et incluent la Birmanie. Le cycle s'interrompt à la fin des années 1920 et seule une nouvelle université voit le jour en 1939, dans l'État princier de Travancore, à l'extrême sud-ouest de l'Inde⁹¹⁵. En parallèle, la fréquentation estudiantine croît fortement pendant l'entre-deux-guerres :

Graph. 3-1 – Fréquentation globale des universités indiennes entre 1917 et 1937, en nombre d'étudiants⁹¹⁶



Les étudiants sont donc de plus en plus nombreux à rejoindre des universités elles-mêmes de plus en plus nombreuses. Ce double élan tend à modifier la cartographie des flux académiques de différentes manières. Tout d'abord, la création de nouveaux établissements offre de nouvelles possibilités de circulation, à l'échelle de la colonie mais aussi des provinces. La promotion des universités unitaires (*unitary universities*), composées d'un seul campus où se développe l'offre destinée aux *postgraduates* et aux chercheurs, et enseignantes (*teaching universities*) plutôt que d'établissements affiliateurs, comme le recommandent certaines conclusions de la commission sur l'Université de Calcutta formée en 1917⁹¹⁷, oriente certains

⁹¹⁴ Voir le tableau disponible en introduction et la carte disponible en annexe.

⁹¹⁵ *Ibid.*

⁹¹⁶ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : *Ibid.*, p. 30. Toutefois, ces données n'étant disponibles qu'à intervalles de cinq ans, elles ne nous permettent pas de confirmer une croissance continue des effectifs étudiants et nous invitent à la prudence quant à cette croissance au premier regard peu accidentée.

⁹¹⁷ John Sargent, *Progress of Education in India. Quinquennial Review*, Delhi, Manager of Publications, 1937, p. 51.

étudiants vers des pôles urbains spécifiques plutôt que vers des *colleges* potentiellement disséminés au sein d'une juridiction universitaire large. Certains établissements voient leur statut évoluer dans ce sens : l'Université d'Allahabad, affiliant des *colleges* depuis sa fondation en 1887, devient unitaire au début des années 1920. À l'inverse, l'Université d'Agra, fondée en 1927, est affiliative et regroupe des *colleges* situés dans la juridiction d'Allahabad ainsi que ceux des Provinces Unies, de l'Inde centrale et du Rajput ne se trouvant pas dans la zone d'attraction d'une autre université, soit un total de seize *colleges* dont seulement neuf sont directement situés dans les Provinces Unies d'Agra et Oudh. D'autres institutions sont destinées à un public davantage restreint, à l'échelle d'un district : la juridiction de l'Université Andhra, à Visakhapatnam, est fixée à partir de considérations linguistiques puisqu'elle se destine aux populations télougouphones de cette zone⁹¹⁸. À l'inverse, les universités s'adressant à une communauté religieuse spécifique, à l'instar de l'Université hindoue de Bénarès et de l'Université musulmane d'Aligarh, tendent à accueillir des étudiants venus de l'ensemble du sous-continent indien⁹¹⁹.

Aux côtés de ce rayonnement complexe des différentes fondations universitaires, des circulations davantage genrées s'affirment : en 1917, seize *colleges* pour femmes attirent 730 étudiantes contre six pour 124 cinq ans auparavant⁹²⁰. Ces établissements féminins se répartissent entre Madras, le Bengale, les Provinces Unies et Bangalore. En 1916, une université réservée aux femmes naît d'une initiative privée à Poona. D'abord considérée avec méfiance et jugée inutile par les pouvoirs publics⁹²¹, elle n'est pas reconnue avant 1937 alors qu'elle a déménagé au cours de la décennie à Bombay. Ce pôle d'enseignement supérieur féminin affine alors des établissements d'Inde occidentale à Bombay et Poona mais aussi à Ahmedabad et Baroda⁹²². Pour autant, certaines femmes suivent les traces de leurs camarades masculins en rejoignant des *colleges* qui deviennent *de facto* mixtes : elles sont, par exemple, 292 à fréquenter des *colleges* dits masculins en 1917.

⁹¹⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁹¹⁹ H. Sharp, *Progress of Education in India, 1912-1917*, Calcutta, Government Printing, 1918, p. 67.

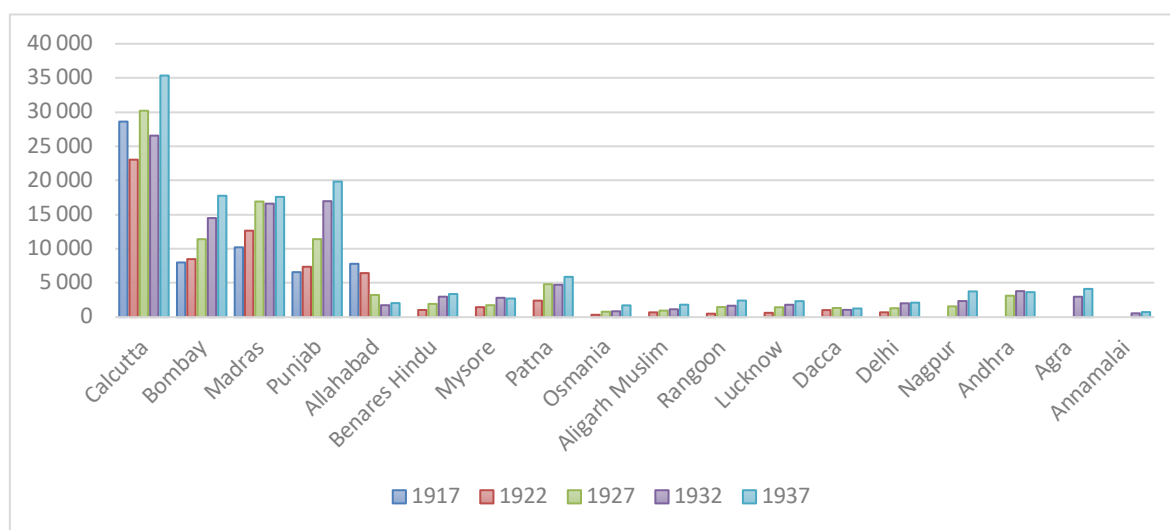
⁹²⁰ *Ibid.*, p. 175.

⁹²¹ Voir par exemple : National Archives of India (NAI), Home Department (HD), Proceedings n°52-53 – 1919 : *Proposals made by the Calcutta University Commission regarding the re-organisation of the University of Calcutta, October 1919* : « Notes sur le rapport de la Calcutta University Commission, 1^{er} août 1919, p. 5 » : l'auteur signale l'inutilité d'universités spécifiques, privilégiant l'affiliation de *colleges* féminins aux mêmes universités que les *colleges* dits masculins.

⁹²² J. Sargent, *Progress of Education in India...*, *op.cit.*, p. 176.

À première vue, la démultiplication universitaire qui touche l'Inde de l'entre-deux-guerres peut conduire à émettre l'hypothèse d'un rééquilibrage des circulations étudiantes. Or, les statistiques disponibles quant à la fréquentation des différents pôles universitaires témoignent de logiques plus complexes (graphique 3-2). Malgré des fluctuations au début des années 1920 et 1930, l'Université de Calcutta continue d'attirer un nombre grandissant d'étudiants et surtout, bien supérieur à ses consœurs. En 1917, les recrues de l'université bengalie sont près de trois fois plus nombreuses que celles de Bombay et plus de deux fois que celles de Madras. Vingt ans plus tard, Calcutta attire 1,7 fois plus d'étudiants que la deuxième université du pays, celle du Pendjab à Lahore. À l'échelle régionale, Dacca peine à concurrencer sa rivale bengalie en attirant entre 1 000 et 1 300 étudiants selon la période. Malgré une fréquentation globalement en hausse au fil de la période – à l'exception de Dacca et Allahabad – les pôles les plus anciens restent prédominants.

Graph 3-2 – Fréquentation des universités indiennes, par université, entre 1917 et 1937, en nombre d'étudiants⁹²³



Cette situation n'est pas sans inquiéter les autorités coloniales qui se penchent sur la question des mobilités étudiantes à l'échelle coloniale aux lendemains de la Grande Guerre. Selon les commentateurs du rapport de la Commission sur l'Université de Calcutta, la « tendance migratoire en direction de Calcutta⁹²⁴ » ne doit pas être sous-estimée. L'un d'eux,

⁹²³ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : Bureau of Education – India, *Education in Universities in India, 1947-1948*, Simla, Government of India Press, 1950.

⁹²⁴ NAI, HD, proceedings n°52-53 – October 1919 : *Proposals made by the Calcutta University Commission regarding the re-organisation of the University of Calcutta* : « Réponse de G. Anderson, 30 juillet 1919 ».

Anderson, justifie par-là même la relance des fondations universitaires au début de l'entre-deux-guerres :

Il est vrai que les étudiants se retrouvent finalement dans un *college* moffusil, mais dans la plupart des cas seulement après un séjour infructueux à Calcutta. Il s'agit de la racine du problème. Dans certaines provinces, Bombay et les Provinces Unies, je crois que le problème pourrait être réglé sans tarder par la constitution de plusieurs universités unitaires. Au Bengale cependant, la solution n'est en aucun cas aussi aisée. Les Bengalis rêvent plus que tout autre Indien d'une éducation universitaire à la forme purement littéraire. Ce n'est pas, en théorie, une difficulté insurmontable, parce qu'il pourrait s'accorder à la création de plusieurs universités unitaires. En réalité, la difficulté est double :

(a) D'abord, Calcutta est une place saine au cœur du Bengale. La malaria est une difficulté majeure ;

(b) Deuxièmement, Calcutta est la Grande Capitale (*sic*) et d'une manière plus prononcée que toute autre ville indienne. Ce n'est pas pareil ailleurs. Dans la présidence de Bombay, beaucoup de gens ont davantage d'affection pour Poona que pour Bombay ; dans les Provinces Unies nombreux sont ceux qui vénèrent davantage Agra, Lucknow ou Bénarès qu'Allahabad⁹²⁵.

Dès lors, la fondation d'universités à Dacca et Patna⁹²⁶ peuvent être considérées comme des tentatives infructueuses de redistribuer la population universitaire au sein de la présidence du Bengale. Les étudiants de cette province sont présentés comme « prêts à migrer⁹²⁷ », c'est-à-dire à partir pour Calcutta, et cette tendance se prolonge tout au long de la période. Ces inquiétudes ne s'accompagnent pas de remarques sur les départs impériaux et internationaux des étudiants : ceux-ci transparaissent seulement dans les rapports quinquennaux sur l'enseignement en Inde à travers la description des bourses disponibles, notamment dans le cadre d'études techniques, féminines et orientalistes.

⁹²⁵ « It may be true that students eventually find themselves in a *mufassal* college, but in most cases only after a fruitless visit to Calcutta. This is the root problem. In certain provinces, Bombay and the UP, I believe that the problem could be solved at once by the constitution of a number of unitary universities. In Bengal however, the solution is by no means so easy. The Bengali craves more than any other Indian for the purely literary form of university education. This is not, in theory, an insuperable difficulty, because it could be met by the creation of a number of unitary universities. The real difficulty is two-fold :

(a) In the first place, Calcutta is the health resort of Bengal. Malaria is the chief difficulty.

(b) In the second place, Calcutta is the Great Capital and for more so than any other Indian town. This is not so elsewhere. In the Bombay presidency, many people have more affection for Poona than for Bombay ; in the UP many feel a greater veneration for Agra, Lucknow or Benares than for Allahabad. » : NAI, HD, Proceedings n°52-53 – 1919 : *Proposals made by the Calcutta University Commission...*, *op.cit.* : « Réponse de G. Anderson, 30 juillet 1919 ».

⁹²⁶ Le Bihar, dont Patna est la capitale, devient une province indépendante après 1935.

⁹²⁷ *Ibid.* : « Notes sur le rapport de la Calcutta University Commission, 1^{er} août 1919, p. 13 ».

A.2. La progressive renaissance de l'Université indochinoise

Alors que l'essor universitaire en Inde n'a pas pour dessein de contrer des circulations plus larges, les réformes éducatives entreprises par le gouverneur général de l'Indochine Albert Sarraut en 1917-1918⁹²⁸ mettent, pour la première fois, l'enseignement supérieur au premier plan. Jusqu'ici absent du cadre législatif colonial – même lors de la création de la première Université indochinoise – il est définitivement intégré au système éducatif à partir du mois de juillet 1907, avec la création d'une direction de l'enseignement supérieur⁹²⁹. Celle-ci a « pour mission de préparer la création, d'organiser le régime et d'élaborer les programmes des Écoles supérieures qui seront ouvertes en Indochine aux étudiants français et indigènes et dont l'ensemble est appelé à constituer l'Université indochinoise⁹³⁰ ». En effet, l'arrêté du 15 octobre 1917 officialise la réouverture d'une université à Hanoi, inaugurée le 28 avril suivant, alors que le Règlement général de l'enseignement supérieur est adopté le 25 décembre 1918⁹³¹. La question des migrations universitaires se trouve alors au cœur des réflexions cherchant à faire de Hanoi un pôle attractif en Asie sans parvenir à détourner les flux extra-coloniaux.

2.a. Aux origines de l'Université indochinoise

Albert Sarraut mobilise différents arguments afin de justifier son projet de réaffirmation du pôle universitaire tonkinois. Il insiste d'abord sur la demande émanant des populations locales. Celle-ci est alimentée à la fois par le développement d'une instruction en français dans la colonie – comme en témoigne, selon lui, le succès du collège Paul Bert, ouvert à Hanoi en 1902 – et par la modernisation éducative qui touche les pays voisins – Siam, Chine, Japon – depuis la fin du XIX^e siècle⁹³². Le succès de l'École de médecine et, plus encore, l'essor des circulations extra-coloniales depuis le tournant du XX^e siècle confirment les propos du gouverneur général qui rappelle que des « associations de lettrés, las d'attendre [des]

⁹²⁸ Pour un aperçu général sur ces réformes, voir : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1860-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 117-135.

⁹²⁹ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Arrêté du 8 juillet 1917 ».

⁹³⁰ *Ibid.* : « Minute du gouverneur général de l'Indochine, fin 1917 ».

⁹³¹ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 123-125 et p. 411 ; Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016, p. 164-170.

⁹³² ANOM, GGI, dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Minute du gouverneur général, fin 1917 ».

réformes, [ont ouvert] des écoles clandestines et facilité l'exode de jeunes étudiants dans les pays étrangers où l'on distribuait la science occidentale⁹³³ ». Alors qu'il mentionne des pétitions et des requêtes émanant de groupes de notables indochinois, toutefois absentes des archives, Sarraut ne limite pas son initiative à une simple action bienveillante, à une « obligation morale⁹³⁴ » en faveur des populations colonisées. Il insiste également sur les retombées politico-économiques de son projet vis-à-vis de l'entreprise coloniale française en Indochine. Il s'agit sans doute de convaincre la communauté des colons du bien-fondé d'un enseignement supérieur indochinois. Celui-ci participerait au développement économique de la colonie et plus largement, de l'empire français, comme le rappelle avec emphase le directeur de l'École de médecine de Hanoi, Maurice Cognacq, lors de son discours d'inauguration de l'Université :

Si l'Indochine, loyale et consciente, mène aux côtés de la France le gigantesque combat de la civilisation contre la barbarie destructive de toute beauté et de tout idéal ; si, par ses enfants, par son argent, par l'infinie diversité de ses ressources, elle favorise, elle accélère la victoire certaine du progrès humain, n'est-ce pas pour nous le plus précieux des devoirs que de l'initier sans réserves, sans réticences, aux joies de la conquête scientifique ? Et si dès aujourd'hui nous voulons préparer les lendemains d'intense production, ouvrir les vastes chantiers où le travail indochinois forgera les richesses de l'avenir pour la Métropole, nos obligations de tuteurs aussi bien que le plus pur patriotisme nous imposent la formation immédiate, par une éducation scientifique et technique bien dispensée, d'une abondante pépinière de collaborateurs dont l'indispensable concours se multipliera dans tous les domaines de notre activité réparatrice⁹³⁵.

La création de l'Université indochinoise contribue à une politique d'association et de collaboration entre Français et Indochinois qui s'inscrit dans un temps moyen, prenant en compte une sortie prochaine de la Grande Guerre⁹³⁶. Elle vise à consolider la main mise française sur le territoire péninsulaire en réorientant les flux étudiants préexistants vers

⁹³³ *Ibid.* Albert Sarraut fait sans doute référence au mouvement *Đông Du* vers le Japon ainsi qu'aux initiatives modernistes dans la colonie. Voir le chapitre 2 de la présente thèse ainsi que : Nguyễn Thế Anh, « L'élite intellectuelle vietnamienne et le fait colonial dans les premières années du XXe siècle », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 72, 268, 1985, p. 291-307 ; Gilles de Gantès, Nguyen Phuong Ngoc (dir.), *Vietnam. Le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2009.

⁹³⁴ Cette dimension est reprise par Sarraut dans : *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923, p. 95.

⁹³⁵ « Về việc ngự giá bắc tuần », *Nam Phong tạp chí*, n°10, cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 153.

⁹³⁶ ANOM, GGI, dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Minute du gouverneur général, fin 1917 ».

Hanoi. Dans ce contexte, les mobilités extra-coloniales sont considérées par les autorités comme potentiellement dangereuses lorsqu'elles sont motivées par des sentiments anti-français, comme le rappelle Sarraut, alors ministre des Colonies, en 1923 :

Beaucoup plus grave est le danger de laisser se former en dehors de nous, dans d'autres pays, sous d'autres influences et d'autres disciplines scolaires ou politiques, des élites qui, revenant ensuite sur le territoire natal, peuvent tourner les talents de propagande et d'action acquis à l'extérieur contre le « protecteur » local qui leur refusa la faculté de s'instruire. (...)

Avant la guerre, des révolutionnaires annamites s'étaient réfugiés à Hong Kong, en Chine, au Japon. Ils faisaient leurs études dans des écoles ou universités anglaises ou japonaises. Comme on leur demandait pourquoi ils avaient délaissé les écoles françaises d'Indochine, ils répondirent : « On ne faisait rien pour nous instruire. On ne voulait nous donner qu'un enseignement au rabais ». J'ai ouvert aux Annamites les Lycées de l'enseignement secondaire, j'ai ouvert pour eux les Écoles supérieures de l'Université d'Hanoi pour qu'aucun n'eût le droit de répéter cette parole et d'aller hors de l'Indochine apprendre des leçons de rébellion⁹³⁷ !

La référence au mouvement *Đông Du* est claire. Par conséquent, l'université qui voit le jour à l'automne 1907 se différencie de sa prédécesseresse : à première vue, elle vise un public local plutôt que régional, à la fois « indigène » et « européen⁹³⁸ ». Si Albert Sarraut ne rejette pas l'accueil d'étudiants extra-coloniaux et principalement chinois⁹³⁹, le pôle universitaire doit avant tout s'affirmer au niveau colonial, c'est-à-dire en tant que lieu de formation commun aux colonisateurs et aux colonisés. En dépit de quelques similitudes, comme la promotion de l'accès à une science moderne par l'intermédiaire de la langue française⁹⁴⁰, le modèle de 1906 est abandonné. Or, il ne s'agit pas pour autant de transposer le modèle métropolitain dans la colonie et d'intégrer l'institution nouvelle dans un réseau académique plus large, comme dans le cas algérien⁹⁴¹. C'est plutôt la continuité avec la période antérieure qui est de mise à travers le « groupement des écoles techniques supérieures⁹⁴² ». Les filières qui composent l'université doivent répondre aux besoins économiques du pays, rejetant d'un même coup toute équivalence avec les établissements métropolitains et avec les études entreprises en

⁹³⁷ Albert Sarraut, *La mise en valeur...*, *op.cit.*, p. 98-99.

⁹³⁸ ANOM, GGI, dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Minute du gouverneur général, fin 1917 ».

⁹³⁹ Rappelons l'initiative d'Albert Sarraut, toujours en 1917, quant à l'accueil d'étudiants chinois à l'École supérieure de médecine de Hanoi, évoquée dans le chapitre 2.

⁹⁴⁰ *Ibid.*

⁹⁴¹ Pierre Singaravélou « 'L'enseignement supérieur colonial'. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, n°122, 2009.

⁹⁴² ANOM, GGI, dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Minute du gouverneur général, fin 1917 »..

dehors de la colonie, au Japon notamment. L'arrêté du 8 juillet 1917 distingue, dans son troisième article, trois catégories d'écoles⁹⁴³ : premièrement, les « écoles en exercice », déjà bien ancrées dans le paysage éducatif indochinois, soit l'École de médecine et pharmacie et l'École vétérinaire ; ensuite, les « écoles embryonnaires à réorganiser », telles celles de travaux publics ouverte en 1913 mais aussi les écoles de droit et administration et de pédagogie, organisées en parallèle de l'université en 1917-1918 ; enfin, les « écoles à créer » spécialisées en agriculture, sylviculture, commerce, navigation et pêche. Les formations théoriques et classiques ne sont pas incluses dans le projet tandis que les écoles préexistantes ne proposent pas, à cette date, de cursus équivalents aux facultés métropolitaines. L'établissement médical de Hanoi ne décerne pas de diplôme de doctorat avant 1933, bien que la transformation en une école de plein exercice soit évoquée par Sarraut dès 1917⁹⁴⁴ ; l'apprentissage du droit est fondé, au cours des années 1920, sur l'application administrative des connaissances plus que sur la formation d'experts juristes.

En définitive, la refondation de l'Université indochinoise constitue une étape parmi d'autres dans l'affirmation progressive d'un enseignement supérieur en Indochine, processus entamé en 1902 et qui ne s'interrompt qu'en 1945, à la suite du coup de force japonais en mars puis de la proclamation d'indépendance du Vietnam en septembre :

⁹⁴³ *Ibid.* : « Arrêté du 8 juillet 1917 ».

⁹⁴⁴ *Ibid.*

Tabl. 3-1 – Liste des écoles supérieures rattachées à l’Université indochinoise⁹⁴⁵

<u>Date de création</u>	<u>Discipline concernée</u>
1902	Médecine
1913	Travaux publics
1917	Administration et droit <i>Transformée en École des Hautes études indochinoises en 1924</i>
	Vétérinaire ⁹⁴⁶
1918	Pédagogie
	Agriculture-Sylviculture
1920	Commerce
1922	Sciences appliquées
1924	Beaux-Arts
1931	Droit
1941	Sciences
1943	Architecture

La composition de l’Université indochinoise fluctue tout au long de l’entre-deux-guerres, conséquence de l’ouverture graduelle d’établissements mais aussi de réorganisations et de fermetures ponctuelles. À titre d’exemple, l’École de droit et d’administration devient l’École des hautes études indochinoises en 1924, intégrant des cours d’histoire, de culture générale, de littérature ou encore de philosophie, avant d’être remplacée par l’École supérieure de droit, à la formation plus spécifiquement juridique, en 1931. Les écoles de pédagogie, agriculture, commerce et travaux publics sont quant à elles fermées pendant deux années universitaires consécutives, entre 1935 et 1937⁹⁴⁷.

⁹⁴⁵ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.* : *passim* ; Hoàng Văn Tuấn, « L’enseignement supérieur en Indochine... *op.cit.* » : *passim*.

⁹⁴⁶ En 1917, l’école vétérinaire préexistante, portant le nom d’École vétérinaire du Tonkin malgré un recrutement dépassant cette province depuis quelques années, devient l’École vétérinaire de l’Indochine.

⁹⁴⁷ Hoàng Văn Tuấn, « L’enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 227.

2.b. Un pôle universitaire attractif...

Malgré les fluctuations qui caractérisent ses activités, l'Université indochinoise attire plusieurs centaines d'étudiants dès sa première année d'activité, comme le vante le rapport au Conseil de gouvernement de l'Indochine de 1918 :

Les résultats déjà acquis, après un an à peine d'expérience, dépassent les espoirs les plus audacieux : en effet, notre jeune Université a réussi, dès le début, à gagner d'un seul coup toute la confiance des jeunes étudiants. Le nombre des demandes d'admission que nous recevons journallement pour la prochaine rentrée suffit à en témoigner⁹⁴⁸.

En 1917-1918, 430 recrues universitaires sont accueillies à Hanoi⁹⁴⁹. Les statistiques irrégulières rendent difficile toute comparaison avec la période antérieure : le rapport au conseil de gouvernement de 1917 mentionne 69 étudiants à l'École des Travaux publics en 1916-1917 mais ne donne pas de chiffres pour ses homologues médicale et vétérinaire ni pour les cours de droit⁹⁵⁰. La mention de 120 étudiants à l'École de médecine à la rentrée d'octobre 1917, présentée comme une augmentation de ses effectifs, permet seulement de déduire, sans précision, un renforcement des flux vers les établissements de la capitale indochinoise en 1917.

L'intérêt des étudiants pour la nouvelle université est palpable et leurs départs sont alors facilités par des conditions d'accès assouplies, mesures incitatives mises en place par les autorités coloniales. L'offre s'adapte au niveau de formation disponible en Indochine, alors que l'enseignement secondaire n'en est qu'à ses balbutiements. La première session du baccalauréat local est organisée à Hanoi en juin 1921⁹⁵¹ et il paraît difficile, dans ce contexte, d'exiger des candidats colonisés qu'ils justifient d'un diplôme de fin d'études secondaires dès 1917. Les détenteurs de diplôme d'études complémentaires sont autorisés à candidater. À la fin 1918, le Règlement général de l'Enseignement supérieur prévoit une période transitoire de trois ans, soit jusqu'en 1921, au cours de laquelle les candidats aux études supérieures sont « dispensés du concours d'admission » :

À partir de 1921, seuls les candidats pourvus du brevet d'enseignement secondaire indochinois, du brevet supérieur⁹⁵², du baccalauréat de l'enseignement secondaire

⁹⁴⁸ GGI, *Rapport au conseil de gouvernement*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1918, p. 245.

⁹⁴⁹ *Ibid.*

⁹⁵⁰ *Ibid.*, 1917, p. 91 ; p. 203.

⁹⁵¹ *Ibid.*, 1921, p. 159.

⁹⁵² Le brevet supérieur sanctionne le niveau le plus élevé de l'enseignement primaire supérieur.

métropolitain ou, pour l'école de pédagogie, du diplôme de fin d'études normales, seront admis aux écoles d'enseignement supérieur⁹⁵³.

Alors que le texte laisse entendre un recrutement souple des candidats au lendemain de la création de l'Université indochinoise, le succès des premières années permet d'envisager une sélection davantage qualitative dès l'extrême fin de la décennie 1910 :

D'autre part, le nombre sans cesse croissant des candidats a permis au début de l'année scolaire 1918-1919 d'exercer pour la constitution de la nouvelle promotion admise dans les Écoles d'Enseignement supérieur un choix beaucoup plus sévère, excluant tout élève ne possédant pas de la langue française une connaissance suffisante pour profiter dans de bonnes conditions de l'Enseignement donné à l'Université. Il est permis d'espérer que, dès l'année prochaine, le nombre des élèves pourvus de l'un des diplômes exigés par le Règlement général de l'Enseignement supérieur sera suffisant pour que l'accès des différentes Écoles supérieures soit réservé aux lauréats d'un concours d'admission dont la difficulté augmentera progressivement chaque année, au fur et à mesure du développement de l'Enseignement secondaire local, source normale du recrutement des jeunes étudiants indochinois⁹⁵⁴.

À terme, c'est un concours d'admission similaire aux *matriculation examinations* indiens qui doit être mis en place, sanctionnant un niveau de connaissances assez élevé pour pouvoir suivre les cours dispensés dans un des établissements rattachés à l'université. Or, la situation demeure plus complexe au début des années 1920. Si, en 1921, « seuls ont été admis (...) les candidats âgés de 19 ans au moins et possédant les diplômes exigés par le Règlement de l'Enseignement supérieur⁹⁵⁵ », le recrutement s'avère en réalité toujours lâche. Il l'est non seulement pour les nouveaux établissements, à l'instar de l'École de commerce créée par arrêté du 2 novembre 1920⁹⁵⁶, mais aussi pour les institutions plus anciennes. Par exemple, le recrutement des « élèves de l'École Vétérinaire s'est fait par voie de concours pour les candidats pourvus du certificat d'études primaires et par voie d'admission sans examen pour les candidats pourvus des diplômes prévus par le Règlement d'Enseignement supérieur⁹⁵⁷ ». Traditionnellement admis par le biais d'un concours, les aspirants vétérinaires sont encore

⁹⁵³ ANOM, GGI, dossier 51 060 : *Admission aux diverses écoles, 1924*, cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 190.

⁹⁵⁴ GGI, *Rapport au conseil de gouvernement*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1919, p. 146.

⁹⁵⁵ *Ibid.*, 1922, p. 122.

⁹⁵⁶ *Ibid.*, 1921, p. 157-158.

⁹⁵⁷ *Ibid.*, p. 151.

trop peu nombreux à posséder le baccalauréat pour que les modalités de recrutement classiques s'appliquent. Quatre ans plus, les pouvoirs publics déplorent encore :

En principe, les élèves des différentes écoles d'Enseignement supérieur devraient être recrutés exclusivement parmi les jeunes gens possédant le baccalauréat métropolitain ou le baccalauréat d'Enseignement secondaire franco-indigène. En fait, les bacheliers ne représentent qu'une très faible proportion de la population scolaire de l'Université ; la majeure partie des étudiants ne sont encore pourvus que du Diplôme d'Études primaires supérieures franco-indigènes. Il ne pourra être remédié à cette situation que lorsque les institutions d'enseignement secondaire formeront chaque année un nombre suffisant de bacheliers⁹⁵⁸.

Contrairement aux premiers temps de l'Université, il s'agit désormais d'inciter les candidats aux études supérieures à approfondir leur formation secondaire : les non-bacheliers âgés de moins de vingt ans ne sont plus admis à l'université et ceux qui ont suivi les cours du secondaire sont recrutés en priorité⁹⁵⁹. Face à ce constat, l'arrêté du 2 juillet 1926 établit un concours de recrutement, obligatoire pour « tous les candidats non pourvus du baccalauréat local⁹⁶⁰ ». Il doit également permettre de décerner les bourses d'études, autre mesure alimentant les départs pour la capitale universitaire. Celles-ci ne sont pas la responsabilité des établissements d'enseignement mais des administrations locales et provinciales qui sélectionnent des étudiants qu'ils dotent d'allocations financières imputables à leurs propres budgets. Ainsi, au début des années 1930, le gouvernement de la Cochinchine collabore avec la direction générale de l'Instruction publique : cette dernière lui transmet des états récapitulatifs des sommes dues aux allocataires qu'il a nommés par arrêtés administratifs⁹⁶¹.

Finalement, les conditions d'admission à l'Université indochinoise font écho à la diversité de statuts des écoles la composant tout au long de l'entre-deux-guerres : en 1932-1933, les trois écoles supérieures dites d'enseignement général – droit, médecine et pédagogie – ne recrutent que des élèves munis du baccalauréat, qu'il soit local⁹⁶² ou métropolitain. Les autres établissements sont désignés sous le terme d'écoles techniques et

⁹⁵⁸ *Ibid.*, 1925, p. 58.

⁹⁵⁹ *Ibid.*

⁹⁶⁰ *Ibid.*, 1926, p. 453.

⁹⁶¹ Archives nationales du Vietnam – Centre n°2 (ANV2 – Hồ Chí Minh Ville), Gouvernement général de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 26 742 : *Dossier relatif aux bourses et secours scolaires de l'université de Hanoi, École des Beaux-Arts de l'Indochine, lycée Pétrus Ky, collège de Cantho, Mytho, Jeunes filles indigènes, années 1932-1933* ; dossier 30 142 : *Listes des élèves boursiers de l'Université indochinoise originaires de Cochinchine dont les bourses sont imputables aux budgets local ou provinciaux, 1934-1935*.

⁹⁶² Depuis l'arrêté du 12 octobre 1930, les baccalauréats local et métropolitain sont équivalents.

admettent une plus grande diversité d'étudiants : des bacheliers mais aussi des titulaires du brevet supérieur ou du diplôme d'études primaires supérieures franco-indigènes⁹⁶³. L'École des Beaux-Arts fait figure d'exception, avec un recrutement par concours dès sa création en 1924, sans exigence de diplôme spécifique. Celui-ci avait attiré, dès sa première session, 266 candidats rejoignant des centres d'examen situés dans les capitales de chaque province de l'Indochine⁹⁶⁴.

Au cours de l'entre-deux-guerres, Hanoi s'affirme en tant que capitale universitaire de l'Indochine, attirant des étudiants aux parcours éducatifs variés. L'université témoigne d'effectifs qui oscillent entre 400⁹⁶⁵ et 600 élèves pendant une vingtaine d'années avant de connaître une croissance plus régulière à partir de l'année universitaire 1936-1937 et confirmée au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ces départs pour la capitale universitaire sont parfois de courte durée : à la rentrée 1923, 166 étudiants ont été recrutés par l'université. Or, « ce nombre a été réduit à 139, en fin d'année scolaire, par suite de la démission ou du licenciement, pour cause de maladie, de 27 élèves⁹⁶⁶ ». De plus, la fréquentation de l'Université indochinoise demeure bien en deçà de ses consœurs sud-asiatiques : en 1916-1917, l'enseignement supérieur indien accueille 61 145 étudiants⁹⁶⁷, soit 0,02 % de la population de la colonie. Les 430 premières recrues de l'établissement indochinois ne représentent quant à elle qu'environ 0,002 % de la population totale de la colonie un an plus tard⁹⁶⁸. Les étudiants ne se répartissent pas équitablement entre les différentes écoles, faisant la part belle aux formations les plus anciennes, soit en médecine, en travaux publics et en droit et administration⁹⁶⁹. La diversité des flux se manifeste également quant à l'origine géographique des étudiants. Les données fournies par l'administration coloniale sont très irrégulières et doivent être analysées avec précaution :

⁹⁶³ GGI, *Rapport au conseil de gouvernement, op.cit.*, 1933, p. 109-110.

⁹⁶⁴ *Ibid.*, 1926, p. 482.

⁹⁶⁵ En 1925, le nombre d'élèves atteint son point le plus bas depuis l'ouverture de l'université avec 390 élèves. *Ibid.*, 1925, p. 68.

⁹⁶⁶ *Ibid.*, 1924, p. 62.

⁹⁶⁷ Bureau of Education – India, *Education in Universities in India, 1947-1948*, Simla, Government of India Press, 1950, p. 32.

⁹⁶⁸ En l'absence de données démographiques annuelles précises, une fourchette haute des populations indienne et indochinoise a été utilisée à partir des chiffres disponibles pour l'année 1921, soit 305 000 000 Indiens et 20 000 000 Indochinois. Ces chiffres sont fondés sur : Pierre Meile, « La population de l'Inde », *Population*, n°1 – 3^e année, 1948, p. 128 ; Pierre Brocheux, Daniel Hémerly, *Indochine. La colonisation ambiguë, 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001, p. 178.

⁹⁶⁹ Une analyse plus approfondie de la répartition par filière des étudiants est donnée dans le chapitre 6 de la présente thèse.

Tabl. 3-2 – Origine des étudiants de l'Université indochinoise en 1918-1919, 1928-1929 et 1936-1937⁹⁷⁰

	Médecine			Droit ⁹⁷¹			Vétérinaire			Pédagogie		
	1918-1919	1928-1929	1936-1937	1918-1919	1928-1929	1936-1937	1918-1919	1928-1929	1936-1937	1918-1919	1928-1929	1936-1937
	Tonkin	45	86	85	69	20	202	7	16		8	32
Cochinchine	51	37	64	46	5	50	7	7		2	22	
Annam	19	27	30	7	1	56	1	1		4	5	
Cambodge	21	5	0	0	0	2	2	1		2	3	
Laos	7	10	1	0	0	1	0	2		0	0	
France	0	7	20	0	0	67	0	0		0	0	
Chine	25	2	2	0	0	0	2	0		0	1	

	Beaux-Arts			Commerce			Agriculture – Sylviculture		
	1918-1919	1928-1929	1936-1937	1918-1919	1928-1929	1936-1937	1918-1919	1928-1929	1936-1937
Tonkin		69	35		36		?	20	
Cochinchine		12	1		0		?	3	
Annam		10	13		12		?	9	
Cambodge		1	1		0		?	0	
Laos		0	0		0		?	0	
France		0	0		1		?	0	
Chine		0	1		1		?	0	
Japon		0	0		1		?	0	

⁹⁷⁰ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans les rapports au conseil de gouvernement de l'Indochine, années 1919, 1929 et 1937. Les données en romain correspondent aux effectifs totaux des écoles concernées ; les données en italique correspondent au nombre d'admis au début de l'année concernée. Les cases marquées d'un « ? » signalent une absence de données dans les rapports. Les cases noires indiquent l'inexistence ou l'interruption de l'activité de la filière concernée. La catégorie « France », indiquée telle quelle dans les sources, désigne les étudiants issus de la population colonisatrice.

⁹⁷¹ Pour la période 1918-1919 : école de droit et d'administration ; pour la période 1928-1929 : école des hautes études indochinoises ; pour la période 1936-1937 : école supérieure de droit.

Ce sont d'abord des départs depuis les pays vietnamiens de l'Indochine qui alimentent les écoles supérieures : seuls les Tonkinois, Cochinchinois et Annamites sont systématiquement présents dans les établissements, à une exception près – celle de l'École de commerce qui n'accueille pas de ressortissants de Cochinchine en 1928-1929, qui lui préfèrent son homologue saïgonnaise⁹⁷². La proximité de l'école se distingue comme un facteur important de mobilité puisque les Tonkinois sont les plus nombreux dans les institutions de Hanoi⁹⁷³. La présence cochinchinoise peut s'expliquer par des réformes éducatives relativement anciennes, dès le XIX^e siècle, reçues avec enthousiasme par une partie de la population colonisée désireuse d'offrir une formation jugée moderne à sa progéniture⁹⁷⁴. Plusieurs éléments peuvent expliquer le retard de l'Annam vis-à-vis des deux régions vietnamiennes voisines : l'absence d'enseignement secondaire franco-indigène jusqu'à la fin des années 1920 alors que des lycées assurent cette formation à Saigon et à Hanoi⁹⁷⁵, mais aussi les réticences de la cour d'Annam quant à une centralisation tonkinoise des institutions d'enseignement supérieur. Elle négocie le maintien d'une formation juridico-administrative à Hué sous le nom d'École des hautes études. Cette branche de l'École de Hanoi disparaît cependant dès 1921⁹⁷⁶.

Le caractère plus vietnamien qu'indochinois de l'Université indochinoise est confirmé par le développement d'écoles locales, au Cambodge et au Laos, faisant écho à la formation universitaire : une école d'administration est organisée à Phnom Penh, par une ordonnance royale de 1917⁹⁷⁷, puis à Vientiane en 1923⁹⁷⁸. L'École des arts cambodgiens organisée à Phnom Penh en 1917 et inaugurée en 1920⁹⁷⁹ précède de plusieurs années l'École des Beaux-

⁹⁷² Le succès de l'école de commerce de Saigon, créée par la Chambre de commerce locale, est signalé dans *Le Courrier Colonial* du 11 mars 1921 : « Cette création a été fort bien accueillie puisque l'école compte déjà plus de soixante-dix élèves et que leur nombre toutes les semaines » : « L'école de commerce de Saigon a du succès », *Le Courrier colonial*, n°635, 1921, p. 2.

⁹⁷³ Notons ici qu'il n'est pas possible de déterminer la proportion d'étudiants tonkinois originaires d'Hanoi même.

⁹⁷⁴ Gail P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, 1982, p. 8.

⁹⁷⁵ Nguyễn Thụy Phương, *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle*, thèse de doctorat soutenue à l'Université René Descartes – Paris V, 2013, p. 677-681.

⁹⁷⁶ Archives Nationale du Vietnam – Centre n°1 (ANV1 - Hanoi), GGI, dossier 10 136 : *Création d'une École des Hautes études à Hué à l'usage des candidats aux fonctions de mandarinat en Annam, 1921-1922*.

⁹⁷⁷ Direction générale de l'Instruction publique, *Le service de l'Instruction publique en Indochine en 1930*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930, p. 110.

⁹⁷⁸ GGI, *Rapport au conseil de gouvernement, op.cit.*, 1923, p. 189.

⁹⁷⁹ Gabrielle Abbe, « La 'rénovation des arts cambodgiens'. George Groslier et le Service des arts, 1917-1945 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°27, 2008, p. 61-76.

Arts de Hanoi. Au Laos, l'éducation coloniale reste moins développée que dans le reste de la péninsule indochinoise : en novembre 1932, le résident supérieur du Laos s'inquiète des modalités de recrutement peu favorables aux candidats laotiens. Il demande au gouverneur général de l'Indochine de substituer le certificat d'études primaires supérieures au baccalauréat et brevet supérieur pour les populations autochtones de ce protectorat souhaitant rejoindre les sections de médecine et de pharmacie de l'École supérieure de médecine. La formation de carabins locaux lui paraît d'autant plus primordiale que la population laotienne « répugne à se faire soigner par des étrangers⁹⁸⁰ ». Or, son interlocuteur fait preuve d'intransigeance, conseillant à Vientiane d'adapter son enseignement plutôt que l'inverse et rappelant l'existence de bourses pour le lycée du Protectorat, première étape vers un cursus supérieur⁹⁸¹.

Enfin, l'affirmation d'une présence européenne au cours des années 1930 fait suite à l'affiliation des écoles de droit et de médecine aux facultés métropolitaines. Il s'agit principalement de descendants de colons présents dans la colonie et souhaitant y poursuivre leurs études. Quelques rares cas de transfert de dossiers universitaires vers Hanoi sous-tendant des départs depuis la métropole pour la colonie sont notables : si l'on peut s'interroger sur les motivations de l'étudiant libre Brithmer inscrit à la faculté de droit de Marseille et qui souhaite rejoindre l'école juridique de Hanoi en 1922⁹⁸², c'est bien vers l'école supérieure fondée sur le modèle métropolitain que lesdits Le Guénédal et Hérisson souhaitent transférer les dossiers de leurs fils onze ans plus tard⁹⁸³.

Enfin, ces départs pour Hanoi sont, pour l'essentiel, masculins. D'abord cantonnées à des filières professionnelles considérées comme féminines – en l'occurrence, la section de sage-femme de l'École de médecine – des étudiantes sont pourtant admises dans d'autres branches de ladite école ainsi qu'à l'École de Pédagogie à partir de l'année 1924-1925. Selon le gouvernement général, les recrues féminines, au nombre de six – une en médecine et cinq

⁹⁸⁰ ANOM, GGI, dossier 51 049 : *Condition d'admission des candidats laotiens de la section de médecins et de pharmaciens de l'École de médecine* : « Courrier du résident supérieur du Laos au gouverneur général de l'Indochine, 15 novembre 1932 ».

⁹⁸¹ ANOM, GGI, dossier 51 049 : *Condition d'admission des candidats laotiens...*, *op.cit.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur de l'Instruction publique, 5 mai 1933 ».

⁹⁸² ANOM, GGI, dossier 51 035 : *Déclarations d'études de droit* : « Dossier de M. Brithmer, 28 septembre 1922 ».

⁹⁸³ ANOM, GGI, dossier 51 036 : *École de droit, correspondances diverses* : « Demandes de M. Le Guénédal, 1933 » ; « Demande de M. Hérisson, 22 avril 1933 ». La requête de ce dernier est refusée sous motif que le jeune Hérisson n'a pas terminé sa deuxième année d'études à la faculté de Toulouse.

en pédagogie – « ont suivi les cours avec une grande assiduité et ne se sont montrées en rien inférieures à leurs condisciples de sexe masculin⁹⁸⁴ ». Ces candidates aux diplômes font l'objet de mentions particulières jusqu'à la fin des années 1920, qui dénotent du caractère exceptionnel de leur admission : à l'École de pédagogie, elles sont cinq en 1925, huit en 1926⁹⁸⁵ puis trois en 1928 et 1929⁹⁸⁶. Seule une candidate au brevet de physique, chimie et sciences naturelles (PCN), préparant aux études médicales, est mentionnée dans le rapport de 1928 aux côtés d'une Française fréquentant la section de médecine de l'école⁹⁸⁷. Cependant, aucune information n'est disponible quant à l'origine géographique de ces étudiantes et il n'est pas possible de savoir si elles entrent dans la catégorie des migrantes éducatives.

2.c. ... sans détourner les flux extra-coloniaux

L'émergence de ce centre universitaire attractif en Indochine modifie-t-il la carte globale des mobilités étudiantes indochinoises ? Rien n'est moins sûr jusqu'à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Si, dans son projet présenté en 1917, Albert Sarraut avait clairement mis en avant sa volonté de détourner les flux d'étudiants colonisés rejoignant des institutions asiatiques hors de l'empire français, son propos est plus nuancé quant aux circulations à l'échelle impériale. Dans ses commentaires sur l'arrêté créant la direction de l'enseignement supérieur, il revient longuement sur les bienfaits de la formation médicale des « indigènes » : selon lui, les praticiens locaux sont d'« excellents facteurs de l'influence française⁹⁸⁸ » et il vante la réussite de « ceux qui ont été envoyés en France », diplômés de l'Institut de médecine coloniale de Paris voire du doctorat en médecine moderne décerné par la faculté parisienne. Alors qu'il évoque 120 carabins venus des cinq pays de l'Union indochinoise à Hanoi en 1917, il ne manque pas de les associer aux quinze recrues envoyées sur demande en France. Dans l'attente de la transformation de l'institution tonkinoise en école de plein exercice, c'est-à-

⁹⁸⁴ GGI, *Rapport au conseil de gouvernement, op.cit.*, 1925, p. 69.

⁹⁸⁵ *Ibid.*, 1927, p. 488.

⁹⁸⁶ *Ibid.*, 1928, p. 414 ; 1929, p. 362. Aucune donnée n'est disponible pour 1927.

⁹⁸⁷ *Ibid.*, 1928, p. 389 ; p. 392.

⁹⁸⁸ ANOM, GGI, dossier 26 916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur* : « Minute du gouverneur général de l'Indochine, fin 1917 ».

dire en conférant le titre de doctorat en médecine, la complémentarité entre formations coloniale et métropolitaine est maintenue⁹⁸⁹.

L'idée d'un remplacement progressif des études en métropole par un cursus colonial est récurrente chez les élites administratives et intellectuelles françaises de l'entre-deux-guerres. Dans un rapport à l'Académie des sciences coloniales, le spécialiste des questions d'enseignement Henri Délétie déclare :

En premier lieu, une fois l'Université Indochinoise organisée pour le milieu indochinois et dotée dans ses différentes disciplines de droits et de pouvoirs équivalents à ceux des facultés régionales françaises, pourquoi hésiterait-on à décider que seuls les étudiants annamites se préparant aux Grandes Écoles de la Métropole, ou aux écoles spéciales n'ayant pas de similaires dans la colonie, seraient autorisés à venir en France, même à leur frais ? (...) on limiterait opportunément le nombre des jeunes gens qui, bien souvent par simple curiosité et par soif d'une liberté trop grande, quittent leur patrie sous prétexte de venir s'instruire dans la métropole et rompent ainsi le contact dont ils ont encore besoin avec leur famille et leurs compatriotes. (...) Des exceptions pourraient être tolérées mais elles ne concerneraient dans tous les cas que des jeunes gens ayant ou épuisé le cycle des études supérieures existant dans la colonie ou obtenu un diplôme leur permettant, par assimilation s'il le faut, mais sans mesure de faveur, l'accès à des établissements d'enseignement technique où ils désirent entrer⁹⁹⁰.

Sous couvert d'efficacité mais aussi de bienveillance envers les étudiants, il encourage au recentrement des parcours universitaires sur l'Indochine, limitant les excursions métropolitaines aux filières inexistantes dans la colonie. La production législative fait écho à cette approche complémentaire des deux niveaux d'enseignement, à l'instar de l'article 3 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1924 réglementant la concession des bourses d'études en métropole :

Les bourses ou fraction de bourses imputables sur les fonds des budgets indochinois, ne pourront être allouées, en principe, que pour les Universités et Établissements n'ayant pas de similaires dans la colonie, tels que les grandes Écoles de l'État et les établissements techniques ci-après : l'École des Travaux Publics, du Bâtiment et de l'Industrie, les Écoles des Arts et Métiers, les Écoles des Maîtres mineurs d'Alais, l'Institut électrotechnique et l'École française de Papeterie de Grenoble, l'École française de Tannerie de Lyon, l'École

⁹⁸⁹ À plusieurs reprises jusqu'en 1933, les gouvernements successifs déplorent les obstacles structurels à l'évolution de l'institution médicale : les bacheliers ne sont pas assez nombreux pour que celle-ci soit assimilée à ses consœurs de métropole.

⁹⁹⁰ ANOM, GGI, dossier 48 036 : *Communication faite par M. H. Délétie à l'Académie des sciences coloniales sur le problème universitaire indochinois* [non daté. Date estimée : milieu des années 1920].

de Chimie de Bordeaux, l'École supérieure de Navigation maritime, les Écoles de Tissage⁹⁹¹.

Quelques années plus tard, le recteur Thalamas rappelle que les « meilleurs élèves » doivent « bénéficier de bourses d'études leur permettant d'acquérir dans la Métropole une instruction supérieure spécifique complémentaire⁹⁹² ». Les candidats jugés dignes d'obtenir une allocation sont ceux qui entreprennent une spécialisation non disponible en Indochine, ce qui exclut alors les élèves cherchant à rejoindre une école primaire ou secondaire : en 1927, le candidat Lê Minh Ngọc se voit répondre que les bourses sont réservées aux universités et établissements sans équivalents dans la colonie, désormais dotée en lycées⁹⁹³. La même année, huit boursiers sont sélectionnés alors qu'ils fréquentent l'école de chimie de Bordeaux, les écoles de tannerie et de filature de Lyon ou l'école de navigation maritime de Saint Nazaire⁹⁹⁴. Malgré ces mesures, les écoles supérieures tonkinoises ne permettent pas de contenir les flux étudiants vers la métropole : plusieurs dossiers de demande de bourse témoignent d'une présence indochinoise dans des établissements français dont l'équivalent existe pourtant dans la colonie. Ces requêtes sont l'occasion de rappeler aux étudiants l'existence d'infrastructures coloniales, généralement en vain : en 1932, Nguyễn Trọng Dong, inscrit à la faculté de droit de Bordeaux, se voit refuser une bourse pour des études « qu'il pouvait faire à l'École supérieure de droit de Hanoi⁹⁹⁵ » récemment ouverte. Déjà en 1930, la requête du père du candidat au diplôme juridique Doãn Kiêm avait été rejetée sous prétexte qu'une école « soit créée à Hanoi d'ici quelques mois⁹⁹⁶ ». Ici, ces réticences sont en fait plus profondément ancrées dans l'esprit des colonisateurs qui ont longtemps vu d'un mauvais œil l'assimilation d'un savoir juridique par leurs sujets et protégés. Leurs craintes avaient conduit à promouvoir un enseignement d'abord administratif, destiné à fournir un personnel local⁹⁹⁷. En 1920, le gouverneur général recommande ainsi au ministre des Colonies de réorienter Nguyễn Van Minh, aspirant juriste en métropole, vers l'école supérieure de droit et

⁹⁹¹ ANOM, Service de liaison avec les originaires des territoires de la France d'outre-mer (SLOTFO), série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

⁹⁹² ANOM, GGI, dossier 51 356 : Bửu Dề : « Courrier du recteur-directeur général de l'Instruction publique, 11 juillet 1931 ».

⁹⁹³ ANOM, GGI, dossier 51 425 : *Lê Minh Ngọc, 1927*.

⁹⁹⁴ ANOM, GGI, dossier 51 394 : *Lê Hữu Kỳ, 1926-1930* : « Liste générale et par ordre de mérite pour 1926-1927 ».

⁹⁹⁵ ANOM, GGI, dossier 51 358 : *Nguyễn Trọng Dong*.

⁹⁹⁶ ANOM, GGI, dossier 51 388 : *Doãn Kiêm, 1930-1933*.

⁹⁹⁷ À ce sujet, voir le chapitre 6 de la présente thèse ainsi que : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit. Approche comparée de l'enseignement juridique en Inde britannique et en Indochine française, XIX^e-XX^e siècle », *Cahiers Jean Moulin*, à paraître fin 2021.

d'administration de Hanoi⁹⁹⁸. Toutefois, ces refus n'empêchent pourtant en rien les jeunes Indochinois de poursuivre leurs études en métropole, souvent en tant qu'étudiants libres : entre 1930 et 1939, les étudiants en droit sont majoritaires au sein de la Maison des étudiants indochinois de Paris, en dépit de l'ouverture de l'école tonkinoise au début des années 1930⁹⁹⁹.

B. Des fenêtres sur le monde

Sans mettre à mal les mobilités impériales, les pôles universitaires indiens et indochinois s'affirment d'abord à l'échelle coloniale au cours de l'entre-deux-guerres. Les populations colonisées restent le public principal des différentes écoles supérieures, même à Hanoi où des perspectives davantage régionales avaient été aux fondements des initiatives du début du siècle. Reléguée au second plan, cette approche asiatique des circulations étudiantes ne disparaît pas pour autant. Elle demeure centrée sur la Chine, principalement du côté indochinois, alors que l'ouverture plus modeste des universités indiennes brasse paradoxalement plus large.

B.1. Rayonner vers la Chine

Dès son ouverture en 1902, l'École supérieure de médecine de l'Indochine devait attirer un public qui dépassait les frontières de la colonie. L'accueil d'étudiants chinois avait été réaffirmé, une première fois, en 1910 par l'arrêté leur dédiant une section spécifique avant qu'Albert Sarraut se penche lui aussi sur l'organisation de cette branche à part sept ans plus tard¹⁰⁰⁰. Les mécanismes en place restent les mêmes : les agents consulaires sont les promoteurs privilégiés de l'enseignement supérieur indochinois en Chine tandis que les recrues sont séparées de leurs camarades français et indochinois et ne peuvent pas briguer de postes dans la colonie¹⁰⁰¹. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie de diplomatie

⁹⁹⁸ ANOM, GGI, dossier 51 418 : *Nguyen Van Minh, 1920-1921*.

⁹⁹⁹ Archives nationales (AN), carton 20090014/19 : Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est – Création : ensemble du carton.

¹⁰⁰⁰ ANOM, GGI, dossier 44 1140 : *Admission d'élèves chinois à l'École de médecine à Hanoi* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur du contrôle financier de l'Indochine, 9 juillet 1917 ».

¹⁰⁰¹ *Ibid.* ; en 1924, le directeur de l'Instruction publique par interim recommande d'« éviter toute promiscuité entre ces élèves [chinois] et leurs condisciples annamites » qui sont « beaucoup plus jeunes qu'eux » : ANOM, GGI, dossier 44 154 : *Demande d'admission à l'École de médecine d'Hanoi formulée par des élèves chinois de Pakhoi, 1924* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 1924 ».

universitaire, en ce qu'elles participent au développement d'un établissement, ici colonial¹⁰⁰². Selon Sarraut, l'institution médicale de Hanoi doit en effet « jouer le rôle auquel sa position géographique la destine pour le rayonnement de l'influence française en Extrême-Orient¹⁰⁰³ » et les diplômés chinois sortant de l'école et maîtrisant le français sont présentés comme les « meilleurs agents d'influence » de la France dans un contexte de concurrence internationale. En 1917, le gouverneur général de l'Indochine fait référence aux écoles qui fleurissent « dans les ports internationaux¹⁰⁰⁴ », que cela soit le College of Medicine for Chinese ouvert à Hong Kong en 1887 et rattaché à l'université locale en 1911, la St John's University états-unienne de Shanghai ou encore les écoles allemandes encore actives après la défaite des troupes de Guillaume II face aux Japonais¹⁰⁰⁵. Certaines de ces institutions attirent des élèves issus de la diaspora chinoise en Indochine¹⁰⁰⁶, ce qui conduit le gouverneur de la Cochinchine à déplorer en 1922 « la faveur dont jouissent les universités anglaises et américaines de Hong Kong et Shanghai de la part des milieux chinois de la colonie¹⁰⁰⁷ ». Cette concurrence avec d'autres puissances occidentales est fréquemment mobilisée afin de justifier la promotion régionale de l'École de médecine de Hanoi alors que la zone de recrutement des étudiants chinois s'élargit : aux côtés du Yunnan, des contacts se développent avec les représentants français à Canton, Tchong King (Chongqing), Fou-Tchéou (Fuzhou), Shanghai, Pékin et Tientsin (Tianjin). Cette aire de recrutement plus large s'appuie sur les contacts établis localement avec les écoles françaises ou dispensant des cours de français. Des filières transnationales tendent à se mettre en place, avec plus ou moins de succès : en septembre 1917, le représentant français au Yunnan suggère que l'École française de Yunnanfou soit transformée en « école

¹⁰⁰² Nous reprenons ici la définition de la diplomatie universitaire développée par Guillaume Tronchet : « actions internationales et transnationales mises en œuvre par des individus et des institutions qui, à quelque échelle que ce soit, concourent au développement d'un ou de plusieurs établissements à caractère universitaire » : Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1830 », thèse de doctorat sous la direction de Christophe Charle, préparée à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014, p. 35.

¹⁰⁰³ ANOM, GGI, dossier 44 1140 : *Admission d'élèves chinois à l'École de médecine à Hanoi* : « Courrier du gouverneur général, 1917 ».

¹⁰⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁰⁵ Pour un aperçu de l'enseignement médical occidental en Chine, voir par exemple : John Z. Bowers, « Imperialism and Medical Education in China », *Bulletin of the History of Medicine*, n°4, vol. 48, 1974, p. 449-464.

¹⁰⁰⁶ Voir : Tracy C. Barrett, *The Chinese Diaspora in South-East Asia. The Overseas Chinese in Indo-China*, Londres, I.B. Tauris, 2012, p. 62.

¹⁰⁰⁷ ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de médecine de Hanoi des élèves Wang Hio Hai, Tchong Choui Lim et Lieou Tse Tcheou, 1922-1924* : « Courrier du gouverneur de la Cochinchine au directeur de l'Instruction publique, 14 décembre 1912 ».

préparatoire des Écoles du Tonkin¹⁰⁰⁸ ». Quelques mois plus tard, le consul de France à Mongtseu décrit dans son rapport annuel sur les écoles franco-chinoises et franco-annamites de sa localité les filières transnationales de mobilité qui tendent à s'organiser : après avoir fréquenté l'enseignement primaire et secondaire francophone, les étudiants chinois peuvent rejoindre l'Université Aurore de Shanghai ou l'école professionnelle de Chongqing en fonction de l'orientation – plus ou moins théorique, plus ou moins pratique – qu'ils souhaitent donner à leur parcours. Les « sujets particulièrement bien doués¹⁰⁰⁹ » peuvent envisager alors un séjour en Europe ou à Hanoi, s'ils présentent des dispositions aux sciences médicales. Ces parcours préétablis cherchent clairement à concurrencer le Japon « où de nombreux étudiants (...) allaient autrefois (...) compléter leurs études¹⁰¹⁰ » et se doublent parfois de bourses, comme à destination des anciens élèves de l'École chinoise de médecine de Tianjin¹⁰¹¹. Toutefois, au milieu de la décennie 1920, la compétition internationale ne profite pas à la France mais à ses concurrents, principalement aux Anglais, dont les mesures éducatives sont présentées comme plus développées et efficaces par les représentants diplomatiques français en Chine¹⁰¹².

Ce bilan en demi-teinte ne rime pas avec un assèchement de la communauté estudiantine chinoise à Hanoi. Des candidats au séjour d'études en Asie française continuent de se manifester, toujours exclusivement masculins : en 1920-1922, vingt Chinois sont admis à l'Université indochinoise. Or, seulement huit viennent de la Chine continentale – cinq de Fuzhou et trois de Chengdu – tandis que les autres sont originaires de l'enclave française du Kouang Tchéou Wan¹⁰¹³ et de la diaspora présente en Indochine, à Hué, Tourane et surtout Chợ Lớn, ville attenante de Saigon¹⁰¹⁴. Malgré des demandes jugées nombreuses à la fin des

¹⁰⁰⁸ ANOM, GGI, dossier 44 141 : *Admission de divers élèves chinois à l'Université, 1917* : « Courrier du délégué du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 5 septembre 1909 ».

¹⁰⁰⁹ ANOM, GGI, dossier 18 241 : *Admission des jeunes Chinois dans les établissements d'enseignement, 1905-1918* : « Rapport du consulat de France à Mongtseu au ministre des Affaires étrangères, 1918 ».

¹⁰¹⁰ *Ibid.* Le consul s'exclame alors, au sujet de ces séjours japonais : « malheureusement pour eux et pour nous ».

¹⁰¹¹ ANOM, GGI, dossier 44 141 : *Admission de diverses élèves chinois...*, *op.cit.* : « Courrier du consul général à Tientsin, 1919 ».

¹⁰¹² ANOM, GGI, dossier 44 154 : *Demande d'admission à l'École de médecine d'Hanoi formulée par des élèves chinois de Pakhoi, 1924* : « Rapport sur le fonctionnement de l'école française à Pakhoi, 1923-1924 ».

¹⁰¹³ Le Kouangtchéou Wan est un territoire du sud de la Chine cédé par bail à la France par la convention du 16 novembre 1899 et rétrocédé en 1945. Il est rattaché administrativement à l'Indochine. À ce sujet, voir par exemple : Teng Teng, « Le territoire de Kouangtchéou Wan : de sa concession à la France à sa rétrocession à la Chine, 1898-1945 », thèse de doctorat sous la direction de Jean-Louis Mestre, Aix-Marseille Université, 2018.

¹⁰¹⁴ ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de Médecine...*, *op.cit.* : « Liste des élèves chinois admis à l'Université pour l'année 1922-1923 ».

années 1910¹⁰¹⁵, la prédominance yunnanaise bien visible une quinzaine d'années auparavant disparaît au profit d'une communauté chinoise déjà installée dans la colonie, limitant l'idée de circulations régionales vers l'Indochine.

Surtout, l'essor de l'enseignement supérieur indochinois à partir de 1917 conduit certains étudiants à candidater à des filières non-médicales. D'abord, le gouvernement colonial estime que ces requêtes ne sont pas justifiées puisque les écoles supérieures sont « surtout destinées à former des fonctionnaires indigènes de tous ordres¹⁰¹⁶ ». Cependant, le rejet de candidatures est considéré avec prudence dans le contexte de concurrence internationale déjà décrit : il serait contre-productif de refuser les candidatures spontanées de jeunes Chinois qui pourraient se rediriger vers une institution rivale¹⁰¹⁷. Il est plutôt recommandé de les accepter comme auditeurs libres s'ils sont soutenus par un ou plusieurs diplomates français. La possibilité d'obtenir une bourse d'internat, voire un diplôme en cas de réussite aux examens de sortie, est même évoquée. En juillet 1918, Song Tse Kouang demande ainsi à intégrer l'École des Travaux publics – qu'il nomme « École centrale¹⁰¹⁸ » – et la promotion de 1922-1913 inclut huit étudiants en médecine, huit étudiants en commerce et quatre spécialisés dans les travaux publics¹⁰¹⁹. À l'inverse, Ngu Puang Hing se voit refuser sa demande de transfert de l'École de médecine à celle des Travaux publics. Son expérience permet de souligner la hiérarchie des formations qui dépasse les catégories créées par les pouvoirs publics. Pour cet étudiant souffrant de problèmes pulmonaires, les études en ingénierie civile sont plus faciles et au « grand air ». En dépit de ces arguments, les autorités françaises ne souhaitent pas accueillir un élève tuberculeux convalescent¹⁰²⁰.

Réduites mais brassant plus large, les circulations depuis la Chine vers l'Indochine ne sont pas exemptes de difficultés déjà manifestes au cours de la décennie précédente. Les

¹⁰¹⁵ ANOM, GGI, dossier 44 141 : *Admission de diverses élèves chinois...*, *op.cit.* : « Courrier du délégué du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 5 septembre 1917 ».

¹⁰¹⁶ ANOM, GGI, dossier 41 142 : *Admission des jeunes Chinois dans les établissements d'enseignement supérieur* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministres français et consuls en Chine, 1918 ».

¹⁰¹⁷ ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de Médecine...*, *op.cit.* : « Courrier du gouverneur de la Cochinchine au directeur de l'Instruction publique, 14 décembre 1922 ».

¹⁰¹⁸ ANOM, GGI, dossier 18 241 : *Admission des jeunes Chinois...*, *op.cit.* : « Courrier du consul de France à Fou-Tchéou et Amoy au gouverneur général de l'Indochine, 17 juillet 1909 ».

¹⁰¹⁹ ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de Médecine...*, *op.cit.* : « Liste des élèves chinois admis à l'Université pour l'année 1922-1923 ».

¹⁰²⁰ ANOM, GGI, dossier 41 143 : *Demande d'admission à l'École des Travaux publics de Hanoi en faveur de Ngu Puang Hing, élève de l'École de médecine, formulée par M. le consul de Fou-Tchéou, 1919.*

enjeux linguistiques restent centraux après 1917 et conduit à l'envoi au préalable de la quasi-totalité des recrues au Collège du Protectorat afin d'y suivre des cours de français. En 1920, Siu Ting Tsuan, admis à l'École vétérinaire, rejoint d'abord la classe d'enseignement complémentaire du collège¹⁰²¹. En 1922, son concitoyen Tchang Choui Lin est contraint de démissionner alors qu'il souhaitait poursuivre sa formation médicale à Hanoi. Son abandon est causé par son « âge trop avancé pour faire des études de français¹⁰²² ». D'autres sont soumis à des examens probatoires cherchant à déterminer leur niveau de langue¹⁰²³.

B.2. Des centres universitaires asiatiques en devenir ?

Aux lendemains de la Première Guerre mondiale, l'Université indochinoise tend, avec un succès limité, à renforcer son implantation régionale par l'intermédiaire des étudiants chinois. Cet effort semble s'interrompre à la fin de la décennie 1920, aucune correspondance sino-indochinoise n'étant disponible dans les archives consultées pour la période postérieure à 1927. Or, cet essoufflement ne doit pas masquer une ouverture plus large des centres universitaires coloniaux en Indochine mais, surtout, en Inde.

L'année 1927 voit l'accueil d'étudiants extra-coloniaux à l'Université indochinoise timidement se diversifier. Les écoles supérieures de Hanoi peuvent permettre aux enfants d'Européens en poste en Asie de poursuivre leurs études sans avoir à rejoindre le continent européen. Le docteur Allard envoie l'un de ses fils à l'École de médecine tonkinoise afin d'y suivre les cours de la section PCN¹⁰²⁴. Un traitement de faveur est réservé à la progéniture de ce médecin en poste à Yunnanfou, exemptée du paiement des frais d'inscription et d'examen par l'arrêté du 20 janvier 1927. Ces circulations d'études englobent également des élèves du secondaire puisque le même médecin entretient deux fils au lycée du Protectorat.

Enclave universitaire française en Asie, Hanoi attire en parallèle des étudiants venus du Japon. Toujours en 1927, le directeur de l'Instruction publique reçoit deux candidatures

¹⁰²¹ ANOM, GGI, dossier 41 145 : *Envoi à l'École vétérinaire* : ensemble du dossier.

¹⁰²² ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de Médecine...*, *op.cit.* : « Courrier de Tchang Choui Lin au directeur de l'Instruction publique, 5 janvier 1922 ».

¹⁰²³ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général au directeur de l'Instruction publique, janvier 1923 ».

¹⁰²⁴ ANOM, GGI, dossier 44 156 : *Demande d'exonération des frais d'études formulée par le Dr Allard en service à Yunnanfou en faveur de son fils, étudiant à l'École de médecine de Hanoi, 1927.*

d'admission à l'École de commerce¹⁰²⁵. L'une d'elles provient de Hirata Takahiko, déjà inscrit comme auditeur libre au sein de l'institution tonkinoise. Après examen de son dossier et de ses progrès – il a été soumis à un examen probatoire – il est jugé apte à intégrer l'école, sans que de plus amples informations ne soient disponibles au sujet de son collègue lui aussi candidat. Plus que la langue, la question de l'équivalence des diplômes est mise au premier rang : Hirata Takahiko est titulaire d'un diplôme du secondaire assimilé au baccalauréat français depuis 1919, sur décision du ministre de l'Instruction publique¹⁰²⁶, ce qui lui assure d'être intégré dans le système d'enseignement supérieur indochinois.

Alors que les indices quant à la fréquentation régionale de l'Université indochinoise disparaissent à la fin des années 1920, ils se font à l'inverse plus fréquents en Inde britannique. Aucune politique impulsée par le gouvernement central, visant à régionaliser l'enseignement supérieur de la colonie, n'apparaît cependant. Aux côtés de voyages d'études ponctuels d'étudiants extrême-orientaux¹⁰²⁷, ce sont plutôt des accords bilatéraux plus ou moins ponctuels qui tendent à se mettre en place. Au début du xx^e siècle, les premières tentatives d'admission d'étudiants siamois avaient conduit à un échec. Une trentaine d'années plus tard, l'expérience s'avère davantage concluante : des ressortissants du Siam sont admis à l'école forestière de Dehra Dun où ils suivent des formations pratiques, en papeterie par exemple¹⁰²⁸. Les informations quant à ces trajectoires reliant la péninsule thaïlandaise au sous-continent indien demeurent lacunaires autant qu'incertaines : en 1938, la requête du ministre des Affaires étrangères siamois auprès de la légation britannique en faveur de l'étudiant-moine Maha Yan Kongsomchitta, désireux de compléter ses études de Pâli après avoir atteint les plus

¹⁰²⁵ ANOM, GGI, dossier 44 157 : *Admission de l'étudiant japonais Hirata Takahiko à l'École de commerce, 1927* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 13 juin 1927 ».

¹⁰²⁶ Hirata Takahiko a fréquenté l'école de l'Étoile du matin, à Tokyo. Fondée en 1888 par la congrégation marianiste, elle a d'abord accueilli des Européens avant de s'ouvrir aux candidats asiatiques au début du xx^e siècle. Par exemple, en 1908, on compte 685 Japonais parmi les 710 élèves. M. Compagnon, « Les Collèges des Marianistes au Japon », *Annales de l'Institut de Recherche France-Asie*, disponible en ligne : <https://www.irfa.paris/fr/annales/les-collages-des-marianistes-au-japon>, consulté le 16 septembre 2019.

¹⁰²⁷ En 1935, des étudiants chinois sont envoyés à Ceylan afin d'y observer la culture et la vente du thé : NIA, Foreign and Political Department (FPD), proceedings n°29-X – 1935 : *Visit of Chinese students to Ceylon to Study the Cultivation manufacture and marketing of tea*. Déjà en 1920, un étudiant japonais spécialisé dans le bouddhisme avait obtenu l'autorisation de visiter Saraikala et Peshawar : NIA, FPD, proceedings n°694 – Juin 1920 : *Grant of permission to professor H. Jduni a Japanese student of Buddhism to visit Saraikala and Peshawar*.

¹⁰²⁸ NIA, FPD, proceedings n°416-X – 1936 : *Facilities to two Siamese students for training in the Manufacture of paper and pulp in forest research at Dehradun* ; Education Department (ED), proceedings n°52-1/37 – 1937 : *Siamese student – Facilities for practical training in an Indian paper mill*.

hautes sphères du monde académique siamois, est rejetée¹⁰²⁹. L'excellence du parcours académique du candidat, sa maîtrise de l'anglais et le soutien des représentants politiques et diplomatiques ne conduisent pas à son admission : le syndicat de l'Université de Calcutta tranche en soulignant la non-équivalence de ses diplômes¹⁰³⁰. Un fonctionnement davantage systématisé caractérise l'accueil d'étudiants népalais au Medical College de Calcutta : ceux-ci sont admis depuis la fin des années 1920 grâce au financement de leurs séjours d'études par le gouvernement du Bengale puis par le gouvernement central¹⁰³¹. Si des « raisons politiques » sont évoquées quant à ces transferts budgétaires, aucune explication précise n'est fournie : s'agit-il seulement d'alléger les finances bengalies ou de s'assurer des relations cordiales avec le voisin népalais à l'échelle du Raj ? Rien n'est moins sûr, d'autant que New Delhi précise que ce transfert ne concerne que le « cas des étudiants déjà existants et que le gouvernement de l'Inde n'aurait aucune obligation financière à l'égard des nouvelles recrues du Medical College¹⁰³² ». Au début des années 1930, un étudiant par an est ainsi placé sous la responsabilité financière du gouvernement de l'Inde : Sharma Pinakey Prosad en 1931, Prakash Bahadur Basnyat en 1932 et Narayan Prosad en 1933¹⁰³³. Des études longues sont envisagées – six ans – soit un cursus complet au Medical College jusqu'à l'obtention du diplôme de Bachelor en médecine (MB), potentiellement prolongées : Sharma Pinakey Prosad est réadmis en 1938 et passe une nouvelle fois l'examen de MB en novembre 1939, après un premier échec en avril¹⁰³⁴. Aucun élément ne permet alors d'éclairer la finalité de cette filière médicale népalaise. Enfin, c'est également un système bureaucratisé qui est établi concernant l'admission d'étudiants irakiens au Veterinary College de Calcutta : en juin 1938, seuls deux des cinq postes vacants sont occupés par Saiyid Sulaiman Amin Zaki et Saiyid Jamad ud Din Muhammad Kadhim, boursiers, cette fois, du gouvernement irakien¹⁰³⁵.

¹⁰²⁹ NIA, HD, proceedings n°530-X/38 – 1938 : *Admission of Maha Yan Kongsomchitt a Siamese student to the post-graduatecourse in Pali of the Calcutta university* : « Courrier du ministre de la legation britannique à Bangkok, 10 juin 1938 » ; « Courrier du ministre des affaires étrangères du Siam, 7 juin 1938 ».

¹⁰³⁰ *Ibid.* : « Télégramme du gouvernement du Bengale, 22 juillet 1938 ».

¹⁰³¹ NIA, External Affairs Departement (EAD), proceedings n°167-1/39 – 1939 : *Recovery of charges for the education of Nepal students in the Medical College, Calcutta, during 1938-1939* : « Note du comptable general des revenus centraux, 1939 ».

¹⁰³² *Ibid.*

¹⁰³³ *Ibid.* : « Courrier du ministre népalais au comptable général des revenus centraux, 18 mai 1939 ».

¹⁰³⁴ *Ibid.* : « Nepal Government Nominees, 1939 ».

¹⁰³⁵ NIA, HD, proceedings n°365 – 1938 : *Training of Two Iraqi Students at the Veterinary College, Calcutta* : « Courrier de l'ambassade britannique à Bagdad au gouverneur general de l'Inde, 25 juin 1938 ».

L'entre-deux-guerres est l'occasion, pour les centres universitaires indochinois comme indiens¹⁰³⁶, de mettre en place de timides mesures cherchant à renforcer leur rayonnement régional. Aucune d'entre elles ne vise à concurrencer directement les établissements des colonies rivales, en les vidant de leur population, contrairement aux tentatives épistolaires de Paul Beau lors de la première fondation d'une université à Hanoi : il s'agit plutôt d'attirer des étudiants – exclusivement masculins dans l'ensemble des cas étudiés – issus d'États indépendants d'Asie de l'Est, du Sud et du Moyen-Orient¹⁰³⁷. Cette diplomatie universitaire au service d'institutions coloniales participe donc, toutes proportions gardées, à la constitution d'empires informels en Asie et nourrit, souvent de manière larvée, les rivalités internationales.

2. Apogées globaux

Alors que les pôles universitaires d'Inde et d'Indochine s'affirment dès avant la signature de l'armistice de 1918, et tout au long de l'entre-deux-guerres, et deviennent, toutes proportions gardées, des foyers éducatifs régionaux, leur affirmation ne contredit pas l'existence de circulations extra-coloniales. Les propos de certains administrateurs, à l'instar d'Albert Sarraut, comme la préexistence d'outils d'encadrement conduisent à s'interroger sur la pérennité, le renouvellement et la réorganisation des départs au-delà des colonies à la suite de la Grande Guerre.

A. Entre continuité et nouveauté

La Première Guerre mondiale n'a pas constitué une véritable rupture dans les mobilités étudiantes aux échelles impériales et globales. Des réflexions et des initiatives ont participé à repenser ces circulations et à préparer le terrain pour le retour à la paix. Il est admis que la reprise d'activités scolaires et universitaires habituelles doit s'accompagner d'une densification des flux estudiantins, prévision confirmée dès le crépuscule de la décennie 1910. Le rapport du département britannique des étudiants indiens indique que « le nombre

¹⁰³⁶ Les archives consultées à New Delhi ne concernaient, sans que nous ayons besoin de recentrer spécifiquement nos recherches sur cet espace, que l'Université de Calcutta et l'école de Dehra Dun. Une étude approfondie, mobilisant d'autres fonds d'archives, reste à mener.

¹⁰³⁷ L'Irak est devenu un mandat britannique au sortir de la Première Guerre mondiale, lors de la conférence de San Remo en avril 1920. Dix ans plus tard, l'indépendance irakienne est proclamée par l'accord anglo-irakien du 30 juin 1930 qui met fin au haut-commissariat britannique, sans libérer le pays d'une forte tutelle exercée par Londres.

d'arrivées en 1918-1919 fut davantage normal, puisque la seule restriction semble avoir été l'hébergement disponible lors des traversées¹⁰³⁸ ». En Indochine, les quelques listes d'étudiants sur le départ dressées par le délégué du gouverneur général s'étoffent elles aussi, bien que plus timidement, au cours de l'année 1919-1920¹⁰³⁹.

En parallèle, le conflit participe ponctuellement à l'affirmation de vocations estudiantines : lorsque celui-ci se termine, certains Indochinois engagés volontaires présents en métropole formulent des demandes de bourses, plutôt que de rapatriement, auprès du gouvernement colonial¹⁰⁴⁰. Aux côtés de nouveaux départs, il s'agit donc pour certains aspirants aux études extra-coloniales de rester en métropole ou à l'étranger, à l'instar des étudiants indiens ayant rejoint les troupes nord-américaines à la suite de l'entrée en guerre des États-Unis¹⁰⁴¹. Or, plus qu'un simple retour à la normale, l'entrée dans l'entre-deux-guerres correspond à l'affirmation des circulations étudiantes, d'une manière générale¹⁰⁴² comme pour les étudiants d'Asie coloniale en particulier, alors que celles-ci atteignent leur apogée au cours de la période, en métropole comme à l'échelle globale.

A.1. Records métropolitains

Dès 1919-1920, les représentants de l'India Office soulignent que « le nombre d'arrivées dépasse tous les records¹⁰⁴³ ». Leurs chiffres ne prennent en compte que les étudiants issus des populations colonisées : en 1920, ils sont 498 à rejoindre le territoire métropolitain, contre 205 l'année précédente, puis 501 en 1921 pour un effectif total estimé à 1 301 étudiants¹⁰⁴⁴. Cet attrait renforcé s'inscrit dans une dynamique globale puisque le

¹⁰³⁸ BL, IOR, V/26/864/13 : *Report of the Committee on Indian Students, 1922-1933* : « p. 8-9 ».

¹⁰³⁹ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France - Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920* : « États des jeunes qui se rendent en France pour y faire leurs études – mois de décembre 1919 ; janvier 1920 ; février 1920 ; mars 1920 ». Quatre départs sont signalés pour décembre comme pour janvier, cinq pour février et dix pour mars.

¹⁰⁴⁰ ANV1, GGI, dossier 2 855 : *Demandes de bourses d'études en France formulées par des Indochinois engagés volontaires pendant la guerre* ; dossier 2 860 : *Demandes de bourses d'études en France formulées par des militaires indochinois en instance de rapatriement*.

¹⁰⁴¹ Sur l'interruption des études pendant les guerres, voir le chapitre 6 de la présente thèse. Les dossiers d'étudiants engagés attestent de leur reprise d'études à la suite de leur démobilisation. « Indians who served », *The US World War One Centennial Commission*, disponible en ligne : <https://www.worldwar1centennial.org/index.php/indians-who-served.html>, consulté le 2 août 2019.

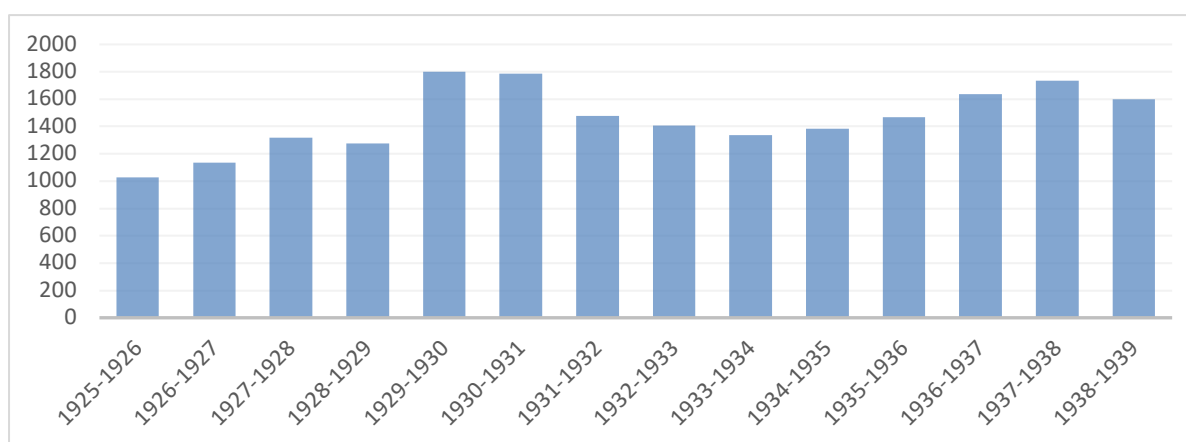
¹⁰⁴² Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002, p. 48.

¹⁰⁴³ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : « 1920-1921 ».

¹⁰⁴⁴ BL, IOR, V/26/864/13 : *Report of the Committee on Indian Students, 1922-1933* : « p. 8-9 ».

nombre d'étudiants inscrits dans des universités britanniques – Oxford et Cambridge exclues – est passé de 10 808 avant la guerre à 19 829 après-guerre¹⁰⁴⁵. Il est d'abord plus modéré du côté indochinois – Daniel Hémary s'appuie sur les sources officielles pour comptabiliser seulement 33 étudiants en métropole en 1923, incluant les élèves du secondaire¹⁰⁴⁶ – avant de se confirmer au cours de la deuxième moitié du siècle. En effet, la période 1925-1930 constitue un pic de fréquentation des institutions métropolitaines aussi bien pour les recrues indochinoises qu'indiennes. Les données restent cependant lacunaires, malgré des améliorations à partir du milieu des années 1920 : le département des étudiants indiens au Royaume-Uni s'efforce alors à regrouper des statistiques les plus complètes possibles tandis que les autorités françaises en métropole tendent à dresser régulièrement des listes d'étudiants indochinois présents en France sans que celles-ci ne soient disponibles annuellement. Surtout, elles concernent rarement les départs depuis la colonie mais permettent plutôt d'appréhender une présence au sein des territoires d'accueil sans différencier les néo-arrivants des étudiants déjà présents depuis plusieurs mois ou années.

Graph. 3-3 – Évolution de la présence d'étudiants indiens au Royaume-Uni entre 1925 et 1939¹⁰⁴⁷



L'apex de l'extrême fin de la décennie se retrouve du côté de la métropole française puisque les étudiants indochinois sont estimés à 1 800 en 1928¹⁰⁴⁸ – élèves des niveaux pré-supérieurs

¹⁰⁴⁵ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, op.cit. : « 1920-1921, p. 5 ».

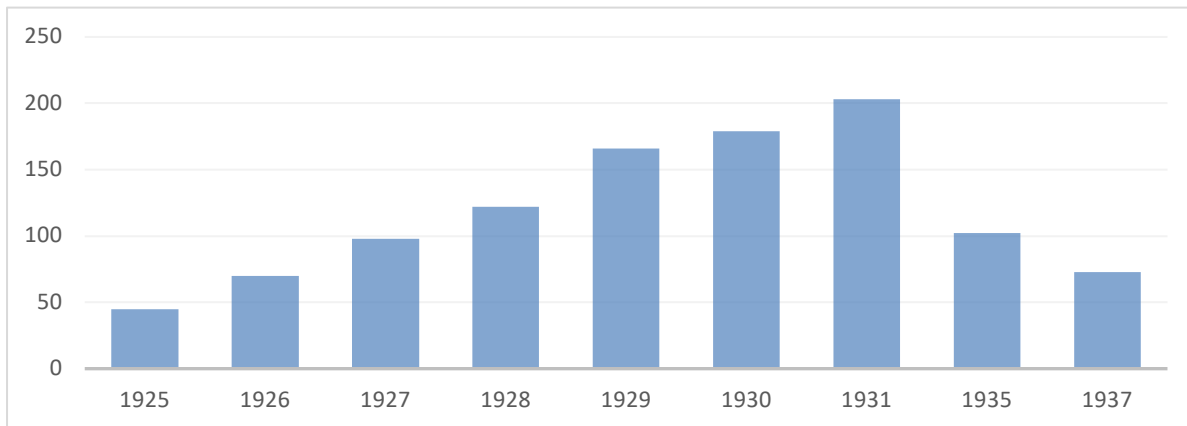
¹⁰⁴⁶ Daniel Hémary, « Du patriotisme au marxisme... », art.cit. », p. 6.

¹⁰⁴⁷ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans les rapports du département des étudiants indiens : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40*.

¹⁰⁴⁸ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 33, dossier *Vieilles listes d'étudiants indochinois et listes de recensement établies par la Guerre et l'Intérieur* : « Courrier du commissaire spécial de Toulouse au directeur de la Sûreté générale, 30 novembre 1928, p. 8 ».

inclus – avant de retomber à 695 quatre ans plus tard¹⁰⁴⁹. Les chiffres associés à des institutions précises corroborent ces dynamiques :

Graph. 3-4 – Évolution de la présence d'étudiants indochinois au sein de l'Université de Paris, 1925-1931¹⁰⁵⁰



Toutefois, en 1935, seulement 102 étudiants fréquentent l'Université de Paris puis 73 en 1937¹⁰⁵¹. La chute des années 1930 s'explique, au moins partiellement, par la mauvaise conjoncture économique liée à la crise. Les étudiants sont moins nombreux à pouvoir s'engager dans un voyage d'études extra-colonial. Une diminution globale des effectifs étudiants en France au cours de la décennie¹⁰⁵² fait face à une stagnation de ceux-ci au Royaume-Uni¹⁰⁵³. Scott McConnell évoque également l'effet de mesures dissuasives¹⁰⁵⁴, à l'instar de la circulaire sur l'envoi d'étudiants en France que le gouverneur général de l'Indochine Pierre Pasquier adresse aux familles indochinoises en 1930¹⁰⁵⁵, mais leur effet réel

¹⁰⁴⁹ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 28, dossier *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, année scolaire 1932-1933* : « Liste des centres où résidents des étudiants indochinois avec le nombre approximatif de ces indigènes ».

¹⁰⁵⁰ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.*, p. 52-53.

¹⁰⁵¹ *Ibid.*

¹⁰⁵² Selon l'Annuaire statistique de 1939, le nombre d'étudiants en France passe de 61 385 en 1925-1929 à 81 371 en 1930-1934 puis chute à 76 405 au cours de la période quinquennale suivante : Antoine Prost, *L'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 243.

¹⁰⁵³ Les chiffres disponibles ne couvrent pas l'ensemble de la période et il est difficile de déterminer si une chute des effectifs a eu lieu au milieu du siècle. En 1931, 10 452 étudiants sont inscrits dans les universités pour 10 791 en 1938. Le graphique inclus à ces statistiques dénotent tout de même une légère régression en 1933-1934 : Paul Bolton, « Education: Historical statistics », 2012, p. 14 et 20, disponible en ligne : <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN04252/SN04252.pdf>, consulté le 25 septembre 2019.

¹⁰⁵⁴ Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.*, p. 140.

¹⁰⁵⁵ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 118 : *Circulaire aux familles au sujet de l'envoi des étudiants indochinois en France, 1930*.

demeure difficile à évaluer. En définitive, bien qu'elles atteignent des proportions inédites, les mobilités étudiantes d'Asie coloniale vers les métropoles respectives ne connaissent pas une hausse exponentielle tout au long de l'entre-deux-guerres.

Ces arrivées d'étudiants en métropole, qui s'affirment non sans connaître des reflux pendant l'entre-deux-guerres, présentent des similitudes avec les périodes antérieures. En premier lieu, les étudiants et leurs proches restent les instigateurs de la majorité de ces séjours d'études hors de la colonie. En témoignent la sollicitation croissante des comités consultatifs locaux en Inde et les courriers adressés aux autorités coloniales indochinoises. À l'aube des années 1920, les requêtes à destination des branches coloniales du département des étudiants indiens abondent, malgré des critiques quant à l'ampleur et l'efficacité de leurs activités, et ces instances dispensent un nombre croissant d'entretiens. À Calcutta, le comité assure 370 entretiens en 1919-1920, soit plus de trois fois plus qu'en 1916-1917¹⁰⁵⁶. Le rythme se stabilise ensuite : en 1924-1925, 307 entretiens accompagnent les 255 demandes de conseil, les 594 courriers reçus et les 760 courriers envoyés¹⁰⁵⁷. Cet intérêt pour les formations extra-coloniales peut émaner des étudiants eux-mêmes comme de leurs proches, à la recherche d'une assistance auprès des pouvoirs publics sans que celles-ci ne soient indispensables au départ. Les étudiants dits « libres » sont majoritaires face à leurs camarades boursiers. Selon Pascale Bezançon, 31 individus originaires d'Indochine bénéficient d'une bourse contre 291 étudiants libres inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur métropolitain en 1930-1931¹⁰⁵⁸. La même année, les étudiants indiens détenteurs d'une allocation gouvernementale ne représentent pas plus de 265 sur 1 787 individus fréquentant un établissement de métropole.

Des témoignages attestent de cette volonté migratoire, parfois ancrée socialement : aux côtés des enjeux éducatifs et des débouchés professionnels offerts par une formation impériale ou internationale, la volonté de marquer son rang se dégage de certains parcours, notamment parmi les élites indiennes. Sumita Mukerjee s'appuie sur le témoignage de Braj Kumar Nehru, cousin de Jawaharlal, envoyé à la London School of Economics en 1929, pour souligner cette injonction au voyage : selon lui, son départ « ne faisait pas du tout débat au

¹⁰⁵⁶ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : « 1920-1921, p. 10 ».

¹⁰⁵⁷ *Ibid.* : « 1924-1925, p. 18 ».

¹⁰⁵⁸ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 209.

sein de la famille car à ce stage du jeu, tout Indien issu de la classe supérieure était supposé aller en Angleterre pour compléter son éducation¹⁰⁵⁹ ». En parallèle, le bouche-à-oreille, les échanges de correspondance et les retours d'expérience divers et variés nourrissent les flux : en octobre 1921, le départ de Nguyễn Thế Vinh pour la métropole est le fruit de multiples contacts depuis 1915 avec un de ses cousins, Nguyễn Thế Truyên, lui-même diplômé de l'Université de Toulouse¹⁰⁶⁰, et ce, en dépit des oppositions familiales. Cinq ans plus tard, l'étudiant à Hanoi Vu Hien annonce dans une lettre à son ami Hoăng Văn Bich, inscrit à l'Université de Nancy, qu'il prépare son départ afin de le rejoindre en France¹⁰⁶¹ : il abandonne alors un cursus colonial au profit d'un cursus impérial.

Ces initiatives peuvent être motivées par des considérations politiques sans que cette dimension ne soit véritablement nouvelle¹⁰⁶² mais se confirme et s'affirme au cours des années 1920 et 1930. Vu Hien est privé du financement parental alors qu'il se déclare « activiste itinérant¹⁰⁶³ ». À la suite des grèves scolaires indochinoises des années 1920, des étudiants exclus d'établissements coloniaux pour activisme rejoignent la métropole pour y poursuivre plus librement leur formation¹⁰⁶⁴. La notion d'exil patriotique se diffuse dans certaines sphères de la jeunesse coloniale, comme l'invoque Nguyễn Huu Ninh dans le journal *L'Avenir de l'Annam*, édité à Toulouse en 1928, lorsqu'il écrit que « la jeune génération (...) se doit de chercher par tous les moyens à échapper de la prison indochinoise, à s'exiler à l'étranger pour chercher de quoi abattre le régime colonial (...) » et que « l'action concertée du dedans et du dehors est la condition nécessaire de toute libération¹⁰⁶⁵ ».

¹⁰⁵⁹ « There was no family debate at all because at that stage of the game the upper class Indian was supposed to go to England for further education. » : BL, IOR, Manuscripts Europe (Mss Eur), T113 : *B.K. Nehru, 1976*, cité dans Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 33.

¹⁰⁶⁰ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 3 ». Pour plus de détails sur l'itinéraire de Nguyễn Thế Vinh, voir : Sara Legrandjacques, « Rencontres étudiantes... art.cit. ».

¹⁰⁶¹ David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 15.

¹⁰⁶² Elle se manifestait déjà de multiples manières dès la fin du XIX^e siècle, à travers les bourses de l'India House mises en place par Krishnavarma au début du siècle, les actions liées au mouvement *swadeshi* ou celles des modernistes vietnamiens : voir les chapitres 1 et 2 de la présente thèse.

¹⁰⁶³ David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations' art.cit. », p. 116.

¹⁰⁶⁴ David Pomfret cite ici l'exemple d'un « ami de Ho » qui n'a pas été autorisé à quitter la colonie pour poursuivre ses études car il avait participé à des grèves en 1923 : *Ibid.*, p. 119. Le cas spécifique des mobilités politiques est traité dans le chapitre 7 de la présente thèse.

¹⁰⁶⁵ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme..., art.cit. », p.26.

Cet élan migratoire impulsé par les étudiants et leur entourage s'accompagne, comme depuis le milieu de XIX^e siècle, de soutiens financiers. Repensées et remodelées au cours du conflit mondial, des bourses gouvernementales et semi-gouvernementales¹⁰⁶⁶ continuent d'être attribuées pendant l'entre-deux-guerres. On retrouve certaines aides spécifiques instaurées avant-guerre, à l'instar des bourses techniques¹⁰⁶⁷. Alors qu'elles sont destinées à la fois aux populations colonisées et colonisatrices¹⁰⁶⁸, les allocations destinées aux étudiants indiens se multiplient au cours des années 1920 (graphique 3-5), passant d'une cinquantaine à l'orée de la décennie à 300 en 1929-1930. À l'inverse, les chiffres sont davantage stables et, surtout, bien moindres – entre cinq et dix – en Indochine. Dans la colonie française, elles sont d'abord dédiées aux colonisés¹⁰⁶⁹ mais, si le corpus législatif colonial n'inclut pas les enfants des colonisateurs, certains et certaines obtiennent parfois tout de même une aide financière sur le budget général ou local : en 1931, Rosset Boulon se voit accorder une nouvelle bourse à la suite de ses études à l'École normale de Saint Cloud¹⁰⁷⁰. Six ans plus tôt, l'étudiant métis Louis Adrien Philippe avait obtenu un secours afin de financer son rapatriement en Cochinchine depuis la métropole¹⁰⁷¹. Dans les deux cas, les allocations sont soumises à la conjoncture économique : celles à destination des jeunes Indiens sont moins nombreuses pendant les années 1930 tandis que les autorités coloniales en Indochine brandissent l'argument budgétaire pour refuser d'octroyer de nouvelles bourses : en 1932, Tran Kan Loan se voit refuser une bourse car « l'état des finances ne le permet pas¹⁰⁷² ».

¹⁰⁶⁶ Le terme de « bourses semi-gouvernementales » utilisé ici désigne les allocations qui n'émanent pas directement des pouvoirs publics mais bénéficient de leur soutien. C'est le cas des fonds de dotation (*trust funds*) spécifiques, notamment en Inde. Les arrêtés réglementant l'octroi de bourses en Indochine prennent en compte ces aides hybrides : dans l'arrêté de 1924, l'article 2 précise que « les budgets indochinois peuvent également contribuer dans les conditions fixées par arrêtés des chefs d'administration locale à la fondation de bourse instituée dans le même but par des chefs d'entreprises ou de sociétés » : ANOM, SLOTFOM, série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

¹⁰⁶⁷ Le règlement des bourses techniques est disponible en annexe.

¹⁰⁶⁸ Jusqu'en 1922, une distinction est faite entre les bourses à destination des « Indiens » et des « Européens et Anglo-Indiens », hommes comme femmes, domiciliés en Inde : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : *passim*.

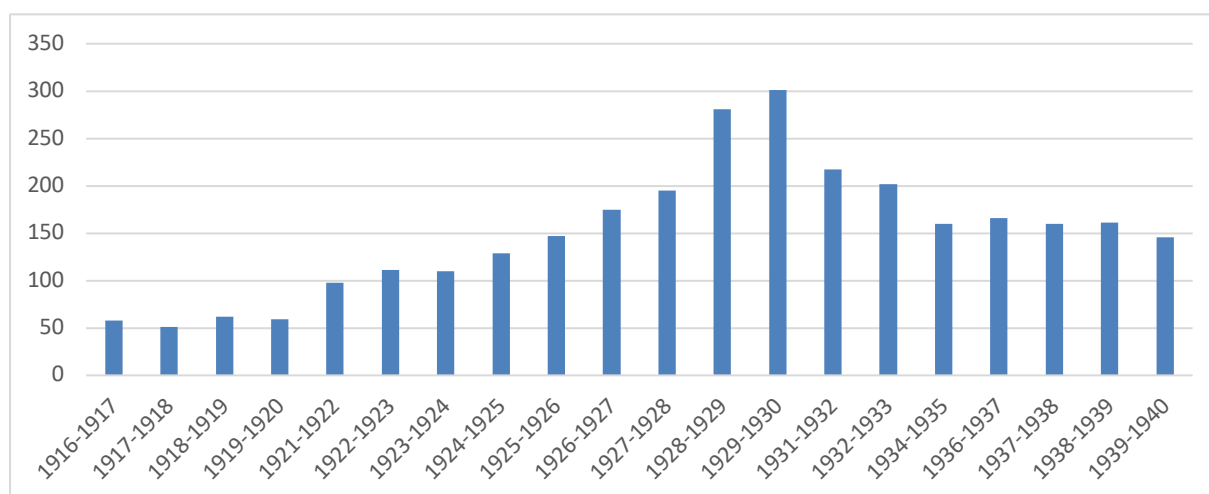
¹⁰⁶⁹ L'arrêté de 1924 annonce dans son deuxième article que « des bourses ou fractions de bourses peuvent être accordées sur les fonds du budget général et des budgets des divers pays de l'Union aux jeunes gens et jeunes filles indigènes, sujets et protégés français, en vue de la continuation de leurs études en métropole » : ANOM, SLOTFOM, série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

¹⁰⁷⁰ ANV1, Direction des finances de l'Indochine (DirFin), dossier 7 960 : *Bourse destinée à Rosset Boulon, ancien boursier à l'École normale de Saint Cloud, 1931*.

¹⁰⁷¹ ANOM, GGI, dossier 51 445 : *Louis Adrien Philippe, 1925*.

¹⁰⁷² ANOM, GGI, dossier 51 407 : *Tran Kan Loan, 1932* : « Courrier du gouverneur général au directeur de l'Instruction publique, 18 avril 1932 ».

Graph. 3-5 – Nombre de bourses gouvernementales à destination des étudiants d’Inde britannique (États princiers inclus) entre 1916 et 1940¹⁰⁷³



Le retour au *statu quo ante* qui accompagne l’issue de la guerre peut être nuancé par quelques adaptations et évolutions visibles dès la fin des années 1910 et qui participent, elles aussi, à l’affirmation des départs extra-coloniaux. Ainsi, les « bonus de guerre » (*war bonus*), c’est-à-dire l’augmentation du montant des bourses au cours du conflit, se pérennisent du côté indo-britannique, conséquence d’une hausse du coût de la vie sur la durée¹⁰⁷⁴. Les modalités d’obtention des bourses indochinoises sont réformées en 1924 par arrêté du gouverneur général de la colonie et des examens sont organisés afin de déterminer les bénéficiaires de ses aides gouvernementales¹⁰⁷⁵.

Des nouveaux fonds font leur apparition tout au long de la période et concernent parfois des populations ou des filières d’études spécifiques : à partir de 1929, les bénéficiaires du Lytton Moslem scholarship sont des étudiants musulmans originaires du Bengale et les détenteurs d’une aide émanant de l’Imperial Council for Agricultural Research, entre 1936 et 1940, doivent poursuivre des études agricoles hors de la colonie¹⁰⁷⁶. Des bourses privées, potentiellement soutenues par les pouvoirs publics, sont également disponibles : en parallèle

¹⁰⁷³ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans les rapports du département des étudiants indiens : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40*. Un exemple de tableau statistique établi par le département des étudiants indiens est disponible en annexe.

¹⁰⁷⁴ Les montants sont réévalués en janvier 1918, en avril 1919 ainsi qu’en avril 1920. Ils sont réduits en janvier 1922 pour certains boursiers avant que les nouveaux montants soient enfin définitivement adoptés : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : « 1920-1921, p. 13-14 » ; « 1921-1922, p. 18 ».

¹⁰⁷⁵ ANOM, SLOTFOM, série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d’études en France, 1^{er} décembre 1924*.

¹⁰⁷⁶ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : *passim*.

de fonds privés indiens (*private trust funds*), la Société d'amélioration morale, intellectuelle et physique des Indochinois de Cochinchine (SAMIPIC), créée à la fin des années 1920 à Saigon, subventionne l'envoi d'étudiants cochinchinois à l'Université de Hanoi mais aussi en Europe. En 1930, l'étudiant en médecine inscrit à la faculté de Paris Nguyễn Trung Giao obtient par cet intermédiaire une bourse de 15 000 francs pour cinq ans, somme également attribuée pour trois ans à l'ancien étudiant des Beaux-Arts indochinois Lê Van Đit dit Đệ afin qu'il poursuive sa formation en peinture dans la capitale impériale¹⁰⁷⁷.

Les départs impériaux, qui demeurent essentiellement mais pas exclusivement masculins, continuent de concerner la société coloniale dans toute sa diversité. Si l'attribution de certaines bourses en témoigne, les circulations d'Européens sont toujours attestées par les registres et listes d'admission conservées par certaines institutions d'enseignement. Ainsi, 25 Britanniques nés en Inde ont rejoint Exeter College à l'Université d'Oxford entre 1919 et 1934¹⁰⁷⁸. À Somerville College, institution féminine oxonienne, comme à Inner Temple, l'un des Inns of Court londoniens, les étudiantes et étudiants, répertoriés en fonction de l'adresse de leurs parents, sont respectivement sept et dix-sept à être associés à une localité indienne¹⁰⁷⁹. Comme avant-guerre, ces départs ont généralement lieu plus tôt que pour leurs camarades colonisés puisqu'ils et elles fréquentent des établissements primaires et/ou secondaires en métropole avant d'intégrer un cursus supérieur : Margaret Phyllis Wilkins a d'abord rejoint l'école des filles de missionnaires de Wolkon puis le lycée de Clapham avant d'intégrer Somerville College en 1923¹⁰⁸⁰ ; admis à Exeter College en 1934, Bernard Maurice Gregory Young est un ancien élève de la Dean Close School de Cheltenham¹⁰⁸¹ ; Michael John Howard a quant à lui fréquenté la prestigieuse école d'Eton¹⁰⁸². Au sein de l'empire français, des circulations d'étudiants européens sont également manifestes : les fiches individuelles de l'École libre des sciences politiques indiquent la présence d'au moins quatre Français

¹⁰⁷⁷ Archives nationales (AN), carton 20090014/19 : *Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est – Création* : « Rapport moral de la Société pour l'amélioration morale, intellectuelle et physique des indigènes de Cochinchine, assemblée générale du 30 septembre 1931 ».

¹⁰⁷⁸ Exeter College Archives (ECA) : *Exeter College Register 1918-1919 ; Sub-rector's Cards 1923-1934*.

¹⁰⁷⁹ Somerville College Archives (SCA) : *Registers 1879-1939* ; Inner Temple Admission Data (ITAD), disponible en ligne : http://www.innertemplearchives.org.uk/address_data.asp?date1=1919&date2=1939&address=India&sort=bydate&searchtype=names, consultée le 27 septembre 2019.

¹⁰⁸⁰ SCA : *Registers 1879-1939* : « Margaret Phyllis Wilkins ».

¹⁰⁸¹ ECA : *Sub-rector's Cards* : « Bernard Maurice Gregory Young ».

¹⁰⁸² Inner Temple Admission Database : fiche de John Michael Howard, disponible en ligne : <http://www.innertemplearchives.org.uk/detail.asp?id=26521>, consultée le 27 septembre 2019.

d'Indochine au cours de l'entre-deux-guerres, originaires de Haiphong, Hué et Saigon¹⁰⁸³. Ici, aucune indication sur leur formation extérieure ne permet de réfuter ou corroborer des mobilités d'abord scolaires avant d'être universitaires.

Cette diversité des départs dépasse même le cadre des populations colonisées et colonisatrices : le cas de l'ancêtre de Sciences Po met en relief les mobilités des populations européennes non-colonisatrices mais installées dans une colonie. Le dénommé Henri Maurice Goguet-Chapuis rejoint l'institution parisienne depuis Calcutta, ancienne capitale de l'Inde britannique, en 1930¹⁰⁸⁴. Les membres de diasporas asiatiques cherchent également à intégrer les flux estudiantins quittant les colonies : les autorités françaises en Indochine ont très tôt redouté les départs des Chinois installés dans la colonie pour les établissements éducatifs d'Asie, notamment ceux de Hong Kong¹⁰⁸⁵. Ils sont rapidement admis dans les écoles supérieures indochinoises mais leurs trajectoires vers la métropole s'avèrent plus complexes. En 1927, le propriétaire chinois d'une maison de commerce de Hanoi, installé au Tonkin depuis plus de vingt ans et par deux fois chef de la congrégation de Canton, souhaite envoyer son fils aîné, inscrit à l'École de commerce de Hanoi, en France. Plus particulièrement, il cherche à lui faire intégrer l'Institut franco-chinois de Lyon, fondé en 1921, fruit d'une collaboration politico-intellectuelle entre la France et la Chine¹⁰⁸⁶. Les étudiants devaient alors être recrutés par les autorités chinoises, par l'intermédiaire de concours. Les accords mis en place ne concernaient donc que les individus fréquentant une université en Chine et non pas les membres de la diaspora, comme le rappellent à la fois la correspondance échangée entre le gouvernement général de l'Indochine et le ministère français des Colonies au cours de l'été 1927¹⁰⁸⁷ et les déclarations du président de l'Association universitaire franco-chinoise, Jean Lépine :

D'autre part, l'accord qui lie l'Université de Lyon aux Universitaires chinois ne permet pas d'admettre au Fort St-Irénée des Chinois d'une origine toute différente de ceux que nous avons reçus jusqu'ici. (...) Il me semble que dans ces conditions nous pourrions, avant

¹⁰⁸³ Mission Archives de Sciences Po : *Registre des élèves admis depuis 1872*.

¹⁰⁸⁴ *Ibid.* : « Henri-Maurice Goguet-Chapuis, 1930-1934 ».

¹⁰⁸⁵ Tracy C. Barrett, *The Chinese Diaspora in South-East Asia...*, *op.cit.*, p. 62.

¹⁰⁸⁶ Voir notamment : « Origine de l'Institut 1921-1951 », Institut franco-Chinois, <http://www.institut-franco-chinois-lyon.com>, consulté le 25 octobre 2019 ; Mingzhe Zhu, « Studying Law Outside National Borders... with Eyes Looking Back : a comparison between Soochow Law School and Institut franco-chinois de Lyon », communication présentée lors de la journée d'études *Enseigner le droit hors des frontières nationales (XIXe-XXe siècle)*, Université de Lyon III, 22 novembre 2018.

¹⁰⁸⁷ ANOM, GGI, dossier 51 244 : *Admission de Chinois originaires de l'Indochine à l'Institut de Lyon* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 19 juillet 1927 ».

toute réponse à Hanoi, tâter l'opinion de Pékin et de Canton à cet égard, mais dans un sens général et à titre éventuel¹⁰⁸⁸.

Les arguments mobilisés par le commerçant de Hanoi en 1927 qui insiste sur les services à rendre « à la cause française soit en Chine soit hors de Chine » semblent vains. L'hypothèse de circulations impériales au détriment de l'Université indochinoise et n'étant donc plus directement utiles à l'œuvre coloniale peut également être émise afin d'expliquer le raidissement de l'administration. Or, d'autres sources témoignent des circulations de la diaspora chinoise, cette fois à une échelle plus petite : en 1925, Columbia University comprend deux étudiants d'Indochine dans ses registres¹⁰⁸⁹. Cette présence jusqu'alors inédite repose sur l'arrivée de deux membres de la diaspora chinoise installés dans la péninsule¹⁰⁹⁰.

A.2. Destinations globales

Ces trajectoires internationales d'étudiants chinois sont un indice parmi d'autres de départs extra-impériaux, préexistants eux-aussi à la Grande Guerre. Ici encore, la continuité des dynamiques prévaut : dans son mémorandum daté du 12 septembre 1922 transmis au haut-commissaire du département des étudiants indiens, Mr Gaster rappelle que le nombre d'Indiens présents en Allemagne augmente depuis avant la guerre¹⁰⁹¹. D'un point de vue plus global, les étudiants indiens continuent d'être présents sur trois continents – Asie, Europe, Amérique du Nord – tandis que les étudiants indochinois se concentrent avant tout en Asie de l'Est¹⁰⁹². Si ces mobilités deviennent davantage palpables, elles le sont à travers les points de chute des étudiants grâce, d'une part, aux registres d'admission et à la documentation produite par les institutions d'accueil et, d'autre part, aux informations récoltées par les pouvoirs publics locaux et impériaux. Les rapports du département britannique des étudiants indiens fournissent un aperçu de l'évolution des circulations internationales depuis le Raj :

¹⁰⁸⁸ *Ibid.* : « Courrier du président de l'Association universitaire franco-chinoise, 11 mars 1927 ».

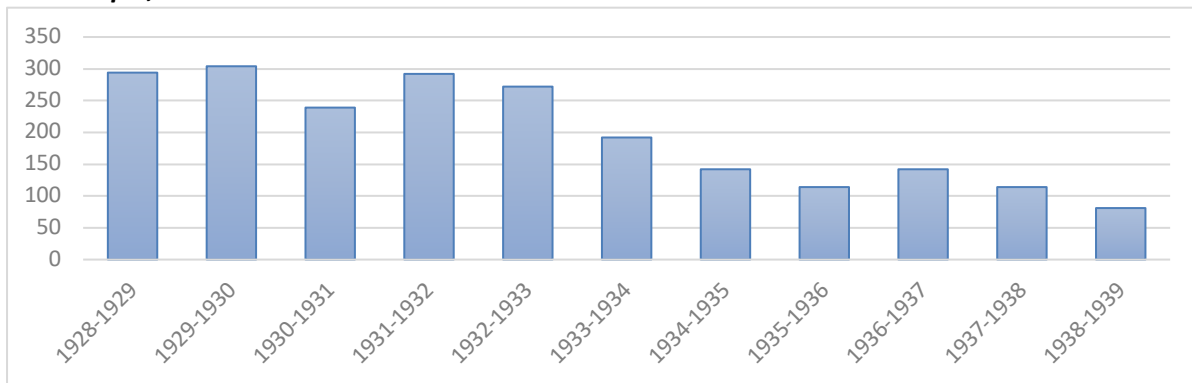
¹⁰⁸⁹ Columbia University Archives (COLUA) : *Annual Reports Volume* : 1925.

¹⁰⁹⁰ Selon les informations disponibles dans le catalogue des étudiants pour l'année 1924-1925, l'un d'eux s'appelle Chang Hua Huan et est originaire de Chợ Lớn : COLUA : *Catalogues of the Officers and Students of Columbia College* : 1924-1925.

¹⁰⁹¹ BL, IOR, L/PJ/6/1847, dossier 2128 : *University Education in Germany and Facilities available for Indian Students* : « Report on University Education in Germany with special reference to the facilities available for Indian students, 12 septembre 1922 ».

¹⁰⁹² Jusqu'à ce jour, aucune mention d'étudiant indochinois n'a été trouvée dans les registres d'institutions britanniques, américaines ou encore allemandes qui ont pu être consultés.

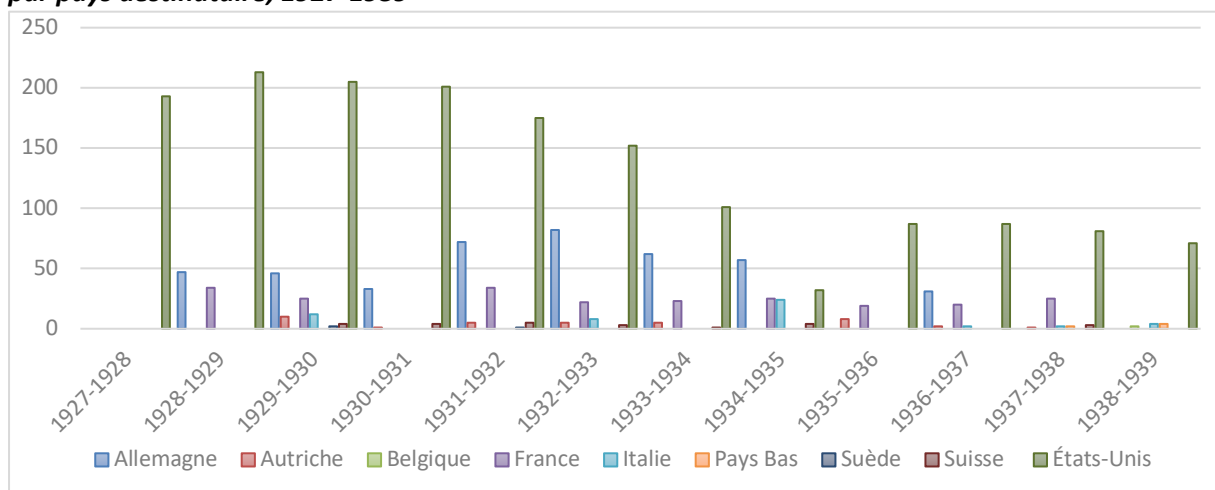
Graph. 3-6 – Effectifs totaux des étudiants indiens poursuivant leurs études hors de l’empire britannique, 1928-1939¹⁰⁹³



Ces données sont incomplètes et une marge d’erreur doit être prise en compte : par exemple, aucune information sur les étudiants inscrits dans des établissements français n’est disponible pour l’année 1930-1931 alors qu’entre 1928 et 1930 puis entre 1931 et 1938, ces effectifs ne tombent jamais en dessous de dix-neuf, atteignant jusqu’à 34 recrues en 1928-1929 et 1931-1932. Ces lacunes peuvent expliquer certaines fluctuations alors que des tendances communes aux circulations impériales et internationales se dégagent en parallèle : un pic à la jonction des années 1920 et 1930 puis une baisse, sans doute liée au moins partiellement aux effets de la Grande Dépression, avant une reprise, qui peine ici à se confirmer, au cours de la deuxième moitié de la décennie. Les données par pays destinataire confirment, quant à elles, la dynamique duale de continuité et diversification qui caractérise les flux estudiantins internationaux :

¹⁰⁹³ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans les rapports du département des étudiants indiens : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40.*

Graph. 3-7 – Effectifs des étudiants indiens poursuivant leurs études hors de l’empire britannique, par pays destinataire, 1927-1939¹⁰⁹⁴



Les États-Unis demeurent de loin le premier pays récepteur d’étudiants indiens. En 1928-1929, l’État nord-américain¹⁰⁹⁵ rassemble plus de quatre fois plus de ressortissants du Joyau de la Couronne que la deuxième destination, l’Allemagne. Ses établissements éducatifs accueillent également des Occidentaux établis dans la colonie britannique, comme le souligne l’annuaire des *alumni* de Columbia University¹⁰⁹⁶. L’impact de la crise des années 1930 se fait encore une fois sentir et il est commun à l’accueil plus général des étudiants étrangers aux États-Unis qui chute de 9 643 à 5 701 individus entre 1930-1931 et 1935-1936¹⁰⁹⁷. En parallèle, la liste des pays d’accueil des étudiants indiens atteint une variété tout à fait nouvelle en incluant des pays d’Europe occidentale et centrale comme l’Autriche, l’Italie, la Suède, la Suisse ou, plus tard, les Pays-Bas et la Belgique. À l’inverse, la disparition du Japon constitue une rupture plus nette avec la période antérieure. Celui-ci n’apparaît dans aucun rapport officiel du département des étudiants indiens après 1920-1921. Dans le document correspondant à cette dernière année universitaire, les pouvoirs publics s’interrogent sur le caractère dissuasif de l’apprentissage d’une nouvelle langue¹⁰⁹⁸. Il demeure difficile de déterminer si l’absence d’étudiants indiens au Japon est réelle ou plutôt mal documentée.

¹⁰⁹⁴ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans les rapports du département des étudiants indiens : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40*.

¹⁰⁹⁵ Notons qu’aucune donnée n’est disponible quant à une implantation canadienne des étudiants indiens, malgré la présence d’une diaspora indienne dans ce pays.

¹⁰⁹⁶ COLUA : *Columbia Alumni Register, 1754-1931*.

¹⁰⁹⁷ Edward Charnwood Cieslak, *The Foreign Student in American Colleges. A Survey and Evaluation of Administrative Problems and Practices*, Detroit, Wayne University Press, 1955, p. 12.

¹⁰⁹⁸ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1920/21* : « p. 11 ».

Les difficultés statistiques concernent aussi les départs d'étudiants indochinois aux parcours davantage asiatiques. En 1927, la revue *Hon Nam Viet* évoque 2 000 étudiants vietnamiens en Chine sans que les sources ne permettent de confirmer cette estimation¹⁰⁹⁹. En revanche, la documentation rassemblée par le Service français de contrôle et d'assistance aux indigènes (CAI, cf. infra) comprend quelques rapports et courriers attestant de cette présence en terres chinoises et, plus particulièrement, au sein de l'Académie militaire de Whampoa. Celle-ci a été créée au printemps 1924 à quelques kilomètres de Canton¹¹⁰⁰ afin de former des dirigeants militaires chinois. Si le personnel est majoritairement affilié au Kuomintang, le parti nationaliste chinois, la création de l'institution a bénéficié du soutien de l'URSS et est donc à la formation d'agents communistes chinois¹¹⁰¹. Or, des recrues vietnamiennes sont admises à l'école, accessible par voie de concours, dès son ouverture¹¹⁰². À l'été 1927, une promotion de 82 « élèves officiers » venus d'Indochine passe l'examen de sortie¹¹⁰³. L'année suivante, les effectifs vietnamiens sont estimés à environ une centaine pour 2 000 Chinois¹¹⁰⁴. Ces séjours chinois ne sont pas sans présenter quelques points communs avec le mouvement *Đông Du* de l'orée du xx^e siècle en ce qu'ils sont motivés par des causes politiques, ici anti-impérialistes, conduisant à se former politiquement et militairement aux côtés d'autres recrues venues d'Indochine. Sophie Quinn-Judge a en outre souligné le rôle joué par Hồ Chí Minh, participant à l'élaboration d'un plan de formation destiné à des Vietnamiens à la fin de l'année 1924¹¹⁰⁵.

La présence internationale des étudiants indiens continue de faire face à des circulations d'abord anticolonialistes à l'échelle de l'Asie orientale du côté indochinois. Dans ce cadre, des *push* et *pull factors* déjà manifestes au cours des décennies précédentes continuent de nourrir ces départs globaux. Les bourses créées par le gouvernement indien peuvent toujours financer des mobilités internationales : en 1924-1925, les étudiants S.M.

¹⁰⁹⁹ *Hon Nam Viet*, avril 1927 cité dans Daniel Hémy, « Du patriotisme au marxisme... », art.cit. », p. 6.

¹¹⁰⁰ Elle déménage ensuite à Nankin : ANOM, SLOTFOM, série III, carton 10 : *École spéciale internationale...*, op.cit. : « Courrier du gouverneur général par interim de l'Indochine au ministre des Colonies, 1^{er} avril 1928 ».

¹¹⁰¹ Jane L. Price, *Cadres, Commanders, and Commissars. The training of the Chinese Communist Leadership, 1920-1945*, Boulder, Westview Press, 1976, p. 53. Voir aussi le chapitre 7 de la présente thèse.

¹¹⁰² Sophie Quinn-Judge, *Hồ Chí Minh : The Missing Years 1919-1941*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 74.

¹¹⁰³ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 15 septembre 1927 ».

¹¹⁰⁴ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général par interim de l'Indochine au ministre des Colonies, 1^{er} avril 1928 ».

¹¹⁰⁵ Sophie Quinn-Judge, *Hồ Chí Minh...*, op.cit., p. 74.

Dhume et S.A. Kamat sont les bénéficiaires d'allocations agrémentées de prix spéciaux pour étudier en Allemagne dans le domaine bancaire, pour le premier, et dans celui de la chimie, pour le second. Le boursier P.L. Vaidya étudie le sanskrit entre les Universités de Bruxelles et Paris tandis que R.G. Pradhan se spécialise dans la manufacture sucrière à Baton Rouge, en Louisiane¹¹⁰⁶. D'autres allocations proviennent de territoires d'accueil : au cours des années 1930, des étudiantes en médecine indiennes bénéficient du Barbour Fellowship et poursuivent leurs études à l'Université du Michigan. Cette aide financière n'est pas réservée aux ressortissantes du subcontinent indien mais inclut des destinataires d'autres pays d'Asie – la Corée, le Japon, la Chine et les Philippines – regroupées sous la désignation « étudiantes orientales » (*Oriental Students*¹¹⁰⁷). Le gouvernement chinois soutient quant à lui les circulations vietnamiennes vers ses établissements en prenant en charge leurs frais d'entretien¹¹⁰⁸. En 1926, le Kuomintang va jusqu'à envisager la création d'une « école spéciale internationale pour étudiants annamites et coréens¹¹⁰⁹ » : selon un article publié dans un organe officieux du parti nationaliste et traduit par les autorités françaises, cette institution cherche notamment à répondre à une demande de la population coréenne et vietnamienne de Canton insistant sur la nécessité d'apprendre le chinois et d'acquérir les connaissances nécessaires afin d'être admis dans une école militaire ou dans une faculté¹¹¹⁰. Dix ans plus tard, deux projets similaires, réservés cette fois aux étudiants indochinois, sont évoqués pour la Chine et Moscou, afin de former un contingent d'une dizaine de Vietnamiens, sans que celui-ci ne semble non plus voir le jour¹¹¹¹.

Toutefois, les continuités qui transparaissent ici s'accompagnent d'évolutions non négligeables quant au format et aux destinations des études. Une partie des étudiants indiens partis pour l'Allemagne optent pour des séjours de courte durée. Alors qu'ils n'apparaissent pas dans les statistiques universitaires, l'India Office estime qu'ils sont au moins aussi

¹¹⁰⁶ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1924/25* : « List of Government Scholars under the Charge of the Indian Students Department, 1924-1925, p. 22 ».

¹¹⁰⁷ *The Unofficial Ambassadors*, New York, Committee on Friendly Relations among Foreign Students, 1932 , p. 16 ; 1934, p. 5.

¹¹⁰⁸ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « Courrier du gouverneur général par interim de l'Indochine au ministre des Colonies, 1^{er} avril 1928 ».

¹¹⁰⁹ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 8 octobre 1926 ».

¹¹¹⁰ *Ibid.* : « Revue de la presse chinoise de Canton ».

¹¹¹¹ Sophie Quinn-Judge, *Hồ Chí Minh...*, *op.cit.*, p. 217.

nombreux que les étudiants à plein temps en 1929-1930¹¹¹². De la même manière, les étudiants vietnamiens envoyés par HỒ Chí Minh en Chine ne doivent pas y demeurer plus de trois mois¹¹¹³. Quelques années plus tard, des Indiennes, étudiantes et enseignantes, participent quant à elles à des tours européens leur faisant découvrir plusieurs villes universitaires d'Italie, de Suisse, de France, et du Royaume-Uni¹¹¹⁴.

Ces départs conduisent donc à des séjours d'études aux formes variées et laissent, par la même occasion, entrevoir le développement de mobilités transimpériales, essentiellement depuis les possessions britanniques d'Asie du Sud vers la France¹¹¹⁵. En 1922, le ministère des Affaires étrangères autorise l'Indien Kashir Dass à intégrer l'École des Eaux et forêts de Nancy à la suite d'échanges avec l'ambassadeur britannique en France¹¹¹⁶. Les parcours transimpériaux atteignent leur paroxysme dans quelques rares cas de Français domiciliés en Inde britannique mais étudiant à Paris. Les registres d'admission de l'École libre des Sciences politiques comprennent des informations sur Édouard Lambert, inscrit en 1922-1923, et Henri-Maurice Goguet-Chapuis, étudiant entre 1930 et 1934¹¹¹⁷. Le premier arrive de Kasauli, localité du nord de l'Inde, tandis que le second atteste d'une adresse bengalie, à Calcutta.

Enfin, une nouvelle destination fait son apparition au cours de l'entre-deux-guerres : l'URSS et plus précisément, Moscou. Créée en avril 1921 comme une institution dédiée à l'éducation des minorités ethniques de l'Union soviétique, l'Université communiste des travailleurs de l'Orient – ou École Staline – accueille dès la fin de l'année suivante des étudiants étrangers¹¹¹⁸. Ces recrues incluent aussi bien des Indiens que des Indochinois, ici encore principalement vietnamiens¹¹¹⁹, obligatoirement assimilés à des militants communistes¹¹²⁰.

¹¹¹² BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department, London, 1924/25* : « List of Government Scholars under the Charge of the Indian Students Department, 1929-1930, p. 11 ».

¹¹¹³ Sophie Quinn-Judge, *Hồ Chí Minh...*, *op.cit.*, p. 74.

¹¹¹⁴ BL, MssEur, F178/87 : *Tours from India...*, *op.cit.* : « Educational Tours Over Europe, New Delhi, January 16th ».

¹¹¹⁵ Les archives consultées n'attestent pas, à l'inverse, d'une présence indochinoise au Royaume-Uni.

¹¹¹⁶ Archives diplomatiques (AD – La Courneuve), Direction des affaires politiques et commerciales : possessions britanniques, 42, série E, carton 634, dossier 2 : *Empires des Indes : Indous en France* : « Courrier de l'ambassade britannique à Paris, 12 septembre 1922 ».

¹¹¹⁷ Mission Archives de Sciences Po : Registres des élèves admis depuis 1872.

¹¹¹⁸ Céline Marangé, *Le communisme vietnamien, 1919-1991. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 59.

¹¹¹⁹ Certaines listes précisent la province d'origine des étudiants et témoignent de l'absence de Cambodgiens et de Laotiens, voir par exemple : ANOM, SLOFOM, série III, carton 44 : *Écoles communistes en URSS : École Staline* : « Colonie indochinoise en URSS ».

¹¹²⁰ Un courrier du début des années 1930 intercepté par le CAI précise que les conditions d'admission à l'École Staline incluent une expérience du travail militant depuis minimum deux années.

Manabendra Nath Roy évoque dans ses mémoires le recrutement de 22 étudiants indiens auprès d'une autre institution située dans une république socialiste soviétique, l'Ouzbékistan, l'école militaire de Tachkent (*Tashkent Military School*)¹¹²¹. Cette dernière ferme en 1921, après seulement un an d'existence durant lequel elle tenta de former une « armée de révolutionnaires indienne¹¹²² ». Le caractère anti-impérialiste de certains départs se confirme, incluant des étudiants indiens dans des cursus militaires à l'échelle du territoire soviétique. Le premier étudiant indochinois à rejoindre Moscou n'est autre que Nguyễn Thế Vinh dont le départ, dans un premier temps, pour la métropole a déjà été mentionné. En 1925, il souhaite « étudier la théorie communiste et (...) se rendre compte sur place des résultats pratiques de la révolution d'Octobre 1917¹¹²³ » après avoir intégré la communauté parisienne des militants communistes. Son arrivée en Russie à l'automne, bientôt suivie par d'autres ressortissants indochinois, reflète la complexité des trajectoires, reliant colonie, métropole et étranger. Début 1930, une quarantaine d'Indochinois sont présents à Moscou selon le CAI, soit trois fois plus qu'en 1927¹¹²⁴. En 1936, un agent du CAI estime que 86 Indochinois dont dix femmes fréquentent l'École Staline¹¹²⁵. En parallèle, certains fréquentent d'autres établissements comme l'École Lénine internationale, active de 1926 à 1938 et théoriquement réservée à la formation de cadres communistes occidentaux, ou l'École de l'International communiste des jeunes près l'Université des travailleurs d'Orient : ils sont estimés à respectivement 20 et cinq étudiants dans chacun de ces établissements en 1930¹¹²⁶. Au sein de ces trajectoires estudiantines communistes indochinoises, l'Hexagone devient un relais, un territoire intermédiaire alors que ces candidats à la formation en territoire soviétique ne sont pas exclusivement indochinois et en 1928, la trentaine d'élèves estimée par les agents de surveillance français regrouperait une quinzaine d'Européens, une dizaine d'Africains et le reste d'Indochinois et de Chinois¹¹²⁷.

Ibid. : « Copie d'une lettre dactylographiée du secrétaire oriental du Komintern, non datée [date estimée : 1931] ».

¹¹²¹ M.N. Roy, *M.N. Roy's Memoirs*, Bombay, Allied Publishers Private Limited, 1964, p. 528.

¹¹²² Samaren Roy, *M.N. Roy : A Political Biography*, Hyderabad, Orient Blackswan, 1997, p. 55.

¹¹²³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 6 ».

¹¹²⁴ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 44 : *Écoles communistes en URSS...*, *op.cit.* : « Entrevue de l'agent Thomas du 23 septembre 1931 » ; « Courrier du gouverneur général de l'Algérie au ministre des Colonies, 26 août 1927 ».

¹¹²⁵ *Ibid.* : « Courrier au gouverneur général de l'Indochine, 1936 ».

¹¹²⁶ *Ibid.* Pour une présentation de ces établissements, voir : Céline Marangé, *Le communisme vietnamien...*, *op.cit.*, p. 529-530 et le chapitre 7 de la présente thèse.

¹¹²⁷ *Ibid.*

B. Entre assistance et surveillance : l'encadrement des départs durant l'entre-deux-guerres

Au cours de l'entre-deux-guerres, les rapports officiels au sujet des étudiants colonisés présents en métropole, voire à l'étranger, se multiplient. Ils se greffent à des initiatives préexistantes, à l'instar du département des étudiants indiens basé à Londres. Ce dernier est toujours actif à la sortie de la guerre mais soumis à des réformes tandis que la supervision des boursiers indochinois nourrit la législation en vigueur dans la péninsule sud-est asiatique. Cet intérêt commun aux deux empires étudiés vient nourrir une réflexion sur les modalités et missions de l'encadrement des migrations éducatives à l'heure de leur apogée.

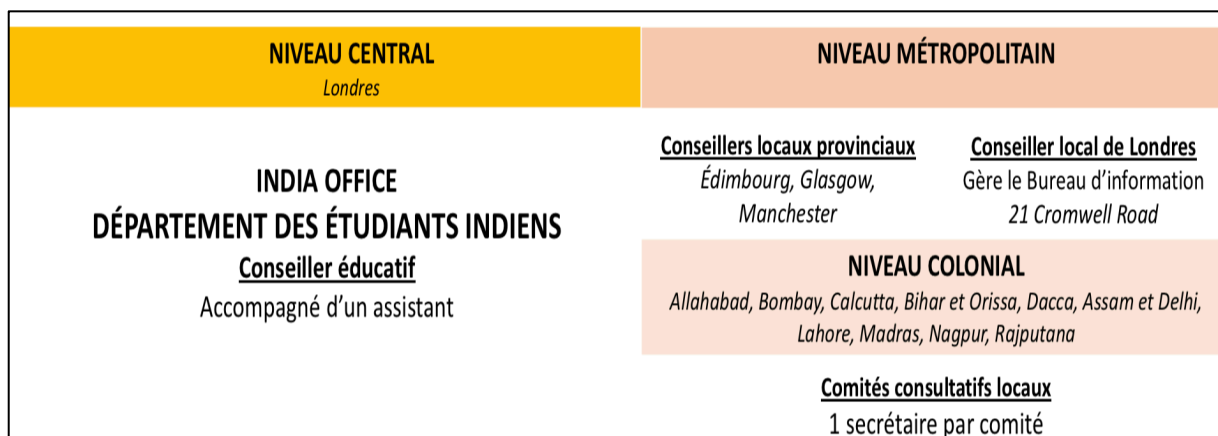
B.1. Un cadre consultatif à vocation globale : le département des étudiants indiens

À la sortie de la Grande Guerre, le département des étudiants indiens de l'India Office poursuit ses activités, assisté de divers organismes et personnalités collaborant avec lui, dont le bureau d'information du 21, Cromwell Road et les différents conseillers et comités actifs au Royaume-Uni et en Inde¹¹²⁸. La disparition du comité consultatif central en 1915, celle du poste de secrétaire aux étudiants indiens à la suite du départ de C.E. Mallet l'année suivante et l'absence de rapports officiels du département pendant le conflit¹¹²⁹ ne masquent pas les similitudes et donc, les continuités avec la période d'avant-guerre qui avait vu émerger ce système d'encadrement officiel :

¹¹²⁸ Voir le chapitre 2 et notamment le schéma 2-1.

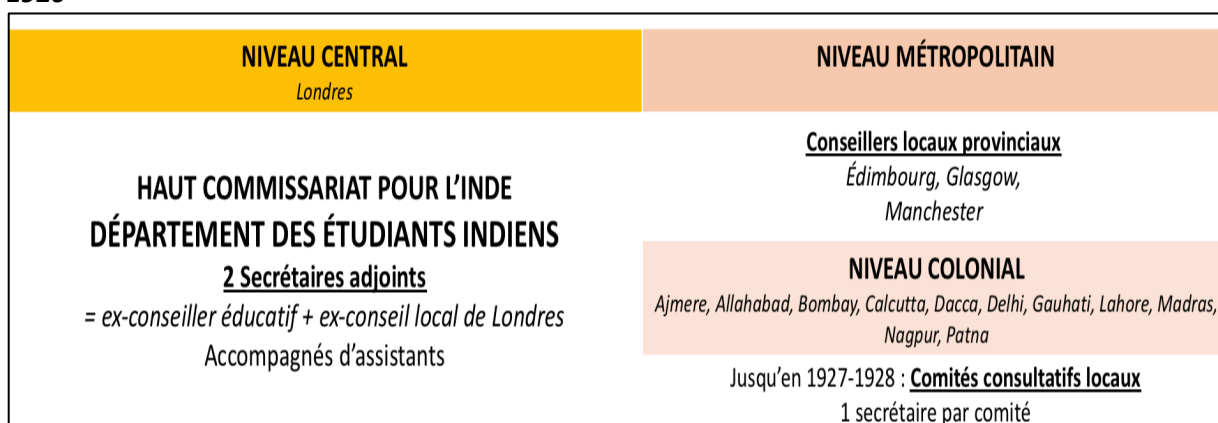
¹¹²⁹ BL, IOR, B/26/864/13 : *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922* : « Chapter 3 – The Present Organisation, p. 22-30 ».

Schéma 3-1 – Le système officiel d’encadrement des étudiants indiens avant la réforme du 1^{er} octobre 1920¹¹³⁰



Londres continue d’en incarner le maillon central alors que ses activités se déploient à l’échelle de la Grande Bretagne et de l’Inde. Les changements qui ont lieu au cours de l’année 1920-1921 ne remettent pas réellement en cause cette prédominance de la capitale britannique. À partir de cette date, le secrétaire d’État de l’India Office ne contrôle plus le département dont la gestion incombe au haut-commissaire pour l’Inde, fonction nouvelle visant à alléger les missions du ministère en charge du « Joyau de la Couronne ».

Schéma 3-2 – Le système officiel d’encadrement des étudiants indiens avant la réforme du 1^{er} octobre 1920¹¹³¹



Désormais, les deux secrétaires adjoints du département cumulent les missions des anciens secrétaire et conseiller éducatif. Il s’agit principalement de conseiller les étudiants se

¹¹³⁰ Schéma réalisé à partir des informations disponibles dans BL, IOR, Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian Students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a copy of the Report of the Indian Students’ Department for the year April, 1st 1920 – March 31st, 1921, precede by a brief review of the period 1916-1920* : p. 18-19.

¹¹³¹ Schéma réalisé à partir des informations disponibles dans : BL, IOR, Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian Students..., op.cit.* : « p. 18-19 ».

destinant à un cursus extra-colonial, de superviser les boursiers gouvernementaux ou encore s'occuper des candidatures d'admission pour différentes universités. L'accent est également mis sur la mobilité des agents incarnant le département des étudiants indiens, puisqu'ils visitent les institutions d'accueil, alors que leurs rapports annuels tendent à couvrir l'ensemble de ces établissements, en Grande Bretagne mais aussi en Irlande et hors de la sphère impériale britannique¹¹³². En outre, la prise en compte de la multiscalarité des mobilités étudiantes est renforcée par les correspondances avec des instances extra-impériales qui fournissent plus ou moins régulièrement des données et informations sur les étudiants indiens fréquentant leur pays et institutions, à l'instar du bureau officiel des statistiques allemand (*German State Office for Statistics*¹¹³³). Les ambassades et les ministères des Affaires étrangères constituent des relais dans cette mission de supervision des mobilités étudiantes, comme cela pouvait déjà être le cas au sein du continent asiatique depuis le début du siècle. Les niveaux locaux et coloniaux ne subissent quant à eux pas d'altération de leurs missions, tout du moins jusqu'à la deuxième moitié des années 1920. En effet, à partir de 1927-1928, les branches consultatives indiennes disparaissent des rapports du département des étudiants indiens, sans doute remplacées par des offices universitaires (*University Bureaux*) tels que recommandés par le gouvernement central¹¹³⁴.

S'il demeure fondé sur une approche consultative, qui se présente comme bienveillante, et collaborative, incluant toujours des échanges avec des organisations non-officielles telles la National India Association et la Burma Society¹¹³⁵, le système rénové n'est pas exempt de critiques et de dysfonctionnements. Ces difficultés participent à la nomination d'un comité sur les étudiants indiens par le secrétaire d'État à l'Inde en mai 1921¹¹³⁶ alors que les départs pour le Royaume-Uni se multiplient. Ce comité présidé par le sous-secrétaire d'État

¹¹³² Voir l'exemple de tableau statistique en annexe.

¹¹³³ BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : « 1930, p. 11 ».

¹¹³⁴ Dès 1921-1922, la commission sur les universités recommande de transformer les comités en des offices universitaires intégrés aux structures éducatives indiennes. C'est dans le cadre de cette évolution que les rapports du département des étudiants indiens ne comportent plus d'éléments sur ses branches consultatives indiennes à partir de 1927-1928 : BL, IOR, V/24/832 : *Reports on the Work of the Indian Students Department...*, *op.cit.* : « 1927-1928 ». Aucune archive concernant ces offices universitaires n'ont à ce jour pu être consultées, ni au Royaume-Uni ni en Inde.

¹¹³⁵ Les différents rapports disponibles intègrent en effet les actions d'organisations semi ou non-officielles dont certaines cherchent à assister les départs étudiants et l'organisation du séjour d'études hors de la colonie. Par exemple, la NIA continue de participer à l'édition de manuels alors que la Burma Society se dédie aux séjours d'étudiants birmans

¹¹³⁶ BL, IOR, B/26/864/13 : *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922* : « Chapter 1 – The Constitution and Work of the Committee, p. 5-8 ».

Victor Bulwer-Lytton¹¹³⁷ n'est pas sans évoquer le comité Lee-Warner de 1907 puisqu'il s'agit de « rédiger un rapport et de faire des recommandations¹¹³⁸ » sur les dispositions, en Inde comme en métropole, liées au départ et à l'accueil des étudiants indiens en mobilité. Pour cela, les membres du comité effectuent des visites entre les mois de mai et juillet 1921 dans plusieurs villes universitaires britanniques¹¹³⁹ et reçoivent des témoignages écrits et oraux guidés par des séries de questions thématiques définies au préalable par les membres du comité¹¹⁴⁰. Dans leur rapport final publié le 14 septembre 1922, ils insistent sur la place laissée aux retours d'expérience émanant des étudiants eux-mêmes, s'exprimant soit individuellement, soit collectivement, par l'intermédiaire d'associations¹¹⁴¹. Les difficultés exprimées sont semblables à celles du tournant de la décennie 1910 : craintes des étudiants quant à un espionnage par une instance officielle, réticences de certains établissements éducatifs, difficultés liées aux procédures d'admission et, d'une manière plus générale, caractère insuffisant des missions menées au niveau central comme colonial¹¹⁴².

Les conclusions du comité sont défavorables au maintien du département des étudiants indiens. Si les recommandations énoncées dans le rapport ne se concrétisent pas – les activités du département sont maintenues jusqu'à la Seconde Guerre mondiale – elles n'en mettent pas moins l'accent sur la complémentarité d'échelles qui caractérise l'enseignement supérieur indien au cours de l'entre-deux-guerres. Selon Lytton et ses collègues, il est

¹¹³⁷ En dehors de Lytton, les différents membres du comité sont Deva Prasad Sarvadhikary, ancien vice-chancelier de l'Université de Calcutta et membre de l'assemblée législative indienne, Ramachandra Rao, membre du conseil législatif de Madras, C.E.W. Jones, directeur de l'Instruction publique des Provinces unies de l'Inde, Murray Hammick et Sahibzada Aftab Ahmad Khan, membre du Conseil de l'Inde, Ernest Barker, principal de King's College à Londres, A.P.M. Fleming de la Metropolitan Vickers Electrical Company, M.N. Chatterjee, secrétaire général du YMCA India Students' Union and Hostel, L.M. Brooks, tutrice et secrétaire de la London Royal Free Hospital School of Medicine for Women de Londres. Deux secrétaires sont également nommés en les personnes de E.G. Howard, de la branche universitaire du conseil de l'éducation (*board of education*) et R.E. Field, rattaché au département des étudiants indiens.

Ibid.

¹¹³⁸ *Ibid.* : « Terms of Reference ».

¹¹³⁹ Le comité quitte Londres le 23 et se rend successivement à Cambridge (23 mai-26 mai), Oxford (30 mai-3 juin), Bristol (6 et 7 juin), Birmingham (8 et 11 juin), Sheffield (13 et 14 juin), Manchester (15-20 juin), Liverpool (21 et 22 juin), Édimbourg (27-30 juin) et Glasgow (1^{er} et 2 juillet). *Ibid.* : « Itinerary of tour to University centres, p. 5 ».

¹¹⁴⁰ Les témoignages oraux et écrits sont annexés en deuxième partie du rapport : *ibid.* Une partie d'entre eux font également l'objet de dossiers dédiés consultables à la British Library, voir notamment : IOR, Q/10/1/2 : *Correspondance relating to the work of the Committee* ; Q/10/2 : *Written Evidence submitted to the Committee* ; Q/10/4 : *Corrected summaries of oral evidence*. Voir le témoignage de M.P. Bhargava reproduit en annexe.

¹¹⁴¹ *Ibid.* : « Chapter 1 – The Constitution and Work of the Committee, p. 5-8 ». Le rôle des associations d'étudiants est examiné dans le chapitre 6 de la présente thèse.

¹¹⁴² *Ibid.* : « Chapter 4 – The Merits and Defects of the Existing Organisation, p. 31-43 ».

nécessaire de développer l'enseignement en Inde afin de pallier les difficultés engendrées par les départs extra-coloniaux et ainsi, rompre avec une tradition intégrant et valorisant les cursus métropolitains. En d'autres mots, il s'agit de recentrer les parcours éducatifs à l'échelle coloniale alors que ceux-ci tendent à s'internationaliser. Pour cela, le comité Lytton souhaitait intégrer à son enquête une tournée en Inde mais doit abandonner ce projet, faute de soutien¹¹⁴³. Ce recentrement sur la colonie, qui reste lettre morte, fait ici écho aux mesures cherchant à contrôler et limiter les départs du côté indochinois, d'abord depuis la colonie.

B.2. Contrôler sous couvert d'assistance : du livret universitaire au Service d'assistance morale et intellectuelle des Indochinois en France (SAMI)

Le système d'encadrement britannique fondé sur le conseil a fait face, dès le début du xx^e siècle, à des mesures davantage coercitives du côté indochinois, mises en place depuis la colonie dans le but de contrôler les flux d'étudiants¹¹⁴⁴. Si l'organisme créé dans ce sens à Hanoï sous le gouvernement d'Antony Klobukowski périclité au début des années 1910, l'agent qui le remplace – le délégué du gouverneur général de l'Indochine auprès de l'Agence coloniale – est encore en fonction aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Cependant, ses activités ne sont plus perceptibles ensuite, tout comme celles de la principale organisation privée encadrant les départs d'élèves et étudiants indochinois, le Comité Paul-Bert de l'Alliance française¹¹⁴⁵. Or, la renaissance d'une agence officielle basée dans la colonie et dédiée aux étudiants en mobilité n'est pourtant pas d'actualité tout au long de l'entre-deux-guerres. La supervision des circulations passe davantage par la promulgation de textes législatifs, ponctuellement doublés de mesures tour à tour incitatives et dissuasives¹¹⁴⁶, qui font écho aux critiques exprimées au cours de la même période. Ces dernières émanent aussi bien d'administrateurs, d'experts et d'intellectuels, à l'instar d'Henri Délétié dont la

¹¹⁴³ *Ibid.* : « Chapter 1 – The Constitution and Work of the Committee, p. 7 ». Voir aussi : Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. .

¹¹⁴⁴ Voir le chapitre 2 de la présente thèse.

¹¹⁴⁵ Un seul article du début des années 1920 mentionnant le Comité Paul-Bert a pu être consulté. En janvier 1933, un article publié dans *L'éveil économique de l'Indochine* tente d'expliquer la disparition du comité, « remplacé par un organisme officiel » mais ce, sans donner de chronologie précise : *L'Asie française*, février 1922 ; Charles La Mache, « Le trouble croissant apporté aux Indes et en Indochine pour les méthodes d'enseignement et de critique de l'Occident », *L'éveil économique de l'Indochine : Bulletin hebdomadaire*, 8 janvier 1933.

¹¹⁴⁶ Aux côtés de bourses, les autorités coloniales découragent les départs pour des filières existant dans les colonies, cf. supra.

communication devant l'Académie des Sciences d'Outre-Mer a déjà été mentionnée¹¹⁴⁷, que de professionnels actifs dans la colonie. En mai 1925, *Le Courrier d'Haiphong* relaie les plaintes de Maître Paul Ferrand, président de la chambre de discipline des avocats de la Cochinchine¹¹⁴⁸. Pour celui-ci, les Indochinois aspirant à une formation en droit ne doivent plus être admis dans les établissements métropolitains sans le baccalauréat. Il dénonce une trop grande indulgence quant aux admissions qui dévalorise les réalisations tonkinoises. Sa lettre ouverte au gouverneur général de l'Indochine rédigée quelques mois plus tôt est agrémentée d'arguments racistes, visant à dévaloriser les capacités des populations colonisées¹¹⁴⁹ tandis qu'administrateurs coloniaux et directeurs de l'Instruction publique multiplient, depuis le début des années 1920, arrêtés et notes afin de limiter l'accès à l'enseignement métropolitain. Déjà en 1918, le règlement général de l'enseignement supérieur donnait des précisions quant à l'envoi en France de boursiers. Ces dispositions sont modifiées par l'arrêté du 6 décembre 1924 dont le premier article concerne les futurs étudiants mobiles dans leur ensemble :

Tout indigène, sujet ou protégé français qui veut se rendre dans la Métropole pour y continuer ses études, se munit avant son départ d'un livret universitaire portant sa photographie et indiquant son état civil, l'adresse de ses parents, les établissements scolaires qu'il a précédemment fréquentés, les bourses ou secours dont il a bénéficié, les diplômes qu'il a obtenus, l'adresse de son correspondant en France. Ces livrets sont délivrés par les Chefs locaux du Service de l'Enseignement et visés par les Chefs d'Administration locale. Ils tiendront lieu du titre d'identité prévu par les arrêtés des 9 novembre 1918 et 16 septembre 1920¹¹⁵⁰.

En juillet 1921, l'étudiant Nguyễn Thế Vinh avait en effet dû obtenir un titre d'identité afin de pouvoir embarquer pour Marseille. Pour cela, il avait rencontré des agents locaux de la Sûreté à Nam Định en juillet puis obtenu un duplicata en octobre suivant, sans que ces démarches ne semblent lui avoir causé de difficultés particulières¹¹⁵¹. À partir de 1924, la documentation requise distingue la migration éducative des autres types de flux puisque le titre d'identité, document commun à tout émigrant, est remplacé par la détention d'un livret universitaire : il

¹¹⁴⁷ ANOM, GGI, dossier 48 036 : *Communication faite par M. H. Délétie à l'Académie des sciences coloniales sur le problème universitaire indochinois* [non daté. Date estimée : milieu des années 1920].

¹¹⁴⁸ ANOM, GGI, dossier 51 523 : *Admission des jeunes Indochinois dans les établissements d'enseignement supérieur de la métropole, 1921-1925* : « Extrait du journal *Le Courrier d'Haiphong*, 7 mai 1925 ».

¹¹⁴⁹ *Ibid.* : « Lettre ouverte de Maître Paul Ferrand au gouverneur général de l'Indochine, 12 février 1925 ».

¹¹⁵⁰ *Ibid.* : ensemble du dossier.

¹¹⁵¹ ANOM, SLOTFOM, III, 44, « Déclarations de Nguyễn Thế Vinh..., op.cit. », p. 3.

s'agit de différencier les étudiants en partance pour la métropole, sans que soient envisagées ici les circulations extra-impériales. De plus, le livret doit permettre aux administrateurs de contrôler le bon niveau d'études des candidats et, en théorie, empêcher tout départ d'individus ne justifiant pas des qualifications nécessaires. Enfin, les modalités de séjour en métropole doivent en théorie être fixées avant l'embarquement avec la notification de l'adresse d'un correspondant notamment. Toutefois, les limites de ces tentatives d'encadrement sont illustrées à la fois par l'absence de données précises sur les départs durant l'entre-deux-guerres et par l'organisation de départs clandestins : alors qu'en 1926, l'étudiant Vu Hien prévoit de traverser la frontière illégalement pour se rendre à Canton, port depuis lequel il veut rejoindre l'Europe occidentale¹¹⁵², le journal *La Tribune indochinoise* évoque 147 départs clandestins la même année¹¹⁵³.

En réalité, les mesures de contrôle concernent surtout les étudiants boursiers qui se trouvent au centre des décisions législatives prises entre la fin de la Grande Guerre et le milieu des années 1920. L'arrêté de 1924 rappelle, dès son troisième article, que les allocations ne sont, en principe, disponibles que pour une gamme bien déterminée d'étudiants. Les bourses sont alors réservées aux sujets et protégés français âgés d'au moins seize ans et ayant réussi un examen dont seuls les bacheliers du secondaire et les diplômés de l'Université indochinoise sont dispensés. Ici encore, il s'agit de s'assurer d'un niveau de connaissances et de compétences suffisant afin que les études ne soient pas vaines et puissent, par la suite, bénéficier à l'œuvre coloniale. En parallèle de cette législation, des mesures incitatives, peu contraignantes, cherchant à enrayer les départs sont parfois mises en œuvre depuis la colonie : en 1930, le gouverneur général Pierre Pasquier adresse une « circulaire aux familles au sujet de l'envoi d'étudiants indochinois en France » afin de « mettre en garde (...) contre les dangers d'ordre moral et matériel¹¹⁵⁴ » menaçant les étudiants mobiles. D'abord, son texte reprend le principe de restriction des départs aux étudiants désireux de rejoindre des filières supérieures et techniques inexistantes dans la colonie, excluant ainsi les élèves du secondaire. S'ensuit une série de conseils et de recommandations sur l'organisation des séjours, incluant aussi bien l'admission dans des établissements d'enseignement, les

¹¹⁵² David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations', art.cit. », p. 15.

¹¹⁵³ Scott McConnell, *Leftward Journey...*, op.cit., p. 54.

¹¹⁵⁴ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 118 : *Étudiants indochinois en France, 1929-1931* : « Circulaire aux familles au sujet de l'envoi d'étudiants indochinois en France, 1930 ».

conditions d'hébergement que l'organisation des temps de vacances. La promotion des institutions tonkinoises doit enfin permettre de rediriger les étudiants vers des cursus en Indochine, en faveur de carrières techniques mais aussi libérales, dans des conditions présentées comme avantageuses.

Alors qu'il demeure difficile de mesurer l'impact réel de ces mesures ponctuelles visant à superviser, voire empêcher, les départs, l'entre-deux-guerres correspond également à l'émergence de services spécialisés dans l'encadrement des migrants coloniaux en métropole. Contrairement aux initiatives britanniques ou au groupe d'enseignement du début de la décennie précédente, ces organismes ne sont pas réservés à la communauté estudiantine mais englobent les populations colonisées dans toute leur diversité, qu'elles soient purement indochinoises ou originaires d'autres territoires intégrés à l'empire français. Au service de contrôle et d'assistance des indigènes en France (CAI) en charge de la surveillance politique des colonisés¹¹⁵⁵ s'ajoute, à partir de juin 1927, le service d'assistance intellectuelle et morale des Indochinois en France (SAMI). L'arrêté de création insiste sur sa mission d'assistantat envers la communauté indochinoise en métropole : l'organisme doit « donner des conseils, approcher les groupements pour les guider » et exercer une « tutelle quasi familiale¹¹⁵⁶ ». Des missions spécifiques concernant les élèves et les étudiants sont énoncées : conseiller les familles et les renseigner sur la conduite et les progrès de leur progéniture, recherches des correspondants, assurer l'envoi régulier des sommes nécessaires au bon déroulement du séjour et régler les problèmes de dettes, organiser les rapatriements, etc. Pour cela, le SAMI s'appuie sur des relations avec d'autres services publics ainsi que sur le bouche-à-oreille et dresse des listes agrémentées de notes de conduite. Des entretiens sont possibles, non sans rappeler le fonctionnement du département des étudiants indiens : entre le 17 août et le 30 septembre 1931, 102 visiteurs se sont rendus dans les bureaux du 20, rue de la Boétie¹¹⁵⁷. D'autres s'adressent au service par téléphone¹¹⁵⁸ ou par courrier, à l'instar de Tran Van Than,

¹¹⁵⁵ Pour une présentation du CAI, voir notamment : Daniel Brückenhaus, *Policing Transnational Protest : Liberal Imperialism and the Surveillance of Anticolonialists in Europe, 1905-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 85-87 ; Vincent Bollenot, « Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies. Maintenir l'ordre colonial en métropole (1915-1945) », thèse de doctorant en histoire en préparation sous la direction de Pierre Singaravélou, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

¹¹⁵⁶ ANOM, GGI, dossier 51 530 : *Rapport d'ensemble sur le SAMI en France* : « Note sur le service, 29 août 1931 ».

¹¹⁵⁷ *Ibid.*

¹¹⁵⁸ Le chef du service insiste sur l'installation d'un téléphone spécial dans les locaux du SAMI : ANOM, GGI, dossier 51 530 : *Rapport d'ensemble sur le SAMI en France* : « Note sur le service, 29 août 1931 ».

Le Dinh et Nho, étudiants à Toulouse et Montpellier, qui cherchent à faire renouveler leurs bourses d'études au début des années 1930¹¹⁵⁹. Or, contrairement au département britannique dédié aux étudiants indiens, l'encadrement des Indochinois revêt une dimension de contrôle et de surveillance assumée par ses représentants. L'historique du SAMI rédigé par son chef Lemaire en 1931 annonce sans détour qu'il s'agit de limiter « l'influence des partis extrémistes¹¹⁶⁰ » sur les Indochinois présents en métropole. Dans ce cadre, le service a la possibilité de suspendre les allocations d'étudiants aux activités jugées suspectes, comme en 1930 aux lendemains de la mutinerie de Yên Bái¹¹⁶¹. Cette surveillance politique fait écho à l'œuvre du CAI, dont certains agents sont en charge d'enquêter sur les associations étudiantes ou encore sur les contacts entre la France métropolitaine et l'URSS¹¹⁶². Finalement, l'action du SAMI, comme celle du CAI, est centrée sur les séjours métropolitains – comme points d'arrivée mais aussi de départ – plus que sur les départs et leur organisation depuis la colonie : si des conseils aux familles sont mentionnés, il n'existe pas de branches de ce service dans la colonie et aucune correspondance ou informations relatives à l'organisation du départ et à l'admission dans les grandes écoles n'a pu être consultée. Il s'agit davantage de centraliser des informations sur les étudiants que de regrouper des informations sur les offres éducatives qui se présentent à eux.

Les lacunes de l'assistance et de l'encadrement des départs extra-coloniaux nourrissent des requêtes étudiantes, comme en témoignent les vœux du premier congrès des étudiants indochinois en France organisé à Aix-en-Provence du 19 au 23 septembre 1927. Trois d'entre eux concernent directement les départs et l'organisation au préalable du séjour métropolitain : le vœu n°4 revient sur le « manque de moyens pour aller en France¹¹⁶³ » auquel se confrontent certains étudiants tandis que le vœu n°6 souligne les difficultés quant à l'obtention de papiers et de billets de passages. La mise en place d'un « bureau de

¹¹⁵⁹ ANOM, GGI, dossier 51 531 : *Souscription de la correspondance adressée au SAMI* : « Courrier du 4 janvier 1932 ».

¹¹⁶⁰ ANOM, GGI, dossier 51 530 : *Rapport d'ensemble sur le SAMI en France* : « Note sur le service, 29 août 1931 ».

¹¹⁶¹ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 32, dossier 9 : *Union fédérale des étudiants* : « Note de l'agent Guillaume, 18 février 1930 ».

¹¹⁶² Voir par exemple : ANOM, SLOTFOM, série III, carton 32 : *Association d'étudiants asiatiques* ; carton 44 : *Écoles communistes en URSS : École Staline*. Le chapitre 7 de la présente thèse est dédié à la dimension politique des mobilités étudiantes.

¹¹⁶³ ANOM, GGI, dossier 51 527 : *Propagande en faveur de l'œuvre scolaire indochinoise, vœux émis par le comité exécutif du Congrès des étudiants indochinois* : « Courrier du comité exécutif du congrès des étudiants indochinois au gouverneur général de l'Indochine, 12 décembre 1927 ».

renseignements généraux dans chaque centre important en France et en Indochine¹¹⁶⁴ » est préconisé, rappelant les structures en place dans l'empire britannique sans qu'aucune référence directe n'y soit faite. Dans la colonie, ces offices pourraient voir le jour grâce à une collaboration entre les associations et sociétés d'enseignement mutuel alors qu'à la suite de la disparition du Comité Paul-Bert, celles-ci semblent se consacrer essentiellement à l'aspect financier des mobilités étudiantes. Enfin, le vœu n°10 insiste sur la liberté de voyage en contestant les arguments restrictifs de l'administration coloniale et la lourde pénalisation des départs clandestins. Toutefois, ces demandes sont rejetées par le directeur de l'Instruction publique en Indochine qui voit d'un mauvais œil la hausse du nombre des séjours d'études et condamne « les agitations néfastes révolutionnaires¹¹⁶⁵ ».

Finalement, malgré un recentrement métropolitain de la supervision des étudiants mobiles, l'encadrement des départs indochinois par les autorités françaises n'inclut pas une mission de conseil similaire à celle promue par leurs homologues britanniques et affirme plutôt sa dimension politique.

¹¹⁶⁴ *Ibid.*

¹¹⁶⁵ *Ibid.* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique en Indochine au gouverneur général de l'Indochine, 14 février 1928 ».

3. Les mobilités à l'épreuve de la guerre-monde, 1939-1945

À la fin de l'été 1939, les empires français et britannique entrent en guerre contre l'Allemagne nazie. À des milliers de kilomètres du continent européen, en Asie, le Japon multiplie les incartades contre la Chine depuis le début des années 1930 et menace, à partir de 1940, la péninsule indochinoise. Il lance, en décembre 1941, une offensive groupée en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique qui lui permet d'occuper, au cours des mois suivants, des colonies jusqu'alors aux mains de puissances occidentales¹¹⁶⁶. Dans ce contexte de tensions généralisées, la participation des territoires colonisés à ce nouveau conflit mondial est manifeste et des travaux récents se sont penchés à la fois sur le sort des colonies pendant la guerre¹¹⁶⁷ et sur le rôle de soldats et de travailleurs originaires des possessions ultramarines¹¹⁶⁸. En revanche, la situation de certains groupes sociaux préexistants, dont les étudiants, reste quant à elle peu étudiée jusqu'ici par les historiens alors que l'entrée dans la guerre bouleverse le quotidien des sociétés en leur entier, qu'elles soient coloniales ou plus largement, impériales. De plus, les archives témoignent de la présence de candidats aux diplômes en métropole, comme à l'international, lorsque le conflit éclate, conduisant à des tentatives de rapatriement sans tout à fait interrompre les cursus éducatifs. À l'inverse, l'hypothèse de départs rendus impossibles par le contexte de guerre peut être émise, tant à l'échelle de la métropole, alors que la France est occupée et que le Royaume-Uni assailli par ses rivaux, qu'à celle des colonies, l'Inde étant menacée par les forces de l'Axe et l'Indochine le théâtre d'une cohabitation nippo-vichyste. Elle sous-tend une recomposition multiscalaire des mobilités est multiscalaire qu'il s'agit dès lors d'appréhender.

¹¹⁶⁶ À partir du 2^e semestre 1940, les forces japonaises sont présentes en Indochine et le gouvernement général de l'amiral Decoux collabore avec Tokyo. Le Japon prend le contrôle de la Thaïlande en 1941 puis l'année suivante de la Birmanie, de la Malaisie, de l'Indonésie et des Philippines. Pour une approche synthétique de l'expansionnisme japonais en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale, voir : Hugues Tertrais, *L'Asie pacifique au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 71-78.

¹¹⁶⁷ Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940- 1944*, Paris, Grasset, 2004 ; Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945) Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, Karthala, 2012 ; Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940- 1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012.

¹¹⁶⁸ Voir notamment, du côté indien : Rozina Visram, *Asians in Britain...*, *op.cit.* ; « Second World War (1939-1945) », *Making Britain. How South Asians shaped the nation, 1870-1950*, disponible en ligne : <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/second-world-war-1939-1945>, consulté le 28 octobre 2019 ; du côté indochinois : Benjamin Stora, « Les travailleurs indochinois en France de 1939 à 1948 », *Cahiers du CERMTRI*, n°28, avril 1983, p. 11-12 ; Liêm-Khê Luguern, « Les « Travailleurs Indochinois ». Étude socio-historique d'une immigration coloniale », thèse de doctorat en histoire préparée sous la direction de Gérard Noiriel, EHESS. Pour une synthèse générale sur les forces impériales dans les conflits mondiaux : Jacques Frémeaux, « Les contingents impériaux au cœur de la guerre », *Histoire, économie et société*, n°23-2, 2004, p. 215-233.

A. De la métropole à la colonie : des mobilités recomposées par la guerre

Alors que les étudiants circulent entre colonies et métropoles depuis le XIX^e siècle, la Seconde Guerre mondiale vient bouleverser leurs possibilités circulatoires en rendant complexe, si ce n'est en bloquant, les connexions au sein des empires. Dans les métropoles, le contexte de guerre provoque quant à lui de nouvelles mobilités, à l'instar de l'exode d'une partie de la population de France au cours du printemps 1940. Dans ce contexte, les établissements universitaires offrent des occasions renouvelées de formation.

A.1. Exodes métropolitains

L'entrée en guerre de la France et du Royaume-Uni en septembre 1939 bouleverse l'équilibre des mobilités étudiantes à l'échelle impériale. Le conflit rend plus difficile, si ce n'est impossible, les communications entre colonies et métropoles alors que le budget et la main-d'œuvre des pays belligérants sont d'abord consacrés à la guerre. Ce constat est particulièrement fort du côté français : les archives du gouvernement général de l'Indochine n'incluent plus de demandes de bourses d'études métropolitaines ni de listes de nouveaux boursiers au cours de la période. Une note du CAI, devenu service colonial de contrôle des indigènes en décembre 1941, souligne en octobre 1942 que les déplacements sont difficiles « depuis l'armistice, et plus particulièrement depuis l'entrée en guerre du Japon¹¹⁶⁹ ». Au Royaume-Uni, certaines institutions voient le nombre de leurs recrues venues d'Asie du Sud chuter à la suite du déclenchement du conflit : le Maria Grey Training College¹¹⁷⁰, dont les effectifs indiens avaient cru fortement depuis l'année 1927-1928, les voit passer de onze en 1938-1939 à trois en 1939-1940¹¹⁷¹ alors que certains *colleges* oxoniens n'accueillent plus de nouveaux candidats sud-asiatiques jusqu'en 1945.

Toutefois, ce constat pessimiste reste à nuancer : tout d'abord, les données globales manquent. Aucun rapport sur les séjours métropolitains, que cela soit au sein de l'empire britannique ou de l'empire français, n'est disponible pour la période. Malgré ces lacunes, les

¹¹⁶⁹ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note sur les Indochinois en France, octobre 1942 ».

¹¹⁷⁰ Ce *college* londonien a été créé en 1878 et est spécialisé dans la formation d'enseignantes. À ce sujet, voir : Irene M. Lilley, *Maria Grey College 1878-1976*, London, West London Institute of Higher Education, 1981. ; Sara Legrandjacques, « Teaching Mobility. Maria Grey Training College and Educational Migration in India, 1878-1939 », *Journal of Migration History*, à paraître.

¹¹⁷¹ Brunel University Archives (BUA) : *Maria Grey College Magazines*.

registres d'admission et listes d'étudiants de certaines institutions laissent entrevoir de possibles arrivées sur le sol métropolitain et l'intégration d'établissements supérieurs dont la plupart restent ouverts en France comme au Royaume-Uni. *A contrario* de certains de ses homologues oxoniens, Christ Church College admet trois étudiants indiens en 1939 puis un en 1940, 1942 et 1943¹¹⁷². À Paris, on retrouve une poignée d'étudiants d'Indochine, colonisés comme colons, sur les bancs de l'École libre des sciences politiques, à l'instar de Ngoc Huan Lam, originaire de Cochinchine et suivant un cursus en économie et finances publiques entre 1940 et 1944 et de Jacques Le Fol, domicilié à Vinh, en Annam, et étudiant lui aussi les finances publiques entre 1942 et 1944¹¹⁷³. Au-delà de ces cas individuels qui ne peuvent offrir une vision globale des dynamiques touchant les mobilités étudiantes, le maintien d'offres de bourses dans l'empire britannique témoigne de la pérennité de ces circulations : en 1940-1941, le British Council décidé d'offrir une allocation d'une valeur de 300£ à un étudiant ou une étudiante d'Inde, âgé de 21 à 27 ans, et titulaire d'un diplôme décerné par une université indienne¹¹⁷⁴. À partir de 1939, ces soutiens de l'institution britannique, d'abord réservés aux universités métropolitaines puis élargis aux Dominions, s'étaient étendus au Joyau de la Couronne, conséquence de démarches menées par des représentants de l'India House, siège du haut-commissariat pour l'Inde¹¹⁷⁵. Le contexte diplomatico-militaire n'est pas mentionné quand le British Council transmet 200 memoranda et 1 200 formulaires de candidatures en Inde et les modalités de candidatures sont similaires à celles d'offres mises en place avant la guerre : formulaire, déclaration d'études, certificat de naissance, certificat médical, photographie et lettres de soutien fournies par des tiers¹¹⁷⁶.

Dans ce contexte, il paraît excessif d'évoquer une désertification des établissements métropolitains par les étudiants d'Asie coloniale pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est plutôt une réduction et recomposition des flux doublée d'une réorganisation des séjours, engendrant parfois de nouvelles mobilités, qui sont à l'œuvre. Dès la fin de l'été 1939, des étudiants indiens sont rapatriés vers l'Angleterre alors qu'ils se trouvaient en territoire

¹¹⁷² Christ Church College Archive : *Admissions books* : 1930-1947.

¹¹⁷³ Mission Archives de Sciences Po Paris, Fonds de l'École libre de sciences politiques : *Registre des élèves depuis 1872*.

¹¹⁷⁴ NAI, Education, Health and Lands Department, F.86-4/39-E : *British Council Indian Scholarship. Allotment of an annual scholarship in India. Constitution of a preliminar selection committee, 1939* : « The British Council Scholarship for a post-graduate student from India – Memorandum ».

¹¹⁷⁵ *Ibid.* : « Article du *Times*, 5 janvier 1939 ».

¹¹⁷⁶ *Ibid.* : « Application form ». Voir : annexes.

ennemi, comme Lalit Mohan De et Dewan Kishen Lal dont le transfert est organisé par le consul britannique à Venise¹¹⁷⁷, ou dans un territoire menacé par les forces ennemies. C'est le cas de A.F. Currimbhoy poursuivant sa formation en Finlande, attaquée par la Russie soviétique en novembre 1939 jusqu'à la signature d'un traité de paix quatre mois plus tard¹¹⁷⁸. Cette complexification des mobilités est particulièrement marquée à l'échelle de la France métropolitaine, sous occupation allemande, et dans une moindre mesure italienne, à partir de 1940. Certains étudiants cherchent alors à quitter la métropole pour rejoindre leur territoire d'origine, parfois sans succès. Le service colonial de contrôle des indigènes produit en 1940 une liste des originaires des Colonies ne pouvant rejoindre leur territoire d'origine dans laquelle la catégorie « Indochinois » comprend 28 noms d'élèves et étudiants fréquentant des établissements secondaires, supérieurs ou techniques, Grandes Écoles incluses¹¹⁷⁹. Ces demandes se prolongent au cours des années suivantes, parfois au terme des études entreprises : en juin 1941, Lê Van Ho souhaite être rapatrié depuis Marseille une fois son stage dans une officine pharmaceutique parisienne terminé¹¹⁸⁰. Il en va de même du descendant de la famille royale d'Annam Buu Loc désireux de retourner dans sa province natale après l'obtention d'un doctorat en droit avec mention très bien¹¹⁸¹. Le rapatriement des étudiants est facilité quand ceux-ci disposent de fonds suffisants, ce qui n'est qu'assez rarement le cas comme le souligne une note d'avril 1942. Les pouvoirs publics fournissent parfois des secours afin de permettre le départ, non sans méfiance : en février 1941, le chef du bureau de l'immigration à Marseille est sommé de refuser tout secours à l'étudiant Nguyễn Khoa Thi. Ce dernier, licencié en droit, a refusé d'embarquer dans une cabine de troisième classe avec sa femme quelques mois auparavant. Le juriste s'est ensuite adressé à l'administration pour demander un passage en deuxième classe, sans succès¹¹⁸². Les expériences malheureuses ou retardées font de Marseille un lieu d'attente pour certains de ces candidats au départ colonial : le foyer des étudiants africains et asiatiques fondé dans la

¹¹⁷⁷ BL, IOR, L/PJ/7/2939 : *Repatriation to London of Indian Students Lalit Mohan De and Dewan Kishen Lal by H.M. Consul at Venice, 30 August 1939-31 October 1939.*

¹¹⁷⁸ BL, IOR, L/PJ/7/2893 : *Repatriation of Mr A D Currimbhoy, an Indian student from Finland to England, 3 September 1939-11 January 1940* ; Antoine Fleury, « En marge du conflit ? États neutres et non belligérants », in Alya Aglan, Robert Frank (dir.), *La guerre-monde, I*, Paris, Gallimard, 2015, p. 616.

¹¹⁷⁹ ANOM, SLOTFOM, série III, carton 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Liste nominative des originaires des Colonies empêchés de regagner la Colonie où ils ont leur moyen d'existence ».

¹¹⁸⁰ *Ibid.* : « Demande de rapatriement de Lê Van Ho, juin 1941 ». Sur la question des retours, voir le chapitre 8 de la présente thèse.

¹¹⁸¹ *Ibid.* : « Demande de retour de Buu Loc, 1941 ».

¹¹⁸² *Ibid.* : « Courrier du secrétaire d'État aux colonies au chef du bureau de l'immigration, 26 février 1941 ».

Cité phocéenne se propose de regrouper à proximité du port les « étudiants bloqués en France avant leur départ » et de les orienter, si nécessaire, vers les organisations officielles pouvant les épauler dans leurs démarches¹¹⁸³.

D'autres étudiants venus d'Indochine se déplacent à l'échelle du territoire métropolitain, en ce qu'ils participent à l'exode face à l'avancée allemande : en novembre 1940, Hoang Van Ngon s'adresse au ministre des Colonies au sujet de la continuation de ses études en zone libre. Il a rejoint Toulouse au mois de juin, en vingt-deux jours, depuis Reims mais a échoué par deux fois aux examens de la faculté occitane. Il souhaite alors être autorisé à poursuivre ses études à Marseille¹¹⁸⁴. Ho Quang Phat a, quant à lui, quitté Paris et son École des Beaux-Arts qu'il avait intégré à la fin des années 1930 pour se réfugier à Clermont. La pension que ses parents lui versaient ne lui parvient plus et des démarches sont entreprises pour lui faire intégrer un centre d'accueil¹¹⁸⁵. Une nouvelle fois, la mobilisation des autorités gouvernementales est visible : le secrétaire d'État aux colonies Platon souhaite commander une enquête auprès des recteurs d'académie et exige que les informations sur les étudiants en exil soient transférées de la zone occupée à la zone libre¹¹⁸⁶. Malgré tout, des difficultés perdurent et engendrent parfois des circulations matérielles spécifiques, pas seulement financières. En 1941, l'étudiant en droit Vo Thanh Loc prépare un diplôme de droit auprès de l'Université d'Aix-en-Provence. Fraîchement installé dans les Bouches-du-Rhône, son inscription précédente à la faculté de droit parisienne reste cependant active : il doit donc passer les épreuves du programme en vigueur dans l'institution de la capitale et demande un secours afin de « pouvoir se procurer les cours de la faculté de Paris¹¹⁸⁷ » sous la forme de photocopiés.

La Seconde Guerre mondiale recompose donc les flux en provoquant de nouveaux départs, aussi bien vers la colonie que vers de nouvelles localités. En France métropolitaine, les bouleversements politico-militaires remodelent bien les circulations d'étudiants. Aux côtés

¹¹⁸³ *Ibid.* : « Au service des étudiants d'Outre-mer : projet présenté par l'Association d'Aide aux étudiants africains et asiatiques et le Foyer des étudiants africains et asiatiques fondé à Marseille en 1940 ».

¹¹⁸⁴ *Ibid.* : « Courrier de Hoang Van Ngon au ministre des Colonies, 9 novembre 1940 ».

¹¹⁸⁵ *Ibid.* : « Courrier du directeur des affaires politiques du ministère des Colonies au préfet du Puy-de-Dôme, 10 octobre 1940 ».

¹¹⁸⁶ *Ibid.* : « Courrier du secrétaire d'État aux colonies au secrétaire d'État à l'Instruction publique, 4 décembre 1940 ».

¹¹⁸⁷ *Ibid.* : « Demande de secours par Vo Thanh Loc, 1941 ».

de ces circulations impulsées par le conflit, des individus sont immobilisés en tant que prisonniers de guerre¹¹⁸⁸. Alors que ces derniers sont coincés sur le sol européen, d'autres étudiants se détournent, depuis la colonie, des séjours métropolitains au profit de l'enseignement supérieur local.

A.2. *Issues coloniales*

Il est difficile de déterminer si les étudiants rapatriés poursuivent leurs études dans les institutions coloniales une fois de retour sur leur terre natale. Toutefois, les données disponibles quant à la fréquentation des universités et écoles en Inde britannique et en Indochine française contredisent l'hypothèse d'un ralentissement des mobilités éducatives à l'échelle des colonies causé par la guerre. Au contraire, les recrues des deux territoires sont de plus en plus nombreuses au cours de la période. Dans la colonie d'Asie du Sud, les effectifs passent de 126 371 en 1936-1937 à 167 459 en 1942-1943 pour atteindre 241 894 aux lendemains de la guerre¹¹⁸⁹. Seules quelques irrégularités ponctuelles sont notables et concernent particulièrement la période 1941-1943. Le nombre d'aspirants au *Bachelor* tombe de 49 000 à 46 000 au cours de cette période alors que les étudiants en master et doctorat passent de 8 000 à 7 000. Une reprise est tout de même amorcée dès 1943 et cette diminution reste modeste en valeur relative, représentant une baisse de moins de 10 % et 15 % respectivement. L'Université indochinoise accueille quant à elle plus de deux fois plus de candidats aux diplômes en 1944 qu'en 1939 alors que ces effectifs avaient stagné, comprenant entre 400 et 600 individus, jusqu'à la deuxième moitié des années 1930. L'ouverture de nouvelles institutions ne permet pas d'expliquer ces hausses : seule une nouvelle université est ouverte en Inde pendant la guerre, l'Université d'Utkal dont la juridiction se limite à la province d'Odisha. À Hanoi, l'ouverture de l'École supérieure des sciences en 1941 n'attire pas plus de 175 étudiants, soit un peu plus de 10 % des effectifs totaux de l'Université, selon les chiffres disponibles pour l'année 1944¹¹⁹⁰. Alors que la localisation tonkinoise des écoles supérieures de l'Indochine semble favoriser les circulations locales, la répartition des étudiants en fonction de leurs origines montre de nouvelles tendances qui corroborent un repli régional au sein d'un empire colonial en guerre :

¹¹⁸⁸ *Ibid.* : « Courrier du président de l'UNEF au chef adjoint du secrétariat aux Colonies, 14 février 1941 ».

¹¹⁸⁹ *Education in Universities in India, 1947-1948*, Simla, Government of India, 1950, p. 30. Comme pour la période précédente, l'absence de données entre des intervalles de cinq années nécessitent de considérer la régularité de cette croissance avec prudence.

¹¹⁹⁰ « Les œuvres culturelles en Indochine », *Education*, n°7, 1949, p. 23.

Tabl. 3-3 – Effectifs de l’Université indochinoise pendant la Seconde Guerre mondiale, selon l’origine des étudiants¹¹⁹¹

Origine des étudiants	1939	1940	1941	1942	1943	1944
France	88	89	138	206	313	371
Tonkin	394	428	419	476	556	681
Cochinchine	132	137	136	187	223	212
Annam	92	117	149	172	202	218
Cambodge	8	8	11	8	15	23
Laos	7	6	8	6	5	12
Chinois et divers	11	20	14	20	11	11
TOTAL	732	805	875	1085	1325	1528

Comme depuis l’ouverture de l’Université de Hanoi, les étudiants originaires du Tonkin restent largement majoritaires tout au long de la période, représentant entre 40 % et 55 % des effectifs totaux. La suite du classement est davantage révélatrice d’une recomposition du public académique : en effet, à partir de 1942, les étudiants désignés comme « de France » – c’est-à-dire les citoyens français, sans qu’aucune précision n’indique si cette catégorie intègre les naturalisés – deviennent la deuxième population représentée dans les institutions d’enseignement supérieur de Hanoi. Leur nombre fait plus que quadrupler au cours de la période. Cette tendance est tout à fait nouvelle puisque l’université accueillait jusqu’ici une très grande majorité d’étudiants issus des populations colonisées, malgré la volonté de brasser large énoncée dans les textes fondateurs. Cette présence renforcée fait dès lors écho à l’impossibilité de rejoindre les établissements métropolitains pour les descendants de colonisateurs installés en Indochine : les écoles supérieures de Hanoi permettent de poursuivre des études malgré tout.

Par conséquent, la demande en formation coloniale de niveau supérieur se renforce au cours de la Seconde Guerre mondiale. Face à ce constat, l’offre évolue. Concernant l’Inde, la création, déjà évoquée, d’institutions nouvelles semble tout à fait déconnectée de la guerre.

¹¹⁹¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : « Les œuvres culturelles en Indochine », *Education*, n°7, 1949, p. 23. Ces données doivent être considérées avec prudence. Par exemple, les chiffres utilisés par Pierre Brocheux et Daniel Hémerly diffèrent quelque peu pour l’année 1943-1944 avec 1 575 étudiants sans que cela modifie les conclusions quant à la dynamique générale de la fréquentation des écoles supérieures tonkinoises.

Le processus d'inauguration de l'Université d'Utkal est enclenché dès 1938 avec la nomination d'un comité par le gouvernement de la province chargé d'examiner la possibilité d'organisation d'une université, qui débouche sur un texte législatif portant création de l'institution cinq ans plus tard¹¹⁹². Le long mouvement de développement universitaire entamé au cours de la décennie 1850 se poursuit donc en temps de guerre et la cartographie de l'enseignement supérieur continue de connaître des modifications. Un autre scénario se profile en Indochine où le caractère politique de l'accueil des étudiants est renforcé par le contexte spécifique de conflit mondial : à la suite de la défaite française et de l'armistice du 22 juin 1940, un gouvernement vichyste est mise en place dans la zone dite « libre » de métropole et tend à maintenir sa domination sur les possessions coloniales. Le contrôle de l'empire devient un enjeu crucial pour la France de Vichy dès l'été 1940¹¹⁹³ : concurrencé par les forces de la France libre présentes notamment en Afrique coloniale¹¹⁹⁴, le gouvernement mené par Pétain doit également faire face aux menaces japonaises et thaïlandaises qui ont pour cible la péninsule indochinoise. En septembre 1940, des troupes venues du Pays du Soleil levant franchissent la frontière septentrionale de la colonie. La présence nippone s'étend à l'ensemble du territoire au cours de l'année suivante et débouche sur la mise en place d'une collaboration avec les autorités françaises¹¹⁹⁵. Jusqu'au coup de force japonais du 9 mars 1945, les affaires politiques de l'Indochine demeurent toutefois une affaire française, sous le gouvernement général de Jean Decoux, nommé à la tête de la colonie par décret de Philippe Pétain le 25 juin 1940¹¹⁹⁶. En parallèle, la guerre menée en 1940-1941 contre la Thaïlande déstabilise les frontières occidentales de l'Indochine française : le traité de paix du 9 mai 1941 conduit à la perte de plusieurs territoires dont les provinces de Battambang, Siem Reap, Champassak et Sayaburi¹¹⁹⁷. Menacé sur le plan impérial comme régional, les autorités vichystes en place en Indochine cherche à s'assurer la loyauté des populations locales qui

¹¹⁹² « History », *Utkal University*, disponible en ligne : www.utkaluniversity.nic.in, consulté le 14 octobre 2019.

¹¹⁹³ Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940-1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 153.

¹¹⁹⁴ Aux lendemains de l'appel du 18 juin du général de Gaulle, les comptoirs d'Inde française rejoignent la France libre puis au cours de l'été les territoires français du Pacifique, à l'exception de Wallis-et-Futuna, et ensuite, l'AEF. L'empire est finalement réuni, à l'exception de l'Indochine française, en juin 1943.

¹¹⁹⁵ Pierre Brocheux, Daniel Hémerly, *Indochine. La colonisation ambiguë, op.cit.*, p. 326-327. Voir aussi : Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2012.

¹¹⁹⁶ Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy...*, *op.cit.*, p. 153.

¹¹⁹⁷ Fabienne Mercier-Bernadet, « Le conflit franco-thaïlandais, juin 1940 – mai 1941, une manipulation japonaise ? », *Revue historique des armées*, n°223, 2001 ; Pierre Gosa, *Le conflit franco-thaïlandais de 1940-1941 : la victoire de Koh Chang*, Paris, Nouvelles éditions latines, 2008.

demeurent sous son giron, qu'elles soient Européennes ou Asiatiques. Dans ce contexte, l'enseignement supérieur est valorisé afin de mettre en avant à la fois la population coloniale et son élite et les bienfaits de la présence française en Asie du Sud-Est. Dans son discours de rentrée de l'Université indochinoise de 1940, Decoux insiste sur le fait que « dans l'œuvre d'éducation qu'est la colonisation, (...) l'enseignement est la marque, la récompense des peuples majeurs, des pays majeurs¹¹⁹⁸ ». L'accès au savoir est promu et facilité. L'ouverture de l'École supérieure de sciences va dans ce sens tout comme la transformation de l'École supérieure de droit en faculté par décret promulgué en 1941¹¹⁹⁹. Plus que de modifier l'enseignement colonial, il s'agit de lui donner une apparence équivalente à celui dispensé en métropole, puisque les nouvelles législations précisent qu'aucune modification de fonctionnement n'a lieu. Cette démarche, déjà entamée au cours de la décennie précédente, s'accompagne du maintien de bourses gouvernementales afin d'assister les étudiants et étudiantes rejoignant les établissements coloniaux : en février 1942, deux étudiantes ayant la citoyenneté française et sept étudiants indochinois, dont une femme, reçoivent une allocation allant de 135 à 450 piastres afin de pouvoir fréquenter des écoles déterminées dans l'arrêté de concession de bourses¹²⁰⁰.

Enfin, la cartographie éducative en Indochine subit elle aussi des modifications : si Hanoi constitue le centre principal d'enseignement supérieur en continuité avec la période précédente, des établissements vichystes sont créés dans le protectorat de l'Annam. La monocéphalie universitaire est assouplie par l'établissement de l'École supérieure d'éducation physique en novembre 1941 puis, à l'été 1942, de l'École des cadres de jeunesse d'Indochine, toutes deux à Phan Thiet¹²⁰¹. Le pendant féminin de cette dernière voit le jour en

¹¹⁹⁸ *Séance solennelle de rentrée de l'Université. Année scolaire 1940-1941*, Hanoi, Imprimerie Trung Bac Tan Van, p. 20, cité dans Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 264.

¹¹⁹⁹ AN, AJ/16/6950, dossier *L'École de droit de Hanoi, 1931-1944* : « Décret du 15 octobre 1941 portant application à l'École supérieure de droit de Hanoi de la dénomination de faculté ». Selon Hoàng Văn Tuấn, l'École supérieure de médecine devient une faculté à la même période. Or, aucun décret n'a pu être consulté dans ce sens alors que des sources antérieures utilisent déjà la dénomination « faculté » : « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 263 ; « Réorganisation de la Faculté de médecine, *Chantecler*, 17 décembre 1933, disponible en ligne : http://entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Faculte_medecine_Hanoi.pdf, consulté le 15 octobre 2019.

¹²⁰⁰ *Bulletin administratif de l'Annam*, n°4, 1942, p. 573-574.

¹²⁰¹ ANV1, GGI, dossier 17 165 : *Création et fonctionnement des Écoles d'Éducation physiques en Indochine, 1941-1944 : création d'une École de moniteur d'Éducation générale et physique en Indochine. Création à Dalat d'une École supérieure des Cadres de la Jeunesse féminine.*

février 1943 à Dalat et s'accompagne quinze mois plus tard d'une école des Arts ménagers¹²⁰² puis, en novembre, d'une école des moniteurs d'hôtellerie¹²⁰³. En découlent parfois des départs obligés puisque les aspirants aux fonctions mandarinales sont tenus de faire un stage à l'École d'éducation physique à partir de 1942¹²⁰⁴. En outre, les mobilités engendrées par ces institutions vichystes, qui disparaissent dès les derniers mois du conflit, se déploient sur des temporalités différentes de celles de l'Université indochinoise : y priment les séjours de courte durée, généralement d'un à trois mois¹²⁰⁵.

B. Des flux globaux intarissables

Sans constituer une rupture nette avec la période précédente, la Seconde Guerre mondiale voit les mobilités étudiantes se recomposer au profit de l'échelle coloniale. Les bouleversements liés à la guerre sont plus marqués au sein de l'empire français menacé de multiples manières par les forces de l'Axe ainsi que par ses rivaux régionaux en Asie. Les puissances concurrentes peuvent chercher à attirer les étudiants des possessions coloniales asiatiques : si les informations manquent quant aux circulations entre l'est de l'Indochine et la Thaïlande au milieu du siècle, un Indochinois présent en métropole en 1941 se voit offrir une bourse pour étudier la philosophie en Allemagne nazie¹²⁰⁶. Les détails font défaut quant à cette trajectoire inédite et quelque peu surprenante dudit Thao. En réalité, les flux internationaux pendant la Seconde Guerre mondiale s'inscrivent encore une fois dans la continuité des dynamiques antérieures : ils se recomposent à l'échelle asiatique tout en se maintenant à l'échelle globale.

B.1. Une sphère universitaire asiatique ?

La Seconde Guerre mondiale est l'occasion pour le Japon d'étendre sa domination en Asie du Sud-Est au détriment des colonisateurs occidentaux. Si des territoires sont conquis à

¹²⁰² ANV1, Direction des Finances (DirFin), dossier 16 357 : *Création d'une École supérieure des Arts ménagers à Dalat (Annam), 1944.*

¹²⁰³ Anne Raffin, *Youth Mobilization in Vichy. Indochina and Its Legacies, 1940-1970*, Lanham, Lexington Books, 2008, p. 83.

¹²⁰⁴ *Ibid.*, p. 82. Voir également : Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945) : Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2012.

¹²⁰⁵ ANV1, GGI, dossier 17 165 : *Création et fonctionnement des Écoles d'Éducation physiques en Indochine...*, *op.cit.* Voir également : Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques*, *op.cit.*, p. 263 ; Anne Raffin, p. 79-84.

¹²⁰⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 37 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Rapport du CAI, 1943 ».

partir de l'hiver 1941-1942¹²⁰⁷, le cas indochinois se distingue par la collaboration mise en place avec le gouvernement vichyste. Alors que Decoux continue de tenir les rênes de la colonie, les contacts franco-nippons incluent des initiatives nouvelles sur le plan de la formation des étudiants. En octobre 1942, un article publié dans *Indochine. Hebdomadaire illustré* annonce le départ d'étudiants d'Indochine pour le Japon, c'est-à-dire de « huit jeunes Indochinois, Français et Annamites [qui] vont partir pour le Japon en qualité d'échanges ou d'étudiants invités, peut-être [...] accompagnés de deux étudiantes¹²⁰⁸ ». Interrompues à la suite de l'abolition du mouvement *Đông Du* à la fin de la décennie 1900, les circulations étudiantes vers le Japon reprennent modestement pendant l'hiver 1942-1943. Ces départs prennent alors une allure tout à fait différente puisqu'ils sont cette fois fondés sur des accords diplomatiques entre pouvoirs publics français et nippons. Jean Chabas, l'auteur de l'article et professeur de droit à Hanoi, prend soin de ne pas rappeler le contexte de cohabitation forcée en inscrivant les initiatives à moyen terme : « Les accords et les invitations qui président à ces départs sont (sur ce point déterminé), l'heureux résultat d'une politique de collaboration intellectuelle, nippo-indochinoise amorcée dès avant la guerre de 1939, – Dans tout domaine le principal est de savoir persévérer¹²⁰⁹ ». Dans ce contexte, les départs sont organisés en Indochine par le biais d'échanges entre les autorités coloniales et les représentants consulaires japonais. Si les critères de sélection sont absents des sources disponibles, les étudiants nommés doivent partir du port de Saigon : en janvier 1943, il est prévenu d'héberger les huit candidats masculins en partance à l'infirmerie ou dans un dortoir du lycée Chasseloup-Laubat et les deux jeunes femmes dans un centre d'accueil¹²¹⁰. Dès avant l'embarquement, le voyage se compose de multiples mobilités visant à faire découvrir la colonie, ses activités économiques et culturelles : visite des industries de Chợ Lớn, du musée Blanchard de la Brosse, des écoles d'arts, de grandes plantations, du cap Saint Jacques ainsi que don de billets pour des spectacles¹²¹¹. Le consul japonais Sato, qui détermine la durée du séjour saïgonnais, reçoit les jeunes femmes et hommes dans ses appartements cochinchinois¹²¹². Ces voyages

¹²⁰⁷ Cf. supra.

¹²⁰⁸ Jean Chabas, « À propos des étudiants qui partent pour le Japon », *Indochine. Hebdomadaire illustré*, n°109, 1942.

¹²⁰⁹ *Ibid.*

¹²¹⁰ ANV2, GouvCoch, dossier 23 265 : *Dossier relatif à l'admission, échange des étudiants entre le Japon et l'Indochine française, création, ouverture, fermeture d'écoles... années 1941-1943* : « Note postale du gouverneur par interim au chef du service local de l'enseignement, 15 janvier 1943 ».

¹²¹¹ *Ibid.* : « Courrier du chef de service de l'enseignement au gouverneur de la Cochinchine, 18 janvier 1943 ».

¹²¹² *Ibid.*

d'études s'accompagnent d'une propagande aussi bien française que japonaise : à l'article de Chabas fait écho un court film produit par les autorités japonaises et diffusé en février 1943 montrant les étudiants d'Indochine préparant leur départ. L'apprentissage des katakanas en Indochine est valorisé alors que les étudiants sont présentés comme des candidats à l'admission dans une école de langue japonaise, témoignage à la fois d'une volonté d'apprentissage de la culture nipponne et d'une continuité des études entre Indochine et Japon¹²¹³. Or, la documentation conservée dans les archives japonaises souligne une plus grande diversité des trajectoires tout en attestant du caractère effectif des départs : en effet, le dix-neuvième rapport annuel de la Maison franco-japonaise basée à Tokyo inclut dans la liste de ses nouveaux membres dix « étudiants d'Indochine ». Cette présence confirme l'annonce de Jean Chabas quelques mois plus tôt puisque huit hommes sont associés à deux femmes. Parmi eux, trois sont des Européens contre sept Indochinois, et plus précisément des Vietnamiens¹²¹⁴. Fondée en 1924, l'institution qui les intègre en tant que « membres adjoints » a pour mission de favoriser les échanges et les contacts entre intellectuels français et japonais¹²¹⁵. Dans ce contexte, un thé de bienvenue est organisé le 17 mars 1943 à la suite de l'arrivée des recrues d'Indochine le 21 janvier. Ceux-ci fréquentent souvent la Maison qui doit « faciliter leurs travaux touchant à la culture japonaise afin de collaborer au but de l'Accord intellectuel entre le Japon et l'Indochine ». Le directeur alimente ce lien en les conviant de nouveau en mars 1944. Si l'accès à la culture nipponne est promu, elle est à relativiser au vu des cursus, variés, auxquels s'associent les étudiants et qui valorisent surtout une formation pratique et technique : aux côtés d'une spécialisation en littérature japonaise, on trouve le droit, le commerce, la parasitologie et bactériologie, l'économie politique, l'éducation, les arts appliqués, la mécanique électrique et l'odontologie¹²¹⁶.

¹²¹³ « Vietnamese students depart from Saigon port by ship to study Katakana at language schools in Japan », NHK, 44 secondes, 1943, disponible en ligne : <https://www.gettyimages.com/detail/video/vietnamese-students-depart-from-saigon-port-by-ship-to-news-footage/505527377>, consulté le 15 octobre 2019.

L'auteur remercie Pauline Khamphone et Matthieu Cabanes pour la transmission de ce document ainsi que Luc Fontanelle, Caroline Bonin et Seiji Moriya pour leur aide à la traduction.

¹²¹⁴ Il s'agit de Maurice Georges Chanteloup, Marcel Harmand Barthélémy, Yves Rivolaen, Dang-Van-Ngu, Hà Thu, Hoang Dinh Luong, Le Van Quy, Phan Thi Ly et Phan Thi Dao : National Diet Library (NDL), *Rapports annuels de la Maison franco-japonaise* : « 19^e rapport annuel, 1^{er} avril 1942 – 31 mars 1943, p. 4 ».

¹²¹⁵ Arthur Diolez, « Une institution de rapprochement intellectuel : la Maison franco-japonaise de 1924 à 1939 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°47, 2018, p. 73-82. L'auteur remercie Arthur Diolez pour la transmission des archives citées portant sur la Maison franco-japonaise.

¹²¹⁶ National Diet Library (NDL), *Rapports annuels de la Maison franco-japonaise* : « 19^e rapport annuel, 1^{er} avril 1942 – 31 mars 1943, p. 4 ».

La relation spécifique entre l'Indochine vichyste et l'empire japonais au cours du conflit de 1939-1945 conduit à recréer des flux estudiantins entre ces deux territoires, qui ne constituent qu'un pan, relativement mince, des échanges culturels bilatéraux aux côtés d'échanges de professeurs ou d'organisation de conférences¹²¹⁷. Les mobilités étudiantes demeurent très restreintes : aucune autre cohorte ne semble avoir été envoyée après les dix premières recrues et la liste des membres de la Maison franco-japonaise pour 1943-1944 reste vierge de nouveaux noms. De plus, ces circulations apparaissent comme exclusivement nippon-vietnamiennes et ne concernent pas les étudiants indiens. Alors que le Japon est un ennemi de l'empire britannique tout au long du conflit, c'est davantage avec un de ses alliés – la Chine républicaine elle aussi menacée par le conquérant nippon – que des échanges universitaires se mettent en place. Le département de santé publique du gouvernement indien soutient l'envoi d'étudiants chinois pour étudier la bactériologie ou la lutte contre la malaria¹²¹⁸. Surtout, en 1942 les contacts bilatéraux s'intensifient afin de trouver un accord concernant des échanges universitaires sino-indiens¹²¹⁹. Le conseiller éducatif du gouvernement de l'Inde John Sargent se rend en Chine pour négocier avec le ministre de l'Éducation local. L'objectif premier est d'organiser l'arrivée d'étudiants chinois en Inde transitant par Calcutta. Ces séjours sont directement liés au contexte de guerre puisqu'il s'agit de former aux sciences appliquées et aux technologies « d'importance pendant la guerre et la période d'après-guerre¹²²⁰ » tout en « renforçant les contacts culturels¹²²¹ » : l'industrie textile, la chimie, la métallurgie, la construction navale, la médecine ou encore l'industrie sucrière. Dix bourses (*studentships*) d'un an renouvelables sont instaurées et doivent couvrir les frais de voyage et d'inscription tout en incluant une allocation mensuelle de 200 roupies. L'admission d'autres étudiants chinois doit être également facilitée¹²²². Il faut attendre juillet 1943 pour que les

¹²¹⁷ Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine, op.cit.*, p. 25 ; voir aussi les rapports annuels de la Maison franco-japonaise dans lesquels sont inventoriés les différentes interventions et conférences organisées en son sein. Par exemple, le 30 octobre 1941 fut organisée une conférence sur la thématique des « rapports culturels entre le Japon et l'Indochine » : NDL, *Rapport annuels de la Maison franco-japonaise* : « 18^e rapport annuel, 1^{er} avril 1941 – 31 mars 1942 ».

¹²¹⁸ NAI, Public Health Department, file n°16-308/43 – 1943 : *Grant of scholarships to Chinese students for training in bacteriology* ; file n°16-31/43 - 1943 : *Grant of scholarships for Chinese student for training in malaria*.

¹²¹⁹ NAI, External Affairs, proceedings n°503(7)-X – 1942 : *Agreement between the Government of India and Chinese government for exchange of Chinese and Indian students. Grants of scholarships to ten Chinese students for study in India by the government of India and to the Indian students for study in China by the Chinese government. Selection of Indian students for China*.

¹²²⁰ *Ibid.* : « Notes on Visit to China, May 1st-19th 1942 ».

¹²²¹ *Ibid.* : « Courrier du conseiller d'éducation au principaux d'institutions, 1942 ».

¹²²² *Ibid.* : « Note du gouvernement de l'Inde, août 1942 ».

premiers candidats soient sélectionnés alors que leurs ambitions diffèrent des plans énoncés un an plus tôt, comme le décrit Humphrey Prideaux-Brune, l'agent britannique en charge des relations avec la Chine depuis Chongqing, capitale provisoire de la République de Chine depuis la prise de Nankin :

M. Sampson C. Shen, le premier des dix étudiants en échange chinois, vient juste d'arriver. Il m'indique qu'il va d'abord étudier à Santiniketan pour au moins six mois et qu'il ira ensuite suivre un cours à Bénarès. Il entend étudier la philosophie. (...) Il passe un peu de temps à Calcutta et se prépare à rejoindre Santiniketan dans environ quinze jours. (...) Il a d'ailleurs mentionné que le ministère de l'Éducation souhaite qu'il reste deux ans ou plus en Inde¹²²³.

La marge de manœuvre des étudiants, parfois soutenus par leur gouvernement d'origine, est clairement visible ici alors que Santiniketan fait référence à l'établissement scolaire fondé par Rabindranath Tagore en 1901 à proximité de Calcutta afin de proposer un enseignement différent des méthodes occidentales¹²²⁴. Cet établissement n'était pas compris dans la liste d'établissements préparée par le conseiller éducatif de l'Inde, davantage centrés sur la formation technique¹²²⁵. Si le nombre de départs apparaît limité, il reste moins problématique que ceux d'Indiens pour la Chine. La question de l'établissement d'accueil fait débat alors que l'Institut politique central (*Central Political Institute*) est d'abord présenté comme le point de réception des étudiants. Organe du Kuomintang, il fait redouter aux autorités coloniales en Inde un apprentissage politique aux connotations anti-impérialistes et anticolonialistes¹²²⁶. Finalement, les étudiants doivent rejoindre d'autres institutions alors qu'ils ne sont pas moins de 70 à adresser leur candidature au commissaire éducatif du gouvernement indien en juin

¹²²³ « Mr Sampson C. Shen, the first of the ten Chinese Exchange Students, has just arrived here. He tells me that he is going first to study at Santiniketan, for at least six months, and after that will go on for a course at Benares. He intends to study philosophy. (...) He is spending a little time in Calcutta and expects to go to Santiniketan in about a fortnight's time. (...) He mentioned incidentally that the Ministry of Education wish him to remain for two years or more in India. » : *Ibid.* : « Courrier du représentant diplomatique à Chongqing au conseiller éducatif du gouvernement de l'Inde, 30 juillet 1943 ».

¹²²⁴ Sur l'établissement de Santiniketan, voir notamment : Rabindranath Tagore, *On the Edges of Time*, Calcutta, Orient Longmans, 1958 ; T. Sarkar, « The Child and the World : Rabindranath Tagore's Ideas on Education », in *Rebels, Wives, Saints*, Calcutta, Seagull, p. 268-298 ; Swapna Banerjee, « When Personal becomes Political: Rabindranath Tagore and His Experiments with Schooling in Colonial India », communication présentée lors de la neuvième conférence biennale de la *Society for the History of Children and Youth*, Rutgers University, Camden, 21-23 juin 2017.

¹²²⁵ Cette liste comprenait notamment l'École de sylviculture de Dehra Dun, l'Institut indien de recherche agricole de Delhi, l'Institut indien de recherche vétérinaire d'Izatnagar et l'Institut de technologie de Cawnpore.

Ibid. : « Note du 30 juin 1942 ».

¹²²⁶ *Ibid.* : « Extrait de notes du gouvernement indien, 27 juin 1942 ».

1943¹²²⁷. Un comité de sélection est alors en charge de faire passer des entretiens organisés à l'Université de Delhi à dix-sept présélectionnés dont dix sont finalement éliminés¹²²⁸. Les lauréats sont dispersés dans différentes universités où ils étudient aussi bien l'agriculture, la philosophie, les sciences politiques, les arts que les mathématiques¹²²⁹.

Des mobilités étudiantes impulsées par des contacts transnationaux entre des gouvernements implantés en Asie caractérisent la période correspondant à la Seconde Guerre mondiale. Aux côtés d'enjeux politico-diplomatiques, l'attitude des étudiants sur le départ laisse parfois entrevoir la prise en compte du contexte de conflit. Par exemple, l'étudiant chinois Chen précise dans ses courriers qu'il souhaite rejoindre le Royaume-Uni. Les études au sein du Raj britannique ne sont qu'une étape, voire un pis-aller, dans un projet de mobilité transcontinental¹²³⁰. Pour d'autres, l'Inde n'est qu'un pôle de transit vers des territoires plus lointains, laissant entrevoir la pérennité de circulations internationales¹²³¹.

B.2. Vers un empire universitaire états-unien ?

Alors que des étudiants chinois transitent par l'Inde pour atteindre les établissements universitaires du Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique, dans quelle mesure ces mobilités internationales concernent-elles également des étudiants d'Asie coloniale ? Une fois n'est pas coutume, c'est essentiellement une présence indienne à l'international qui transparait dans les archives¹²³². Alors que l'Europe est au cœur de la guerre, des étudiants du Raj britannique continuent de fréquenter les établissements états-uniens :

¹²²⁷ *Ibid.* : « Courrier du conseiller éducatif au secrétaire du département des affaires extérieures du gouvernement de l'Inde, 17 juin 1943 ».

¹²²⁸ *Ibid.* : « Selection of candidates for the Chinese Research scholarships ».

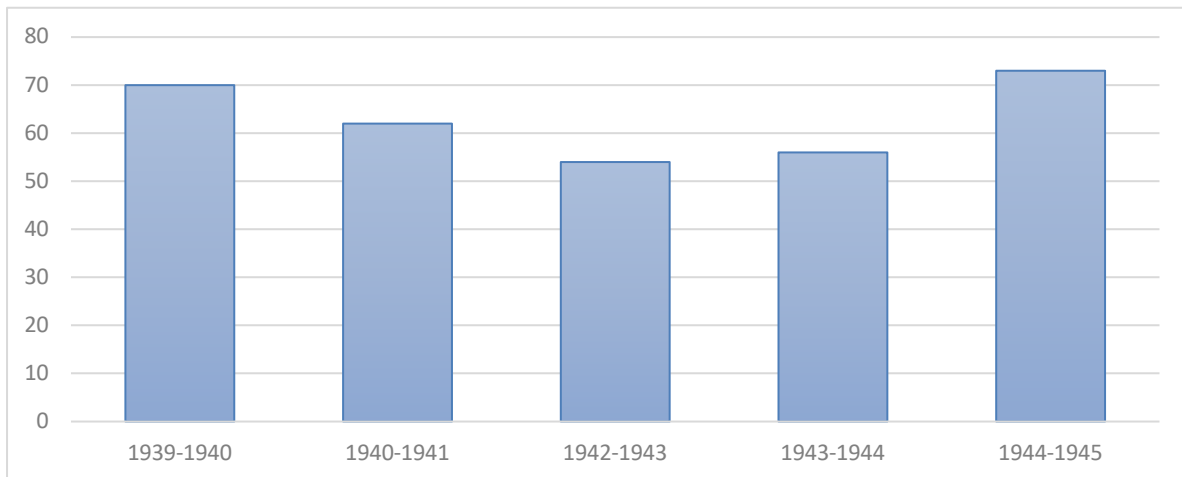
¹²²⁹ La répartition se fait comme suit : trois étudiants à l'Université centrale nationale de Chongqing, en agriculture, philosophie et science politique, un à l'université nationale du Wuhan dans le département de recherche en arts, deux à l'Université nationale associée du Sud-Ouest, en arts et en philosophie, un étudiant en agriculture à l'Université de Nankin, Un étudiant à l'Université nationale de Chekiang en mathématiques, un étudiant à l'Université nationale Sun Yat Sen en agriculture et un au muséum national central : *Ibid.* : « Courrier du ministre de l'Éducation à Chongqing au conseiller éducatif de l'Inde, 15 septembre 1943 ».

¹²³⁰ *Ibid.* : « Courrier du représentant diplomatique à Chongqing au conseiller éducatif du gouvernement de l'Inde, 30 juillet 1943 ».

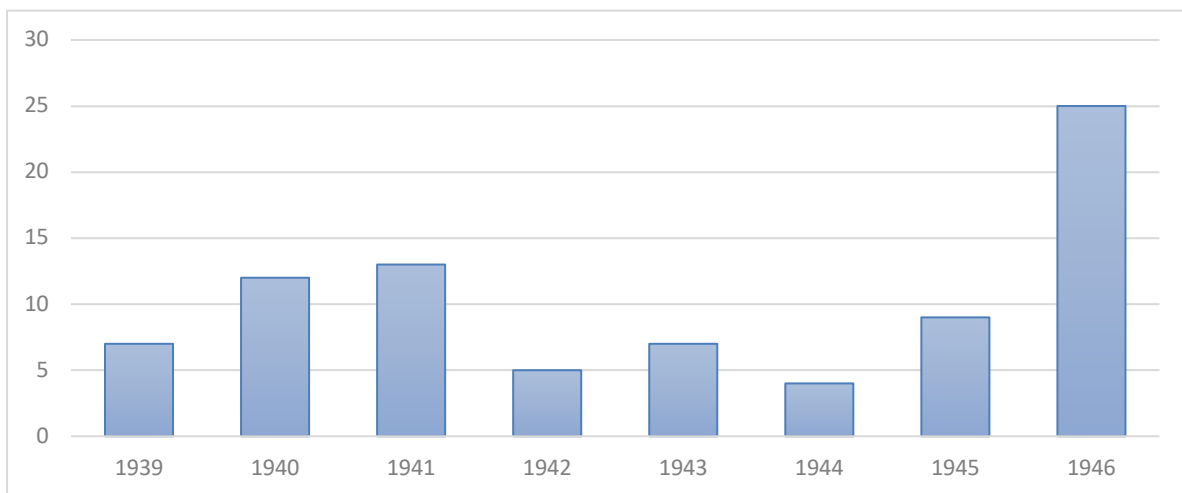
¹²³¹ Voir par exemple : NAI, HD, n°10/39/43 – 1943 : *Grant of transit visas for India without prior reference to Chinese students proceeding to the United Kingdom or the USA for technical training and research and for procedure to be followed for the disposal of visa applications for Chinese nationals other than technical students.*

¹²³² Notons la mention d'un unique étudiant indo-chinois, de sexe masculin, dans les statistiques sur les étudiants étrangers aux États-Unis pour l'année 1939-1940 : « Statistical Summary By Countries of Foreign Students in Colleges and Universities of the United States for 1939-1940 », *The Unofficial Ambassadors*, New York, Committee on Friendly Relations Among Foreign Students, 1940.

Graph. 3-8 – Effectifs globaux des étudiants venus d’Inde aux États-Unis, 1939-1945¹²³³



Graph. 3-9 – Effectifs des étudiants venus d’Inde à Columbia University, 1939-1946¹²³⁴



À l'échelle du pays, les effectifs connaissent une baisse modérée pendant le conflit, de moins d'un quart par rapport aux effectifs de 1939-1940. À plus grande échelle, la situation est variable : Ross Bassett décrit la période de guerre comme l'apex de la fréquentation indienne du MIT avec 24 recrues en 1944 contre une moyenne de sept tout au long des années 1930¹²³⁵. Ces étudiants sont les descendants de membres des élites économiques et politiques indiennes optant pour les États-Unis, territoire jugé moins dangereux que la métropole en temps de guerre. Ils mobilisent pour cela leurs réseaux, obtenant des recommandations auprès de personnalités américaines. À l'inverse de cette affluence pour l'institution du

¹²³³ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : *The Unofficial Ambassadors*, New York, Committee on Friendly Relations Among Foreign Students, 1939-1945. Aucune donnée n'est disponible pour l'année 1941-1942, lacune peut-être liée à l'entrée en guerre des États-Unis à la suite de l'attaque japonaise sur Pearl Harbour.

¹²³⁴ COLUA : *Annual Reports, 1939-1946*.

¹²³⁵ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-London, Harvard University Press, 2016, p. 171.

Massachusetts, une chute des effectifs, plus brutale qu'au niveau national, caractérise Columbia University. Or, les catalogues de cette université nous renseignent sur la configuration des flux d'arrivée et de départ en son sein : si des étudiants quittent l'établissement de Manhattan, d'autres continuent d'arriver. Ils sont aussi bien issus des populations colonisées que des Occidentaux installés aux colonies. En 1939-1940, Edmund et Nancy Lucas arrivent ensemble à New York afin de poursuivre leur formation à la School of Education de Columbia¹²³⁶. Le couple vient de Lahore où il travaillait au Forman Christian College. Aux côtés de ces étudiants-missionnaires, Pritha Kumarappa, originaire de Bombay, intègre le Barnard College. Ces arrivées continuent de se manifester à la suite de l'entrée en guerre des États-Unis : Valsa Anna Matthai rejoint la filière commerciale de Columbia en 1942-1943 tout en bénéficiant de l'accueil chez un membre de sa famille, le docteur John Matthai, tandis que Bhoota Baboobhai Vrajlal Bhoota poursuit des études de pédagogie approfondie en étant hébergé à l'International House située à quelques rues du campus, sur Riverside Drive¹²³⁷. Le parcours d'Allan Ebrahim Currimbhoy, admis en 1943, illustre quant à lui la complexité des mobilités étudiantes et la complémentarité des échelles¹²³⁸. En effet, il n'est autre que l'étudiant rapatrié au début de la guerre de la Finlande à Londres sur décision du gouvernement britannique. Trois ans après son rapatriement, sans que les sources ne permettent de déterminer la nature de ses occupations une fois envoyé à Londres, il opte de nouveau pour un séjour d'études international, cette fois nord-américain.

Si une partie de ces départs est organisée sur fonds propres, des offres de bourses peuvent également les stimuler. Alors que des acteurs basés en Inde, et notamment l'entreprise Tata, financent certains séjours d'études internationaux¹²³⁹, l'intérêt de la diaspora indienne en Amérique du Nord pour la formation de leurs concitoyens de la colonie est confirmé à travers la création de la Watumull Foundation en 1942 :

¹²³⁶ COLUA : *Catalogues of the Officers and Students of Columbia College* : « 1939-1940 ».

¹²³⁷ Les questions d'hébergement et notamment, le cas de l'International House, sont examinées dans le chapitre 5 de la présente thèse : *Ibid.* : « 1942-1943 ».

¹²³⁸ *Ibid.*, 1943-1944.

¹²³⁹ NAI, HD, File n°3-11-FE/45 : *Offer of scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for Studies in the USA* : « Courrier de East India Stores – Watumull Brothers à Watumull Jhamandas, 18 janvier 1945 ».

La Watumull Foundation a été établie aux États-Unis en 1942 par Gobindram J. Watumull (un marchand sindhi résidant à L.A.) avec Ernest R. Cameron et Milton Cades comme curateurs. Les buts de la fondation sont :

- (1) promouvoir la coopération culturelle et économique entre l'Inde et les États-Unis ;
- (2) Aider à développer l'efficacité nationale de l'Inde.

Ce dernier objectif doit être atteint par l'attribution de bourses aux étudiants indiens pour leur permettre de poursuivre des études supérieures en Amérique et ensuite retourner en Inde pour entreprendre un travail utile au pays¹²⁴⁰.

Si son action demeure limitée jusqu'en décembre 1943, les objectifs affichés par la fondation la situent dans la continuité d'initiatives entreprises depuis les premières décennies du xx^e siècle. Les objectifs nationalistes sont clairement énoncés, associant développement et éducation. Les bourses doivent conduire à une formation technique et pratique, qu'elle soit agricole, médicale, piscicole ou plutôt liée à l'ingénierie ou à la bio-chimie¹²⁴¹. De plus, comme certaines initiatives l'ayant précédée, le comité consultatif mêle membres américains et indiens¹²⁴² alors que son fondateur a lui-même épousé une États-Unienne, très investie dans le projet. Elle développe ainsi des partenariats avec des établissements d'enseignement mais aussi avec des associations favorisant les contacts transnationaux, comme la East and West Association créée pendant la guerre¹²⁴³. Les contacts avec la colonie sont nombreux, d'abord grâce au réseau familial et amical que la branche américaine de la famille Watumull a préservé avec sa province d'origine, le Sind, mais aussi grâce à l'envoi de représentants fréquentant les centres universitaires de la colonie. Le professeur Curti, un membre du comité consultatif de la fondation nommé à l'Université de Calcutta, doit ainsi visiter institutions d'enseignement et de recherche au Bengale mais aussi à Bombay, Delhi et Bangalore¹²⁴⁴. Les réponses à l'appel à candidatures lancé en 1944 montre l'intérêt grandissant de la communauté étudiante

¹²⁴⁰ « The Watumull Foundation was established in the USA in 1942 by Gobindram J. Watumull (a Sindhi merchant residing in LA) with Ernest R. Cameron and Milton Cades as Trustees. The purposes of the Foundation are :

- (1) To promote cultural and economic cooperation between India and the United States ;
- (2) To aid in the cause of increasing India's national efficiency.

The latter objective is to be achieved by the grant of scholarships to Indian students to enable them to prosecute higher studies in America and thereafter to return to India to do constructive work for the country. » : *Ibid.* : « Note sur la Watumull Foundation ».

¹²⁴¹ *Ibid.* : « Announcement of scholarship awards ».

¹²⁴² Le comité consultatif états-unien se compose de Gregg Sinclair, président de l'Université de Hawaii, Karl Taylor Compton, président du MIT, Taraknath Das, GB Lal, S Chandrasekhar, Merle Curti et Dean Harry Carman de Columbia University.

Ibid. : « Note sur la Watumull Foundation ».

¹²⁴³ *Ibid.* Sur la East and West Association, voir par exemple : Robert Shaffer, « Pearl S. Buck and the East and West Association : The Trajectory and Fate of "Critical Internationalism", 1940-1950 », *Peace and Change*, n°1, vol. 28, 2003.

¹²⁴⁴ *Ibid.* : « Courrier de East India Stores – Watumull Brothers à Watumull Jhamandas, 15 février 1945 ».

indienne pour une formation états-unienne : en janvier 1942, 800 dossiers ont été reçus et 200 supplémentaires arrivent au cours des deux mois suivants, des résultats inattendus selon les mots des responsables de la fondation eux-mêmes. Seules treize bourses sont disponibles, dont deux réservées aux candidats sindhi, et la liste des lauréats est finalement publiée le 17 avril 1945¹²⁴⁵. Au-delà du simple dossier de candidature, plusieurs étudiants adressent des courriers individualisés afin de tirer leur épingle du jeu. Ces stratégies, mêlant offre et demande, reflètent donc la forte concurrence provoquée par l'annonce de ces allocations alors que la guerre n'est pas encore terminée.

Le 1^{er} août 1945, Syed Maqsood Ali expose dans un courrier adressé au gouvernement colonial sa volonté de poursuivre ses études au Royaume-Uni afin d'obtenir un diplôme de doctorat en chimie organique¹²⁴⁶. Détenteur d'un diplôme de Master en sciences (M.Sc.), il est alors affilié à l'Institut impérial de recherche agricole basé à New Delhi et souhaite quitter sa terre natale, initialement à ses propres frais. Il cherche à obtenir des informations concernant l'admission dans les établissements de la métropole et à confirmer celles obtenues par d'autres biais, notamment sur le coût élevé des études à Oxbridge qui le conduit à privilégier d'autres centres universitaires tels Édimbourg, Manchester ou Londres. Surtout, il demeure intéressé par un potentiel soutien financier émanant des autorités coloniales. Dans ce cadre, il multiplie les missives à l'attention des départements éducatifs de la colonie entre les mois de juillet et de septembre, peinant à obtenir une réponse. Ses initiatives mettent dès lors en relief le maintien d'une demande en formation extra-coloniale aux lendemains immédiats de la Seconde Guerre mondiale. Les pouvoirs publics de la colonie y restent directement associés puisqu'ils envoient des étudiants en métropole pour la rentrée universitaire 1945. En outre, des discussions sur la sortie de guerre avaient animé le monde politique et éducatif, en colonie comme en métropole, dès avant la fin du conflit. Un rapport de juin 1944 portant sur l'Université d'Oxford avait ainsi prévu une hausse de pas moins de

¹²⁴⁵ *Ibid.* : « Announcement of scholarship awards ».

¹²⁴⁶ NAI, HD, File n°60-5/45 : *Private Students – SYED MAQSOOD ALI, a private student for UK, 1945* : « Courrier de Syed Maqsood Ali, 1^{er} août 1945 ».

50 % des effectifs estudiantins après-guerre¹²⁴⁷. Il s'agit également de réorganiser les structures d'encadrement des mobilités, nées près de quarante plus tôt, dès les premiers mois de l'année 1945¹²⁴⁸.

La continuité palpable ici se fait plus subtile du côté indochinois : le coup de force japonais en mars 1945 conduit à des réformes éducatives qui tendent à se distinguer des initiatives coloniales antérieures, en tant que processus de décolonisation culturelle¹²⁴⁹. Toutefois, la fin de la guerre en Asie le 2 septembre 1945 et la proclamation le même jour de l'indépendance du Vietnam par Hồ Chí Minh ne conduisent pas tout à fait à faire table rase des dynamiques éducatives passées : l'ancienne Université indochinoise est nationalisée plutôt que véritablement supprimée tandis que des mobilités étudiantes vers la France demeurent visibles. En effet, la Maison des étudiants d'Indochine de la Cité universitaire de Paris rouvre ses portes à des étudiants originaires de la péninsule indochinoise dès la fin de la guerre¹²⁵⁰.

Par conséquent, la période qui s'est ouverte avec la résolution de la Grande Guerre ne constitue pas un bouleversement radical des dynamiques entamées au cours des décennies précédentes, aussi bien en Indochine française qu'en Inde britannique. L'affirmation d'un enseignement supérieur colonial se fait en parallèle du déploiement de séjours d'études extra-coloniaux qui incluent de nouveaux territoires. Si des concurrences existent, elles se doublent de complémentarités que les trajectoires d'étudiants et d'étudiantes tendent à mettre en relief. La diversité d'acteurs investis dans les migrations académiques demeure réelle tandis que les mesures d'encadrement se réforment, principalement en métropole. Des tendances lourdes se dégagent mais permettent tout de même de distinguer mobilités indiennes et mobilités indochinoises. Les premières demeurent davantage globales, ne se limitant pas toujours à des territoires anglophones bien que ces derniers – et les États-Unis notamment – restent majoritaires ; l'anticolonialisme des seconds, et principalement des Vietnamiens,

¹²⁴⁷ Oxford University Archives (OUA), UR6/11/5, file 1 : *India – Delegacy of Oriental Students, May 1926-June 1946* : « Rapport du 1er juin 1944 ».

¹²⁴⁸ *Ibid.* : « Courrier du secrétaire à l'éducation du haut-commissariat à l'Inde à l'officier universitaire de l'Université d'Oxford, 31 juillet 1945 ».

¹²⁴⁹ Nguyễn Thụy Phương, *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975. De la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle*, Amiens, Encre Édition, 2017, p. 29-32.

¹²⁵⁰ À ce sujet, voir notamment : Sara Legrandjacques, « L'Asie à la Cité internationale universitaire de Paris depuis 1950 : entre identités plurielles et cosmopolitisme culturel » in Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *Le Campus-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître.

continue de constituer un levier important vers l'étranger. Dans ce contexte, les mobilités étudiantes impériales et internationales atteignent, pour les deux colonies, des fragiles apogées au milieu de l'entre-deux-guerres. Elles sont soumises à la conjoncture : la crise économique des années 1930 puis le second conflit mondial modifient les flux sans parvenir à rompre les dynamiques circulatoires en place depuis le XIX^e siècle. Alors que les établissements extra-coloniaux s'adaptent à l'arrivée de ces populations coloniales, les institutions implantées dans les colonies – qu'elles soient plurielles ou davantage monocéphales – tendent à devenir des pôles universitaires outrepassant les frontières coloniales et impériales. Finalement, c'est bien une cartographie complexe, faites de multiples flux migratoires, qui caractérise l'enseignement supérieur et technique lié à la colonisation jusqu'à l'entrée dans l'ère des décolonisations.

TRANSITION

Chapitre 4

Devenir mobile

Voyages et déplacements en contexte éducatif

En une belle journée du début de l'année 1908 nous avons embarqué à Bombay, et le temps fut beau jusqu'à Suez. C'était un voyage hors saison et, par conséquent, peu de passagers se trouvaient sur le bateau. Il y avait un groupe d'Américains à bord qui maintenaient un semblant d'animation en organisant des loteries, etc. Ils ne sont pas restés longtemps, cependant, puisque leur prochain arrêt était Le Caire ; et ils débarquèrent à Port Saïd. (...) Un de mes oncles se trouvait en Angleterre au moment où j'y arrivais, et je restais avec lui pour environ quinze jours avant d'embarquer pour New York.

Ce qui m'amusa immensément fut le nombre de réponses que tous les passagers devaient fournir pour renseigner les autorités migratoires des États-Unis, avant qu'elles permettent d'embarquer pour ce pays¹²⁵¹.

Conformément article 500-bis Code I.P. TIAO PHETSARATH dignitaire Luangprabang (sic) m'adresse demande autorisation envoyer en France pour continuer ses études à Paris à l'École spéciale des Travaux Publics du bâtiment et de l'industrie son frère TIAO SOUVANNAPHOUMA anciennement élève Lycée Hanoi. Donne avis très favorable l'intéressé étant fils de TIAO MAHA CUPKHAT décédé en 1920 premier dignitaire royaume Luangprabang où rendit services signalés notamment en 1893 et dont famille a conservé grande autorité dans pays. Suis même disposé pour ce motif accorder à Souvannaphouma passage deuxième classe Vientiane Marseille si voulez bien accorder autorisation demandée¹²⁵².

¹²⁵¹ Victor N. Narayan, « My Trip to America », in Indu Bushan De Majumdar, *America through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spinck & Co, 1918, p. 254-255.

¹²⁵² ANOM, GGI, dossier 51 461 : *Tiao Souvannaphouma* : « Télégramme du résident supérieur du Laos au gouverneur général de l'Indochine, 17 septembre 1924 ».

Lorsqu'il édite, en 1918, les récits de voyage aux États-Unis d'Indu Bushan De Majumdar, le prince Victor N. Narayan, originaire de l'État de Koch Bihar, prend soin d'y greffer, en guise de vingtième chapitre, le récit de son propre séjour d'études entrepris une dizaine d'années plus tôt. Il souhaitait alors intégrer le New York State College of Agriculture de Cornell University, à Ithaca dans l'État de New York. Son témoignage ne se limite pas à la description de sa formation nord-américaine mais inclut, entre autres, l'itinéraire qui lui permet de relier l'Inde britannique aux États-Unis. Dès lors, le voyage, moment mobile par excellence en tant qu'événement spatio-temporel reliant un point de départ à un point d'arrivée, fait partie intégrante de l'expérience éducative de Narayan. Le déplacement est morcelé en plusieurs étapes plus ou moins longues – Bombay, Port Saïd, Suez, Marseille, Londres, Sandy Hook – et révèle des enjeux variés : logistiques, d'abord, lorsque l'un des bateaux que doit emprunter Narayan fait naufrage ou quand l'ambassade britannique l'aide à rejoindre Ithaca en train, mais aussi administratifs, avec le contrôle effectué par les autorités états-uniennes à l'égard des migrants. Cette description détaillée se prolonge tout au long du séjour américain, au cours duquel le jeune Indien continue de se déplacer, de New York à Québec.

À l'inverse, c'est une trajectoire davantage linéaire qui transparaît à travers le télégramme transmis au gouverneur général de l'Indochine depuis la résidence supérieure du Laos en septembre 1924. Les autorités du Protectorat indochinois autorisent Tiao Souvannaphouma à rejoindre la métropole, organisant pour lui son déplacement de Vientiane à Marseille, étape transitoire vers Paris et son École des Travaux publics. Si elle ne permet ni de connaître les moyens de transport envisagés ni de saisir le vécu de Tiao, cette correspondance témoigne des enjeux politiques et sociaux du voyage. Celui-ci alimente les échanges administratifs et est intégré aux réglementations sur l'éducation. L'ascendance, jugée prestigieuse, de l'étudiant laotien lui permet alors de bénéficier d'un voyage en deuxième classe plutôt qu'en troisième.

Ces deux sources mettent en avant des caractéristiques et des défis associés aux expériences migratoires. Toutefois, le voyage des étudiants originaires ou à destination de l'Asie coloniale, considéré ici en tant que déplacement, n'apparaît que timidement aussi bien dans les archives que dans les travaux dédiés à l'enseignement et aux mobilités qui lui sont attachées. Pourtant, c'est bel et bien ce déplacement qui marque l'entrée des étudiants dans

la mobilité et rend possible leur formation. Condition *sine qua non* de la continuité du cursus éducatif pour une grande partie des étudiants, il demande à être organisé quelle que soit l'échelle à laquelle il se déploie et sa récurrence. Ainsi, au niveau local, les liaisons entre lieux de résidence et lieux d'études ont ponctuellement fait l'objet de réflexions et de mesures au XIX^e comme au XX^e siècles. En 1887, une résolution du département général du Bengale précise qu'un omnibus est mis en place depuis l'hôtel Surnamayi accueillant les étudiantes indiennes inscrites aux cours de la Campbell Medical School de Calcutta¹²⁵³. Près de cinquante-cinq ans plus tard, la desserte de la Cité universitaire de Hanoi par un tramway est primordiale au bon fonctionnement de la nouvelle résidence, conduisant les pensionnaires jusqu'aux écoles supérieures de l'Université¹²⁵⁴. Toutefois, ces routes coloniales restent faiblement documentées et ce sont surtout les itinéraires à plus grandes échelles qui apparaissent à travers quelques correspondances, des autobiographies ou des récits de voyage. Ces derniers, s'ils ont suscité l'intérêt de différents chercheurs, ne concernent que minoritairement des étudiants : dans son article offrant une vue d'ensemble de ce genre littéraire au Vietnam colonial entre 1918 et 1945, Christopher Goscha répertorie moins d'une dizaine d'écrits proprement estudiantins¹²⁵⁵. Les travaux sur le voyage et les voyageurs qui ont fleuri, en littérature comparée¹²⁵⁶, puis en histoire¹²⁵⁷, depuis le tournant du XXI^e siècle, se concentrent quant à eux sur des expériences européennes et non-éducatives. L'historiographie anglophone s'est penchée sur les déplacements impériaux depuis l'Asie du Sud, soulignant le rôle du trajet comme moment de construction de soi et de son rapport au monde¹²⁵⁸, mais les

¹²⁵³ West Bengal State Archives (WBSA), Education, files n°21-26 : *Female Medical Education. Campbell Medical School* : « Résolution du 18 novembre 1887 ».

¹²⁵⁴ Archives nationales du Vietnam – centre n°1 (ANV1), Direction des finances de l'Indochine (DirFin), dossier 3599-02 : *Rapport sur le fonctionnement de la Cité universitaire de Hanoi pendant l'année scolaire 1943-1944* : « Rapport sur le fonctionnement de la Cité universitaire en 1943-1944 ». Sur le Cité universitaire de Hanoi, voir le chapitre 5 de la présente thèse.

¹²⁵⁵ Christopher Goscha, « Récits de voyage vietnamiens et prise de conscience indochinoise (c. 1920-c. 1945) », in Claudine Salmon (dir.), *Récits de voyage des Asiatiques : Genres, mentalités, conceptions de l'espace*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1996, p. 253-279.

¹²⁵⁶ Voir notamment : le numéro 297 de la *Revue de littérature comparée*, publié en 2001 et qui comprend l'article d'Henri Copin portant sur l'Indochine, « Confins et frontières : civilisés et décivilisés en Extrême-Asie indochinoise », *Revue de littérature comparée*, n°297, 2001/1, p. 79-92 ; Romuald Fonkoua, *Les discours du voyage*, 2009, p. 5-10.

¹²⁵⁷ Pour des synthèses réflexives sur les approches historiques du voyage : Sylvain Venayre, « Pour une histoire culturelle du voyage au XIX^e siècle », *Sociétés et Représentations*, n°21, 2006/1, p. 5-21 ; Rebecca Rogers, Françoise Théaud, « Editorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°28, 2008, p. 5-16.

¹²⁵⁸ Voir notamment : Simonti Sen, *Travels to Europe. Self and Other in Bengali Travel Narratives, 1870-1910*, Hyderabad, Orient Longman, 2005 ; Elleke Boehmer, *Indian arrivals, 1870-1915. Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

travaux sur les étudiants indiens font faible cas du moment mobile lui-même. Sumita Mukerjee a ainsi rappelé la faiblesse des sources portant spécifiquement sur les trajets d'aspirants aux études. En parallèle, des chercheurs et chercheuses s'intéressent à l'histoire, matérielle et sociale, des moyens de communication, et plus particulièrement des transports maritimes, jetant une nouvelle lumière sur les modalités des mobilités¹²⁵⁹.

Fort de ces constats, ce chapitre cherche à élargir ces perspectives en mesurant l'impact du voyage lui-même, de son organisation et de son encadrement, sur les parcours éducatifs depuis ou vers les colonies indienne et indochinoise. Pour cela, il s'agira de suivre les différentes étapes du trajet : le premier temps, celui de son organisation, repose sur une négociation entre de multiples acteurs ; dans un deuxième temps, le déplacement auquel il conduit, est morcelé et participe déjà de la formation du voyageur ; enfin, l'arrivée en terre d'études qui marque la fin du voyage est plus ou moins fluide et encadrée.

1. Un déplacement négocié

Une critique récurrente associée aux migrations éducatives consiste à dénoncer le manque de préparation du séjour¹²⁶⁰. Si celle-ci vise d'abord l'accès aux établissements d'enseignement, le voyage d'études exige un minimum de préparation du déplacement lui-même, difficilement improvisé. Dès lors, l'entrée des étudiants dans la mobilité n'est pas exempte de difficultés et se déplacer n'est pas une évidence. À côté des modalités logistiques et financières, viennent se greffer des enjeux sociaux et politiques qui font ressortir, une fois encore, l'investissement d'acteurs variés dans la mobilité étudiante.

¹²⁵⁹ Voir notamment : Valeska Huber, *Channelling Mobilities : Migration and Globalisation in the Suez Canal Region and Beyond, 1869-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; Douglas R. Burgess, *Engines of Empire. Steamship and the Victorian Imagination*, Stanford, Stanford University Press, 2016 ; Charles Fawell, « In-between Empires: Travel, Space, and Sovereignty along the Maritime Routes of Imperial France and Britain, c. 1870-1930 », thèse de doctorat en cours de préparation à l'University de Chicago. L'auteure remercie Charles Fawell pour ses recommandations bibliographiques.

¹²⁶⁰ Voir le chapitre 6 de la présente thèse.

A. Pouvoir se mouvoir

Les modalités du voyage dépendent de la destination choisie : si, à grande échelle, un déplacement pédestre peut être envisagé, une distance à parcourir plus importante amène à considérer d'autres modes de transport. Le développement plus ou moins rapide des moyens de communication en fonction des régions et des pays marque l'organisation du voyage : lorsqu'en 1904, des étudiants indiens envisagent sans difficulté de relier Calcutta et Bombay en train¹²⁶¹, les étudiants chinois originaires de Tchentou (Chengdu) et en partance pour Hanoi en 1922 doivent encore choisir entre un parcours fluvial et un parcours mi-terrestre mi-ferré¹²⁶². Les liaisons maritimes permettent quant à elles de rejoindre les métropoles¹²⁶³ ou d'autres territoires plus éloignés, potentiellement insulaires, à l'instar du Japon. Dès lors, les candidats au voyage éducatif s'insèrent dans une économie du déplacement mêlant de multiples acteurs.

A.1. Une affaire de billets

Aux côtés des étudiants et de la variété d'individus et d'organisations qui alimentent les départs – familles, administrateurs, associations – des sociétés spécialisées dans la mobilité, telles les compagnies maritimes et les agences touristiques, participer à organiser les voyages. La Peninsular and Oriental Steam Navigation Company (P&O) fondée en 1837, l'agence de voyage Thomas Cook & Son active depuis 1841 ou les Messageries maritimes créées en 1851 deviennent des interlocuteurs privilégiés pour certains individus sur le départ ainsi que des pourvoyeurs de financement. Si les transactions qui s'opèrent afin d'obtenir un titre de transport sont peu visibles dans les archives consultées, elles n'en font pas moins l'objet d'adaptations et de négociations, faites d'échanges épistolaires et télégraphiques entre

¹²⁶¹ WBSA, Education, file n°125 : *Passages of native Students and others proceeding to England and paid for by Government to be arranged through Messrs Thomas Cook and Son, General Railways and Steamship Agents, London.*

¹²⁶² La voie ferrée, aménagée par les Français au tournant du siècle, est présentée le consul français en Chine méridionale comme accessible à partir de Yunnanfou et jusque Hanoi : le tronçon entre le Yunnan et le Tonkin a été aménagé entre 1904 et 1910. Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 44 153 : *Admission à l'École de médecine de Hanoi des élèves Wang Hio Hai Tchang Choui Lim et Lieou Tse Techeou, 1922-1924* : « Courrier du consul de Tchentou au gouverneur général de l'Indochine, 11 août 1922 ».

¹²⁶³ À partir de 1862, la ligne Marseille-Hong Kong met cinq semaines à rejoindre Saigon via Suez, contrairement à treize semaines via Le Cap. En 1923, la même liaison se fait en quarante jours : Henri Copin, « Confins et frontières... art.cit. », *Revue de littérature comparée*, n°297, 2001/1, p. 82. Une liaison entre le Royaume-Uni et le sous-continent indien existe depuis 1842. Dans les années 1890, un voyage via le canal de Suez entre Londres et Bombay prend une douzaine de jours : « P&O History », *P&O Heritage*, disponible en ligne : poheritage.com/our-history, consulté le 3 octobre 2021.

les compagnies de voyage, les autorités coloniales et les étudiants. Certaines sociétés maritimes tendent à exercer un quasi-monopole : la P&O passe des contrats avec l'India Office et des arrangements confidentiels lui permettent de garder la main sur le coût des passages estudiantins entre la colonie indienne et sa métropole¹²⁶⁴. Malgré tout, cette emprise n'est pas totale et laisse entrevoir une marge de manœuvre de la part des étudiants : alors que la Grande Guerre rend difficile l'accès aux navires joignant la métropole, M.C. Chagla fait appel aux services, plus onéreux, de l'Indian Shipping Company¹²⁶⁵. Cette dernière réquisitionne des bateaux-hôpitaux, tels le *Loyalty* sur lequel embarque Chagla, pour assurer des liaisons avec les îles britanniques. Une dizaine d'années plus tôt, le voyage des premiers boursiers techniques du gouvernement indien témoigne de rapports de force entre les différents acteurs en présence. L'un d'eux, Asoke Bose, devait embarquer à Bombay à bord de l'*Armand Behic*, paquebot de la flotte des Messageries maritimes, le 8 septembre 1904¹²⁶⁶. Pour cela, il doit quitter Calcutta par le train le 5 septembre. Or, début septembre, il avertit l'entreprise Thomas Cook & Son, en charge de l'envoi d'étudiants en Angleterre depuis les années 1880¹²⁶⁷, qu'il est incapable de rejoindre à temps le port de la côte occidentale de l'Inde et qu'il souhaite partir le 10 de Bombay. C'est ensuite aux agents du gouvernement colonial de négocier un nouvel itinéraire. Ils insistent sur la responsabilité de Bose mais surtout, sur l'impossibilité de retarder le départ du boursier, « puisque le semestre de l'Université de Birmingham commence tôt en octobre¹²⁶⁸ ». Aux côtés des enjeux liés au calendrier universitaire et au bon déroulement des études, le coût financier est rappelé à travers le paiement probable de pénalités dues à l'annulation de la réservation sur l'*Armand Béhic*¹²⁶⁹.

La capacité de financement du voyage constitue en effet un défi essentiel : les différentes bourses mises en place, tant par les autorités coloniales que par des institutions privées, prennent en compte le passage vers la terre d'étude dans la somme attribuée aux

¹²⁶⁴ British Library (BL), India Office Records (IOR), dossier 1 120, sous-dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Note du 17 septembre 1912 ».

¹²⁶⁵ M.C. Chagla, *Roses in December. An Autobiography*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1975, p. 23.

¹²⁶⁶ National Archives of India (NAI), Home Department (HD), proceedings n°91-124 : *Institution of State technical scholarships to enable natives of India to pursue a course of study in Great Britain or other Western countries* : « Courrier du gouvernement du Bengale, 3 septembre 1904 ».

¹²⁶⁷ WBSA, Education, file n°125 : *Passages of native Students and others proceeding to England and paid for by Government to be arranged through Messrs Thomas Cook and Son, General Railways and Steamship Agents, London* : « Courrier de Thomas Cook & Son au secrétaire du gouvernement de l'Inde, 12 août 1886 ».

¹²⁶⁸ NAI, HD, proceedings n°91-124 : *Institution of State technical scholarships...*, *op.cit.* : « Courrier de Thomas Cook & Son au secrétaire du gouvernement de l'Inde, 8 septembre 1904 ».

¹²⁶⁹ *Ibid.* : « Courrier du gouvernement du Bengale, 3 septembre 1904 ».

étudiants. Toujours en 1904, un camarade de Bose, P.K. Mazumdar, peut se faire rembourser toute dépense associée à son voyage en deuxième classe à bord du *Victoria* quittant Calcutta le 17 septembre¹²⁷⁰. En Indochine, l'arrêté de 1924 sur les bourses métropolitaines ne précise pas explicitement la prise en charge des frais de transport mais l'expérience de l'étudiant Nguyễn Hiếu révèle à la fois leur intégration dans les sommes allouées par le gouvernement et la charge financière qu'ils peuvent représenter pour les étudiants non-boursiers. Au cours de l'été 1929, le père de cet aspirant aux études agricoles, Nguyễn Truấn, adresse une « demande de passage gratuit en France » au gouverneur général de l'Indochine. Saisi par ce dernier, le directeur général de l'Instruction publique répond que « l'intéressé ne rempli[t] pas les conditions pour l'obtention d'une bourse », les études qu'il envisage pouvant être poursuivies dans la colonie, et « ne peut prétendre à un passage gratuit en France, avantage qui est réservé exclusivement aux boursiers¹²⁷¹ ». En 1945, la Watumull Foundation¹²⁷² inclut elle aussi la prise en charge logistique et financière de la liaison entre le territoire indien et un établissement universitaire états-unien, comme ce fut le cas pour le boursier en ingénierie A.K. Chatterjee :

Nous sommes en contact avec la Compagnie American Express à Bombay afin qu'elle puisse organiser votre voyage d'Inde aux États-Unis. Si vous restez en contact avec elle, celle-ci vous informera de la date à laquelle vous pourrez quitter l'Inde. Pendant ce temps, merci de vous munir de votre passeport, de votre permis de sortie et de petites sommes d'argent dont vous pourriez avoir besoin pour vos dépenses personnelles au cours du voyage. La Fondation payera vos dépenses de transport d'Inde jusqu'à l'université qui vous accueillera, ainsi que vos frais de scolarité et votre argent de poche sur la bourse de 150\$ par mois qui vous a été octroyée¹²⁷³.

¹²⁷⁰ NAI, HD, proceedings n°91-124 : *Institution of State technical scholarships...*, *op.cit.* : « Télégramme du secrétaire du gouvernement en Inde, 2 septembre 1904 ».

¹²⁷¹ ANOM, GGI, dossier 51383 : *Nguyễn Kiếu, 1929-1930* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 28 août 1929 ».

¹²⁷² Pour une présentation de la Watumull Foundation, voir le chapitre 3 de la présente thèse.

¹²⁷³ « We are contacting the American Express Cy in Bombay in order for them to arrange for your passage from India to the United States. If you will keep in touch with them they will inform you when you will have to be ready to leave India. In the meantime, please arrange for your passport, exit permit and such small amounts of money as you may need for your personal expenses on the trip. The Foundation will pay your travelling expenses from India to the university you will attend, your tuition and fees and the allowance according to the scholarships you have been awarded \$150.00 a month. » : NAI, HD, file n°3-11 -FE/45 : *Offer of scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for Studies in USA* : « Courrier de la Watumull Foundation à A.K. Chatterjee, 17 avril 1945 ».

L'anxiété des candidats quant à l'organisation du trajet jusqu'aux États-Unis est palpable dans les dossiers de candidature : en juillet 1945, Miss P. Dutt, inscrite à l'Eden College de Dacca, interroge les membres de la fondation quant à la possibilité de faire financer sa traversée. Elle insiste en s'enquérant des offres alternatives dont elle pourrait potentiellement bénéficier¹²⁷⁴. Originaire de Calcutta, D.N. Kundu explique, quant à lui, être à la recherche d'une bourse de voyage (*travelling fellowship*) afin de financer son passage et les dépenses annexes¹²⁷⁵.

Souvent invisible lorsqu'il ne soulève pas de difficultés particulières, le financement du voyage repose sur différentes stratégies : alors que le candidat au MIT T.M. Shah exige de payer lui-même son voyage au cours de l'été 1926 malgré le soutien de son beau-père¹²⁷⁶, Nguyễn Thế Vinh dérobe de l'argent à ses proches, opposés à son départ, pour rejoindre la métropole¹²⁷⁷. À l'échelle régionale, d'autres démarches sont visibles dans le cadre de filières de mobilité anticolonialistes : alors que certains étudiants indiens partant pour le Japon bénéficient d'une aide financière de l'élite princière du sous-continent, le leader du mouvement *Đông Du*, Phan Bội Châu, a recours à la population des trois *kỳ* vietnamiens afin d'envoyer ses recrues étudier sur l'archipel nippon. En 1906, il diffuse clandestinement un appel aux dons dans la colonie, intitulé *Khuyến quốc dân tư trợ du học vãn* soit « appel aux citoyens pour le financement privé des études à l'étranger¹²⁷⁸ ». Des représentants du mouvement sont envoyés dans le nord et le sud de la colonie afin de promouvoir l'initiative de Phan et de collecter les fonds assurant transport et études. Vingt ans plus tard, alors que les flux se sont réorientés vers les établissements nationalistes de la République de Chine et notamment l'académie militaire de Whampoa située à proximité de Canton, les militants anticolonialistes vietnamiens négocient avec le gouvernement chinois les conditions de séjour de leurs futures recrues. Hồ Chí Minh estime à 5 000 dollars les frais de voyage de 100

¹²⁷⁴ *Ibid.* : « Courrier de Miss P. Dutt au Dr Tarak Bath Das, 4 juillet 1945 ».

¹²⁷⁵ *Ibid.* : « Courrier de D.N. Kundu à G.J. Watumull, 11 juin 1945 ».

¹²⁷⁶ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-London, Harvard University Press, 2016, p. 113.

¹²⁷⁷ ANOM, Service de liaison avec les originaires des territoires de la France d'outre-mer (SLOTFOM), carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillie par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 9 ».

¹²⁷⁸ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 59.

nouveaux étudiants mais précise que l'académie chinoise prend à sa charge leur formation si leur déplacement est couvert¹²⁷⁹.

La préparation du déplacement révèle des circulations d'informations et de capitaux qui peuvent prendre une dimension transnationale. Elles connaissent des limites : en 1918, le consul de France à Fouchéou (Fuzhou) et Amoy (Xiamen) transmet un avis d'émission de traites pour le voyage de Soung Tse-Kouang, candidat à l'admission à l'École des Travaux publics de Hanoi, ainsi que de Wou Pen-Cheng et Tcheou Han-Tch'en, tous deux aspirants carabins. S'il précise que ces trois hommes sont munis de passeports ainsi que de lettres d'introduction, il n'a pas connaissance du prix du voyage au-delà de Hong Kong¹²⁸⁰. Une dizaine d'années plus tard, en 1927, le Congrès des étudiants indochinois en France dénonce les difficultés quant à l'obtention de billets de passage et de papiers pour les candidats aux études métropolitaines¹²⁸¹.

Enfin, ces questions financières se teintent parfois d'enjeux sociaux, faisant des modalités du voyage une affaire de classe au sens large : la place occupée dans les trains et les navires au cours du trajet n'est pas laissée au hasard mais peut préoccuper les étudiants, leurs proches et/ou les pouvoirs publics. En 1925, le gouverneur général de l'Indochine Montguillot se prononce en faveur d'un traitement différencié des fils de fonctionnaires et de hauts dignitaires ayant rendu de « grands services à la France », parfois peu fortunés ou décédés¹²⁸². Il s'appuie sur le cas du prince Myngoon Min, fils de l'ancien prétendant au trône birman, installé à Saïgon avec peu de ressources et souligne l'intérêt politique de soutenir un opposant à la domination britannique tout en s'assurant sa loyauté. À l'inverse, six ans plus tard, le directeur général de l'Instruction publique Amédée Thalamas critique vivement le surclassement en deuxième classe de cinq boursiers en médecine alors qu'il est habituel de les faire rejoindre la France métropolitaine dans des cabines de troisième classe¹²⁸³. L'absence

¹²⁷⁹ Sophie Quinn-Judge, *Ho Chi Minh : The Missing Years 1919-1941*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 103.

¹²⁸⁰ ANOM, GGI, dossier 18 241 : *Admission des jeunes Chinois dans des établissements d'enseignement supérieur* : « Courrier du consul à Fouchéou et Amoy, septembre 1918 ».

¹²⁸¹ ANOM, GGI, dossier 51 527 : *Propagande en faveur de l'œuvre scolaire indochinoise. Vœux émis par le Comité exécutif au Congrès des étudiants indochinois* : « Courrier du congrès des étudiants indochinois au gouverneur général de l'Indochine, 12 décembre 1927 ».

¹²⁸² *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur des Finances, 26 septembre 1925 ».

¹²⁸³ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses relatives aux bourses d'études dans la Métropole accordées à des indigènes, 1911-1917* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 27 octobre 1931 ».

de consensus au sein de l'administration française en Indochine révèle ici des tensions liées à des considérations à la fois politiques et budgétaires.

A.2. Les papiers du voyage

Organiser le déplacement d'un ou plusieurs étudiants ne se limite pas à l'obtention d'un titre de transport. Certaines requêtes associent cette obligation à celle l'acquisition de « papiers », c'est-à-dire de documents d'identification. Dès la fin du XIX^e siècle, un contrôle administratif des voyageurs tend à se mettre en place dans les colonies, d'abord en Inde britannique. En 1898, la création de certificats d'identité (*Certificates of Identity*) est évoquée au sein de l'India Office. Ils doivent surtout permettre aux pouvoirs publics « d'exercer une supervision et un contrôle sur les étudiants indiens qui souhaitent participer au concours de la fonction publique¹²⁸⁴ ». Ce document d'identification inédit devient effectif dès l'année suivante mais n'est en rien coercitif. Les étudiants – ainsi que tout autre voyageur, puisqu'il s'adresse également à eux – peuvent, ou non, se doter d'un certificat avant leur départ pour la métropole ou pour l'étranger¹²⁸⁵. Trois ans plus tard, des listes d'étudiants indiens arrivés en métropole durant le second semestre 1914, avec et sans titres d'identité, sont dressées¹²⁸⁶. Ils sont 41 à s'être munis du document avant embarquement contre 32 qui n'ont pas fait les démarches. La Grande Guerre vient modifier ces pratiques administratives de mobilité sur le long terme, avec la mise en place d'un système de passeports, mais aussi à plus court terme puisque des certificats de priorité (*Priority Certificates*) sont décernés afin de faciliter l'embarquement à bord de navires non-militaires moins nombreux au cours du conflit. Le témoignage de M.C. Chagla souligne alors le caractère peu prioritaire de l'envoi d'étudiants en métropole puisque le formulaire qui lui est remis ne lui permet pas d'échapper à une attente de plusieurs mois avant son embarquement à Bombay¹²⁸⁷.

¹²⁸⁴ Pour rappel, le concours de l'ICS est exclusivement en métropole jusqu'en 1922. BL, IOR, carton L/PJ/6/515, dossier 1381 : *Official Correspondence*, cité dans Paul Schaffel, « Empire and Assassination : Indian Students, 'India House', and Information Gathering in Great Britain, 1898-1911 », mémoire soumis pour l'obtention du diplôme de *Bachelor of Arts avec Honors* en Histoire, Wesleyan University, 2012, p. 49.

¹²⁸⁵ Par exemple, en novembre 1912, si Malik Firhoz Khan demande, selon ses propres mots, un « passeport » pour se rendre en Europe, Ambalal Jivabhoy, originaire de l'État princier de Baroda, prévoit quant à lui d'embarquer le mois suivant pour l'Amérique : BL, IOR, carton L/PJ/6/1210, dossier 4 443 : *Issue of certificates of status and recommendations in favour of Indian students wanting to obtain passports in England; recommendation that they should be signed by the Secretary for Indian students* : « Certificats d'identité de Malik Firhoz Khan et d'Ambalal Jivabhoy ».

¹²⁸⁶ BL, IOR, carton L/PJ/6/1369, dossier 1 857 : *Lists of Indian Students who arrived in the United Kingdom during the second half of 1914, with (and without) Certificates of Identity, 1915*.

¹²⁸⁷ M.C. Chagla, *Roses in December...*, *op.cit.*, p. 23.

En Indochine, un système plus contraignant tend à se mettre en place à partir du début du xx^e siècle. Alors que des laissez-passer peuvent être nécessaires pour circuler entre les différents territoires de l'Union indochinoise¹²⁸⁸, quitter la péninsule exige d'obtenir un titre d'identité auprès de l'administration coloniale. La préparation du voyage inclut donc des tâches administratives qui sont censées valider l'embarquement, sans forcément sous-tendre de véritables difficultés : le 3 juillet 1921, Nguyễn Thế Vinh reçoit son titre d'identité du bureau de Nam Dinh de la Sûreté indochinoise¹²⁸⁹. Or, il l'égaré avant son embarquement à Saigon le 14 septembre de la même année. Il obtient dès le 25 octobre un duplicata qui lui permet de quitter la colonie un mois et demi plus tard. La relative souplesse qui transparaît ici s'accompagne, à partir de 1924, de mesures de différenciation des étudiants par rapport aux autres migrants. L'arrêté de 1924, s'il se concentre sur les boursiers indochinois en métropole, précise dans son premier article :

Tout indigène, sujet ou protégé français qui veut se rendre dans la Métropole pour y continuer ses études, se munit avant son départ d'un livret universitaire portant sa photographie et indiquant son état civil, l'adresse de ses parents, les établissements scolaires qu'il a précédemment fréquentés, les bourses ou secours dont il a bénéficié, les diplômes qu'il a obtenus, l'adresse de son correspondant en France. Ces livrets sont délivrés par les Chefs locaux du Service de l'Enseignement et visés par les Chefs d'Administration locale. Ils tiendront lieu du titre d'identité prévu par les arrêtés des 9 novembre 1918 et 16 septembre 1920¹²⁹⁰.

Ici, une logique de différenciation des candidats aux études par rapport aux autres voyageurs, élèves du primaire et du secondaire inclus¹²⁹¹, prévaut, aux antipodes d'une approche davantage inclusive du côté britannique. Les mesures d'identification qui se développent, au cours de la première moitié du xx^e siècle, dans les deux empires, ne doivent cependant pas masquer l'existence de départs clandestins, qui conduisent à s'interroger sur la supervision des déplacements estudiantins.

¹²⁸⁸ Ilsen About, « Surveillance des identités et régime colonial en Indochine, 1890-1912 », *Criminocorpus*, 23 mai 2011, disponible en ligne : journals.openedition.org/criminocorpus/4171#quotation, consulté le 3 octobre 2021.

¹²⁸⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 3 ».

¹²⁹⁰ ANOM, SLOTFOM, série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

¹²⁹¹ Les demandes de bourse conservées dans le fonds du gouvernement général de l'Indochine précisent généralement, dans le cas des étudiants, le numéro du livret universitaire et, pour les élèves, le numéro du titre d'identité.

B. Une question d'(in)visibilité

L'organisation du voyage ne repose pas seulement sur la réservation de places à bord de trains ou de navires ou encore sur la sélection de l'itinéraire le plus pertinent pour atteindre sa destination. Des enjeux politiques et sociaux émergent. Au-delà de l'identification des individus sur le départ, il s'agit d'examiner l'encadrement du déplacement lui-même. L'hypothèse d'une supervision plus forte et davantage institutionnalisée à partir des premières décennies du xx^e siècle est émise, impulsée par l'intensification des migrations éducatives depuis et vers les colonies d'Asie.

Dès le xix^e siècle, certains étudiants quittent leur territoire d'origine aux côtés d'accompagnateurs, à l'instar des quatre étudiants du Medical College de Calcutta qui voyagent avec leur professeur d'anatomie Henry Hurry Goodeve en 1835¹²⁹². Toutefois, ces accompagnants n'ont pas pour mission déclarée d'encadrer les étudiants pendant leur déplacement et des étudiants quittent les colonies sans supervision. À la fin des années 1860, Romesh Chunder Dutt embarque avec deux amis, et contre l'avis de sa famille, pour l'Angleterre où il souhaite passer le concours de l'India Civil Service (ICS)¹²⁹³. Aucune forme d'encadrement spécifique, public comme privé, du voyage n'est perceptible quant aux premières circulations indochinoises vers des établissements impériaux et un constat similaire peut être fait quant aux premiers étudiants boursiers.

Les premières filières de mobilité éducative indochinoises témoignent d'un effort de supervision plus marqué de la part, d'abord, des autorités coloniales. La première cohorte de la Mission Pavie voyage jusqu'à Paris sous la supervision de celui qui lui a donné son nom – Auguste Pavie – tandis que le deuxième groupe est placé, en juin 1887, sous la responsabilité de M. Pelletier, alors directeur de l'École cambodgienne de Phnom Penh¹²⁹⁴. Si ces deux hommes se sont vu confier la « garde¹²⁹⁵ » des recrues khmères, cette supervision se tarit ensuite, rendue sans doute plus complexe par des départs davantage individuels et éclatés

¹²⁹² Michael H. Fisher, *Counterflows to Colonialism. Indian Travellers and Settlers in Britain (1600-1857)*, New Delhi, Permanent Black, 2004, p. 369.

¹²⁹³ Romesh Chunder Dutt, *Three Years in Europe 1868-1871*, Calcutta, S.K. Lahiri & Co, 1896, p. 1.

¹²⁹⁴ « La Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°1, mars 1887, p. 1 ; « La deuxième mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°2, novembre 1887, p. 1.

¹²⁹⁵ Le terme « garde » est notamment employé dans la présentation de la première Mission cambodgienne publiée dans le journal des élèves de l'École cambodgienne, *Paris-Cambodge* : « La Mission cambodgienne... art.cit. », p. 1.

dans le temps vers l'École cambogienne puis vers l'École coloniale. Or, quelques années plus tard, elle se manifeste de nouveau dans le cadre d'une filière de mobilité ayant cette fois pour destination l'Indochine : l'envoi de Chinois à l'École Pavie de Hanoi¹²⁹⁶. Aux côtés des conditions d'admission et de la nature des cours, le voyage lui-même constitue un enjeu des échanges entre représentants diplomatiques français en Chine et administrateurs coloniaux en poste dans la péninsule indochinoise. Le voyage est considéré comme une source potentielle de danger qui peut mettre à mal le bon déroulement du projet et donc, le succès de l'initiative migratoire. En octobre 1904, le consul français au Yunnan signale à Paul Beau que les étudiants ne peuvent partir que « dès que la saison le permettra, c'est-à-dire dans six semaines, car on redoute encore pour eux le voyage du Fleuve rouge¹²⁹⁷ ». L'envoi de jeunes aspirants mandarins, âgés d'une petite vingtaine d'années au moment du départ, représente un investissement pour les autorités chinoises et françaises. Il est primordial qu'ils arrivent à bon port et pour cela, le sous-préfet Leong-Yu escorte les dix premières recrues jusqu'à la capitale du Tonkin entre le 21 décembre 1904 et le 10 janvier 1905¹²⁹⁸. Il est en charge des sommes d'argent censées financer l'aller-retour depuis les provinces méridionales de la Chine et doit établir des contacts avec les mandarins en poste dans les localités traversées par les étudiants au fil du trajet. Ses services ne sont pas gratuits puisqu'il touche deux mois de solde en plus du paiement de ses frais de voyage¹²⁹⁹. Un cuisinier et deux domestiques accompagnent aussi le groupe afin d'assurer une bonne qualité de vie aux voyageurs, issus de l'élite chinoise, pendant leur trajet¹³⁰⁰. Une fois encore, ces mesures ne semblent pas pérennes : aucune précision n'est disponible quant à l'encadrement en avril 1905 d'un deuxième groupe d'élèves chinois à l'École Pavie. Au cours des années et décennies suivantes, malgré le maintien de soutiens financiers, les autres recrues venues de Chine ne semblent pas bénéficier d'un encadrement spécifique durant leur déplacement vers l'Indochine.

¹²⁹⁶ Les mobilités chinoises vers l'École Pavie sont étudiées dans le chapitre 2 de la présente thèse.

¹²⁹⁷ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *Au sujet de la création à Hanoi d'une école supérieure pour les fils de mandarins chinois* : « Courrier du consul délégué du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine, 8 octobre 1904 ».

¹²⁹⁸ *Ibid.*, « Lettre du consul de France à Yunnanfou, 18 décembre 1904 ».

¹²⁹⁹ ANOM, GGI, dossier 18 241 : *Admission des jeunes Chinois dans les établissements d'enseignement, 1905-1918* : « Courrier au gouverneur général de l'Indochine, 21 mars 1905 ».

¹³⁰⁰ ANV1, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du consul de France à Yunnanfou au gouverneur général de l'Indochine, 18 décembre 1904 ».

Face à quelques initiatives françaises, peu pérennes, aucune mesure officielle d'encadrement des étudiants-voyageurs quittant et rejoignant l'Inde n'apparaît du côté britannique au tournant du xx^e siècle. D'une manière générale, l'investissement des pouvoirs publics dans le déplacement demeure limité. Les correspondants commencent leur mission une fois leurs protégés arrivés en terre d'études¹³⁰¹. Seul le Comité Paul-Bert, une organisation non-gouvernementale, inclut, à partir de 1907, le voyage à sa mission de patronage. Une section « instruction pour les voyages » est intégrée à son règlement, diffusé à partir de 1909, et révèle une prise en charge complète du déplacement par le comité de l'Alliance française. Celui-ci a négocié « une réduction de 20 p.100 sur le prix brut des billets de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} classes, à l'aller et au retour, mais pour les courriers postaux exclusivement¹³⁰² » et centralise les demandes de billets à tarif réduit adressées aux Messageries maritimes. Le « président du Comité de l'Alliance française à Saigon » fixe la date de départ tandis que le bon déroulement du voyage doit être garanti par l'intermédiaire d'un surveillant :

Si les sociétés ou familles n'ont personne à qui confier les enfants pendant le voyage, le président du Comité de Saigon voudra bien rechercher d'avance un passager qui consente à exercer la surveillance nécessaire. À ce passager l'Alliance Française procurera l'avantage d'une meilleure installation à bord ; le Secrétaire général des Messageries Maritimes a écrit à nos agents intéressés pour que l'installation à bord du fonctionnaire chargé par vous d'accompagner vos jeunes passagers, soit, tout en tenant de la classe à laquelle il voyage et de la capacité du navire, l'objet d'un soin tout particulier¹³⁰³.

Le statut de cet individu est flou : potentiellement désigné par les familles, il est présenté comme un « fonctionnaire », ce qui indique surtout la rémunération de ses services. Les sources disponibles ne renseignent pas sur l'identité de ces passagers. Enfin, ce contrôle du déplacement est poussé à son paroxysme en ce qu'il inclut des instructions pratiques très précises : le voyageur « doit être pourvu de linge et effets en cotonnade en quantité suffisante pour un voyage de vingt-cinq à trente jours. Il doit aussi, même en été, avoir un costume en draps ou de flanelle et un pardessus en pèlerine en drap. De petites malles sont beaucoup plus commodes qu'une très grande¹³⁰⁴ ». Cet encadrement paternaliste met en relief la méconnaissance, au moins supposée, des conditions de voyage et de séjour par les populations colonisées de l'Indochine et tente d'y pallier.

¹³⁰¹ À ce sujet, voir le chapitre 5 de la présente thèse.

¹³⁰² ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert, 1909 ».

¹³⁰³ *Ibid.*

¹³⁰⁴ *Ibid.*

Ici, le voyage des étudiants patronnés est uniformisé. Ceux-ci doivent rester constamment visibles, c'est-à-dire sous la supervision d'individus extérieurs. Toutefois, l'activité du Comité Paul-Bert n'est plus avérée durant l'entre-deux-guerres, période au cours de laquelle l'encadrement des voyages – depuis et vers l'Indochine française comme depuis et vers l'Inde britannique – semble plus lâche. En parallèle, certaines destinations de voyage soulignent des tentatives d'invisibilisation et de dissimulation des déplacements, notamment lorsqu'ils sont liés à des motifs politiques. Des étudiants quittent clandestinement le territoire colonial : à la fin de l'année 1926, Vu Hien organise son départ pour l'Hexagone et prévoit pour cela de traverser la frontière sino-indochinoise afin de rejoindre Canton puis la métropole¹³⁰⁵. Quelques mois plus tard, en mars 1927, les étudiants Nguyễn Van Kien, Luu Binh Giang et Phan Trong Doan rejoignent quant à eux l'académie militaire Whampoa en Chine via la ville-frontière de Tong Hing et sans en référer aux autorités coloniales : les informations qu'ils transmettent un an plus tard à la Sûreté indochinoise attestent de voyages régionaux clandestins et doivent leur permettre de négocier la clémence des autorités coloniales quant aux sanctions réservées aux activités anticolonialistes¹³⁰⁶. À partir du milieu des années 1920, des étudiants indiens et indochinois cherchent à rejoindre des établissements communistes en terre soviétique. Leurs voyages peuvent s'effectuer depuis la colonie mais aussi depuis la métropole. En 1925, le voyage de Nguyễn Thế Vinh, diplômé de l'École de commerce de Montpellier et proche du Parti communiste français (PCF), vers l'Université communiste des travailleurs de l'Orient¹³⁰⁷, implantée à Moscou, doit échapper à la surveillance des autorités françaises et conduit à des stratégies d'évitement à l'échelle de la capitale parisienne. Vinh change de lieu de résidence et utilise un faux nom. Le visa nécessaire à la traversée du continent européen jusqu'à la capitale de l'URSS doit lui aussi masquer l'identité de l'étudiant et le but de son voyage :

Ce passeport était établi au nom de TANG HY HIEN, en russe (Man Xu Xon), en caractère chinois (...), nom que Vinh a conservé pendant son séjour à Moscou. Tang Hy Hien était

¹³⁰⁵ David Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 » », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 115.

¹³⁰⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « Rapport de mars 1928 ».

¹³⁰⁷ Sur l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, voir le chapitre 7 de la présente thèse. Voir également : Céline Marangé, *Le communisme vietnamien (1919-1991) Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

né à une date non déterminée dans la province de Tu Xuyên (...) ; il était étudiant et allait à Changhai, via Berlin, Riga, Moscou et Vladivostok.

La photographie de Vinh était collée au verso de la première feuille et portait le timbre sec de l'Ambassade de Chine. Le passeport portait le visa de l'Ambassade russe¹³⁰⁸.

L'obtention de ce titre d'identité résulte d'une mobilisation collective : Ali, un membre du PCF, obtient le visa d'un Chinois et le transmet à Nguyễn Thế Truỳền, un proche de Vinh. D'autres étudiants évoquent quant à eux l'envoi de recrues à Moscou par le Kuomintang dès 1924-1925 *via* la Chine¹³⁰⁹. Par là même, ces témoignages corroborent dès lors une approche morcelée du déplacement, par étapes.

2. Itinéraires éducatifs

À l'organisation du voyage succède le voyage lui-même, au cours duquel les étudiants expérimentent la mobilité en transitant, dans un premier temps, de leur terre d'origine à la terre d'étude. Ce moment spécifique est rarement perceptible dans les sources : la documentation produite par les acteurs alimentant les départs estudiantins n'en fait que faible cas alors que les récits de voyage des candidats aux diplômes eux-mêmes sont peu nombreux, émanant surtout d'Indiens. Au cours de l'entre-deux-guerres, les déplacements illégaux intéressent cependant les autorités coloniales, tout particulièrement en Indochine, qui tentent de retracer les itinéraires de migrants anticolonialistes. Si l'efficacité des liaisons n'est jamais remise en cause, hormis en période de guerre mondiale, les itinéraires n'en sont pas moins complexes, ponctués d'escales, de points de transit et de contrôle. En reliant deux territoires, le voyage apparaît alors comme un entre-lieu et un entre-temps. Pourtant, il ne doit pas être assimilé à un temps d'attente. Travaillant avant tout sur les voyages d'Européens, spécialistes de la littérature et historiens ont dépassé une définition réductrice du voyage comme simple trajet¹³¹⁰. Ils soulignent les transformations et rencontres qui se jouent au cours du moment mobile et n'épargnent pas les étudiants.

¹³⁰⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 24 ».

¹³⁰⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : « Déclaration faite par un Annamite revenu de Russie, septembre 1930 ».

¹³¹⁰ Henri Copin, « Confins et frontières... art.cit. » ; Sylvain Venayre, « Pour une histoire culturelle... art. cit. ».

A. Des voyages en plusieurs étapes

Les étudiants en mobilité utilisent des moyens de communication communs à d'autres voyageurs, à l'instar des voies ferroviaires ou des routes maritimes, et les quelques récits de voyage disponibles, tous transcontinentaux, participent à dessiner une « géographie impériale élitiste¹³¹¹ », car réservée à une minorité d'individus capables de financer leur déplacement. Dans ce contexte, le moment mobile étudiant se compose à la fois d'étapes et de lieux communs à l'ensemble des voyageurs tout en révélant des enjeux circulatoires plus spécifiques et ce, sans se limiter au déplacement initial entre territoire d'origine et terre d'études.

A.1. Escales migratoires

S'il est intitulé *Three Years in England, 1868 to 1871*, le récit de Romesh Chunder Dutt, candidat à l'ICS à la fin des années 1860, consacre les huit premières pages de son premier chapitre au voyage. Les étapes du trajet de plus de 10 000 kilomètres entre Calcutta et Londres sont énumérées : Madras, Ceylan, Aden, Suez, Alexandrie, Malte, Gibraltar, le Finistère, Brest et Southampton¹³¹². Le caractère discontinu du trajet, ponctué de pauses, apparaît à la fois à travers les escales – qui sont autant d'occasions de visiter des territoires étrangers jusqu'alors inconnus – que dans le changement de mode de transport. Majoritairement maritime, le voyage entrepris par Dutt et deux de ses camarades devient ferroviaire entre Suez et Alexandrie puisque « le canal de Suez n'était pas encore terminé¹³¹³ ». Publié en 1935, le récit semi-autobiographique de Nhất Linh décrit lui-aussi l'itinéraire d'un aspirant aux études métropolitaines entre Saigon et Marseille. Cette fois, il se fait exclusivement par voie maritime : Singapour, Colombo, Aden, Djibouti, le canal de Suez et Port Saïd¹³¹⁴.

Le caractère morcelé du voyage n'est propre ni aux déplacements maritimes, ni aux itinéraires intercontinentaux. Les étudiants chinois qui arrivent à Hanoi depuis les provinces méridionales de la Chine s'arrêtent dans plusieurs localités où ils sont accueillis par les autorités locales¹³¹⁵ ; au cours de la même décennie, les membres du *Đông Du* font escale à

¹³¹¹ Elleke Boehmer, *Indian arrivals, 1870-1915...*, op.cit. p. 37.

¹³¹² Romesh Chunder Dutt, *Three Years in Europe – 1868-1871*, Calcutta, S.K. Lahiri and co, 1896, p. 1-8.

¹³¹³ *Ibid.*, p. 5.

¹³¹⁴ Nhất Linh, « Going to France – Diary of a journey abroad (using laughter to cover the truth) », *East Asian History*, n°8, 1994, p. 73-134, p. 99-107.

¹³¹⁵ ANV1, GGI, dossier 4 820 : *Au sujet de la création à Hanoi d'une école supérieure pour les fils de mandarins chinois* : « Lettre du consul de France à Yunnanfou, 18 décembre 1904 ».

Hong Kong¹³¹⁶. Ce dernier exemple illustre le caractère déterminant de certains points de transit vers la terre d'étude : en effet, les étudiants vietnamiens en route pour le Japon se voient remettre, par des collaborateurs du mouvement basés dans la colonie britannique du sud de la Chine, des lettres d'introduction ainsi que les sommes d'argent nécessaires à la bonne continuité de leur voyage. Selon Phan Bội Châu, en mai 1907, cinq recrues patientent dans la colonie britannique jusqu'à l'arrivée de subsides tandis qu'un autre candidat au diplôme nippon, âgé de seulement six ans, y séjourne plus longuement et s'attèle à l'apprentissage de la langue anglaise¹³¹⁷.

Dès lors, le temps du voyage participe à façonner celui de l'étude lui-même, en ce qu'il peut le retarder voire conduire à de nouvelles opportunités éducatives. Si Hong Kong apparaît comme un relais au milieu d'un parcours transcontinental reliant la péninsule indochinoise à l'archipel japonais, d'autres arrêts menacent davantage le bon déroulement de la migration académique. À l'orée du xx^e siècle, Rathindranath Tagore fait l'expérience de contrôles sanitaires alors qu'il cherche à rejoindre les États-Unis aux côtés de plusieurs autres Indiens, tous financés par une association indienne de promotion des études scientifiques et industrielles à l'étranger. Lors d'une escale au Japon, où plusieurs de leurs camarades décident de rester, Tagore et un autre passager obtiennent des billets à bord d'un paquebot (*liner*) américain. Or, l'embarquement pour la traversée transpacifique se fait sous contrôle des autorités américaines présentes sur le sol nippon :

Les lois américaines autorisaient seulement un petit pourcentage de migrants originaires d'Asie à débarquer sur les côtes occidentales. Le pauvre médecin en charge de l'émigration devait donc trouver des excuses pour rejeter les autres. Après avoir ainsi été rejeté sous prétexte d'une maladie oculaire, je suis allé consulter un spécialiste japonais. Lorsqu'il apprit la raison de ma visite, il s'esclaffa, et dit qu'il allait me donner une prescription non pas pour me soigner mais pour tromper le médecin américain¹³¹⁸.

¹³¹⁶ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 82.

¹³¹⁷ *Ibid.*

¹³¹⁸ « The American laws allowed only a small percentage of immigrants from Asia to land on the western coast. The poor doctor in charge of emigration had therefore to find some excuse for rejecting the others. After having been thus refused on the plea of an eye disease, I went to consult a Japanese specialist. On learning the reason for my visit he laughed aloud, and said he would give me a prescription not for treatment but for fooling the American doctor. »

Rathindranath Tagore, *On the Edges of Time*, Calcutta, Orient Longmans, 1958, p. 76.

Sur recommandation de l'ophtalmologiste nippon dénonçant un problème mathématique plus que médical, Rathindranath Tagore se présente plusieurs jours de suite auprès de l'expert états-unien et obtient le droit d'embarquer au bout de trois tentatives. Par conséquent, son expérience témoigne à la fois des politiques migratoires limitatives mises en place à l'égard des populations asiatiques au cours des deux dernières décennies du XIX^e siècle, soutenues au début du siècle suivant par des associations basées sur la côte ouest des États-Unis¹³¹⁹, et des stratégies de contournement qui leur font face dès le moment mobile.

Des aléas davantage matériels viennent parfois interrompre – temporairement ou définitivement – le voyage et, par extension, le cursus universitaire des étudiants : en 1908, Victor N. Narayan se met lui-aussi en route pour les États-Unis, envoyé par son père afin de suivre une formation agricole¹³²⁰. Alors qu'il doit embarquer sur l'*Oceana*, censé relier la métropole britannique au continent nord-américain, celui-ci fait naufrage à la suite d'une collision dans la Manche. Narayan doit attendre quinze jours en Angleterre avant de pouvoir traverser l'Atlantique. En 1939, un *liner* de la P&O est contraint à faire demi-tour pour Bombay depuis l'Afrique du Sud alors qu'il transporte quinze étudiants et étudiantes à destination de l'Angleterre, dont des boursiers et trois stagiaires de l'ICS¹³²¹. Le manque d'informations disponibles au cours du voyage est alors dénoncé dans la presse du sous-continent alors que le retour vers l'Inde est rendu possible grâce à des contacts avec la diaspora indienne du Cap, où le vaisseau accoste environ trois semaines après son départ, et à des échanges avec les familles qui transmettent les sommes nécessaires à un rapatriement *via* un autre bateau à vapeur. Le voyage, et les aléas qui l'accompagnent, peuvent empêcher la poursuite des études.

L'arrivée au sein du territoire d'études ne signifie pas pour autant la fin du trajet et des déplacements complémentaires, cette fois à l'échelle nationale, peuvent avoir lieu depuis les

¹³¹⁹ À ce sujet, voir notamment : Daniel Sabbagh, « Le statut des 'Asiatiques' aux États-Unis. L'identité américaine dans un miroir », *Critique internationale*, n°20, 2003, p. 71-73 ; Teresa Bawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 55-58. Daniel Sabbagh évoque notamment la fondation en 1905 d'une Asian Exclusion League Association cherchant à faire pression sur les autorités états-uniennes pour obtenir des mesures contre l'arrivée de migrants asiatiques.

¹³²⁰ Victor N. Narayan, « My Trip to America », in Indu Bushan De Majumdar, *America through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spinck & Co, 1918, p. 252.

¹³²¹ « Voyage To England Ends At Cape : 15 Students Return After Six Weeks », *The Times of India*, 16 octobre 1939, p. 12.

ports, les gares ou toute autre étape. En avril 1918, M.C. Chagla réserve une place dans un train assurant la liaison Douvres-Londres alors qu'il se trouve encore sur le sol français, à Calais¹³²². Son parcours se construit au fil du voyage et révèle des points de passage quasi-obligés en Europe et dans la métropole coloniale. Comme Douvres, Londres ou encore Southampton pour l'empire britannique, Marseille constitue la principale porte d'entrée pour les étudiants indochinois – et les migrants coloniaux en général – rejoignant la Royaume-Uni métropolitaine. La répartition des aspirants aux diplômes au sein de la métropole témoigne de la continuité des voyages depuis la Cité phocéenne, lieu d'étude mais aussi point de transit vers des établissements plus lointains : en juin 1932, la répartition des étudiants indochinois en métropole confirme cette mobilité intra-métropolitaine puisque Marseille, accompagnée d'Aix-en-Provence, n'arrive qu'en troisième place de ce classement, avec 62 étudiants, derrière Paris et la région parisienne (300 étudiants) et Toulouse (70 étudiants¹³²³). Débarquant généralement dans le port des Bouches-du-Rhône, les aspirants aux diplômes poursuivent ensuite leur déplacement, souvent par train¹³²⁴. Dès 1909, le règlement du Comité Paul-Bert de l'Alliance française affirme l'importance du relais marseillais, toujours dans la section « instruction pour les voyages » :

À Marseille, le comité Paul-Bert s'est entendu avec l'*Hôtel Californie*, 44, Cours Be zunce ; nos pupilles et protégés y sont admis au prix de 6 francs par jour, tout compris. Les secrétaires, MM. Albert et Duc, prévenus d'avance, font prendre les élèves à bord, s'occupent de leurs bagages et de leur mise en route d'après les instructions du Comité Paul-Bert¹³²⁵.

Par conséquent, des établissements peuvent être destinés à ces moments de transit étudiantins. Dans le cas britannique, des logements aménagés dans le bureau d'information du 21, Cromwell Road londonien, entre 1910 et 1936, accueille les nouveaux arrivants en Angleterre, ne se destinant pas forcément à des études dans la capitale. En outre, les statistiques fournies par le département des étudiants indiens donnent une nouvelle dimension au caractère morcelé des voyages de la communauté étudiantine : pour la période 1921-1936, des « arrivants de Londres et de ses environs » et, surtout, des « arrivants d'autres

¹³²² M.C. Chagla, *Roses in December...*, *op.cit.*, p. 23.

¹³²³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 28 : « Liste des centres où résident des étudiants indochinois avec les (sic) nombre approximatif de ces indigènes, 6 juin 1932 ».

¹³²⁴ D.F. Karaka décrit son voyage en train entre Marseille et Paris en compagnie d'un diplômé indien : D.F. Karaka, *I Go West*, Londres, Michael Joseph Ltd, 1938, p. 29-30.

¹³²⁵ ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert, 1909 ».

provinces du Royaume-Uni¹³²⁶ » fréquentent la résidence londonienne. La dernière catégorie est majoritaire tout au long de la période, regroupant entre 1921 et 1926 plus du double des effectifs des nouveaux arrivants. Dès lors, il semble difficile de limiter le moment mobile à un seul et unique déplacement, déjà soumis à des escales. Les voyages d'études peuvent se composer de circulations répétées tout au long du séjour.

A.2. Des congés mobiles

Particulièrement mis en valeur dans les récits de voyage¹³²⁷, les déplacements entrepris en terre d'études sont motivés par des facteurs divers et variés, dépassant le simple cadre éducatif : ainsi, l'arrivée de K.M. Panikkar, originaire de l'État princier méridional de Travancore en Inde, sur le sol britannique en mai 1914 est ponctuée de multiples allers-retours entre Oxford, où il est inscrit à l'université, et Édimbourg, lieu de résidence de son frère, un étudiant en médecine prévenu de son arrivée par télégramme lors d'une escale à Marseille¹³²⁸. Dès le tournant des années 1870, Romesh Chunder Dutt avait, quant à lui, saisi l'opportunité de ces études en Angleterre pour visiter le Royaume-Uni et l'Europe, profitant des vacances universitaires et, plus tard, de son itinéraire de retour vers l'Inde¹³²⁹. Après des courts séjours touristiques à Cambridge, Brighton, l'île de Wight, Worthing et Arundel, il découvre l'Écosse et les lacs anglais entre juillet et septembre 1869 puis l'Irlande et le Pays de Galles en juin-juillet 1870 et, enfin, Paris, le Rhin, la Suisse et l'Italie du nord en août 1871.

Les congés scolaires et universitaires produisent de la mobilité à différentes échelles et décuplent tout autant le temps mobile, quel que soit le territoire d'étude concerné. Selon les coupures de presse collectées par le consulat de France à Canton en 1906, certains élèves chinois de l'École Pavie profitent des vacances pour « voyager sur les confins de l'Indo-Chine et du Yunnan¹³³⁰ ». À des initiatives privées, qui peuvent concerner un groupe d'étudiants plutôt qu'un individu isolé, viennent se greffer des initiatives émanant des pouvoirs publics ou d'organisations indépendantes. En Indochine, des voyages de vacances, financés par les services éducatifs du gouvernement colonial, sont organisés à partir de 1926 pour les

¹³²⁶ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : ensemble du dossier.

¹³²⁷ À ce sujet, voir notamment : Simonti Sen, *Travels to Europe...*, *op.cit.*.

¹³²⁸ K.M. Panikkar, *An Autobiography*, Madras, Oxford University Press, 1977, p. 16-17.

¹³²⁹ Romesh Chunder Dutt, *Three Years in Europe...* *op.cit.*, p. 47-96.

¹³³⁰ ANV1, GGI, dossier 4 817 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Coupures de presse des 19 et 20 septembre 1906 ».

étudiants de l'Université de Hanoi¹³³¹. En 1929, ils sont 176 à bénéficier d'un aller-retour entre Hanoi et Đò Sơn, où la « colonie de vacances [est] installée avec tout le confort dans un magnifique domaine boisé au bord de la mer¹³³² ». En France métropolitaine, la Mission laïque organise à la fin de la décennie 1900 un « voyage d'une vingtaine de jours¹³³³ » pour neuf Indochinois placés sous sa responsabilité. Le groupe parcourt Nancy, les Vosges et Châlons-sur-Marne. L'année suivante, un circuit normand, incluant Granville, est organisé par la même organisation¹³³⁴. Les vacances sont l'occasion de nouvelles mobilités qui transcendent parfois les frontières impériales. Au tournant des années 1920, après une tentative coûteuse et peu fructueuse de réserver une maison aux étudiants sur la côte orientale de l'Angleterre, la Young Men Christian Association (YMCA) finance des séjours plus dispersés, en Grande Bretagne ou en Europe :

Tabl. 4-1 – Destination et nombre d'étudiants indiens membres du YMCA Indian Hostel envoyés en vacances par le YMCA au début des années 1920¹³³⁵

Destination	Nombre d'étudiants
Grande Bretagne	30
France	40
Allemagne	23
Vienne	18
Suisse	15
Hollande	8
Italie	9
Danemark	5

Le réseau transnational qui caractérise l'organisation à vocation religieuse est déterminant puisque les branches locales du YMCA en Europe prennent en charge les vacanciers.

¹³³¹ *Le service de l'Instruction publique en Indochine en 1939*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930, p. 101.

¹³³² *Le service de l'Instruction publique...*, *op.cit.*, p. 125.

¹³³³ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe d'enseignement indochinois en France. Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920* : « Courrier du directeur administratif du groupement d'enseignement indochinois en France au gouverneur général de l'Indochine, 29 mai 1909 ».

¹³³⁴ *Ibid.* : « Courrier du directeur administratif du groupement d'enseignement indochinois en France au gouverneur général de l'Indochine, 1910 ».

¹³³⁵ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 13 ».

Les congés sont aussi l'occasion d'envisager des déplacements « à rebours », c'est-à-dire un retour temporaire dans le territoire d'origine. Au cours de la décennie 1910, Nguyễn Thế Truyễn revient plusieurs fois au Tonkin alors qu'il poursuit son instruction à Toulouse¹³³⁶. À la même période, les autorités britanniques se saisissent de cette question en lui donnant une dimension socio-politique. Alors que la radicalisation politique des étudiants lors de leurs séjours en métropole est redoutée par les pouvoirs publics, le maintien des contacts avec la communauté d'origine est présenté comme nécessaire :

Enfin, il a été souligné qu'une longue séparation avec le foyer et l'influence familiale a un effet négatif sur les étudiants indiens, surtout dans les cas où ceux-ci n'ont pas trouvé des foyers anglais convenables où passer leurs vacances. Il est ainsi suggéré de s'adresser aux principales compagnies maritimes pour qu'elles accordent des billets à des tarifs préférentiels pendant les mois estivaux quand le trafic de passager est faible, et quand les institutions éducatives profitent généralement de vacances. Un tel accord permettrait aux étudiants indiens qui le désirent de retourner en Inde pour les vacances¹³³⁷.

À la réception de ces suggestions, l'India Office entame une enquête auprès de ces collaborateurs et de plusieurs compagnies maritimes, non sans scepticisme. La « classe étudiante » est présentée comme « très pauvre » : la possibilité pour un nombre non négligeable d'étudiants d'acheter un billet, même à prix réduit, est très faible¹³³⁸. Une nouvelle fois, les enjeux économiques et budgétaires orientent les décisions : la *British India Steam Navigation Company* est rapidement écartée des négociations, n'effectuant qu'un petit nombre d'allers-retours avec des passagers, généralement à trois semaines d'intervalle, tandis que la P&O fait valoir ses relations privilégiées avec l'India Office pour garder la main sur les liaisons entre le sous-continent indien et la métropole. La promotion de ces retours estivaux se fait exclusivement par l'intermédiaire de l'India Office, grâce à des notes annonçant les réductions. Chacune comprend les tarifs pour les voyages depuis Londres et Marseille vers Bombay, Karachi et Calcutta¹³³⁹. Les candidatures doivent être ensuite remises au conseiller

¹³³⁶ ANOM, SLOTFOM, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillis par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 3 ».

¹³³⁷ « Finally, it has been suggested that a long separation from home ties and family influence exercises a detrimental effect upon Indian students, especially in those cases where they have not found suitable English homes to which they can resort for the vacations. It is accordingly suggested that the leading steamship companies might be addressed with a view to granting return tickets at special rates during the summer months when passenger traffic is slack, and when educational institutions ordinarily enjoy vacation. Such an arrangement would permit Indian students who so desire to return to India for the holidays. » : BL, IOR, dossier 1120, sous-dossier 4173 : *Indian students in England* : « Courrier au secrétaire d'État à l'Inde, 5 octobre 1911 ».

¹³³⁸ BL, IOR, dossier 1120, sous-dossier 4173 : *Indian students in England* : « Courrier du 24 novembre 1911 ».

¹³³⁹ BL, IOR, dossier 1120, sous-dossier 4173 : *Indian students in England* : « Courrier de Seton, 27 juillet 1912 » ; « Modèle de notice, septembre 1912 ».

éducatif. Or, les informations manquent concernant les éventuels bénéficiaires de cette offre spéciale : elle reflète surtout la crainte des pouvoirs publics quant aux effets d'une séparation trop longue d'avec la communauté d'origine et fait écho aux inquiétudes liées au déclassement¹³⁴⁰.

Les autorités françaises, quant à elles, ne se saisissent pas directement de ces retours ponctuels, comme en témoignent, en 1924, les sollicitations de deux étudiants originaires de Can Thô, en Cochinchine, afin d'obtenir une autorisation à retourner en France après être « revenus [en] Cochinchine pour [les] vacances¹³⁴¹ ». Les arrêtés de bourses, qui décrivent avec une plus ou moins grande précision le déroulement du séjour à l'étranger, ne mentionnent pas la possibilité de retours temporaires. Des séjours d'une seule traite dominant, éventuellement prolongeables. En outre, les requêtes de la part d'étudiants ou de leurs proches sont peu nombreuses¹³⁴² et révèlent surtout le poids financier de telles initiatives, quelle que soit l'échelle concernée : dès 1907, l'étudiant chinois inscrit à l'École Pavie, Yang Yeon T'ang, désireux de faire financer un voyage estival chez ses parents, souhaitait faire financer son déplacement par les autorités de sa province d'origine¹³⁴³.

A.3. Se déplacer plus pour étudier plus

Les déplacements sont parfois liés à l'évolution et aux variations des cursus éducatifs, comme l'attestent d'ores et déjà les multiples exemples d'étudiants engagés dans des études dans les colonies et qui rejoignent des établissements extra-coloniaux¹³⁴⁴. Une fois son cursus à la faculté de médecine d'Alger achevé en 1887, Nguyễn Khắc Cấn traverse la Méditerranée pour rejoindre Montpellier afin d'y obtenir le grade de docteur. Diplômé de l'Université de Calcutta et détenteur d'une bourse de l'AASIEI, Indu Bushan De Majumdar arrive aux États-Unis en 1905 pour étudier l'agriculture¹³⁴⁵. Il se forme successivement à l'Université de Yale, à la Connecticut Agricultural Experiment Station et au New York State Agricultural College rattaché à Cornell University, à Ithaca. Ces sauts de puce éducatifs sont encore renforcés

¹³⁴⁰ À ce sujet, voir le chapitre 8 de la présente thèse.

¹³⁴¹ ANOM, GGI, dossier 51 388 : *La Kiet Khen, 1924* : « Télégramme officiel du gouverneur de la Cochinchine au Gouverneur général de l'Indochine, 23 septembre 1924 ».

¹³⁴² Sur la centaine de dossiers individuels de demandes de bourse consultée aux ANOM, un seul concerne une demande de financement de voyage retour temporaire : ANOM, GGI, dossier 51 388 : *La Kiet Khen, 1924*.

¹³⁴³ ANOM, GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier de Yang Yeon T'ang, 21 novembre 1907 ».

¹³⁴⁴ À ce sujet, voir la première partie de la présente thèse.

¹³⁴⁵ Indu Bushan De Majumdar, *America through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & co, 1918, p. XI.

quand les étudiants débutent leur instruction extra-coloniale avant d'intégrer l'enseignement supérieur. Des Européens mais aussi quelques Indiens voyagent entre des établissements primaires et secondaires souvent prestigieux, à l'instar d'Eton et Harrow, et des universités tout autant réputées en Grande Bretagne tandis que le passage du lycée au monde universitaire après l'obtention du baccalauréat alimente lui-aussi les déplacements de l'autre côté de la Manche. Fille d'un révérend britannique en poste à Rangoon, Mary Sybil Chard passe d'un lycée à Bath à Somerville College en 1893¹³⁴⁶ tandis que Shankur Ranjan Das, originaire de Patna, rejoint Christ Church College, à Oxford, depuis Harrow en 1928¹³⁴⁷. En 1925, Philippe Tran Ba Huy obtient le baccalauréat après des études au collège de Saint-Pol-de-Léon¹³⁴⁸. Il poursuit par des études de médecine pour lesquelles il rejoint Angers avant d'effectuer son externat à Paris, pour lequel il se voit refuser une bourse du gouvernement colonial en 1931. Toutefois, si des indications sur les différentes étapes du cursus des étudiants sont généralement disponibles dans les dossiers individuels ou les registres d'admission, les détails manquent quant aux modalités et conditions de déplacement. Le même constat peut être fait à une échelle plus petite, notamment lorsque des étudiants indiens traversent l'océan Atlantique après des études – ou des tentatives infructueuses – en métropole, à l'instar de Keshav Bhat qui ne parvient pas à intégrer une formation pratique en Angleterre¹³⁴⁹.

B. « Voyager c'est apprendre¹³⁵⁰ »

Au premier regard, la démultiplication du temps mobile laisse entrevoir des pauses dans le cursus éducatif, c'est-à-dire une interruption plus ou moins longue des études. Toutefois, le voyage peut aussi être perçu comme un moment d'apprentissage, dans un cadre plus large que celui de l'école et de l'université, en ce qu'il participe à la découverte du monde et des populations et sociétés qui le composent.

¹³⁴⁶ Somerville College Archives,

¹³⁴⁷ Christ Church College Archives : *Old Entry Lists from 1930-1947* : « 45. Das ».

¹³⁴⁸ ANOM, GGI, dossier, 51 381 : *Tran Ba Huy, 1931*.

¹³⁴⁹ Ross Bassett, *The Technological Indian, op.cit.*, p. 38-40.

¹³⁵⁰ « Đi chơi tức là học ». Traduction depuis le vietnamien par Christopher Goscha.

« Về cuộc du-lịch : Để thích Đi chơi tức là học », Phụ Nữ Tân Văn, n°36, 19 janvier 1930, p. 9, disponible à la BnF et cité dans : Christopher Goscha, « Récits de voyages vietnamiens et prise de conscience indochinoise (c. 192°-c. 1945), in Claudine Salmon (dir.), *Récits de voyage des Asiatiques : Genres, mentalités, conceptions de l'espace*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1996, p. 253-279, p. 267-268.

Au cours de leur déplacement, les étudiants, comme d'autres migrants, découvrent de nouveaux territoires mais aussi de nouveaux modes de vie, de faire et de penser et confrontent cette nouvelle expérience à leur quotidien au sein de leur territoire d'origine. Le récit semi-biographique du Vietnamien Nhất Linh illustre cette prise de conscience au fil du trajet reliant Saigon à Marseille :

Plus le bateau s'éloignait du Vietnam et plus il se rapprochait de la France, plus je faisais l'expérience de personnes agréables à bord. En mer de Chine, ils ne voulaient pas regarder dans ma direction. Dans le golfe de Siam, ils me regardaient avec dédain, comme si j'étais un moustique porteur de germes de malaria jusqu'en Europe. Quand nous entrâmes dans l'océan Indien, leurs yeux commencèrent à être emplis de douceur et de compassion, et ils commencèrent à reconnaître que j'étais un être humain doté d'un peu de neurones. En traversant la Méditerranée, ils me regardèrent soudainement comme une personne qui était autant civilisée qu'eux et montrèrent leur premier signe de respect à mon égard. Quand j'atteins la France elle-même, j'avais l'impression que je pouvais les malmener. À ce stade j'étais très heureux. Mais j'étais toujours inquiet quant au voyage de retour¹³⁵¹ !

Le voyage est un moyen de quitter la société coloniale et, par extension, d'intégrer les inégalités et le racisme qui la caractérisent. Cet apprentissage de la différence par la mobilité est déjà présent dans les récits de la fin du XIX^e siècle, lorsque les étudiants de l'École cambodgienne, parcourant la Suisse, décrivent, non sans ironie, leurs difficultés à se faire servir dans une auberge qu'ils visitent :

Il est midi et demie (sic), nous avons faim, nous suivons la Cappelgasse et sommes bien décidés à entrer dans un restaurant dont la mine nous plaira ; justement, notre rêve se présente à nos yeux sous le nom de « Auberge Guillaume Tell », nous pensions qu'une maison placée sous la recommandation d'un tel homme devait servir très bien. Fâcheuse idée ! Malheureuse inspiration ! La désillusion allait arriver bientôt. La servante en nous apercevant, croit à une invasion d'un peuple sauvage en Suisse ; elle se rassure bientôt, en voyant que nos armes ne se composent que de modestes parapluies¹³⁵².

¹³⁵¹ « The farther the ship sailed from Vietnam and the closer it got to France, my experience was that the more decent people on board were. In the China Sea, they did not want to look in my direction. In the Gulf of Siam, they looked at me with disdain, as though I were a mosquito carrying malaria germs to Europe. When we entered the Indian Ocean, their eyes started to become infected with gentleness and compassion, and they began to recognize that I was a human being with a few brains. Crossing the Mediterranean they suddenly regarded me as someone who was as civilised as them and began to have some respect for me. When I reached France itself, I had the impression that I could bully them. At that stage I was very happy. But I was still worried about the return trip ! » : Nhất Linh, « Going to France... art.cit. », p. 102.

¹³⁵² « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°2, 5 novembre 1887, p. 4.

Cet épisode anecdotique s'insère au milieu d'une description très détaillée – bien qu'inachevée – du voyage d'études des recrues de la Mission cambodgienne, reprenant jusqu'au kilométrage séparant chaque station ferroviaire du trajet¹³⁵³. Celui-ci a été organisé à la demande des élèves de l'institution fondée en 1886¹³⁵⁴, dont les arguments font écho à une tradition de pérégrinations étudiantes : « Depuis quelques temps, nous avons entendu dire que plusieurs écoles faisaient chaque année un petit voyage de vacances, nous désirerions beaucoup obtenir la même faveur¹³⁵⁵ ». Cette mention rappelle que la mobilité des étudiants n'est ni un phénomène nouveau ni une spécificité des ressortissants des colonies¹³⁵⁶. En acceptant la requête des recrues de l'École cambodgienne, l'administration de l'école insère une poignée d'étudiants issus de territoires colonisés par la France et triés sur le volet dans un processus de formation par le voyage. Cette nécessité d'« enseigner par les yeux¹³⁵⁷ », passant notamment par l'excursion, est rappelée par un membre du conseil d'administration, Pierre Foncin, dans un rapport repris par le journal de l'école :

Les promenades instructives doivent donc avoir une importance capitale dans l'enseignement de nos Cambodgiens. (...) En résumé, enseigner par les yeux, tel est le principe qui me paraît devoir dominer toute la méthode suivie à l'école cambodgienne. Mais cette inspection continuelle de groupes d'objets, qu'est-ce autre chose que la visite ou l'étude de nos ateliers, de nos usines et manufactures, de nos théâtres, de nos musées, de nos monuments publics ? Autant dire que nos élèves devront passer en revue Paris avec ses merveilles de sciences et d'arts de toute la France en raccourci¹³⁵⁸ (*sic*).

Alors que l'objectif initial était la découverte de la France, le voyage d'études élargit les perspectives en conduisant les étudiants jusqu'en Suisse, sous la supervision de leurs professeurs. Le programme n'est pas sans évoquer le Grand Tour de l'époque moderne puisqu'il s'agit de « se cultiver et [de] s'ouvrir à de nouveaux horizons historiques et culturels¹³⁵⁹ ». Les élèves khmers visitent Belfort, Bâle, Zurich et Berne et découvrent les paysages alpins. Surtout, des excursions dans des établissements éducatifs et industriels rythment leurs journées : la Société alsacienne de construction mécanique et la maison de

¹³⁵³ Voir : annexe.

¹³⁵⁴ Au sujet des Mission et École cambodgiennes, voir le chapitre 1 de la présente thèse.

¹³⁵⁵ « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 4.

¹³⁵⁶ Sur le caractère ancien des mobilités étudiantes, voir l'introduction de la présente thèse.

¹³⁵⁷ « L'organisation de l'École », *Paris-Cambodge...*, *op.cit.*, p. 2.

¹³⁵⁸ *Ibid.*

¹³⁵⁹ Jörg Garms, « Le Grand Tour et la fascination pour l'Antique », in Thomas W. Gaehtgens, Kenneth Pomian, *Histoire artistique de l'Europe : le xviii^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 277-283, cité dans Stéphane Blond, Albane Cogné, Gilles Montègre, *Les circulations internationales en Europe 1680-1780*, Paris, Atlande, 2011, p. 139.

filature Dollfus Mieg et Cie à Belfort, l'École polytechnique fédérale, la fabrique de bateaux à vapeur Escher Wyss et Cie, une fabrique de papier et le musée industriel à Zurich, etc. Cette promotion de l'industrie suisse doit conduire les jeunes Cambodgiens à prendre conscience et connaissance des avatars des sociétés industrielles occidentales, comme ils l'écrivent eux-mêmes dans leurs comptes rendus : « nous sommes heureux d'être venus là, car nous apprenons la façon de filer le coton¹³⁶⁰ ». Ces manifestations d'enthousiasme s'accompagnent de longues descriptions – celle de l'École polytechnique fédérale se décline en pas moins de vingt-quatre points¹³⁶¹ – qui confirment le rôle de passeurs des élèves destinés à devenir des mandarins collaborant avec les autorités coloniales. Aux côtés de la maîtrise d'un savoir acquis pendant le voyage, ils font circuler des informations à destination de leurs camarades ne participant pas à leur excursion voire à leurs proches restés en Indochine.

Ici, le voyage, en tant qu'excursion éducative, mêle acquisition d'un savoir, en l'occurrence technique, et propagande politique, ici pro-occidentale. Toutefois, cette formation par la mobilité extra-coloniale, voire extra-impériale, ne se généralise pas au cours du siècle suivant, ni du côté franco-indochinois ni du côté indo-britannique. L'octroi de bourses à des étudiants fréquentant des établissements différents dispersés sur les territoires d'accueil rend plus complexe et aléatoire les voyages organisés. Les quelques exemples disponibles pour les décennies 1910 et 1920 sont surtout le fait d'organisations privées comme la Mission laïque ou le YMCA, sans que de plus amples détails ne soient disponibles quant au programme de ces excursions. En 1924, l'arrêté réglementant l'octroi de bourses officielles pour les études en métropole des Indochinois se contente de préciser que les meilleurs étudiants peuvent bénéficier de sommes supplémentaires pour parcourir le territoire pendant leurs vacances¹³⁶².

Si la métropole et, plus largement, l'Occident apparaissent comme des mondes à découvrir par le voyage, un constat similaire peut être fait concernant les colonies et en particulier, l'Indochine française. À la suite de l'ouverture de l'École Pavie pour les étudiants chinois en 1905, des excursions sont organisées pour une partie des recrues de cet

¹³⁶⁰ « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 4.

¹³⁶¹ Ces points décrivent la composition précise de l'institution : les écoles, ateliers et bibliothèques qui la composent ainsi que les collections et outils qui y sont conservés : « Notre voyage de vacances », *Paris-Cambodge*, n°2, 5 novembre 1887, p. 4.

¹³⁶² ANOM, SLOTFOM, série I, carton 2 : *Arrêté réglementant la concession...*, *op.cit.*

établissement pendant les congés estivaux. Déjà, le voyage entre les provinces méridionales de la Chine et la capitale du Tonkin avait été l'occasion de visiter des localités indochinoises, à l'instar de Lào Cai¹³⁶³. Le directeur de l'institution est chargé de sélectionner trois ou quatre jeunes gens « envoyés séparément pendant les vacances en Annam, en Cochinchine ou au Cambodge pour étudier les questions se rapportant à la culture, à la conservation des forêts, à l'élevage, etc¹³⁶⁴. ». Ils doivent alors rédiger un journal de voyage transmis par la suite aux autorités éducatives du Yunnan, révélant les objectifs diplomatiques associés à ces déplacements, outils de promotion de l'œuvre française en Asie. À ces mouvements transimpériaux viennent parfois s'ajouter des circulations à l'échelle de l'empire : entre le 15 octobre et le 10 décembre 1924, un petit groupe d'étudiantes – le coût très élevé du voyage limite leur nombre à dix – venues de métropole et « choisies parmi les meilleures élèves des facultés de France¹³⁶⁵ » visitent l'Indochine et la province chinoise voisine du Yunnan¹³⁶⁶. Leurs pérégrinations doivent leur offrir un « aperçu des ressources physiques, matérielles et humaines » ainsi que des « efforts de la France colonisatrice¹³⁶⁷ ». Ici, le lobby colonial se saisit de la mobilité afin de promouvoir la domination française outre-mer : si le gouvernement général s'intéresse aux déplacements de cette dizaine de Françaises et est sollicité pour leur hébergement et leur restauration, l'initiative émane d'un quotidien métropolitain, *Le Journal*¹³⁶⁸, et de la direction de la Ligue maritime et coloniale française, créée en 1921¹³⁶⁹. Ces excursions touchant un public jeune sont alors présentées comme un « nouveau mode de propagande très efficace » et leurs instigateurs projettent de renouveler l'expérience, en y incluant d'autres destinations. Dans la colonie, *Le Courrier Saïgonnais* et *L'Opinion* se font le relais de ce voyage. Ils témoignent du rôle de passeuses que jouent les visiteuses, comme l'avaient pu être les élèves de l'École cambodgienne ou les Chinoises de l'École Pavie plusieurs décennies plus tôt. L'entre-deux-guerres voit également, en France métropolitaine, la

¹³⁶³ ANV1, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement...*, op.cit. : « Courrier du colonel messager du 4^e territoire militaire au résident supérieur du Tonkin, 7 avril 1907 ».

¹³⁶⁴ ANV1, GGI, dossier 10 149 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Courrier du Consul, Délégué MAE au Yunnan au GGI, 11 mai 1905 ».

¹³⁶⁵ *Communiqué n°86 de la presse indochinoise*, Paris, Agence économique de l'Indochine, 1924, p. 16.

¹³⁶⁶ ANOM, GGI, dossier 51 234 : *Voyage en Indochine d'un groupe d'étudiantes françaises, 1924-1925*.

¹³⁶⁷ *Ibid.*

¹³⁶⁸ *Le Journal* est un quotidien paru entre 1892 et 1944. Au cours des années 1920, il se caractérise par sa ligne conservatrice et nationaliste.

¹³⁶⁹ Raoul Girardet, « L'apothéose de la 'plus grande France' : l'idée coloniale devant l'opinion française (1930-1935) », *Revue française de science politique*, n°6, 1968, p. 1085-1114, p. 1090 ;

Compagnie maritime des chargeurs réunis organiser et financer le voyage pour l'Indochine d'un élève de l'élite Collège de Normandie¹³⁷⁰.

Au sein de l'empire français, la formation par le voyage associe l'accès à la connaissance à des desseins politiques et de propagande dont les étudiants sont à la fois la cible et les vecteurs de diffusion. Si une mission similaire est plus difficilement perceptible en Inde britannique, certains déplacements révèlent la dimension genrée de l'apprentissage mobile, incluant des candidates au diplôme¹³⁷¹. Au cours des été 1934, 1935 et 1936, l'organisation pour l'Entr'aide universitaire internationale (*International Student Service*), basée à Genève depuis 1926¹³⁷², organise des tours européens destinés à des étudiantes et des enseignantes¹³⁷³. Entre la fin mai et la première quinzaine d'août 1935, vingt Indiennes sélectionnées parmi une centaine de candidatures parcourent ainsi l'Italie, la Suisse, l'Angleterre et la France. Les organisateurs soulignent le bon vouloir des familles, dont seulement une minorité s'oppose dans un premier temps aux départs de leur progéniture féminine, en particulier quelques grands-mères inquiètes quant à leur mariage¹³⁷⁴. La documentation diffusée pour promouvoir cette initiative met l'accent sur « l'opportunité de rencontrer des étudiants en Europe, de voir la vie universitaire en Europe et d'apprendre quelque chose des institutions sociales et éducatives et du travail des services sociaux en Europe¹³⁷⁵ ». En réalité, la première tournée élargit ces perspectives en inscrivant le voyage dans une logique de promotion de la coopération internationale puisque les voyageuses assistent à des conférences sur la Société des Nations et l'Organisation internationale du travail, visant à leur faire connaître les affaires internationales.

¹³⁷⁰ Anne Catherine Wagner, « La place du voyage... art. cit. », p. 64.

¹³⁷¹ Pour un aperçu des enjeux et questionnements historiographiques liés au voyage des femmes, voir : . Notons que des excursions féminines brandissant l'argument d'un apprentissage par le voyage sont également organisées en Indochine au cours des années 1930, sans que l'on puisse déterminer si des étudiantes y prennent part. Les auteures du journal vietnamien *Phụ Nữ Tân Văn* – soit *Nouvelles des Femmes* – sont à l'origine d'une excursion à Angkor qu'elles justifient par l'opportunité de réfléchir sur « la nature, les mœurs, le paysage, le pays, l'endroit visité » et par extension, sur « l'histoire de l'art » : « Về cuộc du-lich... art.cit. », cité dans : Christopher Goscha, « Récits de voyage vietnamiens... art.cit. », p. 268.

¹³⁷² L'Entr'aide universitaire internationale a été fondée sous le nom d'*European Student Relief* en 1926. Elle change de nom en 1931 alors qu'elle est dirigée par le pasteur irlandais Tissington Tatlow. Guillaume Tronchet, « L'accueil des étudiants réfugiés au XX^e siècle. Un chantier d'histoire globale », *Monde(s)*, n°15, 2019, p. 93-116, p. 101.

¹³⁷³ BL, Mss Eur F178/87 : *Tours from India to Europe for Indian students and teachers, 1934-1935-1936* : « 'European tour for Indian women students and teachers' ».

¹³⁷⁴ *Ibid.*

¹³⁷⁵ *Ibid.* : « 'Educational Tours Over Europe', 16 janvier 1935 ».

3. Arrivées en terre d'étude

Alors qu'en 1929, le tour du monde à bicyclette de l'étudiant indien Bimol Mukerji, motivé par des « raisons éducatives¹³⁷⁶ », constitue sans doute l'exemple le plus extrême d'apprentissage par la mobilité, la plupart des déplacements observés ont pour objectif final de rejoindre un point précis, permettant de passer du voyage à l'étude. La question de l'accueil des étudiants se pose alors, d'abord à court terme, en ce qu'il doit assurer la transition entre le déplacement et le séjour et permettre au migrant éducatif de s'installer au sein d'un territoire d'arrivée qui lui est généralement inconnu. Alors que l'encadrement du trajet est généralement souple, l'aboutissement de ce moment d'entre-deux conduit à s'interroger sur la réception des néo-arrivants.

A. Des stratégies d'installation multiples

L'encadrement du déplacement par des acteurs publics ou privés est rare, se limitant à quelques filières de mobilité prenant pour cadre, de départ ou d'arrivée, l'Indochine. Ce sont d'abord à travers celles-ci que l'enjeu de la réception des étudiants en terre d'études transparait. Dès leur arrivée à Paris, les membres de la Mission cambodgienne sont conduits à un hôtel du 18, rue Jacob à leur arrivée à Paris en janvier 1886¹³⁷⁷ tandis que, vingt ans plus tard, les Yunnanais intégrant l'École Pavie n'ont d'autres options que de rejoindre l'internat qui leur est réservé. Pour les organisateurs du séjour, il s'agit de garder la main sur ces recrues et sur leurs activités ainsi que de contrôler leurs fréquentations. Leurs actions sont teintées de paternalisme alors que l'arrivée dans un centre urbain, qui plus est inconnu, peut être associée à une exposition à des dangers sociaux et moraux.

De la même manière, être patronné par un comité, une mission ou une société conduit généralement à un accueil davantage organisé. Les pupilles du comité Paul-Bert ne sont pas libres de leurs faits et gestes une fois en France. Ils font preuve d'une attention toute particulière et sont conduits dans un hôtel dès leur débarquement à Marseille. En présentant

¹³⁷⁶ L'étape de l'étudiant-cycliste à Belfast est l'occasion pour le journaliste de *The Irish Times* de décrire son parcours, dépassant alors les 10 000 miles. Au cours de celui-ci, il a déjà rencontré l'ancien Kaiser allemand, Kemal Pasha, M. Baldwin et plusieurs chefs d'État européens : « Round the World on a Bicycle. Indian Student in Belfast », *The Irish Times*, 1^{er} janvier 1929.

¹³⁷⁷ « La Mission cambodgienne à Paris », *Paris-Cambodge*, n°1, 1^{er} mars 1887, p. 1.

cette mesure dans son règlement, le comité cherche notamment à rassurer les parents des élèves. Il précise notamment que « le Comité de l'Alliance Française à Marseille (5, rue de Noailles) exerce une surveillance sur le traitement fait aux jeunes gens dans cet hôtel¹³⁷⁸ ». Au cours de l'entre-deux-guerres, les recrues de l'Institut franco-annamite de Toulon (IFAT) sont eux-aussi pris en charge dès leur arrivée dans la Cité phocéenne¹³⁷⁹. Le directeur de l'institution, Paul Monet, propose notamment de conduire lui-même les futurs pensionnaires jusqu'à la villa.

Face à ces initiatives fondées sur une vision associationniste des relations franco-indochinoises, d'autres, plus nationalistes et anticolonialistes, partagent cette dimension encadrante : les représentants de l'India House, ouverte à Londres en 1904 par Shyamaji Krishnavarma, viennent à la rencontre des nouveaux arrivants dans les gares afin de leur proposer leurs services¹³⁸⁰. À la même période bien qu'à l'autre bout du monde, les étudiants du *Đông Du* sont attendus au Japon par les dirigeants de ce mouvement anti-français et conduits directement vers les établissements scolaires et résidentiels de Tokyo¹³⁸¹. Il en va de même pour les étudiants arrivant à Moscou dans les années 1920 et 1930¹³⁸². Enfin, pendant la Seconde Guerre mondiale, la Watumull Foundation prévoit l'accueil des bénéficiaires de ses bourses. M.V. Subrahmanyam, qui doit parfaire sa formation grâce à un stage en électricité à l'Allis-Chalmers Manufacturing Company, se voit ainsi signifier qu'il doit contacter l'American Express Company à son arrivée à New York si aucun représentant de la fondation ne se présente au port et ne se charge de son trajet jusqu'à Milwaukee, dans le Wisconsin¹³⁸³.

L'accueil des étudiants doit dès lors permettre d'assurer leur passage du voyage à l'étude, que ces différents acteurs soutiennent, voire financent. Toutefois, cette mission ne concerne pas l'ensemble des étudiants, qu'ils soient « libres » ou même, boursiers. Ainsi, les étudiants chinois rejoignant l'École de médecine de Hanoi à partir de 1902, tout comme ceux

¹³⁷⁸ ANOM, GGI, dossier 2568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du comité Paul-Bert, 1909 ».

¹³⁷⁹ « Une fondation nécessaire », *L'Écho annamite*, 4 novembre 1926.

¹³⁸⁰ « Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom » in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 102.

¹³⁸¹ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Boi Chau. Traduction et notes de Georges Boudarel*, Paris, Association pour la meilleure connaissance de l'Asie, 1969.

¹³⁸²

¹³⁸³ NAI, HD 1945, proceedings n°3-11-FE/45 : *Offer of scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for Studies in USA* : « Courrier de G.W. Watumull à M.V. Subrahmanyam, 9 mai 1945 ».

poursuivant leurs études en Inde quelques décennies plus tard¹³⁸⁴, ne sont pas sujets à un encadrement similaire aux recrues de l'École Pavie. Dans de nombreux cas, les règlements des bourses gouvernementales, mais aussi de certaines allocations privées, n'incluent pas la prise en charge de leurs détenteurs à l'arrivée. Il s'agit davantage de s'assurer du bon déroulement du voyage puis des études, à distance par l'échange de courriers et télégrammes, sans se concentrer spécifiquement sur l'arrivée.

Toutefois, cet encadrement encore une fois limité ne doit pas masquer la capacité d'adaptation et les stratégies propres aux étudiants mobiles. Ceux-ci utilisent parfois leurs réseaux de connaissance ou bénéficient de ceux de leurs proches, afin d'organiser leur arrivée. La rencontre de Nguyễn Thế Vinh avec Nguyễn Huy Man au cours du voyage à bord de *L'Amazone* est déterminante lors de son débarquement à Marseille¹³⁸⁵. Son camarade a été introduit au docteur Mai, en poste dans la ville portuaire, par l'intermédiaire de son père. Le médecin d'origine vietnamienne reçoit les deux néo-arrivants et leur conseille de rejoindre Montpellier. Ces contacts sont valables aussi bien pour les étudiants « indigènes » que pour les enfants de colons, dont certains sont attendus par des proches – famille ou amis – en métropole. L'accueil à l'étranger, hors de la sphère impériale, peut aussi reposer sur des contacts avec des individus originaires du même territoire. Inscrit au MIT, Trikamlal Shah se charge d'accueillir plusieurs proches à Cambridge, dans le Massachusetts, au cours des dernières années de la décennie 1920¹³⁸⁶. En outre, certains membres de la diaspora offrent leur aide et leurs services aux primo-arrivants : Sarangadhar Das, qui a fréquenté Berkeley, publie deux articles dans *Modern Review*, diffusée en Inde, y proposant d'accueillir des jeunes Indiens à leur arrivée¹³⁸⁷.

¹³⁸⁴ NIA, Medical Department 1944, proceedings n°151-X/44 : *Grant of scholarships to Chinese medical students for a course of medical study in India: decision that normally second class TA should be allowed to foreign students admitted in India for training or for studies.*

¹³⁸⁵ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 44, sous-dossier « Déclaration de Nguyễn Thế Vinh recueillie par la Direction de la Sûreté générale indochinoise, p. 3 ».

¹³⁸⁶ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-London, Harvard University Press, 2016, p. 114.

¹³⁸⁷ Sarangadhar Das, « Information for Students Intending to Come to the Pacific Coast of the United States », *Modern Review*, 10, décembre 1911, p. 602-612, cite dans Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 71.

B. Des cadres de réception métropolitains

Les moyens et les objectifs mobilisés par les acteurs de la migration éducative, qu'il s'agisse ou non des étudiants, révèlent des situations d'accueil plus ou moins souples, plus ou moins sous contrôle, plus ou moins planifiées. Or, l'intensification des flux au cours de la première moitié du xxe siècle conduit à de nouvelles initiatives quant à la réception des étudiants en métropole, d'abord du côté britannique.

B.1. Un pôle d'accueil officiel : le bureau d'information londonien

Alors qu'elle n'apparaît pas clairement dans le mémorandum du comité Lee-Warner de 1907, la réception des étudiants devient un enjeu récurrent au Royaume-Uni dès 1909-1910 à la suite de la création du département des étudiants indiens de l'India Office¹³⁸⁸. Le comité consultatif nouvellement créé inclut à ses missions la prise en charge des Indiens à l'arrivée dont la méconnaissance des conditions de vie en Europe est soulignée par les autorités¹³⁸⁹. Le conseiller éducatif, Mr Arnold, peut agir comme un tuteur (*guardian*) et doit, en théorie, rencontrer les étudiants indiens à leur arrivée à Londres. Selon les pouvoirs publics, ce premier contact permet de déterminer, au cas par cas, la nature de la supervision dont doit bénéficier chaque étudiant. Il est sous-entendu que certains individus doivent faire l'objet d'un contrôle plus strict que d'autres. Or, les nombreuses tâches qui incombent au conseiller ne lui permettent pas de mener à bien cette mission.

En parallèle, les locaux du bureau d'information situés au 21, Cromwell Road, dans le quartier de South Kensington à Londres, sont utilisés pour l'accueil et l'hébergement de nouveaux arrivants entre 1910 et 1936, date de sa fermeture (tabl. 4-2). Deux catégories de visiteurs se côtoient dans les archives : les « arrivants » désignent l'ensemble des étudiants ayant visité le bureau londonien afin d'y obtenir des renseignements et conseils tandis que les « résidents » représentent ceux qui ont été logés au sein de l'institution. Cet hébergement n'a pas vocation à être permanent mais doit être de courte durée et ne pas dépasser une semaine. Le nombre de lits est limité : 27 sont disponibles en 1921-1922 auxquels s'ajoutent quatre lits d'appoint dans la véranda des locaux. Deux ans plus tard, la capacité d'hébergement est de

¹³⁸⁸ Sur ce département, son fonctionnement et ses évolutions, voir les chapitres 2 et 3 de la présente thèse.

¹³⁸⁹ BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, 1912 ».

35 personnes. Confrontée aux chiffres des résidents, cette capacité d'accueil révèle un important *turn over* au sein de l'institution.

Tabl. 4-2 – Nombre d'étudiants accueillis au 21, Cromwell Road, 1912-1936

A. Période 1912-1921¹³⁹⁰

Années (du 1 ^{er} avril au 31 mars)	1912-1913	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921
Nouveaux arrivants d'Inde	124	142	106	67	54	26	50	336	
Autres arrivées	393	377	374	430	295	318	344	725	Inconnu
Nombre total d'arrivées	517	519	480	497	349	344	394	1161	Inconnu
Étudiants nouvellement arrivés logés au 21, Cromwell Road	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Inconnu	49	30	90	311	196

B. Période 1921-1936¹³⁹¹

	1921-1922	1922-1923	1923-1924	1924-1925	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929	1929-1930	1930-1931	1931-1932	1932-1933	1933-1934	1934-1935	1935-1936
Nouveau x arrivants d'Inde	138	127	176	140	140	159	150	240	217	147	126	113	157	130	
Arrivants de Londres et de ses environs	39	49	36	46	45	39	56	62	43	40	43	38	35	24	
Arrivants d'autres provinces du Royaume-Uni	299	327	274	308	354	288	300	281	255	318	244	224	197	184	
Nombre total d'arrivées	476	503	486	494	539	486	506	583	515	505	413	376	389	338	

¹³⁹⁰ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a copy of the Report on Indian students' Department, for the year April 1st, 1920 – March 31st, 1921, precede by a brief review of the period 1916-1920* : p. 18, p. 20

¹³⁹¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : ensemble du dossier.

Étudiants logés au 21, Cromwell Road (toute provenance)	294	306	341	332	330	310	327	419	425	437	304	278	289	224
Nombre annuel de refus	185	110	61	111	62	124	61	38 (7*)	42	13*	6			
Logements alternatifs offerts												21	11	11

* Les refus signalés par une * concernent des étudiants nouvellement arrivés en Grande Bretagne.

La faiblesse des équipements est d'autant plus sensible au cours des périodes d'arrivée massives, entre juillet et octobre. De plus, dix ans après la mise en place de ce système, le département des étudiants indiens souligne que les séjours des résidents excèdent généralement la semaine réglementaire¹³⁹². L'afflux d'étudiants consécutif à la fin de la Première Guerre mondiale engendre une demande en logement qui peine à être satisfaite par l'offre résidentielle locale. Il faut attendre une dizaine d'années supplémentaires pour qu'une baisse de la durée des séjours soit mentionnée, s'accordant davantage à la mission initiale des locaux. En outre, les rapports du département des étudiants indiens révèlent la complexité des itinéraires de certains néo-arrivants rejoignant le bureau, comme R.N. Vaidya qui a d'abord fréquenté d'autres logements avant de rejoindre le 21, Cromwell Road¹³⁹³. Le délégué des étudiants en droit K. Kuriyan s'y est rendu, quant à lui, directement et juge ses services « utiles¹³⁹⁴ ». Dans son propre témoignage, l'ancienne gérante de la maison, Miss Beck, insiste sur le sentiment d'être chez soi, apparemment partagé par les pensionnaires¹³⁹⁵.

Cependant, ce système ne met pas fin au manque de préparation des séjours, comme le rappellent d'autres témoignages récoltés par le comité Lytton au début des années 1920¹³⁹⁶. Cette mission de conseil ne concerne que les étudiants s'arrêtant, ou revenant, à Londres au cours de leur séjour. Ceux-ci s'y rendent volontairement, ou sur demande de leurs

¹³⁹² BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work, op.cit.* : Rapport pour l'année 1930-1931, p. 22.

¹³⁹³ *Ibid.*

¹³⁹⁴ BL, IOR, V/26/864/13 : *Report on the Committee, op.cit.* : « Evidence by K. Kuriyan, representative of Indian law students in London, Monday, August 15th, 1921, p. 265 ».

¹³⁹⁵ *Ibid.* : « Statement by Miss K.J. Beck, p. 227 ».

¹³⁹⁶ BL, IOR, Q/10/1/4: *Letter to the Secretary to the Committee, op. cit.* : p. 22.

proches, sans qu'aucune mesure coercitive ne soit prise. Aucune organisation similaire ne semble exister dans les autres centres universitaires. Par exemple, à Oxford et Cambridge, puis à Édimbourg où est nommé un conseiller universitaire (*university adviser*), la création de délégations dédiées aux étudiants orientaux ne semble pas inclure une mission d'accueil spécifique à leur arrivée. Enfin, la disparition du 21, Cromwell Road en 1936 laisse entendre que ce temps court de l'accueil n'est alors plus une priorité pour les autorités britanniques.

B.2. Une initiative étudiante : les comités de réception en France métropolitaine

Le nombre croissant d'arrivées d'étudiants indochinois en métropole au cours de la première moitié du xx^e siècle, et surtout après la Grande Guerre, ne conduit pas à des mesures similaires concernant l'accueil immédiat des migrants par les pouvoirs publics. Alors que les arrêtés sur les boursiers demeurent flous¹³⁹⁷, l'antenne marseillaise du CAI se contente de noter l'arrivée ou le départ de toute personne indochinoise dans le port¹³⁹⁸. Si chaque étudiant d'Indochine est en théorie répertorié dans les fichiers de l'administration française, aucune mesure ne semble être mise en place afin de guider et superviser les premiers jours sur le sol métropolitain. La création du Service d'assistance morale et intellectuelle des Indochinois en France en 1927 ne change pas cette situation, son arrêté de création soulignant qu'il doit « assister moralement les Indochinois résidant en France¹³⁹⁹ », sans se concentrer sur la réception des nouveaux arrivants.

Ce vide relatif laisse une place à des initiatives non-gouvernementales, portées par la communauté étudiante elle-même. En effet, la diaspora étudiante indochinoise qui prend forme en métropole tout au long du xx^e siècle a conscience des difficultés qui attendent les néo-arrivants. Alors que certaines associations incluent d'ores et déjà à leurs missions l'accueil des nouveaux étudiants¹⁴⁰⁰, le Congrès des étudiants indochinois en France qui se tient à Aix-

¹³⁹⁷ L'arrêté de 1924 mentionne l'existence d'une « direction pédagogique » et d'une « surveillance » des boursiers, par l'Alliance française et par des « correspondants provinciaux » sans préciser si ces derniers viennent accueillir les étudiants à leur arrivée, généralement à Marseille : ANOM, SLOTFOM, carton I, dossier 2 : *Arrêté réglementant la concession...*, *op.cit.*.

¹³⁹⁸ Daniel Brückenhaus, *Policing Transnational Protest: Liberal Imperialism and Surveillance of Anticolonialists in Europe, 1905-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 79.

¹³⁹⁹ ANOM, GGI, dossier 5130 : *Rapport d'ensemble sur le S.A.M.I. en France* : « Note de service du gouvernement général de l'Indochine, 29 août 1931 ».

¹⁴⁰⁰ Par exemple, l'association des étudiants annamites de Lyon reconnue en 1926 se donne pour mission, entre autres, de « guider les nouveaux arrivants ». ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Association des étudiants annamites de Lyon* : « Statuts de l'association, 1926 ». Sur les associations d'étudiants, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

en-Provence en septembre 1927 est l'occasion de souligner un besoin d'assistance des nouvelles recrues. Les vœux adressés au recteur Amédée Thalamas, directeur général de l'Instruction publique en Indochine, suggèrent, en deuxième position, la création d'un comité de réception à Marseille¹⁴⁰¹, sans que leur interlocuteur n'y donne aucune suite¹⁴⁰². Le projet se concrétise finalement un an plus tard à l'initiative d'étudiants indochinois à Marseille regroupés chez l'un d'eux, Ho Ta Khanh, résidant au numéro 41 de l'avenue des Chartreux. Les statuts sont déposés à la préfecture le 17 septembre 1928 et reprennent tour à tour la fondation, l'objet, la composition, l'organisation et le fonctionnement de cette nouvelle organisation. Contrairement aux initiatives mentionnées précédemment, à destination d'un public bien déterminé, le comité se veut inclusif, s'adressant « à tous les compatriotes nouvellement arrivés en France¹⁴⁰³ ». D'abord destiné aux étudiants, il n'exclut pas d'aider des individus arrivant en France pour d'autres motifs. Cet encadrement sur le temps court, limité au séjour marseillais, doit assurer le bon déroulement de la suite du séjour en envoyant les protégés du comité vers des centres universitaires appropriés, en les confiant à des représentants et associations adéquates ou encore, en les aidant matériellement sous réserve d'obtenir une autorisation parentale. L'accueil des étudiants indochinois recouvre dès lors une multitude d'enjeux qui dépasse le seul vœu émis lors du congrès de 1927. Les membres du comité souhaitent notamment créer des « bourses et des subventions pour les étudiants pauvres¹⁴⁰⁴ ». L'obtention de locaux où les protégés seraient hébergés est évoquée, mais on ignore si le projet s'est concrétisé. Les réunions semblent se tenir à la Brasserie du Chapitre, dans le quartier de la Cannebière, jusqu'au début des années 1930. Pour mener à bien l'ensemble de ces missions, le comité doit faire connaître son action et récolter des fonds, les cotisations n'étant pas suffisantes à son bon fonctionnement. Des dons émanent d'Indochinois, vivant en France comme en Indochine, alors que les Français ne semblent pas s'investir dans ce projet¹⁴⁰⁵. En parallèle, la presse sert de relais pour propager l'information :

¹⁴⁰¹ ANOM, GGI, dossier 51527 : *Vœux du congrès des étudiants indochinois, septembre 1927* : « Vœu n°2 ».

¹⁴⁰² ANOM, GGI, dossier 51527 : *Vœux du congrès des étudiants* ; *op. cit.* : « Courrier de Thalamas au gouverneur général de l'Indochine, 24 février 1928 ».

¹⁴⁰³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Comité de réception – Statuts ». Voir : annexes.

¹⁴⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁴⁰⁵ Les donateurs peuvent ainsi devenir « membres d'honneur » s'ils ont « rendu un service important au Comité », « membres bienfaiteurs » s'il ont « fait un don d'une somme de 100 fr au minimum », ou encore « membres donateurs » contre un don de 50 francs.

ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Comité de réception – Statuts ».

en 1928 et 1929, *L'Écho annamite* mais aussi trois journaux toulousains tenus par d'anciens étudiants, *La Résurrection*, *Étudiants indochinois* et *L'Annam de demain*, dédient quelques lignes à l'action du comité, qualifiée de « louable » ou « bonne » initiative¹⁴⁰⁶. Surtout, il importe que les étudiants en route pour la métropole soient informés des actions du comité. Pour cela, des courriers sont envoyés à certains de ces voyageurs, qui les découvrent pendant leur escale à Port Saïd¹⁴⁰⁷. Cette correspondance implique dès lors que les membres du comité soient informés au préalable, et assez tôt, des départs d'Indochine. Afin d'éviter toute concurrence potentiellement malveillante, ils précisent aux voyageurs que les représentants du comité doivent leur présenter une carte de membre lorsqu'ils viennent à leur rencontre dans le port de Marseille. Enfin, la mise en place d'antennes – ou « succursales » – du comité à Haiphong et à Saigon, principales villes de départ des Indochinois, va dans le sens de la diffusion de l'action du comité. Il permet à la fois de convaincre les parents, alliés majeurs, des bienfaits de cette œuvre et de développer des contacts avec d'autres acteurs, comme l'Amicale des anciens élèves de Chasseloup-Laubat qui est à l'origine d'un « service de renseignement pour le tourisme et les études en France¹⁴⁰⁸ ». Contrairement aux initiatives londoniennes susmentionnées, le comité de réception, à l'assise d'abord locale, se déploie donc à l'échelle impériale mais aussi à l'échelle nationale avec l'émergence de sections en dehors de Marseille et de collaborations avec différentes associations. La section parisienne ouvre la voie alors que des sous-comités existent au début des années 1930 à Aix-en-Provence, Bordeaux, Toulouse, Lyon et Nice puis à Montpellier¹⁴⁰⁹. Ils bénéficient du soutien des associations d'étudiants annamites et autres associations mutuelles indochinoises implantées en métropole.

Cependant, l'absence de rapports et de statistiques ne permet pas de dresser un bilan précis de l'action de celui-ci, bien qu'il ait suscité l'intérêt des pouvoirs publics, principalement

En 1930, Lâm Vãm Chiêu, résidant à Saigon, donne 3 000 francs. En 1931, deux Indochinois vivant à Marseille, Phạm Bá Nghê et Thái Minh Bá, font un don de 5 000 francs.

ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Courrier du CAI au ministre des Colonies, 27 février 1930 » ; « Courrier du CAI au ministre des Colonies, 17 juin 1931 ».

¹⁴⁰⁶ « Une louable initiative de nos Compatriotes à Marseille », *L'Écho annamite*, n° 1351, 19 décembre 1928 ; ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Courrier de Tran Quoc Mai à Nguyen Ngoc Bich, 3 avril 1929 ».

¹⁴⁰⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 6 mai 1930 ».

¹⁴⁰⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Présentation du comité, 25 mars 1930 ».

¹⁴⁰⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Surveillance des foyers étudiants* : « Note du 9 mai 1930 ».

par l'intermédiaire du CAI. Plusieurs notes et courriers cherchent à éclairer l'orientation politique de la structure, certains membres dont Ho Ta Khanh, fréquentant les milieux communistes. Les soupçons concernant le rôle d'intermédiaire du comité dans le recrutement des membres du Parti annamite de l'indépendance ou du Parti communiste sont manifestes. Enfin, la durée de vie de l'organisation reste incertaine, la documentation disponible se limitant à la période allant de 1928 à 1931, au cours de laquelle la radicalisation des mouvements indochinois conduit à une surveillance accrue.

Difficile à saisir, le comité de réception des étudiants indochinois demeure une expérience assez isolée, ce qui n'empêche pas que la question de l'accueil immédiat des candidats aux diplômes venus d'Asie coloniale soit partagée par de nombreux acteurs soucieux de l'avenir, aussi bien matériel et financier qu'éducatif, des néo-arrivants. Une pluralité de situations se dessine : les expériences se distinguent les unes des autres et nécessitent la prise en compte du contexte à la fois personnel, familial, politique, institutionnel, etc. de chaque trajectoire individuelle, tout en soulignant des enjeux communs quant à la marge de manœuvre et à l'encadrement dont bénéficient les migrants éducatifs. Finalement, la question de l'accueil est dès le départ associée à celle de l'éducation. Un bon environnement, des conditions d'arrivée décentes doivent faciliter le bon déroulement des études. Il s'agit de donner – ou d'imposer – des repères aux étudiants afin d'assurer l'admission et la bonne intégration dans un milieu universitaire ou scolaire donné. Ainsi, l'ensemble des initiatives étudiées ici n'est jamais totalement déconnecté d'autres enjeux, qui ne concernent pas uniquement l'accueil sur le temps court, marquant la fin du voyage vers la terre d'études. Elles l'associent à un temps plus long de l'accueil qui nécessite de relever de multiples défis au sein duquel le logement tient une place primordiale.

Le 28 août 1945, alors que le monde sort progressivement du second conflit mondial, la Watumull Foundation organise le départ de M.V. Subrahmanyam pour les États-Unis. Dans un courrier, la direction de l'organisation explique que les itinéraires ont été bouleversés, conséquence de la guerre. Ainsi, alors que les navires reliaient auparavant l'Inde à l'Amérique du Nord *via* le Pacifique et Los Angeles, ils sont désormais « dirigés vers les ports de la côte

Est, et en particulier vers New York¹⁴¹⁰ ». Si ces enjeux géopolitiques réorientent les itinéraires d'étudiants d'Asie coloniale, ceux-ci n'en demeurent pas moins possibles, contre quelques ajustements. Leur caractère morcelé est toujours palpable : une fois arrivé à New York, Subrahmanyam doit contacter la société American Express pour rejoindre Milwaukee dans le Wisconsin¹⁴¹¹ grâce à une escale à Chicago. Le financement de son déplacement est déjà pris en charge par la fondation et prend en compte certaines difficultés que l'étudiant ne parvient pas à négocier : il n'obtient pas de couchette dans le train de nuit qui relie New York à Chicago. Enfin, à son arrivée, il doit être pris en charge par un membre de la fondation, préalablement contacté afin d'assurer la transition du voyage à l'étude.

Dès lors, l'itinéraire du lauréat de la bourse de la Watumull Foundation met en relief l'importance du moment mobile – et de ses multiples déclinaisons – comme expérience migratoire et comme étape indispensable à la poursuite des études. L'accès à l'enseignement supérieur et technique dépasse le cadre purement intellectuel de l'accès au savoir pour englober des enjeux logistiques et financiers, d'abord, mais aussi potentiellement teintés de considérations politiques, diplomatiques et sociales. Si elle n'est que peu mise en avant dans les archives, l'organisation – ou non – du déplacement est déterminante pour le migrant éducatif, que cela soit à l'échelle locale, impériale ou internationale. De plus, les routes empruntées sont complexes et impliquent l'association de plusieurs modes de transport surtout lorsqu'elles relient des distances importantes. Le développement de nouveaux moyens de communication facilite, entre autres, les voyages d'étude alors que des événements extérieurs, et en premier lieu les guerres, complexifient leurs usages. Si l'historiographie récente a mis en avant le caractère formateur de ces voyages, il se confirme dans le cas des migrations académiques qui permettent de découvrir de nouveaux territoires mais aussi de construire son rapport au monde, en développant ou non des contacts avec des individus nouveaux. Possiblement éducatif, le moment mobile est surtout transitoire, à quelques exceptions près, en ce qu'il doit conduire à un point d'arrivée. Ce passage du voyage à l'étude est parfois négocié grâce aux réseaux voire à des institutions dédiant leurs activités à l'accueil des étudiants ou, d'une manière plus générale, à un groupe de population – national, colonial, social – déterminé. La continuité des études est alors plus ou

¹⁴¹⁰ NAI, HD 1945, proceedings n°3-11-FE/45 : *Offer of scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for Studies in USA* : « Courrier de G.W. Watumull à M.V. Subrahmanyam, 9 mai 1945 ».

¹⁴¹¹ *Ibid.*

moins bien assurée. Elle se double parfois du maintien d'une mobilité passant par des itinéraires touristiques, pendant les congés scolaires notamment. Dans ce cadre, la question de l'accueil se pose à long terme, afin d'assurer le succès de ces mobilités étudiantes tant diverses que complexes.

Autrement dit, à travers son déroulement, considéré du départ jusqu'à l'arrivée, et les découvertes et bouleversements qu'il induit, le voyage résume et annonce les enjeux du séjour d'étude, qui se trouve au cœur de la deuxième partie de cette thèse.

DEUXIÈME PARTIE

VIVRE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

Chapitre 5

Accueils

Beaucoup d'entre nous n'ont pas les moyens d'avoir leurs propres logements et installations. Ils sont ainsi obligés de vivre ensemble dans différentes parties de la Ville (*sic*), et doivent faire de nombreuses choses qui interfèrent avec leurs études. Entre cela et l'absence de tuteurs pour prendre soin de nous quand ils sont malades, nous peinons à dégager un peu de temps pour nos études. [Un hôtel] nous permettrait de vivre confortablement, induirait et promouvrait un sentiment communautaire parmi nous, nous donnerait plus de temps pour nos études après les cours suivis au *College* et, ce qui n'est pas la moindre conséquence, nous permettrait de bénéficier de la bienveillance et des bons soins d'un tuteur en la personne du gérant, qui serait nommé pour nous encadrer¹⁴¹².

À l'exception du logement, quatre jeunes gens trouveraient chez moi un foyer que je m'efforcerais de leur rendre agréable. Ils pourraient prendre leurs repas à ma table ; Madame Baudenne qui a vécu quinze ans en Indochine sait ce qui leur convient. Il me serait facile de les accompagner dans leurs déplacements, de surveiller leurs relations, de suivre leurs travaux et même de guider l'ensemble de leurs études (...)¹⁴¹³.

En janvier 1869, le principal du Berhampore College, au Bengale, reçoit un courrier rédigé par l'un de ses élèves, Chunder Mohun Chuckerbetty et co-signé par trente autres inscrits de l'établissement. L'étudiant expose les difficultés auxquels lui et ses camarades sont

¹⁴¹² West Bengal State Archives (WBSA), General Department – Education Branch (GenEd), Proceedings 47-49 – Février 1869 : « Courrier de Chunder Mohun Chuckerbetty au principal du Berhampore College, 20 janvier 1869 ».

¹⁴¹³ ANOM, GGI, dossier 51 525 : *Enseignement public, divers : étudiants indochinois en France* : « Lettre par laquelle M. Baudenne s'offre comme correspondant des étudiants indochinois fixés à Nice, 9 novembre 1927 ».

confrontés alors qu'ils tentent de poursuivre leurs études supérieures. Celles-ci ne concernent pas les études elles-mêmes, mais les conditions de l'accueil au sein du pôle éducatif. En effet, les ressources modestes dont ils disposent ne leur permettent pas d'obtenir des logements qu'ils jugent adéquats pour le bon déroulement de leur formation. Tout en restant allusifs sur leurs conditions de vie et activités quotidiennes, Chuckerbetty et ses camarades souhaitent voir se mettre en place un hôtel réservé aux recrues du *college* local, invoquant le modèle de l'hôtel de Calcutta. En parallèle de cette requête immobilière, ils sollicitent un encadrement par l'intermédiaire du gestionnaire du futur établissement.

Cette dimension incarnée de l'accueil se retrouve près de soixante années plus tard, en 1927, dans le courrier adressé par M. Baudenne au gouverneur général de l'Indochine. Cet ancien agent colonial, domicilié à Nice, souhaite devenir correspondant officiel pour des élèves et étudiants indochinois venus poursuivre leurs études dans le sud de la France métropolitaine. Sa mission ne consisterait pas en un hébergement quotidien, mais plutôt en un encadrement et une surveillance poussée, englobant à la fois l'apprentissage lui-même et le temps libre.

Dès lors, la question de l'accueil dépasse les premiers pas au sein du territoire d'étude, aux lendemains immédiats du voyage, tout en révélant des enjeux plus larges que l'admission dans des établissements d'enseignement. Elle suppose de répondre à des besoins, matériels comme immatériels, sur le temps plus long, qui peuvent se renouveler au fil du séjour et permettent de juger du niveau d'hospitalité des sociétés où s'établissent les étudiants. La recherche d'un logement, mais aussi la possibilité d'obtenir une aide et un soutien dans la vie quotidienne, est souvent présentée comme primordiale au bon apprentissage et déroulement général du séjour, que cela soit par les étudiants eux-mêmes ou par d'autres acteurs investis dans les migrations éducatives. Ces questions ne sont d'ailleurs pas spécifiques aux étudiants transitant vers ou depuis les colonies d'Asie : l'augmentation généralisée des effectifs universitaires entre la fin du XIX^e et le milieu du XX^e siècle a nourri une demande en logement aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. S'ensuit l'aménagement de logements, de dortoirs¹⁴¹⁴ ou encore de résidences universitaires, à l'exemple de celles de Cambridge

¹⁴¹⁴ Un projet de dortoir est évoqué par le chancelier de New York University en 1895 : New York University Archives, Series 1, R G 1 : *Annual Report*, 1895.

destinées aux étudiants les plus modestes¹⁴¹⁵, sur décision des pouvoirs publics¹⁴¹⁶, des autorités universitaires, mais aussi d'acteurs privés¹⁴¹⁷.

Alors qu'elle se pose à l'ensemble des étudiants en mobilité, quels que soient les époques et les espaces concernés, ce n'est que récemment que l'historiographie s'est saisie de la question de la réception de ces voyageurs spécifiques. Si certains travaux se concentrent sur la vie des étudiants au sein d'espaces précis, à l'instar des étudiants étrangers en France et à Paris étudiés par Pierre Moulinier¹⁴¹⁸, Karine Crousaz, Matthieu Gillibert et Anja Rathmann-Lutz prônent, quant à eux, une démarche méthodologique davantage comparée et croisée, associant, par la même occasion, la matérialité du séjour aux objectifs et cadres politiques de celui-ci¹⁴¹⁹. Une approche valorisant « les politiques et pratiques développées pour organiser, gérer, voire contrôler, la vie des étudiants sur leurs lieux d'études¹⁴²⁰ » prédomine encore¹⁴²¹, tendant à faire des étudiants et de leur entourage des acteurs passifs. Toutefois, des tentatives davantage monographiques, se penchant sur des structures spécifiques d'accueil comme la Cité internationale de Paris, se développent depuis une dizaine d'années¹⁴²². En parallèle, les travaux sur l'histoire urbaine, s'ils connaissent un certain essor

¹⁴¹⁵ « About the University: Nineteenth and twentieth centuries », University of Cambridge, <https://www.cam.ac.uk/about-the-university/history/nineteenth-and-twentieth-centuries>, consulté le 9 juillet 2018.

¹⁴¹⁶ Dès 1830, le ministre français de l'Instruction publique émettait le souhait de voir naître des « établissements où les jeunes gens retrouvent quelque chose du foyer domestique et vivraient réunis en un certain nombre, avec une large mesure d'indépendance personnelle et de liberté, soumis pourtant à une certaine discipline et surveillés » : François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Paris, Michel Lévy, 1858, p. 141-144, cité dans Pierre Moulinier, « Un campus universitaire au Quartier latin ? Le logement des étudiants français et étrangers à la Belle Époque », in Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 50.

¹⁴¹⁷ Par exemple, un University Hall est ouvert à Paris par Madame Chalamet entre 1897 et 1912. Harry Edmonds fonde quant à lui une International House à New York en 1928 et à Berkeley, en 1931 : Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 84.

¹⁴¹⁸ Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle. Migrations et formation des élites*, Rennes, PUR, 2012.

¹⁴¹⁹ « Accueillir l'étudiant-e étranger-ère. Introduction », *Traverse. Zeitschrift für Geschichte. Revue d'histoire*, 1, 2018, p. 7-25. Ce numéro spécial regroupe des articles de chercheurs européens, africains et nord-américains portant sur l'accueil des étudiants étrangers au XX^e siècle.

¹⁴²⁰ *Ibid.*, p. 9.

¹⁴²¹ Voir par exemple : Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-années 1930) », thèse de doctorat, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

¹⁴²² Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante...*, *op.cit.* Voir également le programme ANR « A Global Youth in the Making », <https://globalyouth.hypotheses.org/>, consulté le 10 novembre 2018.

concernant les sociétés coloniales¹⁴²³, peinent à intégrer la question matérielle de l'hébergement étudiantin.

À partir de ce constat historiographique, ce chapitre cherche à mesurer la spécificité de l'accueil des étudiants en mobilité, depuis et vers les colonies d'Inde et d'Indochine. Pour cela, il fait la part belle aux questions d'hébergement afin de démontrer que celles-ci sont porteuses d'enjeux dépassant la simple question résidentielle. Une fois encore, il s'agit de mettre en avant la globalité des acteurs investis dans le processus d'accueil, certains d'entre eux allant même jusqu'à le personnifier en devenant tuteur ou correspondant.

Dans un premier temps, la mise en place progressive d'une offre d'accueil sera soulignée, qu'elle se destine à des individus fréquentant un établissement colonial ou quittant l'Inde ou l'Indochine. Elle débouche finalement sur la mise en place de ce que nous appellerons des « superstructures » d'accueil, dépassant la simple mission résidentielle en regroupant une grande diversité de candidats aux diplômes. Finalement, le rôle spécifique des tuteurs et correspondants dans cette mission d'accueil partagée néanmoins avec de nombreux autres acteurs, sera souligné.

1. Les balbutiements de l'accueil (années 1850-1910)

La question de l'accueil des étudiants d'Inde et d'Indochine est peu présente dans les archives jusqu'à l'extrême fin du XIX^e siècle. La faiblesse relative des effectifs fournit une première explication, ne suscitant que modérément l'intérêt des pouvoirs publics. Les institutions réceptrices font rarement cas des modalités de l'accueil, tout comme les mémoires et autres témoignages disponibles. En outre, l'offre résidentielle varie selon le lieu et la nature des études poursuivies. Certaines écoles sont pourvues d'internats et de dortoirs. Des universités résidentielles, comme Oxford ou Cambridge, proposent des logements en leur sein. Dans d'autres cas, les étudiants doivent avoir recours à des logements extra-

¹⁴²³ Pour l'Indochine, voir notamment les travaux de Philippe Papin et Caroline Herbelin : Philippe Papin, *Histoire de Hanoi*, Paris, Fayard, 2001 ; Caroline Herbelin, *Architecture du Vietnam colonial. Représenter le métissage*, Paris, CTHS-INHA, 2016 ; pour l'Inde, voir les travaux de Vanessa Caru, dont : « La fabrique du logement ouvrier à Bombay : réalisations publiques et pratiques habitantes (1898-1926) », *Histoire Urbaine*, n°19, juillet 2007, p. 55-76.

universitaires, en louant des chambres dans des hôtels, des pensions ou encore, chez l'habitant. Parfois, des contacts sur place facilitent l'accès au logement tandis que des associations commencent à offrir leur aide au cours des années 1880-1890, principalement en Angleterre, ouvrant la voie à une prise en considération plus large des problématiques d'accueil à partir du tournant du siècle.

A. Inquiétudes métropolitaines

Dès la fin du XIX^e siècle, la métropole est le théâtre des premières manifestations d'inquiétude et d'intérêt concernant l'accueil des étudiants d'Asie coloniale. Celles-ci concernent les jeunes gens issus des populations locales des colonies et font peu cas des autres mobilités, notamment des enfants de colons. Au Royaume-Uni, elles sont liées à l'arrivée de cohortes de plus en plus importantes tandis qu'en France, c'est surtout l'institutionnalisation des mobilités qui nourrit des initiatives spécifiques. En effet, la filière de mobilité que constitue la Mission cambodgienne se distingue par la prise en charge totale de ses recrues, visible dès le voyage¹⁴²⁴ et qui se prolonge à l'arrivée. Un hôtel meublé de la rue Jacob est réservé aux étudiants khmers arrivés à Paris à la fin de l'année 1885¹⁴²⁵ et la fondation de l'École cambodgienne l'année suivante inclut la mise en place d'un internat. L'admission d'étudiants originaires d'autres colonies fait de ce dernier la première résidence pour étudiants colonisés au cœur de Paris, à laquelle ne se mêle aucun étudiant français, même à la suite de la transformation de l'institution en École coloniale en 1889. De plus, la mission d'accueil, via l'hébergement des migrants éducatifs, prend rapidement le dessus sur la mission éducative de l'École : le relevé de la situation des élèves pour 1892-1893 précise que les résidents fréquentent d'autres institutions, telles le collège Sainte-Barbe ou l'école Lavoisier, dont certaines sont étrangement éloignées. Par exemple, un élève est affilié à l'école des Arts et Métiers d'Angers¹⁴²⁶. La vingtaine de places disponibles est très prisée et la surcharge de l'internat est renforcée par les délais de circulations des informations entre l'école et les colonies ou encore, par les spécificités de certains séjours. Ainsi, en 1906-1907,

¹⁴²⁴ À ce sujet, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

¹⁴²⁵ ANOM, École coloniale, carton 30, dossier 6 : *Cas de l'élève Nguyễn Dinh Giù, ancien boursier de l'École coloniale, 1906.*

¹⁴²⁶ ANOM, Ministère des Colonies (MinColo), École coloniale, *Papiers Paul Dislère*, carton 1, registre 1 : « Rapport de M. Aymonier, directeur, sur le fonctionnement de l'école coloniale, 1892-1894 ».

des princes cambodgiens arrivent à Colo accompagnés de leurs domestiques et *boys* ainsi que de lettrés¹⁴²⁷, monopolisant plusieurs lits. À l'inverse, des réticences se manifestent à l'encontre de cette offre résidentielle : le candidat Nguyễn Văn Luong, interprète de la résidence du Tonkin, ne souhaite se rendre à Paris en tant que boursier du gouvernement que s'il bénéficie d'une « vie libre » dans une « famille particulière¹⁴²⁸ ». Si sa demande de bourse est finalement rejetée, elle met en avant des craintes quant à la surveillance des migrants éducatifs par l'intermédiaire de l'hébergement, qui s'expriment d'une manière plus aigüe encore à la même période outre-Manche.

Au Royaume-Uni, la problématique de l'accueil n'est pas tout à fait nouvelle à l'orée du xx^e siècle : dès la fin des années 1870, la National Indian Association (NIA) intégrait à ses missions celle de procurer des logements aux nouveaux arrivants¹⁴²⁹, mission reprise à partir des années 1880 par la Northbrook Society¹⁴³⁰. Malgré ces initiatives et une offre résidentielle présentée comme nombreuse et variée à Londres, où s'installent la majorité des étudiants¹⁴³¹, certaines personnalités soulignent les dangers de la vie dans la capitale. En décembre 1902, le régisseur de Gray's Inn déplore les conséquences négatives d'un séjour en Angleterre sur certains Indiens dans un courrier adressé à l'India Office¹⁴³². Selon lui, sur 74 étudiants indiens affiliés à cette *Inn of Court* en vue d'intégrer le barreau, il peut citer une dizaine d'individus que le séjour « a détériorés à un tel point qu'il est peu probable qu'ils ne deviennent jamais des hommes respectables¹⁴³³ ». Il appuie son témoignage de cas précis d'étudiants en perdition :

J'ai une fois trouvé un étudiant dans une maison malfamée (*low house*) du sud de Londres, sans habits sauf son maillot. Le reste de ses biens avaient été mis à gage afin qu'il puisse acheter de la boisson. Je l'ai renvoyé en Inde. Six mois plus tard, il est revenu à Londres, a contracté un *delirium tremens* et fut de nouveau renvoyé chez lui. Il s'est suicidé pendant

¹⁴²⁷ ANOM, MinColo, École coloniale, carton 30, dossier 8 : *Élèves boursiers de l'Indochine entretenus à l'École coloniale, 1906-1907* : « Liste des élèves boursiers de l'Indochine ».

¹⁴²⁸ ANOM, GGI, dossier 7690 : *École coloniale, 1891-1910* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 6 juillet 1894 ».

¹⁴²⁹ BL, Manuscripts Europe (Mss Eur), F647/2/3 : *Northbrook Society Committee : Minute book of Annual General Meetings, 1893-1903* : « Courrier de F.R.S Wyllie, secrétaire honoraire et trésorier de la *National Indian Association*, 8 août 1879 ».

¹⁴³⁰ BL, Mss Eur, F647/2/3 : *Northbrook Society Committee...*, *op.cit.* : « Extrait du *Times*, 6 août 1881 » ; BL, Mss Eur, F111/281 : *Curzon Collection – International Administration part III : Hostel for Indians in London* : « Courrier de Sir C.J. Lyall à H.H. Risley, secrétaire du Gouvernement de l'Inde, *Home Department*, 7 août 1903. »

¹⁴³¹ À ce sujet, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

¹⁴³² BL, Mss Eur, F111/281 : *Curzon Collection...*, *op.cit.* : « Courrier de M. Douthwaiste, régisseur de Gray's Inn, 15 décembre 1902 ».

¹⁴³³ *Ibid.*

la traversée de la mer Rouge ; je connais d'autres Indiens qui ont, à un moment, dormi dans des parcs pendant plusieurs semaines¹⁴³⁴.

Ici, un logement de mauvaise qualité ou l'absence de logement menace le bon déroulement des études hors de la colonie, voire la vie de celui qui les entreprend. Ces craintes de nature plus morales que matérielles sont partagées par d'autres individus dont certains s'attèlent à proposer des solutions concrètes. Au début des années 1900, le député Richards, également conseiller du Barreau (*Bencher*) à Gray's Inn, présente son projet d'hôtel, avec force détails, dans la revue *East and West*¹⁴³⁵. S'il s'agit d'offrir un logement aux aspirants-juristes à proximité des institutions d'enseignement qu'ils fréquentent, dans le quartier londonien du Temple¹⁴³⁶, la mission dépasse le simple cadre de l'hébergement. Richards envisage une mission d'accueil plus large en proposant un contrôle des finances des résidents, le maintien d'une correspondance avec les responsables légaux restés en Inde ou encore la recherche de tuteurs et autres professeurs particuliers, si cela s'avérait nécessaire. La dimension matérielle est finalement peu présente dans ce plan : vingt lits sont proposés alors que le nombre d'étudiants en droit à Londres est évalué à 150 ou 200. Aucune indication n'est donnée concernant l'aménagement du bâtiment, la composition de ces pièces, le choix de dortoirs simples ou mixtes ou encore, la présence d'un service de restauration. Le logement des étudiants se confond ici avec des objectifs d'encadrement et de surveillance, assurant la formation éducative et la bonne moralité des futurs *barristers*.

L'India Office se saisit de ce projet par l'intermédiaire du secrétaire du département judiciaire et public, Charles Lyall. Afin de réfléchir à sa mise en œuvre, ce dernier mobilise plusieurs personnalités sollicitées pour leur connaissance et leurs liens avec l'Inde, qu'elles soient britanniques ou indiennes : des membres de l'ICS comme Henry Cotton ou John W. Neill, le major-général Owen Burne, ancien agent de l'India Office, le parlementaire conservateur d'origine indienne Mancherjee Bhowaggree, le juriste spécialiste du droit indien William Markby, le professeur et ancien étudiant indien à Londres Romesh Chandra Dutt et la secrétaire honoraire de la NIA, Adelaide Manning. Leurs avis sont remis aux autorités

¹⁴³⁴ « I once found a student in a low house in South London with no clothes but his shirt-the reste of his belongings having been pawned to buy drinks. I sent him back to India. Six months afterwards he returned to London, contracted delirium tremens and was again sent home. He committed suicide in the Read Sea; I have known other Indians who slept in the Parks for weeks at a time. » : *Ibid.*

¹⁴³⁵ *Ibid.* : « Note confidentielle de Sir Charles Lyall à Sir Curzon Wylie [non datée ; date estimée : janvier 1903] ».

¹⁴³⁶ *Ibid.*

impériales entre mars et mai 1903 : s'ils s'opposent tous au plan inspiré de l'article du député Richards, ils mobilisent différents arguments. Le plus récurrent est lié au regroupement d'étudiants de même origine sous un seul et même toit, jugé contre-productif par cinq des sept interlocuteurs de l'India Office. Miss Manning insiste sur le fait que les Indiens viennent au Royaume-Uni pour acquérir des idées occidentales et se mélanger à la population locale tout en ajoutant que les « différences entre races, obéissance et positions sociales » pourraient être un obstacle à la cohabitation au sein d'un hôtel¹⁴³⁷. Le coût d'une telle réalisation est également redouté, surtout s'il repose sur un financement par la colonie, tandis que l'argument politique est développé par les anciens agents et hauts fonctionnaires, faisant écho aux recommandations préliminaires de Charles Lyall sur la « très forte antipathie parmi les étudiants indiens envers le gouvernement¹⁴³⁸ ». Enfin, les réponses insistent sur l'efficacité relative des mesures antérieures, notamment celles de la Northbrook Society, et sur le désir des étudiants indiens d'échapper à tout contrôle officiel.

Malgré tout, le projet n'est pas radicalement opposé par l'ensemble des personnalités interrogées : Mancherjee Bhownagree n'est pas totalement opposé à sa réalisation mais la juge surtout prématurée¹⁴³⁹. John Neill estime que l'hôtel ne doit servir qu'à l'accueil des nouveaux arrivants, pendant quelques jours, rappelant que les résidents sont des adultes que l'on ne peut priver de leur liberté¹⁴⁴⁰. D'autres solutions sont évoquées par Romesh Chandra Dutt :

L'autre plan est de loger les étudiants indiens dans des maisons décentes et respectables, sous une supervision quelconque, comme sont logés les étudiants non-résidents d'Oxford et Cambridge. Il y a de nombreux hôtels privés dans les quartiers respectables de Londres, comme Cromwell Road ou Earl's Court, où des chambres peuvent être trouvées pour un étudiant indien seul. Des pensions de famille peuvent également être recommandables, et quelques familles anglaises les accueilleraient également comme locataires et pensionnaires. Les étudiants indiens vivant dans de tels lieux verraient quelques aspects de la vraie vie anglaise, et pourraient apprendre à respecter le caractère et les institutions anglaises. En même temps, ils seraient parfaitement libres dans leurs propres pièces (chambres) pour mener à bien leurs études, et ils n'auraient pas besoin de se mêler aux autres résidents de la même maison en dehors des repas. Les familles qui accueillent des étudiants indiens pourraient être priées de fournir des rapports mensuels sur leurs locataires ; et, si nécessaire, des hommes qualifiés pourraient être nommés pour rendre

¹⁴³⁷ *Ibid.* : « Courrier de Miss Manning à Sir Curzon-Wyllie, 18 mai 1903 ».

¹⁴³⁸ *Ibid.* : « Réponse de John Neill, esquire, à Sir Curzon-Wyllie, 20 avril 1903 ».

¹⁴³⁹ *Ibid.* : « Réponse de M. Bhownagree à Sir Curzon-Wyllie, 24 mars 1903 ».

¹⁴⁴⁰ *Ibid.* : « Réponse de John Neill, esquire, à Sir Curzon-Wyllie, 20 avril 1903 ».

visite aux étudiants une fois par semaine, d'enquêter sur leurs études et leur santé et de leur procurer aide et conseils s'ils en avaient besoin¹⁴⁴¹.

Ici encore, les enjeux matériels s'estompent au profit d'enjeux plus éducatifs et moraux. La question n'est pas de trouver des logements pour les étudiants mais de déterminer quels sont les logements les plus appropriés au perfectionnement intellectuel et moral tout en contrant des sentiments anti-britanniques déjà présents parmi la population estudiantine par une surveillance régulière. Des mesures plus incitatives que coercitives sont favorisées : des listes répertoriant les logements décentes disponibles sur le modèle de celles fournies par certaines associations¹⁴⁴², l'avertissement des parents sur les dangers du voyage métropolitain, la création d'un bureau d'information et de conseils, etc.

Définitivement rejeté au cours de l'été 1903¹⁴⁴³, le plan d'hôtel pour étudiants indiens est annonciateur de la gestion des mobilités étudiantes par les pouvoirs publics britanniques. Ceux-ci se tournent vers une approche plus incitative que coercitive, afin d'offrir un cadre plus souple, laissant une marge de manœuvre aux étudiants. Marqueur des inquiétudes des autorités britanniques mais aussi de certains représentants du monde académique et d'organisations privées, concernant les séjours métropolitains, le projet avorté n'en révèle pas moins les prémices d'une stratégie d'accueil propre aux étudiants colonisés, sous-tendant le caractère spécifique de leurs circulations. Charles Lyall le souligne dans une de ses notes confidentielles : « la position des Indiens en Angleterre est exceptionnelle et appel à des traitements exceptionnels¹⁴⁴⁴ ». S'il nuance son propos, précisant que « même dans les villes universitaires, il y a fréquemment des cas de déchéance indigne conduisant à des habitudes vicieuses, parmi les étudiants, qu'ils soient Indiens ou Européens¹⁴⁴⁵ », une catégorie distincte, « l'étudiant indien », transparaît dans les discours officiels, regroupant l'ensemble des « natifs » du sous-continent indien.

¹⁴⁴¹ *Ibid.* : « Courrier de Romesh Chundra Dutt, esquire, CIE, à Sir Curzon-Wyllie, 27 avril 1903 ».

¹⁴⁴² *Ibid.* : « Réponse de Sir Owen Burne, à Sir Curzon-Wyllie, 18 mai 1903 ».

¹⁴⁴³ *Ibid.* : « Courrier semi-officiel de Sir Charles Lyall au secrétaire du Gouvernement de l'Inde, *Home Department*, H.H. Risley, 7 août 1903 ».

¹⁴⁴⁴ BL, Mss Eur, F111/281 : *op.cit.* : « Note confidentielle de Sir Charles Lyall à Sir Curzon Wyllie [non datée ; date estimée : janvier 1903] ».

¹⁴⁴⁵ « Even in University towns there are not unfrequently cases of discreditable lapses into vicious habits among the student, both Indians and Europeans. » : BL, Mss Eur, F111/281 : *op.cit.* : « Note confidentielle de Sir Charles Lyall au sous-secrétaire d'État, 22 janvier 1903 ».

Alors qu'à Paris, l'hébergement organisé à l'École coloniale repose sur une catégorisation impériale, séparant les étudiants européens des ressortissants de diverses colonies, l'hôtel pour étudiants indiens annonce un paradoxe à long terme de la politique britannique, différenciant les étudiants indiens tout en prônant l'approfondissement des contacts avec les populations locales. Le projet avorté inaugure, en effet, plusieurs décennies de réflexions sur l'accueil des étudiants indiens en Grande Bretagne impulsées par l'India Office. En 1907, l'enquête menée par un comité nommé par le Secrétaire d'État à l'Inde et présidé par l'ancien administrateur colonial et membre du Conseil de l'Inde William Lee-Warner dénonce le « manque d'informations au sujet des logements, des coutumes sociales et des manières de vivre en Europe¹⁴⁴⁶ » dont les étudiants venus d'Asie du Sud. Contrairement aux initiatives de 1902-1903, les membres du comité s'appuient sur le témoignage d'un Indien :

Il pousse la porte pour la première nuit d'un hôtel sur le Strand, et le matin suivant il découvre que les tarifs sont au-delà de sa maigre bourse ; ensuite, il se rend dans une pension où il découvre qu'il peut en assurer le coût. Je me dois, à propos, de mentionner ici que ces pensions sont pour la plupart pleines d'étrangers, qui peuvent difficilement s'exprimer dans la langue du pays. Ainsi le jeune étudiant indien vit parmi ces personnes sans aucun moyen quel qu'il soit d'améliorer son anglais, ou sans aucune occasion quelle qu'elle puisse être de rencontrer des représentants de cette grande nation, de laquelle il peut apprendre tant de choses à son propre avantage et aussi tirer profit de sa population. Après un séjour d'un mois environ il se fait des amis parmi des Anglais de basse condition (*low type*), et ainsi, au lieu d'améliorer son caractère sous l'influence anoblissante d'Anglais éduqués, représentants de l'intellect de ce pays, il devient une proie entre les mains d'individus indésirables¹⁴⁴⁷.

Les considérations morales, sociales et intellectuelles prennent une nouvelle fois le dessus sur les difficultés matérielles tout en étant associées aux dangers d'une politisation de la communauté étudiante. Les « individus indésirables » peuvent faire référence à des activistes

¹⁴⁴⁶ « Wants of information about lodgings, social customs and manners of life in Europe. » : « Appendix IV. Report of the Committee... », *op.cit.*, p. 80.

¹⁴⁴⁷ « He puts up for the first night in some hotel in the Strand, and the next morning he finds that the charges are beyond his slender purse ; he then goes to some boarding-house where he finds that he can meet the expenses. I may incidentally mention here that these boarding-houses are mostly full of foreigners, who can hardly speak the language of this country. Thus the young Indian student lives amongst these people without any facility whatsoever to improve his English, or without any opportunity whatever of coming across people representative of this great nation, from whom he can learn many things to his own advantage and also to the benefit of his countrymen. After a month's stay or so he makes friends with Englishmen of low type, and thus, instead of improving his character under the ennobling influence of well-educated Englishmen representative of the intellect of this country, he falls a prey into the hands of undesirable people. » : « Appendix IV. Report of the Committee », *op.cit.*, p. 81-82.

anticolonialistes dont certains prennent en charge les étudiants dès leur arrivée en métropole, à l'instar des membres de l'India House, inaugurée en juillet 1905 à Londres et hébergeant des militants opposés à la domination britannique¹⁴⁴⁸.

Le regain d'intérêt pour les problématiques résidentielles à partir de la fin de la décennie 1900 n'aboutit pas à de nouveaux projets d'infrastructures. La création d'un bureau d'information destiné aux étudiants d'Inde en 1909 conduit plutôt à la concrétisation d'autres mesures déjà évoquées en 1903, et expérimentées auparavant par des associations : une liste de 120 pensions et pensions de familles recommandables a été dressée, bien que le conseiller éducatif pour les étudiants indiens, Mr Arnold, déplore l'impossibilité de visiter régulièrement ces logements. Elle prend en considération les ressources financières généralement limitées dont bénéficient les étudiants, excluant les logements au loyer atteignant 30 shillings par semaine par exemple¹⁴⁴⁹, mais aussi, les réticences de certains propriétaires¹⁴⁵⁰. En 1911, 45 étudiants connus du bureau d'information bénéficiaient de logements de cette liste. Si ce même bureau héberge des étudiants, en théorie pour une courte durée¹⁴⁵¹, l'accent est davantage mis sur une offre privée. Une aide est offerte aux individus souhaitant développer des petits hôtels : en octobre 1910, Mme Whyte ouvre ainsi une Maison pour étudiants indiens – *Home for Indian Students* – réservée aux étudiants végétariens, qui affiche rapidement complet. D'autres initiatives échouent cependant, conséquence du désintérêt des étudiants ne souhaitant pas vivre avec des pensionnaires de la même origine. Face à ces réticences, Mme Urwin, gérante d'une résidence analogue sur Uxbridge Road, dans l'Ouest londonien, qui fait de son hôtel un centre de relations sociales entre Indiens et Anglais¹⁴⁵²

Si les autorités britanniques limitent volontairement leur contrôle de l'hébergement des étudiants indiens, la fin de la décennie 1900 correspond *a contrario*, du côté français, à une ferme reprise en main politique de cette question. L'École coloniale poursuit alors sa mission d'accueil, à flux tendus, attirant des Indochinois séduits par une opportunité peu coûteuse située dans Paris, à l'instar de Do Van Lien. En 1907, cet élève du Grand Lycée de Marseille sans en être interne, « faute de titres et d'argent », voit en la bourse de l'École

¹⁴⁴⁸ Rozina Visram, *Asians in Britain. 400 Years of History*, Londres, Pluto Press, 2002, p. 152.

¹⁴⁴⁹ BL, IOR, L/PJ/6/1120, fichier 4173 : *Indian Students in England* : « Rapport de M. Arnold, février 1912 ».

¹⁴⁵⁰ *Ibid.*

¹⁴⁵¹ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

¹⁴⁵² BL, IOR, L/PJ/6/1120, fichier 4173 : *Indian Students in England* : « Rapport de M. Arnold, février 1912 ».

coloniale un moyen de poursuivre des études supérieures ou professionnelles, sans qu'il précise lesquelles, dans la capitale tout en étant hébergé à l'École¹⁴⁵³. En effet, cette année-là, dix étudiants boursiers sont ainsi « entretenus¹⁴⁵⁴ » entre les murs de Colo. Or, en 1908, ce fonctionnement est critiqué le nouveau gouverneur général de l'Indochine, Antony Klobukowski :

L'Ecole coloniale n'a plus de classes pour [les Indochinois] ; leur accordant leur dortoir et le réfectoire, elle les envoie dans diverses institutions professionnelles où elle obtient des bourses généralement gratuites, souvent au détriment de candidats français, ou bien encore elle les place, dans les mêmes conditions, comme interne dans une Ecole d'Arts et métiers, etc... ne les revoyant dans ce cas qu'aux vacances. Leurs professeurs ayant été chargés, tout en gardant leur titre, l'un de l'économat, l'autre de la bibliothèque de l'Ecole, les élèves ne sont pas l'objet de soins d'éducation : les jours de congé, ils sortent au gré de leur fantaisie, et aux vacances annuelles on les place, dans les mêmes conditions de liberté, dans un collège d'une station balnéaire¹⁴⁵⁵ .

Le gouverneur général insiste sur les dangers de cette organisation, craignant la « dénationalisation » des résidents qui pourraient chercher à occuper des postes réservés aux Français. Paradoxalement, il souligne aussi l'absence de contacts avec les Français, à l'origine d'une « ligne de démarcation, qui plus tard, dans le pays où, de nouveau, ils se rencontreront se transformera peut-être en une barrière difficilement franchissable¹⁴⁵⁶ ». Cette critique, qui fait écho aux débats outre-Manche, laisse transparaître une vision associationniste des mobilités étudiantes. Par conséquent, Klobukowski exige la réorganisation de l'École afin qu'elle retrouve une fonction enseignante pour les étudiants de la section indigène. Un projet d'arrêté rédigé par le conseil d'administration lui est soumis en juin 1909 par l'intermédiaire du ministre des Colonies. Après quelques amendements, une formation, de niveau primaire, est de nouveau offerte aux candidats des colonies. Les anciens résidents sont autorisés à rester jusqu'à la fin de l'année universitaire. Certains d'entre eux se dirigent ensuite vers un hébergement privé, financé par leurs parents. Les nouveaux pensionnaires sont désormais des élèves de l'École à proprement parler, jusqu'à la disparition de la section indigène au cours

¹⁴⁵³ ANOM, École coloniale, carton 30, dossier 10 : *Demande de bourse de l'élève Do Van Lien du lycée de Marseille pour admission à l'École coloniale, 1908-1909.*

¹⁴⁵⁴ ANOM, École coloniale, carton 30, dossier 8 : *Élèves boursiers entretenus à l'École coloniale : « Liste d'étudiants, 1906-1907 ».*

¹⁴⁵⁵ ANOM, École coloniale, carton 16, dossier 1 : *Rapport du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies au sujet de l'École, 20 juillet 1908.*

¹⁴⁵⁶ *Ibid.*

de la Première Guerre mondiale. La question de l'hébergement des étudiants indochinois en métropole disparaît alors des discussions officielles pour plusieurs années.

B. Quels logements pour les universités coloniales indiennes ?

Le début du XX^e siècle correspond également à une prise de conscience dans les colonies, par l'administration comme par le monde académique, de la problématique résidentielle, alors qu'elle n'apparaissait que timidement au cours du siècle précédent¹⁴⁵⁷. En Indochine, la faiblesse, si ce n'est l'absence, d'un enseignement supérieur et technique, fournit une explication à cette situation, plus surprenante du côté de l'Inde britannique. Malgré l'ouverture d'universités dès la deuxième moitié des années 1850, les archives consultées font faible cas de la question de l'accueil des étudiants au sein des pôles éducatifs jusqu'à la fin de la décennie 1900. Dans son histoire de l'*Oxford Mission* à Calcutta, publiée en 1910 et dans laquelle il dédie un chapitre à l'enseignement supérieur local, le missionnaire George Longridge insiste sur l'absence de contrôle par les autorités universitaires, faisant écho aux difficultés et dangers métropolitains :

Hors de la salle de cours, le personnel de l'université n'exerce aucun contrôle sur les étudiants. Il n'existe aucun système de surveillance, pas de permis pour les logements, pas de surveillance sous quelle forme que ce soit. C'est vrai que de nombreux étudiants vivent dans leurs propres maisons à Calcutta, mais un nombre important sont des jeunes hommes dont les foyers sont éloignés dans la campagne, et qui par conséquent sont jetés au milieu de toutes les tentations d'une grande ville, sans aucun entourage, à un âge auquel la bienveillance, associée à des conseils et à une discipline appropriée, sont ce dont ils ont le plus besoin¹⁴⁵⁸.

La mission essentiellement examinatrice des premières universités délègue la question des logements à l'administration des *colleges* ou à des acteurs privés. En 1894, l'Oxford Mission ouvre son premier hôtel bengali, réservé aux étudiants hindous. Il s'élargit dès 1896 afin

¹⁴⁵⁷ Absentes du côté indochinois, seulement quelques sources conservées dans les fonds des archives bengalies évoquent la mise en place, réelle ou souhaitée, d'hôtels. Voir par exemple : WBSA, GenEd, Proceedings 47-49 – Février 1869 : "Courrier de Chunder Mohun Chuckerbutty au principal du Berhampore College, 20 janvier 1869 ».

¹⁴⁵⁸ « Outside the lecture-room the staff of the University exercises no control whatever over them. There is no proctorial system, no licensing of lodgings, no supervision of any kind. It is true that many of the students live in their own homes in Calcutta, but a large number are young men whose homes are away in the country, and who are consequently thrown among all the temptations of a great city, absolutely uncared for, at an age when sympathy, with guidance and proper discipline, are what they most need. » : George Longridge, *A History of Oxford Mission to Calcutta*, London, Mowbray, 1910, p. 70.

d'accueillir trente étudiants¹⁴⁵⁹. L'ancien lieutenant-gouverneur du Bengale, Ashley Eden¹⁴⁶⁰, est tout de même instigateur d'un Hindu Hostel dont les plans sont présentés en 1888 dans la revue *Indian Engineering*¹⁴⁶¹. Le même article envisage par la même occasion la création d'un établissement similaire réservé, cette fois, à la communauté étudiante musulmane.

Face à une hausse continue du nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement de Calcutta¹⁴⁶², c'est une offre d'hébergement variée qui a vu le jour dans la capitale bengalie :

Tabl. 5-1 – Répartition des étudiants en fonction de leur hébergement, 1911¹⁴⁶³

Type d'hébergement	Nombre d'étudiants
Domicile du tuteur	2 801
Domicile parental	1 930
Messes attachés à un établissement	660
Messes indépendants	357
<i>Collegiate hostels</i>	487
<i>Non-collegiate hostels</i>	89
Logement privé	67
Manquant	59

Aux côtés des pensions (*boarding houses*) et autres hébergements privés, des hôtels affiliés à un *college* spécifique (*collegiate hostels*) ou non affiliés (*non-collegiate hostels*) voient le jour. En 1910, cinq hôtels non-affiliés sont ainsi inventoriés par le secrétaire de l'université locale : trois sont associés à une mission chrétienne, un autre à une madrasa tandis que le dernier est réservé aux étudiants en droit appartenant à la communauté oriya¹⁴⁶⁴. Deux ans plus tard, onze *collegiate hostels* sont mentionnés dans la correspondance officielle, dont trois associés

¹⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 87-90.

¹⁴⁶⁰ Ashley Eden (1831-1887), magistrat et administrateur britannique, devient le premier gouverneur civil de la Birmanie en 1871 avant d'être nommé lieutenant-gouverneur du Bengale en 1877, jusqu'à sa démission en 1882.

¹⁴⁶¹ « Hindu Hostel, Calcutta », *Indian Engineering*, 7 juillet 1888, p. 12.

¹⁴⁶² En 1916, un courrier adressé au gouverneur du Bengale mentionne 6 450 étudiants pour l'année 1911. Il ajoute qu'en cinq ans, ces chiffres ont presque doublé : National Archives of India (NAI), Home Department (HD) 1916, proceedings n°49-50 : *Residence of students in unlicensed messes in Calcutta, October 1916* : « Courrier du secrétaire privé au gouverneur du Bengale, 10 août 1916 ».

¹⁴⁶³ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : *Ibid.*

¹⁴⁶⁴ L'oriya est une langue pratiquée dans l'Odisha, région se situant au sud-ouest du Bengale.

NIA, HD 1910, proceedings n°117-118 : *Additions to Chapter XXIV of the regulations of the Calcutta University relating to the resident of students, August 1910* : « Courrier de G. Thibaut, secrétaire de l'université de Calcutta au recteur de l'université, 10 juin 1910 ».

au Scottish Churches College et deux à la Calcutta Madrassa¹⁴⁶⁵. Mais, en Inde, ce sont surtout les *messes* qui accueillent les jeunes gens ne pouvant pas bénéficier du domicile parental ou tutorial. Ces maisons réservées à des étudiants qui s’y mélangent, comme le laisse entendre l’appellation de ces lieux, se différencient des hôtels par une gestion plus lâche, généralement par les étudiants eux-mêmes, et recouvrent une assez grande diversité de situations, qu’ils soient attachés ou non à un établissement d’enseignement :

Ils vivent dans ce qu’on appelle des ‘*messes*’ —ce qui signifie, dans des maisons accueillant parfois jusqu’à quarante étudiants, parfois aussi peu qu’une dizaine ou douzaine. En règle générale, les meilleurs *messes* sont les plus petits. Les maisons qui sont utilisées dans ce but se situent à proximité des *colleges*, peuvent être trouvées sur College et Cornwallis Streets, et dans les allées s’étendant à chaque angle de ces rues.

Un *mess* est formé à partir de principes variés —se fondant parfois sur une amitié commune, parfois sur l’appartenance à un même *college*, ou à la même année d’un cours universitaire, ou parce qu’ils sont originaires d’un même village ou district. Mais au-delà de ces aspects se trouve un élément qui régule la formation d’un *mess*, il s’agit des capacités financières. En règle générale, l’étudiant a des moyens très limités, et ne peut pas se permettre de vivre autrement qu’avec des individus dont les revenus sont similaires aux siens. La caste ne joue pas un grand rôle à ce sujet : ainsi, le cuisinier peut être un Brahmane et préparer, dans ce cas, un repas qui convient à la fois au régime alimentaire de sa caste et à tout autre étudiant ; et si l’étudiant brahmane commence à manger avant les non-Brahmanes, même à une fraction infinitésimale de minute, les exigences des castes sont préservées. Un corps d’étudiants, ayant accepté de se mêler les uns aux autres, cherche ensuite à obtenir un logement. Une maison sur deux étages comprenant six ou sept pièces correspond à la taille moyenne des *messes*, même si d’autres sont plus grandes¹⁴⁶⁶.

¹⁴⁶⁵ NIA, HD 1912, proceedings n°206 : *Question of establishing a model hostel in Calcutta, September 1912* : « Liste de *colleges* et de leur offre d’hébergement fournie par le gouverneur du Bengale ».

¹⁴⁶⁶ « They live in what are called « *messes* » —that is, in houses holding sometimes as many as forty students, sometimes as few as ten or a dozen. As a rule the smaller *messes* are the best. The houses which are utilized for this purpose are in the close neighbourhood of the colleges, are to be found in College and Cornwallis Streets, and in the lanes running at all angles out of those thoroughfares. A *mess* is formed on various principles — sometimes on the basis of common friendship, sometimes on that of being at the same college, or in the same year of their University course, or because they belong to the same village or district. But beyond this there is one thing which regulated all else in the formation of a *mess*, and that is financial capacity. The student as a rule is of very limited means, and he cannot afford to live except with those whose income is on the same scale as his own. Caste does not so much enter into the matter: for the cook can always be a Brahman, and, therefore, not only prepares food fit for a Brahman student, but also for everyone else ; and if the Brahman student commences to eat his food in the infinitesimal fraction of a minute before the non-Brahman students, the exigencies of caste are preserved. A body of students, having agreed to *mess* together, next proceed to secure a house. A six or seven-roomed two-storied house is the average size, though some are much bigger. » : George Longridge, *A History of...*, *op.cit.*, p. 70-71.

Au cours des années 1910, ce type d'hébergement cristallise les craintes des administrateurs coloniaux. Ils tentent de régulariser leur essor par l'obtention d'un permis (*license*), en vain¹⁴⁶⁷. En outre, les nouveaux règlements de l'Université de Calcutta, conséquence de l'*Universities Act* de 1904 préconisant l'ouverture de *college hostels*, font la part plus belle aux problématiques résidentielles. Un Students' Residence Committee est créé, dont les membres ont notamment la charge de répertorier et contrôler les hôtels non affiliés, les *messes* et les logements privés¹⁴⁶⁸. Ils participent aux différents débats sur la nature et les modalités de l'hébergement, tout en faisant généralement preuve de pragmatisme : en 1910, le comité soutient l'admission d'étudiants n'appartenant pas à un *college* et d'élèves du secondaire (*schoolboys*) dans les hôtels non affiliés et, plus exceptionnellement, affiliés, conscients de la pénurie de logement. Ils ignorent les critiques craignant un manque de discipline ou l'impossibilité de générer un esprit de corps¹⁴⁶⁹. Six ans plus tard, le comité réagit à l'admission d'étudiants dans des établissements sans permis préconisant des mesures disciplinaires souples envers les fautifs tant qu'un hébergement suffisant n'est pas disponible¹⁴⁷⁰. Malgré tout, le contrôle des étudiants reste au cœur de la nouvelle réglementation, qui insiste sur la responsabilité des *colleges* : le personnel de chacune de ces structures doit s'assurer que tout résident est logé soit « (1) avec ses parents, ou (2) avec tout autre tuteur légal ou (3) avec un tuteur approuvé par le principal du *college*, ou (4) dans le *college* (c'est-à-dire, dans l'hôtel du *college*), ou (5) dans un logement approuvé par le principal du *college*, c'est-à-dire un hôtel non-affilié, dans un *mess* affilié ou non affilié ou dans un logement privé approuvé par le principal¹⁴⁷¹ ». En parallèle, à partir de 1909, le gouvernement colonial multiplie les subventions en vue de la construction de nouveaux hôtels¹⁴⁷², injonction reprise par la Calcutta University Commission nommée par le

¹⁴⁶⁷ Voir notamment: NIA, HD 1916, Proceedings n°49-50 : *Residence of students, op.cit.* ; NIA, HD 1917, proceedings n°69-71 : *Residence of students in unlicensed messes in Calcutta, November 1917.*

¹⁴⁶⁸ *Ibid.* : « Courrier du secrétaire privé au gouverneur du Bengale, 10 août 1916 ».

¹⁴⁶⁹ NIA, HD 1910, proceedings n°117-188 : *Additions to Chapter XXIV, op.cit.*, « Courrier du gouverneur du Bengale, 21 juin 1910 ».

¹⁴⁷⁰ NIA, HD 1916, proceedings n°49-50 : *Residence of students, op.cit.* : « Courrier du secrétaire privé au gouverneur du Bengale, 10 août 1916 ».

¹⁴⁷¹ *Ibid.* : « Annexe 1 aux notes : courrier de W.W. Hornell, directeur de l'Instruction publique ».

¹⁴⁷² University of Calcutta, *Hundred Year of Calcutta University: A History of the University (1857-1956)*, Calcutta, University of Calcutta, 1957, p. 227.

gouverneur général de l'Inde en 1916 et présidée par le vice-chancelier de l'Université de Leeds, Michael Sadler¹⁴⁷³.

En effet, comme en métropole, la question du logement est associée à une variété de préoccupations liées à l'accueil, qu'elles soient logistiques, hygiéniques, financières, intellectuelles, morales et enfin, politiques. Les notes recueillies en 1912 par l'avocat Richard K. Sorabji, formé à Oxford et premier principal de l'école de droit d'Allahabad¹⁴⁷⁴, témoignent de cet enchevêtrement. Avec emphase, tout en filant la comparaison avec les étudiants britanniques, il insiste sur l'absence d'activités extra-universitaires, sur l'ennui des étudiants indiens, sur le coût de la vie et sur l'éloignement de la communauté d'origine. Il décrit enfin les logements sinistres regroupant entre douze et 35 résidents. L'absence de contrôle associé à des conditions de vie et d'études difficile ouvrent, selon lui, la voie à la radicalisation politique¹⁴⁷⁵. Ces notes témoignent de l'intérêt des administrations coloniales et universitaires à l'égard des différentes facettes de l'hébergement. La présence de salles communes, de cours de récréation ou terrains de sport est mentionnée dans les inventaires des institutions d'accueil existantes¹⁴⁷⁶. En parallèle, l'accent est mis sur la supervision des étudiants : par exemple, ceux-ci ne sont pas autorisés à sortir entre 21 heures et six heures du matin et leur nom, dans le cas contraire, doit être inscrit dans un registre dédié¹⁴⁷⁷. D'abord destinées au contrôle moral, ces initiatives prennent une dimension de plus en plus politique alors que les idées anarchistes tendent à se diffuser au sein du corps étudiant¹⁴⁷⁸. Le milieu urbain colonial est, comme son homologue métropolitain, considéré comme une source potentielle de danger que les autorités – administratives comme universitaires –

¹⁴⁷³ Cette commission a pour mission de préparer une réforme de l'Université de Calcutta et réfléchit à la question universitaire indienne d'une manière plus générale. P. Seshadri, *The Universities of India*, Oxford, Oxford University Press – Humphrey Milford, 1935, p. 5.

¹⁴⁷⁴ Brian Stanley, *The World Missionary Conference, Edinburgh 1910*, Grand Rapids, Eerdmans, 2009, p. 105.

¹⁴⁷⁵ NIA, HD 1912, Proceedings n°206 : *Question of establishing a model hostel*, op. cit. : « 'Calcutta Students', Notes par R.K. Sorabji ».

¹⁴⁷⁶ NIA, HD 1912, Proceedings n°206: *Question of establishing a model hostel in Calcutta, September 1912* : « Liste de *colleges* et de leur offre d'hébergement fournie par le gouverneur du Bengale ».

¹⁴⁷⁷ NIA, HD 1910, Proceedings n°117-188 : *Additions to Chapter XXIV*, op.cit., « Courrier du gouverneur du Bengale, 21 juin 1910 ».

¹⁴⁷⁸ En 1916, Ashutosh Mukherjee, vice-chancelier de l'université entre 1906 et 1914, met en exergue cette radicalisation politique : « Ten years ago, our only fear was the moral contamination of students if they were left unprotected. Now, there is grave apprehension of what I may call the political contamination of students. I consider it undeniable that the anarchist party has emissaries amongst the student community, who have successfully captured away for their cause impressionable or excitable youths. » : NAI, HD 1916, Proceedings n°49-50 : *Residence of students*, op.cit. : « Annexe 2 aux notes : courrier de Ashutosh Mukherjee à Sankaran Nair, 21 août 1916 ».

doivent contrer en mettant en place des mesures d'accueil plus strictes. Des mesures de désengorgement sont parfois évoquées, favorisant le développement d'un enseignement supérieur hors de Calcutta, dans les *moffusils*, soit les territoires à l'extérieur de la capitale bengalie.

En 1912, l'intervention des pouvoirs publics se traduit par un projet d'hôtel-modèle. Celui-ci s'intègre au cadre plus large du réaménagement urbain lié au déménagement de la capitale coloniale, de Calcutta à New Delhi. Les anciens bureaux de l'administration coloniale pourraient dès lors offrir de nouvelles possibilités d'hébergement, « signalant d'une manière pratique l'intérêt du gouvernement de l'Inde pour le bien-être de ceux qui étudient dans les *colleges* de Calcutta¹⁴⁷⁹ ». Le gouvernement devient le maître d'œuvre d'une politique, opportuniste, de logement universitaire. Dans ce cadre, la distance entre les locaux envisagés et les institutions d'enseignement est présentée comme un atout, une « courte marche » étant bénéfique à la santé des résidents. Le réseau de tramway doit combler les distances plus importantes et favorise, le cas échéant, les mobilités pendulaires entre lieux de résidence et d'étude. Les contacts entre Indiens et Européens sont prônés, sans qu'ils viennent mettre à mal la hiérarchie coloniale. En outre, l'hébergement d'étudiants européens dans cet hôtel-modèle n'est pas envisagé, un autre projet autour de la Kidderpore House leur étant réservé. De plus, une séparation des communautés hindoue et musulmane est évoquée, par l'intermédiaire de pavillons séparés. Pourtant, si ce projet alimente de nombreux échanges au début de l'année 1912, aucune mise en œuvre pratique ne semble avoir eu lieu. Seul un hôtel réservé aux étudiants en droit hindous, l'University Law Hardinge Hindu Hostel, voit le jour grâce à une subvention gouvernementale¹⁴⁸⁰. L'accent est davantage mis sur la sociabilité étudiante avec l'ouverture d'un University Institute Hall comprenant une salle de commune et une bibliothèque et organisant des excursions et des conférences¹⁴⁸¹. Trois ans plus tard, le gouvernement soutient un autre projet résidentiel, celui du Carmichael Hostel, réservé cette fois aux étudiants musulmans¹⁴⁸².

¹⁴⁷⁹ NIA, HD 1912, Proceedings n°206: *Question of establishing a model hostel in Calcutta, September 1912* : « Note d'H. Sharp, 11 janvier 1912 ».

¹⁴⁸⁰ University of Calcutta, *Hundred Year of Calcutta University, op.cit.*, p. 227, cité dans Amrit Nath Mishra, *Students and the Hostel Life: A Study of University Students*, New Delhi, Mittal Publications, 1994, p. 7.

¹⁴⁸¹ NIA, HD 1912, Proceedings n°206: *Question of establishing a model hostel in Calcutta, September 1912* : « Courrier de Harcourt Butler à Lord Hardinge Peshirst, 30 mars 1912 ».

¹⁴⁸² University of Calcutta, *Hundred Year of Calcutta University, op.cit.*, p. 228.

2. Vers des superstructures d'accueil ? (années 1920-1940)

Au cours des premières décennies du XX^e siècle, les pouvoirs publics britanniques et, dans une moindre mesure, français, en métropole comme en colonie, manifestent un intérêt croissant pour l'accueil et la supervision qu'ils associent à cette mission. Si les projets d'infrastructures spécifiques avortent prématurément, ils permettent tout de même de lancer une réflexion sur la problématique résidentielle, soulignant une multiplicité d'enjeux à toutes les échelles. Ces débats et discussions sont toujours d'actualité aux lendemains de la Première Guerre mondiale alors que les mobilités étudiantes connaissent un nouvel essor après la période creuse engendrée par le conflit. Cette dynamique ne concerne pas exclusivement les étudiants des colonies puisque le monde universitaire doit également faire face au retour des étudiants nationaux – et d'autres étudiants étrangers – avec l'arrêt des hostilités. Ainsi, des projets de « superstructures », c'est-à-dire d'établissements hébergeant des étudiants fréquentant diverses institutions, voient le jour et se concrétisent à partir de l'entre-deux-guerres, à l'instar de résidences universitaires en France dont l'exemple le plus illustre demeure la Cité universitaire de Paris, ou des premières International Houses outre-Atlantique.

Ce schéma s'applique à l'accueil des jeunes gens venus d'Inde comme d'Indochine, aussi bien à l'échelle métropolitaine que coloniale, dans les capitales comme en province. Les hôtels pour étudiants indiens de Londres et Édimbourg (1920), le Foyer des étudiants annamites de Hanoi (FEA, 1922), l'Institut franco-annamite de Toulon (IFAT, 1926) ou encore, la Maison des étudiants de l'Indochine (MEI, 1930) sont autant d'exemples de structures larges destinées à une population étudiante venue des colonies d'Asie. Cette multiplication des efforts mobilise des acteurs variés et doit conduire à s'interroger sur la circulation des modèles et les potentielles similitudes entre les différentes initiatives.

A. Organiser l'accueil impérial (années 1920-1930)

Étudiants et représentants des étudiants, organisations religieuses ou laïques, personnalités privées, pouvoirs publics, membres du monde universitaire... Les acteurs prenant part au développement de résidences pour étudiants d'Asie coloniale sont divers et variés, soulignant les origines multiples de ces initiatives. Celles-ci s'affirment d'abord au sein de l'empire britannique, et plus particulièrement, en métropole, alimentées par des réflexions antérieures et une présence indienne plus ancienne et plus marquée que du côté indochinois. Toutefois, le caractère impérial, fait de circulations entre colonies et métropoles, des nouvelles initiatives d'accueil s'impose du côté indo-britannique comme franco-indochinois.

A.1. Entre colonie et métropole : l'essor des offres impériales

Au début des années 1920, l'idée d'une infrastructure spécifique dédiée à l'accueil des étudiants indiens fait peu d'émules. Des témoignages recueillis par les membres du comité Lytton sur les étudiants indiens en 1921-1922, lorsqu'ils parcourent les villes universitaires¹⁴⁸³, ressort une opposition quasi-unanime à tout projet de résidence réservé aux étudiants indiens, à Londres ou ailleurs. Des arguments communs à ceux de 1903 sont mobilisés comme la nécessité de se mêler aux étudiants locaux, le risque de ségrégation et de diffusion d'idées subversives, plus particulièrement antibritanniques. L'accent est mis sur la capacité des étudiants à s'en sortir seuls alors qu'aucun interrogé ne mentionne le cas d'étudiants en grande difficulté. Une minorité d'individus contredisent alors cette opinion, à l'instar de P.J. Thomas du Balliol College d'Oxford. Dans son courrier au comité Lytton, celui-ci met l'accent à la fois sur le manque d'expérience et la vulnérabilité des étudiants indiens les plus modestes mais sans fournir d'exemples précis¹⁴⁸⁴, et sur leur manque supposé d'« esprit de corps », niant par là même des initiatives passées, telles l'India House de Krishnavarma, ou contemporaines, comme la *Chummary*, une maison louée par quatre étudiants indiens à Édimbourg qui ont embauché une gouvernante et se partagent les dépenses liées à

¹⁴⁸³ BL, IOR, Q/10/1 : *Correspondence relating to the work of the Committee*. Ce carton est composé d'un ensemble de dossiers dont les n° 8 à 19 sont consacrés chacun à une ville universitaire, selon l'ordre suivant : Bradford, Cambridge, Oxford, Bristol, Birmingham, Sheffield, Manchester, Liverpool, Leeds, Édimbourg, Glasgow, Newcastle. Les témoignages des interrogés suivent un questionnaire commun dont l'une des questions concerne la nécessité d'ouvrir une résidence pour étudiants indiens en Grande Bretagne.

¹⁴⁸⁴ BL, IOR, Q/10/2/24 : *Letter from P.J. Thomasn, Balliol College, Oxford, to the Secretary to the Committee on Indian Students, giving his views on the necessity of having a Government Hostel for Indian Students in London*.

l'entretien¹⁴⁸⁵. Il ajoute que l'idée d'un pavillon officiel reçoit de nombreux suffrages. Si les propos de l'Oxonien font difficilement le poids face aux témoignages divergents déjà cités, son discours n'en fait pas moins écho à des initiatives privées ayant vu le jour en 1920.

1.a. De l'Inde à la Grande Bretagne : les Indian Students' Hostels

Ces réalisations reposent sur un effort missionnaire à l'échelle impériale, à Londres mais aussi, bien que plus indirectement, en Écosse. Les membres de la Young Men's Christian Association (YMCA) indienne prennent conscience au cours de la deuxième moitié de la décennie 1910 de l'importance numérique des cohortes d'étudiants indiens au Royaume-Uni. Envisageant d'abord des actions ouvertement prosélytes, à travers la création de branches de leur association en métropole, la visite du secrétaire général national de l'association, Kanakarayan Tiruselvam Paul, en 1919, modifie les plans de l'association. Frappé par les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes Indiens lors de leurs séjours outre-mer, il propose, le 20 octobre de la même année, toujours depuis Londres, un projet de résidence dotée d'une quadruple mission :

- (1) Fournir un logement convenable aux étudiants indiens à Londres ;
- (2) Fournir des opportunités concernant les installations sportives, sociales, éducatives et religieuses, habituellement disponibles dans les hôtels du YMCA en Inde ;
- (3) Offrir des installations, afin que les étudiants puissent se rencontrer et échanger, en en profitant mutuellement, avec des hommes et des femmes britanniques ;
- (4) Créer un centre à partir duquel les Anglais peuvent acquérir une image véridique de l'Inde, et les Indiens tirer le meilleur de l'Angleterre¹⁴⁸⁶.

Cette première réalisation repose sur un transfert de modèle à l'échelle impériale, depuis l'Inde vers le Royaume-Uni, où des résidences missionnaires accueillent déjà de jeunes

¹⁴⁸⁵ BL, IOR, Q/10/1/17 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Edimburgh* : « Courrier du conseiller local, 9 mai 1921 ».

¹⁴⁸⁶ « The main objects of this Hostel to be (1) to provide suitable accommodation for Indian students in London; (2) to provide opportunities for physical, social, educational and religious facilities, usually found in Y.M.C.A Hostels in India; (3) to afford facilities, such that Indian Students can meet and entertain to their mutual profit British men and women; (4) to create a centre from which the Englishmen can get a true interpretation of Indian, and the Indians the best of England. » : BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students by D. Runganadhan, General Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel with the balance sheet and accounts of the Indian Students' Union and Hostels for the twelve months ended 31st December 1920* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 2 ».

Indiens¹⁴⁸⁷. Elle ouvre ses portes le 4 février 1920 dans d'anciens locaux militaires portant le nom de Shakespeare Hut, sur Kepple Street, à l'arrière du British Museum, loués pour 3 000 livres par an¹⁴⁸⁸. Une petite centaine de personnes peut y être hébergée grâce à un peu moins de 80 chambres simples et une dizaine de chambres doubles¹⁴⁸⁹. Une quinzaine de lits est réservée à des étudiants britanniques. Entre août et septembre, l'arrivée massive de nouveaux étudiants conduit à la mise à disposition temporaire de 20 à 30 lits supplémentaires¹⁴⁹⁰. Malgré des locaux présentés comme vétustes, l'accent est mis sur le confort offert aux résidents : salles de bains, salles pour les bagages, vestiaires mais également, restaurant pouvant accueillir 150 personnes par service, bibliothèque et salle de lecture, salle de conférences d'une capacité de 700 personnes et salle comprenant trois billards. Ces services ne sont pas réservés aux résidents mais ouverts à l'ensemble des adhérents, puisque l'hôtel se double d'une association, sous le nom d'Indian Students' Hostel and Union. Plus qu'une mission d'accueil, c'est une mission sociale qui caractérise rapidement ses activités. Dix mois après son ouverture, l'organisation compte ainsi 783 membres dont 700 Indiens, la grande majorité logeant en dehors de l'hôtel. Cette mission sociale et culturelle est accentuée au détriment des objectifs matériels avec le déménagement des locaux au 112, Gower Street, en plein cœur du quartier universitaire londonien. Si seulement 45 résidents peuvent y être logés, la salle de conférences peut accueillir 300 personnes. Malgré tout, l'enchevêtrement des deux missions – résidentielle et sociale – demeure réel : tout individu résidant à l'hôtel plus de trois mois doit s'inscrire à l'association qui est elle-même gérée par des résidents indiens, à l'origine de la publication d'un journal *Indus* dont le contenu n'est pas soumis au contrôle du YMCA¹⁴⁹¹.

¹⁴⁸⁷ En 1919, six hôtels étudiants disséminés dans le Raj, soit 265 lits.

¹⁴⁸⁸ M.D. David, *The YMCA and the Making of Modern India (A Centenary History)*, New Delhi, National Council of YMCAs of Indian – Bharat Yuvak Bhavan, 1992, p. 216.

¹⁴⁸⁹ Les chiffres connaissent une légère variation en fonction des archives : Le mémorandum fourni par D. Runganadhan à la fin de l'année 1920 mentionne 88 chambres dont 78 simples et dix doubles quand le rapport sur les activités du département des étudiants indiens d'octobre 1921 évoque 77 chambres simples et 9 doubles : BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union » ; BL, IOR/Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian Students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a copy of the Report of the Indian Students' Department for the year April 1st, 1920 - March 31st, 1921, precede by a brief review of the period 1916-1920* : « Part. 2: the Work from the Department, 1.04.1920-31.03.1921, p. 4 ».

¹⁴⁹⁰ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 5 ».

¹⁴⁹¹ *Ibidem*, p. 220.

En parallèle, le YMCA apporte son soutien à une initiative édimbourgeoise menée par le *principal* de l'université locale, Alfred Ewing. L'Indian Student Hostel écossais ouvre lui aussi en 1920, financé et dirigé par le conseil national des YMCA écossais alors que son homologue indien lui fournit un directeur¹⁴⁹². Trente-huit lits sont mis à disposition des étudiants tandis que des activités sociales sont également offertes à un plus large public¹⁴⁹³.

1.b. De l'Indochine à la France métropolitaine : les initiatives de Paul Monet

Ces œuvres de bienfaisance, au prosélytisme discret, mettent en avant une complémentarité assumée entre enseignement supérieur dans la colonie et en métropole ainsi que des circulations à l'échelle impériale. Celles-ci concernent également l'Indochine où une première suprastructure voit le jour en 1922. Elle est alors portée par un seul individu, européen, agissant en son nom propre, et revendiquant la laïcité de son projet. Diplômé de la faculté de Marseille, spécialiste de mathématiques et de géodésie, Paul Monet découvre l'Indochine au cours de sa carrière militaire, en tant que membre du Service géographique de l'Indochine. Après la Première guerre mondiale, ce capitaine honoraire d'artillerie est ponctuellement chargé de mission en Extrême-Orient pour le ministère des Colonies et le gouvernement général de l'Indochine et délégué de la Mission laïque¹⁴⁹⁴. Les détails sur la carrière de Paul Monet restent lacunaires et transparaissent surtout à travers ses réalisations. Son projet de foyer des étudiants annamites s'inscrit dans la mouvance de la réouverture de l'Université indochinoise à Hanoi en 1917. Il obtient le soutien de la résidence supérieur du Tonkin qui approuve les statuts de l'établissement le 6 mai 1922¹⁴⁹⁵ et fournit des locaux 5, rue Vong-Duc à Hanoi, à seulement quelques centaines de mètres de l'université. Le Foyer des étudiants annamites (FEA) ouvre ses portes officiellement le 6 octobre suivant, en présence

¹⁴⁹² M.D. David, *The YMCA and the Making of Modern India...*, *op.cit.*, p. 222.

¹⁴⁹³ BL, IOR, Q/10/1/17 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Edinburgh*: « Courrier du conseiller éducatif, 9 mai 1921 ».

¹⁴⁹⁴ Archives nationales du Vietnam – Centre n°2 (ANV2), Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 30 541 : *Dossier relatif aux subventions du budget local aux provinces, cercles, associations, sociétés, Foyer des étudiants annamites à Hanoi, Syndicat de la Presse Cochinchinoise, Service de la Marine, années 1909-1935* : « 'Le foyer des étudiants annamites', article publié dans la revue *Nam-Phong*, août 1922 (n°62) ».

¹⁴⁹⁵ « Rapport à M. le Gouverneur général Alexandre Varenne. (Reprise de l'œuvre du Foyer des Etudiants Annamites de Hanoi), 10 juin 1926 » cité dans : Paul Monet, *Français et Annamites, entre deux feux*, Paris, Reider, 1928, p. 50.

du Résident supérieur, des hauts fonctionnaires des Services civils et de l'enseignement locaux et de membres de la chambre consultative, quatre jours après une visite de soutien du gouverneur général Martial Merlin¹⁴⁹⁶. Des prospectus présentant cette nouvelle œuvre circulaient depuis l'été, accompagnés d'articles détaillés dans certains journaux. Alors que des financements émanent de l'administration comme de membres de l'élite locale¹⁴⁹⁷, l'Association pour la formation intellectuelle et morale des Annamites (AFIMA) créée en 1919 par le nationaliste francophile Phạm Quỳnh avec le soutien des services de la Sûreté indochinoise, s'associe à Monet et résume les objectifs du FEA :

- 1) *but matériel* : Remplacer la famille pour les jeunes gens qui se trouvent isolés dans notre capitale, et plus particulièrement pour ceux qui, arrivant de l'intérieur, se trouvent exposés à tous les dangers. En leur offrant une salle de réunion coquettement ornée dans le style local et pourvue des principaux journaux de FRANCE et du TONKIN, une bibliothèque dotée d'environ un millier de volumes destinés à être prêtés aux membres de l'Association, des salles de consommation, des jeux nombreux et variés, des phonographes, cinémas, etc., des logements et restaurants de prix peu élevés, en un mot tout le confort et les saines distractions que les jeunes gens de bonne famille peuvent avoir chez eux.
- 2) *but moral* : Apprendre à ces jeunes gens à se connaître en se fréquentant, à vivre en commun, à savoir se mieux apprécier et se gêner un peu les uns pour les autres, ce qui est la première condition d'une bonne éducation ; en un mot, éveiller en eux la confiance et le sentiment d'un union familiale ; en même temps, développer chez leurs parents la notion de la mutualité en leur faisant apprécier les bienfaits de telles œuvres qui demandent la collaboration de tous les efforts : d'autre part, poursuivre le développement intellectuel et moral de ces jeunes gens au moyen de visites en commun à des monuments historiques, à des établissements industriels, sous la direction d'une personne éclairée et au moyen de conférences et de séances cinématographiques hebdomadaires. Ces conférences comprendront deux séries alternées : la première série, de culture générale portera sur des sujets de philosophie scientifique très vulgarisée destinés à donner aux jeunes gens la conception élevée du monde extérieur et de la personnalité humaine, que la science actuelle permet d'envisager¹⁴⁹⁸.

¹⁴⁹⁶ ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541 : *dossier relatif aux subventions, op.cit.* : « Compte-rendu de l'activité du FEA d'octobre à novembre 1922 ».

¹⁴⁹⁷ En novembre 1922, Paul Monet dresse la liste des membres fondateurs et bienfaiteurs du FEA, soit dix-sept Vietnamiens et treize Français. Une élite collaboratrice tonkinoise s'investit dans le projet, comme l'illustrent les dons de plusieurs *tong-doc* – gouverneurs ou de Nguyen-van-Tho, secrétaire à la direction des finances et membre de la chambre consultative du Tonkin. À leurs côtés, des administrateurs français apportent leur soutien, qu'ils soient actifs à l'échelle municipale, avec le résident-maire de Hanoi Mourroux, provinciale ou de la colonie en son ensemble. À ceux-ci s'ajoutent des représentants de différentes institutions éducatives de Hanoi, directeurs ou professeurs, qui semblent voir en le FEA un moyen de promouvoir leur école et d'assurer la bonne formation de leurs élèves. Le monde des affaires est faiblement représenté, malgré l'investissement de 250 francs de l'entrepreneur Leroy. Voir : annexes.

¹⁴⁹⁸ ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541 : *Dossier relatif aux subventions, op.cit.* : « 'Le foyer des étudiants annamites', article publié dans la revue *Nam-Phong*, août 1922 (n°62) ».

Comme en Grande Bretagne, il s'agit ici de mettre l'accent sur les contacts, le vivre ensemble et la formation morale et intellectuelle, à travers une action paternaliste supervisée par un Français. Encore une fois, la dimension éducative de l'accueil est mise en avant et peu de place est réservée à la description matérielle du foyer. Ses membres ne sont pas tous résidents ni inscrits à l'université, « l'œuvre [étant] destinée non seulement aux étudiants de l'Université, mais aussi aux élèves du Lycée, du Collège, de l'enseignement libre, et aux jeunes gens anciens étudiants employés dans les diverses administrations ; en un mot, à tous les jeunes gens ayant fait quelques études et âgés de 17 à 30 ans¹⁴⁹⁹ », bénéficiant de tarifs d'adhésion peu élevés. Toutefois, contrairement à l'entreprise londonienne, la dimension inclusive ne dépasse pas les frontières de la distinction coloniale : si Monet prend soin de préciser que les Cambodgiens et Laotiens sont les bienvenus, aucune mention de l'accueil d'étudiants français ou étrangers n'est visible.

Le FEA brasse large et participe au développement d'un pôle éducatif indochinois à Hanoï. Cependant, les plans de Paul Monet ne se limitent ni à la capitale tonkinoise ni à la colonie en son entier. Au cours d'une tournée de conférences dans différentes villes de Cochinchine en 1926, il présente à l'élite française et vietnamienne ainsi qu'aux élèves des institutions locales son nouveau projet, l'Institut franco-annamite de Toulon (IFAT). Le 4 novembre 1926, un article de *L'Écho annamite* intitulé « une fondation nécessaire » détaille l'œuvre : situé à proximité de la mer, l'IFAT est doté d'un parc d'un hectare et relié à la ville de Toulon par le tramway. Les chambres sont simples ou triples tandis que les locaux sont dotés du confort moderne, incluant salles de bain et de douche, toilettes à chaque étage et une vaste salle à manger¹⁵⁰⁰. Ces conditions matérielles sont une nouvelle fois associées au bon développement moral, social et intellectuel des pensionnaires. Monet, en tant que directeur, se présente comme un tuteur qui veille au bon déroulement des études. Il propose d'accueillir des lycéens amenés à rejoindre, par la suite, un établissement d'enseignement supérieur. Comme au FEA, il associe à l'accueil des étudiants l'organisation d'activités, incluant des pique-niques, la visite d'établissements industriels et des excursions. Il y inclut également

¹⁴⁹⁹ ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541 : *dossier relatif aux subventions, op.cit.* : « Note dactylographiée du FEA (Viêt-Nam Thanh Niên Hội, 8 octobre 1922 ».

¹⁵⁰⁰ « Une fondation nécessaire », *L'Écho annamite*, 4 novembre 1926.

les périodes de congé : pendant l'été, un mois dans un camping est organisé sans que soient omises des séances de devoirs de vacances. Monet justifie alors son projet en invoquant les dangers encourus par les candidats aux études en France :

Ces enfants, ces jeunes gens, sont trop souvent livrés à eux-mêmes ou confiés à des correspondants qui ne s'en occupent pas sérieusement. Ils reçoivent trop d'argent de leurs familles, le dépensent sottement au jeu ou avec des femmes, s'abandonnent à de mauvaises fréquentations et reviennent le plus souvent en Indochine « fruits secs », tuberculeux, syphilitiques et anti-français, ayant complètement rompu avec les anciennes traditions familiales, suffisants et turbulents, éléments d'agitation contre la France et de décomposition pour le peuple annamite¹⁵⁰¹.

Des arguments conjoncturels viennent étayer son propos, comme la législation mise en place en 1926 par le gouverneur général Alexandre Varenne, « accord[ant] aux Indochinois, à égalité de diplômes, l'accèsion aux mêmes postes que les Français », et font apparaître les enjeux politiques de l'accueil :

Il importe plus que jamais de tout mettre en œuvre pour leur assurer une instruction complète afin de ne pas donner, à cette mesure de sagesse et d'équité, le caractère dérisoire d'un leurre décevant, d'une manœuvre politique insincère. Il est excellent d'amener les enfants en France dès l'âge de dix à douze ans et de les y conduire jusqu'à l'enseignement supérieur inclusivement, de les soustraire ainsi à l'influence mauvaise de l'esprit anti-français généralement répandu dans les milieux annamite, de les placer dans des conditions morales irréprochables où ils apprendront à connaître les plus belles traditions familiales de la France, de leur montrer notre organisation intellectuelle, industrielle, commerciale, militaire, navale, afin de leur faire comprendre la nature et les beautés de l'esprit national français, de leur apprendre à aimer notre pays, à désirer sincèrement la collaboration avec lui pour contribuer, par là, au progrès du leur¹⁵⁰².

Cette présence sur le sol métropolitain est présentée comme un moyen de rapprochement entre Français et Annamites, s'inscrivant ainsi dans la continuité de la politique de collaboration lancée par Albert Sarraut, tandis que les mobilités sont envisagées à long terme, jusqu'à l'admission à la faculté de Marseille ou de Montpellier. Cet hébergement de luxe échoue cependant rapidement, faute de soutiens, alors que point à Paris un projet de pavillon dédié aux étudiants indochinois. À l'inverse de l'initiative toulonnaise, il repose sur un imbroglio d'acteurs et d'intérêts.

¹⁵⁰¹ Paul Monet, *Français et Annamites... op.cit.*, p. 90.

¹⁵⁰² *Ibidem*.

1.c. Un projet impérial : la Maison des étudiants de l'Indochine (MEI)

En janvier 1926, l'Association mutuelle des Indochinois (AMI) adresse son projet de « maison indochinoise » au ministère de l'Instruction publique¹⁵⁰³. Cette société d'entraide, créée à Paris en 1920 cherche, entre autres, à faciliter les séjours des Indochinois, et plus particulièrement des Vietnamiens, en France. Si un groupement de colonisés évoque pour la première fois l'idée d'une résidence réservée aux étudiants de leur territoire d'origine, c'est finalement le ministre des Colonies Léon Perrier qui se saisit du projet, s'entourant du gouverneur général de l'Indochine Alexandre Varenne et du sénateur André Honnorat, président-fondateur de la Cité universitaire de Paris (CUP). Fondée par la loi du 27 juin 1921, la CUP a hérité de neuf hectares de terrains déclassés par l'État et rachetés par l'université de Paris dans le 14^e arrondissement de la capitale, à proximité du parc Montsouris, le long du boulevard Jourdan¹⁵⁰⁴. Elle a pour mission de fournir des logements de qualité aux étudiants à Paris tout en renforçant l'attractivité académique de la capitale et en « favoris[ant], au lendemain de la Grande Guerre, les échanges entre ces jeunesses cosmopolites afin de prévenir le déclenchement de futures querelles internationales¹⁵⁰⁵ ». Les premières résidences voient le jour en 1925 : alors que la Fondation Deutsche de la Meurthe porte le nom d'un des fondateurs de la Cité, industriel et philanthrope, les pavillons qui lui succèdent sont davantage des vitrines pour des États-nations¹⁵⁰⁶, à l'instar de la Maison du Canada achevée en 1926 et la Maison des Belges et des Luxembourgeois, ouverte en 1927, ou pour des institutions d'enseignement comme l'Institut agronomique dont le pavillon est achevé en 1928. Il n'était initialement pas question pour les fondateurs de la Cité d'y intégrer des pavillons coloniaux. Présentée comme une « SDN de la jeunesse¹⁵⁰⁷ », l'initiative devait être le reflet d'un internationalisme plus que d'un impérialisme colonial tandis que les administrateurs coloniaux français ne s'investirent pas financièrement dans les premières

¹⁵⁰³ Archives nationales (AN), AJ¹⁶/7042 : « Courrier du directeur de l'Enseignement supérieur, conseiller d'État, pour le ministre de l'Instruction publique, au recteur de l'Académie de Paris, 20 janvier 1926 ».

¹⁵⁰⁴ Pour une histoire de la Cité universitaire de Paris, voir : Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante...*, *op.cit.* ; Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie... », *op.cit.* ».

¹⁵⁰⁵ Guillaume Tronchet, « La Cité universitaire : une *joint-venture* transnationale dans le Paris des années 1920 et 1930. Note de recherche », in Serge Jaumain et Pierre Van den Dungen (dir.), *Biermans-Lapôtre. Histoire d'un mécène et de sa fondation*, Bruxelles, Lannoo/Racine Éditions, 2013, p. 85 (traduit en néerlandais).

¹⁵⁰⁶ Guillaume Tronchet développe l'idée d'une « vitrine des nations » dans : Guillaume Tronchet, « La Cité universitaire : une *joint-venture* transnationale... », *op.cit.*, p. 85-100.

¹⁵⁰⁷ Robert Frank, « Préface », in Guillaume Tronchet, Dzovinar Kévonian, *La Babel étudiante*, *op.cit.*, p. 8.

fondations. Or, la réunion organisée par Léon Perrier aboutit à la constitution d'un comité d'initiative en charge de préparer la réalisation d'un pavillon indochinois au sein de la Cité.

Initiée par des représentants de la diaspora indochinoise en France, impulsée par le gouvernement français, la réalisation de la Maison est prise en charge par une troisième catégorie d'acteurs : les Français d'Indochine. Auguste-Raphaël Fontaine, président-fondateur de la Société française des Distilleries de l'Indochine, est nommé à la tête du comité d'initiative de la future MEI. Administrateur de l'Union coloniale, un groupe de pression, il incarne l'emprise du parti colonial français sur le projet. Ainsi, participer à la fondation d'une maison à la Cité universitaire permet à des acteurs économiques de « consolide[r leur] position au sein du champ du pouvoir colonial indochinois¹⁵⁰⁸ » : Henri Simoni, président du Comité du commerce et de l'Industrie d'Indochine, Georges Vigne, vice-président de l'Union commerciale indochinoise et africaine, Lucien Launay de la Compagnie de commerce et de navigation d'Extrême-Orient ou encore, Louis Jacque, président du syndicat des planteurs de caoutchouc, rejoignent le comité d'initiative tandis que des entrepreneurs coloniaux subventionnent le projet¹⁵⁰⁹. S'investir dans le projet offre l'occasion d'exprimer son opinion sur l'administration de la colonie, à l'instar du colonel Bernard, administrateur des Messageries fluviales de l'Indochine manifestant son soutien à la politique d'accès aux postes menée par Alexandre Varenne :

Nous serions très heureux de participer à une telle création. Nous sommes convaincus en effet que le premier devoir de la France en Indochine est de donner aux indigènes, intelligents et laborieux, les moyens de recevoir une instruction assez complète pour leur permettre de remplir, soit dans l'Administration, soit dans des entreprises privées, des fonctions analogues à celles que, depuis l'origine, on a pris l'habitude de confier exclusivement à des Européens. Pour que l'œuvre que vous envisagez soit vraiment utile, il est essentiel que les étudiants qui viendront acquérir en France les connaissances et les titres universitaires qu'ils recherchent, soient assurés de ne point être écartés systématiquement des fonctions publiques par l'Administration¹⁵¹⁰.

De leur côté, les administrateurs ne se désintéressent pas du projet : Pierre Pasquier, ancien résident supérieur de l'Annam devenu directeur de l'Agence économique de

¹⁵⁰⁸ Guillaume Tronchet, « La Cité universitaire : une *joint-venture* transnationale... », op. cit., p. 87.

¹⁵⁰⁹ En avril 1928, 39 entreprises actives en Indochine, quatre au sein de l'empire colonial français et trois en Asie verse des fonds. Notons que des acteurs métropolitains participent aussi au financement du projet. Voir : annexes.

¹⁵¹⁰ AN, carton 20090014/19 : « Courrier du colonel Bernard, administrateur des Messageries fluviales de l'Indochine au président du comité d'initiative de la MEI, 26 septembre 1927 ».

l'Indochine, rejoint le comité d'initiative tandis qu'Alexandre Varenne multiplie les mesures en faveur de la réalisation de la maison. Cependant, la prudence de leur investissement révèle une double stratégie visant à « ne pas faire apparaître [l']institution comme une émanation directe du gouvernement » et à « associer à cette entreprise le concours du plus grand nombre d'intérêts privés¹⁵¹¹ ». Il s'agit, entre autres, de ne pas faire fuir les futurs résidents qui auraient pu voir en la Maison un outil aux mains du gouvernement. Cette méfiance redoutée par les gouvernements impériaux est donc un trait commun, que l'on retrouve aussi bien chez les administrateurs français que britanniques.

Si le projet est porté par des personnalités françaises, leurs actions ne doivent pas effacer la participation et l'intérêt d'une partie de la communauté indochinoise, donnant une dimension encore davantage impériale à la future MEI. Le comité d'initiative prêt à « entrer dans la période de réalisation¹⁵¹² » dès le 3 août 1927 accueille Do Huu Chan, militaire d'origine annamite, ancien chef d'État-major de la 3^e région à Rouen, et de deux représentants de l'Association générale des étudiants indochinois (AGEI¹⁵¹³), elle-aussi créée en 1927, à travers son président Tran Van Doc et son secrétaire Do Duc Ho. Do Huu Chan incarne, par sa carrière, la collaboration franco-annamite et la présence de membres de l'AGEI permettent de donner une voix à la communauté à laquelle la maison est adressée. Enfin, une partie de la population indochinoise, généralement issue de l'élite, soutient le projet et participe à son financement¹⁵¹⁴, comme la centaine de membres de la Société d'amélioration morale, intellectuelle et physique des indigènes de Cochinchine (SAMIPIC), organisation regroupant des membres de l'élite cochinchinoise, qui manifeste son intérêt dès l'automne 1927. Les enjeux sont d'abord similaires à ceux des colons français : investir le champ politique en collaborant avec l'administration française et assurer sa place en tant qu'élite au sein de la société coloniale. L'accent mis sur le sens du devoir en tant qu' « Annamite » et « notable », souligne une volonté de légitimation sociale et d'affirmation identitaire, le président de la SAMIPIC arguant qu'il s'agit d'une « œuvre créée par les Annamites pour les Annamites », tandis que l'élite cochinchinoise s'empare de l'argument de l'internationalisme pacifiste : « dans cette manière de Société des Nations, nos compatriotes seront traités sur le

¹⁵¹¹ AN, AJ¹⁶/7042 : « Courrier d'André Honnorat au ministre des Colonies Paul Reynaud, 6 février 1932 ».

¹⁵¹² AN, MEASE, carton 20090014/19 : Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est – Création : « Courrier d'A.R. Fontaine à M. Branet, secrétaire de la Cité universitaire de Paris à la Sorbonne, 3 août 1927 ».

¹⁵¹³ Sur les associations étudiantes, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

¹⁵¹⁴ Voir : annexes.

même pied d'égalité que les ressortissants des nations [anglaise, américaine, nippone]. Ils s'y créeront de solides amitiés qui renforceront plus tard les liens de la confraternité¹⁵¹⁵ ». De plus, ces élites sont potentiellement les parents d'étudiants en France, conscients des difficultés que leur progéniture peut rencontrer.

Cet imbroglio d'acteurs impériaux ne produit pas une vision unifiée de ce que doit être la MEI. En 1927, les vœux du premier congrès des étudiants indochinois en France, au sein duquel l'AGEI joue un rôle central, avaient présenté la future Maison comme une aide aux étudiants les plus modestes. Les candidats ne bénéficiant d'aucun soutien financier spécifique, d'aucune bourse, devraient y être prioritaires. Or, les « charges et conditions » présentées dans l'acte notarié du 14 octobre 1927 écartent définitivement l'accueil prioritaire des étudiants nécessiteux :

3° Pourrons bénéficier de la présente fondation :

- a) En premier rang, tous les étudiants annamites, cambodgiens et laotiens, régulièrement inscrits dans une des Facultés de l'Université de Paris, ou faisant à Paris des études d'enseignement supérieur de quelque ordre que ce soit étant bien entendu que cette expression sera interprétée dans son sens le plus large ;
- b) tous les étudiants français nés en Indochine ou appartenant à une famille domiciliée en Indochine et remplissant les mêmes conditions;
- c) en second rang, pour les places laissées vacantes par les deux premières catégories bénéficiaires, les professeurs, lettrés ou savants indochinois venant faire à Paris des travaux et recherches complémentaires.
- d) en troisième rang, les étudiants français désignés par la Fondation Nationale pour le développement de la Cité Universitaire et choisis de préférence parmi ceux faisant des études sur l'Indochine, ces derniers étudiants seulement pour les chambres qu'auront laissé vacantes les trois premières catégories de bénéficiaires¹⁵¹⁶.

Selon le comité d'initiative, la Maison des étudiants de l'Indochine doit participer à la formation d'une communauté intellectuelle mêlant Français et « indigènes » œuvrant en faveur de la colonie, qu'ils y aient grandi ou non. Si cette mixité dépassant le clivage entre colons et colonisés paraît plus assumée que dans les projets français comme britanniques précédemment évoqués, elle n'est pas réellement mise en valeur par la propagande officielle. Ainsi, les discours d'inauguration du 22 mars 1930 dédient la résidence aux jeunes hommes

¹⁵¹⁵ *Ibid.* : « Courrier de la SAMIPIC aux présidents des sociétés indigènes, 15 juin 1928 ».

¹⁵¹⁶ *Ibid.* : « Acte notarié original, copies et documents divers, 1927 ».

« d'Annam », éludant la présence possible d'étudiants français tout en écartant les candidatures féminines.

En parallèle, on retrouve la dimension éducative et intellectuelle de la mission d'accueil : composée d'une centaine de chambres, la Maison doit rester « aussi silencieuse que possible¹⁵¹⁷ » pour favoriser l'étude. L'accès aux visiteurs, et notamment aux femmes, est strictement limité. Les activités parascolaires et universitaires sont cependant absentes des plans, malgré l'organisation régulière de quelques fêtes et cérémonies. Cette différence fondamentale avec les autres suprastructures peut s'expliquer par un dédoublement des structures. En effet, Fontaine prévoit de créer un Foyer des étudiants de l'Indochine, finalement organisé en 1929 avant de disparaître en 1932, et dissocie l'accueil-hébergement de sociabilités plus larges¹⁵¹⁸.

Les colonies et les relations entre populations dominantes et dominées se trouvent au cœur des différents projets d'accueil étudiés, témoignant de la mise en place d'un accueil impérial, par la circulation de modèle, l'investissement d'acteurs coloniaux comme métropolitains et/ou la promotion de contacts entre colons et colonisés. L'accueil matériel est un prérequis qui doit permettre le développement intellectuel et moral des étudiants et offrir des opportunités de contacts intra-impériaux. Les résidences ont vocation à constituer des entre-deux, qui peuvent se traduire matériellement. L'hôtel de la YMCA assure l'accès à la presse britannique comme indienne, perpétuant un lien *via* les médias avec la colonie¹⁵¹⁹. Son restaurant propose de la cuisine indienne, d'une manière exclusive à partir de 1930¹⁵²⁰. Paul Monet souligne la possibilité d'obtenir un « supplément en riz » à l'IFAT tandis que les villas sont décorées de peintures extrême-orientales. C'est à la MEI que cette hybridité est la plus aboutie, facilitée par la construction d'un bâtiment. Les architectes Pierre Martin et Maurice Vieu sont les artisans d'un rapprochement esthétique en mêlant des éléments occidentaux et asiatiques dans les plans du bâtiment, à l'instar des bordures de toit en bec de tourterelle. Le

¹⁵¹⁷ *Ibid.* : « Courrier du président de la SAMIPIC au délégué général, 23 juin 1928 ».

¹⁵¹⁸ ANVN1, Direction des Finances publiques de l'Indochine (DirFip), dossier 11649 : *Au sujet de la reconstruction du Foyer des Étudiants de l'Indochine, 1929-1932* : « Brochure de présentation du Foyer ».

¹⁵¹⁹ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 9 ».

¹⁵²⁰ M.D. David, *The YMCA and the Making of Modern India...*, *op.cit.*, p. 221.

jardin est « agréablement arrangé à la mode asiatique¹⁵²¹ ». La décoration intérieure, quant à elle, n'échappe pas à cette hybridité : la MEI doit montrer « jusque dans son décor intérieur qu'elle est bien la Maison de toutes les populations de l'Indochine et de la faire contribuer, pour sa modeste part, à révéler aux élites de notre jeunesse tout ce que l'art khmer eut de force, de grandeur et de beauté¹⁵²² ». Dans les années suivant son ouverture, le président de la Cité universitaire André Honnorat œuvre à faire venir d'Indochine des objets¹⁵²³ mais également des ouvrages de la colonie. En 1934, il transmet au directeur de la MEI, Roger Bauduin de Belleval, divers bulletins, brochures et documents, indiquant qu'il lui « semble qu'il n'est pas inutile de constituer un fonds indochinois à la maison des étudiants de l'Indochine¹⁵²⁴ ». Ce fonds est également composé d'une littérature plus économique, liée à l'exploitation des territoires colonisés, à l'instar des *Bulletins de Syndicat des planteurs de caoutchouc de l'Indochine* que Auguste-Raphaël fait transmettre à la bibliothèque dès l'été 1929¹⁵²⁵. La collaboration franco-indochinoise est enfin incarnée par la réalisation d'une toile par le peintre Lê Pho, formé à l'École des Beaux-Arts d'Hanoi puis à Paris. Cette scène de la vie quotidienne vietnamienne peinte en 1929 est exposée dans la salle de ping-pong du bâtiment.

A.2. Réceptions étudiantes

Les initiatives d'accueil qui voient le jour dans les années 1920 mobilisent de multiples acteurs extérieurs aux étudiants mobiles eux-mêmes. Aucun projet ne repose sur une consultation au préalable des candidats aux diplômes malgré l'intérêt de ces derniers pour ces questions. Si l'on excepte la suggestion d'un pavillon indochinois par l'AMI, rapidement écartée du projet, l'avis des principaux intéressés n'est jamais recueilli et certaines résidences semblent même se développer à contre-courant des desiderata des étudiants, notamment en Grande Bretagne. Dans ce contexte, il paraît d'autant plus indispensable de mesurer l'effectivité de l'accueil en observant la fréquentation des différentes superstructures actives

¹⁵²¹ Extrait d'articles publiés au moment de l'inauguration de la MEI cité dans : Brigitte Blanc, Philippe Ayrault, *La Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est*, étude publiée par la région Île de France, 2015, p. 12.

¹⁵²² AN, carton 20090013/1043 : *Relations Cité-Maison, Maison de l'Asie du Sud-Est* : « Courrier du président de la Fondation nationale André Honnorat au gouverneur général de l'Indochine, 1934 ».

¹⁵²³ En juin 1934, le gouverneur général lui fait parvenir des photographies des ruines d'Angkor, des reproductions de sculptures khmères et cham réalisées par l'École française d'Extrême-Orient, alors que son interlocuteur avait souligné que la résidence ne contenait jusque-là « que des objets et des souvenirs annamites » : AN, carton 20090014/19 : « Courrier du gouverneur général à André Honnorat, 13 juin 1934 » ; « Courrier d'André Honnorat au président de la MEI Blanchard de la Brosse, juin 1934 ».

¹⁵²⁴ AN, carton 20090014/19 : « Courrier d'André Honnorat au directeur de la Maison des étudiants de l'Indochine, 2 mars 1934 ».

¹⁵²⁵ *Bulletin du Syndicat des planteurs de caoutchouc de l'Indochine*, 29 août 1929.

durant l'entre-deux-guerres. Or, les chiffres disponibles sont irréguliers. Ils ne couvrent pas l'ensemble des années étudiées tandis que la méthode de comptage évolue elle-aussi : le total des résidents et des membres des institutions depuis leur ouverture se substitue parfois à la fréquentation annuelle. Enfin, des statistiques plus fines permettent ponctuellement de comparer public visé et public en présence au sein des différentes résidences. À l'exception de l'éphémère IFAT, les pavillons et hôtels pour étudiants d'Asie coloniale attirent de nombreux étudiants. Les places vacantes sont rares, sauf pendant les périodes de vacances estivales. Le succès de l'hôtel de la YMCA et du FEA se mesure également par les membres qui y adhèrent afin de participer aux activités et de bénéficier des infrastructures sans pour autant y résider. Dès la fin de l'année 1920, soit moins d'un an après son ouverture, l'hôtel londonien attire en moyenne 88 résidents¹⁵²⁶. En 1924-1925, le déménagement de l'hôtel dans des locaux plus petits, offrant seulement 45 lits, rend la mission d'accueil plus complexe. Afin de lutter contre cette exigüité, l'équipe de l'hôtel fournit une aide à la recherche de logements aux étudiants non-satisfaits : ils sont 272 à bénéficier de cette assistance en 1933 alors que 1 002 étudiants ont été hébergés à l'hôtel depuis son ouverture, soit une moyenne de 77 individus par an. Ce dépassement du nombre de lit s'explique par un *turn-over* important : les étudiants hébergés par la YMCA y effectuent des cours séjours avant de s'orienter vers un autre type de logement, rappelant la mission d'accueil sur le temps court du 21, Cromwell Road. Dès 1920, 750 individus différents avaient rejoint l'hôtel, dont 600 pour un séjour allant d'une journée à trois mois¹⁵²⁷. Ce phénomène différencie l'hôtel des initiatives françaises, en en faisant une étape dans un parcours métropolitain. Il témoigne de la volonté des étudiants de conserver une indépendance, d'utiliser les services d'organisation comme un substitut temporaire et par la même occasion, de leur mobilité. Le FEA a lui aussi une capacité d'accueil limitée, ne dépassant pas la cinquantaine de lits. Or, en 1926, il n'accueille que 34 pensionnaires.

Si le succès de ces deux initiatives passe davantage par leur rôle social et éducatif que par leur rôle résidentiel, le nombre de membres associatifs dépassant largement celui des résidents, la MEI s'éloigne de ce schéma, se concentrant sur le bien-être de ses résidents

¹⁵²⁶ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 4 ».

¹⁵²⁷ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 5 ».

plutôt que sur des activités parascolaires et para-académiques. De plus, les statistiques soulignent le caractère colonial au sens large, si ce n'est impérial, du pavillon. Les résidents français, principalement arrivés d'Indochine, y tiennent une place non négligeable. En mai 1930, 82 % des lits sont occupés et la liste dressée par le directeur Lévecque révèle que les résidents sont d'abord des Français, avec 45 individus sur 81¹⁵²⁸. Cette faiblesse relative des étudiants indochinois peut s'expliquer par la campagne de boycott menée par l'AGEI depuis le début de l'année 1930, visant à éloigner les jeunes gens d'une entreprise colonialiste. Cependant, la tendance s'inverse dès la rentrée 1930, et ce jusqu'en 1935. Le boycott de la fondation s'estompe, conduisant des étudiants « non-collaborateurs » à y candidater, tandis que la nomination d'un nouveau directeur, Roger Bauduin de Belleval, est présentée comme un atout¹⁵²⁹.

Tabl. 5-2 – Effectifs et profils des étudiants de la MEI (années universitaires 1930-1933)¹⁵³⁰

	1930-1931			1931-1932	1932-1933
	Septembre	Novembre	Juillet	Mars	Décembre
Résidents indochinois	51	52	48	67	74
Résidents français¹⁵³¹	39 + 6	40 + 5	35	39	33
Total	99	97	83	106	107

¹⁵²⁸ AN, AJ16/7042 : « Liste des résidents ». Voir : annexes.

¹⁵²⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 16, sous-dossier 21 : « Rapport de Désiré, 12 février 1932 ».

¹⁵³⁰ Tableau réalisé à partir de la saisie de données disponibles dans : AN, 20090014/19 disponible aux Archives nationales : « Copie du rapport moral de la MEI adressée à M. le gouverneur général de l'Indochine le 27 juillet 1931 » ;

¹⁵³¹ Les résidents français sont divisés en deux catégories : le premier chiffre correspond aux Français d'Indochine, nés ou ayant des attaches dans la colonie. Y sont parfois additionnés les étudiants français recommandés par la Fondation nationale, sans lien évident avec la colonie

Tabl. 5-3 – Effectifs et profils des résidents de la MEI (années universitaires 1934-1936)¹⁵³²

	1934-1935		1935-1936				
	Mars	Mai	Novemb re	Décemb re	Janvier	Février	Mars
Résidents indochinois	47	46	36	36	35	37	37
Résidents français	64	62	71	78	78	74	74
<u>Total</u>	111	98	107	114	113	111	111

Plusieurs hypothèses peuvent être émises afin d'expliquer une dynamique qui s'inverse à partir de l'année universitaire 1934-1935, les résidents français dépassant de nouveau les résidents colonisés : le développement de l'enseignement supérieur en Indochine avec l'ouverture d'une école de droit et la création d'une section doctorale au sein de l'École de médecine réorganisée ; une diminution du nombre de boursiers gouvernementaux alors que la colonie est touchée par les effets de la Grande Dépression ; un intérêt renouvelé des étudiants français ; d'éventuels boycotts de la résidence ; ou encore, la volonté de limiter le nombre de loyers impayés, émanant principalement des résidents colonisés. En novembre 1935, lorsqu'il n'y a plus que 36 résidents indochinois pour 71 non-Indochinois dans la résidence, seulement trois étudiants colonisés soumettent leur candidature pour 21 individus d'une autre origine, confirmant une tendance de fond. Les sursauts caractérisant les demandes d'admission par des étudiants indochinois à partir de 1937 ne sont pas confirmés par des statistiques plus globales sur l'origine des résidents, à ce jour indisponibles.

¹⁵³² Tableau réalisé à partir de la saisie de données disponibles dans : AN, AJ16/7042 des Archives nationales : « Conseils d'administration de mars, mai, novembre et décembre 1935 et de janvier, février et mars 1936 ».

Tabl. 5-4 – Admissions de nouveaux résidents à la MEI (1934-1939)¹⁵³³

	Février 1934	Avril 1934	Novembre 1934	Novembre 1935	Décembre 1935
Demandes d'admission	7	17	3	24	7
... par des étudiants indochoinois	3	2	2	3	0
... par des étudiants non- indochoinois	4	15	1	21	7

	Février 1936	Avril 1936	Juin 1936	Novembre 1936	Janvier 1937	Avril 1937	Mai 1937
Demandes d'admissions	2	3	3	37	7	10	5
... par des étudiants indochoinois	1	1	1	7	0	2	0
... par des étudiants non- indochoinois	1	2	2	30	7	8	5

¹⁵³³ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : AN, 20090014/19 disponible aux Archives nationales : ensemble du dossier. Les demandes d'admission présentées devant le conseil d'administration ont toutes été acceptées, à l'exception d'une en novembre 1934 recevant un « avis réservé ». Les chiffres présentés en deuxième ligne de chaque tableau indiquent donc à la fois le nombre de demandes et le nombre d'admis pour chaque mois. Les doubles traits indiquent le changement d'année universitaire.

	Janvier 1938	Février 1938	Mai 1938	Octobre 1938	Décembre 1938
Demandes d'admissions	4	4	7	26	12
... par des étudiants indochinois	2	2	5	16	6
... par des étudiants non-indochinois	2	2	2	10	6

	Janvier 1939	Avril 1939	Septembre 1939	Octobre 1939	Novembre 1939
Demandes d'admissions	9	5	7	19	11
... par des étudiants indochinois	4	3	0	12	5
... par des étudiants non-indochinois	5	2	7	7	6

La dénomination « Maison des étudiants de l'Indochine » doit être appréhendée au sens large et semble plus respectueuse de la composition des résidents que « Maison des étudiants indochinois », confirmant une vocation impériale d'accueil. Toutefois, cette diversité n'est que relative alors qu'une forte prédominance vietnamienne est visible au sein des effectifs « indigènes » : en octobre 1930, 47 Vietnamiens furent admis pour seulement deux Laotiens et deux Cambodgiens¹⁵³⁴. Cette tendance se confirme pour toute la période et

¹⁵³⁴ AN, 20090013/1044 : *Relations Cité-Maison, Maison de l'Asie du Sud-Est* : « Courrier du directeur Roger Bauduin de Belleval à la Fondation nationale, 2 décembre 1933 ».

les Vietnamiens demeurent les résidents asiatiques les plus nombreux au sein de la MEI jusque dans les années 1970¹⁵³⁵. La présence des autres populations colonisées de la péninsule indochinoise est timide, tout comme le FEA accueille d'abord des Tonkinois, puis quelques Annamites et Cochinchinois sans faire véritablement cas des Laotiens et Cambodgien : en 1926, ils sont 19 résidents du Tonkin, dix d'Annam et cinq de Cochinchine¹⁵³⁶. Ces répartitions font écho aux caractéristiques des départs estudiantins¹⁵³⁷. À l'inverse, c'est l'Inde en son ensemble, incluant les territoires directement administrés par les Britanniques et les États princiers, qui est représentée à l'hôtel du YMCA, malgré une forte représentation des trois présidences principales et de la région de la capitale, Delhi :

¹⁵³⁵ Pour une étude de la Maison des étudiants de l'Indochine depuis les années 1950, voir : Sara Legrandjacques, « L'Asie à la CIUP depuis 1950 : entre identités plurielles et cosmopolitisme culturel » in, Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet, *Le campus-monde. La Cité internationale universitaire de Paris des années 1950 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître en 2021.

¹⁵³⁶ ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541: *Dossier relatif aux subventions...*, *op.cit.* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 19 juin 1926 ».

¹⁵³⁷ Voir la partie 1 de la présente thèse.

Tabl. 5-5 – Origine des membres de l'hôtel et association de la YMCA à Londres, fin 1920¹⁵³⁸

Provinces / pays	Nombre de ressortissants-membres
Bombay	158
Madras	131
Inde du Nord	128
Bengale	116
Îles britanniques	77
Provinces centrales	59
Ceylan	37
Birmanie	16
Bihar et Orissa	14
Provinces Unies	11
Continent (Europe)	7
Afrique	7
Assam	6
États-Unis d'Amérique	3
Australie	2
États malais	2
Inconnu (Indiens)	9
Total	783

Ici, le caractère international de l'accueil sous-tend des contacts avec des populations non-indiennes au-delà de la sphère impériale.

Qu'ils soient colonisés ou enfants de colons, voire étrangers, cette multitude de profils est renforcée par la diversité parcours éducatifs qu'illustrent certaines statistiques disponibles. Si celles-ci sont limitées pour le FEA, elles sont plus développées dans le cas de l'hôtel londonien de la YMCA¹⁵³⁹ et de la MEI. Elles font apparaître la prédominance de certaines filières, comme le droit et la médecine¹⁵⁴⁰, mais surtout, des spécificités impériales

¹⁵³⁸ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee...*, *op.cit.* : « Memorandum – Indian Students' Hostel and Union, p. 4 ».

¹⁵³⁹ Notons que dans ce cas, les chiffres concernent autant les résidents que les membres de l'association.

¹⁵⁴⁰ À ce sujet, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

quant à la spécialisation éducative. Les Indiens ont accès à l'ICS et en 1920, 38 résidents de l'Indian Students' Hostel se destinent à une carrière administrative (tableau 5-6). L'établissement n'héberge alors que sept Européens, ce qui sous-tend une trentaine de candidatures au haut-fonctionariat portées par des Indiens. À l'inverse, l'École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM), anciennement « École coloniale », forme des administrateurs coloniaux disposant de la citoyenneté française, dont une partie réside à la MEI (tableau 5-7 et graphique 5-1). Les filières fréquentées par les étudiants reflètent alors des fossés entre formation des populations colonisées et formation des Européens.

Tabl. 5-6 – Type d'études des membres de l'hôtel et association de la YMCA à Londres, 1920 et 1931¹⁵⁴¹

Types d'études	Nombre de membres en 1920	Nombre de membres en 1931
Médecine	151	152
Droit	120	75
Économie	66	20
Arts	58	75
Ingénierie	56	78
Science	45	53
ICS	38	29
Commerce	29	21
Théologie	15	0
Divers	20	38
Agriculture	0	3
Sans affiliation	185	30
Total	783	574 ¹⁵⁴²

¹⁵⁴¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : *Ibid.*

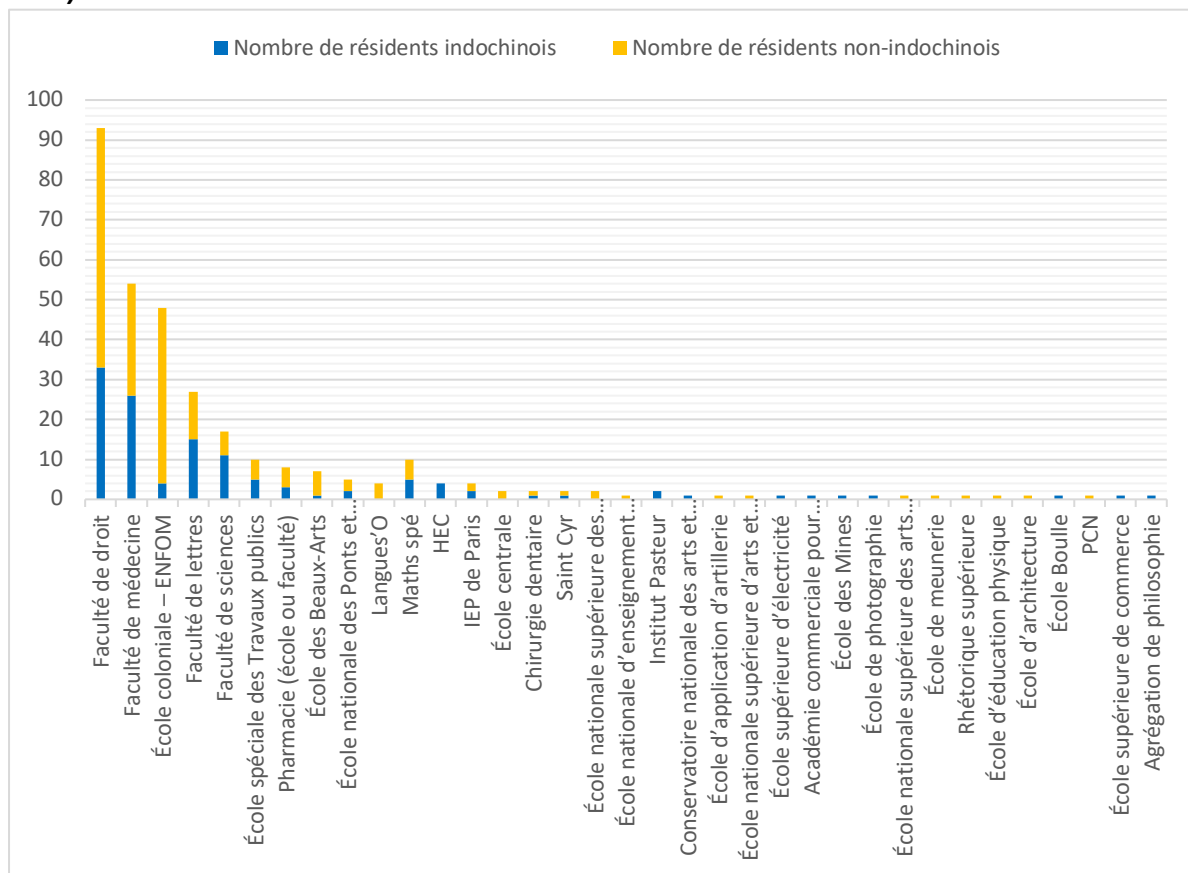
¹⁵⁴² L'article donne ici le chiffre « 874 », sans doute une coquille que semble confirmer le calcul de la somme.

Tabl.5-7 - Études poursuivies par les étudiants admis à la MEI (1930-1939)¹⁵⁴³

Filière ou institution d'enseignement	Nombre total de résidents	Filière ou institution d'enseignement	Nombre total de résidents	Filière ou institution d'enseignement	Nombre total de résidents
Faculté de droit	93	IEP de Paris	4	École des Mines	1
Faculté de médecine	54	École centrale	2	École de photographie	1
École coloniale – ENFOM	48	Chirurgie dentaire	2	École nationale supérieure des arts décoratifs	1
Faculté de lettres	27	Saint Cyr	2	École de meunerie	1
Faculté de sciences	17	École nationale supérieure des télécommunications	2	Rhétorique supérieure	1
École spéciale des Travaux publics	10	École nationale d'enseignement technique	1	École d'éducation physique	1
Maths spé	10	Institut Pasteur	2	École d'architecture	1
Pharmacie (école ou faculté)	8	Conservatoire nationale des arts et manufactures	1	École Boulle	1
École des Beaux-Arts	7	École d'application d'artillerie	1	PCN	1
École nationale des Ponts et Chaussées	7	École nationale supérieure d'arts et métiers	1	École supérieure de commerce	1
Langues'O	4	École supérieure d'électricité	1	Agrégation de philosophie	1
HEC	4	Académie commerciale pour étrangers	1		

¹⁵⁴³ Tableau réalisé à partir de la saisie de données disponibles dans : AN, 20090014/19.

Graph. 5-1 – Répartition des résidents indochinois et non-indochinois selon les filières (1930-1939)¹⁵⁴⁴



Les pôles d'accueil mis en place au cours des années 1920 sont bel et bien des lieux de contacts entre des populations métropolitaines, impériales, voire internationales, mais aussi entre les populations des colonies elles-mêmes, dont les trajectoires sont multiples. Toutefois, peu d'éléments permettent de mesurer la réalité de ces contacts et les effets de cette co-présence, notamment concernant le sentiment d'appartenance à un empire ou, à l'inverse, l'émergence et l'essor de sentiments nationalistes. Forte de leur succès concernant l'accueil et l'adhésion, ces institutions doivent faire face à des difficultés qui nuancent tout de même leurs résultats et leur dessein unificateur.

Tout d'abord, ces résidences n'accueillent qu'une faible part de la population estudiantine : l'hôtel londonien n'offre qu'une petite centaine puis une quarantaine de lits à partir de 1924 alors que le nombre d'étudiants indiens est estimé à plus

¹⁵⁴⁴ Graphique réalisé à partir des données disponibles dans : AN, 20090014/19 : *passim*.

d'un millier au cours de la période¹⁵⁴⁵. Avec sa petite cinquantaine de résidents entre 1922 et 1929, le FEA n'intègre lui-aussi qu'une portion limitée du public de la jeune Université indochinoise : celui-ci est composé d'entre 400 et 500 étudiants au cours de la période¹⁵⁴⁶. Lorsque la MEI ouvre ses portes avec sa petite centaine de lits au tournant des années 1930, 179 étudiants issus des populations colonisées d'Indochine fréquentent l'Université de Paris¹⁵⁴⁷.

Ensuite, l'administration des différences résidences doit faire face à des difficultés financières récurrentes. Celles-ci se manifestent dès leurs premières années d'existence. En 1921, les caisses de l'hôtel de la YMCA sont vides, conduisant son administration à solliciter une aide gouvernementale. Ces difficultés perdurent pendant tout l'entre-deux-guerres, l'institution demeurant dépendant de donations de la part du gouvernement de l'Inde, des provinces et de *trusts*. Une aide d'urgence est parfois accordée¹⁵⁴⁸. La récolte des fonds nécessaire à la construction de la MEI s'avère complexe dès 1928. La loterie organisée par les membres de la SAMIPIC en Indochine afin de récolter 600 000 piastres porte difficilement ses fruits : son tirage est repoussé plusieurs fois car les ventes sont insuffisantes et conduit à l'instauration de nouvelles mesures dès l'été 1928 afin de « hâter la vente de billets¹⁵⁴⁹ ». Au début des années 1930, la situation financière du pavillon reste difficile alors que sa direction souhaite augmenter sa capacité. Le soutien du gouvernement général de l'Indochine est demandé tandis qu'une nouvelle loterie est autorisée. Le FEA est, quant à lui, dépendant des aides des différentes provinces de l'Indochine, répartie au *pro rata*, selon le nombre de résidents de la province concernée. Les retards de versement conduisent à l'envoi de courriers par le directeur du foyer mais aussi par le gouverneur général, qui intègre pleinement l'initiative de Monet à la politique coloniale d'enseignement supérieur et technique.

Ces questions financières font parfois obstacle à la réalisation de nouveaux projets, comme celui d'un hôtel pour soixante étudiants envisagé à Glasgow dans les années 1920¹⁵⁵⁰.

¹⁵⁴⁵ 1 301 Indiens en 1922.

¹⁵⁴⁶ Hoang Van Tuan, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse de doctorat de l'université Paris-Saclay, soutenue le 5 septembre 2016, p. 202.

¹⁵⁴⁷ Scott McConnell, *Leftward Journey*, p. 53.

¹⁵⁴⁸ M.D. David, *The YMCA and the Making of Modern India...*, *op.cit.*, p. 221.

¹⁵⁴⁹ AN, carton 20090014/19 : « Rapport de M. Tran Van Kha sur l'organisation et la marche de la loterie de la SAMIPIC, 4 mai 1928 ».

¹⁵⁵⁰ Bashir Maan, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donal Publishers, 1992, p. 79.

En parallèle, les initiatives existantes ne permettent pas toujours aux étudiants d'échapper à certaines difficultés économiques compliquant leur séjour. À la MEI, le paiement mensuel des chambres n'est pas toujours respecté. Chaque compte rendu de conseil d'administration mentionne plusieurs cas de chambres impayées, représentant entre 15 % et 20 % des lits¹⁵⁵¹. Ces contretemps peuvent s'expliquer par les délais des transferts d'argent entre la colonie et la métropole et donc témoigner de problèmes intrinsèques aux migrations éducatives. Afin de pallier ces difficultés financières, plusieurs mesures sont envisagées. D'une part, André Honorat et les membres du comité de direction de la MEI plaident en faveur de bourses du gouvernement général de l'Indochine plus adaptées aux besoins des étudiants, comme en juillet 1935. Les agents de l'accueil métropolitains tendent ainsi à avoir un impact, à influencer la politique éducative dans les colonies. En réalité, un lien intra-impérial, entre la CUP et la colonie indochinoise, se maintient au fil des années, fondé sur des négociations destinées à faciliter le séjour ou le rapatriement des étudiants. En septembre 1937, le directeur de la Maison prépare dans ce sens une note pour le gouverneur général de l'Indochine pour « lui signaler l'intérêt de rétablir [l]es deux bourses » destinées aux résidents Thien et Au Chieng¹⁵⁵². D'autre part, une caisse d'entraide est créée afin de verser des secours aux étudiants les plus démunis, qu'ils soient issus des populations locales d'Indochine ou non. Elle est alimentée par l'argent récolté lors d'événements, à l'instar de fêtes et de bals, mais également par une subvention du ministère des Colonies d'une hauteur de huit cent francs. Par conséquent, l'interruption de celle-ci en décembre 1938 provoque de vives réactions au sein de l'administration de la CUP et la subvention est finalement rétablie en juin 1939¹⁵⁵³.

Enfin, les différentes réalisations sont également source de contestations. Les oppositions varient en fonction de l'origine des foyers et hôtels. Ainsi, le centre londonien est parfois accusé de prosélytisme, démenti par sa direction, malgré l'intervention régulière de membre de l'Église anglicane lors de cérémonies officielles¹⁵⁵⁴. À la MEI, c'est la participation des pouvoirs publics, et la collaboration franco-indochinoise qu'ils promeuvent, qui suscite des réactions dès la naissance du projet. Elles s'inscrivent dans un contexte de radicalisation de la diaspora indochinoise, et plus précisément vietnamienne, touchant notamment des

¹⁵⁵¹ AN, AJ¹⁶/7042 : *passim*.

¹⁵⁵² AN, AJ¹⁶/7042 : « Conseil d'administration, réunion du 24 septembre 1937 ».

¹⁵⁵³ AN, AJ¹⁶/7042 : « Conseil d'administration, réunion du 16 juin 1939 ».

¹⁵⁵⁴ « India in London – A Home for the Hostel », *The Times of India*, 30 octobre 1923.

étudiants¹⁵⁵⁵. Ainsi, l'agitation qui caractérise les premières années de la MEI est liée à un activisme anticolonialiste plus large et dépasse la simple question de l'accueil des étudiants en métropole. La MEI « sert (...) de point de mire pour frapper l'opinion publique¹⁵⁵⁶ », en contradiction avec l'idéal unificateur prôné par le comité d'initiative puis de direction. Elle révèle, à l'inverse, la diversité des opinions et des orientations politiques au sein de la communauté étudiante indochinoise en France. Sa mission d'accueil s'en trouve gênée : en avril 1930, un agent du service de contrôle et d'assistance des indigènes (CAI) constate que sur trente-cinq demandes d'admission, quinze ont été retirées par les étudiants eux-mêmes avant avis de la direction de la MEI. Il précise qu'« on attribue ces défaillances à la crainte de représailles des agitateurs anti-français qui s'adressent surtout aux jeunes lycéens qui arrivent de la colonie en les attirant au siège de l'Association [générale des étudiants indochinois], 40 rue Gay Lussac¹⁵⁵⁷ ». De plus, une présence à la CUP ne sous-tend pas toujours une adhésion à l'associationnisme franco-indochinois, comme le souligne le témoignage de Li Van Tron recueilli par un agent du CAI pendant la cérémonie d'inauguration de la MEI, en mars 1930 :

Je suis resté dans la salle et j'ai causé avec un étudiant M. Li Van Tron, il me dit que les Annamites ne savent pas profiter de leur bonheur. Nous devrions nous servir de la maison offerte par M. Fontaine, Schomberg etc, pour continuer nos études et quand nous aurons suffisamment d'armes en mains, nous nous libérerons du joug français¹⁵⁵⁸.

B. Une guerre des logements (années 1940)

Malgré des contestations et difficultés de nature et ampleur variées, l'hôtel de la YMCA londonien, son homologue écossais et la MEI pérennisent leurs activités pendant tout l'entre-deux-guerres. À l'inverse, le foyer des étudiants indochinois de Hanoi disparaît en 1929. Des projets concurrents avaient émergé durant la deuxième moitié des années 1920, démultipliant l'offre disponible tout en la régionalisant. En 1927, le nouveau directeur du FEA répond au gouverneur de la Cochinchine qui lui présente la Société de secours mutuels des

¹⁵⁵⁵ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1939 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 3-54.

¹⁵⁵⁶ Jehnie I. Reis, « L'identité indochinoise en question : Idéalisme français et dissidences à la Cité Universitaire de Paris dans l'entre-deux-guerres », *Migrance*, n°39, 2012, p. 9.

¹⁵⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁵⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 16, sous-dossier 21 : « Compte-rendu de l'inauguration de la maison des étudiants à la cité universitaire sous la présidence de M. Gaston Doumergue ».

Cochinchinois du Tonkin en avouant que « cette Société [leur] est absolument inconnue¹⁵⁵⁹ ». Il revient par la même occasion sur la mission de son Foyer, la distinguant de l'initiative concurrente. Cette concurrence laisse entrevoir la fragilité du soutien de l'administration coloniale et confirme la tendance centripète des mesures éducatives destinées aux Vietnamiens, présentée dans les travaux Gail P. Kelly sur l'école indochinoise entre 1918 et 1938¹⁵⁶⁰.

Au printemps 1929, le journal *L'impartial* annonce la fermeture du FEA à la rentrée suivante. La résidence supérieure du Tonkin souhaite en effet récupérer les bâtiments du 6 rue Vông Duc, mis à disposition de Monet sept années plus tôt. Funeste pour le FEA, cet épisode témoigne pourtant de l'intérêt des étudiants et de leur mobilisation afin d'obtenir un hébergement et un espace de rencontré décent, à moindre coût. L'un d'eux, Huynh Tô, sollicite le gouverneur général avant d'être réorienté vers la résidence du Tonkin. Une « délégation d'étudiants composée de MM. Nguyễn Du étudiant en philosophie et Doan-ngoc Tich étudiant à l'Université¹⁵⁶¹ » saisit l'administration protectoriale et obtient une audience auprès du résident Robin :

Il leur a dit que le foyer est une institution qui coûte cher au budget et qui ne rend pas de grands services ; que pour ne pas disperser inutilement les crédits, il a dû se décider à le fermer. Toutefois pour marquer sa bienveillance envers les étudiants de la rue de Vông Duc le Chef du protectorat leur a promis de ne fermer définitivement le Foyer qu'au mois d'Octobre¹⁵⁶².

Les exigences économiques de l'administration prennent le dessus sur les demandes de la communauté estudiantine. Les rares projets voyant le jour au cours de la décennie suivante en Indochine se concentrent alors sur l'approche régionale précitée, à l'instar de la Maison des étudiants de Cochinchine au Tonkin créée en 1936¹⁵⁶³.

¹⁵⁵⁹ ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541 : *dossier relatif aux subventions, op.cit.* : « Courrier du directeur du FEA au gouverneur de la Cochinchine, 6 mars 1927 ».

¹⁵⁶⁰ Gail P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, avril 1982.

¹⁵⁶¹

¹⁵⁶² ANVN2, GouvCoch, dossier 30 541 : *Dossier relatif aux subventions...*, *op.cit.* : « Coupure de presse tirée de *L'impartial* avec note manuscrite, 23 mai 1929 ».

¹⁵⁶³ ANVN2, GouvCoch, dossier 18 944 : *Dossier relatif à la création d'un Foyer des étudiants cochinchinois au Tonkin, construction d'un pavillon des étudiants cochinchinois à Ha Noi, exposition de Sai Gon, sports scolaires, années 1941-1942* : « Courrier du gouverneur de la Cochinchine à Monvoisin, administrateur des services civils, directeur adjoint des services économiques du gouverneur général de l'Indochine, président du conseil d'administration du Foyer des étudiants originaires de Cochinchine au Tonkin, 31 mars 1942 ».

La Seconde Guerre mondiale vient bousculer cet équilibre entre institutions pérennes en métropole et plus fragiles en colonie. La Cité universitaire de Paris ferme ses portes en septembre 1939. La réouverture du pavillon indochinois, d'abord prévue à l'automne, est finalement annulée par décret avant que la réquisition des bâtiments de la CUP par les Allemands en juin 1940 mette un coup d'arrêt définitif à l'œuvre d'accueil de l'institution du boulevard Jourdan¹⁵⁶⁴. Il faut attendre la rentrée universitaire suivant l'armistice de 1945 pour que la Cité et la MEI retrouvent leurs fonctions initiales. L'hôtel londonien, quant à lui, reste en activité pendant la guerre tout en souffrant de celle-ci : plusieurs chambres demeurent vacantes alors que des étudiants indiens fuient l'Angleterre en guerre. Le personnel de la résidence adapte ses services, en aidant à la fois les étudiants, dans l'organisation de leur retour et dans l'obtention de financements, et les parents cherchant à localiser leur progéniture. Le 23 septembre 1940, trois des quatre bâtiments de l'hôtel sont rasés lors d'un bombardement. À partir de cette date, une seule maison accueille les résidents jusqu'à l'aménagement de nouveaux locaux en 1945¹⁵⁶⁵. Or, au cours de la même période, c'est en Indochine que voit le jour une nouvelle superstructure d'accueil : la Cité universitaire de Hanoi.

Dès 1902 et la création d'une école de médecine en Indochine, un système d'internat avait été mis en place à destination des étudiants rejoignant la capitale tonkinoise. La refondation de l'université en 1917 continuait d'inclure ce type d'hébergement, mentionné dans les arrêtés et autres documents officiels¹⁵⁶⁶. Peu d'informations sont pourtant disponibles sur les conditions d'accueil dans ces hébergements universitaires, qui ne semblent pas correspondre au même schéma que les résidences décrites précédemment, à la mission d'accueil large dans des bâtiments bien identifiés et équipés et proposant des services dépassant la simple chambre. De plus, l'ouverture d'une maison dédiée aux étudiants

¹⁵⁶⁴ Dzovinar Kévonian, « La Cité internationale universitaire de Paris dans la guerre : refuge, occupation et résistances (1938-1944) », in Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet (dir.), *La Babel étudiante...*, op.cit., p. 148.

¹⁵⁶⁵ M.D. David, *The YMCA and the Making of Modern India...*, op.cit., p. 351.

Les événements de la guerre sont également relatés sur le site internet du *YMCA Indian Student Hostel* en activité actuellement à Londres, <http://www.indianymca.org/our-history/>. Le décès d'un étudiant lors du bombardement est mentionné.

¹⁵⁶⁶ Gouvernement général de l'Indochine – Direction de l'Instruction publique, *Annales de l'Université de Hanoi (tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1933. Voir aussi : Sylvie Guillaume, « L'Université de Hanoi, premier pôle de la francophonie, 1880-1954 », in *L'Université et la francophonie*, Ottawa, Centre de Recherches en Civilisation canadienne-française, 1999.

cochinchois en 1936 est présentée comme un moyen de pallier la fermeture de l'internat de l'université¹⁵⁶⁷, relativisant cette offre d'accueil universitaire.

À partir de 1941, le projet de construction d'une véritable cité universitaire porté par le gouvernement général de l'amiral Decoux change la donne. Annoncé publiquement en octobre, il est le fruit d'échanges avec la direction générale de l'Instruction publique au cours de l'été précédent, permettant d'en dessiner les grandes lignes¹⁵⁶⁸. La hausse de la fréquentation de l'Université de Hanoi pendant la Seconde Guerre fournit une première explication à l'engouement pour cette initiative, les communications avec la métropole s'avérant complexes sinon rompues¹⁵⁶⁹. Il s'agit de répondre, au moins partiellement, à une forte demande en logement. Ce projet « si souvent envisagé dans le passé, mais constamment renvoyé jusqu'ici¹⁵⁷⁰ » est également politique et s'inscrit dans une stratégie du gouvernement vichyste en Indochine. Alors que la souveraineté française est menacée, tant en métropole, par l'Allemagne nazie, que dans la colonie, par les Japonais, un grand projet comme celui de la résidence universitaire symbolise le régime vichyste¹⁵⁷¹ et affirme la place de la France en Asie du Sud-Est face à la présence nipponne. Les représentants du pays du soleil levant sont, en outre, *personae non gratae* aux abords de la cité : un rapport de 1944 critique l'usage des abords du pavillon comme terrains d'exercice par les militaires japonais, « bruyants et spectaculaires, qui troublent la paix et la sécurité, et peuvent devenir la source d'incidents¹⁵⁷² ». En parallèle, l'accueil des étudiants indochinois dans un cadre se voulant moderne, les éloignant de conditions préexistantes « précaires, et mêmes lamentables¹⁵⁷³ »

¹⁵⁶⁷ ANVN2, GouvCoch, dossier 18 944 : *Dossier relatif à la création d'un foyer des étudiants cochinchois au Tonkin, construction d'un pavillon des étudiants cochinchois à Ha Noi, exposition de Sai Gon, sports scolaires années 1941-1942* : « Courrier du président de la Maison des étudiants cochinchois au Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 3 septembre 1941 ».

¹⁵⁶⁸ ANVN1, DirFin, dossier 3599-01 : *Construction de la Cité universitaire à Hanoi, 1941-1943* : « Note sur la Cité universitaire de Hanoi, 28 août 1941 ».

¹⁵⁶⁹ Voir le chapitre 3 de la présente thèse.

¹⁵⁷⁰ E. Dejean de la Batie, « Pour former l'élite future. Une cité universitaire sera édifée à Hanoi », *L'Écho annamite*, 17 octobre 1941.

¹⁵⁷¹ Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940-1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012.

¹⁵⁷² ANVN1, DirFin, dossier 3599-02 : *Rapport sur le fonctionnement de la Cité universitaire de Hanoi pendant l'année scolaire, 1943-1944*.

¹⁵⁷³ Jean Decoux, *À la barre de l'Indochine. Histoire de mon gouvernement général (1940-1945)*, Paris, Soukha éditions, 2013, p. 374.

dénoncées par Decoux, doit permettre de satisfaire une élite locale dont les autorités coloniales souhaitent s'assurer la loyauté¹⁵⁷⁴.

Succédant à des initiatives impulsées par des promoteurs privés, un projet de grande ampleur sort cette fois-ci des tiroirs du gouvernement général. Une filiation avec des réalisations extra-coloniales n'en est pas moins affirmée dès août 1941 : « Les Cités Universitaires construites depuis une vingtaine d'années, aussi bien en France qu'à l'étranger, constituent des modèles fort intéressants que connaissent nos architectes¹⁵⁷⁵ ». *L'Écho annamite* présente la cité universitaire de Hanoi comme la « réédition en plus petit de la cité universitaire de Paris¹⁵⁷⁶ ». La nouvelle résidence s'inscrit dans un monde universitaire plus large, qui dépasse les frontières de la colonie. Les circulations de modèle s'inversent, de la métropole et de l'étranger vers la colonie. L'argumentaire présente des traits communs avec les projets antérieurs : la précarité des logements préexistants, les dangers et difficultés liés à la fréquentation d'un centre urbain ou encore le devoir social et patriotique des autorités à l'encontre de la jeunesse de la colonie¹⁵⁷⁷. Les moyens mobilisés y font eux-aussi écho : un comité d'initiative est créé le 27 octobre 1941 et des souscriptions sont récoltées. Des individus et groupes déjà actifs dans la mise en place de la MEI investissent le projet, à l'instar de de la SAMIPIC¹⁵⁷⁸. Des fêtes, galas, kermesses¹⁵⁷⁹, mais aussi la vente de timbres¹⁵⁸⁰ sont organisés afin d'obtenir des fonds. Decoux rappelle tout de même que les exemples extra-coloniaux « ne doivent pas être suivis aveuglément¹⁵⁸¹ », soulignant des adaptations et différences. L'investissement des pouvoirs publics est plus direct et moins timoré. Le comité d'initiative est présidé par Mme Decoux et le directeur de l'Instruction publique, Jean Charton, en est le vice-président. Les comités régionaux présentent les mêmes caractéristiques : le

¹⁵⁷⁴ Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques*, op. cit., p. 226-246.

¹⁵⁷⁵ ANVN1, DirFin, dossier 3599-01 : *Construction de la Cité...*, op.cit. : « Note sur la Cité universitaire de Hanoi, 28 août 1941 ».

¹⁵⁷⁶ Nguyen Huu Ai, « La cité universitaire. Centre de vie spirituelle et sociale », *L'Écho annamite*, 12 décembre 1941.

¹⁵⁷⁷ E. Dejean de la Batie, « Pour former l'élite future. Une cité universitaire sera édifée à Hanoi », *L'Écho annamite*, 17 octobre 1941.

¹⁵⁷⁸ « La Cité universitaire », *L'Écho annamite*, 24 novembre 1941.

¹⁵⁷⁹ Ces événements sont relayés dans la presse, notamment par *L'Écho annamite*. Voir par exemple : « La Kermesse de Rachgia », *L'Écho annamite*, 4 mai 1942.

¹⁵⁸⁰ « Un nouveau timbre-poste », *L'Écho annamite*, 20 mai 1942.

¹⁵⁸¹ ANVN1, DirFin, dossier 3599-01 : *Construction de la Cité universitaire à Hanoi, 1941-1943* : « Note sur la Cité universitaire de Hanoi, 28 août 1941 ».

comité cochinchinois est président par l'administrateur Esquivillon, inspecteur des affaires politiques et du travail¹⁵⁸².

L'accent n'en est pas moins mis sur la collaboration franco-indochinoise. Les comités d'initiatives mêlent Français et « indigènes », soulignant la volonté de rallier une élite mandarinale à la cause vichyste. Le ministre annamite de l'Éducation nationale Phạm Quỳnh est associé au comité d'initiative général tandis que l'élite politique cochinchinoise intègre le comité provincial¹⁵⁸³. Le concours d'idées organisé au début de l'année 1942 est quant à lui ouvert à « tous les architectes français et indigènes résidant en Indochine¹⁵⁸⁴ ». Son annonce est accompagnée d'un cahier des charges très précis qui permet de souligner l'ampleur du projet :

C) Cet ensemble de bâtiments est appelé à être construit sur un terrain situé à Bach-Mai d'une superficie de 17 ha. environ (...)

La cité universitaire de Hanoi comprendra :

- 1- Des pavillons pour le logement de 400 étudiants environ de l'Université indochinoise. Le nombre d'étudiants pouvant être porté dans l'avenir à 800, il y aura lieu de prévoir à proximité de chaque bâtiment un emplacement pour la construction éventuelle d'un bâtiment annexe.
1 pavillon pour les étudiants cambodgiens et laotiens : 40 étudiants ;
1 pavillon pour les étudiants cochinchinois : 80 étudiants ;
1 pavillon pour les étudiants annamites : 80 étudiants ;
1 pavillon pour les étudiants tonkinois : 80 étudiants ;
1 pavillon pour les étudiants asiatiques : 80 étudiants ;
1 pavillon pour les étudiants européens : 40 étudiants.
Total : 400 étudiants.
- 2- Un pavillon général pour les services communs et les manifestations concourant à la vie de la Cité.
- 3- Des aménagements pour la pratique des sports et jeux de plein air.
- 4- Des pavillons pour le logement du personnel affecté à la Cité.
- 5- Des emplacements réservés pour la construction éventuelle de locaux pour l'exercice de différents cultes.
- 6- Un restaurant comportant réfectoires et cuisines pour l'ensemble des étudiants.
- 7- Un pavillon pour service médical.
- 8- Entrées, jardins et clôtures¹⁵⁸⁵.

¹⁵⁸² E. Dejean de la Batie, « Pour former l'élite future. Art. cit. ».

¹⁵⁸³ Il s'agit du docteur Nguyễn van Nhung, membre de la commission mixte du Conseil colonial, de Truong vinh Tông, conseiller fédéral et de Truong van Tuân, conseiller municipal de la ville de Saigon. On trouve également à leurs côtés le professeur Nguyễn thình Giung exerçant au lycée Pétrus-Ky : E. Dejean de la Batie, « Pour former l'élite future. Art. cit. ».

¹⁵⁸⁴ « Concours d'idées pour la construction de la cité universitaire à Hanoi », *L'Écho annamite*, 12 janvier 1942.

¹⁵⁸⁵ *Ibid.*

En annonçant clairement la nécessaire « adaptation du style annamite aux exigences d'une construction moderne » et les « réminiscences de styles locaux concernant les aménagements et décorations intérieurs¹⁵⁸⁶ », il fait écho aux concepts architecturaux, mêlant tradition et modernité, nés au cours de l'entre-deux-guerres et décrits par l'historienne Caroline Herbelin. La modernité ne doit pas venir effacer les traditions locales mais bel et bien « représenter la grandeur d'une France éternelle tout en renforçant l'identité locale¹⁵⁸⁷ ». Chaque pays de l'Indochine doit recevoir son propre pavillon tandis que l'ouverture de la Cité universitaire à d'autres populations, européennes comme étrangères, est envisagée. C'est une Indochine fédérale qui se dessine ici. Decoux rassemble au sein d'une même institution les populations estudiantines en fonction de leur territoire d'origine tout en les séparant. Ce pluralisme passe par un ré-enracinement dans les traditions et la culture locale, *via* l'architecture, les décors mais aussi la nature des équipements. Ainsi, une pagode est réservée aux étudiants annamites et une deuxième aux Cambodgiens et Laotiens¹⁵⁸⁸.

Le premier pavillon est achevé le 26 décembre 1942 et accueille des résidents dès le mois suivant¹⁵⁸⁹. Afin de « permettre un démarrage rapide des travaux¹⁵⁹⁰ », il avait été exclu du concours d'idée de janvier 1942, et les fonds recueillis ont permis de lancer sa réalisation dès les premiers mois de cette même année. Destiné aux étudiants cochinchinois, les souscripteurs sont essentiellement issus de cette colonie. 41 d'entre eux sont Vietnamiens, pour seulement six Français. Si le monde entrepreneurial de la colonie n'ignore pas le projet, l'investissement des colons est plus modeste qu'au cours de la campagne de souscription de la MEI, avec une quinzaine d'entreprises mentionnées parmi les souscripteurs. Ils n'en restent pas moins des investisseurs importants, grâce à des contributions plus élevées que leurs homologues vietnamiens¹⁵⁹¹.

La livraison du deuxième pavillon, tonkinois, est prévue pour avril 1943, et l'accueil d'étudiants y est effectif au 1^{er} octobre. Les pavillons attirent de nombreux étudiants et

¹⁵⁸⁶ *Ibid.*

¹⁵⁸⁷ Caroline Herbelin, *Architecture du ...*, *op.cit.*, p. 142.

¹⁵⁸⁸ « Concours d'idées pour la construction de la cité universitaire à Hanoi », *L'Écho annamite*, 12 janvier 1942.

¹⁵⁸⁹ *Ibid.*

¹⁵⁹⁰ *Ibid.*

¹⁵⁹¹ Voir : annexes.

l'ensemble des lits est occupé à la fin de l'année 1944. Or, l'accueil selon l'identité régionale n'est pas totalement respecté.

Tabl. 5-8 – Effectifs des résidents de la Cité universitaire de Hanoi pour l'année universitaire 1943-1944¹⁵⁹²

<u>Mois</u>	<u>Nombre de résidents</u>
Fin Octobre	143
Fin Novembre	157
Fin Décembre	113
Fin Janvier	129
Fin Février	141
Fin Mars	149
Fin Avril	159
Fin Mai	160

Tabl. 5-8bis – Origine des résidents de la Cité universitaire de Hanoi en mai 1944¹⁵⁹³

<u>Origine</u>	<u>Nombre de résidents</u>
Annam	46
Cambodge	3
Chinois	2
Cochinchine	53
Français	11
Laos	2
Tonkin	43

L'ouverture de pavillons cochinchinois et tonkinois n'empêche pas l'hébergement d'autres étudiants, annamites mais aussi, laotiens, cambodgiens, français et chinois, malgré une présence importante des deux catégories susmentionnées, dominant à la même période les effectifs de l'UI. Cochinchinois et Tonkinois sont talonnés – voire dépassés, pour les seconds

¹⁵⁹² ANVN1, DirFin, dossier 3599-02 : *Rapport sur le fonctionnement de la Cité universitaire de Hanoi pendant l'année scolaire 1943-1944.*

¹⁵⁹³ *Ibidem.*

– par les étudiants d’Annam. La politique de valorisation nationale doit plier face à une demande en logement qui émane de plusieurs populations fréquentant les écoles et facultés de Hanoi. En effet, plus de 150 candidats attendent une place au sein d’un des pavillons¹⁵⁹⁴. Cette demande inclut des Français. Leur présence limitée n’empêche pas une séparation nette avec les étudiants asiatiques : un « régime européen » se distingue d’un « régime indochinois¹⁵⁹⁵ » tandis que les Français bénéficient d’aménagements spécifiques. En 1944, le restaurant leur est ainsi réservé, dans l’attente de l’aménagement d’un autre bâtiment.

La sélection des candidatures demeure floue et irrégulière, souffrant des « rentrées en éventail de l’Université indochinoise » mais aussi « des circonstances, en particulier des mesures de dispersions¹⁵⁹⁶ » liées aux bombardements en décembre 1943. Elle n’est pas proportionnelle aux effectifs des différentes écoles et facultés. Par exemple, les résidents inscrits dans une formation agricole sont plus nombreux que ceux des Beaux-Arts alors qu’ils ne sont que 63 étudiants contre 118 à fréquenter les écoles respectives.

Tabl. 5-8ter – Effectifs des résidents de la Cité universitaire de Hanoi par facultés en mai 1944¹⁵⁹⁷ :

Faculté / École	Nombre de résidents
Agriculture	4
Beaux-Arts	1
Droit	41
Médecine	55
Odontologie	9
Pharmacie	4
Sciences	26
Travaux Publics	12
Vétérinaire	8

¹⁵⁹⁴ *Ibidem.*

¹⁵⁹⁵ *Ibidem.*

¹⁵⁹⁶ *Ibidem.*

¹⁵⁹⁷ ANVN1, DirFin, dossier 3599-02 : *Rapport sur le fonctionnement de la Cité, op.cit.*

La Cité universitaire de Hanoi répond à la fois à des enjeux sociaux, éducatifs et politiques. Le bon déroulement des études conduit à des mesures spécifiques. En 1943, la société des tramways est sollicitée par le directeur de l'Instruction publique afin qu'elle facilite l'accès aux locaux universitaires, situés dans le centre d'Hanoi¹⁵⁹⁸. Il demande l'arrêt facultatif devant la Cité universitaire, la réservation d'une voiture ou de places pour les résidents à certaines heures, l'admission des bicyclettes pendant la semaine et la mise en place d'abonnements aux tarifs préférentiels. La société approuve, à l'exception de l'admission des bicyclettes. Le contexte de guerre a lui aussi une influence sur l'organisation des infrastructures, avec l'inclusion du matériel nécessaire à la défense passive des résidents, liée aux bombardements¹⁵⁹⁹. Enfin, le contexte idéologique, marqué par la « Révolution nationale » vichyste, s'exprime au quotidien avec la cérémonie du salut aux couleurs, organisée à partir du 3 novembre 1943, ou des deux séances physiques obligatoires chaque semaine¹⁶⁰⁰.

Toutefois, le coup de force japonais de mars 1945 met un coup d'arrêt à la construction de la Cité universitaire coloniale, qui s'appuyait alors sur un plan décennal.

C. Une affaire globale ?

La question de l'accueil des étudiants ne se limite pas au cadre colonial et impérial : au tournant du XX^e siècle, les principales terres universitaires se confrontent aux problématiques résidentielles alors que les effectifs estudiantins tendent à croître. Si, à l'échelle impériale, l'hébergement fait resurgir certains enjeux et spécificités de la situation coloniale – relations entre colons et colonisés, crainte d'une politisation anticoloniale et anti-impériale de ces derniers, etc. – l'hypothèse d'une disparition de ces problématiques au niveau international peut être émise. Pourtant, l'accueil extra-impérial des étudiants indiens et indochinois ne peut se résumer à un processus d'intégration global et cosmopolite. Il se distingue à la fois par la diversité des structures et moyens mobilisés mais aussi par la possible survivance d'un

¹⁵⁹⁸ ANVN1, Résidence supérieure du Tonkin, dossier 77 633 : *AS réduction de tarifs des tramways en faveur des étudiants résident à la Cité universitaire, 1943.*

¹⁵⁹⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰⁰ *Ibid.*

sentiment d'appartenance à la communauté d'origine. Les motivations et objectifs associés aux mobilités, notamment politiques, orientent les choix des étudiants et de leurs encadrants.

L'accueil des ressortissants d'Inde et d'Indochine hors de leurs empires respectifs varie en fonction des territoires concernés. Les modalités diffèrent : lorsque les International Houses voient le jour aux États-Unis au cours de l'entre-deux-guerres, il n'existe pas d'hébergement similaire au Japon ou encore en URSS. Elles se distinguent également de la cité universitaire française en se concentrant sur quelques bâtiments plutôt que sur un large parc immobilier. La diversité de l'accueil s'exprime également au sein d'un même territoire, qu'il soit national ou local. L'exemple de la ville de New York, qui accueille des étudiants indiens depuis le tournant du xx^e siècle illustre cette hétérogénéité, grâce aux adresses d'étudiants mentionnés dans les catalogues de *Columbia University*, entre 1919 et 1945 :

Tabl. 5-9 – Adresses des étudiants indiens inscrits dans les catalogues de Columbia University, 1919-1945¹⁶⁰¹

Adresses	Mentions ¹⁶⁰²
<i>International House</i> (500 Riverside Drive, New York – à partir de 1924)	125
Résidences universitaires (<i>Halls</i> ¹⁶⁰³)	63
Young India Office (1400 Broadway, New York)	4
Entreprises new-yorkaises	4
Institution for the blinds (999 Pelham Parkway, New York)	3
Autres adresses new-yorkaises	135
New Jersey ¹⁶⁰⁴	9

¹⁶⁰¹ Columbia University Archives (CUA) : *Columbia Catalogues*, 1919-1944.

¹⁶⁰² Ces chiffres se lisent de la manière suivante : entre 1924 et 1945, 125 chambres ont été occupées, pour un an, par des étudiants indiens à l'International House. Ainsi, une chambre occupée pendant deux ans par un même étudiant indien est comptabilisée deux fois.

¹⁶⁰³ Cela inclut les Whittier, Tompkins, Hartley, Morris, Livingston, Furnald, John Jay, Philosophy, Hewitt, Bancroft, Bard Halls, le Brooks Hall West ainsi que cinq chambres au sein de l'Union theological seminar, 3 au sein de Teachers College et deux à Columbia University, sans précision supplémentaire.

¹⁶⁰⁴ Sept villes différentes sont mentionnées : Madison, New Brunswick, Leonia, Metuchen, Princeton, Newark et Belleville. À New Brunswick, l'étudiant loge au Hertzog Hall associé au séminaire théologique local. La ville la plus éloignée, Princeton, se trouve à 96 kilomètres de Columbia University.

La très grande majorité des étudiants indiens inscrits à Columbia vivent à New York. Plus d'un tiers des adresses enregistrées sont privées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas associées à une structure d'hébergement dédiée aux étudiants en tant que telle, incluant internats, hôtels étudiants, résidences universitaires et autres *halls*. Cet hébergement non-étudiantin est suivi de très près par l'*International House* inaugurée en septembre 1924 au 500 Riverside Drive et ses 125 résidents. Dès son ouverture, cette institution inédite née de l'imagination d'Harry Edmonds de la YMCA¹⁶⁰⁵, qui comprend 400 chambres pour les hommes et 125 pour les femmes, attire des étudiants indiens. Ils sont déjà neuf affiliés à Columbia à y résider au cours de l'année universitaire 1924-1925. En 1925, 1 020 étudiants venus de 65 pays différents et inscrits dans un des 57 établissements d'enseignement supérieur ou professionnel de New York et ses environs logent à la Maison internationale. Parmi eux, les Indiens occupent la cinquième place des résidents masculins, avec 20 individus, après la Chine (107), le Japon (77), les Philippines (32) et la Russie (22)¹⁶⁰⁶. Huit d'entre eux fréquentent Columbia ou un des établissements qui lui sont rattachés, à l'instar de Teachers College¹⁶⁰⁷. L'accent est mis sur l'intégration internationale et l'environnement cosmopolite que doit favoriser la Maison, comme le rappelle une brochure publiée à l'occasion de son ouverture : « J'ouvre mes portes en septembre 1924, aux étudiants du monde qui pourraient vivre ensemble et cultiver leur compréhension mutuelle¹⁶⁰⁸. Les enjeux dépassent une nouvelle fois le simple hébergement, puisque l'*International House* est « bien équipée afin d'améliorer la condition sociale, intellectuelle, spirituelle et physique des étudiants, hommes et femmes, venus de n'importe quel pays, qui étudient dans les *colleges*, universités et écoles professionnelles de la ville de

¹⁶⁰⁵ Sur la genèse de l'*International House*, voir notamment : Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 84-88.

¹⁶⁰⁶ W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Student in America. A Study by the Commission of Survey of Foreign Students in the USA, Under the Auspices of the Friendly Relations Committees of the YMCA and the YWCA*, New York, Association Press, 1925, p. 272-276.

¹⁶⁰⁷ Créée par la philanthrope Grace Dodge en 1880, Teachers College est une école supérieure privée affiliée à Columbia University. Il s'agissait d'abord de valoriser de nouvelles pratiques pédagogiques et la formation qu'elle dispense mêle éducation, psychologie et pratiques sanitaires. Elle est dotée de locaux sur la 120^e rue à partir de 1887.

Pour un historique de Teachers College, voir notamment « About Teachers College », *Teachers College Columbia University* : [mise en ligne inconnue, consulté le 29 novembre 2018] : <https://www.tc.columbia.edu/about/>.

¹⁶⁰⁸ *International House. An announcement regarding the opening in September 1924*, s.n., 1924, p. 3 :

« I open my doors in September, 1924, to the students of the world that they may live together and grow in understanding. » (Traduction personnelle).

New York¹⁶⁰⁹ ». Les activités proposées sont ouvertes aux non-résidents tandis qu'elle héberge également l'Intercollegiate Cosmopolitan Club dont les membres appartiennent à différentes institutions éducatives new-yorkaises.

En parallèle, les Halls mis en place par l'université offrent eux-aussi la possibilité de contacts entre étudiants, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Cependant, les liens avec la communauté d'origine ne disparaissent pas lors du franchissement des frontières impériales, comme en témoigne l'accueil d'Indiens par le Young India Office¹⁶¹⁰. Situés sur Broadway, ces bureaux accueillent l'équipe du journal *Young India*, organe de l'India Home Rule League of America (IHLRA), une organisation indienne réclamant l'autodétermination, et dont le premier numéro a été publié en janvier 1918¹⁶¹¹. Les archives ne renseignent pas toujours sur les motivations des différents étudiants : rejoignent-ils les locaux par conviction politique ou sont-ils convaincus par les membres de l'IHLRA après leur arrivée ? Ou, au contraire, ce choix est-il purement opportuniste ? L'investissement politique de certains de ces résidents est certain : Bapuji Vithal Gandhi se distingue par son rôle au sein du comité éditorial de la revue et par sa proximité avec son fondateur, Lal Lajpat Rai.

S'il demeure difficile de déterminer les motivations de l'ensemble des étudiants et de tirer des conclusions générales de situations variées, il est nécessaire de souligner que certains d'entre eux choisissent de vivre entre compatriotes, louant des logements ensemble. Ils révèlent la capacité d'action des individus mobiles ainsi qu'un accueil fondé sur la solidarité entre membres d'une même communauté, ici colonisée. L'historien Ross Bassett souligne cette tendance dans son étude sur les étudiants indiens au MIT : à son arrivée en 1926, T.M. Shah emménage avec trois Bengalis dans un appartement au troisième étage d'une maison voisine du campus¹⁶¹². Entre 1936-1939, L.M. Krishnan bénéficie du même type de logement.

¹⁶⁰⁹ *International House. Op.cit.*, p. 6 :

« I am well equipped to further the social, intellectual, spiritual and physical condition of men and women students from any land, who are studying in the colleges, universities and professional schools of the City of New York. » (Traduction personnelle).

¹⁶¹⁰ Le Young India office est également mentionné dans la correspondance du consul britannique à New York avec l'India Office en novembre 1921, lorsqu'il fournit une liste des étudiants indiens à New York à son interlocuteur.

BL, IOR, Q/10/1/2 : *Correspondence of the Office with the High Commissioner for India. Written evidence submitted to the Committee* : « Letter from the British consulate in New York ».

¹⁶¹¹ « Young India (January 1918) – Description », *South Asian American Digital Archive* [mise en ligne le 12 septembre 2011, consulté le 4 octobre 2018]: <https://www.saada.org/item/20110912-359>.

¹⁶¹² Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 121.

Un oncle vivant à Cambridge le présente à d'autres étudiants indiens chez qui il emménage au bout d'un semestre¹⁶¹³. Si les liens avec la communauté d'origine ne disparaissent pas à l'international, les étudiants sont également parfois victimes de discriminations qui peuvent avoir une influence sur leurs conditions d'installation en terre d'étude. Au milieu des années 1920, la commission d'enquête sur les étudiants étrangers aux États-Unis, émanation de comités des YMCA et Young Women's Christian Association (YWCA) – les Committees on Friendly Relations Among Foreign Students¹⁶¹⁴ – a recueilli des témoignages dans ce sens. Une étudiante indienne « fut rejetée d'une vingtaine de pensions dans un [...] centre étudiant à cause de sa couleur de peau ; une autre étudiante de la même nationalité s'exclama, après avoir vu sa candidature rejetée pour un logement de femmes blanches : « Peu m'importe de vivre avec des femmes de couleurs ; par bonheur, je n'ai pas le préjugé de la race chrétienne¹⁶¹⁵ ».

L'exemple états-unien permet de mettre l'accent sur la multiplicité de modes d'hébergement tout en nuancant l'intégration internationale des étudiants. De plus, les motivations à l'origine du séjour d'étude peuvent avoir un impact sur les conditions d'accueil des aspirants aux diplômes. Le type d'hébergement peut être associé à des stratégies spécifiques, particulièrement visibles dans le cas de mobilités étudiantes politiques et anticolonialistes. L'accueil des Vietnamiens participant au *Dong Du* est organisé par les dirigeants du mouvement lui-même. Ils doivent vivre ensemble à Tokyo, dans l'un des trois bâtiments construits sur pilotis et couverts d'un toit de chaume, à proximité de la résidence du prince Cường Để, dans le quartier de Koishikawa-ku¹⁶¹⁶. Cette vie en commun doit

¹⁶¹³ Ross Bassett, *The Technological Indian*, op.cit., p. 133.

¹⁶¹⁴ Ces comités ont été créés en 1911 et 1914 à la suite du constat d'une mauvaise intégration des étudiants étrangers, ne leur permettant pas de découvrir convenablement les États-Unis pendant leur séjour. En 1922, la commission d'enquête est chargée d'examiner les origines et conditions de ces étudiants étrangers ainsi que les conséquences d'études états-uniennes sur leurs parcours. Son rapport présente également les différentes mesures prises afin de faciliter et organiser les séjours tout en émettant de nouvelles suggestions.

Voir : W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Students in America. A Study by the Commission of Survey of Foreign Students in the USA, Under the Auspices of the Friendly Relations Committees of the YMCA and the YWCA*, New York, Association Press, 1925.

¹⁶¹⁵ W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Student in America. Op.cit.*, p. XIII.

« An East-Indian woman was rejected at some twenty-odd boarding houses in one of our student centers because of her color; another student of the same nationality when refused a lodging place among a group of white women exclaimed: "I do not mind living with colored girls; fortunately I have not the Christian's race prejudice. » (Traduction personnelle).

¹⁶¹⁶ Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisateur, propagande et rivalité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 25.

renforcer la cohésion nationale entre des étudiants venus des trois *kỳ* vietnamiens. Plus d'une vingtaine d'années plus tard, en URSS, l'administration de l'Université des travailleurs de l'Orient de Moscou se charge elle-même de l'accueil des recrues coloniales. Elle offre un logement aux étudiants, dans d'anciens locaux administratifs et financiers du centre de la capitale soviétique. Une banque et l'ancien hôtel du préfet de police sur le boulevard Tverskoï et la rue Tverskaïa sont transformés en dortoirs¹⁶¹⁷, décrits comme des « casernes¹⁶¹⁸ » par certains occupants. Des étudiants de diverses nationalités s'y mêlent, sans que leurs familles soient autorisées à les y rejoindre. Cette forme spécifique d'accueil cherche à assurer des contacts internationaux entre des apprentis militants communistes, qui font partie intégrante de leur formation.

3. Incarner l'accueil : correspondants et tuteurs

Qu'ils soient gérants d'hôtels ou de pensions, administrateurs, membres d'associations ou encore de simples connaissances acceptant de rendre un service, une multitude d'individus et d'organisations participent à l'accueil des étudiants quittant leurs territoires d'origine. Or, deux qualifications reviennent régulièrement dans les archives, personnifiant cette mission d'accueil : les correspondants, d'une part, et les tuteurs – ou *guardians* – de l'autre. La première dénomination, prédominante du côté français, insiste sur le maintien d'un lien entre l'étudiant, mobile, et son entourage, *a priori* immobile ou tout du moins, distant. Ce système n'est pas propre à la situation coloniale mais est de coutume, dans le système éducatif français notamment¹⁶¹⁹. La seconde appellation souligne plutôt, quant à elle, la nécessité de soutenir et de guider chaque candidat au diplôme afin qu'il puisse arriver à ses fins. Davantage mobilisée dans le monde britannique, et parfois associée au terme *trustee* – curateur – elle ne doit pas être confondue avec le tuteur-responsable légal qui se substitue parfois aux parents. Ces subtilités de vocabulaire, de chaque côté de la Manche, ne doivent pas masquer une mission commune. En réalité, les fonctions des tuteurs et des correspondants se recourent,

¹⁶¹⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS : École Staline* : « Note sur les écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 » ; « Notes anonymes ».

¹⁶¹⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes, op.cit.* : « Déclaration de Nguyễn Thè Vinh recueillies par la direction de la Sûreté générale, août 1931 »

¹⁶¹⁹ Voir notamment : Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant moderne (xix^e siècle)*, Paris, Belin, 2002, p. 87-102.

en ce qu'elles sous-tendent un encadrement et un investissement momentané de l'autorité parentale.

A. Un groupe hétérogène

S'ils ne revendiquent pas collectivement leur existence, ne se constituent pas en un groupe séparé, il est possible de distinguer les correspondants et tuteurs des autres « encadrants » mentionnés précédemment, grâce à un processus d'identification et d'auto-identification spécifique. Leur statut est reconnu socialement. Il l'est d'abord par les familles qui font appel au service d'individus pour guider leur progéniture pendant le séjour.  l ve   Harrow puis étudiant à Oxford, Kunwar Maharaj Singh a bénéficié pendant ces quinze années en Angleterre des services d'un tuteur¹⁶²⁰. Les douze ressortissants de l'état d'Hyderabad, dans le sud de l'Inde, rejoignant l'Angleterre dans un but éducatif en 1898 sont eux-aussi tous confiés au soin de tuteurs et curateurs, sur lesquels des informations sont conservées dans les archives gouvernementales¹⁶²¹. Plus tard, les rapports de l'India Office tout comme les arrêtés réglementant les séjours d'Indochinois en France mentionnent correspondants et tuteurs, leur dédiant parfois des sections enti res¹⁶²². Ces fonctions existent dans les colonies également : les statistiques relayées en 1911 par le gouvernement du Bengale et l'Université de Calcutta sur l'hébergement des étudiants comprennent une catégorie « avec le tuteur¹⁶²³ ». Ces chiffres sont loin d'être négligeables puisque 2 801 étudiants sur un total de 6 450 sont concernés par cet encadrement, mais doivent être appréhendés avec prudence, la fonction de *guardian* n'étant alors pas clairement définie par les autorités. Enfin, certains individus se présentent eux-mêmes comme des tuteurs ou des correspondants, *a priori* ou *a posteriori* de l'encadrement effectif d'étudiants. En 1921, Francis H. Skirne, un membre de la fonction publique indienne à la retraite, se définissant comme un tuteur non-officiel, « les parents de plusieurs étudiants indiens ayant placé leurs garçons sous sa supervision¹⁶²⁴ »,

¹⁶²⁰ BL, IOR, L/PJ/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Note de Kunwar Maharaj Singh, secrétaire assistant au département de l'éducation du gouvernement de l'Inde ».

¹⁶²¹ NAI, HD 1899, proceedings n 418-439 : *Questions connected with Indian students and others visiting England and foreign countries, July 1899* : « Particulars regarding natives (students and others) of the Hyderabad State who have proceeded to England during the year 1898 for a prolonged visit ».

¹⁶²² Voir notamment : BL, IOR, L/PJ/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, 1912 » ; ANOM, SLOTFOM, carton I, dossier 2 : *Arrêté réglementant la concession des bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

¹⁶²³ NAI, HD 1916, proceedings n 49-50 : *Residence of students in unlicensed messes in Calcutta, October 1916* : « Courrier du secrétaire privé au gouverneur du Bengale, 10 août 1916 ».

¹⁶²⁴ BL, IOR, Q/10/2/3 : *Memorandum on the care of Indian students during their residence in Great Britain*.

plutôt qu'auprès d'individus recommandés par l'India Office. Si son témoignage souligne la variété de cet encadrement, dont certains canaux se distinguent de ceux des pouvoirs publics, l'auto-identification de correspondants français passe davantage par une volonté de recrutement par le gouvernement colonial. En 1927, au moins deux candidats à la fonction de correspondants s'adressent au gouverneur général de l'Indochine. Le premier, Adrien Fortin, est un ancien professeur d'université résidant à Draguignan, dans le Var. Il a auparavant enseigné en Angleterre ainsi qu'au lycée d'Alexandrie entre 1920 et 1923. Le second, M. Baudenne, domicilié à Nice, cherche à « prolonger[...] en quelque sorte une carrière coloniale abandonnée à regret », bien « conscient de la responsabilité, de la délicatesse, mais aussi de l'intérêt d'une pareille tâche¹⁶²⁵ ». Il met alors en avant différents atouts, outre sa propriété estivale ligérienne : « à cette occasion, je vous signale que je peux enseigner très complètement, en pratique et en théorie, les langues anglaise, allemande, hollandaise, italienne et espagnole, et que je fus, sans interruption, diplômé en Indochine pour le Laotien, l'Annamite et le Siamois¹⁶²⁶ ». Au-delà d'un niveau d'instruction poussé, l'expérience des colonies ou *a minima* de l'étranger comme dans le cas de Fortin, apparaît être un critère essentiel à ces fonctions d'encadrement spécifiques, légitimant les tentatives d'auto-identification de certains Européens. Skirne fustige ces homologues de l'India Office qui ne sont familiers ni des langues vernaculaires, ni de la vie indienne¹⁶²⁷. En outre, les tuteurs sont majoritairement originaires des territoires d'accueil, en Europe ou en Asie. Les cas des encadrants issus des territoires d'origine sont rares, même si, dès 1838, Dorabjee Muncherjee Navjivora accompagne deux cousins envoyés en Angleterre pour y acquérir de nouvelles compétences en constructions navales¹⁶²⁸.

À partir de la première décennie du XX^e siècle, les pouvoirs publics se saisissent de ces fonctions d'encadrement, conduisant à l'apparition de tuteurs et correspondants officiels. Ce processus d'institutionnalisation a d'abord lieu au Royaume-Uni, conséquence des enquêtes officielles sur les étudiants indiens. En 1907, le rapport du comité Lee-Warner suggère qu'un

¹⁶²⁵ ANOM, GGI, dossier 51 252 : *Requête de M. Fortin qui demande à être choisi comme correspondant d'élèves indochinois allant faire les études en France, 1927.*

¹⁶²⁶ ANOM, GGI, dossier 51 525 : *Enseignement public, divers : étudiants indochinois en France* : « Lettre par laquelle M. Baudenne s'offre comme correspondant des étudiants indochinois fixés à Nice, 9 novembre 1927 ».

¹⁶²⁷ « Most of the official guardians were unacquainted with Indian vernaculars and out of touch with India life. » BL, IOR, Q/10/2/3 : *Memorandum on the care of Indian students during their residence in Great Britain.*

¹⁶²⁸ Michael H. Fisher, *Counterflows to Colonialism...*, *op.cit.*, p. 340.

bureau d'information officiel propose les services d'un tuteur, à la demande des responsables légaux¹⁶²⁹. Deux ans plus tard, alors que ce bureau a été créé, le secrétaire aux étudiants indiens nouvellement nommé doit se charger de procurer des *local guardians* – tuteurs métropolitains – aux étudiants indiens¹⁶³⁰. En réalité, c'est le conseiller éducatif du bureau d'information, M. Arnold, qui se charge du tutorat, fonction qui lui est officiellement reconnue à partir de juillet 1911¹⁶³¹. L'année suivante, il souligne alors l'importance et l'essor de cette tâche spécifique : en juin 1910, 27 étudiants étaient placés sous son tutorat contre 81 huit mois plus tard. En 1912, il assure le tutorat de 137 étudiants venus d'Inde, sans compter les 64 boursiers qui bénéficient automatiquement de son encadrement¹⁶³². Les demandes sont constantes et il juge les résultats insatisfaisants, ne pouvant pas développer une relation proche avec l'ensemble des étudiants sous sa responsabilité. Plusieurs solutions sont évoquées : la nomination de deux assistants¹⁶³³ ou encore le placement de certains étudiants auprès de tuteurs privés, nécessitant cependant un investissement financier supplémentaire de la part des responsables légaux¹⁶³⁴. Ces tuteurs reconnus par l'État devraient, en outre, être validés par l'India Office. Finalement, à la suite de la Première Guerre mondiale, la charge du conseiller londonien est allégée par la nomination de conseillers provinciaux à Édimbourg, Glasgow et Manchester (tableau 5-10).

¹⁶²⁹ « Appendix IV. Report of the Committee, op.cit. », p. 89.

¹⁶³⁰ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Courrier de Crewe (India Office) au gouverneur general de l'Inde, 23 août 1912 ».

¹⁶³¹ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport du comité spécial, 1912 ».

¹⁶³² Ils sont ainsi 46 boursiers du gouvernement indien et 18 boursiers d'États princiers à la charge de M. Arnold en 1912.

BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, p. 14 ».

¹⁶³³ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, p. 24 ».

¹⁶³⁴ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Remarque de T.W. Arnold, 21 novembre 1911 ».

Tabl. 5-10 – Répartition des étudiants bénéficiant de tuteurs officiels en Grande Bretagne, 1920-1928¹⁶³⁵

	1920- 1921	1921- 1922	1922- 1923	1923- 1924	1924- 1925	1925- 1926	1926- 1927	1927- 1928
Londres	Inconnu	33	26	19	19	20	33	21
Édimbourg	Inconnu	9	13	13	12	16	15	0*
Glasgow	Inconnu	3	4	5	3	4	3	7
Manchester	Inconnu	1	1	3	4	3	2	1
Total	90	46	44	40	38	43	53	29

*À partir de cette date, les pupilles sont sous la responsabilité du conseiller universitaire

Après un pic coïncidant avec la fin de la Grande Guerre et la reprise des mobilités étudiantes qu'elle engendre, le nombre de pupilles décroît progressivement pendant l'entre-deux-guerres, à l'exception de l'année 1926-1927. À partir de 1926, le haut-commissaire aux étudiants indiens se substitue au conseiller éducatif – renommé secrétaire associé (*joint secretary*) quelques années plus tôt – tandis que les universités d'Édimbourg, Oxford et Cambridge proposent les services de délégués ou secrétaires, indépendants mais collaborant avec le département de l'India Office, mentionnés dans les rapports à partir de 1928 (tableau 5-11).

¹⁶³⁵ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1927/28* : ensemble du dossier.

Tabl. 5-11 – Répartition des étudiants bénéficiant de tuteurs officiels en Grande Bretagne, 1928-1940¹⁶³⁶

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Londres	20	18	17	17	10	14	11	12	12	12	9	8
Glasgow	7	6	6	6	1	2	3	3	2	2	3	3
Manchester	0	1	1	1	2	0	3	0	0	0	0	0
Total	27	25	24	24	13	16	17	15	14	14	12	11
Oxford - Délégué aux étudiants orientaux	5	10	21	18	4	20	1	12	11	5	9	6
Cambridge - Secrétaire du comité inter- collégial des étudiants indiens	8	10	11	3	8	8	3	9	10	5	4	8
Édimbourg - Conseiller universitaire	9	10	7	6	5	8	6	5	10	8	6	5

L'accent est régulièrement mis sur le caractère non-coercitif et non-intrusif du tutorat, qui peut expliquer, au moins partiellement, les variations parfois importantes d'effectifs d'une année sur l'autre. Les pupilles peuvent être émancipés de l'encadrement de leurs tuteurs, s'ils se montrent capables de gérer leur budget par exemple. Selon le département des étudiants indiens, il ne s'agit pas de protéger l'étudiant des responsabilités d'une vie de jeune adulte mais de l'accompagner dans l'acquisition de nouvelles compétences¹⁶³⁷.

Face à ces mesures officielles britanniques, ne permettant pas de saisir la concurrence potentielle d'acteurs privés, les tentatives d'institutionnalisation du côté français sont moins

¹⁶³⁶ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1928/29-1939/40* : ensemble du dossier.

¹⁶³⁷ BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1924/25* : p. 13-14.

marquées. Au cours de la décennie 1910, ce sont davantage des initiatives liées à la surveillance générale des étudiants envoyés en métropole qui prédominent, au détriment d'un encadrement individuel¹⁶³⁸. Les courriers adressés au gouvernement général de l'Indochine par des civils au cours des années 1920 laissent quant à eux entrevoir la volonté des autorités coloniales de proposer des correspondants « validés » par eux. Déjà, quelques années auparavant, Henri Délétie avait souligné dans un rapport adressé à l'Académie des sciences coloniales le rôle nécessaire de correspondants en métropole, permettant la surveillance, l'encadrement mais aussi la « découverte de la vraie famille française¹⁶³⁹ ». Cet intérêt est confirmé par l'arrêté de 1924 selon lequel les boursiers doivent fournir l'adresse de leur correspondant en France à l'administration¹⁶⁴⁰. Cet impératif est notamment illustré par l'expérience de Đỗ Đức Hô qui perd sa bourse après avoir fait preuve d'« ingratitude » et de « mauvais sentiments¹⁶⁴¹ » envers son tuteur, ici bénévole. Cependant, s'ils font eux-aussi partie de services rattachés au gouvernement colonial et impérial, les responsabilités de Fourès, à la tête du groupe de l'enseignement indochinois en France entre 1908 et 1912 ou, plus tard, du chef du SAMI, n'incluent pas la fonction de correspondant induisant des contacts privilégiés avec les étudiants ou la gestion de leur budget sur demande parentale, contrairement aux fonctions du conseiller éducatif indien.

La grande diversité des tuteurs et correspondants et les lacunes des sources rendent difficiles, si ce n'est impossible, l'esquisse d'une prosopographie de ce groupe spécifique. Qu'ils soient privés ou associés aux pouvoirs publics, payants ou bénévoles, ils partagent tous une mission commune d'encadrement individuel de la jeunesse, d'abord masculine, étudiant hors de son territoire d'origine. Or, cette mission se compose elle-même de multiples tâches dont la charge varie d'un encadrant à l'autre.

¹⁶³⁸ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses relatives aux bourses d'études dans la Métropole accordées à des indigènes, 1911-1917* : « Note pour le gouverneur général de l'Indochine, [non daté ; date estimée : 1911-1912] ».

¹⁶³⁹ ANOM, GGI, dossier 48 036 : *Communication faite par M. H. Délétie devant l'Académie des sciences coloniales sur le problème universitaire indochinois*.

¹⁶⁴⁰ ANOM, SLOTFOM, carton I, dossier 2 : *Arrêté réglementant la concession des bourses, op.cit.*.

¹⁶⁴¹ ANOM, GGI, dossier 51 369 : *Đỗ Đức Hô et Đỗ Đức Chung, 1922-1928* : « Courrier du gouverneur général au ministre des Colonies, 9 mai 1924 ».

B. Un encadrement connecté

La mission des correspondants et tuteurs repose sur un contrat de confiance passé avec les responsables légaux des étudiants ou, dans le cas des boursiers, avec l'institution fournissant l'aide financière. Obtenir une reconnaissance gouvernementale peut constituer un gage supplémentaire pour les parents tout en facilitant la mise en relation avec des pupilles. Un transfert d'autorité a lieu le temps du tutorat dans le but d'assurer le bon déroulement du séjour d'études. Son caractère temporaire est souvent rappelé et l'approbation des parents est présentée comme la condition *sine qua non* de cet encadrement. Ainsi, la tutelle du département des étudiants indiens repose d'abord sur la transmission d'un budget provisionnel annuel, incluant le logement, l'habillement, l'argent de poche, les vacances, les frais de scolarité, etc. aux parents qui doivent accepter de verser périodiquement des sommes couvrant ces dépenses¹⁶⁴², estimées à 300 livres au début des années 1920¹⁶⁴³. Faire office de figure parentale ne signifie donc pas s'y substituer totalement mais bénéficier d'une marge de manœuvre, notamment financière, afin de guider et conseiller les étudiants. Leurs entreprises purement éducatives sont généralement limitées : il s'agit de s'assurer de l'inscription et du suivi des cours plus que d'aider l'étudiant dans son apprentissage. Le tutorat officiel mis en place en Grande Bretagne implique que des « arrangements soient pris pour l'éducation des étudiants¹⁶⁴⁴ » sans supposer des tuteurs la maîtrise des disciplines étudiées. Si M. Baudenne propose de faire office de professeur particulier, particulièrement dans la préparation du baccalauréat, et souligne par là même sa maîtrise de différentes langues de la péninsule indochinoise, cet argument ne vient qu'après ses missions extra-scolaires. Malgré tout, l'accent est parfois mis sur le choix de spécialistes : Skirne vante son expertise en formation technique tandis que le docteur Régner est en charge des boursiers indochinois inscrits à la faculté de médecine de Paris au début des années 1910¹⁶⁴⁵.

Les tuteurs et correspondants interfèrent peu avec l'acquisition des savoirs en tant que telle, se concentrant sur la dimension administrative du processus éducatif et, surtout, sur la

¹⁶⁴² Celui-ci nous renseigne par la même occasion sur le coût de la vie à Londres à cette période : BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1924/25* : p. 13.

¹⁶⁴³ BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1923/24* : p. 26.

¹⁶⁴⁴ L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold ».

¹⁶⁴⁵ ANOM, GGI, dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France* : « Courrier de Jean Fourès au ministre des Colonies, 20 février 1910 ».

vie extra-universitaire. La question de l'hébergement demeure un enjeu important mais reçoit un traitement aléatoire. Le logement des étudiants par les tuteurs eux-mêmes n'est pas un impératif. Si les étudiants venus d'Hyderabad en Angleterre à la fin du XIX^e siècle comme certains étudiants de l'université de Calcutta bénéficient d'un logement chez leurs correspondants, cette situation demeure assez rare. Baudenne propose d'accueillir les étudiants dans sa maison niçoise, il précise qu'il leur fournit son aide « à l'exception du logement¹⁶⁴⁶ ». L'objectif est plutôt de d'assurer l'accès à un logement décent et approprié. Pour cela, les tuteurs utilisent leurs réseaux, dressent et fournissent des listes de logements adéquats ou encore, effectuent des visites de contrôle. Ainsi, il est possible que l'encadrant ne réside pas dans le même quartier, dans la même ville voire dans la même province que son pupille. L'usage de la correspondance et/ou l'organisation de rencontres et d'entretiens, permettent de combler une distance géographique plus ou moins importante. Ainsi, l'étudiant indochinois Do Tri Lê inscrit à Marseille bénéficie des services de Gaston Valhan, journaliste à Aix-en-Provence¹⁶⁴⁷.

La gestion du budget constitue une autre mission de première importance, omniprésente dans les rapports décrivant l'action des tuteurs officiels de l'India Office. Une fois le budget provisionnel validé par les parents, ceux-ci s'engagent à verser aux *guardians* des sommes d'argent régulières permettant de le respecter. Est associée une caution de 40 livres destinée à pallier tout imprévu. Si les versements s'avèrent irréguliers aux lendemains de la Première Guerre mondiale, une amélioration est soulignée dès 1922¹⁶⁴⁸. Des reçus doivent être transmis aux parents tandis que les étudiants sont informés de l'arrivée de nouveaux fonds¹⁶⁴⁹. Les dépenses doivent s'accorder à la fois aux attentes des parents et aux besoins de leurs enfants. Enfin, un compte rendu semestriel des comptes est transmis aux responsables légaux après un audit mené par un responsable de l'India Office. S'il demeure difficile d'observer la bonne mise en œuvre – ou non – de l'ensemble de ces mesures, le contrôle financier est généralement effectif et conduit même parfois à des critiques. En 1920, le rapport du département des étudiants indiens souligne que ce contrôle financier total peut

¹⁶⁴⁶ ¹⁶⁴⁶ ANOM, GGI, dossier 51 525 : *Enseignement public, divers... op.cit.* : « Lettre par laquelle M. Baudenne s'offre comme correspondant des étudiants indochinois fixés à Nice, 9 novembre 1927 ».

¹⁶⁴⁷ ANOM, GGI, dossier 51 404 : *Dô Tri Lê* : « Télégramme du 1^{er} septembre 1928 ».

¹⁶⁴⁸ BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21* : p. 26 ; *Report on the work, op.cit., 1922/23* : p. 19.

¹⁶⁴⁹ BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, p. 24 ».

être mal perçu par les Indiens, à la recherche d'un encadrement partiel plus que d'une supervision stricte¹⁶⁵⁰. L'accent est mis sur l'assistance plutôt que sur le contrôle, permettant aux jeunes hommes d'apprendre à gérer leur budget et à éviter toute dilapidation inutile. Les Indochinois peuvent également bénéficier de ce contrôle financier, sans qu'il ne soit toujours évoqué par les correspondants eux-mêmes. Il est surtout visible lorsque le gouvernement colonial transfère lui-même des fonds à destination d'un étudiant en métropole : en 1933, le professeur au lycée de Toulouse Falconetti où Le Ba Lang poursuit ses études après l'obtention de son baccalauréat, reçoit le secours de 1 500 francs dont l'étudiant bénéficie mais également celui de Nguyễn Văn Phung, étudiant à l'Institut de chimie local après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur chimiste de la faculté des sciences¹⁶⁵¹.

Enfin, correspondants et tuteurs maintiennent un lien entre le territoire d'étude, généralement la métropole, et celui d'origine, principalement une colonie. Ils incarnent une continuité entre ces territoires. Les tuteurs officiels, du côté britannique, doivent fournir régulièrement des rapports, financiers mais aussi sur le déroulement des études, aux responsables légaux. Pour cela, ils communiquent avec les étudiants eux-mêmes mais aussi avec les professeurs, assistants et toute autre personne susceptible de leur fournir des renseignements¹⁶⁵². Les parents doivent être impérativement informés de toute difficulté. Ces garants du bon usage des mobilités étudiantes alimentent par là même les flux d'information à l'échelle impériale, par l'intermédiaire de courriers et autres télégrammes. Du côté français, cette mission se double d'une dimension politico-administrative puisque les correspondants sont parfois appelés à témoigner de la loyauté et de la bonne volonté de certains étudiants, notamment boursiers, comme l'illustre l'affaire Đỗ Đức Hồ évoquée précédemment.

S'ils connectent des territoires éloignés les uns des autres, les tuteurs et correspondants ne sont pas exempts de critiques. Les limites pratiques de leurs œuvres ont déjà pu être soulignées, notamment lorsque les tuteurs officiels sont en charge d'un nombre trop élevé d'étudiants, empêchant le développement de liens personnels. La malhonnêteté de certains encadrants est parfois dénoncée, comme lors du congrès des étudiants indochinois en France de septembre 1927. Un vœu émis par les participants dénonce les abus

¹⁶⁵⁰ BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21* : p.

¹⁶⁵¹ ANOM, GGI, dossier 51 409 : *Le Ba Lang et Nguyễn Văn Phung, 1933* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 25 juillet 1933. »

¹⁶⁵² BL, IOR, BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian students in England* : « Rapport de M. Arnold, p. 24 ».

de certains, principalement sur le plan financier, et permet de souligner la non-exceptionnalité du recours aux correspondants métropolitains durant l'entre-deux-guerres. D'autres étudiants tentent parfois de contrer cet encadrement par goût d'indépendance ou encore pour hâter le départ et/ou l'obtention d'une bourse. En septembre 1924, Lê Huu Ngat adresse une demande d'autorisation de départ en France pour études au résident de France à Thu-Thien. Ce dernier la transmet à son supérieur, le résident supérieur en Annam en précisant que lors d'un entretien, Ngat a mentionné un correspondant à Aix-en-Provence du nom de Faraut. Or, après avoir été contacté par l'administrateur, celui-ci a « affirmé n'avoir jamais été pressenti à ce sujet par M. Ngat [et] n'aurait d'ailleurs pas accepté d'être son correspondant¹⁶⁵³ ». L'absence de correspondant met dès lors à mal le départ de Ngat dont les ressources financières sont insuffisantes pour assurer un séjour métropolitain. Ce cas spécifique met en lumière les différentes approches et usages du correspondant au sein des empires français et britannique : si l'India Office insiste sur une assistance non-coercitive et ayant pour but, à terme, la responsabilisation de l'étudiant, c'est davantage une affaire de contrôle et de surveillance des jeunes gens qui transparait du côté français.

Tuteurs et correspondants personnifient une mission d'accueil, sur le temps long, des étudiants en mobilité, principalement dans le cadre de flux reliant colonies et métropoles. Des enjeux communs transparaissent entre empires français et britannique sans qu'ils conduisent à des mises en pratique tout à fait similaires. La perception de ces encadrants par les pouvoirs publics est liée à leur perception des mobilités et à la manière dont ils souhaitent encadrer, surveiller et contrôler les étudiants. Ainsi, l'India Office insiste sur un rôle incitatif des tuteurs, sur sa mission d'assistance ne cherchant pas à obstruer la marge de manœuvre des Indiens – sans véritablement se soucier des Indiennes ici – alors que le gouvernement général de l'Indochine et le ministère des Colonies tentent de renforcer leur mainmise sur la jeunesse indochinoise présente en métropole, n'hésitant pas à associer les correspondants aux services de renseignements et surveillance. De plus, la distinction entre tuteurs privés et officiels fait écho à celle entre étudiants libres et boursiers, la deuxième catégorie étant directement liée aux pouvoirs publics et offrant des sources plus nombreuses à l'historien. Les informations disponibles n'en demeurent pas moins très parcellaires, conduisant à émettre quelques

¹⁶⁵³ ANOM, GGI, dossier 51 421 : *Lê Huu Ngat* : « Courrier du résident de France à Thu-Thien au résident supérieur en Annam, 24 septembre 1924 ».

tendances, si ce n'est quelques hypothèses, plus qu'à une réelle quantification des tuteurs. Ainsi, les tuteurs officiels britanniques n'ont jamais la charge de plus de 10 % des étudiants indiens présents en métropole. Du côté français, si le rôle des correspondants n'est pas anecdotique, aucune donnée chiffrée n'est disponible et les documents évoquant des correspondants dans les dossiers individuels de boursiers consultables dans le fonds du gouvernement général de l'Indochine demeurent rares. Enfin, il faut garder à l'esprit que cette mission d'accueil est parfois incarnée par une personnalité collective plutôt que par un individu isolé. Le Comité Paul-Bert en fournit un exemple, remplissant une gamme de missions similaire à celle évoquée ici mais par l'intermédiaire de plusieurs agents et sous l'autorité d'un président¹⁶⁵⁴.

En mai 1931, le premier directeur de la Maison des étudiants de l'Indochine, l'ancien gouverneur colonial Ernest Fernand Lévecque, dresse une liste des occupants des cent chambres du pavillon qu'il dirige¹⁶⁵⁵. Aux côtés d'informations succinctes sur l'état civil des pensionnaires, qui sont autant des Indochinois que des citoyens français, il note l'établissement d'enseignement que ceux-ci fréquentent ainsi que des commentaires personnels sur leur comportement et, selon ses propres mots, leur « esprit ». Ses remarques gagnent en détail lorsqu'il estime avoir à faire à un étudiant « à surveiller », « sournois » ou encore à « un mauvais sujet¹⁶⁵⁶ ». De plus, il agrmente ses lignes de renseignements complémentaires obtenus auprès d'interlocuteurs variés, que cela soit la famille des élèves ou les services de la Sûreté. Le document semi-officiel – les annotations manuscrites sous-entendent qu'il s'agit *a minima* d'un brouillon peut-être destiné à la présidence de la Cité universitaire – révèle ainsi l'enchevêtrement d'enjeux matériels, éducatifs, sociaux et politiques liés à l'accueil des étudiants mobiles.

¹⁶⁵⁴ Voir le chapitre 2 de la présente thèse et les annexes.

¹⁶⁵⁵ AN, AJ16/7042 : « Liste des résidents ». Voir : annexes.

¹⁶⁵⁶ *Ibid.*

Accueillir les étudiants, c'est d'abord leur garantir un hébergement qui doit leur permettre de rejoindre universités et écoles et d'y suivre les cours dans de bonnes conditions. Toutefois, la mission d'accueil est plus large, pouvant nécessiter de guider, d'aider et de superviser les candidats aux diplômes installés dans une localité qui leur est étrangère. Les questions financières, mais aussi celles liées aux sociabilités et aux potentiels dangers de la vie urbaine transparaissent. Les feuillets préparés par Lévecque le soulignent : des enjeux moraux et politiques peuvent être pris en compte, en ce que les séjours d'étude ne doivent pas venir bouleverser l'ordre social et colonial.

Ces questions deviennent plus aiguës lorsque les effectifs estudiantins augmentent. Ainsi, la question de l'accueil se pose plus tôt en Inde qu'en Indochine, où elle apparaît surtout aux lendemains de la refondation de l'Université indochinoise ; à l'échelle extra-coloniale, l'accueil des étudiants originaires de possessions asiatiques se pose à partir des premières années du xx^e siècle et de manière encore plus prononcée, au cours de l'entre-deux-guerres. Des acteurs publics comme privés forgent des offres d'accueil variées, mais qui ont pour points communs de s'adresser à de larges groupes d'étudiants – ne se limitant pas à une filière ou une origine géographique – et de proposer des services qui dépassent le simple logement. Ces mesures s'inscrivent alors dans des réflexions plus larges sur l'accueil universitaire, principalement en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, sans être absentes des discussions menées dans les colonies, autour de l'Université de Calcutta ou, plus tard, de la Cité universitaire rattachée à l'Université de Hanoi.

Finalement, le rôle des tuteurs et correspondants le confirme, accueillir les étudiants doit garantir l'accès à un enseignement supérieur et technique tout au long du séjour et pas seulement à l'arrivée, en anticipant les potentielles difficultés auxquels les migrants éducatifs peuvent être confrontés. Il apparaît comme un élément-clef ouvrant la porte du temps de l'étude, qu'il convient dès lors d'examiner.

Chapitre 6

Le temps de l'étude

La vie universitaire

Lettre à un ami, au Collège Chasseloup-Laubat de Saigon

Mon cher ami,

Tu m'as écrit dernièrement pour me demander des renseignements sur les études en France. Tu manifestes le désir de partir pour la Métropole après ta sortie du Collège Chasseloup-Laubat. Ton désir est louable et ton espoir est par suite légitime. Je me fais un grand plaisir de t'écrire et de te donner tous les renseignements qui puissent t'intéresser. Tous mes vœux pour ton examen prochain et nous nous reverrons bientôt en France¹⁶⁵⁷.

Cher M. Kabadi,

J'ai eu votre nom de M. M.R. Jayakar, qui m'a suggéré que vous seriez capable de me conseiller concernant une certaine initiative que nous considérons. Cela consiste en l'établissement d'un Club pour les Étudiants et *undergraduates* de l'Université de Bombay et des autres *Colleges*. Nous avons compris qu'il n'y avait pas de tels clubs, et pensons que cela pourrait constituer une institution utile. Cependant, avant de nous lancer dans une telle entreprise nous aimerions rencontrer plusieurs des secrétaires des associations étudiantes existantes, et bénéficier de leurs conseils et coopération¹⁶⁵⁸.

En 1927, le *Journal des étudiants annamites*, dont le siège se trouve à Toulouse, publie la première partie d'un article de Lê Van D. sobrement intitulé « La vie universitaire ». Ce papier prend la forme d'une lettre *a priori* fictive adressée à un élève de l'enseignement

¹⁶⁵⁷ Lê Van D., « La vie universitaire », *Journal des étudiants annamites*, n°5, septembre 1927, p. 24-27. Disponible dans : Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), carton V, dossier 1.

¹⁶⁵⁸ National Archives of India (NIA), Private Papers – M.R. Jayakar : *Bombay Students' Brotherhood* : « Courrier à M. Kabadi, 17 avril 1928 ».

secondaire indochinois, ici incarné par le collège Chasseloup-Laubat de Saigon, en Cochinchine. L'auteur y offre une présentation détaillée du système éducatif métropolitain avant de se concentrer davantage sur les études de droit. Il met notamment l'accent sur les différences existant avec l'enseignement supérieur dans la colonie et détaille à la fois l'offre universitaire et de grandes écoles. Il s'agit de présenter aux lecteurs du journal étudiantin, en s'adressant indirectement à eux par l'intermédiaire d'un personnage les incarnant, les opportunités métropolitaines dont ils peuvent se saisir afin de compléter leur cursus éducatif. Par exemple, il est rappelé qu'il est indispensable d'être titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire métropolitain et que le brevet indigène n'est pas reconnu¹⁶⁵⁹. La question de l'accès aux études par les étudiants colonisés s'avère donc suffisamment importante pour mobiliser plusieurs pages d'une revue étudiantine de l'entre-deux-guerres. Or, cet enjeu n'est pas propre aux années 1920-1930 et si l'organisation du départ a déjà été soulignée¹⁶⁶⁰, celle-ci n'est pas suffisante pour garantir l'admission dans un établissement d'enseignement une fois le candidat ou la candidate au diplôme arrivé en terre d'études. Celui ou celle-ci se doit de connaître l'organigramme et les programmes, le calendrier ou encore les modalités d'inscription. En découle une circulation d'informations : ici, Lê Van D. la présente comme le fruit d'une démarche volontaire de la part d'un futur étudiant. En filigrane, c'est la mobilisation et l'investissement de la communauté indochinoise en métropole qui transparaît, à travers un organe spécifique qui voit le jour alors que les sociabilités étudiantines s'institutionnalisent, par l'intermédiaire d'organisations dont une partie est dédiée aux colonisés. Ce phénomène n'est pas propre aux Indochinois présents dans l'Hexagone : en 1928, le secrétaire de la Bombay Students' Brotherhood, Sunder P. Kabadi, reçoit un courrier d'un anonyme qui souhaite former un club pour les étudiants de Bombay. Si l'expéditeur insiste sur le caractère nouveau de son initiative, il cherche à mobiliser les membres d'associations étudiantes préexistantes pour mener à bien son projet. Il insiste sur la volonté de ne pas créer d'organisation rivale alors qu'une association, la Bombay Students' Brotherhood présidée par Jayakar, est active depuis la fin du XIX^e siècle.

Dès lors, ces différents éléments permettent de s'interroger sur le « moment étudiant » qui vient s'intercaler entre les voyages aller et retour. Être mobile, puis arriver en

¹⁶⁵⁹ Le brevet supérieur indigène devient équivalent au baccalauréat européen en 1930.

¹⁶⁶⁰ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

terre d'accueil, ne suffit pas à garantir l'accès au savoir, soumis à des règles plus ou moins bien maîtrisées par les aspirants aux études. La diffusion et l'usage des informations liées à l'admission reposent sur des acteurs variés, qu'ils soient publics ou privés, destinataires ou producteurs des renseignements. Toutefois, peu d'historiens et d'historiennes se sont penchés sur ces circulations spécifiques. Au-delà de travaux récents sur la diplomatie universitaire explorant la volonté d'attirer des étudiants non-locaux au sein d'établissements et de cours supérieurs¹⁶⁶¹, une minorité de chercheurs et chercheuses se sont concentrés sur l'accès aux études extra-coloniales des populations colonisées et sur leur participation à la constitution d'un groupe social étudiant aux contours mouvants¹⁶⁶². Une partie de ces recherches est dédiée à un lieu ou un établissement précis : Caroline Barrera intègre les étudiants de l'empire – colons comme colonisés – à ses travaux sur l'Université de Toulouse, et notamment sur la faculté de droit ; Paul R. Deslandes a consacré un chapitre à l'admission des minorités, dont coloniales, à Oxford et Cambridge ; Ross Bassett a quant à lui exploré la place des Indiens au sein de la communauté étudiante du MIT¹⁶⁶³. Certains ont adopté une approche plus générale de ce temps étudiant sur lequel débouchent des migrations éducatives, comme Pierre Moulinier au sujet des étudiants étrangers au XIX^e siècle¹⁶⁶⁴. Les deux citations placées en exergue en témoignent : la vie étudiante ne se résume pas à un apprentissage, qu'il soit théorique ou davantage pratique. L'émergence d'organisations étudiantes et, par extension, la formation d'un groupe social distinct ont été récemment explorées pour certains groupes nationaux européens, en France et en Allemagne notamment¹⁶⁶⁵. Or, les étudiants des colonies, notamment d'Inde et d'Indochine, pourtant

¹⁶⁶¹ Voir notamment : Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1830) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Patrick Weil, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

¹⁶⁶² On note quelques travaux sur les étudiants d'Afrique du Nord et subsaharienne : Kelly Duke Bryant, « Social Networks and Empire : Senegale Students in France in the Late Nineteenth Century », *French Colonial History*, 15, 1, 2014, p. 39-66 ; Amady Alyn Dieng, *Histoire des organisations d'étudiants africains en France (1900-1950)*, Paris, L'Harmattan, 2011.

¹⁶⁶³ Caroline Barrera, *Étudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et Français de l'étranger de la faculté de droit de Toulouse (XIX^e siècle – 1944)*, Albi, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007 ; Caroline Barrera, « L'université toulousaine et l'outre-mer (1808-1945) », *Les Cahiers de Framespa*, n°9, 2012, disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/framespa/1254>, consulté le 5 avril 2021 ; Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men. British Masculinity and the Undergraduate Experience, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 2015 ; Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016.

¹⁶⁶⁴ Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle. Migration et formation des élites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

¹⁶⁶⁵ Antonin Dubois, *Organiser les étudiants. Socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914)*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2021.

membres d'empires coloniaux européens, n'ont pas encore été intégrés à ces travaux, qui ont déjà pris en compte les spécificités et disparités de classe et de genre. Dans le cas d'individus originaires des colonies, ces enjeux se superposent à ceux liés à la hiérarchie et la différenciation propre aux sociétés coloniales. Autrement dit, les enjeux consistent en appréhender l'impact de la situation coloniale sur l'expérience étudiante en mobilité, en conservant une comparaison inter-impériale.

Fort de ces constats, ce chapitre explore les caractéristiques du passage de la mobilité à l'étude pour les migrants éducatifs quittant ou rejoignant l'Inde britannique et l'Indochine française : dans quelle mesure ces circulations participent-elles à la construction d'un temps étudiant spécifique, fait d'apprentissage et de sociabilités ? Ces individus mobiles appartiennent-ils et forment-ils un groupe unifié ? Ou se distinguent-ils des autres étudiants ? En parallèle, comment les sociétés et institutions d'accueil les intègrent-elles ?

Pour répondre à ces questions, la première partie mettra d'abord l'accent sur la préparation de l'admission et ce, dès avant le départ. Les informations disponibles n'en sont pas moins variables et pas systématiquement mobilisées par les étudiants eux-mêmes. De plus, elles ne suffisent pas toujours à assurer la bonne continuité des études. Le statut spécifique des étudiants des colonies – ni locaux ni étrangers – complexifient cette situation, s'accompagnant parfois de discriminations. En découle une diversité de trajectoires, plus ou moins linéaires, explorées dans un second temps, et qui conduisent les étudiants vers des filières et des localités variées. Le temps étudiant varie en fonction de l'individu concerné, de son genre, de ses contacts aussi bien avec les pouvoirs publics qu'avec des individus et organisations privées, etc. Finalement, s'il est difficile de définir avec précision l'étudiant d'Inde ou d'Indochine, de schématiser son parcours, il faudra souligner que celui-ci participe à forger tout en la diversifiant une communauté étudiante plurielle, à la fois dans et en dehors des colonies. S'il peut participer à des sociabilités préexistantes, il incarne également l'étudiant colonial, donnant corps – encore ici, de manière plurielle – à cette catégorie. Enfin, les individus quittant l'Asie coloniale participent aussi au tissage d'un lien global entre les étudiants et étudiantes à l'échelle continentale ou internationale.

1. Accéder au savoir

Si différents motifs et incitateurs conduisent les étudiants à se déplacer, les mobilités qui en découlent ont toutes *a priori* pour dénominateur commun la volonté de poursuivre une formation, qu'elle soit intellectuelle ou davantage pratique. En d'autres mots, le séjour étudiant est d'abord marqué par le suivi d'un programme d'enseignement rythmant le quotidien de l'individu mobile. Pourtant, l'accès au savoir à la suite du départ ne doit pas être considéré comme une évidence. Certains aspirants aux études ne parviennent pas à être admis dans l'établissement ou la filière de leur choix tandis que d'autres voient le temps de l'étude s'interrompre ou se fractionner.

A. Préparer l'admission

Le départ, suivi de l'arrivée en terre d'études, doit permettre de poursuivre une formation en incluant un établissement ou une filière spécifique. Si nous avons vu que, dans certains cas, l'apprentissage peut être fondé sur la mobilité elle-même, avec l'organisation de *tours* par exemple¹⁶⁶⁶, ces cas de figure demeurent exceptionnels. Les études continuent de reposer, tout au long de la période, sur l'admission dans un établissement localisé : une université, une école, un *college* ou encore une entreprise dans le cas des individus engagés dans des études techniques incluant des stages. L'intégration dans l'une de ces structures repose sur des modalités spécifiques. Des mesures permettent généralement de les appréhender en amont afin d'assurer la transition entre temps mobile et temps de formation, avant le départ ou juste après l'arrivée.

Les conditions d'admission à remplir sont généralement énumérées dans les règlements de l'institution concernée. Dès 1857, les minutes de l'Université de Calcutta décrivent de manière détaillée les modalités d'entrée au sein de l'institution, par voie de concours ouvert à tout individu masculin de plus de seize ans¹⁶⁶⁷. On retrouve des précisions similaires pour les différentes écoles, professionnelles comme supérieures, créées en Indochine¹⁶⁶⁸. Ces informations se doivent d'être accessibles : une fois approuvé, le programme de l'université

¹⁶⁶⁶ À ce sujet, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

¹⁶⁶⁷ Calcutta University Archives (CUA), Minutes of the Senate (MinSen) : 1857 : « Minute du 12 janvier 1857 ». Voir : annexes.

¹⁶⁶⁸ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 5 360 : *Conditions d'admission à l'École des Travaux publics, 1913* : *passim*.

bengalie est transféré « aux bureaux de la *Gazette* de Calcutta, du Bengale et d'Agra pour publication dans la prochaine *Gazette*¹⁶⁶⁹ ». À première vue, l'aire de recrutement se cantonne au Bengale et à la Province du Nord-Ouest mais l'intégration d'étudiants étrangers à ces provinces voire à la colonie¹⁶⁷⁰, tout comme l'affiliation de *colleges* n'y étant pas implantés, laissent entrevoir une circulation plus large d'informations, sans doute par l'intermédiaire des comités locaux de l'Instruction publique¹⁶⁷¹. En Indochine, les renseignements sont également disponibles *via* les autorités coloniales et reproduits dans les journaux officiels. Des publications ponctuelles les reprennent parfois, à l'instar des *Annales de l'Université de Hanoi* en 1933¹⁶⁷². Les initiatives promotionnelles précisent le public visé, pour des destinataires qui peuvent ne pas provenir de la colonie, comme dans le cas de l'Université indochinoise en 1907¹⁶⁷³. Elles permettent, par extension, aux prétendants de préparer leurs candidatures.

Or, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, les départs ne se limitent pas à l'échelle coloniale, ce qui élargit les circulations d'informations. Certains étudiants s'adressent eux-mêmes aux autorités coloniales et impériales ou à la direction des établissements qu'ils souhaitent rejoindre afin de s'assurer d'une possible admission dès avant leur départ : en novembre 1902, le carabin B.N. Chatterjee écrit au doyen du Hahnemann Medical College de Philadelphie afin de savoir s'il peut y poursuivre ses études¹⁶⁷⁴. Toutefois, ces échanges demeurent rares dans les archives et la majorité des courriers concerne surtout les demandes de financement. En parallèle, le nombre croissant d'arrivées d'étudiants indiens au Royaume-Uni au cours des dernières décennies du XIX^e siècle participe à faire naître un outil spécifique, inexistant du côté indochinois. Désireux de promouvoir l'instruction des Indiens colonisés, les membres de la National Indian Association (NIA) publient – puis rééditent – un manuel d'information pour les étudiants indiens (*Handbook of Information for Indian Students*¹⁶⁷⁵).

¹⁶⁶⁹ Calcutta University Archives (CUA), Minutes of the Senate (MinSen) : 1857 : « Minute du 12 janvier 1857 ».

¹⁶⁷⁰ Des Ceylanais passent le concours d'entrée de l'Université de Calcutta dès 1860 : voir le chapitre 1 de la présente thèse.

¹⁶⁷¹ *Ibid.*

¹⁶⁷² Gouvernement général de l'Indochine – Direction générale de l'Instruction publique, *Annales de l'Université de Hanoi (Tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1933.

¹⁶⁷³ ANOM, GGI, dossier 2 620 : *Université indochinoise* : *passim*.

¹⁶⁷⁴ Drexel University – College of Medicine, Legacy Center Archives : « Letter from B.N. Chatterjee to Dean of the Hahnemann Medical College and Hospital of Philadelphia, 29 novembre 1902 », disponible en ligne : <https://www.saada.org/item/20140630-3599>, consultée le 24 août 2019.

¹⁶⁷⁵ Seules quelques rééditions sont accessibles et ne permettent pas de déterminer la date de l'édition originelle. Voir par exemple : The Committee of the National Indian Association, *Handbook of Information relating to University of Professional Studies, &c., for Indian Students in the United Kingdom – Seventh Edition*, Westminster, Archibald Constable & Company, 1898. Voir : annexes.

Celui-ci présente de manière exhaustive les filières et établissements accessibles aux étudiants d'Inde britannique. Par exemple, les pages dédiées à l'Université d'Oxford sont composées de plusieurs sections : « diplômes » (*degrees*) ; « résidence et admission » (*residence and matriculations*) ; « examens » (*examinations*) ; « dépenses » (*expenses*). Cette dernière catégorie décrit les frais d'inscription et d'instruction (*tuition fees*) ainsi que les dépenses courantes. Enfin, quelques lignes précisent l'existence d'équivalences spécifiques pour certains diplômés des universités indiennes. Chaque volume est diffusé en Inde : en 1909, les deux éditeurs londoniens travaillent avec des distributeurs à Calcutta – ils sont deux à s'y partager la tâche, confirmant une importante présence étudiante au sein de cette ville – ainsi qu'à Bombay, Madras et Lahore¹⁶⁷⁶. En outre, l'existence de branches de l'association dans plusieurs villes d'Inde facilite l'accès aux informations¹⁶⁷⁷. À l'échelle internationale, c'est surtout aux États-Unis que cette assistance non-gouvernementale est la plus forte, avec notamment l'Hindustan Association of America formée vers 1912. Ces informations ne sont pas toujours réservées aux Indiens mais peuvent s'adresser aux étudiants étrangers d'une manière plus générale.

À partir de la première décennie du xx^e siècle, le développement de structures d'encadrement, à visée plus ou moins coercitive, intègre cette question de l'accès au savoir. Une fois encore, les initiatives britanniques prévalent, conséquence d'une approche libérale des mobilités étudiantes qui doivent être guidées plus que restreintes. Dès 1907, le rapport Lee-Warner déplore le « manque d'informations concernant les moyens éducatifs disponibles dans ce pays¹⁶⁷⁸ ». Par conséquent, la mise en place du département des étudiants indiens deux ans plus tard s'accompagne de mesures visant à assurer l'accès aux établissements d'enseignement métropolitains. Celles-ci se déploient dans la colonie, bien que le département ait ses locaux à Londres : entre 1909 et leur disparition en 1927-1928, les comités consultatifs organisés au sein de plusieurs localités indiennes répondent aux

¹⁶⁷⁶ Committee of the National Indian Association – Advisory Committee, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Phillips – National Indian Association, 1909.

¹⁶⁷⁷ En 1909, on trouve des branches à Bombay, à Calcutta, au Bengale oriental, au Pendjab, à Madras, au Gujarat, à Poona, au Mysore, à Surat, à Bhagalpur et à Mooltan. Deux branches dédiées aux femmes (*Ladies' branch*) sont également créées, à Bombay et Calcutta : *Ibid.*

¹⁶⁷⁸ « Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom », in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 71.

demandes de renseignement des futurs étudiants mobiles et de leurs proches. Pour cela, leurs secrétaires sont en contact avec le pôle londonien tandis que les établissements éducatifs transmettent chaque semestre leurs calendriers et programmes de cours¹⁶⁷⁹. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, des informations sur les établissements extra-impériaux sont également disponibles.

L'encadrement des admissions se développe aussi depuis la terre d'études – ici métropolitaine –, par l'intermédiaire du bureau d'information et de conseillers et secrétaires dédiés. Jusqu'à sa fermeture au début des années 1930, des entretiens – physiques et téléphoniques – ont lieu dans les locaux du 21, Cromwell Road et concernent, entre autres, les cursus académiques et les carrières des étudiants¹⁶⁸⁰. Des conseillers spécialisés sont parfois nommés : à partir du 22 décembre 1910, J.M. Champion se charge d'aider les étudiants ingénieurs¹⁶⁸¹. L'implication des pouvoirs publics est confirmée en 1909 par la collaboration qui se met en place entre le département des étudiants indiens de l'India Office et la NIA afin de publier les nouvelles éditions du *Handbook of information*. Elle est l'occasion de rappeler l'importance d'anticiper la question de l'admission dès avant le départ avec l'ajout d'une section « conseils aux étudiants » (*Advice to students*). Les dispositifs mis en œuvre sont ensuite présentés tandis qu'une phrase rappelle que « beaucoup de temps est parfois perdu en Angleterre si les étudiants n'ont pas décidé de la profession qu'ils vont suivre avant de quitter l'Inde¹⁶⁸² ».

À l'inverse, du côté indochinois, la volonté grandissante des autorités coloniales et impériales de superviser les étudiants ne conduit pas à la naissance de mesures officielles similaires. Aucun bureau des étudiants indochinois n'est envisagé et ces circulations restent

¹⁶⁷⁹ BL, IOR, dossier L/P/6/1120 : *Indian Students in England* : « Courrier de l'India Office au gouverneur général de l'Inde, 23 août 1912 ». Par exemple, en 1923, le secrétaire du comité consultatif de Calcutta souligne qu'il a été possible de « fournir des informations utiles non seulement concernant les conditions au Royaume-Uni mais aussi concernant la France, l'Allemagne et l'Amérique ». Il ajoute que les renseignements touchant aux institutions anglaises et écossaises ont pris un caractère routinier, permettant de fournir une réponse claire aux étudiants concernant leurs projets éducatifs et remercie le Haut-commissaire pour l'Inde des informations transmises : BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : « 1922-1923 ».

¹⁶⁸⁰ BL, IOR, dossier L/P/6/1120 : *Indian Students in England* : « Rapport de M. Arnold, 1912 ». À ce sujet, voir : Sara Legrandjacques, « Encadrer les 'jeunes cerveaux'. Les pouvoirs publics face aux étudiants indiens et indochinois en métropole à l'aube du xx^e siècle (1900-1912), *Jahrbuch für Universitätsgeschichte*, à paraître fin 2021.

¹⁶⁸¹ *Ibid.*

¹⁶⁸² Committee of the National Indian Association – Advisory Committee, *Handbook of Information...*, *op. cit.*, p. 1.

bien moins nombreuses, à l'aube du xx^e siècle, qu'au sein de l'empire britannique. En 1909-1912, le docteur Régnier a la charge de sélectionner les cours et spécialités suivis par les étudiants boursiers en médecine envoyés en métropole mais aucune mention n'est faite de son rôle quant aux procédures d'inscription elles-mêmes. La hausse des arrivées au cours des décennies suivantes ne bouleverse pas réellement ce constat : si, à partir de 1927, le SAMI doit conseiller les familles des étudiants, son rôle effectif demeure assez flou concernant l'accès aux établissements éducatifs et il n'existe pas de comités locaux auxquels se référer en Indochine. Le premier Congrès des étudiants indochinois en France, organisé en 1927, ne donne pas lieu à des revendications concernant les admissions scolaires et universitaires, sous-tendant l'absence de difficultés majeures à ce sujet¹⁶⁸³. En réalité, seules certaines organisations privées offrent des garanties d'accès à la formation : à partir de 1907, le Comité Paul-Bert prend en charge la sélection et l'inscription de ses pupilles dans une école métropolitaine¹⁶⁸⁴.

Les outils facilitant l'admission dans les établissements d'enseignement à différentes échelles demeurent inégalement répartis en fonction des territoires et institutions concernés. D'autres obstacles gênent une mise à l'étude rapide à la suite de l'arrivée sur les lieux de formation. Tout d'abord, des étudiants s'engagent dans la mobilité sans avoir d'idées précises de l'institution ou de la filière qu'ils souhaitent intégrer. Certains sont davantage mus par la volonté de voyager et de découvrir des territoires métropolitains ou étrangers que par le désir d'obtenir un diplôme. Au cours de l'entre-deux-guerres, plusieurs rapports du département des étudiants indiens soulignent – et condamnent – ces arrivées hasardeuses¹⁶⁸⁵. Les parcours d'Indochinois tels que Nguyễn Thế Vinh permettent de dresser un constat similaire : celui-ci débarque en 1922 à Marseille sans avoir la moindre idée des études qu'il souhaite poursuivre¹⁶⁸⁶. C'est seulement une succession de rencontres, à la fois pendant le voyage et en France métropolitaine, qui le conduit à intégrer l'École de commerce de Montpellier. D'autres migrants éducatifs choisissent, quant à eux, de changer de voie, laissant

¹⁶⁸³ ANOM, GGI, dossier 51 527 : *Voeux du Congrès des Étudiants indochinois, septembre 1927 : passim.*

¹⁶⁸⁴ ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert, 1909 ».

¹⁶⁸⁵ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1927-1928 » : « *There is first the student who may be qualified in that he has taken an Indian degree, but who comes here with little or no idea of what he wishes or means to do. (...) Only too often he drifts from one thing to another and eventually has to return to india with little or nothing to show for his sojourn abroad* ».

¹⁶⁸⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise*, « p. 11 ».

potentiellement vacante une place qui leur avait été réservée dans une école ou à l'université. Au début des années 1920, l'Indien R.N. Vaidya, originellement au Royaume-Uni pour des études de d'ingénierie décide de se réorienter vers de l'économie¹⁶⁸⁷. Si les pouvoirs publics participent parfois à ces réorientations – le jeune homme bénéficie de l'aide du conseiller éducatif britannique –, ils sont davantage réticents quand ces changements conduisent à l'abandon d'une place réservée dans une école ou une université. Au cours des décennies 1920 et 1930, plusieurs centaines d'étudiants soumettent chaque année leurs dossiers de candidature au département des étudiants indiens, premier canal d'admission au sein d'établissements métropolitains (tableau 6-1). Les sollicitations sont croissantes tout au long de la période, témoignant d'une confiance grandissante en la mission d'assistance éducative des pouvoirs publics. La majorité des aspirants à la mobilité étudiante semble avoir recours à la structure gouvernementale : en 1938-1939, alors qu'on dénombre 1 514 étudiants indiens au Royaume-Uni, 851 individus postulent par l'intermédiaire du département, dont 690 reçoivent une réponse positive sous la forme d'une promesse d'admission. Entre 1924 et 1928, les données officielles incluent le nombre de candidatures transmises depuis la colonie, qui s'avèrent être largement majoritaires. Alors que certaines universités déploraient encore le faible nombre de demandes d'admission depuis l'Inde quelques années plus tôt, à l'instar de l'Université d'Édimbourg en 1920¹⁶⁸⁸, une préparation en amont du séjour semble s'imposer. Les rejets de candidature, extrêmement minoritaires, sont justifiés par le manque de qualifications des étudiants et l'absence de place dans les universités, sans qu'il soit précisé si ces éléments pénalisent des individus déjà sur place¹⁶⁸⁹. Toutefois, cette préparation à l'avance des admissions n'empêche pas le haut-commissaire de rappeler régulièrement la

¹⁶⁸⁷ BL, IOR, Q/10/1/4: *Letter to the Secretary to the Committee, on Indian students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a copy of the Report on Indian students' Department, for the year April 1st, 1920 – March 31st, 1921, precede by a brief review of the period 1916-1920* : « p. 20 ».

¹⁶⁸⁸ BL, IOR, dossier Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian Students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a copy of the Report of the Indian Students' Department for the year April 1st, 1920 – March 31st, 1921, precede by a brief review of the period 1916-1920* : « General Review, 1916-1920 ». On peut également noter qu'une candidature en amont ne garantit pas sa validation par les autorités universitaires : à Édimbourg, cinq des neuf demandes depuis l'Inde reçoivent des réponses positives. 21 des 22 demandes métropolitaines reçoivent quant à elles un retour favorable.

¹⁶⁸⁹ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work..., op.cit.* : ensemble des sous-dossiers. Pour l'année 1924-1925, les rejets de candidature sont énumérés avec davantage de précision : seize étudiants n'ont pas les qualifications nécessaires, cinq se heurtent à l'absence de places vacantes, un retire sa candidature, un soumet son dossier en retard, un n'a pas obtenu d'informations suffisantes pour transmettre un dossier adéquat, un souhaite suivre des cours qui n'existent pas dans l'institution demandée et vingt sont encore en attente d'une réponse.

nécessité d'organiser ses études dès avant le départ. Le rapport de 1927-1928 énumère – anonymement – plusieurs cas d'étudiants indiens arrivés au Royaume-Uni sans projet éducatif construit. Les dispositifs en place sont de nouveau présentés et le rôle des parents et tuteurs dans la préparation des études souligné¹⁶⁹⁰. Huit ans plus tard, en 1936, l'importance de consulter les services mis en place en Inde est de nouveau martelée alors que deux nouvelles branches ont été instituées, en Orissa et dans le Sind¹⁶⁹¹.

Tabl. 6-1 – Dossiers de candidature adressés au Département des étudiants indiens et promesses d'admission, 1921-1940¹⁶⁹²

	1921- 1922	1922- 1923	1923- 1924	1924- 1925	1925- 1926	1926- 1927	1927- 1928	1928- 1929	1929- 1930
Dossiers déposés	171	132	149	242	197	267	429	549	753
Promesses d'admission	135*	118*	139*	197*	180*	228*	338	320	533

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938- 1939	19 39- 19 40
	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938		
Dossiers déposés	696	713	538	610	617	760	885	851	904	847
Promesses d'admission	526	528	409	454	465	561	693	690	742	653

*Hors universités d'Oxford et Cambridge¹⁶⁹³.

¹⁶⁹⁰ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1927-1928 ».

¹⁶⁹¹ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1935-1936 ».

¹⁶⁹² Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : ensemble des sous-dossiers.

¹⁶⁹³ À partir de 1927-1928, la mention « hors Oxford et Cambridge » disparaît des rapports. La fusion des données peut expliquer, au moins partiellement, la hausse manifeste des chiffres à partir de cette année universitaire.

La circulation des informations quant à l'accès aux études n'est donc pas totale et tous les candidats à la mobilité ne s'en saisissent pas. L'ensemble des étudiants n'en bénéficient pas toujours – ou parfois, trop tardivement. La distance peut compliquer cette situation, provoquant des retards, parfois fatals, dans la réception des dossiers¹⁶⁹⁴. De plus, des informations erronées circulent parfois, retardant ou bloquant l'accès au savoir. Si les étudiants dits libres pourraient, à première vue, paraître les plus à même à souffrir de ces lacunes, ces dernières n'épargnent pas les boursiers. Au-delà du cas de Rathindranath Tagore rejoignant l'Université de l'Illinois sans en connaître la localisation exacte alors qu'on lui a vanté la qualité des cours d'agriculture qui y sont dispensés¹⁶⁹⁵, certains boursiers du gouvernement général de l'Indochine sont envoyés dans des écoles métropolitaines inexistantes ou ne dispensant pas la formation souhaitée. Tran Van Nhut s'adresse au ministre des Colonies après avoir obtenu une bourse en septembre 1926 devant le conduire à intégrer une école de filature dans la cité rhodanienne. Celle-ci n'existant pas, il est placé quatre mois après la rentrée dans une école municipale de tissage puis cherche à intégrer l'École supérieure de commerce et de tissage locale¹⁶⁹⁶. Deux de ses camarades ont, quant à eux, été envoyés par l'administration coloniale à Lyon, après des études à l'École supérieure de commerce de Hanoi, pour suivre des cours de filature et de tissage de la soie qui n'existent pourtant pas dans les établissements d'enseignement technique qu'ils souhaitent rejoindre¹⁶⁹⁷. Le gouverneur général de l'Indochine précise alors que ces cas ne sont pas isolés :

Chaque année en effet, l'Administration de l'enseignement technique est obligée d'enregistrer l'entrée dans les écoles professionnelles d'élèves provenant de nos colonies alors que les conditions d'admission réglementaires n'ont pas été respectées ; pour ne pas renvoyer ces élèves, elle est obligée de les accepter sans exiger d'eux le minimum de connaissances requises. L'élève se présente à la rentrée scolaire sans qu'il ait de répondant, sans que le directeur ait été prévenu, sans qu'une place ait été réservée pour lui¹⁶⁹⁸.

¹⁶⁹⁴ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1932-1933 ».

¹⁶⁹⁵ Rathindranath Tagore, *On the Edges of Time*, Calcutta, Orient Longmans, 1958, p. 77.

¹⁶⁹⁶ ANOM, GGI, dossier 51 435 : *Tran Van Nhut*, 1927-1931 : « Courrier de Tran Van Nhut au ministre des Colonies, 24 juin 1927 ».

¹⁶⁹⁷ *Ibid.*, « Note du ministre de l'Instruction publique, 1927 ».

¹⁶⁹⁸ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice. L'expérience indochinoise (1860-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 212.

Malgré ce constat, les difficultés perdurent l'année suivante : Lê Hửu Ky, élève au collège de Saint Nazaire, obtient une bourse pour poursuivre sa formation à l'École nationale de navigation de Nantes. Or, « cet établissement a fermé depuis plusieurs années¹⁶⁹⁹ » et conduit l'étudiant à demander son transfert vers l'École hydrographique de la même ville. Ici, ces expériences malheureuses témoignent de la limite de l'encadrement des individus mobiles et d'une circulation insuffisante des informations entre la colonie et la métropole alors que les étudiants se confrontent à d'autres difficultés pendant leurs études.

B. Partir étudier, pouvoir étudier : projet éducatif et obstacles pratiques

Les étudiants, tout du moins une partie d'entre eux, disposent de différents outils pour préparer leur passage de la mobilité à l'étude. Cette transition n'est pas pour autant évidente, témoignant à la fois de l'indécision ou de motivations non-éducatives des étudiants ainsi que des failles et limites des mesures d'encadrement en place. L'accès au savoir a d'abord été appréhendé par le prisme des destinataires du savoir et de ceux qui les assistent. Or, l'impossibilité pour certains d'intégrer un établissement faute de qualifications suffisantes permet de renverser la perspective afin d'interroger l'ouverture impériale et internationale des établissements d'enseignement, dans les colonies, en métropole ou hors des sphères impériales britanniques et françaises. En d'autres mots, la réalisation d'une mobilité éducative ne dépend pas seulement de sa préparation par les étudiants et leur entourage mais aussi de la capacité organisationnelle et légale et de la volonté d'intégration des institutions d'enseignement et des pouvoirs publics. En effet, les circulations estudiantines observées s'inscrivent dans une période d'internationalisation de l'enseignement supérieur et technique, entamée au XIX^e siècle¹⁷⁰⁰. Cette dynamique sous-tend la possibilité d'intégrer des établissements situés en dehors de son territoire d'origine alors que ceux-ci sont régis par des règles spécifiques, reposant sur des logiques nationales ou locales. En fonction du lieu de leur formation, les étudiants peuvent bénéficier du statut d'étudiant étranger. Leur position est toutefois complexifiée dans le cadre des mobilités impériales en raison de l'hétérogénéité des

¹⁶⁹⁹ ANOM, GGI, dossier 51 394 : Lê Hửu Ky, 1926-1930 : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 23 juin 1927 ».

¹⁷⁰⁰ Voir par exemple : Victor Karady, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5, 2002, p. 47-60 ; Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle*, *op. cit.*

systèmes éducatifs au sein de chacun des empires. Dans ce contexte multiscalair, il paraît nécessaire de s'interroger sur les spécificités de leur accès au savoir : une mise à niveau est-elle exigée ? Au contraire, des dispositions spécifiques, incluant des équivalences, sont-elles instaurées ? Le temps de l'étude devient potentiellement un lieu de différenciation, si ce n'est de discrimination, en fonction de la formation antérieure mais aussi du genre ou encore, d'une prétendue race.

B.1. Les limites d'un enseignement supérieur colonial régional

L'ouverture d'établissements d'enseignement supérieur dans les colonies s'adresse avant tout aux populations locales, qu'elles soient colonisées ou colonisatrices. En Inde comme en Indochine, elle doit permettre l'accès à un savoir occidentalisé sans que celui-ci ne soit tout à fait équivalent à celui disponible en métropole. Les universités indiennes développent leurs propres systèmes d'admission – bien qu'inspirés des *matriculation examinations* métropolitains – tandis qu'il n'est pas nécessaire d'être pourvu du baccalauréat pour intégrer l'Université indochinoise. Au sein des deux colonies, les modalités d'admission sont, dans un premier temps, toujours très larges avant d'être restreintes une fois le succès des établissements confirmé¹⁷⁰¹.

Les institutions coloniales peuvent être ouvertes à des étudiants étrangers, généralement asiatiques, comme le furent les écoles supérieures d'Indochine dès la première décennie du xx^e siècle. En théorie, l'admission de ces recrues extra-coloniales est prévue et organisée avant le départ et doit fluidifier le passage du voyage à l'étude : en janvier 1905, les arrivants chinois intègrent directement l'École Pavie¹⁷⁰². En réalité, cette transition est plus complexe, notamment lorsque certains candidats s'avèrent ne pas maîtriser certains prérequis, comme la langue française pour les Asiatiques rejoignant Hanoi¹⁷⁰³. En janvier 1909, le directeur de l'École de médecine déplore que les quatre étudiants envoyés par le consul français à Tchentou (Chengdu), en Chine, maîtrisent mal le français et ne disposent pas des connaissances suffisantes pour suivre efficacement les cours¹⁷⁰⁴. Il recommande alors d'inscrire les recrues à l'École normale de Hanoi. Un an auparavant, le consul de France à Hoi

¹⁷⁰¹ À ce sujet, voir la première partie de la présente thèse.

¹⁷⁰² À ce sujet, voir le chapitre 2 de la présente thèse.

¹⁷⁰³ Sara Legrandjacques, « Délivrer la langue ? Enseignement supérieur et enjeux linguistiques en Indochine française dans la première moitié du xx^e siècle », *Relations internationales*, à paraître fin 2021.

¹⁷⁰⁴ ANOM, GGI, dossier 44 137 : *Envoi des étudiants du Setchouan à Hanoi – École de médecine* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au gouverneur général de l'Indochine, 6 janvier 1909 ».

Hao avait déjà souligné les lacunes linguistiques de ses candidats, deux d'entre eux, envoyés en 1906, ayant démissionné en cours d'études¹⁷⁰⁵. À la fin de la décennie suivante, ces difficultés perdurent, conduisant les autorités coloniales à suggérer l'organisation de stages au Collège du Protectorat¹⁷⁰⁶. Ainsi, en 1922, les nouvelles recrues originaires du Yunnan sont soumises à un examen probatoire, organisé à Hanoi, composé d'une composition française et d'une dictée¹⁷⁰⁷. En fonction des résultats, les étudiants sont orientés vers l'école supérieure ou, si leur niveau de langue est trop faible, vers des cours de niveau secondaire. Ce contrôle des acquis se pérennise : en octobre 1922, trois étudiants originaires du Setchouan échouent à l'examen probatoire¹⁷⁰⁸. Pour l'un d'eux, l'accès à l'instruction tonkinoise se fait d'autant plus complexe qu'il est âgé de 29 ans et dépasse donc l'âge limite d'inscription au Collège du Protectorat¹⁷⁰⁹. Le mois suivant, ce ne sont pas moins de 18 élèves qui sont « éliminés¹⁷¹⁰ » à la suite de l'examen de connaissance. Les deux candidats reçus ont, quant à eux, un « niveau scientifique faible ». À la même période, d'autres élèves arrivent avec des dossiers incomplets, sans certificats de naissance et de moralité¹⁷¹¹. Deux ans plus tard, en 1924, l'examen probatoire s'est institutionnalisé¹⁷¹² : il est organisé à une date fixe – le 1^{er} octobre – influant sur la date de départ des candidats à l'admission à l'École de médecine. Ce système semble par la suite englober l'ensemble des aspirants étrangers à l'admission au sein de l'Université indochinoise puisqu'en 1927, l'étudiant japonais Hirata Takahiko y est soumis, avec succès alors qu'il suivait déjà les cours supérieurs en tant qu'auditeur libre¹⁷¹³.

¹⁷⁰⁵ ANOM, GGI, dossier 44 136 : *Élèves chinois à l'École de médecine de l'Indochine* : « Courrier du consul de France au gouverneur général de l'Indochine, 18 janvier 1908 ».

¹⁷⁰⁶ ANOM, GGI, dossier 44 146 : *Admission à l'École (...) Yang Pou et Yang Wei* : « Courrier du directeur de l'École supérieure au directeur de cabinet du gouverneur général, 16 décembre 1919 ».

¹⁷⁰⁷ ANOM, GGI, dossier 44 153 : *Admission à l'École de médecine de Hanoi des élèves Wang Hio Hai, Tchong Choui Lim et Lieou Tse Tcheou, 1922-1924* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur de l'Instruction publique, janvier 1922 ».

¹⁷⁰⁸ *Ibid.* : « Courrier du directeur de l'École de médecine au directeur de l'Instruction publique, 6 novembre 1922 ».

¹⁷⁰⁹ *Ibid.*

¹⁷¹⁰ *Ibid.* : « Courrier du directeur du Collège du Protectorat au directeur de l'Instruction publique, 4 novembre 1922 ».

¹⁷¹¹ *Ibid.* : « Courrier du directeur par interim de l'École de médecine au directeur de l'Instruction publique [non daté. Date estimée : novembre 1922]. »

¹⁷¹² ANOM, GGI, dossier 44 154 : *Demande d'admission à l'École de médecine d'Hanoi formulée par des élèves chinois de Pakhoi, 1924* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au consul de France à Pakhoi, 1924 ».

¹⁷¹³ ANOM, GGI, dossier 44 157 : *Admission de l'étudiants japonais Hirata Takahiko à l'École de commerce, 1927* : « Courrier du recteur et directeur de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 13 juin 1927 ».

L'expérience des étudiants asiatiques non-indochinois arrivés au Tonkin pour poursuivre leur formation permet de nuancer l'ouverture régionale des institutions coloniales. Le passage de la mobilité à l'étude est rendu plus complexe à travers un système de filtrage des étudiants en fonction de leurs acquis tant linguistiques qu'intellectuels. La non-réussite de l'examen probatoire peut allonger le temps de l'étude, en obligeant à suivre des cours préparatoires au sein d'institutions secondaires. Ces mesures illustrent la prudence des directeurs d'écoles et administrateurs coloniaux, bien que les archives demeurent lacunaires et ne permettent pas de tracer un tableau global de la situation jusqu'à la Seconde Guerre mondiale¹⁷¹⁴. En Inde, l'ouverture régionale est, dès les premières fondations universitaires, moins marquée qu'en Indochine. Les pouvoirs publics se montrent parfois frileux face aux admissions extra-coloniales, voire extra-provinciales, et bloquent l'accès à certaines institutions par l'intermédiaire de mesures restrictives et de quotas¹⁷¹⁵.

Ces questions se font plus aiguës au cours du second conflit mondial, alors que les tensions remodelent les circulations académiques à petite échelle. Elles concernent notamment les membres de la diaspora indienne en Afrique et dans l'océan Indien qui cherche à intégrer des établissements d'enseignement médical ou d'ingénierie¹⁷¹⁶. Si les quotas sont parfois revus à la hausse, ces changements sont trop limités pour parler d'une véritable ouverture impériale et internationale des institutions indiennes. Surtout, alors qu'ils pourraient avoir un effet sur le départ des étudiants plus que sur leur accès concret aux cours une fois arrivés en terres d'études, des témoignages attestent de l'ineffectivité de certaines mobilités étudiantes. En juin 1944, un membre du Congrès indien d'Afrique du Sud (South African Indian Congress) alerte le gouvernement de l'Inde de la présence de « garçons à Bombay qui attendent leur admission dans des *colleges* médicaux et perdent leur temps à ne rien faire¹⁷¹⁷ ». Il précise que ses propres fils « partis en Inde pour entreprendre des études médicales sont revenus sans espoir¹⁷¹⁸ ». L'établissement médical local, le Grant Medical

¹⁷¹⁴ Les archives disponibles dans le fonds du gouvernement général de l'Indochine ne couvrent pas les années 1930 et 1940.

¹⁷¹⁵ Voir chapitre 2 de la présente thèse.

¹⁷¹⁶ Aucune précision n'est donnée concernant les autres filières : il semble que celles-ci attirent peu – voire pas – les membres de la diaspora. En l'absence de sources, il demeure difficile de savoir si l'accès y est plus aisé.

¹⁷¹⁷ NIA, HD, file n°16-22/42OS : *Reservation of seats in Medical and Engineering Colleges in India for South and East Africa Indian Students. Representation from Colonial Indian Students Association, Bombay, 1942* : « Courrier du South African Indian Congress au gouverneur de l'Inde, 17 juin 1944 ».

¹⁷¹⁸ *Ibid.*

College, n'accepte alors que deux étudiants originaires d'Afrique du Sud par an, sous condition de paiement d'une capitation de 700 roupies. À Bombay comme dans d'autres villes proposant des formations médicales et d'ingénieur, l'accès au savoir par les membres de la diaspora indienne est déterminé à la fois par un *numerus clausus* et par des considérations financières. Cette sélectivité, témoignant d'un protectionnisme universitaire indien, se retrouve concernant les étudiants étrangers : l'accueil d'étudiants chinois au cours des années 1940 repose sur une sélection stricte qui se poursuit après le départ. En juillet 1943, dix-sept candidats aux études indiennes passent un entretien à l'Université de Delhi¹⁷¹⁹. Parmi eux, seulement sept sont autorisés à poursuivre leur formation au sein d'un établissement du Raj britannique. Les dix non-retenus doivent rentrer bredouille en Chine.

B.2. Des étudiants d'entre-deux en métropole

Les circulations d'étudiants vers l'Inde et l'Indochine n'aboutissent pas toujours à l'intégration d'un établissement d'enseignement, nuancant l'ambition régionale des systèmes éducatifs en place. En Inde, les institutions se destinent d'abord à un public local. Celui-ci inclut les populations colonisatrices, c'est-à-dire les Anglo-Indiens présents sur les listes d'admission disponibles¹⁷²⁰. En Indochine, les flux d'étrangers asiatiques demeurent limités tout au long de la période tant par l'intérêt modéré dont font preuve les étudiants et leurs proches¹⁷²¹ que par les mesures mises en place pour assurer un suivi efficace des cours. Ici aussi, l'accès aux institutions coloniales est également possible pour les Européens, qui peuvent avoir suivi des cours secondaires dans la colonie ou arriver directement de métropole : en 1928, Alain Cartier cherche, depuis Marseille, à obtenir une autorisation d'inscription à l'École de Médecine de Hanoi¹⁷²².

La question du passage du voyage à l'étude se pose également à l'échelle impériale. À première vue, les circulations d'information sur les programmes et modalités d'admission sous-tendent l'ouverture impériale et internationale de différentes institutions métropolitaines. Or, les archives nuancent cette accessibilité, malgré les efforts de promotion

¹⁷¹⁹ NIA, Public Health (Sanitary), fichier n°16-309/43 – PH : *Grant of Scholarships to Chinese Students for Training in Bacteriology* : « Selection of Candidates for the Chinese Research Scholarships ».

¹⁷²⁰ Voir par exemple : BL, IOR, dossier LR 270 a 8 : *Calcutta University – Entrance Examination, 1860. Alphabetical List of Passed Candidates*.

¹⁷²¹ À ce sujet, voir la première partie de la présente thèse.

¹⁷²² ANOM, GGI, dossier 51 249 : *Demande formulée par M. Cartier en vue de son inscription à l'École de médecine de Hanoi, 1928*.

extranationale ou extra-métropolitaine. La préparation antérieure de l'admission n'est pas toujours suffisante et laisse apparaître le rôle déterminant joué par les acteurs universitaires. Ainsi, des étudiants indiens déplorent que leur dépôt de candidature – complet et livré à temps – ne soit pas toujours traité dans les délais : D.K. Gadgil avait transmis son dossier pour une inscription à Cambridge six mois avant son arrivée au Royaume-Uni mais est contraint de patienter à Londres¹⁷²³. Au-delà de ces aléas administratifs, les modalités d'accès aux établissements métropolitains permettent d'interroger le statut des étudiants issus des colonies asiatiques. Ceux-ci apparaissent comme des étudiants d'entre-deux, en ce qu'ils ne sont assimilés ni aux étudiants nationaux ni aux étudiants étrangers.

Au cours du XIX^e siècle, l'admission dans des établissements d'enseignement des étudiants indiens – et, dans une moindre mesure, indochinois – fraîchement arrivés en métropole ne suscite pas de débat spécifique. Au contraire, les pouvoirs publics semblent parfois valoriser l'accès aux études des populations colonisées, comme c'est le cas avec le concours de l'Indian Civil Service (ICS) ouvert aux « natifs de l'Inde¹⁷²⁴ » mais exclusivement organisé en Angleterre jusqu'en 1922. Dès les années 1850, les étudiants indiens s'insèrent en théorie dans un processus général d'accès au savoir administratif, toutefois freiné au cours de la décennie suivante. En effet, à la suite du succès du premier candidat colonisé, Satyendranath Tagore, en 1864, l'accès indien à l'ICS est compliqué par une réévaluation de la limite d'âge et une dévalorisation des épreuves de langues vernaculaires, considérées comme trop favorables aux natifs¹⁷²⁵. Cinq ans plus tard, le candidat Surendranath Banerjee se voit d'abord refuser l'admission sous prétexte qu'il a 21 ans, âge limite selon la nouvelle version du règlement, avant d'être finalement admis. En outre, en 1878, l'âge limite est abaissé à 19 ans, avant d'être fixé à 23 ans en 1892, ce qui n'empêche pas, dans l'intervalle, l'admission de plusieurs Indiens¹⁷²⁶.

Les autorités universitaires sont également à l'origine de mesures plus ou moins inclusives à l'égard des étudiants arrivés d'Inde. La politique universitaire britannique ne passe

¹⁷²³ BL, IOR, dossier Q/10/1/9 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Cambridge* : « Note manuscrite de M. Rahim, 1921 ».

¹⁷²⁴ Committee of the National Indian Association – Advisory Committee, *Handbook of Information...*, *op.cit.*, p. 9-10.

¹⁷²⁵ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities. The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010, p. 14.

¹⁷²⁶ *Ibid.*

pas par un règlement général s'appliquant à toutes les universités : chaque institution est libre de déterminer les conditions d'admission dans ses différentes filières. À Oxford, l'admission passe par la réussite d'examens préliminaires, les *Responsions*. Si les candidats métropolitains doivent passer une épreuve de latin et de grec, les « candidats indiens sont autorisés à s'inscrire aux *Responsions* soit en sanscrit soit en arabe comme substitut du grec ou du latin, mais pour une de ces deux langues seulement¹⁷²⁷ ». Il est ensuite rappelé que les Indiens « peuvent obtenir un diplôme sans qu'il soit requis d'apprendre à la fois le grec et le latin¹⁷²⁸ » et sont autorisés à choisir une filière ou des examens n'incluant pas la maîtrise d'une ou des deux langues mortes susmentionnées. Aucune facilité similaire n'est alors décidée à l'Université de Cambridge, qui exige des étudiants originaires du Raj la maîtrise des mêmes disciplines que leurs homologues métropolitains. Les universités écossaises, quant à elles, établissent des équivalences avec certaines institutions indiennes. Les cours dispensés dans les Presidency Colleges de Calcutta, Madras et Bombay, au Thomasson Engineering College et au *college d'ingénierie* de Pune permettent d'accéder au *Bachelor* en sciences. Les diplômés d'universités indiennes reconnues par l'État, et justifiant d'un niveau d'études suffisant, peuvent également prétendre à une inscription en doctorat en sciences à l'Université d'Édimbourg¹⁷²⁹. Le cas des établissements londoniens confirme cette approche diversifiée : si l'Université de Londres organise des examens d'entrée dans les colonies, retardant le départ des étudiants tout en garantissant un accès direct aux études à leur arrivée en métropole¹⁷³⁰, University College et King's College se distinguent par une admission ouverte, sans examen, contre le paiement de frais d'inscription. Certaines institutions font preuve d'une plus grande volonté d'intégrer les colonisés, manifeste pour les carabins : tout étudiant en médecine doit en effet être inscrit auprès du General Council of Medical Education. Les étudiants originaires d'Inde et y ayant débuté leurs études peuvent y accéder s'ils ont réussi l'examen d'entrée de l'Université de Calcutta, Madras ou Bombay et sont titulaires d'un certificat justifiant leur maîtrise de la langue latine¹⁷³¹. Ils peuvent être dispensés d'examen de latin s'ils justifient d'une langue maternelle autre que l'anglais :

¹⁷²⁷ The Committee of the National Indian Association, *Handbook of Information...*, *op.cit.*, p. 38.

¹⁷²⁸ *Ibid.*

¹⁷²⁹ *Ibid.*, p. 51.

¹⁷³⁰ Voir le chapitre 1 de la présente thèse.

¹⁷³¹ *Ibid.*, p. 56.

« Les certificats décernés par des universités et *colleges* indiens, coloniaux et étrangers doivent contenir des preuves que l'examen réussi incluait tous les sujets requis par le General Medical Council. Dans le cas des natifs de l'Inde ou d'autres pays orientaux, dont la langue vernaculaire n'est pas l'anglais, un examen dans une langue orientale classique peut être acceptée à la place de l'examen de latin¹⁷³².

L'ouverture des portes des institutions d'enseignement britanniques aux colonisés se poursuit tout au long de la première moitié du xx^e siècle. L'édition 1909 du d'informations décrit des conditions d'accès encore davantage facilitées à Oxford, les deux épreuves de langues anciennes pouvant désormais être remplacées par une épreuve d'anglais et une épreuve de langue orientale (sanskrit, arabe, persan, pâli¹⁷³³). Cette ouverture impériale à la fois généralisée et différenciée se renforce encore au cours de l'entre-deux-guerres, comme en témoignent les notes et témoignages recueillis au début des années 1920 par le Comité Lytton¹⁷³⁴, alors que les effectifs indiens continuent de croître. Elle concerne un plus grand nombre d'établissements : à Bristol, par exemple, le « passé scolaire et universitaire » des Indiens, notamment leur parcours dans la colonie, est pris en compte par les autorités éducatives tandis que les candidats coloniaux bénéficient parfois de dispenses concernant l'examen d'entrée¹⁷³⁵.

À l'inverse du modèle britannique, l'accès aux établissements universitaires en France métropolitaine fonctionne d'une manière davantage centralisée, suivant la législation à l'échelle nationale¹⁷³⁶. Il est nécessaire d'être détenteur du baccalauréat pour s'inscrire dans une faculté afin d'obtenir une licence et de franchir les échelons supérieurs du cursus universitaire¹⁷³⁷. En parallèle, le xix^e siècle a coïncidé avec l'adoption de textes législatifs

¹⁷³² « The Certificates from Indian, Colonial, and Foreign Universities and Colleges must contain evidence that the Examination passed included all the subjects required by the General Medical Council. In the case of Natives of India or other Oriental countries, whose vernacular is other than English, an Examination in a Classic Oriental Language may be accepted instead of an Examination in Latin. » *Ibid.*

¹⁷³³ Committee of the National Indian Association – Advisory Committee, *Handbook of Information...*, *op.cit.*, p. 22.

¹⁷³⁴ Pour une présentation du Comité Lytton, voir le chapitre 3 de la présente thèse.

¹⁷³⁵ BL, IOR, dossier Q/10/1/11 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Bristol* : « Courrier de J. Wertheimer de la faculté d'ingénierie, 1er juin 1920 ».

¹⁷³⁶ Sur l'histoire de l'enseignement supérieur en France, voir : Françoise Mayeur, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation. III. 1789-1930*, Paris, Perrin 1981 ; Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités, xix^e-xx^e siècle*, Paris, PUF, 2012.

¹⁷³⁷ Des exceptions existent avec par exemple, le brevet de capacité en droit accessible sans le baccalauréat. Voir le tableau récapitulatif disponible dans Pierre Moulinier, *Naissance de l'étudiant...*, *op.cit.*, p. 43-44.

régissant l'admission des étudiants étrangers¹⁷³⁸ sans que la question des ressortissants des territoires ultramarins n'y soit intégrée. Il faut, en outre, attendre le milieu de l'entre-deux-guerres pour que le brevet supérieur indochinois devienne équivalent au baccalauréat métropolitain¹⁷³⁹, ouvrant plus franchement les portes des universités métropolitaines aux Indochinois. Dans ce contexte, jusqu'aux années 1930, ces derniers sont tenus de justifier du diplôme du baccalauréat afin de s'inscrire dans une faculté métropolitaine et ce prérequis en conduit certains à rejoindre des établissements secondaires – que cela soit dans les lycées français d'Indochine, en Algérie ou sur le sol européen. Ce constat relativise l'ouverture impériale de l'enseignement supérieur français, la majorité des institutions ne prenant pas en compte les spécificités du parcours des recrues coloniales, sans pour autant témoigner d'un franc rejet de ces dernières. Cet entre-deux est révélateur d'une volonté du colonisateur de réserver l'accès aux études supérieures aux éléments les plus doués et de favoriser, pour la masse des étudiants, les institutions mises en place dans la colonie¹⁷⁴⁰. Selon les administrateurs, l'admission métropolitaine devrait concerner prioritairement les établissements n'ayant pas d'équivalents au sein de la péninsule indochinoise, notamment les écoles techniques et les Grandes Écoles. Or, l'examen des conditions d'admission au sein de ces dernières ne fait que renforcer cette position intermédiaire des étudiants issus des colonies. Seule l'École coloniale, qui trouve ses fondements dans l'arrivée d'étudiants colonisés en métropole, offre des modalités d'accès spécifiques aux « indigènes » dans sa section éponyme¹⁷⁴¹. Les autres établissements proposent quant à eux une admission au même titre que les étudiants métropolitains ou que les étudiants étrangers : en 1922, Albert Lê Van Kim, alors qu'il est « bachelier de l'enseignement secondaire¹⁷⁴² », rejoint l'École nationale des Ponts-et-Chaussées après avoir été réussi le concours « pour l'entrée aux cours préparatoires (section des étrangers) de l'École nationale des Ponts et Chaussées¹⁷⁴³ ». À la

¹⁷³⁸ Voir notamment : Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1830 », thèse de doctorat sous la direction de Christophe Charle, préparée à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

¹⁷³⁹ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 199.

¹⁷⁴⁰ Cet objectif est clairement énoncé par le gouverneur général Albert Sarraut ainsi que par le professeur Henri Délétie : ANOM, GGI, dossier 48 036 : *Communication faite par M. H. Délétie à l'Académie des Sciences coloniales sur le problème universitaire indochinois* [date estimée : milieu de la décennie 1920].

¹⁷⁴¹ ANOM, Ecole coloniale, Papiers Dislère, Registre 1 : « Rapport de M. Aymonier, directeur, sur le fonctionnement de l'École coloniale ».

¹⁷⁴² ANOM, GGI, dossier 51 391 : *Lê Van Kim, 1921-1927* : « Télégramme de novembre 1925 ».

¹⁷⁴³ École nationale des Ponts-et-Chaussées (ENPC) : « Courrier de Lê Van Kim au ministre des Travaux publics, 5 avril 1922 ». L'auteure remercie Matthieu Cabanes pour ces informations.

fin de la même décennie 1920, Phạm Duy Khiêm suit d'abord les cours du lycée français Albert Sarraut à Hanoi et obtient en 1928 le brevet de capacité, équivalent au baccalauréat métropolitain. Après trois années de classe préparatoire littéraire au lycée Louis-le-Grand à Paris, il décroche le concours de l'École normale supérieure, aux côtés de candidats métropolitains incluant Georges Pompidou¹⁷⁴⁴. L'examen des admissions universitaires révèle à la fois des divergences de points de vue entre autorités impériales et autorités universitaires et des stratégies d'adaptation de la part des étudiants eux-mêmes. En effet, en 1921, le directeur de l'Instruction publique en Indochine déplore que plusieurs étudiants se soient rendus en métropole avant de revenir dans la colonie avec le titre de licencié alors qu'ils ne répondaient pas aux conditions d'admission – c'est-à-dire n'étaient pas titulaires du baccalauréat¹⁷⁴⁵. Surtout, le contournement de la réglementation officielle est confirmé deux ans plus tard lorsque la correspondance des pouvoirs publics mentionne « tout un lot d'Annamites, la plus part (*sic*) expulsés d'établissements indochinois ou incapables, [...] admis à subir les épreuves de l'examen spécial¹⁷⁴⁶ ». Certains étudiants profitent de la dualité du système en place et du flou entourant la situation des étudiants coloniaux en passant les examens d'entrée réservés aux étrangers. Cette stratégie de contournement les dispense de présenter des diplômes d'enseignement secondaire sans qu'ils se confrontent à des oppositions de la part des administrations universitaires.

B.3. Des étudiants discriminés

Les mobilités étudiantes depuis l'Inde et l'Indochine et à destination des métropoles laissent apparaître, à première vue, des mesures intégratrices de la part des institutions académiques, parfois davantage freinées – notamment dans le cas français – par les pouvoirs publics. Or, cette approche intégratrice doit être nuancée, car elle s'accompagne ponctuellement de mesures différenciatrices voire discriminantes. Ces restrictions se manifestent à la fois à l'échelle locale, au sein d'un établissement précis, et à l'échelle nationale. Elles reposent sur la catégorisation des étudiants en fonction de leurs origines et de leur genre.

¹⁷⁴⁴ Jean-François Sirinelli, « Deux étudiants 'coloniaux' à Paris à l'aube des années trente », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988, p. 80-81.

¹⁷⁴⁵ ANOM, GGI, dossier 51 524 : *Admission des jeunes Indochinois dans les établissements d'enseignement supérieur de la métropole, 1924-1925* : « Courrier du directeur de l'Instruction publique au gouverneur général, 9 mai 1921 ».

¹⁷⁴⁶ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine 1923 ».

Aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, la question des places disponibles au sein des établissements d'enseignement pour les étudiants non-locaux est à l'origine de débats qui dépassent le cadre des recrues coloniales¹⁷⁴⁷. Elle est parfois renforcée par la conjoncture, notamment à la sortie des guerres mondiales qui coïncident avec des retours massifs d'étudiants vers les universités et autres écoles supérieures¹⁷⁴⁸. Aux enjeux logistiques vient s'ajouter la priorité à donner aux candidats métropolitains. Peuvent en découler des mesures restrictives, particulièrement manifestes au sein des Universités d'Oxford et Cambridge. Différents arguments sont mobilisés, proches de ceux visant les étudiants extra-impériaux, tels la concurrence envers les candidats européens, la dimension de privilège qui entoure l'admission ou encore les difficultés à s'intégrer socialement au sein de la population du campus si les étudiants indiens deviennent trop nombreux¹⁷⁴⁹. En 1907, le rapport du Comité Lee-Warner décrit une détérioration récente de la condition des étudiants indiens à Cambridge par rapport aux dernières décennies du ^{xix}^e siècle, s'expliquant par la hausse de leurs effectifs¹⁷⁵⁰. Selon les rapporteurs, cette présence accrue gêne l'assimilation des candidats indiens, qui se concentrent dans quelques *colleges* et restent entre eux¹⁷⁵¹. Cet état de fait est vu comme une entrave à un sentiment d'appartenance universitaire collectif. Ensuite, la situation est présentée comme plus favorable à Oxford, où, selon un témoin, les recrues colonisées sont davantage dispersées entre les différents *colleges* et « issu[e]s d'une meilleure classe¹⁷⁵² ». En 1916, des arguments similaires sont repris par le secrétariat d'État à l'Inde, validant des

¹⁷⁴⁷ Pour le ^{xix}^e siècle, voir : Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers...*, *op.cit.* Voir aussi : Victor Karady, « La migration internationale... », art.cit. ; Nicolas Manidakis, « Étudiants étrangers, universités françaises et marché du travail intellectuel (fin du ^{xix}^e siècle – années 1930). Certifier sans gratifier, des titres universitaires pour l'exportation », in Gérard Noiriel, Éric Guichard (dir.), *Construction des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997, p. 223-154 ; Nicolas Manidakis, « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2000 ; Guillaume Tronchet, « Savoirs en diplomatie... », *op. cit.*

¹⁷⁴⁸ Cet argument est notamment martelé par les autorités gouvernementales et universitaires britanniques, voir notamment : Oxford University Archives (OUA), VC 1/101/83 : *Oriental Students* : « Notes de Sir H. Suhrawardy, 21 septembre 1942 ».

¹⁷⁴⁹ OUA, LDH/SF/1/15: *Lodging Houses* : « Memorandum on the position of Indian students in the United Kingdom ».

¹⁷⁵⁰ « Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom » in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 80.

¹⁷⁵¹ En 1907, trois *colleges* accueillent plus de la moitié des étudiants indiens : Downing College, Christ's College et St John's College. *Ibid.*

¹⁷⁵² *Ibid.*

mesures restrictives prises par les deux universités et y opposant la situation au sein de l'Université d'Édimbourg :

Il a été constaté qu'à Édimbourg par exemple, où il n'y a pas de système de *colleges* et où les Indiens forment un large groupe distinct, que leur isolement de la vie générale de l'université a rendu leur situation d'autant plus difficile et a même encouragé des sentiments raciaux ; et d'une manière générale, chaque fois que les étudiants indiens se regroupent en large nombre dans n'importe quelle institution britannique, il n'est pas facile pour eux de tirer des avantages de leur séjour ici, comme ils le peuvent dans des lieux où leur nombre est assez réduit pour leur offrir la possibilité d'être absorbés dans la société de leurs camarades¹⁷⁵³.

Ici, le développement encouragé des contacts impériaux en contexte universitaire sert à justifier les limitations, l'ouverture impériale se faisant davantage qualitative que quantitative. Dans ce contexte, certains *colleges* oxoniens continuent de revendiquer le recours aux quotas au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le régisseur de Balliol College insiste sur la limite de deux étudiants sud-asiatiques admis par an, ce qui porte à huit maximum le nombre d'Indiens inscrits simultanément dans cette institution¹⁷⁵⁴. D'autres *colleges* optent pour le recrutement annuel de quatre natifs du Raj britannique¹⁷⁵⁵. Ces limitations suscitent des critiques de la part de la communauté étudiante indienne, notamment par l'intermédiaire des Majlis, association d'étudiants indiens implantées à Oxbridge depuis la fin du XIX^e siècle¹⁷⁵⁶.

La restriction de l'accès aux études est encore plus marquée concernant la formation pratique, révélant les discriminations dont les Indiens sont victimes de la part de leurs recruteurs potentiels. Dans un mémorandum adressé au Comité Lytton au début des années 1920, M.P. Bhargava, détenteur d'une bourse technique du gouvernement de l'Inde, dénonce à la fois les difficultés d'admission dans les universités métropolitaines et d'accès à une formation pratique¹⁷⁵⁷. La demande en formation pratique, alimentée depuis le tournant du XIX^e siècle par des initiatives officielles comme privées, s'intensifie à la suite de la Première

¹⁷⁵³ « It has been found at Edinburgh for example, where there is no college system and where the Indians form a large distinctive group, that their isolation from the general life of the University has made their situation more difficult and have even excited racial feeling ; and generally speaking, wherever Indian students gather in large numbers in any British institution, it is not so easy for them to reap advantage from their stay here, as they can in places where their numbers are so small as to enable them to be absorbed in the society of their fellows. » : *Ibid.*

¹⁷⁵⁴ BL, IOR, dossier Q/10/1/10 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Oxford* : « Courrier d'A.L. Smith, 1921 ».

¹⁷⁵⁵ *Ibid.* : « Courrier de L.R. Phelps, 4 juin 1921 ».

¹⁷⁵⁶ BL, IOR, dossier Q/10/1/9 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Cambridge* : « Memorandum des Indian Majlis, 1921 ».

¹⁷⁵⁷ BL, IOR, dossier Q/10/2/5 : *Memorandum by M.P. Bhargava Govt of India Technical Scholar*. Voir : annexe.

Guerre mondiale. Cet apprentissage spécifique sous-tend alors d'entreprendre des stages au sein d'entreprises locales, souvent réticentes à accueillir des Indiens. Bhargava suggère la mise en place d'une propagande officielle afin de faire prendre conscience aux « firmes et capitalistes » du Royaume-Uni « la désirabilité de fournir des opportunités de formation pratique aux étudiants indiens¹⁷⁵⁸ ». Ce constat n'est pas nouveau puisque dès la deuxième moitié du siècle précédent, certains étudiants témoignent de difficultés similaires : en 1882, elles avaient conduit Keshav Bhat à quitter l'Angleterre pour le Massachusetts afin de s'initier aux techniques industrielles¹⁷⁵⁹. Le rapport Lee-Warner avait mentionné les cas de J.C. Mukherji et de Gopal Chandra Bhaduri, peinant à poursuivre leurs formations pratiques en Grande-Bretagne¹⁷⁶⁰. Une quinzaine d'années plus tard, en 1921, le sujet est encore qualifié de « brûlant », tant par les étudiants, leur entourage, les pouvoirs publics que par le secteur privé. Le secrétaire de *l'Institute of Accountants and Actuaries in Glasgow*, regroupant des comptables écossais, défend le rejet de toute candidature indienne à un apprentissage en comptabilité¹⁷⁶¹, opinion partagée par les techniciens chimistes de l'Association of British Chemical Manufacturers, qui craignent l'inclusion de ressortissants indiens dans les industries britanniques¹⁷⁶². L'entreprise William Barker & co, spécialisée dans le travail du cuir, refuse quant à elle la candidature de J.C. Mukherjee, pourtant soutenue par un professeur de l'Université de Leeds¹⁷⁶³. La forte concurrence à laquelle est soumise la firme est brandie comme justification de l'absence de recrutements coloniaux, malgré l'accueil d'autres candidats par le passé. Ces réticences sont cristallisées par le double témoignage du président de la Federation of Curriers and Light Leather Tanners, Thomas Owden Hart, et du tanneur F.H. Briggs. Ces deux entrepreneurs mettent en avant l'intérêt national et impérial d'accueillir des stagiaires indiens, le premier évoquant jusqu'à un « devoir d'adopter une politique

¹⁷⁵⁸ *Ibid.*

¹⁷⁵⁹ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, p. 38-40. Voir le chapitre 1 de la présente thèse.

¹⁷⁶⁰ « Appendix IV. Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India in 1907 to inquire into the position of Indian Students in the United Kingdom » in *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922, p. 82.

¹⁷⁶¹ BL, IOR, dossier Q/10/1/1 : *Correspondence with individuals, organisations and associations* : « Courrier du secrétaire de l'Institute of Accountants and Actuaries in Glasgow au secrétaire du Comité Lytton, 4 octobre 1921 ».

¹⁷⁶² *Ibid.* : « Courrier de l'Association of British Chemical Manufacturers, 1921 ».

¹⁷⁶³ *Ibid.* : « Courrier du haut-commissaire à l'Inde au comité Lytton, 23 novembre 1921 ».

libérale envers eux¹⁷⁶⁴ ». Conjointement, ils mobilisent tous les deux des arguments raciaux, pointant une prétendue différence d'état d'esprit (*frame of mind*). Briggs oppose l'esprit commercial, développé depuis des générations par les Britanniques, à la soi-disant incapacité indienne à obéir à des ordres, à faire preuve de rigueur et de discipline ou encore à comprendre les méthodes employées¹⁷⁶⁵.

Face à ces difficultés, les pouvoirs publics britanniques soulignent le rôle joué par le conseiller en ingénierie (*Engineering Adviser*) à partir de 1910¹⁷⁶⁶. Il compte parmi ses missions celle de faciliter l'accès aux stages d'apprentissage en négociant le recrutement d'Indiens avec les entreprises concernées. Si cette tâche est présentée comme plutôt facile durant la Grande Guerre¹⁷⁶⁷, l'agent fait face à des difficultés variées au cours de la période suivante. Des obstacles conjoncturels se greffent aux réticences indiennes, notamment lorsque certains candidats apprennent que leurs stages ne sont pas rémunérés. Dans ce contexte, le rapport de 1923 rappelle que les opportunités offertes aux Indiens doivent être considérées comme des « privilèges » même lorsqu'elles ne sont pas payées¹⁷⁶⁸. On retrouve aussi l'argument de la concurrence et du caractère secret de certaines techniques jusque dans les années 1930. Toutefois, le nombre de places assurées par le conseiller en ingénierie augmente, passant notamment de 47 pour 100 requêtes en 1927-1928 à 120 pour 133 l'année suivante¹⁷⁶⁹. À partir de cette date, plus d'une centaine de places sont assurées chaque année alors que les candidatures sont de plus en plus nombreuses, atteignant leur apogée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, avec 327 demandes¹⁷⁷⁰. L'augmentation du nombre de places concédées aux Indiens – 177, un record, en 1938-1939 par exemple¹⁷⁷¹ – ne doit pas masquer la marge de manœuvre des candidats dont une partie refuse les postes qui leur sont offerts – 34 d'entre

¹⁷⁶⁴ BL, IOR, Q/10/2/12 : *Opinion of T. Owden Hart, president of the Federation of Curriers and Light Leather Tanners and Dressers, and a report on Indian Students by F.H. Briggs, both regarding Indian Students working in British factories* : « Courrier de S.F. Connolly, 10 août 1921 ».

¹⁷⁶⁵ *Ibid* : « Rapport par F.H. Briggs, 26 juillet 1921 ».

¹⁷⁶⁶ BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Rapport de Thomas W. Arnold, 1912 ».

¹⁷⁶⁷ BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.*: « 1920-1921 ».

¹⁷⁶⁸ *Ibid.* « 1922-1923 ».

¹⁷⁶⁹ *Ibid.* : ensemble des dossiers.

¹⁷⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷⁷¹ *Ibid.*

eux cette même année¹⁷⁷². Plusieurs explications sont données, dont le changement de projet professionnel et le choix d'intégrer une autre entreprise¹⁷⁷³.

D'autres fois, les limites de ce système alimentent des mobilités depuis la métropole vers la colonie : en 1926-1927, le haut-commissaire à l'Inde négocie avec le gouvernement colonial afin de faciliter l'accès à une formation pratique aux étudiants indiens détenteurs d'un diplôme en ingénierie civile¹⁷⁷⁴. Le département des transports ferrovières du Raj adopte un plan à l'automne 1926 : certains Indiens formés comme ingénieurs civils dans des *colleges* indiens ou britanniques peuvent bénéficier d'une formation d'un an au sein des chemins de fer de l'État indien (*Indian State Railways*). Huit postes sont réservés à des diplômés revenus de métropole et ayant transmis leur candidature. Il est précisé que ces sessions d'apprentissage ne débouchent pas sur un emploi, malgré le versement d'une rémunération mensuelle de 100 roupies. La frilosité des pouvoirs publics indiens est confirmée par l'éviction des candidats-ingénieurs ayant intégré les filières mécaniques, commerciales ou liées au transport. Toutefois, le cas des apprentis indiens confirme la complémentarité des échelles concernant l'enseignement supérieur et technique : les blocages métropolitains peuvent conduire à des retours dans la colonie mais aussi à des parcours davantage internationaux. En 1921-1922, le département des étudiants indiens souligne qu'il a été nécessaire de « trouver des arrangements sur le continent¹⁷⁷⁵ » notamment au Danemark ou en France. Dès lors, il semble que les discriminations visant les apprentis colonisés soient moins visibles en France métropolitaine.

En effet, aucune archive consultée ne témoigne d'un phénomène similaire pour les étudiants indo-chinois, ni même, d'ailleurs, d'une demande spécifique que ces derniers auraient exprimée quant à des opportunités d'apprentissage. Une explication structurelle peut être donnée concernant ces divergences des parcours des étudiants techniques : l'enseignement en France métropolitaine dispose davantage de formations pratiques institutionnalisées qu'au Royaume-Uni tandis que l'apprentissage a tendance à disparaître depuis la Révolution française¹⁷⁷⁶. Par exemple, les écoles d'Arts et métiers – dont certaines

¹⁷⁷² *Ibid* : « 1938-1939 ».

¹⁷⁷³ *Ibid*.

¹⁷⁷⁴ *Ibid*. « 1926-1927 ».

¹⁷⁷⁵ *Ibid*. : « 1921-1922 ».

¹⁷⁷⁶ Stéphane Lembré, *Histoire de l'enseignement technique*, Paris, La Découverte, 2016, p. 33.

sont fréquentées par des Indochinois dès la fin du XIX^e siècle¹⁷⁷⁷ – incluent des ateliers permettant l'acquisition d'un savoir pratique¹⁷⁷⁸. Des établissements imposent des stages dans leurs cursus, à l'instar de l'École des Mines ou de l'Institut de médecine vétérinaire exotique d'Alfort¹⁷⁷⁹. Enfin, alors que la formation pratique en métropole est souvent présentée comme une nécessité par les Indiens face aux lacunes de l'offre coloniale, l'accent mis sur le développement d'écoles professionnelles et pratiques en Indochine a également pu limiter la demande.

C. Interruptions d'études

L'accès au savoir ne constitue donc pas toujours la suite logique du voyage vers la terre d'études entrepris par les étudiants, qu'ils viennent des colonies ou les rejoignent. Plus encore, intégrer une formation ne conduit pas toujours à un apprentissage linéaire, sans interruption ou rebondissement. L'examen des parcours étudiants révèle ainsi des pauses, choisies ou subies, dans les cursus supérieurs et techniques. Ces irrégularités mettent d'abord en relief les enjeux financiers associés à l'ensemble des circulations étudiantes. Viennent s'y greffer d'autres facteurs, tant familiaux, sanitaires que politiques qui permettent d'interroger à la fois la capacité d'action des étudiants et les mesures visant à encadrer et contrôler leurs circulations.

C.1. Une question d'argent

Les enjeux financiers de la mobilité étudiante, déjà mis en avant concernant le départ et le voyage lui-même, n'épargnent pas le temps de l'étude. Si certains individus ne peuvent pas s'engager dans des études faute d'argent, d'autres se confrontent à cette problématique une fois leurs cursus déjà entamés et ce, malgré les avertissements émis par différents acteurs. Étudier a un coût, comme le rappelle la mention de frais d'inscription dans les descriptifs de certaines bourses, coût qui s'alourdit au fur et à mesure de la prolongation du

¹⁷⁷⁷ Une étudiant indochinois hébergé à l'École coloniale fréquente en 1892-1893 l'école des Arts et Métiers d'Angers : ANOM, École coloniale, Papiers Paul Dislère, registre 1 : *Rapport de M. Aymonnier, directeur, sur le fonctionnement de l'École coloniale, 1894.*

¹⁷⁷⁸ Stéphane Lembré, *Histoire de l'enseignement technique...*, op.cit., p. 33 ; ANOM, GGI, dossier 23757 : *Bourses demandées par des Annamites à l'École des Arts et Métiers.*

¹⁷⁷⁹ Pham Van Huyen doit suivre un stage obligatoire afin de pouvoir devenir inspecteur vétérinaire en Indochine : ANOM, GGI, dossier 51375 : *Pham Van Huyen, vétérinaire, 1928-1929.*

cursus¹⁷⁸⁰. Admis à King's College, Cambridge, en 1920, J.V. Joshi, originaire de Bombay, y obtient son *Bachelor* en économie en 1923¹⁷⁸¹. Il émet alors le souhait de poursuivre des recherches sur l'économie indienne au sein de la même université. En 1931, le boursier de la Cochinchine Lê Văn Duc, qui fréquente l'École normale d'instituteurs d'Auch, « sollicite la prolongation de sa bourse en vue de préparer l'École Normale Supérieure de Saint Cloud¹⁷⁸² ». Dans ces deux cas, la poursuite des études est subordonnée à la possibilité de leur financement. De la même manière, de nombreux étudiants indiens travaillent pendant leurs études états-uniennes afin d'assurer leur financement¹⁷⁸³.

À ces dépenses initiales viennent s'ajouter l'achat d'ouvrages ou de tout matériel nécessaire à l'apprentissage mais aussi les frais d'impression de certains travaux indispensables à la validation d'un diplôme, comme la thèse que cherche à faire imprimer Nguyễn Văn Huyen « en vue de l'obtention du doctorat ès lettres¹⁷⁸⁴ ». Seule la formation pratique – sous forme de stages – est potentiellement rémunérée, sans que cela ne soit systématique, au grand dam de certains apprentis indiens.

Enfin, les dépenses courantes constituent une charge supplémentaire : le 21 décembre 1929, l'étudiant en philosophie Nguyễn Văn Đính adresse dans ce sens un courrier au gouverneur général de l'Indochine. Il y reconnaît bénéficier d'une bourse de 10 000 francs de la Société d'encouragement des études occidentales, siégeant à Huế, mais explique que celle-ci est insuffisante :

Dans les conditions de la vie actuelle, eu égard à la vie chère et à la cherté de plus en plus accablante des fournitures classiques (les livres notamment) avec la baisse de la piastre, nous souffrons encore du change. Aussi mon père malgré sa bonne volonté se sent de plus en plus incapable de me procurer le supplément nécessaire (habillement, inscriptions¹⁷⁸⁵ ...).

¹⁷⁸⁰ Notons que cette prolongation ne passe pas seulement par des mobilités à petite échelle, démultipliant les départs, mais repose parfois sur l'ambition d'obtenir un diplôme supplémentaire au sein de la même institution, d'une même localité ou d'un même espace géographique tel la métropole. Sur le coût des études, voir Jean-François Condette (dir.), *Le coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-X^{xe} siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

¹⁷⁸¹ BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : « 1923-1924 ».

¹⁷⁸² ANOM, GGI, dossier 51 354 : Lê Văn Duc : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au chef du SAMI, 18 mars 1931 ».

¹⁷⁸³ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 57, p. 71.

¹⁷⁸⁴ ANOM, GGI, dossier 51 386 : Nguyễn Văn Huyen, 1933 : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au directeur de l'Agence de l'Indochine, 14 août 1933 ».

¹⁷⁸⁵ ANOM, GGI, dossier 51 353 : Nguyễn Văn Đính : « Courrier de Nguyễn Văn Đính au gouverneur général de l'Indochine, 21 décembre 1929 ».

Ici, le manque d'argent met en péril la poursuite des études du jeune homme installé à Toulouse, soumis aux aléas de la conjoncture économique. Son témoignage n'est pas un cas isolé au cours de l'entre-deux-guerres, période durant laquelle plusieurs Indochinois – étudiants mais aussi parents – font part de leurs inquiétudes concernant la possibilité de poursuivre des études en métropole¹⁷⁸⁶. Cette dépendance financière concerne aussi bien les étudiants dits libres déjà inscrits dans des établissements métropolitains que les boursiers anxieux de voir leurs allocations ne pas être renouvelées. Ces difficultés économiques touchent bien plus largement les étudiants coloniaux : au cours de la première décennie du xx^e siècle, certains étudiants indiens en métropole sont présentés comme « dépourvus » de moyens financiers (*destitute students*¹⁷⁸⁷). En 1907, les membres du comité Lee-Warner convoquent des causes autres que le coût de la vie et des études : d'une part, les « dépenses inconsidérées » de certains étudiants ; de l'autre, le décès des parents finançant la formation. En effet, la transmission des fonds est décisive pour le bon déroulement des études et certains acteurs – tuteurs et patrons – ont parfois pour mission de garantir ces transferts¹⁷⁸⁸. Cette question se fait d'autant plus brûlante en temps de conflits. Durant la Grande Guerre, les irrégularités de réception des sommes finançant les études d'Indiens en métropole avaient été soulignées par le département qui leur est dédié¹⁷⁸⁹. Les communications et circulations difficiles – si ce n'est impossibles – entre 1939 et 1945 nuisent aux parcours éducatifs des étudiants originaires d'Inde et d'Indochine, dépourvus d'approvisionnement monétaire¹⁷⁹⁰.

La menace financière qui plane au-dessus des études conduit à différentes réactions émanant à la fois des aspirants aux diplômes et d'acteurs extérieurs. À première vue, les mesures britanniques diffèrent, voire s'opposent, aux mesures françaises. Les premières se caractérisent par la mise en place d'une institution puis de fonds spécifiques destinés à assurer la continuité de la formation, sous le giron de l'India Office. Dès novembre 1909, le conseiller éducatif Arnold souligne la nécessité de créer une organisation séparée pour les étudiants

¹⁷⁸⁶ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 373 : *Nguyễn Văn Hoa* : « Courrier du chef du SAMI au gouverneur général de l'Indochine, 19 septembre 1928 ».

¹⁷⁸⁷ BL, IOR, dossier 1 120 : *Indian Students in England* : « Rapport de M. Arnold, 1912 ».

¹⁷⁸⁸ Voir le chapitre 5 de la présente thèse.

¹⁷⁸⁹ BL, IOR, dossier V/26/864/13 : *Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922*.

¹⁷⁹⁰ Voir notamment : ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note du secrétaire d'État aux colonies, 21 juin 1941 » ; « Télégramme du 6 octobre 1943 » ; BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work of the Education Department, London for the year 1939-1940* ».

indiens démunis¹⁷⁹¹. C'est finalement le haut fonctionnaire James Wilson qui est à l'origine et à la tête du comité d'aide des étudiants indiens en difficulté (*Distressed Indian Students' Aid Committee*) dont l'activité perdure jusqu'à la fin de l'entre-deux-guerres, sous le nom de fonds de prêt aux étudiants indiens (*Indian Students Loan Fund*) à partir de l'année 1926-1927¹⁷⁹². Un comité d'urgence se réunit chaque semaine. À cela s'ajoute le tutorat exercé par le Bureau d'information et Thomas Arnold, contrôlant le budget de 137 étudiants en 1912¹⁷⁹³. À partir de 1921, les étudiants ont également la possibilité de solliciter des subventions d'aide (*Grants-in-aid*) auprès de leurs provinces d'origine afin d'approfondir leur cursus en tant que *postgraduate*, c'est-à-dire après l'obtention d'un *Bachelor* voire d'un *Master*¹⁷⁹⁴. Le haut-commissaire à l'Inde et le département des étudiants indiens basés à Londres servent alors de relais dans le transfert de sommes allant d'une dizaine à une centaine de livres, pour quelques mois ou une année complète. Cette disposition spécifique, maintenue *a minima* jusqu'en 1939-1940 et réservée à un petit nombre d'étudiants, majoritairement masculins¹⁷⁹⁵, incite à la spécialisation des études hors de la colonie. Les étudiants les plus brillants sont invités à poursuivre leurs recherches, que cela soit en sciences naturelles, formelles ou humaines. Certains d'entre eux fréquentent universités, écoles ou laboratoires en France, en Allemagne ou encore, en Suède.

À l'inverse, aucun fonds spécifique n'est mis en place par les autorités impériales françaises. D'un point de vue officiel, les étudiants ont alors pour unique recours de solliciter une bourse – ou son renouvellement – auprès du gouvernement général. Les archives de cette administration pour les décennies 1920-1930 contiennent de nombreux dossiers individuels comprenant des demandes de soutien financier destinées à des étudiants déjà engagés dans des cursus extra-coloniaux, certaines étant renouvelées plusieurs années de suite¹⁷⁹⁶. Différence supplémentaire avec le cas britannique : les requêtes consultables ne concernent jamais des séjours hors de l'empire colonial français. Malgré tout, elles offrent à voir les stratégies déployées par les étudiants ou leurs proches afin d'éviter une interruption d'études.

¹⁷⁹¹ BL, IOR, dossier 1 120 : *Indian Students in England* : « Rapport de M. Arnold, 1912 ».

¹⁷⁹² BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : « 1926-1927 ».

¹⁷⁹³ *Ibid.*

¹⁷⁹⁴ BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : « 1926-1927 » : ensemble des dossiers.

¹⁷⁹⁵ Seules deux femmes bénéficient de cette subvention : BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : *passim*.

¹⁷⁹⁶ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 383 : *Nguyễn Kieu, 1929-1930*. Le père de cet étudiant en agriculture s'adresse au gouverneur général en 1929 et deux fois en 1932.

Pour cela, ils mobilisent des outils variés tels que des certificats d'indigence fournis par les autorités provinciales afin de prouver l'absence d'aides familiales¹⁷⁹⁷, des attestations de scolarité ou des lettres de soutien pouvant émaner de leurs professeurs et des administrations universitaires et scolaires¹⁷⁹⁸. Dans les courriers de sollicitation de bourses eux-mêmes, les arguments énumérés sont variés : en février 1924, l'oncle de Nguyễn Viêm Hải, étudiant inscrit à la faculté de médecine de Paris, se présente d'abord comme l'un des « anciens et loyaux serviteurs de l'Administration¹⁷⁹⁹ » avant d'évoquer son dénuement qui l'empêche d'aider aussi bien ses propres enfants que son neveu qu'il considère comme son « fils adoptif ». Il souligne la bonté du gouverneur général ainsi qu'une « tradition ancestrale » d'éducation qu'il souhaite voir perdurer :

En m'adressant à vous, à l'Homme qui désire doter mon pays à une élite (sic), fidèle gardienne et continuatrice des belles traditions françaises, j'ai la ferme conviction que mon fils adoptif, de par les preuves scolaires qu'il avait constamment données, sera, on ne peut mieux espérer, profiter de votre bonté¹⁸⁰⁰.

En retour, les requêtes sont examinées au cas par cas, le gouverneur général échangeant à la fois avec le ministère des Colonies, et le SAMI à partir de 1927, en métropole et avec la direction de l'Instruction publique dans la colonie. Le mérite et la réussite des étudiants ne constituent pas des critères déterminants : le type d'études poursuivies et les possibilités de formation dans la colonie apparaissent davantage centraux. Beaucoup de dossiers sont refusés sous prétexte que les étudiants sont partis pour la métropole à « leurs risques et périls¹⁸⁰¹ » et qu'ils auraient pu entreprendre un cursus similaire à Hanoi. Les rares exceptions visent à récompenser la loyauté politique de certains colonisés, comme Tôn Thât Quang dont l'un des fils fréquente en 1930 la faculté de médecine de Paris¹⁸⁰². La complémentarité entre études coloniales et extra-coloniales prend donc un autre visage qu'au sein de l'empire britannique : là où elle est fondée sur le niveau d'études, elle fonctionne ici davantage en termes d'institutions et de filières existant ou non en Indochine. Le comportement – et notamment le potentiel engagement politique – des candidats aux allocations est scruté par

¹⁷⁹⁷ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 353 : *Nguyễn Van Đính*.

¹⁷⁹⁸ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 410 : *Pham Minh, 1922-1926*.

¹⁷⁹⁹ ANOM, GGI, dossier 51 370 : *Nguyễn Viêm Hải* : « Courrier de Nguyễn Lan dit Cânty, 19 février 1924 ».

¹⁸⁰⁰ *Ibid.*

¹⁸⁰¹ Cette expression apparaît dans plusieurs dossiers. Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 358 : *Nguyễn Trọng Dong* ; dossier 51 380 : *Duong Dan Hoa* ; dossier 51384 : *Nguyen An Kung, 1930-1934*.

¹⁸⁰² ANOM, GGI, dossier 51 454 : *Tôn Thât Phung, 1930-1931* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 25 octobre 1930 ».

l'administration impériale : en 1941, ce sont les anciennes fréquentations de Bui Van Vinh, qualifiées de « révolutionnaires¹⁸⁰³ », qui portent préjudice à ses requêtes.

Malgré ces divergences dans la gestion des potentielles interruptions d'études liées aux finances – entre institutionnalisation en Grande-Bretagne et gestion au cas par cas en France – des points communs transparaissent. Tout d'abord, les autorités tant françaises que britanniques soutiennent prioritairement les étudiants les plus brillants et méritants. Ce soutien est clairement énoncé dans le texte présentant les subventions d'aide gérées par le haut-commissaire à l'Inde. Ces aides demeurent très peu nombreuses – avec un maximum en 1928-1929 de seize *grants* attribuées – en plus d'être totalement dépendantes du bon-vouloir des autorités provinciales des colonies¹⁸⁰⁴. Cette sélection élitiste fait écho aux motivations affichées par le gouvernement de l'Indochine désireux de récompenser seulement les meilleurs éléments. À l'inverse, si les actions du Distressed Indian Students' Aid Committee semblent fournir une aide plus large, son fonctionnement s'apparente aux prêts d'honneur – des crédits sans taux d'intérêt – et aux secours scolaires dont bénéficient certains Indochinois en métropole. En effet, depuis 1910, le comité fonctionne en recevant « une avance annuelle émanant des revenus indiens calculée en fonction des prêts engagés et recouvrable à partir des prêts remboursés¹⁸⁰⁵ ». Le caractère temporaire du soutien financier est mis en avant. Ce système se renforce en temps de guerre : en 1914, un fonds spécial a été mis en place au Royaume-Uni, justifié par les « circonstances exceptionnelles engendrées par la guerre¹⁸⁰⁶ ». Un recours similaire aux prêts d'honneur a lieu dans la France de Vichy, entre 1940 et 1944¹⁸⁰⁷. Ces mesures rendent compte des limites budgétaires des services liés à l'enseignement ainsi que la volonté de s'appuyer sur les ressources coloniales plutôt qu'impériales, en associant ces financements aux budgets provinciaux ou généraux des possessions ultramarines concernées. Face à ces restrictions, certains étudiants n'hésitent pas à solliciter l'aide d'acteurs non-officiels. Il s'agit d'abord de leurs proches ou de contacts dans la colonie ou en

¹⁸⁰³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Courrier du délégué du CAI au ministre des Colonies, 30 novembre 1934 ».

¹⁸⁰⁴ Ainsi, la première année, aucune subvention n'est versée aux étudiants bengalis, le gouvernement du Bengale n'ayant transféré aucun fonds : BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : « 1920-1921 ».

¹⁸⁰⁵ *Ibid.*

¹⁸⁰⁶ BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : « Report on the Work of the Education Department, London for the year 1925-1926, p. 17 ».

¹⁸⁰⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note pour le directeur des affaires politiques, 27 octobre 1942 ».

terre d'études mais aussi parfois d'organisations spécifiques. En 1926-1927, la Birla Technical Education Society décerne des subventions à plusieurs étudiants désireux de compléter leurs études et formations en métropole¹⁸⁰⁸. Au cours de l'année universitaire suivante, Lê Viet Khoa, étudiant à l'École française de tannerie de Lyon, a bénéficié d'une bourse de la Société annamite de Huế en 1927-1928 et n'a donc pas sollicité de renouvellement de sa bourse gouvernementale¹⁸⁰⁹.

C.2. Les aléas du séjour d'études

Les questions financières sont déterminantes au déroulement de la formation éducative. D'autres éléments viennent parfois l'interrompre et la fragmenter. Celles-ci peuvent être d'ordre éducatif. Nguyễn Đình Giù est boursier à l'École coloniale en 1905-1906¹⁸¹⁰. Il fréquente d'abord l'École Lavoisier d'électricité mais ne parvient pas à suivre les cours. Il intègre ensuite une classe élémentaire avant de prendre des leçons particulières auprès d'un professeur dans une école primaire, sans en tirer des résultats probants. Le niveau de connaissance jugé insuffisant des étudiants chinois fréquentant les écoles supérieures – notamment en médecine – de Hanoi en conduit certains à tenter d'intégrer une nouvelle filière : en 1919, Ngu Puang Hing demande son transfert de l'école de médecine à celle des travaux publics¹⁸¹¹. Il considère que les cours y sont plus faciles mais aussi qu'un apprentissage au grand air lui serait bénéfique dans la mesure où il est convalescent après avoir contracté une tuberculose pulmonaire. Dans d'autres cas, des formalités administratives gênent la bonne continuité des études, comme pour les membres de la diaspora indienne en Afrique du Sud fréquentant les établissements du Raj en 1942 :

« Les étudiants sud-africains fréquentant les écoles et *colleges* en Inde sont autorisés à étendre leur période d'absence d'Afrique du Sud à un maximum de dix ans. Il leur est cependant nécessaire de se procurer, sur avis du commissaire à l'immigration et aux affaires asiatiques, un certificat annuel d'assiduité. Compte tenu des perturbations politiques en Inde et de la fermeture de certaines écoles et *colleges*, certains étudiants sont incapables d'obtenir ces certificats et le commissaire à l'immigration et aux affaires asiatiques a d'abord refusé de prolonger les certificats d'identité sauf et jusqu'à la production dudit certificat. Suivant nos avis, le commissaire a révisé

¹⁸⁰⁸ BL, IOR, dossier dossier V/24/832 : « Report on the Work of the Education Department, London for the year 1926-1927, p. 17 ».

¹⁸⁰⁹ ANOM, GGI, dossier 51 397 : *Lê Viet Khoa, 1926-1931* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 19 juillet 1928 ».

¹⁸¹⁰ ANOM, École coloniale, carton 30, dossier 6 : *Cas de l'élève Nguyễn Đình Giù, boursier de l'École coloniale, 1906* : ensemble du dossier ;

¹⁸¹¹ ANOM, GGI, dossier 44 143 : *Demande d'admission à l'École des Travaux publics de Hanoi en faveur de Ngu Puang Hing, élève de l'École de médecine formulée par M. le consul à Fou Tchéou, 1919.*

son positionnement et a accepté de mettre en place une prolongation nécessaire considérant que les certificats d'assiduité seront produits une fois les conditions revenues à la normale¹⁸¹². »

D'autres fois, des raisons familiales sont invoquées : plusieurs Indochinois engagés dans des cursus métropolitains retournent – *a priori* temporairement – dans la colonie lorsqu'ils apprennent qu'un de leurs parents est souffrant ou mourant¹⁸¹³, tout comme Tsan You Ninh qui quitte Hanoi à la fin de la décennie 1900 pour rejoindre sa mère, malade, à Pakhoi¹⁸¹⁴.

De plus, les précautions sanitaires mises en place dès avant le départ ne sont pas toujours suffisantes, comme en témoignent les décès de pupilles du Comité Paul-Bert en 1910, 1912 et 1913¹⁸¹⁵. À chaque échelle, les archives témoignent d'étudiants tombant malades et interrompant ainsi leur instruction¹⁸¹⁶ : en novembre 1905, deux élèves chinois de l'École Pavie de Hanoi sont souffrants. Le résident supérieur du Tonkin souligne qu'un rapatriement est envisagé en l'absence d'une amélioration de leur santé car ils ne tirent « pas de profit du séjour à l'école¹⁸¹⁷ ». Différentes mesures sont prises, plus ou moins ponctuellement, afin d'éviter ces interruptions d'études : à partir de 1910, le Comité Paul-Bert renforce le contrôle médical de ses patronnés ; le département des étudiants indiens encadre les étudiants

¹⁸¹² « South African Indians attending schools and colleges in India are allowed to extend the period of their absence from South Africa up to a maximum of ten years. It is however necessary for them to proceed to the satisfaction of the Commissioner for Immigration and Asiatic Affairs a certificate of attendance annually. Owing to the political disturbances in India and the closure of some schools and colleges certain students were unable to obtain these certificates and the Commissioner for Immigration and Asiatic Affairs at first refused to extend the certificates of identity unless and until the attendance certificated were produced. Following representations from us the Commissioner has revised his attitude and has agreed to make the necessary extension provided the attendance certificates are ultimately produced when conditions return to normal. »

National Archives of India (NAI), Home Department (HD), dossier n°16-22/42OS : *Reservation of seats in Medical and Engineering Colleges in India for South and East African Indian Students. Representation from colonial Indian students Association, Bombay, 1942* : « Extrait du rapport mensuel au haut-commissaire pour l'Inde en Union d'Afrique du Sud, novembre 1942 ».

¹⁸¹³ ANOM, GGI, dossier 51 375 : *Pham Van Huyen, vétérinaire, 1928-1929* ; dossier 51 385 : *Nguyen Hac Hai, 1932-1933* ; dossier 51 450 : *Pham Van Phuc*.

¹⁸¹⁴ ANOM, GGI, dossier 44 136 : *Élève chinois à l'École de médecine de l'Indochine* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, non daté [date estimée : août-septembre 1909]. »

¹⁸¹⁵ Voir notamment : ANOM, GGI, dossier 2 572 : *Au sujet d'une contre-visite médicale à faire subir aux pupilles de l'Alliance française avant leur départ en Indochine, 20 décembre 1910-23 février 1911* ; Alliance française – Comité Paul Bert, *À la mémoire de Nguyen Van Dang*, Tours, Imprimerie E. Arrault et Cie, 1912 ; *À la mémoire de Khatanarak Roun Roeum*, Tours, Imprimerie E. Arrault et Cie, 1913.

¹⁸¹⁶ À ce sujet, voir notamment : Sara Legrandjacques, « Le corps étudiant à l'épreuve de l'Empire. Impacts corporels des mobilités étudiantes indochinoises et indiennes (années 1850-1930) » in, Marine Galiné, Timothy A. Heron, *Corps en crise, crise(s) du corps : réflexions interdisciplinaires autour du corps déconstruit*, Reims, EPURE, 2018, p. 136-156.

¹⁸¹⁷ Archives nationale du Vietnam – centre n°1 Tableau constitué à partir des données disponibles dans : ANOM, GGI, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 11 novembre 1905 ».

malades dont il a connaissance et dirige les plus fragiles vers des établissements spécialisés¹⁸¹⁸. En 1932, deux résidents de la Maison des étudiants de l'Indochine (MEI) succombent à la tuberculose¹⁸¹⁹. La direction met alors pour la première fois en place un service médical préventif à l'échelle de toute la Cité universitaire de Paris. En parallèle, certains étudiants réorganisent leurs études afin de pouvoir les poursuivre malgré leurs soucis de santé : victime d'une maladie pulmonaire, le carabin Lê Van Chinh, boursier du gouvernement de l'Indochine, cherche à quitter la faculté de Paris pour l'École d'application du service de santé de Marseille¹⁸²⁰. Il se heurte à l'avis défavorable du docteur Régner jusqu'à obtenir l'autorisation des autorités impériales quelques mois plus tard, en avril 1910¹⁸²¹.

- Enfin, le temps d'études est parfois suspendu pour des raisons politiques, suite à la répression de mouvements et initiatives anticolonialistes. L'abolition du mouvement *Đông Du* par Phan Bội Châu en septembre 1908 contraint une partie des recrues à abandonner les études qu'elles avaient entreprises au Japon. Il s'agit d'éviter une arrestation ou des représailles visant leurs proches restés dans la colonie¹⁸²² tandis que les subsides fournis habituellement par le mouvement disparaissent. Un petit nombre d'étudiants décide cependant de poursuivre leurs études en travaillant en parallèle, à l'instar de Dang Tû Man et Dinh Doan Tê¹⁸²³. À l'échelle coloniale, les études sont parfois interrompues par des grèves scolaires. En Inde, elles s'inscrivent dans le cadre du mouvement *swadeshi* dans les années 1900¹⁸²⁴, puis du mouvement de non-coopération du début des années 1920¹⁸²⁵. En Indochine, des grèves scolaires éclatent en 1926 à la suite des funérailles du lettré et

¹⁸¹⁸ BL, IOR, dossier 1 120 : *Indian Students in England* : « Rapport du conseiller éducatif pour les étudiants indiens ».

¹⁸¹⁹ Archives nationales (AN – Pierrefitte-sur-Seine), carton 20090013/1044 : « Lettre de R. Bauduin de Belleval à André Honnorat » in, Brigitte Blanc, Philippe Ayrault, « La Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est », étude publiée par la région Île de France, 2015, p. 5.

¹⁸²⁰ ANOM, GGI, dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France* : « Courrier de Jean Fourès au ministre des Colonies, 20 février 1910 ».

¹⁸²¹ *Ibid.* : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, avril 1910 ».

¹⁸²² Nguyễn, Thế Anh, *Phan Bội Châu et les débuts du mouvement Đông Du in*, Vĩnh Sinh, *Phan Bội Châu and the Đông Du Movement*, New Haven, Yale Center for International and Area Studies, 1988, p. 10-14 ; Sara Legrandjacques, « Go East ! 1905 as a turning point for the transnational history of Vietnamese education », *TRaNS*, 2020, p. 101-114.

¹⁸²³ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 97-108. Voir aussi : Sara Legrandjacques, « Go East ! 1905 as a turning point... art.cit. », p. 114.

¹⁸²⁴ Haridas Mukherjee, Uma Mukherjee, *The Origins of the National Education Movement*, Calcutta, Jadavpur University, 1957, p. 19-25. Voir le chapitre 7 de la présente thèse.

¹⁸²⁵ BL, IOR, dossier L/R/5/179 : *Native Newspapers Reports, Bombay, 1931* : « 'Comments on the proceedings of the All-India Students' Conference', *Gujarati Punch*, n°9, 2 janvier 1921 ».

réformiste Phan Chaù Trinh. Elles conduisent à l'exclusion d'élèves contestataires, dépassant le millier en Cochinchine¹⁸²⁶. Parmi eux, certains se dirigent ensuite vers les établissements métropolitains afin de contourner l'interdiction de s'inscrire dans un établissement colonial. En d'autres mots, la répression coloniale participe ici à la poussée migratoire de la fin des années 1920, avec un nombre d'élèves et d'étudiants indochinois en métropole qui triple entre 1925 et 1930¹⁸²⁷.

Plus généralement, les interruptions forcées d'études peuvent alimenter les mobilités estudiantines : pendant la Seconde Guerre mondiale, des étudiants indochinois participent à l'exode¹⁸²⁸. Ils ne sont plus en mesure de poursuivre leur formation initiale. Certains d'entre eux décident alors de faire transférer leurs dossiers vers de nouveaux établissements, généralement en zone libre, mesures soutenues par les autorités vichystes dès la fin de l'année 1940, par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux colonies, le contre-amiral Platon :

2. Pour ceux qui sont inscrits dans une Faculté de la zone (sic) occupée, j'attacherais du prix, en outre, à ce que le transfert auprès d'une faculté de la zone (sic) libre put être opéré. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître éventuellement votre accord sur ce point.

3. Tous les jeunes gens en cause par ailleurs ne sont pas toujours inscrits auprès d'une Faculté. Certains suivent les cours d'un lycée, d'une école technique, d'une école de commerce, etc. Je vous serais très obligé de bien vouloir étendre dans la mesure du possible les enquêtes susvisées à ces établissements¹⁸²⁹.

Dès novembre 1940, Hoang Van Ngôn avait demandé à être autorisé à passer l'examen de fin de deuxième année d'études de médecine à Marseille¹⁸³⁰. Il avait quitté Reims au printemps précédent où il fréquentait l'école préparatoire de médecine et de pharmacie.

D'autres choisissent de mettre de côté leur formation et de participer au conflit. Ces réorientations temporaires s'expriment surtout pendant la guerre de 1914-1918. En Inde britannique, certains étudiants fréquentant une université locale s'engagent dans les *University Corps*, des régiments d'étudiants. Le terme de *student sepoy* – cipaye étudiant – est

¹⁸²⁶ Scott McConnell, *Leftward Journey. The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1939*, New Brunswick-Oxford, Transaction Publishers, 1989, p. 47-53 ; Pascale Bezaçon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 209.

¹⁸²⁷ Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.*, p. 53.

¹⁸²⁸ Sara Legrandjacques, « Déroutes étudiantes. Les étudiants indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945) », *Les Cahiers Sirice*, n°22, mai 2019, p. 69-83.

¹⁸²⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Courrier du secrétaire d'État aux colonies au secrétaire d'État à l'Instruction publique, 4 décembre 1940 ».

¹⁸³⁰ *Ibid.* : « Courrier de Hoang Van Ngôn au secrétaire d'État aux colonies, novembre 1940 ».

parfois utilisé pour les désigner tandis que la presse condamne les mauvaises conditions dans lesquelles évoluent ces recrues locales¹⁸³¹. Aucune opportunité similaire n'existe en Indochine mais quelques étudiants particulièrement doués de l'École supérieure de médecine de Hanoi furent envoyés en métropole pour y exercer en tant qu'assistants médicaux, notamment à l'hôpital indochinois organisé à Marseille par arrêté du 27 avril 1916¹⁸³². Des étudiants naturalisés, comme le Tonkinois Phan Cao Doan, étudiant à Paris¹⁸³³, sont mobilisés. Le carabin Nguyễn Văn Thinh, interne à la Salpêtrière en 1914, est envoyé au front en tant que médecin auxiliaire¹⁸³⁴ ; Phan Dinh Niem souhaite quant à lui intégrer le génie plutôt que la marine ou l'artillerie, afin de mettre ses « études techniques au service de l'armée¹⁸³⁵ ». À la même période, Gandhi incite les jeunes Indiens présents en Grande-Bretagne et en Irlande à intégrer le corps des ambulanciers, les *Field Ambulance Training Corps*¹⁸³⁶. Dès l'automne 1914, Aftab Rai, inscrit à King's Inn, Dublin, afin d'intégrer le barreau irlandais, rejoint cette main-d'œuvre médicale, dont une partie est affectée au Royal Pavilion de Brighton, transformé en hôpital pour Indiens¹⁸³⁷. Enfin, la mobilisation des étudiants en mobilité touche certains jeunes hommes engagés dans des études en Amérique du Nord. Les cartes d'enregistrement (*Registration Card*) de cinq d'entre eux ont pu être consultées et confirment leur enrôlement en tant qu'étrangers¹⁸³⁸ (*aliens*). Deux étaient alors étudiants à l'Université du Michigan tandis que les trois autres se répartissaient entre l'Université du Minnesota, Berkeley et l'école polyclinique de Chicago. Cette parenthèse dans les études touche, une nouvelle fois,

¹⁸³¹ Aravind Ganachari, « First World War: Purchasing Indian Loyalties: Imperial Policy of Recruitment and 'Rewards' », *Economic and Political Weekly*, n°8, vol. 40, 2005, p. 786. Les sources manquent afin de pouvoir retracer les trajectoires de ces soldats, qui ont pu rejoindre les champs de bataille européens ou moyen-orientaux. Sur les troupes coloniales durant la Première Guerre mondiale, voir par exemple : Jacques Frémeaux, « Les contingents impériaux au cœur de la guerre », *Histoire, économie et société*, n°23-2, 2004, p. 215-233 ; Robert Gerwarth et Erez Manela (dir.), *Empires at War, 1911-1923*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

¹⁸³² Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », *op.cit.*, p. 133-135.

¹⁸³³ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier du délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial au ministre des Colonies, 26 novembre 1914 ».

¹⁸³⁴ *Ibid.* : « Courrier de Thinh au délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial, 12 juin 1915 » ; ANOM, GGI, dossier 51 041 : *Demande d'admission des élèves à l'École de médecine* : « Note du 26 mai 1917 ».

¹⁸³⁵ ANOM, GGI, dossier 2 563: *Groupe d'enseignement indochinois en France...*, *op.cit.* : « Courrier de Phan Dinh Niem au délégué du gouvernement général de l'Indochine à l'Office colonial, 6 mai 1915 ».

¹⁸³⁶ Conor Mulvagh, *Irish Days, Indian Memories. V.V. Giri and Indian Law Students at University College, Dublin, 1913-16*, Sallins, Irish Academic Press, 2016, p. 42.

¹⁸³⁷ « Asian in Britains », *British Library*, disponible en ligne : <https://www.bl.uk/learning/histcitizen/asians/worldwars/theworldwars.html>, consulté le 27 juillet 2019.

¹⁸³⁸ « Indians who served », *The US World War One Centennial Commission*, disponible en ligne : <https://www.worldwar1centennial.org/index.php/indians-who-served.html>, consulté le 2 août 2019. Voir plus particulièrement les notices détaillées de Dr Baghat Singh Thind, Mohan Singh, Nilkanth Ramchandra Chavre, Juan (Jnan) Chandra Ghose et Dr Karm Chandra Kerwell.

des étudiants aux profils variés. Toutefois, si Karm Chandra Kewell, Jnan Chandra Ghose et Mohan Singh se formaient à la médecine, leurs connaissances médicales ne les conduisent pas à occuper un poste paramilitaire en adéquation avec leur cursus. Une fois démobilisés, ces étudiants reprennent leur formation, confirmant la parenthèse militaire que fut la guerre pour les mobilités étudiantes, avant l'apogée des années 1920 et 1930.

2. Une répartition complexe

L'accès continu au savoir n'est pas une évidence, même une fois la mobilité entamée et les étudiants présents en terre d'étude. Facteurs structurels et conjoncturels se mêlent. Celle-ci ne dépend pas seulement de critères géographiques, culturels ou encore de genre, mais est également alimentée par des facteurs conjoncturels, allant de la crise économique à des déconvenues familiales. Ce constat met en relief la diversité des parcours d'étudiants quittant ou rejoignant les colonies asiatiques françaises et britanniques. Or, afin de saisir cette multiplicité, historiens et historiennes font face à un défi majeur : celui de l'incomplétude, de l'irrégularité et du morcellement de la documentation disponible. Ces obstacles se font ressentir aussi bien à l'échelle d'un territoire colonial ou impérial qu'à travers une perspective davantage transimpériale. Autrement dit, les données concernant les localités et établissements d'enseignement fréquentés sont rarement – pour ne pas dire jamais – consultables pour l'ensemble de la période étudiée. Lorsqu'elles le sont, elles révèlent des différences aussi bien chronologiques, car les listes d'admission ne sont pas toujours disponibles pour les mêmes périodes en fonction des institutions ciblées, que thématiques et qualitatives. En effet, les catégories varient et certaines sources sont très détaillées tandis que d'autres se contentent de chiffres bruts. Sans ignorer ces obstacles empiriques, cette partie a vocation à analyser la répartition des étudiants en fonction de leur spécialisation comme de leur localisation pour, ensuite, nuancer et complexifier certains schémas préconçus liés à l'enseignement supérieur – et parfois aux migrations d'une manière plus générale – à l'instar d'une macrocéphalie parisienne à l'échelle de la France métropolitaine.

A. Filières étudiantes

La mise en place d'une offre éducative ne sous-tend pas obligatoirement des manifestations d'intérêt de la part des candidats au diplôme bien que certaines filières accueillent un très grand nombre d'étudiants et/ou d'étudiantes, ponctuellement ou sur la durée. D'autres, sans être boudées par le public étudiant, restent marginales. En découle une très grande diversité de la spécialisation qu'il est nécessaire d'examiner plus en détail.

A.1. Des juristes et des carabins d'abord ?

1.a. Des orientations supérieures coloniales...

En Inde comme en Indochine, la création d'établissements d'enseignement supérieur s'est accompagnée de la production de statistiques permettant d'appréhender la répartition des étudiants au sein des différentes facultés ou écoles supérieures. Si celles-ci nous sont parfois parvenues de manière parcellaire elles permettent de souligner des points communs entre les deux colonies puisque certaines filières dites professionnelles se distinguent tout au long de la période – celle de médecine et celle de droit – au milieu d'une variété grandissante de cursus et d'établissements d'enseignement. Toutefois, afin d'être réellement effective, l'approche comparative des disciplines de formation des étudiants et étudiantes nécessite, en amont, de revenir sur les divergences des systèmes éducatifs en place.

En parallèle des décalages chronologiques caractérisant l'organisation de l'enseignement supérieur en Inde et en Indochine¹⁸³⁹, la structuration des universités, les diplômes ainsi que les matières proposées diffèrent. En Inde britannique, la transposition du modèle métropolitain de l'Université de Londres a conduit à l'organisation de filières classiques – dites « Arts » et « Sciences » – aux côtés de filières professionnelles, d'abord constituées du droit, de la médecine et de l'ingénierie civile et complétées ensuite par la pédagogie, l'agriculture, le commerce et la formation vétérinaire¹⁸⁴⁰. Une troisième voie est constituée par l'enseignement dit oriental, généralement assimilé aux facultés classiques¹⁸⁴¹. Or, cette dichotomie « études classiques-études professionnelles » n'existe pas au sein de l'Université indochinoise puisque seule la seconde catégorie est incarnée par les différentes

¹⁸³⁹ Ces décalages chronologiques ont été analysés dans la première partie de la présente thèse.

¹⁸⁴⁰ Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950, p. 34.

¹⁸⁴¹ *Ibid.*, p. 33.

écoles supérieures inaugurées tout au long de la première moitié du xx^e siècle. Cette nuance est de taille dans la mesure où, en Inde, les études classiques concentrent la plus grande part d'étudiants – et de loin – tout au long de la période. Dès 1860, le nombre d'étudiants en Arts (74), toutes universités confondues, dépasse celui des étudiants des autres facultés (53)¹⁸⁴². Cette situation s'amplifie au fil des décennies : 1 562 étudiants en Arts pour 231 dans les autres filières en 1870¹⁸⁴³, 52 019 pour 9 126 en 1916-1917¹⁸⁴⁴ et enfin, 52 711 pour 26 090 en 1942-1943¹⁸⁴⁵. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette surreprésentation : tout d'abord, les examens d'entrée conduisent prioritairement aux sections d'Arts et de Sciences. Le baccalauréat en Arts (*Bachelor of Arts*) est indispensable afin de pouvoir prétendre, ensuite, aux diplômes juridiques et de génie civil¹⁸⁴⁶. Les filières classiques sont donc un passage obligé vers certaines carrières ; seule la médecine n'exige qu'un simple succès à l'examen d'entrée sans passer subséquemment par la préparation d'un diplôme en Arts ou en Sciences¹⁸⁴⁷. De plus, malgré leur appellation, les diplômes des facultés classiques permettent d'accéder à certains postes, généralement de subordonnés, dans la colonie, au sein de cours de justice par exemple¹⁸⁴⁸. Ainsi, rejoindre l'une de ces filières dans une université sud-asiatique ne se résume pas à vouloir se doter d'un capital intellectuel justifiant l'appartenance à une élite mais peut s'inscrire également dans une stratégie professionnelle.

Les trajectoires universitaires en Inde et en Indochine divergent, conséquences de ces différences structurelles. De plus, les filières professionnelles elles-mêmes ne sont pas toujours comparables : ainsi, l'École des Beaux-Arts ouverte à Hanoi ne semble pas trouver de réel équivalent au sein du Raj britannique¹⁸⁴⁹. L'institution indochinoise destinée à former

¹⁸⁴² Il n'existe pas encore de distinction entre facultés des Arts et des Sciences en Inde britannique : Calcutta University Archives : *University Education : Evolution and Growth* : ensemble du dossier.

¹⁸⁴³ *Ibid.*

¹⁸⁴⁴ Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950, p. 31-32.

¹⁸⁴⁵ *Ibid.*, p. 33-34.

¹⁸⁴⁶ CUA, MinSen : 1857 : « Appendix – Regulations as to degrees in laws, p. 48-50 » ; « Appendix – Regulations as to degrees in medicine, p. 51-55 ».

¹⁸⁴⁷ CUA, MinSen : 1857 : « Appendix – Regulations as to degrees in medicine, p. 57-58 ».

¹⁸⁴⁸ En 1904, le détenteur d'un BA de l'Université de Madras peut prétendre à un poste de plaideur adjoint (*subordinate court pleader*) tandis que le diplôme du premier examen en Arts (*First examination in Arts*) y est éligible au sein de la présidence de Bombay. R. Nathan, *Progress of Education in India. 1897-1898 – 1901-1902*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1904, p. 225. Voir aussi : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit. Approche comparée de l'enseignement juridique en Inde britannique et en Indochine française, XIX^e-XX^e siècle », *Cahiers Jean Moulin*, à paraître fin 2021.

¹⁸⁴⁹ Les Beaux-Arts ne sont pas mentionnés dans le rapport général sur les universités en Inde publié en 1950 et retraçant les évolutions de l'enseignement supérieur indien depuis 1857 : Ministry of Education – Bureau of

« des maîtres et des professeurs (...) prêts à enseigner dans les écoles techniques¹⁸⁵⁰ » ainsi que des architectes n'en est pas moins prospère. Elle attire 66 étudiants en 1926-1927, un an après sa fondation, dépasse légèrement la centaine de recrues au tournant des années 1930 avant de retomber à 69 en 1930-1931 puis d'atteindre 85 apprentis artistes au milieu de la décennie¹⁸⁵¹. Les singularités des parcours proposés aux étudiants fréquentant des établissements d'enseignement supérieur, qu'ils et elles se trouvent en Inde ou en Indochine, viennent nuancer l'idée d'un enseignement supérieur colonial comme concept unifiant les expériences au sein des différents empires coloniaux.

Malgré ces différences, l'intérêt des étudiants d'Inde comme d'Indochine pour les filières professionnelles et, d'abord, médicales s'est manifesté dès l'ouverture des premières institutions qui leur étaient dédiées. C'est la faculté de médecine de l'Université de Calcutta qui ouvre la voie et ce, dès 1857¹⁸⁵² ; le nombre de candidatures à l'école supérieure de médecine de Hanoi dépasse largement le *numerus clausus* mis en place lors de son ouverture en 1902, avec plus de 370 candidats pour seulement 30 places pour l'ensemble de l'Indochine¹⁸⁵³. Ce goût pour les études de santé n'est pas nouveau : des écoles de médecine préexistaient en Inde et ces prémisses d'instruction médicale facilitent l'accès aux études universitaires : si, en 1857, la faculté de médecine de Calcutta organise d'ores et déjà ses premiers examens en médecine, c'est parce que les douze candidats ont pu s'acquitter des deux années d'études requises afin de s'inscrire au premier examen (*first examination*) sans doute auprès d'écoles préexistantes, en plus de leur succès à l'examen d'entrée¹⁸⁵⁴. Quelques Cochinchinois avaient quant à eux déjà intégré des écoles algériennes ou métropolitaines dès les dernières décennies du XIX^e siècle¹⁸⁵⁵.

Education, *Education in Universities...*, *op.cit.* La filière n'est pas pour autant absente de l'esprit de l'élite indienne : par exemple, en 1924, B.R. Ambedkar préconise, entre autres, la mise en place d'une faculté des Beaux Arts à l'Université de Bombay : « Written evidence by Dr. B. R Ambedkar » in, Pramod K. Nayar (dir.), *Colonial Education and India, 1781-1945. Volume V. Indian Responses*, London-New York, Routledge, 2020, p. 173.

¹⁸⁵⁰ ANOM, GGI, dossier 51 038 : *Beaux-Arts* : « L'École des Beaux-Arts de l'Indochine ».

¹⁸⁵¹ *Ibid.*

¹⁸⁵² CUA : *University Education : Evolution and Growth* : « Statistical Details of Examinations Being Conducted in Various Disciplines by University of Calcutta ».

¹⁸⁵³ Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 278.

¹⁸⁵⁴ CUA, MinSen : 1857 : « Appendix – Regulations as to degrees in medicine, p. 57-58 ».

¹⁸⁵⁵ ANOM, GGI, dossier 23758 : *Au sujet du boursier de la Cochinchine Nguyễn Khắc Côn à l'école de médecine d'Alger, 1888-1889*.

Les motivations individuelles de ces précurseurs apparaissent peu dans les archives mais l'on devine la possibilité d'exercer une profession à la fois rémunératrice, peu concurrentielle et prestigieuse socialement. Cette valorisation de la médecine par les étudiants et leurs proches est manifeste au sein du Raj britannique à travers l'émergence d'écoles de médecine indépendantes des facultés. En 1884-1885, 533 carabins fréquentent une faculté mais ils sont 1 403 à avoir intégré l'une des dix-sept écoles disséminées entre les trois présidences, le Pendjab et la Province du Nord-Ouest¹⁸⁵⁶. Les aspirants-médecins peuvent s'y former sans avoir besoin de remplir les obligations fixées par les universités et notamment, l'examen d'accès à celles-ci. Cette situation se renforce au cours des décennies suivantes alors que fleurissent les écoles non-officielles : en 1908, le gouvernement indien entreprend de lutter contre l'obtention de diplômes médicaux en dehors des facultés dédiées¹⁸⁵⁷. Il est rappelé que ces écoles attirent des jeunes hommes non-qualifiés, ayant échoué aux examens d'entrée universitaire ou sortis du système officiel d'enseignement. Les chiffres rapportés par les administrateurs en charge de la question confirment la forte attractivité de la formation en soin : en 1905, le College of Physicians and Surgeons of India installé au 18, Mott's Lane de Calcutta accueille 150 étudiants ; deux ans plus tard, ses effectifs ont plus que doublé¹⁸⁵⁸. Un an plus tard, le National Medical College of India accueille lui aussi 300 étudiants¹⁸⁵⁹. Les mobilités d'étudiants en médecine à l'échelle coloniale sont donc gonflées par la multiplication d'institutions non-reconnues, témoignant des ambitions éducatives et professionnelles des étudiants. Si des mesures législatives cherchent à contrer l'essor de ces formations parallèles, les statistiques confirment le rôle majeur joué par la formation médicale en Inde britannique tout au long de la première moitié du xx^e siècle avec 2 409 carabins en 1916-1917, 4 485 en 1926-1937, 5 215 en 1936-1937 et 6 615 en 1942-1943¹⁸⁶⁰. Une croissance des effectifs similaire caractérise la médecine en Indochine entre 1902 et 1945 : alors que l'existence d'un établissement d'enseignement supérieur entre 1902 et 1907 pouvait conduire à l'hypothèse d'un choix « faute de mieux » par les étudiants, ni les

¹⁸⁵⁶ BL, IOR, V/27/865/1 : *Technical Education in India 1886-1904* : « État de l'éducation technique en 1886, p. 5 ».

¹⁸⁵⁷ BL, IOR, P/8443 : *Government of India – Index to Home Department Proceedings for 1910 – Medical* : « Medical Registration Act for Bengal and the Bombay Presidency proposed establishment of unofficial medical colleges ».

¹⁸⁵⁸ *Ibid.* : « Courrier du secrétaire du gouvernement de l'Inde au secrétaire de l'Université de Durham, 9 septembre 1908 ».

¹⁸⁵⁹ *Ibid.*

¹⁸⁶⁰ Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universitie..., op.cit.*, p. 32, p. 34.

sections de la première Université indochinoise (UI) en 1907-1908, ni l'ouverture d'écoles supérieures en amont ou en parallèle de la deuxième UI dix ans plus tard ne viennent menacer l'hégémonie de l'École supérieure de médecine. À partir de 1917, elle demeure la seule institution à ne jamais tomber sous la barre de la centaine d'inscrits – et d'inscrites¹⁸⁶¹ – et atteint 225 recrues en 1934-1935¹⁸⁶². Cet attrait des études médicales en contexte colonial surpasse les frontières mêmes de la colonie en ce qu'il englobe des étudiants venus d'Asie, principalement de Chine, au cours de la première moitié du xx^e siècle. Si leur poids ne doit pas être surestimé – les pouvoirs publics déplorant parfois un manque de candidats¹⁸⁶³ – ces recrues asiatiques participent à témoigner de l'importance des études de médecine dans la structuration de l'enseignement supérieur colonial et des circulations qu'il engendre.

Seul l'enseignement juridique parvient à concurrencer – plus ou moins durablement – les formations liées à la santé. En Inde, la fréquentation des facultés de droit dépasse celle de leurs homologues médicales dès les années 1868-1870¹⁸⁶⁴. Après une légère baisse, le droit s'impose comme la principale voie professionnelle à l'université avec des chiffres oscillant entre 5 000 et 9 000 étudiants entre les décennies 1910 et 1940. En Indochine, le caractère tardif de l'établissement d'une école supérieure de droit – ne se limitant plus à une formation purement administrative¹⁸⁶⁵ – ne doit pas masquer une véritable demande pour des cours juridiques dès le début du xx^e siècle. Malgré un faible nombre d'étudiants au sein de la section droit et administration de la première UI, la mise en place de cours de droit confirme une inclinaison pour la science juridique associée à des motivations d'ordre professionnel. En effet, l'enseignement proposé à partir de 1910 à Hanoi et Saigon conduit à l'obtention du certificat de capacité en droit nécessaire afin de devenir interprète-secrétaire du service judiciaire de l'Union indochinoise ou secrétaire de la Sûreté générale à partir de 1912¹⁸⁶⁶. Puis, entre 1917

¹⁸⁶¹ Rappelons qu'une section de sages-femmes est notamment créée en 1904 : sur l'organisation et l'évolution de l'École supérieure de médecine, voir les chapitres 2 et 3 de la présente thèse.

¹⁸⁶² HOÀNG Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016, p. 227.

¹⁸⁶³ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 18 241 : *Admission de jeunes Chinois dans les établissements d'enseignement, 1905-1918* : « Courrier du vice-consul à Longtcheou et Nanning au GouGal, 24 juillet 1918 ». À ce sujet, voir également : Sara Legrandjacques, « Des carabins pour l'empire du Milieu..., art.cit. ».

¹⁸⁶⁴ CUA : *University Education : Evolution and Growth* : ensemble du dossier.

¹⁸⁶⁵ Sur l'organisation d'un enseignement juridique en Indochine française, voir : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit... art.cit ».

¹⁸⁶⁶ Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine... *op.cit* », p. 137. À ce sujet, voir également : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit..., art.cit. ».

et 1922, l'École supérieure de droit et d'administration devient le deuxième pôle d'études de Hanoi, derrière l'école de médecine qu'elle surpasse même en 1919-1920¹⁸⁶⁷. Le déclin des effectifs jusqu'au début des années 1930 peut s'expliquer par le caractère d'abord administratif – utile à l'ordre colonial – de l'enseignement et donc, par sa non-équivalence avec les facultés de droit de métropole. Il n'est en aucun cas signe d'un désintérêt pour la filière juridique : en témoignent les nombreuses demandes de certificats d'études de droit devant permettre l'obtention d'un diplôme métropolitain¹⁸⁶⁸. Aux côtés d'admissions dans les facultés de droit européennes, ces requêtes incitent à l'organisation, en 1931-1932, d'une École supérieure de droit rattachée à l'UI préparant, entre autres, à la licence¹⁸⁶⁹. Ici, c'est la diversité des profils étudiants qui se dessine puisqu'aux côtés des colonisés, l'on trouve des colons désireux d'obtenir un diplôme d'enseignement supérieur et de grimper, eux aussi, les échelons de la carrière administrative. En décembre 1933, le résident de France à Baogiang, M. Le Guénédal, demande par exemple le transfert du dossier d'étudiant de son fils André de la faculté de Bordeaux à l'École supérieure de droit de Hanoi¹⁸⁷⁰. L'inauguration de l'institution juridique de Hanoi ne fait que corroborer cette appétence pour le droit, ses effectifs dépassant la centaine dès ses premières années de fonctionnement¹⁸⁷¹.

La prédominance de la médecine et du droit demeure une réalité jusqu'aux années 1940 : alors que ces filières regroupent 12 378 étudiants au sein du Raj britannique en 1942-1943¹⁸⁷², les statistiques indochinoises pour l'année universitaire suivante ne font que renforcer cette surreprésentation en regroupant médecine, pharmacie, droit mais aussi sciences dans une seule catégorie, à laquelle sont associés 1 222 individus¹⁸⁷³.

Aux côtés de ces premières similitudes transimpériales, c'est également la diversité des trajectoires étudiantes qui s'impose dès l'échelle coloniale. Les candidats aux diplômes empruntent de multiples voies préparant à des métiers, incluant le génie civil, le commerce,

¹⁸⁶⁷ *Ibid.*, p. 202.

¹⁸⁶⁸ ANOM, GGI, dossier 51 035 : *Déclarations d'études de droit* ; dossier 51 036 : *déclaration d'études de droit pour les facultés métropolitaines formulées par des fonctionnaires en service en Indochine : cas de Saint-Alary, 1933*.

¹⁸⁶⁹ À ce sujet, voir également : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit... », art.cit. À partir de 1930, l'équivalence du brevet supérieur indigène avec le baccalauréat facilite l'accès au cursus de licence.

¹⁸⁷⁰ ANOM, GGI, dossier 51 036 : *Déclaration d'études de droit...*, *op.cit.*

¹⁸⁷¹ Hoàng Văn Tuân, « L'enseignement supérieur en Indochine... », *op.cit.*, p. 227.

¹⁸⁷² Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950, p. 34.

¹⁸⁷³ « Les œuvres culturelles en Indochine », *Education*, n°7, 1949, p. 23.

l'agriculture, la pédagogie ou encore, dans une moindre mesure, les sciences vétérinaires. Les chiffres de ces différentes sections sont variables sans être insignifiants, concurrençant parfois les deux filières dominantes. Les facultés d'ingénierie d'Inde et l'École supérieure des Travaux publics de Hanoi constituent des pôles d'accueil non négligeables qui peuvent dépasser les frontières des colonies. Fort de 82 élèves en 1919-1920 avant de dépasser la centaine de recrues les deux années suivantes, l'institution de Hanoi reçoit à la même période des demandes d'admission de la part d'étudiants chinois¹⁸⁷⁴. Ici, les arguments énoncent clairement la volonté de suivre un cursus pratique jugé plus facile que le parcours médical¹⁸⁷⁵ tout en faisant état de la variété des profils. Par exemple, les élèves du Collège Sainte Dominique de Fou Tchéou (Fuzhou) se dirigent aussi bien vers l'ingénierie que vers le droit¹⁸⁷⁶. En parallèle, il demeure rare que des spécialités disparaissent faute de candidatures : en Indochine, les causes de la fermeture de la première UI, dont les effectifs ont décru tout au long de l'année, demeurent obscures et ne permettent pas de conclusion franche. En revanche, l'École supérieure de sciences appliquées créée en 1923 connaît un fonctionnement en dent de scie, n'accueillant personne en 1926-1927 et 1928-1929¹⁸⁷⁷. Elle peine à regrouper annuellement une dizaine d'étudiants tout au long des années 1920 sans que ce constat ne semble remettre en cause son fonctionnement sur la durée.

D'une manière générale, il paraît difficile de saisir l'étudiant en Inde britannique et en Indochine française : en 1935, le directeur du Government College d'Ajmer, P. Seshadri, explique dans son descriptif de l'enseignement supérieur colonial indien qu'il serait intéressant de dresser un portrait de l'étudiant-type, de ses origines et aspirations mais que la très grande diversité des profils rend cette tâche impossible, constat déjà émis par les membres de la Calcutta University Commission en 1917¹⁸⁷⁸. Si ces filières peuvent fournir la matière de plusieurs monographies, il s'agit davantage ici de s'interroger sur les complémentarités et échos avec les choix des étudiants aux parcours extra-coloniaux.

¹⁸⁷⁴ ANOM, GGI, dossier 44 143 : *Demande d'admission à l'École des Travaux Publics de Hanoi en faveur de Ngu Puang Hing, élève de l'École de Médecine formulée par M. le consul à Fou Tchéou, 1919* ; dossier 44 147 : *Envoi d'élèves chinois* : ensemble du dossier.

¹⁸⁷⁵ *Ibid.*

¹⁸⁷⁶ ANOM, GGI, dossier 44 147 : *Envoi d'élèves chinois* : « Courrier du gérant du consulat de Fou Tchéou et Amoy au gouverneur général de l'Indochine, 14 juin 1919 ».

¹⁸⁷⁷ Hoàng Văn Tuân, « L'enseignement supérieur en Indochine... », *op. cit.*, p. 202.

¹⁸⁷⁸ P. Seshadri, *The Universities of India*, Humphrey Milford, Oxford University Press, 1935, p. 19.

1.b.... et des échos extra-coloniaux

Les mobilités étudiantes extra-coloniales sont alimentées par des motivations variées, qu'elles cherchent à pallier l'absence ou la non-équivalence de la formation coloniale, qu'elles bénéficient d'une image et d'une réputation de prestige ou encore qu'elles permettent de découvrir de nouveaux horizons. D'un point de vue strictement éducatif, ces objectifs permettent de supposer une fréquentation prioritaire des filières et établissements n'existant pas dans les colonies mais aussi de ceux jugés prestigieux. Il est possible de confronter ces hypothèses aux statistiques produites par les autorités impériales sont disponibles. Du côté de l'empire britannique, elles émanent du département des étudiants indiens institué en 1909 par l'India Office et rattaché au bureau du Haut-Commissaire à l'Inde après la Grande Guerre¹⁸⁷⁹. Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour que des rapports annuels soient publiés. Ceux-ci comprennent des données sur la répartition des étudiants indiens dans les établissements métropolitains principalement, mais aussi à l'international¹⁸⁸⁰ : entre 1920 et 1933, le département passe en revue l'ensemble des institutions accueillant des Indiens¹⁸⁸¹, celles-ci communiquant de manière plus ou moins régulière et plus ou moins précise le nombre de recrues venues du sous-continent ; après 1933 et jusqu'en 1940, les chiffres sont présentés sous forme de tableaux dans lesquels chaque ligne correspond à une institution et chaque colonne à une catégorie d'étude¹⁸⁸². La catégorisation s'avère dès lors problématique pour les historiens et historiennes, en ce qu'elle regroupe plusieurs filières en une seule et même case – « Arts, éducation et droit », « économie et commerce », « ingénierie et technologie », « agriculture, sciences vétérinaires et sylviculture » et se dote d'une catégorie « non classé », privant de la possibilité de mesurer individuellement l'ampleur de certaines disciplines. Les statistiques concernant les circulations extra-coloniales des étudiants indochinois sont moins régulières : aucune organisation ne centralise systématiquement les données. Le Service d'assistance morale et intellectuelle des Indochinois en France (SAMI) produit cependant des « récapitulations générales des élèves et étudiants indochinois », concernant seulement l'échelle métropolitaine, disponibles pour les années 1930 à 1933¹⁸⁸³.

¹⁸⁷⁹ À ce sujet, voir les chapitres 2 et 3 de la présente thèse.

¹⁸⁸⁰ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : ensemble des dossiers.

¹⁸⁸¹ Notons qu'il s'agit ici des individus – hommes et femmes – issus des populations colonisées. Les Anglo-Indiens ne sont pas pris en compte.

¹⁸⁸² Voir : annexes.

¹⁸⁸³ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1932-1933* : ensemble du dossier.

Les mobilités internationales à partir de l'Indochine, moins développées qu'en Inde, sont aussi plus difficiles à saisir, aucune mise en statistiques n'étant disponible. En parallèle, les registres d'admission d'établissements d'enseignement supérieur, quelle que soit leur localisation, viennent ponctuellement compléter ces informations qui permettent de retracer, plus ou moins épisodiquement, les trajectoires des étudiants et d'en dessiner les profils.

Les parcours extra-coloniaux des étudiants et étudiantes venus d'Inde et d'Indochine se caractérisent, comme à l'échelle coloniale, par leur variété. Ils englobent à la fois les filières classiques (lettres/arts et sciences) et les filières professionnelles, qui dépassent le simple cadre des universités. En France métropolitaine, les étudiants venus d'Indochine – mais aussi d'Inde¹⁸⁸⁴ – entre 1930 et 1933 rejoignent l'ensemble des facultés existantes variées incluant¹⁸⁸⁵. En parallèle, le système français peut conduire à l'intégration de grandes écoles, publiques et privées, comme l'École libre des sciences politiques, l'École des hautes études commerciales (HEC) ou encore des écoles d'ingénieurs à l'instar de Polytechnique¹⁸⁸⁶. Aux antipodes de ces filières très élitistes, des écoles professionnelles accueillent elles-aussi des recrues des colonies, comme l'école municipale de tissage de Lyon aussi bien à la fin de la décennie 1900 qu'au cours de l'entre-deux-guerres¹⁸⁸⁷. Au Royaume-Uni, certains élèves rejoignent des écoles de médecine plutôt qu'une faculté médicale ; d'autres optent pour les établissements d'enseignement technique établis à la fin du XIX^e siècle, tels Chelsea Polytechnic à Londres ; enfin, une partie intègre des instituts de recherche tels que la Rothamsted Experimental Station. En outre, cette démultiplication des établissements fréquentés – qui se renforce tout au long de la période au fur à mesure que les effectifs étudiants grandissent¹⁸⁸⁸ – ne suffit pas à révéler toute la diversité des disciplines étudiées. Autrement dit, cette diversité se retrouve au sein même de certains établissements : par exemple, en 1933-1934, le Chelsea Polytechnic accueille quatre étudiants en sciences, un en ingénierie et trois en médecine¹⁸⁸⁹. De la même manière, l'École libre des sciences politiques

¹⁸⁸⁴ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : ensemble des dossiers.

¹⁸⁸⁵ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1932-1933* : ensemble du dossier.

¹⁸⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁸⁷ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement indochinois en France – Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920*; dossier 51 435 : *Tran Van Nhut, 1927-1931* : « *Courrier de Tran Van Nhut au ministre des Colonies, 24 juin 1927* ».

¹⁸⁸⁸ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work...*, *op.cit.* : ensemble des dossiers.

¹⁸⁸⁹ *Ibid.* : « 1933-1934 ».

accueil des étudiants – colons comme colonisés – venus d’Indochine française et, plus rarement, d’Inde britannique¹⁸⁹⁰, dans différentes filières : économique et sociale, diplomatique, administrative ainsi celles liées aux finances – privées ou publiques – et au service public¹⁸⁹¹.

Cette diversité est palpable à l’échelle internationale. Concernant l’Hexagone, les ressortissants du Raj suivent des enseignements en Arts, science, médecine et droit. Leurs cursus ne se font que plus multiples dans les États voisins, notamment en Allemagne. Entre 1928 et 1931, ils ne rejoignent pas moins de 25 filières différentes – allant de l’ingénierie à la philosophie et pédagogie en passant par la politique ou encore dentaire – réparties entre les universités et les écoles techniques du pays¹⁸⁹². Du côté indochinois, le mouvement *Đông Du* du début du xx^e siècle témoigne d’une répartition de ses recrues dans une gamme large d’établissements, au-delà des seules Académies militaires nippones. Ceux-ci incluent des écoles de langues et de médecine, l’Université Waseda, ou encore une école supérieure des sciences industrielles¹⁸⁹³. Enfin, un seul et même étudiant peut incarner la diversité des cursus. En 1911-1912, Thakorlal Ranchhodlal Pandya prépare un diplôme de doctorat en sociologie à Columbia University. En parallèle, il est également inscrit à la faculté de philosophie locale. En 1910, il avait d’abord obtenu un Master en Arts de la même université new yorkaise venant compléter son Bachelor en sciences préparé à Baroda, en Inde, cinq années plus tôt¹⁸⁹⁴. Après l’obtention d’un baccalauréat scientifique en juin 1921, le tonkinois Lê Văn Kim rejoint quant à lui une classe préparatoire en mathématiques spéciales au lycée Saint Louis¹⁸⁹⁵. Il intègre ensuite l’École nationale des Ponts-et-Chaussées où il brigue le diplôme d’ingénieur des Constructions civiles¹⁸⁹⁶. En 1927, il achève également un doctorat en droit¹⁸⁹⁷.

¹⁸⁹⁰ Notons que ces recrues venues d’Inde – et classifiées comme telles dans les archives – sont parfois des étrangers installés en Asie du Sud, à l’instar d’Henri Maurice Goguet-Chapuis, originaire de Calcutta, présent au sein de l’école de la rue Saint-Guillaume entre 1930 et 1934 et se spécialisant en finances privées : Mission Archives de Sciences Po Paris : registre des élèves admis depuis 1873.

¹⁸⁹¹ *Ibid.*

¹⁸⁹² BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the Work of the Education Department, London, 1920/21-1939/40* : ensemble des dossiers.

¹⁸⁹³ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu... op.cit.*, p. 102.

¹⁸⁹⁴ Columbia University Archives, *Catalogues Database* : « Thakorlal Ranchhodlal Pandya, 1911-1912 ».

¹⁸⁹⁵ ANOM, GGI, dossier 51 391 : *Lê Văn Kim, 1921-1927* : « Arrêté du 12 septembre 1921 ».

¹⁸⁹⁶ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l’Indochine au ministre des Colonies, 10 octobre 1925 ».

¹⁸⁹⁷ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l’Indochine au ministre des Colonies, 1^{er} octobre 1927 » ; Archives de l’École nationale des Ponts-et-Chaussées : « Courrier de l’inspecteur général et directeur de l’École au ministre des Colonies, 3 juin 1925 ».

Cette variété des trajectoires ne doit pas masquer des différences entre mobilités indiennes et indochinoises, qui sont motivées par les manquements de l'enseignement supérieur dans certaines colonies, qu'il s'agit de combler. Les données collectées par le CAI à l'aube des années 1930 visent à recenser l'ensemble des étudiants indochinois en France et permettent, entre autres, de connaître leur répartition par établissement et filière. Le poids des études intellectuelles transparait alors : en 1930, 57% des étudiants recensés fréquentent une faculté des sciences (31% avec 90 inscrits) ou des lettres (26% avec 77 inscrits¹⁸⁹⁸). Ainsi, certaines mobilités étudiantes vers la métropole tendent à combler l'impossibilité de s'engager dans un cursus dit « classique » dans la colonie. À l'inverse, les mêmes filières n'attirent que peu d'Indiens débarquant au Royaume-Uni : en 1930, ils ne sont que 27 à préparer un diplôme en Arts et 32 un diplôme en sciences, soit respectivement 7% et 11% du total des étudiants sud-asiatiques. Au cours des années suivantes, le nombre et la part des étudiants indochinois engagés dans des études de lettres ou de sciences tendent à diminuer. Toutefois, cette diminution n'est pas liée au développement de filières équivalentes dans la colonie à la même période mais plutôt à une baisse conjoncturelle liée à la Grande Dépression¹⁸⁹⁹. Lettres et sciences conservent malgré tout leur rôle de filières d'accueil majeures alors que, de l'autre côté de la Manche, l'augmentation de la fréquentation des cours d'Arts et de science ne remet pas en cause leur poids plutôt secondaire dans la répartition par filière des étudiants.

A.2. Les voies troubles de la spécialisation

La diversité des trajectoires étudiantes et le caractère aléatoire des sources nous renseignant sur celles-ci rendent souvent difficile une approche plus fine de la répartition des individus mobiles. Une analyse micro des profils permettrait de préciser les choix éducatifs des ressortissantes et ressortissants en fonction de leurs origines géographiques ou sociales. Par exemple, si l'importance quantitative des départs bengalis est bien renseignée, il apparaît complexe de déterminer si les flux reliant le nord-est de l'Inde au reste du monde font ressortir une ou quelques spécialisation(s) en particulier. Concernant l'Indochine française, des données davantage régionales sont disponibles. À l'échelle de l'Université indochinoise, elles émanent des rapports au conseil du gouvernement. Le tableau 3-3 (chapitre 3) en donne un

¹⁸⁹⁸ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1932-1933* : ensemble du dossier.

¹⁸⁹⁹ De plus, la faculté de médecine semble alors avoir communiqué des statistiques plus complètes.

aperçu pour les années 1918-1919, 1928-1929 et 1936-1937. Or, plus qu'une spécialisation par région, c'est surtout la prédominance de la médecine qui en ressort. Dans le cas du Laos et du Cambodge, la faiblesse quantitative des étudiants se double de leur regroupement au sein de l'institution médicale de Hanoi. Le Tonkin se distingue par la forte concurrence des études de droit, notamment à la suite de l'ouverture de l'école supérieure au début des années 1930, sans que cela menace la stabilité des effectifs tonkinois de l'école de médecine. Trinh Van Thao a, quant à lui, proposé une analyse des données géographiques et sociales disponibles concernant les boursiers en France métropolitaine durant l'entre-deux-guerres¹⁹⁰⁰. Le chercheur dégage des variables régionales en fonction des filières et niveaux, dont une partie est reprise dans le tableau 6-2¹⁹⁰¹. Les boursiers, quelle que soit leur origine, sont d'abord des « élèves-ingénieurs des grandes écoles et des instituts d'université y compris des classes préparatoires des grandes écoles », mais seuls les ressortissants de l'Annam et du Cambodge rejoignent majoritairement ces institutions. Cela confirme le dessein du colonisateur cherchant à limiter les migrations académiques aux filières non-existantes dans la colonie ainsi qu'aux éléments les plus brillants sortis des écoles indochinoises. Or, les choix de filières sont plus complexes à expliquer et les hypothèses avancées soulignent les connexions entre échelle coloniale et échelle métropolitaine : Trinh Van Thao met en avant la proximité géographique des Tonkinois avec l'École de médecine de Hanoi, à laquelle nous pouvons associer un intérêt ancien, dès son ouverture en 1902. Les facultés de médecine métropolitaines, accueillant un quart des arrivants du nord de l'Indochine, permettraient à ces derniers de compléter un cursus entamé dans les colonies. Si les originaires d'Annam sont décrits comme favorisant « les études scientifiques et techniques de haut niveau comme équivalents paradigmatiques des anciens concours triennaux¹⁹⁰² » en opposition avec les Cochinchinois « libérés par l'histoire et par la culture de l'inhibition confucéenne et du poids de la tradition littéraire¹⁹⁰³ », ces éléments ne s'opposent pas à la diversité des trajectoires

¹⁹⁰⁰ Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995, p. 117-150 ; p. 271-278. Voir le chapitre 3 de la présente thèse sur les origines sociales des candidats au départ.

¹⁹⁰¹ *Ibid.*, p. 276.

¹⁹⁰² *Ibid.*

¹⁹⁰³ *Ibid.*

qui prévaut toutes origines géographiques confondues¹⁹⁰⁴. Surtout, ces éléments n'incluent pas les étudiants dits libres.

Tabl. 6-2 – Répartition des boursiers indochinois en France en fonction de leur territoire d'origine durant l'entre-deux-guerres¹⁹⁰⁵

	Ingénierie (grandes écoles et instituts techniques dont classes préparatoires)	Médecine -Pharmacie	Facultés des sciences	Facultés des lettres	Facultés de droit	Divers	Total
Tonkin	24 (38 %)	15 (24 %)	5 (8 %)	4 (6 %)	9 (10 %)	6 (10 %)	63 (39 %)
Annam	20 (57 %)	4 (11 %)	4 (11 %)	2 (5 %)	2 (5 %)	3 (9 %)	35 (22 %)
Cochinchine	23 (34 %)	6 (9 %)	3 (6 %)	6 (4 %)	10 (15 %)	10 (15 %)	68 (32 %)
Cambodge	4 (50 %)	1 (12,5 %)	0	0	1 (12,5 %)	2 (25 %)	8 (5 %)
Laos	1	0	0	1	0	2	4 (2 %)

La spécialisation des étudiants en fonction de leurs origines géographiques est difficile à saisir. Une approche genrée des trajectoires étudiantes permet de proposer des pistes d'explication plus significatives. Au-delà de leur caractère minoritaire dans l'enseignement supérieur et technique, les étudiantes se distinguent par une spécialisation plus marquée à différentes échelles. En effet, la féminisation des strates supérieures de l'enseignement est un phénomène naissant et progressif aussi bien en contexte colonial qu'en dehors des possessions ultramarines¹⁹⁰⁶ : par exemple, les institutions extra-coloniales, principalement états-uniennes, que rejoignent des étudiantes d'Inde dès la deuxième moitié du XIX^e siècle sont le fruit d'initiatives récentes¹⁹⁰⁷. Le rôle d'abord domestique associé aux femmes est mis en avant, bien que certaines aient pu bénéficier d'une instruction. En Inde, la religion et la

¹⁹⁰⁴ L'usage par Trinh Van Thao d'une catégorie « divers » sans précision supplémentaire ne fait que renforcer la variété des parcours.

¹⁹⁰⁵ Tableau réalisé à partir des données et du tableau proposé par Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine...*, *op.cit.*, p. 276.

¹⁹⁰⁶ À ce sujet, voir notamment : Pierre Moulinier, *Naissance de l'étudiant...*, *op.cit.*, p. 69-85 ; Pierre Moulinier, *Les étudiants étrangers...*, *op.cit.*, p. 77-106 ; Carole Lécuyer, « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la III^e République : l'étudiante », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°4, 1996. ; Natalia Tikhonov-Sigrist, « Les femmes et l'université en France, 1860-1914 », *Histoire de l'éducation*, n°22, 2009, p. 53-70.

¹⁹⁰⁷ Voir chapitre 1 de la présente thèse : le Woman's Medical College of Pennsylvania qu'a intégré Anundibai Joshi a ouvert en 1850 et est le deuxième établissement d'enseignement médical féminin fondé dans le monde. Rappelons également que Cornelia Sorabji est la première femme à passer – et réussir – des examens de droit à l'Université d'Oxford.

coutume cantonnent certaines femmes aux zenanas, ces parties du foyer qui leur sont réservées¹⁹⁰⁸. Dans ce contexte, l'accès au savoir peut être vu comme une menace concernant cette fonction domestique et sociale¹⁹⁰⁹. Dans les régions à majorité vietnamiennes de l'Indochine, l'instruction des femmes va à l'encontre de l'héritage confucéen¹⁹¹⁰. Malgré tout, des filières dédiées à l'instruction féminine se développent, d'abord aux niveaux primaires et secondaires mais également au niveau supérieur. D'une manière générale, l'enseignement féminin se caractérise par des spécialités plus restreintes que chez son pendant masculin puisqu'il se concentre sur l'instruction médicale et pédagogique. Il s'agit de former des femmes capables d'exercer des fonctions auprès d'autres femmes, en les instruisant à leur tour ou en leur apportant des soins. Cette logique est poussée à son paroxysme avec l'organisation de sections de sages-femmes, dès 1840 dans le cadre du Medical College de Calcutta¹⁹¹¹ et à partir de 1901 en Indochine, d'abord par l'Association maternelle de Chờ Lớn à Saigon avant la mise en place d'une section dédiée à l'École supérieure de médecine de Hanoi¹⁹¹². La spécialisation locale doit également permettre de faire des économies en limitant le recours à des sages-femmes ou des infirmières métropolitaines¹⁹¹³. Cette concentration est donc liée à l'offre disponible mais confirmée par l'intérêt que lui portent certaines étudiantes et leur entourage. De plus, elle peut être encouragée par l'octroi de bourses ou des fonds spécifiques permettant de financer les études, comme le Dufferin Fund, aussi appelé National Association for Supplying Female Medical Aid to the Women of India, créé en 1885. Tout en validant cette tendance à l'échelle de l'Inde coloniale, le graphique 6-1 nuance le caractère hermétique des autres filières, ici au début des années 1940 : petit à petit, quelques étudiantes rejoignent les facultés de droit, d'ingénieur ou de commerce. Seules les facultés dites « orientales » en demeurent dépourvues. Enfin, les femmes participent à

¹⁹⁰⁸ Antoinette Burton, « Contesting the Zenana : The Mission to Make “Lady Doctors for India”, 1874-1885 », *Journal of British Studies*, vol. 35, n°3, 1996, p. 368-397.

¹⁹⁰⁹ Geraldine Forbes, *Women in Colonial India. Essays on Politics, Medicine, and Historiography*, New Delhi, Chronicle Books, 2005, p. 102.

¹⁹¹⁰ Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 92.

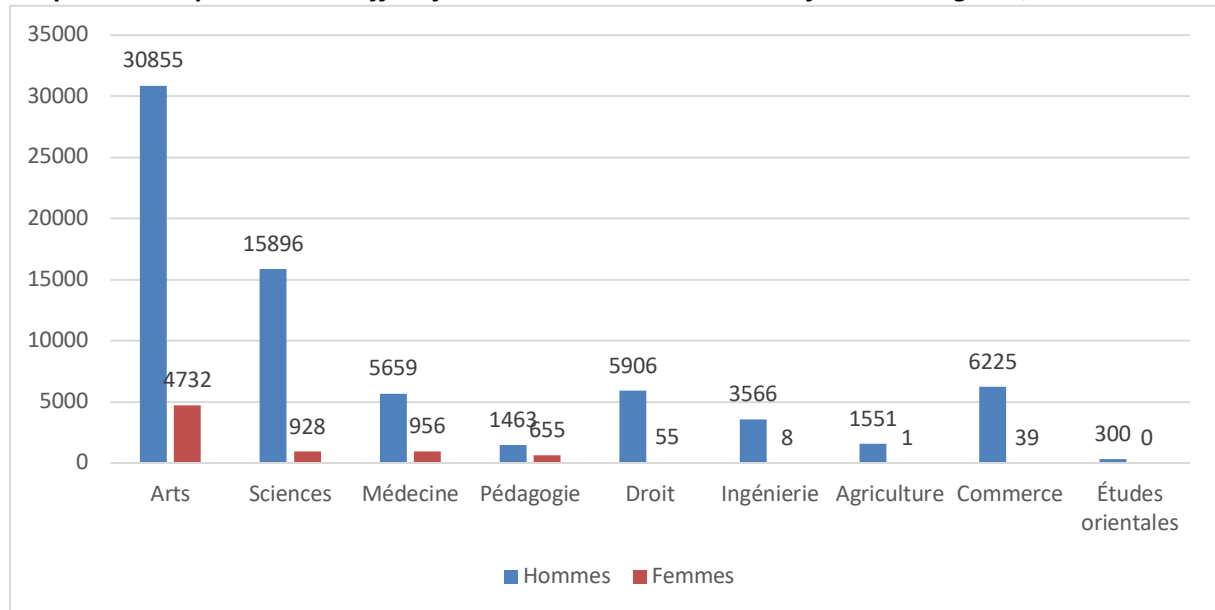
¹⁹¹¹ Geraldine Forbes, *Women in Colonial India...*, *op.cit.*, p. 105.

¹⁹¹² Pascale Barthélémy, Rebecca Rogers, « Enseignement et genre en situation coloniale (Maghreb, Afrique, Inde, Indonésie, Indochine) », in Margaret Maruani (dir.), *Travail et genre dans le monde*, Paris, La Découverte, 2013, p. 374.

¹⁹¹³ Marie-Paule Ha, *French Women and the Empire. The Case of Indochina*, Oxford, Oxford University Press, p. 202.

différencier les enseignements supérieurs indien et indochinois en fréquentant les filières classiques du Raj, ce qui n'est pas le cas dans la colonie sud-est-asiatique.

Graph. 6-1 – Répartition des effectifs des universités indiennes en fonction du genre, 1942-1943¹⁹¹⁴



Les études extra-coloniales ne sont pas épargnées par cette plus forte concentration des trajectoires féminines alors que certaines filières ne forment pas de femmes. Tandis que la première étudiante « indigène » sud-asiatique à intégrer un établissement états-unien se forme à la médecine, Shompa Lahiri dénombre treize étudiantes en médecine et trois en pédagogie en Angleterre en 1900¹⁹¹⁵. Les rapports du département des étudiants indiens confirment cette tendance pour l'entre-deux-guerres. Celui de l'année 1920-1921 précise que les femmes de plus en plus nombreuses à débarquer en métropole pour leurs études rejoignent « principalement la médecine¹⁹¹⁶ ». Quinze ans plus tard, si leur nombre s'est stabilisé, les spécialisations médicales et pédagogiques restent prédominantes¹⁹¹⁷. Les études prennent une dimension professionnalisante¹⁹¹⁸ et les ressortissantes du Raj britannique n'hésitent pas, pour cela, à rejoindre des établissements spécialisés dans l'apprentissage

¹⁹¹⁴ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950, p. 33-34.

¹⁹¹⁵ Shompa Lahiri, *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters, Race and Identity, 1880-1930*, Londres, Routledge, 2013, p. 10.

¹⁹¹⁶ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1920-1921, p. 33 ».

¹⁹¹⁷ *Ibid.* : « 1934-1935 ». Notons que les femmes ne sont pas autorisées à pratiquer certaines professions, comme celui d'avocate en France avant 1901 et avant 1918 dans le reste de l'Europe. Cela a un impact sur les cursus universitaires poursuivis.

¹⁹¹⁸ Le terme « vocational studies » est utilisé dans les archives.

féminin, comme le Maria Grey Training College de Londres formant des enseignantes ou la London School of Medicine for Women¹⁹¹⁹ pour la médecine. Dans ce contexte, cette spécialisation concerne aussi bien les jeunes femmes issues des populations colonisatrices que les colonisées, à l'échelle métropolitaine comme internationale : le Maria Grey Training College accueille E. White, à la tête d'une école missionnaire de Calcutta, dès 1879-1880¹⁹²⁰ alors qu'Annie Shunmugum, première étudiante colonisée, intègre le *college* en 1881 grâce aux initiatives et financements du Carpenter Trust¹⁹²¹. À Columbia University, on retrouve des étudiantes – d'ascendance asiatique ou occidentale – inscrites dans les formations à visée pédagogique : en 1916-1917, Radhabai Pawar Pawar, originaire de Baroda, fréquente aux côtés d'Elizabeth Evans Strock, arrivée de Guntur dans le nord du Bengale, le Teachers College¹⁹²². Or, comme en contexte colonial, la prédominance médicale et pédagogique n'est pas exclusive mais s'accompagne d'une diversité, bien que limitée, des cursus. La répartition des allocations financières destinées aux étudiantes indiennes au cours des années 1930 en fournit un exemple : en 1932-1933, deux boursières poursuivent des études en anglais, une en psychologie, une en Arts et une en musique aux côtés des quatre engagées dans une formation en pédagogie¹⁹²³. En 1939-1940, le Sussex Trust apporte son soutien financier à des étudiantes engagées dans des études de médecine, musique, pédagogie, biologie et sciences¹⁹²⁴.

Un tel constat est plus difficile à observer du côté indochinois : la rareté des sources concernant les étudiantes originaires de la péninsule sud-est-asiatique témoigne de la faiblesse de leur nombre. Les femmes sont exclues de certaines filières migratoires, que cela soit la Mission cambodgienne métropolitaine ou le mouvement *Đông Du* vers le Japon. Les écoles communistes d'URSS sont, quant à elles, ouvertes aux candidates féminines : selon les services de surveillance français de l'entre-deux-guerres, au moins une Indochinoise

¹⁹¹⁹ Sur cet établissement, voir notamment : Antoinette Burton, « Contesting the Zenana : The Mission to Make "Lady Doctors for India", 1874-1885 », *Journal of British Studies*, vol. 35, n°3, 1996, p. 368-397.

¹⁹²⁰ Brunel University Archives (BUA) : *List of students, 1879-1911*.

¹⁹²¹ Irene M. Lilley, *Maria Grey College 1878-1976*, Londres, West London Institute of Higher Education, 1981, p. 47 ; « 11 – Annie Shunmugum from Madras, Maria Grey College Student 1882 », *Brunel University London*, disponible en ligne : <http://fifty.brunel.ac.uk/discovery-trail/11-annie-shunmugum-from-madras-maria-grey-college-student-1882/>, consulté le 11 septembre 2019.

¹⁹²² COLUA, *Catalogues* : « Radhabai Pawar Pawar, 1916-1917 » et « Elizabeth Evans Strock, 1916-1917 ».

¹⁹²³ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : « 1932-1933 ».

¹⁹²⁴ *Ibid.* : « 1939-1940 ».

fréquente une école révolutionnaire moscovite en 1930¹⁹²⁵. Le caractère exceptionnel de certaines trajectoires vient appuyer la prédominance des formations liées à la santé, à l'instar du parcours d'Henriette Bui Quang Chiêu. Cette dernière rejoint la France métropolitaine en 1921 où elle poursuit d'abord des études secondaires à Bordeaux. Son succès au baccalauréat lui permet d'intégrer la faculté de médecine de Paris en 1926, où les femmes sont alors rares¹⁹²⁶, avant de rentrer diplômée en Indochine en 1935. La même année, Christiane Fournier, directrice de l'antenne saïgonnaise de l'Alliance française, met en avant la diversité des parcours, sans mobiliser d'informations précises : « On m'avait dit : elles sont déjà nombreuses à Paris. L'une prépare un certificat de lettres ; un doctorat de science. Et celle-là, qui est docteur en médecine, et rentre chez elle pour exercer¹⁹²⁷ ».

B. Savoirs multipolaires

La prédominance de la médecine et du droit, mais aussi de l'ingénierie souvent valorisée par les pouvoirs publics, ne doit pas masquer la multiplicité des profils, d'abord masculins, des migrants éducatifs. Cette multiplicité démontre des stratégies éducatives mobilisées par les étudiants eux-mêmes, leur entourage ou les individus et groupes, publics comme privés, qui s'investissent dans les circulations académiques. Rejoindre la métropole pour intégrer une filière indisponible en Indochine ou obtenir un diplôme spécifique, comme celui de *barrister* pour les ressortissants de l'empire britannique, témoignent des accommodements qui ont construit et déconstruit l'enseignement supérieur colonial. Les archives, malgré leur caractère parcellaire, permettent de souligner un éparpillement géographique, qui accompagne l'éparpillement disciplinaire. Si celui-là peut sembler structurel à l'échelle coloniale, opposant une monocéphalie universitaire indochinoise – autour de Hanoi – à une polycéphalie indienne, cette approche simpliste nécessite d'être dépassée. Le même constat peut être fait à l'échelle impériale, alors que les travaux sur les

¹⁹²⁵ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS – École Staline* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministère des Colonies, 10 janvier 1931 »

¹⁹²⁶ L'oraison funèbre d'Henriette Bui prononcée par son beau-fils en 2012 précise : « En ce temps-là, même en France, les femmes qui accédaient à l'enseignement supérieur étaient encore très peu nombreuses, plus rares encore étaient celles qui poursuivaient des études de médecine. » « Oraison funèbre d'Henriette Bui par son beau-fils (mai 2012) », disponible en ligne : www.entreprises-coloniales.fr, consultée le 24 juillet 2019. »

¹⁹²⁷ Christiane Fournier, « Étudiantes indochinoises à Paris », *Les Annales coloniales*, 3 janvier 1935.

capitales d'empires que furent Paris et Londres se sont multipliés ces dernières années¹⁹²⁸. Les points de départ des étudiants ont été explorés dans la première partie de cette thèse, il s'agira désormais de dégager des logiques spatiales au sein des et entre les territoires et établissements accueillant des étudiants en mobilité, en interrogeant le lien entre offre et répartition du public étudiant, d'une part, et la potentielle émergence de pôles de spécialité, de l'autre.

B.1. Pôles coloniaux, pôles régionaux

À première vue, l'organisation des niveaux supérieurs de l'enseignement en Indochine française s'oppose à celle de l'Inde britannique. Cette dernière s'est structurée dès les années 1850 autour de plusieurs pôles, qui ont continué de se démultiplier entre la fin du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale. À l'inverse, les autorités coloniales françaises ont, dès le tournant du XX^e siècle, mis l'accent sur la concentration des écoles supérieures, bientôt regroupées en université, dans une seule et même ville, Hanoi, capitale du Tonkin et centre de commandement de l'Union indochinoise. Cette monocéphalie tonkinoise est confirmée par les flux qui se dirigent vers son principal centre urbain dès le tournant du XX^e siècle, provenant d'abord des territoires vietnamiens et se dirigeant en priorité vers les filières médicales et juridiques. Des facteurs conjoncturels participent parfois à l'affirmation de ce pôle : les communications difficiles avec la métropole au cours de la Seconde Guerre mondiale alimentent un repli sur l'Université indochinoise, particulièrement sensible chez les étudiants issus de la population colonisatrice. Leurs effectifs ont plus que quadruplé, passant de 88 à 371 entre 1939 et 1944 selon la revue *Éducation*¹⁹²⁹.

En parallèle, les étudiants se saisissent de la tendance à la provincialisation dont font aussi preuve les autorités coloniales : des Cochinchinois et Cochinchinoises rejoignent l'école pratique de médecine de Saigon créée le 25 août 1903¹⁹³⁰, tandis que les cours de droit organisés dans la même ville entre 1910 et 1917 attirent eux aussi un nombre non-négligeable

¹⁹²⁸ Sur Paris, voir notamment : Jennifer Anne Boittin, *Colonial Metropolis. The Urban Grounds of Anti-Imperialism and Feminism in Interwar Paris*, Lincoln-Londres, University of Nebraska Press, 2010 ; Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers-monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017 ; sur Londres, voir notamment : Felix Driver, David Gilbert, « Capital and Empire : Geographies of Imperial London », *GeoJournal*, n°1/2, vol. 51, p. 23-32 ; John Eade, *Placing London : From Imperial Capital to Global City*, Oxford-New York, Berghahn Books, 2001.

¹⁹²⁹ « Les œuvres culturelles en Indochine », *Éducation*, n°7, 1949, p. 23.

¹⁹³⁰ L'école pratique de médecine de Saigon préparait des infirmiers-vaccinateurs et des sages-femmes indigènes. Il était possible, après la troisième année, de poursuivre ses études à l'École supérieure de médecine de Hanoi. Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation...*, *op.cit.*, p. 271.

de candidats¹⁹³¹. Si les étudiants originaires de Cochinchine alimentent à la fois les flux locaux et coloniaux, le cas cambodgien révèle quant à lui la prédominance de l'échelle locale au détriment de l'attractivité de Hanoi. L'École d'administration cambodgienne ouverte à Phnom Penh en 1917, évolution de l'École des kromokars organisée trois ans plus tôt¹⁹³², attire quelques dizaines d'étudiants khmers alors absents de l'École de droit et d'administration de Hanoi. Les chiffres disponibles pour la période 1929-1935 (graphique 6-2) révèlent que la création d'une École supérieure de droit en 1931 n'affecte pas cette tendance. Ici, la géographie des flux témoigne de la volonté de se former à des carrières administratives et juridiques locales plus qu'à obtenir un titre aligné sur le modèle métropolitain et permettant une carrière hors du protectorat khmer. En 1936-1937, seulement deux Cambodgiens fréquentent l'école de droit de Hanoi¹⁹³³. Offre et demande étudiante se rejoignent et valorisent le développement provincial de formations juridico-administratives. Dans une moindre mesure, le succès de l'école de droit et d'administration laotienne organisée à la fin des années 1920¹⁹³⁴, et la section de Hué de l'École de droit et d'administration de Hanoi active entre 1920 et 1922, reflètent une tendance similaire de spécialisation aux savoirs et pratiques locaux bien que des chiffres globaux manquent. En rejoignant des écoles régionales, par des mobilités qui peuvent être de fait moins coûteuses, les étudiants participent au maintien d'un droit spécifique à la province où ils étudient, d'une part, et nuancent le caractère unificateur de l'enseignement colonial, tel quel l'avait déjà abordé Gail P. Kelly en soulignant des tensions régionales¹⁹³⁵.

¹⁹³¹ ANOM, GGI, dossier 2 687 : *École de droit de Hanoi et de Saigon* : « Arrêté du 29 mars 1910 ».

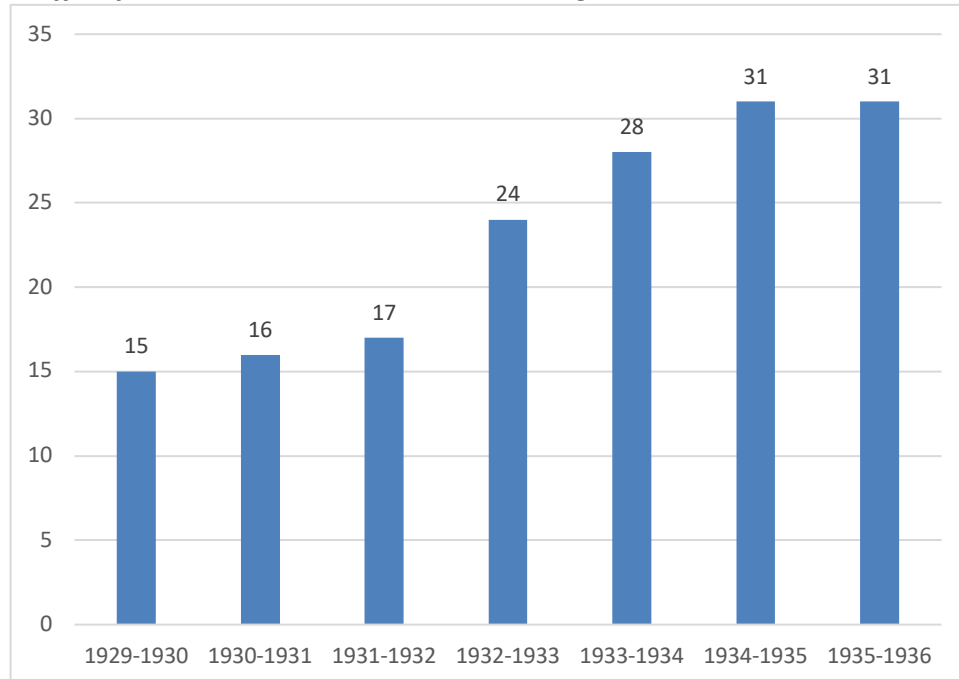
¹⁹³² Marie Aberdam, « Élités cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953) », thèse de doctorat, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, p. 221.

¹⁹³³ GGI, *Rapport au conseil du gouvernement*, 1938.

¹⁹³⁴ Commissariat de la République française au Laos, *Bulletin administratif*, Vientiane, Imprimerie du Gouvernement du Laos, 1927, p. 863.

¹⁹³⁵ Gail P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on South-East Asia – Number 6*, Madison, Center for Southeast Asian Studies, 1982, p. 2.

Graph. 6-2 – Effectifs de l'École d'administration cambodgienne hors auditeurs libres, 1929-1936¹⁹³⁶



De plus, nous l'avons vu, la formation dite supérieure en Indochine est avant tout pratique et s'intègre dans un ensemble plus large d'enseignement professionnel, composé d'écoles d'apprentissage, d'écoles d'art appliqué et d'industrie ou encore de cours post-scolaires. Ceux-ci sont davantage disséminés à l'échelle de la colonie, laissant apparaître des logiques provinciales. Par exemple, pendant la première moitié du xx^e siècle, chaque province est *a minima* dotée d'une école professionnelle. Les chiffres sur la fréquentation de ces institutions sont rares et irréguliers et les données permettant de déterminer l'origine géographique des étudiants manquent. Il est difficile de savoir si cette démultiplication d'établissements conduit à des circulations micro-locales, de l'ordre de la mobilité journalière entre le domicile et l'école, ou alimente des flux à petite échelle, séparant l'étudiant de son village ou sa ville d'origine. Les statistiques disponibles pour l'année 1909 nourrissent l'hypothèse de mobilités majoritairement locales, à l'échelle d'une province, voire d'un district, de l'Union indochinoise. En effet, les étudiants investissent différents établissements présentant les mêmes spécialités, comme pour les formations en bois, fer, sculpture ou menuiserie : ils sont 63 à Saigon, 120 à Biên Hòa et 68 à Tú Dầu Môt. La proximité peut dès lors jouer un rôle dans l'orientation des circulations. À l'inverse, la spécialisation en broderie, unique à Cần Thơ,

¹⁹³⁶ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : AN, AJ/16/853 : *École de droit de Hanoi – Projets, 1938-1940* : « Compte-rendu succinct sur le fonctionnement de l'École d'Administration Cambodgienne pendant les six dernières années (1929-1935) »

n'attire que dix élèves. Elle peut s'expliquer par un désintérêt pour cette discipline mais aussi par une faible promotion de l'établissement. Plus largement, à l'échelle coloniale, un pôle cochinchinois vient concurrencer la prédominance de Hanoi avec un total de 362 élèves disséminés dans sept écoles et six localités différentes : Saigon, Hà Tiên, Sa Đéc, Thủ Dầu Một, Cần Thơ et Chợ Lớn, soit plus d'un tiers des effectifs totaux des écoles professionnelles (826). Ce déploiement des flux à grande échelle va dans le sens d'une provincialisation de l'enseignement professionnel et donc, des mobilités qui l'accompagnent alors que leur poids total dépasse largement celui des flux rejoignant l'unique école supérieure existant à la fin de la décennie 1900.

Enfin, les données disponibles révèlent la faiblesse du Laos en ce qui concerne l'accueil d'étudiants dans ses établissements à vocation professionnelle, l'école de Vientiane n'accueille que cinq élèves en 1909. Toutefois, le cas laotien rend plus complexe la cartographie des flux extra-coloniaux. L'école apparaît ponctuellement comme un pôle d'accueil d'étudiants étrangers, en l'occurrence siamois¹⁹³⁷. Les départs depuis les pays voisins d'Asie ne mènent donc pas forcément à la capitale de l'Union indochinoise et suggèrent une circulation d'informations qui dépasse la simple promotion de l'Université indochinoise. Dans le cas laotien, la proximité géographique mais aussi culturelle semble jouer un rôle. Ces dynamiques migratoires sont également visibles pour certains étudiants chinois. En effet, des candidatures chinoises sont avérées à l'École pratique d'industrie de Hải Phòng en 1923 et 1926¹⁹³⁸. Si ces cas sont largement minoritaires, ils laissent tout de même entrevoir des flux asiatiques ne menant pas seulement à Hanoi.

La répartition des étudiants au sein des établissements indochinois vient donc à la fois confirmer le rôle central joué par Hanoi, qui concentre les niveaux supérieurs de formation dans plusieurs disciplines, tout en participant à la provincialisation à l'œuvre dans l'enseignement professionnel considéré dans son sens le plus large. Les logiques étudiantes s'accordent avec les desseins administratifs.

¹⁹³⁷ ANOM, GGI, dossier 44 186 : *Admission à l'École professionnelle de Vientiane des élèves siamois Nai Phieng, Nai Champa, Nai Sen, 1927.*

¹⁹³⁸ ANOM, GGI, dossier 44 183 : *Admission de quatre élèves chinois de l'École française de Longtzeu à l'École pratique d'industrie de Haiphong, 1923 ; dossier 44 185 : (...) bourse à l'école pratique d'Industrie de Haiphong formulée par les élèves de l'École française de Mongtzeu, 1926.*

En Inde, les étudiants investissent eux-aussi de multiples pôles, renforcés par la démultiplication des universités, dont le poids varie cependant. Tout au long de la période, la polycéphalie universitaire qui caractérise le Raj britannique s'accompagne de la prédominance d'une université, celle de Calcutta. L'ouverture d'une université dans la même province du Bengale, à Dacca en 1921, ne remet pas véritablement en cause les arrivées massives dans l'ancienne capitale du « joyau de la couronne britannique » : en 1926-1927, 30 202 étudiants fréquentent l'Université de Calcutta contre 1 339 son homologue de Dacca¹⁹³⁹ ; en 1942-1943, l'écart est moindre mais demeure important avec 15 899 inscrits contre 1 424¹⁹⁴⁰. Or, cette domination de Calcutta ne concerne pas l'ensemble des disciplines mais se concentre, pour toute la période, sur les filières classiques, la médecine et le droit. À l'exception des cursus en Arts et Sciences organisés systématiquement dans toutes les institutions, la première université bengalie a aussi pu bénéficier de l'absence de certaines spécialités au sein d'établissements plus récents. Par exemple, sur dix-sept universités, seules sept proposent une formation en commerce en 1936-1937¹⁹⁴¹. Ce n'est notamment pas le cas de Dacca. À une échelle plus large, cette non-équivalence des formations peut expliquer l'affirmation d'autres pôles, comme l'Université du Pendjab pour les études dites orientales en 1916-1917 et en 1936-1937¹⁹⁴². S'il demeure difficile de déterminer avec précision l'origine des admis, la répartition des étudiants par filière au sein de chaque université ne permet que très rarement de dégager des pôles de formation spécifiques, autour d'une seule discipline. C'est à l'échelle de chaque université que la prédominance des études classiques puis du droit et de la médecine est en outre confirmée.

La répartition des étudiants au sein des écoles professionnelles et techniques, aux côtés des universités, conduit à un double constat. D'une part, elle nuance le poids du Bengale. Les données disponibles pour l'année 1884-1885 révèlent que la province occupe seulement la deuxième place du podium derrière Bombay alors qu'elle concentre pourtant un plus grand nombre d'établissements¹⁹⁴³. En parallèle, la spécialité dominante varie en fonction des régions : médecine au Bengale et au Pendjab, arts à Bombay, ingénierie en Assam et en

¹⁹³⁹ Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities...*, *op.cit.*, p. 30.

¹⁹⁴⁰ *Ibid.*, p. 33-34.

¹⁹⁴¹ *Ibid.*, p. 30.

¹⁹⁴² *Ibid.*, p. 30 et p. 33-34.

¹⁹⁴³ BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical Education in India, 1886-1904* : « Memorandum on Technical Education in India prior to 1886 ».

Birmanie et industrie pour Madras, les Provinces centrales et du Nord-Ouest. Comme au sein des universités, certaines spécialités ne sont présentes que dans un petit nombre de provinces – le droit au Pendjab, l’agriculture au sein des présidences de Madras et Bombay – sans que cela conduise à une surfréquentation des institutions concernées, avec respectivement 71, 87 et 46 recrues¹⁹⁴⁴. Les statistiques disponibles ne permettent pas de saisir totalement les dynamiques de la répartition sur le temps moyen et long. En ce qui concerne la médecine, en 1916-1917, la hausse globale ne remet pas en cause la première place qu’occupe le Bengale¹⁹⁴⁵. Or, à cette période, les Provinces Unies, Madras et le Pendjab dépassent Bombay, qui présentait le deuxième effectif le plus important en 1884-1885¹⁹⁴⁶.

B.2. (Dé)centralisations métropolitaines

À l’échelle des colonies indochinoise comme indienne, la répartition des étudiants est complexe, révélant de multiples pôles d’arrivée, variables en fonction des spécialités, du niveau d’études et de la période concernée. Si ces éléments révèlent la double dynamique de monocéphalie-provincialisation au sein de la « perle de l’Orient français », ils confirment le caractère multipolaire de l’enseignement en Inde britannique. Cette diversité vaut également pour les mobilités extra-coloniales : la première partie de cette thèse a déjà mis en avant une répartition des étudiants et étudiantes entre différents pays et territoires, ne se limitant pas à la métropole. Il convient désormais d’observer de plus près cette distribution des cohortes estudiantines afin de sortir de schémas simplistes opposant une nouvelle fois macrocéphalie du côté français, autour de Paris, et polycéphalie britannique. Une précaution méthodologique est alors indispensable : que cela soit pour les étudiants indiens comme indochinois, les données disponibles concernent d’abord les recrues dites « indigènes ». Les trajectoires des descendants de colons sont difficiles à cerner, généralement intégrées aux catégories d’étudiants nationaux. Nous étudierons principalement la répartition géographique des étudiants issus des populations colonisées en métropole.

¹⁹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁹⁴⁵ Ministry of Education – Bureau of Education, *Education in Universities...*, *op.cit.*, p. 32.

¹⁹⁴⁶ *Ibid.*

2.a. Dépassez la macrocéphalie parisienne

La géographie universitaire française se caractérise, entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale par son centralisme parisien. La capitale regroupe 55 % des étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur français, qu'ils soient nationaux ou étrangers, en 1876¹⁹⁴⁷. Ce chiffre tombe à 43 % en 1914¹⁹⁴⁸ mais continue de fluctuer entre 40 % et 55 % pendant l'entre-deux-guerres¹⁹⁴⁹. En parallèle, les travaux consacrés aux étudiants indochinois en métropole ont mis en avant un centralisme similaire en se concentrant sur l'entre-deux-guerres¹⁹⁵⁰. Or, si les premières arrivées sont plus anciennes, remontant aux dernières décennies du XIX^e siècle, elles se distinguent d'abord de ce centralisme, avec notamment la présence d'Indochinois en Algérie coloniale¹⁹⁵¹. La trajectoire de Nguyễn Khắc Côn illustre cette approche décentralisée du parcours métropolitain puisqu'il passe d'une formation algéroise à l'Université de Montpellier¹⁹⁵². Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, c'est l'investissement des pouvoirs publics dans l'orientation et la gestion des flux étudiants qui valorise la destination parisienne, malgré la promotion par les autorités coloniales de quelques établissements méridionaux comme l'École des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence¹⁹⁵³. L'École cambodgienne de 1885-1889 en fournit un premier exemple tandis que les carabins financés par des bourses gouvernementales à partir de 1909 sont dirigés vers la faculté de médecine parisienne¹⁹⁵⁴. Ce centralisme alimenté par les pouvoirs publics s'oppose à une vision plus large des opportunités éducatives par les étudiants eux-mêmes : au cours des premières années du XX^e siècle, certains pensionnaires de l'École coloniale profitent de ce relai financé sur le budget de la colonie pour étudier en dehors de Paris, à l'instar des deux élèves fréquentant l'École d'Arts

¹⁹⁴⁷ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités, XII^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2012, p. 110.

¹⁹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁹⁴⁹ Les données mobilisées par Lucien Febvre révèlent une proportion d'environ 40% au cours de cette période : Lucien Febvre, « L'Enseignement supérieur », *Encyclopédie française. Tome 15 : Éducation et instruction*, Paris, 1939, p. 15. Christophe Charle et Jacques Verger renvoient, quant à eux, cette proportion à la hausse et mentionnent un pourcentage de 54,6% pour l'année 1934-1935 : Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 110.

¹⁹⁵⁰ Voir notamment : Daniel Hémerly, « Du patriotisme au... art.cit » ; Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.* ; Trinh Van Thao, *L'école française en Indochine... op.cit.*

¹⁹⁵¹ Voir notamment le chapitre 1 de la présente thèse.

¹⁹⁵² ANOM, GGI, dossier 23 758 : *Au sujet du boursier de la Cochinchine Nguyễn Khắc Côn à l'École de médecine d'Alger, 1888-1889.*

¹⁹⁵³ ANOM, GGI, dossier 23 756 : *Arrêté organisant des bourses d'études dans le Protectorat d'Annam-Tonkin, 1893.*

¹⁹⁵⁴ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe de l'enseignement indochinois en France.*

et Métiers d'Angers en 1893-1894¹⁹⁵⁵. En 1910, c'est l'étudiant en médecine Lê Van Chinh, déjà présent à Paris, qui demande à rejoindre l'École d'application médicale de Marseille, brandissant alors des raisons de santé¹⁹⁵⁶. Les données collectées par le groupement de l'enseignement indochinois pour la période 1909-1911 confirment l'éparpillement des étudiants, localisés dans onze ou douze communes différentes, dont Paris (tableau 6-3). Un effet, peu de localités en dehors de la capitale se distinguent par une forte concentration de cohortes indochinoises. À Paris, celle-ci s'explique d'abord par la présence de carabins financés par les autorités coloniales. Toutefois, en mai 1909, les boursiers cochinchinois Nguyễn Phu Khai et Huynh Dinh Tuu fréquentent respectivement l'École supérieure de Travaux publics et l'École des Beaux-Arts¹⁹⁵⁷. Surtout, un pôle joinvillois, commune francilienne, se démarque grâce à l'implantation d'une institution spécifique, l'École ou Institution du Parangon¹⁹⁵⁸. Créée en 1857, elle devient en 1902 une école pratique coloniale délivrant un enseignement agricole, commercial et industriel. La documentation transmise par sa direction aux services éducatifs du gouvernement général de l'Indochine témoigne de la volonté de recruter des étudiants originaires des colonies¹⁹⁵⁹, qu'ils soient « indigènes » ou des enfants de colons. Le programme mêle langues française et étrangères, géographie économique, sciences appliquées, dessin, topographie, dactylographie et sténographie, télégraphie et photographie¹⁹⁶⁰. D'une manière générale, les établissements rejoints par les étudiants suivis par le groupement proposent des formations professionnalisantes, dans des écoles professionnelles – Beauvais, Vierzon, Choisy-le-Roi, Bohain... –, à l'école d'Arts et Métiers d'Angers, celle de tissage de Lyon ou dans des établissements d'enseignement supérieur, comme l'École supérieure de commerce de Marseille. Les facultés intellectuelles n'apparaissent pas dans ces statistiques.

¹⁹⁵⁵ ANOM, École coloniale, Papiers Paul Dislère, registre 1 : *Rapport de M. Aymonier, directeur, sur le fonctionnement de l'École coloniale, 1894.*

¹⁹⁵⁶ ANOM, GGI, dossier 6 639 : *Création d'un groupe...*, *op.cit.* : « Courrier de Lê Van Chinh, 7 février 1910 ».

¹⁹⁵⁷ ANOM, GGI, dossier 2 567 : *Demande de renseignements, 1909.*

¹⁹⁵⁸ La dénomination employée pour désigner l'institution de Joinville-le-Pont varie, « Collège du Parangon » étant parfois employé.

¹⁹⁵⁹ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement indochinois en France – Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920* : « Courrier du directeur de l'École pratique d'enseignement colonial Henri Rousseau au gouverneur général de l'Indochine, 8 septembre 1911 ». À cette date, le directeur précise que l'école a accueilli « plus de soixante-cinq jeunes Indochinois ».

¹⁹⁶⁰ *Ibid.* : « Brochure de l'Institution du Parangon, non datée [date estimée : 1911] ».

Tabl. 6-3 – Répartition des étudiants indochinois en métropole selon le Groupe de l'enseignement indochinois, 1909-1911¹⁹⁶¹

Localité	Nombre d'étudiants par localité		
	2e trimestre 1909	4 ^e trimestre 1910	Année 1911
Melun	1	1	1
Chartres	1	1	
Aix-en-Provence			1
Auteuil		1	1
Marseille	1	1	1
Joinville-le-Pont	10	10	6
Angers		1	1
Douai		1	1
Paris	3	6	5
Choisy-le-Roi		1	1
Vierzon		1	
Beauvais	1	2	1
Dijon		2	2
Montpellier	2		
Boulogne-sur-Mer	1		
Nancy	1		
Bohain	1		
Camp de Coëtquidan (Guer)	1		
Lyon	1		
Nombre total de localités	12	12	11

Tout en favorisant, dans certains cas, le centralisme parisien, les autorités coloniales ne s'opposent pas à la dispersion des étudiants indochinois à l'échelle de la métropole, voire la cultivent pour leurs allocataires destinés à des écoles normales disséminées sur le territoire. En 1909, Huynh Van Nhung à Chartres, Nguyễn Minh Quang à Beauvais, Nguyễn Van Duyen dit « Dien » à Melun et Lê Quang Trinh à Montpellier sont quatre étudiants cochinchinois

¹⁹⁶¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : ANOM, GGI, dossier 2 567 : *Demande de renseignements, 1909* ; dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement indochinois en France – Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920*. Les données sélectionnées incluent les facultés et universités, Grandes Écoles, écoles professionnelles et pratiques ainsi que les écoles normales. Elles excluent les écoles primaires, primaires-supérieures ainsi que les collèges et lycées.

bénéficiant d'une bourse gouvernementale. Cette décentralisation repose également sur l'investissement d'autres acteurs et, plus particulièrement, du Comité Paul-Bert de l'Alliance française. En 1909, celui-ci envoie un pupille à l'École des travaux publics d'Arcueil-Paris, un à Versailles, un à Lyon, deux à Quissac dans le Gard se formant à la magnanerie, un juriste à Nancy et un autre à Montpellier, un protégé à l'École des Beaux-Arts de Marseille et deux aux écoles normales de Melun et Laon¹⁹⁶². En parallèle, le directeur du Parangon, Henri Rousseau, signale dans son courrier de 1911 que certains « Annamites » ont été confiés par le Comité¹⁹⁶³, ce qui est confirmé par les statistiques produites dès 1909 par ce dernier¹⁹⁶⁴. Le programme de cette école s'accorde aux objectifs de la société de patronage en assurant une formation théorique et pratique et en « s'efforç[ant] de développer en eux l'amour de la France, tout en maintenant leur attachement légitime aux traditions de leurs pays¹⁹⁶⁵ ». Elles participent toutes deux à la défense et à la mise en œuvre d'une politique d'association avec l'élite éduquée colonisée. L'institution, qui accueille les recrues comme pensionnaires, permet un encadrement plus fort, à l'écart des traditionnels foyers d'étudiants parisiens, notamment au Quartier latin.

Malgré l'absence de données suivies, une logique similaire semble perdurer au cours de la Première Guerre mondiale, dont témoigne la répartition des étudiants du Tonkin et de Cochinchine présents en métropole au cours de l'année 1915 (tableau 6-4). Les quelques départs notés par l'administration coloniale dans l'immédiat après-guerre ne conduisent ni à Paris ni à Joinville mais d'abord à Aix et Marseille¹⁹⁶⁶.

¹⁹⁶² ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert ». Voir : annexes.

¹⁹⁶³ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement...*, *op.cit.* : « Courrier du directeur de l'École pratique d'enseignement colonial Henri Rousseau au gouverneur général de l'Indochine, 8 septembre 1911 ».

¹⁹⁶⁴ ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert ».

¹⁹⁶⁵ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement...*, *op.cit.* : « Courrier du directeur de l'École pratique d'enseignement colonial Henri Rousseau au gouverneur général de l'Indochine, 8 septembre 1911 ».

¹⁹⁶⁶ ANOM, GGI, dossier 2 563 : *Groupe de l'enseignement...*, *op.cit.* : « État des jeunes gens qui se rendent en France pour y faire leurs études, 4 novembre 1918 » ; « Liste nominative des Indochinois sur lesquels ont eu à s'exercer du 5 décembre 1919 au 9 juin 1920 la surveillance morale et la direction administrative du Délégué du Gouvernement Général de l'Indochine auprès de l'Agence Générale des Colonies ou pour les intérêts desquels il a eu à intervenir, 9 juin 1920 ».

Tabl. 6-4 – Répartition des étudiants tonkinois et cochinchinois en métropole selon les autorités coloniales, 1915¹⁹⁶⁷

Localité	Effectifs
Grenoble	1
Lyon	3
Joinville-le-Pont	4
Rennes	1
Le Havre	2
Paris	12
Pau	1
Antibes/Nice	1
Nantes	2
Marseille	3
Montpellier	4
Dijon	1
Albert	1

Au cours de l'entre-deux-guerres, le service de contrôle et d'assistance des indigènes (CAI) produit, certes ponctuellement, des données globales sur la répartition métropolitaine des étudiants indochinois en France. Celles-ci sont disponibles pour la période 1930-1933¹⁹⁶⁸ et font apparaître une prédominance de Paris au sein des destinations des étudiants indochinois.

¹⁹⁶⁷ Tableau constitué à partir des données disponibles dans : ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Correspondances diverses relatives aux bourses d'études en métropole accordées à des Indigènes, 1911-1917* : « Liste des étudiants indigènes en France, 23 février 1916 ».

¹⁹⁶⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 33 : *Liste d'étudiants indochinois et liste de recensement établies par le ministère de la Guerre et de l'Intérieur (1923-29)* ; dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1930-1933*. Notons que ces données sont synthétisées sous forme de tableaux les regroupant par académie puis par établissement fréquenté, mentionnant le nombre d'étudiants indochinois – *a priori* uniquement « indigènes » – pour chacun d'entre eux. Ces informations dépendent des retours des interlocuteurs académiques du CAI, d'où certaines imprécisions notamment concernant la faculté de médecine de Paris. De plus, aucune information sur la répartition genrée et les origines sociales et géographiques n'apparaissent dans ces tableaux.

Tabl. 6-5 – Répartition des étudiants indochinois en France par académie selon le CAI, 1930-1933¹⁹⁶⁹

Académie	Effectif étudiant		
	1930-1931	1931-1932	1932-1933
Paris	130	159	114
Aix-Marseille	17	21	12
Bordeaux	31	39	31
Clermont-Ferrand	3	1	1
Dijon	0	1	1
Grenoble	6	13	1
Lille	5	3	1
Lyon	19	12	9
Montpellier	28	37	34
Nancy	9	4	0
Poitiers	7	4	5
Rennes	0	3	2
Strasbourg	2	4	2
Toulouse	30	24	22
Besançon	1	1	0
Caen	1	0	0
TOTAL	289	323	235

Le tableau 6-5 le montre : ce sont respectivement 130, 159 et 114 inscrits sur un total de 289, 323 et 235, soit entre 48 % et 49 % de la population indochinoise globale inscrite dans un établissement d'enseignement supérieur métropolitain, qui fréquente les salles de cours de la capitale pendant les trois années universitaires concernées. Cela représente quatre à cinq fois plus d'inscrits qu'au sein de la deuxième ville fréquentée par les originaires de la péninsule sud-est-asiatique, Bordeaux. Ainsi, le début des années 1930 met en avant une forte concentration parisienne sans que la capitale n'accueille la majorité des étudiants indochinois. Un éparpillement des effectifs à l'échelle de la métropole¹⁹⁷⁰ transparait également, avec entre 11 et 13 académies différentes comprenant des inscrits venus d'Indochine. Trois pôles se distinguent par la présence de plusieurs dizaines d'Indochinois pour les trois années

¹⁹⁶⁹ Tableau constitué à partir des données disponibles dans : ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 33 : *Liste d'étudiants indochinois et liste de recensement établies par le ministère de la Guerre et de l'Intérieur (1923-29)* ; dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1930-1933*.

¹⁹⁷⁰ Notons que l'académie d'Alger n'apparaît pas dans les statistiques.

étudiées : Bordeaux, Montpellier et Toulouse. La première se distingue par la régularité de ses effectifs alors que Montpellier la surpasse en 1931-1932 et 1932-1933 avec respectivement 37 et 34 recrues. Toulouse connaît quant à elle un déclin, passant de 30 à 24 puis 22 étudiants venus de la péninsule d'Asie du Sud-Est. Cette présence impériale n'est pas exceptionnelle à l'échelle de chacune de ces universités, qui se caractérisent par l'accueil d'étudiants coloniaux – et étrangers – depuis plusieurs décennies¹⁹⁷¹. La présence d'Indochinois à Toulouse, notamment au sein de la faculté de droit de l'université locale, est avérée depuis au moins la Première Guerre mondiale¹⁹⁷². Caroline Barrera souligne qu'elle se double de la présence de « Français d'Empire », c'est-à-dire de colons, au sein de la même faculté qui sont entre deux et quatre au cours de la période 1930-1933¹⁹⁷³. À Montpellier, cette présence coloniale semble nourrir un projet de « Pavillon colonial » destiné aux « étudiants d'outre-mer » promu auprès des autorités coloniales en Indochine¹⁹⁷⁴. L'arrivée des aspirants aux diplômes par le port de Marseille ne semble pas favoriser outre mesure un cursus provençal, bien que les facultés phocéennes et aixoises accueillent entre une et deux dizaines d'individus en 1930-1933. Il est tout de même notable que les institutions de la moitié sud de la France regroupent un nombre important d'étudiants, qui peut s'expliquer autant par le développement ancien de facultés, leur ouverture aux non-nationaux que par le climat plus doux et une bonne desserte depuis la porte d'entrée marseillaise.

De plus, cette dispersion géographique s'accompagne d'une grande diversité de filières et établissements fréquentés : seules trois académies se distinguent par la présence d'Indochinois dans une seule institution, en l'occurrence les facultés de sciences de Clermont-Ferrand et Caen et la faculté de lettres de Besançon. À l'exception de l'académie de Rennes, les facultés de droit et de sciences¹⁹⁷⁵ apparaissent comme autant de points de ralliement

¹⁹⁷¹ Voir notamment les travaux de Caroline Barrera sur les étudiants des facultés toulousaines : « L'université toulousaine et l'outre-mer (1808-1945) », *Les Cahiers de Framespa*, n°9, 2012, disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/framespa/1254>, consulté le 5 avril 2021 ; *Étudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et Français de l'étranger de la faculté de droit de Toulouse (XIXe siècle – 1944)*, Albi, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007 ; ceux de Pierre Moulinier sur les étudiants étrangers à Paris : *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle. Migrations et formation des élites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

¹⁹⁷² Caroline Barrera, *Étudiants d'ailleurs...*, op. cit., p. 99.

¹⁹⁷³ *Ibid.*, p. 105.

¹⁹⁷⁴ Archives nationales du Vietnam – centre n°2 (ANV2), Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 7 061 : *Dossier relatif à la situation des étudiants indochinois, des cités universitaires des étudiants indochinois en France, années 1912-1941* : « Courrier du ministre des Colonies aux gouverneur général et gouverneurs de l'Indochine, 22 juin 1934 ».

¹⁹⁷⁵ Notons tout de même que la faculté de sciences de Strasbourg ne comprend pas d'étudiants indochinois.

dans l'ensemble des académies, confirmant la prédominance de ces deux filières, souvent accompagnées des lettres (Paris, Aix-Marseille, Besançon Bordeaux, Grenoble, Lyon, Montpellier, Strasbourg, Toulouse) et de la médecine (Paris, Aix-Marseille, Bordeaux, Lyon, Montpellier, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse). Cela ne gomme pas l'éparpillement à l'échelle académique – poussé à son paroxysme dans le cadre parisien avec entre 25 et 30 établissements différents fréquentés – qui accompagne la grande variété de spécialisation : des écoles pratiques, à l'instar de celles de Nîmes et de Sète proposant une formation en commerce et industrie, et professionnelles telles que l'école de Voiron dans l'académie de Grenoble voisinent les facultés et les Grandes Écoles. Les écoles de médecine complexifient encore la cartographie puisqu'elles se situent parfois en dehors des chefs-lieux d'académies, à l'instar de celles de Limoges (académie de Poitiers) ou d'Angers. La répartition des Indochinois au sein des universités non-parisiennes suit parfois des tendances plus générales : à Bordeaux, les carabins prédominent, ce qui s'accorde avec la répartition générale du corps estudiantin local¹⁹⁷⁶.

Finalement, la géographie des étudiants indochinois en France métropolitaine est bouleversée par la Seconde Guerre mondiale et notamment, par l'exode qui accompagne l'invasion de la partie septentrionale du territoire par la Wehrmacht. Les territoires méridionaux, en zone libre, sont favorisés, comme en témoigne la répartition des 23 prêts d'honneur décernés afin d'assister certains étudiants :

Tabl. 6-6 – Répartition des prêts d'honneur à destination d'étudiants indochinois en métropole en 1941¹⁹⁷⁷

Localité	Effectifs
Toulouse	2
Montpellier	19
Vichy	1
Clermont-Ferrand	2
Lyon	3
Marseille	7
Grenoble	1

¹⁹⁷⁶ Bernard Lachaise, « L'université de Bordeaux au xx^e siècle », document mis en ligne par l'Université Bordeaux Montaigne : https://www.u-bordeaux-montaigne.fr/_resources/Documents/Universite/luniversitedebxau20.pdf, consulté le 8 avril 2021.

¹⁹⁷⁷ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 97: *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note de renseignement du 17 mai 1941 ».

Pôle d'accueil important, la capitale parisienne ne doit pas masquer une répartition complexe des étudiants indo-chinois sur l'ensemble du sol métropolitain couplé à la diversité de leurs spécialisations.

2.b. Une indépassable polycéphalie britannique ?

Tandis que les trajectoires des Français d'Indochine restent difficiles à saisir avec précision, les parcours des descendants de colons britanniques en Inde permettent d'ouvrir les réflexions sur la répartition géographique des migrants éducatifs au Royaume-Uni au milieu du XIX^e siècle. En effet, ceux-ci investissent en premier les voies impériales menant jusqu'aux établissements métropolitains, que cela soit Oxbridge¹⁹⁷⁸, Londres¹⁹⁷⁹ ou encore l'Écosse¹⁹⁸⁰. Les recherches de Bashir Maan témoignent de liens persistants entre les Écossais installés en Inde et leur territoire d'origine : la cinquantaine d'étudiants qui fréquentent une des quatre universités écossaises pendant les années 1850, et notamment celle d'Édimbourg, sont tous des descendants d'Écossais servant en Inde, incluant des métis¹⁹⁸¹. Ce polycentrisme colonial est confirmé par l'arrivée d'individus colonisés entre les années 1850 et 1890, à l'instar de Wazir Beg à l'Université d'Édimbourg en 1859¹⁹⁸², Woomesh Chunder Mazumder à Inner Temple en 1868 et d'Abdul Rasul et Joges Chandra Chaudhuri, respectivement au St John's College et au New College de l'Université d'Oxford en 1892¹⁹⁸³. Alors que l'ancienneté et le coût plus faible des études écossaises peuvent expliquer la mission d'accueil de ce territoire¹⁹⁸⁴, Pays de Galles et Irlande demeurent à l'écart jusqu'au début du XX^e siècle. Toutefois, comme dans le cas franco-indochinois, il est difficile de dessiner une carte générale de la répartition des étudiants d'Inde britannique en métropole avant que les pouvoirs publics se saisissent de la question de l'encadrement. À partir de la fin de la décennie 1900, la nomination de comités chargés d'enquêter sur les étudiants indiens au Royaume-Uni et l'organisation d'un département des étudiants indiens sous les auspices de l'India Office

¹⁹⁷⁸ Voir par exemple les registres d'admissions de St John's College, New College et Christ Church à Oxford.

¹⁹⁷⁹ Voir par exemple les données sur les admissions à Inner Temple, disponible en ligne : <http://www.innertemplearchives.org.uk/>.

¹⁹⁸⁰ Bashir Maan, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donal Publishers Ltd, 1992.

¹⁹⁸¹ *Ibid.*, p. 73.

¹⁹⁸² *Ibid.*

¹⁹⁸³ Saint John's College Archives : *Admission books* ; New College Archives : *Admission books*.

¹⁹⁸⁴ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 117.

conduisent à la production de données, à la fois qualitatives et quantitatives, plus générales et régulières. Ce processus se renforce, en outre, à la suite de la Première Guerre mondiale avec la préparation et la publication de rapports annuels comprenant des éléments, plus ou moins précis, sur la répartition des aspirants aux diplômes¹⁹⁸⁵. Les auteurs des rapports n'en demeurent pas moins tributaires des informations transmises par les autorités universitaires, qui s'avèrent être fortement hétérogènes. Elles concernent aléatoirement les demandes d'admission ou les inscrits, pour une période qui englobe généralement les années 1910 mais peut remonter jusqu'à la décennie précédente. Par exemple, l'École de médecine tropicale de Liverpool fournit une liste des étudiants indiens l'ayant fréquentée entre 1904 et 1921 mais celle-ci révèle mal les dynamiques propres à cette institution, dans la mesure où les 58 noms ne sont associés à aucun classement chronologique¹⁹⁸⁶. Malgré ces difficultés méthodologiques, les sources attestent d'une répartition des étudiants indiens à l'échelle du Royaume-Uni en son entier, d'abord anglaises et écossaises mais également galloises et irlandaises¹⁹⁸⁷. En 1905-1906, trois étudiants indiens sont enregistrés à Leeds¹⁹⁸⁸ et treize au College de Technology de Manchester¹⁹⁸⁹. Le nombre d'Indiens inscrits atteint un pic en 1907-1908 pour Leeds, avec dix inscrits, et en 1910-1911 pour le *college* du nord de l'Angleterre, affichant alors quinze recrues indiennes. Le développement de *civic universities* à partir du XIX^e siècle, comme celles de Leeds et Birmingham organisées en 1874¹⁹⁹⁰, élargit les perspectives migratoires des ressortissants d'Inde britannique, puisque plusieurs de ces fondations récentes leur ouvrent leurs portes dès le début du XX^e siècle : ils sont vingt Indiens à fréquenter l'Université de Birmingham en 1909-1910¹⁹⁹¹. En parallèle, la mise en place de bourses est parfois favorable à ces nouveaux établissements : en 1904, les premiers boursiers techniques sont envoyés à Birmingham¹⁹⁹². Toutefois, d'une manière générale, l'implication des pouvoirs

¹⁹⁸⁵ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40.*

¹⁹⁸⁶ BL, IOR, dossier Q/10/1/15 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Liverpool* : « Liverpool School of Tropical Medicine – Indian Students, 1904-1921 ».

¹⁹⁸⁷ Conor Mulvagh, , *Irish Days, Indian Memories. V.V. Giri and Indian Law Students at University College, Dublin, 1913-16*, Sallins, Irish Academic Press, 2016.

¹⁹⁸⁸ BL, IOR, dossier Q/10/1/16 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Leeds* : « Indian students in attendance at Leeds University during each session from 1904 to 1920-1921 ».

¹⁹⁸⁹ BL, IOR, dossier Q/10/1/14 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Manchester* : « Liste d'étudiants indiens à Manchester University, 31 mai 1921 ».

¹⁹⁹⁰ Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités...*, *op.cit.*, p. 116.

¹⁹⁹¹ BL, IOR, dossier Q/10/1/12 : *Correspondence file on the business of the committee while visiting Birmingham* : « Students from India ».

¹⁹⁹² WBSA, GenEd, proceedings 1-8 – juin 1904 : *Technical Education : Award of a State Scholarship* : « Courrier du secrétaire du gouvernement du Bengale au directeur de l'Instruction publique, 2 avril 1904 ».

publics quant à la répartition des étudiants apparaît moindre qu'en France métropolitaine, laissant une plus grande liberté de choix aux futurs diplômés, sans l'organisation de filières prédéfinies. Les rapports produits après la Première Guerre mondiale offrent une vision plus globale, sans être toutefois être dénués de lacunes (tableau 6-7).

Tabl. 6-7 – Répartition des étudiants indiens au Royaume-Uni selon le département des étudiants indiens de l'India Office, durant l'entre-deux-guerres¹⁹⁹³

Localité	Effectif étudiant		
	1920-1921	1933-1934	1939-1940
Aberystwyth	-	7	9
Bangor	-	7	6
Belfast	-	1	2
Birmingham	11	21	17
Bristol	18	20	10
Cambridge	119**	100	92
Cardiff	-	8	21
Dublin	*	4	6
Durham	-	11	40
Édimbourg	172	115	66
Exeter	-	1	0
Glasgow	67	50	39
Leeds	18	40	22
Liverpool	*	16	25
Londres	599	717	381
Manchester	21	57	43
Nottingham	19	6	9
Oxford	108	70	50
Reading	-	4	6
Saint Andrews	-	3	2
Sheffield	14	21	26
Southampton	-	1	1
Swansea	-	1	0
TOTAL	1 166	1 281	873

* : Localité où des étudiants indiens sont présents l'année concernée sans que des statistiques ne soient disponibles quant à leur effectif précis.

**Statistiques au mois de mars de l'année universitaire concernée.

- : Localité dépourvue d'étudiants indiens l'année donnée.

¹⁹⁹³ Tableau réalisé à partri des données disponibles dans : BL, IOR, V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : ensemble des dossiers.

L'entre-deux-guerres voit le nombre de localités fréquentées par des Indiens et Indiennes croître. Cette dispersion géographique inclut l'ensemble des territoires composant le Royaume-Uni – bien que les chiffres soient parfois aléatoires¹⁹⁹⁴ – sans offrir un partage équitable. Cette démultiplication fait la part belle à l'Angleterre qui passe de 11 localités regroupant 80 % de la population étudiante indienne en 1920-1921 à 14 localités pour 88 % des étudiants indiens en 1933-1934 alors que les effectifs généraux se sont renforcés, malgré la déprise liée à la Grande Dépression entre 1931 et 1935¹⁹⁹⁵. La prédominance anglaise s'affirme avec notamment un élargissement de l'offre médicale à Londres¹⁹⁹⁶, et ce, au détriment de l'Écosse qui ne regroupe plus que 13,2 % des effectifs indiens au début des années 1930 contre 21 % treize ans plus tôt. Dans ce contexte, Londres apparaît plus attractif que le pôle parisien pour les Indochinois puisqu'elle regroupe 51 % des étudiants originaires du Raj britannique en 1920-1921 puis 56 % en 1933-1934. Comme pour la capitale parisienne, l'attraction londonienne se caractérise par la très grande variété d'établissements fréquentés, alliant universités, écoles de médecine, *training schools*, écoles polytechniques et écoles d'arts. À l'échelle de l'Angleterre, cette polarisation se fait au détriment d'Oxbridge, malgré une explosion des demandes d'admission au lendemain de la Grande Guerre¹⁹⁹⁷ et la mise en place d'agents dédiés aux étudiants impériaux et étrangers, telle la délégation des étudiants orientaux à Oxford¹⁹⁹⁸. On retrouve la diversité de spécialisation dans les établissements provinciaux mais elle passe essentiellement par des institutions universitaires sans laisser apparaître des écoles professionnelles. Cette divergence avec le voisin outre-Manche peut notamment s'expliquer par les modalités de la formation technique dans les deux pays, celle-ci passant davantage par des apprentissages dans des firmes en complément d'une formation universitaire au Royaume-Uni¹⁹⁹⁹. Certaines filières se distinguent en fonction de la localité –

¹⁹⁹⁴ Ainsi, en 1921-1922, une douzaine d'étudiants indiens sont présumés fréquenter l'Université d'Aberystwyth mais les chiffres manquent ensuite jusqu'en 1927-1928. Concernant l'Irlande, les premières données regroupées par le département des étudiants indiens datent de 1923-1924 avec Belfast alors que la présence d'étudiants indiens est attestée à Dublin au cours de la décennie 1910 : Conor Mulvagh, *Irish Days...*, *op.cit.*

¹⁹⁹⁵ À ce sujet, voir le chapitre 3 de la présente thèse.

¹⁹⁹⁶ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : ensemble des dossiers.

¹⁹⁹⁷ En 1920, le directeur du Christ Church College de Cambridge souligne que près de 400 candidatures indiennes sont refusées par l'université à cette période. BL, IOR, Q/10/1/9 : *Correspondence file on the business of the Committee while visiting Cambridge* : « Memorandum with regard to the admission of Indian students to Oxford and Cambridge ».

¹⁹⁹⁸ OUA, LDH/SF/1/15 : *Lodging Houses* : « Memorandum on the Position of Indian Students in the United Kingdom ».

¹⁹⁹⁹ En témoignent par exemple les nombreux documents attestant des difficultés d'étudiants indiens à intégrer des firmes afin d'y compléter leur formation, présentés dans la première sous-partie du présent chapitre.

comme l'agriculture à Aberystwyth ou l'ingénierie à Bristol – mais se mêlent toujours à une répartition plus variée. Si Birmingham avait été présentée par les pouvoirs publics comme un pôle d'études techniques minières, avec l'envoi de boursiers dès 1902, les études qui sont poursuivies dans cette ville sont résolument multiples dans les années 1920 et 1930, avec les sciences, la médecine, les études sociales, le commerce, les Arts, l'économie, la pédagogie et le droit²⁰⁰⁰.

Enfin, l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale conduit à la fois à une baisse des effectifs indiens au Royaume-Uni et à une modification de la distribution des forces en présence. En effet, Londres ne regroupe plus que 44 % des étudiants indiens tandis qu'Oxford et Cambridge voient leurs poids se renforcer. L'entrée en guerre conduit en effet à un exode étudiant depuis les institutions londoniennes vers les établissements provinciaux : l'Université de Cambridge accueille environ 2 000 élèves inscrits à Londres²⁰⁰¹ et l'on peut émettre l'hypothèse que parmi eux se trouvaient des recrues indiennes. Les données manquent cependant pour dresser un bilan au fil de la guerre.

B.3. Pôles globaux

La dispersion géographique qui caractérise les mobilités impériales, indiennes et indo-chinoises, se manifeste également à l'échelle internationale, d'une façon plus marquée chez les étudiants indiens²⁰⁰² et ce, dès la fin du XIX^e siècle avec la présence d'étudiants aux États-Unis, au Japon et en Europe continentale, principalement en Allemagne²⁰⁰³. Cette présence globale est alimentée par des aides, gouvernementales ou privées, mais il demeure difficile de déterminer si celles-ci dirigeaient son bénéficiaire vers une localité ou un établissement précis. En parallèle, des étudiants vietnamiens s'aventurent eux-aussi hors de la colonie, au Japon d'abord *via* le mouvement *Đông Du* lancé en 1905. Les quelques indices quant à leur localisation mettent en avant Tokyo, où ils rejoignent des établissements variés²⁰⁰⁴. À cette période, le Siam constituait d'ores et déjà un pôle d'arrivée pour quelques

²⁰⁰⁰ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : ensemble des dossiers.

²⁰⁰¹ J.P.C. Roach (dir.), *A History of the County of Cambridge and the Isle of Ely: Volume 3, the City and University of Cambridge*, Londres, Victoria County History, 1959, disponible en ligne : <http://www.british-history.ac.uk/vch/cambs/vol3/pp307-312>, consulté le 15 avril 2021. Cette poussée migratoire liée à la guerre a également un impact sur d'autres universités, voir par exemple l'historique de l'Université de Glasgow : <https://www.universitystory.gla.ac.uk/ww2-background/>.

²⁰⁰² À ce sujet, voir la première partie de la présente thèse.

²⁰⁰³ À ce sujet, voir le chapitre 1 de la présente thèse.

²⁰⁰⁴ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, *op. cit.*

étudiants-moines bouddhistes qui se rendaient à Bangkok pour y finaliser leur formation. Une polarisation asiatique, en Asie de l'Est et du Sud-Est, pour les Indochinois fait face à une dispersion plus internationale côté indien.

Ce n'est qu'à partir de l'entre-deux-guerres que des informations plus globales sont synthétisées par les services dédiés aux étudiants indiens du gouvernement britannique, avec là encore une forte hétérogénéité dans le recensement d'une année sur l'autre. La même dispersion qu'au niveau impérial prévaut, englobant Asie, Europe et Amérique du Nord. En décembre 1921, seulement huit étudiants indiens sont localisés au Japon. Tokyo demeure le pôle principal, avec quatre recrues fréquentant trois établissements différents²⁰⁰⁵, mais trois étudiants rejoignent Osaka et un dernier se trouve à Hakodate, sur l'île d'Hokkaido²⁰⁰⁶. En Europe, un pôle parisien se distingue avec deux étudiants sur trois présents en France en 1919-1920, puis trois sur six l'année suivante. En parallèle, Grenoble puis Lyon et Strasbourg accueillent elles aussi des Indiens²⁰⁰⁷. L'Allemagne constitue un autre pôle européen avec huit étudiants en 1920-1921, dont six fréquentent des universités prussiennes. Les deux autres sont inscrits à l'Université Erlangen en Bavière et à l'Université de Hambourg²⁰⁰⁸. Cet éparpillement est encore plus marqué concernant les Indiens rejoignant l'Amérique du Nord, puisque ceux-ci se répartissent dans pas moins de 21 États (tableau 6-8).

²⁰⁰⁵ Ces données n'incluent pas les étudiants birmans présents dans le district de Tokyo mais pour lesquels les informations manquent.

²⁰⁰⁶ BL, IOR, Q/10/1/7 : *Correspondence regarding Indian Students in Japan, America, France and Germany* : « Courrier de l'ambassade britannique à Tokyo, 23 décembre 1921 ».

²⁰⁰⁷ *Ibid.* : « Courrier de l'ambassadeur britannique à l'India Office, 6 août 1921 » ; « Courrier du directeur de l'enseignement supérieur français à l'ambassadeur britannique, 23 novembre 1921 ».

²⁰⁰⁸ *Ibid.* : « Courrier de l'ambassadeur britannique à Berlin, 28 décembre 1921 ».

Tabl. 6-8 – Répartition des étudiants indiens aux États-Unis, par État, 1920-1921²⁰⁰⁹

État	Effectifs
Californie	37
Colorado	1
Illinois	33
Indiana	3
Iowa	3
Kansas	1
Kentucky	1
Louisiane	2
Maine	1
Massachusetts	21
Michigan	15
Minnesota	2
Missouri	1
New York City	26
New York	9
Ohio	20
Oklahoma	1
Oregon	1
Pennsylvanie	13
Texas	1
Utah	1
Total	193

Les données disponibles pour la période allant de la fin des années 1920 à la fin des années 1930 (graphique 3-7, chapitre 3), confirment la dispersion des étudiants indiens à l'échelle internationale, malgré la disparition du pôle nippon. Si les États-Unis dominent, on trouve, pour le versant européen, de nombreux pays aux côtés de la France et de l'Allemagne, qui font parfois seulement une brève apparition : l'Autriche, la Belgique, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas et la Suisse. Les capitales européennes apparaissent comme les principales récipiendaires – Paris, Berlin, Rome, Vienne. En parallèle, quelques étudiants indiens se saisissent de la tradition d'ouverture à l'étranger de ces universités helvètes²⁰¹⁰. La Suisse se distingue par une triple localisation de ces recrues, entre Genève, Lausanne et, plus secondairement, Bâle. La présence très ponctuelle de la Belgique et de la Suède, mais aussi du Danemark, laisse apparaître, quant à elle, la concentration au sein d'une seule localité voire

²⁰⁰⁹ Tableau constitué à partir de des données disponibles dans : BL, IOR, Q/10/1/7 : *Correspondence regarding Indian Students in Japan, America, France and Germany*.

²⁰¹⁰ Natalia Tikhonov-Sigris, « Les étudiantes étrangères dans les universités occidentales. Des discriminations à l'exil universitaire (1870-1914) in, Patrick Ferté, Caroline Barrera (dir.), *Étudiants de l'exil. Migrations internationales et universités refuges (XVI^e-XX^e siècle)*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009, p. 107.

institution, à l’instar de l’université suédoise d’Upsala. À l’inverse, au sein des pôles d’accueil majeurs, l’Allemagne et la France, les villes d’accueil se démultiplient (tableaux 6-9 et 6-10).

Tabl. 6-9 – Répartition des étudiants indiens en France, 1928-30 et 1931-1932²⁰¹¹

Localité	Effectifs		
	1928-1929	1929-1930	1931-1932
Paris	24	11	23
Lille	1	-	-
Montpellier	4	3	4
Strasbourg	2	2	1
Toulouse	1	-	2
Poitiers	1	2	1
Nancy	1	-	-
Lyon	-	4	-
Aix-en-Provence	-	-	2
Dijon	-	-	1
Besançon	-	-	1
Bordeaux	-	1	-
Caen	-	1	-
Total	34	24	35

Tabl. 6-10 – Répartition des étudiants indiens en Allemagne, 1929-1930²⁰¹²

Localité	Effectifs
Berlin	11
Munich	6
Hambourg	4
Darmstadt	4
Göttingen	4
Heidelberg	3
Fribourg-en-Brisgau	3
Leipzig	2
Brunswick	1
Cologne	1
Erlangen	1
Kiel	1
Königsberg	1
Bonn	1
Marburg	1
Iéna	1
Karlsruhe	1
TOTAL	46

²⁰¹¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : ensemble des dossiers.

²⁰¹² *Ibid.*

Le tournant des années 1930 voit la présence d'étudiants indiens en France métropolitaine se consolider. Le rôle central de Paris peut être ponctuellement nuancé puisque en 1929-1930, seulement 46 % des étudiants indiens fréquentent un établissement parisien. Comme pour les Indochinois, la capitale française ne constitue pas la seule option éducative des Indiens. Si la présence de certaines personnalités enseignantes participe à cette répartition, à l'instar d'orientalistes comme Sylvain Levi au Collège de France, d'autres localités témoignent d'une offre visant spécialement les étudiants colonisés. En effet, à Montpellier, un collège indien a été organisé à l'initiative d'un ancien professeur de l'Université d'Édimbourg, Patrick Geddes, « qui entretient avec Montpellier et avec certains de ses maîtres des relations d'amitié qui remontent à près de 40 ans (...) et estime que [les deux villes] peuvent jouer un rôle dans le développement des relations internationales²⁰¹³ ».

Alors que l'URSS demeure absente des sources britanniques citées précédemment, elle constitue, à partir du milieu des années 1920, un autre pôle d'accueil qui englobe cette fois les étudiants d'Inde et d'Indochine grâce aux établissements fondés dans une seule et même ville, Moscou, et plus particulièrement, l'Université communiste des travailleurs de l'Orient²⁰¹⁴. Cette polarisation moscovite doit permettre de former des militants communistes et uniformise de fait les cursus estudiantins. En parallèle, d'autres ressortissants de la Perle de l'Orient français rejoignent la République de Chine. Si, au lendemain de l'abolition du mouvement *Đông Du*, quelques Vietnamiens poursuivent leur formation au sein de l'Empire du Milieu²⁰¹⁵, il est difficile de les localiser avec précision. En revanche, au cours des années 1920, un pôle cantonais se distingue avec l'Académie Whampoa, avant son transfert à Nankin à la fin de la décennie²⁰¹⁶.

La formation militante au sein d'institutions d'enseignement apparaît davantage centralisée que les autres types d'études entreprises par les étudiants des colonies asiatiques. Comme aux échelles coloniale et impériale, la démultiplication des pôles d'accueil se double d'une démultiplication des filières fréquentées. Le Japon et les États-Unis, bien qu'ils attirent

²⁰¹³ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 28 : *Récapitulation générale des élèves et étudiants indochinois, 1932-1933* : « Courrier du préfet de l'Hérault au ministre des Colonies, 16 avril 1929 ».

²⁰¹⁴ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS – École Staline* : « Note sur les Écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 ».

²⁰¹⁵ Sara Legrandjacques, « Go East ! ... art.cit. », p. 114. Voir le chapitre 7 de la présente thèse.

²⁰¹⁶ ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa*.

d'abord pour leurs filières techniques et industrielles²⁰¹⁷, forment des étudiants indiens – mais aussi indochinois dans le cas de l'archipel est-asiatique – à des spécialités variées. Les étudiants du mouvement *Đông Du* ne se consacrent pas tous à l'art militaire mais rejoignent également des instituts de langue, des écoles médicales ou industrielles²⁰¹⁸. Plus tardivement, en 1920-1921, le caractère industriel du pôle japonais tel qu'il est exploité par les Indiens s'accompagne d'une dimension davantage agricole et artisanale, avec deux étudiants au *college* d'agriculture se formant à la chimie agricole et à la sériciculture tandis qu'un autre poursuit sa formation dans une usine de poterie et céramique²⁰¹⁹. La même année, l'ambassadeur britannique aux États-Unis souligne, quant à lui, qu'à côté des formations en ingénierie, des étudiants suivent des filières classiques, agricoles, médicales et pharmaceutiques²⁰²⁰. Le diplomate déplore l'absence d'informations sur les cours techniques états-uniens, alors qu'en Allemagne, il est avéré que les étudiants indiens rejoignent aussi bien des universités que des écoles techniques. Ces deux catégories d'institutions germaniques forment à des compétences variées, présentant des points communs comme l'ingénierie ou la chimie par exemple : agriculture, médecine dont dentaire, sylviculture, droit et économie, philosophie et pédagogie, mathématiques, théologie, langues anciennes, biologie, arts, lettres et politique pour les premières ; électricité, ingénierie minière, physique mécanique, commerce, sciences naturelles et sciences techniques, pour les secondes²⁰²¹. Cette diversité se retrouve pour la quasi-totalité des pôles d'accueil susmentionnés, même lorsque ceux-ci n'accueillent qu'un très faible nombre d'aspirants aux diplômes. Ainsi, les Indiens fréquentant l'Université d'Uppsala suivent tous une formation scientifique, qui repose sur la fréquentation du département de physique comme de celui de chimie²⁰²². Les quatre recrues suisses de

²⁰¹⁷ Cela est notamment souligné par les rapports du département des étudiants indiens : BL, IOR, dossier Q/10/1/4 : *Letter to the Secretary to the Committee on Indian Students from V.I. Gaster, Joint Secretary to the High Commissioner for India, enclosing a Copy of the Report of the Indian Students' Department for the year April 1st 1920-March 31st 1921, precede by a Brief Review of the Period 1916-1920* ; dossier Q/10/1/7 : *Correspondence regarding Indian students in Japan, America, France and Germany*.

²⁰¹⁸ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...* op.cit., p. 102 ; Yves le Jariel, *Phan Bội Châu (1867-1940). Le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, p. 53. Voir aussi : Sara Legrandjacques, « Go East !... », art. cit., p. 101-114.

²⁰¹⁹ BL, IOR, dossier Q/10/1/7 : *Correspondence regarding Indian students...*, op.cit. : « Courrier de l'ambassadeur britannique à Tokyo, 23 décembre 1921 ».

²⁰²⁰ *Ibid.* : « Courrier de l'ambassadeur britannique, 2 novembre 1921 ».

²⁰²¹ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1928/29-1932/33*.

²⁰²² *Ibid.* : « 1929-1930, p. 14 ».

1929-1930 se répartissent entre le département d'arts de Lausanne, celui de Genève ainsi que ceux de droit et d'économie de la même ville²⁰²³.

Si, à l'échelle internationale, la répartition géographique des étudiants pendant la Seconde Guerre mondiale est difficile à saisir, la réémergence d'un pôle tokyoïte pour les Indochinois, issue de la collaboration franco-nippone, confirme la variété des spécialisations puisque les dix recrues s'engagent dans des cursus différents incluant la littérature japonaise, le droit, le commerce, la parasitologie et la bactériologie, l'économie politique, l'éducation, les arts appliqués, la mécanique électrique et l'odontologie²⁰²⁴. Seul l'apprentissage de la langue japonaise constitue un dénominateur commun, indispensable à la réussite des études.

Tant par les filières qu'ils choisissent que par les villes où ils s'établissent, les étudiants d'Inde et d'Indochine se caractérisent par une grande variété de trajectoires, révélatrices des caractéristiques de l'enseignement supérieur et technique au sein des différents territoires.

3. Communautés étudiantes

L'arrivée en terre d'études conduit les étudiants et étudiantes d'Inde britannique et d'Indochine française vers une multitude d'établissements disséminés à différentes échelles. Une fois inscrits, les candidats aux diplômes intègrent donc le monde étudiant, qu'ils en soient la composante essentielle à l'échelle de la colonie ou qu'ils viennent se greffer à un corps déjà existant aux échelles extra-coloniales. Dans quelle mesure les mobilités liées à l'enseignement supérieur et technique participent-elles à forger des communautés étudiantes à différentes échelles ? L'insertion dans la vie étudiante de l'établissement ou de la localité fréquentée n'empêche pas la mobilisation et le développement d'une identité plus spécifique, autour de l'étudiant colonial, d'une part, ni une participation à la construction d'un cosmopolitisme académique.

²⁰²³ *Ibid.*

²⁰²⁴ National Diet Library : *Rapports annuels de la Maison franco-japonaise* : « 19^e rapport annuel, 1^{er} avril 1942-31 mars 1943 ».

A. Vivre en étudiant

La vie étudiante passe avant tout par des moments d'apprentissage, sous forme de cours ou de travaux pratiques, qui sont généralement fixés par le programme de chaque établissement ou section d'établissement²⁰²⁵. Alors que ceux-ci sont organisés en fonction des besoins et enjeux associés aux populations locales en terres indienne et indochinoise, les adaptations sont rares dans les établissements extra-coloniaux. À l'exception de filières spécifiques, à l'instar de l'École cambodgienne de Paris et de la section indigène de l'École coloniale qui lui succède, les étudiants coloniaux suivent les mêmes cours que leurs homologues nationaux et que les potentiels étudiants étrangers. Les adaptations demeurent ponctuelles : des cours de droit hindou et musulman sont dispensés au sein des *Inns of Court* londoniennes au tournant du xx^e siècle, sans que la formation traditionnelle n'en soit véritablement réformée²⁰²⁶ ; au cours des décennies suivantes, certains établissements japonais et chinois sont dédiés à la formation d'étudiants asiatiques non-nationaux²⁰²⁷. Ross Bassett a mis en avant que les étudiants rejoignant le continent nord-américain suivaient les mêmes cours que leurs homologues états-uniens même lorsque ceux-ci ne conduisaient pas à la maîtrise de savoirs et savoir-faire mobilisables en Inde. Ainsi, le fils de l'ancien étudiant à Cambridge Devchand Parekh prépare une thèse en ingénierie chimique sur les techniques de raffinage du pétrole au sein du MIT alors que la production pétrolifère est inexistante en Inde²⁰²⁸.

Or, être étudiant ne se limite pas à fréquenter des amphithéâtres et des salles de cours voire d'internat mais correspond à une réalité plus large et plus complexe, qui passe par des

²⁰²⁵ Exception faite de l'apprentissage technique lorsqu'il consiste en des stages au sein d'entreprises, comme au Royaume-Uni par exemple. Les programmes d'études sont généralement présentés dans les actes de fondation et les règlements des établissements d'enseignement. Un descriptif des cours est également disponible dans les manuels dédiés aux étudiants, sans que ceux-ci ne précisent systématiquement le volume horaire et l'organisation calendaire de ces enseignements, voir par exemple : *Handbook of Information... op.cit.*

²⁰²⁶ Les examens d'entrée dans les *Inns of Court* ne proposent pas d'épreuves adaptées à une formation éducative en Inde. Voir par exemple : National Indian Association, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies etc. in the United Kingdom*, Londres, National Indian Association, 1914. À ce sujet, voir : Sara Legrandjacques, « Law of the Strongest ? A Global Approach of Access to Law Studies and Its Social and Professional Impact in British India » *Social Sciences*, n°10, 2021, disponible en ligne : <https://www.mdpi.com/2076-0760/10/3/113>, consulté le 7 juillet 2021.

²⁰²⁷ À Tokyo, des établissements pour élèves chinois se développent au tournant du xx^e siècle : ANOM, GGI, ; un projet d'école spéciale internationale destinée aux étudiants annamites et coréens est évoqué dans la presse chinoise en 1926 : ANOM, SLOTFOM, carton 3, dossier 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « courrier du gouverneur général de l'Indochine, 8 octobre 1926 ».

²⁰²⁸ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 132.

sociabilités spécifiques dont les chercheurs et chercheuses se saisissent depuis peu²⁰²⁹. Le « corps étudiant » prend forme à travers la fréquentation de lieux – bibliothèques, foyers, cafés – et groupes communs avec le développement d’associations ou encore d’événements, comme des fêtes, etc. Si la vie étudiante se construit en même temps que l’enseignement supérieur et technique dans les colonies indienne et indochinoise, les étudiants rejoignant des établissements extra-coloniaux sous-tendent leur intégration à une vie académique préexistante.

A.1. Construire l’étudiant en colonie

Dans les colonies, l’expérience étudiante est rendue possible par la mise en place d’établissements d’enseignement qui reforment et renouvellent la scolarisation au sein de ces territoires. Les institutions et cursus disponibles se fondent sur et nourrissent de nouvelles circulations, tant immatérielles que matérielles, et participent à construire un monde étudiant, organisé autour de plusieurs pôles, en contexte colonial. Ce monde est d’abord défini par les règlements adoptés puisque ceux-ci participent à fixer les conditions d’études et, plus largement, de la vie étudiante. En annonçant les modalités et les frais liés aux études, ils délimitent le corps étudiant : en 1857, à l’Université de Calcutta, celui-ci ne peut-être que masculin et regroupe des individus âgés de plus de seize ans qui se sont acquittés de la somme de cinq roupies auprès des instances universitaires afin de passer l’examen d’entrée²⁰³⁰ ; près de 75 ans plus tard, au début des années 1930, il faut avoir au moins 21 ans ou obtenir le consentement de son père et pouvoir déboursier dix piastres par trimestre ainsi que cinq piastres annuelles de droit de bibliothèque, en plus de la détention d’un diplôme du secondaire, pour intégrer l’École supérieure de droit²⁰³¹. Si elles influencent les départs²⁰³², ces règles peuvent également guider les modes de vie estudiantins : l’École Pavie destinée aux ressortissants chinois venus s’instruire dans la capitale tonkinoise impose la vie en internat à ces derniers²⁰³³. Concernant les universités affiliées du Raj britannique, le cadre de la vie

²⁰²⁹ Pour la période étudiée, voir notamment : Pierre Moulinier, *La naissance de l’étudiant moderne (XIXe siècle)*, Paris, Belin, 2002 ; *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle. Migrations et formation des élites*, Rennes, PUR, 2012 ; Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men. British Masculinity and the Undergraduate Experience, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 2015 ; Antonin Dubois, *Organiser les étudiants...*, *op.cit.*

²⁰³⁰ CUA, MinSen : 1857 : « Minute du 10 janvier 1857 ».

²⁰³¹ Gouvernement général de l’Indochine – Direction générale de l’Instruction publique, *Annales de l’Université de Hanoi (Tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d’Extrême-Orient, 1933, p. 94.

²⁰³² Voir la première partie de la présente thèse.

²⁰³³ Archives nationales du Vietnam – centre n°1 (Hanoi – ANV1), GGI, dossier 4 818 : *Rapports mensuels sur le fonctionnement de l’École Pavie* : « Courrier du directeur général de l’Instruction publique en Indochine au gouverneur général de l’Indochine, 20 mars 1907 ».

étudiante se dédouble, puisque l'université gère la dimension diplômante tandis que l'apprentissage et le quotidien de l'étude se fait à l'échelle d'un *college*. De plus, la création de sections ou la séparation volontaire de certains étudiants fragmentent et complexifient le monde étudiantin : la mise en place de la section chinoise au sein de l'école de médecine susmentionnée sépare les aspirants aux diplômes de l'Empire du milieu de leurs homologues indochinois et empêche la mise en place d'un groupe étudiant unifié, selon les desseins des pouvoirs publics. À la fin du XIX^e siècle, l'admission de femmes au sein des universités indiennes passe par une double dynamique d'inclusion-séparation dans la mesure où les règles du concours d'immatriculation indiquent qu'elles passent les épreuves séparément des hommes²⁰³⁴. En découle la mise en place d'une offre éducative et d'encadrement réservée aux femmes, qu'incarnent, à Calcutta, le Bethune College ou encore la section vernaculaire pour étudiantes de la Campbell Medical School, instituée en 1887²⁰³⁵. Toutefois, ces frontières sont poreuses puisque d'autres candidates aux diplômes, tant en Inde qu'en Indochine, fréquentent les mêmes bancs que leurs homologues masculins.

L'expérience étudiante en colonie est variable et évolutive, à la fois dans l'espace, dans le temps et en fonction de choix faits par les étudiants eux-mêmes ou par leur entourage au sens le plus large (famille, tuteurs, etc.). Les mobilités et leur ampleur la définissent également : un individu suivant des cours du soir, comme ceux mis en place dans le cadre de la première Université indochinoise, alors qu'il travaille la journée et réside à Hanoi connaît une expérience étudiante davantage circonscrite qu'un camarade quittant son territoire d'origine pour s'installer dans un pôle universitaire. Autrement dit, le monde étudiant en situation coloniale se construit autant à partir de l'offre éducative qu'à travers la manière dont les étudiants s'emparent et se confrontent à celle-ci. Les candidats aux diplômes tentent parfois de négocier les modalités mises en place. Certains cherchent à être dispensés de cours, limitant de la sorte leur participation au monde étudiant²⁰³⁶. Les règles fixées quant à l'internat et les possibilités de sortie font l'objet de transactions : en octobre 1927, les élèves

²⁰³⁴ Aparna Basu, « A Century and a Half's Journey: Women's Education in India, 1850s to 2000 », in Bharati Ra (dir.), *History of Science, Philosophy and Culture in Indian Civilization, vol IX, part 3: Women of India, Colonial and Post-Colonial Periods*, New Delhi, Sage, 2005, p. 191.

²⁰³⁵ WBSA, GenEd, file n°26-27 – Novembre 1887 : Female Medical Education, Campbell Medical School : « Résolution du 18 novembre 1887 ».

²⁰³⁶ Voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 51 031 : *Demande de dispense d'assiduité formulée par M. Le Poulain, 1933*.

de l'École pratique d'industrie de Hải Phòng adressent une requête collective à leur directeur afin de pouvoir conserver leur sortie du samedi, récemment supprimées²⁰³⁷. La réaction des autorités coloniales est sans appel : « On ne saurait tolérer (...) que des jeunes gens logés, nourris et instruits gratuitement, prétendent subordonner leur conduite et leur travail à l'acceptation par le Chef de l'établissement de conditions posées par eux, et allant d'ailleurs à l'encontre des règlements établis, et qu'ils se permettent une attitude incorrecte à son égard²⁰³⁸ ». C'est un monde étudiant sous contrôle qui transparait, au sein duquel le non-respect des règles conduit à des punitions.

Au-delà de cette approche très institutionnelle du temps d'études, la vie des aspirants au diplôme passe également par des activités et des sociabilités spécifiques. Cette question du quotidien étudiant est parfois soulevée par les autorités coloniales et universitaires, révélant des comparaisons avec les étudiants métropolitains. En 1912, le professeur indien R.K Sorabji déplore l'incapacité des étudiants de Calcutta à s'occuper pendant les heures de loisirs, ces derniers ne maîtrisant pas l'« art de la récréation » comme leurs homologues anglais²⁰³⁹. Il préconise l'aménagement de terrains sportifs tout en se réjouissant, malgré tout, du rôle de certaines organisations menées par des acteurs tiers, tels l'Oxford Brotherhood, la Young Men Christian Association (YMCA) ou les Oxford and Cambridge Hostels implantés à Allahabad. En Inde comme en Indochine, des acteurs indépendants – sans en être déconnectés – des pouvoirs publics et du corps éducatif cherchent à organiser la vie étudiante, à améliorer les conditions d'études et à favoriser les contacts entre étudiants, voire plus largement. Une fois autorisées par l'administration coloniale, ces sociétés proposent leurs services aux étudiants. Elles émergent d'abord au sein du Raj britannique, conséquence du caractère précoce de la fondation universitaire et technique dans cette colonie, où elles se distinguent également par une dimension religieuse qui n'a pas d'équivalence en Indochine française. En effet, le système éducatif indien intègre des écoles et des *colleges* tenus par des missions se souciant aussi bien de l'instruction de leurs recrues que de la vie étudiante d'une

²⁰³⁷ ANOM, GGI, dossier 51 178 : *Incidents à l'École pratique d'industrie de Haiphong* : « Courrier des élèves au directeur de l'École pratique d'industrie, 23 novembre 1927 ».

²⁰³⁸ *Ibid.* : « Courrier du chef du service de l'Enseignement par interim au Tonkin au directeur de l'École pratique d'industrie, 28 octobre 1927 ».

²⁰³⁹ NIA, HD, 1912, n°206 : *Questions of establishing a model hostel in Calcutta* : « Calcutta Students, Note by R.K. Sorabji ».

manière générale²⁰⁴⁰. La YMCA, une organisation non gouvernementale protestante, dispose de branches indiennes aux échelles nationale et locales. Si ses activités concernent la jeunesse au sens large, elle gère, en 1919, six hôtels étudiants disséminés dans le Raj, soit 265 lits. Ces établissements proposent également des équipements sportifs et une vie sociale présentée comme « convenable » (« *congenial social life*²⁰⁴¹ »). Il n'est pas précisé si ces infrastructures sont réservées aux étudiants chrétiens. Toutefois, dès la fin du XIX^e siècle, la volonté de créer un corps étudiant chrétien en Inde est promue à la suite de la formation de la première association chrétienne à Jaffna, en 1884, initiative menée par le professeur du *college* local, le révérend Frank K. Sanders²⁰⁴². Les organisations étudiantes chrétiennes se multiplient au cours des années et décennies suivantes au sein de différents pôles éducatifs indiens. En 1896, leur regroupement en une association englobante, la Intercollegiate Young Men's Christian Association of India and Ceylon, est l'occasion d'énoncer leurs missions, dont « répandre la culture chrétienne parmi les étudiants et les conduire à devenir des disciples du Christ ; (...) approfondir la vie spirituelle des étudiants ; (...) intégrer les étudiants au travail d'extension du Royaume du Christ à travers le monde entier²⁰⁴³ ». Des activités spécifiques, comme des camps estivaux mêlant études de la Bible et activités sportives, sont organisées. Rejoindre un *college* indien peut donc conduire à intégrer un monde étudiant teinté de religion, promu par les sociétés missionnaires. En 1915, soixante-neuf institutions sont en contact régulier avec la Student Christian Association qui compte alors près de 1 700 membres²⁰⁴⁴.

En Indochine, ce sont des initiatives laïques qui se développent à la suite de la refondation de l'Université indochinoise. Le Foyer des étudiants annamites, ouvert en 1922, dépasse la simple mission d'hébergement :

- Le but du Foyer est de créer, pour la jeunesse des étudiants et anciens étudiants annamites :
- 1) Un lieu de réunion où elle puisse trouver, avec un accueil familial, une salle de récréation et de consommation, une bibliothèque, tous les éléments de saine distraction (concerts, conférences, cinéma, jeux de société et de plein air...) que permettront les ressources et l'installation du Foyer, ainsi que des chambres et un restaurant ;

²⁰⁴⁰ Par exemple, en 1857, six des onze *colleges* affiliés à l'Université de Calcutta sont associés à des missions chrétiennes : CUA, UnivCal : 1887 : « Institutions affiliated to the university in arts, p. 164 ». Voir aussi : George Longridge, *A History of Oxford Mission to Calcutta*, London, Mowbray, 1910.

²⁰⁴¹ Burke Library (New York), Special Collections : « The YMCA in 1919, p. 5 ».

²⁰⁴² *Ibid.* : « The Student Christian Association of India and Ceylon, p. 1 ».

²⁰⁴³ *Ibid.* : « The Student Christian Association of India and Ceylon, p. 2 ».

²⁰⁴⁴ *Ibid.* : « The Student Christian Association of India and Ceylon, p. 11 ».

- 2) Un centre de culture générale et particulièrement morale, strictement dépourvu de tout caractère politique ou religieux, destiné à compléter l'enseignement officiel, afin de développer le culte de l'honneur et le sentiment du devoir chez la jeunesse studieuse annamite. Cette action s'exercera particulièrement par des conférences données par le Directeur du Foyer et éventuellement par des membres ou par des personnes amies. Toutes les dispositions des présents statuts concernant les étudiants annamites sont applicables sans restriction ni réserve aux étudiants cambodgiens et laotiens²⁰⁴⁵.

L'appartenance à la communauté étudiante est appréhendée à la fois à l'échelle de la colonie – pouvant inclure des individus originaires de provinces non-vietnamiennes – et sur le long terme, puisque les « anciens étudiants annamites » sont invités à prendre part au projet. En 1927, « la salle de lecture et de conférences est assidûment fréquentée par environ deux-cents (sic) jeunes gens, parmi lesquels les Cochinchinois se trouvent en assez grand nombre²⁰⁴⁶ ». En revanche, les étudiantes et la population colonisatrice et étrangère en sont exclues. Le caractère inclusif de cette œuvre demeure à nuancer. Elle s'accompagne parfois de mesures plus ciblées, destinées à une catégorie spécifique. Au-delà d'un rôle principal d'hébergement, le Foyer Lao est présenté par l'étudiant Trần Văn Trich, qui le visite en 1941, comme « un centre d'accueil pour les nouveaux et un lieu de réunion pour toute la Colonie estudiante²⁰⁴⁷ ». Une salle de travail y a été aménagée comprenant une petite bibliothèque. D'une manière similaire, en 1943, le foyer féminin, géré par des religieuses et soutenu par l'administration coloniale afin d'accueillir une quinzaine d'étudiantes à Hanoi, n'a pas seulement pour mission d'héberger ces jeunes filles mais également d' « œuvrer au rapprochement franco-annamite » en proposant des activités communes à des résidentes qui sont autant françaises qu'annamites et métisses, voire dans un cas, étrangère avec la présence d'une Allemande en avril 1943²⁰⁴⁸. Malgré l'implication des sœurs, aucune tentative de prosélytisme n'est visible.

²⁰⁴⁵ Archives nationales du Vietnam – Centre n°2 (Ho Chi Minh Ville – ANV), Gouvernement de la Conchinchine (GouvCoch), dossier 30 541 : *Dossier relatif aux subventions du budget local aux provinces, cercles, associations, sociétés, Foyer des étudiants annamites à Hanoi, Syndicat de la Presse Cochinchinoise, Service de la Marine, années 1909-1935* : « Prospectus du Foyer des étudiants annamites, juillet 1922 ».

²⁰⁴⁶ *Ibid.* : « Courrier du directeur du Foyer des étudiants annamites au gouverneur de la Conchinchine, 6 mars 1927 ».

²⁰⁴⁷ Trần Văn Trich, « L'Indochine en une journée », *Le Monôme*, novembre-décembre 1941, p. 3.

²⁰⁴⁸ ANOM, GGI, dossier 6435 : *Fonctionnement du centre féminin d'accueil* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au résident supérieur du Tonkin, 3 mai 1943 » ; « Courrier du résident supérieur du Tonkin au gouverneur général de l'Indochine, 26 avril 1943 ». Aucune étudiante originaire du Cambodge ou du Laos n'est mentionnée concernant ce foyer féminin.

Enfin, des organisations étudiantes, c'est-à-dire fondées et gérées par les étudiants eux-mêmes, voient le jour en Inde puis en Indochine. Les temporalités s'opposent avec des associations indiennes qui émergent dès le XIX^e siècle alors qu'il faut attendre les années 1930 pour qu'un processus similaire soit visible dans la colonie française d'Asie du Sud-Est. En rejoignant un pôle universitaire, les étudiants peuvent s'investir dans des sociabilités estudiantines et faire entendre leur voix. Il est difficile de dresser un tableau tant complet que précis de ces organisations, les archives restant parcellaires et irrégulières. En 1878, le fonctionnement d'une Students' Association, fondée deux ou trois ans plus tôt, est avérée à Calcutta²⁰⁴⁹. Une dizaine d'années plus tard, en 1889, une autre organisation prenant le nom de Bombay Students' Brotherhood voit le jour dans la présidence de Bombay²⁰⁵⁰ et a pour objectif de :

- (1) promouvoir le développement moral et intellectuel de ses membres, de les préparer à leurs devoirs et responsabilités de citoyens ;
- (2) de rassembler des individus de toutes les communautés désireuses d'élever le niveau moral et civique de la génération émergente et de les guider dans leurs aspirations vers des vies d'une plus grande valeur ;
- (3) de rassembler, dans un but d'étude et de discussion, des étudiants de différentes écoles et *colleges* et d'autres intéressés par cela, et de leur donner accès à des opportunités de relations sociales²⁰⁵¹.

L'association met en place des groupes d'étude, des réunions d'échanges et de discussion, des conférences, des débats et concours d'éloquence ainsi que des activités de loisirs tout en entretenant une bibliothèque et une salle de lecture. Aucune restriction n'est émise concernant l'admission des membres : tout étudiant fréquentant un établissement de Bombay – voire en dehors de cette ville, dans la mesure où aucune limitation géographique n'est clairement énoncée – peut déposer sa candidature²⁰⁵². Il n'en demeure pas moins difficile de dresser le profil de ces membres étudiants et, notamment, de déterminer si le public local est plus nombreux que les étudiants mobiles à plus petite échelle. Cette société regroupe, en outre, des individus qui ne sont pas ou plus inscrits dans un établissement

²⁰⁴⁹ « Child Marriage », *Allen's Indian Mail*, 26 septembre 1878, p. 973. Sumit Sarkar évoque une création en juin 1875 : Sumit Sarkar, *Essays of a Lifetime : Reformers, Nationalists, Subalterns*, Albany, State University of New York Press, 2019 ; alors que l'AISF mentionne des activités à partir de l'année suivante : Philip Altbach, « The Transformation of the Indian Student Movement All India College Students' Conference », *Asian Survey*, vol. 6, n°8, 1966.

²⁰⁵⁰ NAI, Private Papers – M.R. Jayakar : *Bombay Students' Brotherhood* : « The Bombay Students' Brotherhood ».

²⁰⁵¹ *Ibid.*

²⁰⁵² Les documents disponibles n'indiquent pas si les candidatures sont ouvertes aux femmes.

d'enseignement, mais s'étend aux « classes intellectuelles²⁰⁵³ », ce qui confirme le caractère transitoire du monde étudiant, visant à former une élite éduquée, et l'intérêt qu'il suscite. Le caractère unificateur d'une organisation telle que la Bombay Students' Brotherhood ne doit pas masquer l'émergence d'associations dédiées à des catégories spécifiques d'étudiants, développant des liens entre elles. En septembre 1928, l'organisation précitée signe un courrier commun avec, entre autres, la Catholic Students' Union, la Deccan Students' Union et la Muslim Students' Union²⁰⁵⁴. Malgré cette diversité affichée, la communauté étudiante indienne tend peu à peu à s'unifier, engendrant des circulations étudiantes spécifiques : l'entre-deux-guerres voit se développer des conférences rassemblant plusieurs milliers d'étudiants de toute l'Inde, à l'instar de la All India College Students' Conference du 25 décembre 1920 à Nagpur²⁰⁵⁵, tandis qu'une fédération des associations à l'échelle de la colonie, sous le nom de All India Students' Association, voit le jour en 1936²⁰⁵⁶. Elle se dote d'un organe spécifique, *The Student*, dont le titre ne fait que renforcer l'existence d'un groupe spécifique.

Les mobilités étudiantes ne désignent pas seulement les flux vers des établissements d'enseignement mais peuvent reposer sur des circulations liées à la vie associative. Elles forgent d'autant plus une communauté étudiante en situation coloniale. Les années 1920 et, d'une manière encore plus marquée, 1930 voient cette communauté se structurer à l'échelle de la colonie entière en Inde. À la même période, c'est une communauté étudiante centrée sur Hanoi, capitale universitaire de l'Indochine, qui émerge. Plutôt que de valoriser une appartenance géographique ou religieuse, les étudiants s'organisent d'abord par filières, ce dont témoigne l'association des étudiants en droit autorisée par arrêté du 3 mars 1934²⁰⁵⁷ et celle des étudiants en médecine et en pharmacie autorisée au cours du printemps de la même

²⁰⁵³ *Ibid.* : « Courrier anonyme, 6 mai 1925 ». Les listes des membres de la Bombay Students' Brotherhood se composent de trois catégories distinctes : la catégorie « étudiants » et les catégories « A » et « B », qui semblent réunir des individus déjà titulaires d'un ou plusieurs diplômes.

²⁰⁵⁴ *Ibid.* : « Courrier commun, 28 septembre 1928 ».

²⁰⁵⁵ Philip Altbach, « The Transformation of the Indian Student Movement All India College Students' Conference », *Asian Survey*, vol. 6, n°8, 1966, p. 450, « Student Politics and Higher Education in India », *Daedalus*, vol. 97, n°1, 1968, p. 256.

²⁰⁵⁶ Tom Wilkinson, « Student Politics in British India and Beyond : The Rise and Fragmentation of the All India Student Federation (AISF), 1936-1950 », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, n°22, 2018, p. 1.

²⁰⁵⁷ ANV1, Mairie de Hanoi (MH), dossier 2 899 : *Autorisation de fonctionner de la société dénommée « Association des Étudiants en Droit : « Arrêté du 3 mars 1934 ».*

année²⁰⁵⁸. En leur sein, les sociabilités étudiantes reposent encore une fois sur des activités communes avec, par exemple, un atelier théâtre organisé par les carabins et devant permettre de financer l'association²⁰⁵⁹. Elles sont soumises à des autorisations officielles. En 1936, une organisation plus globale, mais toujours cantonnée à Hanoi, voit le jour : l'Association générale des étudiants de l'Université indochinoise (AGEI*²⁰⁶⁰). Malgré tout, elle demeure composée de différentes sections – médecine, droit, Beaux-Arts, pharmacie – qui regroupent chacune les étudiants – indochinois comme français – de l'école supérieure concernée. Hanoi s'affirme comme pôle d'accueil d'une communauté étudiante diversifiée qui s'affirme en tant que telle, à travers des activités et événements spécifiques telles que la Journée des étudiants organisée chaque année. La publication du journal de l'AGEI, *Le Monôme*, offre une voix – tout du moins, une plume – au corps étudiantin, affirmant et légitimant sa place au sein de la société coloniale. Il n'est pourtant pas possible de déterminer avec précision qui prend part à cette initiative et donc, à la construction d'un groupe étudiant. Fondé en 1936 à l'initiative du journaliste français René Blanchard, le comité de rédaction de la revue est exclusivement vietnamien dès l'année suivante, ce qui ne doit pas masquer sa fonction d'outil de propagande en faveur de l'enseignement supérieur colonial organisé en Indochine²⁰⁶¹. Malgré la volonté d'englober tous les étudiants de l'UI, des rubriques dédiées à des sous-groupes spécifiques, comme le compte rendu du bal des étudiants cochinchinois en 1937²⁰⁶² ou des conseils dédiés aux « camarades de droit » dans le numéro d'octobre-novembre 1937²⁰⁶³, confirment la complexité et la fragmentation de la communauté étudiante de Hanoi.

Enfin, c'est surtout la circulation de modèles et la volonté de s'intégrer à un monde étudiant plus large qui se dégage de cette initiative : dès le premier numéro, l'appartenance de l'Université de Hanoi au club des universités françaises est énoncée²⁰⁶⁴ tandis que des

²⁰⁵⁸ ANV1, MH, dossier 2 898 : *Autorisation de fonctionner de l'Association des étudiants et anciens étudiants de l'école de médecine et de pharmacie de Hanoi en 1934* : « arrêté du 14 avril 1934 ».

²⁰⁵⁹ *Ibid.* : « Courrier des étudiants en médecine à Hanoi au résident-maire de Hanoi, 19 mars 1934 ».

²⁰⁶⁰ L'abréviation AGEI est commune à l'Association générale des étudiants de l'Université indochinoise et l'Association générale des étudiants indochinois, active en métropole. L'astérisque permet donc de les différencier.

²⁰⁶¹ L'administration est régulièrement remerciée dans les numéros tandis que des articles critiquent parfois les requêtes émanant des populations colonisées, valorisant les réalisations coloniales.

²⁰⁶² Truong Dinh, « Le bal des étudiants », *Le Monôme*, n°10, avril 1937, p. 17-18.

²⁰⁶³ « Aux camarades de droit », *Le Monôme*, n°16, octobre-novembre 1937, p. 9.

²⁰⁶⁴ Voir par exemple : J.-J. A. Bertrand, « Notre Université », *Le Monôme*, n°1, juin 1936, p. 3-5. Différents numéros comportent des rubriques relatant la vie universitaire en métropole et notamment les activités liées à la vie associative étudiante. Voir par exemple : « Revue de la Presse étudiantine », *Le Monôme*, n°8, février 1937, p. 32.

informations sur les activités des associations étudiantes métropolitaines sont relayées dans ses pages, tout comme les départs de certains candidats aux diplômes pour la France métropolitaine²⁰⁶⁵.

A.2. Intégrer la vie académique extra-coloniale

En rejoignant un établissement d'enseignement colonial, les étudiants participent à la construction d'un groupe étudiant qui tend à se (ré)organiser tout au long de la période et conduit à l'émergence de nouvelles opportunités de sociabilités. Des circulations d'informations et de modèles y participent, reliant ces initiatives à celles des métropoles impériales principalement. À l'inverse, les étudiants s'engageant dans des mobilités extra-coloniales intègrent, quant à eux, des mondes étudiantins leur préexistant, faits de sociabilités parfois anciennes mais qui ne sont pas sans connaître des renouvellements à partir du XIX^e siècle. Des organisations étudiantes voient le jour et se développent alors en Europe²⁰⁶⁶. Si être admis au sein d'un établissement d'enseignement ne fut pas toujours aisé et favorisé par les acteurs implantés localement, l'intégration à la communauté étudiante locale, après l'admission, doit être désormais appréhendée.

La participation d'individus originaires des colonies à des associations étudiantes extra-coloniales est visible à l'échelle métropolitaine. Pour les enfants de colons, elle semble évidente puisque leur fréquentation d'établissements en métropole s'inscrit dans la continuité d'une instruction à l'européenne qui participe à préserver la hiérarchie coloniale et les assimile aux étudiants métropolitains. En parallèle, les étudiants colonisés peuvent également prendre part à ces activités universitaires : le deuxième étudiant indien à être admis au Saint John's College d'Oxford, en 1897, est membre de la *Debating Society* locale, tout comme Har Dayal, inscrit en 1905²⁰⁶⁷. En 1922, Ishwardas Jaipal Singh, inscrit dans ce même *college* jusqu'en 1928, en dépit d'une interruption en 1926-1927, fréquente à la fois la *Debating Society*, l'*Essay Society* et les équipes sportives de football (1925-1926) et de hockey

²⁰⁶⁵ Voir par exemple : Vũ Trọng Khanh, « Départs pour France », *Le Monôme*, n°1, juin 1936, p. 30.

²⁰⁶⁶ Pour la France et l'Allemagne, voir : Antonin Dubois, *Organiser les étudiants. Socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914)*, Vulaines-sur-Seine, éditions du Croquant, 2021 et notamment le chapitre 1, p. 23-85. Pour le Royaume-Uni, les travaux de Paul R. Deslandes se concentrent sur Oxbridge : Thomas Weber, *Our Friend 'the enemy'. Elite education in Britain and Germany before World War 1*, Stanford, Stanford University press, 2008 ; Paul R. Deslandes, *Oxbridge Men. British Masculinity and the Undergraduate Experience, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.

²⁰⁶⁷ *Ibid.*

(1922-1926)²⁰⁶⁸. En 1935, Danial Alma Latifi est quant à lui nommé vice-président de l'*Essay Society*²⁰⁶⁹. On retrouve des Indiens dans les organisations actives à l'échelle de l'université entière, à l'instar de C. Bonnerjee qui fait office de trésorier pour l'Oxford Union en 1905²⁰⁷⁰. Les associations féminines font preuve du même élan intégrateur : la Somerville Students' Association, toujours à Oxford, est ouverte à l'ensemble des étudiantes de ce *college* : en 1913, on trouve parmi ses membres une certaine Mrs K. Radha Bui Subbarayan, originaire de Madras mais justifiant alors d'une adresse à Londres²⁰⁷¹. Comme dans les colonies, des organisations tentent de créer un lien durable entre les étudiants, outrepassant le caractère intrinsèquement éphémère de ce statut, en y maintenant des *alumni* ou *alumnae*²⁰⁷².

Des traces de la participation d'étudiants indochinois aux organisations universitaires métropolitaines sont plus difficiles à saisir. Toutefois, leur investissement transparaît dans les archives du CAI, laissant poindre le caractère politique de ces activités estudiantines²⁰⁷³ : le 24 décembre 1929, des « Annamites » participent aux côtés d'étudiants français à une réunion de l'Union fédérale des étudiants (UFE). Cette dernière, organisée à Paris le 14 juillet 1926²⁰⁷⁴, se dote d'une section indochinoise, qui témoigne d'un double processus d'intégration-différenciation en son sein²⁰⁷⁵ alors que certains de ces tracts alpaguent directement les étudiants originaires d'Asie du Sud-Est²⁰⁷⁶. En 1938, Phan Van Anh est, quant à lui, le directeur adjoint de l'Office de presse de l'Union nationale des Étudiants de France (UNEF) et participe, à ce titre, à des rassemblements estudiantins comme le Congrès de l'UNEF organisé à Nice cette année-là²⁰⁷⁷.

²⁰⁶⁸ Saint John's College Archives : *Admission books*.

²⁰⁶⁹ *Ibid.*

²⁰⁷⁰ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 62.

²⁰⁷¹ Somerville College Archives, « Somerville Students' Association. Twenty-Fifth Annual Report and Oxford Letter, October 1913, P. 17 ».

²⁰⁷² À ce sujet, voir le chapitre 8 de la présente thèse.

²⁰⁷³ À ce sujet, voir le **chapitre 7** de la présente thèse.

²⁰⁷⁴ Jacques Varin, « Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, 2004, p. 37.

²⁰⁷⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Union fédérale des étudiants* : « Note de Guillaume, 4 janvier 1930 ».

²⁰⁷⁶ *Ibid.* : ensemble du dossier.

²⁰⁷⁷ « Le Congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France à Nice vu par un Indochinois », *Le Monôme*, n°19, 1938, p. 6-7.

Les sociabilités étudiantes passent par la fréquentation de lieux, comme les cafés et les restaurants, et d'événements communs²⁰⁷⁸ : le Quartier latin apparaît comme une zone de contacts – parfois redoutée – du monde universitaire parisien, à travers les cafés de la rue Soufflot notamment, tandis que les aspirants-avocats à Londres se doivent de s'associer aux banquets des différentes *Inns of Court*. Ross Bassett a souligné la participation d'Indiens à la vie étudiante du MIT durant l'entre-deux-guerres, ceux-ci joignant les soirées à thème et diffusent l'esprit blagueur propre aux étudiants de l'institution²⁰⁷⁹. En 1939, à Columbia University, l'étudiant Rajni Patel, précédemment inscrit à Cambridge, est invité par l'American Student Union (ASU) à prononcer un discours le jour de célébration de l'Armistice du 11 novembre²⁰⁸⁰.

Toutefois, ces contacts avec le corps étudiant local ne doivent pas être surestimés. Tout d'abord, leur caractère limité est ponctuellement dénoncé, notamment au Royaume-Uni à partir du tournant du xx^e siècle. Le secrétaire adjoint du département d'éducation du gouvernement colonial indien, Kunwar Maharaj Singh, évoque au début de la décennie 1910 les changements qui ont frappé depuis vingt ans les sociabilités étudiantes en Angleterre²⁰⁸¹. Il s'appuie sur sa propre expérience en soulignant l'absence de préjugés qui caractérisait, selon lui, à cette époque les professeurs et les « jeunes gens » de Harrow et d'Oxford. Il explique ce changement par l'arrivée plus massive d'Indiens qui conduirait ces derniers à développer des sociabilités d'entre-soi. Il déplore la formation d'une classe séparée et non-inclusive. En 1910, cette question est en outre posée au sein même d'une organisation étudiante par l'Indien Narayana, immatriculé à Saint John's College et membre de sa *Debating Society* : celui-ci regrette le manque de contacts entre Anglais et Indiens et, plus particulièrement, un amenuisement de ces liens depuis quarante ou cinquante ans²⁰⁸². Ces prises de position font écho aux réticences exprimées par certains étudiants britanniques, redoutant l'arrivée d'étudiants étrangers – au sens large – perçus comme des envahisseurs (*invading*

²⁰⁷⁸ Pierre Moulinier, *Naissance de l'étudiant...*, *op.cit.*, p. 219-257 ; Antonin Dubois, « Organiser les étudiants. Mobilisations collectives et formation d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914) ». thèse de doctorat en histoire et civilisations sous la direction de Gérard Noiriel et Katja Patzel-Mattern, EHESS, Universität Heidelberg, 2019, p. 457-488, 525-529.

²⁰⁷⁹ Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 133-134.

²⁰⁸⁰ « ASU Armistice rally hears Indian Student », *Columbia Daily Spectator*, n°3, p. 13 novembre 1939.

²⁰⁸¹ BL, IOR, dossier 1120, sous-dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Note par Kunwar Maharaj Singh, non daté [date estimée : 1911] ».

²⁰⁸² Saint John's College Archives, : *Debating Society Book*, 1910.

*outsiders*²⁰⁸³). Cette hostilité, source de moqueries, est parfois relayée par le personnel des établissements eux-mêmes, considérant que les étudiants coloniaux adoptent plus volontiers un comportement immoral et doivent faire l'objet d'une surveillance plus soutenue²⁰⁸⁴. Dans d'autres cas, les contacts avec les étudiants locaux sont volontairement évités par les étudiants mobiles eux-mêmes et/ou par l'intermédiaire de leurs encadrants. Les filières étudiantes de l'École cambodgienne en fournit un exemple. Lorsque celle-ci est transformée en École coloniale, la section indigène continue de séparer les étudiants colonisés de leurs homologues colonisateurs. Si le sport apparaît comme un vecteur de rapprochement avec les étudiants métropolitains outre-Manche, ce dont témoignent les photographies d'équipes sportives incluant des Indiens²⁰⁸⁵, l'envoi d'Indochinois au collège des sportifs de Reims pendant les vacances scolaires de l'année 1913 repose sur la constitution d'un groupe de colonisés à part des pratiquants métropolitains²⁰⁸⁶. Cette séparation reflète avant tout l'ordre colonial mais se manifeste également hors de la sphère impériale, se teintant de nationalisme. Au Japon, certains étudiants vietnamiens – comme leurs prédécesseurs chinois – sont isolés de leurs homologues nippons dans des sections ou des établissements spécifiques, comme au sein du Collège Dobun Sho Hin, réservé aux étudiants asiatiques²⁰⁸⁷, sans que cela en empêche d'autres de rejoindre les bancs d'institutions nippones à l'instar l'Université Waseda. La différenciation peut également passer par le port d'une tenue ou d'insigne spécifiques, à l'exemple de l'uniforme sombre porté par les élèves du Collège susmentionné²⁰⁸⁸. Les organisateurs du mouvement *Đông Du* nourrissent, quant à eux, ce séparatisme universitaire en imposant des sociabilités purement vietnamiennes à leurs membres. La vie en internat, exclusivement vietnamien, était imposée afin de renforcer l'esprit de corps entre les recrues²⁰⁸⁹. Phan Bội Châu organise en parallèle la Việt Nam Cộng Hien Hội composée de quatre départements – économie, discipline, relations internationales, secrétariat –

²⁰⁸³ Paul Deslandes, *Oxbridge Men*, *op. cit.*, p. 211.

²⁰⁸⁴ *Ibid.*, p. 219.

²⁰⁸⁵ Voir notamment les photographies disponibles dans les archives d'Exeter College et de Saint John College à Oxford.

²⁰⁸⁶ « L'évolution physique des Annamites », *L'Écho annamite*, 1922.

²⁰⁸⁷ Des écoles spéciales, d'abord destinées aux étudiants chinois, sont mises en place au tournant du xx^e siècle voir par exemple : ANOM, GGI, dossier 23 740 : *Étudiants chinois au Japon. Renseignement sur l'organisation de l'université chinoise. Avantages à attirer les Chinois à Hanoi. Question du directeur de l'École français d'Extrême-Orient sur le recrutement d'étudiants asiatiques*, 1905.

²⁰⁸⁸ Yves Le Jariel, *Phan Boi Chau (1867-1940). Le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 54.

²⁰⁸⁹ *Ibid.* ; Sara Legrandjacques, « Go East !... art.cit. », p. 108.

chapeautant la vie des migrants vietnamiens au sein de l'archipel est-asiatique²⁰⁹⁰. Ici, les objectifs politiques associés aux migrations étudiantes écartent la possibilité de sociabilités étudiantes plus larges.

B. Incarner l'étudiant colonial hors de la colonie

Les étudiants originaires des colonies participent à la formation de communautés étudiantes aux échelles coloniales comme extra-coloniales, qu'ils adoptent une approche inclusive ou exclusive de celles-ci. L'appartenance à une société coloniale peut avoir une influence sur cette expérience estudiantine extra-coloniale. À rebours, elle participe à l'affirmation de sentiments d'appartenance spécifiques. Celles-ci passent par des initiatives émanant des étudiants eux-mêmes, d'une part, et d'acteurs extérieurs, de l'autre.

B.1. Initiatives estudiantines

Les étudiants indiens comme indochinois fondent des associations actives hors des frontières de leurs colonies respectives. Ces dynamiques suivent des temporalités différenciées, qui sont le reflet des flux étudiants eux-mêmes. En effet, ces organisations émergent lorsque la communauté étudiante est assez développée, en métropole principalement, soit à partir de la fin du XIX^e siècle du côté indien et dans les années 1910-1920 pour les Indochinois. Ce constat n'est pas exempt d'un certain nombre d'incertitudes liées à l'irrégularité des sources concernant ces associations, certaines étant seulement mentionnées au détour d'un document, potentiellement rédigé par un acteur tiers, notamment les gouvernements impériaux, sans que leur effectivité ou leur longévité ne puisse être toujours attestées. Surtout, si la croissance du corps étudiant colonial en métropole semble conduire systématiquement à l'émergence de groupes institutionnalisés, les motivations et origines de ces derniers diffèrent. Au cours des années 1890, des associations d'étudiants indiens sont organisées à Cambridge, en 1891, et à Oxford, en 1896, toutes deux sous le nom de *Majlis*, terme persan désignant un rassemblement. Celles-ci s'inspirent des *University Unions* existantes, c'est-à-dire des associations étudiantes locales. Il s'agit de transposer un modèle métropolitain en le réservant à un public restreint, les colonisés originaires d'Asie du Sud, à qui sont proposées des activités sociales propres aux *debating societies* d'Oxbridge. Les

²⁰⁹⁰ Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisateur, propagande et rivalité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 30 ; Sara Legrandjacques, « Go East !... art.cit. », p. 108.

thématiques de débats et réflexions sont généralement – mais pas exclusivement – associées à l’Inde et à l’Asie et des personnalités sud-asiatiques, à l’instar de Gandhi et Nehru²⁰⁹¹, sont invitées à s’exprimer devant les membres des associations. Le *Minute Book* des Cambridge Majlis pour la période 1932-1937 porte la trace de discussions sur l’indépendance de l’Inde, la question des langues au sein de ces territoires mais aussi sur le rôle de la Chine et du Japon aux côtés de réflexions sur les relations internationales, la philosophie, la poésie ou les femmes²⁰⁹². La question des étudiants indiens en Angleterre est parfois évoquée mais l’encadrement de ces derniers n’apparaît pas ici au cœur des préoccupations²⁰⁹³. À l’inverse, c’est davantage une « mission civilisatrice » que semblent revêtir les premières organisations indochinoises en France métropolitaine. Le 9 avril 1912 est créée l’association des étudiants annamites, présentée comme « de beaucoup le plus ancien des groupements indochinois²⁰⁹⁴ » et dont le siège social est situé cours Belzunce, à Marseille²⁰⁹⁵, soit au sein du point d’arrivée des étudiants en France²⁰⁹⁶. Son autorisation par le gouvernement français exige de préciser son « objet » : officiellement, « favoriser l’expansion de la culture française parmi la jeunesse annamite²⁰⁹⁷ ». L’organisation ne semble rattachée à aucune institution spécifique mais davantage s’intéresser à l’ensemble des élèves et étudiants vietnamiens dans un but assimilationniste. En d’autres mots, l’association participe à entretenir l’ordre colonial à travers la formation d’une élite colonisée francisée, loyale et collaboratrice.

C’est surtout durant l’entre-deux-guerres que ces milieux associatifs colonisés se développent au sein des deux métropoles impériales²⁰⁹⁸. Du côté indien, ils s’accompagnent parfois d’initiatives extra-impériales, reflet de circulations davantage globales : en 1922, une association des étudiants hindous à Paris se réunit 19 rue Saint Vincent de Paul, dans le 10^e arrondissement²⁰⁹⁹. Certaines sociétés peuvent bénéficier du soutien des pouvoirs publics,

²⁰⁹¹ Wren Library, REC48, 1 : *Minute Book, The Majlis, Cambridge* : « Michaelmas Term 1935 ». Voir : annexes.

²⁰⁹² Wren Library, REC48, 1 : *Minute Book, The Majlis, Cambridge* : *passim*.

²⁰⁹³ Ce rôle d’assistance et de défense des étudiants indiens au Royaume-Uni est tout de même mis en avant à la fin des années 1930, en opposition avec la mobilisation politique des étudiants dans la colonie : *Ibid.*

²⁰⁹⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : « Note du CAI, 1929 ».

²⁰⁹⁵ *Journal officiel de la République française*, 24 avril 1912, p. 3983.

²⁰⁹⁶ À ce sujet, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²⁰⁹⁷ *Ibid.*

²⁰⁹⁸ La Manchester Association est fondée en 1903 sans que des sources précises soient *a priori* disponibles afin de renseigner sur ses activités. Voir cependant : BL, IOR, dossier L/PJ/12/475.

²⁰⁹⁹ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Direction des affaires politiques et commerciales, 1921-1922 : possessions britanniques 24, série E, carton 112, dossier 4 : *Émigration asiatique : émigration hindoue* : « Courrier du préfet de police au ministre des Affaires étrangères, 19 janvier 1922 ».

comme c'est le cas de l'Association générale des étudiants indochinois (AGEI) au début des années 1920, qui reçoit des subsides jusqu'à sa radicalisation à la fin de cette décennie²¹⁰⁰. À cette période, les organisations indochinoises apparaissent davantage fondées sur l'entraide que sur les sociabilités, comme le montrent déjà les comités de réception²¹⁰¹. En 1926, les statuts de l'association des étudiants annamites de Lyon se situent au croisement de la mission culturelle coloniale déjà évoquée et de ce rôle d'assistance :

Article premier. – L'Association des Etudiants Annamites de Lyon a pour but :

- 1°/ De favoriser le développement de la culture française parmi la jeunesse annamite, de prêter plus tard son concours à la Métropole pour maintenir le prestige français non seulement en Indochine mais dans tout l'Extrême-Orient ;
- 2°/ D'établir des liens indissolubles de fraternité et de concorde entre étudiants annamites ;
- 3°/ De guider les nouveaux arrivants ;
- 4°/ De s'intéresser aux études de ses Membres et de les y aider ;
- 5°/ De servir, le cas échéant, d'intermédiaire entre les parents et leurs enfants ;
- 6°/ De venir en aide, par tous les moyens en son pouvoir, à ceux de ses Membres qui sont momentanément dans le besoin²¹⁰².

Deux ans plus tard, on retrouve l'entraide comme but de l'association des étudiants et anciens étudiants indochinois de la Côte d'Azur²¹⁰³. Toutefois, un autre dessein rapproche cette initiative de ses consœurs britanniques puisqu'il lui faut « favoriser l'amitié indochinoise ». La formation d'une communauté étudiante coloniale est mise en avant, bien qu'encore une fois, des détails manquent sur les activités précises de l'association.

Dans les deux cas, une identité coloniale est promue bien qu'elle se définisse et se manifeste de différentes manières. Alors qu'elle se concentre sur la communauté colonisée du côté indien, elle insiste sur le lien entre colonisateurs et colonisés du côté indochinois. Au-delà de ces premières nuances, la définition des sociétés colonisées s'avère encore plus complexe, opposant une approche inclusive du côté indien à une approche plus exclusive ou partielle du côté indochinois. Dans ses mémoires de ses années oxoniennes, G.K. Chettur met en avant le caractère unificateur des Majlis :

[L'association] offre un lieu de rencontre pour la population indienne, et ainsi exerce une influence unificatrice sur elle qui pourrait autrement être dispersée et perdue dans le

²¹⁰⁰ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier 9 *Union Fédérale des Étudiants* : « Note de Guillaume, 18 février 1930 ». Sur le rôle politique des étudiants, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

²¹⁰¹ Voir chapitre 4 de la présente thèse.

²¹⁰² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Association des étudiants de Lyon* : « Statuts de l'Association, 1926 ».

²¹⁰³ *Ibid.*, sous-dossier *Association des étudiants et anciens étudiants de la Côte d'Azur*.

tourbillon de la vie universitaire. Cela sert à faire se sentir ses membres moins isolés sur une terre étrangère. Cela aide à renforcer le sentiment national et agit comme un stimulant concernant les ambitions individuelles²¹⁰⁴

Il s'agit de donner corps à un groupe national indien et de l'aider à se repérer à l'étranger. Les frontières de celui-ci sont quelquefois brouillées puisque les Majlis intègrent également des Birmans et des Ceylanais, appartenant au même sous-continent sud-asiatique dominé par les Britanniques. En outre, l'adoption du nom persan « Majlis » semble lui aussi faire référence à une histoire et une culture qui dépasse les seules frontières de l'Inde britannique. Face à cette formation, par la mobilité étudiante en métropole, d'une communauté nationale voire subcontinentale, c'est une approche davantage fragmentée qui transparait au sein de l'Hexagone, dont témoignent les dénominations des différents groupements. Sont alternativement mobilisés les termes « Annamites » et « Indochinois ». Le premier restreint a priori les activités aux individus issus des trois *ky* vietnamiens alors que le second englobe l'ensemble des populations originaires de la péninsule. Par exemple, à Toulouse, en 1930-1931, on trouve aussi bien une Union des étudiants indochinois de Toulouse et une association franco-annamite de Toulouse²¹⁰⁵. Ces choix révèlent à la fois la prédominance vietnamienne quant aux mobilités étudiantes vers la métropole et les tensions, explorées par l'historien Christopher Goscha, quant à l'existence d'une identité indochinoise commune face à une culture annamite – autrement dit, vietnamienne²¹⁰⁶, souvent valorisée par les autorités coloniales. Les soutiens officiels aux circulations étudiantes participent à cette différenciation puisqu'à l'exception de la Mission cambodgienne des années 1880, les Annamites en bénéficient davantage que les Cambodgiens et les Laotiens tout au long de la période.

²¹⁰⁴ « It offers a meeting place for, and thus exerts an unifying influence upon the Indian population which would otherwise be scattered and lost in the whirl of University life. It serves to make its members feel less lonely in a foreign land. It helps to strengthen national sentiment and acts as a spur on individual ambition. » : G.K. Chettur, *The Last Enchantment: Recollections of Oxford*, Mangalore, BM Bookshop, 1934, p. 146, cite dans Sumita Mukeree, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 82.

²¹⁰⁵ Les Archives nationales d'outre-mer proposent une liste d'associations d'étudiants asiatiques en fonction des fonds qu'elle conserve : anom.archivesnationales.culture.gouv.fr.

²¹⁰⁶ Christopher Goscha, *Indochine ou Vietnam*, Paris, Vendémiaire, 2015.

B.2. Modeler l'étudiant ultra-marin

Les étudiants sont des acteurs centraux de la constitution de communautés étudiantes, aussi bien à l'échelle coloniale qu'extra-coloniale. Toutefois, des individus et groupes extérieurs s'engagent également dans ces processus d'identification et de différenciation en proposant d'autres interfaces de rencontre coloniale et impériale, surtout à partir des années 1920. En effet, la fondation d'un YMCA Indian Students' Hostel à Londres s'accompagne d'une association d'étudiants indiens, sobrement intitulée YMCA Indian Students' Union. Alors que les initiatives estudiantines, telles les Majlis, s'inspiraient du modèle britannique des *debating societies*, cette organisation repose davantage sur la translation des *student branches* mises en place en Inde²¹⁰⁷. Cela révèle une conscience du caractère mobile et multiscalaire de la formation éducative et par extension, la volonté de créer une communauté colonisée qui transcende les frontières, ici teintée de christianisme. Sont accueillis des étudiants originaires de différentes provinces du Raj et suivant des cursus variés soit environ 700 Indiens à la fin de l'année 1920. À leurs côtés, on trouve une petite centaine de membres non-indiens, sans que de plus amples informations ne soient disponibles quant à leurs origines²¹⁰⁸. L'association propose des activités sociales, sportives, éducatives et culturelles qui révèlent la valorisation d'une identité à la fois indienne, chrétienne et impériale. Une « Nuit indienne » est régulièrement organisée ainsi qu'une soirée de Noël. Les *social teas* chaque dimanche ont pour but de « promouvoir l'amitié entre Indiens et Européens²¹⁰⁹ ». De l'autre côté de la Manche, des membres du clergé catholique soutiennent l'Action sociale indochinoise par l'intermédiaire du Foyer des étudiants d'Extrême-Orient dont les locaux se trouvent à Paris, pour les activités associatives, et à Bourg-la-Reine pour les logements²¹¹⁰. Les effectifs de l'organisation sont plus modestes, ne dépassant pas la douzaine selon Steve McConnell²¹¹¹. On y retrouve toutefois l'idée de contacts avec la population métropolitaine à travers la présence d'étudiants catholiques.

²¹⁰⁷ BLR, IOR, dossier Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students by D. Runganadham, General Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel with the Balance Sheet and Accounts of the Indian Students' Union and Hostel for the 12 months ended 31st December 1920* : « Memorandum – Indian Students' Union and Hostel ».

²¹⁰⁸ *Ibid.*

²¹⁰⁹ *Ibid.*

²¹¹⁰ AMAE, Asie 1918-1929 Chine, carton 483 : *Étudiants chinois en France (1) 1922-1925* : « Courrier du ministre des Affaires étrangères au préfet de police 1925 ; ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Association sociale indochinoise de Provence* : *passim*.

²¹¹¹ Steve McConnell, *Leftward Journey...*, *op. cit.*, p. 55.

Ici, le religieux participe à modeler des communautés étudiantes composées avant tout d'individus issus des sociétés colonisées, sans chercher à les isoler des autres individus présents en terre d'études. Or, en France métropolitaine, on note à la même période des initiatives qui semblent davantage se concentrer sur la formation de groupes coloniaux et impériaux. D'abord, l'ouverture de la Maison des étudiants de l'Indochine (MEI) à la Cité universitaire de Paris (CUP) cherche à créer un monde étudiant colonial en regroupant des étudiants originaires d'Indochine, qu'ils soient issus de la population colonisée ou colonisatrice. Les contacts qui doivent s'y nouer sont liés à la colonie, à travers l'accueil de savants indochinois ou encore les visites de l'empereur d'Annam ou de personnalités politiques²¹¹². Les bals²¹¹³ incarnent bien cette reproduction de la société coloniale en métropole tandis que le premier directeur de la MEI insiste sur la nécessité de couper les liens avec le Quartier latin²¹¹⁴. Cette communauté étudiante à part, en vase clos – la MEI doit fournir les salles de travail et bibliothèques nécessaires à ses pensionnaires – connaît pourtant ses limites dès son ouverture, puisque les résidents continuent de fréquenter leurs homologues évoluant dans le quartier de la Sorbonne²¹¹⁵. En 1933, à Marseille, c'est cette fois une communauté étudiante impériale qui tend à se former avec la fondation d'un Foyer des étudiants africains et asiatiques. Son conseil d'administration n'est pas composé de futurs diplômés originaires des colonies mais de personnalités marseillaises telles que les membres de la Chambre de commerce et d'industrie et des cadres coloniaux. Ces derniers sont en lien avec les pouvoirs publics, dont le ministre des Colonies, et des établissements d'enseignement. Selon sa direction, 1 800 étudiants fréquentent cette organisation jusqu'à la Seconde Guerre mondiale tandis que son club accueille une trentaine de membres chaque jour²¹¹⁶.

Si les sources demeurent lacunaires, ne permettant ni de confirmer l'ampleur ni la nature de ses missions, Le foyer sert de fondement à des initiatives vichystes visant à former

²¹¹² Voir notamment : AN, AJ/7042/16, dossier 1 : *Maison des étudiants de l'Indochine, 1926-1953*.

²¹¹³ Voir par exemple : « La Tribune des Jeunes », *Marianne*, 2 février 1938.

²¹¹⁴ AN, AJ/16/7042, sous-dossier *Maison des Étudiants de l'Indochine, 1926-1953* : « Liste manuscrite du directeur de la MEI, 13 mai 1931 ».

²¹¹⁵ Voir par exemple les notes du directeur de la MEI en 1931 : *Ibid.* ; Sara Legrandjacques, « Héberger pour mieux contrôler ? La surveillance des résidents de la Maison des étudiants de l'Indochine à l'aube des années 1930 », communication présentée lors de l'atelier « Chantier d'archives, archives en chantier. Surveiller les populations colonisées en métropoles » organisé par les Archives nationales et le Groupe de recherches sur les ordres coloniaux (GROC). Compte-rendu disponible sur le carnet Hypothèses du Groupe de recherche sur les ordres coloniaux (GROC) : <https://groc.hypotheses.org/938>.

²¹¹⁶ ANOM, SLOTFOM, carton : « Note concernant l'organisation des étudiants coloniaux, 22 novembre 1941 ».

une communauté d'étudiants coloniaux – ici, à comprendre dans le sens « colonisés » – issus de différentes parties de l'empire. En février 1941, la constitution d'un groupe d'étudiants coloniaux est évoquée, sans aboutir. C'est plutôt à l'été 1941 que s'affirme cette communauté étudiante modelée par les collaborateurs du régime de Pétain avec l'envoi d'une trentaine de membres du Foyer des étudiants africains et asiatiques en séjour de vacances à l'École des cadres d'Uriage. Pendant une semaine, le groupe doit participer à des réunions, des conférences, des veillées et des activités physiques dites de « décrassage ». Une identité impériale et vichyste est mise en avant à la fois par les discussions portant sur les « problèmes d'Empire²¹¹⁷ » et sur l'organisation d'une cérémonie des couleurs réservée aux recrues colonisées, séparées des métropolitains fréquentant régulièrement Uriage.

C. Tisser un lien global

Être un étudiant originaire des colonies – et plus particulièrement, appartenir aux populations colonisées d'Asie – en métropole ou à l'étranger, ce n'est pas seulement se fondre dans la communauté estudiantine du territoire d'accueil mais aussi incarner la colonie au-delà de ses frontières. La complexité et la diversité de cette communauté étudiante s'expriment aussi bien en termes géographiques, culturels, religieux que politiques. Elle n'empêche pas de multiples liens de se tisser entre les différentes organisations, cherchant à fédérer les étudiants mobiles malgré leur dispersion. Enfin, l'arrivée croissante d'étudiants étrangers, en Europe et aux États-Unis principalement, permet d'émettre l'hypothèse de communautés étudiantes plus globales auxquelles peuvent participer Indochinois et Indiens.

C.1. Fédérer les organisations étudiantes

Malgré leur variété, un objectif est commun aux organisations étudiantes indiennes et indochinoises : celle-ci consiste en créer du lien entre la majorité – voire l'ensemble – des étudiants colonisés présents *a minima* en métropole. Si les associations s'ancrent avant tout localement, la volonté d'incarner une communauté à une échelle plus petite, inter-universités, et donc davantage métropolitaine – si ce n'est globale – est particulièrement manifeste à partir de l'entre-deux-guerres. Dès leur création, les différents Majlis nouent des liens entre

²¹¹⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants outre-mer* : « Note sur les étudiants coloniaux à Uriage, 1941 ».

eux, avec des débats communs par exemple²¹¹⁸. Cette approche géographique se double d'une dimension temporelle puisqu'il s'agit de créer un sentiment d'appartenance à un corps qui perdure en dehors des réunions et événements plus ou moins périodiques organisés par une association. Pour cela, plusieurs moyens et outils sont mobilisés, que cela soit la presse estudiantine, les fédérations associatives et les congrès généraux.

Tout d'abord, les associations peuvent se doter de journaux, à l'instar de *The Bharat*, du côté indien, diffusé par les Oxford Majlis. Certaines de ces initiatives dépassent le simple cadre d'une seule organisation bien localisée : ainsi, *Le journal des étudiants annamites*, créé en 1927 à Toulouse, met en avant une ambition davantage métropolitaine. La direction du journal prend soin de présenter et justifier sa mission dans son premier numéro :

Le nombre des étudiants annamites qui sont en France s'évaluerait à quatre ou cinq cent. Nous ne pouvons guère le connaître exactement, aucun recensement public ou privé n'ayant été fait, que nous sachions, en ce sens. Ils sont dispersés sur tout le territoire de la France. Ils vont de préférence à Paris et dans les centres universitaires du Midi. Mais on en trouve également dans les villes de moindre importance telles que Tours ou Limoges où ils sont des élèves de lycée. Là où ils font nombre, ils se groupent, forment des amicales et se réunissent dans l'intimité. Cette tentative d'union est très louable : elle reste néanmoins insuffisante parce qu'elle ne peut être que partielle. Certes nous ne souhaitons pas de (sic) voir s'établir entre nos compatriotes un contact direct et permanent, ce qui reviendrait à souhaiter de les voir réunis dans la même ville d'études, désir pratiquement irréalisable. Certains envisageant la possibilité de réunir nos compatriotes en congrès général à la fois de chaque année scolaire. Nous nous associons sans réserve à cette excellente idée mais nous devons reconnaître que sa réalisation n'ira pas sans présenter de sérieuses difficultés. Il est à prévoir effet que nos compatriotes ne pourront pas s'y rendre tous pour des causes diverses. Mais un congrès ne les réunirait tout au plus que pour quelques jours. L'échange des idées sera de courte durée ; il se fera dans un sens déterminé et ne pourra pas être varié faute de temps. Et, en attendant de se revoir au congrès de l'année suivante, on se séparera pour douze longs mois.

Il faut pourtant porter remède à cet état des choses déplorable. (...) Nous le répétons : loin de nous le désir irréalisable de voir tous nos compatriotes réunis en un même lieu. Il serait par ailleurs mal raisonné puisque dispersés comme ils sont, ils ramassent une somme d'expériences qui est collectivement bien plus riche que s'ils étaient groupés dans la même ville. L'échange des idées qui s'établirait entre eux ne pourrait et ne devrait être qu'indirect, et c'est pourquoi nous créons ce journal²¹¹⁹.

²¹¹⁸ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities... op.cit.*, p. 81.

²¹¹⁹ « Pourquoi ce journal », *Journal des étudiants annamites*, 15 mai 1927, p. 1-2. Disponible dans ANOM, SLOTFOM, carton V, dossier 1, sous-dossier *Journal des étudiants annamites*.

Ici, la création et la diffusion d'un journal sont présentées comme l'étape supérieure à l'organisation d'associations – ou « amicales » – locales. La dispersion des étudiants n'est pas condamnée, mais créer du lien entre les différentes composantes du corps étudiant indochinois est présenté comme indispensable. Les premiers contributeurs sont d'abord installés dans la ville rose, à l'instar de l'étudiant en philosophie Tran Van Thach²¹²⁰. Des articles témoignent cependant, au fil des numéros suivants, d'une volonté de se connaître à l'échelle métropolitaine, avec par exemple, à l'automne 1927, la présentation de l'association des étudiants annamites de Lyon²¹²¹. Dix ans plus tard, en 1937, une approche similaire est adoptée avec le lancement au mois de mai d'*Indian Students*, l'organe trimestriel de la Federation of Indian Students' Societies in Great Britain and Ireland²¹²². Son éditeur est un étudiant en journalisme du nom de Prithvi Pal Singh et les locaux sont situés au 2 Willoughby Road, dans le quartier londonien de Hampstead. Plusieurs associations étudiantes, à l'instar des Majlis d'Oxbridge et de Londres ou de l'Indian Student Association de Newcastle, s'investissent dans ce projet alors que celles s'adressant à la diaspora indienne en général semblent s'auto-exclure, comme la Birmingham Indian Association qui refuse de s'associer au papier²¹²³. L'objectif est de faire entendre la voix des étudiants indiens, présentés comme un groupe dont les droits et les intérêts doivent être défendus :

Il est inutile de parcourir les pages d'*Indian Student* à la recherche de fiction ou de ragots. Nous ne proposons pas de fournir ce genre de contenu. Notre but est de se battre pour les droits et les privilèges des étudiants indiens et de s'assurer de leur bien-être. À partir de là, nous devons rassembler nos propres forces and les organiser selon un fondement clair. Nous devons joindre nos mains avec celles de nos camarades restés chez nous, et nous devons collaborer avec le mouvement de jeunesse international. Nous avons une mission bien définie et un but bien défini.²¹²⁴

²¹²⁰ Tran Van Thach, « Participation à la chose publique », *Journal des étudiants annamites*, n°1, 15 mai 1927, p. 9.

²¹²¹ « À l'association des étudiants annamites de Lyon », *Journal des étudiants annamites*, n°6-7, 15 octobre-novembre 1927, p. 33.

²¹²² BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Extrait du *New Scotland Yard Report*, 17 novembre 1937 ».

²¹²³ *Ibid.*

²¹²⁴ « It is needless to scan the pages of 'Indian Student' to find in it fiction or gossip. We do not propose catering in that line. Our aim is to fight for the rights and privileges of Indian students and to look after their welfare. With this view we have to round up our own forces and organize them on a sound basis. We have to join hands with our comrades at home, and we have to collaborate with the youth movement of the world. We have a definite mission and a definite goal. 'Indian Student' has to devote itself entirely to fulfil that mission and to achieve the goal. We, however, do not to taboo fun or humour absolutely. We shall make the journal full of life and vigour, but we shall not permit it to degenerate into a journal which will offer only fun and amusement for those who have nothing better to seek. » : BL, IOR, L/PJ/12/475 : « *Indian Student*, n°1, may 1937 ».

L'accent est mis sur le sérieux de la mission du journal, qui se présente comme au service des étudiants indiens. Un rôle à la fois social et politique se dessine alors : d'une part, les deux organes susmentionnés ont pour objectif de garantir de bonnes conditions de vie aux ressortissants d'Inde et d'Indochine. Par exemple, *Indian Student* relaie des plaintes quant à l'hébergement ou aux admissions dans les universités dès son premier numéro²¹²⁵ tandis que le *Journal* des étudiants annamites toulousains présente certaines initiatives comme le comité de réception de leurs camarades de Paris²¹²⁶. D'autre part, un investissement politique est visible : dès son premier numéro, le *Journal des étudiants annamites* propose un papier intitulé « Participation à la chose publique²¹²⁷ » réfléchissant aux différentes formes d'engagement, tandis que les éditions suivantes comprennent de nombreux articles à teneur politique²¹²⁸. Le même constat est valable pour la publication indienne, faisant écho aux réflexions menées dans les *debating societies* : des messages émanant de figures nationalistes et anticolonialistes, comme Nehru, y sont relayés et des sujets dépassant le cadre de la politique indienne abordés, comme le soutien apporté aux républicains espagnols au printemps 1937²¹²⁹ (illustration 6-1). Surtout, le lien entre les étudiants indiens et la cause nationale est martelé²¹³⁰.

Ces éléments soulignent l'ouverture de ces communautés étudiantes, dont l'objectif n'est pas de fonctionner en vase clos. La préface de la direction du *Journal des étudiants annamites* s'achève sur les contacts qui doivent se déployer à l'échelle métropolitaine comme impériale. Ses auteurs insistent : leur publication doit nourrir une « triple liaison » et « mettre en relations tous [les] compatriotes [annamites] qui viennent ici : ceux-ci et ceux du pays, ceux-là et les Français leurs amis²¹³¹ ». De la même manière, la couverture d'*Indian Student* reproduite ci-après fournit un exemple concret du lien impérial et global qui se tisse entre les étudiants indiens et avec d'autres individus et groupes. Celle-ci contient la liste de l'ensemble

²¹²⁵ *Ibid.*

²¹²⁶ « Comité de réception des étudiants annamites de Paris », *Journal des étudiants annamites*, n°12, 15 janvier 1929, p. 23.

²¹²⁷ Tran Van Thanh, « Participation à la chose publique », *Journal des étudiants annamites*, n°1, 15 mai 1927, p. 9-10.

²¹²⁸ ANOM, SLOTFOM, carton V, dossier 1, sous-dossier *Journal des étudiants annamites*.

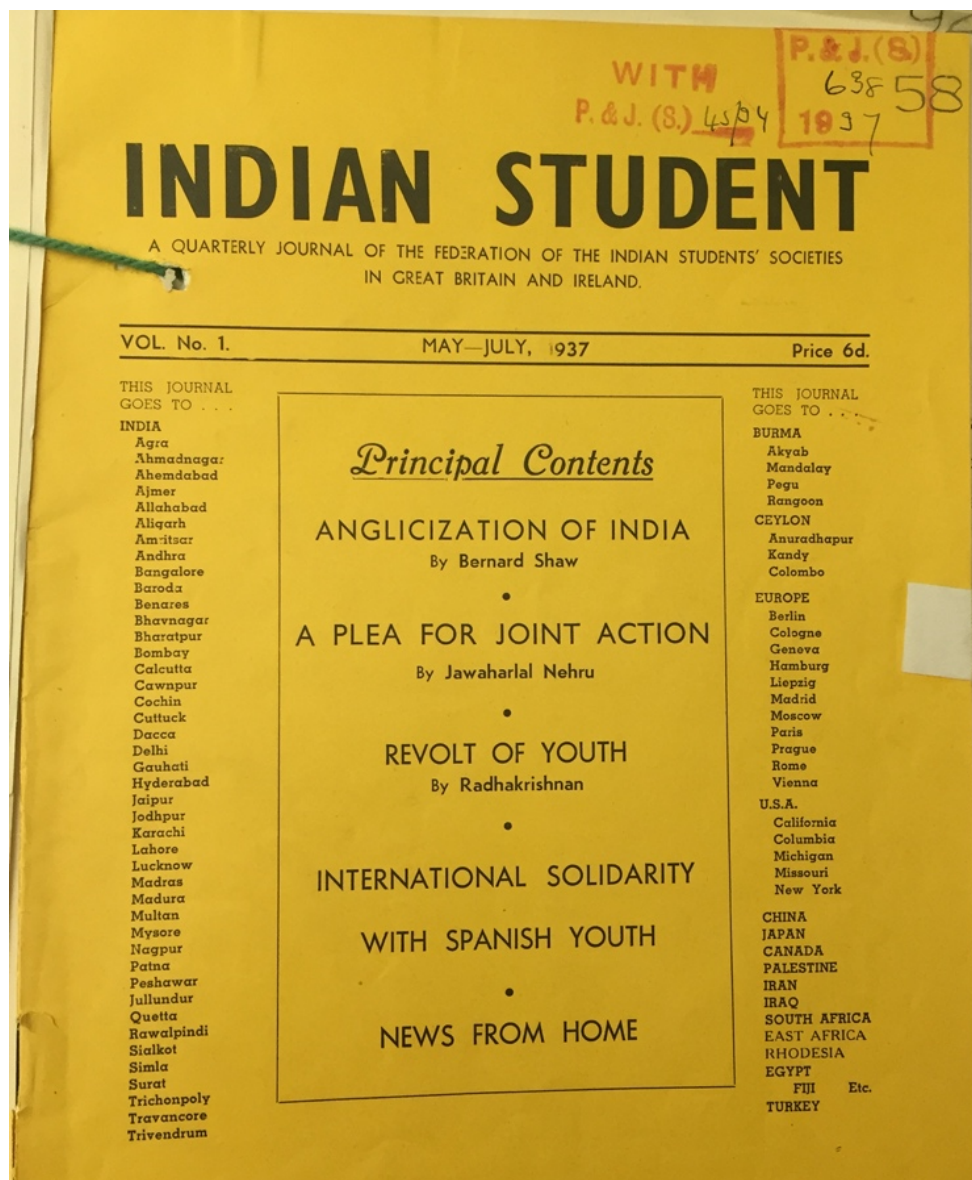
²¹²⁹ « In support of Spanish Democracy », *Indian Student*, n°1.

²¹³⁰ Voir par exemple : Rajani M. Patel, « Indian Students and the World », *Indian Student*, n°1, mai-juillet 1937, p. 11. La mobilisation politique des étudiants est traitée plus en profondeur dans le chapitre 7 de la présente thèse.

²¹³¹ « Pourquoi ce journal », *Journal des étudiants annamites*, 15 mai 1927, p. 2.

des destinations vers lesquelles sont transmis des exemplaires du journal. La présence d'étudiants du Raj au sein de certains de ces lieux, comme la Rhodésie du Sud, semble peu probable et laisse entendre que le journal est également diffusé auprès de la diaspora indienne prise dans un sens plus large.

Illustration 6-1 – Couverture du premier numéro d'*Indian Student*, mai-juillet 1937²¹³²



²¹³² Document disponible dans : BL, IOR, dossier L/PJ/12/475.

Les journaux sont associés à et viennent compléter d'autres mesures prises pour rapprocher les étudiants colonisés afin qu'ils fassent groupe. Des conférences générales, à l'échelle métropolitaine, se développent au cours de l'entre-deux-guerres. Alors qu'à l'échelle coloniale, elles se manifestent d'abord en Inde, ce sont les étudiants indochinois qui semblent inaugurer ce phénomène en métropole avec le Congrès des étudiants indochinois en France. Celui-ci se tient à Aix-en-Provence du 19 au 23 septembre 1927 et regroupe environ 120 étudiants indochinois. Certains représentent des associations bien que celles-ci n'envoient pas toutes des délégués²¹³³. Dix ans plus tard, *Indian Student* voit le jour au cours de la première réunion annuelle de la Fédération des sociétés d'étudiants indiens en Grande-Bretagne et en Irlande (*Federation of Indian Students' Societies in Great Britain and Ireland* - FISSGBI) qui se tient à Londres entre le 8 et le 10 janvier 1937²¹³⁴. Ce sont cette fois 150 étudiants qui rejoignent les locaux d'Euston Road. Dans les deux cas, ces conférences affichent d'abord un rôle social et corporatiste, c'est-à-dire de défense et d'assistance aux étudiants. Les vœux émis par le Congrès indochinois incluent la question de l'accès à l'éducation, de la réception des étudiants nouvellement arrivés en métropole, du développement des associations, du financement des études, etc.²¹³⁵. La conférence londonienne cherche aussi à organiser des actions aidant les Indiens poursuivant leurs études hors de la colonie : aide au logement et à l'admission, développement de contacts sur place, tout en servant de lien entre les différentes associations et en luttant contre les discriminations dont peuvent être victimes les aspirants au diplôme²¹³⁶. L'initiative ancrée en Grande-Bretagne est davantage pérenne que son homologue hexagonale : des conférences de la FISSGBI ont lieu tous les ans même pendant la Seconde Guerre mondiale, tandis que le Congrès d'Aix-en-Provence peine à se renouveler²¹³⁷. Malgré tout, de nouvelles réunions ont lieu au cours des années 1940, comme à Lyon entre le 31 décembre 1943 et le 2 janvier 1944²¹³⁸. Enfin, ces expériences ne font que renforcer les

²¹³³ Par exemple, les associations bordelaises ne sont pas présentes : « Le premier Congrès national des étudiants indochinois à Aix-en-Provence », *Journal des étudiants annamites*, n°6-7, 15 octobre – 15 novembre 1927, p. 1-27.

²¹³⁴ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Extrait du rapport de New Scotland Yard, 16 juin 1937 ».

²¹³⁵ ANOM, GGI, dossier 51 527 : *Propagande en faveur de l'œuvre scolaire indochinoise, vœux émis par le Comité exécutif du Congrès au Congrès des Étudiants indochinois* : « Vœux transmis au gouverneur général de l'Indochine, 12 décembre 1927 ».

²¹³⁶ « Our Conference », *Indian Student*, 1937, p. 4.

²¹³⁷ Des sources évoquent un congrès à Paris en 1928 sans que de plus amples détails n'aient pu être consultés à ce sujet.

²¹³⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Réunion des étudiants annamites de France à Lyon ».

différences entre Indiens et Indochinois quant à leur caractère global : si chaque événement accueille des acteurs extérieurs, ceux-ci sont beaucoup plus nombreux du côté des initiatives indiennes. À Aix, ces interventions se limitent à quelques représentants du corps éducatif métropolitain, tel le proviseur du lycée local. La FISSGBI invite quant à elle d'autres organisations étudiantes, de jeunesse ou politiques comme la British Youth Peace Assembly en 1938²¹³⁹ ou la Young Communist League et la University Labour Federation en 1939, alors que la FISSGBI est devenue la Fédération des sociétés d'étudiants indiens en Europe (FEDIND)²¹⁴⁰.

Ces moments spécifiques sont parfois associés à des fédérations, c'est-à-dire au regroupement volontaire de différentes associations disséminées à l'échelle métropolitaine ou internationale. La FISSGBI en a fourni un premier exemple alors que ce modèle peine à se mettre en place du côté indochinois. Seule une Fédération des étudiants indochinois en France est évoquée le 9 septembre 1943 sans que les archives ne témoignent de son fonctionnement²¹⁴¹. Ici, les initiatives indiennes vont plus loin dès les années 1930, conséquence d'une dispersion plus marquée de ce corps étudiant, en Europe tout particulièrement. Leur développement est également associé à des enjeux politiques, comme l'anticolonialisme ou le fascisme²¹⁴². Fondée en 1929, la Central Association of Indian Students Abroad (CAISA) est à la fois une association à part entière, conseillant et proposant des activités à ses membres qui sont plus de 450 aux lendemains de sa création²¹⁴³, et une fédération ciblant « toutes les organisations étudiantes » en Europe et aux États-Unis²¹⁴⁴. Les sociétés d'Édimbourg, les Majlis de Cambridge et Londres mais aussi le Bureau d'information de Berlin et l'association des étudiants indiens de Paris y prennent part. En 1931, elle fusionne avec la National Union of Indian Students Abroad²¹⁴⁵, d'abord soupçonnée d'être un outil d'espionnage du Foreign Office britannique. Enfin, une Federation of Indian and Ceylonese Students Abroad (FICSA) est active au milieu des années 1930 : elle se réunit en juillet 1935 à

²¹³⁹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Rapport de Scotland Yard, 20 avril 1938 ».

²¹⁴⁰ *Ibid.* : « Note sur la 3e conférence annuelle des sociétés d'étudiants indiens en Europe (FEDIND), 14-15 avril 1939 ».

²¹⁴¹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note de septembre 1943 ».

²¹⁴² Sur les enjeux politiques associés aux mobilités étudiantes, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

²¹⁴³ BL, IOR, dossier L/PJ/12/405 : *Central Association of Indian Students (Abroad) : Reports on Members and Activities* : « Note sur la Central Association of Indian Students Abroad ».

²¹⁴⁴ *Ibid.* : « Rapport sur la CAISA ».

²¹⁴⁵ BL, IOR, dossier L/PJ/12/406 : *Central Association of Indian Students (Abroad) : Reports on Members and Activities* : « Rapport de New Scotland Yard, 18 mars 1931 ».

Berlin, en août 1936 à Prague puis en 1937 à Vienne²¹⁴⁶. Elle confirme ainsi la dispersion européenne des étudiants indiens : en 1936, des participants rejoignent la capitale tchèque depuis Berlin²¹⁴⁷. Si les étudiants de Ceylan sont inclus à cette organisation, son caractère global est encore renforcé par les liens qui existent avec des congrès orientaux, en Italie notamment.

C.2. Cosmopolitismes étudiants

En décembre 1933, un Congrès des étudiants asiatiques est organisé à Rome, à la demande du chef d'État fasciste Mussolini²¹⁴⁸. Selon une note officielle, environ 500 personnes y participent dont 230 viennent du Royaume-Uni, 70 de Suisse et autant de Berlin. Parmi eux, on trouve une vingtaine d'Indiens arrivés principalement d'Angleterre mais, *a priori*, pas d'Indochinois. L'objectif est pourtant de traiter des difficultés frappant les étudiants orientaux au sens large, de développer les relations amicales entre eux et de coordonner les activités étudiantes, tout cela au service d'une diffusion de l'idéologie fasciste. En ce sens, des « semaines romaines des étudiants orientaux » sont organisées en parallèle²¹⁴⁹ et une Oriental Students Confederation voit son siège s'établir à Rome l'année suivante²¹⁵⁰. Ici, des étudiants indiens prennent part à l'émergence d'une communauté étudiante panasiatique au milieu des années 1930, à laquelle participe notamment la FICSA²¹⁵¹. Toutefois, cette initiative semble fragile et ne doit pas être surestimée : peu d'éléments témoignent de ses actions concrètes tandis qu'elle ne semble pas englober l'ensemble des étudiants dits orientaux présents sur le sol européen, comme les Indochinois. Ces derniers semblent rester à l'écart des organisations asiatiques, comme l'a déjà illustré l'absence de véritables contacts extra-vietnamiens de la part des membres du mouvement *Đông Du* dans le Japon du début du xx^e siècle. Les sources concernant la fréquentation d'établissement en République de Chine sont, elles-aussi, trop lacunaires et ne laissent, jusqu'ici, pas entrevoir la constitution de véritables communautés étudiantes asiatiques alimentées par des circulations.

²¹⁴⁶ BL, IOR, L/PJ/12/475 : *Asiatic Congress, Rome; Ceylon Students' Association and Federation of Indian Student Societies of Great Britain and Ireland: reports on members and meetings* : « Rapport de A.C. Chakravarty, 10 septembre 1935 », « Rapport sur la Federation of Indian and Ceylonese Students Abroad, 4 février 1937 ».

²¹⁴⁷ *Ibid.*

²¹⁴⁸ *Ibid.* : « The Asiatic Congress in Rome, 18 janvier 1934 ».

²¹⁴⁹ *Ibid.* : « The Roman Weeks for Oriental Students ».

²¹⁵⁰ *Ibid.* : « Rapport par A. C. Chakravarty, 10 septembre 1935 ».

²¹⁵¹ *Ibid.* : « Rapport sur la FICSA, 4 février 1937 ».

Malgré ces nuances, des communautés estudiantines plus larges que celles déjà établies dans les sociétés d'accueil ou se concentrant sur les colonisés se forment. La présence d'autres étudiants étrangers en métropole favorise parfois ces contacts : au sein de l'Union fédérale des étudiants, des Indochinois côtoient des étudiants de diverses origines. En juin 1930, l'une de ces réunions regroupe « sept Annamites, vingt étudiants étrangers et deux Français²¹⁵² ». Ces liens sont encore plus prégnants à l'échelle extra-impériale. Les étudiants qui rejoignent l'École Staline sont regroupés en divisions regroupant des individus de diverses nationalités et gérées par un bureau de trois membres chargés de « contrôler le travail et l'attitude des membres et d'assurer la liaison avec le Bureau d'Orient, la direction de l'Université et le responsable russe de la section²¹⁵³ ». En 1934, dans la division A, des Indochinois, des Nord-Africains, des Syriens, des Chinois, des Japonais, des Indiens (« Indous ») ainsi qu'un Siamois et deux ou trois individus désignés comme des « nègres des colonies françaises²¹⁵⁴ » vivent ensemble. En parallèle, l'Université communiste des Travailleurs de l'Orient est dotée d'un « Club des étudiants », situé sur la place Strasnaia de Moscou et dont les locaux ont été réaménagés en 1927 afin d'y adjoindre une salle d'études militaires. Ce club propose des activités telles que des séances cinématographiques ainsi qu'une bibliothèque aux différents élèves de l'École. Fin 1925, l'étudiant Nguyễn Thè Vinh n'y rencontre aucun autre Indochinois ou Français²¹⁵⁵.

Enfin, ce cosmopolitisme estudiantin se manifeste surtout aux États-Unis avec l'établissement de Cosmopolitan Clubs dès la première décennie du xx^e siècle. Contrairement aux initiatives évoquées précédemment, qui reposent surtout sur l'action d'acteurs extérieurs – le gouvernement italien, l'administration de l'École Staline, etc. – ce sont certains étudiants indiens qui s'investissent eux-mêmes dans la constitution de communautés globales. Rathindranath Tagore, étudiant à l'Université d'Illinois à Urbana-Champaign (UIUC), fait partie des membres fondateurs du club local, aux côtés de deux autres Indiens²¹⁵⁶. Ces organisations

²¹⁵² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Union fédérale des étudiants* : « Réunion du 6 juin 1930 ». x

²¹⁵³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS – École Staline* : « Courrier du délégué du CAI au directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, 10 septembre 1934 ».

²¹⁵⁴ *Ibid.*

²¹⁵⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thè Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise* : p. 37.

²¹⁵⁶ Breana McCracken, "Cosmopolitan Club Postcards," Student Life and Culture Archives, University of Illinois, 2015, <https://archives.library.illinois.edu/slc/cosmopolitan-club-postcards/>, consulté le 9 août 2021.

étudiantes regroupent des étudiants locaux et étrangers afin de « cultiver les relations sociales et intellectuelles entre des personnes de différentes nationalités à travers une variété d'activités et de services²¹⁵⁷ ». L'UIUC apparaît comme précurseur en la matière mais est rapidement suivie d'autres initiatives. En 1906, le club de Cornell University regroupe des étudiants d'une douzaine de pays différents, dont deux Indiens²¹⁵⁸. En 1909, l'étudiant inscrit à Washington University, Taraknath Das, est nommé secrétaire en charge de la correspondance entre l'université et les Cosmopolitan Clubs avant de devenir le président du club local deux ans plus tard²¹⁵⁹. En effet, en 1907, six associations se regroupent pour former la Corda Fratres Association of Cosmopolitan Clubs of the Pacific Coast of the USA²¹⁶⁰. Réunir les étudiants internationaux d'une même université ne paraît pas suffisant, il s'agit encore une fois de créer du lien entre les différents centres d'études, à l'échelle régionale mais aussi plus globale. En effet, la nouvelle organisation se réclame de la Corda Fratres ou Fédération internationale des étudiants créée à Turin en 1898, première association internationale d'étudiants, qui organise des congrès en Europe et aux États-Unis jusqu'à la Première Guerre mondiale. Au cours de la première moitié du xx^e siècle, l'on retrouve des Indiens participant aux activités des Cosmopolitan Clubs états-uniens, dont certaines diffusent et font connaître la culture et les traditions indiennes : quelques années avant la Grande Guerre, une scène de cérémonie de mariage est ainsi jouée par les membres du club de Cornell au cours de l'Hindustani Night²¹⁶¹. Une étudiante chinoise et un étudiant argentin jouent le rôle des époux aux côtés d'une Brésilienne, d'un Philippin et deux Indiens.

²¹⁵⁷ Teresa Brawner Bevis, Christopher J. Lucas, *International Students in American Colleges and Universities: A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 79.

²¹⁵⁸ « Cornell Cosmopolitan Club (1906) » in, Indu Bhushan De Majumdar, *America Through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & Co, 1918, p. 135.

²¹⁵⁹ « Courrier de Taraknath Das à William Arba Ellis, 22 février 1911 », disponible en ligne : <https://www.saada.org/item/20120827-1070>, consulté le 27 juin 2021.

²¹⁶⁰ « Corda Fratres Association of Cosmopolitan Clubs », *League of Nations Search Engine*, disponible en ligne : <http://www.lonsea.de/pub/org/153>, consulté le 27 juin 2021.

²¹⁶¹ « A Scene of the Hindu Marriage Ceremonial in the Hindusthani Night » in, Indu Bhushan De Majumdar, *America Through Hindu Eye..., op. cit.*, p. 155.

À partir de 1943, la question de l'admission d'étudiants indiens dans les établissements du Royaume-Uni après-guerre est soulevée par différents acteurs²¹⁶². Aux côtés du haut-commissaire à l'Inde, des représentants des autorités universitaires et des membres de l'élite éduquée indienne réfléchissent aux permanences et évolutions de la situation des candidats aux diplômes colonisés. Le système mis en place depuis le début du xx^e siècle est examiné, notamment celui d'Oxford en vigueur depuis 1916²¹⁶³. Sa réforme s'impose, sans qu'un nouveau modèle ne se distingue clairement dès avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs défis sont soulignés : en premier lieu, les acteurs éducatifs comme administratifs s'accordent sur l'afflux massif vers les universités que va provoquer la fin du conflit. Dès juin 1943, le délégué aux étudiants orientaux d'Oxford expose ses prévisions pessimistes puisque selon lui, « il est improbable que beaucoup d'étudiants indiens réussissent à obtenir une admission à n'importe quel moment, et surtout dans le rush de la fin de la guerre²¹⁶⁴ ». Ce constat met en avant la difficulté d'un passage de la mobilité à l'étude mais aussi une séparation entre les étudiants locaux et ceux, ici colonisés, arrivant de territoires extra-métropolitains. Le caractère unifié du corps étudiant est remis en cause alors qu'à l'inverse, l'universitaire indien S.E. Runganadhan défend, dans un courrier adressé à l'India House, l'impossibilité de conserver le système préexistant, présenté comme discriminant. Il explique que « les étudiants de son pays ne devraient plus être séparés des autres étudiants par l'intermédiaire d'un statut impliquant une supervision spéciale²¹⁶⁵ ». Alors que la situation politique et militaire outre-Manche est moins favorable aux projections après-guerre, le milieu des années 1940 apparaît comme une période de réflexion sur ce que signifie être étudiant, en métropole mais aussi dans la colonie. Le recrutement plus large et diversifié des universités indiennes et indochinoises entre 1939 et 1945 met en avant la composition complexe des communautés étudiantes, alors que leurs activités et sociabilités tendent à se maintenir. De plus, les rapatriements liés à la guerre imposent de nouvelles procédures d'admission afin d'assurer la continuité des études²¹⁶⁶.

²¹⁶² Voir notamment : Oxford University Archives, VC 1/101/83: *Oriental Students*.

²¹⁶³ Oxford University Archives, VC 1/101/83: *Oriental Students* : « Observations de la délégation des étudiants orientaux, 27 janvier 1945 ».

²¹⁶⁴ *Ibid.* : « Courrier de S.E. Runganadhan, 15 décembre 1944 ».

²¹⁶⁵ *Ibid.*

²¹⁶⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des études d'outre-mer*.

Ainsi, l'entrée dans le temps étudiant n'est pas toujours aisée : le départ pour la terre d'études ne garantit pas l'accès au savoir. Ce constat complexifie la définition même de l'étudiant : le boursier est considéré comme un étudiant dès qu'il demande – et obtient – une bourse mais peut peiner à intégrer une institution éducative par la suite. Des circulations d'information menées par différents acteurs tendent à faciliter la transition du voyage à l'apprentissage. Ces initiatives permettent de relativiser le poids de la distance : intégrer un établissement en dehors du territoire – voire du continent d'origine – ne s'avère pas toujours plus compliqué que rejoindre un établissement colonial. Elles révèlent par la même occasion le développement d'une diplomatie universitaire qui intègre les territoires coloniaux : les autorités coloniales indochinoises cherchent à attirer des étudiants asiatiques à Hanoi tandis que l'administration de certains établissements, européens notamment, promeut leurs activités au sein des colonies d'Asie. Alors que des organisations non-gouvernementales s'investissent également à la diffusion des opportunités éducatives, les parcours des étudiants et étudiantes d'Inde et d'Indochine mettent en avant les stratégies et capacités d'initiative de ces derniers, qui se saisissent des différents outils à leur disposition. Malgré cela, la formation peut être interrompue pour des raisons multiples, qu'elles soient médicales, politiques ou tout simplement par manque d'intérêt de la part de l'étudiant concerné. Cette diversité des parcours, et les irrégularités qui peuvent les accompagner, est renforcée par l'étude de la répartition, à la fois géographique et par spécialité, des étudiants et étudiantes. Si les sources demeurent parcellaires, c'est la grande variété des trajectoires qui transparaît toutefois. Les aspirants au diplôme n'apparaissent pas toujours comme dépendants d'une offre mise en avant, à différentes échelles, par les pouvoirs publics principalement. Ils et elles peuvent négocier et s'accommoder des manques et incomplétudes des cursus pour parvenir à leurs fins. Enfin, intégrant une école, un *college* ou une faculté, ils et elles adoptent un mode de vie étudiant qui ne se limite pas au suivi assidu de cours. Alors qu'à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, un groupe social étudiant tend à se structurer, en Europe notamment, les étudiants et étudiantes rejoignant ou quittant les colonies indochinoises et indiennes révèlent les jeux d'échelles et de composition de cette communauté. Un double processus d'intégration et de différenciation est visible en dehors comme au sein des colonies. Sans disparaître, le sentiment d'appartenance à une société coloniale au sens large, ou colonisée, est négocié face à la formation d'un corps étudiant plus global, à l'échelle de la terre d'étude ou dans le cadre d'une approche davantage internationale du monde étudiant. En parallèle,

cette expérience de l'étudiant mobile dépasse également le cadre strict de la communauté éducative dans laquelle il évolue.

Chapitre 7

Au-delà de l'étude

Socialisation et politisation

Les étudiants indiens rencontrent de nombreux obstacles en Amérique si pour des motifs religieux ou autres ils ne souhaitent pas se défaire de leurs turbans ou de leurs longs cheveux et se saisir de la tenue et du mode de vie apparent d'un Américain ordinaire. Les étudiants originaires des parties chaudes de l'Inde sont plus enclins à souffrir du changement de climat. Les hivers dans le Midwest et l'est de l'Amérique du Nord sont rigoureux. Le thermomètre peut indiquer, au milieu de l'hiver, plusieurs degrés en dessous de zéro²¹⁶⁷.

Il est assez difficile d'avoir des renseignements précis sur ce qui est dit et se fait dans les milieux indochinois que la Sûreté Générale considère comme les plus méfiants de tous ceux à l'égard desquels une surveillance politique s'exerce. Il (*sic*) se réunissent par petits groupes à des dates qui ne sont pas fixées à l'avance et en des lieux qui varient assez souvent. Ceci est plus particulièrement vrai pour l'élément intellectuel dont la propagande se poursuit d'une façon occulte, par pression morale sur les esprits faibles. Une trentaine d'étudiants et de scolaires semblent vouloir se tenir à l'écart de toute compromission et n'auraient pas voulu se faire inscrire à un des groupements existant²¹⁶⁸ (*sic*).

En 1918, le journaliste indien Saint Nihal Singh publie dans le mensuel *Modern Review*, fondé à Calcutta onze ans plus tôt, un article dans lequel il présente les conditions de vie et d'études de ses compatriotes présents en Amérique du Nord. Ayant habité et voyagé au sein

²¹⁶⁷ Saint Nihal Singh, « Indian Students in America », *Modern Review*, août 1918.

²¹⁶⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Comité de réception des étudiants annamites nouvellement arrivés en France* : « Note sur la propagande révolutionnaire, juillet 1929 ».

de ce continent, il s'appuie sur son expérience pour dresser un tableau pessimiste de ces séjours éducatifs et souligne les différences entre modes de vie sud-asiatiques et nord-américains. Celles-ci sont de différentes natures : géographiques, d'une part, puisque le climat potentiellement froid des États-Unis et du Canada contraste avec celui de l'Inde ; sociales, de l'autre, les habitudes, ici saisies à travers la coiffure et l'habillement, et les coutumes, notamment religieuses, des populations du « Nouveau Monde » se distinguant de celles des Indiens. L'article illustre ainsi la rupture provoquée par la mobilité, conduisant à un environnement, pris dans son acception la plus large, nouveau et présenté comme déstabilisant car à l'origine de « nombreux obstacles²¹⁶⁹ ». Alors que Singh s'interroge sur la capacité d'adaptation de ses compatriotes, qu'il présente comme décisive pour le bon déroulement du séjour, la « note sur la propagande révolutionnaire » de l'agent Fouque, transmise au service de Contrôle et d'Assistance des Indigènes en France métropolitaine (CAI), pour lequel il travaille, onze ans plus tard, en juillet 1929, souligne au contraire la possibilité de conserver et de nourrir des sociabilités liées au territoire d'origine en dehors de celui-ci. L'agent évoque des « milieux indochinois²¹⁷⁰ » dont l'existence repose, selon le rapport, sur la constitution et la fréquentation de différentes associations coloniales implantées dans la ville de Marseille. Les étudiants y tiennent un rôle majeur : en plus d'y rencontrer d'autres colonisés, ils participent à la diffusion d'idées politiques, sans que celles-ci ne soient nécessairement adoptées par l'ensemble de la communauté étudiante.

D'abord dédiés à l'acquisition d'un savoir intellectuel ou pratique, les séjours des étudiants mobiles révèlent donc d'autres enjeux liés à une modification plus générale de leur quotidien. Comme toutes les migrations, les circulations éducatives sont génératrices de rupture : à l'exception de ceux qui résident initialement dans la ville dont ils fréquentent les établissements d'enseignement, les individus souhaitant poursuivre leurs formations quittent leur milieu d'origine – une famille, une communauté, une ville ou un village – et découvrent un environnement nouveau dès le premier voyage, qu'ils peuvent retrouver ensuite en cas de mobilités répétées. Ces bouleversements peuvent les transformer : Saint Nihal Singh soutient que certains Indiens abandonnent leurs vêtements traditionnels tandis qu'en France métropolitaine, des sociabilités spécifiques semblent conduire à adopter des idées politiques,

²¹⁶⁹ Nihal Singh, « Indian Students in America », art.cit.

²¹⁷⁰ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Comité de réception des étudiants annamites nouvellement arrivés en France* : « Note sur la propagande révolutionnaire, juillet 1929 ».

jugées « révolutionnaires » par Fouque. Pendant son séjour, l'étudiant peut découvrir, voire adopter, de nouvelles « façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement²¹⁷¹ ». Celles-ci sont nourries par des contacts et des échanges, plus ou moins brefs, et s'affirment au cours des sociabilités dans lesquelles il s'investit. Comme tout être humain, l'étudiant est « construit par la société globale et locale dans laquelle il vit²¹⁷² ». En se déplaçant, il s'inscrit dans de nouveaux lieux et rencontre de nouvelles personnes qui soulignent le caractère permanent et évolutif de cette construction. Dans ce cadre, les étudiants apparaissent au centre du processus de (re)socialisation auquel participent de multiples acteurs. L'article de Saint Nihal Singh révèle en filigrane le possible rejet, voire les discriminations, dont peuvent faire l'objet les Indiens n'adoptant pas les habitudes nord-américaines. En d'autres mots, les sociabilités dépendent à la fois des migrants éducatifs et de l'accueil que leur réservent les sociétés d'accueil. Le document préparé par l'agent Fouque souligne, quant à lui, la volonté des pouvoirs publics de surveiller afin de pouvoir contrôler, voire réprimer, des sociabilités politiques qu'ils jugent subversives. Processus inévitable, la socialisation au cours du séjour d'étude s'exprime différemment en fonction de l'individu et conduit à s'interroger sur les représentations et les stratégies individuelles et collectives qui la nourrissent.

Jusqu'ici, l'historiographie s'est partiellement intéressée à cet impact social des séjours à vocation éducative : si les travaux sur les étudiants indochinois en métropole ont mis l'accent sur leur politisation, abordant celle-ci à travers une dimension presque uniquement anticolonialiste²¹⁷³, les chercheurs qui se sont penchés sur leurs homologues indiens ont appréhendé d'une manière plus large les interactions avec le territoire et les populations locales²¹⁷⁴. Ce chapitre cherche donc à compléter ces travaux en soulignant et comparant les recompositions sociales, culturelles et politiques provoquées par les séjours d'études d'individus quittant ou rejoignant l'Inde ou l'Indochine, sans en ignorer les limites. Il replace

²¹⁷¹ Muriel Darmon, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 6.

²¹⁷² *Ibid.*

²¹⁷³ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1939 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 3-54 ; Scott McConnell, *Leftward Journey. The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1939*, New Brunswick-Oxford, Transaction Publishers, 1989 ; David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

²¹⁷⁴ Shompa Lahiri, *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters. Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, France Cass, 2000 ; Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities : The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010 ; Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016.

l'étudiant mobile dans son contexte social pris au sens le plus large afin d'appréhender la manière dont son expérience est déterminée par des « situations de vie instituées autour de lui²¹⁷⁵ ».

En effet, les effets sociaux de la mobilité étudiante sont appréhendés dès avant le départ, qu'ils soient redoutés ou promus par différents acteurs. Cette expérience empirique inévitable n'en est pas moins négociée au quotidien et ne peut se résumer à une rupture franche avec la société d'origine. C'est en outre sa dimension politique qui transparaît le plus des archives, faisant des étudiants aussi bien des cibles que des agents de cette politisation, sans que celle-ci ne puisse se résumer à un dualisme opposant colonialisme et anticolonialisme.

1. Des quotidiens renouvelés

La méconnaissance des territoires et sociétés d'accueil a déjà été évoquée sous l'angle éducatif, pouvant nuire au bon déroulement des études. Or, les circulations estudiantines ne conduisent pas seulement à un nouveau lieu de formation mais également à des sociétés nouvelles en leur entier. Les individus mobiles se confrontent au quotidien à des modes de vie différents. Cette expérience empirique est inévitable, qu'elle soit appréhendée ou non avant le départ, et conduit à des recompositions socio-culturelles plus ou moins marquées et se manifestant de différentes manières, à travers les codes sociaux, les habitudes vestimentaires et alimentaires ou encore les sociabilités.

A. Des séjours redoutés

La (re)socialisation engendrée par le séjour d'études en dehors du cadre de vie habituel est à l'origine de réflexions dès le XIX^e siècle. Celles-ci ne sont pas le fruit des étudiants eux-mêmes mais d'une variété d'acteurs externes, publics comme privés, qui soulignent, voire redoutent, les effets socioreligieux, culturels, corporels ou encore politiques de la mobilité. Afin de bien saisir ces enjeux, la spécificité des sociétés impériales doit être prise en compte :

²¹⁷⁵ Christophe Granger, *Joseph Kabris ou les possibilités d'une vie 1780-1822*, Paris, Anamosa, 2020, p. 28.

pour les colonisateurs, rejoindre la métropole ou plus généralement, l'Occident, dans le cadre des études est considéré comme un retour nécessaire à la société d'origine, généralement renforcé par le prestige des institutions éducatives qui s'y trouvent. Cette réintégration souhaitée ne concerne pas les populations colonisées ou les étudiants étrangers rejoignant une possession ultramarine. Dans ce contexte, des craintes se manifestent parfois dès avant le départ, comme l'illustre le cas d'étudiants hindous souhaitant rejoindre la métropole au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. En effet, certaines castes considèrent alors les voyages comme dangereux et des restrictions fondées sur les textes sacrés sont émises, non sans faire débat à la fin du siècle²¹⁷⁶. Mohandas Karamchand Gandhi, membre de la caste des Modh Baniyas²¹⁷⁷, essuie les réticences de ses proches lorsqu'il envisage de poursuivre ses études de droit à Londres à la fin des années 1880. Il doit obtenir le consentement de son oncle, alors le membre le plus âgé de sa famille. Son autobiographie offre un aperçu des enjeux socioreligieux associés aux séjours à l'étranger, lorsqu'il rapporte les propos de son oncle :

'Je ne suis pas sûr qu'il soit possible pour qui que ce soit de séjourner en Angleterre sans porter préjudice à sa religion. De tout ce que j'ai pu entendre, j'ai des doutes. Quand je rencontre ces grands avocats, je ne vois aucune différence entre leurs vies et celles des Européens. Ils n'ont aucuns scrupules en ce qui concerne la nourriture. Ils ont sans cesse un cigare à la bouche. Ils s'habillent comme des Anglais. Tout cela ne s'accorderait pas avec notre tradition familiale. (...) Au seuil de la mort, comment oserais-je donner ma permission pour aller en Angleterre, pour traverser les mers ? Mais je ne me tiendrai pas en travers de ta route. C'est la permission de ta mère qui compte vraiment. Si elle te permet de partir, alors bon vent ! Dis-lui que je n'interviendrai pas. Tu partiras avec ma bénédiction²¹⁷⁸.'

Ici, c'est à la fois l'impossibilité de se conformer aux traditions familiales et aux exigences religieuses qui est redoutée par l'entourage immédiat du candidat au départ. S'ils sont associés à des enjeux spirituels, ce sont les effets du séjour à l'étranger sur la vie quotidienne, à travers l'exemple de l'alimentation notamment, qui nourrissent les doutes de l'entourage

²¹⁷⁶ Voir notamment : Lucy Carroll, « The Seavoyage Controversy and the Kayasthas of North India, 1901-1909 », *Modern Asian Studies*, 13, 2, 1979, p. 265-299.

²¹⁷⁷ Caste locale, au Gujarat, de marchands : Robert Deliège, *Gandhi. Sa vie et sa pensée. Un modèle pour le XXI^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

²¹⁷⁸ « 'I am not sure whether it is possible for one to stay in England without prejudice to one's own religion. From all I have heard, I have my doubts. When I meet these big barristers, I see no difference between their life and that of *Europeans*. They know no scrupules regarding food. Cigars are never out of their mouths. *They dress as shamelessly as Englishmen*. All that would not be in keeping with our family tradition. (...) At the threshold of death, how dare I give you permission ot go to England, to cross the seas? But I will not stand in your way. It is your mother's permission which really matters. If she permits you, then *godspeed!* Tell her I will not interfere. You will go with my blessings.' » : M.K. Gandhi, *An Autobiography or The Story of My Experiments with Truth. A Critical Edition*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2018, p. 102-103.

de l'étudiant. Le double niveau de craintes – à la fois familial et communautaire – est confirmé au cours des semaines précédant le voyage : malgré l'autorisation maternelle finalement obtenue, les membres de la caste Modh Bania s'opposent au départ du jeune homme et le convoquent à une réunion. Le chef de la communauté précise alors, toujours selon les mémoires de M.K. Gandhi :

De l'avis de la caste, votre proposition de départ pour l'Angleterre n'est pas adéquate. Notre religion interdit le voyage à l'étranger. Nous avons également entendu qu'il n'était pas possible de vivre là-bas sans compromettre notre religion. D'aucun est obligé de manger et de boire avec des Européens²¹⁷⁹!

L'obstination de Gandhi le conduit à être exclu de sa caste sans que cela ne remette en cause son voyage. Ici, ce n'est pas l'acquisition d'un savoir occidental qui est redouté – en d'autres mots, les études elles-mêmes – mais bel et bien l'éloignement de la communauté d'origine et des habitudes et mœurs qui lui sont associés. À cette période, ces tensions qui dissocient la dimension éducative du caractère social du voyage sont fréquentes au sein des populations hindoues de l'Inde britannique. En mars 1881, le journal *Bharat Bandhu* publié dans le nord de l'Inde met en exergue ce dualisme tout en pointant cette spécificité liée à l'hindouisme :

Aucun natif ne peut concourir aux examens pour le *Civil Service* ou devenir un avocat du barreau (*barrister-at-law*) sans aller en Angleterre... Il n'y a que les Hindous qui sont inquiets d'envoyer leurs fils en Angleterre pour leur éducation par peur d'une perte de leur religion. Mais ils doivent se rappeler que s'ils ne dépassent pas rapidement cette difficulté d'une manière ou d'une autre, ils ne seront pas capables de rester à la hauteur des Bengalis et des Musulmans en termes de progrès²¹⁸⁰.

En outre, ces hésitations sont loin d'être partagées par tous les membres de cette communauté religieuse, comme le rappelle Gandhi face à ses détracteurs : un Brahmane ami de sa famille, et donc issu d'une caste supérieure, lui a recommandé de partir pour le Royaume-Uni²¹⁸¹. L'impact des restrictions ne doit pas être surestimé : des Hindous arrivent au Royaume-Uni dès le milieu du XIX^e siècle²¹⁸². L'exemple de Gandhi le confirme : l'injonction

²¹⁷⁹ « In the opinion of the caste, your proposal to go to England is not proper. Our religion forbids *voyage abroad*. We have also heard that it is not possible to live there without compromising our religion. One is obliged to eat and drink with Europeans! » : *Ibid.*, p. 106.

²¹⁸⁰ « [N]o Native can compete for the Civil Service examination or become a barrister-at-law without going to England... It is only the Hindus who are afraid to send their sons to England for education for fear of the loss of their religion. But they should remember that if they do not soon get over this difficulty in some way or other, they will not be able to keep pace with the Bengalis and the Musalmans in the matter of progress. » : *Bharat Bandhu*, 11 mars 1881, cité dans Lucy Carroll, « The Seavoyage Controversy... art.cit. », p. 265.

²¹⁸¹ M.K. Gandhi, *An Autobiograph...*, *op.cit.*, p. 106.

²¹⁸² Toutefois, les statistiques officielles ne différencient pas les hindous traditionnels des réformistes, tels les membres du Brahmo Samaj.

à l'immobilité n'est ni réellement coercitive ni véritablement dissuasive. Les règles sont rapidement assouplies et des compromis sont trouvés²¹⁸³. Celles-ci n'éradiquent pourtant pas toutes formes d'anxiété culturelle et religieuse quant à la fréquentation de sociétés étrangères : au cours des années 1920, les difficultés de Trikamlal (T.M.) Shah à suivre un régime végétarien alors qu'il a intégré le Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston inquiètent son beau-père, Devchand Parekh, qui est l'instigateur de son voyage d'études²¹⁸⁴. Ce dernier exige de son gendre des rapports hebdomadaires décrivant son état de santé et l'évolution de son poids.

Ces réticences socioreligieuses demeurent inédites dans les archives, qui ne laissent pas voir de craintes similaires, antérieures au départ, quant aux séjours d'étudiants non-hindous, que ceux-ci viennent ou rejoignent l'Inde ou l'Indochine. Toutefois, la question de la séparation avec la communauté d'origine n'en transparait pas moins ponctuellement, à différentes échelles et sous d'autres formes. En effet, dès les années 1860, le départ pour une ville universitaire dans la colonie est redouté par certaines populations indiennes. L'impossibilité de poursuivre des études dans les *mofussil*, soit en dehors des grands centres urbains, est critiquée par des habitants du district de Moorshedabad en 1863, auteurs d'un memorandum adressé au lieutenant-gouverneur du Bengale. Ils se positionnent en faveur du développement du *college* local et dénoncent « le départ obligatoire pour la distante métropole », Calcutta, et les inconvénients induits : « le manque d'amis afin de prendre soin de leurs mœurs et de leur santé, dans un lieu peu réputé pour son climat, et abondant, comme toutes les grandes villes, de tentations²¹⁸⁵ ». Des craintes non-éducatives mais liées aux circulations universitaires tendent à avoir un impact sur le développement de l'enseignement supérieur en Inde coloniale en ce qu'elles alimentent une demande de formation hors des grandes villes. Surtout, le séjour en dehors du milieu d'origine est présenté comme dangereux à un double niveau puisqu'il menace aussi bien la santé que la morale des candidats aux diplômes, inquiétudes que l'on retrouve à de plus petites échelles. La question sanitaire est

²¹⁸³ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 8 ; Elleke Boehmer, *Indian Arrivals, 1879-1915. Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 39.

²¹⁸⁴ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 111.

²¹⁸⁵ West Bengal State Archives (WBSA), Education, file n°8-11 : *Additional material for January 1864: Report of the Director of Public Instruction on the Memorial of Ranee Surnomoyee and other inhabitants of Moorshedabad praying that the staff of the Berhampore College may be strengthened with a view to afford them the means of educating their children up to the Standard of the University Degrees in Arts and Law* : « Memorandum des habitants du district de Moorshedabad au lieutenant-gouverneur du Bengale, 1863 ».

un *topos* des mobilités étudiantes aux XIX^e et XX^e siècles et le passage de visites médicales comme condition *sine qua non* au départ a déjà été souligné²¹⁸⁶. Les étudiants mobiles peuvent être confrontés à des climats encore inconnus et très différents de ceux de leurs territoires d'origine, comme le souligne l'article de Saint Nihal Singh cité en exergue. En 1909, le Comité Paul-Bert le rappelle subtilement dans son règlement au sujet des séjours en France métropolitaine – « il est dangereux d'envoyer des étudiants indochinois pendant la période d'hiver²¹⁸⁷ » – tandis que le choix de destinations au climat doux est mis en avant afin de faciliter l'acclimatement²¹⁸⁸. Au-delà d'adaptations calendaires et/ou liées au choix de la destination, il s'agit aussi d'adopter des tenues vestimentaires et des comportements permettant de minimiser ces dangers. Cet impératif se retrouve au sujet des boursiers de Cochinchine rejoignant l'École vétérinaire de Hanoi en 1916, auxquels une allocation supplémentaire pourrait être versée afin qu'ils puissent se procurer des vêtements chauds. Le chef du service vétérinaire au Tonkin signale au résident supérieur que « l'apparition du froid [dans cette province] donne un caractère d'urgence à la solution de cette question, urgence qui n'est sans doute pas soupçonnée en Cochinchine mais dont les intéressés éprouvent en ce moment les inconvénients²¹⁸⁹ ». L'illustration la plus extrême des dangers liés au climat du territoire d'accueil demeure sans doute les décès de deux étudiants indiens morts de froid, tragédies relayées dans la presse britannique : le premier, Ram Ditta Budhiraja suivait les cours de l'Université de Leipzig lorsqu'il fut retrouvé sans vie dans les montagnes de Saxe en 1926²¹⁹⁰ ; le second, étudiant à Berlin, fut quant à lui retrouvé aux côtés d'une femme, elle-aussi décédée, dans les monts des Géants, à l'est de l'Allemagne au lendemain de la Saint Sylvestre 1939²¹⁹¹. Certains étudiants se saisissent de ces enjeux, à l'instar du carabin indochinois Lê Van Chinh qui « à la suite d'une maladie, de la crainte du froid, et aussi attiré par Marseille par la présence actuelle mais momentanée du Docteur Reboul, médecin

²¹⁸⁶ À ce sujet, voir notamment la première partie de la présente thèse.

²¹⁸⁷ ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul-Bert* : « Règlement du comité Paul-Bert, 1909 ». Voir : annexes.

²¹⁸⁸ *Ibid.* Sara Legrandjacques, « Le corps étudiant à l'épreuve de l'Empire. Impacts corporels des mobilités étudiantes indochinoises et indiennes (années 1850-1930) », in Marine Galiné, Timothy A. Heron (dir.), *Corps en crise, crise(s) du corps. Réflexions interdisciplinaires autour du corps déconstruit*, Reims, Épure, 2018, p. 136-156.

²¹⁸⁹ Archives nationales du Vietnam – centre n°1 (ANV1), Résidence supérieure du Tonkin (RST), dossier 73 425-01 : *AS établissement d'un concours pour l'obtention d'une bourse à l'École Vétérinaire et à l'admission d'auditeurs libres dans cet établissement en Annam, au Cambodge et en Cochinchine, 1916* : « courrier du chef de service au résident supérieur du Tonkin, 10 novembre 1916 ».

²¹⁹⁰ « Indian Student's Fate: Frozen to Death on Hills », *The Scotsman*, 16 mars 1926.

²¹⁹¹ « Indian Student Dies in Snow: Left Moutains Hut at 4 A.M. on New Year's Eve », *The Scotsman*, 3 janvier 1939.

colonial, (...) désire être envoyé à l'École d'application du service de santé à Marseille²¹⁹² ». La question de la santé ne se limite pas à l'accommodement au climat mais se fait plus générale. Si les dangers sanitaires du séjour métropolitain sont rappelés dans les rapports à destination de l'India Office²¹⁹³, la vulnérabilité supposée de certains étudiants originaire des colonies est illustrée au début des années 1930 par les résidents indochinois de la MEI. Deux d'entre eux succombent en 1932 de la tuberculose. Leurs décès conduisent le directeur de la Maison à faire aménager le premier service médical préventif de la Cité universitaire, justifié par « la situation tout à fait spéciale que font aux étudiants indochinois leur complexion chétive, leur adaptation difficile à notre climat et les restrictions sévères que leur impose la crise économique²¹⁹⁴ ».

En parallèle, les étudiants sont sujets à des dérives morales associées aux grands centres urbains. Les « tentations » évoquées par les habitants du district du Moorshedabad peuvent aussi bien faire référence à la consommation d'alcool qu'à la fréquentation de lieux de loisirs – si ce n'est, de débauche – gênant le bon déroulement des études et éloignant des comportements moraux auxquels les étudiants étaient tenus au sein de leur communauté d'origine. Si les auteurs du mémorandum de 1863 ne précisent pas la nature de ces tentations, des exemples plus concrets émanent d'autres sources, notamment à l'échelle métropolitaine. Dans un courrier daté du 15 décembre 1902, le régisseur (*steward*) de Gray's Inn, une des *Inns of Court* londoniennes, précise qu'« au cours des dix dernières années, il a connu au moins huit hommes qui sont venus en Angleterre, en proclamant s'abstenir de consommer de la viande et de l'alcool, et qui sont devenus des alcooliques – certains d'entre eux faisant figure de causes désespérées²¹⁹⁵ ». Il mentionne l'un d'eux, décédé dans un asile de Londres, conséquence de sa vie dépravée. En 1926, c'est au tour du ministre des Colonies français de signaler au gouverneur général de l'Indochine le cas de Sam Khăc Nhuê « retenu à Paris par sa

²¹⁹² ANOM, GGI, dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France* : « Lettre de Jean Fourès au ministre des Colonies, 20 février 1910 »

²¹⁹³ BL, IOR, dossier Q/10/1/5 : *Letter, dated 16 July 1921, from the Secretary to the High Commissioner for India, forwarding a memorandum as to the policy and organization of the Indian Students' Department by W.S. Meyer, with enclosures.*

²¹⁹⁴ Brigitte Blanc, Philippe Ayrault, « La Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est », étude publiée par la région Île de France, 2015, p. 5.

²¹⁹⁵ BL, Mss Eur, F111/281 : *Curzon Collection – International Administration part III : Hostel for Indians in London* : « Courrier de M. Douthwaiste, régisseur de Gray's Inn, 15 décembre 1902 ».

funeste passion du jeu²¹⁹⁶ ». Décrit comme « paresseux et d'ailleurs incapable, faisant partout des dettes et des dupes », le jeune homme inquiète d'autant plus les autorités qu'il est le titulaire d'une bourse gouvernementale. Toutefois, plus que l'impact moral de la séparation, c'est le coût financier de ses écarts qui est redouté puisque Sam emprunte « sans cesse pour satisfaire sa passion²¹⁹⁷ ».

Enfin, les marques d'inquiétudes provenant d'administrateurs coloniaux, de représentants des autorités impériales et de leurs collaborateurs révèlent un autre type de danger, à la fois plus englobant et plus abstrait : le dépaysement. Dans un rapport au gouverneur général de l'Indochine daté de 1909, le résident supérieur du Tonkin par interim Jean Morel précise qu'il faut « éviter la nostalgie » alors que les étudiants sont « transplantés dans un milieu si différent de celui dans lequel ils ont coutume de vivre²¹⁹⁸ ». Deux ans plus tard, en 1911, c'est au tour du secrétaire d'État à l'Inde, cette fois depuis Londres, de préciser qu'« une longue séparation avec le foyer et l'influence familiale a un effet négatif sur les étudiants indiens²¹⁹⁹ ». Dans les deux cas, des représentants des pouvoirs publics réfléchissent à garantir la productivité du voyage, qui doit permettre d'acquérir de nouvelles compétences intellectuelles et/ou pratiques, tout en redoutant une séparation avec la communauté d'origine. La question du déracinement²²⁰⁰, modifiant les habitudes sociales, morales voire politiques – nous y reviendrons – des candidats aux diplômes, fait transpar tre des enjeux liés au maintien de l'ordre colonial. Ces derniers sont destinés à retourner dans leurs territoires d'origine où ils ne doivent pas remettre en cause la domination européenne. Les modalités du séjour d'études laissent poindre, dès avant le retour, le spectre du déclassement des étudiants²²⁰¹.

²¹⁹⁶ ANOM, GGI, dossier 51 422 : *Sam Kh c Nhu * : « Courrier du ministre des Colonies au gouverneur général de l'Indochine, 22 octobre 1926 ».

²¹⁹⁷ *Ibid.*

²¹⁹⁸ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 2 564 : *Médecins indigènes envoyés en France   l'effet de perfectionner leur instruction médicale* : « Rapport   M. le gouverneur général de l'Indochine de Jean Morel, 25 mars 1909 ».

²¹⁹⁹ BL, IOR, dossier 1120, sous-dossier 4173 : *Indian students in England* : « Courrier au secrétaire d'État à l'Inde, 5 octobre 1911 ».

²²⁰⁰ Nguyễn Thụy Phương, *L' cole française au Vietnam de 1945   1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation sous la direction de Rebecca Rogers, Université Paris René Descartes – Paris V, 2013, p. 123.

²²⁰¹ La question du déclassement, qui se manifeste surtout à la suite du séjour d'études, est traitée plus en profondeur dans le chapitre 8 de la présente thèse.

B. Le séjour d'étude comme apprentissage social

Dès le XIX^e siècle, la rupture que constitue l'arrivée en terres d'étude est mise en avant par différents acteurs, redoutant cette séparation avec le territoire et la communauté d'origine, principalement à l'échelle extra-coloniale. Les enjeux sont de nature variée et peuvent modifier les modes de vie et habitudes de l'étudiant mobile. Ainsi, la vie au sein des sociétés métropolitaines ou à l'étranger change le rapport à soi et au monde qu'ont les étudiants, que ces bouleversements soient anticipés ou non. Parfois redoutés, ils sont aussi promus en ce qu'ils consolident les sociétés impériales.

B.1. Une inévitable expérience empirique

Si la mobilité éloigne – *a minima* géographiquement – de la communauté d'origine, elle conduit en parallèle à la découverte de nouveaux territoires et des sociétés qui leur sont associées. Au-delà des découvertes touristiques dans le cadre du voyage, déjà explorées précédemment²²⁰², les étudiants se confrontent au quotidien à de nouveaux comportements sociaux, à de nouveaux modes de vie, coutumes et habitudes, qui diffèrent de leurs propres « façons de faire, penser et d'être²²⁰³ ». Dans ce contexte, l'apprentissage – plus ou moins rapide, plus ou moins tardif – de la socialisation locale apparaît souvent comme nécessaire afin de rendre le séjour plus efficace et effectif. Les interactions quotidiennes ne doivent pas constituer des obstacles au bon déroulement des études. Une fois encore, l'expérience de M.K. Gandhi lors de son arrivée à Londres en 1888 est particulièrement parlante concernant ces transformations et accommodements quotidiens qu'engendre la mobilité. Il rapporte sa rencontre avec un Indien appelé Dr Mehta peu après son arrivée :

Tandis que nous parlions, je me saisissais avec désinvolture de son haut-de-forme, et en essayant de tester sa douceur, le caressais à rebrousse-poil et dérangeais sa fourrure. Dr Mehta observait l'air quelque peu en colère ce que j'étais en train de faire et m'arrêta. Mais le mal était fait. L'incident était un avertissement pour l'avenir. C'était ma première leçon sur l'étiquette européenne, à laquelle le Dr Mehta m'initia dans les moindres détails non sans humour. 'Ne touchez pas ce qui appartient à d'autres personnes', dit-il, 'Ne posez pas de questions comme nous le ferions habituellement en Inde dès la première rencontre ; ne parlez pas d'une voix forte ; ne vous adressez pas aux gens en utilisant 'sir' pendant que vous leur parlez comme vous le feriez en Inde ; seuls les domestiques et les subordonnés s'adressent à leurs maîtres ainsi.' Et ainsi de suite²²⁰⁴.

²²⁰² Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²²⁰³ Muriel Darmon, *La socialisation...*, *op.cit.*, p. 6.

²²⁰⁴ « As we were talking, I casually picked up his top-hat, and trying to see how smooth it was, passed my hand over it the wrong way and disturbed the fur. Dr Mehta looked somewhat angrily at what I was doing and stopped

Ici, une resocialisation est nécessaire afin de pouvoir évoluer sans encombre au sein de la société d'accueil européenne : M.K. Gandhi doit apprendre à se comporter d'une façon appropriée à la société d'accueil. Les différences entre vie sociale dans la colonie et en métropole sont clairement énoncées, faisant écho aux changements survenant dès le voyage maritime tels qu'ils sont évoqués dans le récit semi-autobiographique de Nhứt Linh²²⁰⁵. Les changements apparaissent comme brutaux à l'étudiant Gandhi qui se représente, dans son autobiographie, comme totalement étranger à ces comportements sociaux métropolitains. En effet, les archives pour l'ensemble de la période ne permettent que rarement de souligner une préparation à la socialisation en amont. Par exemple, les guides destinés aux étudiants d'Inde britannique souhaitant rejoindre la métropole, édités par la National Indian Association (NIA) puis en collaboration avec le département des étudiants indiens au sein de l'India Office, ne comportent pas de rubriques à ce sujet, se limitant à une description des formations disponibles et des conditions d'admission dans les établissements concernés et donc, à l'aspect éducatif du voyage²²⁰⁶. Un constat similaire peut être fait concernant les séjours impériaux des étudiants indochinois : si le Comité Paul-Bert prend soin de préciser le contenu de la valise de ses pupilles et de les encadrer à chaque étape de leur voyage, aucun élément visant à leur inculquer les règles de socialisation métropolitaines n'est notable, peut-être mené au cas par cas, au fil du séjour²²⁰⁷.

Malgré tout, l'apprentissage sur le terrain peut bénéficier d'un terreau en amont, notamment souligné par les spécialistes des migrations impériales indiennes. Elleke Boehmer a mis en avant une anticipation du séjour en Angleterre par une partie des élites colonisées du Raj par l'intermédiaire de lectures mais aussi à travers une préparation qu'elle désigne comme « psychosociale ». Celle-ci passe par l'utilisation de la langue anglaise et l'éducation au sein d'écoles dirigées par des Britanniques²²⁰⁸. Elle se fait donc de manière plus ou moins

me. But the mischief had been done. The incident was a warning for the future. This was my first lesson in European etiquette, into the details of which Dr. Mehta humorously initiated me. 'Do not touch other people's things,' he said. 'Do not ask questions as we usually do in India on first acquaintance; do not talk loudly; never address people as 'sir' whilst speaking to them as we do in India; only servants and sub-ordinates address their masters that way.' And so on and so forth. » : M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 102-103.

²²⁰⁵ À ce sujet, voir le chapitre 4 de la présente thèse : Nhứt Linh, « Going to France – Diary of a journey abroad (using laughter to cover the truth) », *East Asian History*, n°8, 1994, p. 73-134, p. 99-107.

²²⁰⁶ Voir par exemple : *Handbook of Information for Indian Students Relating to University Professional Studies, Etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Philips – National Indian Association, 1909.

²²⁰⁷ Voir notamment : ANOM, GGI, dossier 2 568 : *Comité Paul Bert* : « Règlement du Comité Paul-Bert, 15 février 1909 ».

²²⁰⁸ Elleke Boehmer, *Indian Arrivals...*, *op.cit.*, p. 52.

consciente et varie en fonction des individus. Gandhi révèle son inconfort vis-à-vis de l'anglais dans les premiers temps de son séjour métropolitain²²⁰⁹, comme d'autres de ses compatriotes par la suite sans que cela soit ne soit toujours un obstacle à des sociabilités²²¹⁰ tandis que Cornelia Sorabji est habituée avant ses études oxoniennes à échanger en langue anglaise. Les Indochinois passés par les lycées français – dans la colonie ou en métropole – échangent plus facilement avec la population locale²²¹¹. Or, si l'impact sur le quotidien des aspirants aux études est réel, les archives ne permettent pas toujours de saisir ces enjeux qui dépassent le simple cadre éducatif, comme dans le cas des étudiants chinois à Hanoi présentés comme maîtrisant insuffisamment le français.

À l'inverse, les correspondances et échanges privés peuvent fournir l'occasion de décrire les habitudes sociales des populations d'accueil et certaines publications présentent certaines des terres d'études. Une fois de retour en Inde, Gandhi rédige un guide de Londres qu'il publie en 1893 et 1894²²¹². Il y prodigue des conseils généraux tout en s'attardant sur le cas des étudiants, notamment des candidats aux professions d'avocats. *Alumnus* d'Inner Temple, Babu Lal Sud prépare, en 1916-1917, une série d'articles pour *The Tribune*, un journal de Lahore, compilés ensuite en un livre, ayant la même vocation²²¹³. C'est également un étudiant en droit, cette fois indochinois, Ly Binh Hué qui s'appuie quant à lui sur le *Journal des étudiants annamites* pour publier le témoignage, peut-être semi-fictionnel, de Bôt, un « Retour de France²²¹⁴ ». Le ton est cependant différent puisqu'il met clairement l'accent sur un apprentissage social au détriment de l'instruction académique, en déclarant que les études doivent « être au second plan » puisque « là-bas [en métropole], où l'on est plus avancé, on apprend dans le grand Livre, dans la Vie, elle-même²²¹⁵ ». Son récit se concentre plutôt sur la visite de villes, la fréquentation des salles de spectacle, des dancings, des jardins et donne une

²²⁰⁹ M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 108.

²²¹⁰ Sumita Mukerjee mentionne le cas de Mohammad Said Khan, un ingénieur formé à l'Université de Nottingham qui évoque dans un entretien postérieur un « anglais pas très bon » mais qui ajoute qu'il a pu malgré tout nouer des liens avec des Britanniques pendant son séjour : Sumita Mukerjee, *The England-Returned...*, p. 42.

²²¹¹ Scott McConnell souligne ainsi que les étudiants vietnamiens n'ont pas toujours l'expérience et la formation nécessaires pour avoir une vie sociale métropolitaine similaire aux citoyens français de l'entre-deux-guerres : Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.*, p. 53.

²²¹² « Guide to London » in, Mohandas K. Gandhi, *The Collected Works of Mahatma Gandhi, volume 1*, New Delhi, Publications Division – Gouvernement of Indian, 1960.

²²¹³ Sumita Mukerjee, *Titre...*, *op.cit.*

²²¹⁴ Sur les « Retours d'études », voir le chapitre 8 de la présente thèse.

²²¹⁵ ANOM, SLOTFOM, carton V, dossier 1, sous-dossier *Journal des étudiants annamites* : « 'Mon ami Bôt qui revient de France', 15 août 1927, p. 4-9 ».

part importante à la séduction de jeunes femmes. De manière plus indirecte, les témoignages d'étudiants indiens peuvent comporter des éléments participant à une préparation sociale de la mobilité : la préface d'*America through Hindu Eyes*, d'Indu Bhushan De Majumdar souligne que l'auteur « ne prétend pas donner plus que quelques maigres informations au sujet de ce vaste pays, et du grand peuple qui l'habite », ce qui « ne peut pas être inintéressant pour [s]es compatriotes en Inde²²¹⁶ ». Son séjour aux États-Unis pendant la première décennie du xx^e siècle, au cours duquel il fréquente l'Université de Yale, Majumdar l'a confronté aux normes sociales états-uniennes, ce qui lui permet de comparer Inde, Europe et Amérique :

Le Nouveau Monde se doit, bien sûr, d'être différent de l'Ancien Monde en ce qui concerne le vêtement, le régime alimentaire et d'autres éléments, puisque de telles différences sont déjà visibles entre pays voisins. L'étranger qui traverse l'océan Atlantique ne croise plus d'hommes en vêtements ajustés comme en Europe. Le vêtement américain est bien plus large. Pendant un voyage, un passager américain – un Californien – m'a dit au cours d'une conversation portant sur les vêtements près du corps européens que les Européens semblaient s'être habillés avec les habits de leurs petits frères. (...) On croise rarement quelqu'un portant une barbe ou une moustache aux États-Unis²²¹⁷.

Les caractéristiques de la socialisation varient en fonction du territoire concerné, à l'échelle nationale mais aussi à plus grande échelle, révélant sa complexité. Majumdar distingue par exemple les États-uniennes du nord, du sud et de l'ouest dans le chapitre 3 de son ouvrage, dédié à la « femme américaine²²¹⁸ ». Ici, les mobilités étudiantes produisent du savoir sur les sociétés d'accueil à destination d'un public colonisé, à la fois témoignage de représentations par l'intermédiaire d'un individu lui-même colonisé et outil dont peut se saisir un candidat au diplôme indien. Il demeure cependant difficile de mesurer l'impact pédagogique de tels récits sur la préparation du séjour d'études. De plus, cette dernière est quelquefois dénoncée comme insuffisante, notamment par les détracteurs des mobilités étudiantes. L'article publié par Saint Nihal Singh dans *Modern Review* en août 1918 traite des conditions de vie des

²²¹⁶ Indu Bhushan De Majumdar, *America Through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & Co, p. XV-XVI.

²²¹⁷ « The New World must, of course, differ from the Old World in matters of dress, diet and other respects, when such differences are found even amongst neighbouring countries. The foreigner on crossing the Atlantic no longer comes across men in tight-fitting clothes as in Europe. The American dress is much more loose. During a voyage, an American fellow passenger – a Californian – was telling me in course of conversation in connection with tight European dresses that the Europeans look as if they are dressed in the clothes of their younger brothers. (...) One seldom comes across any person wearing beard or mustache in the States. » Indu Bhushan De Majumdar, *America Through Hindu Eyes...*, *op.cit.*, p. 168-170.

²²¹⁸ *Ibid.*, p. 27-39.

étudiants indiens en Amérique²²¹⁹. Il utilise lui aussi sa propre expérience, ayant voyagé en Amérique du Nord et au Japon, pour mettre l'accent sur la violence de la rupture engendrée par un passage de l'Orient au continent américain. Son papier est fondé sur une opposition entre les territoires se trouvant de chaque côté du Pacifique et sur les nouveaux comportements auquel doit faire face le jeune voyageur indien²²²⁰ :

À son arrivée, le nouveau venu d'Hindoustan, est accueilli par une avalanche d'argot', complètement incompréhensible même pour une personne bien versée dans la langue anglaise. Peu d'Américains ont des manières en public. Ils font preuve d'une impudence de rang, fixant impoliment les visages et vêtements qui diffèrent un tant soit peu des leurs. (...) Le tapage et le bruit, l'agitation et la constante hâte des villes américaines ébranle les nerfs de l'Indien fraîchement arrivé. Les tons durs et l'accent nasillard du Yankee désinvolte et beau-parleur lui démange l'oreille. Les « repas d'affaire », comme l'on appelle les déjeuners manqués dans les débits de boissons – appelés « saloons » – lui semblent barbares. Les comptoirs, terme par lequel on désigne les restaurants qui se font une spécialité de servir des repas, généralement à toute heure du jour et de la nuit, et où les clients s'asseyent à table sans prendre le temps d'enlever leurs chapeaux et se mettent à engloutir rapidement des boissons chaudes et froides, des légumes et de la viande, des œufs et du poisson, lui semblent véritablement vulgaires²²²¹. »

Le journaliste offre un portrait critique de la socialisation étatsunienne, qui participe à une argumentation générale visant à dévaloriser les séjours d'études en Amérique du Nord. Pour Saint Nihal Singh, les bouleversements, si ce n'est le choc provoqué par le séjour à l'étranger, sont inévitables et ne peuvent être tout à fait palliés par une préparation en amont puisque celle-ci est fondée sur des informations inappropriées ou périmées, concluant que « même ceux qui arrivent en Amérique avec une connaissance de l'étiquette glanée de livres de mœurs

²²¹⁹ Saint Nihal Singh, « Indian Students in America », *The Modern Review*, août 1918, p. 392-X. .

²²²⁰ Notons ici que Saint Nihal Singh ne prend pas en compte les étudiantes.

²²²¹ « On his arrival the newcomer from Hindoostan, is greeted with an avalanche of "slang", utterly unintelligible even to a person well versed in the English language. Few Americans have street manners. They display rank impudence, rudely staring at faces and clothes but slightly different from their own. (...) The din and noise, the turmoil and constant hurry of American cities jar upon the never of the freshly-arrived Indian. The harsh tones and nasal twang of the glib and fast-talking Yankee grate upon his ear. The 'business lunches,' as the noonday meal eaten in liquor shops – termed 'saloons' – are called, appear barbaric to him. The quicklunch counters, by which term is meant the eating houses which make a specialty of serving meals, generally at all hours of the day and night, and where people sit down to the table without divesting themselves of their hats and engage in hurriedly gulping down hot and cold drinks, vegetables and meats, eggs and fish, appear to him positively vulgar. » *Ibid.*, p. 392.

et bonne conduite, ou d'amis de retour d'Amérique, rencontrent des déceptions et des revers²²²² ».

B.2. Promouvoir les contacts impériaux

Dès lors, l'expérience même du séjour apparaît comme l'occasion de se confronter, voire d'adopter, de nouveaux modes de socialisation et de développer de nouvelles sociabilités, au contact des populations locales. Au-delà de l'apprentissage intellectuel et/ou technique au sein d'universités et d'écoles, les mobilités étudiantes participent à une éducation sociale, fondée sur la découverte de l'autre, d'autant plus forte lorsque les circulations se déploient aux échelles extra-coloniales. Aux côtés d'excursions et autres visites, déjà étudiées dans un précédent chapitre²²²³, la vie quotidienne offre, elle aussi, la possibilité de découvrir la société d'accueil, quelle que soit l'échelle concernée. Ces contacts demeurent extrêmement variables d'un étudiant à l'autre et donc, difficiles à mesurer, notamment dans le cadre des séjours d'étudiants dits libres. Toutefois, les archives nous renseignent sur la valorisation – ou non – de ces relations sociales par des acteurs investis dans les circulations étudiantes qui s'avèrent être encore une fois externes, qu'ils soient privés ou publics.

La promotion de formes de sociabilité au cours du séjour d'études apparaît dans le cadre des voyages impériaux, par l'intermédiaire d'organisations et associations qui ne s'adressent pas exclusivement à un public étudiant. Ce processus concerne alors l'empire britannique : la NIA fondée en 1870 à Bristol cherche à « promouvoir la bonne volonté et l'amitié entre l'Angleterre et l'Inde » afin de conduire à « une entente et une union plus forte entre le peuple d'Angleterre et le peuple de l'Inde²²²⁴ ». Pour cela, des soirées et des conférences sont organisées. La création de la Northbrook Society en 1880 ne fait que renforcer cet apprentissage social en « encourageant les relations amicales entre les sujets de Sa Majesté [en Angleterre] et en Inde²²²⁵ ». Dans ce contexte, un Northbrook Club ouvre au mois de février et est fréquenté par 60 ou 70 Indiens pour une vingtaine d'Anglais au début

²²²² « Even those who arrive in America with a knowledge of etiquette gleaned from books of manners and good behavior or from America-returned friends, encounter many disappointment and reverses. They find their information either entirely inadequate or out-of-date ». *Ibid.*, p. 393.

²²²³ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²²²⁴ BL, MssEur, F647/10/2 : *Northbrook Indian Society, a commonplace book including some loose documents* : « National Indian Association ».

²²²⁵ BL, MssEur, F647/2/3 : *Society Committee : Minute book of Annual General Meetings* : « Courrier adressé à la reine Victoria, 31 mars 1898 ».

de l'été 1881²²²⁶. L'importance de ces contacts en métropole britannique continue d'être soulignée pendant la première moitié du xx^e siècle, aussi bien au sein des organisations précitées, qui poursuivent leurs activités jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, que par de nouveaux acteurs. En effet, les autorités impériales se saisissent de la question des interactions sociales dès le tournant du siècle. Le rapport du Comité Lee-Warner, préparé en 1907, souligne qu'il est nécessaire de « supprimer ce sentiment de profonde inimitié par lequel de si nombreux jeunes Indiens sont touchés et de fournir à ces étudiants indiens des opportunités sociales auquel l'accès a jusqu'ici été nié²²²⁷ ». Le département des étudiants indiens, fondé deux ans plus tard, prend en compte ces remarques, notant des initiatives émanant de diverses organisations et assignant au conseiller éducatif des missions sociales qu'il peine souvent à remplir²²²⁸. À partir du tournant de la décennie 1910, la NIA et le Northbrook Club collaborent en ce sens avec les instances officielles et occupent les mêmes locaux du 21, Cromwell Road que le Bureau d'Information organisé par l'India Office²²²⁹. Cette prise en considération par les autorités impériales se double, au début des années 1920, de nouvelles initiatives non-gouvernementales. Ainsi, l'hôtel aménagé à Londres par la branche indienne de la YMCA ne se contente pas de loger les aspirants aux diplômes venus du sous-continent²²³⁰. Trois autres desseins s'agrègent à l'enjeu résidentiel :

- (2) fournir des opportunités liées aux activités physiques, sociales, éducatives et religieuses, généralement trouvées dans les hôtels YMCA en Inde ;
- (3) offrir des équipements, afin que les étudiants indiens puissent rencontrer et recevoir des hommes et femmes britanniques en en tirant mutuellement profit ;
- (4) créer un centre au sein duquel les Anglais peuvent voir une vraie représentation de l'Inde, et les Indiens le meilleur de l'Angleterre²²³¹.

²²²⁶ BL, MssEur, F647/10/2 : *Northbrook Indian Society, a commonplace book including some loose documents* : « Article du *Times*, juin 1881 ».

²²²⁷ BL, IOR, 1120

²²²⁸ Dans son rapport de 1912, le conseiller éducatif liste les différentes organisations qui cherchent à « offrir des opportunités d'interactions sociales entre les Anglais (*English persons*) et les étudiants indiens » mais déplore que les nombreux devoirs associés à sa fonction ne lui permettent pas de participer aux activités et réunions organisées par les sociétés qu'il mentionne. BL, IOR,

²²²⁹ Sur l'organisation du département des étudiants indiens de l'India Office et les initiatives qui lui sont associées, voir le chapitre 2 de la présente thèse.

²²³⁰ Sur ce logement spécifique, voir le chapitre 5 de la présente thèse.

²²³¹ « (2) to provide opportunities for physical, social, educational and religious facilities, usually found in Y.M.C.A. Hostels in India ; (3) to afford facilities, such that Indian students can meet and entertain to their mutual profit British men and women ; (4) to create a centre from which the Englishmen can get a true interpretation of India, and the Indians the best of England. » BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students by D. Runganadhan, General Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel, with the Balance Sheet and Accounts of the Indian Students' Union and Hostel for the 12 months ended 31st December 1920.*

L'hôtel doit offrir la possibilité d'interactions sociales et pour cela, son programme inclut des soirées (*socials*) mensuelles ou trimestrielles, parfois ouvertes à des visiteurs extérieurs, des soirées dansantes ou encore un *tea time* dominical organisé tout au long de l'année²²³². La dimension sociale de l'apprentissage entrepris au cours du séjour d'études métropolitain est confirmée. Elle a à la fois pour but de faciliter le séjour des étudiants mais aussi de renforcer l'empire – et donc, l'impérialisme britannique – par l'intermédiaire d'une meilleure connaissance entre populations colonisatrice et colonisée.

Pour les représentants des pouvoirs publics, ces interactions sont un outil du maintien de l'ordre colonial et impérial, comme le confirme le gouverneur général de l'Indochine Antony Klobukowski en 1909 au sujet de l'École coloniale. Il déplore que cette entreprise n'ait pas favorisé les contacts entre Français et Indochinois et redoute la formation d'une « ligne de démarcation, qui plus tard, dans le pays où, de nouveau, ils se rencontreront se transformera peut-être en une barrière difficilement franchissable²²³³ ». En effet, dès la mise en place de la Mission cambodgienne, les étudiants venus de la colonie avaient été tenus à l'écart de leurs homologues français, à la faveur d'un entre-soi qui ne trouvait de fragiles limites que dans les excursions – locales, nationales ou européennes – organisées par leurs responsables²²³⁴. Or, les étudiants indochinois de Colo étant destinés à occuper des fonctions administratives, la possibilité de contacts avec les futurs agents français jugés utiles alors qu'ils se limitent, à la fin de la décennie 1900, aux services de répétiteurs assurés par certaines recrues indochinoises auprès d'étudiants français²²³⁵. Le directeur de l'École coloniale ajoute que cette absence de contact est surtout le fait des étudiants eux-mêmes, en ce qu'ils présentent une grande différence d'âge avec leurs camarades français et font preuve de « mauvais esprit²²³⁶ ». Toutefois, si le gouverneur général Klobukowski prône l'approfondissement des échanges dans le cadre d'une filière visant à former une élite utile à la colonisation, lui et ses collaborateurs demeurent plus mesurés quant aux effets dépayésants

²²³² *Ibid.*

²²³³ ANOM, École coloniale, carton 16, dossier 1 : *Rapport du gouverneur général de l'Indochine au ministère des Colonies au sujet de l'École, 20 juillet 1908.*

²²³⁴ À ce sujet, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²²³⁵ *Ibid.* : Courrier du gouverneur général au ministre des Colonies, 20 juillet 1908 ».

²²³⁶ ANOM, École coloniale, carton 16, dossier 2 : *Modifications à apporter au régime de la section indigène indochinoise à l'École, 1908-1909.*

du séjour métropolitain sur les étudiants mobiles. De plus, à l'inverse de leurs consœurs britanniques, les organisations privées s'investissent peu dans les sociabilités impériales des étudiants indochinois en France métropolitaine. Le Comité Paul-Bert place certains de ses pupilles et protégés dans des familles françaises, pendant les vacances scolaires notamment²²³⁷, mais n'organise pas d'événements comme le font la NIA et le Northbrook Club. D'un point de vue officiel, le Service d'assistance mutuelle aux Indochinois (SAMI) n'inclut pas une mission sociale similaire à celle du conseiller éducatif britannique. Toutefois, en mars 1929, l'entrepreneur et instigateur de la Maison des étudiants de l'Indochine à la Cité universitaire de Paris, Auguste-Raphaël Fontaine, adresse au ministre des Colonies un projet de Foyer des étudiants de l'Indochine qui fait écho à certaines initiatives d'outre-Manche :

Dans ce foyer, qui serait sous la direction morale de l'« Association des amis de l'Étudiant de l'Indochine », nous pouvons espérer créer des relations cordiales entre Annamites et Français, surtout si le Comité des Dames patronnesses, qui est prévu, voulait bien comprendre le rôle qu'il doit jouer²²³⁸.

L'argument d'une « meilleure compréhension réciproque » est repris en opposition avec les « meneurs [qui] essaient de tromper cette jeunesse, de lui insuffler la haine de la France, d'exploiter les rancœurs et les déceptions provenant parfois des épreuves et des difficultés personnelles²²³⁹ ». L'expérience infructueuse d'un premier foyer, implanté rue du Sommerard, est alors convoquée. Si son but était alors de faire « retrouver l'atmosphère du pays natal », la nouvelle réalisation, située rue Vauquelin dans le Quartier latin, comme l'initiative précédente, offre une vision plus ouverte de la sociabilité :

Des réunions (conférences, réceptions, thés, soirées, etc...), aussi fréquentes que possible, mettront un rapport les étudiants avec le monde intellectuel, universitaire, littéraire, artistique français, avec les personnalités coloniales – avec leurs camarades français, surtout ceux qui se destinent aux carrières coloniales – mais recommander à ceux-ci d'avoir infiniment de tact : l'Annamite est si terriblement susceptible. Une simple inattention pourra le froisser, à plus forte raison certaines brusqueries de manières ou de langages risqueront-elles de beaucoup compromettre²²⁴⁰.

²²³⁷ Voir par exemple les expériences de Khatanarak Roun Roem et de Nguyen Van Dang : Alliance française – Comité Paul-Bert, *À la mémoire de Nguyen Van Dang*, Tours : Imprimerie E. Arrault et Cie, 1912 ; *À la mémoire de Khatanarak Roun Rœum*, Tours : Imprimerie E. Arrault et Cie, 1913.

²²³⁸ ANV1, Direction des finances de l'Indochine (DirFin), dossier 11 649 : *AS construction du Foyer des Étudiants de l'Indochine, 1929-1932* : « Courrier de Fontaine au ministre des Colonies, 6 mars 1929 ».

²²³⁹ *Ibid.*

²²⁴⁰ ANV1, DirFin, dossier 11 649 : *AS construction du Foyer des Étudiants de l'Indochine, 1929-1932* : « Courrier de Fontaine au ministre des Colonies, 6 mars 1929 ».

On retrouve ici les bénéfices coloniaux qui doivent découler des contacts franco-indochinois, dans un contexte d'associationnisme déjà manifeste avec l'inauguration de la Maison des étudiants de l'Indochine et des événements culturels et mondains qui y sont organisés, à l'instar de bals²²⁴¹. En outre, le caractère mutuel de cet apprentissage est perceptible à travers les avertissements destinés, cette fois, aux lecteurs métropolitains et qui les invitent à adapter leurs façons d'être et d'agir face aux étudiants indochinois.

C. Une (re)socialisation au cas par cas

Arriver en terre d'études, c'est donc se confronter à des modes de socialisation qui peuvent s'éloigner de ceux du territoire d'origine, d'une manière plus ou moins anticipée. Cette découverte, qui passe par des sociabilités nouvelles, est à la fois redoutée et promue par une multiplicité d'acteurs. Les façons d'être, de penser et de se comporter ne sont pourtant pas toujours bouleversées au cours du séjour d'études, soulignant une nouvelle fois la capacité d'action des étudiants eux-mêmes. Tout en éloignant géographiquement les étudiants de leur communauté d'origine, le séjour d'étude renforce parfois les liens avec celle-ci.

C.1. Des transformations limitées

Tout d'abord, le séjour n'est pas toujours l'occasion d'une érosion du lien avec la société d'origine. Les étudiants peuvent continuer d'échanger avec les proches et contacts qu'ils ont laissés derrière eux : la future étudiante en droit à Oxford Cornelia Sorabji entame une correspondance dès son voyage pour le Royaume-Uni à bord du *SS Asia* en 1889²²⁴² alors qu'au cours de l'entre-deux-guerres, Hoàng Văn Bích, inscrit à l'Université de Nancy, échange avec le carabin Vu Hien resté à Hanoi²²⁴³. Entre 1926 et 1929, plus de 70 courriers sont échangés entre T.M. Shah et son beau-père, que le premier ne rédige plus en anglais à partir de 1927 afin qu'ils puissent être lus par d'autres membres de sa famille²²⁴⁴. Il s'agit autant de transmettre leur expérience mobile que d'obtenir des nouvelles de leurs familles et amis et

²²⁴¹

²²⁴² Elleke Boehmer, *Indian Arrivals...*, *op.cit.*, p. 38.

²²⁴³ David M. Pomfret, « 'Colonial Circulations' : Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940' », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 115.

²²⁴⁴ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016, p. 111.

de la situation au sein du territoire d'origine. En 1933, Lê Ba Lang apprend ainsi par un courrier que son père a été « durement frappé par la crise économique » et qu'il a finalement « dû le rappeler auprès de lui », ne pouvant plus assurer la charge de ses études²²⁴⁵.

La presse constitue une autre ressource joignant territoires de départ et d'arrivée. Elle est notamment accessible au sein d'institutions dédiées aux migrants asiatiques, à l'instar de l'Indian Students' Union and Hostel de Londres qui collecte des journaux britanniques comme indiens²²⁴⁶. De plus, les vacances et autres interruptions d'études peuvent être l'occasion d'allers-retours, à l'instar de ceux de Nguyễn Thế Truyên entre Toulouse et Hành Thiện au cours de la deuxième moitié de la décennie 1910²²⁴⁷ ou encore de La Kiet Khen et La Kiet Trong entre la même ville rose et la province de Cần Thơ en 1924²²⁴⁸. Cependant, ces occasions de raviver le lien social et les sociabilités avec le territoire d'origine demeurent assez exceptionnelles, car coûteuses, comme le déplorent les autorités britanniques du début du xx^e siècle, lorsqu'elles tentent de mettre en place des tarifs préférentiels à bord des navires rejoignant l'Inde à la période estivale²²⁴⁹.

En parallèle, certains étudiants s'évertuent à maintenir, plus ou moins fortement, des façons d'être et de faire acquises avant le voyage. Le régime alimentaire fournit un premier exemple des accommodements mis en place par les étudiants eux-mêmes. Le cas du végétarisme des hindous est particulièrement parlant : si certains sont présentés comme mangeant de la viande au cours de leur séjour à l'étranger, d'autres cherchent à respecter cette injonction alimentaire. Dans son récit autobiographique, Gandhi insiste sur ses difficultés à se nourrir alors que des Indiens comme des Britanniques l'incitent à consommer de la viande²²⁵⁰. Finalement, sa logeuse lui indique l'existence de restaurants végétariens dans la capitale londonienne. Il fréquente notamment *The Central*, situé 16 Saint Bride Street, dont

²²⁴⁵ ANOM, GGI, dossier 51 409 : *Le Ba Lang et Nguyễn Văn Phung, 1933* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 1933 »

²²⁴⁶ British Library (BL), India Office Records (IOR), Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students by D. Runganadhan, General Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel with the balance sheet and accounts of the Indian Students' Union and Hostle for the 12 months ended 31st December 1920* : « Memorandum, p. 4 ».

²²⁴⁷ ANOM, Service de liaison avec les originaires des territoires de la France d'outre-mer (SLOTFOM), carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise* : « p. 2 ».

²²⁴⁸ ANOM, GGI, dossier 51 388 : *La Kiet Khen, 1924* : ensemble du dossier.

²²⁴⁹ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²²⁵⁰ M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 109-110, p. 115-116.

il décrit le menu dans son guide de Londres²²⁵¹. Le maintien de traditions, ici alimentaires, a une influence sur les lieux fréquentés par les étudiants colonisés en métropole alors qu'en parallèle, des acteurs extérieurs se saisissent, une fois encore, de ces questions : en octobre 1910, une « Maison pour les étudiants indiens » (*Home for Indian Students*) est ouverte à Londres, au 39 Fellows Road dans le quartier d'Hampstead²²⁵². Elle est dirigée par une Britannique du nom de Mrs Whyte et destinée aux étudiants végétariens. Si les desseins originels de la propriétaire ne sont pas connus, son offre permet de répondre à une réelle demande puisque, deux ans après son ouverture, la Maison affiche complet. Une dizaine d'années plus tard, le restaurant de l'Indian Students' Union and Hostel propose lui-aussi des « repas indiens » à ses pensionnaires²²⁵³. Au-delà de la question du végétarisme, le maintien de traditions culinaires transparait : L.M. Krishnan, originaire du sud de l'Inde britannique, mentionne la fréquentation, par les étudiants indiens du MIT, d'un magasin à Boston où sont vendues pas moins de 27 épices différentes, permettant de cuisiner à l'indienne. Le premier restaurant indien de la ville n'est ouvert qu'en 1939, seulement précédé d'un établissement géré par la Ramakrishna Mission et proposant des plats se rapprochant de la nourriture indienne²²⁵⁴.

Le maintien de comportements associés au territoire d'origine est variable, aussi bien d'un individu à un autre, que pour un même individu. L'expérience de M.K. Gandhi est encore une fois parlante, l'évolution de ces habitudes vestimentaires contrastant avec le maintien d'un végétarisme strict. Peu de temps après son arrivée à Londres, il adopte les tenues en vogue au sein de la jeunesse britannique :

Il portait un haut-de-forme scintillant, un col Gladstone plus qu'amidonné et, sur sa chemise en soi rayée, une cravate aveuglante où ne manquait aucune couleur de l'arc-en-ciel ; complet avec gilet croisé, souliers et guêtres, gants, canne à pommeau d'argent, mais de pas de lunettes. (...) Bref, le dandy, l'étudiant frivole et mondain (ou, comme on disait dans le jargon de l'époque, le « gandin », le « gommeux »)²²⁵⁵.

²²⁵¹ *Ibid.*, p. 118.

²²⁵² BL, IOR, L/PJ/6/1120, dossier 4173 : *Indian Students in Britain* : « Rapport de Mr Arnold, 1912 ».

²²⁵³ BL, IOR, Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students...*, *op.cit.* : « Memorandum, p. 4 ».

²²⁵⁴ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 133.

²²⁵⁵ Description postérieure de Gandhi citée dans le journal *Amrit Bazar Patrika*, 26 janvier 1950 in Bal Ram Nanda, *Gandhi*, Paris, Marabout, 1968, p. 27.

Si une photographie de Gandhi prise en 1890 le présente effectivement dans un costume de style anglais²²⁵⁶, à l'image des compagnons britanniques qui l'entourent, la prise en compte d'autres sources photographiques nuancent une nouvelle fois les modifications des façons d'être des étudiants mobiles. En 1929, les participants au premier Congrès des étudiants indochinois arborent tous des tenues européennes tout comme les Indiens visibles sur les souvenirs de promotion de certains *colleges* oxoniens²²⁵⁷ ou encore les pupilles du Comité Paul-Bert²²⁵⁸. Ce phénomène n'est pas propre aux étudiants présents sur le sol métropolitain ou à l'étranger, l'adoption de vêtements européens caractérisant certains colonisés, généralement issus de l'élite, dans les colonies mêmes²²⁵⁹. Or, certaines étudiantes du Maria Grey Training College de Londres et originaires des colonies sud-asiatiques se distinguent quant à elles par un phénomène inverse. Plusieurs photographies de classe datant de 1907, 1908, 1912 ou encore 1934 montrent des candidates aux diplômes arborant des tenues indiennes, et plus particulièrement, des saris²²⁶⁰.

D'une manière générale, il demeure difficile de sonder les esprits de ces jeunes gens afin de déterminer si elles et ils sont motivés par des revendications identitaires, qu'elles soient intégratrices ou différenciatrices. Rien ne nous indique clairement si ces tenues vestimentaires évoluent au quotidien, en fonction de l'activité entreprise ou des lieux fréquentés. Toutefois, le cas des étudiants chinois à l'École Pavie de Hanoi met en avant une resocialisation plus radicale à travers des habitudes vestimentaires et capillaires qui se teintent de revendications politiques. En octobre 1905, le rapport du directeur précise qu'« un élève a coupé sa natte²²⁶¹ ». Celui-ci « a dit avoir agi avec le consentement de sa famille », portant « à six le nombre des élèves qui ont les cheveux courts » tandis que « la plupart

²²⁵⁶ Voir : annexes.

²²⁵⁷ Sur les photographies de promotion d'Exeter College, en 1919-1920, R.N. Nehru porte ainsi un costume et un nœud papillon, comme ses homologues européens. Le même constat peut être fait pour plusieurs photographies des années 1910, 1920 et 1930. Exeter College Archives : photographies de promotion 1914, 1919-1920, 1922, 1925, 1932, 1936 et 1937.

²²⁵⁸ Voir notamment les portraits en médaillon dans les nécrologies de pupilles : Alliance française – Comité Paul-Bert, *À la mémoire de Nguyễn Văn Đăng*, Tours, Imprimerie E. Arrault et Cie, 1912, p. 2 ; *À la mémoire de Khatanarak Roun Rœum*, Tours, Imprimerie E. Arrault et Cie, 1913, p. 3. Voir : annexes.

²²⁵⁹ Sur les questions de mimétisme, voir : Homi K. Bhabha, « Of mimicry and man : the ambivalence of colonial discourse », in Frederick Cooper, Ann Stoler (dir.), *Tensions of Empire: Colonial Cultures and the Bourgeois World*, Berkeley, California University Press, 1997, p. 152-160.

²²⁶⁰ Brunel University London Archives (BULA), Maria Grey Training College : photographies de promotion, 1907, 1908, 1912, 1934. Voir : annexes.

²²⁶¹ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Rapport d'octobre 1905 ».

portent de préférence des vêtements européens²²⁶² ». Ce geste avait alerté les autorités coloniales dès le printemps, qui soulignèrent son caractère subversif : en avril, les cinq élèves ayant coupé leurs nattes sont qualifiés de rebelles. En effet, le port de la natte a été imposé au XVII^e siècle par la dynastie Qing²²⁶³ et est symboliquement associé à l'Empire chinois. Sa disparition est un marqueur de rupture sociopolitique, en ce qu'il représente une opposition au régime en place tout en se doublant de l'adoption de modes davantage occidentalisées. Dans ce contexte, cette nouvelle façon d'être ne témoigne paradoxalement pas d'une distanciation avec le territoire d'origine, bien au contraire. Elle est profondément liée aux bouleversements sociopolitiques qui touchent l'Empire du Milieu à la même période, alors qu'une partie de l'élite chinoise remet en cause le système impérial depuis le tournant du siècle : le leader nationaliste et républicain Sun Yat-sen est lui-même « formé en Occident et coiffé à l'occidental²²⁶⁴ ». Ainsi, les étudiants chinois à Hanoi se placent eux-aussi dans une mouvance modernisatrice en termes d'éducation, passant par l'adoption du savoir occidental, ici français. Soucieux malgré tout de conserver de bonnes relations avec ses homologues chinois, le résident supérieur du Tonkin cherche à apaiser l'affaire tout en signalant qu'« il importe d'éviter que, dans les leçons ou dans les cours ou dans les entretiens, il y ait aucune allusion pouvant faire croire aux élèves qu'il leur serait utile de changer leur coiffure nationale²²⁶⁵ ». Il suggère que le directeur de l'école Pavie fasse une « demande discrète au coiffeur de l'école de ne pas accepter de couper la natte²²⁶⁶ ». L'idée d'une séparation avec le territoire d'origine et les coutumes qui lui sont associées est nuancée dès 1906 puisque le directeur de l'École Pavie, Charles Maybon, précise que « l'usage de s'habiller à l'europpéenne tendait à se généraliser en Chine²²⁶⁷ » alors que l'éducation elle-même est réformée, à la suite de la suppression des examens mandarinaux l'année précédente²²⁶⁸.

²²⁶² *Ibid.*

²²⁶³ Nora Wang, « Chapitre 8. En Chine, l'affaire de la natte » in, Marie-France Auzépy, Joël Cornette (dir.), *Histoire du poil*, Paris, Belin, 2017, p. 205-233.

²²⁶⁴ Robert G. Lee, « La natte coupée : l'histoire et le corps chinois-américain » in, Didier Aubert, Hélène Quanquin (dir.), *Refaire l'Amérique. Imaginaire et histoire des États-Unis*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2011, p. 167-175.

²²⁶⁵ ANV1, GGI, dossier 4 821 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du résident supérieur du Tonkin à l'inspecteur de l'Enseignement de l'Indochine, 24 avril 1905 ».

²²⁶⁶ *Ibid.*

²²⁶⁷ ANV1, GGI, dossier 8 8858 : *Rapport sur le passage au Tonkin de T'cheng Yong Tchang réviseur de l'Académie (Han Lin Yuen, inspecteur des écoles)*, 31 août 1906.

²²⁶⁸ Xiaohong Xiao-Planès, « La difficile réforme de l'État chinois », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°109-110, 2013, p. 13-14.

Par conséquent, les études fournissent l'occasion de négocier la socialisation antérieure, sans impliquer nécessairement un bouleversement net et brutal. Cette resocialisation nuancée est parfois exploitée afin de faciliter le déroulement du séjour, jouant sur les différences, voire discriminations, dont font l'objet les candidats aux diplômes issus des populations colonisées. Si Saint Nihal Singh conseille aux étudiants indiens traversant le Pacifique d'abandonner leurs turbans et leurs longues chevelures au profit de tenues et de comportements américains²²⁶⁹, le port du turban est préconisé par d'autres acteurs des mobilités, telle la membre de l'India Society de Detroit Maud Ralston au début de la décennie 1910. Selon elle, cette caractéristique vestimentaire des étudiants indiens « préserve leur nationalité et leur fait une place bien définie [aux États-Unis] où le Nègre est un dénominateur commun (*common factor*)²²⁷⁰ ». Le turban devient à la fois un « badge », un marqueur de l'indianité, « une protection et a un effet éducatif sur l'ignorant²²⁷¹ ». Ici, il s'agit d'affirmer son identité face à autrui et ainsi, d'échapper au racisme frappant la communauté afro-américaine.

Enfin, cette resocialisation en demi-teinte peut être instrumentalisée dans un but politique : au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Cité universitaire de Hanoi est à la fois un lieu de formation d'une communauté étudiante globale, mêlant des ressortissants des différents territoires indochinois ainsi que des Français et des étrangers, sans que les résidents ne remettent en cause leurs modes de vie et de penser antérieurs, comme l'atteste la construction de pavillons séparés pour chaque territoire ainsi que de lieux de culte devant prévenir une rupture socioreligieuse. La socialisation participe ici à un dessein politique fondé sur une Révolution nationale portée par le gouverneur général vichyste Decoux intégrant les identités indochinoises afin de renforcer les liens avec le colonisateur français menacé par le Japon²²⁷².

C.2. Une affaire de sociabilités

Le séjour d'études n'est pas synonyme d'une resocialisation brutale et inévitable. Des liens sont maintenus avec les sociétés et territoires d'origine tandis que les comportements quotidiens des étudiants ne sont pas toujours profondément et totalement modifiés. Si les

²²⁶⁹ St Nihal Singh, « Indian Students in America », *Modern Review*, 1908, p. 393.

²²⁷⁰ Maud Ralston, « The India Society of Detroit », *Modern Review*, 1911, p. 236.

²²⁷¹ *Ibid.*

²²⁷² Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine (1940-1944)*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2004, p. 210-220.

façons d'être, de faire et d'agir sont parfois négociées, les études n'en font pas moins naître de nouvelles sociabilités. Or, celles-ci ne se limitent pas aux contacts promus par différents acteurs, principalement en métropole, afin d'assurer une meilleure connaissance mutuelle des populations présentes en terres d'études. Une plus large gamme de contacts se tisse pendant les séjours, qu'ils correspondent à des échanges impériaux ou davantage diasporiques, c'est-à-dire affirmant l'appartenance à la communauté d'origine, dans sa dimension nationale et/ou coloniale.

2.a. Nouveaux contacts

Les sociabilités impliquant migrants et autochtones sont variables et, surtout, difficiles à appréhender. Elles trouvent parfois leur terreau avant le départ, grâce aux réseaux familiaux, amicaux, religieux ou encore éducatifs, ou peuvent être impulsées par des individus rencontrés dans le cadre des études : l'étudiante à Oxford Cornelia Sorabji est introduite à la société anglaise par l'intermédiaire de son ami, le directeur de Balliol College Benjamin Jowett, avec lequel elle correspond dès avant son départ, tandis que le caractère exceptionnel de son parcours la conduit jusqu'à la cour de la reine Victoria, où elle est en outre autorisée à se présenter en sari, porté au-dessus d'un corset victorien, tel un marqueur de l'hybridité de cette rencontre²²⁷³. Au début des années 1920, deux étudiants indochinois, Nguyễn Huy Man et Nguyễn Thế Vinh, peuvent échanger avec Joseph Hugues, rédacteur d'un journal montpelliérain, grâce aux contacts préalables avec un médecin indochinois installé à Marseille, le docteur Mai, connaissance du père d'un des deux étudiants, resté dans la colonie²²⁷⁴. Ces contacts se déploient de différentes manières, quelle que soit l'échelle concernée : les étudiants peuvent entretenir des relations avec leurs logeurs et logeuses, leur famille d'accueil ou les employés de maison mais aussi rencontrer des individus en dehors de leur lieu de résidence. Les dispositifs d'accueil et de surveillance, lorsqu'ils passent par des tuteurs ou correspondants, participent également à l'émergence potentielle de nouvelles relations sociales tout comme la promotion d'activités sociales destinées à renforcer une connaissance mutuelle, mentionnée précédemment. Les données manquent afin de saisir leur

²²⁷³ Shompa Lahiri, *Indians in Britain. Anglo-Indian Encounters, Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, Franck Cass, 2000, p. 75 ; Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 52.

²²⁷⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise », p.

impact et leur ampleur : par exemple, les soirées de l'Indian Students' Hostel and Association sont présentées comme un succès sans que des chiffres précis et des listes de participants ne soient disponibles afin de corroborer ce constat. La zone de contact que constitue l'association est seulement confirmée par la composition, certes imprécise et déséquilibrée, de ses membres un an après sa création : 700 sont Indiens contre 83 « autres²²⁷⁵ ». De la même manière, des organisations prônent le développement de contacts bilatéraux, à l'instar de l'Indo-Japanese Association implantée à Tokyo ou encore de l'India Society de Detroit, dans le Michigan. Une photographie des membres de cette dernière, datant de 1911, confirme la présence de citoyens et citoyennes états-uniens aux côtés d'Indiens²²⁷⁶. De plus, elle se donne pour mission de faciliter la vie sociale des migrants éducatifs indiens, leur « ouvrant la porte close du foyer²²⁷⁷ » américain.

En parallèle, les étudiants peuvent prendre part à des activités sociales qui n'ont pas été déployées spécifiquement pour eux : si la fréquentation de lieux de sociabilités locaux – allant du restaurant au théâtre en passant par le bordel – en fournit une illustration, le cas de M.K. Gandhi met l'accent sur l'admission au sein d'associations métropolitaines. Son séjour londonien est l'occasion de réflexions sur le végétarisme qui dépasse la dimension religieuse hindoue qui lui était jusqu'alors attachée. En plus de lectures, il « rencontre des végétariens de toutes sortes dans les restaurants végétariens²²⁷⁸ » et découvre la London Vegetarian Society, fondée en septembre 1830. Il intègre par la suite son comité exécutif et y fréquente donc des personnalités britanniques associées au végétarisme, à l'instar du président de la société, l'industriel Arnold F. Hills, et du docteur Thomas Allison, à l'origine d'un livre de cuisine végétarienne²²⁷⁹. Environ un an après son arrivée, il rencontre également des théosophistes qui l'invitent à rejoindre la loge Blavatsky et à intégrer la Theosophical Society, après avoir été présenté à sa fondatrice, Helena Petrovna Blavatsky²²⁸⁰. L'expérience du jeune Indien met une fois de plus en avant la complexe recomposition de l'univers social des individus mobiles, en ce qu'elle ne conduit pas à une coupure franche avec la communauté

²²⁷⁵ BL, IOR, dossier Q/10/2/17 : *Memorandum submitted to the Committee on Indian Students...*, *op.cit.* : « Memorandum, p. 2 ».

²²⁷⁶ *Modern Review*, 1911, p. 235. Voir : annexes.

²²⁷⁷ Maud Ralston, « The India Society of Detroit », *Modern Review*, 1911.

²²⁷⁸ M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 130.

²²⁷⁹ *Ibid.*, p. 135.

²²⁸⁰ *Ibid.*, p. 145-148.

d'origine. Le végétarisme traditionnel de Gandhi le conduit, plus ou moins directement, à de nouvelles sociabilités sans que ce constat soit généralisable à l'ensemble des étudiants hindous. Ses fréquentations théosophiques l'amènent à s'intéresser de plus près à l'hindouisme²²⁸¹ et les théosophes s'intéressent en retour à l'Inde et aux Indiens qu'ils peuvent croiser au Royaume-Uni. En dépit de cet exemple, la participation d'étudiants mobiles à des associations non-estudiantines en terre d'accueil reste peu visible dans les sources disponibles. Certaines mentionnent plutôt le développement de sociabilités amoureuses, généralement entre un homme issu d'une population colonisée et une femme originaire du territoire d'accueil ou d'une autre nationalité. En 1929, l'Écossaise Isobel Macdougall décide de suivre son mari Anand Shanker Rao en Inde, qu'elle a rencontré alors que ce dernier poursuivait ses études à l'Université d'Édimbourg²²⁸². Au début des années 1940, c'est le licencié indochinois Nguyễn Khoa Thi, depuis la zone libre, qui mentionne son mariage avec une métropolitaine²²⁸³.

Toutefois, ces contacts avec des représentants de la société d'accueil ne sont pas toujours évidents. Ils varient en fonction de l'individu concerné ainsi que dans l'espace et dans le temps. Différents obstacles tendent à gêner leur développement. Dans un premier temps, des préjugés raciaux, déjà visibles concernant l'accès à certaines formations et au logement, viennent parfois contrarier les relations sociales des étudiants colonisés ou étrangers. Ils constituent le fondement des sociétés coloniales et se retrouvent également en dehors de celle-ci, malgré un sentiment de liberté et d'égalité plus marqué²²⁸⁴. Au début du xx^e siècle, l'Irlande est considérée comme un pôle d'étude plus accueillant que la Grande Bretagne voisine. Les liens fraternels entre deux peuples colonisés par une puissance commune sont mis en avant mais n'empêchent pas, à partir de 1916 notamment, l'expression de sentiments xénophobes par certains ressortissants irlandais. Dans *The Eye-Opener*, l'éditorialiste Thomas Dickinson compare les étudiants indiens à des « vampires » et évoque un péril noir, s'appuyant sur le témoignage d'Irlandaises disant avoir souffert de « leur scandaleuse

²²⁸¹ *Ibid.*, p. 274.

²²⁸² Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 102.

²²⁸³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Courrier de Nguyen Khoa Thi au ministre des Colonies, 30 octobre 1940 ».

²²⁸⁴ Voir par exemple, l'article de Ly Binh Hué dans le *Journal des étudiants annamites* qui évoque « une autre espèce de Français » en France métropolitaine. Voir aussi le récit semi-fictionnel de Nhật Linh. Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 102 ; Elleke Boehmer, *Indian Arrivals...*, *op.cit.*, p. 33.

conduite²²⁸⁵ ». Aux États-Unis, certains encouragements à porter le turban, mentionnés précédemment, révèlent aussi un racisme – cette fois, plus indirect car visant les populations noires sans distinction – bloquant les contacts. De plus, les conditions de vie parfois rudimentaires des étudiants peuvent gêner ces sociabilités, la précarité complexifiant l'accès à certaines activités et lieux de loisirs²²⁸⁶. Enfin, si les étudiants sont tributaires de l'accueil que leur réservent les populations de la terre d'étude, ils le sont aussi vis-à-vis des acteurs qui organisent et encadrent leurs mobilités. Les recrues de la Mission cambodgienne à Paris, entre 1886 et 1889, mais aussi les Chinois accueillis à Hanoi une vingtaine d'années plus tard, vivent ensemble, dans des lieux séparés. Leur vie quotidienne est contrôlée, dont leurs loisirs, afin d'assurer, pour les pouvoirs publics, le succès d'une formation au service de l'impérialisme français en Asie. Face à ces exemples un peu extrêmes, les sociabilités sont surtout orientées d'une manière plus souple au cours de la première moitié du xx^e siècle par l'intermédiaire des conseillers, tuteurs et correspondants, des comités de patronage, comme celui de l'Alliance française qui tient ses pupilles à distance de Paris et de son Quartier latin en les faisant admettre dans des établissements de banlieue et, surtout, de province.

2.b. Incarner la diaspora

Le 16 décembre 1931, un article publié dans le journal socialiste de France métropolitaine *Le Populaire* relate un regroupement d'Indiens dans la capitale à l'occasion de la visite du pandit Malavya. Y est mentionnée la présence de « près de deux cents Hindous, commerçants parisiens et leurs compagnes, et étudiants de la Sorbonne²²⁸⁷ ». Au-delà d'une description de leur altérité corporelle – le journaliste évoque des « visages bronzés aux costumes pittoresques et colorés²²⁸⁸ », cet évènement met en relief des sociabilités et activités diasporiques auxquelles peuvent participer les étudiants mobiles. Autrement dit, si les contacts ayant lieu en terre d'accueil n'induisent pas une resocialisation en rupture avec la communauté d'origine, ils confirment voire renforcent parfois l'appartenance des étudiants à cette dernière, principalement aux échelles impériales et internationales. L'accueil des

²²⁸⁵ Conor Mulvagh, *Irish Days, Indian Memories. V.V. Giri and Indian Law Students at University College, Dublin, 1913-16*, Sallins, Irish Academic Press, 2016, p. 66-69.

²²⁸⁶ Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.* ; Ross Bassett, *The Technological Indian*, *op.cit.*, p. 119.

²²⁸⁷ «Le 'pandit' Malavya à l'hôtel Lutetia », *Le Populaire*, 16 décembre 1931, p. 3. L'auteure remercie Quentin Gasteuil pour cette source.

²²⁸⁸ *Ibid.*

étudiants par des membres de la même communauté a déjà été souligné précédemment²²⁸⁹. Ces liens peuvent se maintenir après l'arrivée et être nourris de nouvelles rencontres. Après avoir été accueilli par un médecin indochinois lors de son débarquement à Marseille, Nguyễn Thế Vinh croise par hasard Diệp Văn Kỳ au cours d'une promenade dans le jardin de l'Esplanade de Montpellier²²⁹⁰. Fortuite, cette rencontre intègre Vinh dans des sociabilités diasporiques, ici à l'échelle de la France métropolitaine. En effet, Diệp est le président de l'Association mutuelle des Indochinois (AMI), créée en 1920 à Paris²²⁹¹. Elle a pour but de développer la « camaraderie » entre les colonisés sud-est-asiatiques présents en métropole, comme l'indique l'annonce de création d'une section des Alpes et du Dauphiné à Grenoble en décembre 1923²²⁹². Plusieurs branches sont organisées dans différentes villes françaises : à Marseille et Toulouse en 1924, à Bordeaux en 1925, à Lyon en 1927 ou encore à Nice en 1928. L'AMI constitue un lieu de sociabilité indochinois – et, plus particulièrement, vietnamien – en métropole qui revêt, nous y reviendrons, une double dimension politique, en ce qu'elle est, d'une part soutenue par les autorités impériales qui y voient un moyen de surveiller la diaspora et de s'assurer de la loyauté de ses représentants dans une logique d'association²²⁹³ et, d'autre part, un lieu de réflexions, causeries et débats politiques.

La France de l'entre-deux-guerres voit émerger d'autres associations diasporiques attestant de circulations transimpériales, d'abord dans la capitale parisienne : en décembre 1920 est organisée l'Association des Hindous de Paris, dans la même rue du Sommerard que l'AMI. Ici, les objectifs annoncés de l'organisation confirment le développement de sociabilités indiennes à Paris puisqu'il s'agit d'« encourager et de prendre des mesures de prévoyances sur les relations sociales et l'assistance mutuelle aux Indiens venant en France pour les affaires et les études²²⁹⁴ ». Ses activités incluent des conférences et réunions ainsi qu'un ponctuel *Bulletin d'information indienne*. L'organisation se donne pour but de favoriser le séjour en

²²⁸⁹ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²²⁹⁰ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier Déclarations de Nguyễn Thế Vinh..., *op.cit.* : « p. 5 ».

²²⁹¹ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 7.

²²⁹² *Journal officiel de la République française*, n°351, 1923, p. 12124.

²²⁹³ Daniel Hémerly, « Du patriotisme au marxisme... art.cit. », p. 7. Voir par exemple l'organisation d'une visite de l'empereur d'Annam accompagné du ministre des Colonies Albert Sarraut et du chef du cabinet du gouverneur général de l'Indochine en juillet 1932 : « L'empereur d'Annam rend visite à ses sujets », *La Croix*, n° 12 878, 1932, p. 1.

²²⁹⁴ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série E, carton 112, dossier 4 : *Émigration asiatique : émigration hindoue* : « Courrier du préfet de police au président du Conseil et au ministre des Affaires étrangères, 19 janvier 1922 ».

France métropolitaine grâce à une « initiation à la vie matérielle et sociale française²²⁹⁵ », ce qui permet l'implantation d'un bureau de renseignements. Le président de l'association, Karve Raghunath Dhondo, est un professeur originaire de Bombay arrivé en France en octobre 1919, le vice-président, Mehta Ambalal Bahabal, un courtier en perles fines tandis que le trésorier, Rama Edakrav, poursuit ses études de médecine à Paris²²⁹⁶. Les étudiants prennent part aux sociabilités entre colonisés d'une même origine par l'intermédiaire d'organisations spécifiques et en sont parfois eux-mêmes à l'origine. En 1883, ce sont des étudiants indiens de l'Université d'Édimbourg qui créent l'Edinburgh Indian Association²²⁹⁷. Alors qu'elle est souvent présentée comme une simple association étudiante²²⁹⁸, elle s'adresse en réalité à une plus large gamme de migrants originaires du Raj britannique, comme le souligne le règlement de 1905 en énonçant un triple objectif : « fournir une assistance individuelle à tous ceux ayant le statut de natifs d'Inde qui viennent dans le pays pour les études ou les affaires ; promouvoir les relations sociales entre les Indiens résidant dans le pays ; organiser des débats²²⁹⁹ ». Les membres peuvent être des hommes comme des femmes, à condition qu'ils soient des « natifs » d'Inde résidant en Grande Bretagne ou en Irlande. L'admission d'étrangers est rapidement évoquée à travers le statut de visiteurs ne permettant pas de prendre part aux décisions de l'association²³⁰⁰. L'absence de locaux, dénoncée en 1910, conduit alors les membres à organiser les différentes sessions chez certains d'entre eux alors qu'ils dépassent la cinquantaine de membres dès 1906²³⁰¹.

Les voyages d'étude fournissent l'occasion d'affirmer son appartenance à une communauté d'origine. Cette dynamique est parfois impulsée par les desseins nationalistes qui animent certains étudiants, avant ou après leur départ. Rejoindre l'India House créée à Londres par l'activiste anti-impérialiste Shiamaji Krishnavarma au milieu de la décennie 1900, c'est affirmer son indianité en s'opposant à l'ordre colonial et impérial et échanger avant tout

²²⁹⁵ *Ibid.*

²²⁹⁶ *Ibid.*

²²⁹⁷ Edinburgh University Archives (EUA) : « Courrier de l'Edinburgh Indian Association, 1906 ».

²²⁹⁸ Voir par exemple la notice qui lui est dédiée dans le projet Making Britain de l'Open University : « Edinburgh Indian Association », *Making Britain. Discover how South Asians shaped the Nation, 1870-1950*, en ligne : <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/edinburgh-indian-association>, consulté le 4 août 2020.

²²⁹⁹ EUA, *Records of Edinburgh University India Association* : « Law and Regulations of the Edinburgh Indian Association founded 1883, p. 3 ».

²³⁰⁰ *Ibid.*, p. 22.

²³⁰¹ EUA, EUIA : « Courrier de l'Edinburgh Indian Association, 1906 ».

avec d'autres ressortissants sud-asiatiques, auxquels est réservée la Maison²³⁰². Une logique similaire est visible concernant les étudiants qui prennent part à l'Hindustan Association of the Pacific Coast (HAPC) organisée en avril 1913 à la suite d'une réunion de patriotes indiens. L'organisation mêle étudiants, intellectuels et travailleurs indiens désireux de libérer l'Inde de la domination britannique. Ces sociabilités se teintent d'une dimension politique, si ce n'est militante, claire (cf. infra). Elles peuvent être promues par des acteurs extérieurs, au même titre que l'ont été les contacts impériaux évoqués plus haut. Lorsqu'il organise le mouvement *Đông Du*, Phan Bội Châu cherche à développer les relations entre ses membres afin de faciliter la lutte contre la puissance colonisatrice. En effet, les recrues sont issues des trois provinces vietnamiennes – Cochinchine, Tonkin et Annam – de l'Indochine française. Or, « les populations des trois Régions (...) n'ayant pas été en contact les uns avec les autres²³⁰³ », conséquence notamment de la division administrative et de politiques différenciées mises en place par les Français en Indochine. Pour pallier cela et faire émerger un sentiment d'appartenance commun, le leader anticolonial s'appuie sur un mode de vie collectif, des contacts avec le prétendant au trône Cường Để et la mise en place d'une association baptisée *Việt Nam Cong Hien Hoi* qui régit la vie et les activités des étudiants²³⁰⁴. Alors que *Đông Du* tire ses origines de relations panasiatiques entre Phan et des représentants des élites chinoises et japonaises²³⁰⁵, les contacts inter-asiatiques sont relégués au second plan, en dépit de quelques mentions de relations avec des Japonais²³⁰⁶ et des Chinois²³⁰⁷. D'une manière générale, les sociabilités internationales, en dehors du cadre de la communauté étudiante,

²³⁰² « India House », *The India Sociologist*, juillet 1905, p. 28.

²³⁰³ Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, Traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 140.

²³⁰⁴ Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine. Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, 2012, p. 32.

²³⁰⁵ À ce sujet, voir notamment : Steven Peng-Seng, « Le panasiatisme en Asie : une construction de l'identité asiatique et japonaise, 1900-1924 », Mémoire de Master, Université de Montréal, 2014, p. 30-40 ; Sara Legrandjacques, « Go East ! 1905 as a Turning Point for the Transnational History of Vietnamese Education », *TRaNS*, vol. 8, n°2, 2020, p. 101-114.

²³⁰⁶ Chizuru Namba cite la lettre d'un jeune Vietnamien qui déclare : « Tous nos camarades d'ici sont très unis, au point de mettre en commun leurs ressources, et les Japonais ont aussi beaucoup d'amitié pour nous ». Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine...*, *op.cit.*, p. 32.

²³⁰⁷ Les mémoires de Phan Bội Châu font mention de contacts entre certains étudiants vietnamiens et des membres de la diaspora chinoise au Japon qui leur permettent d'obtenir un emploi ou de continuer leurs études, au sein de l'archipel ou en Chine : Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu...*, *op.cit.*, Voir aussi le chapitre 3 de la présente thèse.

sont difficiles à saisir lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une surveillance politique spécifique par les pouvoirs publics.

2. De l'étudiant au militant ? Socialisations politiques

Redoutée, anticipée, négociée, la (re)socialisation à l'œuvre au cours du séjour d'étude prend différentes formes. Les étudiants ne se contentent pas de suivre des cours mais fréquentent des lieux de loisirs et de sociabilité, tissent de nouveaux contacts, adoptent de nouvelles habitudes, qu'elles soient vestimentaires, alimentaires, culturelles, etc. Ces modes de vie plus ou moins radicalement renouvelés révèlent, entre autres, des enjeux politiques. Pour les autorités impériales, le séjour d'étude ne doit pas remettre en cause leur expansion mais au contraire, participer à renforcer leur influence, qu'elle soit formelle dans les colonies ou plus informelle, comme dans le cas de la Chine. Or, la découverte de sociétés extra-coloniales et les contacts qui s'y développent peuvent conduire à rejeter l'impérialisme et du colonialisme. En outre, ce rôle politique des étudiants mobiles est à la fois mis en avant dans les sources et par l'historiographie, se concentrant sur un anticolonialisme qui se déploie à l'échelle impériale, que cela soit à partir des deux premières décennies du xx^e siècle du côté indien ou de l'entre-deux-guerres pour les Indochinois. Il paraît donc nécessaire de réfléchir aux modalités, aux objectifs et à l'ampleur de cette socialisation politique. Si la politisation des étudiants peut être un motif de départ et orienter les mobilités²³⁰⁸, elle a également lieu pendant le séjour d'études. Dès lors, elle ne se limite pas à l'adoption d'une pensée pro- ou anticoloniale mais révèle plutôt une diversité d'idées pour lesquels les étudiants sont à la fois des cibles, des producteurs et des agents de diffusion. Cet accès au politique inclut aussi bien la découverte d'opinions spécifiques qu'une prise de position plus marquée, pouvant conduire au militantisme. Ainsi, le séjour peut devenir un moment d'apprentissage et d'actions politiques potentiellement en tension avec une formation davantage intellectuelle ou pratique.

²³⁰⁸ Voir la première partie de la présente thèse.

A. De la politisation des étudiants...

Les individus qui s'engagent dans des séjours d'études, quelle que soit l'échelle concernée, se trouvent au cœur d'enjeux politiques variés et variables impliquant une grande diversité d'acteurs et ce, dès avant leur départ. Si les candidats aux diplômes ne sont pas passifs dans cette politisation des mobilités, il est désormais nécessaire de penser les moyens concrets de ce processus : comment accède-t-on aux idées politiques au cours du séjour d'études ? Le statut même d'étudiant nécessite de penser la question de l'accès au savoir politique dès le cadre de la salle de classe. Pour cela, la pensée politique est envisagée dans son acception la plus large, englobant « l'ensemble des connaissances relatives à la légitimité, à l'organisation et aux fins de pouvoir²³⁰⁹ ». Cette définition doit permettre de saisir les enjeux de pouvoir associés à l'instruction pour ensuite appréhender la politisation dans toute sa nuance et en dégager un gradient, allant du simple accès à la théorie politique à la formation d'étudiants-militants destinés à mener des actions dans le cadre d'un mouvement ou d'un parti spécifique.

A.1. Accéder à la pensée politique

Les cours auxquels assistent les étudiants constituent une première porte d'entrée vers un savoir politique compris dans son sens le plus large. Cette culture académique renseigne sur le type de savoir que les administrations coloniales et impériales et/ou les autorités éducatives souhaitent inculquer aux étudiants mobiles. Il faut d'abord souligner que certains étudiants s'engagent dans des cursus visant à transmettre un savoir politique – par l'intermédiaire du droit, de l'administration, de l'histoire, de la diplomatie, etc. – disponibles principalement aux échelles extra-coloniales : l'École libre des sciences politiques de Paris accueille des étudiants coloniaux – descendants de colons ou de colonisés – comme Charles Hardouin, originaire de Poulou-Penang en Indochine et qui rejoint la filière diplomatique en 1943-1944 ou encore l'Indien Ardeski Khueloj Wadia, arrivé de Bombay pour intégrer la filière générale de l'institution²³¹⁰. La London School of Economics (LSE) propose des enseignements similaires, en administration publique notamment, et admet plusieurs dizaines d'étudiants

²³⁰⁹ Olivier Nay, *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 28.

²³¹⁰ Mission Archives de Sciences Po : *liste des élèves inscrits depuis 1872*.

indiens au cours de l'entre-deux-guerres²³¹¹. L'intérêt pour ces thématiques conduit également d'autres ressortissants du Raj à dépasser les frontières des empires coloniaux : en 1931-1932, huit étudiants sont engagés dans des études labellisées politiques en Allemagne et deux à l'Université de Lausanne²³¹². Les cours et programmes sont alors les mêmes que ceux des étudiants nationaux. Toutefois, des exemples de formation politique spécifique aux étudiants originaires des colonies transparaissent parfois : dès 1909, LSE propose un « cours spécial composé de conférences [...] mis en place pour les étudiants indiens portant sur les institutions parlementaires et sociales, la sociologie indienne, etc²³¹³. » et témoigne de la volonté de transmettre à des colonisés des connaissances liées à la chose publique dans le contexte spécifique de leur territoire d'origine.

Au-delà d'une spécialisation en sciences politiques, bien que celle-ci soit déjà comprise en un sens assez large, l'accès à ce savoir est beaucoup plus diffus et on peut le retrouver au sein des facultés d'arts, de droit, des Inns of Court, dans les Grandes Écoles, etc. Ce constat est valable pour l'enseignement supérieur dispensé dans les colonies, comme en témoignent les programmes de l'Université de Calcutta dès la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1887, l'examen d'histoire afin d'obtenir le diplôme de BA inclut la lecture du manuel d'économie politique de Fawcett et pour les honneurs, *The English Constitution* de Walter Bagehot ainsi que *Political Economy* de John Stuart Mill²³¹⁴. Les cours d'histoire préparant au MA ne font que renforcer cette culture politique avec l'étude du droit international, à travers les écrits de Wheaton, ou encore de la jurisprudence d'Austin²³¹⁵.

La translation du modèle universitaire britannique en Inde, proposant une culture politique occidentalisée aux étudiants du Raj, se distingue du cas indochinois où

²³¹¹ Committee of the National Indian Association in Conjunction with the Advisory Committee, India Office, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Philipps, 1909, p. 40-41.

²³¹² BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : « 1931-1932 ».

²³¹³ Committee of the National Indian Association in Conjunction with the Advisory Committee, India Office, *Handbook of Information...*, *op.cit.*, p. 40-41. Sur les Indiens à LSE, voir notamment : Marie Scot, « Faire école : les *alumni* universitaires indiens à la Londe School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°15, 2011.

²³¹⁴ Calcutta University Archives (CUA), Minutes of the Senate (MinSen) : 1857 : « Minute du 28 février 1857, p. 107 ».

²³¹⁵ *Ibid.* : « p.127 ».

l'enseignement supérieur ne reproduit pas les initiatives métropolitaines²³¹⁶ : la prudence – si ce n'est, la défiance – des autorités coloniales quant à l'accès au savoir des populations colonisées est particulièrement palpable au cours de la première moitié du xx^e siècle, motivée par des enjeux politiques. L'accès au savoir juridique est redouté, en ce qu'il pourrait alimenter une volonté de remise en cause de l'ordre colonial. Dans un premier temps et jusqu'à la fondation de l'École supérieure de droit d'Hanoi en 1931, il se limite aux éléments nécessaires à la bonne administration de la colonie. Entre 1867 et 1877, le Collège des Stagiaires propose à des étudiants-colons une formation en « administration et justice indigènes » dispensée par le juriste français Eliacin Luro²³¹⁷ ; en 1907-1908, la première Université indochinoise (UI) propose des cours d'histoire comparée de la philosophie, de droit français, d'économie politique et d'organisation administrative de l'Indochine²³¹⁸. Les cours de droit qui survivent à la première UI poursuivent cette transmission jusqu'à ce que l'École supérieure de droit de Hanoi propose un cursus davantage calqué sur les facultés métropolitaines tout en incluant, en troisième année, les « principes généraux de législation coloniale et particulièrement de législation indochinoise²³¹⁹ ». Ces considérations et craintes ne se limitent pas au niveau colonial mais on les retrouve à l'échelle impériale : en 1909, le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine estime qu'il ne convient pas de « faciliter aux jeunes Annamites l'accès [aux] facultés de droit ». Selon lui, « le goût de la chicane n'est que trop développé dans la population indigène ; il ne semble pas qu'il y ait lieu de l'encourager²³²⁰ ». Ses propos sous-entendent en filigrane que l'accès à des cours de droit peut alimenter des contestations indigènes. En 1925, l'avocat Paul Ferrand, président de la Chambre de discipline des avocats défenseurs de la Cochinchine et du Cambodge adresse une lettre ouverte, dont les propos sont par la suite repris dans *Le Courrier d'Haiphong*, au gouverneur général témoignant d'inquiétudes similaires. Il y critique l'admission d'Indochinois au sein des universités

²³¹⁶ À ce sujet, voir la première partie de la présente thèse ainsi que : Sara Legrandjacques, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 29-48.

²³¹⁷ Louis Dunoyer de Segonzac, *Étude sur l'organisation administrative du Tonkin et des pays de protectorat. Communication faite à la Société de Géographie dans la séance du 19 février 1886*, Paris, Ernest Leroux, 1886, p. 5

²³¹⁸ Hoàng Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction du professeur Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016, p. 110.

²³¹⁹ *Ibid.*, p. 137.

²³²⁰ ANOM, GGI, dossier 2 567 : *Demande de renseignements par M. Fourès, directeur administratif du Groupe de l'enseignement indochinois* : « Courrier du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général de l'Indochine, 12 mai 1909 ».

métropolitaines et notamment, des facultés de droit. Au-delà de considérations intellectuelles – les étudiants n’auraient pas la culture et les connaissances requises pour suivre avec profit des études – la dimension politique transparait puisque les diplômés risquent de « se lancer dans la politique » et au juriste d’ajouter « on devine laquelle²³²¹ ».

Par conséquent, une pensée politique est accessible au sein des salles de classe et des amphithéâtres, d’une manière plus ou moins approfondie en fonction du lieu et de la période concernés mais aussi des enjeux politiques associés à l’enseignement. En parallèle, les étudiants peuvent se saisir de la littérature politique grâce à l’accès à des bibliothèques et salles de lecture, qu’elles soient universitaires ou non. Leur contenu est variable et permet d’accéder à un savoir classique mais aussi plus contemporain, à l’actualité politique. Dans certains cas, ces connaissances sont directement associées au contexte colonial dont sont issus les étudiants. À Oxford, l’Indian Institute comprend plusieurs salles de lecture dont l’une est spécifiquement dédiée aux étudiants indiens. Ils ont dès lors accès à des ouvrages sur l’Inde mais aussi à une sélection de la presse indienne²³²². En outre, en 1905, la question se pose de savoir si les rayonnages de l’institut doivent accueillir toutes les publications récentes sur l’Inde et ses pays voisins ou doit se concentrer sur une orientation davantage orientalisante, à travers des ouvrages dédiés aux langues anciennes et aux antiquités²³²³. Les foyers et hôtels destinés aux étudiants, qu’ils se trouvent dans ou en dehors des colonies, sont généralement dotés de bibliothèques dont le contenu est à l’appréciation de leurs gérants : si les inventaires ne sont pas disponibles, l’hypothèse d’écrits anticolonialistes absents d’établissements coloniaux tels le Foyer des étudiants annamites d’Hanoi ou la Maison des étudiants de l’Indochine à Paris est émise. À l’inverse, c’est d’abord *The Indian Sociologist*, le journal politique anti-britannique fondé en 1905 par Krishnavarma, qui circule au sein de son India House londonienne, voire de ses homologues états-unienne et japonaise²³²⁴. Les lieux d’accueil et de sociabilités donnent donc accès à des écrits, qu’ils soient pro- ou anticoloniaux

²³²¹ ANOM, GGI, dossier 51 524 : *Admission des jeunes Indochinois dans les établissements d’enseignement supérieur de la métropole, 1924-1925* : « Lettre ouverture au gouvernement général de l’Indochine, 13 février 1925 ».

²³²² Oxford University Archives, *Indian Institute, 1884* : « The Indian Institute ».

²³²³ *Ibid.*

²³²⁴ Paul Schaffel, « Empire and Assassination : Indian Students, ‘India House’, and Information Gathering in Great Britain, 1898-1911 », mémoire soumis pour l’obtention du diplôme de *Bachelor of Arts avec Honors* en Histoire, Wesleyan University, 2012, p. 25 ; Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the ‘world forces’: Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n°3, 2007, p. 330-338.

et sans que la connaissance de l'un n'exclue l'autre, soulignant d'ores et déjà la multitude de discours politiques donc les étudiants sont la cible. Organisations et associations alimentent elles-aussi ces circulations de papier, laissant apparaître le spectre varié d'idées et de positionnements politiques qui les caractérisent. Leurs organes respectifs comprennent des articles à la teneur politique tandis que d'autres journaux et revues se diffusent par leur intermédiaire. *La Tribune indochinoise*, organe du parti constitutionnaliste vietnamien mené par Bui Quang Chiêu est lue au sein de l'Association des étudiants annamites de Lyon²³²⁵ ; la fréquentation des antennes montpelliéraine et parisienne de l'Association mutuelle des Indochinois et de certains de ses membres par Nguyễn Thế Vinh le conduit à lire *Le Paria*, un mensuel communiste²³²⁶. Dans sa déposition auprès de la Sûreté indochinoise, ce dernier décrit à la fois le caractère informel de cet accès à la littérature à Montpellier et la diversité des positionnements politiques exprimées à travers elle :

L'Association n'avait de pas bibliothèques, ne recevait que le "Paria" envoyé gratuitement de Paris par NGUYEN THE TRUYEN. Chaque membre apportait son journal : à savoir « L'Humanité », « Le Populaire », « Le Petit méridional », le « Petit Marseillais ». VINH a oublié les noms des Indochinois lecteurs de l'organe du P.C. Lui-même l'a acheté fréquemment à partir des élections 1924²³²⁷ (sic).

On retrouve un journal communiste avec *L'Humanité*, socialiste avec l'organe de la SFIO *Le Populaire*, radical-socialiste avec *Le Petit Méridional* et d'un républicanisme davantage conservateur avec *Le Petit Marseillais*. Les étudiants sont autant des lecteurs que des vecteurs de circulation des idées politiques que cela soit au sein de la terre d'études ou entre celle-ci et le territoire d'origine. En témoignent dès le début du xx^e siècle les étudiants chinois qui arrivent en Indochine avec dans leurs bagages des écrits de penseurs nationalistes et réformistes²³²⁸ et/ou participent à diffuser des éléments critiques sur la politique impérialiste de la France envers leur contrée d'origine²³²⁹. D'autres aspirants aux diplômes s'engagent dans des entreprises d'écriture et/ou de traduction d'ouvrages politiques, à l'instar de Nguyễn

²³²⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 144, sous-dossier *Association des étudiants annamites de Lyon* : « Courrier du CAI au ministre des Colonies, 4 mars 1937 ».

²³²⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 144 : *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la direction de la Sûreté générale indochinoise, août 1931* : « p. 12 ».

²³²⁷ *Ibid.*

²³²⁸ Voir par exemple : ANV1, Résident supérieure du Tonkin : *Saisie de livres par la Douane à Laokay à un étudiant chinois, 1909*.

²³²⁹ ANV1, GGI, dossier 4 817 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique de l'Indochine, 25 octobre 1906 ». Sur la production politique des étudiants et leur rôle concernant la politisation, cf. infra.

An Ninh traducteur vers le vietnamien du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau²³³⁰ ou de Vinayak Damodar Savarkar qui publie un ouvrage, censuré par les autorités britanniques, sur la révolte de 1857 – dite des Cipayes – en Inde, qu’il présente comme une guerre d’indépendance. Enfin, les mémoires et récits de voyage peuvent eux-aussi nourrir un savoir et des réflexions politiques, dans une temporalité décalée par rapport à celle du séjour d’études. Dans le récit de son voyage d’études en Europe mené entre 1868 et 1871, Romesh Chunder Dutt partage son constat de l’importance des conversations politiques pour les Anglais, qu’il introduit à son lectorat sous forme d’une typologie alliant classe sociale et opinion politique²³³¹.

Ce témoignage confirme que la transmission d’idées politiques ne passe pas que par l’écrit et la lecture mais également par des échanges et contacts, entre étudiants ou avec des personnes tierces, dans un cadre formel ou informel. Les rencontres, qu’elles soient prévues ou fortuites, peuvent conduire à des discussions politiques. Les historiens peinent à se saisir de cette oralité et les transcriptions, dans les mémoires ou les déclarations, doivent être appréhendées avec prudence. Si les contacts interpersonnels ne peuvent être niés, les échanges formels, institutionnalisés, qu’ils soient récurrents ou non, transparaissent plus distinctement dans les sources, telles des conférences et débats organisés dans un cadre éducatif ou non. Les organisations étudiantes constituent un premier théâtre de diffusion des idées politiques. Dès la fin du XIX^e siècle, les *debating societies* des universités britanniques offrent la possibilité à certains étudiants colonisés d’écouter – et de participer – à des discussions politiques. Créée en 1926, l’Union fédérale des étudiants (UFE) accueille, entre autres, des Indochinois dans ces réunions politiques²³³². Dans ce contexte, les organisations étudiantes coloniales abordent davantage des sujets liés au territoire d’origine. À Édimbourg, les débats organisés par l’Indian Association locale se concentrent eux aussi sur des thématiques liées à l’Inde et les relations entre Orient et Occident, comme le souligne le programme de la session 1908-1909 (illustration 7-1). Le président de la séance (*host*) arbitre les discussions menées par plusieurs membres de l’association. Ceux-ci réfléchissent aux modalités de la domination impériale et des contacts qu’elle sous-tend (23 janvier, 20 février, 5 juin) mais aussi à des problématiques socio-politiques, comme celles liées aux castes (5

²³³⁰ Scott McConnell, *Leftward Journey...*, *op.cit.*, p. 49.


²³³¹ Romesh Chunder Dutt, *Three Years in Europe – 1868-1871*, Calcutta, S.K. Lahiri & Co, 1896, p. 35-38.

²³³² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Union fédérale des étudiants* : « Note du 14 juin 1930 ».

décembre), au rôle des élites éduquées (6 mars) ou des femmes (9 janvier), et éducatives comme l’instruction physique (21 novembre).

Illustration 7-1 – Programme des rencontres de l’Edinburgh Indian Association pour la session 1908-1909²³³³

Dab7IND



Syllabus of Meetings—Session 1908-1909

Date.	Hosts.	Subjects for Debate, etc.	Leaders.
1908			
Oct. 10	Mr J. C. J. KHAMBATTA	Sessional Business Meeting	
" 24	{ Dr J. S. MARTYN, M.A., B.Sc., L.R.C.P. & S.	"That Environment is the greater determining factor than Heridity in the formation of character"	{ Aff. Mr A. M. BOSE. Neg. Mr M. RAZAKHAN.
Nov. 7	{ Dr N. S. WILLIAMS Mr M. MAHER	"How to popularise the Indian Association" (Discussion)	{ Mr M. RAZAKHAN. Mr J. M. BOSE, B.Sc.
" 21	{ Dr J. V. KARVE, M.B., Ch.B. Mr M. SETT	"The need for Physical Education in India" (Essay)	{ Critic, Mr M. SETT. Mr P. N. NAG.
Dec. 5	{ Mr C. TRIVADI Mr K. L. KAPUR	"That the Caste system is a great barrier to the progress of India"	{ Aff. Mr P. N. NAG. Neg. Mr S. C. SEN GUPTA.
1909			
Jan. 9	{ Mr S. C. BHUTTACHARJI Mr S. C. SEN GUPTA	"The future of our Women" (Essay)	{ Critic, Mr B. P. B. NAIDU. Mr B. PRASAD.
" 23	{ Mr P. N. BERRY Mr M. L. BUNGARA	"That the Political movement in India is premature"	{ Aff. Mr V. M. LAMBAH. Neg. Mr N. M. SHIRGAOKER.
Feb. 6	{ Mr V. M. LAMBAH Mr F. CHAND	"The best means of organising an Indian University" (Discussion)	{ Mr J. C. J. KHAMBATTA. Mr V. NAGASHWAR.
" 20	{ Mr H. L. TIKKU Mr B. B. KAPILLA	"East is east, and west is west, and never the twain shall meet"	{ Aff. Mr P. N. BERRY. Neg. Mr C. J. KURIEN.
March 6	{ Mr M. A. WAJID Mr C. M. GANAPATHY	"Indian students and their responsibilities towards India" (Essay)	{ Critic, Mr K. L. KAPUR. Mr H. L. TIKKU.
May 8	{ Mr J. M. BOSE, B.Sc. Mr A. M. DUARTE	"That there is no fundamental difference between the Moderates and the Extremists"	{ Aff. Mr L. D. RANE. Neg. Mr J. NATH (Bar.-at-Law).
" 22	{ Mr Mr T. CAUL	(Discussion)	{ Mr Mr
June 5	{ Mr K. A. RAO Mr	"That there is a possibility of making an Indian nation under British rule"	{ Aff. Dr N. S. WILLIAMS. Neg. Mr F. CHAND.
" 19	{ Mr B. P. B. NAIDU Mr A. L. SAYEED	"The formation of Character" (Essay)	{ Critic, Mr A. L. SAYEED. Mr P. N. BERRY.
July 3	{ Mr K. HUSAIN Mr M. RAZAKHAN	"To try to shield men from the effects of folly is to fill the world with fools"	{ Aff. Mr H. L. TIKKU. Neg. Mr E. R. CARLOS, M.A.

Un constat similaire peut être fait concernant les Majlis, associations étudiantes indiennes basées à Oxford, Cambridge et Londres, bien qu’au cours des années 1930, le groupe de Cambridge distille dans ses débats des sujets davantage liés aux relations internationales ou à la politique britannique au milieu des thématiques plus spécifiquement indiennes²³³⁴. Les associations étudiantes indochinoises qui voient le jour à partir de la décennie 1910, en dehors de la colonie d’abord, peuvent proposer, elles aussi, des échanges politiques se concentrant

²³³³ Edinburgh University Archives, The Edinburgh Indian Association : *Syllbus of meetings, 1908-1909*.

²³³⁴ Une rencontre des Cambridge Majlis en 1936 porte sur la coopération avec l’URSS et l’opposition au Japon ; au cours du Michaelmas Term de 1937, la huitième réunion place à l’ordre du jour l’intervention fasciste dans la guerre civile espagnole ainsi que le racisme au sein du gouvernement britannique : Wren Library, REC48, 1 : *Minute Book, The Majlis, Cambridge*.

sur la situation coloniale : en 1930, il est attesté que l'Association des étudiants d'Arles²³³⁵ organise pour ses membres tous les jeudis, samedis et dimanches des réunions « pour discuter entre eux les questions se rapportant à la situation politique de l'Indochine²³³⁶ ». En Indochine, l'absence d'associations avant 1930 cantonne les échanges entre étudiants à un cadre informel, non-institutionnalisé, tandis que la surveillance dont font l'objet les organisations créées dans les années 1930 tend à empêcher la diffusion d'idées considérées comme subversives dans un climat général de répression des mouvements anticolonialistes. Les autorités coloniales doivent donner leur accord pour tout rassemblement étudiant²³³⁷. Plus que des débats, des activités culturelles (pièces de théâtre, bals) sont valorisées²³³⁸. Si des conférences avaient été organisées dans les années 1920, elles l'étaient d'abord sur l'initiative de colons et notamment par le directeur du Foyer des étudiants annamites, Paul Monet. Les connaissances diffusées alors n'étaient pas présentées comme politiques puisqu'une « première série, de culture générale, port[ait] sur des sujets de philosophie scientifique très vulgarisée destinés à donner aux jeunes gens la conception élevée du monde extérieur et de la personnalité humaine » tandis que la deuxième se penchait sur la « culture morale » en exposant « d'une part les grands âges des civilisations chinoise et hindoue, d'autre part de civilisation gréco-romaine et chrétienne²³³⁹ ». La dimension pro-coloniale de ces discours, et donc leur ambition politique, n'en transparaît pas moins lorsque le directeur déclare au gouverneur général de l'Indochine que :

le conférencier, tout en rendant hommage à l'œuvre admirable que la France accomplit dans ce Pays, aux qualités éminentes et au grand dévouement de ceux qui en sont les ouvriers, a montré que la jeunesse Annamite traverse une crise morale des plus graves,

²³³⁵ Notons ici que le terme « étudiants » peut ici inclure les individus inscrits dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire.

²³³⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Association des étudiants d'Arles* : « Courrier du CAI au ministre des Colonies, 18 mars 1930 ».

²³³⁷ ANV1, Mairie de Hanoi, dossier 2 898 : *Autorisation de fonctionner « L'Association des étudiants et anciens étudiants de l'École de médecine et de pharmacie de Hanoi » en 1934* : « Courrier de Chu Duc Tich au résident-maire, 19 mars 1934 ».

²³³⁸ Voir par exemple la « matinée de causerie et de musique » organisée au théâtre régional de Saigon le 25 décembre 1942 sur autorisation du gouverneur de la Cochinchine : ANV2, GouvCoch, dossier 23 265 : *Dossier relatif à l'admission, échange des étudiants entre le Japon et l'Indochine française, création, ouverture, fermeture d'école... années 1941-1943* : « Courrier du président de l'AGEI au gouverneur de la Cochinchine, 10 janvier 1943 ».

²³³⁹ ANV2, GouvCoch, dossier 30 541 : *Dossier relatif aux subventions du budget local aux provinces, cercles, associations, sociétés, Foyer des étudiants annamites à Hanoi, Syndicat de la Presse Cochinchinoise, Service de la Marine, années 1909-1935* : « 'Le foyer des étudiants annamites' : article publié dans la revue 'Nam-Phong' d'août 1922 (n°62) ».

parce qu'elle se trouve à la rencontre de deux courants de civilisations d'hier et pas encore celle de demain que nous leur apportons²³⁴⁰.

À l'inverse, les mobilités étudiantes au sein du Raj rendent davantage accessibles une pensée politique nationaliste et/ou anticolonialiste, non sans répression. Les conférences de l'All Indian Student Federation sont par exemple ouvertes par les interventions de leaders politiques comme Jawaharlal Nehru, à Lucknow en 1936, événement alors présidé par une personnalité majeure de la Ligue musulmane, Mohammed Ali Jinnah²³⁴¹. Ainsi, les organisations ne constituent pas des lieux d'échanges en vase clos mais reçoivent des invités et visiteurs qui peuvent être des hommes politiques et des activistes. Des organisations spécifiquement étudiantes deviennent de véritables outils de politisation dont se saisissent des acteurs extérieurs – en même temps que les étudiants eux-mêmes²³⁴². En Inde, ils participent ensemble à construire un mouvement national étudiant qui alimente les initiatives du Parti du Congrès dans le cadre du mouvement de non-coopération, en 1920 et 1922, puis de désobéissance civile, en 1930-1933²³⁴³.

Les individus fréquentant les universités sont également la cible d'appels et de discours en dehors du cadre des conférences estudiantines et qui sont relayés par la presse²³⁴⁴. Si Gandhi diffuse par cet intermédiaire ses idées anti-britanniques, des opinions opposées – par des nationalistes mais aussi par les pouvoirs publics – s'expriment également, révélant une nouvelle fois la multitude d'idées de positionnement dont les étudiants sont les cibles. Le membre du Congrès et président de la Nagpur Students' Convention Lala Lajpat Rai souhaite, en 1920, que les étudiants s'éloignent du mouvement de non-coopération car il estime qu'il est d'abord nécessaire d'avoir un gouvernement national afin de véritablement organiser une éducation nationale²³⁴⁵. Un an plus tard, le directeur de l'Instruction publique accuse les leaders nationalistes de ne pas éduquer les étudiants²³⁴⁶.

²³⁴⁰ ANV1, Résidence supérieure du Tonkin (RST), dossier 69 497 : *Conférence du Foyer des Étudiants annamites, 1922-1923* : « Foyer des étudiants annamites – année scolaire 1922-1923 ».

²³⁴¹ Tom Wilkinson, « Student Politics in British India and Beyond: The Rise and Fragmentation of the All India Student Federation (AISF), 1936-1950 », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, n°22, 2019, p. 2.

²³⁴² Cf. infra.

²³⁴³ Pour une présentation synthétique de ces mouvements, voir : Claude Markovits (dir.), *Histoire de l'Inde moderne*, Paris, Fayard, 1994, p. 438-461.

²³⁴⁴ BL, IOR, dossier L/R/5/179 : *Native Newspapers Reports, Bombay, 1931* : ensemble du dossier.

²³⁴⁵ *Ibid.* : « The Indian Students' Conference », *Indu Prakash*, n°44, 29 décembre 1920 ».

²³⁴⁶ *Ibid.* : « *Dnydn Prakash*, n°41, 26 janvier 1921 ».

Cet investissement de la communauté étudiante par le monde politique se retrouve en métropole : Lala Lajpat Rai et Bipin Chandra Pal visitent les Cambridge Majlis, rassemblement à laquelle participe Nehru²³⁴⁷ ; en 1928, l'Association mutuelle des Indochinois de Toulouse accueille plusieurs personnalités, autant vietnamiennes que métropolitaines dont le militant et intellectuel cochinchinois Võ Công Tồn et le journaliste anticolonialiste, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, Félicien Challaye²³⁴⁸. De plus, des organisations étudiantes aux desseins ouvertement politiques tissent des liens avec les associations d'étudiants coloniaux, à l'instar du Cambridge University Labour Club à l'orientation socialiste qui prend part à des réunions communes avec les Majlis²³⁴⁹. Ici, la diffusion d'idées politiques dépasse la simple dualité colonialisme/anticolonialisme en tentant d'inscrire les recrues des colonies dans des mouvements et/ou des partis plus larges. Au-delà de la sphère impériale, les tentatives de séduction des fascistes italiens à l'égard des étudiants indiens au milieu des années 1930 font apparaître une diplomatie estudiantine, qui dépasse le simple cadre des universités. Il s'agit de capter une partie des candidats aux diplômes afin d'en faire des agents de la politique mussolinienne²³⁵⁰. Pour cela, le gouvernement italien propose, en 1935, d'accueillir à Rome la Federation of Indian and Ceylonese Students' Associations²³⁵¹. Elle lui fournit des locaux, un secrétaire et accorde diverses facilités pour qu'elle puisse mener à bien ses activités. Cette implantation romaine permet, en réalité, d'exercer un certain contrôle sur la fédération et d'y diffuser des idées profascistes. Cela se double d'aspects plus classiques de diplomatie universitaire, avec la création de bourses avec notamment le *Premio Mussolini*²³⁵², ainsi que l'organisation d'événements destinés aux étudiants orientaux mais excluant les ressortissants de l'Indochine française²³⁵³. Les acteurs politiques participent ici à la construction de nouveaux espaces de diffusion des idées politiques, celles-ci n'étant pas exclusivement liées aux sociétés coloniales dont sont issus les

²³⁴⁷ B.R Nanda, « Nehru and the British », *Modern Asian Studies*, mai 1996, vol. 30, n°2, p. 470.

²³⁴⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 33, sous-dossier *Colonie scolaire annamite de Toulouse* : « Courrier du commissaire spécial de Toulouse au directeur de la Sûreté générale, 30 novembre 1928 ». Le courrier mentionne également la visite de Truong Minh Giang sans que nous ayons pu déterminer les fonctions précises de celui-ci.

²³⁴⁹ Wren Library, REC48, 1 : *Minute Book, The Majlis, Cambridge*.

²³⁵⁰ Sur les liens entre l'Italie et l'Inde sous le fascisme, voir : Noël Mottais, « Les acteurs fascistes du dialogue Indo-Italien : l'exemple de Giuseppe Tucci (1922-1944) », thèse soutenue à l'Université de Lorraine sous la direction de Didier Francfort et Marie-Anne Matard-Bonucci, 2017.

²³⁵¹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : *Italian Interest in Eastern Affairs. The Italian Institute for the Middle and Far East. The Asiatic Congress in Rome, décembre 1933* : « Rapport par Amiya C. Chakravarty, 10 septembre 1935 ».

²³⁵² *Ibid.* : « Courrier de l'ambassadeur britannique à Rome, 24 novembre 1934 ».

²³⁵³ *Ibid.* : ensemble du dossier.

étudiants. Si l'India House de New York, comme ses consœurs londonienne et tokyoïte, a pour but de diffuser le nationalisme indien auprès de la jeunesse étudiante, elle est également un lieu de contacts avec le mouvement indépendantiste irlandais. Des États-Uniens originaires de l'île du nord de l'Europe, et notamment Myron H. Phelps, participent à sa fondation, annoncée notamment dans la presse gaélique²³⁵⁴.

D'une manière plus générale, les cérémonies officielles, telles celles d'inauguration d'établissements liés à l'enseignement – universités, écoles mais aussi résidences – sont autant d'occasions de diffuser des idées politiques, par les discours prononcés généralement publiquement et parfois relayés par la presse autant localement qu'à l'échelle de l'empire. Plus largement, les étudiants peuvent décider d'assister à des événements ayant une portée politique pour de multiples raisons – par intérêt personnel, parce qu'ils ont été invités, par hasard, etc. Ceux-ci peuvent être liés à la politique impériale ou non. En 1908, on retrouve des étudiants indiens à Caxton Hall dans un rassemblement organisé par l'East India Association auquel participent des représentants des pouvoirs publics tels l'aide-de-camp du secrétaire d'État à l'Inde Curzon-Wyllie et le député conservateur Bhownaggee²³⁵⁵. Quelques années plus tard, en 1913, des engagés dans des formations états-uniennes assistent aux réunions de la diaspora indienne, menant à l'organisation du mouvement Ghadar : Katar Singh Sarabha et Vishnu Ganesh Pingle sont deux recrues d'Har Dayal, professeur à Stanford et lui-même *alumnus* d'Oxford²³⁵⁶. Le 1^{er} mai 1928, de nombreux étudiants indochinois assistent au meeting du PCF se tenant au Cirque de Paris et réclamant la libération du militant communiste Marcel Cachin²³⁵⁷. En parallèle, les bals organisés au sein de la Maison des étudiants indochinois accueillent des personnalités politiques, comme des gouverneurs coloniaux, tandis que des visites officielles, de l'empereur d'Annam Bảo Đại par exemple, participent eux-aussi à la propagande coloniale²³⁵⁸.

²³⁵⁴ Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces'... art.cit. », p. 334-335. Voir aussi : Aravind Ganachari, « Two Indian Revolutionary Associations Abroad : Some New Light on the Pan-Aryan Association and the Indo-Japanese Association », *Proceedings of the Indian History Congress*, vol. 57, 1996, p. 789-798.

²³⁵⁵ BL, IOR, dossier L/PJ/6/903, sous-dossier 4 225 : *Disloyal intrusion of Indian students at Caxton Hall, 3 novembre 1911*.

²³⁵⁶ Maia Ramnath, *Haj to Utopia. How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, Berkeley, University of California Press, 2011, p. 136.

²³⁵⁷ ANOM, SLOFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise*, « p. 12 ».

²³⁵⁸ Voir par exemple : *Marianne*, 2 février 1938, p. 16.

A.2. De l'Asie à Moscou : vers des formations militantes

Les multiples voies d'accès à la pensée politique sont difficiles à saisir tant elles sont mouvantes et propres à chaque expérience mobile d'étudiants. Au-delà de cette découverte, sur ou hors des bancs de l'école, d'idées politiques, les circulations éducatives peuvent conduire plus directement à une formation militante, en ce qu'elle a pour objectif de former des individus menant des actions concrètes au service de certaines idées et idéologies, incarnées par des organisations, qu'elles prennent ou non la forme de partis politiques. Si les autorités coloniales et impériales cherchent à promouvoir leurs actions ultramarines en formant une élite loyale, parfois à travers des cursus spécialisés comme au sein de l'École cambodgienne ou de l'India Civil Service, il semble cependant excessif de considérer les futurs agents coloniaux comme les militants d'un parti colonial. En contrepoint, les desseins nationalistes et/ou anticolonialistes de circulations éducatives, qui ont déjà été mis en avant en ce qu'ils ont alimenté certains départs ou provoqué des rebonds au cours de trajectoires déjà entamées²³⁵⁹, ont pu insérer des étudiants mobiles dans des mouvements organisés plus larges. Or, ces flux d'activistes ne conduisent pas forcément à la fréquentation d'établissements marqués par le militantisme ; au contraire, jusqu'à l'entre-deux-guerres, c'est une formation à des fins militantes qui prime sur une formation véritablement militante. Autrement dit, dans un premier temps, les acteurs de la mobilité se saisissent de certains enseignements afin de remplir des objectifs politiques sans que ces enseignements n'aient été mis en place dans ce but en premier lieu. À l'inverse, les années 1920 et 1930 voient émerger des formations plus franchement estampillées militantes. Ici, nous distinguerons l'usage politique d'un savoir et la nature même de ce savoir afin de déterminer le degré de politisation des études, le militantisme étant considéré comme son niveau le plus poussé.

Entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, les enjeux politiques associés aux départs de certains étudiants indiens et indochinois ne les conduisent pas vers des établissements dont l'objectif affiché est de former des militants et des membres d'un parti. Du côté indien, l'essor du mouvement *swadeshi* aux ambitions nationalistes incite certains sujets du Raj britannique à suivre des études industrielles et techniques, au Japon, en Europe

²³⁵⁹ Voir la première partie de la présente thèse ainsi que le chapitre 4.

ou encore, aux États-Unis. Ceux qui rejoignent le MIT²³⁶⁰ ou encore le *college* d'ingénierie de Tokyo²³⁶¹ souhaitent accéder à un savoir technologique mobilisable sur le sol indien, afin de faire face à l'exploitation coloniale des Britanniques, sans que ces établissements n'adaptent leurs programmes en ce sens. Les études ne sont pas militantes en elles-mêmes mais deviennent politiques à travers le sens et les objectifs qui leur sont associés. Un constat similaire peut être émis concernant le mouvement *Đông Du* qui conduit, cette fois, des Vietnamiens vers le Japon entre 1905 et 1908. Dans ses écrits, Phan Bội Châu, en tant qu'instigateur de ce mouvement, fait faillite au type de cours que doivent suivre ses recrues. Toutefois, ces dernières doivent être capables de combattre le colonisateur et rejoignent d'abord des écoles militaires. Ces formations combattantes se font au sein d'établissements organisés par des Japonais pour des étudiants asiatiques, principalement chinois²³⁶², afin de participer à la formation d'armées modernes sans qu'y soient associés, dans l'esprit des fondateurs des écoles, des enjeux anticolonialistes. La mobilisation d'institutions non-militantes par des étudiants pourtant rattachés à des organisations aux desseins politiques n'est que renforcée par l'admission de certains d'entre eux dans des filières non-militaires, à l'instar d'écoles de langues²³⁶³.

La décennie 1900 complexifie cette approche de l'étude politisée, du côté indien avant tout. Le mouvement d'éducation nationale (*National Education*) qui voit le jour au sein du Raj britannique, notamment au Bengale, s'appuie, entre autres, sur la création d'établissements d'enseignement nationalistes. S'il ne s'agit pas véritablement de former des activistes, ces initiatives reposent sur la volonté de nationaliser – et donc de décolonialiser – les études afin de former des Indiens n'étant plus réduits à un statut de colonisé. Rejoindre une de ces écoles, c'est s'opposer à l'enseignement supérieur mis en place par le colonisateur et plus largement, à la colonisation depuis la colonie elle-même. Les cours intègrent cette dimension nationaliste : ils sont dispensés, à l'exception du cours d'anglais, dans diverses langues locales – bengali, hindi, ourdou, marathi – tandis que l'apprentissage des langues anciennes – sanscrit

²³⁶⁰ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. X.

²³⁶¹ BL, IOR,

²³⁶² ANOM, GGI, dossier 23 740 : *Étudiants chinois au Japon. Renseignement sur l'organisation de l'université chinoise. Avantage à attirer les Chinois à Hanoi. Question du directeur de l'École française d'Extrême-Orient sur le recrutement d'étudiants asiatiques, 1905, 1905.*

²³⁶³ PHAN BỘI CHAU, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 53.

et persan – est valorisé²³⁶⁴. Des cours d'économie indienne sont dispensés tandis que ceux d'éthique et de psychologie distinguent un « système oriental » d'un « système occidental²³⁶⁵ ». Il ne s'agit pas de rejeter le savoir associé à l'Occident – et notamment, au monde britannique puisque des cours d'anglais sont assurés – mais de le confronter à un savoir davantage indien ou asiatique.

À la même période, la formation d'étudiants-activistes se manifeste en dehors des frontières de la colonie, sans qu'elle ne se déroule alors au sein d'établissements bien définis. En effet, le mouvement anarchiste qui séduit de jeunes Indiens présents en Europe mobilise certains savoirs afin de mener à bien des actions terroristes. Les années 1900 correspondent en effet à l'essor d'un anticolonialisme violent tant en Inde qu'au sein de l'empire britannique, ce dont témoigne l'assassinat de William Hutt Curzon-Wyllie, aide-de-camp du secrétaire d'État à l'Inde, par un étudiant membre de l'India House en juillet 1909. Des étudiants sont formés à la fabrication de bombes, généralement à l'étranger afin d'esquiver la surveillance impériale²³⁶⁶. Les cursus en chimie sont valorisés tandis que la circulation de savoirs passe également par l'accès à des manuels, en dehors des murs des établissements d'enseignement et donc dans un cadre plus flou. En 1907, la présence d'un anarchiste russe du nom de Sarfranski en France conduit à la constitution d'un petit pôle de formation d'experts en explosifs. Trois Indiens maîtrisant aussi bien la fabrication de bombes que l'usage des armes et munitions quittent ainsi l'Hexagone pour l'Inde à la fin de cette même année²³⁶⁷.

Les premières années du xx^e siècle correspondent à un entre-deux : certains établissements se dotent de programmes clairement nationalistes tandis que le militantisme se construit encore majoritairement en dehors des institutions éducatives traditionnelles. On le retrouve, du côté indochinois, chez les quelques recrues non-rapatriées après l'abolition du mouvement *Đông Du* en 1908 tel Hoang Hung, que Phan Bội Châu présente comme un activiste spécialisé dans la fabrication de bombes après avoir rejoint Hong Kong²³⁶⁸. C'est

²³⁶⁴ *The origins of the National Education Movement*, p. 136-137.

²³⁶⁵ *Ibid.*, p. 142.

²³⁶⁶ Tilak Raj Sareen, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, New Delhi-Bangalore-Jullundur, Sterling Publishers Pvt Ltd, 1979, p. 15. L'étudiant et anticolonialiste Savarkar préconise l'envoi d'hommes en Belgique, en Amérique, en Suisse et en Egypte afin qu'ils se forment militairement et qu'ils apprennent à fabriquer des bombes.

²³⁶⁷ *Ibid.*, p. 41.

²³⁶⁸ PHAN BỘI CHÂU, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 105-106.

surtout au cours de l'entre-deux-guerres que les études se font plus franchement militantes, aussi bien concernant leurs fins que leurs moyens, dans un contexte d'essor et de diffusion de l'idéologie communiste. Ce tournant s'exprime d'abord par les flux reliant l'Indochine à la Chine et plus particulièrement, à Canton. La jeune République de Chine voit naître des établissements d'enseignement nationalistes sur l'impulsion de Sun Yat Sen. Il s'agit, en s'appuyant sur la collaboration de forces communistes locales comme soviétiques, d'affirmer la présence nationaliste sur le vaste territoire chinois, en formant politiquement et militairement des jeunes hommes. Le 6 juin 1924, l'Académie militaire de Huangpu – apparaissant sous le nom d'Académie de Whampoa dans les archives – est inaugurée²³⁶⁹. Elle fonctionne grâce à une importante aide de l'URSS dont les écoles de commandement rouge ont servi de modèle²³⁷⁰. D'abord destinée à un public chinois, l'établissement ouvre ses portes à des recrues venues d'autres territoires asiatiques et notamment, d'Indochine française, dès l'automne 1924²³⁷¹. Ils suivent une formation politique et militaire aussi bien théorique que pratique, en rejoignant des unités d'application les préparant aux fonctions d'officier. Si certains joignent l'armée du gouvernement nationaliste chinois, une spécificité nationale transparaît tout de même, nuançant un sentiment d'appartenance panasiatique, puisque leurs instructeurs sont des activistes vietnamiens²³⁷². La volonté de former un corps militant soudé, capable de se battre pour des causes nationalistes et anticolonialistes alors que ligues et partis vietnamiens anticolonialistes se structurent à la même période, est renforcée par les témoignages d'anciens étudiants décrivant l'absence de contacts avec l'extérieur pendant les périodes de cours²³⁷³. Si elles s'appuient ici sur une initiative exogène, en l'occurrence chinoise, les mobilités d'étudiants-militants vers la Chine reposent aussi sur des initiatives davantage vietnamiennes. Canton est alors un pôle d'accueil d'anticolonialistes vietnamiens, incluant Nguyễn Ái Quốc, dont certains se soucient de l'organisation d'un mouvement de jeunesse militante. La création d'une ligue de la jeunesse révolutionnaire du Vietnam – Việt Nam Thanh Niên Cách Mạng Đồng Chí Hội –

²³⁶⁹ Xavier Paulès, *La République de Chine. Histoire générale de la Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019, p. 79.

²³⁷⁰ *Ibid.*

²³⁷¹ Sophie Quinn-Judge, *Hồ Chí Minh : The Missing Years 1919-1941*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 74.

²³⁷² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « Courrier du 17 août 1926 ».

²³⁷³ *Ibid.*

en 1925 par Ly Thuy s'accompagne de cours, regroupés sous le nom d'école Thanh Niên. Trois classes d'une cinquantaine d'élèves chacune proposent une formation teintée de communisme et prônant une reconquête sacrificielle du Vietnam²³⁷⁴.

Ici, l'étudiant indochinois se confond avec le militant et s'engage dans des études dites révolutionnaires, terme repris par les agents de surveillance impériaux non sans une connotation péjorative. Or, c'est l'URSS qui constitue le parangon de ces circulations estudianto-militantes à partir du milieu des années 1920. Commencent alors à y poindre des écoles communistes dont l'objectif clairement énoncé est de former des « professionnels de la révolution²³⁷⁵ » à l'échelle internationale, dans le cadre du Komintern. La première d'entre elles, l'Université communiste des travailleurs de l'Orient – également appelée École Staline – ouvre ses portes dès 1921 à Moscou. D'abord destinée à la formation des agents communistes des Républiques socialistes soviétiques d'Asie centrale, l'université élargit sa mission dès 1924 en accueillant des étrangers et notamment, des individus originaires des colonies asiatiques dont des Indiens et des Indochinois. À partir de 1925, des places sont réservées pour ces derniers qui doivent, après un « stage » d'une durée d'un à trois ans au début des années 1930, être « acheminés vers leur pays d'origine pour y devenir les chefs de file avertis et écoutés qui dirigeront le mouvement anti-français²³⁷⁶ ». Une vingtaine de recrues indiennes arrivent au milieu des années 1920, ayant transité par une éphémère académie militaire indienne à Taschkent²³⁷⁷. Quelques femmes rejoignent en outre les bancs de l'École²³⁷⁸. Des réorganisations successives modifient les modalités d'études au sein de l'École Staline sans toutefois remettre en cause le caractère militant de ces études : une note destinée au CAI en juin 1931 mentionne un cours d'un an destiné aux « militants pour le travail de masse et de base » et un autre de trois ans destiné à former « les militants du parti et des Jeunesses communistes²³⁷⁹ ». Un autre document datant de 1933 précise le programme des cours :

1^{ère} année : Organisation du Parti communiste.

Histoire des révolutions françaises de 1789 à 1848. Histoire de la Commune de Paris. Révolutions allemandes. Géographie économique des grandes puissances mondiales et de leurs colonies. Étude succincte de l'Économie politique ;

2^e année : Histoire générale contemporaine. Histoire des mouvements syndicaux dans les pays d'Europe, en Amérique, en Chine, au Japon et dans les Indes. Étude approfondie

²³⁷⁴ Pierre Brocheux, Ho Chi Minh. A Biography, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 36-37.

²³⁷⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : « Courrier du ministre des Colonies au président du Conseil, 9 janvier 1933 ».

²³⁷⁶ *Ibid.* : « Note concernant les originaires des colonies admis à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient ».

²³⁷⁷ M.N. Roy, *M.N. Roy's Memoirs*, Bombay-New Delhi-Calcutta-Madras, Allied Publishers Private Limited, 1964, p. 524.

²³⁷⁸ Les femmes sont évoquées rapidement au détour de certaines archives. Ainsi, en 1936, un agent français estime que 86 Indochinois dont dix femmes fréquentent l'École Staline : *ibid.* : « Courrier au gouverneur général de l'Indochine, 1936 ».

²³⁷⁹ *Ibid.* : « Note sur les Écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 ».

d'une question choisie par l'élève telle que le matérialisme, l'économie politique, l'histoire du parti, etc... (sic)

3^e année : Étude complète des théories de Karl MARX et de LÉNINE²³⁸⁰.

Si l'accent est mis sur la doctrine communiste et les mouvements populaires, la formation pratique du militant n'est pas ignorée. On retrouve la volonté de former un corps d'étudiants-militants à travers une vie en groupe, au sein du foyer Tverskaia, et une organisation en sous-divisions mêlant des recrues d'origines différentes. La division A mêle, entre autres, Indochinois et Indiens²³⁸¹ sans que les contacts entre ces deux populations ne soient aisément saisissables dans les archives. Toutefois, les liens et interactions transcoloniales et transimpériales se manifestent aussi lors des vacances, qui correspondent davantage à des stages militaires au cours desquels les jeunes communistes apprennent à manier fusils, revolver et autres canons²³⁸². Initiative isolée au milieu des années 1930, l'École Staline s'accompagne au tournant de l'entre-deux-guerres d'autres établissements implantés aussi dans la capitale soviétique. L'École léniniste internationale – ou École Lénine – propose de former des militants mais se concentre sur l'admission d'ouvriers déjà acquis au communisme plutôt que de membres de l'élite intellectuelle ayant déjà effectué des études. Ceux-ci ne sont admis qu'à titre exceptionnel lorsqu'ils souhaitent devenir des « révolutionnaires professionnels » et font preuve de « mérites spéciaux²³⁸³ ».

L'École de l'Internationale Communiste près l'Université des travailleurs d'Orient propose quant à elle de former en un an les futurs dirigeants des Jeunesses communistes ainsi qu'une partie de la base militante²³⁸⁴. Des individus de 18 à 32 ans y sont reçus afin de suivre des stages de travail pratique²³⁸⁵ tandis que l'Institut des sciences orientales dit Institut Narimov « prépare des travailleurs pour les relations diplomatiques et commerciales avec les pays d'Orient proche, moyen et extrême » ainsi que des « travailleurs scientifiques²³⁸⁶ ». En 1930, il comprend une section indienne. L'Université Sun Yat Sen située sur les quais de la

²³⁸⁰ *Ibid.* : « Note concernant les originaires des colonies admis à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient ».

²³⁸¹ *Ibid.* : « Courrier du délégué du CAI au directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, 10 septembre 1934 ».

²³⁸² *Ibid.* : « Note concernant les originaires des colonies admis à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient ».

²³⁸³ *Ibid.* : « Copie d'une lettre dactylographiée au PCA par le secrétaire oriental du Komintern. »

²³⁸⁴ *Ibid.* : « Note sur les Écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 ».

²³⁸⁵ *Ibid.* : « Copie d'une lettre dactylographiée au PCA par le secrétaire oriental du Komintern. »

²³⁸⁶ *Ibid.* : « Courrier de l'ambassadeur de France à Moscou au ministre des Affaires étrangères, 4 février 1930 ».

Moskova reçoit des Asiatiques sympathisants du parti communiste, d'abord destinée aux Chinois mais pouvant accueillir des ressortissants sud-est-asiatiques²³⁸⁷. À Vladivostok, c'est une autre école portant le nom du leader nationaliste chinois qui accueille des étudiants indochinois en 1932²³⁸⁸. En 1936, c'est cette fois à Leningrad que sont organisés des cours d'une durée de deux ans²³⁸⁹.

C'est donc en URSS que des circulations éducatives motivées politiquement conduisent à une formation totalement dédiée au militantisme, devant permettre et faciliter des actions politiques, ici communistes et anti-impérialistes. Celles-ci concernent aussi bien les étudiants indochinois qu'indiens, bien que ces derniers soient plus difficilement saisissables dans les archives. Elles révèlent le caractère transimpérial et international des mobilités liées à l'instruction. Cette dimension globale n'est que renforcée par la mise en place de cours préparatoires en dehors de l'URSS et notamment, en banlieue parisienne à partir de 1928²³⁹⁰, grâce à la participation des partis communistes nationaux. Par l'intermédiaire du PCF, c'est une formation d'un an à la langue russe et aux notions générales du marxisme et du léninisme qui est proposée dans des locaux situés à quelques minutes en tramway de la porte de Clignancourt. Selon l'agent Thomas, en 1931, plus de 80 % des étudiants annamites de l'École Staline sont passés par ces cours préparatoires²³⁹¹. L'accès à ses études militantes repose sur des liens antérieurs avec le parti, qui ne font que complexifier la définition de l'étudiant puisque celui-ci peut être un travailleur : en octobre 1932, Nguyễn Huu Son dit Son Con part ainsi pour la Russie après avoir travaillé comme domestique pour le biologiste états-unien Davenport ; un mois plus tard, il est suivi par un cuisinier du nom de Chuc²³⁹². Aucun chiffre global concernant les étudiants indiens en URSS n'est disponible ; du côté indochinois, les autorités françaises s'efforcent, au milieu de l'entre-deux-guerres, de comptabiliser – et de contrôler – les candidats à la formation militante : selon elles, en 1930, cinq Indochinois fréquentent les cours de première année de l'École Staline, 20 ont intégré l'École Lénine et

²³⁸⁷ *Ibid.* : « Note sur les Écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 ».

²³⁸⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 141 : *Ecole Sun Yat Sen à Shanghai, 1931-1932* : « Note de la direction de la Sûreté générale indochinoise concernant l'École de propagande communiste Sun Yat Sen à Vladivostok, 4 février 1922 ».

²³⁸⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : « Courrier au gouverneur général, 1936 ».

²³⁹⁰ *Ibid.* : « Entrevue avec l'agent Thomas, 30 septembre 1931 ».

²³⁹¹ *Ibid.*

²³⁹² *Ibid.* : « Notes de renseignement ».

cinq celle de l'internationale communiste des jeunesses²³⁹³. L'Université communiste des travailleurs de l'Orient aurait accueilli 34 Indochinois entre 1925 et janvier 1932 avec un pic en 1929²³⁹⁴ tandis que début 1933, une quinzaine d'Indochinois y serait présente²³⁹⁵. Des listes sont établies à partir d'enquêtes et de témoignages pouvant émaner d'anciens étudiants à Moscou, fournissant parfois des chiffres beaucoup plus élevés, à l'instar d'une déclaration d'un retour de Russie en septembre 1930 évoquant une centaine d'étudiants en URSS²³⁹⁶.

B. ... à l'étudiant politisé

Au cours de leurs séjours éducatifs, les étudiants peuvent participer à la diffusion d'idées politiques. Il serait toutefois inexact de les considérer seulement comme des vecteurs, comme un *medium* parmi d'autres de circulation d'idées et d'informations, les cantonnant à une certaine passivité et négligeant leurs potentiels desseins politiques et/ou militants. Ils – et parfois, elles – doivent être compris comme des individus actifs dans la politisation, comme des agents de cette dernière, cherchant à mobiliser politiquement leurs interlocuteurs au cours de leurs voyages d'études. Cette mission prend alors des formes diverses et variées dans l'espace comme dans le temps ; elle peut s'inscrire dans des stratégies individuelles comme collectives, aux échelles locales, nationales comme transnationales. De plus, elle participe également à nourrir de nouvelles mobilités, ici aussi à différentes échelles.

B.1. (Faire) circuler pour mobiliser : les étudiants comme agents de la politisation

Tout d'abord, les étudiants apparaissent comme des agents de politisation au sein de leurs propres communautés et plus largement, de la jeunesse elle-même²³⁹⁷. Les premières manifestations de ce processus datent de la fin du XIX^e siècle, alors que des Indiens commencent à s'engager dans des mobilités étudiantes transnationales pour des raisons politiques, notamment nationalistes. Parti pour le Japon afin de poursuivre à l'Université impériale de Tokyo, Datta Shivran Saligram, conquis aux idées du nationaliste de Tilak, écrit

²³⁹³ *Ibid.* : « Note sur les Écoles communistes de Moscou pour l'instruction des cadres de la révolution en Extrême-Orient, 6 juin 1931 ».

²³⁹⁴ *Ibid.* : « Note concernant les originaires des colonies admis à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient ».

²³⁹⁵ *Ibid.* : « Courrier du délégué du CAI au directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, 10 septembre 1934. »

²³⁹⁶ *Ibid.* : « Déclaration faite par un Annamite revenu de Russie, septembre 1930 ».

²³⁹⁷ Historiographie sur jeunesse.

depuis l'archipel nippon à un étudiant de Bombay pour l'inciter à poursuivre ses études en dehors du Raj en mobilisant une rhétorique anti-britannique²³⁹⁸. La politisation étudiante se développe surtout, aussi bien du côté indien qu'indochinois, au cours de la première moitié du xx^e siècle et passe aussi par l'usage de correspondances privées : en janvier 1927, l'étudiant à Paris Nguyễn Thê Dôc s'adresse à Lê Van Nam, interne au lycée Albert Sarraut de Hanoi afin de lui faire part de ses vues anti-françaises²³⁹⁹. Il évoque la possibilité de combattre le colonisateur dont le pouvoir est, selon le jeune homme, déjà remis en cause par d'autres puissances. D'autres favorisent plutôt des contacts directs : Savarkar profite de son voyage vers le Royaume-Uni pour exposer ses idées anticolonialistes à un autre étudiant voyageant sur le même bateau ; une fois installé à Londres, il s'appuie sur l'India House fondée par Krishnavarma pour poursuivre son action politique²⁴⁰⁰. À la même période, ce sont des étudiants qui fondent eux-mêmes une autre India House, sur le modèle de celle de Londres, à Tokyo afin d'y accueillir leurs compatriotes et diffuser les idées de la lutte pour l'indépendance de l'Inde²⁴⁰¹. Au cours des années 1910, alors qu'il étudie à Toulouse, Nguyễn Thế Truyên profite de ses retours en Indochine pendant les vacances scolaires afin de convaincre ses proches de la nécessité de s'instruire en métropole afin de pouvoir combattre efficacement les Français. Selon lui, il s'agit d'« aller en France pour y faire de solides études et acquérir les capacités nécessaires à des chefs politiques²⁴⁰² ». Son expérience engendre alors des mobilités, notamment celle de son cousin Nguyễn Thế Vinh, sans que celui-ci ne présente son départ comme étant motivé politiquement. Toutefois, les initiatives du Tonkinois séjournant à Toulouse n'annoncent pas moins l'idée qui se diffuse au sein de la société indochinoise des années 1920 d'une intensification des sentiments patriotiques par la mobilité²⁴⁰³, déjà éprouvée en Inde²⁴⁰⁴.

²³⁹⁸ BL, IOR, dossier R/1/1/225 : *Disloyal Attitude of Three Indian Students in Japan* : « Extrait d'un rapport du Civil Service Board, 3 mai 1899 ».

²³⁹⁹ David Pomfret, « 'Colonial circulations'... art.cit. », p. 128.

²⁴⁰⁰ Paul Schaffel, « Empire and Assassination... », *op.cit.*, p. 30-32.

²⁴⁰¹ Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces'... art.cit. », p. 336.

²⁴⁰² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise », p. 2. Voir également : Sara Legrandjacques, « Rencontres étudiantes. L'itinéraire de Nguyễn Thế Vinh, étudiant indochinois dans l'Europe des années 1920 », *Hypothèses*, n°22, 2019, p. 279-290.

²⁴⁰³ David Pomfret, « 'Colonial circulations'..., art.cit. », p. 115-139.

²⁴⁰⁴ Voir notamment les travaux de Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities : The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010 ; Elleke Boehmer, *India Arrivals 1870-1915 Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

En parallèle, le développement d'organisations et d'organes étudiants au cours de la première moitié du xx^e siècle, et notamment durant l'entre-deux-guerres²⁴⁰⁵, offre d'autres opportunités aux agents de la politisation que sont les étudiants originaires des sociétés coloniales. En métropole, les réunions de l'Association des étudiants annamites d'Arles, déjà évoquées précédemment, permettent à l'un d'entre eux, Dong Van An, d'y donner des conférences au cours desquelles il insiste sur la nécessaire unité des Annamites concernant la lutte contre le colonisateur français²⁴⁰⁶. Les tentatives de politisation, au profit d'idées radicales de gauche, au sein des Majlis sont telles pendant les années 1920 et 1930 qu'elles conduisent certains étudiants indiens modérés, soutenus par des Européens, à fonder une organisation alternative, le Counciliation Group²⁴⁰⁷.

À l'échelle des colonies, c'est surtout en Inde que la politisation des étudiants par les étudiants eux-mêmes est la plus effective, le mouvement associatif bénéficiant de plus de libertés qu'en Indochine. Cela participe à l'essor d'un véritable mouvement politique étudiant entre les années 1920 et 1940, profondément ancré politiquement, que cela soit au profit du Parti du Congrès indien, du communisme ou encore de positionnement désigné par leurs membres comme « communaux » (*communal*) visant un groupe spécifique, notamment religieux²⁴⁰⁸ (musulmans, hindous...). Les membres de l'All Indian Student Federation, organisée en 1936 et regroupant jusqu'à 8 000 adhérents, mènent des actions afin de mobiliser la communauté éducative, en instituant des groupes d'études par exemple²⁴⁰⁹. Les rencontres régulières organisées sous l'égide de la fédération sont autant d'occasions d'échanges : la conférence de Nagpur, localité du centre de l'Inde, du 25 décembre 1940 se démarque ainsi par l'intense propagande communiste qui s'y déploie²⁴¹⁰. Ces activités prennent également une dimension impériale, lorsque des membres d'associations extra-coloniales développent des contacts avec leurs homologues du mouvement national, à l'image de J.G. Kumaramangalam qui effectue une tournée en Inde en ce sens à la fin des années

²⁴⁰⁵ Sur le développement d'organisations étudiantes, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

²⁴⁰⁶ ANOM, SLOFTOM, carton III, dossier 32, sous-dossier *Association des étudiants d'Arles* : « Courrier du CAI au ministre des Colonies, 18 mars 1930 ».

²⁴⁰⁷ BL, IOR, dossier L/PJ/12/638 : *Political Activities of Indian Students in the UK* : « Note sur la situation à Cambridge, 9 juin 1940 ».

²⁴⁰⁸ Philip Altbach, « Student Politics and Higher Education in India », *Daedalus*, vol. 97, n°1, 1968 ; Thomas Wilkinson, « Student Politics in British India and Beyond : The Rise and Fragmentation of the All India Student Federation (AISF), 1936-1950 », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, n°22, 2018, p. 1-22.

²⁴⁰⁹ *Ibid.*

²⁴¹⁰ *Ibid.*

1930²⁴¹¹. Si la communauté estudiantine indochinoise ne connaît pas de mouvement similaire, des tentatives de politisation ponctuelles ont lieu au sein de l'Université indochinoise, comme en 1930 lorsque des tracts nationalistes sont placardés dans les salles de classe de l'École des Travaux publics par des étudiants membres du Parti nationaliste vietnamien, le *Việt-nam Quốc-dân Đảng* ou VNQDD²⁴¹².

Vecteur de diffusion des idées politiques, la presse – et plus rarement, la radio²⁴¹³ - estudiantine permet d'autres initiatives de politisation. Le *Journal des étudiants annamites* accueille dans ses colonnes plusieurs tribunes et lettres ouvertes en ce sens : dès le premier numéro publié en mai 1927, l'étudiant en philosophie à Toulouse Tran Van Thach expose que « tous les étudiants se doivent à leur pays de s'occuper des affaires collectives » et pour cela doivent développer leur esprit critique en optant pour une formation plus scientifique que scolastique²⁴¹⁴. Quatre numéros plus tard, en septembre de la même année, il développe son point de vue en recommandant à ses compatriotes de favoriser des études les conduisant à des carrières libérales plutôt que vers le fonctionariat, « privant de toute liberté d'action²⁴¹⁵ ». L'année suivante, dans le numéro d'octobre, le même journal permet à deux étudiants, l'ancien président de l'AGEI Huyen Van Phuong et Phan Van Thanh, de prendre position quant à la Maison des étudiants de l'Indochine (MEI) dont la première pierre vient d'être posée à la Cité universitaire de Paris. Alors que cette institution devient au début des années 1930 un lieu de politisation par l'intermédiaire de tracts distribués en son sein ou de réunions clandestines organisées dans certaines chambres²⁴¹⁶, les deux auteurs de la lettre ouvertes réagissent en 1928 au discours tenu par le président de l'AGEI, Tran Van Doc lors de la cérémonie de pose de la première pierre du pavillon ayant eu lieu en juillet et s'indignent de son attitude loyaliste. S'ils commencent par rappeler la neutralité auxquels sont en principe tenus les représentants de l'AGEI, ils condamnent surtout l'expression d'idées pro-françaises

²⁴¹¹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Courrier de 1937 ».

²⁴¹² Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1862-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 207-209.

²⁴¹³ Philip Altbach, « Student Politics and... art.cit. ».

²⁴¹⁴ *Journal des étudiants annamites*, 15 mai 1927, disponible dans : ANOM, SLOTFOM, carton V, dossier 1, sous-dossier *Journal des étudiants annamites*.

²⁴¹⁵ *Journal des étudiants annamites*, 15 octobre 1928, disponible dans : *ibid.* A Son propos fait écho à celui de Krishnavarma qui réserve ses bourses d'études au Royaume-Uni fondées en 1905 à des étudiants indiens s'engageant à ne pas faire carrière dans l'administration coloniale.

²⁴¹⁶ AN, AJ/16/7042 : « Liste manuscrite établie et annotée par le directeur de la MEI, 13 mai 1931 ».

par leur compatriote – lui aussi agent d’une politisation, ici davantage pro-coloniale – et exhortent à l’anti-impérialisme :

Non seulement il a exprimé aux représentants du Gouvernement français des sentiments qui, dépassant une certaine courtoisie, sont d’une platitude profondément humiliante pour nous, mais encore il s’est permis, en enfreignant les statuts de l’A.G.E.I interdisant à ses membres de faire de la politique et en son nom, de glorifier l’œuvre colonisatrice de la France en Indochine ce qui est doublement inadmissible. (...)

Nous saisissons cette occasion pour proclamer une fois de plus notre profond attachement à notre pays, si malheureux sous la domination étrangère et pour affirmer de nouveau que le but de nos études sera de le libérer au nom de la justice et de notre dignité nationale²⁴¹⁷.

D’une manière similaire, *The Student* diffusé en Inde britannique²⁴¹⁸ ou *Indian Student*, publié depuis le Royaume-Uni mais à la diffusion globale²⁴¹⁹, fournissent des tribunes aux étudiants indiens à destination de leurs compatriotes.

Si le séjour d’études fait de certains étudiants des agents de la politisation à l’égard de leurs confrères – et plus modestement, consœurs – leur mission politisatrice s’adresse également à d’autres destinataires. En premier lieu, elle dépasse parfois les limites du seul public universitaire colonial en ce qu’elle consiste à mobiliser – au moins intellectuellement, en leur faisant prendre conscience de certains enjeux politiques – les étudiants locaux. L’organisation de campagnes universitaires défendant l’indépendance indienne (*University campaigns for Indian independence*), à Cambridge notamment, en 1939-1940 a pour objectif de faire mieux connaître le mouvement anticolonialiste grâce à des affiches, des expositions, des discours, etc²⁴²⁰. Un « appel aux étudiants de l’Ouest » (*Appeal to the Students of the West*) est publié dans le même but en 1940²⁴²¹. La participation d’étudiants britanniques à certains de ces événements témoigne de cette diffusion étendue des défis politiques indiens. D’autres fois, il s’agit de politiser des pans plus larges de large de la société, ne se limitant pas à la jeunesse étudiante : les étudiants indiens au Japon à la fin du XIX^e siècle témoignent de leur expérience nationaliste dans la presse coloniale, à l’instar de Ramakant Roy qui publie sa

²⁴¹⁷ Huyen Van Phuong, Phan Van Trinh, “Tribune libre – Lettre aux membres de l’AGEI », *Journal des étudiants annamites*, n°11, 15 octobre 1928. Article consultable dans : ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32, sous dossier *Journal des étudiants annamites*.

²⁴¹⁸ Tom Wilkinson, « Student Politics in British India... art.cit. ».

²⁴¹⁹ Sur cette dimension globale de la presse estudiantine, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

²⁴²⁰ BL, IOR, dossier L/PJ/12/638 : *Political Activities of Indian Students in the UK* : « The Universities and Extreme Politics ».

²⁴²¹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Rapport de Scotland Yard, 20 avril 1938 ».

« lettre du Japon » (*Japan Letter*) dans un journal de Calcutta, *Sanjivari*. Il se présente comme un proche du nationaliste Tilak, diffusant les idées de ce dernier tout en promouvant le panasiatisme²⁴²². Quelques années plus tard, les étudiants indiens à l'origine de l'India House nipponne cherchent à sensibiliser la population japonaise au nationalisme indien en écrivant pour la presse locale. Ils visent également les autres Asiatiques présents sur l'archipel comme lorsqu'ils invitent des Chinois à participer au festival Shivaji, un festival national d'abord pensé par Tilak²⁴²³. Cette diffusion globale est mobilisée une trentaine d'années plus tard par la Fédération des étudiants indiens qui, au Royaume-Uni, convie à ses meetings des représentants de l'Espagne, de la Chine et de l'Abyssinie²⁴²⁴.

Ces échanges ne sont pas unilatéraux : il s'agit autant pour les Indiens de faire entendre leur cause que de découvrir celles de leurs interlocuteurs. En 1906, les étudiants chinois fréquentant l'École Pavie de Hanoi tentent quant à eux d'avertir leurs compatriotes de l'Empire du Milieu des velléités impérialistes des Français vis-à-vis de leur territoire d'origine²⁴²⁵. Pour cela, ils écrivent au *Lien Ping Tchou* et dans le *Che Pao*, un journal de Shanghai « à tendances réformistes²⁴²⁶ » afin de diffuser des informations quant aux initiatives françaises vis-à-vis du pays voisin. La présence de forts le long de la voie de chemin de fer reliant le Tonkin au Yunnan est mentionnée et le traitement réservé aux coolies chinois participant à l'aménagement de la voie ferrée dénoncé. En parallèle, des télégrammes ont été envoyés à Pékin par les étudiants afin d'avertir les autorités impériales²⁴²⁷. L'expérience éducative mobile, ici organisée afin de renforcer l'influence française en Asie, alimente des circulations d'informations anti-françaises. Une décennie plus tard, des étudiants indiens aux États-Unis investis dans le mouvement Ghadar pour la libération de l'Inde sont chargés de diffuser ces idées anti-impérialistes à une échelle globale : en novembre 1914, Satyendra Nath Sen et V.G Pingle partent dans ce but pour la Chine.

²⁴²² BL, IOR, dossier R/1/1/225 : *Disloyal Attitude of Three Indian Students in Japan* : « Extrait d'un rapport du Civil Service Board, 3 mai 1899 ».

²⁴²³ Harald Fischer-Tiné, « Indian Nationalism and the 'world forces', art.cit. », p. 336.

²⁴²⁴ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Rapport de Scotland Yard, 20 avril 1938 ».

²⁴²⁵ ANV1, GGI, dossier 4 817 : *Fonctionnement de l'École Pavie* : « Courrier du directeur de l'École Pavie au directeur général de l'Instruction publique de l'Indochine, 25 octobre 1906 ».

²⁴²⁶ *Ibid.*

²⁴²⁷ *Ibid.*

Enfin, au cours de l'entre-deux-guerres, des étudiants communistes formés à Moscou tentent de recruter de nouveaux militants pour les écoles soviétiques²⁴²⁸. De retour de Russie en décembre 1927, Nguyễn Thế Vinh circule dans le nord de la France métropolitaine – entre Paris et Le Havre – afin de convertir au communisme d'autres Indochinois et les envoyer en URSS²⁴²⁹. Les recrues peuvent être des étudiants mais incluent d'autres représentants de la diaspora coloniale en métropole, comme des marins ou des cuisiniers²⁴³⁰. La promotion du communisme s'appuie sur des agents politiques étudiants tout comme le fascisme mussolinien, à l'origine d'une diplomatie étudiante au milieu des années 1930 : certains étudiants indiens à Rome doivent propager des opinions favorables à la campagne militaire menée par le gouvernement italien en Abyssinie²⁴³¹.

B.2. Lutttes étudiantes, lutttes militantes

Les initiatives d'étudiants afin de politiser, au cours de leurs études, certains de leurs compatriotes ou d'autres contacts laissent entrevoir leurs propres activités militantes. Au-delà de la diffusion d'informations, il s'agit également de se mobiliser politiquement depuis la terre d'études. La frontière entre ces deux types d'activité est parfois floue et les actions politiques s'inscrivent dès lors aussi bien dans le cadre éducatif qu'en dehors de celui-ci. Elles ne sont pas une spécificité indienne et indochinoise : des tensions entre étudiants et pouvoirs publics mais aussi entre les étudiants eux-mêmes ont notamment été mises en avant à l'échelle de l'Europe occidentale²⁴³². Plus qu'un simple inventaire, c'est la multiplicité des moyens et objectifs mobilisés qu'il s'agit de mettre en avant afin de distinguer un étudiant-militant, s'appuyant sur le cadre scolaire, d'un militant-étudiant, plaçant ses activités politiques au premier plan.

Si les écoles, *colleges* et autres universités constituent des lieux de diffusion des idées politiques, ces établissements peuvent également devenir le théâtre d'activités et de lutttes devant permettre aux étudiants de faire entendre leur voix, de faire pression sur

²⁴²⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en Russie* : « Extrait du courrier du gouverneur général de l'Indochine, 22 mars 1933 ».

²⁴²⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier « Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise », p. 2.

²⁴³⁰ Voir notamment ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en Russie* : « Notes de renseignements » ; « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 27 avril 1927 ».

²⁴³¹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/475 : « Rapport par Amiya C. Chkravarty, 10 septembre 1935 ».

²⁴³² Par exemple, Antonin Dubois a exploré les tensions entre étudiants français et allemands avec les pouvoirs publics, voir : Antonin Dubois, *Organiser les étudiants. Socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914)*, Paris, éditions du Croquant, 2021.

l'administration, etc. Ces deux aspects ne sont pas tout à fait distincts dans la mesure où la diffusion de tracts et pamphlets par les étudiants constitue une des activités politiques possibles. De la même manière, opter pour un établissement non-gouvernemental, dans la colonie ou à l'extérieur de celle-ci, peut être vu comme un autre type d'action politique. En parallèle, des étudiants indiens comme indochinois ont pu faire de l'acte même d'assister à des cours – ou non – un acte militant. Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle du côté indien et durant l'entre-deux-guerres pour les Indochinois, les étudiants participent à des boycotts et de grèves scolaires. Ces interruptions d'études volontaires peuvent être circonscrites géographiquement – ne touchant qu'un établissement précis – ou se déployer à une échelle plus large. Leurs motivations sont elles-aussi variées, en ce qu'elles peuvent consister en une remise en cause de la politique scolaire locale comme s'inscrire dans des mouvements politiques plus larges, anticolonialistes principalement.

En juillet 1880, un groupe d'étudiants décide de boycotter les cours du Government College de Lahore dirigé par G.W. Leitner depuis 1864. Il s'agit de dénoncer le traitement que ce dernier fait subir aux étudiants en ayant recours aux châtiments corporels et en exerçant un fort contrôle sur leurs activités parascolaires²⁴³³. Un an plus tard, certains étudiants se mobilisent cette fois contre la transformation du *college* en université²⁴³⁴. Ces actions sont directement liées à l'offre de cours mais n'en sont pas pour autant circonscrites à la communauté étudiante : des soutiens proviennent d'acteurs politiques, comme le nationaliste Surendrenath Banerjee, lui-même ancien étudiant en Angleterre, et d'organisations, à l'instar de la Lahore India Association, et passent par des organes de presse, comme *The Bengalee* publiant des articles invectivant les étudiants contre Leitner. Cette collusion entre enjeux éducatifs et politiques ne fait que se renforcer au cours du siècle suivant avec les campagnes de boycott organisées dans le cadre du mouvement swadeshi de la première décennie du XX^e siècle²⁴³⁵ puis des mouvements de non-coopération et de désobéissance civile. Les étudiants sont placés au cœur d'actions nationalistes et anticolonialistes : au cours de la décennie 1900, il s'agit à la fois de dénoncer la partition du Bengale décidée par le gouvernement impérial et de s'opposer au plan de réforme

²⁴³³ Nazir Singh, *History and Education in India*, New Delhi, Commonwealth Publishers, 2014, p. 175-194

²⁴³⁴ *Ibid.*, p. 195.

²⁴³⁵ Sur ce mouvement, voir notamment : Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement in Bengal. 1903-1908*, New Delhi, People's Publishing House, 1973.

universitaire, l'Indian Universities Act de 1904²⁴³⁶. En parallèle des grèves, des aspirants aux diplômes s'investissent dans des groupes politiques comme l'Anti-Circular Society fondée en 1905 par Sachindrapasad Basu, inscrit au City College de Calcutta²⁴³⁷. Une vingtaine d'années plus tard, des étudiants adhèrent aux incitations au boycott portées par Gandhi, notamment au Bengale. En 1930-1931, des grèves accompagnées d'actions coup de poing touchent cette fois l'Université indochinoise, et notamment son École supérieure des Travaux publics, ainsi que l'École pratique d'industrie²⁴³⁸. Elles sont impulsées par des étudiants membres du Parti nationaliste vietnamien, le VNQDD, qui placardent des tracts nationalistes dans les salles de classe. Les mobilités vers des établissements éducatifs des colonies fournissent donc des occasions de lutte contre le gouvernement colonial ou ses émanations. Être étudiant façonne l'activité politique en fournissant un cadre spécifique d'action pourtant initialement organisé dans le but de former une élite éduquée loyale.

À l'échelle extra-coloniale, les mobilisations politiques d'étudiants originaires des possessions ultra-marines en contexte éducatif sont plus difficilement saisissables, les acteurs potentiels pouvant être noyés dans la masse plus générale des étudiants. Des échauffourées entre étudiants asiatiques et étudiants de l'Action française sont tout de même mentionnées dans les dossiers de surveillance des Indochinois au cours de l'entre-deux-guerres²⁴³⁹. Les initiatives plus directement liées au colonialisme et à l'impérialisme permettent davantage de saisir les opportunités de mobilisation politique. C'est notamment le cas des activités qui accompagnent l'ouverture de la Maison des étudiants de l'Indochine à la Cité universitaire de Paris. Dès ses origines, celle-ci recouvre des desseins, entre autres, politiques en ce qu'il s'agit d'offrir un hébergement aux étudiants indochinois – enfants de colons comme colonisés – afin de favoriser la collaboration coloniale et de les écarter de la vie – sociale et politique – du Quartier latin²⁴⁴⁰. Ce symbole politique du rapprochement entre la France et l'Indochine révèle des divergences au sein de la communauté étudiante indochinoise : alors que certains soutiennent le projet et interviennent publiquement en ce sens, comme le président de l'AGEI

²⁴³⁶ *Ibid.*, p. 149-164.

²⁴³⁷ *Ibid.*, p. 162.

²⁴³⁸ Pascal Bezaçon, *Une colonisation éducatrice ?...*, *op.cit.*, p. 207-209.

²⁴³⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 32 : *Associations d'étudiants indochinois* : « Note du CAI, 1930 ».

²⁴⁴⁰ Sur la création et l'organisation de la Maison des étudiants de l'Indochine, voir notamment : Sara Legrandjacques, « Des colonisés à la Cité. La Maison des étudiants indochinois à la Cité universitaire de Paris (1927-1939) », *Traverse. Revue d'histoire*, 1/2018, p. 85-96. Voir également le chapitre 5 de la présente thèse.

Tran Van Doc qui prononce un discours lors de la pose de la première pierre du pavillon ou le résident Nguyễn Van Bau qui s'exprime lors de la cérémonie d'inauguration, d'autres condamnent et l'institution et ses supporters. En 1928, la tribune déjà mentionnée de deux étudiants dans le *Journal des étudiants annamites* relaie – avec prudence – des idées anticolonialistes. Elle n'en est pas moins une prise de position politique. Deux ans plus tard, Nguyễn Van Bau est interrompu dès avant sa prise de parole par deux de ses compatriotes assistant à la cérémonie et s'écriant : « N'écoutez pas ce traître ; il n'a pas qualité pour parler en notre nom » tout en jetant des tracts demandant la libération des prisonniers politiques indochinois, notamment ceux de Yên Bái²⁴⁴¹. On retrouve cette association politique d'enjeux liés à l'éducation – ici concernant l'accueil des étudiants venus des colonies – et d'enjeux anticolonialistes plus larges²⁴⁴². Les activités politiques se poursuivent au sein de la MEI au cours des mois suivants : l'élection des représentants des étudiants au cours de laquelle s'affronte la liste de Nguyễn Van Bau à une liste composée de candidats dont certains sont qualifiés d'anticolonialistes et finalement expulsés, la distribution de tracts politiques dans le réfectoire, des réunions clandestines dans certaines chambres, etc. L'agitation vise à la fois le premier directeur de l'école, Levecque, remercié dès 1932, que la politique française d'une manière plus large. De plus, la MEI n'éloigne pas réellement ses résidents des tentations du Quartier latin et des activités politiques en général comme en témoignent les notes des organes de surveillance du début de la décennie 1930²⁴⁴³. Cette agitation politique à l'ancrage éducatif se manifeste également hors de Paris : à Bordeaux, des étudiants indochinois gênent le bon déroulement d'un bal étudiant organisé par des sympathisants du pouvoir colonial²⁴⁴⁴.

Les initiatives liées aux circulations académiques offrent un cadre, dans les colonies comme en dehors, à des activités politiques, façonnant des étudiants-activistes dans la mesure où ces deux statuts – et les missions qui leur sont propres – s'entremêlent. Parfois, les études servent à camoufler le militantisme menacé par la répression : Virendranath

²⁴⁴¹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 21 : *Maison des étudiants de l'Indochine 1927-1937* : « Articles de presse sur la cérémonie d'inauguration, 1930 ».

²⁴⁴² À ce sujet, voir aussi : Jehnie I. Reis, « L'identité indochinoise en question : Idéalisme français et dissidences à la Cité Universitaire de Paris dans l'entre-deux-guerres », *Migrance*, n°39, 2012, p. 7-19.

²⁴⁴³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 21 : *Maison des étudiants de l'Indochine 1927-1937* : ensemble du dossier.

²⁴⁴⁴ *Ibid.*

Chattopadhyaya est contraint de quitter le Royaume-Uni à la fin de la décennie 1900 car un mandat d'arrêt court contre lui, conséquence de sa fréquentation des milieux anarchistes. Après un passage à Paris, il rejoint l'Allemagne où il s'inscrit à l'Université de Halle en linguistique comparée. Sa fréquentation des bancs de l'université allemande est cependant limitée, celui-ci se concentrant sur ses activités militantes antibritanniques : sa mobilité étudiante apparaît tel un leurre, un écran masquant les véritables intentions de l'activiste indien²⁴⁴⁵. Surtout, l'engagement politique de migrants étudiants dépasse parfois toute ambition éducative, leur militantisme prenant le dessus sur cette dernière, ponctuellement ou sur un temps plus long.

Les activités terroristes d'étudiants indiens au Royaume-Uni au début du xx^e siècle les écartent des bancs universitaires : Madan Lal Dhingra, engagé dans un cursus d'ingénierie à University College, à Londres, et proche de l'India House et de Savarkar, prépare en parallèle l'assassinat de l'aide-de-camp politique William Hutt Curzon-Willye lors d'un événement organisé par la NIA²⁴⁴⁶. À la suite de son arrestation, il revendique son acte au nom de l'indépendance de l'Inde et du patriotisme ; il est pendu le 17 août 1909. Déconnecté de ses études, ce meurtre n'en a pas moins un impact sur la communauté étudiante indienne, dont la surveillance est renforcée à partir de l'été 1909²⁴⁴⁷. Quelques années plus tard, aux États-Unis, des étudiants prennent part au mouvement Ghadar, composé de membres de la diaspora indienne luttant pour l'indépendance du sous-continent. Certains sont envoyés à l'étranger pour développer des contacts avec des compatriotes ou de potentiels soutiens : lorsqu'en novembre 1914, Satyendra Nath Sen et V.G. Pingle partent pour la Chine avec pour mission d'y diffuser les idées des Ghadarites, ils laissent de côté leurs études au profit d'une cause politique. Un autre étudiant rencontre, à la même période, Sun Yat Sen, grâce à ses liens avec un ami du fils de Sun tissés à Berkeley²⁴⁴⁸. Du côté indochinois, des étudiants participent aux manifestations de soutien à la suite de la mutinerie de Yên Bay du 10 février 1930,

²⁴⁴⁵ Ole Birk Laursen, « Indian Nationalism, Student Terrorism and the Politics of Anticolonialism in Europe, 1905-1918 », communication présentée dans le cadre du *workshop Student Movements and (Post-)Colonial Emancipation. Transnational Itineraries, Dialogues and Programmes*, Université Paris-Diderot, 0 décembre 2016. Voir aussi : Indulal Yajnik, *Skyamaji Krishnavarma: Life and Times of an Indian Revolutionary*, Bombay, Lakshmi Publications, 1950.

²⁴⁴⁶ Paul Schaffel, « Empire and Assassination... *op.cit.* », p. 78-90.

²⁴⁴⁷ Sara Legrandjacques, « Encadrer les 'jeunes cerveaux'. Les pouvoirs publics face aux étudiants indiens et indochinois en métropole à l'aube du xx^e siècle (1900-1912), *Jahrbuch für Universitätsgeschichte*, à paraître fin 2021.

²⁴⁴⁸ B.R. Deepak, *India-China relations in the First Half of the 20th Century*, Delhi, APH Publishing, 2001.

notamment devant l'Élysée le 22 mai. La même année, d'autres s'opposent à l'Exposition coloniale organisée à des fins de promotion de l'empire français²⁴⁴⁹.

Enfin, si l'activisme a pu être camouflé par une inscription universitaire ou la fréquentation d'un établissement pro-colonial comme la MEI, dans d'autres cas, l'investissement du politique par un étudiant peut devenir un moyen d'assurer la bonne continuité des études. Truong Van Nhu va, quant à lui, plus loin en acceptant de collaborer avec le CAI afin de pouvoir poursuivre des études commerciales en métropole. Au cours d'une convocation par ce service, alors qu'il vient d'apprendre qu'il a échoué à la deuxième partie du baccalauréat et voit son projet d'études mis à mal, son interlocuteur lui propose de rester en France métropolitaine contre certains services :

Les projets suivants se présentent :

1/ nécessité de quitter Paris, où il serait impossible d'entrer de but en blanc en relations avec des compatriotes que l'on a évité de fréquenter depuis 2 ans.

2/ Obligation de se rendre en province, dans une grande ville, et, tout en y poursuivant ses études, de se mêler à la vie politique des étudiants, d'entrer dans l'Association en prétextant du rejet de la bourse sollicitée pour entrer dans les rangs de l'opposition, etc...

Le projet le tente, mais il redoute des complications : d'abord du côté de ses compatriotes (il comprend aisément que tout dépend de lui de ce côté-là) ; ensuite du côté de l'administration qui peut toujours lui couper les vivres en cas de défaillance de sa part. Néanmoins il finit par admettre que, moyennant une collaboration honnête et loyale, il peut compter sur des subsides réguliers²⁴⁵⁰.

Le jeune homme négocie tout de même son recrutement puisqu'il obtient à la fois une bourse scolaire et le remboursement de ses frais de déplacement ainsi que de pouvoir revenir à Paris pour préparer HEC après un an en province. Pour remplir ses desseins éducatifs, il devient donc agent des autorités impériales tout en feignant un investissement politique anticolonialiste au sein de la communauté étudiante de Toulouse.

²⁴⁴⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 21 : *Maison des étudiants de l'Indochine 1927-1937* : ensemble du dossier ; J Jehnie I. REIS, « L'identité indochinoise en question : Idéalisme français et dissidences à la Cité Universitaire de Paris dans l'entre-deux-guerres », *Migrance*, n°39, 2012, p. 7-19.

²⁴⁵⁰ ANOM, SLOTFOM, carton I, dossier 7 : *Notice individuelle Truong Van Nhu* : « Entrevue avec Truong Van Nhu, 1930 ». Sur le recrutement des agents du CAI, voir les recherches doctorales en cours de Vincent Bollenot : « Maintenir l'ordre colonial en métropole. Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies (1915-1945) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Singaravélou, en préparation à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. L'auteure remercie Vincent Bollenot pour les sources portant sur Truong Van Nhu.

B.3. Réprimer la politisation

La mobilisation politique des étudiants – agents de politisation comme militants – a été valorisée par l’historiographie depuis les années 1970, que cela soit à l’échelle de la colonie ou à une échelle plus petite. Si elle est réelle aussi bien concernant la communauté étudiante indochinoise qu’indienne, historiens et historiennes ne doivent pourtant pas la surestimer. Au-delà de variations temporelles et spatiales déjà évoquées, il est nécessaire de garder à l’esprit qu’une minorité d’étudiants s’investissent politiquement. Parmi les 1 683 « volontaires nationaux » (*national volunteers*) recensés au Bengale dans le cadre du mouvement de non-coopération, seulement 295 sont des étudiants. La presse de l’époque relate en outre une inégale répartition estudiantine, touchant davantage Calcutta, Nagpur et Bénarès que Bombay par exemple²⁴⁵¹ voire relaye des papiers s’opposant au boycott des écoles²⁴⁵². Sur les milliers d’Indiens et d’Indochinois circulant à l’échelle impériale ou internationale au cours de la première moitié du xx^e siècle, les expériences politiques transmises par les archives ne concernent que quelques dizaines d’étudiants. En outre, les étudiants-militants en URSS ne sont pas beaucoup plus nombreux²⁴⁵³ alors que l’entre-deux-guerres correspond à l’apogée des circulations académiques coloniales. Un biais archivistique doit être pris en compte puisque les sources des autorités coloniales et impériales concernent d’abord les étudiants les plus surveillés car considérés comme subversifs. Ce constat est particulièrement prégnant concernant les fonds du CAI qui témoignent, de la même manière, d’une volonté de dépolitiser les séjours d’études de la part des pouvoirs publics mais aussi de certains étudiants.

Les pouvoirs publics sont à l’origine d’actions visant à lutter contre la politisation des séjours d’étudiants principalement à partir du début du xx^e siècle. Leur inquiétude fait une place importante aux mobilités extra-coloniales, comme le révèle, en 1907, le rapport du Comité Lee-Warner sur les étudiants indiens au Royaume-Uni. En effet, son 5^e chapitre est dédié aux « étudiants indiens et la politique » (*Indian Students and Politics*) : si ses rédacteurs soulignent l’antipathie de certains étudiants indiens vis-à-vis du *British Rule* dès avant le

²⁴⁵¹ BL, IOR, dossier L/R/5/179 : *Native Newspapers Reports, Bombay, 1931* : « ‘Appeal to students in Maharashtra to give up schools and colleges’, *Sandesh*, n°134, 21 janvier 1921 ».

²⁴⁵² Voir par exemple : *Ibid.* : « ‘Comments on the Proceedings of the All-India Students’ Conference’, *Gujarati Punch*, n°9, 2 janvier 1921 ».

²⁴⁵³ Le CAI peine cependant à quantifier précisément le nombre de recrues qui varie dans les archives pour la fin des années 1920 et le début des années 1930. Les chiffres rapportés par les étudiants eux-mêmes sont généralement plus importants : BL, IOR, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : ensemble du dossier.

départ, ils estiment que le séjour d'étude aggrave ces sentiments hostiles. Alors que la diffusion d'idées politiques par certains individus qualifiés d'extrémistes, à l'instar de Krishnavarma et des membres de son India House, est dénoncée, le comité ne recommande pas de limiter les études métropolitaines mais plutôt de réfléchir à des moyens d'améliorer les relations indo-britanniques et les conditions de vie de la communauté étudiante sud-asiatique. En découle deux ans plus tard la mise en place du département des étudiants indiens et d'organisations-sœurs prenant soin de ne pas assimiler ses actions à de la surveillance politique²⁴⁵⁴. Cette dépolitisation « en douceur », sans qu'elle n'empêche la surveillance et l'arrestation de certains étudiants accusés d'activités subversives²⁴⁵⁵, est rappelée tout au long de la période²⁴⁵⁶ et s'oppose aux mesures davantage répressives mises en œuvre du côté franco-indochinois.

À partir de 1907, des pressions sont exercées sur les familles des membres du mouvement *Đông Du* afin d'obtenir le retour des recrues de Phan Bội Châu se formant au Japon²⁴⁵⁷. En parallèle, les actions des autorités coloniales prennent une tournure diplomatique puisque elles obtiennent du gouvernement japonais la fermeture des écoles fréquentées par les Vietnamiens. Après la Première Guerre mondiale, le CAI mais aussi la Sûreté ou encore la Préfecture de police ciblent, entre autres et depuis la métropole, les étudiants indochinois présents en Europe afin de sanctionner ceux participant à des activités anticolonialistes. L'inauguration de la MEI fournit une nouvelle fois un exemple parlant d'initiatives visant à empêcher des actions politiques étudiantes les mobilités étudiantes lorsqu'elles remettent en cause l'ordre colonial et impérial : les informations obtenues par le CAI permettent d'appréhender les manifestations d'opposition prévues en marge de la cérémonie d'inauguration. Il s'agit notamment d'entraver les mobilités des manifestants vers le pavillon du boulevard Jourdan : quatre étudiants sont convoqués au commissariat le 22

²⁴⁵⁴ Sur la structuration de ce département, de son personnel et organes, voir les chapitres X et X de la présente thèse ainsi que : Sara Legrandjacques, « Encadrer les 'jeunes cerveaux'... art.cit. ».

²⁴⁵⁵ En témoignent les rapports de Scotland Yard au cours des années 1920-1940 : BL, IOR, L/PJ/12/475.

²⁴⁵⁶ Par exemple, on retrouve cette opposition aux restrictions des séjours d'études dans une note du vice-chancelier de l'Université d'Andhra sur le communisme et les étudiants indiens en Angleterre, datée de 1942 : BL, IOR, : « Note de Sir C. Ramalinga Reddy, 1942 ».

²⁴⁵⁷ Nguyễn Thế Anh, « Phan Bội Châu et les débuts du mouvement Đông Du » in, VINH Sính, *Phan Bội Châu and the Đông Du Movement*, New Haven, Yale Center for International and Area Studies, 1988, p. 10-11.

mars 1930 au matin pour une vérification d'identité ; neuf sont arrêtés à l'extérieur de la MEI pour refus de circuler. À cela s'ajoute cinq arrestations au sein même du pavillon²⁴⁵⁸.

Dans les colonies, les grèves scolaires ont quant à elles mené à l'expulsion des certains étudiants-militants des établissements universitaires, que cela soit en Inde ou en Indochine. Surtout, la répression repose sur un enchevêtrement des échelles. Des informations circulent entre les différentes parties de l'empire : des étudiants aux occupations jugées déloyales, à la « mauvaise attitude » en métropole, comme Đỗ Đức Hô en 1924, voient *a minima* leurs bourses confisquées par les autorités de Hanoi²⁴⁵⁹. En parallèle, la diffusion d'idées politiques est la cible de censure qui passe notamment par la saisie d'ouvrages, à l'échelle transimpériale par exemple²⁴⁶⁰. En 1942, c'est une thèse portant sur le Protectorat du Cambodge et préparée par un étudiant khmer en métropole qui est elle-même cible de ce musellement des idées politiques, celle-ci étant refusée car constituant un « ouvrage tendancieux²⁴⁶¹ ».

Toutefois, ces mesures de dépolitisation ont un effet limité, comme le rappelle Lord Linlithgow, gouverneur général de l'Inde au début de la Seconde Guerre mondiale, qui constate, défaitiste, « qu'il y aura toujours d'une manière ou d'une autre le problème des jeunes Indiens tombant sous de mauvaises influences en Angleterre (ou ailleurs) pendant la période d'étude²⁴⁶² ». Elles sont poursuivies et renouvelées jusqu'aux indépendances et peuvent paradoxalement alimenter les circulations politiques qui condamnent la politique coloniale et impériale. Ainsi, les étudiants-militants partant pour Moscou multiplient les stratégies d'évitement afin de contrer surveillance et répression dès le milieu des années 1920 : afin de gagner l'URSS, Vinh commence par interrompre toute liaison avec le PCF et s'installe dans le quartier Latin où il fréquente la Sorbonne comme les bordels. Il s'agit de se fondre dans la masse étudiante tandis qu'il entame les démarches pour obtenir un passeport chinois sous un faux nom, qu'il utilise aussi pour réserver des chambres d'hôtel. Avant le départ, on lui remet 100 dollars ainsi qu'un rectangle de tissu blanc sur lequel est inscrit PCF

²⁴⁵⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 16, sous-dossier 21 : *Maison des étudiants indochinois, 1927-1937* : « Note sur la manifestation des étudiants indochinois à l'inauguration de la MEI ». Voir : annexes.

²⁴⁵⁹ ANOM, GGI, dossier 51 369 : *Đỗ Đức Hô et Đỗ Đức Chung, 1922-1928* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au ministre des Colonies, 9 mai 1924 ».

²⁴⁶⁰ Voir notamment : ANV1, ... ; BL, IOR, dossier L/PJ/12/638 : *TITRE* : « Note sur Venkataraman Chandrasekharan, arrivé en 1939 pour des études de droit à Cambridge ».

²⁴⁶¹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants outre-mer* : « Note de 1942 ».

²⁴⁶² BL, IOR, dossier L/PJ/12/638 : *TITRE* : « Note du gouverneur général de l'Inde à l'aide-de-camp du gouverneur, 20 novembre 1941 ».

et qu'il dissimule dans ses vêtements avec un mot fourni par un militant du PCF, Ali, qui indique qu'il est envoyé pour étudier à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient²⁴⁶³.

A contrario, d'autres étudiants cherchent à dépolitiser leurs cursus afin de pouvoir poursuivre leurs études, notamment en bénéficiant de soutiens financiers. Les requêtes afin d'obtenir une bourse cherchent à camoufler de potentielles activités politiques : en 1928, Dô Tri Lê s'adresse au gouverneur général de l'Indochine afin d'obtenir un secours scolaire. Il évoque les difficultés financières auxquelles sont confrontés les membres de sa famille, transmet deux certificats de bonne conduite et précise qu'il n'a pas pris part au Congrès des étudiants annamites ayant eu lieu l'année précédente²⁴⁶⁴. Toutefois, des preuves quant à son affiliation à la branche aixoise de l'AMI l'empêchent d'obtenir l'aide financière demandée. En janvier 1935, Bui Van Vinh fait savoir qu'il « ne désire plus fréquenter les étudiants révolutionnaires en raison de leur mentalité spéciale et de leurs soupçons injustifiés²⁴⁶⁵ ». Cela joue, six ans plus tard, en sa faveur pour obtenir un prêt d'honneur alors qu'il prépare une licence en sciences.

Entre le 2 juin et le 10 octobre 1941, Tran Thien Tuong est interné dans le centre de séjour surveillé de Saint Paul d'Enjeaux, en Haute Vienne²⁴⁶⁶. Cet étudiant en pharmacie, inscrit à la faculté de Paris, est accusé d'activité communiste et anti-française pendant son séjour avant d'être libéré pour bonne conduite et désapprobation de son attitude passée. Il n'en est pas moins placé sous surveillance libre, cette prudence des autorités métropolitaines s'expliquant par le caractère récidiviste des manifestations anticolonialistes du potard indochinois. Dès 1939, il avait été arrêté car considéré par le préfet de la Seine comme

²⁴⁶³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh...*, *op.cit* : « p. 5 ».

²⁴⁶⁴ ANOM, GGI, dossier 51 404 : *Dô Tri Lê, 1925-1929* : « Courrier de Dô Tri Lê au gouverneur général de l'Indochine, 28 novembre 1928 ».

²⁴⁶⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Courrier du délégué du CAI au ministre des Colonies, 24 janvier 1935 ».

²⁴⁶⁶ *Ibid.* : « Courrier du délégué du CAI au ministre des Colonies, 30 novembre 1934 » ; « Télégramme du secrétaire d'État aux colonies au gouverneur général de l'Indochine, 23 juin 1941 ».

« dangereux pour la Défense nationale et la Sécurité publique²⁴⁶⁷ ». Cette mobilisation politique dénoncée par les pouvoirs publics vient interrompre une formation universitaire. Or, Tran dément ces accusations dans un courrier en 1941, niant appartenir à aucun groupement politique ou syndicat. Il met davantage en avant des sociabilités, qu'elles soient corporatives ou diasporiques. En effet, il appartient au Syndicat des pharmaciens et à l'Association des pharmaciens de France et prend part aux activités de l'Association des Annamites de Paris, subventionnée par le ministère des Colonies.

Dès lors, le parcours de Tran Thieng Tuong ainsi que la manière dont il est exposé à la fois par l'étudiant lui-même et par les pouvoirs publics mettent en avant la diversité et la complexité de la socialisation à l'œuvre au cours du séjour d'études. Celle-ci passe par de nouvelles interactions qui ne se limitent pas à la communauté étudiante alors que les contacts avec la société d'accueil n'empêchent pas de garder – voir de renforcer – les liens avec la diaspora coloniale. Ces derniers témoignent de la globalité de l'expérience migrante, menée quotidiennement. Au-delà de l'étude, les étudiants se confrontent à des modes de vie, de penser et de sociabilités différant, mais pas toujours radicalement, de ceux de leurs territoires d'origine. La capacité d'action conduit les futurs diplômés à adopter, ou non, ces façons d'être, de faire et de penser et ce, partiellement ou totalement. Il est impossible d'offrir un schéma général de ces expériences individuelles ; il s'agit davantage de saisir un gradient de socialisation.

Les candidats au diplôme se trouvent au cœur de ce processus sans empêcher l'investissement d'autres acteurs, tant publics que privés. Leurs réflexions les conduisent autant à redouter qu'à promouvoir les circulations éducatives, qu'ils considèrent les bouleversements engendrés sous l'angle religieux, culturel, sanitaire ou encore politique. Par conséquent, l'acquisition de compétences intellectuelles et pratiques est mise en tension avec d'autres enjeux. Ils se mêlent parfois : le temps de l'étude peut être également celui de la mobilisation politique, d'accommodements culturels ou religieux, etc. Si, d'une manière générale, ces enchevêtrements ne gênent pas le déroulement de la formation, celle-ci est parfois mise de côté ou instrumentalisée au profit d'autres objectifs. Le parcours de Tran Thien

²⁴⁶⁷ *Ibid.* : « Courrier de Tran Thien Tuong au député de la Cochinchine à Vichy, 1941 ».

Tuong l'illustre : la politisation anticolonialiste et les tentatives de dépolitisation qui l'accompagnent interrompent la formation à court et moyen termes.

La pensée et l'action politiques intègrent et s'appuient sur le cadre éducatif tout le dépassant afin de se diffuser et aussi, dans le cadre d'activités jugées subversives et illicites, se camoufler. Toutefois, la politisation ne doit pas seulement être lue à l'aune d'un anticolonialisme et d'un anti-impérialisme de plus en plus combattifs au cours de la période. Les opinions et idées auxquels accèdent les étudiants sont multiples, dépassant la dualité pro- et anticoloniale : l'anarchisme, le communisme, le socialisme ou le fascisme n'en fournissent qu'un échantillon. Dans ce cadre, les individus suivant des cours au sein ou en dehors de la colonie sont la cible d'une véritable diplomatie étudiante. Celle-ci outrepassa le cadre traditionnel de la diplomatie universitaire, se concentrant sur l'accès au savoir. La diplomatie étudiante vise les individus de cette communauté spécifique d'une manière plus large, en se saisissant de leur désir de formation mais aussi de leurs sociabilités, à travers les associations qu'ils créent, essentiellement. Par là même, elle complexifie encore les flux qui, s'ils sont étudiants, ne sont jamais exclusivement éducatifs mais aussi politiques, sociaux, culturels ou économiques. Ils se déploient de manière globale, connectant différents lieux et différentes échelles entre eux, et révélant des circulations qui ne sont pas seulement de personnes mais également matérielles et immatérielles.

ÉPILOGUE

Chapitre 8

Retours vers le futur

TELEGRAMME OFFICIEL

Marseille, 11 Août 1928
COLONIES à GOUGAL HANOI

Embarqués 10 Août « D'ARTAGNAN »
BOURSIERS : Symphorif, Le-Phat-Loi, Nguyen-Dang-Hoang,
Indochinois rapatriés : Do-Tât-Van²⁴⁶⁸.

Le comité a pris en considération la proposition qu'un système de recensement des opportunités d'emploi en Inde devrait être établi en lien avec ce plan. Il est, bien sûr, important que les étudiants comprennent qu'aucune agence dans ce pays ne peut leur garantir une situation en Inde. Mais le secrétaire pourrait sans aucun doute se charger de collecter des informations concernant l'emploi en Inde pour les étudiants revenant de ce pays, et de rendre ces informations accessibles à tout individu concerné²⁴⁶⁹.

Au cours de l'été 1928, le ministère des Colonies échange avec le gouvernement général de l'Indochine afin d'organiser le rapatriement vers la colonie sud-est asiatique de quatre individus. Parmi eux se trouvent trois boursiers du gouvernement colonial : un citoyen français du nom de Symphorif, et deux jeunes gens issus des populations colonisées, Le Phat Loi et Nguyễn Dang Hoang. Si les informations manquent concernant les deux premiers individus, le dernier vient d'achever ses études à l'École des Arts et Métiers d'Angers. Alors

²⁴⁶⁸ ANOM, GGI, dossier 51 371 : *Nguyễn Dang Hoang* : « Télégramme officiel, 11 août 1928 ».

²⁴⁶⁹ BL, IOR, dossier L/PJ/6/1120, sous-dossier 4 173 : *Indian Students in England* : « Courrier de l'India Office au gouverneur général de l'Inde, 23 août 1912 ».

que le renouvellement de sa bourse était prévu au printemps 1928, l'étudiant s'est adressé directement, dès le 1^{er} mai, au gouverneur général de l'Indochine afin de demander la prise en charge de son retour vers son pays d'origine trois mois plus tard²⁴⁷⁰. Le télégramme du 11 août témoigne de la suite favorable donnée à sa requête ; par là même, il révèle le caractère temporaire de la mobilité étudiante, aboutissant à un retour dans le territoire d'origine souhaité aussi bien par le candidat au diplôme lui-même que par les encadrants de la mobilité. Cet intérêt n'est ni propre aux migrations indochinoises, ni à l'entre-deux-guerres. En 1912, des collaborateurs de l'India Office adressent au gouverneur général de l'Inde un rapport sur le département des étudiants indiens organisé initialement pour trois ans en 1909. Ils dressent le bilan de cette organisation destinée à assurer le bon déroulement du séjour métropolitain des étudiants indiens et le dernier point aborde la question du retour. Les rapporteurs ne font pas cas du rapatriement lui-même mais s'inquiètent davantage des débouchés professionnels des migrants éducatifs. Ils proposent d'anticiper cette question en mettant en place un service d'information répertoriant les postes disponibles en Inde, sans pour autant garantir l'avenir professionnel des « Retours de Grande-Bretagne ».

Par conséquent, la fin de la mobilité étudiante doit être appréhendée à la fois en termes de flux, venant boucler une trajectoire éducative reliant le territoire d'origine à celui – ou ceux – de l'étude, et à travers le devenir des migrants ayant acquis un savoir intellectuel, pratique mais aussi social. La période de l'étude, circonscrite dans le temps, a un impact sur ses lendemains considérés à plus ou moins long terme. Celui-ci n'est pas le fruit du hasard : le caractère transitoire du statut d'étudiant est pris en compte dès avant le départ, lorsque la circulation est pensée, envisagée, organisée, d'une manière plus ou moins aboutie en fonction des individus concernés²⁴⁷¹. Les précédents chapitres l'ont montré, les enjeux sont tant professionnels, politiques, culturels que sociaux. Il peut s'agir de préparer une carrière, de conserver un statut social ou d'en obtenir un nouveau, de découvrir des sociétés étrangères, etc. Les conséquences de la mobilité se mesurent alors, entre autres, à l'aune du

²⁴⁷⁰ « The Committee have considered the proposal that some system of registering openings for employment in India should be established in connection with the scheme. It is, of course, important that students should understand that no agency in this country can give them the promise of situations in India. But the Secretary would no doubt make it his business to collect information as to employment in India for students returning from this country, and to make such information accessible to those whom it concerns. » ANOM, GGI, dossier 51 371 : *Nguyễn Dang Hoang* : « Courrier de Nguyễn Dang Hoang au gouverneur général de l'Indochine, 1^{er} mai 1928 ».

²⁴⁷¹ Voir notamment le chapitre 6 sur la préparation des études.

retour, à travers la réintégration de la société d'origine. Celle-ci est à la fois souhaitée et redoutée par différents acteurs qui mobilisent, dès le XIX^e siècle, au sein de l'empire britannique comme français, le vocabulaire spécifique du déracinement et du déclassement, soit l'idée de ne plus appartenir à un des groupes composant une société donnée²⁴⁷².

Or, si le retour apparaît comme une étape décisive, achevant tout en mettant à l'épreuve la migration éducative, il n'a été jusqu'ici que faiblement saisi par les historiens²⁴⁷³. Seuls les travaux de Sumita Mukerjee ont abordé les mobilités étudiantes à travers l'angle spécifique du retour tandis que celui-ci apparaît en filigrane dans quelques autres études²⁴⁷⁴. Cet épilogue propose donc des pistes de réflexion sur l'avenir des étudiants mobiles, alors que ceux-ci ont achevé leur formation, obtenant ou non une qualification. Pour la majorité d'entre eux, il s'agit d'abord de quitter concrètement la terre d'études, ce voyage retour n'étant pas exempt d'enjeux sociaux et politiques déjà visibles au moment du départ. Puis l'achèvement de la mobilité doit conduire à l'abandon du statut d'étudiant et, potentiellement, à l'entrée dans la vie active. Cette transition, conduisant à des activités diverses et variées, tant professionnelles que politiques, n'est pourtant pas évidente ou systématique. Surtout, retrouver le territoire et la société d'origine révèle des enjeux sociaux, l'ancien étudiant adoptant des façons d'être, de faire et de penser, mobilisant des compétences qui remettent en question sa place au sein des sociétés coloniales.

²⁴⁷² Emmanuelle Saada, *Empire's Children. Race, Filiation, and Citizenship in the French Colonies*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 2012, p. 53.

²⁴⁷³ Les migrations de retour ont davantage été explorées par les sociologues et anthropologues. Voir par exemple : Bimal Ed. Ghosh, *Return Migration : Journey of Hope or Despair ?*, Genève, International Organization for Migration, 2001 ; George Gmelch, « Return Migration », *Annual Review of Anthropology*, n°9, 1980, p. 135-159 ; Mélanie Perroud, « Migration retour ou migration détour ? Diversité des parcours migratoires des Brésiliens d'ascendance japonaise », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n°1, 2007, p. 49-70. Notons tout de même l'étude des *alumni* de LSE par Marie Scot : « Faire école : les *alumni* universitaires indiens à la Londe School of Economics », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°15, 2011.

²⁴⁷⁴ Voir notamment les travaux de Ross Bassett sur les étudiants indiens au MIT : Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016, p. 130, 141.

1. Quitter la terre d'étude

Le temps de l'étude n'est pas infini et conduit généralement à une nouvelle migration, reliant cette fois le lieu de formation au territoire d'origine. Une fois diplômée, la majorité des étudiants aspire à retourner chez elle, que cela soit pour y faire carrière, retrouver sa famille ou encore s'engager dans des luttes politiques. Le caractère inévitable de ce retour est acté dès avant le départ, d'une manière plus ou moins directe et consciente en fonction des acteurs, tout au long de la période. Il n'en demeure pas moins difficile de déterminer dans quelle mesure les migrants ont préparé le voyage inverse et ce sont surtout, nous y reviendrons, les cas d'impréparation qui transparaissent ponctuellement dans les archives. La quasi-inévitabilité du retour transparaît surtout à travers les mobilités financées et encadrées. Les bourses et autres soutiens à la migration éducative ont pour dessein de fournir une élite éduquée, détentrice d'un savoir théorique ou pratique, au territoire d'origine²⁴⁷⁵. La mobilité de retour peut être clairement énoncée et organisée dès la création de ces aides : dès 1863, le philanthrope Rustomjee Jamsetjee Jejeebhoy prévoit de financer l'aller-retour pour l'Angleterre aux aspirants-juristes qu'il soutient, à hauteur de 2 200 roupies par tête²⁴⁷⁶. Une démarche similaire caractérise les bourses gouvernementales : en 1902, le directeur de l'Instruction publique en Inde expose que les bourses techniques doivent fournir, avant tout, du personnel aux différents gouvernements locaux de la colonie. Pour cela, l'ensemble des dépenses liées au voyage (*travel expenses*) sont défrayées, sur demande, par le Secrétariat d'État à l'Inde²⁴⁷⁷. Ici, l'organisation du voyage retour, prévu depuis la colonie, passe par des démarches auprès de l'India Office à Londres. Elles permettent de s'assurer du caractère effectif du déplacement étudiant tout en réalisant des économies si l'individu concerné n'effectue pas la procédure en vue du remboursement. La volonté de limiter les dépenses budgétaires peut aussi expliquer le flou des arrêtés généraux promulgués par le gouvernement général de l'Indochine. Ceux de 1918 et 1924 ne mentionnent pas de somme

²⁴⁷⁵ À ce sujet, voir le chapitre 1 de la présente thèse.

²⁴⁷⁶ Il ajoute à cette somme 10 000 roupies décernées aux individus revenus en Inde avec un diplôme en poche. West Bengal State Archives (WBSA), General – Education (GenEd), Proceedings 52-56 et 76-78 – Janvier 1864 : Appointment of a Committee for Selection of Candidates Desirous of Qualifying Themselves in England for Practice as Barristers in India : « Mémoire du 1er décembre 1863 ».

²⁴⁷⁷ WBSA, GenEd, Proceedings 22-24 – Janvier 1906 : *Rules for State Technical Scholars in England* : « Rules for Indian Government Technical Scholars in England ».

précise à dédier aux boursiers de la colonie, ni l'emploi de celle-ci²⁴⁷⁸. Ce sont à la fois les discussions accompagnant ces mesures et les arrêtés individuels, propres à chaque boursier, qui dénotent la prise en charge possible du passage, aller mais aussi retour²⁴⁷⁹. Le caractère plus large de ces allocations, qui ne sont pas destinées à un type d'études en particulier et dont le nombre varie, fournit une autre explication à ces imprécisions alors qu'au début du xx^e siècle, l'arrivée d'étudiants chinois à Hanoi, afin de rejoindre l'École Pavie, avait conduit à une organisation plus stricte du voyage. Des sommes précises étaient allouées au retour, incluant une avance de 50 taëls, tandis que le Résident supérieur du Tonkin organisait le trajet, qu'il soit maritime – via Hong Kong – ou terrestre par Lào Cai ou Longchéou²⁴⁸⁰ (Longzhou).

À l'échelle globale, l'anticipation du retour est également visible : pendant la Seconde Guerre mondiale, la Watumull Foundation va jusqu'à créer une bourse de voyage (*travelling fellowship*) aux côtés de ses bourses d'études incluant elles aussi les frais de déplacement²⁴⁸¹. Finalement, c'est à l'échelle intra-coloniale qu'il est le plus difficile de saisir cette prise en charge du déplacement : si des bourses existent, la mention des frais de voyage est rare.

Le « dernier » voyage doit venir boucler une trajectoire éducative en empruntant, en théorie, à rebours le chemin aller qui avait conduit au lieu de formation²⁴⁸². On retrouve des modes de déplacement similaires, notamment aux échelles extra-coloniales où la circulation maritime est particulièrement visible²⁴⁸³. Une fois encore, les itinéraires qui transparaissent à travers les archives et les récits des étudiants sont plus complexes qu'une simple liaison entre un pôle de départ et un pôle d'arrivée. La fin de la formation ne conduit pas forcément à un retour immédiat : en 1927-1928, le département des étudiants indiens se réjouit que la plupart des ressortissants du sous-continent rejoigne désormais la colonie une fois leurs

²⁴⁷⁸ ANOM, GGI, dossier 19 090 : *Envoi de boursiers indigènes dans la Métropole, 1917* ; SLOTFOM, carton I, dossier 2 : *Arrêté réglementant la concession de bourses d'études en France, 1^{er} décembre 1924*.

²⁴⁷⁹ Dès 1902, le boursier de l'Indochine Louis Rimbault bénéficie d'un rapatriement depuis Marseille une fois ses études terminées : Archives nationales du Vietnam (centre n°2 – Ho Chi Minh Ville – ANV2), Gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch), dossier 4 329 : *Dossier relatif au rapatriement de M. Jean-Baptiste Càn, étudiant en médecine à Alger, bourse à l'École d'Alger à M. Tran Van Ngot, année 1902* : « Avis du 13 octobre 1902 ».

²⁴⁸⁰ Archives nationales du Vietnam – centre n°1 (ANV1 - Hanoi), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 4 815 : *Au sujet de la suppression de l'École Pavie* : « Courrier du directeur général de l'Instruction publique au gouverneur général de l'Indochine, 24 juillet 1908 ».

²⁴⁸¹ National Archives of India (NAI), Home Department (HD), Proceedings for the year 1945, File n°3-11-FE/45 : *Offer of Scholarships to Indian Student by the Watumull Foundation for Studies in USA* : « Courrier de la Watumull Foundation au vice-chancelier de l'Université de Nagpur, 17 avril 1945 ».

²⁴⁸² Sur le voyage, voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²⁴⁸³ On retrouve au fil des sources la mention de bateaux des Messageries Maritimes, comme l'*Athos II*, ainsi que, du côté britannique, P&O.

études achevées²⁴⁸⁴. Ce constat sous-tend des retours plus décousus : après trois années d'études en Angleterre lui permettant d'intégrer l'ICS et le barreau, déjà ponctuées d'excursions au Royaume-Uni et en Irlande, Romesh Chunder Dutt quitte Londres par bateau vapeur le 14 août 1871²⁴⁸⁵. Il visite alors Paris, suit le Rhin, traverse la Suisse et découvre le nord de l'Italie. Il quitte finalement Venise le 2 septembre et arrive à Bombay vingt jours plus tard. Une fois ses études de commerce montpelliéraines terminées en 1925, Nguyễn Thế Vinh envisage de rejoindre Paris, ce qui le conduit finalement à reprendre des études militantes à Moscou, plutôt que de rentrer immédiatement en Indochine²⁴⁸⁶. Pour d'autres, des voyages transcontinentaux fournissent l'occasion de rencontres, parfois nourries par les réseaux académiques, et de découvertes de nouveaux territoires : en juin 1933, Anyant Pandya termine sa thèse, devient le premier Indien docteur en ingénierie du MIT et se lance avec deux autres étudiants indiens dans un voyage à travers les États-Unis²⁴⁸⁷. En septembre, il s'apprête à rentrer en Inde en passant par l'Europe. Dans sa correspondance, dont une partie est destinée à d'anciens camarades états-uniens, il décrit les territoires et sociétés qu'il traverse, les comparant entre eux. Les contacts établis pendant l'étude participent à l'organisation de son voyage, lorsqu'en Allemagne il habite chez un ancien du MIT ou quand, à Leningrad, il sympathise avec un *alumnus* soviétique de Cornell University avec qui il partage des connaissances communes. La dimension éducative du voyage, déjà explorée²⁴⁸⁸, prolonge d'une autre manière l'apprentissage, hors du cadre traditionnel de celui-ci. Ici, la marge de manœuvre dont semblent disposer certains étudiants ne doit pas masquer le contrôle de ces flux inversés, bien qu'il n'apparaisse que subrepticement dans les archives : en 1915, un passeport délivré par le Foreign Office est exigé de C.M. Fembe qui souhaite rejoindre l'État princier d'Indore après des études d'horticulture²⁴⁸⁹ ; à leur arrivée en Indochine, les papiers d'identité des anciens étudiants sont vérifiés²⁴⁹⁰.

²⁴⁸⁴ BL, IOR, dossier V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : « 1927-1928 ».

²⁴⁸⁵ Romesh Chunder Dutt, *Three Years in Europe – 1868 to 1871*, Calcutta, S.K. Lahiri & Co, 1896, p. 82-96.

²⁴⁸⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 144 : *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la direction de la Sûreté générale indochinoise, août 1931*. Voir aussi : Sara Legrandjacques, « Rencontres étudiantes. L'itinéraire de Nguyễn Thế Vinh, étudiant indochinois dans l'Europe des années 1920 », *Hypothèses*, n°22, 2019, p. 279-290.

²⁴⁸⁷ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 130, 141.

²⁴⁸⁸ Voir le chapitre 4 de la présente thèse.

²⁴⁸⁹ BL, IOR, dossier L/PJ/6/1369, sous-dossier 1 902 : *Mr CM Fembe applies for a passport to return to India*.

²⁴⁹⁰ En 1928, ce contrôle d'identité est à l'origine d'une altercation entre les étudiants et les agents de police : « Des étudiants annamites de retour à Saigon furent maltraités par la police », *Journal des étudiants annamites*, n°12, 15 janvier 1929, p. 21.

Quitter la terre d'études présente des similitudes avec le départ pour celle-ci, mêlant considérations financières, politiques, sociales et même éducatives, pris dans leur sens les plus larges. La diversité des acteurs engagés dans ce processus révèle et est révélée par le caractère négocié de ce retour. On retrouve alors les enjeux sociaux liés à la classe du voyage²⁴⁹¹ mais il s'agit surtout d'obtenir des passages gratuits ou l'argent nécessaire afin d'assurer le déplacement. Ce soutien financier peut être prévu par le statut de boursier ou reposer sur une faveur tardive. Les difficultés peuvent être liées au coût général de la vie pendant les études, ponctionnant davantage qu'escompté le budget étudiant, à des dépenses inattendues, à la prolongation des études, etc. Dans ce cas, les étudiants peuvent s'adresser directement aux agents susceptibles de les aider, et en l'occurrence, dans la grande majorité des cas, aux pouvoirs publics. En 1907, le boursier indien Panna Lall cherche à obtenir la somme de 37£ plutôt qu'un passage gratuit pour Bombay²⁴⁹² ; en avril 1923, Hoàng Cỏ Nghị obtient du résident supérieur au Tonkin son retour en troisième classe pour l'Indochine après avoir achevé ses études à Toulouse²⁴⁹³. Leurs proches sont également à l'origine de requêtes, qu'ils s'inquiètent quant aux conditions de vie et d'études de leur progéniture ou qu'ils s'opposent plus radicalement à l'initiative migrante, ou à son prolongement, à l'instar de l'agent administratif Trương Văn Phuoc en 1930²⁴⁹⁴. Celui-ci s'adresse au résident supérieur de l'Annam afin d'obtenir un retour gratuit de Marseille à Toulouse pour son fils Nhu, parti deux ans plus tôt, en 1928, avec 1 000 piastres en poche afin de poursuivre une formation en Travaux publics. À l'inverse de son parent, le jeune homme sollicite la même année une bourse pour poursuivre ses études à Cachan²⁴⁹⁵. Si l'administration est réticente à financer un cursus disponible dans la colonie, le séjour réglementaire de Nhu, âgé de plus de 24 ans, ne permet pas de donner suite aux sollicitations paternelles. Différents échelons de l'administration coloniale et impériale sont alors mobilisés : dans le cas de Nhu, les gouverneurs locaux, en Annam et en Cochinchine où a demeuré la famille, transmettent des informations au

²⁴⁹¹ Voir notamment : ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 37 : *Situation des étudiants outre-mer* : « Affaire Nguyen Khoa Thi » ; ANOM, GGI, dossier 31 571 : *Nguyễn Đan Hoang* ; WBSA, GenEd, Proceedings 14-18 – Janvier 1864 : *With reference to a communication from the Government of Ceylon that Government was informed that if they approve a 1st class passage on board of one of the Peninsular and Oriental Company's Steamers will in future be provided for the Ceylon Medical Graduate returning to Ceylon.*

²⁴⁹² BL, IOR, dossier L/PJ/6/812, sous-dossier 1609 : *MR A. T. Ryan, Government Scholar and Selected Candidate, Asks for a Short Extension of his Scholarship. Question of Passage Allowance for Governement for ICS, may 1905.*

²⁴⁹³ ANOM, GGI, dossier 51 420 : *Hoàng Cỏ Nghị, 1923* : ensemble du dossier.

²⁴⁹⁴ ANOM, GGI, dossier 51 437 : *Trương Văn Nhu, 1930* : ensemble du dossier.

²⁴⁹⁵ *Ibid.* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine au sous-secrétaire d'État aux colonies, 2 septembre 1930 ».

gouverneur de l'Indochine qui correspond également avec le ministère des Colonies et avec les services de la Sûreté, en Indochine et en métropole.

D'une manière générale, la prise en charge des retours est subordonnée à des enquêtes et témoigne d'une volonté de contrôle des étudiants, qui s'affirme tout au long de la première moitié du xx^e siècle. En 1902, le gouverneur général de l'Algérie s'adresse au ministère des Colonies afin d'obtenir le rapatriement, sur les frais du gouvernement de la Cochinchine, du carabin Jean-Baptiste Càn dont l'allocation a été supprimée pour inconduite²⁴⁹⁶. Au cours de l'année universitaire 1927-1928, le département des étudiants indiens s'informe sur le cas d'un étudiant arrivé sans aucune qualification ni argent au Royaume-Uni. L'institution organise son retour en Inde tandis qu'un de ses compatriotes le prend entre temps en charge²⁴⁹⁷. De l'autre côté de la Manche, le Service d'assistance morale et intellectuelle aux indigènes (SAMI) peut quant à lui demander le renvoi d'élèves en Indochine²⁴⁹⁸. La collaboration avec des acteurs privés est possible : le département des étudiants indiens s'associe avec l'Indian Students Loan Fund Committee²⁴⁹⁹ tandis que l'Alliance française sollicite l'aide des services officiels de l'empire colonial français²⁵⁰⁰. Malgré ces similitudes, les mesures franco-indochinoises apparaissent davantage coercitives que leurs pendants indo-britanniques : alors que le département londonien déplore le rejet de leur offre de retour par certains Indiens²⁵⁰¹, le rapatriement des ressortissants de la colonie sud-est asiatique est rarement négociable, son refus conduisant à la clandestinité.

Le passage du séjour au retour n'est pas toujours synonyme d'achèvement des études et d'obtention d'un diplôme ou certificat. Le rapatriement peut correspondre à une interruption définitive²⁵⁰² de la formation pour de multiples causes : l'échec de

²⁴⁹⁶ ANV2, GouvCoch, dossier 4 329 : *Dossier relatif au rapatriement... op.cit.* : « Courrier du ministère des Colonies au gouverneur de la Cochinchine, 7 novembre 1902 ».

²⁴⁹⁷ BL, IOR, dossier IOR/V/24/832 : *Report on the work..., op.cit.* : « 1927-1928 ».

²⁴⁹⁸ ANOM, GGI, dossier 51 413 : *Nguyen Van Minh, 1928*.

²⁴⁹⁹ BL, IOR, dossier IOR/V/24/832 : *Report on the work..., op.cit.* : « 1927-1928 ».

²⁵⁰⁰ ANOM, GGI, dossier 51 419 : *Hoang Van Ngoc, 1920-1922*.

²⁵⁰¹ *Ibid.*

²⁵⁰² Les interruptions temporaires d'études sont volontairement exclues de ce chapitre : à ce sujet, voir le chapitre 6 de la présente thèse.

l'apprentissage²⁵⁰³, l'indigence²⁵⁰⁴, la maladie²⁵⁰⁵ – voire le décès – la guerre²⁵⁰⁶, la répression sont autant de motifs pouvant influencer sur la date de retour dans le territoire d'origine. Par conséquent, le retour peut être subi et devient, dans certains cas, une sanction à l'encontre d'agissements au sein ou en dehors du cadre de l'étude. Dans les colonies, l'expulsion des grévistes indiens et indochinois mais aussi, à Hanoi, des élèves chinois accusés de diffuser un discours anti-français en fournit plusieurs exemples²⁵⁰⁷. À l'échelle extra-coloniale, des mesures semblables sont mobilisées afin de faire face à la radicalisation d'une partie des candidats aux diplômes et mettent en relief le caractère politique, impérial et transimpérial, des circulations estudiantines. Au-delà des pressions exercées par le gouvernement général en Indochine sur les recrues du mouvement *Đông Du*²⁵⁰⁸, les métropoles impériales constituent autant de points de départ de retours forcés : en 1910, l'étudiant en droit indien et militant anticolonialiste, animateur de l'India House londonienne, Vinayak Damodar Savarkar est arrêté en raison de ses activités politiques. Il parvient à s'échapper du navire le reconduisant en Inde lors d'une escale à Marseille, se retrouvant au cœur d'une affaire de droit international liée au droit d'asile, confrontant la France au Royaume-Uni.

C'est un clivage davantage national et impérial qui entoure le rapatriement d'étudiants indochinois présents en métropole au printemps 1930. Le 21 mai, douze Vietnamiens sont interpellés à la suite d'une manifestation devant l'Élysée au cours de laquelle ils expriment leur soutien à « leurs camarades de Yen Bay » ; le 30 mai, dix-neuf autres arrestations ont lieu au

²⁵⁰³ ANOM, École coloniale, carton 30, dossier 6 : *Cas de l'élève Nguyễn Đình Giù, ancien boursier de l'École coloniale, 1906.*

²⁵⁰⁴ ANOM, GGI, dossier 51 413 : *Nguyễn Văn Minh, 1928* ; BL, IOR, dossier IOR/V/24/832 : *Report on the work...*, *op.cit.* : *passim*. Certains étudiants rapatriés sont ruinés, voire endettés, par la fréquentation de salles de jeux, de bordels, etc. Voir notamment : ANOM, GGI, dossier 51 422 : *Sam Khac Nhuc, 1926*. L'absence ou les difficultés de transferts de fonds entre le territoire d'origine et le lieu d'études participe également à des mobilités de retour anticipées : ANOM, GGI, dossier 51 432 : *Nam Sinh, 1929*.

²⁵⁰⁵ ANV1, GGI, dossier 10 149 : *Fonctionnement de l'École Pavie, 1905* : « Courrier du gouverneur général de l'Indochine, 27 juillet 1905 ». Sur le rapatriement d'étudiants décédés, voir notamment : BL, IOR, dossier 1190 : *Indian students in England* : « Rapport du conseiller éducatif pour les étudiants indiens ». Voir aussi : Sara LEGRANDJACQUES, « Le corps étudiant à l'épreuve de l'Empire. Impacts corporels des mobilités étudiantes indochinoises et indiennes (années 1850-1930) » in, Marine Galiné, Timothy A. Heron, *Corps en crise, crise(s) du corps : réflexions interdisciplinaires autour du corps déconstruit*, Reims, EPURE, 2018, p. 136-156.

²⁵⁰⁶ Voir les cas des étudiants indochinois et indiens pendant la Seconde Guerre mondiale : ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 37 : *Situation des étudiants outre-mer* ; BL, IOR, dossier IOR/V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40* : « 1939-1940, p. 14 ».

²⁵⁰⁷ Voir le chapitre 7 de la présente thèse.

²⁵⁰⁸ Sur la répression de ce mouvement, voir le chapitre 7 de la présente thèse.

cours de deux manifestations anticolonialistes²⁵⁰⁹. Les inculpés sont renvoyés sans attendre dans la colonie à bord de l'*Athos II*. Cette interruption politique des études suscite des débats au sein de la Chambre des députés : alors que les représentants de la droite française dénoncent l'accès aux universités métropolitaines, leurs opposants de gauche – communistes mais aussi socialistes – condamnent les retours forcés, au nom du droit de manifestation, pour les premiers, ou en soulignant les dangers d'un retour d'activistes dans les colonies, pour les seconds²⁵¹⁰. Mettre fin au temps de l'étude, c'est donc réaffirmer – ou du moins, tenter de réaffirmer – la domination coloniale face à des étudiants jugés déloyaux et dangereux du fait de leurs actions collectives et publiques mais aussi d'agissements et discours plus individuels et discrets : en 1924, Đỗ Dữc Hô est rapatrié « en raison des sentiments d'ingratitude (...) exprimés dans une lettre à l'égard de la France²⁵¹¹ ». Ses demandes de remboursement de son trajet entre Paris et Marseille, qui lui a coûté 173,60 francs, sont rejetées pour ce même motif politique.

Aux échelles coloniale comme extra-coloniale, la documentation souligne une majorité de retours dans le territoire d'origine une fois les études terminées. Cela n'empêche pas certains *alumni* de ne pas s'engager, ou de le faire très tardivement, dans des mobilités de retour. Jainti Dass Saggar, originaire du Pendjab, pratique la médecine à Dundee à partir de 1925, après avoir achevé ses études médicales débutées dans la même ville en 1919. Il se marie à une Écossaise et intègre la branche locale du Labour Party²⁵¹². Si les exemples demeurent rares, des opportunités de carrière mais aussi des engagements de différentes natures contrarient quelques fois la boucle migratoire liée à l'éducation. Si amour et mariage peuvent pérenniser l'expatriation, les activités politiques donnent parfois une autre dimension au retour. En effet, les anciens étudiants-militants anti-impérialistes, à Canton et à Moscou notamment, se voient parfois dans l'impossibilité de rejoindre les colonies. Certains négocient leur retour avec les autorités coloniales, leur fournissant des informations sur le

²⁵⁰⁹ Scott McConnell, *Leftward Journey. The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1939*, New Brunswick-Oxford, Transaction Publishers, 1989, p. 132-133.

²⁵¹⁰ Pour un aperçu de ses débats, voir notamment : « Débats sur l'Indochine à la Chambre des députés (6, 13, 20 et 27 juin 1930) : la révolte de Yên-Bay », *Entreprises coloniales*, disponible en ligne : entreprises-coloniales.fr, mise en ligne le 3 avril 2019, consulté le 17 août 2021.

²⁵¹¹ ANOM, GGI, dossier 51 369 : *Đỗ Dữc Hô et Đỗ Dữc Chung, 1922-1928*.

²⁵¹² Bashir Maan, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donal Publishers Ltd, 1922, p. 90.

déroulement des études et l'identité de leurs camarades et autres fréquentations²⁵¹³. D'autres optent pour la clandestinité et l'anonymat, mobilisant des stratégies similaires à celles mises en place afin de rejoindre les établissements offrant une formation politique. Les Indochinois dits « Retours de Russie » cherchent aussi bien à retourner en Indochine qu'à réintégrer plus largement l'empire colonial français, en rejoignant sa métropole. Pour cela, ils utilisent des itinéraires terrestres et maritimes variés : le Transsibérien ou le transit par des ports européens comme celui d'Anvers leur permettent, au milieu des années 1930, d'échapper à la surveillance du CAI²⁵¹⁴. En 1934, deux anciens étudiants parviennent à revenir clandestinement en Indochine. Le caractère illégal de leurs activités complexifie voire rend impossible le retour, alimentant de nouvelles mobilités elles aussi complexes, souvent transcontinentales²⁵¹⁵.

2. Devenirs étudiants

La fin des études est souvent, mais pas toujours, synonyme d'une mobilité de retour. Celle-ci met fin, au moins temporairement, à une expérience migratoire spécifique à laquelle a été associé un statut social particulier, celui de l'étudiant. Or, si le retour achève le processus migratoire, il doit aussi permettre de concrétiser les projets et ambitions qui ont motivé cette migration. Par conséquent, il est nécessaire de les confronter aux retours effectifs, de réfléchir à l'impact réel des mobilités et séjours d'étude sur le devenir des anciens étudiants, en prenant en compte le facteur scalaire dans l'aboutissement de ces expériences. Ces ambitions sont d'abord envisagées sous l'angle socioprofessionnel : obtenir un diplôme doit conduire à un emploi précis qui participe à garantir un statut au sein d'une société donnée. Pourtant, l'après-mobilité ne correspond pas toujours, en pratique, à l'entrée dans la vie active. Si des filières intègrent la transition entre études et emplois, l'expérience du retour demeure variée quelle que soit l'échelle envisagée, témoignant autant des succès que des échecs des mobilités étudiantes, alors que certains anciens étudiants choisissent de s'engager dans des carrières

²⁵¹³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 10 : *École spéciale internationale de Canton, école militaire de Whampoa* : « Courrier au gouverneur général de l'Indochine, 7 mars 1928 ».

²⁵¹⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : « Note de la direction de la Sûreté générale indochinoise concernant les Indochinois ayant suivi. Les cours de l'Université des travailleurs de l'Orient à Moscou, annexe à l'envoi du 15 juin 1935 ».

²⁵¹⁵ Voir notamment : *Ibid.* : « Courrier du ministre des Colonies au ministre des Affaires étrangères, 25 juin 1935 ».

politiques. Enfin, la socialisation provoquée par les mobilités étudiantes doit aussi être envisagée d'une manière plus large, modifiant les façons d'être, de faire et de penser des anciens étudiants sur les courts, moyens et longs termes.

A. Des retours professionnels

En Inde comme en Indochine, certaines filières d'études sont mises en place par les pouvoirs publics afin de répondre à des besoins spécifiques en termes d'emploi, dans le cadre de la mise en valeur de la colonie. Les rejoindre peut garantir une transition rapide entre temps de l'étude et temps du travail, d'autant plus lorsque l'admission induit un engagement de service public décennal comme au sein de l'École vétérinaire d'Hanoi organisée en 1910²⁵¹⁶.

À l'échelle coloniale, certaines écoles ont pour but affiché de fournir une main-d'œuvre, des agents pour des secteurs précis et des places sont alors directement réservées pour certains diplômés dans certains services. Tous les ans, un poste d'ingénieur au sein du gouvernement de la présidence de Madras est offert à un diplômé du Madras Civil Engineering College, ouvert en 1862²⁵¹⁷. Les institutions du Raj se refusent malgré tout à conditionner les admissions universitaires aux possibilités d'emplois postérieures²⁵¹⁸ et ce lien entre études et emploi est davantage mobilisé en Indochine française, à travers une offre irrégulière. Au cours de l'entre-deux-guerres, les administrateurs des différents territoires composant l'Union indochinoise sont sollicités afin de transmettre la liste des postes à pourvoir auprès des étudiants de l'Université de Hanoi²⁵¹⁹. Si, contrairement au cas indien, ces données permettent de définir le nombre de places pour les concours d'entrée à l'université, influant donc sur les flux en direction d'Hanoi, elles servent également à préparer le lendemain des études, en ce qu'elles mettent relation le nombre de postes vacants et les effectifs des écoles supérieures concernées (tableau 8-1). Par exemple, en 1932, entre 32 et 36 postes de médecins indochinois sont prévus pour les différents territoires de la colonie ; 32 élèves

²⁵¹⁶ AV1, RST, dossier 73 426 : *Admission des élèves à l'École vétérinaire du Tonkin, 1911-1913* : « Arrêté du gouverneur général de l'Indochine, 11 août 1910 ».

²⁵¹⁷ BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical Education in India, 1886-1904* : « État de l'éducation technique en 1886 ».

²⁵¹⁸ P. Seshadri, *The Universities in India*, Oxford, Humphrey Milford - Oxford University Press, 1935, p. 45-49.

²⁵¹⁹ Voir par exemple : ANV2, dossier 47 461 : *Dossier relatif au nombre d'élèves à admettre à l'Université à la rentrée d'octobre 1931*.

terminent alors leurs études à l'École supérieure de médecine, ce qui permet de garantir un poste dans le secteur public pour l'ensemble de ceux qui obtiennent leur diplôme²⁵²⁰. À l'inverse, en 1934, seulement un poste de pharmacien indochinois doit être ouvert, au sein du Protectorat du Cambodge, alors que trois étudiants achèvent leur formation pharmaceutique la même année. Ici, le recrutement se manifeste à l'échelle de la colonie et semble exclure les individus ayant fréquenté des établissements extra-coloniaux. Toutefois, les boursiers gouvernementaux envoyés en métropole au tournant des années 1910 ont, eux aussi, bénéficié de postes dans les services médicaux de la colonie, sans que les archives permettent de déterminer si l'accès aux postes dans les services de santé publique a été ouvert aux étudiants libres.

Tabl. 8-1 – Nombre d'emplois de médecins et de pharmaciens indochinois à pourvoir pour les services de Santé publique et nombre d'étudiants fréquentant l'École supérieure de médecine, 1932-1934²⁵²¹

Années	NOMBRE D'EMPLOIS PREVUS						NOMBRE TOTAL D'ELEVES ACTUELLEMENT A L'ÉCOLE
	Tonkin	Annam	Cochinchine	Cambodge	Laos	Total des prévisions	
1°- Section des Médecins Indochinois							
1932	3 à 5	10	8 à 12	5	6 à 8	32 à 36	32
1933	4	2 à 3	8 à 12	4	4	22 à 27	16
1934	0	1	6 à 8	2	4	13 à 15	7
1935	0	3	5 à 7	2 à 3	0	10 à 13	9
2°- Section des Pharmaciens Indochinois							
1932	0	2 à 3	2 à 4	1	2 à 3	7 à 11	15
1933	0	0	4 à 6	1	1	6 à 8	2
1934	0	0	0	1	0	1	3

Les pouvoirs publics ont tout de même conscience des potentiels décalages entre formation, à la fois à l'intérieur et en dehors de la colonie, et offre de recrutement. En mars 1932, l'inspecteur général de l'hygiène et de la Santé publique s'inquiète du cas des docteurs en médecine :

²⁵²⁰ ANV2, dossier 47 461 : *Dossier relatif au nombre d'élèves à admettre à l'Université à la rentrée d'octobre 1931* : « Courrier de l'Inspecteur général de l'Hygiène et de la Santé publique aux gouverneurs de la Cochinchine et résidents supérieurs, 18 mars 1932 ».

²⁵²¹ Tableau réalisé à partir des données disponibles dans : *Ibid.*

Enfin, bien qu'il s'agisse exclusivement du recrutement de la Section Indochinoise de l'École de Médecine, je crois devoir attirer particulièrement votre attention sur le nombre croissant de jeunes gens, originaires de l'Indochine, qui poursuivent, soit dans les Facultés françaises, soit dans la Section de plein exercice de l'École de Médecine, des études en vue du Doctorat en médecine. Il faut donc prévoir que, dans les années à venir, l'Administration sera saisie d'un nombre élevé et croissant de candidatures à des emplois de Docteur Indochinois du Cadre latéral²⁵²².

La préparation de carrières publiques ne se limite pas à une formation au sein de la colonie. Du côté indien comme indochinois, des filières se sont caractérisées par leur dimension impériale, alimentant des flux bidirectionnels entre colonies et métropoles. Il faut rejoindre l'Angleterre, au moins jusqu'en 1922, pour intégrer l'ICS par la voie de concours ou Paris pour se former à l'administration coloniale à Colo. L'issue de ces formations conduit directement à un poste au service des autorités coloniales ou impériales, que celles-ci prennent le soin d'organiser. Cette préparation de la prise de poste en amont du retour laisse une marge de manœuvre aux étudiants, bien que limitée.

Qu'ils fréquentent une école supérieure de l'Université indochinoise en vue d'intégrer un service administratif ou qu'ils aient réussi le concours de l'ICS, les futurs fonctionnaires émettent des vœux de carrière qui sont ensuite examinés par les autorités en charge de leur répartition. Au début des années 1920, le directeur de l'École supérieure d'agriculture et de sylviculture tente ainsi de concilier les desiderata des étudiants avec les postes disponibles, tout en prenant en compte l'origine des diplômés. En août 1920, le seul diplômé originaire de Cochinchine, Nguyễn Dong Thanh, est ainsi envoyé au laboratoire de l'Institut scientifique de cette colonie. Les quatre autres diplômés sont tous originaires du Tonkin : or, deux autres postes sont à pourvoir dans la province méridionale. En 1923, la situation est plus complexe (tableau 8-2) avec des candidats qui souhaitent rejoindre les services tonkinois ou annamites alors que les postes pourvus se répartissent entre le Tonkin, pour les meilleurs étudiants, la Cochinchine et le Cambodge. Des adaptations par rapport aux besoins de l'administration sont visibles, sous-tendant des négociations dont l'issue peut être dictée par la qualité des candidats mais aussi par leur réseau, par la volonté des pouvoirs publics de récompenser des services rendus, etc. En effet, le poste au service économique occupé par Tri ne figure pas dans la liste initiale transmise par les administrateurs des différents territoires de l'Union

²⁵²² *Ibid.*

indochinoise. À l'inverse, les emplois disponibles en Annam ne sont pas pourvus en dépit des vœux de So et Dong : l'hypothèse d'un besoin plus grand d'agents en Cochinchine et au Cambodge peut être émise. De plus, des nominations extérieures aux diplômés de l'École peuvent influencer sur la répartition des postes.

Tabl. 8-2 – Origine, classement, vœux et affectation des diplômés de l'École supérieure d'agriculture et de sylviculture de Hanoi, 1923²⁵²³

NOM	PROVINCE D'ORIGINE	CLASSEMENT	VŒU(X)	AFFECTATION
Tong	Tonkin	1	Tonkin	Tonkin
Tri	Tonkin (Parents en Cochinchine)	2	1°/ Service économique - Tonkin 2°/ Cochinchine	Service économique - Tonkin
Qui	Tonkin	3	1°/ Tonkin 2°/ Cochinchine	Cochinchine
So	Annam	4	1°/ Annam 2°/ Cochinchine	Cochinchine
Dac	Tonkin	5	1°/ Tonkin 2°/ Cochinchine	Cochinchine
Dong	Annam	6	1°/ Annam 2°/ Cambodge	Cambodge
Lan	Tonkin	7	1°/ Tonkin 2°/ Cambodge	Cambodge

Les vœux des étudiants favorisent les territoires d'origine de ceux-ci ou ceux où se trouve leur famille. Leur avenir n'en dépend pas moins des décisions des Services économiques qui tranchent la question et provoquent potentiellement des itinéraires retour se distinguant de l'aller.

Les nominations de l'ICS laissent entrevoir des enjeux similaires concernant les recrues originaires de la colonie, qu'il s'agisse de « natifs » ou d'Anglo-Indiens. En 1909, B.N. Rau est assigné au Bengale alors que sa liste de vœux ne mentionnait cette province qu'en cinquième position derrière Bombay, Madras où résident ses parents, la Birmanie et les provinces septentrionales (*Upper Provinces*)²⁵²⁴. Il cherche à contrer cette décision en invoquant sa famille mais aussi ses études entamées à l'Université de Madras avant de rejoindre

²⁵²³ ANV1, RST, dossier 5 387 : *Nomination et affectation des anciens élèves diplômés de l'ancienne École supérieure d'agriculture et de sylviculture de l'Indochine* : « Courrier du directeur de l'École supérieure d'agriculture et de sylviculture au directeur général de l'Instruction publique, 5 juin 1923 ».

²⁵²⁴ BL, IOR, dossier L/PJ/6/924, sous-dossier 752 : *Indian Civil Service 1909 Examination* : « B.N. Rau ».

Cambridge. Or, les relations et le statut social de son père, ancien officier médical, dans la présidence de Madras sont considérés comme de potentielles gênes au bon exercice des fonctions de Rau. Ce dernier, au fait de la disponibilité de certains postes, tente par la suite de négocier sa mutation pour la Birmanie. Son camarade de promotion J.J.W. Allsop s'appuie quant à lui sur de nombreuses recommandations, d'administrateurs principalement, afin d'obtenir une place dans les services pendjabis, province où il a vécu jusqu'à ses treize ans aux côtés de son père ayant mené une carrière de trente-cinq ans dans la police locale²⁵²⁵.

Certains parcours éducatifs en vue d'intégrer les services publics conduisent directement à un poste, qu'il soit intrinsèquement associé à l'ordre colonial ou non, et font du retour une mobilité déjà professionnelle. Les étudiants intégrant l'École normale supérieure et réussissant un concours de l'enseignement s'assurent un poste qui peut être colonial, comme le démontre la trajectoire de Phạm Duy Khiêm nommé en 1935 au lycée de Hanoi à la suite de son succès à l'agrégation de grammaire en métropole²⁵²⁶.

Cette porosité entre mobilité étudiante et mobilité professionnelle s'étend aux individus qui reprennent leurs études alors qu'ils occupent déjà une fonction, dans l'administration notamment, cas fréquent parmi les boursiers de l'Université indochinoise²⁵²⁷. À la fin de leur formation, ils retrouvent leur poste ou bénéficient d'une promotion. L'anticipation de l'avenir professionnel touche également les étudiants libres : au cours des premières années du xx^e siècle, « une famille de Tra Vinh entretient en France sept de ses membres, qui se sont répartis les études entre eux de manière à apprendre tout ce qui s'enseigne en Occident sur les affaires dont elle s'occupe²⁵²⁸ ». Dès leurs diplômes obtenus, ils réintègrent l'entreprise familiale pour la faire fructifier. Au cours de l'entre-deux-guerres, Devchand Parekh organise le départ de plusieurs membres de sa famille pour le MIT afin de participer au développement industriel du Gujarat²⁵²⁹. À leur retour, les diplômés de

²⁵²⁵ *Ibid.* : « J.J.W. Allsop ».

²⁵²⁶ Jean-François Sirinelli compare cette trajectoire à celle de Léopold Sédar Senghor, nommé à Tours à la suite de son succès à l'agrégation de grammaire la même année : Jean-François Sirinelli, « Deux étudiants 'coloniaux' à Paris à l'aube des années trente », *Vingtième siècle : revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988, p. 82.

²⁵²⁷ Voir par exemple : ANV2, dossier 47 461 : *Dossier relatif au nombre d'élèves à admettre à l'Université à la rentrée d'octobre 1931*, ; Archives nationales du Cambodge, Résidence supérieure du Cambodge, dossier 32 148 : *Concours général d'admission à l'Université indochinoise, années 1928-1931*.

²⁵²⁸ « Les Indochinois en France », *Le Temps*, septembre 1909.

²⁵²⁹ Ross Bassett, *The Technological Indian... op.cit.*, p. 129.

l'institution états-unienne intègrent les usines préexistantes de la famille Parekh ou participent à la création de nouveaux établissements industriels.

B. Une transition complexe vers la vie active

Toutefois, cette anticipation du versant professionnel du retour ne doit pas être surestimée. Souvent évoquée en amont des études, l'entrée dans la vie active ne succède pas toujours immédiatement aux mobilités étudiantes. L'intervalle entre l'obtention d'un diplôme et la prise de poste est plus ou moins long et dépend de différents facteurs. De plus, il est souvent difficile à saisir dans les archives. Les organismes, publics ou privés, encadrant les mobilités étudiantes offrent rarement des éléments sur l'avenir professionnel de leurs recrues. Des enquêtes et relevés renseignent sur les carrières d'anciens étudiants et ce, à différentes échelles, mais les informations disponibles demeurent irrégulières, parfois trop imprécises pour bien saisir la transition entre études et emploi²⁵³⁰. Par exemple, les registres de matricules de l'École coloniale renseignent sur les carrières de secrétaires-interprètes pour Auguste Pavie, alors vice-consul de Luang-Prabang, de onze des premiers membres de la Mission cambodgienne sans préciser si ces emplois ont été déterminés avant le retour ni la marge de manœuvre dont les élèves ont pu bénéficier²⁵³¹.

Malgré tout, plusieurs éléments se dégagent quant à la complexité de ce passage du monde étudiant au monde professionnel. Tout d'abord, celui-ci est tributaire de la corrélation entre offre et demande : la pénurie d'institutrices en Inde britannique, rappelée dans de nombreux rapports, assure des débouchés pour des femmes instruites aussi bien au sein qu'en dehors de la colonie²⁵³². Il en va de même pour les médecins indigènes formés à

²⁵³⁰ Par exemple, une liste est produite en 1931 par les autorités coloniales indochinoises qui énumère les « Annamites ayant fait leurs études en France depuis 1920 » sans séparer les « Retours de France » de ceux toujours en métropole et en indiquant aléatoirement le métier et la localisation de l'ancien étudiant. ANOM, GGI, dossier 51 532 : *Liste des Annamites ayant fait leurs études en France depuis 1920, 1931*.

²⁵³¹ Marie Aberdam, « Élités cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Singaravélou, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019, p. 302.

²⁵³² Voir les rapports officiels sur l'éducation en Inde dont : Alfred Croft, *Review of Education in India with Special Reference to the Report of the Education Commission - 1886*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1888 ; H. Sharp, *Progress of Education in India, 1912-1917*, Calcutta, Government Printing, 1918. Voir aussi les témoignages dans : Brunel University Archives, Maria Grey Training College : *Maria Grey Magazine* : ensemble des numéros.

Hanoi à partir de 1902 et destinés à venir assister un personnel européen limité²⁵³³. Ici, l'usage du *numerus clausus* ne fait que renforcer cette volonté d'assurer un emploi directement après les études.

À l'inverse, certaines filières proposent une formation qui ne débouche pas sur un métier spécifique. C'est le cas des facultés classiques : en Inde britannique, leur succès produit un nombre important de diplômés désœuvrés inquiétant tant les autorités coloniales que des acteurs non-gouvernementaux. Dans les années 1880, le journal *The Mahratta* alerte sur la condition de ces membres de l'élite éduquée qui « dépensent leur temps dans des candidatures adressées aux directions de plusieurs départements afin d'obtenir un emploi²⁵³⁴ ». S'ensuivent des initiatives de promotion des filières professionnalisantes mais qui ne remettent jamais en cause l'attractivité des études d'arts et de sciences.

En outre, le succès de certaines filières conduisant plus directement à un métier, comme le droit, provoque une congestion des débouchés qui peut remodeler les projets professionnels : diplômé d'une *Inn of Court* londonienne lui conférant le statut de *barrister*, plus favorable que celui des diplômés des universités indiennes²⁵³⁵, M.K. Gandhi ne parvient pas à gagner sa vie à Bombay en tant qu'avocat. Il envisage une carrière d'enseignant mais son absence de qualifications universitaires l'empêche d'obtenir un poste dans une école de garçons²⁵³⁶. Après six mois dans la capitale de la présidence, il finit par rejoindre Rajkot où les relations de son frère lui assurent quelques travaux de rédaction de requêtes pour des clients pauvres²⁵³⁷. Le prestige associé à certains parcours extra-coloniaux, ici renforcé par le statut spécifique des avocats formés en métropole, ne garantit pas la prospérité professionnelle, variable dans l'espace et dans le temps.

L'encadrement d'une partie des étudiants, notamment des boursiers, n'empêche pas ces discordances entre formation et perspectives d'emploi. Si les allocataires indiens de

²⁵³³ À ce sujet, voir le chapitre 2 de la présente thèse. Voir aussi : Laurence Monnais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 269-277.

²⁵³⁴ BL, IOR, V/27/865/1 : *Technical Education in India, 1886-1904* : « Memorandum on Technical Education in India prior to 1886 ».

²⁵³⁵ À ce sujet, voir notamment : Sara Legrandjacques, « Inégaux en Droit. Approche comparée de l'enseignement juridique en Inde britannique et en Indochine française, XIX^e-XX^e siècle », *Cahiers Jean Moulin*, à paraître fin 2021.

²⁵³⁶ M.K. Gandhi, *An Autobiography or The Story of My Experiments with Truth. A Critical Edition*, New Haven – Londres, Yale University Press, 2018, p. 184-188.

²⁵³⁷ *Ibid.*

bourses techniques doivent indiquer leurs souhaits professionnels avant leur départ²⁵³⁸, aucun emploi spécifique ne semble leur avoir été assuré à leur retour. En 1912, le Morrison Committee note que 26 des 31 anciens boursiers techniques rentrés en Inde ont trouvé un emploi. Parmi eux, seulement 18 travaillent dans le secteur industriel auquel ils étaient initialement destinés. Ces diplômés d'universités anglaises ont rarement les moyens de développer leur propre entreprise et se heurtent à l'économie coloniale, dominée par les Britanniques peu enclins à voir se développer une concurrence²⁵³⁹.

Ici, l'orientation professionnelle des étudiants par des acteurs externes dépasse rarement le cadre même de l'étude, en ce qu'elle se limite au choix d'une filière ou d'un établissement spécifique sans prendre en compte, ni créer, des opportunités réelles d'emploi. Le soutien apporté, en 1912, par l'Alliance française et le gouvernement général de l'Indochine à deux anciens pupilles du Comité Paul-Bert afin qu'ils installent à Hanoi une usine de fabrication de satins et de soies brochées sur le modèle lyonnais paraît exceptionnel²⁵⁴⁰. En 1917, le résident supérieur au Laos souligne plutôt les incohérences de parcours de certains boursiers de son protectorat²⁵⁴¹. Deux d'entre eux ont suivi des études commerciales en métropole qu'ils mettent difficilement en application dans la colonie alors que le Laos manque de mandarins, de commis indigènes, d'instituteurs et d'agents techniques des Travaux publics. La formation extra-coloniale apparaît comme contre-productive alors que le résident met l'accent sur le recrutement d'individus ayant fréquenté les écoles supérieures d'Hanoi. Ces tensions permettent de nuancer et dépasser un schéma simpliste, parfois mobilisé par les étudiants eux-mêmes, d'une supériorité des formations impériales et internationales, déjà perceptible concernant le droit à travers l'expérience de Gandhi exposée plus haut : au cours de l'entre-deux-guerres, plusieurs rapports du département des étudiants indiens s'inquiètent de l'arrivée en métropole de nombreux migrants éducatifs pensant ainsi s'assurer un poste dans l'administration publique, en vain²⁵⁴². Le parcours d'Anant Pandya dans les années 1920

²⁵³⁸ WBSA, Proceedings 22-24 – Janvier 1906 : *Rules for State Technical Scholars in England* : « Rules for Indian Government Technical Scholars in England ».

²⁵³⁹ *Ibid.*

²⁵⁴⁰ Gouvernement général de l'Indochine, *Rapports au Conseil du gouvernement*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1913, p. 117.

²⁵⁴¹ ANOM, GGI, dossier 19 090 : *Envoi de boursiers indigènes dans la métropole, 1917* : « Courrier du résident supérieur au Laos par interim au gouverneur général de l'Indochine, 12 février 1917 ».

²⁵⁴² BL, IOR, dossier IOR/V/24/832 : *Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40*. Voir notamment le rapport de l'année 1923-1924 qui mentionne « une large proportion d'étudiants de retour dans la colonie qui échouent dans l'ensemble à s'assurer un emploi dans les branches dans lesquelles

témoigne de limites similaires pour des circulations internationales, liées cette fois à une mauvaise conjoncture économique : d'abord diplômé de l'Université de Bombay, il a la possibilité d'intégrer les services de génie civil de la colonie mais opte pour des études au MIT. Il devient, en 1933, le premier docteur en ingénierie indien diplômé de l'école du Massachusetts mais doit attendre plusieurs mois avant de trouver un emploi dans la colonie frappée par la Grande Dépression²⁵⁴³. Les années de guerre voient, quant à elles, les recrutements administratifs croître, conséquence de la mobilisation militaire d'une partie des agents²⁵⁴⁴.

Quelle que soit l'échelle concernée, le devenir professionnel des étudiants est soumis à de multiples facteurs : l'équilibre entre offre et demande, les spécificités du système colonial et de la hiérarchie qu'il impose ou encore la conjoncture politique et économique. Les étudiants n'en conservent pas moins une marge de manœuvre, négociant le passage de l'étude à l'emploi. Certains rejettent ou négligent des offres, retardant la transition entre monde étudiantin et monde professionnel. En 1895, Tran Văn Thông refuse une place qui lui est proposée par les autorités coloniales au Jardin botanique de Cochinchine²⁵⁴⁵. Quinze ans plus tard, en 1910, Nguyễn Quang Anh ne souhaite pas candidater à un emploi administratif alors qu'il est diplômé de l'École de droit et d'administration de Hanoi, préparant à ce type de carrière²⁵⁴⁶. D'autres se mobilisent pour obtenir un poste : au-delà de candidatures individuelles spontanées, déjà évoquées concernant les diplômés des facultés classiques indiennes, des mobilisations collectives peuvent avoir lieu, témoignant d'un sentiment d'appartenance à un groupe particulier qui défend ses intérêts. En 1924, les anciens étudiants tonkinois de l'École de droit et d'administration d'Hanoi s'organisent à la suite de la fermeture de leur école, remplacée par l'École des hautes études indochinoises, et de la mise en place de nouvelles procédures de recrutement qui leur sont défavorables. Par l'intermédiaire de l'Association amicale des anciens élèves de l'École de droit et d'administration, ils demandent, à condition de remplir les impératifs d'âge et de stage, à obtenir des postes administratifs

ils ont été efficacement et adéquatement formés ». Celui de l'année 1930-1931 qui mentionne 400 retours du Royaume-Uni par an et l'impossibilité d'assurer un poste à l'ensemble de ces diplômés.

²⁵⁴³ Ross Bassett, *The Technological Indian... op.cit.*, p. 141-145.

²⁵⁴⁴ David C. Potter, *India's Political Administrators. From ICS to IAS*, Delhi, Delhi University Press, p. 84-85.

²⁵⁴⁵ ANOM, GGI, dossier 7 690 : *École coloniale* : « Courrier du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général de l'Indochine, 3 février 1895 ».

²⁵⁴⁶ ANV2, GouvCoch, dossier 23 327 : *Dossier relatif à la situation des étudiants en droit, année 1910* : « Liste des étudiants en droit ayant abandonné leurs études originaires de la province avec leur situation actuelle ».

comme leurs camarades originaires d'Annam et de Cochinchine, révélant des effets différenciés des mobilités étudiantes en fonction du territoire d'origine.

De plus, le caractère déterminant – voire déterministe – du séjour d'études quant aux débouchés professionnels est à nuancer : titulaire du diplôme de PCN, validant une formation en sciences naturelles, Tràn Văn Dat est cultivateur et commerçant de bois en 1940 et souhaite obtenir une place dans l'administration, en Cochinchine ou au Cambodge²⁵⁴⁷. Les parcours ultérieurs des étudiants mobiles ne sont pas seulement orientés par le suivi des cours et l'obtention de qualifications : d'autres activités pendant la migration éducative participent à façonner leur avenir. Ainsi, K.M. Panikkar découvre le journalisme pendant sa formation oxonienne. Il publie alors dans des journaux basés dans la colonie, tels *Modern Review* et *Indian Review*, et poursuit dans cette voie une fois de retour dans la colonie, où il fonde l'*Hindustan Times*²⁵⁴⁸. Ces éléments rappellent l'expérience totale que constituent ces circulations estudiantines, ne consistant pas seulement à fréquenter des salles de classe. Enfin, des études incomplètes ne sont pas synonyme d'obstacles à une carrière : Indira Gandhi, souffrant de pleurésie, ne peut passer les examens finaux qu'elle préparait au Somerville College d'Oxford. C'est un réseau familial solide associé à un investissement dans la vie politique dès son séjour d'études qui lui permettent de s'engager dans une carrière politique en Inde²⁵⁴⁹.

C. Devenirs politiques

Le parcours d'Indira Gandhi le rappelle : les mobilités étudiantes ne sont pas exclusivement associées à des enjeux professionnels reposant sur l'acquisition de savoirs spécifiques. La politisation d'individus mobiles, telle la future première ministre de l'Inde indépendante, ne se limite pas au cadre spécifique de la terre d'étude. D'abord, l'action politique constitue le débouché majeur des trajectoires d'étudiants-militants. D'une manière plus générale, l'expérience migrante peut entraîner une mobilisation politique de l'après-mobilité, entrant parfois en tensions avec d'autres desseins.

²⁵⁴⁷ *Ibid.* : « Note postale de l'administrateur Tanan, 8 mai 1940 ».

²⁵⁴⁸ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 109. Voir aussi : K.M. PANIKKAR, *An Autobiography*, Madras, Oxford University Press, 1977.

²⁵⁴⁹ *Ibid.*

Dès la fin du XIX^e siècle, certains départs estudiantins sont associés à des causes politiques²⁵⁵⁰. Il faut attendre le début du siècle suivant pour qu'émerge progressivement la figure de l'étudiant-militant, c'est-à-dire d'un individu dont la formation le prépare directement à un engagement politique²⁵⁵¹. Il ne s'agit pas, au retour, d'utiliser les connaissances acquises pour obtenir un poste rémunéré mais plutôt pour se mobiliser politiquement, en diffusant des idées, en luttant pour les défendre, etc. Si le caractère militant des cours associés au mouvement *Đông Du* est discutable, les objectifs anticolonialistes de ceux-ci sont clairement énoncés par son dirigeant, Phan Bội Châu. La répression qu'engendre le retour en Indochine d'une part importante de ses recrues est une entrave à la bonne réalisation de ces desseins. Toutefois, les trajectoires de certains de ces anciens étudiants échappant, au moins ponctuellement, au joug colonial offrent un aperçu des lendemains de la migration éducative. Dans ses mémoires, Phan décrit les parcours de vingt anciens membres du *Đông Du* à la suite de l'abolition du mouvement (tableau 8-3).

Tabl. 8-3 – Localisation et activités d'anciens membres du *Đông Du* à la suite de son abolition²⁵⁵²

Identité de l'étudiant	Localisation	Activité
Tran Văn Nhut	Japon	Études à l'Université Waseda
Tran Văn An	Siam	Non mentionnée (décédé)
Hoang Hung	Japon	Non mentionnée
	Hong Kong	Activisme, fabrication de bombes
Nguyễn Mach Chi	Hong Kong	Non mentionnée
	Europe	Non mentionnée
Dang Tu Mân	Japon	Travail et études
	Chine	Activisme
	Hong Kong	Prison
	Annam	Activisme

²⁵⁵⁰ Sur les facteurs politiques du départ, voir la première partie de la présente thèse.

²⁵⁵¹ Sur les étudiants-militants, voir la deuxième partie du chapitre 7 de la présente thèse.

²⁵⁵² Tableau réalisé à partir des informations disponibles dans : Phan Bội Châu, *Mémoires de Phan Bội Châu, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969, p. 97-108. Une première version, anglophone, de ce tableau est consultable dans : Sara Legrandjacques, « Go East ! 1905 as a turning point for the transnational history of Vietnamese education », *TRANS*, 2020, p. 101-114.

Hoang Vi Hung	Chine	Études
Lam Quang Trung	Japon	Non mentionnée
	Chine	Études
Hoang Trong Mâu	Chine	Études
	Hong Kong	Arrestation
Trần Hữu Lộc	Japon	Études
	Chine	Études
	Siam	Activisme
	Hanoi	Arrestation et exécution
Nguyễn Quỳnh Lâm	Japon	Études
	Chine	Armée et études
	Hong Kong	Arrestation
	Chine	Armée
Cac Trúc Hai	Japon	Secrétaire d'un commerçant occidental (décédé de la variole)
Hoang Dinh Tuấn	Japon	Études après avoir obtenu la nationalité chinoise
	Chine	Professeur et éditeur
Luong Lập Nham	Chine	Études
	Hanoi	Prison
Luong Nghi Khanh	Japon	Études
	Hong Kong	Arrestation
	Cambodge	Déportation
Dàm Kỳ Sinh	Japon	Travail
	Vietnam	Activisme et arrestation (décédé à Cao Bang)
Lê Câu Tinh	Japon	Fabrication d'armes
	Siam	Non mentionnée (décédé de maladie)
	Japon	Travail et études

Dinh Doan Tê	Siam	Non mentionnée (décédée de maladie)
Phan Lai Luong	Japon	Études
	Chine	Non mentionnée (décédé de maladie)
Mai Lao Bang	Japon	Études
	Siam	Prison et expulsion
	Chine	Prison
	Hanoi	Prison
Yên Dan	Japon	Étude à l'école supérieure d'industrie

Si le récit de Phan manque de repères chronologiques, il n'en offre pas moins un aperçu de la complexité des parcours postérieurs au séjour d'étude nippon dans le cadre du *Đông Du*. D'abord, l'abolition du mouvement ne sonne pas le glas des mobilités étudiantes asiatiques puisqu'onze des individus mentionnés les poursuivent, soit au Japon soit en Chine. Il s'agit toujours de mobiliser des institutions asiatiques modernes, au détriment de l'enseignement supérieur colonial français. La disparition des financements liés au mouvement, ayant participé aux retours forcés de certaines recrues, conduit des migrants éducatifs, à l'instar de Dinh Doan Tê et Dang Tu Mân, à combiner études et emplois, témoignage de la porosité du statut d'étudiant et de celui de travailleur. Seulement quatre anciens étudiants sont présentés comme des activistes mais l'arrestation de cinq autres ainsi que la fabrication d'armes par Lê Câu Tinh laissent entendre la participation à des activités politiques jugées séditeuses par les Français ou par d'autres autorités, à l'instar des Britanniques à Hong Kong. Il demeure difficile de savoir dans quelle mesure ces militants tirent profit de leurs études japonaises : Lê Câu Tinh peut avoir été formé à la manufacture d'armes pendant son séjour mais il est aussi possible que les compétences de Hoang Hung en termes de fabrication de bombes soient le fruit d'un apprentissage plus informel. Si l'on excepte ceux dont les activités sont méconnues, deux anciens étudiants se distinguent par des activités non-militantes. Hoang Dinh Tuân est présenté comme un professeur et éditeur. Toutefois, sa naturalisation chinoise et ses activités éditoriales peuvent souligner la volonté, d'une part, d'échapper au pouvoir colonial dont il

n'est plus un sujet, et, d'autre part, de diffuser des idées politiques. Cac Truc Hai semble quant à lui davantage opter pour une carrière dépolitisée en ce qu'il travaille pour un Occidental. Les activités postérieures aux études sont donc variées. Surtout, le récit de Phan Bội Châu révèle l'impossibilité du retour dans le territoire d'origine, sous peine d'arrestation. Les anciens étudiants-militants circulent en Asie de l'Est et du Sud-Est, plus rarement en Europe comme Nguyễn Mach Chi, afin d'y poursuivre leurs activités. À l'instar du leader du mouvement, ils peuvent s'appuyer sur des réseaux et contacts panasiatiques, notamment avec la Chine. Cette présence extra-coloniale dans le cadre d'une mobilisation politique peut s'inscrire à moyen et long terme : le 19 juin 1924, c'est un ancien membre du *Đông Du* présent à Canton, Phạm Hồng Thái, qui est à l'origine de l'attentat raté contre le gouverneur général de l'Indochine Martial Merlin à proximité de Canton²⁵⁵³.

L'entre-deux-guerres voit se renforcer les flux d'étudiants-militants, alimentés par les formations dispensées en Chine et, surtout, en URSS. Les individus sortant de ces écoles sont destinés à des activités politiques : ils cherchent à grossir les rangs des militants et partisans, aussi bien dans la colonie qu'en métropole²⁵⁵⁴, et organisent des mouvements et groupes politiques. Ces derniers sont particulièrement friands de cette élite à l'éducation politique poussée²⁵⁵⁵ dont les initiatives sont parfois pensées dès le séjour d'étude : ainsi, Trần Văn Giàu profite de sa formation à l'Université communiste des travailleurs d'Orient, entre mai 1931 et septembre 1932, pour préparer un plan d'action pour le jeune Parti communiste indochinois²⁵⁵⁶. Il tente de l'appliquer à son retour en Cochinchine en janvier 1933. Son expérience témoigne alors du rôle politique central des anciens étudiants mobiles puisqu'il s'associe à d'autres « Retours de Russie » mais aussi à des « Retours de France », dont le trotskiste Tạ Thu Thâu, ancien étudiant de la faculté des sciences de Paris, afin de former un groupe et un journal sous le nom de *La Lutte*²⁵⁵⁷. Or, le devenir politique des migrants éducatifs demeure menacé par l'appareil répressif mis en place par les autorités coloniales et

²⁵⁵³ À ce sujet, voir notamment : Céline Marangé, *Le communisme vietnamien (1919-1991) Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 57

²⁵⁵⁴ Sans donner de sources précises, la journaliste états-unienne Virginia Thompson mentionne 250 Annamites formés militairement qui recrutent 1 000 partisans une fois de retour en Indochine à la fin des années 1920 : Virginia Thompson, *French Indo-China*, Londres, George Allen and Unwin Ltd, 1937, p. 490.

²⁵⁵⁵ David Pomfret, « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. Jobs, David M. Pomfret (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 125.

²⁵⁵⁶ Céline Marangé, *Le communisme vietnamien...*, op.cit., p. 109.

²⁵⁵⁷ Ce front se caractérise par la mobilisation de moyens légaux afin de lutter contre le pouvoir colonial : *ibid.*

impériales. D'anciens étudiants de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient sont arrêtés à la suite de leur retour en Indochine²⁵⁵⁸ tandis que le CAI traque les « Retours de Moscou » rejoignant la métropole à la fin de leurs études²⁵⁵⁹.

Le devenir politique des étudiants mobiles ne se cantonne pas aux cas spécifiques des étudiants engagés dans des études militantes. D'une manière plus générale, le séjour d'étude est l'occasion d'une politisation qui peut orienter les parcours ultérieurs des candidats au diplôme. Certains élèves de l'École Pavie sont présentés par les représentants diplomatiques français comme des agitateurs à la suite de leur retour en Chine²⁵⁶⁰. Initialement destinés à être des agents de l'impérialisme français en Asie, ils sont à l'origine de « discours publics où (sic) privés » et « se mêle[nt] des affaires locales et des questions internationales par des pamphlets ou des accusations aux hautes autorités²⁵⁶¹ ».

Si la participation aux grèves scolaires dans les colonies peut constituer une porte d'entrée à un engagement politique sur le long terme, les séjours extra-coloniaux, confrontant à des sociétés non marquées par la situation coloniale, offrent eux aussi des opportunités de réflexion et de mobilisation qui outrepassent le simple temps de l'étude. Au cours de son apprentissage juridique entre 1918 et 1920, Nguyễn An Ninh s'engage politiquement en même temps qu'il découvre la philosophie politique française ; à son retour de métropole, il poursuit ses activités politiques, exhortant notamment la jeunesse vietnamienne à se former en France dans son journal, *La Cloche Fêlée*²⁵⁶². Dans ses mémoires, Jyoti Basu explique que le séjour à Londres a conduit certains étudiants à prendre conscience qu'à leur retour en Inde, ils se consacraient au communisme²⁵⁶³. Après ses études de droit, en 1940, il commence lui-même une carrière au sein du Parti communiste indien.

La circulation globale d'informations oriente les lendemains des études : déjà sensibilisée aux questions politiques par son entourage avant son départ, Kamaladevi

²⁵⁵⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : ensemble du dossier ; Céline Marangé, *Le communisme vietnamien...*, *op.cit.*, p. 103.

²⁵⁵⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44 : *Écoles communistes en URSS* : ensemble du dossier.

²⁵⁶⁰ ANV1, dossier 4 815 : *AS de la suppression de l'École Pavie* : « Courrier du vice-consul, délégué par interim du ministre des Affaires étrangères au Yunnan au gouverneur général de l'Indochine par interim, 21 mars 1908 ».

²⁵⁶¹ *Ibid.*

²⁵⁶² Scott McConnell, *Leftward Journey...* *op.cit.*, p. 51 ; Céline Marangé, *Le communisme vietnamien...*, *op.cit.*, p. 68.

²⁵⁶³ Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 103.

Chattopadhyay découvre le mouvement de non-coopération mené par Gandhi au début des années 1920 alors qu'elle étudie la sociologie à Londres ; à son retour dans la colonie britannique, elle s'engage politiquement et devient la première femme à se présenter à un mandat législatif, sous la bannière du Parti du Congrès indien²⁵⁶⁴.

Alors que l'impact spécifique de la migration éducative sur les carrières et activités politiques en aval demeure difficile à mesurer, des tensions apparaissent parfois avec les débouchés professionnels. Des réflexions sont menées concernant la compatibilité entre carrière administrative et engagement anticolonialiste²⁵⁶⁵. La répression et l'impossibilité de subvenir à ses besoins conduisent à repenser les devenirs politiques : le parcours de Nguyễn Thế Vinh à la suite de ses études à Montpellier puis à Moscou témoigne de l'enchevêtrement de ces enjeux²⁵⁶⁶. De retour en Indochine, il s'engage d'abord dans des activités militantes puisqu'il échange avec les membres du VNQDĐ. En parallèle, il peine à obtenir un emploi : sa candidature auprès du gouvernement de la Cochinchine est rejetée tandis qu'il refuse un poste mal payé à l'École centrale de commerce de Saigon. En juillet 1930, la résidence supérieure du Tonkin lui annonce que son diplôme montpelliérain n'est pas suffisant pour devenir secrétaire ou commis administratif. Après avoir également postulé auprès de compagnies de chemins de fer et d'une école de sténo-dactylo, il considère qu'il « devrait nécessairement dire la vérité à M. le chef de la Sûreté au Tonkin²⁵⁶⁷ » afin de pouvoir faire carrière dans la colonie. S'adressant à ce dernier par courrier le 26 juillet 1930, il est reçu dès le lendemain pour sa déposition dans laquelle il décrit avec précision son parcours, notamment politique. Selon Vinh, son incapacité à tirer profit de sa formation métropolitaine est liée à son militantisme dont il s'écarte volontairement pour tenter de s'assurer un débouché professionnel. De la même manière, en 1934, un rapport à destination de Moscou évoque une douzaine de traîtres et provocateurs parmi les « Retours de Russie²⁵⁶⁸ ». Quelques années plus tard, différents rapports destinés à l'India Office soulignent qu'une faible proportion de « Retours de Grande-Bretagne » sont ouvertement communistes alors que ces

²⁵⁶⁴ « Kamaladevi Chattopadhyaya », *Making Britain – The Open University*, notice en ligne : open.ac.uk/researchprojects/makingbritain, consultée le 27 août 2021.

²⁵⁶⁵ Voir notamment : Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 99-106.

²⁵⁶⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise* : « p. 15 ».

²⁵⁶⁷ *Ibid.*

²⁵⁶⁸ Céline Marangé, *Le communisme vietnamien... op.cit.*, p. 103.

idées circulent largement dans les milieux universitaires métropolitains²⁵⁶⁹. L'avenir politique des étudiants mobiles apparaît tant fluctuant que négociable, ce qui ne rend que plus difficile à saisir.

3. Entre prestige et déclassement : enjeux sociaux des Retours d'études

À la suite de leurs études, les individus mobiles peuvent prétendre à des emplois ou des fonctions en adéquation – ou non – avec leur formation, au sein de leur territoire d'origine ou en dehors de celui-ci. La transition de l'étude à la vie active, qu'elle soit professionnelle ou politique, n'en est pas moins complexe. En parallèle, l'expérience du retour n'est pas seulement modelée par le savoir théorique et/ou pratique acquis dans les salles de classe et sur les bancs des universités. Les activités et occupations para- et extra-éducatives, comme la participation à des actions politiques ou l'implication dans la publication d'un journal, façonnent elles aussi potentiellement le retour, sur un temps plus ou moins long. Elles rappellent que la migration étudiante est une expérience globale qui vient modifier, à des degrés variables, les façons d'être, de faire et de penser. Si cette (re)socialisation se produit au cours du voyage et du séjour, elle doit aussi être appréhendée au moment du retour. Autrement dit, il s'agira ici de proposer des pistes afin d'appréhender l'impact des transformations sociales subies par les anciens migrants éducatifs lorsqu'ils et elles retrouvent leurs territoire et société d'origine. Le reclassement/déclassement provoqué par l'accès aux études est alors souligné et négocié par différents acteurs des sociétés coloniales.

Le retour d'une part importante d'étudiants dans leur territoire d'origine, généralement auprès de leurs proches, a déjà été souligné. Ce processus concerne les populations colonisées et intègre aussi des enfants de colons ou les étrangers quittant les colonies après y avoir fait leurs études. Il est souvent soutenu par les encadrants de la mobilité, notamment les pouvoirs publics, désireux de limiter la rupture avec la société d'origine, avec

²⁵⁶⁹ BL, IOR, dossier L/PJ/12/638 : *Political Activities of Indian Students in the UK* : « Courrier de G. Cunningham au gouverneur général de l'Inde, 7 janvier 1942 ».

laquelle un lien a pu être maintenu, par l'intermédiaire de correspondances et de tuteurs, pendant toute la durée du séjour.

Afin de préparer ces arrivées post-éducatives, des informations sont demandées et/ou transmises aux proches des migrants²⁵⁷⁰. Les retrouvailles avec la société d'origine peuvent avoir lieu dès la gare, le port ou l'entrée de la ville ou du village, en fonction du moyen de déplacement utilisé. Si une dimension sentimentale est à prendre en compte, l'accueil dénote aussi le prestige associé aux études, d'autant plus lorsqu'un succès académique conduit à un poste prestigieux. En 1912, le frère aîné de S.K. Kirpalani, de retour à Hyderabad après avoir fréquenté le Merton College d'Oxford et intégré le barreau, est accueilli par 2 000 personnes sur le quai de la gare locale²⁵⁷¹. Il est alors le premier sikh à avoir réussi le concours de l'ICS. Sa communauté religieuse organise quatre jours de banquets en son honneur tandis qu'un représentant des pouvoirs publics, le *British collector*, le félicite personnellement et publiquement. La réception des migrants éducatifs par leurs communautés d'origine est particulièrement grandiose, voire scénarisée, lorsque ces circulations sont rares et nouvelles. Elle est également plus marquée lorsque l'étudiant revient de territoires lointains. Or, certaines réticences déjà exprimées avant le départ perdurent quelques fois au moment du retour, notamment concernant les voyages d'étudiants hindous au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. En juillet 1891, de retour en Inde, M.K. Gandhi doit composer entre deux tendances au sein de sa caste d'origine, composées de ceux qui le réadmettent directement et de ceux qui continuent de l'exclure²⁵⁷² :

Pour satisfaire le dernier groupe, mon frère m'emmena à Nasik avant d'aller à Rajkot, me fit prendre un bain dans la rivière sacrée et, en rejoignant Rajkot, donna un dîner de caste. Je n'aimais pas tout cela. Mais l'amour de mon frère pour moi était sans limite, et ma dévotion à son égard était proportionnel à celui-ci, et ainsi j'ai mécaniquement agi comme il le souhaitait, prenant ses souhaits pour loi. Les difficultés liées à la réadmission à la caste étaient ainsi pratiquement terminées²⁵⁷³.

²⁵⁷⁰ Voir par exemple les dossiers individuels conservés dans le fonds du GGI aux ANOM, dont : dossier 51 389 : *Nguyễn Van Kem, 1926*.

²⁵⁷¹ Sumite Mukerjee, *Education, Nationalism, and Migrant Identities... op.cit.*, p. 130.

²⁵⁷² M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 180.

²⁵⁷³ « To please the former my brother took me to Nasuk before going to Rajkot, gave me a bath in the sacred river and, on reaching Rajkot, gave a caste dinner. I did not like all this. But my brother's love for me was boundless, and my devotion to him was in proportion to it, and so I mechanically acted as he wished, taking his will to be law. The trouble about readmission to the caste was thus practically over. » : *Ibid.*

Ces cérémonies de réadmission demeurent exceptionnelles, propres à l'hindouisme et disparaissent au fil des années, dès la fin du XIX^e siècle.

Aisée ou nécessitant des démarches spécifiques, la réadmission dans la communauté d'origine est révélatrice des transformations qui ont touché les étudiants pendant leur voyage. Au-delà de leurs connaissances théoriques et pratiques et de la possession de diplômes et titres qui augmentent leur prestige social, ils sont les détenteurs de savoirs sur des territoires et communautés étrangers, sur d'autres mœurs, etc. L'ancien étudiant devient un passeur entre différentes cultures et ce, de multiples manières. D'abord, il peut transmettre ses connaissances oralement, de manière formelle ou non, au cours de réunions, ou de conférences. À chacun de ses retours, bien qu'éphémères, dans les années 1910, Nguyễn Thế Truỳnh partage son expérience lors de réunions avec les membres de sa famille et de la localité de Hành Thiên²⁵⁷⁴.

La transmission passe également par l'écrit, de manière privée ou publique. En effet, la publication de récits de voyage, de mémoires mais aussi de guides ne permet pas seulement de préparer les séjours d'études mais donne plus largement accès à des informations sur des territoires plus ou moins lointains et sur les populations qui y vivent. Dans la préface de son récit, Indu Bushan De Majumdar souligne modestement que « ces quelques pages [...] ne devraient pas être sans intérêt pour [s]es compatriotes en Inde, comme elles traitent des réminiscences d'un Hindou aux États-Unis, surtout dans les Universités américaines, bien qu'elles ne prétendent pas donner plus que de maigres informations sur un vaste pays, et sur l'éminent peuple qui l'habite²⁵⁷⁵ ».

Plus rarement, certains anciens migrants prennent des initiatives en vue de transmettre, d'une manière concrète, certaines pratiques extra-coloniales à leurs compatriotes. Il ne s'agit plus simplement d'instruire, de faire passer des connaissances, mais également de re-socialiser la communauté d'origine. Au milieu de la décennie 1910, deux anciens pupilles du Comité Paul-Bert rentrent au Tonkin : Nguyễn Qui Toân, arrivé à la mi-1914, a obtenu un certificat pédagogique de l'École normale de Châlons-sur-Marne ; Trinh Van Hoi, de retour au début de l'année 1916, a terminé deuxième ses études à l'école de tannerie,

²⁵⁷⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 44, sous-dossier *Déclarations de Nguyễn Thế Vinh recueillies par la Direction de la Sûreté générale indochinoise* : « p. 2 ».

²⁵⁷⁵ Indu Bhushan De Majumdar, *American Through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & Co, 1918, p. XV-XVI.

annexe de l'école de chimie de la faculté des sciences de Lyon²⁵⁷⁶. En 1913, ils ont tous les deux été envoyés à Reims pendant la moitié des congés estivaux afin de fréquenter, avec une dizaine d'autres Indochinois, le collège des athlètes local. Selon le périodique *l'Asie française*, ils y ont découvert l'hébertisme et « on ne manqua pas de leur suggérer l'idée de faire plus tard, après leur retour au pays natal, bénéficier leurs compatriotes d'un enseignement dont eux-mêmes avaient éprouvé les bienfaits²⁵⁷⁷ ». En 1918, des démarches sont en effet entreprises en ce sens auprès du résident supérieur du Tonkin et du résident-maire d'Hanoi. Un terrain de 18 000 mètres carré leur est attribué dans le sud de la capitale indochinoise, bien desservi par le tramway. Des subventions publiques sont débloquées et les lieux sont inaugurés le 21 décembre 1919. En quelques semaines, 132 élèves s'inscrivent aux cours dispensés par le collège d'athlètes, incluant de la gymnastique mais aussi de la boxe. Il s'agit aussi bien d'enfants que d'adultes, qu'ils soient « fonctionnaires, entrepreneurs, commerçants ». Si l'engouement initial n'est que momentané, souffrant des chaleurs estivales notamment, les activités se poursuivent et permettent d'alimenter la propagande coloniale lors de l'Exposition coloniale de Marseille de 1921 avec un film présentant « l'extraordinaire transformation des goûts de la jeunesse annamite²⁵⁷⁸ ».

Si ces initiatives de resocialisation de leurs compatriotes portées par les « Retours d'études » sont rares, leur rôle passe essentiellement par leur propre incarnation, de façon plus ou moins approfondie, de certaines manières d'être et de faire acquises pendant leur séjour. Ils personnifient une altérité à laquelle les membres de la communauté se confrontent à leur contact. À son retour d'Oxford où il a réussi à intégrer l'ICS, KPS Menon explique qu'il « devait être en démonstration du matin au soir²⁵⁷⁹ ». Les habitudes alimentaires, vestimentaires, culturelles des étudiants sont scrutées tandis que l'usage de la langue du colonisateur constitue un autre marqueur social. Certains sont décrits comme vivants toujours à l'europpéenne, comme les *barristers* revenus d'Angleterre mentionnés par l'oncle de Gandhi avant son départ²⁵⁸⁰, mais la resocialisation provoquée par la migration demeure variable. Si Menon décrit les habitudes anglaises prises par son frère, portant sa montre dans sa poche et

²⁵⁷⁶ « L'évolution physique des Annamites », *L'Écho annamite*, 1922.

²⁵⁷⁷ *Ibid.*

²⁵⁷⁸ *Ibid.*

²⁵⁷⁹ K.P.S Menon, *Many Worlds: An Autobiography*, Londres, Oxford University Press, 1965, p. 67 cité dans Sumita Mukerjee, *Education, Nationalism, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 29.

²⁵⁸⁰ M.K. Gandhi, *An Autobiography...*, *op.cit.*, p. 102.

taillant sa barbe à l'aide d'un rasoir, il relate la surprise de ses compatriotes face à sa décision de continuer à porter la tenue traditionnelle plutôt que des pantalons à l'image des Britanniques²⁵⁸¹. En 1927, l'ancien étudiant de l'école de droit de Hanoi, Vo Van Cang, « vit indifféremment à l'annamite et à la française²⁵⁸² ».

La (re)socialisation est bel et bien négociée par les étudiants, tant pendant qu'après leur voyage. Parfois adoptée et copiée par les compatriotes restés dans le pays natal²⁵⁸³, elle peut aussi compliquer la réadmission dans la société d'origine lorsqu'elle est à une cause d'incompréhension. Ancien étudiant à Montpellier où il a obtenu un diplôme de sciences, Nhứt Linh publie au cours des années 1930, dans la presse indochinoise, des dessins et des textes sur l'expérience migratoire. En août 1932, une de ses caricatures évoque ainsi la question du retour et le fossé entre l'étudiant et sa communauté d'origine (illustration 8-1). L'usage du français plutôt que de la langue maternelle mais aussi le port du costume à l'européenne ainsi que d'un chapeau associés à de nombreux bagages rappelant le titre, « docteur ès lettres », du « Retour d'études » met en avant son reclassement, c'est-à-dire son incapacité à retrouver sa place au sein de la société d'origine, provoquée par l'acquisition de compétences tant intellectuelles que sociales.

²⁵⁸¹ *Ibid.*

²⁵⁸² ANV2, GouvCoch, dossier 17 092 : *Dossier relatif aux jeunes étudiants annamites revenus de France et possédant une culture occidentale, année 1927* : « Courrier de l'administrateur du Go Cong au gouverneur de la Cochinchine, 8 avril 1927 ».

²⁵⁸³ Sumita Mukerjee, *Education, Nationalism, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 29.

Illustration 8-1 – « Le retour du sophistiqué », Phong Hóá, 18 août 1932²⁵⁸⁴



Légende (traduction personnelle) :

La mère (en vietnamien) : « Mon cher fils, pendant que tu étais parti étudier, durant quatre ans à l'étranger, ton père est mort. Je suis restée seule ici rêvant sans cesse de ton retour. »

Le fils (en français) : « Chère Maman, chère Maman, réjouis-toi, me voici arrivé. »

La mère (en vietnamien) : « Ho mon dieu ! Mon fils est-il devenu fou ? Pauvre garçon ! Je suis ta mère. »

Par conséquent, le séjour d'études transforme les individus à la fois intellectuellement et socialement à moyen et long termes. Cette transformation n'est pas propre aux mobilités éducatives liées à l'Inde et l'Indochine mais caractérise l'expérience étudiante dans son sens le plus large. Qu'il ait parcouru quelques ou des centaines de kilomètres, quittant ou non son territoire natal, l'étudiant se situe dans un entre-deux, plus ou moins marqué en fonction des

²⁵⁸⁴ Illustration reproduite dans : Greg Lockhart, « Introduction : Nhất Linh's *Going to France* », *East Asian History*, n°8, décembre 1994, p. 81.

individus, fondé sur la confrontation, l'adoption et le rejet de façons d'être, de faire et de penser primaires et secondaires. Celles-ci l'éloignent, sans forcément conduire à une rupture, de sa société d'origine. Ces réajustements passent, par exemple, par des unions entre d'étudiants colonisés et des Européennes²⁵⁸⁵.

En contexte colonial et impérial, ce reclassement du « Retour d'études » a pu être valorisé et souhaité par des acteurs de la mobilité éducative, pris au sens large, motivant certains départs pour des centres d'études à différentes échelles. Dès les années 1830, l'enseignement supérieur colonial en Inde est présenté comme un outil afin de « former une classe d'interprètes entre [les Britanniques] et les millions de personnes qu'[ils] gouvernent, une classe d'individus indiens par leur sang et par leur couleur, mais anglais par leurs goûts, leurs opinions, leurs principaux moraux et leurs intellects²⁵⁸⁶ ». Ce rôle d'entre-deux, entre colonisés et colonisateurs, des « Retours d'études » est aussi visible à travers certains argumentaires en faveur d'initiatives à l'échelle impériale, comme la Mission cambodgienne en 1885 ou la MEI durant l'entre-deux-guerres. Pour le pouvoir colonial, la formation d'une élite éduquée n'est pas seulement envisagée d'un point de vue intellectuel mais également à travers son rôle socio-politique, participant au maintien et à la légitimation de l'ordre colonial.

Or, ce reclassement est aussi redouté, voir condamné, en ce qu'il remet en cause, voire menace, la « grammaire de la distinction coloniale²⁵⁸⁷ » fondée sur une hiérarchie entre colonisateurs et colonisés. Il laisse place au terme « déclassement », à la connotation péjorative, par différents acteurs. L'impossibilité pour les Indiens diplômés des facultés libérales du Raj de trouver du travail, et donc de tirer profit de leur formation, est vue comme une source de mécontentement pouvant conduire à la contestation politique, comme le souligne le rapport de McDonnell en 1886 : « Nos écoles et *colleges* alimentent chaque année à la foule des jeunes hommes que le système d'éducation a rendu insatisfaits du cadre de vie

²⁵⁸⁵ Voir notamment : ANOM, SLOTFOM, dossier ... ; Sumita Mukerjee ; Bashir Maan, p. .

²⁵⁸⁶ « We must at present do our best to form a class who may be interpreters between us and the millions whom we govern; a class of persons, Indian in blood and colour, but English in taste, in opinions, in morals and in intellect. » [Sauf mention contraire, toutes les traductions sont de notre fait]. Minute by the Honorable T.B. Macaulay date the 2nd February 1835, disponible en ligne et consultée le 27 janvier 2017 : <http://www.mssu.edu/projectsouthasia/history/primarydocs/education/Macaulay001.htm>.

²⁵⁸⁷ Jean-Hervé Jezéquel, « Grammaire de la distinction coloniale. L'organisation des cadres de l'enseignement en Afrique occidentale française (1903-fin des années 1930) », *Genèses*, n°69, 2007/4, p. 4-25.

dans lequel ils sont nés sans leur permettre d'en intégrer un autre²⁵⁸⁸ ». Quelques décennies plus tard, des administrateurs indochinois expriment des craintes similaires : en 1908, le gouverneur général de l'Indochine Antony Klobukowski évoque le cas des anciens pensionnaires munis de diplômes aspirant aux emplois administratifs créés par – et pour – les Français plutôt qu'à devenir des collaborateurs mandarinaux initialement imaginés²⁵⁸⁹. En outre, les candidats déçus « risquent de devenir des déclassés et des mécontents²⁵⁹⁰ ». En 1917, le résident supérieur du Laos explique quant à lui qu'il est difficile pour les « Retours de France » de « retomber dans la vie indigène²⁵⁹¹ », d'autant plus lorsqu'ils peinent à trouver des emplois en accord avec leurs qualifications face à des concurrents bénéficiant de faveurs politiques et de népotisme²⁵⁹².

Ces critiques émanent parfois d'acteurs privés, à l'instar de l'avocat-défenseur Paul Ferrand qui redoute que les licenciés et docteurs en droit indochinois revenus de métropole ne trouvent pas d'emploi, préjugant de la faiblesse de leurs compétences, et se lancent dans la politique anticolonialiste²⁵⁹³. En 1925, le docteur Jean-Jacques Matignon critique quant à lui les « Babous des Indes », ces Indiens « adversaires les plus irréductibles de l'influence anglaise, bien qu'ils parlent correctement la langue de Lloyd George, qu'ils aient été éduqués à Oxford ou à Cambridge et que beaucoup soient diplômés de ces Universités²⁵⁹⁴ », redoutant un phénomène semblable chez les diplômés indochinois. Ici, les « Retours d'études » ne sont plus considérés comme des intermédiaires mais comme des potentiels opposants, la resocialisation alimentant la contestation du système colonial et impérial. Ces réflexions sur le reclassement/déclassement ne sont en outre pas l'apanage des colonisateurs mais sont

²⁵⁸⁸ « Our Schools and colleges are yearly adding to the crowd of young men whom our system of education has rendered discontented with the sphere of life to which they were born without fitting them for another. » : BL, IOR, dossier V/27/865/1 : *Technical education in India, 1886-1904* : « Statement showing the condition of Technical Education in British India in 1884-85 ».

²⁵⁸⁹ *Ibid.*

²⁵⁹⁰ *Discours prononcé par M. A. Klobukowski...*, *op.cit.*, p. 55.

²⁵⁹¹ ANOM, GGI, dossier 51 537 : *Enseignement public. Étudiants indochinois en France. Correspondances diverses relatives aux bourses d'études dans la Métropole accordées à des indigènes, 1911 à 1917* : « Courrier du résident supérieur du Laos au gouverneur général de l'Indochine, 1917 ».

²⁵⁹² *Ibid.*

²⁵⁹³ ANOM, GGI, dossier 51 524 : *Admission des jeunes Indochinois dans les établissements d'enseignement supérieur de la métropole, 1924-1925* : « Lettre ouverture au gouvernement général de l'Indochine, 13 février 1925 ».

²⁵⁹⁴ Dr Jean-Jacques Matignon, « Le Projet de Loi sur la Naturalisation des Indigènes de nos Colonies », *La Presse*, n°3 734, 26 avril 1925.

également nourries par les élites colonisées, prônant ou rejetant l'européanisation des élites²⁵⁹⁵.

Face à ces craintes, des mesures d'intégration des « Retours d'études » ont pu être envisagées. Elles dépassent la simple assurance de débouchés professionnels pour les diplômés. En 1927, le gouverneur de la Cochinchine s'adresse aux administrateurs de sa province après avoir constaté qu'« un certain nombre de jeunes Annamites, ayant fait une grande partie de leurs études en France, [étaient présents] parmi les agents de la propagande antifrançaise en Cochinchine²⁵⁹⁶ » :

Entre les causes qui peuvent influencer sur l'état d'esprit de cette jeunesse, se trouvent sans doute l'inaction à laquelle les Annamites revenant d'Europe sont souvent réduits, les difficultés de réadaptation dans leur milieu social originel, le peu de sympathie qu'ils rencontrent auprès de beaucoup de Français de la Colonie, alors qu'ils avaient trouvé partout dans la Métropole un accueil empressé.

Il nous appartient de tenir compte de ces faits pour en atténuer l'importance et pour tâcher de rallier à nous, malgré le nationalisme qui les anime, les Annamites que leur éducation leur connaissance de la France, une certaine communauté d'affinités et de goûts, semblaient destinés à être des agents utiles d'un rapprochement franco-annamite nécessaire²⁵⁹⁷.

L'administrateur demande alors à ses agents de se renseigner sur les carrières, administratives ou non, envisageables pour ces diplômés et leur suggère de les inviter aux réceptions officielles, « de les admettre au cercle du chef-lieu ou dans certaines sociétés de sport où ils se rencontreraient avec l'élément français²⁵⁹⁸ ». Des listes de « Retours d'études », sortis d'établissements coloniaux ou métropolitains, sont transmises par les chefs de province mais il est difficile de mesurer l'impact réel des mesures énoncées par le gouverneur de la colonie. Si des manifestations intègrent des représentants de la société indigène, qui ne sont pas toujours des « Retours d'études », la méfiance teintée de racisme de certains représentants des autorités coloniales est perceptible à travers les propos de l'administrateur de Trà Vinh, évoquant la mentalité des Indochinois pour justifier une absence de contact²⁵⁹⁹. Ainsi, les

²⁵⁹⁵ Voir notamment : David Pomfret, « 'Colonial Circulations'... art.cit. », p. 131-134.

²⁵⁹⁶ ANV2, GouvCoch, dossier 17 092 : *Dossier relatif aux jeunes étudiants annamites revenus de France et possédant une culture occidentale, année 1927* : « Courrier du gouverneur de la Cochinchine aux administrateurs et chefs de province, 12 mars 1907 ».

²⁵⁹⁷ *Ibid.*

²⁵⁹⁸ *Ibid.*

²⁵⁹⁹ *Ibid.* : « Courrier de l'administrateur de la province de Trà Vinh au gouverneur de la Cochinchine, 16 mars 1927 ».

études, et les migrations qui y sont associées, renouvellent potentiellement les sociabilités après le retour, comme le soulignent également les fêtes indo-européennes auxquelles prend part la famille Tyabji formée en métropole²⁶⁰⁰.

Finalement, le voyage d'étude peut conduire à une rupture, plus ou moins franche, avec la société d'origine. Au moment du retour, elle se double d'une rupture avec la communauté de la terre d'étude. Toutefois, des liens avec celles-ci perdurent. En témoignent certains échanges épistolaires ou la publication de nouvelles d'*alumni* dans les journaux étudiants, comme *Le Monôme* destiné aux étudiants et anciens étudiants de l'Université indochinoise²⁶⁰¹ ou encore, le journal du Maria Grey College de Londres, relayant des informations sur ses anciennes élèves aux carrières pédagogiques, dont des ressortissantes d'Inde britannique²⁶⁰². Y sont mentionnés aussi bien les évolutions et succès professionnels que des éléments appartenant davantage à la sphère privée, à l'instar des naissances, mariages et décès. Alors que les « Retours d'études » transmettent leurs connaissances de territoires et sociétés étrangères à leurs communautés d'origine, ils sont à l'origine de flux d'informations inverses, qu'elles concernent leur vie privée mais aussi plus largement la situation des colonies²⁶⁰³. En somme, les étudiants et anciens étudiants tissent des liens globaux de connaissances et de savoirs qui dépassent le cadre de la salle de cours et de leur acquisition de compétences.

En 1945, un MIT Club est inauguré en Inde britannique²⁶⁰⁴. Il se destine aux anciens étudiants de l'institution du Massachusetts de retour dans la colonie après l'obtention de leur diplôme. L'objectif est à la fois de pérenniser un sentiment d'appartenance à une communauté étudiante spécifique au-delà du moment de l'étude et de favoriser l'entrée dans

²⁶⁰⁰ Sumita Mukerjee, *Education, Nationalism, and Migrant Identities...*, *op.cit.*, p. 64.

²⁶⁰¹ *Le Monôme*, 1936-1945 : ensemble des numéros.

²⁶⁰² Brunel University Archives, Maria Grey Training College : *Maria Grey College Magazine* : *passim*.

²⁶⁰³ Voir par exemple l'article d'E.White, « An Old Student's Work in India » publié dans le *Maria Grey College Magazine* en novembre 1901.

²⁶⁰⁴ Ross Bassett, *The Technological Indian...*, *op.cit.*, p. 166.

la vie active, à travers la mise en place d'un réseau professionnel facilitant l'accès à des postes en adéquation avec la formation d'ingénieur reçue aux États-Unis. Alors que les admissions indiennes au MIT ont atteint leur apogée l'année précédente, dépassant la quarantaine d'inscrits²⁶⁰⁵, l'association d'*alumni* cristallise les enjeux liés au retour des étudiants mobiles : les diplômés réintègrent la société d'origine sans rompre avec les sociabilités entamées pendant leurs études, ce qui leur fournit un outil de négociation des débouchés professionnels en accord avec leurs compétences intellectuelles et techniques.

Pour une part importante d'étudiants, le retour de mobilité permet de retrouver la société d'origine sans correspondre à un retour au *statu quo ante*. La migration éducative a transformé l'individu qui l'entreprend, en lui permettant d'acquérir un savoir qui peut être théorique ou pratique, intellectuel, social ou politique. Cette transformation est complexe tant elle varie d'une trajectoire à l'autre, soumise à la capacité d'action de l'étudiant mobile mais aussi à l'influence des acteurs qu'il côtoie. Elle doit permettre d'accéder à un statut nouveau qui ne se résume pas à un passage d'étudiant à diplômé ou encore, de l'enfance à l'âge adulte. Nombreux sont les individus reprenant leurs études après une expérience professionnelle. Dans ce contexte, le retour correspond davantage à une (re)négociation du statut social et professionnel, à travers le prestige associé à la formation et/ou l'obtention d'un titre spécifique.

Toutefois, entreprendre des études en dehors du territoire d'origine, quelle que soit l'échelle, ne garantit pas toujours des débouchés en accord avec la formation poursuivie. Ainsi, l'admission à un établissement prestigieux en dehors de la colonie ne facilite pas toujours l'entrée dans la vie active. Les facteurs influant sur l'avenir des anciens étudiants sont multiples.

Surtout, dans le cadre des empires, les retours d'étudiants nuancent une approche duale, séparant colonisateurs et colonisés, des sociétés impériales. Que ce rôle soit valorisé ou redouté, les mobilités étudiantes ont pu nourrir des contacts entre différents groupes et différentes classes à différentes échelles, qui ne disparaissent pas toujours après la migration et font des individus mobiles des passeurs participant à une circulation globale de la connaissance.

²⁶⁰⁵ *Ibid.*, p. 172.

Conclusion générale

Écosse, février 2019. Depuis quelques semaines, les locaux de l'Université d'Édimbourg accueillent une exposition dédiée aux étudiants coloniaux et étrangers, ces *global alumni* qui ont fréquenté la capitale écossaise depuis le XIX^e siècle. Au détour d'un séjour dans les archives de l'institution, la doctorante en mobilité que je suis se retrouve face à face avec Kadambini Ganguly, une des premières physiciennes d'Asie du Sud, diplômée en 1890, Firandra Nath Bose, admis à l'Edinburgh College of Art au début des années 1910 et futur collaborateur du sculpteur Rodin, ou encore Ansuyah Singh, membre de la diaspora indienne d'Afrique du Sud et qui obtient son diplôme de médecine en 1944.

Lancé en septembre 2018 par un groupe d'étudiants de l'Université d'Édimbourg, le projet collaboratif UncoverED²⁶⁰⁶ se trouve aux racines de cette installation composée de multiples documents, alliant photographies, extraits de mémoires, presse et papiers universitaires. Sa mission : parcourir les archives de l'institution afin de découvrir, dans le sens « mettre au jour », les trajectoires d'étudiants méconnues du grand public, si ce n'est négligées par la communauté universitaire elle-même. De cette manière, l'initiative s'inscrit dans un programme décolonial (*decolonial agenda*) plus large cherchant à dénoncer et dépasser des pratiques contemporaines encore marquées par les héritages du colonialisme.

En somme, UncoverED fait écho à certaines de mes propres réflexions de jeune chercheuse en histoire – le constat d'une historiographie encore lacunaire et parcellaire ; la nécessité de repenser les sources permettant d'écrire une histoire sociale des étudiants et de l'éducation d'une manière large ; la prise en compte d'une construction globale de l'enseignement supérieur – qui ont alimenté la présente thèse.

²⁶⁰⁶ Voir notamment la présentation disponible sur le site internet d'UncoverED : <http://uncover-ed.org/about-uncovered/>.

En effet, en proposant une réflexion d'histoire globale sur les mobilités d'étudiants en Asie à travers les cas de l'Inde britannique et de l'Indochine française, cette étude a cherché à décloisonner l'histoire de l'enseignement supérieur et technique en offrant une réflexion sur sa construction et les sociétés auquel il s'adresse, à travers le spectre de la circulation éducative. Ce faisant, elle a d'abord nuancé l'idée d'un enseignement supérieur et technique spécifique aux colonies, fonctionnant en vase clos, en soulignant le caractère multiscalair de l'accès à l'éducation. Elle a, en parallèle, mis en avant les mesures et stratégies à l'œuvre par les pouvoirs coloniaux et impériaux tout en les croisant avec celles d'autres acteurs, s'émancipant d'une association restrictive, et quasi-systématique dans l'historiographie de l'éducation en situation coloniale, entre enseignement et pouvoirs publics. Finalement, elle a confirmé que la mobilité se trouve au cœur du processus éducatif tout en révélant des enjeux qui le dépassent ; les parcours individuels qui la constituent permettent de mieux saisir le rôle de l'étudiant en tant qu'acteur social.

1. La mobilité au cœur de l'enseignement supérieur et technique

La comparaison des systèmes éducatifs en place en Inde et en Indochine met en avant l'hétérogénéité de l'enseignement supérieur et technique en situation coloniale. Du côté indien, il repose dès les années 1850 sur la translation d'un modèle métropolitain, en l'occurrence celui de l'Université de Londres, avec la fondation d'universités au sein desquels les programmes et diplômes connaissent tout de même des adaptations. La multiplication des pôles d'études, conséquence de l'ouverture de *colleges* dispensant les cours, complexifie les flux éducatifs déjà marqués par une polycéphalie universitaire en œuvre depuis 1857 à travers les trois fondations de Calcutta, Bombay et Madras. Cette démultiplication des universités se renforce jusqu'aux indépendances tandis que de nombreux acteurs non-gouvernementaux participent à façonner le système éducatif indien, incluant des membres de l'élite colonisée, des acteurs académiques ou encore des missionnaires.

À l'inverse, l'Indochine se caractérise par une mise en place à la fois plus tardive et progressive d'un enseignement supérieur davantage monocéphale, à partir de 1902, précédé par quelques écoles professionnelles à la fin du XIX^e siècle. Concentrant leurs initiatives sur Hanoi, malgré quelques initiatives isolées et parfois éphémères à Saigon, Hué, Phnom Penh et

Vientiane, les autorités coloniales souhaitent offrir une formation pratique, utile à l'œuvre coloniale et impériale, qui se distingue de l'enseignement métropolitain. Il faut attendre l'entre-deux-guerres pour que certaines écoles supérieures adoptent un fonctionnement semblable aux facultés de métropole.

Il n'existe donc pas *un* enseignement supérieur colonial. Ces différences ne doivent toutefois pas masquer des similitudes entre systèmes indien et indochinois. D'abord, les filières professionnalisantes sont valorisées et promues au sein des deux territoires dès la fin du XIX^e siècle, en ce qu'elles participent à la mise en valeur des colonies et doivent permettre d'éviter le déclassement des diplômés en leur offrant des opportunités d'emploi. Ensuite, les cartographies éducatives des deux territoires mettent en avant la plus grande dissémination des établissements d'enseignement technique, se déployant à un niveau local. Surtout, le développement de mobilités étudiantes à plusieurs échelles constitue, dans les deux cas, une caractéristique majeure de l'enseignement supérieur et technique. Ce constat n'est propre ni aux situations coloniales et impériales ni à l'époque contemporaine : dès le Moyen-Âge, la *peregrinatio academica* associait études et voyages tandis que des migrations éducatives antérieures à la colonisation sont visibles en Asie du Sud et du Sud-Est. Aux XIX^e et XX^e siècles les migrations universitaires connaissent un nouvel essor et conduisent essentiellement vers des établissements ouest-européens et nord-américains. De la sorte, cette thèse a permis de se dégager d'une approche en vase clos de la formation éducative en Asie coloniale afin de l'intégrer à des dynamiques plus larges. Partant, c'est la définition même de l'enseignement supérieur et technique qui a été repensée : celui-ci ne se limite pas à des initiatives portées par les pouvoirs publics au sein d'un territoire bien défini. Autrement dit, considérer la mise en place d'institutions au sein des colonies ne suffit pas pour bien saisir les modalités et enjeux de l'accès aux études.

En effet, les mobilités étudiantes accompagnent – voire précèdent – la mise en place d'établissements éducatifs dans les colonies. Elles permettent de rejoindre des écoles et universités à la fois aux échelles coloniales et extra-coloniales, révélant complémentarités et concurrences au sein et entre ces différents niveaux. L'absence d'établissements coloniaux, en Indochine notamment, ou la non-équivalence des enseignements et des certifications incitent certains étudiants à quitter leur territoire d'origine. Toutefois, cette volonté de compenser et/ou de compléter l'offre disponible ne fournit pas une explication suffisante au

développement des flux : la consolidation des systèmes éducatifs en situation coloniale entre la fin du XIX^e siècle et les indépendances ne vient pas tarir les migrations éducatives extra-coloniales, bien au contraire. Le prestige associé à certains établissements impériaux ou étrangers ou plus largement, au voyage d'études, la volonté d'éviter toute formation associée au pouvoir colonial et impérial, ou encore les opportunités de financement sont autant de facteurs participant à l'essor de circulations impériales et internationales. Alors que celles-ci atteignent leur apogée au cours de l'entre-deux-guerres, elles se combinent à des effectifs croissants dans les établissements des possessions ultramarines, qui accueillent eux aussi plus ou moins ponctuellement des étudiants étrangers.

Une multitude d'acteurs façonne l'enseignement supérieur et technique auquel ont accès les individus quittant ou rejoignant l'Inde ou l'Indochine. Les mobilités extra-coloniales sont d'abord alimentées par les étudiants eux-mêmes, révélant leur capacité d'action, ainsi que par leurs proches, par des philanthropes ou des organisations privées. Ceux-ci agissent depuis les territoires de départ comme d'arrivée des candidats au diplôme. En cherchant à attirer des étudiants vers un pôle d'étude, ils donnent une dimension transnationale, transimpériale, voire globale à l'accès au savoir, qui peut être mis au service d'une diplomatie universitaire. Dans ce contexte, les autorités coloniales et impériales s'engagent progressivement dans les circulations éducatives, à partir des dernières années du XIX^e siècle. Elles commencent par fournir des soutiens financiers, par l'intermédiaire de bourses, et sont quelques fois à l'initiative de filières étudiantes, à l'instar de la Mission cambodgienne ou de l'accueil d'étudiants chinois au sein d'établissements coloniaux. Un tournant a lieu au début du XX^e siècle lorsqu'authorités françaises comme britanniques cherchent à encadrer plus largement les mobilités. Des divergences inter-impériales apparaissent quant à la réalisation de ce dessein commun : l'encadrement paraît moins coercitif au sein de l'empire britannique où il ne s'agit pas de limiter les départs mais d'assurer une mission de conseil et d'orientation ; le gouvernement général de l'Indochine cherche davantage à imposer son contrôle sur les mobilités voire à rediriger les flux vers les écoles supérieures d'Hanoi. Malgré tout, la surveillance politique des étudiants originaires des colonies reste une réalité commune aux deux empires coloniaux, tout particulièrement à l'égard d'individus issus des populations colonisées. Les mesures mises en place, aussi coercitives soient-elles, n'empêchent pas des étudiants, boursiers ou non boursiers, d'échapper au contrôle des pouvoirs publics.

Par conséquent, les mobilités étudiantes sont une caractéristique essentielle de l'enseignement supérieur et technique en ce qu'elles en dessinent et en modifient les contours à travers des jeux d'échelles. Elles façonnent les entreprises éducatives dans les colonies comme dans les territoires d'accueil où des établissements ouvrent leurs portes aux étudiants des colonies, à l'instar du Maria Grey Training College de Londres, de l'École coloniale du Havre, de l'Université Waseda de Tokyo ou encore du Massachusetts Institute of Technology. Ce constat prêche en faveur d'une approche globale de l'histoire de l'enseignement supérieur et technique qui se doit maintenant de dépasser le double cas indo-indochinois. Pour cela, une démarche collective, à l'exemple d'UncoverED cité en exergue, semble indispensable.

2. Les multiples facettes de la migration étudiante

Étudier les mobilités étudiantes en Asie coloniale, c'est donc repenser l'histoire de l'enseignement supérieur et technique afin de mettre en avant des enchevêtrements d'échelles et d'acteurs. L'accès au savoir se décline en de multiples voies, qu'il s'agisse de quitter son village ou sa ville d'origine pour rejoindre un établissement colonial ou de s'engager dans des mobilités à plus petite échelle. L'histoire de l'éducation croise alors celle des migrations, soulignant la dimension pédagogique de celles-ci. Or, si ce moment mobile doit conduire à des établissements éducatifs, le voyage d'études se révèle plus complexe que le simple passage d'un point A – le territoire d'origine – à un point B – la terre d'études. Il ne peut se réduire à une admission dans une université, un *college* ou une école. L'étude des trajectoires d'étudiants et d'étudiantes, qu'ils et elles quittent ou rejoignent l'Inde ou l'Indochine, qu'ils et elles soient issus des populations colonisatrices, colonisées ou étrangères, soulignent leur complexité. La migration peut être composée de plusieurs rebonds, associant différentes échelles : la fréquentation d'un établissement colonial peut précéder un séjour extra-colonial, voire extra-impérial, qui peut lui-même se composer de plusieurs destinations successives. Dans certains cas, la mobilité étudiante est précédée d'une mobilité scolaire, conduisant à fréquenter des établissements primaires et/ou secondaires. D'autres fois, des allers-retours entre le territoire d'origine et la terre d'études sont visibles, notamment pendant les vacances scolaires, tandis que les congés fournissent l'opportunité

de circuler au sein du territoire d'accueil ou de contrées voisines. Les migrations éducatives recouvrent donc des réalités temporelles et spatiales variées.

Partir, ce n'est pas toujours étudier : les difficultés d'admission, la maladie, le manque d'argent, etc., peuvent compliquer l'accès aux cours. Toutefois, partir, c'est toujours se confronter à l'inconnu, à l'autre, à l'ailleurs, que cela soit pendant le voyage, à bord d'un navire par exemple, ou pendant le séjour lui-même, au sein des établissements éducatifs mais aussi dans les lieux de la vie quotidienne, dans les infrastructures d'hébergement, les espaces de sociabilité, etc. Au-delà de l'acquisition d'un savoir théorique et/ou pratique, la mobilité étudiante propose une pédagogie, un apprentissage par le voyage et le mouvement, à travers la découverte de sociétés et de territoires nouveaux²⁶⁰⁷. Celle-ci n'est pas nouvelle et fait notamment écho aux « Grands Tours » de l'époque moderne. Elle a un impact sur le rapport à soi et le rapport aux autres, pouvant conduire à un processus de (re)socialisation, qu'il soit redouté ou recherché, tour à tour synonyme de prestige et de déracinement.

Ainsi, cette thèse défend l'idée d'un décloisonnement des migrations savantes, en ce qu'elles ne doivent pas être seulement appréhendées à travers l'accès à un savoir théorique ou pratique, mais comme une expérience migratoire totale. La mobilité est aussi importante que l'étude et les multiples enjeux qu'elle recouvre doivent venir nourrir des recherches plus larges sur les migrations comme cherchent à le faire, depuis quelques années, certains chercheurs et groupes de recherches, associant histoire, sociologie, géographie, littérature ou encore linguistique²⁶⁰⁸.

De plus, si la mobilité forme l'étudiant qui l'entreprend, elle se trouve au cœur d'enjeux qui dépassent le strict cadre éducatif. Les multiples acteurs qui investissent les migrations y associent des objectifs sociaux, politiques et/ou diplomatiques. D'une part, des stratégies de

²⁶⁰⁷ Récemment, ce rôle éducatif du voyage a été souligné par des travaux en sciences de l'éducation, en philosophie et en géographie. Voir notamment : Thibault Vian, *L'éducation par le voyage*, Paris, L'Harmattan, 2019 ; Emmanuelle Peyvel (dir.), *L'éducation au voyage – Pratiques touristiques et circulations des savoirs*, Rennes, PUR, 2019. Voir aussi le podcast inspiré par ces travaux : « L'éducation au voyage », *Être et savoir*, 30 juin 2019, disponible en ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/etre-et-savoir/leducation-au-voyage>, consulté le 3 septembre 2021.

²⁶⁰⁸ L'historiographie britannique inclut, depuis le début du XXI^e siècle, des travaux sur les migrations sud-asiatiques, leur impact sur la construction de soi et d'autrui, en prenant en compte certaines mobilités étudiantes. En France, les travaux menés au sein de l'Institut Convergence Migrations, et notamment dans son département Global, depuis 2017, cherchent à décloisonner les recherches sur les migrations : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/>.

préservation ou d'amélioration du statut social d'un individu, voire de sa famille, sont à l'œuvre. D'autre part, des objectifs politiques variés motivent certaines circulations étudiantes. Ils sont d'abord le fruit de la situation coloniale et impériale dans laquelle se trouvent l'Inde et l'Indochine. Si certaines migrations sont promues dans l'espoir de former des diplômés loyaux et utiles à l'ordre colonial, d'autres cherchent, à l'inverse, à le contester. Nationalisme, (anti)colonialisme et (anti-)impérialisme alimentent les flux d'étudiants, faisant de ces derniers des cibles mais aussi des acteurs politiques.

Enfin, les migrations sont révélatrices d'une géographie des puissances et de son évolution entre le milieu du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les concurrences impériales s'expriment à travers elles, mobilisant la diplomatie universitaire, comme dans le cadre des circulations entre Inde française et Inde britannique, des mobilités d'étudiants chinois ou encore de l'ouverture de l'Université indochinoise aux ambitions tant coloniales que régionales.

Des contacts transimpériaux apparaissent, visibles dans les archives dont certaines méritent d'être exploitées au-delà de la simple thématique de la circulation étudiante²⁶⁰⁹. À partir du tournant du XX^e siècle, l'arrivée d'étudiants – indiens puis vietnamiens – au Japon témoigne quant à elle de l'entrée de l'Empire du soleil levant dans le club des puissances internationales sans toutefois révéler un véritable élan panasiatique. Concurrences et collaborations diplomatiques quant au contrôle des flux éducatifs transparaissent. On les retrouve en Europe, dès les années 1910, lorsque des étudiants indiens sont accueillis au sein du Reich mais aussi au cours des années 1930 avec les tentatives de captation d'un public étudiant asiatique par l'Italie de Benito Mussolini. Au cours du même entre-deux-guerres, l'essor du communisme et les actions du Komintern depuis Moscou alimentent et sont alimentées en retour par les migrations d'étudiants. La dimension idéologique de certaines circulations permet de dessiner une diplomatie étudiante, c'est-à-dire une promotion de certaines idées politiques par l'intermédiaire des étudiants, dans le cadre de leur formation

²⁶⁰⁹ Des circulations administratives, d'experts mais aussi de diplômés s'y manifestent. Voir par exemple : Archives nationales du Vietnam – centre n°1 (ANV1), gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 8 857 : *Rapport sur le passage au Tonkin de Tcheng Yong Tchang, révisuer de l'Académie (Han Lien Yuen, inspecteur des écoles)* ; Archives nationales du Cambodge, Résidence supérieure du Cambodge, dossier 3 355 : *Séjour en Indochine de M. Li Ju Ying, recteur de l'Université franco-chinoise de Pékin* ; dossier 5 154 : *Séjour en Indochine de M. Sir William Hornell, vice-chancelier de l'Université de Hong Kong*.

mais aussi par le biais de leurs sociabilités, tandis que les guerres et les bouleversements géopolitiques qu'elles entraînent ont elles aussi un impact sur les circulations.

3. L'étudiant mobile, histoire sociale d'un entre-deux

Étudier les mobilités estudiantines, c'est dépasser l'angle de l'histoire de l'éducation afin d'appréhender l'expérience migrante en son entier, au cœur de laquelle se situe l'étudiant. Aux côtés d'approches biographiques, à l'instar des notices d'individus considérés comme « notables » produites par l'équipe d'UncoverED²⁶¹⁰, ou prosopographiques²⁶¹¹, la présente thèse a cherché à alimenter une histoire sociale de l'étudiant mobile.

Tout d'abord, l'étudiant mobile ne se résume pas – voire ne correspond pas toujours – à un individu inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur ou technique. Les bornes temporelles de l'expérience étudiante sont difficiles à définir, n'excluant pas les voyages aller et retour sans qu'ils correspondent toujours à l'affirmation de cette identité spécifique. Surtout, il n'existe pas de profil-type de l'étudiant en mobilité. Celui-ci peut être issu des populations colonisées comme colonisatrices ou, dans le cas des mobilités rejoignant les établissements coloniaux, étrangères. Aux côtés de membres de l'élite, qu'elle soit économique, politique, urbaine, éduquée, on trouve des candidats plus modestes, se déplaçant grâce à des soutiens financiers ou en travaillant. En outre, si les candidats aux diplômes sont majoritairement des hommes, les femmes ne sont pas exclues des flux, diversifiant d'autant plus les circulations lorsqu'elles rejoignent des établissements qui leur sont réservés. L'âge des migrants est variable, que ceux-ci aient suivi les étapes classiques du cursus éducatif ou repris leur formation après une interruption ou une expérience professionnelle.

Cette diversité passe également par les trajectoires éducatives qu'empruntent les migrants. Bien que certains cursus se distinguent en termes d'effectifs, comme la médecine, le droit ou les études classiques, les aspirants au diplôme rejoignent une grande variété d'établissements et de filières dispersés au sein de multiples territoires. Ces parcours ne sont

²⁶¹⁰ « Timeline », *UncoverED*, disponible en ligne : <http://uncover-ed.org/timeline/>, consulté le 5 septembre 2021.

²⁶¹¹ Voir par exemple, les travaux de Caroline Barrera sur les facultés toulousaines.

pas toujours bien définis avant le départ et laissent entrevoir des motivations diverses : l'obtention d'un diplôme, le désir de voyager, des convictions politiques, la préservation du statut social, etc.

Finalement, le véritable dénominateur commun à tous ces étudiants demeure la mobilité, le fait de quitter son territoire d'origine en y associant un objectif éducatif. Ils doivent dès lors intégrer des établissements où ils côtoient d'autres étudiants, qui peuvent être étrangers, impériaux ou locaux. En découlent des sociabilités spécifiques qui se déploient au quotidien et peuvent s'institutionnaliser à travers la mise en place d'associations. Les migrations éducatives participent donc à la constitution de communautés estudiantines tout en révélant leur complexité. Elles se fondent à la fois sur un sentiment d'appartenance commun à un groupe social précis – les étudiants – parfois appréhendé de manière globale et cosmopolite, mais aussi sur d'autres facettes de leur identité, comme l'appartenance à une société coloniale ou à une communauté nationale ou régionale. Ces déclinaisons révèlent la complexité d'un groupe social qui n'est pas monolithique et ne fonctionne pas en vase clos, développant également des contacts avec des associations non-étudiantes.

Dès lors, c'est le statut d'entre-deux, intermédiaire, de l'étudiant mobile qui se dégage. L'expérience mobile le place au croisement de sa société d'origine et de la société d'accueil. Il peut incarner la première au sein de la deuxième pendant l'étude et inversement, à la suite du retour. Il participe à une circulation globale d'informations à une échelle plus ou moins grande, reliant entre eux les différents territoires qu'il fréquente.

En parallèle, cet entre-deux se manifeste aussi à travers le caractère transitoire du statut d'étudiant mobile. La migration est circonscrite dans le temps : s'il peut arriver qu'elle ne s'achève pas par un retour dans le territoire d'origine, elle prend fin à la suite du succès ou de l'échec des études. Les mobilités sont pensées en fonction de leur lendemain, en ce qu'elles permettent d'assurer des débouchés sociaux, professionnels et/ou politiques à ceux qui les entreprennent. Toutefois, entreprendre un séjour d'étude, quelle que soit l'échelle, ne conduit pas toujours à une carrière en adéquation avec la formation entreprise. La capacité d'action des étudiants transparait de nouveau tandis que des facteurs structurels et conjoncturels sont à prendre en considération.

Enfin, l'ancien étudiant ne quitte pas toujours ce statut d'entre-deux une fois la migration achevée. La place qu'il occupe au sein de la société d'origine n'est plus la même que celle d'avant le départ, parce que sa formation lui confère un nouveau statut social et/ou qu'il a adopté de nouveaux modes de vie. Ce reclassement offre une vision beaucoup plus complexe des sociétés coloniales et impériales, en ce qu'elle nuance voire remet en cause la distinction entre colonisateurs et colonisés. Ces recompositions ne sont pas aisées : les anciens étudiants peinent parfois à mettre à profit leur formation et le reclassement se mue en un déclassement, source potentielle de tensions et de contestations.

Les mobilités étudiantes construisent et déconstruisent les sociétés dans lesquelles elles s'intègrent. En retour, ces enjeux sociaux façonnent les mobilités, à travers des tentatives de réorientations cherchant à les rendre plus effectives en termes d'éducation mais aussi politiquement et diplomatiquement.

4. Ruptures et continuités

Les lendemains plus ou moins immédiats de la Seconde Guerre mondiale correspondent, pour l'Indochine et pour l'Inde, à l'entrée dans l'ère des décolonisations. Le 2 septembre 1945, Hồ Chí Minh proclame l'indépendance du Vietnam place de France à Hanoi ; le 15 août 1947, l'Inde britannique disparaît au profit de l'Union indienne et d'un Pakistan composé d'un territoire oriental et d'un territoire occidental. Dans un premier temps, cette disparition, non sans heurts, des deux principales colonies britannique et française d'Asie peut s'imposer comme une rupture chronologique. Toutefois, les mobilités étudiantes qui se déploient à partir de l'été 1945 révèlent plutôt des continuités entre la période coloniale et le temps des indépendances.

D'une part, les établissements éducatifs mis en place dans les deux possessions européennes entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle ne disparaissent pas. L'enseignement supérieur et technique colonial offre un fondement à des initiatives nationales : alors que l'enseignement français ne disparaît pas dans le Vietnam proclamé

indépendant²⁶¹², l'Université indochinoise est nationalisée. En 2006, l'Université nationale du Vietnam à Hanoi a célébré son centenaire, assumant cet héritage colonial²⁶¹³. Fondées sur l'impulsion des autorités coloniales mais en incluant dès le départ des représentants de l'élite locale, les universités indiennes ne ferment pas leurs portes. Une étude tant qualitative que quantitative des cohortes rejoignant ces établissements permettrait alors d'affiner cette idée de continuité.

D'autre part, les flux extra-coloniaux et extra-impériaux ne se tarissent pas. Cette continuité, passant par une reprise des circulations gênées par le second conflit mondial, est appréhendée dès avant la fin de la guerre par certains pouvoirs publics, au Royaume-Uni notamment, alors que d'autres acteurs font faible cas des bouleversements géopolitiques. La Watumull Fondation lance ses activités au cours de la première moitié de la décennie 1940 sans que le contexte politico-militaire ne vienne véritablement troubler son entreprise migratoire entre Inde et États-Unis. Une fois encore, les décolonisations, qu'elles soient en marche ou actées, ne font pas disparaître les flux étudiantins vers les anciennes métropoles impériales. Comme le révèlent certaines sources mises au jour par le projet ANR Global Youth²⁶¹⁴, la Maison des étudiants de l'Indochine accueille, dès sa réouverture, des ressortissants de la péninsule sud-est asiatique, qu'ils soient Vietnamiens, Cambodgiens et plus tardivement, Laotiens, qui fréquentent des établissements parisiens.

En parallèle, certains flux globaux ont été saisis par des chercheurs, à l'instar de Ross Bassett pour le MIT²⁶¹⁵. Ces premiers éléments invitent alors à une exploration plus poussée des mobilités étudiantes à l'ère des décolonisations par la communauté scientifique, qu'elle prenne une dimension monographique ou s'inscrive dans une approche davantage globale. Présence vietnamienne dans les pays anglophones, promotion des universités françaises auprès du public indien : des nouvelles dynamiques accompagnent aussi ces continuités, qu'il

²⁶¹² Voir notamment : Nguyễn Thụy Phương, *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle*, thèse de doctorat soutenue à l'Université René Descartes – Paris V, 2013.

²⁶¹³ « Ha Noi National University celebrates 100th anniversary », *VietNam Breaking News*, 16 mai 2006, disponible en ligne : <https://www.vietnambreakingnews.com/2006/05/ha-noi-national-university-celebrates-100th-anniversary/>, consulté le 4 septembre 2021.

²⁶¹⁴ Voir la présentation du programme « A Global Youth in the Making » disponible en ligne : <https://globalyouth.hypotheses.org/>, consulté le 4 septembre 2021.

²⁶¹⁵ Ross Bassett, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016.

s'agirait de saisir en prenant en compte les enjeux tant éducatifs, sociaux, politiques que diplomatiques.

Les chemins empruntés par les étudiants et les étudiantes, en Asie ou ailleurs, du passé comme du présent, sont une source féconde pour la recherche en sciences humaines et sociales. C'est du moins ce que j'ai tenté de démontrer dans cette thèse, en proposant quelques jalons de réflexion visant à alimenter une réflexion globale, et sans aucun doute collective, sur la circulation des savoirs à l'époque contemporaine.

Lexique

Babou : *Gentleman*. Prend un sens généralement péjoratif lorsqu'il désigne les Indiens éduqués à l'occidentale. L'expression « babou éduqué » est parfois utilisée.

Barrister : Désigne un avocat diplômé d'une *Inn of Court* britannique.

College : Désigne un établissement d'enseignement dans le monde anglophone. Dans la présente thèse, sauf mention contraire, les *colleges* mentionnés dispensent un enseignement supérieur ou technique.

Đông Du : « Voyage vers l'Est ». Nom donné au mouvement organisé par Phan Bội Châu à partir de 1905 visant à éduquer des Vietnamiens au Japon.

Inn of Court : Établissement de formation des avocats au Royaume-Uni.

Kỳ : « Province ». Désigne les trois provinces vietnamiennes de l'Indochine française : Annam, Cochinchine, Tonkin.

Madrassa : École musulmane.

Majli : « Rassemblement » en persan. Nom donné à certaines associations étudiantes indiennes créées au Royaume-Uni.

Mess : En Inde, désigne un type spécifique de logement communautaire pour étudiants.

Moffusil : En Inde, désigne les territoires situés en dehors des grands centres urbains.

Pundit : En Inde, lettré hindou appartenant à la caste des brahmanes.

Retour d'études : Désigne un individu de retour dans son territoire d'origine après des études en métropole ou à l'étranger. Souvent associé au territoire d'étude, Exemple : « Retour de France » ; « Retour de Russie ».

Technische Hochschule : En Allemagne, établissement d'enseignement technique.

Vakil : Désigne un avocat formé en Inde, diplômé d'une université indienne.

Vatt : Pagode (lieu de culte) bouddhiste.

État des sources

1. Sources imprimées

A. Journaux, bulletins et rapports officiels

BOARD OF COMMISSIONERS FOR THE AFFAIRS OF INDIA, *The Despatch of 1854 on 'general education in India'*, Londres, General Council on Education in India, 1880.

Bulletin administratif de l'Annam, n°4, 1942.

COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU LAOS, *Bulletin administratif*, Vientiane, Imprimerie du Gouvernement du Laos, 1927.

Bulletin de l'Instruction publique, n°1 et 2, janvier-février 1904.

Discours prononcé par M.A. Klobukowski, gouverneur général de l'Indochine à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur le 27 novembre 1909, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1909.

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE, *Rapports au Conseil supérieur. Session ordinaire de 1910*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1910.

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE, *Rapports au Conseil du gouvernement*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1913.

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE, *Rapports au Conseil de gouvernement. Session ordinaire de 1914*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1914.

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE, *Rapport au Conseil de gouvernement*, Hanoi, Imprimerie de l'Extrême-Orient, 1916.

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE – DIRECTION GENERALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Annales de l'Université de Hanoi (Tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1933

GOVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE, *Rapport au Conseil de gouvernement*, Hanoi, Imprimerie de l'Extrême-Orient, 1938.

Journal Officiel des établissements français de l'Océanie, 1940.

MINISTERE DES COLONIES, *Indochine – Situation générale de la colonie pendant l'année 1911*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1911.

Report of the Committee on Indian Students, 1921-1922, Londres, His Majesty's Stationery Office for the India Office, 1922.

Report of the Indian Education Commission appointed by the Resolution of the Government of India dated 3rd February 1882, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1883.

B. Publications sur les colonies

The India List and India Office List for 1905, Londres, Harrison and Sons, 1905.

DARMESTER James, *Lettres sur l'Inde à la frontière afghane*, Paris, Alphonse Lemerre, 1888.

DARESTE P., G. (dir.), *Recueil de législation et jurisprudence coloniales*, Paris, Marchal et Billard, 1907.

DUNOYER DE SEGONZAC Louis, *Étude sur l'organisation administrative du Tonkin et des pays de protectorat. Communication faite à la Société de Géographie dans la séance du 19 février 1886*, Paris, Ernest Leroux, 1886.

JOBBE-DUVAL Émile, *L'histoire comparée du droit et l'expansion coloniale de la France*, Macon, Protat frères, 1902.

LONGRIDGE George, *A History of Oxford Mission to Calcutta*, London, Mowbray, 1910

MICHEL Gabriel, *Code judiciaire de l'Indo-Chine. Tome 4*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1913.

SARASVATI Pundita Ramabai, *The High-Caste Hindu Woman*, Philadelphie, Press of the Jas B. Rodgers Printing Company, 1888, "In memoriam".

SARRAUT Albert, *La mise en valeur des colonies français*, Paris, Payot, 1923.

C. Publications liées à l'enseignement

C.1. Général

BUISSON Ferdinand, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Librairie Hachette & Cie, 1911.

FEBVRE Lucien, « L'Enseignement supérieur », *Encyclopédie française. Tome 15 : Éducation et instruction*, Paris, 1939.

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL, *L'enseignement aux indigènes*, Bruxelles, Institut colonial international, 1909-1910.

C.2. Inde britannique

BRUCE J.F., *A History of the University of Panjab*, Lahore, Ishwar Das, 1933.

COLONIAL OFFICE, *Report of the Commission on Higher Education in the Colonies*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1945.

COMMITTEE OF THE NATIONAL INDIAN ASSOCIATION, *Handbook of Information relating to University of Professional Studies, &c., for Indian Students in the United Kingdom – Seventh Edition*, Westminster, Archibald Constable & Company, 1898.

COMMITTEE OF THE NATIONAL INDIAN ASSOCIATION IN CONJUNCTION WITH THE ADVISORY COMMITTEE, INDIA OFFICE, *Handbook of Information for Indian Students relating to University and Professional Studies, etc., in the United Kingdom*, Londres, J.S. Philipps, 1909.

CROFT Alfred, *Review of Education in India with Special Reference to the Report of the Education Commission - 1886*, Calcutta, Superintendent of Government Printing, 1888.

HOLME J.W., *Progress of Education in Bengal 1917-18 to 1921-22*, Calcutta, Bengal Secretariat Book Depot, 1923.

MINISTRY OF EDUCATION – BUREAU OF EDUCATION, *Education in Universities in India 1947-1948*, Delhi, Manager of Publications, 1950.

NEWTON A.P., *The University and Educational Systems of the Empire*, London, W. Collins Sons & Co, 1924.

SARGENT John, *Progress of Education in India. Quinquennial Review*, Delhi, Manager of Publications, 1937.

SHARP H., *Progress of Education in India, 1912-1917*, Calcutta, Government Printing, 1918.

TREVELYAN Charles E., *On the Education of the People of India*, Longman, Orme, Brown, Green & Longmans, 1838.

C.3. Indochine française

ALLIANCE FRANÇAISE – COMITE PAUL-BERT, *À la mémoire de Nguyen Van Dang*, Tours : Imprimerie E. Arrault et Cie, 1912.

ALLIANCE FRANÇAISE – COMITE PAUL-BERT, *À la mémoire de Khatanarak Roun Ræum*, Tours : Imprimerie E. Arrault et Cie, 1913.

Paul BEAU, *Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907. Tome 2*, Saigon, Imprimerie commerciale Marcellin Rey, 1908.

Bulletin de l'Instruction publique, n°1 et 2, janvier-février 1904.

Bulletin général de l'Instruction publique de l'Indochine, 1922

DUMOUTIER Gustave, *Les débuts de l'enseignement français au Tonkin*, Hanoi, Imprimerie typographique F-H Schneider, 1887.

GOUVERNEMENT GENERAL DE L'INDOCHINE – DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *Annales de l'Université de Hanoi (tome 1)*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1933.

Le service de l'Instruction publique en Indochine en 1939, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930.

Mus Cyprien-Marie-Joseph, *La première université indochinoise*, Hanoi, Imprimerie G. Taupin et cie, 1927.

Séance solennelle de rentrée de l'Université. Année scolaire 1940-1941, Hanoi, Imprimerie Trung Bac Tan Van, 1941.

SESHADRI P., *The Universities of India*, Oxford, Humphrey Milford-Oxford University Press, 1935.

C.4. États-Unis

The Unofficial Ambassadors, New York, Committee on Friendly Relations among Foreign Students, 1932.

CHARWOOD CIESLAK Edward, *The Foreign Student in American Colleges. A Survey and Evaluation of Administrative Problems and Practices*, Detroit, Wayne University Press, 1955.

WHEELER W. Reginald, KING Henry H., DAVIDSON Alexander B. (dir.), *The Foreign Student in America. A Study by the Commission of Survey of Foreign Students in the USA, Under the Auspices of the Friendly Relations Committees of the YMCA and the YWCA*, New York, Association Press, 1925.

D. Autobiographies, mémoires, récits de voyage

CHAGLA Mohammadali Carim, *Roses in December. An Autobiography*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1975.

DUTT Romesh, *Three Years in Europe 1868-1871*, Calcutta, S.K. Lahiri & Co, 1896.

GANDHI Mohandas Karamchand, *The Collected Works of Mahatma Gandhi, volume 1*, New Delhi, Publications Division – Gouvernement of Indian, 1960.

GANDHI Mohandas Karamchand, *An Autobiography or The Story of My Experiments with Truth. A Critical Edition*, New Haven – Londres, Yale University Press, 2018.

KARAKA Dosabhai Framji, *I Go West*, Londres, Michael Joseph Ltd, 1938.

LÍLÁVATI Ramanathan, *Western Pictures for Eastern Students*, Londres, W. Thacker & Co, 1907.

MAJUMDAR Indu Bhushan De, *American through Hindu Eyes*, Calcutta, Thacker, Spink & Co, 1918.

NEHRU Jawaharlal, *An Autobiography*, New Delhi, Jawaharlal Nehur Memorial Fund, 1982.

NHẤT LINH, « Going to France – Diary of a journey abroad (using laughter to cover the truth) », *East Asian History*, n°8, 1994, p. 73-134, p. 99-107.

PANIKKAR Kavalam Madhava, *An Autobiography*, Madras, Oxford University Press, 1977.

PHAN Bội Chau, *Mémoires de Phàn Bội Chau, traduction de la version en quốc ngữ, présentation et annotations de Georges Boudarel*, Paris, Association pour une meilleure connaissance de l'Asie, 1969

ROY Manabendra Nath, *M.N. Roy's Memoirs*, Bombay, Allied Publishers Private Limited, 1964.

E. Presse

Dans cette rubrique sont mentionnés les journaux et revues qui ont été consultés dans le cadre de la préparation de la présente thèse. Dans un souci d'exactitude, lorsque cela était possible, les années des publications consultées ont été mentionnées ainsi que les articles spécifiques sur lesquels nos réflexions se sont appuyées.

E.1. Presse généraliste

Allen's Indian Mail : année 1878

Indochine. Hebdomadaire illustré : année 1942

CHABAS Jean, « À propos des étudiants qui partent pour le Japon », *Indochine. Hebdomadaire illustré*, n°109, 1942.

La quinzaine coloniale : année 1901.

La Revue du Pacifique : année 1928

L'Écho annamite : années 1920 ; 1924 ; 1941 ; 1942

NGUYEN Huu Ai, « La cité universitaire. Centre de vie spirituelle et sociale », *L'Écho annamite*, 12 décembre 1941.

DEJEAN DE LA BATIE Eugène, « Pour former l'élite future. Une cité universitaire sera édifée à Hanoi », *L'Écho annamite*, 17 octobre 1941.

Le Gaulois

Les Annales coloniales

FOURNIER Christiane, « Étudiantes indochinoises à Paris », *Les Annales coloniales*, 3 janvier 1935.

Le Temps : années 1909 ; 1912

Mahratta : années 1896 ; 1900 ; 1902 ; 1908

Modern Review : années 1908 ; 1911 ; 1912

« National Council of Education in America », *Modern Review*, 1911.

DAS Sarangadhar, « Information for Students Intending to Come to the Pacific Coast of the United States », *Modern Review*, 10, décembre 1911.

RALSTON Maud, « The India Society of Detroit », *Modern Review*, 1911.

ROY Upendra Nath, « Engineering Education in America », *Modern Review*, mai 1912.

SINGH Saint Nihal, « Indian Students in America », *Modern Review*, août 1908.

San Francisco Call : année 1912

The Chicago Defender : années 1909, 1928

The Hartford Courant : années 1909 ; 1911 ; 1921 ; 1928 ; 1939

The Irish Times : années 1914 ; 1922 ; 1928 ; 1929 ; 1930 ; 1933.

The Manchester Guardian : années

1899 ; 1910 ; 1915 ; 1921 ; 1926 ; 1927 ; 1928 ; 1929 ; 1930

The Observer : années 1929 ; 1931

The Reveille : année 1909

DAS Taraknath, « Importance of military education in civil life », janvier 1909.

The Scotsman : années 1910 ; 1917 ; 1921 ; 1923 ; 1926 ; 1928 ; 1929 ; 1930 ; 1938 ; 1939

The Times of India : années

1876 ; 1877 ; 1883 ; 1891 ; 1892 ; 1899 ; 1904 ; 1905 ; 1906 ; 1907 ; 1908 ; 1909 ; 1910 ; 1911 ; 1912 ; 1913 ; 1914 ; 1915 ; 1916 ; 1919 ; 1920 ; 1921 ; 1922 ; 1923 ; 1924 ; 1925 ; 1926 ; 1928 ; 1929 ; 1930 ; 1931 ; 1932 ; 1933 ; 1934 ; 1935 ; 1936 ; 1937 ; 1938 ; 1939 ; 1940 ; 1941 ; 1942 ; 1943 ; 1945 ; 1947

E.2. Presse spécialisée

Presse anticolonialiste et nationaliste

Bulletin of the Hindusthan Association of U.S.A, vol. 1, août 1913

The Indian Sociologist : années 1905 ; 1906 ; 1907

Presse économique

Bulletin du Syndicat des planteurs de caoutchouc de l'Indochine, 29 août 1929.

L'éveil économique de l'Indochine : Bulletin hebdomadaire : année 1933

LA MACHE Charles, « Le trouble croissant apporté aux Indes et en Indochine pour les méthodes d'enseignement et de critique de l'Occident », *L'éveil économique de l'Indochine : Bulletin hebdomadaire*, 8 janvier 1933.

Presse religieuse

The Christian Science Monitor : années 1916 ; 1921

Presse scientifique et littéraire

Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient : année 1906

Paris médical : la semaine du clinicien : année 1912 (n°8)

GALLIARD Henri, « Le Docteur Yersin et la fondation de l'École de Médecine de Hanoi », *Annales de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de l'Indochine*, tome IX, 1944.

Presse universitaire et étudiante

Columbia Daily Spectator : année 1939

Indian Student

Journal des débats politiques et littéraires : année 1909

Journal des étudiants annamites : années 1927 ; 1928

LE Van D., « La vie universitaire », *Journal des étudiants annamites*, n°5, septembre 1927, p. 24-27.

Le Monôme : années 1936 ; 1937 ; 1938 ; 1939 ; 1940 ; 1941 ; 1942 ; 1943 ; 1944

Paris-Cambodge : année 1887 (n°1 et 2)

The Daily Princetonian : 1915 ; 1927 ; 1928 ; 1931

The Oxford Indian Magazine : année 1914

2. Archives

L'inventaire des archives est classé géographiquement et par ordre alphabétique.

A. Cambodge

ARCHIVES NATIONALES DU CAMBODGE

(ANC – Phnom Penh)

Fonds de la résidence supérieure du Cambodge (RSC)

3 355 – *Séjour en Indochine de M. Li Ju Ying, recteur de l'Université franco-chinoise de Pékin*

5 154 – *Séjour en Indochine de M. Sir William Hornell, vice-chancelier de l'Université de Hong Kong*

29 008 – *Service de la sûreté : renseignements sur le tourisme en Thaïlande. Visite de membres de la Fédération thaïe des diplômées des universités*

30 915 – *Dossier concernant l'ouverture dans la cité universitaire de Montpellier d'un pavillon colonial destiné aux étudiants originaires des colonies*

32 078 – *Dossier du jeune Khong Chhon, étudiant à l'Université indochinoise*

32 148 – *Concours général d'admission à l'Université indochinoise, années 1928-1931*

B. États-Unis d'Amérique

BURKE LIBRARY SPECIAL COLLECTION

(Union Theological Seminar – New York City)

William Adam Brown Papers, 1912-1946

▪ Série 1 : Lindsay Commission

Dossier 1

Sous-dossier 5 – *Conference, All-India Conference on Christian Education, Bombay, March 20 1931*

Sous-dossier 10 – *Final Report Documents (1931?)*

Sous-dossier 15 – *Newspapers Clippings*

Sous-dossier 16 – *Official Documents submitted to the Conference*

Sous-dossier 17 – *Official Documents submitted to the Conference: Women's Education by the Master of Balliol*

Sous-dossier 18 – *Pamphlet*

Sous-dossier 19-21 – *Preliminary and Background Information on Institutions in India (1931?)*

Dossier 2

Sous dossier 1 – *Proposal to Commission*

Sous-dossier 2 – *Reports, 1932-1935*

Sous-dossier 3 – *Reports from Academies and Schools, 1929-1930*

Sous-dossier 4 – *Reports on Locations in India, 1931 ?*

Sous-dossier 6 – *Supplementary Information on Locations, 1930-1947*

Sous-dossier 7 – *Supplementary Information on Locations, 1930-1947*

Dossier 3

Sous-dossier 6 – *Bishop's College, Calcutta*

Sous-dossier 7 – *Diocesan College, Calcutta*

Sous-dossier 21 – *Oxford Mission Hostel of St Luke*

Dossier 4

Sous-dossier 5 – *St Pal's Cathedral Mission College, Calcutta*

Sous-dossier 8 – *Scottish Churches College, Calcutta*

Sous-dossier 9 – *Serampore College, Serampore, Bengal*

Sous-dossier 16 – *YMCA Students Hostel, Calcutta*

COLUMBIA UNIVERSITY ARCHIVES

(CUA – Butler Library – New York City)
--

Alumni Register, 1754-1931 : Ce registre contient notamment les effectifs des *alumni* étrangers en fonction de leur pays d'origine (p. 1464) ainsi qu'une liste nominative par pays (pour l'Inde : p. 1456-1457).

Annual Reports Volumes, 1891-1946

Catalogues, 1901-1946

NEW YORK UNIVERSITY ARCHIVES

(Bobst Library – New York City)

Annual Reports Volumes

24 505 – 1887-1895

24 649 – 1897-1904 ; 1905-1910

24 652 – 1910-1914

24 653 – 1915-1919

24 654 – 1919-1928

24 655 – 1918-1932

24 656 – 1933-1937-

C. France

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(AMAE – La Courneuve)

Fonds Asie

▪ **Série Asie, 1918-1929, sous-série Chine**

481 – Dossier général sur l'Instruction publique

483 – Étudiants chinois en France. Contient des notes sur des associations et des événements mêlant étudiants chinois et indochinois

▪ **Série Asie, 1918-1929, sous-dossier Possessions britanniques**

5 – Instruction publique

23 – Instruction publique

24 – Émigration hindoue

ARCHIVES NATIONALES
(AN – Pierrefitte-sur-Seine)

Fonds AJ¹⁶7042 – Carton 16 – Maisons destinées aux étudiants de l'étranger et des colonies (suite), 1924-1969

Dossier 1 : Maison des étudiants de l'Indochine, 1926-1953

Administration financière de la fondation indochinoise et de la MEI, 1941-1947 ; Correspondance, 1932 ; Règlement de dettes envers les entrepreneurs de la MEI, aide du gouverneur général de l'Indochine, avril 1932-mars 1933 ; Problème de disponibilité des fonds de roulement de la MEI, octobre 1931 ; Procès-verbaux du comité de direction puis du conseil d'administration de la MEI, 1935 ; Conseil d'administration de la MEI, séances de 1936, procès-verbaux, comptes d'administration ; Conseil d'administration de la MEI, séances de 1937, procès-verbaux, comptes d'administration de janvier ; Conseil d'administration (organisation, recomposition), 1928 et 1956 (lettre), liste ; Séances du comité de direction de la MEI, procès-verbaux 1931-1933 ; Conseil d'administration de la MEI, séances de 1938 : procès-verbaux, comptes de 1938 ; Conseil d'administration de la MEI, séance de 1939, procès-verbaux ; Virement de fonds de réserve à la Fondation nationale ; Règlement du charbon pour la MEI, janvier-juin 1932 ; Prélèvement sur le fonds de la réserve, correspondances, 1939-1948 ; Attribution d'un terrain, cérémonies, 1928-1930 ; Maison de l'Indochine, pose de la première pierre, 11 juillet 1928 : discours, invitations, presse ; Inauguration de la Maison de l'Indochine, 22 mars 1930, correspondances, discours, presse ; Attribution d'un terrain à la fondation indochinoise, mars 1928, arrêté du Président du Conseil de l'Université de Paris ; Comptes annuels, budget, 1934-1938 ; Réglementation, admission des résidents, 1930-1932, 1939 ; Agitation politique et anticoloniale, 1930-1931, intrusion de la police, 1932, rapports aux résidents, rapports divers, manifeste, correspondance ; agitation politique et anticolonialiste, 1930-1953 ; Incursion de la

police, 1945-1953 ; Donation financière, 14 octobre 1927 ; Lettre du directeur de l'enseignement supérieur, 20 janvier 1926 ; Projet de donation et de correspondance y afférente ; Règlements et correspondance, 1930-1932

Fonds 20090013 : Cité internationale universitaire de Paris (CIUP), Relations Cité/Maison

- 20090013/1042** – *Maisons de l'Asie du Sud-Est, création : pose de la première pierre, inauguration, articles de presse, 1927-1939*
- 20090013/1043** – *Maison de l'Asie du Sud-Est, fonctionnement général : personnel, règlement, bibliothèques, fêtes, réceptions, 1928-1991*

Fonds 20090014 : Cité internationale universitaire de Paris (CIUP), Maisons, 1906-2002

20090014/19-21 : Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est

- 20090014/19** – *Création – Origine : actes constitutifs de la Fondation, actes notariés, notes, correspondance, projet de contrat, plans, dossier d'estimation de la valeur de la maison, 1927-1963 ; Comité d'honneur, pose de la première pierre : actes notariés, programme, discours, articles de presse, notes, correspondance, comptes rendus de réunions, règlements intérieurs, règlements d'admission, 1927-1935 ; souscriptions : listes des souscripteurs, notes, correspondance, relevés de comptes, articles de presse, bulletins, comptes rendus de réunion, 1928-1950 ; brochures : livrets, photos, correspondance, 1928-1992*

ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE-MER
(ANOM – Aix-en-Provence)

Fonds du gouvernement général de l'Indochine (GGI)

Série R – Enseignement

- 2 563** – *Groupe d'enseignement indochinois en France. Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920*
- 2 564** – *Médecins indigènes envoyés en France*
- 2 566** – *Envoi de lettrés annamites et cambodgiens au Collège de France et à l'INALCO, 1908-1912*
- 2 567** – *Demande de renseignement, 1909*
- 2 568** – *Comité Paul Bert*
- 2 569** – *Envoi dans des écoles d'agriculture en France*
- 2 572** – *Contre-visite médicale des pupilles du Comité Paul Bert*
- 2 573** – *Envoi de lettrés à Paris*
- 2 575** – *Visite de pupilles de l'Alliance française d'Indochine*

- 2 588 – *Diplôme de fin d'études en Cochinchine*
- 2 589 – *Société d'enseignement mutuel au Cambodge, 1905*
- 2 591 – *Arrêté du Résident supérieur au Cambodge réunissant une commission pour étudier la réforme de l'enseignement, 1904*
- 2 592 – *Réforme de l'enseignement au Tonkin, arrêtés du 27 avril 1904*
- 2 596 – *Divers : rédaction de manuel, cours de l'École Pavie, Université indochinoise*
- 2 597 – *Création d'une société d'enseignement mutuel au Cambodge, 1905*
- 2 599 – *Homologation des diplômes universitaires délivrés en Indochine*
- 2 563 – *Groupe d'enseignement indochinois en France. Correspondances diverses, 8 novembre 1906-13 août 1920*
- 2 564 – *Instruction publique, groupe d'enseignement indochinois en France. Médecins indigènes envoyés en France à l'effet de perfectionner leur situation médicale. Désignation du dr Régnier comme directeur technique, 18 juillet 1904-19 juin 1915*
- 2 602 – *Prix de la pension en métropole*
- 2 603 – *Institut de droit par correspondance*
- 2 607 – *Institution d'un cours de droit pour les indigènes*
- 2 605 – *Échanges d'élèves parisiens et indochinois, 1905*
- 2 606 – *Questions pour le directeur de l'Instruction publique*
- 2 613 – *Réforme de l'enseignement indigène, ordonnance royale du 14 septembre 1906.*
- 2 620 – *Université indochinoise*
- 2 622 – *Location d'un appartement*
- 2 646 – *Collège du Protectorat ; école d'apprentissage de Nam Dinh*
- 2 655 – *Rapport sur la Corée, 1910*
- 2 678 – *Admission à l'école coloniale pratique du Havre*
- 2 680 – *Admission à l'école de médecine de Beyrouth*
- 2 683 – *École spéciale des Travaux publics à Paris, 1902*
- 2 686 – *Demande d'équivalences d'étudiants étrangers, 1912*
- 2 687 – *École de droit*
- 2 710 – *Cours post-scolaire de comptabilité commerciale*
- 2 716 – *Réorganisation de l'École d'administration cambodgienne*
- 2 718 – *Livret universitaire*
- 2 720 – *Remise de diplômes de droit*
- 2 724 – *Déclarations d'études de droit, 1905-1913*
- 5 360 – *Conditions d'admission à l'École des Travaux publics, 1913*
- 5 361 – *École indigène des Travaux publics, 1914*
- 6 639 – *Groupe d'enseignement indochinois en France*
- 6 690 – *Organisation et fonctionnement d'une École de médecine à Saigon, 1898*
- 7 690 – *École coloniale, 1891-1910*
- 7 706 – *Arrêtés et décrets concernant l'Instruction publique depuis la création de la Direction générale*
- 7 707 – *Rapport de M. Gourdon sur la situation générale de l'enseignement en Indochine*
- 7 710 – *Ouverture du cours normal à Hanoi*
- 7 713 – *Congrès de l'enseignement colonial à Marseille*
- 7 989 – *1^{er} Congrès internationale des études en Extrême-Orient, Hanoi, 1902-1906*
- 7 993 – *École française d'Extrême-Orient*
- 11 390 -
- 12 916 – *Envoi de jeunes lettrés en France*
- 12 921 – *Envoi de jeunes lettrés en France, 1881*
- 18 234 – *Mesures prises par le gouvernement de Pékin contre les Chinois naturalisés à l'étranger*
- 18 240 – *Loi sur la nationalité chinoise*
- 18 241 – *Chinois dans des établissements d'enseignement supérieur*
- 18 375 – *Renseignements sur l'Université L'Aurore, 1917*
- 18 406 – *Au sujet de l'Université indochinoise*

- 18 408 – Étudiant Wang Liang à l'école de médecine de Hanoi
- 18 428 – Recouvrement des frais de la pension due par M. Hilaire à l'École Polytechnique, 1913
- 19 090 – Envoi de boursiers indigènes dans la métropole, 1917
- 19 093 – Bourse scolaire accordée à Nguyen Thieu, élève de l'école spéciale des Travaux publics, 1918
- 19 094 – Études du prince Watchayavong à l'IEP
- 20 299 – Admission d'élèves chinois à l'école de médecine
- 20 357 – École Pavie
- 23 730 – Note de M. Chéon sur l'enseignement du français au Tonkin
- 23 731 – Projet de réforme de l'enseignement supérieur, Dr Jollivet
- 23 739 – Buste de Paul Bert à l'Université indochinoise
- 23 740 – Étudiants chinois au Japon
- 23 741 – Renvoi d'un certain nombre d'élèves annamites et chinois à l'École de médecine
- 23 742 – Lettre du gouverneur général Beau à l'administrateur en chef de Kwang Tchéou Wan au sujet de l'envoi d'élèves chinois à la nouvelle école de médecine de l'Indochine
- 23 743 – Déclaration d'études de droit de M. Béguin, médecin
- 23 744 – Déclaration d'études de droit de M. Barris et de M. de Grézel
- 23 752 – Bourses d'élèves chinois pour l'institution Taberd à Saigon
- 23 756 – Arrêt organisant des bourses d'études dans le protectorat d'Annam-Tonkin
- 26 727 – État des étudiants indigènes en France
- 26 906 – Rapport au gouverneur général sur le concours de doctorat de 1910
- 26 907 – Situation de M. Coa-Sac-Minh, répétiteur annamite à l'École des langues orientales
- 27 714 – Liste des Indochinois sous surveillance
- 44 130 – Secours scolaire accordé au jeune chinois Ho Chi Thang élève de la section préparatoire à l'usage des étrangers au lycée A. Sarraut, 1930
- 44 136 – Élèves chinois à l'École de médecine de l'Indochine
- 44 137 – Envoi des étudiants du Setchouan à Hanoi – École de médecine
- 44 139 – Admission d'étudiants chinois à l'École de médecine de Hanoi
- 44 140 – Admission d'élèves chinois à l'École de médecine de Hanoi
- 44 141 – Divers élèves chinois à l'Université
- 44 142 – Admission de jeunes chinois dans les établissements d'enseignement supérieur
- 44 143 – Demande d'admission à l'École des Travaux publics de Hanoi en faveur de Ngu Puang Hing élève de l'École de médecine formulée par M. le Consul de France à Foutchéou, 1919
- 44 144 – Admission à l'École de médecine des jeunes chinois Phang Ming Sao, Ung Way Coong, Ly Seing Pier, Louis Thon et Tran Van Thai résidant en Indochine, 1919
- 44 145 – Admission à l'École vétérinaire
- 44 146 – Admission à l'École de médecine
- 44 147 – Envoi d'élèves chinois à l'École des Travaux publics
- 44 151 – Admission d'élèves Chao Ping Hoang, tchang-li à l'École de Médecine à Hanoi, 1923
- 44 152 – Admission à l'Université de Hanoi d'étudiants chinois du Foukien, 1923
- 44 153 – Admission à l'École de médecine de Hanoi des élèves Wang-Hio-Hai, Tchang-Choui-Lin et Lieou-Tse Tcheou, 1922-1924
- 44 154 – Demande d'admission à l'École de médecine à Hanoi formulée par des élèves chinois de Pakhoi, 1924
- 44 155 – Admission d'élèves étrangers à l'Université indochinoise T'sin Kai Nie et Jan Koen Pou, 1925-1926-1927
- 44 156 – Demande d'exonération de frais d'études formulée par le Dr Allard, en service à Yunnanfou en faveur de son fils, étudiant à l'École de médecine de Hanoi, 1927
- 44 157 – Admission de l'étudiant japonais Hirata Takahiko à l'École de Commerce, 1927
- 44 158 – Admission à l'École de Médecine des étudiants chinois Tchang Mai Fou, Wong Long, Kan Tsi You, 1927
- 44 159 – Admission à l'École de Médecine des élèves chinois Ko Ka Tsoi et Tsiang Sin Ming, 1927
- 44 161 – Admission à l'École de Médecine de l'élève siamois Sathien Khongkeng, 1927-1928

- 44 164** – Demande d'admission à l'Université indochinoise du Yunnanais Tchang Kia Kai, 1929
- 44 165** – Admission à l'École de commerce de Poune Ping-Yam, 1929
- 44 167** – Demande d'admission à l'École de médecine de Hanoi en faveur de son frère Li Yoc Siou formulée par le docteur Li Hoan de Canton
- 44 169** – Admission à l'École supérieure de commerce des Chinois Tsan Sing Bou, Tsai Yu Hing, Chi A Cho, Tchong Yeng et Poune Ving Sine, 1931
- 44 170** – Admission, à titre étranger, à la section commerciale de l'École supérieure de commerce de l'Indochine des chinois Chung Dinh Cau et Shek Thelm, 1931
- 44 171** – Admission en qualité de boursier interne de Teum Chai Sinhasthita à la section commerciale de l'École supérieure de commerce de l'Indochine, 1931
- 44 172** – Demande d'admission à l'École des Travaux publics formulée par le jeune Yunnanais Tchao Tsong
- 44 173** – Admission de Ly Kouo Han à l'École supérieure de commerce de l'Indochine, 1931
- 44 174** – Demande d'admission dans une école supérieure indochinoise du jeune yunnanais Tchen K'ai K'ia, 1930
- 44 175** – Admission des étudiants siamois à l'École supérieure de droit de Hanoi, 1932
- 44 176** – Admission en qualité d'élève boursier à l'École de médecine de Ly Tai Ho, 1930-1931-1932
- 44 177** – Admission de Ma Han Tsong comme élève boursier à l'École de commerce, 1930-1933.
- 44 178** – Admission à l'École des Travaux publics du jeune yunnanais Che Pei Kouen ? Son admission à l'École d'agriculture, 1932
- 44 179** – Admission de Melle Tcheng In Tche à l'École des sages-femmes de Hanoi, 1933
- 44 180** – Attribution de bourses aux Chinois suivant les cours de l'enseignement supérieur en Indochine (Question soulevée à l'occasion du rapatriement du jeune yunnanais Ma Hantsong élève de l'École supérieure de commerce), 1932
- 44 181** – Admission des jeunes Phina et Pean Hell au Collège Chasseloup-Laubat, 1919
- 44 182** – Demande d'admission à l'École professionnelle à Hanoi en faveur de trois étudiants chinois formulée par M. le consul de France à Longtchéou, 1919
- 44 183** – Admission de quatre élèves chinois à l'École française de Longtseu à l'École pratique d'industrie de Haiphong, 1923
- 44 184** – Demande du chinois Yang Yun Tou à faire son apprentissage à la Tannerie de Haiphong, 1926
- 44 185** – Demande de bourse à l'École pratique d'industrie de Haiphong formulée par les élèves de l'École française de Mongtzeu, 1926
- 44 186** – Admission à l'École professionnelle de Vientiane des élèves siamois Mai Phieng, Mai Champa, Mai Sien, 1927
- 48 042** – Création et organisation de l'Université Indochinoise, 1905-1906
- 48 046** – Copie du rapport du Résident de Nam Dinh M. Tissot sur les conditions dans lesquelles les boursiers annamites pourraient être envoyés en France, 1916
- 51 028** – Phạm Gia Thịnh, 1932
- 51 029** – Visite de l'École supérieure de droit de Hanoi par le professeur Escarra en mission en Chine, 1933
- 51 031** – Demande de dispense d'assiduité formulée par M. Le Poulain, 1933
- 51 032** – Déclarations d'études de droit de MM. Bertrand et Bauchez, 1933
- 51 033** – Déclarations d'études de droit pour les facultés métropolitaines formulées par les fonctionnaires en service en Indochine. Cas de Saint Alary, 1933
- 51 034** – Melle Poiret, 1932-1933
- 51 035** – Enseignement public – Déclaration d'études de droit, 1922-1933
- 51 036** – Enseignement public (école de droit) Correspondances diverses, 1932-1933
- 51 038** – Beaux-Arts
- 51 039** – Rapports au sujet de l'École des Beaux-Arts de l'Indochine
- 51 043** – Thèses de doctorat vétérinaires cédées par le directeur de l'École nationale vétérinaire d'Alfort, 1931-1933
- 51 059** – Mme Nguyễn Dinh Hoang née Pham Thi Chinh

51 062 – *Au sujet des allocations mensuelles et frais d'hospitalisation des élèves de l'Université, 1924*
51 067 – *Circulaire du 14 janvier 1928 au sujet des demandes d'inscriptions présentées par des fonctionnaires coloniaux en vue de la licence ès-lettres. Dépêche ministérielle du 14 novembre 1927, 1927-1928*
51 068 – *Dispense du PCN en faveur des titulaires du diplôme d'État de pharmacien en vue de poursuivre les études médicales - cas de Monnier, 1930*
51 072 – *Correspondances diverses, 1928-1933*
51 173 – *Réforme de l'enseignement en Indochine*
51 176 – *Incidents à l'École pratique d'industrie à Haiphong, 1927*
51 177 – *Manifestation collective survenue le 17 mai 1929 à l'École normale d'instituteurs de Saigon*
51 180 – *Mesures disciplinaires : Lê Ba Canh*
51 181 – *Exclusion des élèves Hoang Van Mai, Trần Xuân Biên et Dô Duc Diên, 1930*
51 182 – *Sanctions disciplinaires – Correspondances diverses*
51 186 – *École officielle de musique*
51 187 – *Conservatoire de musique de Hanoi*
51 279 – *Melle Cong Tang Mu Thanh Thong, 1929*
51 352 – *Nguyễn Van Dan, 1929-1930*
51 353 – *Nguyen Van Dinh, 1929-1930*
51 354 – *Lê Van Duc, 1931*
51 355 – *Huyng Van Diem*
51 356 – *Bửu Đễ, 1931*
51 358 – *Nguyễn Trọng Dong, 1926-1932*
51 359 – *Nguyễn Huy Dê, 1933*
51 360 – *Duong Van Giao, 1923*
51 361 – *Hoang Mông Giac, 1924*
51 362 – *Hoang Quang Giu, 1924*
51 363 – *Pham Gi*
51 364 – *Tran Van Giao*
51 365 – *Dô Huu Hanh, 1924*
51 366 – *Nguyen Thi Hoi, 1924*
51 367 – *Quang Duy Hung*
51 368 – *Thân Trong Kâu*
51 369 – *Dỗ Dữc Ho et Dỗ Dữc Chung, 1922-1928*
51 370 – *Nguyễn Viêm Hải, 1924-1928*
51 371 – *Nguyễn Dang Hoang, 1928*
51 372 – *Ly Van Huân, 1928*
51 373 – *Nguyễn Văn Hoa, 1928*
51 374 – *Dang Van Hay, 1928*
51 375 – *Pham Ban Huyen vétérinaire, 1928-1929*
51 376 – *Cung Binh Han, 1929*
51 377 – *Khửu Ban Hong, 1929*
51 378 – *Tran Manh Hoan, 1929*
51 379 – *Bui Tuong Han, 1928-1929*
51 380 – *Duong Dan Hoa*
51 381 – *Philippe Tran Ba Huy, 1931*
51 382 – *Nguyễn Van Huong, 1931-1932*
51 383 – *Nguyễn Kieu, 1929-1930*
51 384 – *Nguyen An Kung, 1931-1932*
51 385 – *Nguyen Hac Hai, 1932-1933*
51 386 – *Nguyen Van Huyen, 1933*
51 387 – *Dô Quang Khai, 1921*
51 388 – *Ka Kiet Khen, 1924*

51 389 – *Nguyễn Van Kem, 1926*
51 390 – *Vuong Quang Khiem, 1926*
51 391 – *Lê Văn Kim, 1921-1927*
51 392 – *Lê Quang Ky, 1929*
51 393 – *Nguyễn Văn Khuê, 1929*
51 394 – *Lê Hữu Ky, 1926-1930*
51 395 – *Tran Trung Thy Ky, 1923-1930*
51 396 – *Nguyễn Văn Khai, 1930*
51 397 – *Lê Viet Khoa, 1926-1931*
51 398 – *Nguyen Huu Khuong, 1932*
51 399 – *Đoàn Kiêm, 1930-1933*
51 400 – *Dang Thinh Ky, 1933*
51 401 – *Luan Yui Fang, 1925-1926*
51 402 – *Nguyễn Van Luyen, 1925-1928*
51 404 – *Đô Tri Lê, 1925-1929*
51 405 – *Pham Ly, 1928-1929*
51 406 – *Trinh Kuu Loi, 1932*
51 407 – *Tran Kan Loan, 1932*
51 408 – *Ta Lieu, 1930-1933*
51 409 – *Le Ba Bang Yen Van Phung, 1933*
51 410 – *Phan Minh, 1922-1926*
51 411 – *Lê Minh Môn*
51 412 – *Lâm Van My, 1927*
51 413 – *Nguyen Van Minh, 1928*
51 414 – *Duong Nhu Mai, 1923-1929*
51 415 – *Tran Van Manh, 1931*
51 416 – *Nguyễn Van Mieu, 1933*
51 417 – *Hoang Xuan Minh, 1933*
51 418 – *Nguyen An Ninh, 1920-1921*
51 419 – *Hoang Van Ngoc, 1920-1922*
51 420 – *Hoang Co Nghi, 1925*
51 421 – *Lê Hữu Ngat, 1924*
51 422 – *Sam Khac Nhue, 1924*
51 423 – *Nguyen Van Nhung, 1926*
51 424 – *Nguyen Van Ngoc, 1926*
51 425 – *Lê Minh Ngoc, 1927*
51 426 – *Trần Văn Nguyên, 1928*
51 427 – *Prince Norindeth, 1927*
51 428 – *Nuu Nghi et Vo Dieu Sanh, 1929*
51 429 – *Khuu Banh Nhon, 1929*
51 430 – *Đặng Hữu Nhậ, 1927-1929*
51 431 – *Nguyen Huy Nghia, 1928-1929*
51 432 – *Nam Sinh, 1929*
51 433 – *Hồ Văn Nga, 1927-1930*
51 434 – *Nguyễn Sinh Nghipe, 1926-1931*
51 435 – *Tran Van Nhut, 1927-1931*
51 436 – *Mlle Nhu May, 1929-1931*
51 437 – *Trương Van Nhu, 1930*
51 438 – *Trần Văn Minh, 1930-1931*
51 439 – *Lê Dinh Nho, 1929-1930*
51 440 – *Nguyễn Van Nghi, 1930*
51 441 – *Luu Ngoc, 1928-1930*

- 51 442 – *O Boun Thian*
- 51 443 – *Nguyen Cong Phien, 1921-1924*
- 51 444 – *Pann, 1925*
- 51 445 – *Philippe Louis Adrien, 1925*
- 51 446 – *Lê Van Phuong, 1926*
- 51 447 – *La Phuong, 1926*
- 51 448 – *Huynh Van Phong, 1927*
- 51 449 – *Huynh Van Phuong, 1928*
- 51 450 – *Pham Van Phuc, 1928*
- 51 451 – *Nguyen Trung Pham, 1921-1929*
- 51 452 – *Trân Minh Phuong, 1929-1931*
- 51 453 – *Vong Vaddey Ponn, 1927-1931*
- 51 454 – *Tôn Thái Phung, 1930-1931*
- 51 455 – *Huỳnh Tân Quan, 1923*
- 51 456 – *Bui Van Quan, 1926-1929*
- 51 458 – *Pham Kuy Quy, 1932-1933*
- 51 459 – *Kam Gia Quan, 1933*
- 51 460 – *Sonn, 1924*
- 51 461 – *Tiao Souvannaphouma*
- 51 462 – *Souphantharangsi, 1925*
- 51 463 – *Nguyen Ton Song, 1927*
- 51 464 – *Nguyễn Văn Sang, 1928-1929*
- 51 465 – *Vo Dien Sanh, 1926-1930*
- 51 466 – *Nguyễn Văn Sang, 1929-1930*
- 51 467 – *Son Sann, 1931-1932*
- 51 468 – *Lê Van Sen, 1931-1932*
- 51 469 – *Phạm Tá*
- 51 470 – *Dang Duc Thann 1921*
- 51 471 – *Dinh Son Thuan, 1922*
- 51 473 – *Nguyen Thanh Thê, 1922-1925*
- 51 474 – *Nguyễn Văn Tung et Trân Như Lân, 1922-1926*
- 51 475 – *La Kiet Trong, 1924*
- 51 476 – *Cao Si Tan, 1922-1925*
- 51 477 – *Lê Van Thoa, 1922-1926*
- 51 478 – *Dô Dang Thiên, 1925-1926*
- 51 479 – *Nguyen Huu Thu, 1925-1926*
- 51 480 – *Truong Dinh Tri*
- 51 483 – *Lam Tien Thoai, 1927*
- 51 493 – *Lê Phát Loi*
- 51 523 – *Admission des jeunes indochinois dans les établissements d'enseignement supérieur de la métropole, 1921-1925*
- 51 537 – *Enseignement public. Étudiants indochinois en France. Correspondances diverses relatives aux bourses d'études dans la Métropole accordées à des indigènes, 1911 à 1917*
- 51 542 – *Renseignements sur les écoles professionnelles de l'Indochine, 1904*
- 51 544 – *Création en Indochine d'une école pratique d'hydrographie, 1924*
- 51 546 – *École d'électricité et de mécanique industrielles (École Violet) de Paris, 1927*
- 51 547 – *Création d'une école professionnelle maritime en Indochine, 1928*
- 51 564 – *Mme Robin, 1929-1931*

Fonds de la Résidence supérieure du Tonkin – Nouveau fonds (RSTNF)

4 499 – *Nécessité de créer en Indochine un centre colonial d'orientation professionnelle et de placement. Suggestions de Madame Grillat*

4 511 – *Demande d'aide des budgets locaux et généraux pour la création à Hanoi de la faculté des lettres, 1937*

6 435 – *Logement des étudiants japonais. Fonctionnement du centre féminin d'accueil*

Fonds du service de liaison avec les territoires français d'outre-mer (SLOTFOM)

1SLOTFOM/2 – *Extrait du Journal officiel sur l'obtention de bourses*

3SLOTFOM/10 – *École spéciale internationale de Canton ; Rapatriements à la suite de menées révolutionnaires des Indochinois en métropole (1930)*

3SLOTFOM/11 – *Interpellations sur les événements de l'Indochine ; Projets de manifestations à la Chambre des Députés ; Rapports d'agents ; Propositions de rapatriement ; Notes sur les divers incidents provoqués en France par les Indochinois. Liste des indigènes ayant fait l'objet d'une sanction ; Intervention de la LDH en faveur des Annamites rapatriés de la LDH*

3SLOTFOM/12-13 – *Projet de création à Paris d'une association d'étudiants indochinois*

3SLOTFOM/16 – *Maison des étudiants indochinois 1927-1931 ; Cité universitaire, fête du 13 avril 1930 ; Mutuelle des Indochinois ; Causeries amicales organisées par des étudiants annamites de Paris, 1925-1929 ; Congrès des étudiants annamites d'Aix ; Indochinois habitant à Lorient*

3SLOTFOM/18 – *Création en Cochinchine d'un comité de secours aux étudiants pauvres résidant en France ; Amicale des anciens Annamites de Toulouse ; Projet de foyer catholique pour jeunes étudiants des colonies ; Boursiers des colonies ; Colonie annamite de Pau ; Colonie annamite de Foix*

3SLOTFOM/28 – *Étudiants en lycées, collèges et facultés, 1923-1924*

3SLOTFOM/32 – *Association sociale indochinois de Provence ; Union fédérale des étudiants, Paris, 1927 ; Comité de réception des étudiants annamites nouvellement arrivés en France (1918-1932) ; Association des étudiants d'Arles ; Étudiants de Grenoble ; Association mutuelle des Indochinois de Nice ; Association des étudiants annamites de Lyon ; Comité de lutte des étudiants indochinois de Toulouse ; Association des étudiants indochinois de la Côte d'Azur ; Union des étudiants indochinois de Toulouse ; Association franco-annamite de Toulouse*

3SLOTFOM/33 – *Liste d'étudiants indochinois et liste de recensement établies par le ministère de la Guerre et de l'Intérieur (1923-1929) ; Colonie scolaire annamite de Toulouse ; Cercle d'études : projet de formation de société par Ng. V. Tri ; Questions générales concernant les étudiants*

3SLOTFOM/40 – *Association mutuelle des Indochinois ; Foyer indochinois ; Société d'encouragement aux études occidentales et comité d'assistance aux étudiants annamites en France, Hué ; Jeunes métis élèves de l'école des pilotes de Vatchay ; Amicale des anciens élèves de Chasseloup-Laubat avec service pour les études en France ; Incidents lors de l'arrivée de l'Athos II*

3SLOTFOM/44 – *Colonie annamite en URSS et écoles de formation communistes (1927/1937)*

3SLOTFOM/97 – *Situation des étudiants coloniaux (1940/1942)*

3SLOTFOM/118 – *Admission des indigènes dans les Grandes Écoles ; Circulaire aux familles ; Cité universitaire indochinoise à Paris ; Facultés de Paris ; Étudiants à Paris*

3SLOTFOM/127 – *Envoi en URSS de journaux publiés en Indochine par l'intermédiaire de la maison d'éditions soviétique « Meshdunarodjana Kniga Firma » de Moscou (1936) ; Comité des étudiants contre la guerre et le fascisme : congrès mondial de Bruxelles, 29-31 décembre 1934 ; etc.*

3SLOTFOM/142 – *Congrès des peuples d'Extrême-Orient à Moscou (1922) ; École Sun Yat Sen ; colonie annamite à Berlin ; menées antifrançaises à Shanghai*

5SLOTFOM/1 – *Bulletin de l'Association générale des étudiants indochinois : revue mensuelle (1927/1928) ; Enquête de presse sur le journal des étudiants annamites ; Bulletin de l'association*

générale des étudiants indochinois ; La Jeune Indochine ; Les étudiants nouveaux ; Journal des étudiants annamites ; Bulletin de l'amitié indochinoise

5SLOTFOM/10 – *Bulletin de l'Association mutuelle des Indochinois (1924/1925)*

5SLOTFOM/18 – *Le Vietnam studieux : organe annamite de propagande des études occidentales (1928)*

5SLOTFOM/33 – *Ánh-Sáng (Lumière) : organe des Travailleurs et Étudiants indochinois en France (1934/1936)*

6SLOTFOM/1 – *Indochinois et Malgaches (1921/1935)*

6SLOTFOM/4 – *Annamites réfugiés en Chine et au Japon (1930) ; Étudiants indochinois : circulaire aux familles au sujet de leur envoi en France (1930) ; Projet de statut des Indochinois (textes organiques ; règlementations) ; Arrêté du gouverneur général de l'Indochine du 25 mars 1928 concernant 15 Chinois ; Embarquement clandestins*

Fonds de l'École coloniale

1ECOL/1 – sous-dossier 1 : *Textes organiques de l'École coloniale, 1888-1927*

sous-dossier 2 : *Pièces préparatoires relatives à l'organisation de l'école, 1889-1916*

1ECOL/16 – sous-dossier 1 : *Notes du gouverneur général de l'Indochine et d'Auguste Pavie sur l'École coloniale*

sous-dossier 2 : *Modifications de la section indigène*

1ECOL/30 – sous-dossiers 1 à 11 : *Bourses, allocations, pensions, 1894-1951*

1ECOL/32 – sous-dossier 22 : *Notes de recommandations en faveur des élèves destinés à l'École coloniale*

sous-dossiers 1 à 7 et 9 à 18 : *Rapatriements d'élèves en Indochine, 1901-1913*

sous-dossier 8 : *Demande de passage gratuit par M. Oger pour aller vers l'Indochine*

sous-dossier 30 : *Postes offerts par la Banque de l'Indochine aux élèves de l'École*

coloniale

1ECOL/41 – *Registre de matricules, section indigène (n°1 à 98), 1885-1911*

2ECOL/1 – sous-dossier 1 : *Quelques éléments sur l'École cambodgienne ; listes d'élèves*

MISSION ARCHIVES DE SCIENCES PO PARIS

(Paris)

Fonds de l'École libre de sciences politiques

Les archivistes ont mis à notre disposition une base de données pour simple consultation (non reproductible) des inscrits à l'École libre des sciences politiques entre 1898 et 1945.

- **Liste des élèves, 1898/1899-1904/1905**
- **Registre des élèves diplômés depuis 1872**
- **Registre des élèves inscrits depuis 1872**

D. Inde

CALCUTTA UNIVERSITY ARCHIVES

(CUA – Calcutta)

Almanach : années 1881-1882 ; 1892

Calendar : année 1887

Minutes : années 1857 ; 1879-1880 ; 1917 ; 1922

NATIONAL ARCHIVES OF INDIA

(NAI – New Delhi)

Bureau of Education (1916-1922)

Série 6 – *Calcutta Madrasa Buildings*

Série 10 – *Technical Education in Russia*

Série 13 – *University of Paris, 15 september 1917*

Home Department

Education, 1858 – Proceedings 2-3, 10 septembre : *Revised bye-laws and regulations regarding Entrance Examinations in the Calcutta University*

Education, 1862 – Proceedings 11-16 (B), 9 juillet : *Establishment of a Hostel for Hindu Students in Calcutta in refusing a permanent monthly grant the Government of India expressed their opinion that such an institution should be self supporting*

Education, 1863 – Proceedings 53 (A), 30 janvier : *Proposed founding of scholarships in Calcutta University*

Education, 1868 – Proceedings 9-17, 19 septembre : *Establishment of scholarships to enable Natives of India to reside in England and study for the learned professions*

Education, 1869 – Proceedings 4-5, 13 mars : *Government scholarships tenable in England*

Education, 1870 – Proceedings n°4-6, 10 décembre : *Middle class schools in British Burma*

Education, 1872 – Proceedings n°7-8, juin : *Annual Gilchrist scholarships allotted to India*

Education, 1873 – Proceeding n°52, juin : *Scholarships rules*

Public, 1899 – Proceedings n°178-179, décembre : *Certificates of Identity to Indian students and others visiting England and foreign countries*

File n°418-439 : *Questions connected with Indian students and other visting England and foreign countries*

Education, 1900 – Proceedings 31-36, juillet : *Proposal to introduce Cambridge Local Examination in India*

Education, 1904 – Proceedings 91-124, octobre : *Institution of State technical scholarships to enable natives of India to pursue a course of study in Great Britain or other Western countries*

Education 1908 – Proceedings n°66-68, septembre : *Scholarships for Oriental studies*

Education, 1909 – Proceedings 20-22, janvier : *Delay in the arrival in England of State technical scholars from India*

Proceedings 26-27, Janvier : *Minute by the honourable Vice-Chancellor on the schools recognized by the Calcutta University*

Proceedings 52-66, juin : *Selection of Mr HLH Langley for the State scholarship tenable in Europe by domiciled Europeans and Eurasians*

Proceedings 56-57, septembre : *Proposal that principal governments may be empowered to award state technical scholarships on their own authority in the future*

Medical, 1909 – Proceedings 179-183, août : *Transfer of Miss KG Wall's scholarship from Medical College, Calcutta, to Edinburgh University*

Proceedings 4-5, décembre : *Scholarship to Edinburgh School of Medicine for Women*

Education, 1915 – Proceedings 115, mars : *Grant of R10 lakhs made to the Calcutta University on certain conditions for hostels for undergraduate students of affiliated colleges in Calcutta*

Education, 1916 – Proceedings 49-50, octobre : *Residence of students in unlicensed messes in Calcutta*

Foreign and Political Department, 1921 – Proceedings n°20-21, mai : *Question of the extension of State technical scholarships*

File n°206, novembre : *Allotment of State scholarships*

Education Department

1910, Education – Proceedings n°117-118, août : *Additions to chapter XXIV of the regulations of the Calcutta University relating to the residence of students*

1912, Education – Proceedings n°206, septembre : *Question of establishing a model hostel in Calcutta*

1917, Education – Proceedings n°69-71, novembre : *Residence of students in unlicensed messes in Calcutta*

1919, Education – Proceedings n°52-53, octobre : *Proposals made by the Calcutta University Commission regarding the reorganization of the University of Calcutta*

1921, Education – Proceedings n°171-175, septembre : *Complaint by the Calcutta University against the refusal of the Government of India to sanction the raising of the examination fees. Question and answer in the legislative assembly on the above subject*

1945, Education – File n°60/5-45 : *Private students – Syed Maqsood Ali, a private student for United Kingdom*

1945, Foreign Education Branch – File n°311-FE/45 : *Offer to scholarships to Indian students by the Watumull Foundation for studies in the USA*

Legislative Department

1913, Unofficial – U.O Regr, n°71 : *Question of the right of the Calcutta University to control hostels of privately managed Colleges*

Madras Residency

1925, Travancore and Cochin Residency – File n°1297/25 : *Scholarship – Grant of scholarship to their Ahmed Ali Khan of Banganapalle for study in England*

Department of Education, Health and Lands

1930, Education – Proceedings 295-296, août : *Collection of statistics relating to certain University examinations and the number of undergraduates in British India*

1932, Education – File n°103-32E : *Arrangements for free lodgings to foreign university students in France*

1935, Education – File n°85-14/35-E : *Imperial Institute of Veterinary Research, Muktesar, Employees, children of. Grant-Rules*

File n°13-28/35-E : *State scholars. United Kingdom. Report and Diaries*

1939, Education – File n°86-4/39-5 : *British Council Indian Scholarship. Allotment of an annual scholarship to India; Constitution of a preliminary selection committee*

1942, C.R. Department – File n°16-22/420S : *Reservation of seats in medical and engineering colleges for South and East African Indian students. Representation from colonial India Student Association Bombay*

1944, E.A. Department – File n°151-X/44 : *Grant of scholarships to Chinese medical students for a course of medical study in India : decision that normally second class TA should be allowed to foreign students admitted in India for training or for studies*

External Affairs Department

1938, External – File n°530-X/38 : *Admission of Maya Yan Kongsomchitta a Siamese student to the postgraduate course in Pali of the Calcutta University*

N Branch – File n°365 : *Training of two Iraqi students at the veterinary college, Calcutta*

1939, Accounts Branch – File n°167-1/39 : *Recovery of charges for the education of Nepal students in the Medical College Calcutta, during 1938-139*

Foreign and Political Department

1931, External – File n°227-X : *Arrangements for free lodgings to foreign university students in France*

Office of the Education Commissioner

1921, Relations of the Bureau and EC with the Advisory Committee – File n°4, juillet : *Information regarding facilities for Indian students in foreign countries*

Private Papers – M.R. Jayakar

Bombay Students' Brotherhood

Fonds du General Department – Education Branch (GenEd)**1863**

Avril, proceedings 95-98 – *Scheme for testing the qualification of candidates for employment in the subordinate grades of the public service by examination.*

1864

Janvier, proceedings 8-1 – *Additional material for January 1864: Report of the Director of Public Instruction on the Memorial of Rannee Surnomoyee and other inhabitants of Moorshedabad praying that the staff of the Berhampore College may be strengthened with a view to afford them the means of educating their children up to the Standard of the University degrees in Arts and Law.*

Janvier, proceedings 14-18 – *With reference to a communication from the Government of Ceylon that Government was informed that if they approve a first class passage on board of one of the Peninsular and Oriental Company's steamers will in future be provided for the Ceylon medical graduates returning to Ceylon.*

Janvier, proceedings 50-51 – *The Director of Public Instruction in reply to an enquiry as to what arrangement he would propose for providing legal instructions in the Colleges and Schools in the Mofussil, referred to his letter of the 7th December 1863, and stated that the institution of the Law lectureships therein proposed at Berhampore and Patna would be a sufficient provision for the object in view.*

Mars, proceeding 8 – *Letter for the Government of Ceylon requesting that first class passages may be provided in future for the medical graduates returning to Ceylon, forwarded to the Director of Public Instruction for information and guidance*

Janvier, proceedings 52-56 et 76-78 ;

Mars, proceedings 37-38 ;

Avril, proceedings 16-21 – *Selection of candidates desirous of qualifying themselves in England for practice*

Mars, proceedings 37-38 – *Appoint of a committee for selection of candidates desirous of qualifying themselves in England for practice as Barristers in India. Appointment of a committee*

Avril, proceedings 16-21 – *Selection of candidates desirous of qualifying themselves in England for practice as barristers in India*

1865

Juillet, proceedings 8-9 – *Admission of candidates for ministerial employment in mufassil offices. Revised circular regarding the candidates for Government service*

1866

Janvier, proceedings 46-48 – *A report from the Director of Public Instruction on the present condition of the Nizamut College at Moorshedabad; and the orders passed thereon*

1867

Janvier, proceedings 36-37 – *Proposal for Introduction of agricultural education*

1868

Juillet, proceedings 47-49 – *Proposed bestowal of State scholarships for Natives to enable them to study for the learned professions in England*

Juillet, proceedings 71-73 – *Further correspondence regarding the Gilchrist scholarship examination*

Août, proceedings 27-28 – *The Government of Bombay informed that one of the two candidates who were expected to present themselves for the special Gilchrist scholarship examination to be held in June last, has withdrawn and the other has complied with the conditions necessary to make him eligible to compete for the scholarship*

Août, proceedings 31-32 – *Proposed bestowal of state scholarships for natives to enable them to study for the learned professions in England*

Octobre, proceedings 56-62 – *Proposed bestowal of State scholarships for natives to enable them to study for the learned professions in England*

Octobre, proceedings 47-51 – *Recommending to the Government of India in the Home Department that the grant of one of the scholarships sanctioned in their resolution of the 19th September last, may be awarded to Syud Shurfooddeen, in consideration of the services of his father the late Syud Azimooddeen Khan Bahadoor, CSI and of the desirability of encouraging Mahomedans in prosecuting a course of study in England*

1869

Février, proceedings 29-31 – *Awarding to Syud Shurfoodeen Hossain Khan one of the scholarships to be held in England by Natives of this country who are desirous of qualifying themselves for one of the liberal professions*

Février, proceedings 32-36 – *Arrangement for holding the examinations for state scholarships*

Février, proceedings 37-44 – *Baboo Anandaram Burua, a Native of Assam and student of the Presidency college, selected as the successful candidate for the State scholarship tenable in Great Britain*

Février, proceedings 45-46 – *The Director of Public Instruction desired to report as early as he can the precise date on which Syud Shurfoodeen will sail for England*

Février, proceedings 47-49 – *With reference to the proposal submitted by the Director of Public Instruction how far establishing a Hostel in connexion with the Berhampore College he was requested to report – (1) as to the present condition of the "Calcutta Hostel" and how far it is still depend upon Government support; and (2) the amount and balance in hand of the Berhampore building fund*

1870

Juillet, proceedings 32-35 – *Application forms. Candidates for Whitworth scholarship*

Juillet, proceedings 51-52 – *The Director of Public Instruction furnished with copy of a letter from the Government of India, in the Home Department, and requested to make the alterations indicated in the revised senior scholarship rules, by which a scholarship earned in India may also be held in England, and to submit it for the approval of Government*

Juillet, proceedings 53-54 – *The Direction of Public Instruction furnished with copy of a dispatch and enclosure from the Secretary of State for India, reporting on the result of the Gilchrist scholarship examinations held in January last, and requested to issue the necessary orders to the successful candidates, Mr A.J. Read and Baboo Prossonno Koomar Roy, in regard to their departures for England ; also informed of the subjects and text books in Latin for the examinations of 1871 and 1872*

1875

Juin, file 88, proceeding 10 – *Director asked to suggest any plan that is likely to promote the starting of technical education for natives of Bengal*

Juillet, file 88, proceedings B 13-14 – *Report regarding the establishment in Calcutta of a mechanical school and factory for natives of Bengal*

1887

Janvier, file 27, proceedings 3 – *With reference to his letter n°587 dated 18th December 1876 the Director of Public Instruction requested to favour the Lieutenant-Governor with a full report of what is being done with regard to the foundation of a science school by the Indian league*

Janvier, file 44, proceedings 89-90 – *With reference to his letter n°5831, dated 18th December 1876, the Direction of Public Instruction requested to favour the Lieutenant Governor with a full report on the proposed accommodation for the industrial school at Bankipore, and on the new college building at Patna, after he has visited that station*

1882

Novembre, file 4, proceedings 17-18 – *Regulations for the matriculation for the Gilchrist scholarships*

1883

Mars, file 60, proceedings B – *Payment from provincial revenues on account of Natives of India going to England for education through the Home Treasury*

1886

Octobre, file 125, proceedings B 1-2 – *Native students and others proceeding to England and paid for by Government to be arranged through Messrs Thos. Cook and Son, General Railway and Steamship Agents, London*

1887

Novembre, file 21-26 – *Female Medical Education, Campbell Medical School*

Novembre, file 64, proceedings 4-5 – *Cost of passages to be refunded in case of forfeiture of scholarship in England*

1888

Octobre, file 52, proceeding 7 – *State scholarships for natives proposed for the participation of the Universities in India in the benefits of certain scholarship*

1895

Août, file 6E-2, proceedings B. 3-4 ;

Novembre, file 6E-2, proceedings 6-8 – *Examinations of the Government of India regarding the accommodation by railway and steamship to be provided for candidate for Gilchrist scholarships and State scholars*

1899

Septembre, File 7A-1, proceedings B 42-45 – *Report on the Indian Association for the cultivation of science*

Septembre, File 1H-9, proceedings B 121-124 – *Revision of the establishment for Eden Hindu Hostel, Calcutta*

1904

Avril, file 3L-1, proceedings 7-12 & 139-141 – *Submission of annual inspection reports showing the number of students in each college who live with their parents and who live in the Calcutta students' mess.*

Avril, file 10C-18, proceedings 51-58 – *Recognition of the HS examination, the Cambridge senior local examination, the senior commercial examination of the London chamber of Commerce and the commercial examination of the Victoria school, Kurseong as qualifications for Government employment*

Mai, proceeding 3-4 – *Examinations for commercial certificates of the London chamber of commerce adapted to the needs of Indian students*

Mai, proceeding 57-67 – *Establishment of a "Students Union" with a common room in the Presidency College for the purpose of allowing the students and professors to meet out of class. Proposal for the establishment of similar unions in Government colleges*

Mai, file 1H-12, proceedings 126-127 – *Amendment of the Bengal Local Self Government Act of 1885 giving power to district boards to construct and aid students hostels*

Juin, proceedings 1-8 – *Technical education : institution of industrial schools ; formation an industrial committee ; award of a State scholarship*

Juin, proceeding 9 – *State technical scholarships*

Juin, file 10C-1, proceedings 28-30 – *Scheme for the encouragement of technical education*

Juin, proceedings 72-73 – *Admission of Bengali students in the Bihar engineering*

Juillet, proceedings 23-25 – *Rules for the admission of Assamese and Burmese students in the College*

Juillet, proceedings 88-93 – *Construction of a hostel for the Bihar School of Engineering and other buildings attached thereto. Government Grant towards it*

Juillet, file 1U-1, proceedings 102-103 ;

Octobre, proceedings 3-12 – *Appearance of students outside the limits of Calcutta University at the University examinations to be held in 1905 and 1906*

Juillet, proceedings 136-141 – *Proposal for the establishment of an industrial school at Khulna*

Septembre, file 3L-1, proceedings 14-24 – *Reform of hostels in Bengal*

Novembre, file 10C-1, proceedings 64-87 – *Development of industrial education in Bengal*

1906

Janvier, file 3L-1, proceedings 20-21 – *Rules requiring the Hindu students of the Presidency College to reside in the hostels*

Janvier, proceedings 22-24 – *Rules for State technical scholars in England*

Janvier, proceeding 25 – *Improvement of hostels and students messes in Bengal*

1907

Septembre, file 1U-11, proceedings B 83-89 – *Additions to Chapter XXX of the University regulations. Taking up French as second language in the examinations for matriculation by students from the Dupleix College, Chandernagore. Syllabus for the examinations in French at the matriculation*

Octobre, proceedings 5-6 – *Transfer to England of a research scholarship granted to Babu Debendra Mohan Bose*

Octobre, file 9C-1, proceedings 73-74 – *Rules for the submission of applications and the principles governing the selection of candidates for state scholarships for Europeans and Eurasians*

Octobre, proceedings 84-85 – *Local governments empowered to sanction payment of travelling expenses of scholars from India to England*

E. Japon

JAPAN CENTER FOR ASIAN HISTORICAL RECORDS

(JACAR – En ligne : <http://jacar.go.jp>)

National Archives of Japan : Diplomatic Archives of the Ministry of Foreign Affairs

B020322733000 – *Compilation of miscellaneous documents relating to domestic politics of France / Territories and possessions / Indochina / Vietnamese royal family given asylum by Japan : from June 14, 1909 to October 19, 1909*

F. Royaume-Uni

1. Cambridge

WREN LIBRARY
(Cambridge)

REC48, 1 – *Minute Book, The Majlis, Cambridge*

2. Édimbourg

EDINBURGH UNIVERSITY ARCHIVES
(EUA – Édimbourg)

The Edinburgh Indian Association

Laws and Regulations, 1905

Correspondance, 1906

Syllabus of Meetings, 1908-1909

Constitution Laws and Regulations, 1911

Deed of Trust, 1910

Memorandum by Sir Henry Cook, 4 mars 1910

Copy letter from A.H.F. Barbour to sir Henry Cook, 9 novembre 1911

Students' Representative Council – Officiels for 1911-1912

Note to the counsel IC – The Edinbourg Indian Association against Emeritus prof Kirkpatrick and others, 1911

3. Londres et périphérie

BRITISH LIBRARY
(BL – Londres)

India Office Records

▪ Série L/PJ : *Political and Judicial Department*

L/PJ/6/102 – **File 1153** : *Proposed foundation by Dr FJ Mouat of scholarships in Calcutta University*

L/PJ/6/191 – **File 2089** : *A copy of a letter from Sala Bhagat Raur dated the 20th and of the reply of the 23rd. Instant is annexed, 24/12/1886*

File 2106 : *Babu Jogendro Naht Das, graduate of Calcutta University, selected for Governement scholarship for natives of India to study in England*

L/PJ/6/233 – **File 1468** : *Abdul Majid, Government scholar from Calcutta University ; requests an advance of his first month's salary*

L/PJ/6/284 – **File 1437** : *Mr J Platel, a graduate of Calcutta University, selected for a Government Scholarship to study in England*

L/PJ/6/327 – **File 1436** : *PE Cammiade for Government Scholarship in England*

File 1443 : *Grant-in-aid code for use in Anglo vernacular schools in NWP and Oudh*

File 1469 : *George A Jones; requests regulations for a selection of ICS candidates*

L/PJ/6/347 – **File 881** : *AR Drummond Hay ; requests information on Indian Police Force examination*

- File 885 : GS Legard ; application for Indian Police Force examination*
- File 887 : GD Piggot ; application for Indian Police Force examination*
- File 908 : Regulations for holding at Calcutta to Intermediate Examination in Arts and examinations of the University of London*
- the BA
- File 922 : House of Commons motion that ICS examinations should both in India and should be identical in their nature*
- England
- File 963 : London University Examination in Madras*
- File 964 : Mr AB Broadway ; late application for the Indian Police examination*
- L/PJ/6/379 – *File 1423 : Regulations India civil service*
- File 1425 : Art schools in India*
- File 1441 : Acknowledging receipt of answers of Calcutta Matriculation Examination candidates*
- File 1475 : Indian police force examination*
- L/PJ/6/384 – *File 1923 : Report on continuance of Government Schools of Art not yet finished*
- File 1973 : London University, Matriculation Examination at Calcutta*
- File 1891 : The Engineers' Certificates Validation Act*
- L/PJ/6/385 – *File 1894 : Indian civil service*
- File 2035 : London University : Matriculation examination to be held in Calcutta, January 1895*
- File 2041 : Holding of London University examination in India*
- L/PJ/6/394 – *File 578 : Discipline and moral training in Indian schools and colleges*
- File 589 : List of candidates for the matriculation examination of the London University to be held at Calcutta, June 1895*
- L/PJ/6/401 – *File 1217 : London University : matriculation examinations at Calcutta in 1896.*
- File 1220 : MF O'Dwyer ; encloses copy of a letter from Government of India granting him permission to appear at the preliminary Russian examination in October.*
- File 1242 : Surg-Gen WJ Van Somersen : asks whether his grandson, born in America, to an American father, is qualified to compete for the ICS.*
- File 1244 : Civil Service of India ; changes in the regulations for the Open Examination and Final Examinations.*
- File 1250 : Mr SM Cassim ; requests information on regulations for Indian Police Force examinations.*
- File 1262 : Examination of London University in Madras.*
- File 1263 : University of London : holding of BA examination in Madras.*
- File 1267 : Mr SM Cassim : requests information on regulations for Indian Police Force examination.*
- File 1271 : Publishing of results of the Police Force and Forest Service Examinations.*
- File 1298 : Civil Service of India ; open competition of 1895 ; number to be selected.*
- L/PJ/6/647 – *File 1967 : Babu Birendra Nath De, BA, a graduate of Calcutta University, selected for a Government scholarship to study in England*
- L/PJ/6/686 – *File 1741 : Royal Indian Engineering College, Cooper's Hill ; examination by the Medical Board of first year telegraph students.*
- File 1773 : Mining scholarship to be held at Birmingham.*
- File 1776 : Royal Indian Engineering College ; lists of students in residence rejoining the College on 27th September, 1904.*
- File 1777 : Royal Indian Engineering College ; reports of external examiners.*
- File 1798 : Cessation of the issue of the Royal Indian Engineering College Calendar ; payment of compensation to Messrs Harrison & Sons Printing Office.*
- L/PJ/6/812 – *File 1609 : Mr AT Ryan, Government Scholar and selected candidate, asks for a short extension of his Scholarships ; question of passage allowance for Government scholars for ICS.*

- File 1631** : RIE College, Cooper's Hill ; estimated expenditure 1907-1908.
- File 1639** : Copies of passports issued to natives of India visiting England and other foreign countries.
- File 1666** : B Narasingha Rao ; selected by Madras University for Government scholarship.
- File 1669** : Mr TA Bhavnani selected to be a Sir Mangaldas Nathubhai Scholar for 1907.
- File 1681** : Mr HS Talbot ; application for permission to take some photos of Cooper's Hill College.
- L/PJ/6/866** – **File 1520** : House of Commons question as to whether the senate of Madras University has decided to institute courses of study in Oriental learning.
- File 1521** : House of Commons question regarding difficulties with the creation of the Indian Institute of Science.
- File 1551**
- File 1592** : Indian Police Examination ; application from Mr AW Porter, whose mother is a native of Burma assigned to Madras in the Lower Provinces may take as an optional subject at the Final Examination the alternative Vernacular.
- L/PJ/6/924** – **File 752** : Indian Civil Service : documents for the 1909 Examination.
- File 758** : House of Commons question on shadowing of Indian students in London by Scotland Yard detectives.
- File 770** : Letter complaining of corruption at the National College, Calcutta.
- File 790** : Request from WC Mullick, Calcutta for information on boarding houses in London.
- L/PJ/6/961** – **File 3197** : Regulations for admission to the Indian Police Examination
- File 3218** : Civil Service Commission ; chief tests of the Examination in Riding for the Indian Police Force
- File 3232** : Mr W Coldstream asks for any resolutions or orders of public interest referring to Indian students in London
- L/PJ/6/1061** – **File 440** : Application by Mrs Katz for a grant to enable her to furnish and manage a hostel for Indian students in London.
- L/PJ/6/1120** – **File 4713** : Indian Students in England
- L/PJ/6/1170** – **File 2301** : Appointment of Mr Mallet as Secretary for Indian Students
- L/PJ/6/1180** – **File 2722** : Admittance of an Indian Student in Medicine in London or Edinburgh
- L/PJ/6/1198** – **File 3859** : Government of India ; Department of Education ; stating that Mr MN Gupta is still studying at the University of Birmingham.
- File 3852** : Police training college at Surdah, 25/09/1912.
- File 3929** : The Civil Service Commissioners grant permission to an Indian Civil Service probationer to interrupt his university residence for three weeks to undergo an operation.
- L/PJ/6/1210** – **File 4443** : Issue of certificates of status and recommendations in favour of Indian students wanting to obtain passports in England ; recommendation that they should be signed by the Secretary for Indian students.
- File 4462** : Request for information on Mr Syed Erfan Ali invited to join the Advisory Committee for Indian students in London.
- L/PJ/6/1369** – **File 1857** : List of Indian students who arrived in the United Kingdom during the 2nd half of 1914, with (and without) certificates of identity
- File 1902** : Mr CM Fembe applies for a passport to return to India
- L/PJ/6/1571** – **File 1263** : Rev. HM Angus, Serampore College : Examination in Calcutta for a London University BD degree
- L/PJ/6/1753** – **File 3665** : Calcutta University Commission : report on a statement by Sir M Sadler titled 'Indian Students in Other Lands'

- L/PJ/6/1767** – **File 5528** : Gol propose the grant of special scholarships + free passages for two Burmese students : Maung Ba Nyau and Maung Tha Tun
File 5581 : Committee on Indian Students: request for statistics of Indian students currently studying in the UK and Ireland, list
- L/PJ/6/1847** – **File 2010** : Reports on Visapur Jail (some documents an Edimburgh student)
File 2128 : University Education in Germany and facilities available for Indian students : enquiries, printed report for Governments
File 2129 : About studies in Germany
- L/PJ/6/1849** – **File 2452** : Madras University Act, 07/1922-03/1923
File 2541 : Resolution regarding the establishment of a university at Agra
File 2548 : ICS Delegacy, Oxford, report for the year 1922
File 2599 : Suggested issue to certain Governement Departments of a report on Indian students in Germany ; letters
File 2627 : Request of the ICS candidate, Mr KC Das Gupta to remain in the UK till April 1924 in order to be called to the Bar
File 2799 : Indian Police Service : table of marks for examination of 1922 ; enquiries of Mr EP White regarding 1923 examination

▪ **Série R/1** : Crown Representative's Records : Political Department Records

- R/1/1/4721** – **File 29(45)-IA(C)** : 1938 Alleged move by the Rt. Hon. Sir Akbar Hydari to disaffiliate Nizam's College from the Madras University.

▪ **Série Q/10** : Committee of Indian Students (1921-1922) "Lytton Committee"

***Sous-série Q/10/1** : Correspondence relating to the work of the Committee, 1921

- Q/10/1/1** – Correspondence with individuals, associations and organisations
Q/10/1/2 – Correspondence of the Office with the High Commissioner for India. Written evidence submitted to the Committee.
Q/10/1/3 –
Q/10/1/4 – Letter to the Secretary to the Indian students as to the Report on Indian students.
Q/10/1/5 – Letter, dated 16 July 1921, from the Secretary to the High Commissioner for India, forwarding a memorandum as to the policy and organisations of the Indian Student's Department by W.S. Meyer, with enclosures.
Q/10/1/6 – Correspondence between Lord Lytton, Chairman of the Committee on Indian Students, and the Right Hon E.S. Montague, Secretary of State for India, concerning a change to the terms of reference of the Committee and the necessity of the Committee abandoning its plan to visit India.
Q/10/1/7 – Correspondence regarding Indian students in America, Japan, France and Germany.
Q/10/1/8 – Correspondence file on the proposed visit of the Committee to Bradford.
Q/10/1/9 – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Cambridge.
Q/10/1/10 – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Oxford.
Q/10/1/11 – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Bristol.
Q/10/1/12 – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Birmingham.
Q/10/1/13 – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Sheffield.

- Q/10/1/14** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Manchester.
- Q/10/1/15** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Liverpool.
- Q/10/1/16** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Leeds.
- Q/10/1/17** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Edinburgh.
- Q/10/1/18** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Glasgow.
- Q/10/1/19** – Correspondence file on the business of the Committee while visiting Newcastle.

***Sous-série Q/10/2 :**

- Q/10/2/1** – Statement by Subodh Chandra Ray, Sasi Bhusan Bose and Akit Kumar Sarkar, three Indian accountancy graduated articulated with firms of Chartered Accountants in London.
- Q/10/2/2** – Statement by John Felix Waley, Barrister-at-law and Secretary to the Council of Legal Education, and enclosing a set of eight documents marked A to H.
- Q/10/2/3** – Memorandum on the care of Indian students during their residence in Great Britain by Francis H Skrins, Indian Civil Service (retired).
- Q/10/2/4** – Memorandum by Sir Charles Mallet.
- Q/10/2/5** – Memorandum by MP Bhargava, Government of India Technical School.
- Q/10/2/6** – Written statement by BC Vaidya, student of Law in London.
- Q/10/2/7** – Note by Sir Harvey Adamson, President, Burma Society.
- Q/10/2/8** – Letter to the Secretary to the Committee on Indian students from the Registrar of the General Council of Medical Education and Registration of the UK, enclosing a table showing the number of students and practitioners from India registered in virtue of qualifications obtained in India, 1911-1920.
- Q/10/2/9** – Memorandum by MG Kotibhasker, Secretary of the Manchester Indian Association.
- Q/10/2/10** – Letter to the Secretary to the Committee on Indian students from GS Dara, Honorary Secretary, London Indian Association, expressing the views of the Association.
- Q/10/2/11** – Statement by EJ Beck, National Indian Association, with covering letter and papers giving the number of English and Indian members of the Association.
- Q/10/2/12** – Opinion of T Owden Hart, President of the Federation of Curriers and Light Leather Tanners and Dressers, and a report on Indian students by FH Briggs, both regarding Indian students working in British factories.
- Q/10/2/13** – Memorandum by the Indian students of St Andrews University.
- Q/10/2/14** – Letter from RMJ Knaster, Warden of the hostel at 21 Cromwell Road, London, to RE Field, Joint Secretary to the Committee on Indian students, enclosing a statement regarding the relationship between the Warden and the House Managing Committee, a list of salaries paid to the domestic staff at 21 Cromwell Road, and statistics regarding the number of students who visited the hostel in the period 1920-1921.
- Q/10/2/15** – Statement by students at the hostel at 21 Cromwell Road, London.
- Q/10/2/16** – Statement by Ariam Williams, Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel.
- Q/10/2/17** – Memorandum submitted to the Committee on Indian students by D Rungapadhan, General Secretary of the YMCA Indian Students' Union and Hostel, with the balance sheet and accounts of the Indian Students' Union and Hostel for the 12 months ended 31st December 1920.
- Q/10/2/18** – Statement by Burmese students studying in the United Kingdom.
- Q/10/2/19** – Statement by RN Vaidya, student of economics at the University of London.
- Q/10/2/20** – Memorandum by EJ Turner, Secretary of the Commerce and Revenue Department of the India Office, containing replies to certain questions asked by the Committee on Indian students
- Q/10/2/21** – Two notes by WH Swain, Assistant Secretary in the Military Department of the India Office, on the number of Indians given commissions in the Indian Army and on questions raised at the Indian Students Committee on 17 August 1921
- Q/10/2/22** – Two notes by HF Dunkley, ICS (Burma), formerly Secretary of the Burma branch of the Burma Society: on the Burma Society in Burma, and giving his views on Indian students in England
- Q/10/2/23** – Statement of views by L Zutshi, student at the Royal School of Mines, London, with related correspondence

Q/10/2/24 – Letter from PJ Thomas, Balliol College, Oxford, to the Secretary of the Committee on Indian students, giving his views on the necessity of having a Government Hostel for Indian students in London

Q/10/2/25 – Letter, dated 26 September 1921, from TC Moore, past President of the North Staffordshire Chamber of Commerce, to the Secretary to the Committee on Indian students, confirming his attendance as a witness before the Committee and enclosing related correspondence giving his views on Indian students

Q/10/2/26 – Memorandum on Indian students by TP Nunn, Vice-Principal, London Day Training College, University of London

Q/10/2/27 – Memorandum by Lionel Curtis

Q/10/2/28 – Note on Indian students by Dr Janet Lane-Claypon, Dean of the Household & Social Science Department, King's College for Women

Q/10/2/29 – Statement by Dr E Deller, Academic Registrar, University of London, and a summary of views regarding students hostels

Q/10/2/30 – Note on Indian Women Students in Britain by Kate Platt, late Principal of the Lady Hardinge (Medical) College at Delhi, with covering letter

Q/10/2/31 – Note by Burmese students, Maung Tin Tut, CC Po and Seet Yew Lock

Q/10/2/32 – Statement by AR Mebla, Indian student in London

Q/10/2/33 – Statement by unidentified author concerning medical students in India and their qualifications to come to the UK to study

Q/10/2/34 – Memorandum by Dr AMH Gray, Vice-Dean, University College Hospital Medical School

Q/10/2/35 – Memorandum regarding tuition in Mining Engineering by Professor Granville Poole, University of Leeds

Q/10/2/36 – Statement by Professor HB Dixon, Professor of Chemistry, University of Manchester

Q/10/2/37 – Memorandum by George Colville, Secretary of the Institute of Chartered Accountants in England and Wales

Q/10/2/38 – Memorandum by Stanley Rice, Honorary Secretary of the East India Association

***Sous-série Q/10/3 :**

Q/10/3/6 – Secretary for Indian students at the India Office, 1912-1916

Q/10/3/25 – RN Vaidya, representing Indian students of Economics in London

***Sous-série Q/10/5 :**

Q/10/5/7 – Newspaper cuttings from British and Indian newspapers concerning the work of the Committee on Indian students

▪ **Série V/24 : Departmental Annual Reports**

V/24/832 – India, High Commission, London : Report on the work of the Indian Students Department, London, 1920/21-1939/40

▪ **Série V/26 : Committee and Commission Reports**

V/26/864/10 – Calcutta University (Sadler) Commission 1917-19 : Vol 13 Evidence : Statistics relating to colleges. Calcutta, 1919-20

V/26/864/13 – Indian Students (Lytton) Committee, 1921-22: Part 1 report and appendices; part 2 Evidence. London, 1922

▪ **Série Z/E/4 : Indexes to Correspondence with India**

E/Z/4/19/M474 – Proposed foundation of Government scholarship, 1846-1849

E/Z/4/33/C177 – Provision for students of Institutions affiliated to Calcutta University to enter University and receive degree

BRUNEL UNIVERSITY ARCHIVES
(Uxbridge)

Maria Grey Training College Archives (MGC)

Les archivistes ont mis à notre disposition une liste des étudiants étrangers (*Overseas Students*) ayant fréquenté le Maria Grey Training College entre 1894 et 1955.

- **The Teachers' Training and Registration Society (TTRS) Council Minutes** : vol. 1, octobre 1906
- **List of Students** : 1879-11
- **List of Students recognized by the Board of Education** : Summer 1939 ; Autumn Term 1939
- **Students in attendance** : Term 1939 ; 1939-1940
- **Maria Grey College Magazine** :
1901 ; 1902 ; 1906 ; 1907 ; 1908 ; 1909 ; 1910 ; 1911 ; 1912 ; 1913 ;
1914 ; 1915 ; 1918 ; 1919 ; 1920 ; 1921 ; 1922 ; 1923 ; 1924 ; 1925
; 1926 ; 1927 ; 1929 ; 1931 ; 1932 ; 1933 ; 1934 ; 1935 ; 1936 ; 1937
; 1939 ; 1941 ; 1944
- **Photographs** : 1907 ; 1908 ; 1911 ; 1912 ; 1913 ; 1934.

INNER TEMPLE ARCHIVES
(Londres)

La base de données établie par les archivistes d'Inner Temple pour la période 1547-1940 a été consultée. Celle-ci est disponible en ligne : <http://www.innertemplearchives.org.uk/>.

Gandhi Papers

Regroupement de documents concernant Gandhi numérisés : *call list* ; *call papers* ; *Admission Declaration* ; *Admission Stamp Book*.

Krishnavarma Papers

Regroupement de documents concernant Gandhi numérisés : *call list* ; *call papers* ; *Admission Declaration*.

4. Oxford

CHRIST CHURCH COLLEGE ARCHIVES
(Oxford)

Old Entry Lists

1855-1875 ; 1875-1899 ; 1909-1915 ; 1915-1930 ; 1930-1947

EXETER COLLEGE ARCHIVES
(Oxford)

Exeter College Register

Sub-Rector's cards

Photographs

SAINT JOHN'S COLLEGE ARCHIVES
(Oxford)

Admission Books

OXFORD UNIVERSITY ARCHIVES
(OUA – Bodleian Library – Oxford)

DC 39/1 – *Delegates for Oriental Students, 1916-1944*

LHD/FO/1/63 – *Vacation Residence*

LHD/SF/1/15 – *Lodging House Papers on the Delegacy for Oriental Students*

UR/2/12 – *Register of Colonial and Indian Students, 1902-1904*

UR/6/11/5, file 1 – *India – Delegacy for Oriental students, 1926-1946*

VC/1/101/83 – *Oriental Students*

India Institute

IN 1/2 – *Minutes – curators* : 1884-1905 ; 1905-1929 ; 1929-1962

IN 9/1 – *Visitors' Book, 1884*

SOMERVILLE COLLEGE ARCHIVES
(Oxford)

SC/AO/RG/CR/1-8 – Somerville College registers 1896-c. 1940

SC/AO/RG/CR/SH – Somerville Hall register, 1879-1895

SC/PO/PP/AM/10 – Jowett letters (Agnes Maitland papers)

SC/GB/MP/CM/1 – Council minutes Vol 1

Somerville Students' Association Annual Reports

1912 ; 1913 ; 1915 ; 1917 ; 1925

NATIONAL ARCHIVES
(NAUK – Richmond)

Fonds du Colonial Office, Commonwealth and Foreign and Commonwealth Offices

323/1128/12 – Education: admission of colonial students to English universities and West Indian students to Canadian universities, 1931

Fonds du Département d'éducation et des sciences

24/1994 – Information on the number of Dominion and Indian students at British Universities, supplied for the Imperial conference, 192

39/1057 – The Currie scholarship for Indian forest students, 1908

39/1058 – The Currie scholarship for Indian forest students, 1931

39/1329 – The Currie scholarship for India forest students, 1942

Fonds du Foreign Office

345/53 – Indian students, correspondence, 1909-1917

Fonds du Medical Research Council

1/6980 – Postgraduate training for Indian medical students, 1944-1946

Fonds du Ministry of National Service

1/998 – Indian students residing in Great Britain : inquiry concerning position under New Military Service Bill, 1918

Fonds de The Crown Estate and Predecessors

4/110 – Entertainment: Indian officers and students ; French professors and students, 1870s

Fonds du War Office

203/4577 – Indian students in Japan, repatriation, 1/10/1945-31/12/1945

G. Vietnam

ARCHIVES NATIONALES DU VIETNAM – CENTRE N°1

(ANV1 – Hanoi)

Fonds de la direction des Finances de l'Indochine (DFI)

- 1 551** – Demande de subvention sous forme de bourses aux étudiants formulée par la présidence de la Cité universitaire d'Aix-en-Provence, 7 rue Emeric-David, Aix-en-Provence, 1936
- 3 599-01** – Construction de la Cité universitaire à Hanoi, 1941-1943
- 4 457** – Allocation de subventions accordées à l'Université de Paris sur le budget général à titre de participation de la Colonie aux dépenses de la Commission du brevet de capacité colonial de cette Université, 1930-1940
- 5 339** – Construction et agrandissement de l'Université indochinoise à Hanoi, 1921-1930
- 6 767** – Au sujet de la bourse de voyage en Indochine accordée à Tran Duc Thao reçu à l'École normale supérieure de l'Indochine, 1939
- 7 960** – Bourse destinée à Rosset Boulon, ancien boursier de l'École normale de Saint Cloud, 1931
- 7 961** – Bourse destinée aux élèves coloniaux de l'École nationale des Eaux et forêts, 1931
- 8 452** – Allocation des subventions à l'Alliance française à Paris pour la participation à la fête amicale organisée par le Comité Paul Bert à Paris (France), 1908-1930
- 9 897** – Subventions accordées à l'Institut colonial du Havre, 1937
- 10 685** – Demande de fonds formulée par le président de la Société des études occidentales de Hué pour les frais de boursiers de la dite Société, 1929
- 10 967** – Subventions accordées à l'École d'application ménagère à Hanoi pour assurer le fonctionnement de cette École, 1929-1930
- 11 067** – Allocation d'une bourse de 10 000 francs à Paramananda Mariadassous, demeurant à l'hôtel de la Paix pour l'école de médecine et de pharmacie de Hanoi, 1937-1940
- 11 090** – Allocation des subventions imputées sur le budget général de l'Indochine à la Société Paul Bert à Paris, 1922-1925
- 11 630** – Subventions accordées à la Mission laïque française pour continuer son œuvre de diffusion de la pensée française, d'aide matérielle et d'appui moral en Indochine, 1906-1930
- 11 649** – Au sujet de la reconstitution du Foyer des étudiants de l'Indochine, 1929-1932
- 15 244** – Complément de bourse accordé au prince Sisowath Youtewong, étudiant à la faculté des sciences à Montpellier (France), 1941
- 15 575** – Contribution de l'Indochine d'une somme destinée à la fondation en France d'une « Maison de la France d'outre-mer », 1935
- 16 357** – Création d'une école supérieure des arts ménagers à Da Lat (Annam), 1944
- 18 458** – Bourse accordée à Nguyen Nhu Kon Tum pour lui permettre de poursuivre ses études à Paris, 1933-1934

Fonds de la direction de l'Agriculture, des Forêts et du Commerce de l'Indochine

- 887** – Création en Indochine d'une école professionnelle supérieure dite « École coloniale d'Arts et Métiers », 1902

Fonds du gouvernement général de l'Indochine (GGI)

- 1 691** – Autorisation de séjour en France accordée à M. Tessarech pour ses études
- 2 112** – Création d'une école supérieure des sciences et d'enseignement technique
- 2 828** – Création et fonctionnement de l'École Pavie à Hanoi, 1905-1908

- 2 855** – Demandes de bourses d'études en France formulées par des Indochinois engagés volontaires pendant la guerre
- 2 860** – Demandes de bourses d'études en France formulées par des militaires indochinois en instance de rapatriement
- 4 815** – Au sujet de la suppression de l'École Pavie
- 4 816** – Fonctionnement de l'École Pavie
- 4 817** – Fonctionnement de l'École Pavie
- 4 818** – Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie
- 4 820** – Au sujet de la création à Hanoi d'une école supérieure pour les fils de mandarins chinois
- 4 825** – Études de Vong Vaddey Ponn, Cambodgien en France
- 7 485** – Création de bourses d'études à l'École nationale supérieure d'agriculture coloniale de Nogent et à l'École nationale forestière de Nancy pour la formation d'agronomes et de forestiers : arrêtés, télégrammes officiels, correspondances entre le ministre des Colonies, le gouverneur général de l'Indochine et le directeur de l'Agence économique de l'Indochine relatifs à la création de bourses d'études aux écoles supérieures d'agriculture
- 8 857** – Rapport sur le passage au Tonkin de Tcheng Yong Tchang, réviseur de l'Académie (Han Lien Yuen, inspecteur des écoles)
- 10 136** – Création d'une « École des Hautes Études » à Hué à l'usage des candidats aux fonctions de mandarins en Annam, 1921-1922
- 10 148** – Étudiants chinois faisant leurs études dans les écoles de l'Union américaine, 1905-1906
- 10 149** – Fonctionnement de l'École Pavie, 1905
- 10 150** – Rapports mensuels sur le fonctionnement de l'École Pavie, 1905-1906
- 10 152** – Rapport sur l'extension de l'École Pavie, 1906
- 15 244** – Complément de bourse accordé au prince Sisowath Youtevong, étudiant à la faculté des sciences de Montpellier (France), 1941
- 17 165** – Création et fonctionnement des Écoles d'éducation physique en Indochine, 1941-1944 : création d'une École de moniteurs d'éducation générale et physique en Indochine. Création à Da Lat d'une école supérieure des cadres de la Jeunesse féminine

Fonds de la Mairie de Hanoi

- 2 716-01** – Fonctionnement de l'association dénommée « Association catholique des étudiants indochinois »
- 2 849** – Autorisation de fonctionner l'Association dénommée « Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel » en 1934
- 2 886** – Demande de création de l'association dénommée « Auberges de la Jeunesse au Tonkin » formulée par Hoang Gia Loi, étudiant en droit, domicilié à Hanoi
- 2 898** – Autorisation de fonctionner l'Association des étudiants et anciens étudiants de l'École de médecine et de pharmacie de Hanoi, 1934
- 2 902** – Fonctionnement de l'Association générale des étudiants indochinois de l'Université indochinoise, 1936-1940
- 2 941** – Demande tendant à être autorisé à réunir les anciens élèves de l'École des hautes études indochinoises, formulée par Nguyen Duy Xan, tri huyen en service de cabinet pour étudier la question de la fondation d'une amicale des étudiants de cette école
- 2 897** – Autorisation de fonctionner l'association dénommée « Amicale des anciens étudiants de l'École des hautes études indochinoise », 1933-1936
- 3 496** – Fonctionnement de l'Association générale des étudiants indochinois de Hanoi, 1945

Fonds de la résidence de Hadong

- 3 766** – Concours d'admission aux différentes écoles de l'Université indochinoise, 1923-1928
- 3 767** – Fonctionnement de l'École de médecine de Hanoi

3 815 – Règlement de l'Association d'encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel, 25 mars 1914

Fonds de la résidence supérieure du Tonkin (RST)

16 489 – Demande d'emploi formulée par Pham Xuan Sac, étudiant, 1913-1914

16 980 – Dossier concernant Tran Quang Tran, étudiant du village de Te My, canton de Lien Huyen, huyen de Gia Vien, province de Ninh Binh, 1908

17 059 – Dossier concernant Tran Doan Mien, étudiant sai phai au bureau du Kinh Luoc, 1894

18 703 – Dossier concernant Nguyen Thich : demande de bourse d'études

19 439 – Dossier concernant Nguyeyn Van Huan demanant à être admis à l'école des Hâu Bô

20 349 – Nourriture de pupilles du comité Paul-Bert à l'Alliance française

22 587 – Demande de bourse scolaire pour l'École d'électricité et de mécanique industrielles de Paris

22 588 – Création d'une bourse à l'École d'électricité et de mécanique industrielle de Paris, 1907

32 847 – Incident survenu entre un agent de police et trois élèves de l'École Pavie

40 054 – Fonctionnement de l'École d'électricité et de mécanique industrielles française

41 658 – Au sujet de l'attitude de Dang Tran Cung, étudiant en droit à l'égard du brigadier de police Angelard, 1926

47 721 – Saisie de livres par la Douane à Laokay à un étudiant chinois, 1909

47 978 – Renseignements sur les absences de garde des étudiants à l'hôpital du Protectorat, 1935

56 232 – Demande de bourse d'études en France formulée par Luong Tam Ky, en faveur de son fils Luong Van Qui

69 329 – Au sujet de la demande de bourse scolaire formulée par Nguyen Thi Hanh, fille de Nguyen Van Khuong, chef de garage, au gouverneur général de l'Indochine

73 425-01 – Au sujet de l'établissement d'un concours pour l'obtention d'une bourse à l'École vétérinaire et à l'admission d'auditeurs libres dans cet établissement en Annam, au Cambodge et en Cochinchine

73 426-01 – Admission des élèves à l'École vétérinaire du Tonkin

73 459-02 – Demandes de bourse scolaire pour l'année 1904-1905 formulées par des parents en faveur de leurs enfants européens

73 462-02 – Demande de renouvellement de bourse scolaire formulée par Villette pour l'année 1907-1908

73 468-03 – Demande de transformation de la gratuité scolaire en bourse d'internat faite par Nguyen Duc en faveur de son frère Paul Jam (sic)

73 473-01 – Institution de la commission d'examen des bourses et secours scolaires au Tonkin

73 474 – Au sujet des bourses et secours scolaires accordés aux Français pendant l'année 1919-1920

73 502-03 – Fonctionnement des écoles professionnelles au Tonkin

73 503 – Projet de création d'une école professionnelle maritime à Haiphong ou à Saigon

76 113 – Paiement par les fonds de secours des frais d'entretien de Hoang Thi The, fille de Hoang Hoa Tham, à son retour en Cochinchine

77 633 – Au sujet de la réduction des tarifs de tramways en faveur des étudiants résidant à la Cité universitaire

78 938 – Lettre du gouverneur général de l'Indochine transmissive de divers documents relatifs à l'incident de la CIUP

79 257 – Fondation d'une association « Encouragement à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel » pour l'envoi et l'entretien en France des jeunes Annamites pour l'achèvement de leurs études

79 886 – Création en France de la société des étudiants indochinois « Dong bao than ai » par Phan Chu Trinh et Phan Van Truong, 79 886

80 979-02 – Divers communiqués de presse en Indochine du 1^{er} au 18 septembre 1936

82 058 – Organisation des concours d'admission à l'Université indochinoise, 1924

82 060 – Organisation des concours d'admission à l'Université indochinoise, 1926

82 063 – Demandes d'inscription au concours d'admission à l'Université indochinoise formulées par les candidats

84 085 – Arrêté du gouverneur général de l'Indochine accordant à Hoang Thi The une bourse scolaire portée de 1 500 francs à 2 000 francs par authentique

Fonds du service d'Enregistrement, des Domaines et du Timbre

11 577 – Recherche de la famille de Nguyen Huu Thong, étudiant passager décédé à bord du paquebot « Leconte de Lisle », 1^{er} août 1939

Fonds du TPI de Haiphong

2 524 – Défaut de titre d'identité commis par Soth Chhin, étudiant à l'Université de Hanoi et Ya Yung, élève d'agriculture à l'Université indochinoise, originaires du Cambodge

ARCHIVES NATIONALES DU VIETNAM – CENTRE N°2
--

(ANV2 – Ho Chi Minh Ville)

Fonds du gouvernement de la Cochinchine (GouvCoch)

4 329 P1/2 – Dossier relatif au rapatriement de M. Jean-Baptiste Can, étudiant en médecine à Alger, bourse à l'école normale d'Alger à M. Tran Van Ngot, année 1902

6 683 P1/2 – Dossier relatif aux demandes de réquisitions à titre remboursable, gratuit passage des étudiants en France, années 1913-1914

6 983 – Dossier relatif à l'admission et autres activités à l'Université indochinoise, l'École de Droit et l'École normale de Gia Dinh, années 1911-1938

7 061 – Dossier relatif à la situation des étudiants indochinois, des cités universitaires des étudiants indochinois en France, années 1921-1941

7 196 – Dossier relatif à la création et activités de l'école pratique de médecine indogène de Saigon, années 1903-1906

7 335 – Dossier relatif aux demandes des passages gratuits, de rapatriement des étudiants des Indochinois, années 1928-1930

11 224 P1/2 – Dossier relatif aux organisations et activités de la Société de patronage des étudiants étrangers, Société amicale des anciens élèves des frères de l'Institut Taberd, Alliance française, Économats saïgonnais, années 1891-11

16 541 P1/2 – Dossier relatif aux frais du stage de l'étudiant chinois Tchi Pei Ki à l'Hôpital de Cho Lon, année 1921

17 092 P1/2 – Dossier relatif aux jeunes étudiants annamites revenus de France et possédant une culture occidentale, année 1927

18 944 P1/2 – Dossier relatif à la construction d'un foyer des étudiants cochinchinois au Tonkin, construction du pavillon des étudiants cochinchinois à Ha Noi, exposition de Sai Gon, sports scolaires, années 1941-1942

23 327 P1/2 – Dossier relatif à la situation des étudiants en droit, année 1910

23 265 P1/2 – Dossier relatif à l'admission, échnage des étudiants entre le Japon et l'Indochine française, création, ouverture, fermeture d'école, années 1941-1943

23 290 P1/2 – Dossier relatif à la subvention aux étudiants cochinchinois du Tonkin, création d'une cité universitaire à Hanoi, maison des étudiants, 1941-1942

26 742 P1/2 – Dossier relatif aux bourses et secours scolaires accordés aux étudiants de l'Université indochinoise, années 1934-1935

30 142 P1/2 – Dossier relatifs à l'allocation scolaire accordée à la Société de Protection de l'Enfance de la Cochinchine pour lui permettre de subvenir aux frais d'études de sa pupille Phũ Thống đốc Nam Kỳ (1859-1945)

30 541 P1/2 – Dossier relatif aux subventions du budget local aux provinces, cercles, associations, sociétés, Foyer des étudiants annamites à Hanoi, syndicat de la presse cochinchinoise, service de la Marine, années 1909-1935

32 442 P1/2 – Dossier relatif aux secours aux Indochinois en France à la subvention au Comité des étudiants cochinchinois au Tonkin et aux sociétés et groupements divers, années 1935-1940

46 724 P1/2 – Dossier relatif aux renseignements sur la famille de l'étudiant Nguyễn Văn Quyên à Tanan année 1944

47 461 P1/2 – Dossier relatif au nombre d'élèves à admettre à l'Université à la rentrée d'octobre 1931

Bibliographie

1. Repères et outils

A. Dictionnaires

BAUD Pascal, BOURGEAT Serge, BRAS Catherine, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier, 2008.

IRIYE Akira, SAUNIER Pierre-Yves (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History: From the mid-19th century to the present days*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2009.

B. Cartographie

KLEIN Jean-François, SINGARAVELOU Pierre, DE SUREMAIN Marie-Albane, *Atlas des empires coloniaux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, éditions Autrement, 2012.

C. Sites internet

Geoconfluences : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>

Hansard-UK Parliament : <http://hansard.parliament.uk>

Making Britain : <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain>

South Asian American Digital Archive : <http://saada.org>

UncoverED : <http://uncover-ed.org>

D. Histoire générale de l'Asie

GROSSER Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019.

MARKOVITS Claude (dir.), *Histoire de l'Inde moderne 1480-1950*, Paris, Fayard, 1994.

ODAKA Konosuke, *The Myanmar Economy: Its Past, Present and Prospects*, New York, Springer, 2015.

PAULES Xavier, *La République de Chine. Histoire générale de la Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019.

ROBINSON Francis (dir.), *The Cambridge Encyclopedia of India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Nepal, Bhutan and the Maldives*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1989.

TERTRAIS Hugues, *L'Asie pacifique au xx^e siècle, des empires aux nations*, Paris, Armand Colin, 2014.

2. Historiographie et méthodologie

A. Histoire globale, histoire comparée, histoire connectée

BARKEY Karen, « Trajectoires impériales : histoires connectées ou études comparées ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°54-4bis, 2007/5, p. 90-103.

BOSE Sugata, *A Hundred Horizons: The Indian Ocean in the Age of Global Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

COHEN Robin, *Global Diasporas. An Introduction*, Londres-New York, Routledge, 2008.

CONRAD Sebastian, *What is Global History*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2016.

DOUKI Caroline, MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°54-4 bis, 2007/5.

FICHTER James R., *British and French Colonialism in Africa, Asia and the Middle East. Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019.

HEDINGER Daniel, HEÉ Nadin, « Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition », *Journal of Modern European History*, 2018, p. 429-452.

MARGOLIN Jean-Louis, MARKOVITS Claude, *Les Indes et l'Europe. Histoires connectées xv^e-xx^e siècle*, Paris, Gallimard, 2015.

WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1, p. 7-36.

WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, 2004.

B. Colonial et imperial studies

BALANDIER Georges, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, 1951, p. 44-79.

BALLANTYNE Tony, « Colonial Knowledge », in STOCKWELL Sarah (dir.), *The British Empire. Themes and Perspectives*, Oxford, Blackwell Publishing, 2007, p. 177-197.

BHABHA Homi K., « Of mimicry and man : the ambivalence of colonial discourse », in Frederick Cooper, Ann Stoler (dir.), *Tensions of Empire: Colonial Cultures and the Bourgeois World*, Berkeley, California University Press, 1997, p. 152-160.

BURTON Antoinette, *Empire in Question: Reading, Writing and Teaching British Imperialism*, Durham-Londres, Duke University Press, 2011.

JEZEQUEL Jean-Hervé, « Grammaire de la distinction coloniale. L'organisation des cadres de l'enseignement en Afrique occidentale française (1903-fin des années 1930) », *Genèses*, n°69, 2007/4, p. 4-25.

KLEIN Jean-François, DE SUREMAIN Marie-Albane, « Clio et les colonies. Retour sur des historiographies en situation », *Romantisme*, n°139, 2008/1, p. 59-80.

PLATANIA Marco, « L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°24, 2011/1, p. 189-207.

SIBEUD Emmanuelle, « Post-Colonial et Colonial Studies : enjeux et débats », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°51-4bis, 2004/5, p. 87-95.

STOLER Ann Laura, COOPER Frederick, *Repenser le colonialisme*, Paris, Payot, 2013.

C. Histoire de l'éducation et de l'enseignement

BARTHELEMY Pascale, « L'enseignement dans l'empire colonial français : une vieille histoire ? », *Histoire de l'éducation*, n°128, 2010/4.

BARTHELEMY Pascale, ROGERS Rebecca, « Enseignement et genre en situation coloniale (Maghreb, Afrique, Inde, Indonésie, Indochine) in, Margaret Maruani, *Travail et genre dans le monde*, Paris, La Découverte, 2013.

CHARTON Hélène, « Produits d'Empires : expériences universitaires britanniques et françaises en Asie et en Afrique aux XIXe et XXe siècles », introduction au dossier *Enseignement supérieur et universités dans les espaces coloniaux, Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 394-395, 1/2017, p. 5-13.

D'ENFERT Renaud, ROGERS Rebecca, « Orientations et lieux de la recherche en histoire contemporaine de l'éducation en France depuis 2000 », *Histoire de l'éducation*, n°154, 2020/2, p. 143-176.

GARMS Jörg, « Le Grand Tour et la fascination pour l'Antique », in Thomas W. Gaehtgens, Kenneth Pomian, *Histoire artistique de l'Europe : le XVIII^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1998.

PICARD Emmanuelle, « L'histoire de l'enseignement supérieur français. Pour une approche globale », *Histoire de l'éducation*, n°122, 2009.

SINGARAVELOU Pierre, « 'L'enseignement supérieur colonial'. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, n°122, 2009.

D. Histoire des migrations

GHOSH Bimal Ed., *Return Migration : Journey of Hope or Despair ?*, Genève, International Organization for Migration, 2001.

GMECH George, « Return Migration », *Annual Review of Anthropology*, n°9, 1980, p. 135-159.

PERROUD Mélanie, « Migration retour ou migration détour ? Diversité des parcours migratoires des Brésiliens d'ascendance japonaise », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n°1, 2007, p. 49-70.

E. Socialisation et politisation

DARMON Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2011.

GRANGER Christophe, *Joseph Kabris ou les possibilités d'une vie 1780-1822*, Paris, Anamosa, 2020.

IHL Olivier, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol.2, 2002/2, p. 125-144.

NAY Olivier, *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016.

NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2008.

3. Histoire des mondes coloniaux et impériaux

A. Approches transversales

CHARLE Christophe, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940) Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Le Seuil, 2001.

FREMEAUX Jacques, « Les contingents impériaux au cœur de la guerre », *Histoire, économie et société*, n°23-2, 2004, p. 215-233.

GERWARTH Robert, MANELA Erez (dir.), *Empires at War, 1911-1923*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

GOSCHA Christopher E., THENAULT Sylvie, « Maghreb-Indochine. Comparaisons impériales », *Monde(s). Histoire espaces relations*, n°12, novembre 2017.

JENNINGS Eric, *Vichy sous les Tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940- 1944*, Paris, Grasset, 2004.

SAADA Emmanuelle, *Empire's Children. Race, Filiation, and Citizenship in the French Colonies*, Chicagon-Londres, Univeristy of Chicago Press, 2012.

SINGARAVELOU Pierre (dir.), *Les empires coloniaux, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions Points, 2013.

SURUN Isabelle (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires 1850-1960*, Neuilly, Atlande, 2012.

WEBER Jacques, *Le Siècle d'Albion. L'Empire britannique au XIX^e siècle 1815-1914*, Paris, Les Indes savantes, 2011.

B. Inde britannique

ARNOLD David, *Science, Technology and Medicine in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

CARU Vanessa, « La fabrique du logement ouvrier à Bombay : réalisations publiques et pratiques habitantes (1898-1926) », *Histoire Urbaine*, n°19, juillet 2007, p. 55-76.

FORBES Geraldine, *Women in Colonial India. Essays on Politics, Medicine, and Historiography*, New Delhi, Chronicle Books, 2005.

FURNIVALL J.S., *Burma, 1870-1940 : Education*, in Paul H. KRATOSKA, *South East Asia, Colonial History. Vol.III : High Imperialism, 1890s-1930s*, Londres, Taylor & Francis, 2001.

GANACHARI Aravind, « First World War: Purchasing Indian Loyalties: Imperial Policy of Recruitment and 'Rewards' », *Economic and Political Weekly*, n°8, vol. 40, 2005.

METCALF Barbara D., METCALF Thomas R., *A Concise History of Modern India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

SMITH Vincent Arthur, *The Oxford History of India*, Oxford, Oxford University Press, 1958.

WEBER Jacques, *Les établissements français en Inde au XIX^e siècle (1816-1914)*, Paris, Librairie de l'Inde éditeur, 1988.

C. Indochine française

ABBE Gabrielle, « La 'rénovation des arts cambodgiens'. George Groslier et le Service des arts, 1917-1945 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°27, 2008.

ABERDAM Marie, « Élités cambodgiennes en situation coloniale, essai d'histoire sociale des réseaux de pouvoir dans l'administration cambodgienne sous le protectorat français (1860-1953) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Singaravélou, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2019.

BROCHEUX Pierre, HEMERY Daniel, *Indochine. La colonisation ambiguë 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001.

DABAT Amandine, « Hà̀m Nghi (1871-1944) empereur en exil, artiste à Alger », thèse de doctorat en histoire de l'art sous la direction d'Edith Parlier-Renault, Université Paris-Sorbonne, 2015.

FOURNIAU Charles, TRINH Văn Thảo (dir.), *Le contact colonial franco-vietnamien. Le premier demi-siècle (1858-1911)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1999.

DE GANTES Gilles, NGUYEN Phuong Ngoc (dir.), *Vietnam : le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2009.

HA Marie-Paule, *French Women and the Empire. The Case of Indochina*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

HANSEN Ann-Ruth, *How to Behave. Buddhism and Modernity in Colonial Cambodia, 1860-1930*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2007.

HERBELIN Caroline, *Architecture du Vietnam colonial. Représenter le métissage*, Paris, CTHS-INHA, 2016.

GOSCHA Christopher E., « 'Le barbare moderne' : Nguyen Van Vinh et la complexité de la modernisation coloniale au Vietnam », *Outre-Mers*, n°332-333, 2001, p. 319-346.

GOSCHA Christopher E., *Indochine ou Vietnam ?*, Paris, Vendémiaire, 2015.

MONNAIS-ROUSSELOT Laurence, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise, 1860-1939*, Paris, CNRS Éditions, 1999.

NAMBA Chizuru, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisateur, propagande et rivalité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2012.

NGUYỄN Thế Anh, « L'élite intellectuelle vietnamienne et le fait colonial dans les premières années du xx^e siècle », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n°278, tome 72, 1985.

PAPIN Philippe, *Histoire de Hanoi*, Paris, Fayard, 2001.

POISSON Emmanuel, *Mandarins et subalternes au nord du Viêt Nam. Une bureaucratie à l'épreuve (1820-1917)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

RAFFIN Anne, *Youth Mobilization in Vichy. Indochina and Its Legacies, 1940-1970*, Lanham, Lexington Books, 2008.

VERNEY Sébastien, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940- 1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012.

D. Métropoles impériales

BOITTIN Jennifer Anne, *Colonial Metropolis. The Urban Grounds of Anti-Imperialism and Feminism in Interwar Paris*, Lincoln-Londres, University of Nebraska Press, 2010.

COWELL William H., « 'Influential Centres of Disaffection': Indian Students in Edwardian London and the Empire that Shaped Them », Mémoire pour les Honneurs, 2015.

DRIVER Felix, GILBERT David, « Capital and Empire : Geographies of Imperial London »M, *GeoJournal*, n°1/2, vol. 51, p. 23-32.

EADE John, *Placing London : From Imperial Capital to Global City*, Oxford-New York, Berghahn Books, 2001.

GOEBEL Michael, *Paris, capitale du tiers-monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017.

LEGRANDJACQUES Sara, « Encadrer les 'jeunes cerveaux'. Les pouvoirs publics face aux étudiants indiens et indochinois en métropole à l'aube du xx^e siècle (1900-1912), *Jahrbuch für Universitätsgeschichte*, à paraître fin 2021.

SCHAFFEL Paul, « Empire and Assassination : Indian Students, 'India House', and Information Gathering in Great Britain, 1898-1911 », mémoire soumis pour l'obtention du diplôme de *Bachelor of Arts avec Honors* en Histoire, Wesleyan University, 2012.

VISRAM Rosina, *Asians in Britain. 400 Years of History*, Londres, Pluto Press, 2002.

E. Sciences et savoirs d'empires

COHEN William B., *Empereurs sans sceptre. Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École Coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 1973.

LARDINOIS Roland, *Scholars and Prophets: Sociology of India from France in the 19th-20th Centuries*, Londres, Taylor and Francis, 2017.

MANJAPRA Kris, *Age of Entanglement. German and Indian Intellectuals Across Empire*, Cambridge-London, Harvard University Press, 2014.

SINGARAVELOU Pierre, *Professor l'empire. Les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

SINGARAVELOU Pierre, « Les stratégies d'internationalisation de la question coloniale et la construction transnationale d'une science de la colonisation à la fin du XIXe siècle », *Monde(s)*, n°1, 2012/1, p. 135-157.

4. Histoire de l'enseignement et de l'éducation

A. Général

CHARLE Christophe, VERGER Jacques, *Histoire des universités*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

CHEESBROUGH A., « A short history of agricultural education up to 1939 », *The Vocational Aspect of Secondary and Further Education*, vol. XVIII, 41, 1966, p. 181-200.

CONDETTE Jean-François (dir.), *Le coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

GUESLIN André (dir.), *Les Facs sous Vichy*, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut d'études du Massif central, 1994.

IRISH Tomás, *The University at War, 1914-1925. Britain, France and the United States*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015.

KARADY Victor, « La république des lettres des temps modernes. L'internationalisation des marchés universitaires occidentaux avant la Grande Guerre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 121-122,, mars 1998, p. 92-103.

LEMBRE Stéphane, *Histoire de l'enseignement technique*, Paris, La Découverte, 2016.

PROST Antoine, *L'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968.

TAYLOR John, *The Impact of the First World War on British Universities. Emerging from the Shadows*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018.

VERGER Jacques, « La mobilité étudiante au Moyen Âge », *Histoire de l'éducation*, n°50, 1991, p. 65-90.

B. Éducation et enseignement en situation coloniale et impériale

KELLY Gail P., ALTBACH Philip G. (dir.), *Education and the Colonial Experience. Second Revised Edition*, New Brunswick – Londres, Transaction Books, 1984.

KELLY Gail P., *French Colonial Education. Essays on Vietnam and West Africa*, New York, AMS Press, 2000.

LEGRANDJACQUES Sara, « Interconnexions universitaires. Pour une approche transimpériale de l'enseignement supérieur en Asie coloniale, années 1850-1930 », *Cahiers Sirice*, n°20, 2018, p. 29-48.

LEGRANDJACQUES Sara, « Inégaux en Droit. Approche comparée de l'enseignement juridique en Inde britannique et en Indochine française, XIX^e-XX^e siècle », *Cahiers Jean Moulin*, à paraître fin 2021.

MATASCI Damiano, JERONIMO BANDEIRA Miguel, DORES GONÇALVES Hugo (dir.), *Repenser la « mission civilisatrice ». L'éducation dans le monde colonial et postcolonial au xxe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.

MORANDO Laurent, « L'enseignement colonial en province (1899-1940) : 'impérialisme municipal' ou réussites locales ? », *Outre-Mers*, n°343-343, 2004, p. 273-294.

PIETSCH Tamson, *Empires of Scholars. Universities, Networks and the British Academic World, 1850-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2013.

1. Inde britannique

BASU Aparna, « A Century and a Half's Journey: Women's Education in India, 1850s to 2000 », in Bharati RA (dir.), *History of Science, Philosophy and Culture in Indian Civilization, vol IX, part 3: Women of India, Colonial and Post-Colonial Periods*, New Delhi, Sage, 2005.

BURTON Antoinette, « Contesting the Zenana : The Mission to Make "Lady Doctors for India", 1874-1885 », *Journal of British Studies*, vol. 35, n°3, 1996, p. 368-397.

CHAUHAN Chetan Pratap Singh, *Higher Education in India (Achievements, Failures and Strategies)*, New Delhi, Ashish Publishing House, 1990.

DALMIA Vasudha, « Sanskrit Scholars and Pandits of the Old School: The Benares Sanskrit College and the Constitution of Authority in the Late Nineteenth Century », *Journal of Indian Philosophy*, vol. 24, n°4, août 1996, p. 321-337.

D'SOUZA Austin A., *Anglo-Indian Education. A Study of its Origins and Growth in Bengal up to 1960*, Delhi, Oxford University Press, 1976.

DEER Cécile, *L'empire britannique et l'instruction en Inde (1780-1854)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

GHOSH Suresh Chandra, *The History of Education in Modern India, 1757-1998*, Hyderabad, Orient Longman, 2000.

GILBERT Irene A., « The Indian Academic Profession : The Origins of a Tradition of Subordination », *Minerva*, 1972, vol. 10, n°3, juillet 1972, p. 384-411.

KURMAR Krishna, *Politics of Education in Colonial India*, New Delhi, Routledge, 2014.

MUKERJEE Haridas, MUKHERJEE Uma, *The Origins of the National Education Movement*, Calcutta, Jadavpur University, 1957.

NAYAR Pramod K. (dir.), *Colonial Education and India, 1781-1945. Volume V. Indian Responses*, London-New York, Routledge, 2020.

NAIK Jayant Pandurang, NURULLAH Syed, *A Students' History of Education in India*, Bombay, MacMillan, 1962.

SEN Saramendra Nath, *Scientific and Technical Education in India (1781-1900)*, New Delhi, Indian National Science Academy, 1991.

SEN Satadru, "The Politics of Deracination: Empire, Education and Elite Children in Colonial India", *Studies in History*, n°19, 2003, p. 19-39.

SINGH Nazer, *History and Education in India*, New Delhi, Commonwealth Publishers, 2014.

2. Indochine française

BEZANÇON Pascale, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1862-1946)*, Paris, L'Harmattan, 2002.

HOÀNG Văn Tuấn, « L'enseignement supérieur en Indochine (1902-1945) », thèse préparée sous la direction de Jean-Yves Mollier, Université Paris-Saclay – Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2016.

KELLY Gail P., « Franco-Vietnamese Schools, 1918-1938. Regional Development and Implications for National Integration », *Wisconsin Papers on Southeast Asia*, n°6, avril 1982.

LEGRANDJACQUES Sara, « Go East ! 1905 as a turning point for the transnational history of Vietnamese education », *TRaNS*, 2020, p. 101-114.

LEGRANDJACQUES Sara, « Déliaison la langue ? Enseignement supérieur et enjeux linguistiques en Indochine française dans la première moitié du xx^e siècle », *Relations internationales*, à paraître fin 2021.

NGUYỄN Thụy Phương, *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975 : de la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle*, thèse de doctorat soutenue à l'Université René Descartes – Paris V, 2013.

TRINH Van Thao, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995.

C. Établissements et organisations en contexte éducatif

BARRERA Caroline, « L'université toulousaine et l'outre-mer (1808-1945) », *Les Cahiers de Framespa*, n°9, 2012.

BLANC Brigitte, AYRAULT Philippe, « La Maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est », étude publiée par la région Île de France, 2015.

BLEVIS Laure, « Une université française en terre coloniale. Naissance et reconversion de la Faculté de droit d'Alger (1879-1962) », *Politix*, n°76, 2006/4, p. 53-73.

BOUCHER M., « The Gilchrist scholarship and the University of London in the early development of higher education for the Cape colony », *Historia*, 8, 1968.

BOURDIN Janine, « Des intellectuels à la recherche d'un style de vie : l'École des cadres d'Uriage », *Revue française de science politique*, n°4, 1959, p. 1029-1045.

BUTTERWORTH Harry, « The Inauguration of the Whitworth Scholarships », *The Vocational Aspect of Education*, n°51, 1970, p. 35-39.

COMTE Bernard, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage, 1940-1942*, Paris, Fayard, 1991.

CUDDY Brendan P., « The Royal Indian Engineering College, Cooper's Hill, (1871-1906) », thèse de doctorat en philosophie, Chelsea College, Centre for Science Education, London University, 1980.

KEVONIAN Dzovinar, TRONCHET Guillaume (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

KOCHHAR Rajesh, « Hindoo College Revisited: Its Pre-History and the Role of Rammohun Roy », *Proceedings of the Indian History Congress*, vol. 72, part 1, 2011, p. 841-862.

LEE Yong Kiat, « The founding of the Medical School in Singapore in 1905 », *Annals Academy of Medicine*, vol. 34, n° 6, juillet 2005, p. 4-12.

LILLEY Irene M., *Maria Grey College 1878-1976*, Londres, West London Institute of Higher Education, 1981.

NGUYEN Phuong Ngoc, « La Société d'enseignement mutuel du Tonkin (Hội Trí Tri, 1892-1946), une autre version de l'action moderniste ».

SCOT Marie, « Faire école : les Alumni universitaires indiens de la London School of Economics », *Histoire@politique*, n°15, 2011/3, p. 4-24.

TRONCHET Guillaume, « La Cité universitaire : une *joint-venture* transnationale dans le Paris des années 1920 et 1930. Note de recherche », in Serge Jaumain et Pierre Van den Dungen (dir.), *Biermans-Lapôtre. Histoire d'un mécène et de sa fondation*, Bruxelles, Lannoo/Racine Éditions, 2013.

D. Histoire des étudiants

BRAWNER BEVIS Teresa, Christopher J. LUCAS, *International Students in American Colleges and Universities. A History*, New York, Palgrave MacMillan, 2007.

DESLANDES Paul R., *Oxbridge Men. British Masculinity and the Undergraduate Experience, 1850-1920*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.

DIENG Amady Alyn, *Histoire des organisations d'étudiants africains en France (1900-1950)*, Paris, L'Harmattan, 2011.

DUBOIS Antonin, « Organiser les étudiants. Mobilisations collectives et formation d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914) ». thèse de doctorat en histoire et civilisations sous la direction de Gérard Noiriel et Katja Patzel-Mattern, EHESS et Universität Heidelberg, 2019.

DUBOIS Antonin, *Organiser les étudiants. Socio-histoire d'un groupe social (Allemagne et France, 1880-1914)*, Paris, éditions du Croquant, 2021.

DUKE BRYANT Kelly, « Social Networks and Empire : Senegale Students in France in the Late Nineteenth Century », *French Colonial History*, 15, 1, 2014, p. 39-66.

LECUYER Carole, « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la IIIe République : l'étudiante », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°4, 1996.

LEGRANDJACQUES Sara, « Déroutes étudiantes. Les étudiants indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945) », *Les Cahiers Sirice*, n°22, mai 2019, p. 69-83.

MAEDER Eric W., « Aux origines de la modernisation chinoise : les étudiants chinois au Japon », *Relations internationales*, 26, 1981, p. 162-166.

MANITAKIS Nicolas, « Étudiants étrangers, universités françaises et marché du travail intellectuel (fin du xix^e siècle – années 1930). Certifier sans gratifier, des titres universitaires pour l'exportation », in Gérard NOIRIEL, Éric GUICHARD (dir.), *Construction des nationalités et immigration dans la France contemporaine*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1997, p. 223-154.

MOULINIER Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (xix^e siècle)*, Paris, Belin, 2002.

MULVAGH Conor, *Irish Days, Indian Memories. V.V. Giri and Indian Law Students at University College, Dublin, 1913-16*, Sallins, Irish Academic Press, 2016.

PAOLINI Rita, « An Indian Student in Oxford during World War I : Kavalam M. Panikkar between Nationalism and Princely States », *Monde(s)*, n°9, 2016.

PERRATON Hilary, *A History of Foreign Students in Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

POURCHERON Thomas, « Être étudiant pendant la Grande Guerre », *Mediapart*, 15 janvier 2015, disponible en ligne : <https://blogs.mediapart.fr/thomas-porcheron/blog/150115/etre-etudiant-pendant-la-grande-guerre>.

SIRINELLI Jean-François, « Deux étudiants 'coloniaux' à Paris à l'aube des années trente », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988.

TIKHONOV-SIGRIST Natalia, « Les femmes et l'université en France, 1860-1914 », *Histoire de l'éducation*, n°22, 2009, p. 53-70.

TIKHONOV-SIGRIST Natalia, « Les étudiantes étrangères dans les universités occidentales. Des discriminations à l'exil universitaire (1870-1914) in, Patrick FERTE, Caroline BARRERA (dir.), *Étudiants de l'exil. Migrations internationales et universités refuges (XVI^e-XX^e siècle)*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009, p. 107.

TRONCHET Guillaume, « L'accueil des étudiants réfugiés au XX^e siècle. Un chantier d'histoire globale », *Monde(s)*, n°15, 2019, p. 93-116.

VARIN Jacques, « Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, 2004.

WEBER Thomas, *Our Friend 'the enemy'. Elite education in Britain and Germany before World War 1*, Stanford, Stanford University press, 2008

5. Migrations, mobilités, diasporas

A. Voyage et circulation

BURGESS Douglas R., *Engines of Empire. Steamship and the Victorian Imagination*, Stanford, Stanford University Press, 2016.

CARROLL, Lucy « The Seavoyage Controversy and the Kayasthas of North India, 1901-1909 », *Modern Asian Studies*, 13, 2, 1979, p. 265-299.

COPIN Henri, « Confins et frontières : civilisés et décivilisés en Extrême-Asie indochinoise », *Revue de littérature comparée*, n°297, 2001/1, p. 79-92.

FAWELL Charles, « In-between Empires: Travel, Space, and Sovereignty along the Maritime Routes of Imperial France and Britain, c. 1870-1930 », thèse de doctorat en cours de préparation à l'University de Chicago.

FONKOUA Romuald, *Les discours du voyage Afrique-Antille*, Paris, Khartala, 2009.

GOSCHA Christopher E., « Récits de voyage vietnamiens et prise de conscience indochinoise (c. 1920-c. 1945) », in Claudine Salmon (dir.), *Récits de voyage des Asiatiques : Genres, mentalités, conceptions de l'espace*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1996.

HUBER Valeska, *Channelling Mobilities : Migration and Globalisation in the Suez Canal Region and Beyond, 1869-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

ROGERS Rebecca, THEBAUD Françoise, « Editorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°28, 2008, p. 5-16

SEN Simonti, *Travels to Europe. Self and Other in Bengali Travel Narratives, 1870-1910*, Hyderabad, Orient Longman, 2005.

VENAYRE Sylvain, « Pour une histoire culturelle du voyage au xix^e siècle », *Sociétés et Représentations*, n°21, 2006/1, p. 5-21.

WAGNER Anne-Catherine, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5, 2007.

B. Diasporas

BARRETT Tracy C., *The Chinese diaspora in South-East Asia. The Overseas Chinese in Indo-China*, Londres, I.B. Tauris, 2012.

BOEHMER Elleke, *India Arrivals 1870-1915 Networks of British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

BURTON Antoinette, *At the Heart of Empire. Indians and the Colonial Encounter in Late-Victorian Britain*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1998.

CIOFFO Francisco, « In the New School of Asia : The Indian Communities in Japan and Asianism, 1880s-1910s », mémoire de Master soutenu à King's College London, 2018.

FISHER Michael C., *Counterflows to Colonialism. Indian Travellers and Settler to Britain, 1600-1857*, New Delhi, Permanent Black, 2004.

HEMERY Daniel, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1939 », *Le Mouvement social*, n°90, 1975, p. 3-54.

LAHIRI Shompa, *Indians in Britain: Anglo-Indian Encounters. Race and Identity, 1880-1930*, Londres-Portland, France Cass, 2000.

LUGUERN Liêm-Khê, « Les « Travailleurs Indochinois ». Étude socio-historique d'une immigration coloniale », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Gérard Noiriel, EHESS, 2014.

MAAN Bashir, *The New Scots. The Story of Asians in Scotland*, Édimbourg, John Donald Publishers Ltd, 1992.

PAIRAUDEAU Natasha, *Mobile Citizens. French Indians in Indochina, 1858-1954*, Copenhague, NIAS Press, 2016.

STORA Benjamin, « Les travailleurs indochinois en France de 1939 à 1948 », *Cahiers du CERMTRI*, n°28, avril 1983.

C. Mobilités étudiantes

BARON Myriam, « Les migrations étudiantes dans le système universitaire français au début des années 90 », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2005/2, p. 281-300.

BARON Myriam, PERRET Cathy, « Mobilités étudiantes et territoires universitaires : vers une uniformisation des pratiques ? », *Espace, populations, sociétés*, 2005/3, p. 429-442.

BARRERA Caroline, *Étudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et Français de l'étranger de la faculté de droit de Toulouse (XIXe siècle – 1944)*, Albi, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007.

BASSETT Ross, *The Technological Indian*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2016.

BETTAHAR Yamina (dir.), *Universités et grandes écoles. Circulations internationales étudiantes et scientifiques d'hier à aujourd'hui*, Nancy, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, 2002.

KARADY Victor, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002, p. 47-60.

LEGRANDJACQUES Sara, « Rencontres étudiantes. L'itinéraire de Nguyễn Thế Vinh, étudiant indochinois dans l'Europe des années 1920 », *Hypothèses*, n°22, 2019, p. 279-290.

LEGRANDJACQUES Sara, « Des carabins pour l'empire du Milieu. L'accueil d'étudiants chinois en médecine à Hanoi, 1902-1930 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2021, p. 19-25.

MANITAKIS Nicolas, « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2000.

MCCONNELL Scott, *Leftward Journey. The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1939*, New Brunswick-Oxford, Transaction Publishers, 1989.

MOULINIER Pierre, *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle. Migration et formation des élites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

MUKERJEE Sumita, *Nationalism, Education, and Migrant Identities : The England-Returned*, Londres, Routledge, 2010.

NGUYEN Cynthia A., « 'A Xu/sou for the Students': A Discourse Analysis of Vietnamese Student Migration to France in the Late Colonial Period », in Michiel Baas (dir.), *Transnational Migration and Asia*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2015.

POMFRET David M., « 'Colonial Circulations': Vietnamese Youth, Travel, and Empire, 1919-1940 », in Richard I. JOBS, David M. POMFRET (dir.), *Transnational Histories of Youth in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 115-139.

TOURNÈS Ludovic, SCOTT-SMITH Giles, *Global Exchanges. Scholarships and Transnational Circulations in the Modern World*, New York-Oxford, Berghahn, 2018.

6. Histoire politique et diplomatique

A. Relations internationales

AGLAN Alya, FRANK Robert (dir.), *La guerre-monde, I*, Paris, Gallimard, 2015.

DEEPAK B.R., *India-China relations in the First Half of the 20th Century*, Delhi, APH Publishing, 2001.

FLEURY Antoine, « En marge du conflit ? États neutres et non belligérants », in Alya Aglan, Robert Frank (dir.), *La guerre-monde, I*, Paris, Gallimard, 2015.

GOSA Pierre, *Le conflit franco-thaïlandais de 1940-1941 : la victoire de Koh Chang*, Paris, Nouvelles éditions latines, 2008.

MERCIER-BERNADET, Fabienne « Le conflit franco-thaïlandais, juin 1940 – mai 1941, une manipulation japonaise ? », *Revue historique des armées*, n°223, 2001.

MOTTAIS Noël, « Les acteurs fascistes du dialogue Indo-Italien : l'exemple de Giuseppe Tucci (1922-1944) », thèse soutenue à l'Université de Lorraine sous la direction de Didier Francfort et Marie-Anne Matard-Bonucci, 2017.

B. Diplomatie culturelle et universitaire

CHAUBET François, « L'Alliance française et la diplomatie de la langue (de 1883 à la fin des années 1930) : contribution à l'étude de l'action culturelle française à l'étranger », thèse d'habilitation à diriger la recherche préparée sous la direction de Jean-François Sirinelli, Institut d'études politiques de Paris, 2003

DIOLEZ Arthur, « Une institution de rapprochement intellectuel : la Maison franco-japonaise de 1924 à 1939 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°47, 2018, p. 73-82.

GOHENEIX-MINISINI Alice, « Le français colonial. Politiques et pratiques de la langue nationale dans l'Empire (1880-1962) », thèse de doctorat en science politique préparée sous la direction d'Astrid Von Busekist, Institut d'études politiques de Paris, 2011.

MAYEUR-JAOUEN Catherine, « THÉVENIN (André). – *La Mission laïque française à travers son histoire 1902-2002* », *Histoire de l'éducation*, n°105, 2005.

SINGARAVELOU Pierre, « 1883 – Du Zambèze à la Corrèze, une seule langue mondiale », in Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Le Seuil, coll. « Points », 2018, p. 701-714.

STANLEY Brian, *The World Missionary Conference, Edinburgh 1910*, Grand Rapids, Eerdmans, 2009

TRONCHET Guillaume, « Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870-année 1830) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Patrick Weil, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014.

C. (Anti-)colonialisme, nationalisme et répression

ALTBACH Philip, « The Transformation of the Indian Student Movement All India College Students' Conference », *Asian Survey*, vol. 6, n°8, 1966, p. 448-460.

ALTBACH Philip, « Student Politics and Higher Education in India », *Daedalus*, vol. 97, n°1, 1968, p. 254-273.

AYDIN Cemil, *The Politics of Anti-Westernism in Asia*, New York, Columbia University Press, 2007.

BHATTE Pallavi, « Activities of Indian Freedom Revolutionaries and the Rising Sun », *歴史文化社会論講座紀要*, n°11, 2014, p. 117-136.

BOLLENOT Vincent, « Le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies. Maintenir l'ordre colonial en métropole (1915-1945) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Pierre Singaravélou, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en préparation.

BRÜCKENHAUS Daniel, *Policing Transnational Protest : Liberal Imperialism and the Surveillance of Anticolonialists in Europe, 1905-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

FISCHER-TINÉ Harald, « Indian Nationalism and the 'world forces' : transnational and diasporic dimensions of the Indian freedom movement on the eve of the First World War », *Journal of Global History*, n°3, 2007, p. 325-344.

GANACHARI Aravind, « Two Indian Revolutionary Associations Abroad : Some New Light on the Pan-Aryan Association and the Indo-Japanese Association », *Proceedings of the Indian History Congress*, vol. 57, 1996, p. 789-798.

GANACHARI Aravind, *Nationalism and Social Reform in a Colonial Situation*, Delhi, Kalpaz Publications, 2005.

GIRARDET Raoul, « L'apothéose de la 'plus grande France' : l'idée coloniale devant l'opinion française (1930-1935) », *Revue française de science politique*, n°6, 1968, p. 1085-1114.

LE JARIEL Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940) Le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008.

MARANGE Céline, *Le communisme vietnamien, 1919-1991. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

MARR David G., *Vietnamese Anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1981.

NAGAZUMI Akira, *The Dawn of Indonesian Nationalism. The Early Years of the Budi Utomo*, Tokyo, Institute of Developing Economies, 1927

NGUYỄN Thế Anh, « Phan Bội Châu et les débuts du mouvement Đông Du » in, VĨNH Sính, *Phân Bội Châu and the Đông Du Movement*, New Haven, Yale Center for International and Area Studies, 1988, p. 3-21.

PETERSSON Fredrik, « Subversive Indian Networks in Berlin and Europe, 1914-1918: The History and Legacy of the Berlin Committee », communication présentée lors de la conférence *India and the Great War, 1914-1918*, New Delhi, 5-7, 2014.

PRICE Jane L., *Cadres, Commanders, and Commissars. The training of the Chinese Communist Leadership, 1920-1945*, Boulder, Westview Press, 1976.

RAMNATH Maia, *Haj to Utopia. How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2011.

REIS Jehnie I., « L'identité indochinoise en question : Idéisme français et dissidences à la Cité Universitaire de Paris dans l'entre-deux-guerres », *Migrance*, n°39, 2012, p. 7-19.

SAREEN Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, New Delhi-Bangalore-Jullundur, Sterling Publishers Pvt Ltd, 1979.

SARKAR Sumit, *The Swadeshi Movement in Bengal. 1903-1908*, New Delhi, People's Publishing House, 1973.

SARKAR Sumit, *Essays of a Lifetime : Reformers, Nationalists, Subalterns*, Albany, State University of New York Press, 2019.

SOHI Seema, *Echoes of Mutiny : Race, Surveillance, and Indian Anticolonialism in North America*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

VĨNH Sính, *Phan Bội Châu and the Đông Du Movement*, New Haven, Yale Center for International and Area Studies, 1988.

WILKINSON Thomas, « Student Politics in British India and Beyond : The Rise and Fragmentation of the All India Student Federation (AISF), 1936-1950 », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, n°22, 2018, p. 1-22.

D. Panasiatisme

PENG-SENG Steven, « Le panasiatisme en Asie : une construction de l'identité asiatique et japonaise, 1900-1924 », Mémoire de Master, Université de Montréal, 2014.

7. Approches biographiques

BAROOAH Nirode K., *Chatto. The Life and Times of an Indian Anti-Imperialist in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

BROCHEUX Pierre, *Ho Chi Minh. A Biography*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

DELIEGE Robert, *Gandhi. Sa vie et sa pensée. Un modèle pour le XXIe siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

NANDA Bal Ram, *Gandhi*, Paris, Marabout, 1968.

QUINN-JUDGE Sophie, *Hồ Chí Minh : The Missing Years 1919-1941*, Berkeley, University of California Press, 2002.

ROY Samaren, *M.N. Roy : A Political Biography*, Hyderabad, Orient Blackswan, 1997.

SARKAR T., « The Child and the World : Rabindranath Tagore's Ideas on Education », in *Rebels, Wives, Saints*, Calcutta, Seagull, 2015.

VĨNH Sinh, *Phan Châu Trinh and his Political Writing*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

YAJNIK Indulal, *Skyamaji Krishnavarma: Life and Times of an Indian Revolutionary*, Bombay, Lakshmi Publications, 1950.

8. Histoire du corps et des représentations

LEE Robert G., « La natte coupée : l'histoire et le corps chinois-américain » *in*, Didier Aubert, Hélène Quanquin (dir.), *Refaire l'Amérique. Imaginaire et histoire des États-Unis*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2011, p. 167-175.

LEGRANDJACQUES Sara, « Le corps étudiant à l'épreuve de l'Empire. Impacts corporels des mobilités étudiantes indochinoises et indiennes (années 1850-1930) » *in*, Marine GALINE, Timothy A. HERON, *Corps en crise, crise(s) du corps : réflexions interdisciplinaires autour du corps déconstruit*, Reims, EPURE, 2018, p. 136-156.

WANG Nora, « Chapitre 8. En Chine, l'affaire de la natte » *in*, Marie-France Auzépy, Joël Cornette (dir.), *Histoire du poil*, Paris, Belin, 2017, p. 205-233.

Index

A

Albert, M.	350
Ali, militant du PCF	627
Allard, docteur	277
Allsop, J.J.W.	648
Ambedkar, Bhimrao Ramji	236, 239
Anderson	257
Arnold, Thomas	477
Atkinson, directeur de l'Instruction publique	92
Aymonier, Étienne	99

B

Bagehot, Walter	595
Bahabal, Mehta Ambalal	591
Bandarkar	238
Bandeira, Miguel Jerónimo	9, 60
Bảo Đại, empereur d'Annam	604
Barakatullah, Mohammad	241
Barker, William	471
Barkey, Karen	50
Barr, David	203
Barrera, Caroline	63, 449, 515
Barris, commis de résidence	124
Basnyat, Prakash Bahadur	279
Bassett, Ross	63
Basu, Jyoti	658
Basu, Sachindrapasad	620
Baudenne, M.	376, 435, 440-441
Baudenne, Madame	375
Bauduin de Belleval, Roger	406, 408
Beau, Paul	38, 168, 170, 177-179, 181, 183, 204, 231, 235, 253, 280, 343
Beck, Miss KJ	366
Beg, Wazir	125, 517
Bégin, gouverneur de la Cochinchine	143
Bentinck, Lord	103
Bentley, étudiant en médecine	132
Bezançon, Pascale	58, 78, 100, 284
Bhargava, M.P.	470-471
Bhat, Keshav	121, 131, 238, 355, 471
Bhoota, Bhoota Baboobhai Vrajlal	323
Bhore, Mary	126
Bhose, Chandramukhi	82
Bhownaggee, Mancherjee	381-382, 604

Blanchard, René 317, 536
 Bodley, Rachel 130
 Boehmer, Elleke 61, 128, 572
 Bose, Asoke 196, 336
 Bose, Benoy Bhusan 235
 Bose, Firandra Nath 673
 Bose, Harindranath 189
 Bose, Mrinalini 189
 Bose, Sugata 229
 Bose, Suhasini 189
 Bôt 573
 Briggs, F.H. 471-472
 Brithmer, étudiant libre 269
 Budhiraja, Ram Ditta 568
 Bù Quang Chiêu, Henriette 502, 598
 Bulwer-Lytton, Victor 300
 Burua, Anandaram 136

C

Cachin, Marcel 604
 Cades, Milton 324
 Cahen d'Anvers, Gilbert 45
 Cameron, Ernest R. 324
 Champion, J.M. 199, 454
 Càn, Jean-Baptiste 113, 149
 Cartier, Alain 463
 Case, Brayton 239
 Chabas, Jean 317-318
 Chagla, M.C. 336, 340, 350
 Challaye, Félicien 603
 Chandarkar, Devadatta Ramakrishna 238
 Chard, Mary Sybil 355
 Charton, Jean 423
 Chatterjee, B.N. 154, 238, 452
 Chattopadhyaya, Aghorenath 189
 Chattopadhyaya, Virendranath 189, 238, 621
 Chaudhuri, Devendranath 240
 Chaudhuri, Joges Chandra 125, 517
 Cheshire, F.M. 199
 Chettur, G.K. 543
 Chieng, Au 418
 Chiêu, Bù Quang 502, 598
 Chiểu, Gilbert 233
 Christian, Lilian May 126
 Chuc, cuisinier 611
 Chuckerbetty, Chunder Mohun 375-376
 Chulalongkorn Rama V 41
 Cioffo, Francesco 62
 Cœdès, Georges 234
 Cognacq, Maurice 259
 Commiade, P.E. 137
 Cotton, Henry 381

Crousaz, Karine 377
 Cùròng ĐỂ, prince 23, 225, 432, 592
 Currimbhoy, Allan Ebrahim 323
 Curti, professeur 324
 Curzon-Wyllie, William Hutt 604, 607

D

D'Souza, Austin 58
 Damersteter, James 77-78
 Danel, Henri Éloi 78
 Dang Tu Mân 656
 Das, K.C. 244
 Das, Premanada 238
 Das, Saranghadar 242
 Das, Shankur Ranjan 355
 Dass, Kashir 295
 Datta Shivran Saligram 612
 Datta Sivram Sheligram 119
 De, S.C. 196
 Debnam, Dickens Perceval 125
 Decoux, Jean 314-315, 317, 422, 423, 425, 585
 Decoux, Mme 423
 Deelap Singh, sœurs 126
 Délétie, Henri 271, 301, 439
 Deschamps, Pierre 210
 Deslandes, Paul R. 449
 Dhingra, Madan Lal 622
 Dhondo, Karve Raghumath 591
 Dhume, S.M. 293
 Dickinson, Thomas 588
 Diệp Văn Kỳ 590
 Dinh Doan Tê 482, 656
 Dislère, Paul 146
 Đỗ Dữc Hô 439, 442, 626
 Do Huu Chan 403
 Đô Tri Lê 627
 Đỗ Văn Dung 188
 Do Van Lien 385
 Đỗ Văn Tâm 192
 Đoàn Kiêm 272
 Doan-ngoc Tich 420
 Dong 647
 Dong Van An 614
 Dorabjee Muncherjee Navjivora 435
 Dou, M. 235
 Duleep Singh, maharajah 128
 Duleep Singh, princesses 126, 128
 Dunoyer de Segonzac, Louis 100
 Duong, pupille 213
 Dupré, contre-amiral 99
 Dutt, Miss P. 338
 Dutt, Romesh Chunder 342, 347, 351, 599, 638

Duy Tân, empereur 49, 232

E

Edakrav, Rama 591
Eden, Ashley 388
Edge, John 116
Eskrine, Claudius 133
Esquivillon, administrateur 424
Étienne, M. 145
Everley, Garnet M. 239
Ewing, Alfred 397

F

Falconetti, professeur 442
Faraut 443
Fembe, C.M. 638
Ferrand, Paul 302, 596, 667
Fischer-Tiné, Harald 9, 232, 234
Fisher, Michael C. 61
Foncin, Pierre 144-147, 211, 357
Fontaine, Auguste-Raphaël 402, 406, 579
Fouque, agent 562-563
Fourès, Julien 206, 208, 210, 439
Fournier, Christiane 502

G

Gadgil, D.K. 464
Gandhi, Bapuji Vithal 431
Gandhi, Indira 653
Gandhi, Mohandas Karamchand 565
Ganguly, Kadambini 673
Gaster, Mr 290
Geddes, Patrick 525
George Curzon, vice-roi 158
Ghose, A.C. 228
Ghose, Jogendra Chandra 192
Gilchrist, John Borthwick 140
Gillabert, Matthieu 9, 63, 377
Gillies, Josiah Dashwood 125
Goguet-Chapuis, Henri-Maurice 289, 295
Gonçalves, Hugo Dores 9, 60
Goodeve, Henry Hurry 342
Gopal Chandra, Bhaduri 198, 471
Gopal Chandra, Roy 125
Goscha, Christopher 333, 544
Gourdon, Henri 181
Gray, Alex 124
Gray, Malcolm 124-125
Grézel de, aide-commissaire coloniale 124
Grimble, George 122
Groleau, résident supérieur du Tonkin 232
Guillaume II 274

H

Hai, Cac Truc	655, 657
Hàm Nghi, empereur d'Annam	113
Hamilton, Daniel	193
Hand, R.	92
Hành Thiên	662
Har Dayal	243, 537, 604
Hardouin, Charles	594
Harmand, Jules	172, 229
Harnar, Frank E.	239
Hart, Thomas Owden	471
Haug, Martin	238
Hémery, Daniel	60, 251, 282
Herbelin, Caroline	425
Hérisson	269
Hills, Arnold F.	587
HỒ Chí Minh	293, 295, 326, 338, 682
Ho Quang Phat	311
Ho Ta Khanh	368, 370
Hoàng Cỏ Nghị	639
Hoang Dinh Tuan	655, 657
Hoang Hung	607, 654, 656
Hoàng Văn Bích	580
Hoãng Văn Bich	285
Hoang Van Ngon	311
Hoàng Văn Tuấn	181
Hoang Vi Hung	226, 656
Honnorat, André	401, 406, 418
Howard, Michael John	288
Hugues, Joseph	586
Hume, Robert	122
Hume, Walter F.	239
Huyen Van Phuong	615
Huynh Dinh Tuu	510
Huynh Tôn	420
Huynh Van Nhung	511

I

Indu Bhushan De Majumdar	574
--------------------------	-----

J

Jacque, Louis	402
Jayakar, M.R.	447
Jeanselme, docteur	168
Jejeebhoy, Rustomjee Jamsetjee	133, 636
Jinnah, Mohammed Ali	602
Jones, Alfred	129
Joshee, Anandi Gopal	121
Joshee, Anandibai	126, 129-130
Joshi, J.V.	475
Joshi, Samuel Lucas	241

Jowett, Benjamin 586

K

Kabadi, Sunder P. 448
Kadhim, Saiyid Jamad ud Din Muhammad 279
Kamaladevi Chattopadhyay 658-659
Kamat, S.A. 658
Kanakarayan Tiruselvam, Paul 395
Karady, Victor 39, 63
Kelly, Gail P. 58, 78, 420, 504
Kewell, Karm Chandra, 485
Khắc Nhuê, Sam 570
Kirpalani, S.K. 661
Klobukowski, Antony 185, 204-205, 207-209, 211-212, 220, 301, 386, 578, 667
Kongsomchitta, Maha Yan 278
Krishnan, L.M. 431, 582
Krishnavarma, Shyamaji 194, 362
Kulkarni, Krishnaji Dadaji, dit Ruikar 119-120
Kumaramangalam, J.G. 614
Kumarappa, Pritha 323
Kundu, D.N. 338
Kuriyan, K. 366

L

La Kiet Khen 581
La Kiet Trong 581
Lagrandière, contre-amiral 99
Lal Lajpat Rai 431
Lal, Dewan Kishen 310
Lalit Mohan De 310
Lall, Panna 639
Lambert, Édouard 295
Lanessan, Jean-Marie de 141
Launay, Lucien 402
Lê Ba Lang 581
Lê Câu Tinh 656
Le Dinh 305
Le Fol, Jacques 309
Le Guénédal, M. 269, 491
Lê Hữu Ky 459
Lê Huu Ngat 443
Le Jariel, Yves 226
Lê Minh Ngọc 272
Le Myre de Vilers, Charles 144-145
Le Phat Loi 633
Lê Pho 406
Lê Quang Ẩn 220
Lê Quang Trinh 511
Lê Van Chinh 482, 510, 569
Lê Van D. 447-448
Lê Van Đit dit Đệ 288
Lê Văn Duc 475

Lê Van Ho	310
Lê Vân Kim	495
Lê Van Kim, Albert	467
Lê Van Nam	613
Lê Van Vo	112
Lê Viet Khoa	480
Leduc, consul de France	172, 175
Lee-Warner, William	198-199, 384
Leitner, Gottlieb W.	93-94, 619
Lemaire, chef	305
Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov dit	610
Leong-Yu, sous-préfet	343
Lépine, Jean	289
Lévecque, Ernest Fernand	408, 444-445
Li Loc Tseng, délégué du vice-roi	175
Li Van Tron	419
Liang Qichao	230
Linlithgow, Lord	626
Lloyd George, David	667
Loc, Buu	310
Longridge, George	387
Lovett, Mary	239
Lucas, Edmund	323
Lucas, Nancy	323
Lun Van Dau	234
Lun Van Lang	148
Luro, Eliacin	99, 596
Luu Binh Giang	345
Ly Binh Hué	573
Ly Thuy	609
Lyall, Charles	381-383

M

Maan, Bashir	61, 517
Macaulay, Thomas Babington	48
MacDonald, Claude	228
MacDonnell, A.P.	103
MacDougall, Isobel	588
Mai, abbé	23, 234
Mai, docteur	363, 586
Mallet, C.E.	203, 297
Manitakis, Nicolas	63
Manning, Adelaide	381-382
Markby, William	381
Martin, Pierre	405
Marx, Karl	610
Matascii, Damiano	60
Matignon, Jean-Jacques	667
Matthai, John	323
Matthai, Valsa Anna	323
Maybon, Charles	584
Mazumdar, P.K.	196, 337

Mazumder, Woomesh Chunder 125, 517
 McConnell, Scott 61, 283
 McConnell, Steve 545
 Mehta, docteur 571
 Melon, Paul 141-142
 Menon, KPS 663
 Merlin, Martial 398, 657
 Mill, John Stuart 595
 Monat, F.J. 133
 Monet, Paul 50, 362, 397-400, 405, 417, 420, 601
 Mongkut Rama IV 41
 Monnais-Rousselot, Laurence 169
 Montguillot, gouverneur général de l'Indochine 339
 Morel, Jean 570
 Morley, John 199, 202
 Moulinier, Pierre 63, 377, 449
 Muir, William 95
 Mukerji, Bimol 361
 Mukherjee, J.C. 471
 Mulvagh, Conor 62
 Mussolini, Benito 554, 679
 Myngoon Min, prince 339

N

Naidu, Sarojini 126, 129, 189
 Nam Dinh 341
 Napoléon I^{er} 37
 Narayan Prosad 279
 Narayan, Victor N. 332, 349, 539
 Narayana 539
 Nath, Rai Tarruck 135
 Nehru, Braj Kumar 284
 Neill, John W. 381-382
 Ngoc Huan Lam 309
 Ngu Puang Hing 276, 480
 Nguyễn Ái Quốc 608
 Nguyễn An Ninh 598, 658
 Nguyễn Dang Hoang 633
 Nguyễn Đình Giù 480
 Nguyễn Dong Thanh 646
 Nguyen Du 420
 Nguyễn Hiếu 337
 Nguyễn Hữu Ninh 285
 Nguyễn Hữu Sơn, dit Son Con 611
 Nguyễn Huy Man 363, 586
 Nguyễn Khắc Cận 112-113, 138, 354, 509
 Nguyễn Khoa Thi 310
 Nguyễn Liên 192
 Nguyễn Mach Chi 654, 657
 Nguyễn Minh Cuang 511
 Nguyễn Phú Khai 510
 Nguyễn Quang Anh 652

Nguyễn Qui Toàn	662	
Nguyễn Thế Anh	226	
Nguyễn Thê Dộc	613	
Nguyễn Thế Song	188	
Nguyễn Thế Truyền	188, 285, 346, 353, 581, 613, 662	
Nguyễn Thề Vinh	296, 555	
Nguyễn Trọng Dong	272	
Nguyễn Truần	337	
Nguyễn Trung Giao	288	
Nguyễn Van Bau	621	
Nguyễn Van Đính	475	
Nguyen Van Duyen dit « Dien »		511
Nguyen Van Huyen	475	
Nguyên Van Kien	345	
Nguyễn Văn Luong	380	
Nguyễn Van Ninh	250	
Nguyen Van Phấn	195	
Nguyen Van Phung	442	
Nguyen Van Thinh	484	
Nguyễn Văn Vĩnh	193	
Nguyen Van Xiem	205	
Nguyễn Viêm Hải	478	
Nguyễn, dynastie	23	
Nhất Linh	347, 356, 572, 664	
Nho	305	
Nhu	639	
NiRambe, Shevantibai M.		130

O

O'Dwyer, M.F.	124	
Oum	148	

P

Pairaudeau, Natasha	7, 9, 62	
Pal, Bipin Chandra	139, 603	
Pandya, Anant	651	
Pandya, Anyant	638	
Panikkar, Kavalam M.	215	
Paranjape, Sadashiv Wasudeo	119	
Parekh, Devchand	528, 567, 648	
Parekh, famille	649	
Pasquier, Pierre	283, 303, 402	
Patel, Balkrishna Raghuji	89	
Patel, Rajni	539	
Pavie, Auguste	143-144, 173, 206, 342, 649	
Pelletier, M.	145, 342	
Penne, dénommé	145	
Perrier, Léon	401-402	
Pétain, Philippe	314, 547	
Petrovna Blavatsky, Helena	587	
Phạm Duy Khiêm	468, 648	
Phạm Hồng Thái	657	

Phạm Quỳnh	398, 424
Phan Bội Châu	23, 225, 233-234, 338, 348, 540, 592, 606-607, 625, 654, 657
Phân Bội Chau	482
Phan Cao Doan	484
Phan Châu Trinh	483
Phan Dinh Niem	484
Phan Trong Doan	345
Phan Van Anh	538
Phan Van Thanh	615
Phelps, Myron H.	241, 604
Philippe, Louis Adrien	286
Pietsch, Tamson	63, 215
Pingle, Vishnu Ganesh	604
Platon, contre-amiral	311, 483
Pomfret, David	9, 61
Pope, époux	243
Pradhan, R.G.	294
Prideaux-Brune, Humphrey	320
Prosad, Sharma Pinakey	279
Punthaki, Kekhosru Kekobai	125

R

Radhabai Pawar Pawar	501
Rai, Aftab	484
Ralston, Maud	585
Rana, Sardarsinhji Ravaji	194
Rao, Anand Shanker	588
Rasul, Abdul	125, 517
Rathmann-Lutz, Anja	377
Rau, B.N.	647
Read, H.C.	196
Reboul, docteur	569
Régnier, docteur	455
Richards, député	381-382
Rodin, Auguste	673
Rosset Boulon	286
Rousseau, Henri	512
Rousseau, Jean-Jacques	599
Roy, Manabendra Nath	296
Roy, Ramakant	119, 616
Roy, Satish Chandra	238
Roy, Tarachand	236
Roychand, Premchand	133
Runganadhan, S.E.	557

S

Sadler, Michael	391
Saggar, Jainti Dass	642
Saint Nihal Singh	561-563, 568, 574-575, 585
Sampson C. Shen, M.	320
Sanders, Frank K.	532
Sarabha, Katar Singh	604

Sarasvati, Ramabai 129-130
 Sarfranski, anarchiste russe 607
 Sargent, John 319
 Sarraut, Albert 48, 209, 221, 245, 258-261, 270, 273-274, 280, 400, 468, 613
 Sato, consul japonais 317
 Savarkar, Vinayak Damodar 599, 641
 Scott-Smith, Giles 132
 Sen, Samarendra Nath 58
 Sen, Satyendra Nath 617, 622
 Seshadri, P. 492
 Shigenobu, Okuma, comte 230
 Shompa Lahiri 61, 500
 Shraddanad 251
 Shunmugum, Annie 128, 501
 Simoni, Henri 402
 Singh, Ansuyah 673
 Singh, Kunwar Maharaj 236, 434, 539
 Singh, Mohan 222, 485
 Singh, Prithvi Pal 549
 Singh, Puran 227
 Sircar, Krishna Gopal 141
 Sirdar Jawala Singh 242
 Sisowath, roi du Cambodge 215
 Siu Ting Tsuan 277
 Skirne, Francis H. 434-435, 440
 So 647
 Sorabji, Cornelia 126, 128, 131, 573, 580, 586
 Sorabji, Richard K. 391
 Soung Tse-Kouang 339
 Spencer, Herbert 194
 Strock, Elizabeth Evans 501
 Subbarayan, Mrs K. Radha Bui 538
 Subrahmanyam, M.V. 362, 370-371
 Sud, Babu Lal 573
 Sumita Mukerjee 62, 114, 118, 284, 334, 635
 Sun Yat Sen 608, 610, 622
 Surendra Nayan Guha 240
 Surendrenath Banerjee 619
 Swami Dayananda Saraswati 194
 Syed Maqsood Ali 325
 Symphorif 633
 Syud Mohummed Israil 135
 Syud Shurfooddeen 136

T

T.M. Shah 338, 431, 580
 Tậ Thu Thâu 657
 Tagore, Rabindranath 320
 Tagore, Satyendranath 111, 118, 464
 Takahiko, Hirata 278, 461
 Tang Hy Hien 345
 Tang, dynastie 40

Taraknath Das	242, 556
Tchang Choui Lin	277
Tcheou Han-Tch'en	339
Thalamas, Amédée	272, 339, 368
Thân Trọng Huề	192
Thien	418
Thomas Allison, docteur	587
Thomas, agent	611
Thomas, P.J.	394
Thomson, du nom du gouverneur de la Cochinchine	144
Tiao Maha Cupkhat	331
Tiao Phetsarath	331
Tiao Souvannaphouma	331-332
Tilak	121, 612, 617
Tôn Thất Quang	478
Tournès, Ludovic	7, 132
Tran Ba Huy, Philippe	355
Tran Kan Loan	286
Tran Thien Tuong	627-628
Trân Văn An	226
Trân Văn Đạt	653
Tran Van Doc	403, 615, 621
Trần Văn Giàu	657
Tran Van Ngot	113, 190
Tran Van Nhut	458
Tran Van Thach	549, 615
Tran Van Than	304
Tran Văn Thông	652
Trần Văn Trích	533
Trân Văn Tu	226
Trikamlal (T.M.) Shah	363, 567
Trịnh Văn Hời	192
Trinh Van Thao	27, 58, 78, 102, 497
Truong Van Nhu	622
Trương Văn Phước	639
Tsan You Ninh	184, 481
Tsuyoshi, Inukai	230
Tự Đức	101
Tyabji, famille	668

U

Urwin, Mme	385
------------	-----

V

Vaidya, P.L.	292
Vaidya, R.N.	366, 456
Valhan, Gaston	441
Varenne, Alexandre	400-403
Vieu, Maurice	405
Vigne, Georges	402
Vinh, Bui Van	478, 627
Visram, Rozina	61

Võ Công Tồn	603
Vo Thanh Loc	311
Vo Van Cang	664
Vu Hien	285, 303, 345, 580

W

Wadia, Ardeski Khueloj	594
Wall, Miss KG	190
Warner, Edward George	125
Watchayavong Sisowath, prince	215
Watumull, Gobindram J.	249, 251, 324, 337, 362, 370-371, 637, 683
Werner, Michael	52
Whitworth, Joseph	141, 194
Whyte, Mme/Mrs	385, 582
Wilkins, Margaret Phyllis	288
Wilson, James	477
Wolfe, Martin A. de	239
Wood, Charles	30, 48, 81, 103
Wou Pen-Cheng	339
Wou-Min-Yi	170

Y

Yang Yeon T'ang	354
Yersin, Alexandre	168-169
Young, Bernard Maurice Gregory	288

Z

Zaki, Saiyid Sulaiman Amin	279
Zimmermann, Bénédicte	52